



HAL
open science

Temps de Grande Guerre au canton : Agde, Bessan, Marseillan et Vias, en Bas-Languedoc

Christine Delpous

► **To cite this version:**

Christine Delpous. Temps de Grande Guerre au canton : Agde, Bessan, Marseillan et Vias, en Bas-Languedoc. Histoire. Université Paul Valéry - Montpellier III, 2021. Français. NNT : 2021MON30028 . tel-03512831v1

HAL Id: tel-03512831

<https://theses.hal.science/tel-03512831v1>

Submitted on 5 Jan 2022 (v1), last revised 5 Jan 2022 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



THÈSE

Pour obtenir le grade de
Docteur

Délivrée par l'Université Paul Valéry-Montpellier III

Préparée au sein de l'école doctorale 58, Langues, Littératures, Cultures, Civilisations (L.L.C.C.)

Et de l'unité de recherche **CRISES**, Centre de Recherche Interdisciplinaire
en Sciences Humaines et Sociales EA4424

Spécialité : **Histoire contemporaine**

Présentée par **Christine Delpous-Darnige**

**Temps de Grande Guerre au canton.
Agde, Bessan, Marseillan et Vias, en Bas-Languedoc**

Soutenue le 11 novembre 2021 devant le jury composé de

Jean-Paul PELLEGRINETTI, professeur, Université de Nice	président
Yves POURCHER, professeur, Université Toulouse-Capitole	rapporteur
Stéphanie PREZIOSO professeure, Université de Lausanne	rapporteuse
Frédéric ROUSSEAU, professeur, Université Montpellier III	directeur de recherche
Agnès STEUCKARDT, professeure, Université Montpellier III	examinatrice
Emmanuel Vigneron, professeur, Université Montpellier III	examineur absent



Avertissement

Des toutes premières lignes aux toutes dernières, ce travail est accompagné des mots des acteurs qui forment des récits très divers. Quelques-uns ayant été publiés et corrigés par les éditeurs, j'ai fait le choix de rectifier l'orthographe et de rajouter quelques signes de ponctuation afin que les textes soient traités et présentés d'égale façon. De plus, le corpus contenant un nombre conséquent de lettres à l'écriture phonétique, leur transcription au risque de l'erreur nécessitait un travail coûteux en temps pour un bénéfice qui m'a semblé moindre. Mais, quand l'analyse le nécessitait davantage, la transcription a été la plus fidèle possible.

ABRÉVIATIONS

Sources

ADH : Archives départementales de l'Hérault

AMA : Archives municipales d'Agde

AMB : Archives municipales de Bessan

AMM : Archives municipales de Marseillan

AMV : Archives municipales de Vias

SHD : Service Historique de la Défense

Unités d'incorporation

COA : Commis et Ouvriers Militaires d'Administration (non combattante)

5^e DEF : 5^e Dépôt des Equipages de la Flotte, basé à Toulon (Marine)

DI : Division d'infanterie

ETE : Escadron des Trains des Equipages (non combattante)

RA : Régiment d'Artillerie

RI : Régiment d'Infanterie

RIC : Régiment d'Infanterie Coloniale

RIT : Régiment d'Infanterie Territoriale

SIM : Section d'Infirmiers Militaires (non combattante)

À Lucien et Alphonsine

Remerciements

Si le travail d'écriture a été une tâche solitaire, la quête de documents et l'échafaudage de ce récit ont été une entreprise éminemment collective. Cette thèse n'aurait jamais démarré sans la maîtrise des lieux, des fonds et des traces privés de Virginie Gascon ni sans les encouragements de Jean Sagnes. Elle ne se serait pas poursuivie sans la confiance de Frédéric Rousseau qui l'a dirigée. Elle n'aurait pas abouti *in situ* sans l'aide et le sens de l'organisation de Bérengère Bonnaud ni sans la présence, la grande générosité et la curiosité de Jean-Paul Pellegrinetti, Yves Pourcher, Stéphanie Prezioso et Agnès Steuckardt qui ont accepté de composer ce jury et en ont rendu si riche la soutenance.

Mes plus sincères remerciements vont encore

À toutes celles et celui qui ont œuvré ou œuvrent aux archives municipales d'Agde, notamment Irène Dauphin, Emmanuel Lecomte et Danielle Durand, à Sébastien Frey, Stéphane Pépin, Emilie Féliu et Carole Verna qui m'ont ouvert les portes des archives bessannaises, à Marie-Hélène Yague, gardienne sourcilleuse des fonds municipaux marseillanais, à Jean Louis Sellié et Olga Botella, des services de Vias, à Carole Briffaud des archives de Frontignan, aux professionnels des archives départementales de l'Hérault qui en numérisant si rigoureusement autant de documents participent de la démocratisation de l'histoire et ont rendu possible ce travail,

À toutes celles et ceux qui dans et après la guerre ont écrit, à toutes celles et ceux qui durant plus d'un siècle ont conservé et sauvé ces récits, à tous les contributeurs des collectes 1914-1918 ainsi qu'à Georges Cléophas et Alain Carles pour la mise à disposition sans limite de leurs collections,

À toutes celles et ceux qui font vivre dans leurs associations la mémoire de leur commune et ont généreusement mis leurs documents et leurs savoirs à ma disposition : les membres du *Groupe de Recherche en Histoire d'Agde*, Michel Adgé, Marie France Belleface, Miette Camboulive, Christian Camps, Francine Druart, Jean-Claude Mothes, Jean Péliissier, Jean-Marie Rigal, les membres de *La Guide2Bessan*, Henri Druilhe, Myriam et Raoul Gély, Antoine Iniguez, Mathieu Laval et à Jacky Becker, présidente de *Marseillan d'Hier et d'Aujourd'hui*, et ses ami.e.s,

À tous les détenteurs de documents personnels qui m'ont fait confiance : José Ascencio, Albert Bédos, Jean-Pierre Delmas, Laurent Félix, Etienne et Caroline Gleizes, Henri Grimal, Marius et Jean-Michel Palmier, Jean-Louis Picheire, Anne-Marie Tilmant, Valérie et René Viviani, Louis Vallière. À Claude Lefert, Patricia Fize, Patrick Petitjean qui avaient déposé dans l'espace public leurs documents familiaux mais ont accepté de poursuivre de loin les échanges.

À Jean-François Albaracin, ses registres du cimetière agathois, à Albert Arnaud et Claudette Berlanger, leur aide et leur accueil à Marseillan, à Joëlle Hermange qui a mis à ma disposition l'indispensable correspondance de Joseph Sigal qu'elle avait presque entièrement transcrite et auquel doit tant ce travail, à Pierre Soliva et à sa connaissance de la rue de l'Amour, à Thérèse Julia et Thérèse Taule pour leur savoir sur les vignes de la plaine, à Gertrude Bing, Stéphanie Laur-Chevallier, Hélène Pascual, Claire Pous et Brigitte Theulier pour leur relectures attentives, à Guy Laurans, Miquel Ruquet, Jean-Luc Secondy, Serge Sénabré, Gregory Schoch De Neuforn, Helena Trnkova et Richard Vassakos pour leurs précieuses contributions,

À Alya Aglan-Wisman et Françoise Thébaud qui ont permis aux mots de toutes les Marie, Joséphine, Germaine, Charlotte, Célestine, Marguerite, Albine ou Rose qui peuplent ce récit de résonner un jour jusqu'au Sénat,

À Eve Escande, maire adjointe, déléguée à la culture et Julia Rautenberg, directrice de la médiathèque agathoise, ancien collègue et hôpital militaire de 1914 à 1917, qui accueille cette soutenance.

Sommaire

INTRODUCTION.....	15
1. PREMIERE PARTIE. DESSINER LES CADRES DE L'ETUDE.....	38
1.1. CHAPITRE 1. UN TERRITOIRE, DES SOURCES ET UNE METHODE	39
1.1.1. Une société en son canton.	42
1.1.1.1. Un territoire structuré par la vigne et par l'eau.	43
1.1.1.1.1. « Une mer de vignobles ».....	43
1.1.1.1.2. Le feuilletage d'une société vitivinicole.	46
1.1.1.1.3. La Méditerranée, les étangs, le fleuve et le canal.	54
1.1.1.2. Entre ville et campagne, au cœur du Midi rouge.	55
1.1.1.2.1. La hiérarchie de quatre bourgs ou petites villes.	55
1.1.1.2.2. En terre républicaine, le nid de la mutinerie du 17 ^e RI.	59
1.1.2. Bâtir un corpus de témoignages.	65
1.1.2.1. Parmi les quatre âges historiographiques d'une source.....	65
1.1.2.1.1. « L'An I de la démocratie testimoniale ».	65
1.1.2.1.2. An II et An III : de Louis Barthas à la famille Papillon.	68
1.1.2.1.3. L'an IV ou les collectes du Centenaire.	72
1.1.2.2. Selon deux critères.	75
1.1.2.2.1. L'attestation personnelle d'expériences vécues.	75
1.1.2.2.2. Le lien géographique.	78
1.1.3. 150 auteurs inconnus devenus témoins.	84
1.1.3.1. Identités.	84
1.1.3.1.1. Une histoire de parentèles et de communautés.	84
1.1.3.1.2. Appartenances sociales.	88
1.1.3.2. De la carte isolée au lot de 800 lettres : textes, images et objets.	93
1.1.3.2.1. Support, énonciation et temporalités.	93
1.1.3.2.2. La place significative des photographies privées.	101
1.1.3.2.3. L'importance des cartes postales.	107
1.1.4. Identifier les épistoliers et faire émerger des acteurs par d'autres sources.	113
1.1.4.1. L'exploitation systématique des sources sérielles	113
1.1.4.1.1. Les registres de dénombrement de population	113
1.1.4.1.2. Les registres matricules : dans les pas de Jules Maurin	117
1.1.4.2. À toutes les échelles.	122
1.2. CHAPITRE 2. LE « GRAND EVENEMENT » DE L'ETE 1914	131
1.2.1. Une réussite préparée et orchestrée.	134
1.2.1.1. Sous l'uniforme. Prendre la mesure d'un succès militaire	134
1.2.1.1.1. Les quelques-uns qui restent et tous ceux qui partent.....	134
1.2.1.1.2. L'enthousiasme par les marges : réfractaires et engagés volontaires	138
1.2.1.1.3. Identités militaires des témoins : une majorité de soldats fantassins.	141

1.2.1.2. Retour sur « le premier cliché de la guerre ». La sidération des acteurs	145
1.2.1.2.1. Des sources muettes et des souvenirs emmêlés.	145
1.2.2.2.3. Une diversité de réactions.	149
1.2.1.2.2. Focus sur un traumatisme.	154
1.2.1.3. L'armée en premier rôle.....	160
1.2.1.3.1. Premiers signes.	160
1.2.1.3.2. Autour des héros, la fabrique de l'enthousiasme	164
1.2.1.3.3. De l'anticipation des réquisitions à leur mise en œuvre.	172
1.2.2. Au cœur du maillage : Un municipalisme de guerre	177
1.2.2.1. Instaurer l'état de siège.....	177
1.2.2.2. Protéger les populations dans l'urgence.....	183
1.2.2.2.1. Secourir les plus démunis.	183
1.2.2.2.2. Approvisionner les habitants.	190
1.2.2.2.3. Accueillir les réfugiés.	192
1.2.2.3. Le soutien d'autres bâtisseurs du front intérieur.	196
1.2.2.3.1. Les enseignants ou « l'exemple du zèle patriotique »	196
1.2.2.3.2. De « beaux gestes » ou l'expérience de la guerre participative et ses limites	199
1.2.3. Premiers engagements militaires en Lorraine.	204
1.2.3.1. Dans la 31 ^e D.I., une première expérience brutale entre Méridionaux	204
1.2.3.2. « On ne crie plus à Berlin ! » La désillusion.	210
1.2.3.2.1. La succession des revers.	210
1.2.3.2.2. Deux mois pour une décimation.	216
1.2.3.2.3. (S')informer au risque de la désinformation.	220
1.3. CHAPITRE 3. DES OBJETS QUI CIRCULENT ENTRE LES FRONTS.	225
1.3.1. « Vivre ensemble par lettres » ?	227
1.3.1.1. De tous pour presque tous.....	227
1.3.1.2. Un objet progressivement investi.....	235
1.3.1.2.1. Été 1914, une inégale mobilisation.	235
1.3.1.2.2. S'organiser pour durer	238
1.3.1.2.3. L'évolution des lettres de Saint Prix Petitjean.	243
1.3.2. Photographeur, photographie(s) au singulier et au pluriel.	249
1.3.2.1. Des pratiques socialement différenciées.	249
1.3.2.1.1. La photographie comme sujet des correspondances	249
1.3.2.1.2. Photographeur : l'opportunité d'une minorité.	254
1.3.2.1.3. Poser ou acquérir un portrait : les enjeux de pratiques partagées.	257
1.3.2.2. Les portraits comme rituels d'appartenances.	262
1.3.2.2.1. « L'air tout à fait militaire » ; Des identités viriles et martiales.....	262
1.3.2.2.2. « Souvenir de ta chère famille » : Des identités familiales menacées.	268
1.3.2.3. La photographie pour montrer la réalité ou son illusion.	272
1.3.2.3.1. Documenter sa vie en guerre.	272
1.3.2.3.2. Des preuves de vie, de santé, d'intégration.	277
1.3.2.3.3. Rapprocher les familles séparées.....	280
1.3.3. Une majorité de cartes postales	285

1.3.3.1. Une affaire de communautés	285
1.3.3.1.1. Un médium populaire de grande sociabilité.	285
1.3.3.1.2. Un projet familial d'importance : la réalisation de l'album.	290
1.3.3.1.3. Retrouver des logiques du choix.....	295
1.3.3.2. L'appropriation du discours des images.....	301
1.3.3.2.1. Une iconographie guerrière minoritaire et parfois détournée.	301
1.3.3.2.2. Dire mieux que la lettre pour informer et documenter.	309
1.3.3.2.3. Un vecteur privilégié de l'expression des affects.....	313

2. DEUXIEME PARTIE. VIVRE EN GUERRE SUR TOUS LES FRONTS 319

2.1. CHAPITRE 4. DES MILITAIRES AU CARREFOUR DES BATAILLES 321

2.1.1. Dans la 31 ^e DI (suite) sur le front de l'ouest.....	322
2.1.1.1. Écrire l'enlèvement dans les tranchées.....	322
2.1.1.1.1. Anciens et nouveaux témoins.	322
2.1.1.1.2. Trois mois dans la boue des Flandres	326
2.1.1.1.3. 17 jours dans la craie de Beauséjour, tout près des cadavres	328
2.1.1.2. Supporter « la guerre des taupes ».....	333
2.1.1.2.1. Le rythme spécifique de la guerre	333
2.1.1.2.2. L'importance des compensations matérielles.....	337
2.1.2. Des marins en Méditerranée.....	343
2.1.2.1. Revue d'effectifs.	343
2.1.2.1.1. Combien de marins et de capitaines ? Les difficultés d'un décompte.....	343
2.1.2.1.2. Être marin et se retrouver fantassin	347
2.1.2.2. Sillonner les mers intérieures.	350
2.1.2.2.1. Contrôler des points stratégiques	350
2.1.2.2.2. Approvisionner l'armée d'Orient au risque de la guerre des mines	354
2.1.2.3. Faire la guerre en matelot.	358
2.1.2.3.1. Mythes et réalités de la vie militaire en mer.	358
2.1.2.3.2. La langueur et ses compensations	364
2.1.3. 1914-1918. Des territoriaux au Maroc.	369
2.1.3.1. Participer à la continuation d'une guerre coloniale.	369
2.1.3.1.1. Des acteurs de la stratégie de conquête.	369
2.1.3.1.2. Alléger l'épreuve.	377
2.1.3.2. Être mobilisé sur un front intérieur de la guerre mondiale.	379
2.1.3.2.1. Composer avec le soupçon d'embusquage.....	379
2.1.3.2.2. Tromper l'ennui en découvrant l'Orient africain et ses habitants	385
2.1.4. 1915-1919 : L'Orient européen.	392
2.1.4.1. Préludes.	392
2.1.4.1.1. Une expérience partagée	392
2.1.4.1.2. Un temps de répit ; La préparation du départ.....	395
2.1.4.1.3. Première difficulté : le transbordement.	398
2.1.4.2. De Gallipoli à la Russie : la diversité des itinéraires combattants.	401
2.1.4.2.1. Retrouver les tranchées dans les Dardanelles.....	401

2.1.4.2.2. Découvrir Salonique avant de crapahuter en Macédoine.....	404
2.1.4.2.3. Savourer des parenthèses enchantées.....	409
2.2. CHAPITRE 5. LA VIGNE, ACTRICE MAJEURE DU CONFLIT.	413
2.2.1. L'Union sacrée dans les vignes.....	414
2.2.1.1. Les vendanges exceptionnelles de 1914.....	414
2.2.1.2. Les dons de vin aux armées.....	419
2.2.1.2.1. Enjeux.....	419
2.2.1.2.2. Bilan.....	426
2.2.1.2.3. Jean Meyer ou la figure du don patriotique ?.....	430
2.2.2. Dans la guerre qui dure, une ressource plurielle.....	433
2.2.2.1. Un quart, un sixième, un tiers : l'instauration des réquisitions.....	433
2.2.2.1.1. Un dispositif complexe et intrusif.....	433
2.2.2.1.2. Mais un dispositif qui crée le consensus.....	439
2.2.2.2. Changer d'échelle : une ressource privée.....	443
2.2.2.2.1. Tenir : Le vin et le raisin du soldat.....	443
2.2.2.2.2. Vivre ensemble de loin : la vigne des familles.....	450
2.2.2.2.3. Rentrer : la vigne des retrouvailles sous haute surveillance.....	456
2.2.3. Une puissante révélatrice des dynamiques sociales.....	462
2.2.3.1. Des équilibres et déséquilibres.....	462
2.2.3.1.1. Dans les entreprises et les grandes propriétés.....	462
2.2.3.1.2. Le sort difficile du plus grand nombre.....	468
2.2.3.1.3. Des compensations et des exceptions.....	474
2.2.3.2. Des identités de genre.....	478
2.2.3.2.1. Réévaluer le travail féminin grâce aux témoignages.....	478
2.2.3.2.2. « Chose qui n'est pas l'affaire des femmes » ?.....	481
2.2.3.2.3. De nouvelles responsabilités.....	488
2.2.3.3. Du sort fait aux étrangers.....	495
2.2.3.3.1. Un encadrement devenu national et militarisé.....	495
2.2.3.3.2. Les arrivées et installations des Espagnols.....	501
2.3. CHAPITRE 6. RUES ET PLACES A L'EPREUVE.	511
2.3.1. L'air de la guerre.....	513
2.3.1.1. Des odeurs, des bruits et des couleurs.....	513
2.3.1.1.1. Le cours des projets républicains d'urbanité et ses limites.....	513
2.3.1.1.2. La crasse et la casse.....	520
2.3.1.1.3. Le silence et l'ombre.....	525
2.3.1.2. L'emprise des pouvoirs.....	530
2.3.1.2.1. Au chef-lieu, une militarisation accrue et diversifiée.....	530
2.3.1.2.2. Des jours heureux... « En attendant des jours meilleurs ».....	535
2.3.1.2.3. Des espaces publics sous contrôle.....	538
2.3.1.2.4. Des groupes sociaux particulièrement ciblés.....	545
2.3.1.3. Le poumon des interactions sociales.....	548
2.3.1.3.1. Des agora pour (s')informer sur la guerre.....	548
2.3.1.3.2. Expérimenter des pratiques. Le décompte des victimes militaires.....	557

2.3.1.3.3. Des miroirs de solidarité ; Le discours d'une image.	561
2.3.1.3.4. Le tribunal de la rue.	564
2.3.2. Le permissionnaire : interface singulière de la communauté en guerre. ...	570
2.3.2.1. Une figure visible des espaces publics.	570
2.3.2.1.1. Prendre la mesure des retours temporaires de soldats.	570
2.3.2.1.2. Diversité des durées et des statuts.	575
2.3.2.2. « Après des mois de privations », le don d'ubiquité.....	581
2.3.2.2.1. Entre retour du héros et retour à la vigne	581
2.3.2.2.2. Entre intimité et mission nationale ; un reproducteur ?	587
2.3.3. Rue de l'Amour.	592
2.3.3.1. La lourdeur de l'épreuve au rythme du conflit.	592
2.3.3.1.1. Choisir la bonne rue	592
2.3.3.1.2. Une très progressive exposition des soldats.....	597
2.3.3.1.3. Alexandre Daniel, espagnol, « nationalisé » par la guerre, classe 1916.....	606
2.3.3.2. Au numéro 3, une famille d'ouvriers : les Sigal.	615
2.3.3.2.1. « Nous sommes pauvres » ou l'évidence de l'isolement social.....	615
2.3.3.2.2. Une très longue séparation.	618
2.3.3.2.3. « Pour tenir partout » ou comment maintenir l'équilibre ?	622
2.3.3.3. Sur la place voisine, une famille de notables, les Larroque	628
2.3.3.3.1. Huissier de justice, propriétaire et marchand de sable.	628
2.3.3.3.2. Le collège : incubateur de soldats patriotes ?.....	630
2.3.3.3.3. Une mise en guerre plurielle.	635
3. TROISIEME PARTIE. SORTIR DE LA GUERRE.....	644
3.1. CHAPITRE 7. CONSENTIR OU NE PAS CONSENTIR AU SACRIFICE.	645
3.1.1. Consentir toujours ?	646
3.1.1.1. Du patriotisme au prisme des identités sociales.....	646
3.1.1.1.1. Trois chefs de bataillon dans la tourmente : Patrie, famille, travail et Dieu ..	646
3.1.1.1.2. « Nous sommes beaucoup de patriotes pour aller à la maison » : entre	
incompréhension et affirmation d'autres valeurs	653
3.1.1.1.3. Les territoires-relais de la rhétorique patriotique.	658
3.1.1.2. Interroger le consentement d'un soldat extraordinaire	662
3.1.1.3. Les inflexions discursives au prisme du bilan macabre.	671
3.1.1.3.1. Relativiser la ténacité en comptant les survivants et les arrivants.	671
3.1.1.3.2. De rapides ajustements.	673
3.1.1.3.3. Paul Bascoul ou le poids de l'habitus	680
3.1.2. De la puissance d'agir par un vaste répertoire d'actions légales.....	684
3.1.2.1. Éviter ou retarder la présence en première ligne.	684
3.1.2.2. S'engager volontairement.	690
3.1.2.3. Se saisir des opportunités ou exploiter les ressources de ses réseaux	698
3.1.3. Défier ou transgresser la loi militaire.	711
3.1.3.1. Déserter : une démarche rare mais observable.....	711
3.1.3.1.1. Sur le front ou surtout en permission	711

3.1.3.1.2. Léon Rossignol, figure tragique de la désertion ordinaire.	716
3.1.3.2. De l'arrière aux premières lignes : désobéir	720
3.1.3.2.1. Une presque invisibilité : l'insoumission française et étrangère.	720
3.1.3.2.2. Une fois sur le front, le coût élevé de la désobéissance.	725
3.1.3.2.3. Refuser collectivement : l'écho des mutineries.	730
3.1.3.3. Aux frontières de l'illégalité.	735
3.1.3.3.1. Interpréter les règlements sur les permissions	736
3.1.3.3.2. Interroger la capture	739
3.1.3.3.3. Les atteintes volontaires au corps.	748
3.2. CHAPITRE 8. LE POIDS DES MORTS	753
3.2.1. La grippe espagnole ou l'extension du drame	755
3.2.1.1. Enjeux et méthodes	755
3.2.1.2. « Une tragédie dans la tragédie ».	761
3.2.1.2.1. Dépouiller les registres pour conter le drame : il était deux familles.	761
3.2.1.2.2. Dépouiller les registres pour compter les morts. Un trimestre de démesure.	764
3.2.1.2.3. Quand l'épidémie fait irruption dans le temps de la guerre.	769
3.2.1.3. Identités des victimes du canton.	774
3.2.1.3.1. Des civils : familles, jeunes, réfugiés ou Espagnols.	774
3.2.1.3.2. Des militaires : soldats algériens, travailleurs indochinois et permissionnaires ou réformés français	777
3.2.2. De la mort de masse à la mort collective ; la solidité des institutions.	783
3.2.2.1. L'impossible liste.....	783
3.2.2.1.1. « Vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage ».	783
3.2.2.1.2. Estimer les pertes. Le triple apport de la numérisation.	788
3.2.2.1.3. Choisir des critères pour tenter de dresser un bilan.	792
3.2.2.2. Hors le plus grand nombre, quoi de plus que Jules Maurin ?.....	795
3.2.2.2.1. Âges, corps et causes : la confirmation attendue ?	795
3.2.2.2.2. Les décès oubliés des marins.	799
3.2.2.2.3. Inverser le point de départ ; le devenir des cultivateurs.	800
3.2.2.3. Inhumér les corps démobilisés : un défi inédit imposé aux municipalités ...	804
3.2.2.3.1. Beaucoup de morts et de trop rares dépouilles	804
3.2.2.3.2. Après-guerre : l'organisation du retour massif des corps	807
3.2.2.3.3. La transformation des soldats décédés en héros et ses limites	814
3.2.2.3.4. Plus de 100 ans après, que sont les corps des soldats devenus ?.....	819
3.2.2.4. De quelques deuils privés.	823
3.2.2.4.1. Au cimetière, des visages, des noms et de la peine.	823
3.2.2.4.2. Dans quelques familles, le refus de l'effacement.	827
3.3. CHAPITRE 9. LA VICTOIRE OUBLIEE ?	832
3.3.1. Faire panser les matériaux.	834
3.3.1.1. Des initiatives édilitaires.	834
3.3.1.1.1. Premiers hommages de papier.	834
3.3.1.1.2. « Il s'agit de faire grand et beau ».	837
3.3.1.1.3. Financer les monuments	842

3.3.1.1.4. Solliciter des artistes.....	847
3.3.1.2. Dire la mort, faire le deuil.....	851
3.3.1.2.1. Les monuments aux morts : des livres de pierre.....	851
3.3.1.2.2. Une abondance de plaques.....	859
3.3.2. Une mémoire portée par les anciens combattants.....	864
3.3.2.1. L'unité introuvable.....	864
3.3.2.1.1. Un mouvement de masse dominé par l'Union Fédérale.....	865
3.3.2.1.2. De nouveaux acteurs de la vie publique.....	870
3.3.2.2. Le discours sur le sens donné à l'expérience : « la Der des Ders ».....	872
3.3.2.2.1. Orchestrer le culte civique des soldats sacrifiés.....	872
3.3.2.2.2. Protéger les générations futures du cataclysme.....	876
3.3.2.2.3. Un héraut pour les héros, Jean Bédos.....	879
3.3.3. Retour sur un centenaire.....	884
3.3.3.1. Du national au local.....	884
3.3.3.1.1. Avec ou sans la Mission.....	884
3.3.3.1.2. Autour du maire, les cérémonies du 11 novembre.....	889
3.3.3.2. Les commémorations d'un cycle de cinq ans.....	895
3.3.3.2.1. Au chef-lieu, le service municipal d'archives en chef d'orchestre.....	895
3.3.3.2.2. Ailleurs, de multiples initiatives associatives.....	899
3.3.3.3. Partout des figures de poilus.....	903
3.3.3.3.1. Un lieu de mémoire élastique.....	903
3.3.3.3.2. Un objet d'histoire familiale et communautaire.....	908
4. CONCLUSION	913
5. BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES	927
5.1. BIBLIOGRAPHIE GENERALE	929
5.2. SOURCES.....	947
6. ANNEXES.....	967
6.1. MINI LEXIQUE.....	968
6.2. UN CANTON ET LA GUERRE EN QUELQUES CHIFFRES.....	969
6.3. PRESENTATION DES PRINCIPAUX TEMOINS A PARTIR DE 1914.....	970

LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1-1. Répartition de la population par commune d'après le recensement de 1911.....</i>	<i>56</i>
<i>Tableaux 1-2. Classements de la population active masculine dont les témoins principaux.....</i>	<i>89</i>
<i>Tableau 1-3. Appartenance socioprofessionnelle des 41 témoins principaux.....</i>	<i>90</i>
<i>Tableau 1-4. Procédés d'énonciation des principaux témoignages écrits.....</i>	<i>95</i>
<i>Tableau 1-5. Été 1914. Mobilisables, non mobilisés et mobilisés.....</i>	<i>135</i>
<i>Tableau 1-6. Répartition par corps des 2283 soldats mobilisés à l'été 1914.....</i>	<i>136</i>
<i>Tableau 1-7. 1914-1918. Répartition des mobilisables à leur incorporation.....</i>	<i>138</i>
<i>Tableau 1-8. Réquisitions de chevaux en 1914 et 1915 d'après la statistique agricole.....</i>	<i>175</i>
<i>Tableau 1-9. Demandes d'allocations journalières aux familles nécessiteuses de Marseillan.....</i>	<i>186</i>

Tableau 1-10. Répartition des demandeurs en fonction du lien de parenté avec le mobilisé	187
Tableau 2-1. Itinéraires des 225 fantassins de la 31 ^e DI. Août 1914- 30 mars 1915	325
Tableau 2-2. Décès journaliers des fantassins de la 31 ^e DI du 5 au 23 mars 1915	330
Tableau 2-3. Répartition des marins du canton d'après leurs fiches matricules	344
Tableau 2-4. Part de l'incorporation des marins en fonction des années de naissance.....	346
Tableau 2-5. Décès de 6 officiers agathois en mer	357
Tableau 2-6. Dons de vin en hl dans les quatre communes.....	426
Tableaux 2-7. Répartition des donateurs agathois selon leur production en hl.....	427
Tableau 2-8. Nombre de viticulteurs agathois réquisitionnés : des ajustements permanents.....	436
Tableau 2-9. 1911-1921. Comparaison du nombre d'étrangers dans les communes.....	501
Tableau 2-10. Statut militaire des mariés 1915-1919.....	589
Tableau 2-11. Évolution du statut du marié mobilisable 1915-1918.....	590
Tableau 2-12. Répartition des habitants de la rue de l'Amour	593
Tableau 2-13. 1914-1918. Affectation de 59 mobilisables de la rue	605
Tableau 3-1. Itinéraires des fantassins partis sur le front du nord-est en août 1914.....	671
Tableau 3-2. Quels fantassins sont rentrés indemnes au bout de 4 ans de guerre ?	672
Tableau 3-3. Demande de sursis de cinq étudiants marseillanais	688
Tableau 3-4. 1914-1920. Engagements volontaires par classe et par corps	691
Tableau 3-5. Période d'incorporation des soldats des jeunes classes, d'après Jules Maurin et les fiches matricules.....	693
Tableau 3-6. Engagement volontaire en fonction d'un membre de la fratrie déjà mobilisé.....	697
Tableau 3-7. Professions, corps d'incorporation et âge des déserteurs.....	712
Tableau 3-8. Grade des prisonniers	743
Tableau 3-9. Augmentation des décès par commune. 1917-1918. Pourcentage arrondis.....	766
Tableau 3-10. Répartition des décès de la grippe par sexe et âge.....	775
Tableau 3-11. Nombre de soldats décédés selon les sources	794
Tableau 3-12. Répartition des décès de soldats par cause.....	798
Tableau 3-13. Mortalité des agriculteurs au front en fonction de leur appartenance sociale.....	801
Tableau 3-14. Répartition par classes d'âge des propriétaires et des ouvriers agricoles.....	802
Tableau 3-15. Morts et vivants en fonction des catégories socioprofessionnelles sans les plus jeunes classes.....	803
Tableau 3-16. Nombre de retours des cercueils de soldats par commune.....	810
Tableau 3-17. Organisation de 7 cérémonies agathoises de retour de cercueils.....	816
Tableau 3-18. Composition des comités des monuments aux morts	840
Tableau 3-19. Résultats des 4 souscriptions publiques.....	843
Tableau 3-20. Financement et coût des monuments aux morts	846
Tableau 3-21. Ordre des noms des soldats décédés sur les monuments aux morts.....	856

Table des illustrations

Figure 1. L'insignifiance de la fréquence de la notion de canton 1800-2012.....	24
Figure 2. Carte postale de Louis Estournet à Jean Delmas, 15 juillet 1915.....	39
Figure 3. Cartes et extraits issus de l'annuaire statistique de l'Hérault de 1914.....	42
Figure 4. Découpage administratif cantonal de l'Hérault jusqu'en 2014.....	42
Figure 5. Superposition sur la carte IGN au 1/50000e de 1972.....	42
Figure 6. Catégorisation des « cultivateurs » d'après les données du recensement de 1911.....	47
Figure 7. Appartenances géographiques des témoins.....	78
Figure 8. Provenance des témoignages principaux.....	81

Figure 9. Carte de Marie à Joseph Sigal, 21 octobre 1914.	87
Figure 10. Énonciation des témoignages écrits	96
Figure 11. Répartition des témoignages dans les 23 lots de correspondances les plus fournis.....	97
Figure 12. Issues du corpus, 3 photographies prises en studio et 3 en extérieur.....	101
Figure 13. Quatre cartes postales expédiées par Emile Carabasse à Louise Taillefer.....	107
Figure 14. Carte recto-verso de "la Journée du Poilu", 15 décembre 1915.....	109
Figure 15. Répartition des 3400 mobilisés du canton à l'incorporation.....	141
Figure 16. Corps d'affectation des soldats témoins au moment de leur incorporation	142
Figure 17. Grade des 38 témoins-militaires principaux 1. À la mobilisation. 2. Le plus élevé.....	142
Figure 18. Gradés et non gradés parmi les témoins principaux. 1. À leur mobilisation. 2. Le plus élevé atteint.....	143
Figure 19. Année d'incorporation des principaux témoins.....	143
Figure 20. 1. Trajet habituel du 3e bataillon du 96e RI de la caserne vers la gare 2. Trajet du 6 août 1914.....	167
Figure 21. Lettre de Germaine à Pierre-Louis Barbezier, 5 juillet 1915, et réponse de Pierre-Louis à Germaine, 9 juillet (sur la même feuille).....	230
Figure 22. Jean à Clémence et Catherine Serven, 29 septembre 1916.....	251
Figure 23. 23 septembre 1915 : Jean Serven à droite. 10 mai 1917 : André, au fond debout à gauche,	253
Figure 24. Fernand Larroque en tenue militaire.....	263
Figure 25. Marie et Joseph Sigal.....	268
Figure 26. 3 photographies de familles prises en atelier	269
Figure 27. 2 cartes-photos représentant Louis Ayraud sur le front.	274
Figure 28. Alexandre Bernet, 105 ^e RI, derrière sa capote. La légende au dos : « Ouf ! ».....	276
Figure 29. François Cullier en haut et au centre de la « Musique » du régiment.....	279
Figure 30. Nombre de cartes dans 13 lots de correspondances	286
Figure 31. Albums Cauquil (intérieur), Delmas et Palmier.	292
Figure 32. 2 séries de 10 cartes détachables ou sécables . 1 « Les atrocités culturelles allemandes » et 2 « Casablanca », éditions Mars, colorisées.....	297
Figure 33. Cornélie Vidal à son père recto-verso, 1er août 1916	300
Figure 34. 3 cartes considérées explicitement "jolies" par leurs expéditeurs	301
Figure 35. Motifs civils ou militaires dans 13 lots.....	302
Figure 36. Victor Vidal à sa fille Cornélie. 16 septembre 1916.....	305
Figure 37. 3 cartes à message patriotique détourné par Jean Delmas.....	307
Figure 38. Cartes postales d'André et Jean Serven.....	311
Figure 39. Décès des fantassins du canton. Août 1914-novembre 1918.....	325
Figure 40. Répartition des marins selon les communes.....	344
Figure 41. 3 thèmes récurrents de cartes postales expédiées par des marins.....	359
Figure 42 « Gourbi arabe » 1915. Légendé par J. Miquel.....	389
Figure 43. Évolution de la production de vin en hl par commune d'après la statistique agricole	414
Figure 44. Évolution des bénéfices de la Compagnie des Salins du Midi en milliers de francs	464
Figure 45. 1911 et 1921 : nombre d'ouvriers agricoles dans les 2 recensements.....	470
Figure 46. Tombe familiale de la famille Rouire à Marseillan en avril 2021.....	473
Figure 47. Déclaration des professions féminines par commune. 1911 et 1921.....	492
Figure 48. Évolution de la population du canton : 1901-1936.....	502
Figure 49. « Les amis. Veille du départ ». 1914. 7 septembre 1914 ?	531
Figure 50. Sans titre. Conseil de révision de la classe 1916 en décembre 1915.	531
Figure 51. Prisonniers allemands. 1. Colonne en route vers la caserne Mirabel. 2. Déchargement de péniche à la halte du Canal du Midi.	532
Figure 52. « Les cinq Marseillanais » du 342 ^e RI d'après les registres	556

Figure 53. « Honneur à nos poilus 1914-191_ . ».....	562
Figure 54. Évolution des mariages dans le canton. 1913-1922.....	587
Figure 55. Évolution des mariages des mobilisables français 1915-1918.....	590
Figure 56. Évolution des naissances d'enfants de père français 1915-1918.....	591
Figure 57. Répartition socioprofessionnelle des chefs de famille.....	596
Figure 58. Inventaire des petits métiers de la rue de l'Amour en 1914.....	597
Figure 59. Incorporation des mobilisés selon les saisons d'après les registres matricules.....	605
Figure 60. « Vers 1930, Survivants de la classe 1916 ».....	615
Figure 61. Trajet quotidien de Joseph Sigal vers l'usine (en rouge) et de Fernand Larroque vers le collègue (en vert).....	628
Figure 62. La famille Larroque vers 1907-1908.....	629
Figure 63. 1915. Le collège d'Agde en partage.....	633
Figure 64. Trois photographies de Jean Chavardès au front.....	668
Figures 65. Engagements volontaires par corps 1. Par classe d'âge 2. Par année.	691
Figure 66. Nombre et durée des engagements par année.....	692
Figure 67. Evolution des engagements volontaires.....	694
Figure 68. Corps d'incorporation des prisonniers au moment de leur capture.....	743
Figure 69. Fantassins disparus, tués à l'ennemi ou mort des suites de leurs blessures et prisonniers, 1914-1918 (31 novembre) 1. À l'unité. 2. En pourcentages.....	747
Figure 70. Nombre annuel de décès. 1906-1920.....	764
Figure 71. Évolution mensuelle des décès dans les 4 communes en 1918.....	765
Figure 72. Évolution des décès. 1917, 1918 et 1919.....	765
Figure 73. Évolution du nombre des décès par triades. Août-décembre 1918.....	768
Figure 74. Nombre de décès par tranches d'âge dans le canton (à l'unité et en %).....	775
Figure 75. Localisation des décès dans Agde août-décembre 1918.....	776
Figure 76. Évolution des décès des tirailleurs algériens 1917-1918.....	778
Figure 77. Évolution des décès de maladie des soldats. Août-décembre 1918.....	780
Figure 78. Soldats décédés de maladie. Août 1918 –janvier 1919.....	780
Figure 79. Extrait de la liste des décès du registre d'état civil de Vias. Année 1915.....	786
Figure 80. Évolution des transcriptions de décès des soldats dans les registres d'état civil.....	791
Figure 81. Répartition des décès selon les corps d'incorporation.....	796
Figure 82. Décès des soldats en fonction de l'année de naissance.....	797
Figure 83. Décès des marins par cause.....	800
Figure 84. Affectation des agriculteurs mobilisables en pourcentage.....	802
Figure 85. Répartition des décès de fantassins en fonction des catégories socioprofessionnelles.....	802
Figure 86. Répartition des fantassins mobilisés par classe d'âges.....	803
Figure 87. 12 plaques qui ornent les tombes familiales.....	826
Figure 88. Trois exemples d'hommages de papier.....	836
Figure 89. Premier monument aux morts agathois. Colonne en bois érigée en 1919-20.	842
Figure 90. Les six monuments aux morts du canton en 2021.....	852
Figure 91. Deux rassemblements d'anciens combattants autour des maires.....	865
Figure 92. Poème de Jean Bédos, « La Terre Tremble... ! ».....	882

INTRODUCTION

« *Je ne fantasme pas la résurrection des morts ; j'essaie d'enregistrer à la surface de l'eau, les cercles éphémères qu'ont laissés les êtres en coulant à pic* »¹

C'était vraiment un très bel été.

Le 18 juillet, à Paris, Perpignan, Brest, Nice ou bien encore Bayonne, le thermomètre affichait près de 35°. Depuis deux jours, une vague de chaleur s'était abattue sur toute la France² à même peut-être de motiver l'escapade de Marie et Jacques Cavaillés, mécanicien de son état³, vers une de ces petites stations balnéaires qui essaïmaient depuis quelques dizaines d'années déjà le long du littoral⁴. D'habitude, les familles adeptes des bains de mer privilégiaient plutôt la charrette mais puisque c'était un jeudi le couple avait peut-être préféré descendre le fleuve en balancelle ou en bateau à vapeur. Pour les baigneurs plus fortunés, la jeune Jeanne Serradeill proposait justement des cabines et des matelas en location sur la plage tout près de laquelle, malgré l'absence de son époux, Marguerite Fabre avait comme chaque année réservé une villa à son prénom pour y passer quelques jours avec Léon, son fils de huit ans. Du bord de ce même fleuve, un peu en amont, la jardinière Marie Loubet annonçait à son cher Paul que la récolte de prunes serait cette année encore très jolie et bien vendue tandis que tout près, rue de l'Amour, Eliane Naïdmann venait au monde. Pas très loin, le

¹ Ivan JABLONKA, *Laetitia ou la fin des hommes*, Paris, Seuil, 2016, p. 12

² <http://www.meteo-paris.com/chronique/annee/1918>, consulté le 5 novembre 2020

³ En l'absence de notes contraires, tous les éléments des portraits, des situations et des événements sont rigoureusement issus du croisement des données des registres de fiches matricules militaires, d'état civil, des recensements de population de 1911 et de 1921, des fiches de décès de soldats du site du Service Historique de la Défense, *Mémoire des hommes*, ainsi que des témoignages collectés.

⁴ Jean SAGNES « L'aménagement touristique de la côte du golfe du Lion », dans Jean SAGNES (dir.) *Deux siècles de tourisme en France*, Perpignan, PUP, 2001, p. 27-53.

juge de paix Eugène Larroque et Honorine son épouse espéraient bien que le conseil général octroierait à leur fils unique Fernand, 25 ans, brillant étudiant répétiteur au collège, une bourse d'études pour la prestigieuse école vétérinaire d'Alfort⁵. En l'absence d'Elie, leur fils aîné, Joséphine et Simon Badoc, déjà très âgés, plaçaient tous leurs espoirs en Justin Sicard, ramonet expérimenté, pour diriger la prochaine vendange de leur campagne⁶. Pendant ce temps, à quelques minutes, Mohammed Mehammedi, 20 ans à peine, né à Tlemcen en Algérie, découvrait la vie de caserne et Dang The, venu d'Annam en Asie du sud-est, s'appliquait à sa tâche d'infirmier. Quant à Jean et Clémence Serven, ils apprenaient l'escale cannoise du navire de leur fils André, matelot, enfin de retour d'Egypte. Bien plus loin, dans l'Aisne, puisque les blés étaient coupés, Joseph Sigal pouvait se reposer et observer peut-être les figures aériennes que dessinait dans le ciel l'aviateur Pierre Deley alors qu'à proximité Paul Honorat se préparait à déménager de Saint-Quentin. De la grande terrasse de sa chambre, Etienne Larroque découvrait le joli pays d'Interlaken en Suisse. En Bulgarie, Jules Viviani, né à Pettori en Italie, se demandait comment interpréter le surnom de macaroni dont l'avaient affublé ses camarades et Ernest Pélissier constatait impressionné que, comparée au Pirée où il venait d'arriver, la station balnéaire de son enfance était finalement bien petite.

Pour tous décidément, l'été, les temps paraissaient cléments.

Mais il s'agissait de l'été 1918. Diversité d'identités, multiplicité de liens, de conditions ou de situations mais unité de temps. Un temps étiré où la guerre n'en finissait pas de transformer de plus en plus d'hommes, du plus jeune qui n'avait pas vingt ans au plus âgé qui approchait les cinquante, en soldats et matelots de l'armée française auxquels elle traçait des itinéraires de plus en plus singuliers. Pour certains depuis 1914, 1915, 1916 voire 1917 ou même 1918 pour les autres. Pierre Deley classe 1913, matricule 973 au bureau de recrutement de Béziers, se réjouissait peut-être de ses prouesses aériennes. Mais que ce soit du cuirassé France, du camp de prisonniers de Meschede ou de celui de Gardelegen en Allemagne, ou bien encore de l'arrière-front des Vosges, André, classe 1915, Paul, classe 1905, François, classe 1903 ou Joseph,

⁵ ADH, sous-série 1N492, registre des délibérations du conseil général de l'Hérault, session ordinaire, août 1918, p.199.

⁶ AMV, sous-série 4H1, 1914-1918, correspondances militaires actives et passives, Badoc-Sicard.

classe 1896, aspiraient, plus que tout mais en vain à rentrer chez eux. Les autres aussi certainement. Pourtant, Paul Honorat, classe 1904, déplacé du camp de prisonniers de la sous-préfecture de l'Aisne arrivait ce 18 juillet dans celui de Soltau en Basse-Saxe pour s'y épuiser à des travaux de terrassement. Ernest, classe 1912, comme Jules né à Pettori, dut repartir affronter l'ennemi sur les versants escarpés de Macédoine. Quant à Justin l'Aveyronnais, 49 ans, matricule 1712 au recrutement de Montpellier, travailleur agricole détaché B affecté loin de chez lui depuis le mois de juillet 1917 comme de nombreux militaires les plus âgés, il fit si peur à ses patrons qu'ils le pensèrent anarchiste, s'en plainquirent auprès du maire qui saisit immédiatement l'autorité militaire qui enquêta, le déplaça et le remplaça illico⁷. Fernand, matricule 1005, obtint bien sa bourse de 200 francs pour démarrer avec un peu de retard ses études. Mais son voisin et homonyme, l'autre Fernand Larroque, 21 ans, benjamin de la famille de l'huissier de justice, Saint-Cyrien si fier d'être promu lieutenant au 233^e régiment d'infanterie, perdit la vie le 24 juillet suite aux blessures reçues lors de la violente attaque du village de Plessier Huleu, dans l'Aisne, le jour de son baptême du feu trois jours plus tôt. Son frère aîné eut plus de chance. Rapatrié d'urgence parce que malade d'Allemagne où il était prisonnier depuis août 1914, il put se remettre en Suisse où il était arrivé ce 18 juillet. Mohammed, 2e classe au régiment de tirailleurs algériens décéda de la dévastatrice grippe le 2 septembre à l'hôpital militaire, suivi deux jours plus tard par Dang The, mobilisé dans le 16^e service d'infirmiers militaires. Éliane Naïdmann devrait quant à elle grandir sans père et sa mère Joséphine vivre un temps au moins sans mari ; Matus, sergent interprète russe au 176^e RI, mourut de la grippe à Itéa en Grèce en janvier 1919. Enfin, Jacques, heureux estivant de 30 ans, matricule 1323 au recrutement du bureau de Carcassonne, rattaché au 84^e régiment d'artillerie lourde, ne mourut pas pour la France. S'il avait eu l'immense chance de terminer la guerre comme ouvrier militaire détaché dans une usine de Vénissieux, il eut la malchance – ou l'imprudence –, de se noyer accidentellement ce 18 juillet à quatre heures, lors d'une après-midi peut-être de permission⁸.

Coïncidence troublante d'un été. Moment de paix en temps de guerre.

⁷ AMV, sous-série 4H1, 1914-1918, correspondances militaires actives et passives, Badoc-Sicard

⁸ <http://archives-pierresvives.herault.fr>, 3E/319, registre des décès de la ville d'Agde, 1916-1921

D'aussi loin ou d'aussi près qu'ils vinrent où qu'ils se trouvèrent parfois, quels que furent leurs âges, leurs statuts ou leurs expériences, ces hommes et ces femmes ne partageaient pas seulement des identités percutées par la tragédie d'une guerre si longue. Tous avaient un lieu en commun, un bout de territoire où ils étaient nés, avaient grandi ou juste un temps vécu, précipités par les circonstances. Alors, tandis que portées par la vague de l'histoire globale, les cérémonies du centenaire de la Grande Guerre qui associaient quelques soixante pays, qu'ils aient ou non existé à l'époque, ont tenté durant plus de cinq années de rappeler l'ampleur d'une catastrophe qui fit presque dix millions de morts en un peu moins de cinquante mois, ébranlant le monde, entraînant les empires coloniaux, bouleversant les États, je voudrais proposer en paraphrasant Giovanni Levi⁹ de « tenter d'étudier un fragment minuscule du Languedoc en 1914-1918, en utilisant une technique intensive d'exploitation des sources concernant tous les habitants du canton d'Agde qui ont laissé une trace documentaire », pour saisir en quoi l'analyse d'un phénomène aussi massif que la Première Guerre mondiale « pourrait être substantiellement enrichi et complexifié par la prise en compte de ce qui se passe au plus près des conduites individuelles »¹⁰.

L'étymologie de canton renvoie à un préfixe qui toujours signifie « coin », souvent dans une langue latine¹¹. Ce « coin » du territoire français est le fruit du découpage administratif mis en œuvre par le gouvernement sous la Révolution française qui visait à répondre à la fois à une volonté de simplification administrative et au principe d'égalité spatiale. Après de multiples réformes, les premiers préfets ont établi la répartition des communes en créant pour plus de deux siècles les listes de 2916 subdivisions, les cantons ruraux ou urbains, distinguant encore ceux de plaine de ceux de montagne, soit une moyenne de trente et un par département. Ces listes publiées au Bulletin des Lois dans les années 1801-1802 constituent la base des cantons en vigueur jusqu'en 2014. En milieu rural, leur taille et leur nombre ont peu varié durant toute cette période alors qu'il en a été créé un tiers de plus dans les villes en forte

⁹ Giovanni LEVI, *Le Pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIIe siècle*, traduit de l'italien par Monique Aymard. Présentation de Jacques REVEL, Paris, Gallimard, « Bibliothèque des Histoires », 1989.

¹⁰ Jacques REVEL, « Microstoria » dans Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia, Nicolas Offenstadt (dir.) *Historiographies, concepts et débats*, 2 vol., Folio histoire, 2010, p. 533

¹¹ Définitions de « canton » sur www.littre.org/definition/canton (consulté le 12 juillet 2021)

croissance, essentiellement en 1973 et 1982¹². Si ce découpage avait été effectué sur la base d'un critère spatial, la démographie avait également été prise en compte ; les populations entre circonscriptions restaient très comparables puisque, selon les données du recensement de 1806, le rapport entre la moins peuplée et la plus peuplée d'entre elles au sein de chaque département allait de un à trois pour les départements de plaine et de un à dix pour l'ensemble de la France métropolitaine soit un écart bien moindre que celui qui séparait les communes entre elles. En moyenne, un territoire cantonal comptait 14 500 habitants en 1911. Le canton agathois est ainsi né à partir de 1789, de l'association de quatre communes, Agde, Bessan, Marseillan et Vias, situées au sud du diocèse d'Agde redécoupé à cette occasion, réparties sur une superficie de 162,83 km² jouxtant le golfe du Lion à l'embouchure du fleuve Hérault, dont les centres des bourgs sont équidistants d'une dizaine de kilomètres les uns des autres, chacun étant entouré de grands domaines viticoles dispersés qui dans les recensements accueillent une « population éparse ». Depuis 1809 au moins, mais déjà 1798 et 1799 où les quatre états civils sont rassemblés à Agde, ce cadre administratif est resté immuable, jusqu'en 2014 où la petite commune de Portiragnes intègre l'entité. Avec 18975 habitants recensés en 1911, le canton fait partie des douze de l'arrondissement de Béziers et des trente-six du département de l'Hérault¹³ qui dans la guerre sont restés à l'écart des combats comme la majeure partie du territoire français mais dont les hommes âgés de 20 à 45 ans ont massivement revêtu l'uniforme dès août 1914. Pour infime que soit sa superficie, ce territoire s'avère immédiatement identifiable sur une carte de France puisqu'il suffit de poser le regard sur le golfe du Lion et d'en repérer, plutôt à l'ouest, le léger décrochement que forme un cap près de l'embouchure du fleuve qui prend sa source au Mont Aigoual et vient se jeter dans la mer. Le peuplement y est ancien ; « Agathé Tyché », la Bonne fortune, était une colonie grecque fondée par les Phocéens de Marseille à la fin du VI^e siècle avant JC au pied d'un volcan éteint. Quelques collines et le seul îlot bâti dans le golfe, celui de Brescou, viennent terminer ici la longue chaîne commencée au Puy de Dôme et les habitants se sont installés en partie sur ses langues

¹² Jean-Marc GUISLIN, La dynamique d'une géographie administrative : sous-préfectures et cantons, XIX^e-XX^e siècles, *Revue du Nord*, tome 82, n°335-336, Avril-septembre 2000, p. 435-471

¹³ ADH, PAR 1600/86, *Annuaire de l'Hérault et des vignobles du Midi*, année 1914, 958 vues, p. 120, en ligne sur <http://archives-pierresvives.herault.fr>

de lave d'où est extrait le basalte, pierre noire qui donne son unité paysagère à l'essentiel des constructions.

Pourtant, non seulement la définition du canton reste très sèchement administrative mais le terme possède même une connotation surannée liée à un imaginaire désuet nourri de littérature romanesque du XIXe siècle qui en fait le cadre d'une société d'interconnaissance immuable, conservatrice, peuplée de personnages de Balzac ou de Flaubert qui se retrouvent en son chef-lieu lors des comices agricoles annuelles.

« En 1829, par une jolie matinée de printemps, un homme âgé d'environ cinquante ans suivait à cheval le chemin montagneux qui mène à un gros bourg situé près de la Grande-Chartreuse. Ce bourg est le chef-lieu d'un canton populeux circonscrit par une longue vallée. »¹⁴

En 1833, le héros du premier, Monsieur Benassis, est un médecin de campagne qui habite Voreppe et parcourt un canton rural tout semblable à celui de Voiron au cœur de l'Isère dont il connaît grâce à sa profession tous les habitants tandis que cinquante occurrences peuplent les écrits du second¹⁵. Et lorsque la génération suivante sous la plume d'Emile Zola, admirateur inconditionnel de G. Flaubert, se lance dans le portrait à charge de « l'importance provinciale, la science du canton, la bêtise satisfaite de tout un pays »¹⁶, le pharmacien Homais, figure inoubliable de Madame Bovary, il poursuit la représentation peu flatteuse d'une société figée et étroite d'esprit. Le fait que la circonscription électorale des conseillers généraux ait été souvent associée à un clientélisme qui permet la reproduction des notables locaux vient encore renforcer cette image négative. Même en rappelant qu'en 1848, c'est en son chef-lieu que l'on a voté pour la première fois au suffrage universel masculin, acte fondateur de la démocratie politique, rien pourtant n'y fait. Et les historiens des institutions françaises, Gérard Sautel et Jean Louis Harouel d'évoquer une « circonscription mineure de faible étendue et de peu d'importance dans l'ensemble du système. »¹⁷ C'est peu dire donc que le canton a souvent risqué la disparition. Pourtant, malgré les menaces qui ont régulièrement pesé sur cette entité présentée comme le maillon faible du tissu territorial,

14 Honoré de BALZAC, *le Médecin de campagne*, Le Livre de poche, Paris, 1999 (1833), Incipit, p. 10

15 Centre Flaubert en ligne, <https://flaubert.univ-rouen.fr/jet/public/outils/recherche.php>. Une composante du laboratoire CÉRÉDI (Centre d'études et de recherche Éditer-Interpréter), Université de Rouen.

16 Emile ZOLA, « Gustave Flaubert », dans la revue littéraire, *Le Messager de l'Europe*, novembre 1875.

17 Gérard SAUTEL, Jean-Louis HAROUEL, *Histoire des institutions publiques depuis la Révolution française*, 8e édition, Dalloz-Sirez, 1997, p. 88.

même modifié dans ses limites, comme le département, il survit, peut-être pour des raisons patrimoniales et culturelles car « la référence cantonale renvoie à une société ancienne dont la nostalgie est entretenue. Une société qui appartient à l'identité d'une France Braudélienne »¹⁸. L'historien y dégagait une forme récurrente d'organisation du peuplement métropolitain, assimilée par les géographes à un modèle christallérien, de villages organisés autour du premier échelon de la trame urbaine, le bourg, chef-lieu qui polarise l'espace sur lequel il rayonne grâce aux services qu'il propose et qui lui-même gravite autour d'une ville :

« Au ras du sol, le peuplement des villages et des bourgs constitue la base vivante sur quoi tout va s'appuyer. C'est un agrégat reproduit à l'infini, sur un modèle qui ne varie guère en profondeur, d'un bout à l'autre du territoire : à distance d'un bourg, qui est leur marché, des villages se groupent en cercle, tels de minuscules planètes autour de ce qui serait un soleil central. L'ensemble, bourg plus villages – est ordinairement de la grandeur de nos cantons. A leur tour, ces cantons, cellules de base du peuplement, se groupent autour d'une ville plus ou moins active. »¹⁹

Ce premier niveau du réseau urbain, à l'interface précise des villes et des campagnes, le géographe Jean François Gravier en faisait un « éloge du canton » mais au service de sa propre détestation d'une vie urbaine en expansion²⁰. Peut-être encore que la circonscription existe parce que « les élus locaux du département, conseillers généraux de canton, font de la résistance pour maintenir avec succès ces deux institutions faibles, menacées, en sursis depuis le début du XXe siècle (...) et renforcer ces espaces, voire les ériger en territoires de proximité géographique. »²¹ Et de fait, pour toutes moqueuses, dépréciatives ou simplement datées qu'elles soient, les références littéraires, juridiques, géographiques ou historiographiques ont le mérite de mettre en avant que le territoire cantonal est avant tout, au XIXe et au moins dans la première moitié du XXe siècle, un territoire de proximité pour ses habitants, structuré en partie autour de son chef-lieu. Ce bourg ou cette petite ville qui accueille annuellement le passage du conseil de révision et du certificat d'études, abrite surtout les principaux services administratifs qu'il

¹⁸ Frédéric TESSON, « Les ressources du département et du canton dans la « petite fabrique des territoires », *Annales de géographie*, vol. 648, no. 2, 2006, p. 197-216

¹⁹ Fernand BRAUDEL, *L'identité de la France, tome 1, Espace et histoire*, Paris, Champs-Flammarion, 1986, p. 123-124

²⁰ Jean François GRAVIER, *L'espace vital*, Paris, Flammarion, 1984, p. 213.

²¹ Frédéric TESSON, « Les ressources du département et du canton dans la « petite fabrique des territoires », *op. citée*

s'agisse de la gendarmerie, de la trésorerie et jusqu'en 1958 de la justice de paix et parfois même s'y trouvent une caserne, un collège et un hospice. Il s'impose de cette façon comme le dernier échelon de la présence de l'État et des pouvoirs politiques dans toutes ses dimensions. Le médecin, le pharmacien y habitent et par ses offres marchandes plus spécialisées, il est même susceptible de créer une sociabilité spécifique ; Balzac n'écrit-il pas que « le canton de Montegnac se recommandait par ses mauvaises mœurs »²² lui octroyant une identité socioculturelle à caractère essentialiste ?

Ceci étant, une recherche effectuée sur l'application linguistique ngram viewer révèle, même si se dégage une période un peu plus faste dans la première moitié du XIXe siècle, la place insignifiante du sujet dans les publications imprimées entre 1800, période de création, et 2012, passant même entre ces deux dates de 0,0042 %, à 0,00044 %²³ soit 10 fois moins. Et faudrait-il encore retirer de l'ensemble de ces références, celles relatives aux cantons suisses et à la ville chinoise de Canton. L'historiographie universitaire est donc restée sans surprise peu féconde sur le sujet.

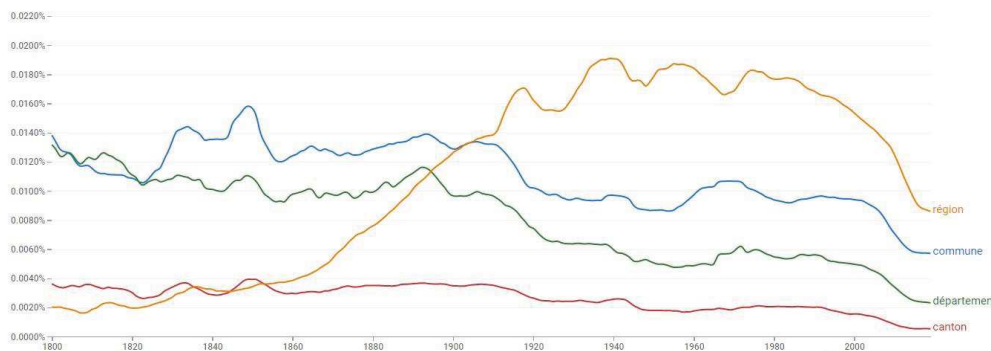


Figure 1. L'insignifiance de la fréquence de la notion de canton 1800-2012²⁴

En septembre 2006 cependant, dans le contexte de la réforme des collectivités territoriales qui devait revoir en profondeur le découpage administratif et les attributions des élus, l'université de Rennes organisait un colloque interdisciplinaire intitulé « Le canton, un territoire du quotidien dans la France contemporaine (1790-2006) ». La

²²Honoré de BALZAC, *Le curé de village*, Paris, Gallimard, 1978 (1818), p.686

²³ <https://books.google.com/ngrams> (consulté le 10 avril 2021) : à titre de comparaison sur la même période, cette place est plus importante pour la commune qui représente de 0,015 à 0,0098 %, le département de 0,013 à 0,0050 %, unités pour lesquelles l'évolution est similaire à celle du canton. Ce n'est pas le cas de la région qui n'existe pas au XXe siècle (créées en 1956) et passe de 0,0029 à 0,015 avec une pointe à 0,19 en 1962.

²⁴ D'après l'application linguistique ngram viewer (14 juillet 2021)

réforme de 2013 n'a semble-t-il pas donné lieu à pareille initiative. En 2008, en introduction de la publication des actes²⁵, Jean Le Bihan, revenant sur ce silence, faisait le constat que sur le sujet « le bilan est maigre et même très maigre. »²⁶ Il soulignait encore qu'« il n'existe aucune enquête ayant pour objet le canton à une époque déterminée » et que « significativement la Bibliothèque annuelle de l'histoire de France, ne gratifie l'objet ou la matière canton, comme on veut, d'aucune entrée, manière de lui dénier à la fois matière et légitimité scientifique. »²⁷ Dès lors, les organisateurs allaient jusqu'à se poser la question de la pertinence de l'objet d'étude s'ils n'avaient relevé l'intérêt des historiens des institutions, notamment s'agissant de la décentralisation dans la période du Directoire, ainsi que celui des géographes de l'aménagement du territoire pour le premier degré de la hiérarchie urbaine, le bourg, qui se confond souvent dans le monde rural avec le chef-lieu de canton²⁸. L'historien parvenait en outre à dégager trois âges dans l'histoire du territoire, considérant la période qui court de la Monarchie de juillet à la fin de la III^e République, comme l'« âge d'or du canton (...) apogée de la France rurale, la France de Braudel. »²⁹ C'est la période où il se structure comme une entité administrative, judiciaire, politique proposant de multiples services. En outre, c'est celle pour laquelle Christophe Charle a suggéré de privilégier l'échelle cantonale pour explorer les finesses et les dynamiques des sociétés paysannes³⁰. C'est dans cet « âge d'or » que s'inscrit cette étude. À ces temporalités des historiens, venaient répondre en conclusion de l'ouvrage, celles des géographes pour lesquels cette période devenait celle de l'appropriation de l'espace par ses habitants, « le bassin de vie, l'espace de voisinage et le degré élémentaire du clientélisme politique, bref le local »³¹.

Et finalement c'est bien cela qui constitue le principal objet de recherche ; se demander comment le conflit influe sur cette entité administrative, spatiale, sociétale et

²⁵ Yves LAGADEC, Jean LE BIHAN, Jean François TANGUY et Université Rennes 2, Éd., *Le canton : un territoire du quotidien ?*, actes du colloque organisé à l'Université Rennes 2, Haute Bretagne, 21 - 23. septembre 2006, Rennes: PUR, 2009.

²⁶ Jean le BIHAN, "Plaidoyer pour une réhabilitation. Petit essai sur l'histoire du canton dans la France contemporaine", dans Yves LAGADEC, Jean LE BIHAN, Jean François TANGUY et Université Rennes 2, *Le canton, un territoire du quotidien ?*, opus cité, p. 7-20, p.8.

²⁷ *Ibidem*, p. 11.

²⁸ *Ibidem*, p.12.

²⁹ *Ibidem*, p. 17.

³⁰ Christophe CHARLE, *Histoire sociale de la France au XIXe siècle*, Point-histoire Seuil, 1991, p. 146

³¹ Marie-Vic OZOUZ-MARIGNIER, « conclusion », dans Yves LAGADEC, Jean LE BIHAN, Jean François TANGUY, *Le canton : un territoire du quotidien ?*, opus cité, p. 337-339.

plus encore sociale et comment ses habitants, liés entre eux par des relations de proximité spécifiques et structurantes, traversent-ils l'épreuve. Cette interrogation en appelle d'autres sur les hypothèses de recherche justifiant la pertinence de ce cadre. Pourquoi en effet, en adoptant « le principe de la réduction d'objet qui consiste à appréhender un phénomène historique d'ampleur à travers un filtre, un terrain contrôlable, de taille limitée mais doté d'une grande valeur heuristique³² », choisir une fraction - environ 1/3333^e - du territoire français et ses quelques milliers d'habitants permanents ou temporaires ? De quelle « grande valeur heuristique » serait-il particulièrement doté à l'heure où l'étude de la Grande Guerre se déroule à l'échelle de l'intime ou à l'inverse d'un monde aux marges géographiques de plus en plus lointaines, dans des limites chronologiques sans cesse étendues ?

Dans tous les jeux d'échelles qui caractérisent l'historiographie universitaire de la Grande Guerre, il s'avère d'abord que le terrain est inexploré et n'a donc pas été exploité en tant que tel³³. Pourtant, le découpage cantonal facilite l'accès à certains fonds départementaux d'archives modernes³⁴. Mais les travaux récents, dont un quart de siècle de controverses historiographiques nationales ont peut-être permis la multiplication et la richesse, ont privilégié le cadre monographique national pour interroger la traversée de la guerre par des groupes sociaux spécifiques³⁵ et c'est bien aussi au prisme de ces ouvrages qui se sont nourris les uns des autres que sera menée cette étude. Certains historiens se sont cependant penchés sur des territoires plus réduits comme des régions, à l'image de la Bavière de Benjamin Ziemann³⁶ ou de la Corse de Jean Paul Pellegrinetti³⁷, des départements telle l'Aisne des civils de Philippe Salson³⁸

³² Paul André ROSENTAL, « Micro-histoire. L'objet et les méthodes », Encyclopedia universalis en ligne, <https://www.universalis.fr/encyclopedie/micro-histoire/2-l-objet-et-les-methodes/1985>

³³ Aucune référence sur l'encyclopédie en ligne <https://encyclopedia.1914-1918> (consulté le 20 juin 2021)

³⁴ C'est la base de classement de la sous-série 2R, registres matricules militaires, ou de la sous-série 3M concernant les états de la statistique agricole

³⁵ André LOEZ, Nicolas OFFENSTADT, *La Grande Guerre - Carnet du centenaire*, Albin Michel, Paris, 2013, p. 183-184

³⁶ Benjamin ZIEMANN, *Front und Heimat. Ländliche Kriegserfahrungen im südlichen Bayern, 1914-1923*, Essen, Klartextverlag, 1997. *War Experiences in Rural Germany, 1914-1923*, Oxford et New York, Berg, 2007 / Compte rendu de Pierre BARRAL dans la Revue historique, n° 625, janvier 2003, p. 197-199.

³⁷ Jean Paul PELLEGRINETTI, *Une île dans la guerre. La Corse, 1914-1918*, Belin, 2020.

³⁸ Philippe SALSON, *L'Aisne occupée, les civils dans la Grande Guerre*, PUR, Rennes, 2013.

ou des villes³⁹, parfois dans des perspectives de comparaisons⁴⁰. C'est à l'échelle locale, que de nombreuses publications érudites échappant au champ universitaire ont pris pour cadre géographique bien plus étroit le canton, faisant depuis longtemps la part belle à la présentation et la mise en valeur de sources privées ou locales inédites⁴¹, comme si les terrains d'investigation étaient naturellement partagés par l'organisation peut-être de la recherche institutionnelle en France ; aux universitaires le national ou le régional, aux autres le local. La métropolisation croissante du territoire explique peut-être aussi en partie cela. Cependant, si le canton agathois a fait l'objet en 1953 d'une thèse de droit qui juxtaposait essentiellement des données statistiques relatives aux quatre communes pour en tirer un bilan descriptif⁴², son histoire dans la guerre de 1914-1918 s'inscrit surtout dans des ouvrages universitaires pionniers qui prennent un cadre géographique plus vaste. La majeure partie de ses soldats relèvent en effet de ceux du centre de recrutement militaire de Béziers étudiés par Jules Maurin, dans sa thèse publiée en 1982, *Armée-Guerre-Société. Soldats Languedociens (1889-1919)*. Les intentions étaient explicitées par l'historien avec des mots résonnant fortement aujourd'hui dans l'actualité post-Centenaire quand il disait son « intérêt porté aux acteurs les plus proches de ce drame »⁴³ dont certains font par ailleurs partie des prisonniers de guerre de l'Hérault étudiés par Odon Abbal⁴⁴. Enfin, le sujet a fait l'objet d'une journée d'étude en novembre 2014 qui réunissait des historiens de tous horizons y compris universitaires⁴⁵. Loin de représenter un bilan définitif, son organisation s'inscrivait dans des initiatives diverses en amont ou en aval, motivant en partie l'engagement dans ce travail de thèse.

³⁹ Roger CHICKERING, *The Great War and urban life in Germany, Freiburg, 1814-1918*, Cambridge University Press, 2007

⁴⁰ Pierre PURSEIGLE, *Mobilisation sacrificielle et citoyenneté en Angleterre-France, 1900-1918*. Paris, Les Belles Lettres, 2013, L'auteur tente de comparer la mobilisation à Béziers et Northampton dans la durée de la guerre.

⁴¹ A titre d'exemples, au hasard des premières recherches : Christiane BOUAT et association Racines d'Alvignac, *Le canton de Gramat – 1914-1918*, éditions du Ver Luisant, Alvignac, 2014. / Jean GIROUD, Jean Giroud, *1914-1918, nos soldats témoignent*, Le canton de Cavaillon, 2011, Cavaillon. / Thierry HARDIER, *Les villages du canton de Noyon de 1914 à 1940*, 1990, Noyon.

⁴² Jean RIGAUD, *Etude économique et démographique du canton d'Agde*, thèse de droit, Montpellier, 1953

⁴³ Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982, p. 11

⁴⁴ Odon ABBAL, *Les prisonniers de guerre, 1914-1918, prisonniers du Gard et de l'Hérault*, thèse pour le doctorat de spécialité de 3^e cycle, Montpellier, 1977 / Odon ABBAL, *Soldats oubliés. Les prisonniers de guerre français*, Esparon, 2002

⁴⁵ Jean SAGNES, (dir.), *1914-1918, L'Agadès dans la guerre*, Actes du colloque du GRHISTA, numéro 7, St Estève, 2015.

En bon nombre de lieux, l'intérêt pour la Grande Guerre a été réactivé par son centenaire qui a notamment incité les associations et les collectivités territoriales à se saisir de l'objet à l'échelle de leur territoire respectif. Ce travail de recherche n'a donc pas prétention à être hors du temps, bien au contraire, puisqu'il trouve ses fondements dans ce moment si singulier qui, dès 2013 a vu naître et fleurir des manifestations les plus diverses, répondant en partie dans un périmètre géographique réduit à la question des sources spécifiques qui aurait pu se poser avec acuité. Aussi, disons-le clairement, cette recherche est affaire d'heureuses circonstances sur le sujet car si le canton de Malicorne-sur-Sarthe ou celui de la Trimouille dans la Vienne avaient proposé les mêmes opportunités, ils auraient pu en être l'objet. En effet, elle s'appuie d'abord sur la mise en ligne par les archives départementales de l'Hérault des registres matricules quasiment complets pour l'arrondissement de Béziers⁴⁶, de ceux d'état civil, de dénombrement et, dans une moindre mesure de ceux des délibérations municipales. Il y a encore le succès local des collectes initiées de 2007 à 2016 dans lesquelles les archivistes de la ville d'Agde se sont particulièrement investies, dans la continuité d'un travail au long cours relatif aux sources privées dans lequel se sont inscrites les Grandes Collectes nationale et européenne de 2013 et 2014. Il y a enfin le maillage très fin tricoté par les collectionneurs et les associations dans leurs communes qui ont bien souvent accepté de mettre leurs trésors à ma disposition. Sans au moins ces trois conditions, technique ou logistique, institutionnelle et sociale, ce travail n'aurait pas vu le jour.

L'échelle pourrait cependant proposer bien d'autres intérêts que celui de n'avoir jamais été utilisé, d'être un angle mort de la recherche universitaire sur la guerre alors que des sources spécifiques peuvent y abonder. Le point de départ adopté dans cette étude est celle de l'identité nominale d'un nombre à la fois limité mais relativement conséquent d'individus confrontés à la situation de guerre, socialement les plus divers possible, mais ayant un lien minimal entre eux leur permettant de faire groupes, communautés et au final société puisque, comme l'écrit Arlette Farge, « l'affleurement ininterrompu du singulier invite à tenter une difficile articulation entre les personnes

⁴⁶ Ce qui est beaucoup moins le cas de ceux du centre de recrutement de Montpellier dans lesquels les lacunes sont nombreuses

anonymement immergées dans l’histoire et une société qui les contient. »⁴⁷ Par sa taille intermédiaire, par sa population relativement nombreuse mais limitée, par la présence des représentants des institutions qui relaient physiquement l’autorité de l’État, ce cadre spatial paraît pouvoir contribuer à délimiter cette petite société dans toute sa diversité, avec ses élites, ses notables, ses dominants et ses dominés, dont l’étude au plus près des comportements individuels peut se situer à l’interstice des pouvoirs national et local et des citoyens, à la fois des civils et des militaires sans séparation artificielle des fronts pour des raisons pratiques de recherche. Outre la question des sources disponibles, le cadre monographique communal villageois n’aurait pas permis la même diversité de statuts socioprofessionnels, de grades militaires et de relations de pouvoirs. Il aurait par ailleurs rendu plus difficile, certaines comparaisons entre villes et villages ou entre groupes sociaux trop restreints. À l’inverse, le cadre cantonal apparaît pertinent dans un cadre rural ou semi-urbain tant qu’il englobe plusieurs communes sans les séparer arbitrairement et artificiellement alors que le canton urbain qui découpe la ville en deux ou trois parties présentait de fortes limites qui rendraient bien plus pertinente l’échelle communale mais atteindrait de fait plus difficilement le monde rural.

Ce cadre intermédiaire, s’avèrerait donc suffisamment étendu et peuplé pour pouvoir interroger la complexité des hiérarchies et des dynamiques sociales, ces « fils invisibles »⁴⁸, en guerre. Il permettrait des variations d’échelles de l’individu au groupe, familial, social, militaire, de la rue à la commune et au canton pour permettre une démarche comparative. Quand la guerre risque de bouleverser la vie de millions d’individus, zoomer sur quelques milliers d’entre eux en interrogeant au plus près les liens qui les rattachent et les font interagir permet-il de documenter différemment le fonctionnement d’une société prise dans la violence d’une crise inédite qui s’impose à tous mais dont les effets sont différemment ressentis selon de multiples facteurs dont celui que représente le hasard pourrait alors être minoré ? Nous aborderons dès lors comme un maximum d’expériences sociales, les itinéraires de ces hommes et femmes inconnues, à travers des situations souvent extraordinaires. Par conséquent, cette échelle pourrait encore permettre d’atteindre des catégories sociales plus oubliées, les

⁴⁷ Arlette FARGE, *Le goût de l’archive*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « Points Histoire », 1997, p. 112

⁴⁸ Gérard NOIRIEL, *Introduction à la socio-histoire*, Paris, Découverte Gallimard, 2014, p. 14

« invisibles » des sources de l'historien, parce que souvent plus mobiles et plus dominées pour en mettre en récit l'histoire. L'exhumation des sources pour y accéder nécessite dès lors une démarche de proximité. Finalement, le cadre cantonal permettrait non seulement une histoire de tous, mais également une histoire de tous à parts plus égales, dans un souci de représentativité qui ne serait pas totalement illusoire bien qu'évidemment imparfaite qui viserait au moins à être plus proportionnelle à la composition sociale du territoire et du pays, en atteignant bien davantage les catégories populaires à hauteur de leur importance numérique dans la population. Ce périmètre peut donc constituer le terrain d'expérimentation d'une histoire qui documente de multiples identités individuelles composant autant de groupes sociaux complexes, eux-mêmes mus et insérés dans des dynamiques fortes. Cette histoire s'attacherait à donner à voir des itinéraires et comment ils diffèrent dans la longueur de la guerre, malgré, le plus souvent, une même appartenance nationale.

En fonction de ces appartenances confrontées les unes aux autres, la guerre des uns et des autres est-elle vraiment celle des autres ? Il ne s'agira donc pas d'une histoire d'en bas, c'est-à-dire d'une histoire limitée aux catégories populaires - ce collectif compte tout de même dans ses rangs les proches d'un Général d'armée, ministre de la guerre en 1916, de nombreux noms à particules et au moins un député -, même si ce travail entend leur donner toute la part qui leur revient, mais bien d'une histoire au ras-du-sol où ce sol n'a pas qu'un sens figuré mais représente un acteur du récit, un « ici ». Une histoire du plus grand nombre possible de ceux qui vivent ici, qui sont d'ici, où bien juste passés par ici. Mettre au cœur de l'étude, ces multiples interactions, dans leurs temporalités, c'est donc s'inscrire d'abord dans une démarche micro historienne telle que la présente Jacques Revel qui, après avoir insisté sur la singularité de chacun de ses auteurs-fondateurs, souligne que :

« Les travaux menés par les micro historiens présentent pourtant un certain nombre de traits communs : Une attention particulière prêté aux conditions de production des sources de l'historien associée à une forte exigence de contextualisation des témoignages ; des techniques d'exploitation intensive des corpus documentaires ; le souci de prendre en compte les catégories à travers lesquelles les sociétés étudiées se pensaient elles-mêmes ; le choix de privilégier les acteurs socioéconomiques et la logique de leur action plutôt que les systèmes dont ils relevaient ou plus exactement d'identifier ces

« systèmes à partir de trajectoires individuelles et de choix qu'il est possible de reconstruire »⁴⁹

Il serait encore possible de prendre la mesure d'une situation, de sa norme ou de son exceptionnalité, en comptant pour comparer, évaluer l'éventuelle exemplarité ou signification d'un cas ou d'une figure ou à l'inverse sa rareté en établissant une population mère, celle du canton. Choisir ce périmètre réduit, c'est donc faire le choix d'une méthode qui consiste à se donner les moyens de naviguer entre étude nominale et étude quantitative pour mieux croiser et confronter les résultats par des va-et-vient permanents sans se priver d'aucune source notamment l'exploitation étendue des sources sérielles pour rester toujours au plus près des acteurs.

Pour ausculter à la loupe cette micro société, il me semble qu'il faudrait se défier de deux écueils propres à figer certaines dynamiques ; celui d'abord que représenterait une frontière définitive entre le front et l'arrière qui marquerait une rupture immuable et donc une ligne plus oubliée de la recherche, pour préférer documenter plutôt, une fois la séparation consommée, le maintien ou les (re)constructions successives des liens et donc d'apporter une attention plus soutenue à cette interface. Le deuxième écueil consisterait à considérer le temps de guerre comme un temps quasi immobile au bourg, y compris physiquement pour ses acteurs installés dans une union vraiment sacrée de plus de quatre années. Les hommes devenus soldats, à partir d'août 1914, rejoindraient le front pour quitter leurs foyers devenus l'« arrière ». Le vide succéderait pour plus de quatre années au vacarme du départ. Désormais, fondues dans une grande attente de la victoire avec la nation toute entière pour sauver la République, son territoire et ses valeurs, leurs familles attendraient, avec forcément du courage, des nouvelles dans l'angoisse, travaillant d'arrache-pied pour assurer l'effort de guerre. La vie recommencerait, le temps suspendu redémarrerait quand sonnerait le tocsin de l'armistice annonçant le début des retrouvailles. La guerre serait encore une parenthèse, celle que de nombreuses collections d'histoire utilisent pour borner le début ou la fin de leurs ouvrages, alors que comme le souligne Yvan Gastaut et Stéphane Kronenberger « La guerre, est-il besoin de le rappeler, est un aussi un accélérateur des mobilités liées

⁴⁹Jacques REVEL, « Microstoria » dans Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia, Nicolas Offenstadt (dir.) *Historiographies*, concepts et débats, 2 vol., Folio histoire, 2010, p. 529-534, p 531.

tant aux buts de guerre qu'aux enjeux et nécessités économiques de cette dernière »⁵⁰. Mettre au cœur de l'étude cette spécificité des multiples mobilités géographiques qui rythment ces années, dans leurs temporalités c'est peut-être se donner les moyens de rendre compte à nouveau frais des expériences de guerre.

Amplement guidée par des concepts et outils empruntés à la micro-histoire, notamment à l'attention portée à la production de toutes les sources, à l'exception par rapport à la norme, à la façon dont se nomment et se situent les individus dans les groupes qu'ils constituent, au mouvement plus qu'à l'état des lieux, l'approche choisie emprunte encore dès le début à la géographie. Quelques notions et concepts opératoires d'autres sciences sociales seront sollicités pour tenter de comprendre les agissements des hommes et des femmes en guerre dont ceux la sociologie et en particulier celui de « scène sociale » qui appartient à la sociologie interactionnelle ; Au plus près des acteurs, des premiers jours de l'été 1914, voire de 1913, dans les rues, jusqu'aux cérémonies funèbres dans les cimetières de 1921 à 1923 et celles du 11 novembre, nombre de situations seront ainsi abordées pour analyser les faits et les comportements et inviter à une confrontation des histoires individuelles et collectives à la « grande Histoire ». Conformément aux concepts élaborés sous la plume d'Erving Goffman filant la métaphore théâtrale⁵¹, de nombreux moments seront appréhendés comme des dramaturgies avec leurs décor, leurs accessoires, leurs acteurs, leurs démiurges et leur jeu de rôle spécifique lié aux circonstances, inscrites dans un ordre social qui vaut scénario, qu'il s'agisse de scènes publiques ou davantage privées, sensibles cependant aux improvisations nées de l'instant. Dans un contexte de société en guerre particulièrement encadrée et contrôlée, une attention particulière sera encore portée aux attitudes de déviance mises en exergue par Howard Becker, concept qui peut trouver un écho dans celui d'« indice », paradigme de la micro-histoire. Conjuguer micro et macro échelles, c'est alors tenter de saisir comment s'articulent les destins individuels, communautaires, de groupes et collectifs, dans un événement mondial d'une ampleur

⁵⁰ Yvan GASTAUT et Stéphane KRONENBERG, « De la difficulté à écrire l'histoire des étrangers et des coloniaux durant la Grande Guerre », *Migrations Société*, vol. 156, no. 6, 2014, p. 43-50.

⁵¹ Erving GOFFMAN, *La Mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi* (trad. française), Paris, Les Éditions de Minuit, 1973 (1959) / *La Mise en scène de la vie quotidienne. 2. Les relations en public* (trad. française), Paris, Les Éditions de Minuit, 1973 (1959).

inédite selon une multiplicité de paramètres et de facteurs. Comment les individus et les groupes qu'ils forment agissent de la manière dont ils agissent dans les circonstances par eux vécues ?

Pour répondre, la prise en compte des mots de plusieurs dizaines d'entre eux, des hommes, des femmes et des enfants, retrouvés des années plus tard représente une source d'une richesse incontournable. Comme le souligne Luc Capdevila à propos de la correspondance d'une famille d'ouvriers agricoles de la Drôme, ces acteurs n'ont souvent laissé de traces privées que pour construire une mémoire familiale⁵². Un démarche de proximité, comme celle qu'il a mise en œuvre, était donc nécessaire pour les exhumer. Ces écrits relèvent quasiment tous des écritures ordinaires, celles du quotidien, qui selon la définition des auteurs réunis par Daniel Fabre n'ont pas vocation à être diffusées dans l'espace public ou ne visent pas forcément l'effet littéraire⁵³. Pour la plupart inconnus, il a donc fallu identifier la majorité de leurs auteurs et pour ce faire dans un premier temps élaborer une méthode. En effet, les contributeurs de ces sources très singulières en savaient parfois beaucoup, souvent un peu et souvent aussi connaissaient du faux et même parfois rien du tout. C'est donc en piochant d'abord dans les boîtes à outils de la généalogie, de la démographie et de l'ethnologie qu'il a été possible de retrouver, notamment dans les différents registres et *in situ*, ainsi que par le croisement des différents récits, des bribes d'identités qui dépassent la connaissance d'un nom et d'un prénom. Le choix assumé de prendre en compte dans leur intégralité ces écrits mais aussi ces images privées, de façon exhaustive et croisée, pour créer un matériau de recherche, a orienté le déroulement de l'étude en déterminant ses points d'ancrage. Inversement, pour tenter de mettre à distance ou de contrebalancer un éventuel effet de source et élargir au maximum le collectif, il a été fait appel à l'exploitation non moins intensive de certaines sources sérielles dans une perspective nominale afin d'accéder aux itinéraires de quelques individus parmi ceux qui n'ont pas écrit, par le biais notamment des noms, prénoms et parfois surnoms qui peuplent les correspondances. Alain Corbin, pour lequel écrire au XIX^e siècle n'était déjà plus le fait

⁵² Luc CAPDEVILA, « L'expérience de guerre d'un combattant ordinaire. Une histoire de souffrance et de résignation à partir de sources privées (France, 1914-1918) », in *Modern & Contemporary France*, 200 », vol. 11, n°1, p. 57-67.

⁵³ Daniel FABRE, *Écritures ordinaires* (dir.), éditions P.O.L., Bibliothèque Publique d'Information / Centre Georges Pompidou, Paris, 1993.

d'une personne ordinaire et avait choisi pour cela le sabotier Louis François Pinagot au hasard des registres d'état-civil⁵⁴, a proposé ce faisant une démarche redoutablement inspirante y compris pour une période où le plus grand nombre est censé savoir lire et écrire. Aux témoignages, se sont donc rajoutés quelques tirages presque au sort dans les différents registres exploités et dans d'autres sources notamment militaires et policières. Par conséquent, il sera proposé parfois des décrochements pour se focaliser sur quelques figures singulières, un peu plus identifiables que d'autres, en faisant attention à ne pas les dégager exclusivement des écrits « du moi ». Elles pourraient permettre d'interroger la part de généralité qu'elles portent et bien plus à l'inverse ce qu'elles révéleraient par contraste, pour toujours surtout se garder d'une « histoire moyenne »⁵⁵ selon l'expression de Carlo Ginsburg, une histoire trop lisse qui serait l'illustration locale d'un récit produit à l'échelle nationale et gommerait les aspérités et les tensions.

Enfin, dans les échanges épistolaires surtout, il est vraiment beaucoup question du temps, du temps qu'il fait comme du temps qui n'en finit pas de passer et de se distordre, deux temps qui se fondent souvent explicitement comme sous la plume de Marie Loubet qui attend son époux depuis presque trois ans, quand elle lui écrit à la sortie d'« un rude hiver », auquel succèdent « trois jours de pluie » :

« Faut espérer que l'avenir sera meilleur que le passé. Quant au présent, il n'est pas gai, tu dois le comprendre, surtout toi n'étant pas là. On ne connaît que le travail et en rentrant, si tu étais là, sûrement le temps serait meilleur. »⁵⁶

Des temps qui donneront en partie ses rythmes au récit et pour cela toute la place nécessaire sera octroyée aux extraits cités.

Mettre en lumière tant d'expériences aussi diverses que complexes qui n'obéissent pas aux mêmes temporalités dans une guerre étendue sur une période si longue pourrait sembler une gageure. Des partis ont été pris et des choix de simplicité opérés pour rester au plus près des acteurs, en traçant à partir du territoire et de ses épistoliers identifiés ainsi que des lieux du quotidien, quelques chemins, parfois de traverse, comme autant

⁵⁴ Alain CORBIN, *Le Monde retrouvé de Louis-François Pinagot : sur les traces d'un inconnu (1798-1876)*, Paris, Flammarion, 1998.

⁵⁵ Carlo GINSBURG, « L'historien et l'avocat du diable, entretien avec Charles ILLOUZ et Laurent VIDAL », dans *Genèses*, numéro 53, décembre 2003, p. 129.

⁵⁶ Marie à Paul Loubet, 21 mars 1918

de lignes de force et de conduite. Cette plongée au cœur d'une micro société, pensée en grande partie à partir d'itinéraires individuels et collectifs, adopte une démarche diachronique en trois temps correspondant à des dynamiques identifiables.

La première partie insiste sur les ruptures en présentant les nouveaux cadres dessinés par la guerre dans lesquels s'inscrivent désormais les expériences. Les nouvelles sources que fait naître le conflit sur un territoire à forte identité, en particulier les traces privées, seront présentées dans leur grande diversité. Il en sera de même de la méthode élaborée pour en identifier les autrices et auteurs, faire émerger des centaines d'actrices et plus encore d'acteurs et pour traiter y compris de ces parfois brèves paroles et rares images. L'objectif est de clairement préciser avec qui, avec quoi et comment ce récit de la guerre au canton est écrit. Il s'agira ensuite d'ausculter dans le temps court de l'été 1914 l'onde de choc que représentent les mises en guerre, à la fois dans les quatre communes et sur les premiers champs de batailles, scellant la grande séparation dans sa déjà tragique dimension. Enfin, lettres, photographies et cartes postales, objets que les individus et les groupes séparés investissent pour maintenir plus ou moins aisément, à distance et en pointillés, les relations du temps de paix et traverser l'épreuve, seront interrogées séparément comme les outils privilégiés de multiples expériences sociales.

La seconde partie vise à documenter, au cœur du conflit, sur tous les fronts, l'infinie diversité des vies et des morts en guerre, certaines plus documentées que d'autres. Suivre les militaires du canton sur les champs de batailles en privilégiant les plumes des témoins oblige immédiatement à décentrer le regard pour passer de la frontière allemande du pays, à la Méditerranée, au Maroc et à l'Orient. Se concentrer ensuite sur les deux espaces publics quotidiennement les plus usités permet de réévaluer, à l'aune de la guerre, le rôle joué par la vigne dans la structuration de toute une société confrontée à l'épreuve et celle des places et des rues comme des cadres de vie mais aussi de scènes sociales privilégiées de l'expression des pouvoirs officiels et des interactions à l'interface des espaces publics et privés.

La dernière partie enfin s'intéressera aux multiples modalités et temporalités par lesquelles toutes et tous sortent de la guerre. Les diverses expériences seront lues au prisme de la notion de consentement au cœur des controverses historiographiques du début du XIX^e siècle, puis sera abordée la multiplicité des stratégies d'adaptation à la

situation mises en œuvre pour alléger le danger. L'armistice ne signe pas la fin des épreuves. Bien au contraire. Le poids des morts à la guerre s'alourdit sous les effets de la pandémie de grippe espagnole. Pour affronter l'ampleur inédite de ce bilan macabre, comment s'organisent, à cette échelle, les deuils publics et parfois privés, dans le contexte national du retour des corps tandis que simultanément démarre le temps des mémoires des soldats décédés et de leurs acteurs dans les communautés. Enfin par un saut dans le XXI^e siècle, cet ultime chapitre s'achèvera par un retour sur les manifestations du Centenaire organisées dans le canton, venant y clôturer un siècle de présence de la Grande Guerre.

1. PREMIERE PARTIE. DESSINER LES CADRES DE L'ETUDE

1.1. CHAPITRE 1. UN TERRITOIRE, DES SOURCES ET UNE METHODE

«Un témoin a besoin d'un état-civil. Avant même de faire le point de ce que j'ai vu, il convient de dire avec quels yeux je l'ai vu »⁵⁷

Parmi les milliers de cartes postales qui ont circulé entre les individus séparés du canton, il en existe une, *a priori* semblable à tant d'autres⁵⁸. Isolée dans le lot de correspondances de la famille Delmas, sa trace est si ténue et son contenu bien que dense, si anodin, qu'à peine lue si tant même qu'elle ait été jugée digne d'intérêt, elle pourrait aussitôt se laisser oublier.

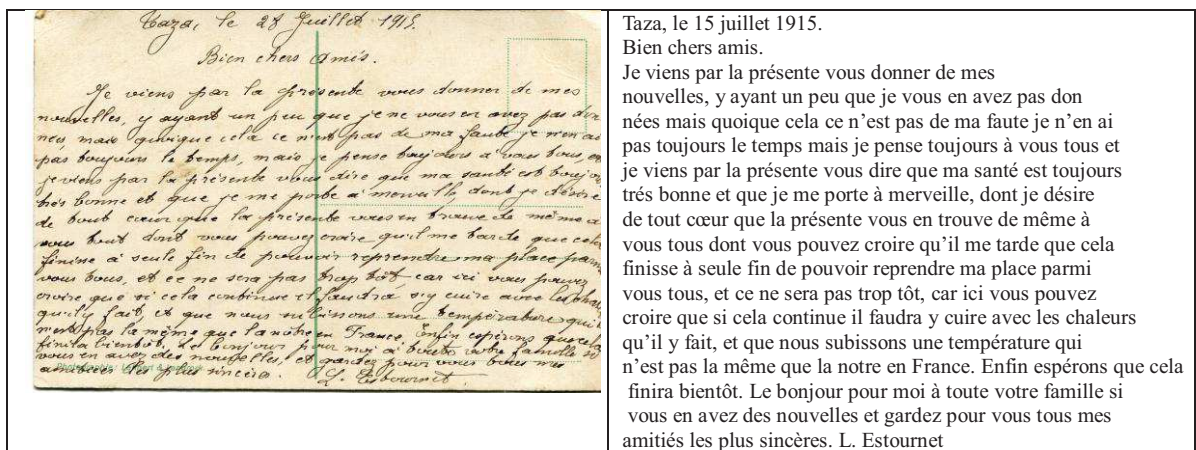


Figure 2. Carte postale de Louis Estournet à Jean Delmas, 15 juillet 1915.

Certes, elle donne quelques indications sur le nom de son auteur, L. Estournet, la date de sa rédaction, et son lieu d'expédition ce que vient confirmer le paysage au verso. Dans les registres matricules consultés de façon exhaustive, on trouve 22 soldats qui portent ce patronyme et quatre dont l'initiale, L., pourrait correspondre, tous prénoms confondus, au signataire. Chance certaine, un seul Louis Estournet, matricule 2 au centre de recrutement de Béziers, né en 1874 à Agde, orphelin depuis 1900, a été mobilisé dans le 121^e RIT au Maroc, comme de nombreux soldats du canton. Son niveau d'instruction noté 2 indique un individu peu lettré. Un croisement supplémentaire avec le recensement de 1911, nous dit encore qu'à cette date il est marié,

⁵⁷ Marc BLOCH, *L'étrange défaite*, Paris, Folio Gallimard, 1990, (1946), p. 30

⁵⁸ AMA, fonds privé numérisé 1914-1918 J.P. Delmas. Louis Estournet à Jean Delmas, 8 juillet 1915

père de deux enfants et que toute la famille habite au numéro 8 de la rue de l'Amour. Louis a déclaré travailler comme journalier à l'usine d'acide tartrique. Dans les registres d'état civil, son acte de mariage, le 18 février 1901, fait état de sa main d'une signature maladroite, reflétant une contradiction, puisque les deux indices sur le niveau d'instruction de l'épistolier vont à l'encontre de capacités de rédaction d'une telle carte, d'autant que les graphismes de l'épistolier sur les deux documents – acte de mariage et carte postale - ne semblent pas correspondre. Un croisement des correspondances en provenance du Maroc conduisent à une cinquième source, une carte expédiée elle aussi de Taza par Louis Palmier à sa mère, un grand épistolier, maître-artisan serrurier dont la correspondance conservée entre 1907 et 1917, avoisine les 800 cartes car il n'est pas rare qu'il en envoie quatre par jour à sa famille comme celle-ci à sa mère :

« Me fallant faire 2 cartes pour Estournet qui ne sait pas écrire et dont je suis son secrétaire mais il n'est guère reconnaissant surtout étant employé à la cuisine et si je n'avais pas commencé à lui faire ses lettres depuis notre départ je ne les lui ferais plus. Louis Palmier »⁵⁹

La comparaison et le croisement des deux cartes permettent d'évacuer tous les doutes pour conclure que c'est bien ce dernier qui a écrit celle signée Louis Estournet. Ce procédé et sa conclusion pourraient, en terme de recherche, paraître sinon vain du moins vraiment anecdotique. Combien de soldats ont en effet sollicité les compétences d'un camarade ou même d'un supérieur pour surmonter la barrière infranchissable de l'illettrisme ou de son risque ? Pourtant, pour peu que l'on s'y attarde, cette carte s'avère précieuse. Elle peut d'abord à la marge contribuer à la connaissance des expériences militaires largement méconnues des soldats territoriaux du 121^e RIT au Maroc. En rendant une parole indirecte à un soldat trop peu doté culturellement, elle met encore en lumière une des stratégies fréquemment opérées par les soldats pour accéder à la correspondance et donc la nécessité de ne pas être isolé. Mais bien davantage elle permet d'en évaluer le coût dans une perspective du don contre don. Et ce qu'elle révèle alors c'est que le capital culturel non seulement se monnaie de façon serrée entre soldats mais il se monnaie contre des denrées. C'est donc dire si grande est sa valeur et cette carte permet de mesurer précisément la réflexion de l'adjudant Pierre Bellet qui rappelle « l'importance du courrier pour le poilu, placé au même rang que le

⁵⁹ Louis Palmier à sa mère, 4 décembre 1914

ravitaillement »⁶⁰. En ce sens, les termes de l'échange indiquent bien l'immense prix qu'accordent les soldats y compris les moins lettrés à la correspondance. Mais dans quel but enfin fournir tous ces efforts et sacrifices pour ne communiquer en apparence que des faits bien banals, au mieux à des amis mal identifiés, même pas à sa famille ou aux êtres chers ? L'existence de cet objet comme fruit des négociations qui l'ont rendu possible, et continuent si l'on en croit les dates des cartes, pourrait signifier avant tout la valeur sociale du geste ; ne pas l'écrire serait se sentir, et même risquer d'être, exclu des réseaux d'interconnaissances et de sociabilité de la communauté masculine agathoise dispersée, obérant éventuellement la sortie de guerre, ce qui ne peut être dit de façon plus explicite sous l'apparence d'une phrase aussi anodine que « Vous pouvez croire que cela finisse à seule fin de pouvoir reprendre ma place parmi vous tous ». Elle éclaire alors la nécessité cruciale du courrier pour qui veut, même le moins lettré, non seulement dans la guerre rester membre d'une communauté du temps de paix, en éprouver l'existence malgré tout, mais plus encore peut-être y retrouver sa place après le conflit, et donc, et ce n'est pas le moins important, en envisager la sortie indemne pour tous. Mais pour identifier un journalier illettré, donner un peu d'épaisseur à son expérience et accéder à certains aspects de son parcours dans la guerre, il a fallu croiser les courriers avec plusieurs sources nominatives sérielles, registres de dénombrement, de fiches matricules et d'état-civil notamment. Reconstituer de cette façon des biographies d'inconnus peu lettrés qui représentent, rappelons-le encore, l'immense majorité des habitants du monde en guerre, pour tenter de reconstituer un pan du corps social n'était alors possible qu'en réduisant drastiquement l'échelle de recherche. Celle d'un canton.

Le récit s'ancre dans un territoire réduit avec ses singularités et ses appartenances à des espaces plus vastes, en particulier le Bas-Languedoc méditerranéen qui reste l'arrière plan de la réalité. Le gisement de sources privées qui en est issu pour former corpus, traces minimales ou au contraire lots imposants de lettres, de cartes postales et de photographies sera détaillé. Leurs auteurs étant quasiment tous inconnus, y compris à l'échelle cantonale, il a fallu commencer par leur redonner un minimum et si possible un peu plus, d'identités civiles, sociales et pour les hommes, militaires. C'est en partie

⁶⁰ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, Amis de Montagnac, 2009, p. 134

le sens de la consultation systématique des registres sériels qui ce faisant ont permis de faire émerger d'autres figures. Ces bases de recherche privilégiées n'excluent cependant pas la consultation, à toutes les échelles, d'une multitude d'autres sources.

1.1.1. Une société en son canton.



Figure 3. Cartes et extraits issus de l'annuaire statistique de l'Hérault de 1914



Figure 4. Découpage administratif cantonal de l'Hérault jusqu'en 2014⁶¹



Figure 5. Superposition sur la carte IGN au 1/50000e de 1972⁶²

⁶¹ Consultable sur <https://fr-academic.com/dic.nsf/frwiki/275289>

1.1.1.1. Un territoire structuré par la vigne et par l'eau.

1.1.1.1.1. « Une mer de vignobles »

Dans le Bas-Languedoc voué depuis le XIX^e siècle à la mono-viticulture commerciale, la « mer de vignobles qui a la fin de l'été éclate de tous les verts »⁶³ baigne autant les écrits que les paysages, les représentations que les gestes du quotidien. Parfois les artistes très locaux s'en inspirent pour la magnifier ; le peintre Louis Azéma en fait le sujet de sa toile phare, *Les vendangeurs*, Jean Bédos consacre un poème à *l'aramon*, son cépage roi, tandis que des maçons-sculpteurs façonnent les grappes de raisin qui affichent aux portails des maisons de maître l'origine de la réussite sociale de leurs propriétaires. La chanson populaire n'est pas en reste qui dans « *Le petit panier* », une longue métaphore filée, en fait la complice de toutes les tentations - « *Ah ! L'envie me démange, d'aller en vendange et de grappillonner dans ton p'tit panier, dans ton p'tit panier...* »⁶⁴ Par conséquent, comme l'ont souligné Geneviève Gavignaud-Fontaine et Henri Michel, « La vigne en Languedoc est un champ d'études universitaire classique et proluxe »⁶⁵ à l'échelle de son importance pour les habitants de la plaine languedocienne : en 1913, le vignoble occupe environ 85 % de la superficie agricole du canton, pourcentage qui n'a cessé de croître depuis le début du XIX^e siècle⁶⁶. Rouge surtout, mais également blanc ou rosé, le vin contribue à forger l'identité de chaque commune. Si Agde et Vias, produisent essentiellement du vin rouge à faibles degrés - 6 à 9°-, à partir de cépages à forts rendements comme l'Aramon, l'Alicante-Bouschet et le Carignan, Marseillan a développé sur la bande littorale qui sépare l'étang de Thau de la mer, des cépages blancs dont une importante partie alimente la succursale de l'entreprise Marseillaise de vins doux Noilly-Prat. Bessan tire sa petite réputation de son vin rosé, né dans les caves du domaine de Coussergues⁶⁷.

⁶² Au moment de la création de la station balnéaire

⁶³ Jean FAYET, *Marseillan, un village en Bas-Languedoc*, Vol II, *Encyclopédie historique : ses sites, ses monuments, ses institutions, ses activités, ses personnages célèbres à travers les âges*, Mairie de Marseillan, 1986, p. 16.

⁶⁴ Paul à Marie Loubet, 6 novembre 1918.

⁶⁵ Geneviève GAVIGNAUD-FONTAINE et Henri MICHEL (dir.), *Vignobles du sud-XVI^e-XX^e siècle*, Actes du colloque, Université Paul Valéry, Montpellier, 2003, p. 17

⁶⁶ ADH, 6M 1783, statistique agricole de l'Hérault, canton d'Agde, année 1913.

⁶⁷ Jean RIGAUD, *Etude économique et démographique du canton d'Agde*, opus cité, p. 31-32.

La monoculture intensive s'est définitivement imposée sous le Second Empire avec l'arrivée du chemin de fer qui irrigue le territoire national. Il assure l'approvisionnement en matériels et produits divers et transporte partout en France des quantités de plus en plus importantes. Ouverte en 1857 par la Compagnie du chemin de fer du Midi, la ligne Bordeaux-Cette⁶⁸ assure une large débouché aux vins héraultais alors que jusque là seul le canal du Midi offrait aux tonneaux cette possibilité de rejoindre Toulouse ou la Méditerranée. Agde inaugure immédiatement sa gare, suivie de Marseillan-les Onglous puis de Vias tandis que Florensac, Marseillan-ville et Bessan y sont reliées par des lignes d'intérêt local. Marseillan en ouvre même une à petite vitesse pour le sel et le vin. En 1895, c'est la ligne Béziers-Neussargues-Paris qui propose à son tour des opportunités supplémentaires vers la capitale tandis que l'invention du wagon-foudre a permis d'importants gains de temps dans le transport.

Cette viticulture commerciale a pu se relever de toutes les crises du XIXe siècle dans des structures d'exploitation très contrastées. En partie éloigné de l'image d'une société languedocienne de petits propriétaires, plus de la moitié des terres agricoles du canton appartient à une vingtaine de très grands propriétaires qui font fabriquer le vin sur place dans leurs campagnes, des domaines qui correspondent aux châteaux du Biterrois ou des mas de Catalogne, qui recouvrent tous une même réalité ; la propriété, à partir d'une vingtaine d'hectares d'un seul tenant, peut s'étendre sur les territoires de plusieurs communes et dépasser 150 hectares de plantations, comme celui de la Gardie à Vias. En majorité exploités en faire valoir-direct, des pans entiers de ces vignobles peuvent cependant être loués en contrats surtout de métayage⁶⁹. Ceux de Caillan, Coussergues ou Castelsec s'étalent sur les communes de Bessan, Florensac, Marseillan et même Béziers. Il s'y pratique également de la polyculture associée à de l'élevage de moutons, du fourrage et de l'avoine, du blé et du jardinage concentré sur les rives du fleuve et dans certains carrés marécageux. Beaucoup font l'objet de spéculation foncière à l'image du domaine Saint Paul à Agde acheté en 1891 par Gaston Jappy qui possède déjà le domaine de Gauzy. Manufacturier dans le territoire de Belfort, il est l'époux de l'héritière de la famille Peugeot de Sochaux. La Compagnie des Salins du Midi, société

⁶⁸ Jusqu'en 1927, « Sète » s'orthographe « Cette »

⁶⁹ Louis, Jean-Luc, Guilhem, SECONDY, *Les Héraultais dans la Guerre de 14-18*, Villeveyrac, Le Papillon Rouge, 2014, p.133.

anonyme dont le siège social est installé à Aigues-Mortes pratique une viticulture capitaliste sous une forme industrielle le long du littoral, répartie sur les communes de Sète, Marseillan et Agde dans les domaines du grand et du petit Clavelet⁷⁰. Certaines de ces immenses propriétés sont parfois étroitement associées à des négociants privilégiés, parfois uniques comme c'est le cas du Baron de Vulliod, propriétaire du domaine de Coussergues à Bessan, et de Pierre Déjean, commerçant dans la petite ville⁷¹. C'est la surface viticole restante qui est partagée entre de multiples exploitations de tailles très variables.

Quasiment toutes les activités artisanales, industrielles et commerciales dépendent de cette vitiviniculture. En amont, œuvrent des charrons, charretiers, bourreliers, selliers et au chef-lieu des vendeurs de matériel, d'engrais et de produits anticryptogamiques ainsi que des ateliers de fabrication et de réparation de machines viticoles. En aval, deux grandes entreprises se détachent d'une nébuleuse de petits ateliers de tonnellerie, de détartrage et de distillerie : L'usine chimique marseillaise *Martignier-Mantes*, société anonyme depuis 1907, installée à Agde à proximité de la gare, récupère le tartre pour produire de l'acide utilisé entre autre en pâtisserie. À Marseillan, les établissements Noilly-Prat fondés à Lyon en 1855 connaissent comme tous les fabricants de vins doux et médicamenteux un âge d'or dans le second XIX^e siècle. L'entreprise produit à Lyon, Bordeaux et Marseille un vermouth sec commercialisé en Europe, en Asie et en Amérique à partir du port de Marseille et du couloir rhodanien. De 1870 à 1914, période de plus grande expansion, le chiffre d'affaire est multiplié par quatre, celui des bénéfices par onze. Fondé vers 1860, le site est le troisième des cinq que compte l'entreprise : les vins vieillissent en fûts de chênes installés à l'air libre dans des entrepôts progressivement bâtis sur le port avant d'être expédiés par l'étang de Thau vers Sète puis Marseille⁷². Autour de l'ensemble de ces activités vitivinicoles gravitent une quarantaine de courtiers ainsi qu'une vingtaine de négociants parmi lesquels selon Stéphane le Bras, la famille Voisin de Marseillan est une des plus belles fortunes de

⁷⁰ Rémy PECH, « Le développement d'une grande entreprise viticole en Languedoc : l'exemple des domaines de la Compagnie des Salins du Midi (1890-1940) » dans *Etudes Héraultaises*, numéro 4, 1974, p 21-39.

⁷¹ Stéphane LE BRAS, « Négoce des vins et grande propriété viticole en Languedoc dans la première moitié du XX^e siècle : interactions, partenariats et communauté d'intérêts », 2015, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01325339/document>

⁷² Lorène BECHARD, « La maison Noilly Prat, vitrine internationale du Vermouth », dans Jean SAGNES (dir.), *La vigne et le vin à Agde et dans sa région*, actes du colloque du GRHISTA, 2010, p. 93-119

l'Hérault⁷³. Ces hommes jouent parfois le rôle de banquiers qui peuvent passer directement de caves en caves où se retrouver lors des foires hebdomadaires pour des achats sur échantillons. Celles de Béziers et Narbonne donnent le ton mais Marseillan a acquis une petite notoriété sur le marché de vins blancs⁷⁴. Cette large irrigation de tous les secteurs de l'activité économique industrielle et tertiaire par le vin fait vivre la majorité d'un secteur primaire qui d'après les données des quatre recensements de 1911 regroupe environ 65 % de la population active ce qui dépasse largement les proportions départementales et à peine les pourcentages nationaux. La croissance démographique suscitée par cette prospérité se traduit néanmoins par un artisanat du bâtiment dynamique et l'installation plus importante de fonctionnaires.

1.1.1.1.2. Le feuilletage d'une société vitivinicole.

Le feuilletage social qui découle de l'appropriation très inégale du parcellaire et des modalités d'exploitation de la vigne obéit à des hiérarchies, des interdépendances et des dynamiques complexes dans lesquelles s'inscrivent les expériences des témoins puisque sans surprise presque tous sont liés à la vigne et au vin. Les correspondances en particulier peuvent donc permettre de documenter cet univers y compris au-delà du temps de guerre. Parmi les épistoliers au moins les plus prolixes en effet, seuls semblent y échapper le pêcheur de sables Jules Viviani et les membres d'une petite bourgeoisie de fonctionnaires à laquelle appartiennent Louis Baron, le fils de l'instituteur, l'étudiant Pierre Bascoul ou le facteur Emile Carabasse. La répartition sociale simplifiée, établie à partir des recensements de 1911, s'appuie sur les travaux de Daniel Fabre et Jacques Lacroix qui ont proposé une classification⁷⁵ en catégories qui s'étagent des « propriétaires-patrons » aux « domestiques » et « manœuvres », termes vagues qui qualifient souvent les groupes les plus dominés des ouvriers agricoles. Ce sont les Agathois qui se dotent du lexique professionnel de loin le plus fourni avec pas moins de

⁷³ Stéphane, LE BRAS *Le négoce des vins en Languedoc : l'emprise du marché : 1900-1970*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2019, p 173

⁷⁴ Rémy PECH, « L'organisation du marché du vin en Languedoc et en Roussillon aux XIXe et XXe siècles, *Études rurales*, n°7880, 1980. *Foires et marchés ruraux en France*. p. 99-111

⁷⁵ Daniel FABRE et Jacques LACROIX, *La vie quotidienne des paysans du Languedoc au XIX^e siècle*, Paris, Hachette littérature, 1974, p. 29-43.

18 appellations qui ne laissent pourtant qu'en partie deviner la complexité des métiers et des conditions sociales. Cependant, il faudra faire avec certaines déficiences administratives à Vias dont les registres incomplets ne renseignent pas le statut social, la dernière colonne n'étant remplie ni en 1911 ni en 1921. Deux tendances lourdes générales se dégagent de l'examen de ces listes. Au regard d'abord des informations délivrées par les témoignages, la très forte sous-estimation de la population active féminine se retrouve, quelle que soit la profession, dans les quatre communes : dans les sources sérielles, cette dernière ne représente que 6,11 % de la population active de Vias et au maximum 25,26% de celle de Bessan. Deuxièmement, contre intuitivement puisque le Languedoc est souvent présenté comme une région de petits propriétaires, cette population est constituée très majoritairement d'ouvriers agricoles aux terminologies multiples. Même si son résultat apparaît en grande partie artificiel, le classement proposé regroupe certaines catégories entre elles, ce qui paraît suffisant pour dresser un tableau général et obtenir un aperçu même succinct des grandes disparités sociales existant entre ces viticulteurs qui sont loin de former une classe homogène mais qui restent entre eux liés par les aléas du marché du vin et souvent la propriété même très minime. Ces catégories sont définies selon cinq critères pour les témoins : le capital économique détenu, le statut social, le lieu et les conditions de logement, l'ancrage géographique plus ou moins récent, et pour les hommes qui possèdent une fiche-matricule, le niveau d'instruction. Le résultat proposé, arrondi à la dizaine, démarre par les plus aisées pour atteindre les moins dotées, mais séparera également les grands domaines des autres propriétés en prenant pour exemple les témoins du corpus.

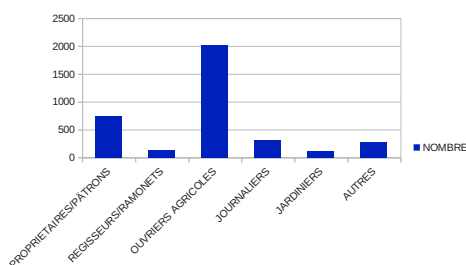


Figure 6. Catégorisation des « cultivateurs » d'après les données du recensement de 1911⁷⁶

⁷⁶ « Autres » réunit les bergers, bûcherons, tondeurs, paysans, filles et garçons de fermes notamment

Le statut le plus clairement établi parce que nettement exprimé dans les deux dernières colonnes des registres est celui de « propriétaire », associé à celui de « patron », ce qui peut paraître redondant mais certains non propriétaires, fermiers, se déclarent également patrons. Ils représentent numériquement derrière les ouvriers le second groupe des recensements. Le terme fait d'abord référence à une possession minimale de terres surtout en vignes d'au moins deux et plus sûrement trois hectares. Et recouvre donc des variations sont infinies. Au sommet, la vingtaine des plus grands propriétaires habite rarement la propriété et elle est très souvent absente des recensements. C'est donc par ceux qui travaillent pour eux qu'ils apparaissent dans la dernière colonne des tableaux. Beaucoup descendent des familles seigneuriales d'Ancien régime dont ils ont gardé la particule et le titre, comme la famille D'Esprées ou Desprées, propriétaire du domaine de Mermian qui a donné un maire à Perpignan, ou encore les Maffre de Beaugé et les barons de Sarret à Marseillan. Les frères de Vuillod, les plus importants propriétaires du canton en 1914, possèdent les domaines de Coussergues, Castelsec et Caillan. À Vias, le domaine de la Jourdainne appartient à la famille de Cassagne, noblesse de robe montpelliéraine et celui la Gardie construit en 1897 est propriété de Charles Bouniol de Gineste, président du comité royaliste de Béziers et administrateur du quotidien *l'Eclair*⁷⁷. D'autres habitent le canton, dans des maisons de maîtres situées le long des boulevards ou des avenues comme les familles Montanié et Audouard à Agde. Cette dernière possède une trentaine d'hectares dispersés de terres agricoles travaillées en métayage ou en fermage mais elle vit également de ses rentes acquises dans la Marine et l'industrie pharmaceutique et finance généreusement l'orphelinat et l'école privée catholiques de Baldy. Elle marie à la sortie de la guerre sa fille cadette au docteur Picheire rencontré à l'hôpital de Cette où Emilie était bénévole. Ces familles sont fréquemment liées entre elles par mariage et leurs réseaux peuvent être construits à l'échelle de la société française comme le montre le cas de la famille Filliol de Marseillan, classée par Stéphane Lebras dans les « fortunes suffisantes mais limitées »⁷⁸ du vin en Languedoc. Jean-Urbain, le chef de famille est vétérinaire, propriétaire de la campagne de la Petite Prunette, soixante hectares à Agde et dirige à

⁷⁷ Jean-Denis BERGASSE et Daniel KUENTZ, *L'Eldorado du vin: les châteaux de Béziers en Languedoc*, Montpellier, Presses du Languedoc, 1994. L'ouvrage contient six notices dispersées relatives sur les domaines du canton

⁷⁸ Stéphane LE BRAS, *Le négoce des vins en Languedoc: l'emprise du marché: 1900-1970*, opus cité, p 173

Marseillan une entreprise prospère de transport de camions. Il est lié aux Maffre de Beaugé par mariage et, par une longue amitié à l'enfant du pays devenu commandant de la II^e armée en 1914 puis ministre de la guerre en 1916, Pierre Roques. Ses deux fils Ulysse et André ont fait des études supérieures à Paris. Le premier est polytechnicien et le second vétérinaire. Son neveu Joseph Guillaut est Saint-Cyrien, promotion « la Grande Revanche ». Quand la guerre éclate, Ulysse est incorporé comme sous-lieutenant d'infanterie, André vétérinaire-major dans l'artillerie et Joseph né en 1895, comme lieutenant dans le 80^e RI. Il revient de la guerre bardé de 2 blessures de guerre, de plusieurs citations, du grade de capitaine et de la Légion d'honneur⁷⁹.

Ces propriétaires plus ou moins absentéistes confient la gestion de leurs domaines à des hommes de confiance, les « régisseurs » ou « agents ruraux » avec lesquels ils sont en contact permanents et dont l'embauche est au minimum annuelle qui vivent en famille dans une dépendance dédiée du domaine dans lequel tous les membres sont assurés de pouvoir travailler. Ils forment une petite communauté et sont proches des propriétaires par la loyauté qu'ils leur doivent. Souvent, ils sont au moins titulaires du certificat d'étude et font suivre à leurs fils la scolarisation élémentaire au cours complémentaire du collège municipal agathois dans la perspective de leur voir continuer des études secondaires : le certificat d'étude de Jean Delmas qui gère le domaine de la petite Prunette se trouve dans l'album de photographies familial. Le régisseur vit sur le domaine avec sa femme et ses trois enfants, ses deux fils fréquentent le collège jusqu'au brevet. Edouard Barthe⁸⁰, né à Béziers, devenu pharmacien puis député socialiste à partir de 1910 était le fils d'un régisseur d'une campagne de Nézignan-l'évêque situé à quelques kilomètres d'Agde. Pour plus de la moitié, ces hommes ne sont pas nés dans le canton. Philomen Mioch propose un élément d'explication quand il relate que Fontès, le régisseur qui l'emploie est un ancien socialiste de Quarante, chassé pour ses idées subversives qui a donc été employé un plus loin, ce qui n'était pas rare⁸¹. Ce cas permet d'éviter de considérer trop rapidement la fonction comme celle de contremaître et

⁷⁹ Fiche Joseph Guillaut en ligne sur <https://fusilles-40-44.maitron.fr/> Fiche matricule 1059, classe 1915, archives en ligne des P.O., recensement militaire.

⁸⁰ Jean SAGNES, notice « Barthe Edouard » mise en ligne le 20 octobre 2008 sur Maitron.fr, / Fiche matricule 1537, classe 1902, centre de recrutement de Béziers, Registre 1R1165

⁸¹ Philomen MIOCH, *Les tribulations d'un ouvrier agricole*, opus cité, p. 74-75

davantage comme une profession de « cadre » instruit de la vigne. Propriétaires et régisseurs sont parfois encore aidés d'un ramonet et de son épouse « la ramonetta » qui sont des employés fixés eux aussi en couple au domaine à l'année, lui étant en particulier chargé de l'entretien des chevaux tandis qu'elle s'occupe de l'aspect domestique de la vie des ouvriers agricoles.

Ces ramonets se retrouvent également chez les propriétaires aisés, gérant personnellement plus de 7-8 hectares de vignes mais qui ont fait souvent de longues études et exercent d'autres professions, souvent principales ; Louis Gleizes à Bessan est avocat et éleveur de chevaux, Pierre Montanié a un niveau 5 d'instruction, François Fabre à Florensac est éleveur de moutons et boucher, Jean Bédos, médecin, Joseph Dézarnaud, capitaine dans le 80^e RI de Narbonne et Pierre Larroque, huissier de justice qui possède aussi une « affaire de sables ». Le père de François Cullier est également détartreur et négociant en vins, ce qui signe son passage dans la bourgeoisie locale plus aisée. Il a pu envoyer son fils unique au lycée avant de l'en retirer malgré ses brillants résultats pour certainement lui faire reprendre les affaires. Des propriétaires moyens encore comme les parents de J. Pierre Aldias vivent confortablement, employant quelques ouvriers, possédant au moins deux chevaux et un matériel vitivinicole assez conséquent.

Pour les petits propriétaires, de loin les plus nombreux, comme les familles du tonnelier Jean Chavardès, de Jean Serven, d'Ernest Pélissier ou de Louis Vallière, la limite de superficie de 2-3 ha est importante car elle permet la culture d'environ 4500 pieds de cépage d'Aramon qui suffisent en période de bons prix de vente à faire vivre, même modestement, une famille nucléaire dont tous les membres travaillent sur le « terrain » dès qu'ils le peuvent pour produire leur vin rouge en cave individuelle nommé le magasin. Cette possession permet un statut social recherché en raison de l'absence de rapports de subordination ; en effet, en dessous de cette superficie, selon la qualité des terres et des cépages, les cultivateurs propriétaires sont obligés de devenir plus ou moins fréquemment ouvriers agricoles. Cette indépendance difficilement acquise représente donc un marqueur d'ascension ou de régression sociale et à ce titre a autant d'importance sinon plus que la propriété agricole mais dépend du nombre de membres de la famille, la mobilisation militaire a donc des conséquences directes immédiates sur l'équilibre du foyer. Du fait des successions, le parcellaire est plus ou

moins dispersé, ce qui peut rendre l'exploitation plus difficile et nécessite un bon équilibre : cheval, mule ou âne deviennent alors dans l'ordre décroissant d'autres indicateurs socioéconomiques. La lettre que Marie Loubet envoie à son époux Paul le 7 novembre 1918 où elle lui rend compte de l'acte de succession de son père décédé, permet de mesurer précisément le capital économique d'un de ces petits propriétaires et les conséquences du partage très égalitaire de l'héritage :

« Le partage s'est fait dans de bonnes conditions, tous présents et d'accord, en présence de notre oncle François. Nous avons tiré au sort. J'ai toujours monté numéro 1 donc j'ai 7 rangées à Saint Martin du côté de Paul, le morceau de papet et le carré où nous mettons les pommes de terre. Rosalie a le reste de Saint Martin et le petit carré à l'entrée et Antoine a Labro et Notre Dame. Pour le terrain, il reste Carnaval et les 2 morceaux de Baldy. J'ai réussi Carnaval, Rosalie, Baldy et Antoine, le morceau en herbe de la veuve Chambal. Donc, je suis redevable à tous les deux mais nous avons un terrain prêt à récolter. Pour les foudres, il y en a deux. Donc j'ai eu le foudre 1, Rosalie le 2e et Antoine toutes les barriques et petits fûts. Rosalie se charge de la maison en nous remboursant 2000 francs à chacun. L'ânesse et le chariot, Rosalie s'en charge en nous remboursant également. Pour tout le reste, nous avons partagé du mieux et avons été tous d'accord. Pour la pension de ma mère, elle est fixée à 20 francs chacun par mois, médecin, médicaments tout payés ensemble. Le tout, passé devant Aliquot notaire. Ma mère ayant le vin à vendre n'exige pas la pension, elle aura qu'à la demander en cas de besoin. Il me semble que tu seras content de la manière dont nous avons fait. Tu n'étais pas là mais tout a bien marché. Tu me diras ton appréciation. Pour ma part, je suis contente. Nous aurons les vignes plus 2000 francs de la maison. »⁸²

Soit une maison vigneronne mitoyenne dans la partie haute de la ville d'une valeur de 6000 francs, une dizaine de parcelles dispersées, dont cinq de vignes comprenant deux carrés de jardin, deux foudres, des barriques et des petits fûts, une ânesse, un chariot et pour la mère âgée la certitude d'être prise en charge par ses enfants dans ses vieux jours, l'ensemble étant partagé en trois parts égales. À ce niveau, les « cultivateurs-patrons » ont un niveau de revenu et de vie proche de celui de ces propriétaires, même s'ils ne sont que métayers ou fermiers. Les hommes les plus jeunes qui ont profité de la scolarité obligatoire peuvent posséder le certificat d'étude. Ils bénéficient le plus souvent d'un ancrage local fort du à un enracinement familial construit sur plusieurs générations. Ces « patrons » sont propriétaires de leur maison vigneronne, dans les faubourgs qui s'échappent des bourgs insalubres où s'entassaient les ouvriers. Certains cultivateurs ont préféré le jardinage, souvent en fermage, dont la production permet de meilleurs revenus que la vigne et ils constituent de petites

⁸² Marie à Paul Loubet, jeudi 7 novembre 1918

communautés installées à proximité du fleuve à Agde et Bessan. C'est le cas de Jean Félix, de Paul Honorat ou de Marie et Paul Loubet. Cette catégorie des petits propriétaires et fermiers a connu une réelle ascension sociale avec la reprise des cours du vin à la hausse après 1907. Si elle a bénéficié de la prospérité, elle est inversement particulièrement fragilisée par les crises récurrentes de mévente.

La diversité caractérise de même l'univers des ouvriers agricoles qui représentent dans les recensements presque les deux tiers des cultivateurs. Ils sont, proches par leurs niveaux et lieux de vie, des journaliers des usines *Mantes-Martignier* à Agde ou Noilly-Prat à Marseillan ; Célestin Adgé, Pierre Cauquil, Henri Escafit, Victor Vidal, Pierre Cauquil, Philomen Mioch et Dori Nougaret, sont ouvriers agricoles, Joseph Sigal, ouvrier à l'usine, Antoine Mathieu, frère de Marie Loubet, ouvrier-électricien, Pierre Barbezier, ouvrier tonnelier chez Jean Voisin. Ils possèdent ou louent parfois un petit « terrain » de vignes ou un « jardin » qui leur assure un complément de revenus. Locataires de leur habitation ou propriétaires par petit héritage, ils vivent en famille à l'intérieur du bourg et l'embauche annuelle les protège d'une trop grande précarité. Les fiches matricules des hommes militairement recensés leur octroient un niveau 2 ou 3 maximum d'instruction, « sait lire et écrire » qui cache de grandes différences. Jules Maurin s'est d'ailleurs interrogé sur la fiabilité de cette référence écrite du niveau d'instruction très souvent évalué à 3, le plus fréquent dans les fiches matricules, sachant que le 4 correspond à l'obtention du brevet supérieur, bien plus rare. Il se demande en particulier quelle confiance lui accorder sachant que jusqu'en 1912 ce sont les maires qui renseignent la colonne sur les tableaux de recensement d'après les indications du conscrit lui-même, pour finalement conclure qu'« on ne saurait ne lui en accorder aucune, ni lui en accorder trop. »⁸³ De fait, les niveaux de syntaxe et d'orthographe varient énormément dans leurs correspondances pour un même niveau 3 et certaines se distinguent par une écriture quasi phonétique qui révèle que l'obligation scolaire a été plutôt mal que bien respectée devant les nécessités économiques. Les catégories encore plus dominées se retrouvent sous les termes de cultivateurs, rattachés à un domaine sur lequel ils vivent le temps de la saison des travaux agricoles et plus encore de cultivateurs et journaliers « divers ». Ces derniers sont des hommes et des

⁸³ Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, opus cité, p. 44-46

femmes qui forment les bras, en 1911, le terme de « brassier » a disparu, de n'importe quelle activité, qu'elle soit agricole ou pas. Ils se situent au plus bas de l'échelle sociale, représentant également la catégorie la plus mobile de la population active. Ils changent quotidiennement d'employeur et de fonction et se retrouvent tous les matins sur une place dédiée du bourg où les régisseurs ou ramonets viennent en charrette les recruter. Leur statut et conditions sociales sont éminemment fragiles, ils sont écartés de la propriété, même parcellaire. Ils fournissent par ailleurs le contingent le plus important de travailleurs étrangers. S'il n'y en a aucun propriétaire espagnol ou italien à Agde en 1911 parmi les quelque 250 propriétaires, ils y représentent 20 % des 720 journaliers et 26 % de ceux de Bessan. Excepté ceux qui sont logés dans la dépendance des domaines, appelée le ramonétage, ils sont locataires de logements exigus situés dans les étages des immeubles à l'intérieur du bourg, en famille souvent nombreuses ou en fratries masculines comme pensionnaires. Leur déracinement important trouvant son origine dans l'exode des hauts cantons ou de l'étranger, leur réseau social local reste assez faible mais selon les modalités de la migration, certains sont moins isolés que d'autres car il y a parmi eux beaucoup d'hommes célibataires. Par ailleurs, la convergence des trois critères que sont l'ancienneté de l'implantation géographique, la profession et le lieu d'habitation déterminent largement l'importance des autres sociabilités de voisinage. Les familles populaires, implantées depuis plus longtemps dans la commune peuvent compter à proximité sur des réseaux solides à défaut d'être puissants, dont, en premier chef la famille élargie ; c'est le cas des Barbezier, Chavardès, Delmas, Loubet, Mioch, Nougaret, Serven, Vidal. Ils concernent tout autant la rue de résidence, le quartier, la communauté professionnelle, dans lesquels reste très marquée le critère de la classe d'âge. Ils ont en effet été constitués bien avant la guerre, peut-être dès l'enfance, entre personnes de même condition sociale. Ainsi, dans la correspondance de Rose et Victor Vidal, les amies de Rose, Honorine Maraval, Victorine Combes sont comme elles âgées d'une quarantaine d'années, sont ouvrières agricoles, habitent à cinq minutes l'une de l'autre et fréquentent le « café à un sou » tenu par Louise Reboul. Leurs époux sont amis et se retrouvent ensemble sur le front. Entre tous, le courrier et les photographies circulent intensément. En contrepoint, l'isolement apparaît bien plus sensible pour ceux qui ont un ancrage récent comme Joseph et Marie Sigal ou une profession isolée tels Jules et Angéline Viviani et risquent d'être particulièrement

démunis au moment d'affronter la mise en guerre, d'autant que les hommes ne dépendent pas toujours du centre de recrutement militaire de Béziers. Quelques hommes et femmes échappent cependant au monde omniprésent de la vigne pour être davantage liés aux mondes de l'eau.

1.1.1.1.3. La Méditerranée, les étangs, le fleuve et le canal.

À l'inverse du Biterrois, dans le canton, l'eau est partout. Eau douce ou eau salée, elle constitue la part la plus spécifique de l'identité de son territoire. Des champs de sel, propriétés de la puissante Compagnie des Salins du Midi, occupent entre mer et lagune les rives des étangs de Thau et des Bagnas. La pêche en mer, dans les étangs et à la traîne, représente toujours une activité non négligeable des hameaux des Onglous de Marseillan ou du Grau d'Agde. Là, à l'embouchure du fleuve et à la fin du XIXe siècle, une petite station balnéaire incluse dans la vingtaine qui égrène les 200 kilomètres de côtes du golfe du Lion a vu le jour⁸⁴, accueillant des touristes de proximité en provenance de la basse et moyenne vallée de l'Hérault⁸⁵. En 1914, la station compte deux hôtels dont le plus imposant appartient à la famille Palmier⁸⁶. La famille Girard n'interrompt pas son activité pendant le conflit. Elle loue des meublés et des matelas sur la plage pendant que leur gendre Emile Serradeill est artilleur sur le front. Tout comme Mathilde Gleizes de Bessan, Marguerite Fabre, épouse d'un important viticulteur-boucher de Florensac, vient y séjourner avec son fils tous les étés de 1915 à 1918 tandis que son époux est mobilisé.

Même si l'heure de gloire du port de commerce installé face à la vieille ville d'Agde a définitivement sonné, son activité fonctionne encore au ralenti ; une compagnie de navigation survit et les paquebots de la Compagnie des Messageries Maritimes qui cabotent entre Marseille et Port-Vendres s'y amarrent toujours deux fois par semaine pour décharger des marchandises et débarquer des passagers. L'école d'hydrographie locale qui a, depuis le XVIIIe siècle formé de nombreux capitaines au long cours ferme définitivement ses portes à l'été 1914. Sur l'étang de Thau, le dynamisme du port de

84 Michel BOYE, *Histoire du tourisme de masse*, Presses universitaires de France, Paris, 1999, p.42

85 Jean SAGNES, « L'aménagement touristique de la côte du golfe du Lion », opus cité, p. 27-53.

86 Maurice GUIRAL et Etienne BRUALLA, *En Languedoc au temps jadis...Le Grau d'Agde*, Nîmes, Lacour, 1994.

Marseillan, où se côtoient ostréiculteurs, pêcheurs, dockers, ouvriers de quelques ateliers de charpentes maritimes et employés des entrepôts portuaires dont les dirigeants se déclarent armateurs et forment des familles de notables locaux influentes, est attesté par l'agrandissement conséquent qu'il connaît à la fin du XIX^e siècle. Sa vitalité dépend largement de sa situation de débouché du canal du Midi vers la mer par l'étang de Thau jusqu'à Sète⁸⁷. Ce canal traverse le canton d'ouest en est, passe par Vias et Agde où il est relié à l'Hérault par un système de voie d'eau et d'écluses. Il fait vivre une communauté de bateliers et de mariniers semi-nomades en lien étroit avec les populations qui le bordent jusqu'à Toulouse, souvent difficiles à saisir dans les registres en raison de leurs déplacements incessants. Dans la ville d'Agde, la pêche de sables ou l'extraction de matériaux meubles du fleuve pour la construction utilisant largement les ressources de la batellerie, est organisée en petites entreprises familiales comme celle de Jules Viviani. La guerre venue, les pêcheurs et navigants, tous inscrits maritimes, sont automatiquement incorporés dans la Marine et beaucoup de bateliers dans le Génie.

1.1.1.2. Entre ville et campagne, au cœur du Midi rouge.

1.1.1.2.1. La hiérarchie de quatre bourgs ou petites villes.

Avec près de 19000 habitants, le canton s'impose en 1911 à la fois comme le plus rural des cantons urbains de l'Hérault ou le plus urbain de ses cantons ruraux puisque le plus peuplé. Depuis le XIX^e siècle, le territoire de toute la plaine s'est largement peuplé par migrations intérieures issues des contreforts montagneux du Massif central et au-delà des Pyrénées catalanes et ariégeoises. De plus loin encore, la population est arrivée d'abord d'Italie puis davantage d'Espagne. Ces étrangers représentent déjà en 1911, 7,5% de la population cantonale soit bien plus que les 3% du Languedoc-Roussillon et des 2,5 % du pays. D'après Suzana Dukic, au début du XX^e siècle, dans la région, les Espagnols représentent un tiers des ressortissants espagnols de France⁸⁸ et en 1911 ils ont dépassé les Italiens dans le canton. Cette proportion reste

⁸⁷ En 1914, la commune s'écrivait encore Cette

⁸⁸ Suzana DUKIC, « Deux siècles d'immigration Languedoc-Roussillon », *Hommes et migrations* [En ligne], 1278 | 2009, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 29 mai 2019. //hommesmigrations.revues.org/230.

cependant très différenciée dans les communes en n'étant quasiment que l'apanage d'Agde et plus encore de celle de Bessan, le phénomène étant quasiment absent de Vias et de Marseillan. Dans le prolongement de la ville de Sète, beaucoup d'Italiens comptent parmi les pêcheurs mais occupent aussi les métiers du bâtiment et de certains artisanats tandis que les Espagnols se retrouvent dans la viticulture. Il ne sera donc pas possible de se pencher sur les Français ou même les Languedociens dans la guerre pour qui veut documenter la société du canton français.

Cette croissance démographique de la plaine se traduit par son urbanisation ; en 1911, 85 % de la population du Biterrois est essentiellement concentrée dans des villes et des bourgs de toutes tailles, proches les uns des autres⁸⁹. Si l'on s'en tient au seul critère démographique qui définit administrativement les communes urbaines comme des communes de plus de 2000 habitants agglomérés dans un habitat continu⁹⁰, Bessan et Marseillan seraient devenues au début du XXe siècle deux petites villes et Vias, avec ses 1848 habitants agglomérés sur un total de 2144, est sur le point de changer de statut.

Tableau 1-1. Répartition de la population par commune d'après le recensement de 1911.

COMMUNES DU CANTON	TOTAL	% de la population totale du canton	EPARSE	% de la population éparsé	POPULATION ETRANGERE	% de la population étrangère
AGDE	9245	48,7 %	879	8,39 %	1427	9,76%
BESSAN	2869	15,2 %	243	8,50 %	903	14,9%
MARSEILLAN	4717	24,8 %	295	6,25 %	55	1,15%
VIAS	2144	11,3%	265	12,55 %	43	2%
CANTON	18975	100 %	1682	8,34 %	2428	7,5 %

Sans échapper à leurs modestes échelles au mouvement de transformation que connaissent presque toutes les villes européennes occidentales, les petites villes du Bas-Languedoc se transforment. Elles présentent à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle un paysage urbain spécifique, lié à la prégnance d'une vitiviniculture de petits exploitants. Faubourgs, rues droites, boulevards et avenues, se bordent de maisons

⁸⁹ Raymond DUGRAND, *villes et campagnes en Bas-Languedoc. Le réseau urbain*, Paris, PUF, 1963.

⁹⁰ Jean-Luc PINOL et François WALTER préfèrent placer la barre d'étude à 5000 voire 10000 à l'échelle européenne dans Jean-Luc PINOL (dir.), *Histoire de l'Europe urbaine - Tome 4, La ville contemporaine jusqu'à la Seconde Guerre mondiale*, Point histoire Seuil, 2012, p. 41-42.

mitoyennes alignées, aménagées pour la production familiale. Leur rez-de-chaussée qui peut donner sur une cour intérieure est occupé par le magasin, la cave familiale où se fabrique le vin. Il sert encore d'écurie et accueille le matériel de vinification composé de foudres, de futailles, de pressoirs ou de comportes. « Toutes ces petites caves s'ouvriraient sur la rue par un solide portail en bois à deux battants dans un encadrement de pierres de taille surmonté d'une voute surbaissée », détaille Louis Baron dans ses souvenirs⁹¹. Dès lors, leur emplacement, leurs tailles, leur variation de matériaux, d'ouvertures, de décorations de façades ou de menuiseries des portails proposent à l'œil aiguisé une fine palette de différences, représentatives des hiérarchies sociales, d'ascension et d'aisance de ces producteurs indépendants, acteurs encore d'une riche sociabilité de rue autour de la fabrication puis du commerce de vin. Par conséquent, la croissance urbaine qui fait entrer irrémédiablement les bourgs dans l'urbanité, favorise davantage, presque paradoxalement, en même temps leur caractère rural par le développement important de l'activité vinicole qu'elle suscite. Le passage des pressoirs loués de caves en caves, la vision et l'odeur du marc qui fermente en plein air quand il ne couvre pas le sol, le rejet des eaux de nettoyage dans la rue, les comportes étalées devant les maisons, la charrette qui amène et reprend les produits, révèlent à quel point le bourg et même la petite ville doivent faire avec leurs racines rurales dans leurs tentatives d'adaptation de la voirie à la modernité. Pour toutes ces raisons, le critère de différenciation entre ruraux et urbains devient largement inopérant, au cœur même des espaces bâtis et vécus, cette période de la guerre s'inscrivant pour le canton dans le long passage de la ruralité à l'urbanité. L'étude de ce minuscule territoire invalide donc déjà en partie toutes les classifications habituelles puisque voilà un territoire sans réels ruraux ni urbains, sans paysan, mais peuplé majoritairement de cultivateurs et d'ouvriers, mais d'ouvriers agricoles.

Ce sont donc en 1914 des « villages urbanisés »⁹², marqueurs d'une petite hiérarchie urbaine qui composent un peuplement d'entre-deux dont l'organisation territoriale cantonale pourrait correspondre au final à une version agrandie du modèle

⁹¹ AMA, Cahier manuscrit de Louis Baron

⁹² Marcel RONCAYOLO, « Logiques urbaines » dans Georges Duby, Maurice Agulhon (dir), *Histoire de la France urbaine - Tome 4 - La Ville de l'âge industriel - le cycle haussmannien*, Point histoire Seuil, 1998, p. 23.

braudélien⁹³ : un chef-lieu, aussi peuplé que les trois autres communes réunies autour duquel elles gravitent, polarise le territoire. De fait, du centre d'Agde, se déploient trois avenues aux noms explicites « de Bessan », « de Marseillan » et « de Vias », disposées en étoile et reliées par le train, le canal, la route et parfois la plage, autant de voies propres à les rapprocher dans un relief sans obstacle. Les foires qui s'y succèdent en août, quand l'attente des vendanges qui démarrent généralement début septembre propose un répit, permettent une multiplication d'interactions entre les habitants, susceptibles de faire du territoire cantonal un espace sociétal vécu. Pour autant, par rapport à ce modèle, l'échelle change car l'organisation relève davantage non pas d'un bourg autour duquel gravitent trois villages mais à celle de deux petites villes et deux bourgs, voire quatre petites villes hiérarchisées, entre lesquelles s'étalent les campagnes. Dans ces unités de transition entre le village et la ville que F. Braudel qualifie de bourgs se trouvent en effet un certain nombre de services non administratifs, productifs, marchands et de santé : à l'exception de Vias, toutes organisent leur propre foire et ont par exemple des hospices gérés par des bureaux de bienfaisance municipaux qui prennent en charge les malades et les vieillards comme il en est de la responsabilité des communes depuis la IIIe République⁹⁴. Ce qui les hiérarchise, c'est le niveau et la diversité de ces services. Agde est officiellement le pôle de domination du territoire puisqu'elle est le siège d'une justice de paix, d'un tribunal de commerce, d'un bureau des contributions directes et indirectes et d'un bureau de douanes pour le port et le canal. De la caserne de gendarmerie encore, cinq occupants ont autorité sur tout le territoire et l'agent voyer, chargé des voies terrestres du canton, est installé à la mairie. En plus de sa station balnéaire, elle reste en outre la commune qui a la plus importante activité industrielle depuis la fin du XIXe siècle, dont en particulier l'usine d'acide tartrique qui emploie plus de 300 ouvriers et employés dont un tiers d'étrangers. Dans le domaine culturel, elle possède, seule encore, une salle de cinéma, une bibliothèque et même un journal, *L'Avenir Agathois*, composé de quatre pages hebdomadaires qui rayonnent sur le canton par des rubriques dédiées. Elle s'enorgueillit en outre depuis 1867 d'un collège municipal qui attire une centaine de jeunes gens grâce à son internat

⁹³ Fernand BRAUDEL, *L'identité de la France*, opus cité, p. 159-160.

⁹⁴ Colette BEC, *Assistance et République. La recherche d'un nouveau contrat social sous la IIIe République*, Paris, Éditions de l'atelier.

et héberge également les derniers cours de l'école d'hydrographie qui ferme définitivement ses portes à l'été 1914. Enfin, la caserne Mirabel, construite en 1885 un peu à l'extérieur de la ville, héberge essentiellement les quelques 800 et 1000 hommes composant le 3^e bataillon du 96^e RI de Béziers. Une quinzaine de ses officiers vit en ville, y a épousé parfois des jeunes filles de l'endroit comme c'est le cas du capitaine limougeaud Joseph Dézarnaud, et le prestige de l'uniforme de centaines de militaires est en mesure de fasciner un enfant comme Louis Baron, attestant de l'imprégnation militaire de la société locale y compris à cette minuscule échelle :

« La vareuse noire était fermée par une rangée de gros boutons en fer luisant sur lesquels étaient gravée une sorte de grenade à flammes. Sur le col droit, on lisait de chaque côté « 96 ». Sur chaque épaule, une épaulette plate finissait en arrondi d'où pendaient des cordons rouges. Une ceinture large de 5 centimètres en cuir, fermée par une grosse boucle en métal rectangulaire entourait la taille. Sur le côté gauche du ceinturon pendait la baïonnette dans son fourreau. Un beau pantalon rouge qui tombait sur de gros godillots terminait la tenue »

Si le canton agathois se présente bien en 1914 comme un territoire polarisé par son chef-lieu, il ne faudrait cependant pas surestimer son identité autour de cette prédominance. En effet, Marseillan dispute à Agde son statut de petite ville et se tourne volontiers vers Sète et Mèze avec lesquelles elle est en lien direct par l'étang de Thau. De même, les Viassois et les Bessanais se dirigent aisément vers la proche métropole Biterroise. Inversement, Florensac se tourne souvent vers Agde, son collègue et sa station balnéaire. Toutes ces communes présentent cependant une forte identité politique commune à la plaine.

1.1.1.2.2. En terre républicaine, le nid de la mutinerie du 17^e RI.

Le terme de « Midi rouge »⁹⁵ qui définit un objet politique aux limites géographiques fluctuantes apparaît vers 1900 sans que l'on puisse davantage en préciser l'origine⁹⁶. Mais tous les historiens s'accordent pour le définir comme un territoire méridional, qui regroupe en particulier les départements méditerranéens où les électeurs ont voté précocement puis majoritairement à gauche lors des différents scrutins

⁹⁵ Jean SAGNES, *Le Midi rouge, mythe et réalité, études d'histoire occitane*, éditions Anthropos, Paris, 1982.

⁹⁶ Cécile GERMAIN-GERAUD et Fabien NICOLAS, « Les Piliers du Midi rouge, les fondations d'une domination politique territoriale » in GAVIGNAUD-FONTAINE Geneviève, (dir.), *Vin et République, 1907-2007*, Actes du colloque de Montpellier, 18-19 octobre 2007, Harmattan, 2009, p. 283-307.

électorales jusqu'aux années 1980. L'enracinement républicain forgé dans la résistance au coup d'État du 2 décembre 1851, est ancien dans le canton, le Biterrois et l'Hérault. L'édification de statues de Marianne installées sur des places rebaptisées ou créées à cette occasion à Marseillan (1878), Bessan (1885), Agde (1909) mais aussi Florensac (1882), symbolise cet ancrage définitif qui s'exprime par le suffrage universel dès la fin du Second empire. De 1901 aux lendemains de la Première guerre mondiale, ce fort républicanisme s'incarne dans un radicalisme anticlérical. Issus en grande partie de la petite et moyenne bourgeoisie intellectuelle ou viticole, les élus municipaux du canton appartiennent à des listes présentées par les partis radicaux-socialistes dont la domination est si importante dans cette région du Bas-Languedoc que les divisions politiques naissent en leur sein⁹⁷. Longtemps siège d'un petit évêché, Agde où un important pèlerinage annuel à l'église de Notre-Dame-du-Grau attire au-delà du canton, est cependant un peu en retrait : elle a préservé des ordres charitables enseignants⁹⁸ et appartient aux communes minoritaires de l'Hérault où des incidents se sont produits lors de la crise des inventaires en 1906. Dans une démarche comparative du premier rite des catholiques, les travaux de Gérard Cholvy font apparaître en 1911 des enclaves plus pratiquantes comme Agde et Florensac⁹⁹ où lorsque la Marianne y remplace en 1882 la croix de mission sur son piédestal, les dévotes du bourg continuent de se signer en passant devant le monument avec une formule incantatoire « E qu'uno puto »¹⁰⁰. Au « Midi Rouge » s'oppose donc des poches d'un « Midi Blanc », catholique, souvent royaliste, qui même minoritaire continue de s'opposer au régime¹⁰¹. Inversement, Bessan, Marseillan et Vias sont devenues des terres de mission pour une Église qui considère Marseillan comme une « paroisse rouge » dont le petit peuple de tonneliers et de viticulteurs est gagné aux idées socialistes¹⁰². Mais il existe encore des oppositions politiques de gauche dont la poussée est sensible suite à la crise viticole du tournant du

⁹⁷ Jean SAGNES, *Le Midi rouge, mythe et réalité, études d'histoire occitane, opus cité*.

⁹⁸ Collectif, *Et si Baldy nous était conté...*, Emile Fondecave, Béziers. 2010.

⁹⁹ Gérard CHOLVY, *Géographie religieuse de l'Hérault contemporain*, PUF, 1968, p. 201

¹⁰⁰ Maurice AGULHON cité par Richard VASSAKOS, *La République des plaques bleues*, Cazouls-lès-Béziers, Éditions du Mont, coll. « Collection Mémoire », 2018, p. 31

¹⁰¹ Philippe SECONDY, *La persistance du Midi blanc*, Perpignan, P.U.P., 2006.

¹⁰² Gérard CHOLVY, *Géographie religieuse de l'Hérault contemporain, opus cité*

siècle. La présence de Jean Jaurès à Béziers venu soutenir la candidature de Marcel Cachin aux élections législatives de 1906 est un triomphe, la foule se presse aux arènes. Le maire radical-socialiste d'Agde, Jean Bédos est si impressionné qu'il dédie un élogieux poème au leader charismatique, tout comme plus tard son opposant, l'horticulteur Jean Félix, dont le père est devenu 1^{er} secrétaire départemental du petit parti SFIO de l'Hérault qui a son siège à Bessan où il organise son congrès départemental en 1909¹⁰³. Ce socialisme est progressivement dominé par la figure d'Edouard Barthe, élu député sans discontinuer de 1910 à 1936, dont Jean Félix est très proche. Son programme doit peu à la SFIO puisqu'il fustige à la fois le socialisme révolutionnaire et la franc-maçonnerie radicale et son anticléricalisme. Son soutien à la liberté religieuse lui vaut en retour celui du journal royaliste *l'Eclair*. Le rejet de la lutte des classes qui à ses débuts l'exclut de la direction fédérale du parti ne l'empêche d'y avoir une influence importante¹⁰⁴. Ce socialisme reste indissociable de la question viticole ; Bessan où existe un parti socialiste depuis 1895, est devenu en 1906, le siège de la troisième coopérative du département, *Les vignerons paysans de Bessan*¹⁰⁵. Elle regroupe les petits producteurs appartenant au parti socialiste produisant moins de 400 hl par an mais fait faillite dès 1910. Ce socialisme atypique s'appuie déjà et surtout sur la défense de la viticulture et des petits et moyens propriétaires exploitants pour lesquels E. Barthe devient le « député du vin »¹⁰⁶. Cette spécificité politique cantonale et héraultaise s'est renforcée lors des événements sociaux, politiques et militaires de 1907.

Pendant des semaines, la France entière a vécu au rythme de ce qui a été le plus grand mouvement de masse avant 1914, suscitant des milliers d'articles de presse, trouvant des relais jusqu'aux Etats-Unis¹⁰⁷. En 2007, les commémorations du Centenaire de l'évènement avaient relancé les publications universitaires sur le sujet et Geneviève Gavignaud-Fontaine, ouvrant les travaux d'un colloque consacré au sujet, soulignait « la

¹⁰³ Michel SABATERY et Stéphane PEPIN, *Bessan au fil du temps, opus cité* Bessan, 2002, p. 259

¹⁰⁴ Jean SAGNES, « Edouard Barthes, député du vin, 1882-1949 », in Geneviève, GAVIGNAUD-FONTAINE (dir.), *Vin et République, 1907-2007, opus cité*, p 123-141

¹⁰⁵ Michel SABATERY et Stéphane PEPIN, *Bessan au fil du temps, opus cité*, p. 247

¹⁰⁶ Jean SAGNES, E. BARTHE *et al.*, *Le combat d'un parlementaire sous Vichy: journal des années de guerre, 1940-1943*, Montpellier, Editions singulières, 2007, p. 9-18.

¹⁰⁷ 2007 a été l'occasion de plusieurs synthèses sur le sujet. PECH Rémy et Jules MAURIN, *1907, les mutins de la République: la révolte du Midi viticole*, Toulouse, Privat, coll. « Histoire », 2007 / SAGNES Jean et Jean-Claude SEGUELA, *1907, la révolte du Midi de A à Z*, Béziers, Aldacom, 2007

forte empathie universitaire avec la trilogie « vignes, vigneron, vins déjà si amplement dotée de publications de référence » mais laissait le soin « à la nouvelle génération de faire le bilan historiographique des diverses problématiques exposés lors de ce centenaire »¹⁰⁸, bilan qui reste visiblement encore à faire, même si le dernier article des actes prenait le chemin d'une recension au moins des ouvrages politiques¹⁰⁹. Dès le début du XXe siècle, les habitants de la plaine doivent affronter une nouvelle crise de mévente qui pointe à nouveau la fragilité d'une économie fondée sur la monoculture commerciale. Les prix s'effondrent générant une baisse drastique des revenus des petits vigneron qui n'ont pas d'autres sources ainsi que celle toute aussi rude des salaires des ouvriers agricoles, tandis que les débauchages massifs dans toutes les activités dépendantes de la vigne se multiplient. De 1902 à 1903, les prix remontent et entraînent des revendications ouvrières qui sont rapidement satisfaites en janvier 1904¹¹⁰. Dès la fin de l'année, les propriétaires-viticulteurs et les négociants soutenus par le parti radical s'organisent pour protester contre des prix de vente repartis à une baisse attribuée au mouillage et au sucrage illégaux du vin. Le mouvement social devient un mouvement agrarien autour du thème rassembleur de la lutte contre la fraude, de la défense du vin naturel. Sans que jamais il n'y ait grève, dans toute la plaine, des manifestations de plus en plus imposantes se succèdent de dimanche en dimanche, culminant à Montpellier le 9 juin 1907. Ce jour-là, le mouvement prend un caractère insurrectionnel par l'appel à la grève administrative et de l'impôt ainsi qu'à la démission des maires. Les quatre municipalités du canton appartiennent à la majorité de celles de l'Hérault¹¹¹ et du Languedoc Roussillon¹¹² qui ont suivi ce mouvement. En réponse, le gouvernement Clemenceau fait occuper à partir du 17 juin les départements du Midi par des régiments étrangers à la région et arrêter les leaders de la révolte, le 19 juin. Ce mouvement est

¹⁰⁸Geneviève, GAVIGNAUD-FONTAINE, « Introduction », in Geneviève, GAVIGNAUD-FONTAINE (dir.), *Vin et République, 1907-2007, opus cité*, p. 9.

¹⁰⁹Cécile GERMAIN-GERAUD et Fabien NICOLAS, « Les Piliers du Midi Rouge, les fondations d'une domination politique territoriale » in Geneviève, GAVIGNAUD-FONTAINE (dir.), *Vin et République, 1907-2007, opus cité*, p. 283-308

¹¹⁰Irène DAUPHIN, « Les mouvements viticoles au début du siècle à Agde », dans SAGNES Jean (dir.) *La vigne et le vin à Agde et dans sa région*, actes du colloque du GRHISTA, 2010, p.42-51 AMV, Fonds des périodiques, texte tapuscrit non classé, Richard MONEDERO, Les grèves à Vias de 1904 à 1927.

¹¹¹AMB, sous-série 1D17, registres des délibérations du conseil municipal, p. 124 / ADH, sous-série 3M2360, 1907, démission des municipalités / ADH, sous-série 3M2361, confirmation des démissions.

¹¹²Jean SAGNES, *Le Midi rouge, mythe ou réalité, opus cité*, p. 61

diversement interprété par les historiens ; à dominante occitaniste pour Robert Lafont¹¹³, agrarienne pour Pierre Barral comme pour Jean Sagnes, Rémy Pech faisant état d'une « révolte occitane mais républicaine »¹¹⁴. Dans les trois jours qui suivent des affrontements opposent à Narbonne manifestants et soldats chargés de maintenir l'ordre qui les 19 et 20 juin tirent sur la foule tuant six civils.

En représailles, la préfecture de Perpignan est incendiée et le soir même, Agde, où est encaserné l'ensemble du 17^e RI, devient le nid de la mutinerie du régiment¹¹⁵. Le 20 juin, plusieurs centaines de soldats accompagnés de civils¹¹⁶ marchent dans la nuit sur Béziers. Le lendemain, après une longue attente sur les Allées Paul Riquet, ils rejoignent la caserne pour être immédiatement dirigés sur Gap puis exilés à Gafsa en Tunisie d'où les derniers ne rentrent qu'en 1909. Cette mutinerie de très courte durée, née dans le canton agathois, aux raisons et à la nature mal élucidées¹¹⁷, contribue à alimenter davantage dans le pays, les stéréotypes nationaux sur les Méridionaux. La vingtaine de rapports de cadres militaires, dont les conclusions sont rendues publiques dans la presse le 5 octobre, incrimine lourdement les soldats et la population civile, pour mieux dédouaner les officiers de leurs responsabilités. Sous les plumes du Général Coupillaud et du chef de bataillon Bouyssou, la charge est violente¹¹⁸. La somme des discours suscités par ces événements réactive à cette occasion la diffusion des ethnotypes sur les Méridionaux¹¹⁹ dans le continuum de ceux qui courent depuis la Révolution française dans le champ culturel et que certains historiens définissent comme un véritable

¹¹³ André ARMENGAUD et Robert LAFONT, *Histoire d'Occitanie*. Paris, Coll. « Hachette Littérature », 1979.

¹¹⁴ PECH Rémy. « 1907 : Révolte contre Marianne ou Marianne en révolte ? » dans Robert Lafont, *La haute conscience d'une histoire*. Actes du Colloque de Nîmes (2009), Trabucaire, Canet, 2013

¹¹⁵ Jean SAGNES (dir.) *La ville d'Agde dans la révolte du Midi viticole de 1907*, Cahiers du GRHISTA, St Estève, 2018

¹¹⁶ Henri CAILHOL « Le détournement du 17^e RI à Agde en 1907, identification des meneurs militaires et motivations » dans Jean SAGNES (dir.) *La ville d'Agde dans la révolte du Midi viticole de 1907*, opus cité, p. 99-122

¹¹⁷ André FERRAN, *L'État face à la révolte de 1907. Le traitement par la justice de la colère des vignerons du Midi*, Paris, La Découverte, 2007.

¹¹⁸ Le Temps, 5 octobre 1907, « les rapports militaires sur les événements du Midi », p 3-5, en ligne sur <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k239137k/fl.item.zoom> (consulté le 10/10/2018)

¹¹⁹ Christian AMALVI, Alexandre LAFON et Céline PIOT (dir.), *Le Midi, les Midis dans la III^e République*, Éditions d'Albret, 2012 / Philippe MARTEL., « Affreux, sales, méchants et de gauche : une certaine image des Méridionaux au XIX^e siècle », *Estudis occitans*, n°15, premier semestre 1994, p. 14-26.

« antiméridionalisme »¹²⁰. Mais le regard porté par les élites militaires sur la mutinerie leur fond franchir un nouveau palier plus politique : le Méridional surtout quand il est soldat n'est plus seulement un vantard épicurien, désordonné, désobéissant et braillard, frondeur, paresseux et lâche. Son amoralité, son antimilitarisme et son socialisme supposé font dorénavant de lui un traître potentiel à la nation dont il faut se méfier. À la veille de la Grande Guerre, le fantasme d'un Midi peu courageux, au patriotisme douteux car entièrement gagné au socialisme, a désormais bien imprégné les représentations collectives des autorités, la thèse devenant quasi-officielle¹²¹.

C'est donc bien semble-t-il lors des événements insurrectionnels de juin 1907, que la stigmatisation politique et militaire des « soldats du Midi » et au-delà de tous les Méridionaux, a construit son socle le plus solide jusqu'à la veille du conflit. Elle n'a besoin que d'une étincelle pour se réveiller dès août 1914 sous la plume d'un journaliste zélé pour courir durant tout le conflit¹²². Par conséquent, peut-être faudra-t-il s'intéresser aux comportements de la trentaine de mutins du canton redevenus soldats en août 1914 ainsi qu'aux soldats de la classe 1913 qui sont les seuls de l'arrondissement de Béziers à avoir manifesté en avril 1913 contre la loi des trois ans lors du passage du conseil de révision¹²³ dans un mouvement plus vaste qui touche plusieurs casernes¹²⁴. C'est cette société cantonale à l'identité très marquée que la guerre vient saisir en août 1914. C'est ce territoire qui livre cent ans plus tard les mots de ses habitants.

¹²⁰ Patrick CABANEL et Marylise VALLEY, « *La haine du Midi : l'antiméridionalisme dans la France de Belle Époque* », 2000, en ligne sur [<http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00177753/>].

¹²¹ Roland ANDREANI, « *L'antimilitarisme en Languedoc avant la première guerre mondiale* » dans *Revue d'histoire Moderne et Contemporaine*, t. XX, janvier-mars 1973.

¹²² Jean Yves LE NAOUR, *La légende noire des soldats du Midi*, Paris, Vendémiaire, 2011.

¹²³ Archives nationales F713335, rapport du préfet de l'Hérault, 13 avril 1913, cité par Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, op cit, p. 270-271

¹²⁴ William SERMAN, Jean-Paul BERTAUD, *La nouvelle histoire militaire de la France 1789-1919*, Fayard, 1998, p 220-225.

1.1.2. Bâtir un corpus de témoignages.

1.1.2.1. Parmi les quatre âges historiographiques d'une source.

1.1.2.1.1. « L'An I de la démocratie testimoniale »¹²⁵.

« Quelles journées de tristesse ! Si l'on notait, heure par heure, ses impressions, on ferait un livre d'une puissance extraordinaire et telle qu'aucun romancier ne pût l'imaginer. La réalité, horrible et belle, telle qu'elle est, surpasse toute fiction. Un Loti à ma place, créerait un chef d'œuvre immortel »¹²⁶

Englué ce 7 septembre 1914 dans la boue des Flandres, sous la pluie et la violence des tirs d'obus de la bataille d'Ypres, le chef du 1^{er} bataillon du 142^e RI, Benjamin Simonet, posait déjà à son épouse la question de la transmission par les mots de la terrible expérience vécue dans les tranchées. Il ne savait pas à ce moment-là - mais l'a-t-il su un jour ? - que ce Pierre Loti, qu'il appelait de ses vœux se trouvait pas très loin de lui, aux Épargnes où il avait entamé la rédaction de ce peut-être futur « chef d'œuvre » et qu'il s'appelait Maurice Genevoix¹²⁷. Il ne sut jamais non plus que ses propres lettres bien plus tard publiées auraient à leur tour « une puissance évocatrice extraordinaire ». Pour d'autres raisons, matérielles et socioculturelles, un autre soldat, Jean Serven, après quelques semaines de séparation, exprimait sur une carte postale, de son dépôt militaire de Mazamet dans le Tarn, la difficulté persistante qui était la sienne à simplement partager par l'écriture son expérience militaire :

« Chère épouse chère fille et la famille je regrette si cela est vrai que vous ne receviez pas de nouvelles, j'ai écrit pourtant 4 a 5 fois depuis que je suis a Mazamet tellement que je ne sai plus quoi vous dire surtout quant on na pas l'intelligence voulu plus je vais moins j'apprends cest au contraire de beaucoup d'autres dans tous les cas je vous écris assez souvent chaque fois que jecris a trémoulet, Honoré ou Delmas »¹²⁸

Au cœur de cette recherche, sa raison d'exister peut-être, se trouve un lot très disparate, par les formes et les contenus, construit par étapes successives et par une chaîne d'acteurs, sur des dizaines d'années, d'écrits et d'images du « for intérieur » ou du

¹²⁵ Frédéric ROUSSEAU « Au-delà de l'œuvre de Jean Norton Cru : documenter le fonctionnement du corps social en crise grâce aux témoignages » dans la revue *En Jeu, Histoire et mémoires vivantes, du témoignage autour de Jean Norton Cru*, décembre 2015, numéro 6, édition Septentrion, p.83-92, p.85

¹²⁶ Benjamin à Alice Simonet, 7 décembre 1914

¹²⁷ Maurice GENEVOIX, Michel BERNARD et Florent DELUDET, *Ceux de 14*, Paris, Flammarion, 2018. (1949)

¹²⁸ Jean à Clémence et Catherine Serven, 20 juin 1915.

« moi », largement inédits. Parfois très brefs, ancrés pour l'immense majorité des scripteurs dans le canton, certains dormaient depuis des années dans les tiroirs, les greniers ainsi que dans des fonds d'archives publiques avant d'être réveillés ou même sauvés de la décharge par le succès local du Centenaire qui a créé un régime si particulier de collecte. Son importance dans l'étude, les longues étapes de sa constitution et sa matérialité très singulière au regard de ce type de récits habituellement utilisés, invite à revenir d'abord rapidement sur l'utilisation de cette source spécifique et incontournable de l'étude de la Grande Guerre depuis presque un siècle.

L'exploitation de ce corpus s'inscrit en effet dans un continuum d'investissements qui court au moins depuis la publication de *Témoins*¹²⁹ en 1929 et dans lequel il est peut-être possible de repérer plusieurs marqueurs temporels. Par cette entreprise cyclopéenne unique, Jean Norton Cru visait à mettre à disposition des chercheurs 304 récits personnels émanant de 246 combattants francophones publiés entre 1915 et 1928 dans lequel chaque auteur avait droit à une présentation biographique pour lesquels il proposait un cadre critique de lecture et d'utilisation. Charlotte Lacoste qualifie l'ouvrage de « livre-laboratoire »¹³⁰ ou de « livre éprouvette »¹³¹ qui a inventé un genre littéraire, Nicolas Mariot de « monument »¹³² tandis Frédéric Rousseau considère qu'il inaugure « l'ère du témoin des grandes tragédies du XX^e siècle. »¹³³ Pour tous, l'œuvre de Jean Norton Cru, par la méthode critique d'analyse et d'évaluation des récits autobiographiques abordés en corpus, et c'est bien là la nouveauté, s'inscrivait pour longtemps dans les processus complexes de l'historisation des expériences vécues dans les grands conflits du XX^e et XXI^e siècle. Fondateur concernant les sources utilisées, l'ouvrage l'a bien été si l'on considère l'importance prise par les témoignages dans l'historiographie de la Première guerre mondiale et la multiplicité des débats,

¹²⁹ Jean Norton, CRU, *Témoins*, Essai d'analyse et de critique des souvenirs de combattants édités en France de 1915 à 1928, préface et postface de Frédéric ROUSSEAU, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2006 (1929). / Jean Norton, CRU, *Du témoignage*, Éditions Alia, Paris, 1998 (1930)

¹³⁰ Charlotte LACOSTE, *Le témoignage comme genre littéraire*, thèse de doctorat soutenue à l'Université Paris Sorbonne, 2012, chapitre premier, partie 3 « Un livre-laboratoire ou comment *Témoins* invente un genre », p. 107-172.

¹³¹ Charlotte LACOSTE « L'invention d'un genre littéraire: Témoins de Jean Norton Cru » *Texto! juillet 2007*, vol. XII, n°3, p 16, en ligne sur <http://www.revue-texto.net/Inedits/Lacoste>

¹³²Nicolas MARIOT « Les témoignages des combattants français de 1914-1918. Essai d'état des lieux statistique » dans Frédéric ROUSSEAU, Yannis THANASSEKOS, Charles HEIMBERG (dir.), *Témoins et témoignages, figures et objets du XXe siècle*, Harmattan, Paris, 2016, p 79-106, p 79.

¹³³Frédéric ROUSSEAU « Au-delà de l'œuvre de Jean Norton Cru : documenter le fonctionnement du corps social en crise grâce aux témoignages » *opus cité*, p.83-92

controverses et anathèmes que le livre a suscités parmi les spécialistes¹³⁴ à sa parution puis à nouveau au tournant du XXI^e siècle dans le contexte de la commémoration du 80^e anniversaire de l'Armistice de 1918¹³⁵. Ce moment a ouvert une période de controverses historiographiques concernant des éléments essentiels de l'expérience du front comme les facteurs de la ténacité des combattants ou la place de la violence interpersonnelle. Ce faisant, s'est à nouveau posée la question des rapports entre l'histoire et la mémoire, des historiens et des témoins, de la légitimité des uns et des autres à écrire l'Histoire, le nom choisi en 1992 d'« Historial » plutôt que « Mémorial », nom donné au Musée de Caen en 1988, étant en cela emblématique d'une position intellectuelle et épistémologique qui « se méfie des souvenirs »¹³⁶. Pourtant, les témoignages des combattants les plus lettrés issus des catégories sociales aisées ont été plus qu'abondamment utilisés¹³⁷ conformément d'ailleurs aux prescriptions de J. N. Cru. Pour certains historiens, les expériences de leurs auteurs vaudraient pour l'ensemble des soldats. C'est ce qu'écrit très explicitement Odile Roynette à propos de « la nostalgie du front » exprimée par certains militaires quand elle pose la question : « Le cas de Gaulle ne peut-il pas être considéré comme une illustration de l'expérience nostalgique douloureuse vécue par l'ensemble des prisonniers de guerre français ou étrangers ? »¹³⁸. Elle cite encore pour illustration dans le même article le cas pour elle exemplaire du caporal-brancardier jésuite, Teilhard de Chardin. Ces choix sélectifs à valeur de généralisation ont été explicitement relevés et contestés par d'autres chercheurs pour lesquels n'utiliser que des témoignages issus des catégories sociales les plus dotées, ne saurait permettre d'appréhender l'histoire de toute une société. C'est ce qui a pu faire écrire à Rémy Cazals qu'

« au lieu de parler de faire une histoire d'en bas en citant des intellectuels,
il faut aller voir les documents émanant des catégories populaires, et non les

¹³⁴ Sur l'importance de Norton Cru, voir les nombreuses contributions dans Frédéric ROUSSEAU, Yannis THANASSEKOS, Charles HEIMBERG (dir.), *Témoins et témoignages, figures et objets du XX^e siècle*, opus cité.

¹³⁵ Annette, WIEVIORKA, *L'ère du témoin*, Paris, Hachettes littératures, 2002, p. 13

¹³⁶ Nicolas, OFFENSTADT, « Le témoin et l'historien » dans Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia, Nicolas Offenstadt (dir.) *Historiographies, concepts et débats*, 2 vol., Folio histoire, 2010, p. 1242-1252.

¹³⁷ Nicolas MARIOT « Les témoignages des combattants français de 1914-1918. Essai d'état des lieux statistique », opus cité / Odile ROYNETTE, « Les métamorphoses du témoin « ordinaire » dans l'historiographie du premier conflit mondial » dans Agnès STEUCKARDT, GOMILA Corinne, WIONET Chantal (éd), *Gens ordinaires dans la Grande Guerre. Correspondances, récits, témoignages*, Paris, Editions de la FMSH, à paraître, 2021.

¹³⁸ Odile ROYNETTE, « La nostalgie du front », dans CABANES Bruno, Guillaume PIKETTY et Centre d'histoire de Sciences po (France) (éd.), *Retour à l'intime au sortir de la guerre*, Paris, Tallandier, 2009, p 51-64, p 60-61.

écarter avec mépris ou les ignorer complètement. Conservant à l'égard de leur utilisation l'attitude vigilante qui a toujours été réclamée à l'historien, il faut les faire participer à la construction de l'histoire. »¹³⁹

La richesse et l'utilité de la confrontation de ces points de vue se révèlent lorsque vingt ans plus tard, la même historienne peut écrire que « restituer aux plus humbles une capacité d'agir et de penser au milieu de la contrainte la plus implacable, tel est, parmi d'autres, l'horizon d'une approche renouvelée des comportements des combattants qui s'affirme aujourd'hui »¹⁴⁰ même si la tâche avait été entreprise par d'autres depuis presque un demi-siècle¹⁴¹. Il semble cependant que plusieurs âges se soient succédés et superposés dans l'émergence puis l'utilisation des témoignages depuis la publication de *Témoins*, qualifiée par Frédéric Rousseau d'« an I de la démocratie testimoniale au sens où tout un chacun ayant vécu la guerre ou tout autre expérience traumatique est posé, institutionnalisé, comme un témoin potentiel et légitimé non plus par sa condition mais par son expérience personnelle »¹⁴². La parole notamment celle des fantassins de première ligne atteint pour la première fois l'espace public pour proposer une histoire de la guerre des combattants qui ne soit ni le récit des généraux ni celui d'autres acteurs militaires ou politiques éloignés des champs de bataille. Même si ces mots restaient essentiellement ceux des élites intellectuelles qui avaient su franchir la barrière du monde de l'édition, devenant les seules à être légitimées comme source valable par les historiens¹⁴³, la porte était ouverte pour ne plus se refermer, cette veine continuant d'être régulièrement et abondamment enrichie.

1.1.2.1.2. An II et An III : de Louis Barthas à la famille Papillon.

¹³⁹Rémy, CAZALS « 1914-1918 : oser penser, oser écrire », *Genèses*, vol. n°46, no. 1, 2002, p. 26-43.

¹⁴⁰Odile ROYNETTE, « Les métamorphoses du témoin « ordinaire » dans l'historiographie du premier conflit mondial » *opus cité*.

¹⁴¹ Cette conclusion met à lumière à quel point la démarche de Jules Maurin interrogeant les anciens combattants ou utilisant les écrits privés de plus d'une centaine de témoins lozériens et Héraultais qu'il qualifiait d'« ordinaires » s'avérait une fois encore pionnière.

¹⁴²Frédéric ROUSSEAU, « Au-delà de l'œuvre de Jean Norton Cru : documenter le fonctionnement du corps social en crise grâce aux témoignages » *opus cité*, p.85

¹⁴³ Sur ces utilisations et les réticences des historiens, voir Odile ROYNETTE, « Les métamorphoses du témoin « ordinaire » dans l'historiographie du premier conflit mondial » *opus cité*, et Nicolas MARIOT « Les témoignages des combattants français de 1914-1918. Essai d'état des lieux statistique » *opus cité*

Une seconde période, un an II où les Midis ont pris toute leur place, pourrait avoir démarré avec l'édition en 1978 des *Carnets de guerre du tonnelier Louis Barthas*¹⁴⁴ qui a ouvert une ère d'émergence des témoignages de combattants issus davantage de catégories populaires dont les publications se sont depuis multipliées. En font partie les lettres de Benjamin Simonet à son épouse, commandant de bataillon mais fils d'un épicier lorrain ou le récit de l'instituteur adjudant Pierre Bellet utilisés dans ce travail. Le phénomène s'est également prolongé et amplifié à partir de 2003, dans le contexte de la controverse historiographique, grâce en grande partie à l'outil novateur de la numérisation et d'internet qui permet de diffuser un texte sans avoir recours à la publication papier. Un travail encyclopédique d'inventaire a démarré à l'initiative de R. Cazals et des chercheurs du CRID 14-18 dans le sillon tracé par J.N. Cru, dont les résultats sont placés en accès libre sur le site de l'association. Il a débouché à la veille du Centenaire sur la publication de *500 témoins de la Grande Guerre*¹⁴⁵. De très nombreux particuliers passionnés encore, seuls ou en collectifs, descendants de militaires ou collectionneurs, comme par exemple l'équipe du site collaboratif *le Chtimiste*, créé lui aussi en 2003, mettent en ligne des transcriptions de récits combattants non édités donnant de plus la possibilité de rentrer en contact avec les donateurs pour en retracer l'histoire mémorielle et en mesurer la fiabilité. La correspondance de Saint Prix Petitjean ou le carnet d'Henri Bleys et quelques autres encore utilisés dans ce travail relèvent de ce temps où tout un chacun peut déposer des récits d'expérience récoltés dans l'espace public. Mais ces écrits appartiennent également aux choix éditoriaux d'une époque et d'une veine qui privilégient le témoignage combattant. Ainsi, alors que les lettres d'Alice Simonet ont été vraisemblablement conservées¹⁴⁶, seules celles de son époux ont été publiées par Gallimard.

La restitution bien plus importante des témoignages d'acteurs non combattants, des enfants, des civils, des femmes surtout, plaçant la focale plus loin du front, ouvre dans la foulée ce que l'on pourrait qualifier d'an III de cette démocratie testimoniale. Ces

¹⁴⁴ Louis BARTHAS, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier*, préface par Rémy Cazals, Paris, F. Maspero, 2014 (1978, 1997, 2003).

¹⁴⁵ Rémy CAZALS (dir.), *500 témoins de la Grande Guerre*, Éd. Midi-Pyrénées-EDHISTO, 2013

¹⁴⁶ Benjamin à Alice Simonet, 21 février 1915

écrits permettent en effet d'appréhender le témoignage du temps de guerre davantage comme une expérience sociale moins individuelle et militaire parce qu'inscrite dans des liens familiaux et sociaux plus complexes. La publication des lettres de la famille Papillon¹⁴⁷, la mise en ligne des cartes et photographies de Joseph Miquel et de tous ses proches, l'édition de la correspondance conjugale de Marie et Paul Loubet, jardiniers agathois¹⁴⁸ relèvent de ce temps de paroles à plusieurs voix, bourgeoises mais aussi populaires. Ce dépassement est accéléré à la fois par les commémorations du Centenaire, préparées au moins à partir de 2012, l'utilisation toujours plus aisée d'internet, ainsi que par une grande diversité de supports disponibles utilisés à de plus grandes échelles. L'exemple de la famille bordelaise Resal est assez emblématique de cette évolution ; occultées dans un premier temps de la publication de la correspondance familiale, les paroles féminines ont été éditées en 2016 tandis que l'historien du cinéma, Laurent Véray a réalisé le film documentaire produit par Cinétévé pour France Télévision¹⁴⁹, prolongé en 2015 par l'ouverture de Plateforme 14-18, web-crédation multimédia interactive, qui permet de valoriser la totalité du corpus. Rendant totalement caduques les débats sur la légitimité de la source, les travaux sur 1914-1918 s'appuient désormais sur ces « sources du moi » rendues incontournables pour évaluer le rôle des individus et des groupes sociaux dans la guerre. De fait, leur utilisation surtout à partir du tournant du XXI^e siècle a été mise parfois au service de la question épistémologique de la représentativité sociale de leurs auteurs car pour peu qu'ils s'y intéressent, ce qui n'est pas toujours le cas, les historiens ont toujours butté sur la très large surreprésentation des écrits issus de la bourgeoisie dans les corpus utilisés. Pourtant leurs auteurs sont largement minoritaires dans la société et la composition de l'armée de 1914-1918, ce qui crée un effet de source non résolu mais appréhendé de façon très différente. Contournant ce déséquilibre, Nicolas Mariot s'est ainsi appuyé sur l'exploitation intensive d'un corpus des 42 témoignages d'intellectuels mobilisés dans les tranchées, parmi les plus utilisés et cités dans les ouvrages concernant les expériences combattantes de 1914-1918 sur le front de l'ouest par les historiens

147 Marthe, Joseph, Lucien, Marcel, PAPILLON, *Si je reviens comme je l'espère... Lettres du front et de l'arrière, 1914-1918*, Présentation de Rémy Cazals et Nicolas Offenstadt, Paris, Perrin poche, 2005.

148 Marie et Paul LOUBET, *Nous ne nous serions jamais séparés, correspondance d'un couple de jardiniers agathois, 1915-18*, Éditions du Mont, Cazouls-les-Béziers, 2016.

149 Pour voir le film : [http://cineveve.com/documentaire/la-cicatrice/\(visionné le 08/10/2017\)](http://cineveve.com/documentaire/la-cicatrice/(visionné%20le%2008/10/2017))

universitaires culturalistes. En privilégiant une approche sociale à l'intérieur du cadre national, il a pu démontrer que la guerre des intellectuels, pourtant très minoritaires dans les tranchées était devenue dans leurs études « La guerre » de tous les militaires, alors que leurs expériences qui présentaient il est vrai entre elles bien des similitudes s'avéraient exceptionnelles par rapport à celles de la majorité des soldats de 1914-1918. Plus à l'aise avec la pratique d'écriture et bien évidemment avec l'acte de publication, ils ont livré une vision de la guerre, dessinée par leur appartenance à ce groupe très particulier de la bourgeoisie intellectuelle. Ils ont découvert eux-mêmes qu'ils ne partageaient absolument pas la même analyse de leur place dans le conflit et de sa signification que les soldats issus des catégories populaires, fort loin finalement d'un unanimité patriotique ou d'un consentement généralisé au conflit. Ils ont rencontré les « hommes du peuple », souvent avec distance et incompréhension, éprouvant le sentiment d'une solitude sociale inédite qui traverse en force leurs témoignages. Beaucoup ont d'ailleurs rapidement profité de leur statut ou mobilisé les ressources de leurs réseaux, quand il n'était pas trop tard, pour échapper aux tranchées, J. Norton Cru étant de ceux-là en 1917¹⁵⁰. L'historien a proposé simultanément un cadre d'approche spécifique des témoignages relatifs à la traversée de la guerre par les combattants d'origine populaire, permettant de s'intéresser au considérable écart qui les sépare de ceux issus de catégories plus aisées¹⁵¹. À l'opposé, pour étudier l'expérience des couples français, Clémentine Vidal-Naquet a composé un vaste corpus de presque 80 lots de correspondances conjugales qui constituent la base majeure de son travail. Constatant l'absence de lettres d'ouvriers et d'ouvrières, elle précise que « l'utilisation de correspondances rédigées, pour les deux tiers d'entre elles par des membres issus des classes aisées et pour un tiers par des soldats issus de l'agriculture ne prétend pas refléter la diversité de composition sociale de l'armée des mobilisés. »¹⁵² Dès lors, elle renonce à « revendiquer une représentativité somme toute illusoire ». Pour contourner la faiblesse des écritures populaires du corpus, elle choisit de ne pas viser à « une histoire

¹⁵⁰Nicolas MARIOT, *Tous Unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, Paris, Seuil, 2013 (Poche 2016).

¹⁵¹Nicolas MARIOT « Comment faire une histoire populaire des tranchées ? » in *L'ordinaire de la guerre*, revue Agone, n°53, 2014, p. 157-189

¹⁵² Clémentine VIDAL NAQUET, *Couples dans la Grande Guerre, le tragique et l'ordinaire du lien conjugal*, Les Belles Lettres, Paris, 2014, p.214.

« systématiquement située des émotions » et faute de sources suffisantes, préfère traduire des « représentations partagées »¹⁵³ par les couples épistoliers. Mais à la présentation de l'ensemble des témoins mobilisés, il s'avère que ces derniers sont presque exclusivement issus de la bourgeoisie, y compris agricole, ce qui conduirait bien à une histoire située de l'intime. Philippe Salson dont l'échantillon de 34 témoins est constitué de « dominants » au niveau local, c'est-à-dire « d'hommes d'âge mûr occupant une position sociale privilégiée »¹⁵⁴, mobilise davantage peut-être les quelques écrits populaires qu'il a récoltés dans une perspective comparative d'itinéraires individuels.

1.1.2.1.3. L'an IV ou les collectes du Centenaire.

Il semble enfin qu'un quatrième âge ait démarré récemment avec le succès de la grande collecte des archives de particuliers lancée dès mars 2011 à l'échelle européenne puis organisée en 2013 et 2014, dépassant ensuite largement ce cadre institutionnel. Nicolas Patin précise qu'en 2018 « plus de 500 000 textes, images, vidéos sont désormais disponibles en plusieurs langues » sur le volet de la plateforme Europeana 14-18 qui rassemble des souvenirs issus du patrimoine de particuliers, numérisés ou photographiés par le biais d'ateliers ouverts au public. D'autres contributions s'exposent depuis le Centenaire sur les sites internet de services d'archives publiques. Dans un phénomène qui n'a peut-être été que de mode¹⁵⁵, les donateurs ont donc ouvert des portes inattendues. En répondant massivement à l'appel médiatisé de la Mission nationale dont les partenaires se sont chargés de mettre en ligne une grande partie de ces mots et ces images sur des sites dédiés, les participants ont créé de fait le premier évènement commémoratif d'ampleur de l'ère numérique qui met un gigantesque trésor d'archives à disposition de tous puisque beaucoup d'Européens ont à cette occasion livré un nombre impressionnant de documents familiaux, parfois les plus intimes. Outre la quantité, l'aspect totalement inédit du dispositif réside dans le fait que certains archivistes, et c'est le cas heureusement dans l'Hérault, n'ont pas trié selon d'éventuels

¹⁵³ Clémentine VIDAL NAQUET, *Couples dans la Grande Guerre, le tragique et l'ordinaire du lien conjugal, opus cité*, p.215-216.

¹⁵⁴ Philippe SALSON, *L'Aisne occupée, les civils dans la Grande Guerre*, PUR, Rennes, 2013, p. 29.

¹⁵⁵ Lancée en juin 2018 sur le même modèle, la collecte d'archives du travail féminin a été un échec au moins aux échelles locale et départementale.

critères. Qualité littéraire, longueur du texte ou lisibilité¹⁵⁶ y ont été peu pris en compte, mais au contraire tous les dons ou prêts ont soigneusement été mis en ligne, avec même parfois le soin de les contextualiser en interrogeant les dépositaires.

De plus, et de façon non négligeable, les manifestations nées d'initiatives locales que le Centenaire a réactivées ont permis l'exhumation d'autres sources privées dont les détenteurs n'ont pas effectué le déplacement jusqu'à la métropole régionale et/ou dans des plages horaires proposées. Ils ont préféré les confier à des associations ou bien à des services municipaux d'archives dont ils connaissaient les agents et en lesquels ils avaient confiance car il y eut de la méfiance à livrer sans filet ni garantie des documents très personnels, ce que cette recherche a amplement expérimenté. Ce qui justifie l'entrée dans cet an IV c'est finalement la modification profonde des conditions du témoignage de 1914-1918 que le dispositif a fait naître et cela de deux façons. L'aspect quantitatif de ces nouvelles sources, d'abord, donne une ampleur exceptionnelle à une intervention citoyenne dans la fabrique de l'histoire. En livrant dans un espace public, soit largement local et associatif, ou à l'inverse européen et totalement dématérialisé, l'écriture de l'expérience des temps de guerre des ancêtres, les collectionneurs, collectionneuses et les descendant(e)s des témoins estiment qu'elle vaut la peine d'être transmise à d'autres, s'affichant et les affichant par conséquent comme des acteurs de l'Histoire. Logistiquement, ils ont de plus la possibilité d'effectuer bien plus facilement cette démarche d'exposition que s'ils devaient se lancer dans un acte de publication ou d'édition qui obéit à des contraintes et des normes autrement plus complexes voire infranchissables, matériellement, socialement et culturellement. En rendant l'acte de diffusion bien plus aisé que la publication papier, au deux extrémités de l'échelle, l'appel de proximité d'une part et Internet d'autres part, ont rendu ce geste bien moins marqué socialement, bien plus démocratique, ce qui a une incidence directe sur les origines et la nature des témoignages mis en ligne, souvent moins écrits, moins aboutis, moins urbains, plus populaires que ceux publiés. Dès lors, ils ont pu émerger sous formes de simples traces qui font parfois figures de lambeaux mais propres peut-être à écrire d'autres pans de l'histoire de la guerre. Par conséquent, le second aspect de ce

¹⁵⁶ Une des limites mise en avant par Nicolas PATIN « "Europeana 1914-1918". Une ressource numérique utile pour écrire l'histoire de la Grande Guerre ? », *opus cité*, p. 8

quatrième âge, le plus novateur peut-être, c'est bien l'accessibilité absolue à cet immense gisement de documents personnels totalement bruts qui rend visible un nombre incalculable d'individus, et lisibles leurs mots, par l'entrée non sélective, sans filtre d'expert légitimé ou autoproclamé. Le laboratoire de sciences du langage, Praxiling de l'université Paul Valéry, s'est rapidement saisi de ce matériau si singulier déposé en en service d'archives pour initier le projet *Corpus 1914* relatif aux écritures des témoins peu lettrés. En grande partie grâce à cet important travail pionnier dont la laborieuse lecture puis transcription ne sont pas les aspects les plus négligeables, Frédéric Rousseau a pu privilégier la comparaison des appartenances de classes dans l'étude des mises en guerre françaises pour montrer à quel point chaque catégorie investissait les codes et normes de son habitus antérieur et ses plus ou moins grandes ressources, pour traverser le conflit, avec plus ou moins de dégâts bien loin d'une réalité socioculturelle de l'Union sacrée¹⁵⁷. Ces nouvelles archives ont encore fait l'objet d'un second colloque montpelliérain en 2017 venu confirmer les dynamiques nouvelles initiées par le Centenaire dont les possibilités offertes par ce nouveau matériau¹⁵⁸.

Le lot de témoignages, dont les auteurs et acteurs, civils et militaires, appartiennent à toutes les générations des deux sexes, qui compose le fil directeur de ce travail relève indéniablement de ces quatre âges, mais en grande partie de la quatrième génération. Finalement, débordant le cas des seuls combattants, l'œuvre de J. Norton Cru continue cent ans plus tard d'être fondatrice dans le sens où chaque expérience personnelle devient bien plus féconde parce qu'elle est étudiée dans un corpus de récits. C'est « précisément par ses innombrables apports singuliers d'expériences partagées par des millions d'individus que le témoignage apparaît comme la source la plus précieuse »¹⁵⁹. Mais pour ce faire, il a fallu définir quelques critères d'élaboration du corpus mobilisé.

¹⁵⁷ Frédéric ROUSSEAU, 1914-1918, *Penser le patriotisme*, Paris, collection Folio histoire Gallimard, 2018.

¹⁵⁸ STEUCKARDT Agnès, GOMILA Corinne, WIONET Chantal (éd), *Gens ordinaires dans la Grande Guerre. Correspondances, récits, témoignages*, Paris, Editions de la FMSH, à paraître 2021.

¹⁵⁹ Rémy CAZALS et Frédéric ROUSSEAU, *14-18, le cri d'une génération*, Toulouse, Privat, coll. « Entre légendes et histoire », 2001, p. 51

1.1.2.2. Selon deux critères.

1.1.2.2.1. L'attestation personnelle d'expériences vécues.

« L'inflation conflictuelle récente des publications et usages de carnets et lettres du front ne s'est guère accompagnée de mesures visant à solidifier les opérations de recherche mobilisant ces témoignages. Trop souvent, on sait peu de choses (sinon rien) des modalités de constitution des corpus de textes mobilisés, guère plus des principes guidant le choix des citations, moins encore des citations des témoins et de la population mère à laquelle les rapporter. »¹⁶⁰

Concernant les témoignages combattants utilisés dans les différentes études scientifiques relatives au conflit, Nicolas Mariot a mis l'accent sur l'absence fréquente de présentation et plus encore de contrôle des corpus. Ce faisant, ce constat apparaît programmatique pour dépasser y compris le témoignage combattant puisque quelques exemples surprenants de mésusages pourraient souligner que ces remarques peuvent s'appliquer à l'utilisation des récits de civils¹⁶¹. Le terme de témoignage possédant un sens redoutablement polysémique, il sera dans un premier temps appliqué dans ce travail, à tout écrit qui documente des situations vécues ou observées, y compris les plus intimes, par leurs auteurs et dans un deuxième temps et de façon exceptionnelle à des discours rapportés dans le cercle privé. Le premier critère constitutif du corpus repose donc sur le fait que ces derniers ont vécu l'expérience du temps de guerre qu'ils relatent, qu'ils en aient été des témoins oculaires sinon des acteurs. Pour cela, il faut qu'ils soient impérativement identifiés et parce que malgré toutes les tentatives, cela n'a pas été possible pour une dizaine d'entre eux, leurs écrits n'ont pas été retenus. N. Mariot en questionnant les intentions visées par l'utilisation des témoignages combattants demandait s'il s'agissait « d'illustrer, de documenter, de faire preuve »¹⁶². Par les opportunités créées, le corpus constitué vise modestement d'abord à documenter puisque obtenir des informations y compris factuelles sur des expériences individuelles

160 Nicolas MARIOT, *Tous unis dans les tranchées ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple, opus cité*, p.80

161 Martha HANNA dans « Les couples » dans Jay WINTER (dir.), *La première guerre mondiale*, Sociétés, Paris, Fayard, Volume 3, 2014, pp 25-44. Page 33, l'auteur attribue indûment à Benjamin Simonet des propos écrits en juin 1915 alors que le témoignage s'arrête en mars / Dans le même ouvrage, afin de faire preuve, une lettre féminine extraite d'une nouvelle fictionnelle de Paul GERALDY, *La guerre, madame...* datant de 1917 devient « la lettre d'une femme à son époux (trouvée sur lui après sa mort au front) », sous la plume de Laura LEE DOWNS, « Le travail », pp 95-117, p.101. Dans les notes, l'auteur cite Françoise THEBAUD qui évoquait une "lettre véridique, sinon vraisemblable." dans *Les femmes au temps de la guerre de 14*, Paris, Payot, 2013 (1986), p 215.

¹⁶²Nicolas MARIOT « Les témoignages des combattants français de 1914-1918. Essai d'état des lieux statistique » dans Frédéric Rousseau et Charles Heimberg (dir.), *Témoins et témoignages, figures et objets du XXe siècle*, [Harmattan](#), Paris, 2016, p. 79-104

d'inconnus n'apparaît pas d'emblée évident, et puis peut-être, ensuite seulement, contribuer à faire preuve d'existence et d'expériences partagées.

Dans ces conditions, la taille ou la longueur des récits représentent un critère invalide pour l'entrée dans le corpus. Certes, dans l'idéal, les plus longs, étalés sur une longue durée seraient « les plus intéressants pour reconstituer des itinéraires individuels »¹⁶³ ainsi que pour se pencher sur la variation et la complexité des motivations. Mais cela écarterait immédiatement une somme considérable de scripteurs et de textes retrouvés. La démarche adoptée choisit donc au contraire de ne se priver ni des écrits très courts, ni même de ceux perçus comme presque vides ou presque illisibles. Ces derniers pourraient être aisément négligés alors qu'ils forment ensemble dans le corpus les traces écrites les plus nombreuses émanant d'épistoliers les moins dotés qui sont par ailleurs majoritaires dans la société. Plutôt que de les évincer et s'en défaire au regard de leur aspect dérisoire ou de la difficulté de lisibilité graphique, je me propose de vraiment tout prendre au sérieux et de tout traiter, ou du moins le plus possible, l'intérêt provenant en partie de la confrontation des composantes de ce grand nombre. S'appuyer sur ces ressources en choisissant une échelle géographique réduite devrait permettre de les rendre exploitables en les rattachant à l'identité de son auteur comme membre de la société d'un territoire. Par les minuscules indices croisés qu'elles recèlent, il est possible de tenter de contourner l'obstacle de leurs éventuelles insignifiances car interprétées dans un périmètre très limité, ces bribes de vie peuvent prendre sens. Il est d'abord possible d'en extraire des faits dans des événements d'intensité plus ou moins faible, ne serait-ce que pour contribuer par exemple à rendre une parfois brève existence à des hommes qui disparaissent très vite dans la violence du conflit mais dont la mémoire perdure sur au moins un siècle pour les proches restés vivants : le grand nombre de courriers isolés et leurs procédés de conservation, souvent parce que leurs auteurs ont été rapidement tués, peuvent renseigner sur l'extrême violence des premiers mois de guerre tout comme sur la façon dont les familles ont fait leur deuil sur un siècle au moins. Des questions essentielles, plus générales comme celle du travail féminin et de

¹⁶³ Frédéric ROUSSEAU, « Au-delà de l'œuvre de Jean Norton Cru ... » *opus cité*

son intensité et de ses transformations dans la guerre, ne peuvent pas non plus se passer de ces sources mêmes parfois quantitativement infimes.

Dans ce cadre plus spécifiquement encore, choisir de tout prendre en compte, quelle que soit la taille du témoignage, c'est rapidement se rendre compte que la masse abondante de textes, parfois associés à des photographies, pourrait former une sorte de toile d'araignées dont la trame de points et de fils plus ou moins importants, plus ou moins visibles souvent emmêlés agirait au minimum comme une révélatrice du rôle essentiel joué par la densité des minuscules réseaux familiaux et des sociabilités élargies, antérieurs au conflit. Ce que disent en effet beaucoup de ces documents confrontés les uns aux autres, c'est que leurs auteurs se connaissaient, y compris avant la guerre et, d'ailleurs quelques fois certains hommes devenus soldats se retrouvent pour faire ensemble un bout de chemin tandis que leurs noms se croisent d'une correspondance à l'autre.

Mais ces écrits peuvent également permettre de suivre par fils successifs d'autres acteurs qui se retrouvent d'un texte à l'autre sans que pourtant ils n'aient laissé de trace écrite personnelle et qui peuvent être considérés comme d'autres nœuds émergents du maillage de la société cantonale. Certains individus comme Louis Estournet ne font ainsi qu'apparaître, sortant de l'invisibilité à laquelle leur illettrisme pouvait les confiner par la plume plus alerte d'un camarade ou celle d'un inconnu. Par conséquent, le témoignage, même le plus bref, n'est plus ici seulement, et parfois tellement, une classique « écriture de soi » ou du « for intérieur », mais devient aussi une stimulante écriture sur « les autres » parce que l'échelle choisie rend possible de façon fréquente et non négligeable l'identification de ceux et celles dont il est question dans les contenus, en 1914, mais aussi pour beaucoup, qui ils étaient avant et parfois après, c'est-à-dire qu'il devient possible de les suivre dans l'évolution d'une existence saisie par le conflit. Enfin quand le témoignage s'arrête, d'autres sources peuvent en partie prendre le relais. Dès lors, peu importe leur caractère très parcellaire puisque c'est accumulés et croisés entre eux et à d'autres documents que ces récits peuvent acquérir une signification. Les collecter pour en faire un matériau de recherche c'est donc souhaiter tenter la mise en récit d'une histoire de toutes les catégories sociales, des plus aisées aux plus démunies, éloignées des métropoles, et possiblement à hauteur de leur importance numérique dans le territoire qui les contient même temporairement. La collecte finale fait état au final

d'environ 150 à 180 auteurs mais la quantité des contenus diffère grandement. Entre une minuscule carte isolée, le carnet de Jean Pierre Aldias, la correspondance publiée de Benjamin Simonet, les longues lettres de Fernand Larroque, les presque 800 lettres de Joseph Sigal, les discours et poèmes de Jean Bédos, il semblait nécessaire d'élaborer une première méthode de classement, non pas bien sûr pour établir une hiérarchie de valeur entre les récits mais pour préciser de quoi cette première composante du matériau de recherche constitué de témoignages est le nom.

Dans un premier temps, deux sous-groupes ont donc été constitués selon la taille des lots ; un premier, nommé « témoignages principaux » rassemble ceux qui dépassent dix correspondances d'un même épistolier et quelques pages de carnet ou de souvenirs, soit environ une quarantaine de lots et une centaine de scripteurs. Ce n'est pas tant la quantité qui a prélué à l'établissement de cette césure que la possibilité de voir apparaître une évolution ou plusieurs facettes de l'expérience individuelle. Le second groupe réunit les cartes, lettres et extraits très isolés, soit environ une soixantaine d'auteurs et d'autrices. Le premier groupe peut compter un seul auteur par lot mais peut en faire émerger jusqu'à une quinzaine dans certaines correspondances. Parfois, il y a deux épistoliers principaux autour duquel gravitent tous les autres. Par exemple dans la famille Serven, ils sont deux à beaucoup écrire ; le père, Jean, et le fils, André. Mais il y a aussi la mère, Clémence et encore plus rarement la fille, Catherine. Et puis encore son futur époux, des neveux, des amis dont Jean Delmas, figure-clef d'un autre lot, qui tous égrènent la correspondance de leurs cartes postales. Deux, quatre, six et les voilà déjà plus de douze pour faire apparaître comme une évidence que la traversée de la guerre par les épistoliers est souvent une histoire de famille et de communauté plus ou moins élargie, mais tous les membres ont été identifiés dans ce réseau de relations.

1.1.2.2.2. Le lien géographique.



Figure 7. Appartenances géographiques des témoins

À la question du contrôle du corpus, le cadre géographique adopté propose en outre une évidente réponse. Puisque l'ambition de départ était de mettre en récit une histoire de la traversée de la guerre par une petite société liée à un territoire réduit, le lien des autrices et auteurs au canton, qu'ils y vivent ou y aient été seulement de passage, s'est imposé pour sa constitution. Le graphique ci-dessus porte donc sur la quarantaine de lots les plus conséquents. Les trois-quarts des témoins vivent, travaillent ou ont travaillé dans une des quatre communes et les correspondances isolées s'y rattachent toutes massivement. La majorité y est née. Emile Carabasse est natif de Lodève, petite ville toute proche, et Pierre Barbezier de Mèze. Les autres sont originaires des départements limitrophes où ils se sont souvent également mariés. Louis Ayraud, Louis Gleizes, Paul Honorat et Pierre Cauquil sont nés dans l'Aude ainsi que leurs épouses mais leurs jeunes enfants des deux derniers sont nés dans les communes du canton. Joseph et Marie Sigal ont migré du nord de l'Aveyron au début du siècle puis se sont beaucoup déplacés dans les communes de la plaine au gré des embauches de Joseph, avant de se fixer à Agde en 1911. Le Canal du Midi a par ailleurs servi de couloir de migrations : du Lot-et-Garonne, sont originaires tous les membres de la famille Larroque installée depuis au moins 1901 à Agde. Un peu plus au nord, à Limoges, est né Joseph Dézarnaud marié à une Agathoise et de plus loin encore est originaire Jules Viviani, né à Pettori au nord de l'Italie, sans la plaine de l'Arno : il a quelques mois quand sa famille arrive en France hésitant à se fixer le long du Canal, entre les cours d'eau de l'Aude et ceux de l'Hérault, pour finalement s'ancrer définitivement à Agde où ses six membres, le père veuf et ses cinq enfants, ont été naturalisés français en 1894. Joseph Picheire est le seul à ne pas résider dans le canton en 1914. Il est né à Formiguères, au cœur des montagnes capcinoises des Pyrénées-Orientales. Le médecin ne s'installe à Agde qu'après s'être marié en grande pompe, en avril 1920, à Montpellier avec l'héritière d'une des familles agathoise les plus fortunées. L'ensemble de ces mobilités géographiques reflète l'histoire des mouvements migratoires massifs vers la plaine languedocienne. On notera la rareté de voix d'origine transalpine et l'absence totale des Ibériques parmi ces témoins ; c'est là une première limite sociale, et non des moindres, de la composition du corpus. Par ailleurs, quelques témoins ont des liens plus indirects avec le territoire. Trois d'entre eux n'ont été que de passage en ces terres. Il s'agit d'abord de Paul Bascoul, qui fut un temps interne au collège d'Agde où il devint l'ami

d'André Filliol qu'il retrouve sur le front. Valentin Fournier et Jules Rayssac, respectivement originaires d'Ambialet dans le Tarn et de Saint Izair dans l'Aveyron sont des conscrits des classes 1912 et 1911 encasernés à Agde en août 1914 avec le 3^e bataillon du 96^e régiment d'infanterie qui relève de la place militaire de Béziers. Ils ne représentent pas une exception car nombreux sont les jeunes gens résidant sur les contreforts sud-est du Massif central à être mobilisés dans les centres de recrutement militaires de la plaine. Se présente un autre cas de figure avec le propriétaire agathois Pierre Montanié qui n'est que le personnage secondaire de la riche collection de cartes et de photographies de son ami Joseph Miquel, propriétaire lui aussi, un peu plus à l'ouest du département qui écrit cependant à son épouse : « avec mon ami Montanié, nous sommes inséparables »¹⁶⁴, quand ils sont au Maroc. Ces quatre épistoliers sont rassemblés dans le graphique ci-dessous sous le terme « lien indirect ou ponctuel » avec le canton. De façon dérogatoire, ils sont rejoints par Philomen Mioch, Marguerite et François Fabre ainsi que Joseph Landes, épistoliers originaires du bourg voisin de Florensac qu'il aurait été dommage d'écarter pour des raisons purement administratives, d'autant que cette commune se situe dans l'ère de rayonnement de la ville d'Agde que tous fréquentent régulièrement.

Enfin, sous le vocable de « lien régimentaire », et parce que sous l'influence du recrutement régional des soldats un bon nombre de ceux du canton ont été enrôlés dans les 96^e, 122^e et 142^e mais qu'il restait localement peu de récits de leurs expériences combattantes, ont été pris en compte de façon exhaustive trois autres témoins. Les denses souvenirs de Pierre Bellet de Montagnac du 96^e RI croisent la correspondance du commandant des 342^e, 122^e et 96^e RI, Saint -Prix Petitjean jusqu'en octobre 1915 et, enfin, les lettres de Benjamin Simonet, officier au 142^e RI de Lodève à son épouse jusqu'en mars 1915 s'imposent comme une source extrêmement féconde. Saint Prix Petitjean est donc le seul auteur du corpus à n'avoir aucun lien avec le département de l'Hérault. Ponctuellement enfin et hors corpus, seront utilisés des extraits des témoignages conséquents de militaires méridionaux qui appartenaient à des régiments dans lesquels les soldats du canton étaient très présents, comme celui de Louis Barthas dans les 280^e et 296^e RI, Sully Jaulmes, médecin major du 142^e RI, Léopold Couissy

¹⁶⁴ Joseph à Eugénie Miquel, 4 mars 1915

d'Agel, commune voisine de Béziers dans le 4^e RIC, et Henri Bleys de Bédarieux dans le 122^e RI, en complément à des moments ou sur des sujets précis ou bien comme points de référence ou de comparaison.

Il n'est dès lors peut-être pas vain pour terminer, de présenter la façon dont ce corpus principal dont le chœur des acteurs accompagnera jusqu'au bout cette étude, très disparate mais relativement fourni au regard de la taille du territoire et de son nombre d'habitants a été constitué, dans ce temps si singulier des commémorations du Centenaire.

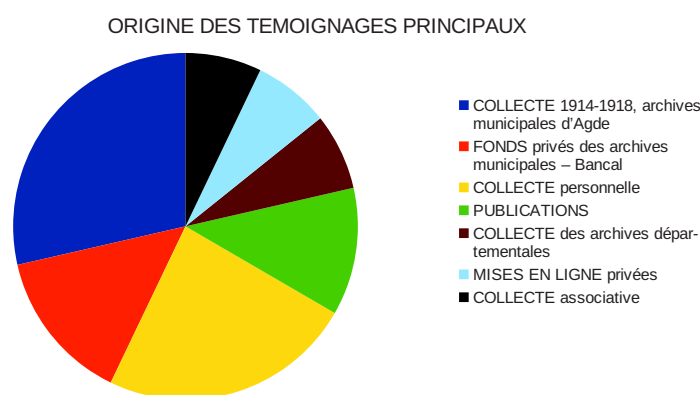


Figure 8. Provenance des témoignages principaux

Au-delà de quelques publications spécifiques ou intégrés dans des ouvrages, la possibilité et la construction très volontariste de cet ensemble une centaine d'années plus tard, relève d'une démarche de proximité qui a bénéficié d'un certain nombre de circonstances dont quelques opportunités qui n'auraient pu prendre corps dans un périmètre plus étendu. En effet les sources testimoniales les plus fournies proviennent en grande partie de lieux de conservation qui échappent aux échelles nationale et départementale. La récupération de la majorité de ces sources relève en grande partie de dynamiques mémorielles locales anciennes, amplifiées par l'effet Centenaire qui se sont traduites sur plus de cinq ans par un phénomène d'entraînement « contributeur » qui explique la grande diversité des provenances.

Des collectionneurs locaux ont élaboré de riches compilations en sauvant souvent les documents *in extremis* des décharges puis les ont confiées progressivement aux archives municipales agathoises. C'est le cas de Franck Bancal, passionné de la Grande Guerre,

qui y a un fonds privé dédié dans lequel dormaient, en feuillets largement dispersés, les correspondances de Joseph Sigal, des familles Loubet ou Larroque, le cahier de Louis Baron, le souvenir d'Albert Alazet, le tapuscrit de Paule Duconquére et de nombreuses cartes et lettres isolées sauvées patiemment et régulièrement de la disparition. Certaines ont été tirées de l'oubli pour être mises en lumière lors du Centenaire par les archivistes à l'occasion du projet 1914-1918. C'est donc paradoxalement parce que les familles se sont à un moment désintéressées de ces documents, rompant de cette façon la chaîne de transmission privée, que des collectionneurs locaux ont pu récupérer ces écrits parfois conséquents pour les mettre à la disposition de tous.

Les premières manifestations et expositions locales de la séquence mémorielle 2014-2018 ont généré à chaque fois des prêts comme ceux des familles Adgé, Cauquil, Fabre, Landes, Serven, Picheire, et Vallière. De plus, l'appel national lancé dans les médias a entraîné le dépôt aux archives de la correspondance d'Emile Carabasse trouvée sur un chantier et donc promise autrement à la déchèterie. La publication en 2016 de la correspondance de Marie et Paul Loubet¹⁶⁵ a provoqué une série de rencontres qui ont permis l'accès aux récits ou correspondance des familles, Viviani, Palmier, Delmas et Mathieu, ces deux dernières parentes des Loubet, et le prêt d'archives privées des familles Barbezier, Bédos, Félix et Gleizes. À Marseillan, les membres de l'association d'histoire locale, *Marseillan d'hier et d'aujourd'hui*, a mis occasionnellement deux correspondances, Nougaret et Mallet, à disposition des visiteurs en novembre 2019 lors de sa dernière exposition consacrée à 1914-1918. L'association *La Guilde de Bessan* créée en 2015, a recueilli beaucoup de fonds privés de cartes postales mais n'a choisi de numériser que très peu de leurs textes pour organiser en 2018 une exposition qui a mis en valeur quelques lettres et photographies supplémentaires comme celles de Louis Ayraud. La large occultation des textes lors de cette exposition permet en creux les réticences des familles à livrer « leur musée » ainsi que de mesurer que les pratiques d'érudition locale et de collecte ne visent pas forcément à faire émerger durablement des documents précieux qui peuvent à nouveau être rapidement, et peut-être

¹⁶⁵ Christine DELPOUS-DARNIGE et Virginie GASCON, « *Nous ne serions jamais séparés* ». *Correspondance de Marie et Paul Loubet, couple de jardiniers agathois : 1915-1918*, Cazouls-lès-Béziers, Éditions du Mont, 2016.

définitivement, enfouis. Les recherches sur le site *Européana 1914-1918* ne se sont pas avérées totalement infructueuses puisqu'y ont été dénichées quelques lettres, cartes et photographies isolées. La rubrique *1914-1918* des mises en ligne des archives départementales de l'Hérault a permis d'accéder, par les entrées « unités militaires », « nom de famille » ou « mot libre », aux cartes expédiées à son épouse et au carnet du jardinier Paul Honorat, aux lettres composant le fonds de Paul Bascoul et au carnet du soldat-brancardier Jean Pierre Aldias.

Sur internet, le site privé *Chitimiste* a rendu accessible avant 2013 les lettres de Saint Prix Petitjean tandis qu'un blog de particulier a mis en ligne et présenté toute la correspondance de Joseph Miquel. Des recherches dans un premier temps aléatoires ont encore entraîné la découverte des lettres de Joseph Dézarnaud mises en ligne par l'université de Caen et une grande partie des lettres de la famille Larroque conservée par les descendants. Il a été ensuite possible d'entrer en contact avec les dépositaires et d'obtenir de précieuses informations sur les témoins. Dans cet inventaire, l'effet dynamique du Centenaire a dû s'appuyer cependant pour réussir à la fois sur des pratiques mémorielles familiales ou associatives antérieures et sur l'outil internet dans plusieurs de ses aspects. En outre, le bilan de ces recherches met en avant la faiblesse des sources viassoises (aucun témoignage conséquent) et dans une moindre mesure la prédominance de celles du chef-lieu (70 % d'écrits agathois) d'où peut-être encore, l'importance à accorder aux autres sources pour atteindre les villages. Sa supériorité démographique et les capacités logistiques de collecte de son service d'archives l'expliquent en grande partie mais l'absence relative de vie associative viassoise patrimoniale, notamment sur le sujet, depuis de longues années a représenté un frein important.

1.1.3. 150 auteurs inconnus devenus témoins.

1.1.3.1. Identités.¹⁶⁶

1.1.3.1.1. Une histoire de parentèles et de communautés.

Le corpus principal d'une quarantaine de témoins mobilise jusqu'à quatre générations d'hommes, de femmes et d'enfants qui multiplient les statuts familiaux ; enfants, parents ou grands parents forment des couples, ou des familles plus ou moins élargies. Aucun n'est détaché de liens plus ou moins nombreux et plus ou moins solides. Six correspondances présentent ainsi chacune deux générations d'épistoliers réguliers (Barbezier - Cauquil - Chavardès – Palmier - Serven - Vidal). En 1914, trois témoins principaux ont moins de dix ans. Née en 1913, Paule Duconquére n'a aucun souvenir et il ne lui restait de ces temps que ce que sa mère et sa grand-mère lui en ont raconté, devenant le seul témoin auriculaire du corpus. Elle a souhaité, à l'occasion des commémorations de 1994, rendre hommage sur quelques pages dactylographiées à sa mère ainsi qu'à l'ouvrier agricole espagnol que cette dernière avait employé à partir de 1915. La parole féminine est si rare qu'après de multiples vérifications, elle a intégré le corpus pour éclairer l'aspect précis des vignes en guerre. Louis Baron, fils d'instituteur, a 10 ans en 1914 et paraît parcourir la ville en tous sens pour la raconter scrupuleusement en bon élève – d'après ses dires il est le 3^e de sa classe -. Philomen Mioch est le petit dernier d'une fratrie de cinq enfants dont le père est ouvrier agricole à Florensac. En 1915, le certificat d'études obtenu au collège d'Agde fait de lui le premier diplômé de sa famille. Dans tous les lots de cartes postales se trouvent des cartes écrites par les enfants, filles ou garçons, même les plus petits, à leur père pendant la guerre et que ces derniers ont réexpédiées ou ramenés lors de permissions. De même, on trouve de nombreuses cartes de parrains à leur filleul, souvent des neveux qui portent leur prénom, de connaissances et de voisins qu'il s'est donc agi également d'identifier. Tous les hommes, âgés de 17 à 44 ans en 1914, sont mobilisés à un moment ou à un autre de la guerre. Les femmes deviennent en 1914 des mères, des sœurs, des fiancées ou des épouses d'hommes qui traversent donc la guerre en fils, en frère, en époux, et en père,

¹⁶⁶ Les biographies succinctes, individuelles ou familiales, reconstituées des témoins principaux sont présentées en annexe

l'un n'excluant pas l'autre : 26 sont pères de famille, 13 célibataires, souvent fils uniques d'ailleurs, dont certains, déjà fiancés en 1914 attendent la fin ou la sortie de guerre pour concrétiser leurs unions ou bien plus rarement rompre les promesses quand ils ne sont pas morts.

Par ailleurs, si sans surprise les plumes masculines dominent largement le corpus avec les deux tiers environ des auteurs de l'ensemble des correspondances, les épouses, filles et mères prennent bien la plume. Les paroles de Marguerite Fabre, Marie Loubet, Marie-Jeanne Nougaret, Joséphine Palmier et Rose Vidal et même de Germaine Barbezier et de sa sœur Célestine sont conséquentes et il reste beaucoup de traces plus murmurantes. Ces moindres quantités arrivées jusqu'à nous sont peut-être le signe que les femmes ont moins écrit mais la présence de nombreuses lettres ou cartes à l'état de traces laissent supposer plutôt que leurs écrits ont été moins bien conservés : en effet, de nombreux soldats précisent qu'ils ne peuvent les garder tandis que l'annonce d'une lettre hebdomadaire sinon quotidienne, reçue de l'arrière mais non présente dans les lots est une information récurrente des correspondances masculines dans lesquelles, malgré le filtre, l'expérience féminine de la guerre peut s'afficher en miroir. Ces écrits même parcellaires, restent irremplaçables, tant la diversité des expériences féminines est toujours perçue par l'intermédiaire de sources disponibles produites par les hommes. Leur niveau d'écriture ne peut s'évaluer que par comparaison entre elles et avec celles des hommes puisqu'à l'inverse des militaires, aucun document comme la fiche-matricule ne vient livrer un indicateur de niveau de scolarisation. Pour Christophe Charle, « le principal effet des lois Ferry a bien été d'assurer le rattrapage scolaire des filles par rapport aux garçons en matière d'enseignement primaire¹⁶⁷. » Effectivement, dans le corpus, à la plus grande différence des hommes, ces lois de 1881-82 qui rendaient l'école, laïque, obligatoire et gratuite pour tous apparaissent comme un vrai marqueur temporel dans l'accès à l'écriture des femmes des milieux populaires. Cependant, en 1914, le rattrapage entre les hommes et les femmes n'est pas

¹⁶⁷ Christophe CHARLE, *La crise des sociétés impériales : Allemagne, France, Grande-Bretagne*, Paris, Éd. du Seuil, 2001, p. 90-91.

complètement terminé si l'on se penche successivement sur les différentes générations. L'écart entre hommes et femmes reste d'abord particulièrement visible pour celles qui étaient déjà trop âgées au moment de l'obligation scolaire, soit celles nées avant 1875-1876 alors que beaucoup d'hommes paraissent avoir été scolarisés non seulement antérieurement à l'obligation scolaire mais également plus assidument. Rosalie Delmas née en 1874 ne sait pas écrire mais son époux né en 1872 possède le certificat d'étude. Le texte de l'unique carte de Clémence Serven, née elle aussi en 1874, est presque phonétique, à la différence de celles de son époux, pourtant plus âgé. Aussi quand elles le peuvent, ces femmes délèguent la tâche à leurs filles comme Marguerite Delmas ou Catherine Serven, toutes deux nées en 1897. En 1917, d'Orient, Ernest Pélissier, 25 ans, félicite sa mère née en 1855, parce qu'enfin il parvient à déchiffrer son écriture. Pour ces femmes, l'entrée en écriture obligée par la guerre a semble-t-il nécessité des efforts très importants voire insurmontables. Félicité Vidal née en 1852, fait écrire à sa belle-fille l'unique carte conservée dans le lot destinée à son fils. Marie Loubet, sœur cadette de Rosalie Delmas, lit pour sa belle-mère née en 1846, tout comme Marguerite Fabre qui écrit, et lit, également pour sa tante Charlotte. Marie souligne encore que l'exercice est très difficile pour sa belle-sœur Honorine pourtant née en 1876. Plus jeune, Germaine Barbezier née en 1877 a encore un niveau de maîtrise inférieur à celui de son époux né en 1878 ce qui ne l'empêche pas d'écrire beaucoup comme sa sœur Célestine. Par ailleurs, quelques mots masculins moqueurs de Paul Loubet à l'encontre de sa sœur ou même de sa belle-sœur Anna, pourtant née en 1882, font apparaître que ces femmes doivent composer parfois avec la stigmatisation masculine. Même si le niveau de maîtrise reste inférieur à celui de leurs époux, l'écart se réduit avec Joséphine Palmier, Marie Loubet ou M. Jeanne Nougaret nées respectivement en 1883, 1885 et 1886. Plus les femmes de ces milieux populaires sont jeunes, plus elles maîtrisent les outils essentiels de la langue autant que les hommes mais de façon très progressive. Dans la guerre enfin, il n'y a pas de différence notable de niveau d'écriture entre les enfants ; ils multiplient des cartes postales à leur père qui permettent de constater que l'écart a bien été totalement rattrapé entre les filles et les garçons des milieux populaires quand ils ont 10-12 ans. Cependant, la question de l'âge des femmes n'explique pas tout. L'appartenance sociale reste déterminante même pour certains hommes, ouvriers agricoles, nés avant d'avoir pu accéder à l'école gratuite et obligatoire ou juste à ce

moment-là, pour lesquels l'obstacle n'a pas été franchi durant le conflit ; les ouvriers agricoles Louis Estournet et Albin Maraval, né en 1871, ami de Rose et Victor Vidal, beau-frère de Paul et Marie Loubet, qui n'a pas écrit la seule carte qu'il signe dans le corpus, ont du trouver une plume et Célestin Adgé a quasi autant de mal que son épouse Lucie. Inversement, les épistolières même âgées appartenant aux catégories sociales culturellement les mieux dotées, quel que soit leur âge, ont peu ou prou le même niveau que celui des hommes comme c'est le cas de Marguerite Fabre, Marguerite Larroque ou de Marcelle et Juliette Bascoul, toutes deux institutrices, il est vrai. À l'opposé de l'échelle sociale, en octobre 1914, l'ouvrier Joseph Sigal prévient son épouse, née pourtant en 1882 dans un canton très rural de l'Aveyron : « Je viens de recevoir ta lettre que j'ai eu de la peine à déchiffrer mais j'y suis arrivé quand même, elle m'a fait plaisir »¹⁶⁸. Ce constat ne revient pas dans la très longue correspondance conjugale.

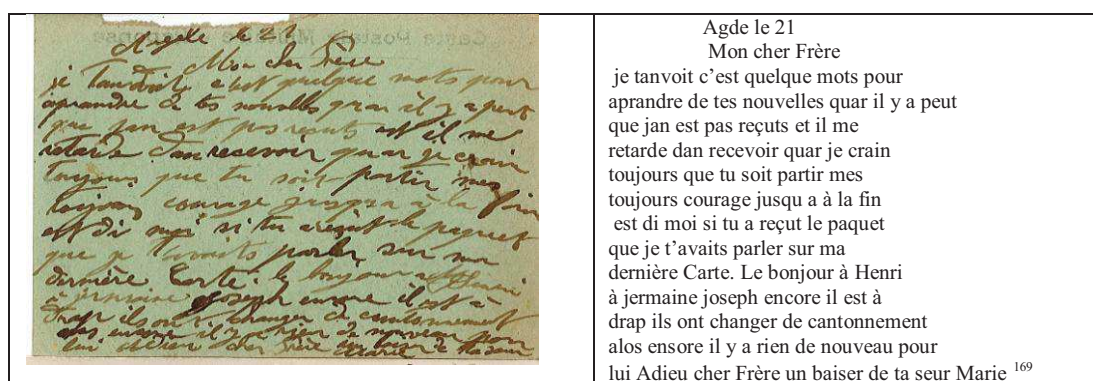


Figure 9. Carte de Marie à Joseph Sigal, 21 octobre 1914.

De fait, une carte unique conservée, datée du 21 octobre 1914¹⁷⁰, adressée par Marie à son frère mais expédiée par inadvertance à Joseph qui la lui renvoie¹⁷¹ permet de prendre la mesure des enjeux que portent pour la jeune femme, et donc pour le couple et la famille séparés, l'exercice épistolaire. La difficulté qui se lit sous la plume de la jeune femme n'est pas qu'orthographique ou syntaxique ; le geste technique comme la

¹⁶⁸ Joseph à Marie Sigal, 24 octobre 1914

¹⁶⁹ Je t'envoie ces quelques mots pour prendre de tes nouvelles car il y a un peu que je n'en ai pas reçues et il me tarde d'en recevoir car je crains toujours que tu sois parti. Mais toujours courage jusqu'à la fin et dis-moi si tu as reçu le paquet que je t'avais parlé sur ma dernière carte. Le bonjour à Henri, à Germaine. Joseph encore il est à Drap. Ils ont changé de cantonnement alors encore il y a rien de nouveau pour lui Adieu cher frère un baiser de ta sœur

¹⁷⁰ Marie à Joseph Sigal, 21 octobre 1914

¹⁷¹ Joseph à Marie Sigal, 24 octobre 1914

maîtrise des lignes ou du cadre, ou simplement celle de la pression sur le porte-plume représentent des obstacles tout aussi importants à surmonter.

De même que Marie Sigal, Lucie Adgé née en 1884 a une écriture phonétique et un graphisme aléatoire comme son époux né dix ans auparavant. Ce décalage pourrait aussi relever d'un moindre investissement parental dans l'instruction des filles mais également de celui de la société et de ses édiles. En effet, il existait dans la ville d'Agde plusieurs établissements. En 1881-82, un cours privé et le cours primaire du collège accueillait les garçons, scolarisés également à partir de 1891 dans la nouvelle école laïque, Jules Ferry, désormais la plus importante de la ville et les filles pouvaient rejoindre une école laïque ou bien une école privée qui les scolarisaient gratuitement. Pour autant, quel que fut l'établissement, les conditions y étaient moins faciles que celles faites aux garçons. Les classes toujours plus chargées de l'école publique occupaient en effet des locaux plus inconfortables car plus vétustes où il fallait fermer les fenêtres des salles l'été parce que les égouts passaient à ciel ouvert entre ses deux parties¹⁷². 18 années séparent encore la création d'une école publique plus moderne des filles (1909) de celle des garçons (1891). L'écart est à peine moindre à Marseillan ; 1888 pour les garçons et 1901 pour les filles¹⁷³.

1.1.3.1.2. Appartenances sociales.

Pour tenter de déterminer, à partir du recensement de 1911, les appartenances sociales des habitants du canton qui forment la population de référence à laquelle appartiennent les témoins, on s'appuiera sur la catégorisation proposée par Ch. Charle et repris par N. Mariot concernant les témoins combattants¹⁷⁴. Ont été rajoutés quelques professions et statuts sociaux qui sont placées en italiques dans le premier tableau ci-dessous. Etant donné la grande diversité des auteurs, il s'agit avant tout de les situer socialement, même de façon sommaire pour en mesurer un éventuel degré de représentativité.

¹⁷² Jean SAGNES (dir.) *Aspects de l'enseignement à Agde du XVIIIe siècle à nos jours*, Les cahiers du GRHISTA, n° 6, Saint Estève, 2014

¹⁷³ Jean FAYET, *Marseillan : un village en Bas-Languedoc*. Vol. II, *Encyclopédie historique : ses sites, ses monuments, ses institutions, ses activités, ses personnages célèbres à travers les âges*. Marseillan : Mairie de Marseillan, 1986, p.412

¹⁷⁴ Nicolas MARIOT, *Tous unis dans les tranchées ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, opus cité, p 412-417

Tableaux 1-2. Classements de la population active masculine dont les témoins principaux

CLASSEMENT DE LA POPULATION ACTIVE MASCULINE PROPOSE PAR CHRISTOPHE CHARLE

CLASSES POPULAIRES	Ouvrier, artisan, charron, docker, domestique, paysan, tonnelier, tisseur, jardinier, <i>batelier, matelot</i>
PETITE BOURGEOISIE	Clerc, petit commerçant, représentant de commerce, instituteur, hôtelier, employé, greffier, <i>petit propriétaire, pêcheur patron, régisseur</i>
FONCTIONNAIRES MOYENS	Chef de bureau, capitaine de police, chef de gare, comptable, fonctionnaire des finances, inspecteurs, percepteur
BOURGEOISIE MOYENNE	Agent de change, d'affaire, marchand, entrepreneur, négociant en grains, en vins, ingénieur, pharmacien, maître artisan, petit industriel (<i>détartreur</i>), <i>propriétaire moy</i>
HAUT FONCTIONNAIRES HOMMES POLITIQUES	Député, officier supérieur, haut fonctionnaire, diplomate, préfet
PROFESSIONS JURIDIQUES	Avocat, avoué, magistrat, professeur de droit, notaire, <i>huissier de justice</i>
FRACTIONS INTELLECTUELLES	artiste, homme de lettres, journaliste, médecin, musicien, vétérinaire, professeur du secondaire
FRACTIONS POSSEDANTES	Banquier, brasseur, industriel, propriétaire foncier, rentier, marchand important

REPARTITION SIMPLIFIEE DE LA POPULATION ACTIVE MASCULINE DU CANTON SELON LE CLASSEMENT DE Ch. CHARLE (d'après le recensement de 1911).

CATEGORIES SOCIALES	NOMBRE	DONT TEMOINS	% de la population active t canton
CLASSES POPULAIRES	4365	21	65,33
PETITE BOURGEOISIE	1087	9	15,15
FONCTIONNAIRES MOYENS	270	0	03,97
BOURGEOISIE MOYENNE	721	7	12,56
PROFESSIONS JURIDIQUES	26	1	00,51
FRACTIONS INTELLECTUELLES	66	2	01,12
FRACTIONS POSSEDANTES	85	1	01,36
TOTAL	6620	41	100

STRUCTURE DE LA POPULATION ACTIVE MASCULINE NATIONALE ET CANTONALE dans le recensement de 1911¹⁷⁵. Pourcentage arrondi à l'unité

Population active masculine	CLASSE POPULAIRE ET PETITE BOURGEOISIE	FRACTIONS JURIDIQUES Et INTELLECTUELLES
FRANCAISE	63 %	2 %
CANTONALE	80 %	1 %

¹⁷⁵ Tableau et références repris et proposés dans Nicolas MARIOT, *Tous unis dans les tranchées ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, opus cité, p.416

Le nombre des 41 témoins principaux regroupés selon leurs appartenances sociales a été placé dans la colonne de gauche du tableau ci-dessous, la profession du père servant de référence en ce qui concerne les enfants.

Tableau 1-3. Appartenance socioprofessionnelle des 41 témoins principaux

CLASSES POPULAIRES = 21	Adgé, Ayraud, Barbezier, Cauquil, Chavardès, <i>Duconqué</i> , Félix, Fournier, Honorat, Loubet, Mathieu, <i>Mioch</i> , Nougaret, Pélissier, Rayssac, Serven (x2), Vallière, Vidal, Viviani.
PETITE BOURGEOISIE = 9	Aldias, <i>Baron</i> , Bascoul, Bellet, Carabasse, Delmas, Landes, Mallet, Palmier.
BOURGEOISIE MOYENNE = 7	Cullier, Dézarnaud, Fabre, Gleizes, Montanié, Petitjean, Simonet
PROFESSIONS JURIDIQUES = 1	Larroque
FRACTIONS INTELLECTUELLES = 2	Bedos, Picheire.
FRACTIONS POSSEDANTES = 1	Filliol

Selon ces divers classements, quatre habitants du canton sur cinq appartiennent aux catégories populaires et à la petite bourgeoisie ce qui représente presque 20 % de plus que la population active française et tend à faire des bourgs du canton des entités encore largement rurales et éloignés des métropoles d'autant que disparaît quasiment toute la catégorie des hommes politiques et grands dirigeants. Si l'on refuse de considérer que ce qui vaut pour les élites du pays vaut forcément pour l'ensemble de la population, le constat de cette répartition sommaire a l'intérêt de rappeler immédiatement que documenter l'histoire des sociétés en guerre oblige à se pencher bien plus qu'à la marge sur celle des catégories populaires, au risque de laisser dans l'ombre du tableau l'essentiel de la population. Et dans ce cas, l'utilisation des témoignages qui peut donner un sentiment de proximité par leur capacité de séduction et l'expression facile des intimités peut paradoxalement éloigner de l'étude d'une société ou du moins la fausser si l'on utilise une majorité d'écrits issus des élites du pays. Si l'on compare cette répartition à celle de la structure de la population active dans le canton et dans le pays, il apparaît qu'avec presque trois quart des témoins appartenant aux catégories populaires ou à la petite bourgeoisie, le corpus reste proche de la composition cantonale mais aussi nationale s'avérant dès lors, sur cet aspect au moins, relativement représentatif de la société. Cette représentativité approximative n'a pas été recherchée volontairement dans la construction du corpus mais a résulté du choix de l'échelle et de celui de n'écarter aucune trace.

L'absence de références religieuses dans la majorité des lots du corpus des témoins méridionaux s'impose encore comme un indicateur de l'ancrage territorial dans

le Midi rouge même si la participation à la messe de la fête de Pâques et les communions des enfants sont des gestes avérés, relatés dans les correspondances, attestant d'une culture et de pratiques religieuses catholiques qui tiennent lieu souvent sinon systématiquement de marqueurs temporels dans la séparation. Le Roussillonnais Joseph Picheire et les trois chefs de bataillon, le Limougeaud Joseph Dézarnaud, le Lorrain Benjamin Simonet et le Parisien S. Petitjean, notamment les trois premiers, affichent par contraste une foi solide et une pratique très régulière. Dans ce Midi déchristianisé, la famille Palmier fait exception : ses membres très catholiques fréquentent assidument la paroisse agathoise Saint Sever, qui accueille en particulier les pêcheurs, et sont proches de ses clercs. Les deux fils sont scolarisés dans des institutions religieuses dont l'une rigoriste à Lodève. Certains de leurs propos pourraient peut-être les supposer monarchistes : Louis s'esquive lors des cérémonies militaires du 14 juillet au Maroc sans que l'on sache si c'est par conviction ou trop grande chaleur, et selon un argument assez fréquent chez certains catholiques, son épouse justifie la guerre comme la punition divine infligée aux Français suite aux lois laïques :

« C'est la main de Dieu qui l'a voulu car en ce moment-ci elle touche aussi bien les bons que les mauvais et que tu as bien raison de dire que c'est le châtiment que la France mérite et dont nous avons besoin. Qu'après ces dures épreuves, elle devienne ce qu'elle était auparavant, la France catholique. »¹⁷⁶

De plus, le médecin Major Joseph Picheire qui, en l'absence de crucifix au mur de la chambre qui l'accueille lors d'une de ses étapes dans ses itinérances d'officier sur l'arrière front de Lorraine, ne peut s'endormir, épouse Émilie Audouard en 1920, descendante d'une famille de la bourgeoisie agathois très pratiquante. Louis, son frère, est aumônier au 296^e RI. Cette réelle mais très localisée prégnance du catholicisme au sein du corpus vient rappeler en la matière la singularité d'Agde dans le canton.

D'autre part, au regard de leurs appartenances sociales, les témoins sont en 1914, pour l'immense majorité, des hommes et des femmes inconnus dans l'espace public politique au-delà de leurs communes et de leurs cercles de relations plus ou moins élargis. Cette absence de notoriété peut donc effectivement en faire des « témoins ordinaires » puisqu'aucun des noms dont il est question ici ne scintille au-delà de

¹⁷⁶ Louis à Joséphine Palmier, ? août 1915

quelques plaques de rues et de places de bourgs. Il y a cependant parmi eux quelques hommes un peu plus publics que les autres déjà en 1914, tous des maires déjà en charge ou à venir. Le médecin Jean Bédos, maire radical-socialiste d'Agde depuis 1901 et conseiller général du canton jusqu'en 1919 est un notable progressiste qui croit aux vertus de l'enseignement public et a bataillé pour développer le collège municipal dans sa ville. Lettré, divorcé, auteur de pièces de théâtre et de poèmes, il élève seul son fils avec l'aide de sa mère devenue veuve. Franc-maçon, il est ami de Louis Lafferre, député de la circonscription et maître du Grand Orient et d'Emmanuel Laurens, dandy excentrique féru de culture orientale jusqu'à se faire construire au milieu des vignes dont il a héritées un château Art nouveau¹⁷⁷. Son successeur à la mairie en 1919, le jardinier Jean Félix, né en 1885, a lui aussi démarré tôt aux côtés de son père une carrière politique. Militant et cadre de la section départementale naissante de la SFIO à la mobilisation, il a appelé son troisième enfant Marcel, en hommage à Marcel Cachin, candidat malheureux dont il a soutenu la campagne aux élections législatives de 1906 dans la circonscription de Béziers mais devenu cette année-là le parrain de ce fils. Le prénom France donnée à sa fille née en 1915 vient rappeler dans la commune le ralliement ostentatoire des socialistes à l'Union sacrée. Maire d'Agde pour cinq mandats, il est élu également deux fois député. Louis Gleizes, avocat et propriétaire viticole aisé, devient lui aussi maire SFIO en 1919 jusqu'en 1944, à Bessan. Louis Vallière, blessé en Champagne en 1915, placé en service auxiliaire à l'état civil de la mairie dès 1916, candidat malheureux sur la liste radical-socialiste aux élections municipales de 1919 rejoint finalement Jean Félix et ses amis à partir de 1928 avant de devenir maire d'Agde en 1953. Il est surtout président-fondateur de l'amicale des mutilés de sa ville, la première du Biterrois, créée à partir de janvier 1917, avant de prendre des responsabilités départementales dans les années 1930 où il est devenu d'après ses écrits et quelques traces de son fonds privé, l'ami de René Cassin. Le vétérinaire André Filliol n'est pas encore le maire radical-socialiste de Marseillan nommé en 1942 et élu en 1945. Tous reflètent l'appartenance des élites locales du canton au Midi rouge. Ces élus ou futurs élus locaux, sont amplement représentés car

¹⁷⁷ SAGNES Jean (dir.), *Culture et politique sous la IIIe République, Jean Bédos, médecin, maire et poète*, Les cahiers du GRHISTA, n°12, Saint Estève, 2020

leurs fonds sont davantage publics, mais en ce qui les concerne ce ne sont ni les témoignages écrits les plus conséquents ni les plus personnels. Philomen Mioch, 11 ans en 1914, assume dès 1921, des responsabilités syndicales dans le milieu des ouvriers agricoles, et politiques au sein du parti communiste héraultais. Le temps de guerre constitue une période fondatrice et un terrain d'observation et d'analyse privilégié de ses analyses politiques. Commandant FTP, il devient à la Libération, responsable du secteur agriculture de son parti. C'est à l'aune de ces engagements de toute une vie que se lisent ses mémoires publiées à compte d'auteur¹⁷⁸. Les autres témoins n'affichent pas de sympathies politiques marquées, on ne leur connaît pas d'engagements publics et, excepté en ce qui concerne les élus ou les militants, il est peu question d'hommes politiques si ce n'est rarement de Louis Lafferre, député de l'Hérault, et de Clemenceau, figure assez peu appréciée dans le Midi, depuis les événements de 1907¹⁷⁹. La diversité de ces différentes appartenances transparait déjà en partie au travers des contrastes importants de composition y compris matérielle des lots et supports de témoignages.

1.1.3.2. De la carte isolée au lot de 800 lettres : textes, images et objets.

1.1.3.2.1. Support, énonciation et temporalités.

Ces textes aux supports pluriels, aux auteurs de tous âges, de tous sexes et de toutes conditions sociales qui visent à documenter la multiplicité d'expériences d'individus aux identités complexes, proposent des contenus variables. Tous les niveaux de maîtrise de la langue française s'y croisent, y compris par procuration. Si deux missives seulement, d'un même auteur, sont entièrement rédigées en occitan¹⁸⁰, il est à l'inverse très fréquent que quelques mots apparaissent au milieu du français. Pour autant, comme l'avaient constaté les auteurs de *La plume au fusil*, le bilinguisme se manifeste fortement pour les Méridionaux par une utilisation orale, le patois d'occitan,

¹⁷⁸ Philomen MIOCH, *Les tribulations d'un ouvrier agricole*, Nîmes, compte d'auteur, 1984

¹⁷⁹ Significativement il a fallu attendre 2018 pour qu'un lieu public agathois porte son nom et c'est un rond-point.

¹⁸⁰ Les publications du Centenaire n'ont donné lieu à ma connaissance qu'à un seul récit en occitan, BONFILS Louis, *L'occitan en guerre. Lettres à Pierre Azema (août 1914-décembre 1916)*, traduit et présenté par Guy Barral, Collection « Estudis occitans », Montpellier, PUM, 2015. Consultables en ligne sur <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03188658/document>. Louis est un félibre militant de 24 ans. La censure interdit l'occitan et Louis passe dès lors par la poste civile.

et une utilisation écrite, le français, cette version en langue nationale se présentant souvent comme une traduction littérale du patois, ce que les auteurs appellent « francoccitan » dont ils proposent quelques exemples¹⁸¹. C'est ce qui peut en partie expliquer que ces écrits populaires soient souvent rédigés « sans point ni virgule »¹⁸² et que certains termes empruntent à la fois aux deux langues. Pour des non-méridionaux, il peut encore apparaître quelques néologismes récurrents. Ainsi les seuls épistoliers n'ont-ils qu'un verbe spécifique, utilisé tant de fois et dans de multiples variantes, pour dire l'amour et le mal du pays et des siens, le verbe « languir », en version transitive – je vous languis -, et intransitive - je languis -. La voix pronominale « je me languis » est également très fréquente. Le terme n'est pas neuf, il appartient même au registre soutenu de la littérature dans laquelle on le trouve fréquemment¹⁸³. Il se décline en une version substantivée très usitée, la « languitude » et possède une version adjectivée – languissant(e) -. Ces versions multiples renvoient toutes à la profondeur d'un sentiment unique et intime. Comme l'écrivent si justement les auteurs de *La plume au fusil*, « Qui ne s'est pas languï ne connaîtra jamais cette qualité de souffrance : un insidieux et complaisant étiolement par nostalgie de ses racines coupées ou de ses amours perdues »¹⁸⁴ auquel pourrait se rajouter une qualité de souffrance dont l'intensité se mesure à la somme d'efforts fournis par chacun pour la surmonter ou simplement y survivre. En cela encore, le mal du pays contribue à faire parfois de ce pays un acteur du récit. D'autres termes souvent systématiques avec lesquels il faudra composer dans les écrits populaires concernent les diminutifs affectueux rallongeant paradoxalement de façon systématique les prénoms des enfants ; « ette » pour les filles et « ou » pour les garçons. Rose, Claire et Roger Adgé sont ainsi systématiquement prénommés Clairette, Rosette et Rogénu par leur père. Jean et Louise Barbezier deviennent Jeannou et Louissette sous la plume du leur.

Ces écrits sont pour la plupart inédits et il faut clairement abandonner l'idée d'ouvrages publiés bien alignés sur une étagère tant les supports diffèrent bien que

¹⁸¹ Gérard BACONNIER, André MINET et Louis SOLER, *La plume au fusil: les poilus du Midi à travers leur correspondance*, Toulouse, Privat, coll. « Le Midi et son histoire », 1985, p. 38

¹⁸² Agnès STEUCKART (dir), *Entre village et tranchées : l'écriture de poilus ordinaires*, opus cité, p. 99-100

¹⁸³ Le Littré recense neuf définitions qui pourraient toutes convenir, ce qui peut expliquer la fréquence de son usage. Sur <https://www.littre.org/definition/languir>

¹⁸⁴ Gérard BACONNIER, André MINET et Louis SOLER, *La plume au fusil: les poilus du Midi à travers leur correspondance*, opus cité, p. 49-51

presque tous aujourd'hui soient consultables dans les services d'archives publiques, auprès des associations ou sur des sites dédiés grâce en partie à leur numérisation. Quatre témoignages seulement sont des textes édités en tant que tels à des dates diverses, et pour trois d'entre eux, à une échelle locale, inconnus pour certains dans la base de données de la B.N.F. C'est le cas des correspondances de Benjamin Simonet (1986) et de Marie et Paul Loubet (2016), des mémoires de Philomen Mioch (1986) et de celles de Pierre Bellet (2009)¹⁸⁵. Le semainier de Pierre Bosc est pour l'instant présent en longs extraits dans la monographie de Vias¹⁸⁶ et André Filliol a livré les siens à Jean Fayet, auteur de l'histoire de Marseillan¹⁸⁷. Une revue de sciences sociales millavoise a récemment présenté les carnets de Valentin Fournier sous forme de copies de pages de carnet numérisées¹⁸⁸, tandis que c'est le journal local *L'avenir Agathois* qui a mis à l'honneur les textes, discours et poèmes des édiles locales lettrées, J. Bédos, J. Félix et L. Vallière. On mesurera à cette occasion l'effacement progressif de la frontière de la publication par les mises en ligne qui s'intensifient au XXI^e siècle.

Tableau 1-4. Procédés d'énonciation des principaux témoignages écrits¹⁸⁹

FORME	NOM DES LOTS
Correspondances à un seul épistolier ou presque (12)	Adgé, Ayraud, Carabasse, Cullier, Dézarnaud, Honorat, Gleizes, Mathieu, Mallet, Petitjean, Sigal, Simonet,
Correspondances à plusieurs épistoliers (15)	Barbezier, Bascoul, Chavardès, Cauquil, Delmas, Fabre, Larroque, Loubet, Nougaret, Miquel, Palmier, Péliissier, Rayssac, Serven, Vidal.
Journal ou carnet de campagne (4)	Aldias, Honorat, Landes, Picheire
Semainiers (2)	Bosc, Fabre.
Poèmes (3)	Bédos, Félix, Viviani.
Carnets ou mémoires du temps de guerre postérieurs à la guerre (4)	Sur la base de notes de combattants ; Bellet, Fournier / Sans note ; Baron, Duconquéré.
Souvenirs insérés dans un récit plus long (4)	Alazet, Filliol, Mioch, Viviani
« DIVERS » ; mélange de discours, poèmes, article de presse, lettres, cahiers (3)	Bedos, Félix, Vallière. (Trois maires agathois)

Leurs formes sont multiples et si les procédés d'énonciation varient, ils peuvent être toutefois classés en deux groupes principaux. Le plus fourni dans le corpus est celui des

185 Pierre Justin BELLET, *Ma guerre de 14*, Les Amis de Montagnac, témoignage, 2009.

186 Henri VITTUMI, *Vias et les Viassois de l'époque moderne aux temps contemporains (études d'histoire locale)*, Mairie de Vias - Association Culturelle des Traditions et des Arts, Les Editions de la Tour Gile, Péronnas, 2000.

187 André Filliol dans Jean FAYET, *Marseillan : un village en Bas-Languedoc*. II, *Encyclopédie historique : ses sites, ses monuments, ses institutions, ses activités, ses personnages célèbres à travers les âges*. Mairie de Marseillan, 1986, p 476-480

188 « Les carnets du soldat Fournier » dans Association pour la promotion de l'histoire sociale millavoise, *Revue La Main chaude*, publication annuelle, 2016 et 2017.

189 Le nombre dépasse 41 car certains ont utilisé plusieurs supports

témoignages contemporains des événements : les carnets, les correspondances et les semainiers en composent environ les deux tiers. Nettement moins nombreux sont les récits qui leur sont postérieurs : articles de presse, mémoires et souvenirs. La majorité des lots ne contient que des correspondances sous forme de lettres ou de cartes postales ou bien des deux. Correspondances et carnets alternent dans les lots Honorat et Fabre. Et si les échanges épistolaires représentent la forme la plus fréquente, cela est par ailleurs encore plus vrai si l'on s'intéresse aux traces les plus isolées.

REPARTITION DES TEXTES SELON LA FORME ET LES PROCÉDES D'ÉNONCIATION

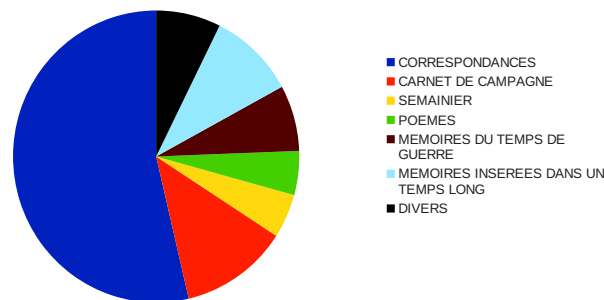


Figure 10. Énonciation des témoignages écrits

Par ailleurs, plus de la moitié des principaux témoignages ne contiennent que l'écriture masculine, la parole féminine se devinant éventuellement indirectement par les propos rapportés. Certains lots se sont enrichis dans l'intimité des familles au gré des liaisons matrimoniales postérieures. Ils contiennent pour deux tiers d'entre eux, des cartes et lettres d'autres membres de la famille ou d'amis, parfois sur plusieurs générations. Ces correspondances semblent être souvent restées dans les familles, traversant ainsi le siècle, non pour leur contenu mais pour l'objet formant un petit musée familial constitué au fil des séparations induites par le conflit¹⁹⁰ et au delà. Y passent alors les figures des futurs gendres et futures belles filles, y compris parfois éconduits ou éconduites (Delmas – Vidal – Cauquil - Serven). Il s'agit donc bien d'interroger aussi le témoignage comme une expérience sociale construite parfois sur plus d'un siècle. Aucun carnet ou aucun lot de correspondances, même le plus conséquent qui atteint presque 800 lettres, n'est par ailleurs complet comme le contenu des échanges en atteste. Parfois il n'en reste que quelques cartes, éparses buttes-

¹⁹⁰ C'est également l'analyse de Luc CAPDEVILA, « L'expérience de guerre d'un combattant ordinaire. Une histoire de souffrance et de résignation à partir de sources privées (France, 1914-1918) », *opus cité*

témoins. En cela, ils pourraient être qualifiés de lambeaux, mais de tailles très variables, cousus sur un tissu géographique, ils composent ensemble un patchwork cohérent quitte à dépasser parfois légèrement du cadre et attestent des aléas de leur conservation.

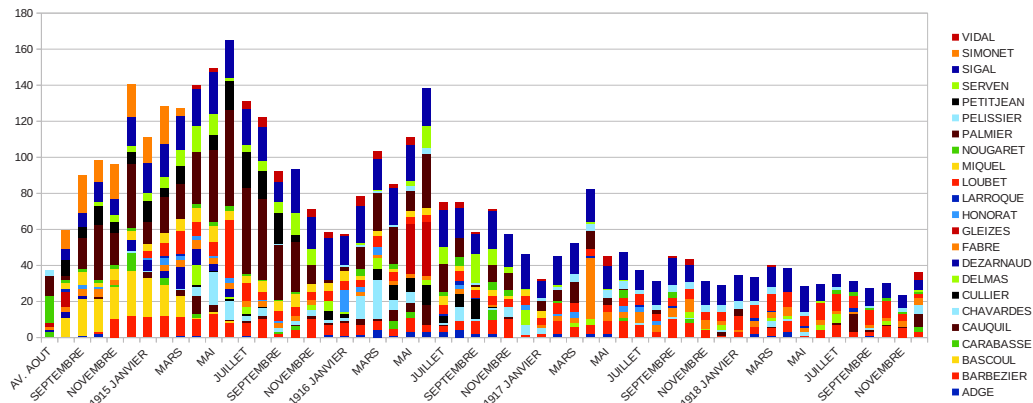


Figure 11. Répartition des témoignages dans les 23 lots de correspondances les plus fournis¹⁹¹

Il faut également composer avec la polyphonie temporelle des écrits, sans surprise dépendante avant tout des périodes de mobilisation des soldats épistoliers : 1915 et 1916 sont les années les plus fournies où apparaissent encore deux pics au printemps et à l'été de ces deux années. Inversement, on constate des creux très nets aux hivers 1915-16 et 1916-17 qui peuvent correspondre à l'importance des permissions. De plus, le nombre baisse à partir du printemps 1917 quand les soldats les plus âgés commencent à rentrer comme détachés agricoles. Huit correspondances seulement, celles de J. Sigal, des époux Barbezier, Fabre et Nougaret, de la famille Larroque, de C. Adgé, d'E. Carabasse et d'E. Pélissier, s'étalent sur toute la durée de la guerre mais à l'exception des trois premières citées, elles contiennent beaucoup de vacances. Six correspondances commencent avant le conflit car certains lots contiennent des cartes datant du service militaire: c'est le cas pour les jeunes gens encasernés avant 1914 : les amis d'E. Pélissier, d'E. Carabasse ou de Jules Rayssac dont la voix, comme celle de Jules Bertharies, s'éteint avant même que la guerre ne commence - le 31 juillet 1914 pour le premier et le 2 août pour le second - Certains auteurs s'inscrivent dans une tradition épistolaire conjugale, y compris dans la conservation des correspondances, comme B. Simonet qui prévient son épouse qu'il lui fait parvenir par la femme de son

¹⁹¹ Août 1914-décembre 1918. (Carnets et correspondances)

collègue, l'ensemble de ses lettres pour « les joindre à toutes celles écrites depuis nos fiançailles »¹⁹², soit avant 1896. Les lettres envoyées par Joseph Sigal constituent le lot le plus fourni de cartes et lettres qui courent d'août 1914 à janvier 1919, suivi des presque 700 cartes de la famille Palmier jusqu'en 1917. D'autres s'arrêtent brusquement avec la disparition du soldat ou son retour, par choix des éditeurs (B. Simonet en mars 1915) ou sans raison donnée (Louis Gleizes en 1916). Inversement, les échanges de Marie et Paul Loubet, de François Cullier, de la famille Delmas ou des familles Cauquil, Vidal, Chavardès, ne commencent qu'au printemps 1915. Ceux de la famille Serven démarrent à l'automne 1914 mais en décalé, puisque la voix paternelle ne se fait entendre qu'à partir de mars 1915 et se tait en janvier 1917. Les cartes d'André sont de plus très éparses en 1917 et 1918. Le courrier d'Antoine Mathieu est dispersé entre les lots Loubet et Delmas. Les correspondances de Saint Prix Petitjean, de Paul Bascoul et de François Cullier se prolongent un temps par des lettres de condoléances ou revenues du front après leur mort. Dans beaucoup de lots comme dans le corpus, les témoins s'expriment donc à la manière d'un chœur dans lesquels les échanges entre les membres de la famille élargie s'enrichissent de correspondances d'amis et de famille plus éloignées qui parfois démarrent et s'éteignent en décalage.

Moins nombreux que les correspondances mais toujours contemporains des événements, restent quatre carnets non réécrits de combattants, celui de J.P Aldias de décembre 1914 à mars 1915, de Joseph Landes du 23 janvier au 30 octobre 1915 quand il est en première ligne dans le 296^e RI, de Paul Honorat qui débute quand le soldat est capturé en mai 1918 et de J. Picheire de 1914 à 1918. Ces récits du vécu de guerre au jour le jour s'arrêtent brutalement quelques jours après l'armistice pour les deux derniers. Les deux éphémérides ou semainiers des propriétaires fonciers, Pierre Bosc et François Fabre, complètent l'ensemble de ces récits contemporains des événements ; ils commencent avant 1914, le premier va jusqu'en 1930 et le second ne concerne que 1914. Rédigés pendant ou après les événements vécus, des poèmes en octosyllabes et alexandrins qui ont été publiés parfois dans l'hebdomadaire local se retrouvent dans les lots de J. Bédos, J. Félix et J. Viviani. Ils représenteraient une découverte si la tradition orale des chants languedociens n'était si forte et apparaissent comme un fort indicateur

¹⁹² Benjamin à Alice Simonet, 22 février 1915

social en restant l'apanage exclusif des notables ou de ceux qui le sont devenus, représentant en ce sens un signe d'ascension. L'extrait ci-dessous signé J. Félix reste représentatif du procédé.

« Ils retournent couverts de gloire / Les fils du terroir agathois / Qui donc écrira leur histoire / Qui donc chantera leurs exploits / Mais au cours de l'âpre bataille / Les meilleurs sont tombés là-bas / Fauchés par l'horrible mitraille / Plus de 200 ne viendront pas ¹⁹³»

Les textes écrits postérieurement aux événements, parfois bien longtemps après, se présentent sous plusieurs formes ; il y a ceux qui ont été rapidement rédigés après les événements et qui ne concernent que la guerre comme le carnet de Valentin Fournier rédigé en 1921. Si l'expression écrite reste aléatoire, l'orthographe phonétique et le récit narratif et factuel, le texte reste largement lisible. Ce « carnet de campagne » rédigé en captivité au camp de Friedrichsfeld, en Rhénanie du Nord en 1915 s'étale du 2 août à la caserne d'Agde à l'arrivée en camp de prisonniers, le 2 novembre 1914. Il narre jour par jour les débuts de son parcours en Lorraine puis dans les Flandres où, le 30 octobre 1914, il est fait prisonnier, épisode dont il a fait deux récits (l'un sous forme patriotico-épique).

Les souvenirs, qualifiés de « relation », par son auteur, P. Bellet, occupent 300 pages dont exactement la moitié est consacrée aux huit premiers mois de la guerre. C'est le récit le plus fourni qui par sa précision et sa densité peut servir d'étalon chronologique pour confronter et croiser les contenus des autres témoignages relatifs aux expériences dans la 31^e DI. L'auteur, dans sa préface, précise clairement avoir voulu contribuer à « l'établissement de l'historique du 96^e régiment » et pour cela, rapporte qu'il a pris son temps sans donner de date. Il dit avoir tenté de « souscrire au principe d'honnêteté » non sans avouer cependant « qu'il faudrait tenir compte de la tendance naturelle à se faire valoir »¹⁹⁴. Ce n'est pas lui qui est à l'origine de la publication du texte mais son petit-fils après sa mort. Ce témoignage rappelle toute proportion éminemment gardée la mise en forme de ceux de Louis Barthas rédigés juste après le conflit mais dont les auteurs disent s'être appuyés sur des notes prises au jour le jour. Ils contiennent peu de références à la vie civile, à leurs familles ou connaissances sinon à des compagnons

¹⁹³ *L'Avenir Agathois*, numéro spécial, juin 1919

¹⁹⁴ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, opus cité, p 10

d'armes. De son côté, hors corpus, Léopold Couissy précise : « Malgré ma médiocre profession de cultivateur, j'ai toujours eu la manie d'écrire et de consigner sur un carnet destiné à cet effet mes impressions et récits de mes faits et gestes ». Il souligne ainsi que le carnet de soldat s'inscrit largement dans la pratique des agendas ou des semainiers de cultivateurs ou d'autres professions. De fait le support du carnet de Joseph Picheire est un agenda de médecin.

Trois lots encore contiennent des textes de caractères très variés qui concernent tous les élus agathois ; faute de mieux, ils sont regroupés sous l'expression « divers ». Les articles de presse comme président de l'Amicale des mutilés de Louis Vallière complètent des photographies. Aux côtés de quelques cartes postales expédiées à sa mère, le fond de Jean Bédos est avant tout constitué d'un album de photographies, de poèmes et de discours dispersés entre les archives publiques et privées, ainsi que d'un cahier d'écolier manuscrit daté de 1917 qui répertorie les pathologies de guerre que le médecin a du affronter et les traitements appliqués, visant à les vulgariser pour aider les familles des victimes à faire face aux nombreux traumatismes. Le lot de Jean Félix comprend lui aussi peu de correspondances privées, un album de photographies du front aujourd'hui quasiment effacées, des poèmes et des discours. Les expressions publiques ou semi-publiques que représentent ces discours d'après-guerre lors de la remise des prix au collège ou lors des hommages solennels aux moments des retours des corps, représentant des circonstances propices à ces productions, qui révèlent en particulier de forts clivages sociaux et politiques, ont été également incluses dans ce corpus de témoignages. Mais ce dont atteste encore l'inventaire du corpus de témoignages mobilisés, c'est de la place à la fois très singulière et très variable qu'y tient la photographie.

1.1.3.2.2. La place significative des photographies privées.



Figure 12. Issues du corpus, 3 photographies prises en studio et 3 en extérieur¹⁹⁵

Les très nombreuses photographies privées exhumées à l'occasion des expositions organisées dans les quatre communes du canton lors des manifestations du Centenaire¹⁹⁶, ont comme ailleurs mis largement en lumière la place conséquente tenue par l'objet dans les archives privées. Elles sont parfois les seules pièces conservées et viennent se rajouter à celles présentes dans les lots de témoignages dans lesquels, rapportées à leur échelle quantitative, et à la différence des très nombreuses cartes postales achetées en boutiques, elles pourraient ne constituer que des traces insignifiantes, volontiers effaçables et de fait souvent effacées. Les visages inconnus, le plus souvent figés sur des papiers vieillis, provoquent parfois une attitude sinon de rejet au moins distanciée de la

¹⁹⁵ 1. Famille Viviani, 2. Paul Loubet en 1915 à Perpignan 3. Deux frères Catanzano à Patras 4. Rosalie, Marguerite Antoine Delmas et 2 « réfugiées » devant l'entrée de la campagne de la Petite Prunette 5. Célestin Adgé en pied, 6. Louis Vallière à l'hôpital de la Rose en 1915

¹⁹⁶ Vias en 2014 et 2018, Marseillan de 2014 à 2019, Agde en 2014, 2015 et 2016, Bessan en 2018

part de l'observateur qui appréhende les difficultés inhérentes à leur lecture. Enfin, alors même que l'objet a parfois disparu matériellement des lots, il réapparaît comme sujet récurrent de ces mêmes correspondances ouvrant un champ de pratiques non négligeables. Ces « grenailles de l'information »¹⁹⁷ redoutablement poly-formes, polysémiques et plurielles indéniablement reliées aux textes, s'y substituant parfois dans les lots et enveloppes, composent ce que Clément Chéroux appelle un « lexique iconographique »¹⁹⁸ qui mérite d'être interrogé. Alexandre Lafon a constaté pourtant en 2016 encore que les historiens de 1914-1918 n'avaient que très récemment utilisé les photographies en tant que sources¹⁹⁹ à la différence des études sur 1939-45. Le champ a été désormais largement investi notamment lors de diverses expositions qui ont donné lieu à catalogues²⁰⁰. Mais pour l'essentiel, elles se concentrent sur les photographies prises dans la zone des armées ou dans l'espace public, dans un but documentaire ou selon une approche artistique. Alexandre Lafon lui-même ne consacre que quelques lignes aux portraits et exclusivement à ceux des combattants²⁰¹.

Pourtant, dans l'ensemble du corpus, qu'il s'agisse des lots ou des traces isolées, il est toujours question de photographies personnelles dans lesquelles les témoins sont intervenus soit en posant soit en photographiant, invitant à les considérer comme des expériences sociales fortes de ce temps de guerre, celles d'hommes et de femmes, civils et militaires, qui utilisent – plus ou moins, plus ou moins aisément, plus ou moins complètement, de façon plus ou moins similaire - cet outil. Comment l'utilisent-ils et pour quoi faire ? Interroger ces pratiques au regard des multiples identités des acteurs, peut permettre de documenter spécifiquement une des nombreuses modalités mise en œuvre pour traverser le conflit par les individus et les groupes sociaux. Il ne s'agit donc pas d'analyser ni même de revisiter les conditions de la production photographique et de ses utilisations comme un outil de propagande des États et de leurs relais au service de

¹⁹⁷ Susan SONTAG, *Sur la photographie*, Christian Bourgeois éditeur, Paris, 2008, p.103.

¹⁹⁸ Clément CHEROUX (dir.), *Mémoire des camps. Photographies des camps de concentration et d'extermination nazis, 1933-1999*, Paris, Marval, 2001, p.11.

¹⁹⁹ Alexandre LAFON, « La photographie mobilisée 1914-1918 », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], (consulté le 03 avril 2019). URL : <http://journals.openedition.org/>

²⁰⁰ COLLECTIF, *1914-1918, Photo poche histoire*, préface de Christian Joschke, Actes Sud, Arles, 2014 / Laurent GERVEREAU, *Montrer la guerre ? Information ou propagande*, SCEREN, isthme éditions / VERAY Laurent, *Les films d'actualité français de la Grande Guerre*, Paris, S.I.R.P.A., A.F.R.H.C., 1995.

²⁰¹ Concernant 1939-1945, voir Clément CHEROUX (dir.), *Mémoire des camps. Photographies des camps de concentration et d'extermination nazis, 1933-1999, opus cité*, qui s'attache longuement aux photographies privées.

l'effort de guerre. Un corpus limité de photographies a été constitué à partir du lot de témoignages. Il contient plus d'une centaine de photographies assez éparses et cinq séries photographiques plus conséquentes (Bédos - Félix - Fabre - Miquel - Petitjean) pour lesquelles il apparaît immédiatement que bien que conservées, les collections de Jean Félix et de Saint Prix Petitjean n'ont pas résisté au temps et se sont effacées. Le fait que les photographies accompagnent généralement les écrits auxquels elles sont souvent solidement emmêlées, leur verso servant fréquemment de support d'écriture, légitime à lui seul l'intérêt qu'il faut leur porter. Le nombre étant très circonscrit, le corpus devient exhaustivement appréhendable et permet de constater que la place que tiennent ces objets varie fortement selon les lots puisque cela va de l'absence ou d'une présence unique à une quantité importante. Les familles Bédos, Félix et Vallière, se sont débarrassées de presque toutes les correspondances mais ont gardé les photographies. Elles représentent des paysages, des tranchées d'arrière-lignes, d'abris, des baraques de cantonnement, des groupes de soldats dans lesquels se trouve le plus souvent le témoin. Souvent prises en extérieur, en plans larges ou rapprochés, sans panoramique, ni gros plans, elles mettent en scène le soldat ou un groupe sur fond de perrons, d'abris ou de salles d'hôpitaux. Inversement, les longues correspondances des Barbezier, Nougaret, Loubet, Palmier et Sigal n'en contiennent aucune même si elles ont existé d'après les correspondances. La grande majorité des autres lots contient quelques épreuves mais pas plus. Souvent il n'en reste qu'une ou deux - J. Dézarnaud, - B. Simonet, J.P. Aldias ou V. Fournier -, qui représentent le soldat en uniforme.

Si leur nombre a été plus important, les exemplaires n'ont pas été conservés par les familles ni prêtés aux services d'archives. Ce sont en principe la date et la légende qui permettent de les identifier comme des traces du temps de guerre ou pas, placées dans les albums familiaux ou dans celui de cartes postales échangées pendant le conflit ou bien encore en début ou en fin de carnet ou de cahier de souvenirs. Parfois les contributeurs les ont extraites d'un porte-photo de leur propre initiative pour les joindre aux témoignages écrits à la demande insistante des archivistes. Excepté dans les quatre lots cités, la totalité des épreuves sont des portraits : de soldats seuls photographiés en studio ou au front, de soldats en groupes, de familles nucléaires, avec ou sans son soldat. Parfois il existe des portraits d'inconnus. Certainement à un moment, ils ont eu suffisamment d'importance pour le témoin puisqu'elles ont été conservées. Prendre la

mesure de ces variations d'importance, c'est sans cesse avoir à l'esprit que la photographie possède à cette date un statut déjà multiple et mouvant, en perpétuelle évolution. Elle est d'abord une innovation industrielle relativement récente, un bien de consommation au service de particuliers, objet-image devenu habituel dans certains foyers mais encore inconnu dans d'autres. Elle est également une pratique artistique ou artisanale, professionnelle ou amatrice, pratique solitaire ou au contraire partagée. Pratique encore, multiple puisqu'il est question dans les correspondances de photographier voire de développer, de poser et plus encore de regarder et d'utiliser ces images de diverses façons. Au début du siècle, diverses innovations ont facilité sa diffusion et son succès comme l'apparition de la pellicule souple ou celle du modèle Kodak Autographic en janvier 1915 dont la pellicule spéciale rend possible, au moyen d'un petit stylet métallique au travers d'une plaque dorsale, l'inscription de quelques mots qui apparaissent au développement. C'est à ce moment-là que les arguments publicitaires se plaisent à le surnommer « le Kodak des soldats »²⁰². Deux formats dominent. On trouve celui des portraits-cartes qui connaissent, depuis le Second Empire, un succès considérable dans la bourgeoisie, succès qui rattrape les classes populaires. L'invention d'André Distéry qui dépose le brevet en 1854 permet de réaliser huit clichés sur la même plaque ce qui diminue leur prix d'autant. Ce procédé est aussi appelé photo-carte. L'image photographique est collée ou imprimée sur un support de carton épais à la taille de 6,2 X 10,3 cm au bas duquel se lisent les coordonnées du photographe²⁰³ ; L'autre format, bien plus courant, correspond à celui des cartes postales, soit 9 x 14 cm environ prises en studio. Qu'il s'agisse de militaires ou de familles nucléaires, l'opérateur fait adopter des poses hiératiques dans lesquelles la position des corps, très droite, et l'expression des visages très légèrement souriante obéissent clairement à des canons esthétiques précis. Le cadrage est toujours frontal, la lumière vient d'en haut, en diagonale, pour éclairer les visages. Le soldat est photographié en uniforme, en principe tête nue, en pied, en plan américain ou en buste, parfois plus ou moins légèrement de profil, les yeux regardant toujours l'appareil. Il peut également être assis, agenouillé ou appuyé sur un support comme un prie-Dieu, un

²⁰² Jean Claude LEMAGNY et André ROUILLE (dir.), *Histoire de la Photographie*, Paris, Bordas, 1996, p.115

²⁰³ Manuel CHARPY, « La bourgeoisie en portrait. Albums familiaux de photographies des années 1860-1914 », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 34 | 2007, p.147-163.

repose-genoux ou une demi-colonne, ce qui laisse penser alors que le temps de pose a été relativement long. Le décor est inexistant ou léger, un arbuste, un rideau ou un fauteuil par exemple, le flou artistique domine cependant. Ce sont ces photographies qui peuvent se retrouver fréquemment dans les musées familiaux ou encadrées dans des plaques émaillées sur les dalles des tombeaux. Quelques fratries ou groupes de camarades en uniforme sont également photographiées en studio appartenant toujours aux jeunes classes. Les poses se répètent également sur les motifs de familles : l'homme debout à gauche s'appuie de la main sur le dossier du siège sur lequel la femme est assise, les très jeunes enfants placés sur ses genoux, tandis que les plus grands l'entourent, debout. Cela peut s'expliquer par l'origine unique des clichés qui ne proviennent que de deux ateliers différents, l'un d'Agde et l'autre de Marseillan, car la règle ne paraît pas si explicite à l'échelle du pays. Tenues vestimentaires et coiffures sont immanquablement soignées, elles peuvent être civiles ou militaires. Les regards sont tournés vers un point qu'on peut supposer choisi par le photographe derrière lui. L'image emprunte nettement ses techniques et ses codes aux portraits peints depuis la Renaissance ou plus contemporaines. D'autres clichés de groupes de militaires, sont pris en extérieur par des praticiens de passage, des soldats-photographes ou des amateurs. Le cadrage reste frontal mais dans le cas de groupes réduits - deux à cinq ou six individus -, les positions des corps sont plus relâchées, les soldats semblant même parfois parler entre eux. Si les militaires sont plus nombreux, les corps sont disposés en rangs successifs mais le plan reste le plus resserré possible tout en visant à faire rentrer tout le monde dans le cadre.

Enfin, le corpus de témoignages ne comprend que trois portraits exclusivement féminins et ils sont de groupe (Adgé - Delmas - Filliol). Par le décor, les costumes et les accessoires, ils affichent immédiatement les appartenances sociales de chacune. Bien plus encore que les écrits féminins, d'évidence, les photographies de femmes sont rares et ce, quelle que soit la classe sociale : la photographie de la partie féminine de la famille Delmas, datée de 1917 est donc exceptionnelle tant elle donne à voir un monde exclusivement féminin d'abord et au travail ensuite lors d'une pause dans les vignes. Exceptionnelle encore elle l'est par sa légende qui précise au revers : « avec deux réfugiées », rare trace privée de la présence de ces populations exilées dans le canton. Quand les femmes sont photographiées, elles le sont en général au milieu les hommes

ou avec les enfants. C'est le portrait de famille ou l'activité à l'hôpital qui permet généralement leur présence - Les seules photographies de Marguerite Larroque correspondent à ces deux cas de figure -. Inversement, les portraits de militaires en uniforme sont quasi systématiques dans les lots. Même Benjamin Simonet qui est le seul à ne jamais mentionné la photographie dans sa dense correspondance qui a peut-être subi des coupes à l'édition, a le sien. Certes les portraits du soldat appartiennent aux rituels d'encasernement, d'où leur nombre conséquent. Souvent uniques et d'une certaine qualité technique, ils ont été peut-être pour cela davantage conservés et dans la densité événementielle d'une guerre si longue, souvent remployés. Rien d'étonnant peut-être alors à ce que 100 ans plus tard, ils aient été privilégiés par les contributeurs des collectes, le poilu en uniforme étant devenu la métonymie de 1914-1918, Mais cette situation peut révéler encore que l'expérience militaire reste largement dominante dans les représentations collectives de 1914-1918 y compris aujourd'hui. Mais ces figures hiératiques de soldats ôtées du corpus, il ne reste pas non plus beaucoup d'hommes en civil. Des militaires partout. Le temps de guerre apparaît donc comme un temps masculin mais surtout martial, venant confirmer voire consolider la domination masculine dans les représentations officielles de genre dans l'espace public.

On peut alors considérer avec Michelle Perrot qu'au moins dans le domaine du genre la guerre est « profondément conservatrice »²⁰⁴, voire régressive puisque l'invisibilité publique des femmes se renforce dans les représentations photographiques alors que ces dernières, même numériquement moindres, étaient bien plus présentes dans les lots de photographies mettant en scène les corps de métier par exemple²⁰⁵. Finalement, les portraits photographiques se placent très concrètement à l'articulation de l'individu et de la société et pour cela méritent une attention particulière dans ce travail. Cependant, composés également, de documents officiels comme des livrets militaires ou de soldes, d'objets soigneusement conservés dans des albums en cuir ou de belles boîtes ou de quelques fleurs séchées, l'ordinaire des témoignages épistolaires retrouvés relève certes de la lettre et de la photographie, mais plus encore de l'échange de cartes postales.

²⁰⁴ Michelle PERROT, préface de Françoise THEBAUD, *Les femmes au temps de la guerre de 14*, Paris, Hachette, coll. « Petite bibliothèque Payot », 2014, p. 19

²⁰⁵ Albert ARNAUD, *Marseillan d'hier et d'aujourd'hui*, Castries, Les Éd. du Mistral, 2003 / CARLES Alain et Louis BENTAJOU, *Agde en cartes postales, 3 tomes*, Béziers, éd. Aldacom, 2008 / MOLINO Jean-Vincent, *Marseillan*, 2 tomes, Saint-Cyr-sur-Loire, A. Sutton.

1.1.3.2.3. L'importance des cartes postales.

Parfois très proches des photographies mais au moins vingt fois plus nombreuses qu'elles dans le corpus, les cartes postales constituent la majorité des objets de correspondance. Tenter de les distinguer des lettres ou des photographies, revient d'abord à se pencher de plus près sur sa nature qui en associant image photographique et texte en un même support cartonné, peut, bien plus que le papier, constituer un choix renouvelé et fréquent de la part de ses utilisateurs et déterminer des fonctions propres à l'objet. Les difficultés surprenantes à le nommer, y compris de la part des historiens, vient finalement révéler toutes les possibilités qu'il offre ; Les spécialistes hésitent entre les termes de photographies, photos-cartes, cartes-photos, vues et cartes postales. Ainsi, Guillaume Doizy distingue les cartes-vues, photographies en noir et blanc, des cartes « fantaisie-patriotiques », mises en scènes photographiques réalisées en studio et parfois retouchées, et des cartes dessinées, le plus souvent satyriques²⁰⁶.



Figure 13. Quatre cartes postales expédiées par Emile Carabasse à Louissette Taillefer

206 Guillaume DOIZY, « Les cartes postales de la guerre ; reflet des imaginaires collectifs », consulté le 25 mars 1918 <http://centenaire.org/fr/espace-scientifique/arts/les-cartes-postales-de-guerre-reflet-des-imaginaires-collectifs>

Thierry Chardounet, comme les collectionneurs, sépare la « carte-photo » de la « carte postale »²⁰⁷, ces cartes-photos que Laurent Gervereau assimile à des « photographies »²⁰⁸, tandis que Gorges Klochendler, Jean-Yves Le Naour et François Pairault ne font aucune distinction entre les différentes cartes qu'il nomme toutes indifféremment « postales » tant qu'elles contiennent un motif et sont destinées à être expédiées, incluant certaines photographies de militaires²⁰⁹. Les épistoliers préfèrent le terme de « vue » ou de « carte », voire indifféremment de « lettre », quand l'objet est mis sous enveloppe. Par conséquent, pour cette étude, nous considérerons que la carte postale est une image dupliquée sur un support cartonné dont le recto est destiné à l'écriture, produite en très nombreux exemplaires à la grande différence des photographies et dont l'iconographie est étrangère à la personne de l'épistolier ou à son destinataire, qu'il s'agisse de sa réalisation et de son sujet²¹⁰. En font également partie les cartes de correspondance militaire qui portent à l'angle droit supérieur un faisceau coloré de drapeaux alliés et qui ont été produites massivement par des éditeurs privés dès août 1914 pour être distribuées gratuitement aux soldats afin d'être acheminées en franchise postale.

Pendant la guerre, les habitants du canton agathois n'échappent pas à un engouement qui a débuté au tournant du siècle. Depuis les années 1900, l'objet fait florès en Europe. Certes, à l'échelle des milliards de celles échangées entre le front et l'arrière mais aussi entre les différents secteurs du front et territoires de l'arrière, les quelques 2500 cartes qui composent les témoignages du corpus étudié représentent un échantillon microscopique qui reste cependant conséquent à l'échelle du territoire cantonal. Sans aller jusqu'à prétendre que « la carte postale est le principal support d'écriture des combattants »²¹¹, sa grande fréquence d'utilisation est bien réelle même si l'importance de sa conservation en tant qu'objet apprécié donc collectionné, peut créer incontestablement un effet de source. Pour souligner la popularité de ce médium,

207 Thierry CHADOURNET, *La carte-photo, histoire d'un art populaire*, éditions Sutton, Tours p.7

208 Laurent GERVEREAU, *Montrer la guerre ? Information ou propagande*, SCEREN, isthme éditions.

209 François PAIRAULT, *Images de poilus, La Grande Guerre en cartes postales*, opus cité, p.21

210 Cette définition trouve immédiatement ses limites. Comment, en effet, nommer la carte représentant Louis Barthas au centre d'une « vue » de son village ? dans, *Les carnets de guerre de Louis Barthas*, opus cité, illustrations pages centrales.

211 Alexandre LAFON, *La camaraderie au front, 1914-1918*, Armand Colin/Ministère de la Défense, Paris, 2014, p. 50.

Guillaume Doizy avance le chiffre de 4 à 5 milliards de cartes produites et diffusées en France par le biais de 80 000 modèles différents publiés pendant toute la durée du conflit²¹². La Première Guerre mondiale prolonge donc bien et accélère ce que les collectionneurs nomment l'âge d'or de la carte postale, par les quantités produites et la variété de ses motifs, dans les pays industrialisés. Par exemple, il y a eu un million et demi de cartes éditées et numérotées pour servir de support à une grande tombola lors de la Journée du Poilu, le 26 décembre 1915 dont celle offerte à Marguerite Delmas par son amie Marie Laux est le 452779^e exemplaire²¹³.



Figure 14 . Carte recto-verso de "la Journée du Poilu", 15 décembre 1915²¹⁴

Cette importance peut s'expliquer par l'offre massive faite aux civils autant qu'aux militaires, à l'échelle nationale, dès le début de la guerre puisque, à la production privée et aux cartes proposées gratuitement par les autorités dès le 3 août 1914, s'ajoutent celles valant 25 centimes les dix à l'arrière, puis quinze à partir de 1915, expédiées en franchise ou en tarif subventionné. Après la désorganisation liée à la mobilisation, la demande est telle que des dizaines d'entreprises de taille plus ou moins modeste s'organisent pour alimenter le marché. Des marques, pour certaines déjà présentes avant guerre, souvent parisiennes au nom évocateur comme *Patriotic* s'imposent tout au long du conflit sur l'ensemble du territoire. Dans les premières semaines, elles favorisent la diffusion des stocks d'avant-guerre, puis une nouvelle production émerge progressivement, marquée par les thématiques du conflit. Partout des

²¹² Guillaume DOIZY, « les cartes postales de guerre, reflet des imaginaires collectifs », sur <http://centenaire.org/fr/espace-scientifique/arts/les-cartes-postales-de-guerre-reflet-des-imaginaires-collectifs>

²¹³ Marie Laux à Marguerite Delmas, 26 décembre 1915

²¹⁴ AMA, fonds privé numérisé 1914-1918, J.P. Delmas

entreprises plus modestes proposent leurs modèles. Les éditions agathoises, Bertrand, Hirailles ou Vuillemin, installée dans les « Galeries parisiennes » situées sur la place de l'évêché, sont de celles-là. Les nombreuses études historiques des cartes postales éditées pendant la guerre datent à peu près toutes du XXI^e siècle, portées par le vent dominant de l'histoire culturelle puis de ses remises en cause, qui en font des analyses parfois différentes²¹⁵. La première, Marie Monique Huss dans un bel ouvrage préfacé par A. Becker, s'est penchée sur les cartes fantaisie-patriotiques présentant leur succès comme des témoignages de la culture de guerre." ²¹⁶ développée durant le conflit. Pour l'autrice, l'utilisation des cartes postales n'étant pas instrumentalisée par les autorités dans le cadre d'une propagande d'État systématique, leur achat volontaire massif prouve que le discours des images reflète les sentiments de la majorité de leurs utilisateurs. Les Français accepteraient la guerre puisque la société produit en grand nombre de tels motifs et s'en empare en toute liberté. Ces cartes répondraient à leurs attentes en reflétant les représentations collectives toutes empreintes de patriotisme des acheteurs. Inversement, dans un ouvrage très richement illustrée destiné au grand public, François Pairault interprète ces représentations d'abord comme des manifestations d'une propagande de guerre réussie, leur profusion représentant finalement « le signe de l'adhésion indifférenciée des Français à l'Union sacrée. » ²¹⁷ Pierre Brouland et Guillaume Doizy, ont discuté la validité de l'approche de M.M. Huss en étudiant dans leurs temporalités plusieurs milliers de cartes postales issues du fond de la Bibliothèque de Documentation Contemporaine Internationale²¹⁸. Ils rappellent d'abord qu'une très officielle censure instaurée dès le 30 juillet 1914 oblige les éditeurs à obtenir un visa des autorités et ces derniers, pour des raisons économiques, ont selon toute vraisemblance, eu recours à l'autocensure. Ils contestent par ailleurs une méthode qui consiste à glisser sans véritable preuve de l'étude des représentations à l'affirmation d'une adhésion massive des utilisateurs à la rhétorique patriotique au seul argument qu'il a été beaucoup produit et vendu de ces cartes. Ils considèrent au contraire qu'elles

215 Marie Monique HUSS, *Histoires de famille. Carte postale et culture de guerre 1914-1918*, Agnès Vienot édition, Paris, 2000 / François PAIRAULT, *Images de poilus, La Grande Guerre en cartes postales*, Tallandier-Seuil, Paris, 2002/Georges KLOCHENDLER, Jean-Yves LE NAOUR, *Cartes postales de poilus*, First éditions, Paris, 2008.

216 Marie Monique HUSS, *Histoires de famille. Carte postale et culture de guerre 1914-1918*, opus cité.

217 François PAIRAULT, *Images de poilus, La Grande Guerre en cartes postales*, opus cité, p. 17

218 Pierre BROULAND, Guillaume DOIZY, *La Grande Guerre des cartes postales*, Hugo-Images, 2013.

« véhiculent plutôt l’imaginaire des élites qui les produisent. »²¹⁹ Acheter une carte postale illustrée et la diffuser dans le cadre d’une correspondance privée ne saurait prouver le sentiment d’adhésion de l’acheteur au discours créé par des professionnels et porté par l’image, même s’il ne s’agit pas de remettre en question le fait que la masse de ces images constitue un formidable témoignage d’imaginaires guerriers qui traversent une société démocratique soumise à d’importantes contradictions. À l’appui de leur argumentation, ils relèvent la très grande rareté des cartes pour lesquelles l’illustration a servi de support à l’expression écrite explicite de sentiments guerriers. De plus, ils relèvent que dans leur très grande majorité, les textes manuscrits présents au recto ou au verso des cartes ne rentrent jamais ou très peu en résonance avec l’illustration patriotique quelque en soit le sujet et la tonalité générale : la teneur des messages postaux demeure largement distincte des illustrations, comme si les deux discours – celui du texte manuscrit et celui de l’image imprimée – constituaient deux entités totalement imperméables l’une avec l’autre. Cette absence de corrélation forte entre la correspondance et l’image témoigne alors davantage de la difficulté à considérer que l’iconographie reflète avec fidélité les imaginaires des soldats ou des civils qui y recourent pour leurs échanges postaux. Ce constat ne permet donc pas plus de contester l’idée d’une adhésion du public à ces images, et donc à l’idéologie qu’elles servent, qu’à soutenir cette hypothèse. La rareté des réactions idéologiques ou émotionnelles exprimées en rapport avec les illustrations tendrait plutôt à prouver que ces dernières n’ont peut-être pas beaucoup compté dans l’acte d’achat et donc à minimiser l’hypothèse culturelle : pour les deux auteurs ce support omniprésent pendant la guerre aurait été finalement investi par la population non pas dans le sens d’une adhésion profonde à une éventuelle culture de guerre mais pour des raisons d’ordre pratique et sociologique, à savoir la nécessité de maintenir le lien, sans défiance particulière à l’égard des autorités et des professionnels.

L’ensemble de ces études, pour différentes qu’elles soient, ont cependant en commun, d’une part de limiter les corpus de cartes aux seuls motifs liés au conflit, excluant les autres cartes expédiées et d’autre part de ne s’intéresser que très rarement

²¹⁹ Guillaume DOIZY, en ligne sur <http://centenaire.org/fr/espace-scientifique/arts/les-cartes-postales-de-guerre-reflet-des-imaginaires-collectifs>

aux expéditeurs et aux destinataires. Or, changer le point de vue en tenant compte de ces trois paramètres conjugués – sujets de la totalité des motifs des cartes expédiées, contexte d'utilisation et identités des acteurs - pour interroger l'ensemble des envois, peut peut-être conduire à de nouveaux constats et réévaluations, en se penchant notamment sur les corrélations faibles entre le texte et l'image. Cela permettrait de documenter ces logiques « pratiques et sociologiques » qui ont prélué aux achats pour comprendre ce qu'elles révèlent – ou pas - des imaginaires éventuellement guerriers pour en reconsidérer, en tentant de la mesurer, la prégnance. Pour cela, un inventaire des cartes le plus exhaustif possible, dans tous ses aspects et toutes ses temporalités, a d'abord été dressé. Environ 2500 cartes, composent la masse de celles retrouvées à l'échelle du canton dont 95 % ont été réellement expédiées.

Tous les épistoliers y ont recours mais de façon très variable entre les lots. Parvient-on alors aux mêmes conclusions sur les comportements et les représentations des acteurs en temps de guerre si l'on privilégie une étude des cartes postales comme une pratique sociale mise en œuvre sur une longue durée par des individus identifiés socialement et ancrés en des territoires, à une étude de l'ensemble de ces représentations culturelles guerrières utilisé par un groupe d'acteurs défini uniquement par son appartenance nationale ? Que pourrait alors révéler les multiples modalités d'appropriation et les interactions que l'objet favorise - ou pas – de ces images ainsi que ses fonctions, sur l'adaptation des groupes sociaux au conflit et à la séparation qui dure ?

Dans le traitement de l'ensemble de tous ces témoignages, textes ou images, l'identité des auteurs se révèle donc capitale. Dès lors, comment la retrouver au delà du prénom et du nom de centaines d'épistoliers et d'acteurs inconnus dont les traces sont parfois dispersées dans les multiples fonds privés, parfois très isolées, parfois peu ou mal signées, alors qu'ils ont été acteurs d'événements exceptionnels ? Comment encore mesurer leur représentativité dans une micro société certes, mais qui comprend plusieurs milliers d'individus ? C'est en partie le sens du recours systématique à de multiples autres sources dont en particulier l'exploitation des séries nominatives.

1.1.4. Identifier les épistoliers et faire émerger des acteurs par d'autres sources.

1.1.4.1. L'exploitation systématique des sources sérielles

1.1.4.1.1. Les registres de dénombrement de population

Les résultats du dénombrement de la population menés à l'échelle nationale tous les cinq ans par des agents municipaux et inscrits dans des registres²²⁰ ont été d'abord systématiquement transcrits sur huit colonnes de tableurs Excel pour 1911 et 1921. Cela donne au total pour les quatre communes entre 18 000 et 19 000 noms pour chacune des deux années. Ce long travail apparaissait incontournable pour, d'une part délimiter le cadre démographique et socio-économique de l'étude, et d'autre part construire une première base-banque conséquente de données individuelles puisque c'est par ce biais que peut démarrer l'identification des différents témoins et acteurs présents dans les divers récits. Ce faisant certaines aspérités ont fait émerger quelques situations et acteurs plus remarquables que d'autres.

Initié dès 1789, en partie héritier des enquêtes colbertiennes et des registres de paroisse de l'Ancien régime, le recensement général de population devient systématique et quinquennal sur l'ensemble du territoire français de 1836 à 1946, les deux guerres empêchant son déroulement en 1916 et 1941. Deux arrêtés municipaux agathois concernant la mise en œuvre de l'opération permettent de mesurer en partie la fiabilité de cette importante source en éclairant l'organisation de son déroulement. Le 20 décembre 1910, le texte prévoit la rémunération de douze agents recenseurs nominalement cités. La tâche partagée dont la date de départ est fixée nationalement confie donc à chaque agent le recensement d'environ 700 habitants et c'est un avis affiché dès le 26 février 1921 qui précise les modalités de l'opération :

« Article 1. Les agents recenseurs chargés de procéder au dénombrement de la population déposeront à partir du dimanche 27 février dans chaque habitation des quartiers des maisons, des feuilles de ménage et bulletins individuels. Ils passeront ensuite dans toutes les maisons pour reprendre les bulletins remplis ou inscrire eux-mêmes les indications que les intéressés n'auraient pu écrire ou faire écrire. Le maire informe ses concitoyens de bien fournir tous les renseignements utiles en vue de faciliter la tâche des agents recenseurs »²²¹

220 ADH en ligne, <http://archives-pierresvives.herault.fr/archive/resultats/recensement>.

221 AMA, sous-série 2 D19, Registre des arrêtés municipaux, 26 février 1921

Le fait que plusieurs agents effectuent la même tâche permet d'expliquer certaines anomalies plus ou moins visibles, liées au zèle ou à l'application plus ou moins grande mise à l'ouvrage, ainsi que certains doublons. Mais ce qui apparaît surtout c'est que chaque habitant déclare un peu ce qu'il désire puisqu'il n'existe aucun contrôle. Cette autonomie laissée aux déclarants peut certes représenter une faiblesse factuelle de la confiance à accorder au contenu de ces registres mais plus positivement elle en constitue une force en permettant de définir en partie les groupes selon la façon dont les individus se situent eux-mêmes dans la société. Inversement, les moins lettrés doivent compter avec l'agent qui fait autorité. Par la quantité d'informations individuelles qu'ils contiennent, ces dénombrements offrent des opportunités qui dépassent de très loin l'unique intérêt démographique, d'autant qu'ils deviennent de plus en plus précis sous l'impulsion d'un État qui affine peu à peu son appareil statistique. Y sont retranscrits d'abord des éléments individuels d'état civil, adresse par adresse, foyer par foyer, en commençant par le nom et le prénom qui, d'un recensement à l'autre, quelle que soit la commune, peut varier souvent entre celui d'usage et celui qui se trouve sur l'extrait de naissance. Une première indication sur la nationalité (français – étranger – naturalisé) existe depuis la Seconde République, elle y est remplacée en 1906 par la commune de naissance y compris à l'étranger que vient compléter la nationalité et c'est l'année de naissance au lieu de l'âge qui fait son entrée. Suivent le statut familial ou conjugal, et le degré de parenté. Les deux dernières colonnes renseignent le statut socioprofessionnel de chaque habitant bien que l'indication de l'activité principale ne permette jamais d'estimer la pluriactivité annuelle dans les classes populaires dont l'importance a été soulignée par G. Noiriel²²² et qui est effectivement très lisible dans les témoignages, du fait notamment de la possession viticole largement partagée. Son cadre d'exercice est encore distingué dans la dernière colonne par le nom de l'employeur s'il y a lieu. Par exemple, Lucien Pinède inscrit « comptable – Guy » est salarié chez Guy, qui lui-même est « ingénieur en construction – patron ». Pour être correctement utilisées et interprétées, les données individuelles demandent donc à être croisées entre elles. Les termes qualifiant les métiers de l'agriculture varient d'une commune à l'autre et, à Agde, d'un quartier à l'autre, offrant

²²²Gérard NOIRIEL, *Le creuset français, Histoire de l'immigration, (XIXe -XXe siècle)*, Points histoire Seuil, 2006 (1988), p. 25.

une multitude de nuances. Pour un même métier, le nom de la profession peut varier d'une commune à l'autre et même d'un quartier à l'autre pour Agde : les « régisseurs » sont nommés « agents ruraux » à Marseillan et les « ramonets » de façon plus imagée « maitre-valets » à Bessan. Les ouvriers agricoles se définissent comme tels en 1911 puis « cultivateur divers » en 1921 sauf à Agde où ils se déclarent « journaliers », terme qualifiant aussi les ouvriers de l'usine. On peut également trouver « agriculteurs » ou « pensionnaires » pour des ouvriers fixés au domaine, connus plus généralement sous le nom de « mésadiers », mot qui n'apparaît dans aucun registre. Etrangement encore, sans que l'on puisse en donner une raison claire, presque aucun travailleur de la vigne ne se nomme « viticulteur » ou « vigneron ». Un sondage complémentaire dans les registres d'état civil ou les tables cadastrales des états de sections concernant la vingtaine qui s'y risque à Agde, ne permet pas d'éclairer davantage la question. En effet, ces derniers possèdent également quelques ares de fourrages et de maraichages comme les cultivateurs. Cet état de fait pourrait représenter une limite aux divers classements des catégories mais c'est aussi une possibilité intéressante d'approcher au plus près la façon dont les habitants perçoivent la place qu'ils tiennent dans la société où ils vivent et pour en redessiner les contours selon un statut social qui se définit assez finement. Non seulement, elle le fait par rapport à la propriété de la terre mais aussi au statut de « patron » qui éclaire ou écarte les rapports de subordination au travail sans pour cela nécessiter forcément d'être propriétaire puisque les fermiers se déclarent en général « patrons ». Si ces registres peuvent s'avérer largement fiables pour dresser un état de la société à un moment donné, ici en 1911 et 1921, ils comportent cependant d'abord quatre limites importantes liées à la nature même de l'opération statistique sur ce territoire où les mobilités sont particulièrement importantes. En effet trois années s'écoulaient entre le recensement de 1911 et la mobilisation de 1914 ; beaucoup d'hommes et de femmes ne sont plus là, d'autres sont arrivés et en 10 ans peuvent être repartis. La banque de données manque alors de précision pour qui s'attache aux parcours individuels. De plus le recensement ne donne qu'un état de la population à un moment donné de l'année, c'est-à-dire au mois de mars ce qui empêche de réellement évaluer les migrations saisonnières qu'elles proviennent des hauts-cantons ou de l'étranger. Par conséquent, beaucoup de ces migrants qui arrivent souvent dans l'été, dont un grand nombre de soldats présents en août 1914, sont absents de ces registres.

Enfin, concernant les militaires, il en sera de même des engagés volontaires, des soldats encasernés en mars 1911 appartenant aux classes 1908, 1909 voire 1910 c'est-à-dire nés entre 1888 et 1890, ainsi que, dans une moindre mesure, des jeunes étudiants, de certains marins ou pêcheurs, des bateliers et ...des oubliés. De plus, tandis que l'outil statistique national s'affine, sa mise en œuvre semble bégayer localement. Les maires ont beau arrêter que « le registre doit être tenu complètement, proprement et très lisiblement » force est de constater qu'ils ne sont pas toujours entendus ce qui peut d'ailleurs laisser dubitatif sur la valeur des statistiques nationales. Au-delà des oublis ou des problèmes de graphisme qui rendent illisibles certains mots, confrontées, ne serait-ce que d'un registre à l'autre éloignés de dix ans ou à d'autres sources, comme les registres d'état civil, les informations ne sont pas toujours justes. On trouve en effet de nombreuses approximations de date de naissance - parfois plusieurs années pour les étrangers notamment mais pas seulement - ou de commune de naissance, surtout lorsque le lieu se situe hors métropole, voire hors-canton, l'orthographe devenant alors souvent aléatoire ou phonétique. De jeunes enfants encore sont couramment oubliés alors que d'autres habitants sont comptabilisés deux fois. C'est le cas par exemple les quatre membres de la famille espagnole Agullo qui habiteraient à la fois au 121 et au 125 de la rue St Sever et la famille Caratala à la fois rue de l'olivier et rue de l'Hôtel de ville à Agde. Les absences de précision peuplent également les pages. Le recensement de Bessan occulte par exemple systématiquement les « fils » et « filles » pour leur préférer le terme neutre d'« enfant », même si l'indication de genre reste souvent récupérable par les prénoms, à l'exception de « Marie » et de quelques autres. Plus gênant, dans les registres viassois, la dernière colonne n'est jamais complétée, privant de l'information précieuse concernant le statut social. De plus, le travail des enfants n'apparaît presque jamais si ce n'est sous le terme très peu fréquent d'« apprenti » - uniquement à Agde, et seulement dix occurrences - alors qu'il est très souvent question d'enfants au travail sur les photographies ou dans les comptes-rendus de grèves²²³. La question de la nationalité, encore, peut laisser parfois sceptique ; par exemple, les membres de la famille Viviani, naturalisés français depuis 1894, sont bien déclarés français en 1896 mais italiens en 1911 puis à nouveau français en 1921. De même, alors que la loi impose aux femmes

²²³ ADH, sous-série, 10M 232, grèves canton Agde, 1911

françaises qui épousent un étranger d'adopter la nationalité de leur conjoint, ce n'est pas le cas de toutes. Certaines se déclarent françaises alors que leurs époux se déclarent eux espagnols. Ces situations peuvent révéler cependant l'importance toute relative de la nationalité pour les déclarants. Enfin le fait que les femmes déclarent beaucoup moins leur activité professionnelle qu'elles ne le pourraient, rend difficile voire impossible dans cette source spécifique, sans risque d'erreurs importantes, l'évaluation comptable de leur travail rémunéré. Mais cela peut renseigner sur l'importance sociale qu'elles accordent ou pas à leurs activités avant ou après la guerre ou plus sûrement peut-être sur l'attitude des agents recenseurs à leur égard. Il sera donc nécessaire de séparer travail féminin et masculin pour compter et de chercher ailleurs pour cette étude, essentiellement dans les témoignages, davantage de traces de ces activités. Si ces erreurs et ces approximations sont relativement fréquentes, rendant parfois complexe sinon vaine la recherche individuelle, elles restent dispersées à l'échelle de la population totale du canton et n'empêchent pas malgré tout de prendre la mesure de la diversité et de l'importance numérique des groupes sociaux.

De cette exploitation intensive, sont nées deux listes d'habitants du canton, l'une datant de 1911 et l'autre de 1921, qui jouent à la fois un rôle de banque de données individuelles et de base statistique propre à établir une population de référence. Elles permettent de fournir un nombre infini de combinaisons et de sous-groupes, par profession, par âge, par statut social ou par origine géographique par exemple. Elles ont été croisées avec une troisième liste issue des registres matricules.

1.1.4.1.2. Les registres matricules : dans les pas de Jules Maurin

Dans une société qui impose à tous ses citoyens masculins de devenir soldats, une troisième liste est constituée d'un échantillon de citoyens-soldats établi à partir de leurs fiches matricules. Or, il se trouve que le canton agathois fait partie de ceux étudiés il y a 40 ans par Jules Maurin dans la première partie de sa thèse publiée en 1982. Il y propose une longue analyse critique de la source et de sa richesse²²⁴ et il convient donc d'explicitier en quoi ma démarche s'en inspire et en quoi elle diffère. Dans l'esprit des

²²⁴ Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, opus cité. p. 25-72

Annales et de la découverte de l'outil informatique, l'historien avait mené une étude résolument quantitative. Pour ce faire, il avait effectué un sondage au dixième parmi plus de 91000 de fiches matricules des classes 1889 à 1919, soit 9237 fiches extraites des registres des centres de recrutement de Béziers et de Mende²²⁵, dont il avait analysé et comparé les résultats. Dans cette démarche, l'exception avait été écartée au profit de la norme, l'individu au profit du groupe. Pour cela en partie, et parce que beaucoup étaient encore vivants, l'anonymat des acteurs interrogés dans la seconde partie avait été scrupuleusement respecté même si quelques rares noms et prénoms apparaissent tout de même par inadvertance. Mon approche est ici sinon inverse - aucun des résultats obtenus au fil de l'étude ne va vraiment à l'encontre des conclusions des travaux de l'historien - du moins différente et surtout complémentaire. Je me suis penchée dans un premier temps uniquement sur les fiches matricules des soldats du canton d'Agde, nés entre 1869 et 1999 qui relèvent du centre de recrutement de Béziers et appartiennent aux classes 1889 à 1919 qui se trouvent dans les registres aujourd'hui en ligne²²⁶. Le conseil de révision se déplaçant de canton en canton, les noms des conscrits s'y succèdent sans interruption. Mais l'ordre de passage du canton changeant d'une année à l'autre, il a fallu pour les retrouver passer par le numéro matricule d'un soldat décédé présent sur le site *Mémoire des hommes* et organiser la consultation autour de ce numéro. Mais à partir de la classe 1915, la circonscription agathoise débute systématiquement les registres de l'arrondissement de Béziers, l'ordre devenant alphabétique. Le nombre annuel d'inscrits oscille entre 103 (classe 1889) et 156 (classe 1916), pour une moyenne de 121 recensés. De cette liste née du recueil systématique de tous les noms des militaires immatriculés, soit environ 3870 ont été retirés ceux qui avaient été rayés avant 1914 pour changement de domicile et ceux qui étaient décédés soit un total approximatif de 330 soldats pour aboutir à 3540 noms. Le nombre de mobilisables par âge va de 42 soldats (classe 1889) à 151 (classe 1916) pour une moyenne de 112 soldats potentiels. Tous sont dotés d'un état civil, d'une identité assez précise et d'un itinéraire de réformé ou de militaire qui s'est constitué bien souvent avant le conflit, par le service militaire. Puis j'ai été amenée à rechercher au gré des mentions dans d'autres sources,

²²⁵ *Ibidem*, p.77

²²⁶ ADH, sous-séries 1R, côtes 994 à 1322

quelques soldats appartenant aux classes 1887 et 1888 ou même antérieures, notamment des réengagés âgés et des engagés de la classe 1920. Par ailleurs, il ne s'est pas agi de retenir systématiquement toutes les informations les concernant, et dont J. Maurin avait noté qu'on pouvait en trouver jusqu'à quatre-vingt²²⁷, mais de faire une sélection pour dresser certains portraits individuels et de groupes. Ont donc été systématiquement conservés pour tous l'année de naissance, le numéro matricule, les nom et prénoms, la ou les professions successives, les corps et les unités de mobilisation ainsi que les éléments les plus remarquables des parcours militaires, mort, blessures, réformes, captivité, condamnation ou changement d'unité. La réduction d'échelle et le traitement systématique de chaque fiche permet de combler certains angles morts ou certains aspects laissés dans l'ombre par l'historien, grâce aux nouvelles sources disponibles ainsi qu'à l'accès facilité aux anciennes par les mises en ligne. La démarche systématique menée y compris sur les tables alphabétiques et les fins de registres annuels où est enregistré un bon nombre de récupérés a d'abord entraîné une légère réévaluation à la hausse des exemptés définitifs. Quatre par classe environ échappent à l'immatriculation mais restent physiquement présents dans les communes. Enfin, à la marge, la confrontation des fiches avec des sources impossibles à consulter dans les années 1970²²⁸ a permis de retrouver deux soldats fusillés par l'armée française qui avaient échappé à la sagacité d'une recherche effectuée par sondage ; Léon Rossignol de Vias et Félix Milhau de Bessan, dont les noms sont inscrits sur les monuments aux morts de leur commune respective, étaient à la fois les deux seuls soldats dans ce cas relevant du centre de recrutement de Béziers et représentaient deux des six fusillés héraultais identifiés à ce jour.

Mais surtout, ces registres matricules restent muets avant la classe 1914 sur les itinéraires des inscrits maritimes, juste notés par leurs nom et prénoms et leur statut. Or ils représentent plus de 10 % des soldats du canton qui intègrent automatiquement la Marine. Pour obtenir plus d'informations, leurs fiches spécifiques ont donc été consultées aux archives municipales de Sète avant qu'elles ne déménagent à

²²⁷ Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, opus cité, p. 11 et 346

²²⁸ SHD, *Mémoire des hommes*, entrée « dossiers des fusillés »
<https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/>

Montpellier en 2016 dans la sous-série 2S. Absentes de l'étude de Jules Maurin, les expériences militaires de ces hommes en mer ont pu être ainsi en partie documentées, rajoutant de la complexité et de la diversité aux expériences combattantes. Afin d'affiner toujours plus les identités des hommes mobilisables, une quatrième liste a ensuite été établie par la confrontation et la superposition des trois listes précédentes. Les quatre recensements de 1911 dans lesquels les indications d'identités sociales et familiales sont plus nombreuses que sur les registres matricules on l'a vu, contiennent environ 3540 noms d'hommes français mobilisables des classes 1889 à 1919. En croisant ces noms à ceux des fiches matricules on obtient environ 4870 soldats mais en superposant les deux listes, il n'y a que 2650 noms environ en commun sachant que, plus on descend dans les classes anciennes plus les listes divergent. Les absences dans les registres des fiches matricules des hommes présents dans les recensements s'expliquent en général par le fait qu'à vingt ans ces derniers dépendaient d'autres centres de recrutement que celui de Béziers et que les mobilités dans le canton étaient importantes. De plus pour les classes antérieures à 1905, le tirage au sort en vigueur rend la recherche encore plus aléatoire. Inversement, les mobilisables présents sur les registres matricules mais absents des recensements ont pu certes déménager, pour les plus anciens. Mais il existe encore beaucoup de jeunes gens des classes 1908, 1909 voire 1910 qui sont encasernés en 1911 ainsi que quelques jeunes gens qui sont à cette date, lycéens pensionnaires ou étudiants. Certains se retrouvent alors dans le recensement de 1921. J'ai donc constitué un corpus de mobilisables en 1914 en l'affinant dans deux directions : après avoir conservé les quelques 2650 soldats communs aux listes matricules et à celles du recensement de 1911, j'ai dans le doute, gardé tous les soldats et rajouté ceux arrivés entre 1911 et 1914 dont j'ai découvert l'existence dans les différentes sources, comme les recensements de 1921, les tableaux de recensements militaires établis en mairie, les listes de morts et bien sûr les registres d'état civil, sans oublier les témoignages nominalement systématiquement inventoriés. Ainsi quand cela était possible, assez empiriquement au gré des recherches, j'ai récupéré des fiches matricules mises en ligne pour d'autres centres de recrutement que celui de Béziers, celui de Montpellier et également ceux d'autres départements en particulier l'Aveyron, l'Aude et le Tarn mais aussi la Meurthe et Moselle. La méthode relève d'un certain empirisme assumé mais permet d'obtenir une liste d'environ 3700

mobilisables et 3400 mobilisés même sur un temps très court que je pense être plus proche de la réalité du canton, ce qui correspond à peu près au nombre de 20 % de la population nationale.

Le croisement des données permet de surmonter en partie deux difficultés qui se sont présentées à Jules Maurin. La première était celle d'appréhender les identités familiales, dont il mesurait l'intérêt mais qui étaient impossibles à approcher par les seuls registres matricules, sauf s'il s'agissait d'orphelins ou de soutiens de famille et la seconde était la quasi impossibilité d'identifier socialement les soldats à travers les registres.²²⁹ Il constatait en effet que « dans les professions de l'agriculture, la part des statuts sociaux indéterminés est massive et que parmi les cultivateurs elle est de 88% dans l'ouest Héraultais. »²³⁰ Comblant ces deux manques, celui du statut social des agriculteurs et celui de la situation familiale, sera donc un aspect de cette étude car les itinéraires des soldats peuvent être interrogés au prisme de ces deux éléments majeurs de leur identité. Ils peuvent encore l'être, grâce à leurs adresses, par leurs liens de sociabilités voire de solidarités de rues et de quartiers. Par conséquent, le croisement de ces deux types de sources quantitatives permet d'obtenir des renseignements plus précis sur chaque individu tout en proposant des données statistiques sur la société cantonale qui devient une population de référence afin d'évaluer et de prendre la mesure de la représentativité des témoins dont les noms apparaissent parfois dans d'autres traces et de leurs expériences narrées.

Enfin, tandis que Jules Maurin se plongeait dans les expériences militaires des poilus lozériens et biterrois par le biais de l'étude quantitative, un autre historien méridional, confronté à la critique de la domination des Annales dans le champ de recherche, Michel Vovelle, constatait que

« Les nouveaux snobismes du jour ne sont point tendres à l'égard du scrupule du décompte massif où ils voient l'expression d'un positivisme attardé. Pourtant c'est bien ce détour par le quantitatif qui permet de tirer de leur silence les anonymes, les groupes ou les masses qui n'ont point eu le privilège d'une expression littéraire »²³¹

²²⁹ Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, p. 57

²³⁰ Jules MAURIN *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, p. 242

²³¹ Michel VOVELLE, *De la cave au grenier*, Fleury, Aix en Provence, 1980, p. 10

Force est de constater que même quand ils ont eu une expression littéraire durant la guerre, aussi infime soit-elle, c'est bien le détour par les sources privilégiées du quantitatif que sont les différents registres qui permet de bien mieux ramener ces « anonymes » dans le ballet de l'Histoire. C'est la prétention qui conduit à l'élaboration d'une cinquième et dernière liste globale qui est celle des quelques 150 à 180 témoins militaires ou civils qui accompagnent l'ensemble de ce travail, au départ presque tous anonymes et à l'arrivée un peu moins. Les registres d'état civil aujourd'hui en ligne, ont donc été consultés dans trois directions ; avoir d'abord une approche comptable de la population dans une perspective quantitative afin de mesurer les incidences démographiques du conflit sur la petite société, permettre l'identification des témoins et de leur réseaux de relations et enfin faire émerger d'autres acteurs car ces registres portent souvent les seules traces nominales de populations arrivées durant le conflit comme les réfugiés, les prisonniers ou les travailleurs coloniaux. Leur consultation en mairie a cependant permis de constater que ces derniers proposaient souvent plus de mentions marginales que ceux en ligne, c'est-à-dire des informations inscrites à côté de l'acte concernant les mariages, les divorces, les décès à venir ou bien encore les « Morts pour la France » ou les « Pupilles de la nation ».

RAPPEL

La liste 1 est issue des quatre recensements de 1911.

La liste 2 est issue des quatre recensements de 1921.

La liste 3 est issue des registres matricules du canton et de quelques fiches isolées.

La liste 4 est issue du croisement des trois précédentes.

La liste 5 concerne uniquement les témoins et leur réseau.

1.1.4.2. À toutes les échelles.

Excepté celle d'Agde qui bénéficie de son propre service d'archives, les municipalités de Bessan, Marseillan et Vias ont confié au dispositif *Mission 34* qui relève des archives départementales de l'Hérault, le soin d'inventorier, de classer et de proposer des modalités de conservation de leurs fonds pour les mettre à disposition du public, ce qu'elles font avec plus ou moins de possibilités matérielles, et de grâce. Certains cartons même disparates révèlent des surprises par l'importance de leurs contenus et la complémentarité qu'ils offrent entre communes et avec les fonds départementaux : par exemple, les demandes d'allocations journalières de soutien aux

« familles nécessiteuses » sont absentes de ces dernières mais présentes en partie à Bessan et en totalité à Marseillan où se trouvent également tous les fonds concernant les monuments aux morts, alors que pour les trois autres communes, ils se trouvent à Montpellier.

Toutes les mairies ont préservé d'abord dans la série D, celle de l'administration générale de la commune, les registres des délibérations de leur conseil municipal – 1D -. Le temps de guerre ne change rien dans leur rythme qui est d'une réunion par mois plus ou moins partout mais il manque à Bessan la période qui court du mois d'août 1914 à juillet 1915. De même, toutes ont conservé l'intégralité des registres des arrêtés du maire. Si à Agde et Marseillan, leur nombre ne varie pas par rapport à la période précédant le conflit, il n'en est pas de même pour les plus petites : Bessan et Vias prennent respectivement quatre et six arrêtés chacune pendant la guerre contre une quinzaine dans les cinq années précédentes et les cinq suivantes ce qui vient peut-être souligner les difficultés administratives rencontrées par les mairies. Le second volet des actes administratifs après les arrêtés qui est constitué de la correspondance active avec la préfecture connaît un sort très variable. Les quatre registres marseillanais sont extrêmement fournis durant tout le conflit et concerne de nombreux sujets. Agde ouvre un nouveau registre le 4 août, il est tenu très précisément jusqu'à la fin de l'année 1915 puis est de moins en moins régulièrement jusqu'à finir par se tarir totalement en juillet 1916. Ceux de Vias sont inexistantes et ceux de Bessan ne concernent que les allocations journalières à partir de décembre 1914, puis les remises de diplômes aux soldats décédés à partir de 1917. Agde détient encore dans cette série D un plan de la commune établi par l'agent voyer du canton en 1909, très sollicité dans ce travail.

La série H qui regroupe spécifiquement les affaires militaires est présente partout mais est classée différemment à Agde. Elle accueille notamment les tableaux de recensement des jeunes gens des classes mobilisables qui constituent les bases préparatoires aux registres matricules : Agde ne conserve que huit années éparées, Marseillan, ceux qui vont des classes 1905 à 1938, Vias les possède tous et Bessan aucun. Certaines sont accompagnées de courriers. Une sous-série 4H, rassemble les documents relatifs aux mesures d'exception et faits de guerre et ce sont les sous-séries 4H2 à 4H5 qui sont relatives à la guerre de 1914-1918. S'y trouvent les recensements des soldats "Morts pour la France", ceux des prisonniers, des veuves de guerre, le

magnifique "Livre d'or des morts de la guerre" à Marseillan, les instructions et diverses correspondances avec la préfecture ainsi que des documents relatifs au ravitaillement, aux réquisitions, de vin notamment, au logement des troupes et des réfugiés. Un état des propriétaires récoltants donateurs de vin à "l'Œuvre du vin aux soldats" est présent dans les fonds agathois et marseillannais où comme à Bessan se trouvent des listes de viticulteurs concernés par les réquisitions. Existe encore dans les deux petites villes un fonds concernant l'Amicale des blessés, mutilés et malades de la Grande Guerre et un autre sur la réquisition du théâtre municipal par l'autorité militaire. La série I concerne la police locale, l'hygiène publique et la justice ainsi que les hôpitaux temporaires créés à Marseillan et Agde.

La sous-série 1K rassemble des sources sur les élections municipales notamment de 1919. Les registres de budgets et comptes communaux sont rassemblés dans la série L. Ce qui intéresse les édifices communaux, les monuments et établissements publics comme la construction des monuments aux morts avec des listes des souscripteurs, des devis, des plans et des photographies à Vias et Marseillan se trouve dans la série M. Elle est complétée par la sous-série 4N2 relative au cimetière et aux attributions de concessions gratuites aux soldats "Morts pour la France". Les séries Q - Assistance et prévoyance - donnent quelques informations sur la politique d'assistance des personnes âgées notamment privées de leur soutien de famille. Dans des séries semi-classées, les archives municipales agathoises ont également un fond conséquent sur le collège d'Agde qui en 1914, possède encore un statut municipal, composé de plans, de discours et de photographies. La presse locale, c'est-à-dire *l'Avenir Agathois*, absent durant le conflit ou presque, qui renaît progressivement à partir des années 1920 et couvre plus ou moins le canton, représente cependant une source importante pour accéder aux discours des édiles anciens combattants lors des cérémonies publiques et donc pour se pencher sur les mémoires du conflit. Il est consultable sous forme numérisée aux archives municipales qui possèdent encore les listes des propriétaires fonciers dans des tables annuelles qui accompagnent les plans cadastraux, donnant la possibilité d'évaluer les biens immobiliers professionnels, en particulier la taille et les types de cultures des terres agricoles et l'importance des propriétés. De même, conservées en mairie d'Agde, le registre de matrice générale des contributions directes -196 H pour l'année 1914 - dues pour chaque foyer d'habitation, donne la valeur locative des logements ou

commerces en francs, adresse par adresse, permettant d'affiner certains itinéraires familiaux entre 1911 et 1914.

Par ailleurs, pour contrôler, encadrer et compter, l'Etat de guerre donne naissance, parfois dès 1914, à davantage encore de listes nominatives, toujours présentes de façon plus aléatoire ou partielle en mairies. Partout sauf à Vias, on trouve ainsi des registres nominatifs des entrées et des sorties des étrangers établies par le commissariat de police à partir de la fin de l'année 1915 comme le gouvernement l'y oblige. De même chaque mairie conserve des listes sans cesse recommencées, inscrites sur des feuilles volantes ou des cahiers d'écoliers, des soldats morts ou disparus pendant le conflit. Agde possède également le registre des inhumations au cimetière. Agde et Bessan ont la particularité de conserver des listes de soldats prisonniers datant de juin 1915 ainsi que celle des soldats médaillés et cités. Vias possède pour 1918, la liste des soldats présents sur la commune au titre de l'entraide agricole.

De riches fonds privés agathois et marseillannais sont pour partie déposés aux archives municipales en ce qui concerne Agde, alors qu'à Marseillan, les deux cartons du fonds Filliol déposés par la famille ont disparu en 2018. Certains sont toujours conservés par leurs propriétaires mais ensemble, ils représentent encore un fonds inestimable et inépuisable. Il en est de même des photographies publiées notamment en plusieurs volumes chez des éditeurs locaux et donc proches souvent des cartes postales. Enfin, par les noms gravés dans le marbre des six monuments aux morts et des nombreuses plaques commémoratives sur les tombes et caveaux des cimetières, dans les églises ou les établissements scolaires, ou bien encore plus simplement sur les plaques dénominatives des voies publiques, l'épigraphie et l'odonymie forment une dernière source locale écrite d'importance concernant tant les individus que les mises en œuvre, souvent hésitantes, du deuil et de la mémoire de la guerre dans les espaces privés et publics communaux. Le paysage urbain enfin, peu transformé en certains lieux, reste riche d'enseignements.

Une multitude de traces dispersées dans de multiples fonds a été également traquée dans divers cartons des archives départementales de l'Hérault. Le travail a été facilité par un inventaire spécifique établi en 1913 par ce service et mis en ligne sous le titre « La Grande Guerre (1914-1918). Etat des sources », auquel il a été cependant

nécessaire de rajouter d'autres fonds. Présenter les plus utilisés permet d'en souligner la diversité.

La série M, administration générale et économie, proposent plusieurs documents essentiels. La sous-série 1M réunit les documents produits par le cabinet du préfet. Outre ceux à caractère officiel et public tels que les distinctions honorifiques et les hommages publics, s'y trouvent des renseignements sur les répercussions de la guerre dans la vie locale comme ceux sur les œuvres de guerre et les journées de solidarité ou le recensement des besoins des communes pour charges exceptionnelles de guerre. La sous-série 4 M – Police - contient des rapports concernant le contrôle des associations et des individus. Les mesures de contrôle et de surveillance relatives aux étrangers se multiplient et sont durcies. La surveillance est accrue dans tous les domaines de la vie quotidienne, ainsi on trouve le détail des mesures prises et quelques rapports de police concernant le canton. Trois sujets traités dans la sous-série 6 M - Population, économie et statistiques – ont trait à la guerre : les naturalisations, l'aspect économique avec les problèmes de ravitaillement, enfin le contrôle de la circulation fluviale et ferroviaire. Mais là également se trouve la statistique agricole établie annuellement dans chaque commune à l'échelle du canton et qui, à défaut d'autres sources, permet de mesurer l'importance des réquisitions de chevaux et l'évolution des productions. De même, la déclaration de récolte obligatoire depuis 1907 renseigne sur les fluctuations de la production viticole. La sous-série 7M, agriculture, eaux et forêts témoigne des effets de la guerre dans le département par les problèmes posés par la main-d'œuvre agricole, en particulier viticole dont les difficultés de recrutement local qui incitent au recrutement de main-d'œuvre étrangère.

La sous-série 1N contient les délibérations du Conseil général, de sa commission permanente et les rapports du préfet à cette assemblée. Pendant la période de la Première guerre mondiale, on trouve parmi ces délibérations et rapports, l'action du département pour affronter la crise comme les subventions aux soldats, les aides aux familles, la création d'hôpitaux pour les blessés. C'est également là que l'on peut trouver des traces de l'activité du conseiller général du canton, Jean Bédos. Dans la série O relative à l'administration communale se trouvent des documents concernant la mobilisation des employés communaux et des problèmes qui en découlent. La question des sépultures militaires est également très importante dans les communes : concessions

perpétuelles, restitution de corps. Les documents les plus importants concernent les Monuments aux Morts.

Concernant les finances, les fonds relatifs à la création d'une imposition extraordinaire pour participer à l'effort de guerre à partir de 1916, sont censés se trouver dans la sous-série 2 P provisoire – Contributions directes - mais ce fond ne contient que des pré-listes. D'autre part, il existe dans ce fonds quelques rapports du service des douanes concernant le renforcement du contrôle des ports et des différents transits agathois et marseillanais. La Série R – Affaires militaires et organismes de temps de guerre - est de loin la plus riche. Toutes ses sous-séries de 1 à 10 sont concernées. Les fonds qui la constituent proviennent essentiellement de la préfecture, mais également d'organismes militaires, tels que le recrutement, le conseil de guerre de la XVI^e Région, les Anciens combattants et Pupilles de la Nation, le ravitaillement civil. La partie concernant les fiches matricules est mise en ligne. On peut noter, qu'à la différence du centre de recrutement de Montpellier qui présente de nombreuses lacunes parmi les registres, celui de Béziers propose des séries quasiment complètes. La sous-série 4S, mer, ports, transports maritimes, contient les fiches matricules des inscrits maritimes du canton et des rapports sur les activités des ports d'Agde et de Marseillan. La série T – Enseignement général, affaires culturelles, sport - donne pour ce qui nous intéresse, essentiellement des informations sur les relations entre le principal du collège, Marcel, l'inspection académique et le rectorat, entre lesquels il apparaît que les échanges sont nombreux et tendus. Mais elle ne comporte rien sur les écoles élémentaires du canton durant le conflit. La série U – Justice - comprend pour l'essentiel des documents provenant des tribunaux de première instance et concerne l'attribution du titre de « Pupille de la Nation » aux enfants des militaires tués ou grièvement blessés lors du conflit. Instituée par la loi du 29 juillet 1917, cette adoption confère au bénéficiaire une protection et des aides de l'Etat. C'est donc la sous-série 3U 1 relative au tribunal civil de Béziers qui est concernée par notre recherche. S'y trouvent les demandes et décisions d'adoption par la Nation ainsi que les requêtes pour la mention "Mort pour la France". La sous-série concernant la justice de paix du canton d'Agde, 4U1/40 s'est avérée par ailleurs très lacunaire. Comme pour beaucoup d'autres documents, il manque notamment les années 1916 et 1917. Dans les séries Fi – images -, enfin, ont été récupérées trois photographies relatives au canton.

À l'échelle nationale, la multiplication des mises en ligne par les services des différents ministères et institutions effectuées en perspective du centenaire de la guerre a rendu possible l'accès à de nombreuses sources et c'est l'occasion de souligner encore ce que doit ce travail à la numérisation. Les archives du Service Historique de la Défense présentes sur le portail *Mémoire des hommes*²³² ont permis par leur diversité et leur quantité, l'accès à un nombre quasi exhaustif des fiches des soldats décédés durant la guerre, qu'ils soient porteurs ou pas de la mention « Morts pour la France » mais également à des lieux de sépultures, aux journaux de marche et des opérations – JMO - des unités militaires, et enfin, aux dossiers judiciaires des condamnés à mort par les conseils de guerre et exécutés. En complément, le site de recensement en cours d'élaboration *Genealogie/Grand-Memorial* qui met en ligne toutes les fiches matricules à l'échelle nationale a pu s'avérer utile²³³. Le Ministère de l'économie et des finances a également mis en ligne à l'occasion du Centenaire les listes des entreprises qui avaient été soumises à partir de 1916 au paiement exceptionnel d'un impôt direct sur leurs bénéfices de guerre, classées département par département. Celui de l'Hérault correspond aux côtes B-0015311/1 à B-0015314/1.²³⁴ L'association de La Croix Rouge encore a déposé en 2014 sur son site officiel la totalité des fiches individuelles des prisonniers de guerre dont elle dispose²³⁵. La BNF sur son site *Gallica* permet encore d'accéder à des sources aussi diverses que les historiques régimentaires, le témoignage de l'instituteur de Soubès Jean Antoine Sauzet ou la collection du quotidien régional d'obédience radicale, *le Petit Méridional*. Le ministère de la culture et les archives nationales ont ouvert encore à la consultation les dossiers des titulaires de la Légion d'honneur sur le site *Leonore.org*. Accompagné de vérifications systématiques dans les registres d'état civil, le site privé collaboratif *Généanet* a permis de retrouver des inconnus inscrits dans leur généalogie alors que pour d'autres, inversement, la recherche s'est avérée vaine.

²³² En ligne, www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr

²³³ *En ligne*, <http://www.culture.fr/Genealogie/Grand-Memorial>

²³⁴ www.economie.gouv.fr/files/directionsservices/caef-marches-publics-14-18/PDFdepartements/Herault.pdf. / <https://www.economie.gouv.fr/saef/fiscalite-impositions-liees-a-premiere-guerre-mondiale>. Bénéfices de guerre classé par département

²³⁵ Site de la Croix Rouge, n en ligne, <https://grandeguerre.icrc.org/fr>

Pour conclure ce long inventaire, on ne saurait omettre dans l'immense profusion des références proposées sur la toile concernant 1914-1918, les liens proposés par les très nombreux sites associatifs comme celui du CRID 1914-1918, par les pages de ceux des collectivités territoriales ou bien encore les sites privés de passionnés comme *Le Chtimiste* concernant les régiments et combattants.

C'est donc dans un premier temps essentiellement grâce à l'étude exhaustive des registres de dénombrement de population croisés à d'autres sources que les contours d'une petite fraction de la société française délimitée par son cadre géographique et administratif cantonal ont pu être dessinés. Comme partout, beaucoup de ses habitants ont laissé des traces de leur expérience personnelle du temps de guerre et à l'image de la société cantonale et nationale au moins, ils sont majoritairement issus des catégories populaires. Rien d'étonnant à cela puisque comme le rappelle Agnès Steuckart concernant la France, « 50 % du contingent de soldats sont des peu lettrés. »²³⁶. Ce sont ces traces privées inédites à valeur de témoignages, issues de ce territoire réduit qui ont été prioritairement collectées pour constituer en corpus le plus vaste possible la composante majeure d'un matériau de recherche. Les sources sérielles, à nouveau, ont permis d'en identifier les auteurs. Au-delà de la présentation de la multiplicité des sources convoquées, ce chapitre avait donc également pour ambition d'exposer un « je de méthode »²³⁷²³⁸. En présentant le choix d'une démarche qui met au centre de l'étude, de ses possibilités aussi bien que de ses impasses, des parcours individuels d'inconnus étudiés dans la durée et formant société, il plaide pour une étude des témoignages, considérés dans leur grande diversité formelle - textes, cartes postales, photographies - comme les expériences sociales croisées et comparées d'hommes, de femmes et d'enfants, de civils et de militaires ancrés dans un territoire. Cependant, même proche de la composition socioprofessionnelle des habitants du canton et du pays, ce corpus porte ses limites ; Sa composition ne peut permettre ou si peu d'approcher les expériences des centaines d'Italiens, Espagnols, de réfugiés, de soldats algériens et

236 Agnès STEUCKARDT (éd.), *Entre village et tranchées : l'écriture de poilus ordinaires*, opus cité, p.10.

237 Ivan JABLONKA, *L'histoire est une littérature contemporaine, Manifeste pour les sciences sociales*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « Points Histoire », 2014 (2007), p. 289-294

indochinois, voire allemands, que la guerre a fait échouer pour un temps dans le canton et en s'y limitant, il deviendrait encore plus facile de les oublier. Il faut donc convoquer à nouveau les sources sérielles pour faire émerger d'autres acteurs. C'est donc dans l'attention maximale portée aux indices les plus divers tout autant qu'aux conditions de leur élaboration que ce récit pourra démarrer, en tentant d'éclairer les premières expériences de l'été 1914, pour trouver progressivement son aboutissement.

1.2. CHAPITRE 2. LE « GRAND EVENEMENT » DE L'ETE 1914

« En ce qui me concerne je reste candidat car je croirais manquer à mon devoir si j'abandonnais le drapeau que de tristes événements ont mis entre mes mains (...)»²³⁹ Parmi les conseillers municipaux, plusieurs malheureusement manquent à l'appel, j'ai nommé Gerbal, Déjean, Pougnet. Parmi eux il y en a un dont nous conservons le souvenir particulièrement ému, Pougnet Amédée qui a trouvé une mort glorieuse sur le champ de bataille, le 6 octobre 1915, face à l'ennemi, à Mareuil (Pas-de-Calais). En votre nom j'adresse aux familles de nos collègues disparus nos condoléances émues. À peine avons-nous entrepris la lourde tâche que nous avait confiée nos concitoyens, qu'un grand événement venait frapper la France entière, le monde entier devrais-je dire !

Journée à jamais inoubliable ; le 2 août 1914, la mobilisation générale sonnait et tous avec un courage et une abnégation exemplaire courrions à la défense de la patrie pour repousser la horde barbare qui menaçait d'envahir le pays. Pas un seul ne manquait à l'appel. Depuis lors, que d'événements nous avons eu à subir, que d'heures pénibles nous avons vécues, que de morts cruelles n'avons-nous pas à déplorer ! Marseillan, hélas, a payé son large tribut ! Pour tous ceux qui sont morts pieusement pour la Patrie, j'adresse à leurs familles le souvenir sincèrement ému du conseil municipal. Que la mort glorieuse de ces chers disparus soit un soulagement à la peine de leurs familles éplorées. À ceux qui nous sont revenus de la Grande Guerre avec de glorieuses blessures, à nos chers mutilés, j'adresse notre reconnaissance et notre parfait dévouement. Enfin j'adresse l'assurance de notre profonde admiration à nos braves poilus, qui sont revenus de cette horrible tuerie, qui ont vécu les jours sans fin des tranchées, et qui ont eu à supporter sans faillir les grandes privations que leur a imposées une si terrible campagne. Grâce à eux et avec l'appui de tous nos alliés, la France a pu briser l'élan toujours plus terrible de notre plus implacable ennemi et sortir victorieuse de cette grande épreuve, couverte de gloire et plus grande que jamais. Nos héroïques soldats ont fait l'admiration du Monde et Marseillan est fier de ses enfants.

Cependant pour ceux d'entre nous que la mobilisation n'avait pas encore touchés, la tâche qui restait à accomplir n'en était pas moins lourde. La mobilisation venait d'arrêter tout trafic et il fallait parer sans tarder aux difficultés qui allaient surgir de l'état de siège. Nous nous mîmes résolument à l'œuvre. Pour parer aux besoins urgents, nous organisons un service de secours aux familles nécessiteuses. Des distributions de lait furent faites aux enfants en bas-âge que la guerre venait de priver de leur soutien, etc. Le ravitaillement devenant de plus en plus difficile, nous nous mîmes résolument à la tâche, tout menaçait de nous manquer. La farine surtout nous donnait de gros soucis. C'est alors qu'avec l'aide et le concours de quelques personnes de bonne volonté, nous avons paré au manque de pain par l'achat d'un stock de farine. Grâce à cela Marseillan n'a pas connu, n'a pas eu à souffrir de jours terribles sans pain (...) Comme toujours le pays nous est resté fidèle et cela parce que notre politique a été toute de mesure et de justice et que au mépris même de nos amitiés et de nos intérêts, l'intérêt de tous a été notre seul souci

Partisan de toutes les réformes devant améliorer le sort des humbles, nous avons toujours suivi une politique républicaine sans haine ni parti pris Au sein de notre assemblée nous n'avons jamais eu la moindre voix discordante. Vous avez toujours assisté aux réunions et nos séances ont été des plus cordiales ce qui nous a permis de pouvoir mener à bonne fin les divers problèmes que cette terrible guerre nous a imposés. Les divers projets que nous avons tous à cœur de voir se réaliser entre autres le grand projet d'adduction d'eau n'ont pu être exécutés par suite des graves circonstances que nous venons de traverser. Espérons-le ce ne sera que partie remise. Un seul mes chers collègues a pu enfin se réaliser, projet qui a eu l'approbation de tous les cœurs vraiment Marseillanais. C'est l'acquisition de l'immeuble dans lequel nous avons actuellement transféré notre maison commune et qui avec quelques modifications sera une des plus vastes et des plus belles mairies du département. Grâce à cette acquisition nous avons pu doter la jeunesse Marseillanaise d'une salle de bal et notre Musique d'une vaste salle de répétitions. Marseillan était vraiment digne de cet immeuble qu'il nous soit permis d'en être fiers.

Vive Marseillan ! Vive la République ! »²⁴⁰

²³⁹ Le discours commence par un hommage appuyé à son prédécesseur, Jean Bertouy, maire durant 27 ans qui est décédé en 1913 ainsi qu'au secrétaire de mairie, Jean Lapeyre, qui vient de prendre sa retraite.

²⁴⁰ AMM, sous-série 1D17, registre des délibérations du conseil municipal, 1916-1921, 20 novembre 1919 ou en ligne sur. ADH en ligne, délibérations municipales de Marseillan, 1M643/6, p. 89-91, « Allocution du maire » en fin de conseil.

Au terme de quatre années de commémorations qui se sont traduites par un très grand nombre de publications sur la Grande Guerre, certains historiens ont pourtant considéré que le succès de la mobilisation soulevait toujours des interrogations restées sans réponse. C'est le cas de Sylvain Bertschy et Philippe Salson qui dans la conclusion d'un ouvrage collectif paru en 2018 ont relevé « combien la mobilisation dans son acceptation première reste mal connue », se demandant « comment les acteurs et institutions publiques, au niveau local, assurent-ils ce qui a été perçu comme un succès. »²⁴¹

Prononcé juste avant les élections municipales de novembre 1919, le dernier discours du maire de Marseillan, en forme de bilan de mandat tout autant que de programme électoral permet en revenant longuement sur les premiers jours d'août 1914 d'esquisser quelques pistes de réponse, au plus près des acteurs, à l'échelle d'une petite ville languedocienne. Caractérisé d'abord par la forte cohérence logique d'une narration composée à l'aune de la victoire, le parallèle opéré entre la situation des soldats « qui ont vécu les jours sans fin des tranchées » et « Marseillan qui n'a pas eu à souffrir de jours terribles sans pain », insiste sur la construction dans l'épreuve d'une organisation commune nourrie d'un fort sentiment d'appartenance communautaire qui en transcendant les fronts, s'impose comme une compensation salvatrice dans l'appropriation d'un deuil massif qui imprègne lourdement tout le texte. Mais au-delà de l'instauration d'une Union sacrée spontanée dans « la défense de la patrie pour repousser la horde barbare qui menaçait d'envahir le pays », ce qui interpelle, c'est bien l'accent mis à la fois sur la rapidité et l'intensité extraordinaires d'une rupture marquée par les départs massifs des soldats et par les réactions institutionnelles immédiates des élus qui font corps à cette occasion avec les notables de la commune. La mobilisation semble avoir généré immédiatement une dynamique collective puissante et ordonnée par ses élites locales, qui arrête tout pour emporter tous vers la guerre et dont l'efficacité pourrait d'ailleurs trouver son débouché symbolique dans l'édification de la nouvelle mairie de la commune dès 1919. Le premier magistrat de la ville qui se démultiplie en un « nous » omniprésent devient le chef d'orchestre de la gestion d'une situation exceptionnelle.

²⁴¹ Sylvain BERTSCHY et Philippe SALSON, *Les mises en guerre de l'État: 1914-1918 en perspective*, Lyon, ENS Éditions, 2018, p. 331

Pour autant, répondre en août 1914 à l'ordre de mobilisation quand on est un homme, soumis aux obligations militaires, qui connaît déjà le chemin de la caserne pour l'avoir plusieurs fois emprunté, et avant lui son père peut-être, est une chose. Expliquer la rapidité, l'ampleur et l'efficacité d'un processus qui implique autant d'acteurs différents en est une autre. Pour André Loez, la réussite de « l'entrée en guerre » de la France ne fait que dévoiler

« L'efficacité qu'a atteinte l'Etat-nation comme cadre social en 1914. Il repose sur des pratiques et des politiques — intégration économique et maîtrise du territoire, service militaire, identification des individus, diffusion d'une langue nationale et de modèles de comportement par la presse et la scolarisation obligatoire — irréductibles à un "sentiment". Pour des hommes socialisés dans le cadre de l'Etat-nation, répondre à la mobilisation est la seule conduite socialement pensable »²⁴²

Dès lors, partout, pour les individus, acteurs de ces temps, civils ou militaires, hommes ou femmes, la question ne se pose pas ; Les hommes mobilisables partent à la guerre, aidés par ceux qui ne partent pas. Mais comment ces derniers leur facilitent-ils la tâche pour que soit indéniable ce succès qui a sa traduction visuelle dynamique dans l'espace : Si « la France est une gare »²⁴³, chacune de ses communes est une rue y conduisant des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ?

Ce chapitre interrogera les modalités par laquelle cette efficacité de l'État-nation est atteinte dans le maillage social resserré d'une fraction de territoire de l'arrière, pour trouver en quelques jours, voire en quelques semaines, son aboutissement. Pour cela, seront auscultés, dans la richesse événementielle du temps court que représentent les deux premiers mois de guerre, les comportements adoptés par l'ensemble de ses acteurs, militaires et civils, institutionnels et privés, confrontés aux dynamiques de l'évènement dans les quatre communes. Cependant, pour Vias et plus encore peut-être pour Bessan, les sources manquent singulièrement, signe peut-être déjà de la désorganisation administrative que les deux plus petits bourgs du canton doivent affronter comme une première conséquence de l'état de guerre. Prendre d'abord la mesure de l'ampleur de la mobilisation militaire et de sa diversité, c'est constater son indéniable réussite pour se pencher sur les multiples facteurs locaux qui l'expliquent, tant au niveau des institutions qu'à celui des individus.

²⁴² André LOEZ, 14-18, *Les refus de guerre. Une histoire des mutins*, Paris, Gallimard, Folio, 2010, p. 43.

²⁴³ Joseph DELTEIL, *Les poilus*, Paris, Grasset, coll. « Les Cahiers Rouges », 2013 (1926), p.31.

Pour cela il sera tenté de séparer l'évènement de ses mémoires et en commençant par le rôle joué par l'armée très présente au chef-lieu du canton. De façon évidente et plus encore peut-être, les municipalités, relais efficaces de l'autorité préfectorale, s'imposent comme les actrices majeures de cet été 1914. Enfin, lever un voile sur les toutes premières expériences combattantes en Lorraine, en croisant notamment plusieurs témoignages de soldats mobilisés dans la 31^e division d'infanterie où se retrouvent de nombreux fantassins du canton avant la grande refonte des régiments, permet de commencer à s'intéresser aux différents outils sollicités par les uns et les uns dans la construction immédiate de ponts susceptibles de maintenir des liens entre les fronts malgré la distance géographique.

1.2.1. Une réussite préparée et orchestrée.

1.2.1.1. Sous l'uniforme. Prendre la mesure d'un succès militaire

1.2.1.1.1. Les quelques-uns qui restent et tous ceux qui partent

D'après les registres matricules, d'août à l'automne 1914, quasiment tous les soldats appelés, soit ceux des classes 1892 à 1913, ces Méridionaux que les rapports militaires de 1907 pourtant soupçonnaient très fortement, si ce n'est accusaient, d'antimilitarisme, voire d'antipatriotisme, répondent à l'appel. Soit 2283 soldats qui représentent 83% des 2754 hommes qu'à cette date l'âge rend mobilisables et 67 % du total de l'ensemble de la durée de la guerre. Plus de 300 d'entre eux cependant, appartenant pour l'essentiel aux classes 1911 à 1913, font partie des quelques 700 000 hommes de l'armée d'active française déjà sous les drapeaux. Les autres appartiennent aux 3 781 000 militaires, dont 2 234 000 combattants, mobilisés en moins de deux semaines²⁴⁴ par les institutions de la République.

²⁴⁴ Jean-Jacques BECKER, Gerd KRUMEICH, *La Grande Guerre. Une histoire franco-allemande*, Paris, Tallandier, 2008, p. 135.

Tableau 1-5. Été 1914. Mobilisables, non mobilisés et mobilisés²⁴⁵.

HOMMES MOBILISABLES DU CANTON			HOMMES NON MOBILISÉS		
STATUT MILITAIRE	NOMBRE	%	RÉFORMES	121	25,5%
NON MOBILISÉS	471	17 %	ÉXEMPTÉS/AJOURNÉS	243	51,5%
UNITES COMBATTANTES	1986	72 %	BAGNE	2	0,5%
UNITES NON COMBATTANTES	297	11 %	INSOUMIS	3	0,5%
TOTAL	2754	100 %	SURSITAIRES	6	1,5%
			Non affectés ou affectés sp	84	18%
			DÉTACHÉS	12	2,5%
			TOTAL	471	100%

L'armée a fixé très tôt les conditions qui permettent d'être définitivement dispensé de passage devant le conseil de révision. Elles sont diffusées et affichées dès septembre au chef-lieu à l'occasion du premier réexamen des situations militaires sur le point déjà de se tenir :

« Avis aux exemptés et réformés des classes 1887 à 1914 qui sont atteintes d'infirmités ci-après ; Perte de membres d'une main ou d'un pied, d'un pouce, paralysie atrophie, ankylose, déviation de la colonne vertébrale, perte de la vue ou d'un œil, idiotie, obésité de plus de 100 kg, de vouloir bien se présenter à la gendarmerie pour y retirer le certificat numéro 3 qu'ils devront remettre à la mairie avant le 24 courant au matin »²⁴⁶

Deux grandes catégories composent ceux qui ne partent pas. La première, majoritaire, comprend les réformés, exemptés et ajournés pour diverses raisons, essentiellement physiques et médicales mais dont les trois quarts sont récupérés dès début décembre par un conseil de révision spécial²⁴⁷. Les affectés spéciaux comme les employés des chemins de fer ou les non-affectés et les sursitaires étudiants, des douanes, du port ou de certaines administrations suffisamment importantes forment le second groupe. Une cinquantaine de cheminots, les plus jeunes et employés, rejoignent cependant l'armée dès fin août. Louis Arnal, le secrétaire de mairie d'Agde, reste à son poste jusqu'en juillet 1917 avant de connaître un très bref enrôlement achevé dès novembre. Inversement, le commissaire de police, Henri Schmitt, garde sa fonction dans la ville toute la durée du conflit comme le gardien du phare de Brescou, Jean Escaffre.

²⁴⁵ Classes 1892 à 1913 et engagés volontaires des classes 1914 et 1915

²⁴⁶ AMA, sous-série 2D 31, registre des arrêtés du maire, 1906-1917, 22 septembre 1914.

²⁴⁷ AMA 537, Liste nominative des exemptés et réformés maintenus dans cette situation, 1914. H1-01

Autant d'hommes qui occupent à leur modeste niveau des fonctions stratégiques dans les rouages du pouvoir et du fonctionnement des institutions et qui restent à leur poste. En août 1914, ce qui ressort d'abord de l'étude des affectations, c'est, y compris à cette petite échelle, à la fois leur très grande diversité et l'ampleur des départs. Parmi les mobilisés, presque deux mille soldats, soit 87 %, plus qu'à l'échelle nationale, sont affectés dans des unités combattantes ; unités de fantassins (infanterie, infanterie coloniale, chasseurs à pieds, tirailleurs, zouaves et légion étrangère), d'infanterie territoriale, du génie, de la Marine, de l'artillerie et de la cavalerie et à peine trois cents dans des unités non combattantes, essentiellement en service auxiliaire. En grande majorité, le recrutement est régional et quasiment tous les combattants rejoignent les casernes hébergeant les unités des 15^e et 16^e Corps d'armée ainsi que Toulon où se trouvent à la fois les casernes des 4^e et 44^e régiments d'infanterie coloniale dans lesquels de nombreux réservistes ont été réorientés au mois d'avril 1914 par changement de leur feuille de route mais aussi le 5^e dépôt des équipages de la flotte qui accueille les marins. Du fait des migrations de populations, quelques dizaines relèvent également des centres de recrutement de Perpignan, de l'Aude et du Tarn et de l'Aveyron.

Tableau 1-6. Répartition par corps des 2283 soldats mobilisés à l'été 1914²⁴⁸

NON COMBATTANTS 13 %	NOMBRE	%	COMBATTANTS : 87 %	NOMBRE	%
SERVICE AUXILIAIRE	187	62,97	UNITES DE FANTASSINS	943	47,48 %
E.T.E.	45	15,15	INFANTERIE TERRITORIALE	452	22,76 %
C.O.A.	31	10,43	MARINE	254	12,79 %
SERVICES DE SANTE	26	08,75	ARTILLERIE	202	10,17 %
GENDARMES	8	02,70	GENIE	87	04,38 %
			CAVALERIE	48	02,45 %
TOTAL	297	100,00	TOTAL	1986	100,00 %

Par rapport au pourcentage moyen avancé par J. Maurin, les fantassins sont moins nombreux que l'ensemble des soldats de l'arrondissement de Béziers (52%) en raison essentiellement de l'importance des marins. La majorité des territoriaux des classes 1896 à 1879 rejoignent à Béziers le 121^e RIT dont beaucoup sont renvoyés dans leur foyer, obtenant un répit de quelques jours, pour ne réintégrer la caserne qu'à partir

²⁴⁸ Classes 1892 à 1914 et engagés volontaires

du 20 août. C'est aussi le sort des plus vieilles classes, 1899 à 1902, de l'armée d'active. La réquisition des chevaux en occupe un certain nombre au mois d'août.

Cependant, dès septembre, commence déjà dans le pays une véritable noria des soldats entre le front, les dépôts et l'arrière. L'importance considérable des victimes dans les deux premiers mois de la guerre qui prend de court les États-majors oblige l'armée et le gouvernement à incorporer en permanence de nouveaux hommes. Aussi, tandis que les premiers morts sont plus ou moins enterrés, que les nombreux blessés et malades s'entassent dans des hôpitaux souvent de fortune, que les prisonniers sont amenés définitivement vers l'Allemagne, de nouvelles vagues sont appelées pour les remplacer. Cela commence par ceux pour lesquels l'incorporation était bien prévue à cette date, à savoir les hommes appartenant aux classes les plus âgées qui ont été appelés puis renvoyés en attendant la suite. Arrivent donc dans les dépôts à partir de septembre les soldats nés entre 1872 et 1875 qui rejoignent la zone des armées entre la fin de l'année 1914 et le printemps 1915 où c'est au tour de la majorité des classes 1889 à 1891 de la réserve de l'infanterie territoriale de rejoindre la caserne. Par ailleurs, dès le 7 septembre, l'armée incorpore par anticipation la classe 1914 : 123 jeunes gens quittent le canton, tandis que d'autres conseils de révision se réunissent pour récupérer les hommes jusque là épargnés. Dès lors l'armée n'a de cesse de recruter pour l'infanterie des soldats plus jeunes, plus âgés, plus abimés ou étrangers, avec un acharnement qui surprend Joséphine Palmier, dubitative, du résultat du conseil de la classe 1918 : « Hier on a passé le conseil aux jeunes. Eric a été pris dans l'auxiliaire mais Bénê a été bon pour le service armé et le pauvre lui qui est très myope. On a jusque pris celui de Carvenc qu'il est innocent on l'appelle Gleizous. »²⁴⁹

Ils sont ainsi quelques 1113 soldats supplémentaires à rejoindre successivement les dépôts à partir de l'automne 1914 jusqu'à celui de 1918 et au delà. Du mois d'août 1914 à novembre 1918, d'après leurs fiches matricules, 3686 hommes appartenant aux classes 1889 à 1919 ont été mobilisables, soit 19,42 % de la population totale du canton en 1911, c'est à dire un peu moins que le pourcentage de 21,5 % de la population française. 92,10 % des mobilisables, soit environ 3400 ont été finalement mobilisés y compris pour certains dans un temps extrêmement court, c'est-à-dire 3396 soldats dont encore

²⁴⁹ Joséphine à Louis Palmier, 30 mai 1916

une vingtaine d'engagés volontaires de la classe 1920 soit 18 % de la population du canton, ce qui correspond à peu près au chiffre national.

Tableau 1-7. 1914-1918. Répartition des mobilisables à leur incorporation²⁵⁰

RESULTATS DES CONSEILS DE REVISION	NOMBRE	POURCENTAGE
NON MOBILISES	290	07,90 %
UNITES NON COMBATTANTES	478	12,70 %
UNITES COMBATTANTES	2918	79,40 %
TOTAL	3686	100,00 %

1.2.1.1.2. L'enthousiasme par les marges : réfractaires et engagés volontaires

Tous les rappelés partent. Ou presque. Passées les mises à jour de huit fiches matricules d'étrangers comme celle de Paul Piroix, né en 1872 qui rappelle qu'il est garde suisse, des cinq soldats décédés depuis leur service militaire, ou qui sont sur le point de l'être comme le Bessanais Paul Noe visiblement retrouvé mort à Crucy le 15 novembre, passés enfin les six retards d'arrivée au dépôt rapidement régularisés, sur 22 jeunes gens déclarés initialement insoumis, il ne reste que trois vrais réfractaires. L'actualisation des listes peut néanmoins s'avérer longue : l'Espagnol François Boniello, classe 1911 ne s'est pas présenté devant le conseil de révision. Il est tout de même déclaré insoumis en 1914 et il faut attendre 1930 pour que la prise en compte de sa nationalité lui permette d'être rayé des listes. Vu de près, ce chiffre insignifiant est donc bien éloigné des 0,5 % estimé par Jules Maurin, des 1,5 % comptabilisé à l'échelle du pays, et des 13 % attendus par les autorités militaires alors que, rappelons-le, ce « Midi Rouge » était susceptible d'être particulièrement rétif.

Ces trois soldats composent une trace infime qui mérite pourtant d'être interrogée au moins pour ce qu'elle nous apprend des conditions des départs et de leur éventuel refus. Deux d'entre eux appartiennent à la classe 1900, c'est-à-dire aux vieilles classes de la réserve et leurs matricules se suivent presque, 1008 et 1012 au recrutement de Béziers. Le 3 août 1914, ils sont loin : l'Agathois Louis Esquive vit à Washington depuis la mort de sa mère en octobre 1908 qui l'a laissé orphelin. Déclaré insoumis le 4 juillet 1916 parce qu'il « ne s'est pas mis en route » comme l'exige son fascicule de mobilisation, il est finalement une semaine plus tard réformé définitivement par le consulat de France à

²⁵⁰ De la classe 1889 à la classe 1919 et engagés volontaires de la classe 1920

Washington. De même, l'ingénieur électricien Charles Carayon, sergent dans le génie, ne rentre pas de Rio de Janeiro d'où il est déclaré insoumis le 16 juillet 1916 jusqu'à ce qu'il soit rayé des registres en 1933. Ces deux exceptions tendent à souligner un premier aspect des mises en guerre cantonale en août 1914 : il paraît impossible à un soldat d'échapper à la mobilisation à moins d'avoir un océan entre son foyer et son dépôt militaire. Le troisième insoumis de 1914, le matelot François Durieu, classe 1903, a connu plusieurs condamnations et incarcérations pour des agressions armées ou des vols. Libéré en 1912, il a réintégré le dépôt de Toulon avant d'être démobilisé. Il ne se présente pas en août mais n'est déclaré insoumis que le 25 octobre 1915. Rattrapé par les gendarmes le 15 novembre à Naucelles dans l'Aveyron d'où il est originaire, il est emprisonné puis condamné le 19 janvier 1916 à trois ans de prison. Il choisit alors de s'engager à la mairie de Nîmes le 23 juillet 1917 et il est incorporé dans le 3^e bataillon de marche des régiments d'Afrique, unité combattante disciplinaire. Il y a là déjà bien du refus de subir le pire dans l'engagement volontaire. François Durieu est cependant cité le 1^{er} octobre 1918 comme « fusilier mitrailleur d'élite » et obtient la carte de combattant en 1933. Ces trois cas uniques mettent par ailleurs en lumière le fait que la recherche des insoumis qui jamais ne cesse, s'intensifie davantage encore à partir de 1916 lorsque le gouvernement met en place une politique méthodique de traque²⁵¹ alors que les batailles de Verdun et de la Somme, éclaircissent davantage les rangs. L'étude des engagements volontaires peut inversement permettre de mesurer l'enthousiasme, éventuellement patriotique des militaires.

D'après les tableaux de recensement, les fiches matricules, celles des soldats décédés mises en ligne par le Service Historique de la Défense et les transcriptions de décès dans les registres d'état civil du canton, ils sont 18 soldats, à peine plus nombreux que les cas d'insoumission, mais six fois plus tout de même à s'engager volontairement en 1914 : six dans l'infanterie, 4 dans l'artillerie, cinq dans la Légion étrangère, deux dans les SIM et un dans les ETE. Ils représentent eux-aussi une proportion infime des mobilisés ; six s'engagent en août, trois en septembre, deux en octobre, deux en novembre et cinq en décembre. S'il paraît difficile d'évoquer une vague d'enthousiasme en comparaison

²⁵¹ Philippe BOULANGER, « Le refus de l'impôt du sang : Géographie de l'insoumission en France de 1914-1922 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, No. 188 (Décembre 1997), pp. 3-25, Presses Universitaires de France, p.8

de celles qui se lèvent à partir de 1916 et surtout 1917, pour préférer un modeste élan, la faiblesse du chiffre souligne qu'il s'agit bien là de démarches individuelles dont les motivations nous échappent largement. Ces itinéraires individuels peuvent cependant être regroupés en quatre catégories : six très jeunes étudiants, employés ou fonctionnaires, appartenant tous à la classe 1916, peut-être nourris de flamme patriotique dans leurs études lycéennes, ont ensemble franchi le pas pour composer le groupe le plus fourni. Leurs engagements en conduisent quatre dans l'artillerie et deux dans l'infanterie, sans logique de date. Il est possible de rattacher à ce groupe, le soldat Louis Cabanes, né en 1890, dont le texte de la citation à l'ordre du régiment²⁵² permet d'éclairer, à la fois l'exceptionnalité de la démarche, la grande diversité des situations vécues au moment de l'annonce de la mobilisation et l'importance des mobilités géographiques qu'elle peut susciter. Le 2 août 1914, l'annonce saisit le jeune homme en Bohême, dans l'Empire austro-hongrois. Né à Lézignan-Corbières dans l'Aude, il est l'aîné d'une famille de quatre enfants dont le chef est greffier au tribunal de commerce d'Agde. Sa mère, Betty Friedérich est d'origine allemande. En 1913, après des études à Toulouse, il a quitté la maison familiale, rue St Sever, pour visiblement approfondir ses études de langues²⁵³. Sursitaire, il n'a pas effectué de service militaire. Dès l'annonce de la mobilisation, il entame un périple en train de Prague à Innsbruck et la frontière en passant à Vienne, « grâce à une ténacité et une ingéniosité remarquable » et « grâce à la complicité d'un Suisse et à la parfaite connaissance de la langue allemande » en déjà véritable héros. Le 11 août, il a rejoint le dépôt de Béziers. Trois Espagnols nés en 1887 et 1888 et deux Suisses nés en 1879 et 1881 à Agde s'engagent dans la Légion étrangère ; ces étrangers originaires des pays neutres désirent peut-être affirmer par ce geste leur attachement au pays dans lequel ils vivent ou simplement éviter d'avoir à rentrer chez eux comme la loi les y oblige. Les deux Suisses sont par ailleurs immédiatement réformés. Enfin, deux ecclésiastiques d'abord ajournés qui s'engagent dans les services de santé et quatre militaires de métier âgés de plus de cinquante ans qui reprennent du service finissent de composer cet échantillon. Les fiches matricules de ces derniers, déjà âgés n'étant pas renseignées, il n'est possible de connaître leurs

²⁵² ADH, 1R237, Fiche matricule 137, centre de recrutement de Béziers, classe 1910. Citation du 8 avril 1917

²⁵³ Après la guerre il est professeur d'allemand puis principal de collège.

itinéraires qu'à leur mort ou au hasard des témoignages, ce qui peut conduire à sous-estimer leur nombre. C'est ce que viendrait confirmer une brève du quotidien *l'Éclair* qui demande dès le 9 août 1914 : « Combien se trouvent dans la place de Cette de ces militaires qui trépignent de s'engager ? »²⁵⁴ Même si déjà face à la première vague de décès, François Fabre commence à douter de l'enthousiasme, une autre de ses remarques va dans ce sens à la fin du mois d'octobre :

« Je reçois les premières nouvelles douloureuses de la guerre. Nous constatons qu'il y a encore à Florensac des patriotes. Ils veulent donner le bon exemple malgré leur âge. Il serait heureux qu'ils maintiennent leur résolution jusqu'au départ. »²⁵⁵

Pourtant, avec à peine trois réfractaires et dix-huit engagés volontaires en 1914, ce qui prédomine de façon spectaculaire c'est bien la norme des milliers de départs obligés, dont ceux de quelques dizaines de témoins, quand arrive la feuille de route colorée.

1.2.1.1.3. Identités militaires des témoins : une majorité de soldats fantassins.

Les 14 corps d'affectation et les conditions de mobilisation des soldats qui représentent 69 % de l'ensemble des témoins reflètent en grande partie l'extrême diversité des expériences militaires combattantes ou non-combattantes.

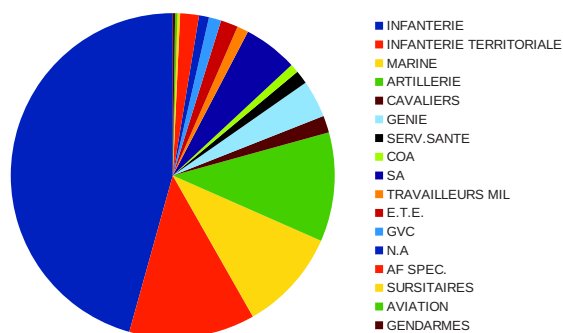


Figure 15. Répartition des 3400 mobilisés du canton à l'incorporation

²⁵⁴ *L'Éclair*, 17 août 1914.

²⁵⁵ François à Marguerite Fabre, 29 octobre 1914.

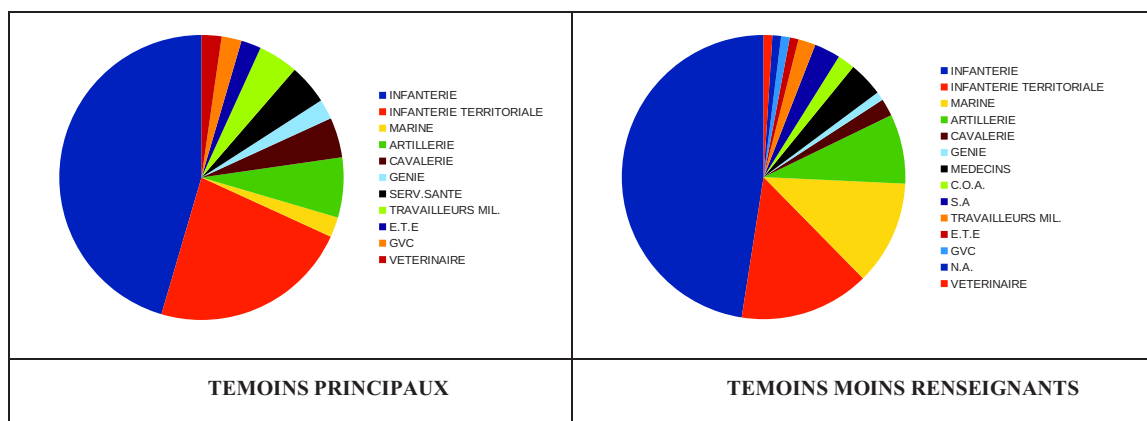


Figure 16. Corps d'affectation des soldats témoins au moment de leur incorporation

En 1914-18, on compte parmi les plus prolixes au moment de l'incorporation, un garde-voies, un travailleur militaire, un matelot de 3^e classe, un sapeur du génie, un capitaine de cavalerie, deux artilleurs, huit territoriaux dont la majorité appartient au 121^e RIT, 18 fantassins dont 11 dans l'active (96^e, 122^e, 142^e, 58^e et 81^e RI en majorité), trois dans sa réserve (281^e, 296^e, 342^e RI) et quatre coloniaux (4^e et 24^e RIC). Enfin, deux médecins-majors et un vétérinaire aide-major complètent le groupe. Ces enrôlements les conduisent en majorité sur le front terrestre de l'ouest mais cinq font la guerre au Maroc, un en mer et cinq la terminent en Orient. En prenant en compte la totalité des soldats-témoins mobilisés soit environ 120 signatures, les fantassins sont à peine plus nombreux, tandis que l'éventail des affectations s'élargit et que la place des marins s'accroît considérablement du fait de la présence de nombreuses cartes dans le lot Pélissier et très éparses dispersées dans différents lots, soulignant la prégnance de l'univers maritime dans la ville d'Agde en particulier alors qu'inversement la place des territoriaux se réduit.

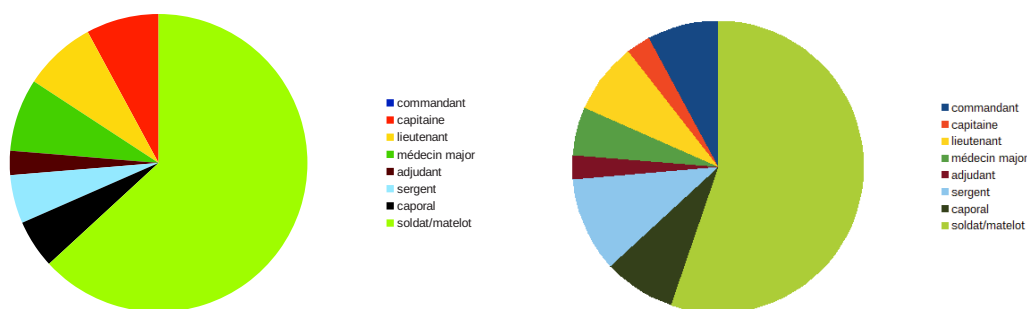


Figure 17. Grade des 38 témoins-militaires principaux 1. À la mobilisation. 2. Le plus élevé

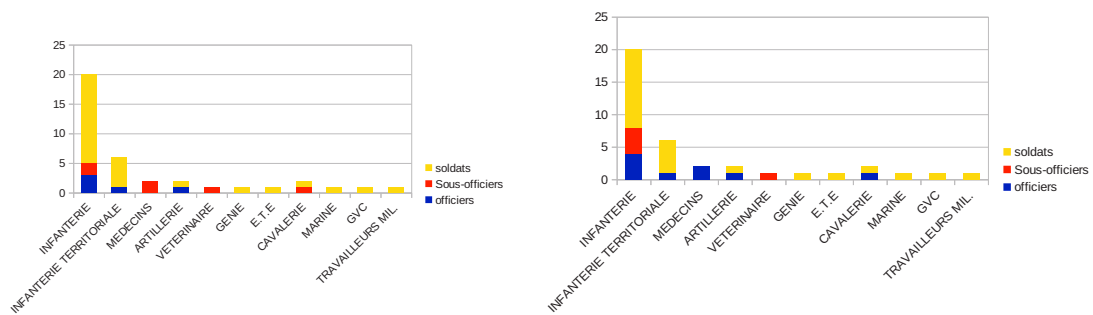


Figure 18. Gradés et non gradés parmi les témoins principaux. 1. À leur mobilisation. 2. Le plus élevé atteint²⁵⁶

Dans le canton, excepté Joseph Dézarnaud, aucun officier de l'infanterie ne répond à l'appel ce qui a représenté un argument supplémentaire pour adjoindre dans le corpus principal, les correspondances de deux militaires de carrière, Saint Prix Petitjean et Benjamin Simonet afin de permettre des comparaisons d'expériences. Tous trois capitaines dans la 31^e DI, ils y sont devenus commandants de bataillon dès 1914. Seul l'avocat et important propriétaire bessanais, sous-lieutenant de cavalerie, Louis Gleizes passe capitaine, en 1917. À la mobilisation, l'ingénieur Etienne Larroque, polytechnicien, était lieutenant d'artillerie avant d'être capturé dès septembre 1914 en Alsace tandis que son frère Fernand, étudiant soldat passé par Saint Cyr, devient lieutenant d'infanterie en 1918. Enfin, un sous-lieutenant de la territoriale, le propriétaire Pierre Montanié est mobilisé au Maroc. Il n'y a qu'un adjudant (Pierre Bellet), un sergent (Louis Vallière) et deux caporaux (Emile Carabasse et Dori Nougaret). Tous les autres sont de simples soldats ou matelots, Paul Bascoul gagne ses galons de caporal sur le champ de bataille, Jean Chavardès, et Jean Félix, ceux de caporal puis de sergent.



Figure 19. Année d'incorporation des principaux témoins

²⁵⁶ Sous-officiers : caporal, sergent, adjudant, sous-lieutenant

Par ailleurs, les variations des temps des mises en guerre attestent que si l'étape la plus importante de la mobilisation a bien eu lieu en août 1914, d'autres suivent, importantes. Elles sont composées essentiellement des jeunes classes, des plus âgées et des récupérés par les conseils de révision. Mais surtout, pour ces soldats, entre le départ du foyer et l'arrivée au combat, la mise en danger a été très différenciée ; rapide et brutale pour les uns, elle a été très progressive voire inexistante pour d'autres, au Maroc par exemple, ou encore très ponctuelles pour certains. De plus dans ce groupe de mobilisés, les circulations entre le front et l'arrière, ou plutôt les entrées et les sorties du front, ont été permanentes pour la quasi-totalité des soldats entre 1914 et 1919. Les deux soldats des classes les plus anciennes, 1890 et 1891, ne rejoignent les dépôts qu'au printemps 1915, l'arrière-front qu'à l'été, et rentrent chez eux progressivement comme détachés agricoles à l'été 1917. Si Emile Carabasse et André Serven s'étaient engagés en 1913, c'est dans l'artillerie que Jean Chavardès s'engage en décembre 1914. Paul Loubet, Pierre Cauquil et Victor Vidal, exemptés dans un premier temps ne sont mobilisés qu'au printemps 1915 et Jules Viviani en 1916. François Cullier et Fernand Larroque, trop jeunes, ne deviennent respectivement soldats qu'en 1915 et 1916, lors de l'appel de leur classe par anticipation.

De plus, aucun itinéraire dans la guerre qui dure n'est linéaire ; Le conflit fait beaucoup de morts dont huit témoins principaux mais pour les autres aussi la liste est longue ; Henri Bleys, Jules Bertharies, Germain Berthuel, Henri Besset, Emile Constan, Jean Marie Gout, Henri Escafit, Ulysse Filliol, Eugène Soulier et Joseph Martin sans oublier les deux frères de Louis Barbezier, Eugène et Roger. Le conflit fait aussi des blessés qui obtiennent des réformes ou des changements d'affection vers des corps ou des affectations moins exposés. Contrairement au fréquent silence de leurs fiches matricules, des territoriaux connaissent l'expérience des premières lignes dans des régiments d'active ou bien encore comme Jean Delmas qui reste dans le 322^e RIT mais sous les obus durant deux ans avant de rejoindre l'arrière-front dans le génie à la fin de l'année 1917. Le corpus compte également huit prisonniers dont quatre capturés en 1918. En ce qui concerne les témoins-fantassins, il n'y a guère qu'E. Pélissier qui traverse sans trop de dégâts l'intégralité du conflit dans un régiment d'infanterie d'active mais il rentre malade d'Orient en 1918. Inversement, à l'exception du sapeur L. Ayraud, tous ceux qui n'étaient pas fantassins reviennent indemnes. Ce qui ressort

finalement de cet inventaire, c'est dès l'été 1914, à la fois le sort spécifique des fantassins et l'extrême diversité des parcours militaires dans une guerre si longue qui pourrait décourager toute tentative de généralisation pour inciter à une multitude d'approches individualisées.

1.2.1.2. Retour sur « le premier cliché de la guerre ». La sidération des acteurs

1.2.1.2.1. Des sources muettes et des souvenirs emmêlés.

« Que représente l'événement et comment tous ces gens en saisissent-ils l'importance ? La scène dure peu, quelques heures, un après-midi juste avant que les familles ne s'enferment dans les maisons pour préparer le départ des hommes. Elle est inégalée, terrible dans sa valeur et sa représentation. Dès lors, le souvenir de ce moment unique sera sans cesse recomposé. Mais que sait-on le 1^{er} août 1914, que voit-on et que comprend-on ? (...) Qu'a-t-on compris alors et que pouvait-on savoir sur la signification de l'événement ? Il faut dire que cette scène de l'entrée en guerre est et ne peut être qu'une recomposition. Pour être à la hauteur de l'événement à venir, le rythme ordinaire du temps et de la vie doit se remplir de signes et de messages »²⁵⁷

Bien qu'il ait prouvé le contraire, Yves Pourcher a considéré que « face à la pauvreté de l'histoire, le cliché semble être le seul moyen pour rendre les traits de la stupeur et dire l'infinie douleur des hommes dans la guerre. »²⁵⁸ Et parce que la Grande Guerre fût aussi longue que terrible, ces clichés se sont enchaînés. Le premier concerne la recomposition des tous premiers jours de la mobilisation, qui dans les souvenirs et les récits s'imposerait comme un acte obligé par son caractère hors norme.

Ce « 1^{er} cliché de la guerre », c'est à dire la création d'une narration cohérente et englobante de la succession des étapes de l'évènement permet de traduire en l'ordonnant dans un continuum intelligible toute la palette des comportements, des émotions et de leurs manifestations pourtant confuses ou dispersées, contradictoires et éphémères parfois. Ainsi les acteurs y seraient passés de la « stupeur » ressentie à l'annonce des sons de cloches à la « triste résolution » des hommes sur le départ. Ce bref moment fondateur, redoutable rupture dans le quotidien a donc été immédiatement

²⁵⁷ Yves POURCHER, « Les clichés de la Grande Guerre ... » *opus cité*

²⁵⁸ Yves POURCHER, « Les clichés de la Grande Guerre ... » *opus cité* en ligne, paragraphe 52

et sans cesse réinvesti par les journalistes, les instituteurs, l'historien des instituteurs²⁵⁹, les artistes, les écrivains et... les témoins, plus tard mais pas forcément bien plus bien tard. Il s'agit donc de tenter de retrouver l'évènement par le biais de l'expérience vécue dans leurs mémoires mais aussi dans un premier temps dans ses sources contemporaines dont en particulier les correspondances.

Or, il faut bien pourtant constater, que le récit de la mobilisation dans le canton commence par un vide absolu des sources datées du 1^{er} août. Archives publiques ou fonds privés restent muets, le moment s'y dérobe. Pas même d'inscriptions compilées dans des registres d'état civil. Les cloches qui détiennent le « monopole de l'information », de « l'injonction instantanée »²⁶⁰, qui se répondraient de bourgs en bourgades, dans une plaine immense où aucun relief ne viendrait faire obstacle à la propagation de leur son ne peuvent donc être qu'imaginées dans cet après-midi caniculaire. Ou bien leur absence puisque le jeune Agathois Albert Alazet, sept ans en 1914, se souvient « des tambours et clairons qui parcouraient les quatre coins de la ville pour propager la nouvelle, entraînés par le crieur public »²⁶¹. C'est aussi à Vias ou à Bessan, l'appariteur qui annonce les grandes nouvelles avec sa trompette. Comme partout, la guerre a certainement brutalement surgi en saturant l'espace sonore des communes²⁶². Selon les instructions inscrites sur une « feuille spéciale »²⁶³, les agents municipaux ont simultanément placardé, là où elles devaient l'être officiellement, les affiches apportées en automobile par les gendarmes de la caserne d'Agde dans les petites communes. Mais il n'en reste aujourd'hui aucune trace dans les fonds municipaux, ce qui dans le pays n'a rien d'exceptionnel. Aucune non plus du télégramme expédié par la sous-préfecture qui demande que l'annonce soit diffusée « par tous les moyens disponibles ». On ne peut donc qu'imaginer, les regroupements autour des points d'information, les bruits de courses à pied, les cris, les exclamations et les pleurs. En faisant un pas géographique de côté, comme à chaque date de son

²⁵⁹ Jean Jacques BECKER, 1914. *Comment les Français sont entrés dans la guerre*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977.

²⁶⁰ Alain CORBIN, *Les Cloches de la terre. Paysage sonore et culture sensible dans les campagnes au XIXe siècle*, champ histoire Flammarion, 2013 (1994).

²⁶¹ Souvenirs d'Albert ALAZET publié dans, *L'Agathois*, 27 octobre 1994.

²⁶² Frédéric ROUSSEAU, 14-18, *penser le patriotisme*, opus cité, p 25. / Manon PIGNOT, *Allons enfants de la patrie : génération Grande Guerre*, Paris, France, Éditions du Seuil, 2012, p. 23

²⁶³ Jean Antoine SAUZET, *Les échos de Soubès pendant la guerre de 1914-1918*, opus cité, p. 5

semainier, François Fabre a bien consigné à la date du 1^{er} août que « depuis une dizaine de jours, l'Europe traversait un bruit de guerre et c'est dans la journée du 1^{er} août que la mobilisation générale a été ordonnée dans toute la France. La guerre si elle a lieu aura été provoqué par l'Allemagne et l'Autriche ». Pourtant l'utilisation du passé composé et la formulation de la phrase laisse supposer que la page a été remplie à postériori. Le lendemain peut-être.

Et si les sources directes d'une brève journée si exceptionnelle restent introuvables, il se dégage de la confrontation des quelques souvenirs avant tout des erreurs²⁶⁴ ou des fusions de repères temporels y compris sous la plume des témoins les plus scrupuleux. Souvent, le souvenir du jour de son annonce se fond dans celui de la mobilisation elle-même ; elle a pour eux valeur de mobilisation effective. Ph. Mioch se rappelle que « Le jour de la mobilisation générale correspondait à celui de la sortie de l'école pour les grandes vacances »²⁶⁵ soit en réalité le jour précédent. Même le méticuleux Louis Barthas fait sonner le tocsin le 2 août²⁶⁶, ce qui représente une des trois seules erreurs factuelles relevées par R. Cazals dans la somme de ses cahiers²⁶⁷. Puis c'est au tour du lundi 3 août, jour de la déclaration de guerre de l'Allemagne et surtout premier jour des départs massifs des hommes, d'intégrer le moment de l'émergence de ce seul évènement « mobilisation » aux dates mélangées²⁶⁸. Il en va ainsi de Léopold Couissy qui se souvient que « dans l'allégresse d'une fin de journée magnifique toutes les cloches annoncent la mobilisation. On ne veut y croire après tout la mobilisation ce n'est pas la guerre (...) Enfin le 2 août 1914, l'Allemagne déclare la guerre à la France »²⁶⁹. Dans son semainier, le Viassois Pierre Bosc, note : « 3 août, état de siège » et le 4, « déclaration de guerre de l'Allemagne » comme Jules Viviani qui évoque le « 4 août, jour de la déclaration de guerre »²⁷⁰ révélant peut-être le décalage existant entre les

²⁶⁴ Ephraïm Grenadou né en 1897 écrit que dans son village de la Beauce le tocsin a sonné « un vendredi ». Dans Ephraïm Grenadou et Alain Prévost, *Grenadou, paysan français*, Paris, Point histoire Seuil, 1978 (1966)

²⁶⁵ Philomen MIOCH, *Les tribulations d'un ouvrier agricole, opus cité*, p. 18.

²⁶⁶ Louis BARTHAS, *Les Carnets de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918, opus cité*, p. 13

²⁶⁷ Louis BARTHAS, *Les Carnets de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918, opus cité*, p. 561.

²⁶⁸ Pour rappel. 31 août, assassinat de Jean Jaurès, samedi 1^{er} août dans l'après-midi : annonce de la mobilisation générale pour le lendemain à minuit. 2 août : mobilisation générale et proclamation de l'état de siège en France. 3 août : déclaration de guerre de l'Allemagne à la France. 4 août : La Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne.

²⁶⁹ ADH, carnet de Léopold Couissy en ligne, p. 4.

²⁷⁰ Tapuscrit de René Viviani

décisions prises à Paris, les informations reçues puis leur affichage le lendemain dans les communes. Le jeune Louis Baron encore relate dans le désordre que « ce fut l'assassinat de Jaurès, le 31 juillet, et au début août la déclaration de guerre puis l'ordre de mobilisation générale » tout comme le sergent fourrier du 81^e RI, Louis Nougaret, qui entame ainsi son « Souvenir de la guerre 1914 » : « Le samedi 1^{er} août 1914 à 5 heures du soir, la déclaration de guerre est annoncée officiellement au régiment. »²⁷¹ Le pourtant très précis Pierre Bellet concentre elliptiquement sur la date de samedi ces trois premiers jours, peut-être quatre, incluant le jour de son propre départ²⁷². La densité événementielle de ce tout début du mois d'août semble avoir brouillé les mémoires pour compresser le temps à hauteur de la charge émotionnelle portée par les acteurs ou de leur précipitation vécue. Les souvenirs de ces quatre premiers jours d'août forment des récits au calendrier distordu ou emmêlé dans lesquels l'annonce du 1^{er} août ne semble pas faire immédiatement événement pour les auteurs. Pour cela, il semble qu'ils doivent l'associer au moins aux deux jours suivants afin qu'ensemble ces journées forment irrémédiablement rupture parce que collectivement et individuellement, chacun est obligé ou contraint. Par le caractère irrémédiable de la séparation qu'induit la première vague de départs massifs des hommes, c'est véritablement les 2, 3 ou 4 août, que la guerre prend toute sa forme, sa réalité et par la même, toute sa signification. Qu'importe alors le jour qu'il est et sa durée, quand l'évènement surgit si brutalement pour dicter impérativement les comportements.

Cette compression individualisée des quatre premiers temps de la mobilisation dans les souvenirs, annonce, mobilisation générale, déclaration de guerre et premières séparations, peut encore trouver une première explication dans l'extrême rapidité de l'enchaînement des mesures nationales. En effet, dans leur courrier, nombreux sont ceux à revenir sur la perception fulgurante de cette rupture et la brutalité de sa mise en œuvre. Ainsi l'ouvrier Joseph Sigal qui trouve décidément la guerre bien longue au printemps 1915 se console en imaginant que peut-être « des fois, ça peut finir tout d'un coup,

²⁷¹ADH, 1914-1918 numérisé, fonds 59 PR1 Louis Nougaret

²⁷²Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, opus cité, p. 11-12

comme ça a commencé »²⁷³ et Louis Palmier, 35 ans, qui a rejoint dès le 3 août le 121^e RIT à Béziers écrit à son épouse, un an plus tard, du Maroc :

« Nous voici aujourd'hui au 2 août. L'an dernier c'était un dimanche, il y a un an juste que je passais cette journée ensemble avec toute la famille et que le lendemain je suis déjà été obligé de vous quitter un temps que l'on ne peut pas déterminer et tu peux croire ma bien aimée que le jour que tu vins me voir à Béziers mon idée n'était pas de te quitter pour si longtemps »²⁷⁴

Ce faisant, les deux territoriaux, comme bien d'autres, mettent en avant un deuxième facteur qui consiste à tenter immédiatement de relativiser l'importance de l'évènement et donc de l'effet des annonces en bornant l'horizon d'attente à une date de fin du conflit vraiment proche, qui rend par conséquent la séparation très temporaire, moins dramatique. Et donne une forme de certitude aux perspectives à venir. C'est le constat fait par Joseph Sigal encore, un jour anniversaire après Louis Palmier :

« Voilà que aujourd'hui même ça fait un an que j'ai quitté la maison, et je t'assure qu'il me semble qu'il y a dix ans, c'est vraiment trop long, surtout pour des pères de famille comme nous. Quand nous sommes partis on n'aurait jamais cru de rester séparés pendant si longtemps. »²⁷⁵

C'est encore le cas de Louis Fayet, qui écrit à son ami Pierre Barbezier : « Qui nous aurait dit cela quand nous sommes partis tous bien contents en pensant en rien à cette fameuse guerre. Il semblait que cela allait être bientôt fini et pourtant cela fait 11 mois que nous sommes partis. »²⁷⁶ De ce moment, P. Bellet lui-aussi rappelle plusieurs fois avoir été persuadé que « dans deux mois tout sera terminé ». La guerre longue paraît bien inenvisageable par les individus parce qu'elle n'a jamais été envisagée par les responsables politiques et militaires.

1.2.2.2.3. Une diversité de réactions.

Les écrits datés du dimanche 2 août sont plus prolixes que ceux de la veille et, bien que limités en nombre, ils révèlent une multiplicité de réactions individuelles en fonction des identités et donc de la situation de chacun. C'est ainsi très laconiquement que le propriétaire viassois Pierre Bosc note dans son semainier : « Mobilisation

²⁷³ Joseph à Marie Sigal, 24 mai 1915.

²⁷⁴ Louis à Joséphine Palmier, 2 août 1915

²⁷⁵ Joseph à Marie Sigal, 3 août 1915

²⁷⁶ Louis Fayet à Pierre Barbezier, 2 juillet 1915

générale de la France ». Durant plus de quatre ans, les trois premiers jours seront quasiment les seules mentions de son semainier relatives à la guerre soulignant par sa neutre brièveté à la fois la rupture ressentie, l'incertitude à venir mais aussi l'attitude d'attente de celui que l'annonce ne touche pas personnellement de trop près. En effet, juste trop âgé, il n'est pas mobilisé, ses enfants, féminins ou trop jeunes, non plus et sa grande préoccupation reste jusqu'en octobre 1918 l'état de ses plutôt belles récoltes et donc de la météo²⁷⁷. Ceux qui prennent la plume sont d'abord les soldats présents ou futurs pour lesquels l'annonce de la mobilisation a des conséquences immédiates. F. Fabre est mobilisable à la veille des vendanges et note immédiatement sans erreur de date : « Pascal mon serviteur comme ramonet est parti au premier train sur Nice. Il vient de paraître dans les journaux que l'Allemagne aurait déclaré la guerre à la Russie, dans ce cas là, la guerre ne peut plus être évitée. »²⁷⁸ Ce qui se lit encore, et déjà la veille sous sa plume, c'est qu'immédiatement l'entrée en guerre est justifiée par la responsabilité de l'Allemagne devenue l'agresseur. Ce premier argument qui donne du sens au conflit fait peut-être office de premier pas vers son acceptation plus aisée. D'autres expriment la grande tristesse d'une double séparation. De Marseille, le jeune comptable Jules Bertharies, classe 1910, voudrait revoir tous les membres de sa famille à Florensac avant de rejoindre la caserne du 281^e RI à Montpellier puis le front. Refoulé en permanence de la gare, il écrit ce jour-là son désarroi :

« 2 août 1914, Chers parents, C'est le moment d'être fort et d'avoir du courage. La mobilisation générale vient d'être décrétée et bon gré mal gré il faut partir. Je fais la queue depuis ce matin à la gare pour pouvoir prendre le train et on ne veut pas m'embarquer. On ne m'embarquera que mardi matin vers les neuf heures en direction de Montpellier. Après où irai-je je n'en sais rien. Il est probable que je ne pourrais pas venir à Florensac pour vous embrasser. Malgré tous mes efforts. Impossible de forcer, il est 10 heures du soir et tous se refusent à me laisser partir. Quelle souffrance j'endure depuis ce matin. A la gare on me demande mon fascicule de mobilisation. Et puis on me répond brutalement : c'est mardi à 9 heures qu'il faut vous rendre. Enfin, j'espère bien être à Montpellier mardi soir et être habillé de suite et de là pour aller où ? S'il vous est possible de venir à Montpellier mercredi, venez. Ce sera peut-être la dernière fois. Mais non. Ne parlons pas ainsi. Tous n'y resteront pas et je pars convaincu que je serai de ceux qui reviendront. Ici beaucoup d'usines sont fermées. Où je travaille, cela fonctionne encore mais avec un très petit nombre. Aujourd'hui, au bureau, j'ai tout mis en ordre. Il ne reste plus personne. Quel mouvement à la gare de Marseille. C'est tout de même réconfortant. Tous partent volontiers, conscients du devoir à accomplir. Tout se passe dans le calme et

²⁷⁷ Carnet de Pierre Bosc dans Henri VITTUMI, *Vias et les Viassois de l'époque moderne aux temps contemporains (études d'histoire locale)*, opus cité, 2000, p 513-523.

²⁷⁸ Semainier de Pierre Fabre, 2 août 1914

avec sang froid. Et lorsque vous en revenez vous vous sentez un peu plus de courage. Tout le monde part. C'est triste, c'est bien malheureux. Mais encore c'est une consolation j'en vois beaucoup de plus malheureux que moi qui laissent femmes et enfants. Mais enfin, dans un mois deux mois au plus tard tout sera terminé et nous reviendrons contents du devoir accompli. Cher parents je ne puis plus continuer et malgré tout mon courage je ne puis m'empêcher de pleurer. Mille baisers de votre fils qui ne pense qu'à vous. Jules

Embrassez bien fort pour moi Georgine, Alban, Lucienne, Emilienne et Reine. Encore une fois recevez mille baisers de votre fils qui souffre plus que jamais de ne pas pouvoir venir vous embrasser. »²⁷⁹

Le propriétaire très catholique Henri Cazes, plus âgé, sur le point de rejoindre le 296^e RI à Béziers, rédige déjà son testament. Il lègue tous ses biens meubles et immeubles à son épouse et à sa paroisse. Sage précaution qui aurait pu attendre un peu puisqu'il ne meurt qu'en 1917 au chemin des Dames²⁸⁰. Mais l'acte même, comme précédemment celui de J. Dézarnaud, ou le contenu des lettres de J. Bertharies ou de J. Rayssac, révèle que désormais, l'hypothèse de la mort à la guerre s'impose dans leurs imaginaires pour en obscurcir les horizons. En cela encore, l'annonce est une rupture. Et lorsque Léopold Couissy tente de revenir en 1921 sur l'évènement, c'est bien de cela qu'il s'agit, un souvenir précis de la forte prégnance de la mort au milieu de perceptions très incertaines : « Il m'est difficile de revenir sur les sensations que j'éprouvais à l'annonce de cette grande nouvelle. Je pensais bien aux malheurs que la guerre allait déchaîner et aux deuils qu'elle allait entraîner. »²⁸¹ Certes son souvenir doit s'interpréter à la sortie du conflit au prisme de son bilan extraordinairement meurtrier mais seule cette certitude reste au milieu du ressenti difficile à cerner et à définir. De même et dès lors, le puissant et célèbre souvenir de Louis Barthas, n'est pas sans évoquer les rituels funéraires en Languedoc où « Le rassemblement funèbres impose une trêve dans les querelles, les réconciliations entre parents, entre voisins se font dans les chambres mortuaires. »²⁸²

« On vit des choses extraordinaires : des frères irréconciliables se réconcilièrent, des belles-mères avec leurs gendres ou belles-filles qui la veille encore se seraient giflées et arraché les cheveux échangèrent le baiser de la paix, des voisins qui ne voisinaient plus reprirent les plus amicales relations. Il n'y eut plus d'adversaires politiques, insultes, injures, haines, tout fut oublié. Le premier effet de la guerre était d'accomplir un miracle, celui de la paix, de la concorde, de la réconciliation entre des gens qui s'exécraient. Cette fraternité

²⁷⁹ AMA, Fonds numérisé 1914-1918, Villeneuve. C'est l'unique lettre conservée de Jules Berthariès à ses parents.

²⁸⁰ AMA, fonds privé numérisé 1914-1918 Picheire, testament d'Henri Cazes, 2 août 1914.

²⁸¹ ADH, carnet de Léopold Couissy en ligne, p. 5.

²⁸² Daniel FABRE et Jacques LACROIX, *La vie quotidienne des paysans du Languedoc au XIX^e siècle*, opus cité, p 145-147

devait-elle être durable ? L'avenir le dira. Le 4 août, troisième jour de la mobilisation, la moitié environ des hommes mobilisés du village s'embarqua à la gare, accompagnée par la presque totalité de la population »²⁸³

Et des dizaines d'années plus tard, au regard de la catastrophe et du poids des morts, du chagrin et du deuil, c'est alors toujours un peu étonnés et presque gênés de l'écrire que Louis Baron dans la petite ville ou Philomen Mioch au village se souviendront que « pourtant l'ambiance était gaie, les gens étaient confiants »²⁸⁴ ou qu'un « certain enthousiasme avait tout de même court »²⁸⁵ au moment d'accompagner les hommes à la gare.

Par conséquent, il n'est pas rare, dans les lettres de condoléances qui parsèment désormais durant au moins cinq ans les correspondances, que l'évocation d'une victime de la guerre, renvoie l'épistolier à ce moment précis de la séparation effectuée dans une grande précipitation. C'est le cas d'Etienne Larroque qui écrit à ses parents du fond de sa convalescence suisse en septembre 1918 :

« Je le revois le brave petit Fernand de 1914, puisque je n'en ai pas connu d'autres depuis, toujours gai, heureux, plein d'insouciance. Entre autres détails, je m'en souviens d'un qui marqua notre séparation. C'était le jour de la mobilisation, L'heure du départ approchait, impossible de trouver Fernand. J'en étais à me demander ; va-t-il rater ce qui peut être la dernière occasion de nous voir, Lorsqu'au dernier moment il fit son apparition. Ce devait être notre dernière entrevue et qui l'aurait cru à ce moment, c'est lui qui devait apprendre ce que c'est que la guerre, c'est lui qui plus tard devait manquer au foyer familial. Pauvre petit Fernand, je le vois si jeune qu'il me paraît impossible que tout cela soit arrivé, que ce ne soit pas un mauvais rêve »²⁸⁶

C'est ce qui se lit encore sous la plume de Louis Fayet lorsqu'il envoie ses condoléances à son ami Pierre Barbezier :

« Mon pauvre ami, tu peux croire que j'ai pris bien peine quand j'ai appris la mort de ton frère. Qui nous aurait dit cela que nous sommes partis tous bien contents. Que de vides aurons-nous dans Marseillan. Et cette belle jeunesse qui aura disparu, que c'est triste une guerre. Qui aurait dit cela au XIXe siècle la boucherie qu'il doit y avoir sur un champ de bataille. »²⁸⁷

²⁸³ Louis BARTHAS, *Les Carnets de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918, opus cité*, p. 14.

²⁸⁴ AMA, Cahier de Louis Baron

²⁸⁵ Philomen MIOCH, *Les tribulations d'un ouvrier agricole, opus cité*, p. 18

²⁸⁶ Etienne Larroque à ses parents, 27 septembre 1918

²⁸⁷ Louis Fayet à Pierre Barbezier, 2 juillet 1915

Ces heures paraissent vécues encore différemment par les soldats déjà encasernés. Rupture encore, c'est le dimanche 2 août que le conscrit Valentin Fournier démarre ainsi le récit de sa « campagne » entamé en captivité l'année suivante : « Ordre de mobilisation le 2 août 1914. Ce jour-là on nous a habillés en tenue de guerre ». Sur la grande scène de l'évènement, pour lui, c'est l'endossement du costume qui signifie l'entrée de soldat dans le temps de guerre. À Toulon, comme l'écrit un jeune matelot frontignanais à son ami, une heure à peine a suffi après l'annonce de la mobilisation au son imposant des canons, pour enfermer irrémédiablement les marins du cuirassé *Le Vérité* sur lequel embarquent de jeunes Agathois dont Victor Allemand :

« 2 août 1914, Cher copain, Peut-être je te trouve prêt à partir sous les drapeaux. Car depuis, la mobilisation générale est en France comme à Toulon, ce ne doit être que bruit de guerre. Hier matin, une flottille de torpilleurs et une escadre de sous-marins sont partis pour Menton, aller garder les côtes de l'Italie (...) Hier, samedi je me trouvais à terre lorsque à 5 heures le canon se faisait entendre, pas un mais six. Tu aurais vu quelle pagaille. Officiers, marins, tous courraient, les femmes accouraient aux embarcations pour embrasser leurs maris et leurs enfants et à 6 heures tout le monde était à bord. Depuis lors, nous sommes sous les feux, prêts à partir au premier signal. »²⁸⁸

L'ordre d'allumage général des chaudières des bâtiments est donné pour 22 h 15 et le lendemain matin, les escadres appareillent de Toulon pour protéger les liaisons avec les colonies d'Afrique du Nord²⁸⁹.

Enfin, bien avant la fin du conflit, certains s'appliquent déjà à construire localement le cliché enthousiaste de ces quelques jours parce que sa qualité devient un enjeu politique et social de la continuation de la guerre. Ainsi, dès le 13 juillet 1916, jour de la remise des prix aux collégiens, en pleine bataille de Verdun et au début de celle de la Somme dont les bilans dans le canton sont particulièrement meurtriers, Monsieur Agoub, professeur de lettres et de français, revient dans son discours intitulé « Le devoir des jeunes » sur ces deux journées des 2 et 3 août, où « se retrouvèrent les soldats de la patrie en danger. Et c'est avec le même élan, la même indomptable résolution qu'ils étaient à nouveaux prêts à marcher contre l'envahisseur et à le tenir éloigné du territoire sacré ». L'autorité et la légitimité morales que l'enseignant dégage par son statut contribuent dès lors à enserrer par ce discours les collégiens, futurs soldats, dans la

²⁸⁸ Archives municipales de Frontignan, fonds privé 1914-1918 Coulet numérisé, Jean Gay à son ami Eugène Coulet.

²⁸⁹ « Historique du Vérité » sur Y. DUFEIL, F. LE BEL et M. TERRAILLON, Site privé spécialisé qui recense 4888 navires en activité durant la guerre, <http://navires-14-18.com/> (consulté le 20/09/2020)

nasse de l'obéissance en brouillant les souvenirs. La même construction mémorielle épique, amplifiée encore par la victoire, d'où peut-être le lyrisme que l'auteur déploie pour être à la hauteur, est exprimée au même endroit, dans les mêmes circonstances, sous la même forme, trois ans plus tard par Jean Bédos, maire de la ville pour encore quelques semaines. La date correspond à la veille du défilé de la victoire qui se prépare à Paris. Aussi, l'édile n'hésite pas, pour mythifier ce moment face aux fortes tensions de l'après-guerre et à dramatiser son propos par l'accélération de la chronologie :

« Quand on se reporte aux premières semaines de la mobilisation où tout un peuple se leva avec tant d'ardeur et de méthode, tant de rapidité et tant d'ordre dans l'Union Sacrée (...) on est forcé de convenir que la Paix doit être plus difficile à organiser que la Guerre (...) Il y a cinq ans nous étions ici à la même heure à la même saison, sans penser à autre chose qu'à nous réjouir en vacances, à travailler en paix et à cueillir les vendanges. Tout à coup retentit *un coup de tonnerre* ! C'était la ruée des *barbares*, l'agression, longtemps préparée, d'un ennemi armé jusqu'aux dents, dont les hordes, violant et ravageant la Belgique, envahissaient la France pour arriver en quelques jours sur la Marne aux portes de Paris »²⁹⁰

Finalement, ces jours de peines, de stupeurs et d'angoisses intenses ont été, y compris très localement, rapidement transformés par des discours publics en des jours heureux d'énergie nationale, d'élan patriotique spontané collectif et unanime, par les mots du souvenir de ceux qui n'ont pas connu les tranchées mais portent la parole publique de proximité. La voix des élites locales couvrent bien avant même la fin du conflit et de façon régulière, celles qui douteraient de leur chance ou simplement diraient leur peine, ou leurs désaccords ou peut-être plus encore leur désarroi.

1.2.1.2.2. Focus sur un traumatisme.

« 3 août 1914-3 août 1929

“ Le premier jour de mobilisation est le dimanche 2 août 1914.”

Je revois flamboyer encore devant mes yeux cette phrase brève et poignante, au milieu de la petite affiche blanche, dont le texte était surmonté de deux petits drapeaux tricolores. Et immédiatement les idées montaient en foule et la pensée lancinante se fixait sur une autre phrase du fascicule de mobilisation: ...!! “ Devra rejoindre son corps le deuxième jour de la mobilisation”... Quel frisson et quelle angoisse nous étreignaient alors. »²⁹¹

²⁹⁰ *L'Avenir Agathois*, 19 juillet 1919. Les italiques sont respectés

²⁹¹ Louis Vallière, « 3 août 1914 - 3 août 1929 », *L'Avenir Agathois*, 24 août 1929

Quel que soit le dictionnaire, le traumatisme y est défini de façon assez similaire comme un choc physique ou émotionnel très violent pour lequel la survenue de manière soudaine et imprévue de l'événement représente une menace pour l'intégrité de la personne saisie alors un sentiment d'impuissance, de terreur et de solitude. Durant ce moment, l'individu expérimente le ressenti physique que la mort appartient désormais au domaine du possible. Rien d'étonnant alors qu'il soit souvent associé au mythe de la Méduse qui pétrifie d'effroi. Et d'après son récit de la remémoration de la mobilisation, rédigé un quart de siècle plus tard, il semble bien que le sergent Louis Vallière ait vécu un traumatisme et qu'il ne soit pas le seul. Ce 3 août 1929, c'est semble-t-il l'échec à rassembler les anciens combattants du canton en une association unique à l'inverse de ce qui se passe à l'échelle nationale, qui pousse le président de l'amicale des mutilés à revenir aux fondements de l'expérience traumatisante qu'il a vécu au front, c'est-à-dire à la mobilisation du mois d'août.

Qu'en reste-il dans son souvenir ? D'abord, que c'est un choc physique qu'il subit à la lecture d'une affiche qu'il estime être de « petite » taille alors qu'a priori elle mesure presque un mètre de hauteur, ce qui laisse supposer qu'il a peut-être pris connaissance de l'ordre de mobilisation dans la presse. Par ailleurs, dans sa mémoire comme dans celle de beaucoup d'autres, les dates du 1^{er}, 2 et 3 août se mêlent. Mais ce que ce récit révèle c'est avant tout la douloureuse prise de corps et d'esprit qui se manifeste par « l'angoisse », le « frisson », « la pensée lancinante » faisant incontestablement de ces premiers jours un événement d'importance au sens donné par Arlette Farge, c'est à dire « une injonction sociale des plus sérieuses qui transforme et l'être, et sa parole et son corps »²⁹². Cette définition rejoint celle de l'évènement proposé par François Dosse pour lequel « faire évènement implique un choc, un trauma, un ébranlement qui suscite un état d'aphasie »²⁹³. C'est alors sans surprise que le « je » du souvenir a fini par se dissoudre dans le « nous » du ressenti de l'instant, soulignant l'appartenance de Louis Vallière, à ce moment précis, à un collectif, constitué à minima des jeunes gens rappelés dans les casernes, à une communauté de ceux qui partagent le même sort qui a pu

²⁹² Arlette FARGE, « Penser et définir l'évènement en histoire. Approche des situations et des acteurs sociaux », *Terrain*, n° 38, 2002, p. 69-78.

²⁹³ François DOSSE, « évènement » dans Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia, Nicolas Offenstadt (dir.) *Historiographies*, concepts et débats, 2 vol., Folio histoire, 2010, p.755-756.

permettre de compenser ce sentiment « d'abandon et de solitude » qui caractérise les effets d'un traumatisme. D'autres récits, pour certains déjà entachés de lyrisme, mettent l'accent sur cette dimension collective de l'expérience. Le témoignage éloquent de Louis Barthas cité plus haut qui décrit les scènes de partage et de communion qui suivent l'annonce, hésitant entre surprise, agacement et ironie, a d'ailleurs souvent été repris tant il est, au delà de ses qualités littéraires, révélateur de l'expression de cet unanimité conjoncturel créé dans les espaces publics dans l'effervescence du moment. Or, le tonnelier relate lui-même que durant toute cette période, « un érysipèle à la face » lui avait enlevé toutes ses forces et le rendait incapable de sortir de sa chambre et encore moins de « marcher sur Berlin », faisant de facto de lui un témoin indirect devant composer avec la parole des autres, utilisant d'ailleurs prudemment le « on » pour transcrire les récits qui lui en avaient été fait. Est-ce alors en commentant et partageant ce moment qu'hommes et femmes incorporent l'événement et lui donnent en partie sa forme ou davantage plus tard, dans les souvenirs très fréquemment partagés ? Ainsi il semble bien qu'aucun témoin, aussi distant et critique soit-il, ne puisse échapper à la puissance du souvenir réécrit comme celui d'un moment terrible dont on ne peut, ni peut-être ne veut, dès lors s'extraire, celui où

« les codes de civilité et de convenances des temps ordinaires, ont cédé sous l'urgence du besoin ressenti de partager, d'échanger, de communier, c'est-à-dire de participer à quelque chose de plus grand que soi ; d'être avec les autres. Bref de faire société et humanité, de produire du commun. »²⁹⁴

La mobilisation représenterait alors au final ce moment précis repéré par Georges Vigarello où les individus passent de l'anxiété, « ces zones grises, diffuses, d'angoisses qui peuvent avoir un objet mais dont on ne connaît ni l'auteur, ni le moment, l'endroit ou la forme (...) » à la peur qui « quand elle survient, soulage de l'anxiété car on sait enfin de quoi il s'agit et cela rassure ; on a peur de quelque chose, il y a une menace qu'on peut déterminer ; peur d'un ennemi, d'une invasion, de mourir. »²⁹⁵ En cela, la première violence physique exercée par la guerre est sociale ; elle fige les corps dans la stupeur. C'est à dire selon le Littré, « un état

²⁹⁴ Frédéric ROUSSEAU, *1914-1918, Penser le patriotisme, opus cité*, p. 31

²⁹⁵ Collectif coordonné par Alain CORBIN, Jean-Jacques COURTINE et Georges VIGARELLO, *l'Histoire des émotions, vol. 3, De la fin du XIXe siècle à nos jours*, Point histoire Seuil, 2021 (2017).

d'engourdissement qui rend incapable de penser »²⁹⁶ et donc le cas échéant, de résister. Les corps sont d'abord figés par l'annonce auditive et visuelle, avant d'être, dans un état de tétanisation émotionnelle, collectivement et publiquement mis en marche en quelques heures vers les gares, guidés par des feuilles de route individuelles aux couleurs inhabituellement vives, roses ou vertes selon le mode de déplacement, puis vers les casernes pour les hommes, sur des itinéraires connus et balisés par les autorités, expérimentés lors du service militaire et répétés lors des périodes d'exercices. Il y a là du réflexe : aucun témoin soldat en effet ne dit se poser de questions à ce moment-là et seul le « sens du devoir » de participer à la défense du territoire menacé est parfois invoqué, comme les enfants qu'ils étaient autrefois l'ont appris à l'école et devenus adultes l'ont désormais intégré.

Il est possible alors de revenir pas à pas sur ce moment décisif à travers le semainier de l'instituteur de Soubès qui a noté presque heure par heure le déroulé de ces tout premiers jours, sans attendre que son ministre Albert Sarraut ne le lui demande dans une circulaire du 18 septembre. Il permet de mesurer combien émotions individuelle et collective se conjuguent aux dispositifs d'encadrement institutionnels dans une édifiante scène sociale pour assurer le départ des hommes du village :

« samedi 1^{er} août (...) À 4 h15 j'étais sur le Terral quand je vois arriver M. le maire tenant un papier à la main « ça y est ! me dit-il c'est la mobilisation générale » je m'y attendais mais pourtant je n'ai pu me défendre d'une émotion poignante. En l'attente du crieur public, je prends mon piston et je commence l'annonce de la grosse nouvelle dans le village. Les premiers qui l'entendent sont les invités du mariage qui s'amuse gaiement sous les ombrages du café voisin de la mairie. On m'entoure, l'émotion est intense. Quelques femmes éclatent en sanglot.

Je parcours le village. L'émotion voile un peu ma voix. J'entends pleurer des femmes dans les maisons. (...)

5 h 30. Toujours des groupes dans les rues. On cause avec animation. On nomme déjà ceux qui doivent partir demain, après-demain. En général, les hommes mobilisables ont une attitude crâne, mais les femmes ! (...)

Dimanche 2 août. Premier jour de la mobilisation. Dimanche très terne et très triste. Toute la journée, grosse animation dans les rues et au café, jusque tard dans la nuit (...)

Lundi 3 août. 2^e jour de la mobilisation. Vingt cinq mobilisés partent et parents et amis leur font des adieux attendris et en général, courageux et encourageants. A la dernière embrassade les femmes pleurent mais discrètement. Le plus dur pour les papas c'est de se séparer des enfants qu'ils étreignent longuement. Puis ils se mettent en marche par groupes chacun tient à l'honneur de montrer de l'entrain, du courage. C'est

²⁹⁶ « Stupeur » définition sur <https://www.littre.org/definition/stupeur>

impressionnant, tout de même cette séparation et moi-même je fais vainement des efforts pour dissimuler mon émotion. »²⁹⁷

L'instituteur paraît bien conscient de l'emprise tout aussi intense que potentiellement négative de ces prises de corps et de cœur, ces « émotions », pour lesquelles il ne trouve visiblement aucun synonyme car le mot reste peut-être le plus à même d'englober tant de sentiments diffus ou de sensations évanescents, variables et mal identifiables mais assurément plutôt tristes. Et à le lire attentivement, l'hypothèse apparaît que c'est en partie pour contrôler et maîtriser les siennes qu'il assume le rôle du guide auquel sa fonction le voue presque naturellement dans le village. Par conséquent, il se lance dans une activité démesurée afin d'assurer le succès des départs sur lequel nous reviendrons. « Dissimuler » ses états d'âmes représente bien l'enjeu de la bonne marche de la mobilisation militaire. Mais dans cette scène d'une organisation sans heurt des départs, un geste, un comportement immédiat devenu collectif qui irrigue le village, dérange : les larmes féminines qui ne cessent de couler, en troublant de façon significative le paysage visuel et sonore, agacent très rapidement l'instituteur.

Clémentine Vidal Naquet s'est longuement attachée à démontrer que les discours dominants, par l'intermédiaire de la presse notamment, avaient toléré dans l'exceptionnalité du moment les pleurs féminins dans l'espace public pour mieux dessiner et valoriser en creux la force de la virilité masculine qui sait, elle, y résister. Ce faisant ces discours assignent aux femmes la nécessité de leur discrétion ou de leur retenue comme des garanties de la victoire future et donc comme les premières manifestations attendues du devoir patriotique féminin²⁹⁸. C'est bien cette stricte répartition genrée de la maîtrise attendue des pleurs qui se retrouve sous la plume épique de l'ancien combattant Jean Félix dans l'allégorie de sa ville en ordre de marche qu'il rédige en octosyllabes en 1919 : « Lorsqu'à l'appel de notre France / Ils ont tous répondu présent ! / Tu sus réprimer ta souffrance / devant le cortège imposant/des mille citoyens en armes / sur qui tu fondais ton espoir /Agde, tu sus cacher tes larmes /en leur

²⁹⁷ Jean Antoine SAUZET, *Les échos de Soubès, opus cité*, p.4-6.

²⁹⁸ Clémentine VIDAL NAQUET, « L'économie des larmes » dans *Couples dans la Grande Guerre, le tragique et l'ordinaire du lien conjugal, opus cité*, p. 48-57. L'historienne consacre un long passage historiographique documenté sur le sujet de l'interprétation des larmes.

répétant au revoir »²⁹⁹. Discours ou poèmes font écho à la remarque explicite de L. Barthas qui écrit qu'au moment de la séparation : « Il fallait réagir, on ne pouvait pas traverser la ville les yeux plein de larmes comme des femmelettes. »³⁰⁰ C'est bien d'estime de soi masculine incarnée dans une virilité martiale forgée largement dans les casernes qu'il s'agit là et qui semble se retrouver sous la plume de l'instituteur de Soubès quand il écrit que « chacun tient à l'honneur de montrer de l'entrain, du courage ».

Pourtant, l'expérience vécue résiste mal aux discours, intentions officielles, injonctions et même aux valeurs intériorisées et sollicitées par et pour chacun à cet instant. Dans le village, les larmes féminines deviennent, en quelques jours ou plutôt quelques heures, bien trop envahissantes. D'abord peu nombreuses ou limitées à l'espace privé du foyer, elles débordent trop et trop rapidement dans les rues et places du village de Soubès pour composer le tableau idéal que l'instituteur voudrait être en mesure de peindre comme peut-être déjà un premier cliché en construction. Elles le dérangent et il s'en plaint : « En général, les hommes mobilisables ont une attitude crâne, mais les femmes !... » L'exclamation souligne certes l'énervement, mais ce discret « en général » qui vient moduler l'enthousiasme suggère plus encore que les femmes éplorés seraient d'évidence susceptibles de faire défaillir la résolution masculine et qu'au final tout ne tient peut-être qu'à un fil. Heureusement J. A. Sauzet peut se réjouir un peu plus tard de voir couler « discrètement » ces larmes. Par conséquent, si les discours écrits par les hommes adjoignent aux femmes de faire de leur retenue un premier geste patriotique sinon guerrier, c'est à dire donc une arme symbolique, n'est-il pas possible de considérer à l'inverse que leur grande visibilité dans l'espace public malgré les injonctions, puisse représenter une arme de refus. Elles composeraient face à l'inéluctabilité de l'évènement, la seule disponible des civiles, y compris pourquoi pas intentionnelle ? Après tout, sait-on vraiment de quel sentiment ou de quelle pensée, les pleurs sont-ils la manifestation ? Daniel Fabre et Jacques Lacroix rappellent qu'à l'occasion des décès, « la douleur comme tout sentiment prend une forme sociale et dans le cérémonial, des pleureuses se lamentent et poussent des cris en

²⁹⁹ L'Avenir Agathois, numéro spécial juin 1919, Jean Félix, « Hommage aux morts » p.1.

³⁰⁰ Louis BARTHAS, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, opus cité*, p. 39

échange de dons en nature »³⁰¹. Et n'est-ce pas parce qu'ils savent cela, même confusément, que les hommes qui rapportent l'instant s'en méfient et y sont si attentifs ? Certes ces larmes n'empêchent rien mais elles s'imposent comme les seules manifestations publiques et collectives qui brouillent le tableau en le troublant car elles pourraient retenir les hommes. C'est bien le sens de la remarque de Pierre Bellet qui après avoir quitté douloureusement sa femme et ses enfants, puis s'en être détaché, constate tout surpris qu' : « À Saint-Pargoire, j'ai repris toute mon assurance et, je le sais pas pourquoi, je me trouve parmi les plus enthousiastes. »³⁰² Est-ce encore à ce moment-là, celui du départ des soldats dans les dépôts, que se scelle publiquement, la mise en partage, la plus récurrente peut-être dans les correspondances, de la valeur « courage » au sens premier du terme, assez éloignée de sa connotation martiale ou guerrière. Celui de trouver l'énergie de surmonter les épreuves et ses peurs sur le théâtre des mises en guerre où il y a de toute façon peu de place pour les rôles hors-norme ou même la simple improvisation.

L'ensemble de ces témoignages rappellent alors la nécessité de bien distinguer l'évènement de ses mémoires sans les dissocier pour revenir à l'expérience vécue de l'évènement et à sa signification pour les acteurs. Annonce de la mobilisation, mobilisation et bien davantage départ des hommes qui vaut séparation effective, il a donc fallu à peine un jour et demi à deux nuits pour faire évènement. Le premier d'une longue série de la guerre. Et si la stupeur, la sidération et le réflexe peuvent contribuer à expliquer que les hommes sous le choc partent si vite dans les dépôts militaires, interroger la diversité et l'efficacité de la mise en œuvre des dispositifs officiels d'encadrement pour mesurer leur rôle dans ce succès s'impose au moins tout autant.

1.2.1.3. L'armée en premier rôle.

1.2.1.3.1. Premiers signes.

Les souvenirs des témoins sont parfois emplis de signes et de messages qui sont énoncés dans les souvenirs comme annonciateurs du basculement. C'est le cas de Louis

³⁰¹ Daniel FABRE et Jacques LACROIX, *La vie quotidienne des paysans du Languedoc au XIXe siècle*, Paris, Hachette littérature, 1991 (1974), p. 147

³⁰² Pierre Bellet, *Ma guerre de 14, opus cité*, p.12

Baron et d'autres qui ont cru voir dans le ciel le passage de « la comète de Halley »³⁰³ ou bien des « mises en garde du temps et de la nature »³⁰⁴. Mais d'autres traces plus tangibles bien que parfois minuscules, à caractère militaire le plus souvent, de celles qui font écrire à François Dosse convoquant Nietzsche que « les grands événements historiques arrivent le plus souvent, sur des pattes de colombe »³⁰⁵ sont repérables dans les sources. Très discrètes, elles peuvent être plus tard remémorées pour être interprétées au prisme de l'évènement. Aujourd'hui, bien que très différentes les unes des autres, appréhendées en faisceau, elles peuvent former autant de signes avant-coureurs, à peine esquissés, de la façon dont l'Armée, si loin du front pourtant, se met sur le pied de guerre.

C'est ainsi avec un argument de politique militaire nationale que le 7 octobre 1913, le Commandant de la caserne justifie auprès du maire l'augmentation de la durée des séances de tir sur le terrain de Maraval qui doit « répondre à l'augmentation des effectifs, consécutive à l'application de la loi des trois ans ». De fait, le territoire cantonal connaît un regain de manœuvres militaires du 3^e bataillon du 96^e RI dont l'ampleur du déploiement peut se mesurer au nombre considérable de propriétaires ou fermiers - au moins soixante - empêchés à cette occasion plus longuement que d'habitude de toute activité. Ces tirs plus fréquents mais aussi plus intensifs qu'ordinaire occasionnent de nombreux dégâts dans les vignes qui ne sont indemnisés qu'au terme d'une longue procédure judiciaire, en juin 1917 c'est-à-dire dans le contexte d'une agitation sociale maximale sur tous les fronts³⁰⁶. Ces exercices font écho un an plus tard à celles que connaît le minuscule village de Soubès, à 60 kilomètres au nord, peuplé de moins de 600 âmes. Son instituteur note qu'au début du mois de juillet 1914, le village doit loger les troupes des 96^e, 142^e et 81^e « qui allaient faire leurs tirs dans les environs ». Mais, précise-t-il, « nous étions loin de nous douter que les beaux régiments

³⁰³ AMA, Cahier de Louis Baron.

³⁰⁴ Joseph DELTEIL, *Les Poilus, opus cité*, p. 20-23.

³⁰⁵ François DOSSE, « événement » dans Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia, Nicolas Offenstadt (dir.) *Historiographies, concepts et débats*, 2 vol., Folio histoire, 2010, p.755-756.

³⁰⁶ AMA, fonds moderne pré classé, 537-26, archives militaires, lettres du commandant du 3^e bataillon du 96^e RI au maire d'Agde. Réclamations des propriétaires et règlement du 23 juin 1917.

seraient décimés un mois plus tard à la frontière par la mitraille ennemie. »³⁰⁷ Bien loin de se douter semble-t-il encore que quelques jours plus tard la mobilisation serait déclarée.

Comme partout en France, c'est le rappel des permissionnaires ou la suspension de leurs départs à la fin du mois de juillet qui attestent tout autant d'une tension grandissante, perçue de façon variable par les témoins épistoliers. À Toulon d'abord, les matelots ont d'abord été rappelés dès le 25 juillet tandis que les munitions de guerre commencent à être chargées et le 29 juillet, les cuirassés font le plein de charbon. De la caserne de Narbonne qu'il vient de rapidement réintégrer sur ordre ministériel le 27 juillet, le capitaine Joseph Dézarnaud donne à son épouse les raisons de son départ précipité du foyer familial dû à une « situation grave, mais non désespérée » évoquant pourtant « un horizon qui a rarement été aussi sombre ». Par conséquent, s'il lui propose de « s'en remettre à Dieu » il lui demande également déjà de « retirer la plus grande partie des économies pour pouvoir passer sans trop de peine les premières heures mauvaises le cas échéant »³⁰⁸, soulignant par cette précaution que ce rappel dans l'urgence ne lui laisse aucun doute sur l'imminence du conflit. À la caserne Mirabel d'Agde, le soldat Jules Rayssac accomplit son service militaire et tient impatientement depuis deux ans le compte précis des jours restant avant sa démobilisation prochaine dans les lettres adressées à sa mère. Ce 31 juillet, privé au dernier moment de permission, il prend le temps de la rassurer longuement. Tous deux perçoivent nettement depuis quelques jours la tension grandissante :

« Chère mère, j'ai reçu une lettre de Marthe me disant que vous étiez dans l'inquiétude de ne pas me voir arriver en permission et que vous aviez aussi entendu parler de guerre. Et bien ne vous faites pas de mauvais sang au sujet de moi. Si je ne viens pas en permission, j'en suis pas la cause. Il y a plus que moi. Ils ont fait rentrer ceux qui y étaient et je vous l'assure je n'aurais pas voulu être en permission et avoir reçu l'ordre de rentrer immédiatement. J'aurai eu plus la frousse que je ne l'ai, d'ailleurs ça aurait fait de la peine à vous et à moi. Vous croyez qu'on se fasse du mauvais sang ici. L'on s'amuse, l'on rigole plus qu'auparavant. N'ayez pas peur de la guerre, ce n'est pas la première fois qu'on en parle. Ils ont fait rentrer les permissionnaires, ils ont raison. Il faut se tenir toujours prêt. N'ayez crainte cela s'arrangera et puis après tout s'il fallait partir on partirait. Cela ne me fait pas peur comme je vous le dis nous nous ne faisons pas de la bile.

³⁰⁷ Jean Antoine SAUZET, *Les échos de Soubès pendant la guerre de 1914-1918*, juin 1919, Nancy, p.4 en ligne sur <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1653579/image>

³⁰⁸ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 27 juillet 1914.

Les civils ont plus la frousse que nous autres. Et puis il ne faut pas s'attendre à tout ce que les gens disent, nous autres nous savons aussi bien ce qui se passe comme eux. Ne me faites pas écrire si souvent car ce n'est pas la peine. Tranquillisez-vous, ça ne sera rien comme je vous le dis ce n'est pas la première fois que l'on parle de guerre. Peut-être encore je pourrai venir en permission on verra ça la semaine prochaine. Ecrivez-moi de suite et dites-moi que vous ne vous faites pas du mauvais sang. En tous les cas vous auriez tort. Vous ne me parlez pas s'il y a beaucoup de récolte au pays. Parlez-moi un peu du pays et laissez la guerre tranquille. Ici il y a des raisins en quantité, s'il n'y arrive rien, le vin ne se paiera pas cher. Je me porte bien et je souhaite que vous en soyez de même »³⁰⁹

Et ce que livrent avant tout ces deux missives de militaires brutalement encasernés c'est une forte appréhension partagée avec les civils de l'imminence de la guerre. La lettre du jeune soldat compte jusqu'à 12 occurrences relatives à la peur qui gagne. Marie, sa mère, propriétaire dans le canton aveyronnais excentré de St Izaire, veuve relativement aisée puisque la commission cantonale hésite à lui verser l'allocation journalière tandis que son fils la vouvoie, malgré son sexe, son statut, son lieu de résidence éloigné des villes, s'informe sur les événements. Pourtant, peut-être ne sait-elle pas complètement lire puisque c'est sa nièce, Marthe, qui lui sert d'intermédiaire. Permissionnaires, visites, colportages, sociabilité de village et de travaux agricoles viennent compléter efficacement les informations données par la presse, invitant à éviter toute généralité sur des campagnes plus ignorantes ou insouciantes que les villes. En effet, Marie Rayssac paraît finalement manifester plus de lucidité que l'instituteur de Montagnac, P. Bellet, qui entame le récit de son expérience en précisant que « dans les derniers jours de juillet, malgré les nouvelles alarmantes données par les journaux, personne ne croyait à la guerre »³¹⁰ Est-ce par ailleurs ce sentiment diffus du bouleversement à venir qui pousse quatre militaires amoureux encasernés en Agde à s'épouser dans la dernière semaine du mois de juillet ? Ils contribuent ainsi à doubler par rapport à 1913 le nombre de mariages contractés au chef-lieu, qui passent de huit à quatorze, ce qui laisserait supposer que sont déjà peut-être envisagées de futures séparations. Certes l'indice reste mince étant donné qu'en février, cet écart est encore plus important, passant de trois à dix mais à Paris, en août, les mariages ont augmenté

³⁰⁹ Jules à sa mère, Marie Rayssac, 31 juillet 1914.

³¹⁰ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, opus cité, p. 11

souvent pour légaliser des unions libres³¹¹, ce qui ne se retrouve cependant pas dans les bourgs du canton.

A posteriori encore, dans un tout autre registre, Philomen Mioch se souvient qu'à Florensac, « deux jours avant, les classes les plus âgées avaient été rappelées pour surveiller les voies et les ouvrages de chemin de fer »³¹², soit le 30 juillet. Le 1^{er} août, visiblement avant l'annonce de la mobilisation, l'instituteur de ce même bourg écrit à ses amis du village voisin de Pinet, qu'« hier, le garde est passé dans les maisons pour prévenir les propriétaires dont les chevaux seraient réquisitionnés au besoin »³¹³. Mais c'est dans la première semaine du mois que l'Armée prend ostensiblement toute sa place dans le canton dans la réussite de la mobilisation.

1.2.1.3.2. Autour des héros, la fabrique de l'enthousiasme

Jean Bédos, revient sur les premiers jours d'août 1914 dans un long poème, inséré dans un discours plus long encore, déclamé en uniforme militaire le 20 novembre 1921, dans la cour du collège où est inaugurée une plaque en marbre gris qui rend hommage aux 48 anciens élèves du collège et à leur professeur d'anglais « Morts pour la France ».

« Un jour, au moment même où s'ouvraient les vacances
 Le pas nombreux de l'Étranger
 Sonna lourd sur le sol de notre vieille France
 La Patrie était en danger !
 Ils sont partis d'un seul envol, sans défaillance.
 Rappelez-vous ces bataillons !
 Rappelez-vous l'enthousiasme, la vaillance !
 Ils sont partis comme ceux de quatre vingt treize
 Comme de nouveaux troubadours
 Les yeux illuminés, chantaient la Marseillaise »³¹⁴

Pour cela, l'ancien maire radical-socialiste choisit de mobiliser des références militaires explicites à 1793 et à la levée en masse des soldats de l'an II au secours de la « Patrie en danger », qui renvoient au mythe politique révolutionnaire d'une guerre de défense patriotique de la Liberté et de la terre natale. C'est le discours qu'ont porté une grande

³¹¹ André LOEZ, *La Grande Guerre*, Paris, la Découverte, collection repères, 2014, p. 13 / Clémentine VIDAL NAQUET, *Couples dans la Grande Guerre, le tragique et l'ordinaire du lien conjugal*, opus cité, p.74-90.

³¹² Philomen MIOCH, *Les tribulations d'un ouvrier agricole*, opus cité, 1984, p.14

³¹³ Virginie GASCON, « La Grande Guerre dans le canton de Florensac », dans Jean SAGNES (dir, *1914-1918, L'Agadès dans la guerre*, .), Les cahiers du GRHISTA, Saint Estève, 2015, p 165-178, p 167.

³¹⁴ *L'Avenir Agathois*, 26 novembre 1921. Cérémonie du dimanche 20 novembre 1921 à 10h 30

partie des édiles de gauche dans les communes à partir d'août 1914. C'est celui encore diffusé par les catégories sociales lettrées qui vise à rendre politiquement et moralement la guerre légitime, propre à justifier leur adhésion sans faille au discours d'Union sacrée³¹⁵. En ce sens, ce récit d'un départ des soldats (trans)portés par un enthousiasme unanime en 1914, relève-t-il du mythe, possède-t-il une part de réalité ou s'agit-il encore d'autre chose ?

Pour répondre, envisager d'abord le moment précis où les régiments quittent le dépôt pour le front comme d'imposants spectacles publics d'extérieur peut représenter un angle d'approche fécond car la séquence présente un intérêt particulier en proposant l'imbrication de deux spectacles. Il y a d'une part celui du défilé organisé par les autorités militaires et civiles qui est le spectacle attendu puisque souvent répété lors des parades antérieures. Mais il est lui-même inséré dans une scène sociale qui englobe toute la population présente dont le nombre et les comportements sont largement déterminés par l'exceptionnalité de la situation. Si la majorité des rôles militaires sont déjà distribués en amont par les autorités, la configuration des lieux et du moment génère sa propre logique, apte à déterminer les attitudes des acteurs dans des interactions de proximité. L'ensemble apparaît bien alors comme une scène complexe de théâtre ou un ballet, voire un opéra tant est importante la musique, où la chorégraphie des corps a été intentionnellement, savamment et spécifiquement préparée en amont. Le soldat Léopold Couïssy, présent dans le défilé du 4^e RIC qui quitte Toulon évoque d'ailleurs explicitement « un spectacle inouï »³¹⁶ et Pierre Bellet, dans le rôle du figurant en attente de départ, mobilise sans filtre le champ lexical du spectacle pour décrire en courtes phrases, le départ du 122^e RI de Rodez, titre qu'il donne par ailleurs à son récit :

« Le départ de Rodez. Un bataillon du 122^e s'embarque. Le public acclame les jeunes pioupiou. Le préfet lance une émouvante allocution, les vétérans de 70 et les jeunes boy-scouts viennent saluer les partants qui défilent crânement. Le lendemain départ d'un autre bataillon sous une pluie battante ce qui n'empêche pas le public de saluer avec autant d'enthousiasme »³¹⁷

³¹⁵ Nicolas MARIOT, *Tous unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, opus cité, p. 272

³¹⁶ ADH, 125 PRI 1 Fonds Léopold Alfred Couïssy, en ligne, p. 9-10.

³¹⁷ Pierre BELLET, *Ma guerre de 1914*, opus cité, p. 13

La précision du souvenir du jeune Louis Baron, 10 ans en 1914, associé à un urbanisme resté quasiment en l'état plus de cent ans plus tard, permet de se pencher plus étroitement encore sur le départ matinal du 3^e bataillon du 96^e RI pour la gare, à partir du poste d'observation stratégique que l'enfant occupe sur la place centrale de la ville à l'intersection du bourg et du pont qui traverse l'Hérault. Depuis l'annonce de la mobilisation, en raison des départs massifs et réguliers des hommes mais conformément aussi au calendrier estival des activités méridionales et des vacances scolaires, il y a très tôt du monde dans les rues qui forme, à hauteur de la perception du jeune Louis, « une foule » :

« Dans la ville, il y avait beaucoup d'animation. Un matin je me trouvais sur le trottoir de la place de l'évêché à l'endroit où se termine la rue des Accoules et je vis arriver venant de la mairie après avoir descendu la rue des Muses, les soldats du 96^e, marchant par quatre, au pas cadencé, sac au dos et fusil sur l'épaule. On pouvait les toucher en étendant le bras. La foule les acclamait, on criait vive le 96^e, vive la France et ils répondaient en souriant. Ils se dirigeaient vers le pont suspendu puis arrivaient à la gare où les attendaient des wagons portant l'inscription (hommes 40 chevaux 28). J'aperçus pour la dernière fois l'adjudant chef Talagran, marchant fièrement sabre sur l'épaule. Il devait être tué deux mois plus tard après avoir été promu sous-lieutenant. Sa femme inconsolable mourut trois mois plus tard, de chagrin disait-on »

Ce « matin », le JMO du régiment précise qu'il s'agit du 6 août, 1000 hommes environ sous le commandement du chef de bataillon Leclerc quittent la caserne Mirabel au petit matin pour rejoindre dans les trains les deux autres bataillons partis de Béziers³¹⁸. Comme le raconte sobrement Valentin Fournier dans un premier rôle de costumier, dans les jours précédents, les tenues et accessoires des héros-soldats ont été soigneusement préparés, le prestige de l'uniforme étant ce qu'il est :

« Le 3 août sont arrivés les réservistes qu'ils les ont habillés en tenue de guerre et moi je travaillais à placer des écussons aux vestes et aux capotes que j'y ai travaillé le 3 le 4 et le 5. Le 5 au soir je suis sorti en ville avec quelque uns de mes camarades où nous sommes rentrés à neuf heures en chantant la Marseillaise. Parti d'Agde le 6 à 6 heures 10 du matin »

Si 80 ans plus tard, L. Baron se souvient si précisément de cet itinéraire, c'est peut-être à cause de l'effervescence inhabituelle à cette heure matinale qui interrompt le cours routinier des activités d'un jour de semaine mais peut-être aussi parce qu'il ne

³¹⁸ SHD en ligne, JMO du 96^e RI, 26n672/1

correspond pas à celui qu'emprunte habituellement le bataillon lors de ses déplacements de la caserne à la gare, ni même lors de ses parades. En effet le trajet le plus court et le plus habituel, celui qu'emprunteront par la suite d'autres régiments venus s'installer dans la caserne pendant la guerre, nécessite de descendre plutôt vers la place de l'évêché en passant à la lisière de la ville et de la campagne, voire de passer par la promenade, plus large, donc plus apte à recevoir un défilé militaire. Or, l'itinéraire emprunté ce 6 août est un peu plus long mais surtout *a priori*, et étrangement, bien plus malcommode puisqu'il passe d'après Louis Baron, par deux rues très étroites, la rue des Muses et celle des Accoules.

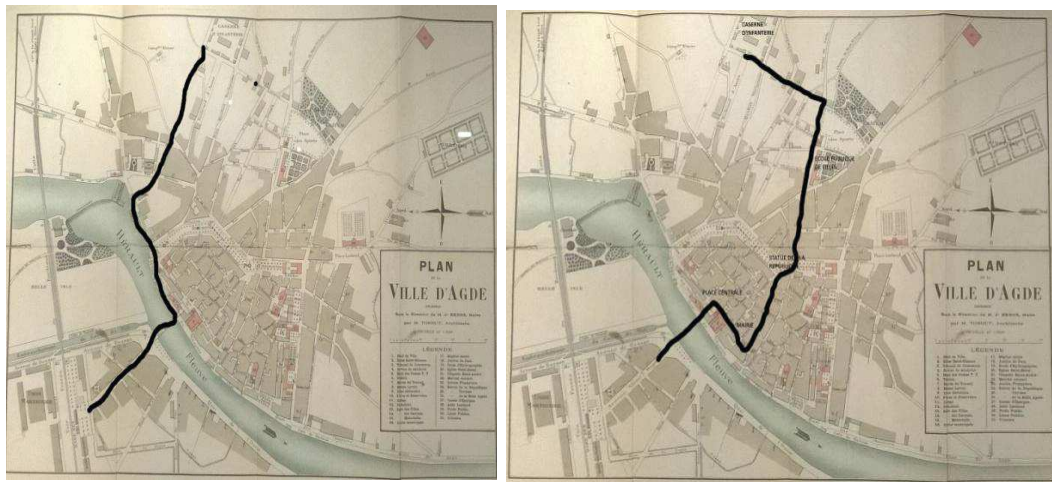


Figure 20. 1. Trajet habituel du 3^e bataillon du 96^e RI de la caserne vers la gare
2. Trajet du 6 août 1914.

Pourquoi changer d'itinéraire et pourquoi précisément celui-ci ? L'imposant défilé haut en couleurs et en musique longe d'abord une des plus grandes « campagnes » de la commune, le mas Rigaud, ainsi que ses fermes, permettant peut être un tour de chauffe aux 1000 soldats du bataillon. Puis, contrairement à l'habitude, il passe dans les quartiers de la ville les plus densément peuplés dont sa rue principale et centrale. Là, l'étroitesse des voies, qui représente habituellement plutôt une contrainte devient une ressource en octroyant une impression de plus grande ampleur au défilé qui par ailleurs peut durer plus longtemps au milieu de la population présente dans les rues mais tout autant aux fenêtres. La configuration des lieux oblige constamment encore à un rapprochement physique des civils et des militaires qui acquièrent par les regards et les gestes qui se portent vers eux - jusqu'à les « toucher » -, un statut de héros certes, mais de héros accessible. La mise en scène peut alors provoquer d'autant plus d'émotions sincères et collectives, qu'acteurs et spectateurs appartiennent parfois aux mêmes

familles ou communautés tout en étant irrémédiablement séparés par les rôles et les obligations de la fonction. La proximité peut susciter des gestes de rapprochement spontanés mais au final empêchés par la mobilité martiale des uns et l'immobilité des autres. Même s'il n'y a peut-être pas tellement « foule » ce matin du 6 août dans les rues de la ville, l'impression en est donnée à ceux qui participent ou assistent à la scène. De plus, le choix de l'itinéraire s'avère tout aussi symboliquement politique : avant d'arriver à la gare, le défilé longe les toutes récentes et imposantes école publique de filles, statue en bronze de Marianne et enfin la mairie, sans oublier la maison du maire, soit tous les hauts lieux de la « République au village » ; La force de cette séquence représente le point d'orgue de la vague de départs de tous les hommes démarrée le dimanche 2 août, par son faste et sa date placée au milieu de la semaine. Dès lors, rien d'étonnant qu'elle participe de celles majeures qui (re)composent les souvenirs des témoins et que Jean Bédos comme Jean Félix, deux maires rappelons-le, se soient remémoré dans la presse locale ce départ des soldats « partis d'un seul envol, sans défaillance » comme un spectacle épique. Si les autorités militaires et municipales avaient décidé, ce dont on ne trouve aucune trace mais qui relève du possible voire du probable, d'organiser un spectacle exceptionnel à la hauteur de l'évènement et donc inédit géographiquement, afin de frapper les esprits et de faire participer physiquement ses acteurs militaires comme civils à une « Union sacrée à la base » par une forme de fusion symbolique des corps et des voix, elles n'auraient pas choisi un autre tracé. On voit là à l'œuvre dans le grand concert de la virilité où les morceaux se succèdent comme autant de tableaux, chaque catégorie masculine, soldats et civils, des plus jeunes au plus vieux, jouer la partition qui lui a été dévolue. Les mécanismes valorisants s'emboitent parfaitement les uns aux autres pour faire tourner à plein régime le moteur de l'estime de soi masculine, encouragé par les cris d'admiration qui créent de fait l'enthousiasme consensuel. Est-ce cela que le médecin agathois Joseph Picheire, historien de sa ville, mobilisé comme médecin, nomme bien des années plus tard, dans son évocation de cette première semaine, « une mâle résolution »³¹⁹ ?

La mise en scène oblige les soldats à se conformer aux attentes des civils qui les observent, légitiment par leurs cris et leurs gestes leurs départs et vice-versa. Ils sourient

³¹⁹ Joseph PICHEIRE, *L'histoire d'Agde*, Editions Bissuel, Lyon, 1966, p.99

en évoluant publiquement dans le cadre socioculturel de la valeur « virilité » dans sa dimension martiale survalorisée à ce moment crucial. Après tout la scène n'est-elle pas pour tous l'aboutissement logique de temps d'années d'encasernement ? Les soldats défilent « crânement » ou « fièrement » portés par l'enthousiasme contagieux des civils. Loin de faire naître un clivage, le spectacle est organisé pour souder les participants, toutes générations confondues, y compris et surtout peut-être ceux qui partiront bientôt et ceux qui ne partiront plus, dans le devoir de défense de la Patrie en danger.

Le témoignage de Léopold Couïssy vient par ailleurs éclairer la succession des scènes et par la même les limites de cette organisation. Il est à Toulon et comme tant d'autres il est saisi par les « acclamations frénétiques » qui accueillent les soldats à la sortie de la caserne : « Des clameurs immenses montaient jusqu'à nous par instant stridentes, et d'autres fois des cris et des hurrahs de chants et de rire. Cette foule dansait, s'embrassait et pleurait même, on nous jetait des fleurs » écrit-il. Mais très rapidement, le soldat comme tout acteur est confronté à la médiocre matérialité de l'envers du décor : « Il fait très chaud, le chargement est au complet, on est trempé de sueur on traverse la ville avec ce chargement sur le dos. Ici sans clique, sans fleurs, sans mouchoirs agités et enfin nous arrivons à la gare »³²⁰ où recommence une nouvelle scène épique.

Ces manifestations pourraient donc avoir autant avec le ressenti sincère d'un enthousiasme conjoncturel qui « s'évanouit avec les illusions »³²¹ qu'avec la dynamique d'une logique de situation suscitée par la construction spectaculaire par les autorités de l'évènement. Nicolas Mariot a théorisé le fait qu'il était très difficile voire impossible de déduire les pensées et sentiments des individus de leurs comportements publics³²², et il se peut que dans ces moments ce ne soit donc pas uniquement la perspective de bouter les Allemands hors de France qui provoquent les manifestations plus ou moins frénétiques dans les rues mais bien plutôt l'immense réussite d'une mise en scène, organisée et contrôlée par les autorités, qui remplit la même fonction que les grands rassemblements dans les régimes autoritaires : faire une démonstration de force,

³²⁰ ADH, 125 PRI 1, fonds Léopold Couïssy en ligne, p. 9-10

³²¹ Jean Baptiste DUROSELLE, *La Grande Guerre des Français 1914-1918*, Paris, Perrin, 2003, p 61

³²² Nicolas, MARIOT « Les formes élémentaires de l'effervescence collective, ou l'état d'esprit prêté aux foules », *Revue française de science politique*, 51^e année, n°5, 2001, p. 707-738.

impressionner, provoquer de l'unanimité en jouant sur le terrain des émotions efficacement construites, rigoureusement encadrées puis savamment entretenues pour délégitimer au yeux de tous, toute attitude non « enthousiaste ». Dans ce spectacle ritualisé et encadré de la nation entière en guerre, rien d'étonnant peut-être alors que certaines troupes méritent plus que d'autres d'être mises en scène par les autorités militaires, parce que peut-être plus nationales. En effet, c'est uniquement sous le plume d'Albert Alazet, sept ans en août 1914, qui participait à son niveau à cet extraordinaire événement, qu'est révélé le départ nettement moins glorieux des troupes coloniales encasernées, pourtant simultanément de celui du bataillon du 96^e RI :

« Nous avons à Agde une section de Sénégalais qui dépendait de la garnison de Sète et qui était affectée à la caserne Mirabel. Posté derrière une petite fontaine située au bout de l'avenue de la gare et appuyant de façon continue sur sa poignée, je distribuais l'eau à tous les bidons de deux litres que les soldats me présentaient. Cela dura quatre heures. Ils étaient assoiffés (nous étions en été) fatigués aussi avec tout le barda qu'ils portaient sur le dos, pressés par leurs supérieurs qui ne supportaient pas cet arrêt prolongé. »³²³

L'Armée a pu comme partout assurer le succès des départs grâce à la mobilisation des chemins de fer. Le territoire cantonal est particulièrement bien desservi en voies ferrées : Trois communes possèdent une gare appartenant à la Cie des chemins de fer du Midi et quatre une relevant du réseau d'intérêt local de l'Hérault, à Agde, Marseillan et à Bessan soit sept au total. Outre l'existence d'un réseau de dix lignes militaires de « chemin de fer de campagne » relevant du Ministère de la Guerre, les compagnies commerciales ont perdu toute autonomie à partir du 31 juillet. Le 1^{er} août, elles ont reçu l'ordre de mobilisation générale et sont totalement réquisitionnées : le personnel, les installations et tout le matériel passent par simple arrêté ministériel du 2 août sous le contrôle de l'Armée qui les emploie exclusivement au « grand déménagement »³²⁴. Le volet « transport » de la mobilisation française consiste en deux phases : la première consiste à acheminer, essentiellement par train, chaque mobilisé de son domicile à son dépôt militaire et la deuxième concerne le convoyage par voie ferrée de quelques trois millions de militaires des dépôts vers la frontière franco-allemande. L'entreprise est

³²³ L'Agathois, 27 octobre 1994, témoignage d'Albert Alazet.

³²⁴ Pierre LEPAGE, « Du plan stratégique au plan de transport. Deux succès de logistique pour deux stratégies en échec (août 1914-septembre 1939) », *Revue d'histoire des chemins de fer*, 42-43, 2012, p. 109-133

gigantesque. Le 6 août, pour acheminer le seul 3^e bataillon du 96^e RI, il faut un train entier composé de 34 à 47 wagons qui peuvent former des convois longs de 400 mètres. Pour ce faire, les recensements cantonaux de 1911 couplés aux fiches matricules font état d'environ 125 cheminots dont une centaine mobilisables qui représentent 75 % de la profession, les autres étant trop âgés. Sur les 91 hommes dont il est possible d'observer le statut à l'été, seuls 57 restent à leur poste, soit dans les sections de chemins de fer de campagne, soit dans les compagnies commerciales réquisitionnées. 34 à l'inverse, sont versés immédiatement dans des unités combattantes. Même s'ils représentent 65% de la totalité des affectés spéciaux du canton, ces 57 cheminots de la guerre ne représentent donc qu'une infime minorité des hommes mobilisés, moins de 2 %. Outre une ancienneté de plus de six mois, ceux qui sont maintenus à leur poste durant la guerre sont avant tout des techniciens spécialisés et des hommes plus âgés que la moyenne des mobilisés puisque aucun n'appartient aux classes qui dépassent 1909. Ils sont incorporés sous trois statuts ; 17 sont « non affectés » (N.A.) mais les fiches précisent que le conscrit est « appelé sous les drapeaux et maintenu à son emploi du temps de paix au titre des sections de chemin de fer de campagne ». 36, sont des « affectés spéciaux » pour la durée de la guerre, l'immense majorité dans la Compagnie des chemins de fer du Midi et deux dans celle du PLM. Dans ce secteur encore, le commissaire militaire Giboulot affecté par l'armée à la compagnie méridionale ne manque pas de rapporter que « dans l'enthousiasme, les agents de la Compagnie du Midi montrent beaucoup de zèle et de bonne volonté. »³²⁵ Quatre enfin sont employés par la Compagnie d'intérêt local de l'Hérault où ils bénéficient d'un sursis d'appel correspondant au temps officiel de la mobilisation avant de rejoindre le 26 août divers corps combattants puisque dès cette date le service commercial de la compagnie du Midi reprend ses droits. Mais durant tout le conflit, les transports militaires restent prioritaires sur le réseau³²⁶.

³²⁵ Cité par Pierre LEPAGE, « Du plan stratégique au plan de transport. Deux succès de logistique pour deux stratégies en échec (août 1914-septembre 1939) » opus cité, 2012, p. 109-133.

³²⁶ *L'Éclair*, 23 août 1914.

1.2.1.3.3. De l'anticipation des réquisitions à leur mise en œuvre.

Complémentaire de l'organisation des départs des hommes, l'efficacité de l'Intendance militaire, en lien étroit avec les municipalités, représente un autre facteur décisif du succès. Elle suppose le déploiement rapide des dispositifs de rapatriement sur le front des denrées et ustensiles utiles présents dans la caserne et partout ailleurs sur le territoire. Et de fait, la mairie peut répondre le 18 décembre aux autorités que « le bâtiment est vide d'hommes, de vivres et de matériel. »³²⁷

Le 13 janvier 1913, dans toutes les communes, ces services ont lancé une vaste enquête relative à « l'inventaire des ressources du territoire national en matière d'effets d'habillement utilisables pour les besoins de l'armée »³²⁸ qui ont conduit les services municipaux à établir trois listes détaillées toujours présentes dans les fonds municipaux. La première a inventorié les vêtements disponibles, la seconde les matières premières (fils et tissus) et la dernière les moyens de confection (machines), chacune comprenant les noms et adresses des détenteurs de ces stocks, ce qui a permis d'identifier dans la ville cinq commerçants. Un an et demi plus tard, les mêmes sont très aisément sollicités pour récupérer des « draps nuances bleu de ciel, garance, bleu foncé, gris bleuté pouvant être employés tels quels pour faire effets de troupes » ou des « draps pouvant être préalablement teints ». Les noms des commerçants, les métrages possédés et leurs couleurs, donnés en réponse immédiate par les édiles correspondent à l'identique aux informations issues de l'enquête de 1913³²⁹. Jusque dans le détail des quantités de tissus et de leur nuances de teintes, présents dans les commerces agathois et certainement donc de toutes les communes de France, l'armée a donc eu grand soin de préparer la mobilisation logistique. Rien d'étonnant alors qu'entre le 7 août et le 5 septembre 1914, Charles Laporte, commerçant à Marseillan, soit délesté en quatre fois, par bons de réquisition successifs, de six paquets de bougies et d'une caisse de dix bidons d'essence³³⁰. Désormais, l'Armée prend, un peu ou beaucoup, de tout, partout, en une plusieurs fois, éventuellement sous la contrainte quand elle estime que la guerre le

³²⁷ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, *opus cité*, 18 décembre 1914

³²⁸ AMA, 527-24, évaluation de ressources du territoire national en matière et effets du service de l'habillement militaire pour les besoins de l'armée en cas de mobilisation. 1913, H2-08.

³²⁹ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, *opus cité*, 8 août 1914

³³⁰ AMM, sous-série 4H3, dossier réquisitions

nécessite ; à partir du 4 octobre, elle en appelle plutôt aux dons, ceux de couvertures, mais menace de réquisitions par la force publique si les quantités s'avèrent insuffisantes³³¹. Elle s'appuie, comme les autorités s'y emploient régulièrement, sur un potentiel sentiment de culpabilité des civils sollicités pour un geste à haute valeur patriotique puisqu'il s'agit de « couvertures nécessaires pour abriter nos valeureux soldats » tout autant que de solidarité sinon d'humanité, relatif au « froid intense dans les tranchées du front ». Tous sont donc invités dès le lendemain à apporter à la mairie les couvertures de laine dont ils disposent, à hauteur minimale d'une pour 50 habitants soit environ 200 pour Agde, 100 pour Marseillan et 50 pour Bessan et Vias³³². Marie Fabre s'empresse de partir à la recherche de ces précieux lainages qu'elle finit par trouver là où le lui a indiqué son fils, sur le « plancher du magasin »³³³. Plus ou moins gracieusement, les communes atteignent ou dépassent ces chiffres ; Bessan en envoie 46 gratuitement et 7 à payer, Agde, 272 gratuites et Marseillan 160 à payer. Vias dont les élus ont voté en outre « la somme de 100 francs pour l'achat de vêtements chauds pour les militaires »³³⁴ se charge de tout transporter à Béziers avec ses charrettes³³⁵. Parfois, il est impossible de fournir telles ces « presses mécaniques ou à paille » mais parfois cela l'est comme ce 7 novembre 1914 où les commerçants agathois « Mas, Gamel et Durand », sont mis en demeure de livrer les « 24 paires de sabots et de galoches » qu'ils possèdent³³⁶. Fin septembre, l'Armée s'approprie encore les 30 tenues et le matériel présent dans la caserne des pompiers contre 2512,50 francs³³⁷.

Réquisition de biens et réquisition de locaux. Dès 1893, le collège municipal de garçons avait été envisagé comme un futur hôpital militaire possible en cas de guerre, suite à une visite sur place des représentants de l'association des Dames Françaises. Sa présidente avait écrit au maire que « la commune pourra donc avoir un hôpital de campagne lorsqu'éclatera cette terrible guerre à laquelle nous devons tous songer bien qu'il faille

³³¹ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, *opus cité*, 4 août 1914

³³² AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, *opus cité*, 4 octobre 1914

³³³ François à Marie Fabre, 15 octobre 1914

³³⁴ AMV, sous-série 1D4, registres des délibérations du conseil municipal, 1909-1929, 12 octobre 1914

³³⁵ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, *opus cité*, 4 octobre 1914

³³⁶ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, *opus cité*, 6 septembre et 7 novembre 1914.

³³⁷ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, *opus cité*, 24 septembre 1914

en parler peu »³³⁸. En 1900, un rapport du médecin-chef de l'hôpital St Joseph porte sur sa « possible utilisation comme hôpital temporaire en cas de conflit » et liste même les moyens de transport le reliant à la gare³³⁹. La réquisition du bâtiment se déroule donc aisément pour que le 10 août l'établissement soit transformé en hôpital temporaire de 50 lits pour convalescents qui complètent les 35 de l'hôpital Saint Joseph³⁴⁰. Dès les premiers jours du conflit, Agde dispose donc d'importantes capacités d'accueil pour les futurs blessés puisque le collège reçoit jusqu'à sa fermeture en 1917, 1560 malades et blessés, palliant le retard de l'hôpital complémentaire 47 de la caserne Mirabel dont les 350 lits ne sont disponibles que le 1^{er} novembre 1914. L'offre cantonale en matière de soins aux militaires blessés est complétée progressivement par l'ouverture à partir du 15 février 1915 des 55 lits de l'hôpital complémentaire installé dans l'hospice civil de Marseillan³⁴¹. Le 19 août encore, suite aux premières batailles meurtrières, l'armée inventorie à nouveau les places disponibles et prévoit la réquisition des lits en acier des ouvriers agricoles des grands domaines³⁴² mais elle renonce à installer un établissement à Vias ou Bessan³⁴³. Seules deux salles du collège restent en activité pour la centaine d'élèves du collège. Les autres cours se déroulent à l'école d'hydrographie qui venait de fermer définitivement et dans les locaux de la Bourse du travail tandis que l'internat est mis en sommeil³⁴⁴, handicapant scolairement les élèves des communes voisines. La guerre renforce donc dans le domaine scolaire la polarisation du territoire cantonal sur son chef-lieu où de surcroît désormais tous les élèves du canton de Florensac doivent venir eux- passer le certificat d'étude.

Les autorités militaires ont encore organisé depuis longtemps la réquisition, plus que des rares véhicules à moteur, des chevaux et mulets qui relèvent d'un système de comparable à celui des soldats : depuis 1877 puis 1909, ils sont recensés et classés suivant des catégories d'âge et de race auxquelles sont attribués des prix fixés par le

³³⁸ J.M. RIGAL, « Le collège d'Agde et les grands conflits » dans APAAR, *L'enseignement à Agde*, 2011, p 100-110, p.104-105.

³³⁹ *Ib.*

³⁴⁰ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, *opus cité*, 19 août 1914

³⁴¹ François OLIER et Jean Luc QUENECH'HDU, *Hôpitaux militaires dans la guerre 1914-1918*, France sud-ouest, tome 3 Ysec Éditions, Louviers, p 56. Tous les chiffres en sont extraits

³⁴² AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, *opus cité*, 15 septembre 1914.

³⁴³ Cité par Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, *op. cité*, p. 321.

³⁴⁴ J.M. RIGAL, « Le collège d'Agde et les grands conflits » *opus cité*, p.105

budget militaire. Une commission départementale est spécialement affectée à ce travail. En l'absence de sources spécifiques consultables concernant ces réquisitions dans la durée de la guerre, leur étude s'appuie ici concernant 1914 sur les réponses expédiées à la demande de la préfecture par les maires de Marseillan et Agde. Sur toute la durée de la guerre, la source unique demeure la statistique agricole élaborée annuellement en fin d'année par des commissions municipales puis cantonales. L'année 1913 sert de point de repère pour une démarche soustractive même s'il faut rester prudent quant à la fiabilité de longues listes de chiffres établies à la main, dont les erreurs de transcription sont toujours possibles. Dans le canton dont le chef-lieu est la plaque tournante des départs, ce serait près de 400 chevaux de plus de trois ans – les autres mules et mulets ne semblent pas concernés – qui prennent le train à Agde à l'été 1914³⁴⁵ et 100 de plus l'année suivante, essentiellement pour les communes de Marseillan et de Bessan. Agde n'aurait été concernée qu'en 1914 avec la perte de 37 % de son cheptel, les trois autres communes le sont également en 1915, en donnant respectivement sur les deux années à peu près 50,5 %, 62 %, et 45 % de leurs bêtes. Globalement, les réquisitions de chevaux auraient donc été très variables selon les communes, Marseillan ayant été davantage concernée que ses voisines. Limitées en qualité, puisque les mules et les chevaux de moins de trois ans ont été épargnés, elles l'ont été aussi dans le temps, puisqu'elles ne se répètent pas de 1916 à 1918. 142 chevaux sur 382³⁴⁶ sont réquisitionnés à Agde mais les propriétaires reconstituent presque l'intégralité de leur cheptel l'année suivante. Ils sont 145 sur 235 à Marseillan alors que la mairie l'évalue à 166 sur 390 en août 1914³⁴⁷, 138 sur 273 à Bessan et 88 sur 201 à Vias.

Tableau 1-8. Réquisitions de chevaux en 1914 et 1915 d'après la statistique agricole

Nombre de chevaux	AGDE	BESSAN	MARSEILLAN	VIAS	TOTAL
Base 1913	382	273	235	201	1091
1914	-140 (242)	- 78 (195)	- 99 (136)	- 79 (122)	- 386 (695)
1915	+ 114 (356)	- 60 (135)	- 46 (90)	- 9 (113)	- 1(694)
REQUISITIONNES SUR 1 OU 2 ANS	37,00 %	50,50 %	62,70 %	44,80 %	36,00 %

³⁴⁵ ADH, 6M1789 à 6M1795, statistique agricole, canton Agde, 1913-1921, 6M1790, année 1914.

³⁴⁶ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, *opus cité*, 10 août 1914.

³⁴⁷ AMM, sous-série 2D 33, correspondance active : registre des copies de lettres 1912-1915, 15 septembre 1914

L'armée ne payant pas immédiatement les propriétaires de chevaux, seuls ceux qui ont des réserves financières parviennent à se réapprovisionner assez rapidement par des bêtes de réforme, ou à l'inverse des animaux plus jeunes, comme le rapporte François Fabre dans son semainier :

« 5 août, Léonce a amené les deux chevaux à Agde pour le recrutement militaire pour la guerre. Ils ont été bons et on les a évalué à 1000 francs chacun. Cette somme sera payée par l'administration.

6 août ; Acheté un cheval noir à Vivarès de Pomerols, 350 francs plus 5 francs de commission »

9 août ; Acheté un cheval rouge à Bringuié, camionneur à Bessan, 975 francs »

Il est impossible d'évaluer le prix d'un cheval qui dépend de sa race, de son âge, de son état de santé mais ce qui est sûr c'est que très rapidement il devient très difficile voire impossible d'en trouver, à moins comme l'explique Louis Gleizes, qu'il s'agisse d'une « carne », c'est-à-dire une bête de peu de valeur utilitaire. François Fabre a certainement anticipé la difficulté en étant très réactif d'autant plus que ses moyens financiers lui ont permis de se passer du paiement de l'armée. Durant le conflit, ses courriers attestent qu'il ne manque pas de bétail puisqu'il peut en prêter temporairement à ses cousins et à des voisins. Il faut donc, si un wagon peut contenir 28 chevaux, les faire entrer dans environ 20 wagons soit au moins l'équivalent d'un immense train, voire de deux. D'après les registres matricules, pour accomplir la tâche, l'armée détache dans chaque commune des soldats issus du 121^e RIT en particulier, de certains plus âgés de la réserve de l'active et des E.T.E dont tous ceux qui exercent la profession de ramonet dans le civil. De fait, le premier adjoint agathois, Antoine Bories, accueille à la gare le 25 août, une compagnie du 121^e RIT cantonné à Béziers, soit environ 200 militaires qui s'installent à la caserne. Ainsi, à peine partis, des soldats reviennent dans leur ville afin d'organiser les transports de chevaux sur le front et peuvent par là même revoir leurs proches. Quelques uns issus du même régiment sont encore affectés depuis le 1^{er} août à la garde des passages à niveau et des voies ferrés ; ils sont trois à Vias³⁴⁸.

Concernant l'intendance et la logistique, il est donc perceptible que, loin d'être la traduction d'un élan enthousiaste spontané, l'armée a pensé jusqu'à l'échelle minuscule des communes du canton les multiples réquisitions de biens y compris les plus dérisoires, de locaux et de chevaux avec un grand soin des détails au moins dès le

³⁴⁸ AMV, sous-série 2D2, registre des arrêtés du maire, 1903-1922, 6 avril 1915

début du siècle. Elle a pu de plus tester à l'occasion la compétence réactive et obéissante des militaires, des cheminots et de tous les agents locaux et nul doute que cette préparation minutieuse a contribué largement au succès des premiers jours. Ce geste d'un premier adjoint qui accueille des militaires à la gare vient dès lors éclairer le rôle essentiel et spécifique tenu par les élus à l'interface des autorités militaires et administratives ainsi que de nombreux habitants dans la réussite de la mobilisation.

1.2.2. Au cœur du maillage : Un municipalisme de guerre

1.2.2.1. Instaurer l'état de siège.

À la veille du conflit, les édiles des communes du canton présentent une réelle homogénéité. En terme générationnel, à l'exception de celui de Vias, Jean Balestie âgé de 59 ans, les trois autres maires sont nés entre 1869 et 1871. Politiquement, les listes se répartissent la gamme chromatique du rouge radical, le maire de Bessan se dit même socialiste. Socialement les quatre édiles sont des propriétaires viticoles moyens même si celui d'Agde, est également médecin. Seul Jean Bédos est enrôlé dès les premiers jours, à Montpellier comme Médecin-major. Né en 1870, maintenu dans ses fonctions, Marius Roqueblave s'engage finalement dans le 16^e SIM en 1915 et fait dès lors préciser dans les délibérations municipale de Marseillan son statut de mobilisé en service auxiliaire à l'hôpital militaire bénévole de sa ville jusqu'en 1917 quand ferme le bâtiment. Il est donc en permanence présent dans sa commune tout en ayant pu faire valoir le respect du devoir militaire qui lui incombe. Joseph Lignières, maire de Bessan, a été exempté en 1890 pour des problèmes de testicules, le reste en décembre 1914 et décède juste après la guerre. Si les cultivateurs et quelques artisans composent la base socioprofessionnelle de tous les conseils, chaque communes affiche sa spécificité : On trouve à Agde et Marseillan des patrons-pêcheurs notamment, des employés et deux professeurs à Agde. Des cultivateurs composent l'essentiel du conseil de Vias et celui de Bessan se distingue par un tiers d'ouvriers agricoles, à l'image du bourg. Leur moyenne d'âge assez élevée de 43 ans (40 ans au chef-lieu de canton et 44 à Bessan et Marseillan) a pour conséquence de mobiliser l'essentiel des élus qui sont en

âge de l'être, soit environ un tiers d'entre eux, dans le corps de l'armée territoriale et de sa réserve.

Avec ou sans les maires, tous les conseils se réunissent, en séance ordinaire ou extraordinaire, dans la deuxième semaine du mois d'août - Marseillan le 8 puis le 17, Agde le 9, Vias le 11 et il est probable que Bessan en ait fait autant. C'est d'abord l'occasion de relayer solennellement les éléments du discours gouvernemental de façon plus ou moins mesurée. Tous font le constat que « La France ayant été attaquée par l'Allemagne, nos enfants sont partis à la frontière pour la défendre » mettant immédiatement en avant l'argument défensif qui permet de légitimer l'entrée en guerre. Seul cependant le 1^{er} adjoint agathois se lance dans des diatribes lyriques qui saluent « les soldats qui versent leur sang pour la France, pour la civilisation, contre la barbarie allemande. »³⁴⁹ Ailleurs la sobriété domine dans la bouche d'élus radicaux sinon socialistes à Marseillan, où il faut composer avec les positions du parti sur le point de rallier le gouvernement d'Union sacrée.

Par les possibilités logistiques offertes par des locaux qui accueillent tous les groupes qui ont besoin de lieux, la mairie devient dès le début du conflit, le cœur bâti et battant de la construction du front intérieur, rôle crucial qui est reconnu dans la durée aux élus par l'État qui en 1916 les prolonge dans leur mandat jusqu'à la fin des hostilités. Les maires ou leurs délégués en deviennent les maîtres d'œuvre à la fois par leur conscience civique et l'autorité qu'ils exercent sur les agents municipaux et l'ensemble de la population. Mais si toutes les communes, y compris les plus petites comme celle de Soubès, village de 600 âmes, possèdent un registre de consignes « sur les devoirs du maire en cas de mobilisation »³⁵⁰ dont il ne reste nulle trace dans le canton ni dans les archives départementales, il semble bien que ce rôle central ait été dans ce domaine encore, largement anticipé, codifié puis transmis par les autorités à la plus infime échelle territoriale. Les mesures d'exception prises par le gouvernement qui décrète l'état de siège le 2 août pour toute la durée de la guerre se traduisent par l'octroi de larges pouvoirs de justice et de police à l'autorité militaire qui conjointement avec la préfecture les délègue en partie immédiatement aux maires. Signe de ce glissement,

³⁴⁹ AMA, sous-série 1D37, registre des délibérations municipales, 28 août 1914

³⁵⁰ Jean Antoine SAUZET, *Les écho de Soubès dans la guerre*, opus cité, p. 4

D'après sa fiche matricule, Louis Arnal, le secrétaire de mairie agathois, est tout de suite placé en sursis de mobilisation, affecté selon une désignation explicite « au bureau militaire de la mairie d'Agde ». Conscients de ce nouveau statut qui leur est dévolu, les élus agathois ouvrent le 4 août un registre concernant les correspondances échangées avec les autorités intitulé un peu solennellement : « Télégrammes officiels pendant la guerre franco-allemande »³⁵¹. Ses pages sont divisées en deux colonnes, celle de gauche contient la copie des télégrammes reçus, celle de droite, les réponses renvoyées. Ce document dit beaucoup de la perception de ce début du conflit comme une rupture qui nécessite une nouvelle mise en forme administrative, peut-être plus soignée et plus rigoureuse. Plus militaire. Mais il représente également une source précieuse pour mesurer l'obéissance des élus ainsi que la chronologie quotidienne des premiers mois de la guerre. Les deux premiers mois concentrent en effet 67 messages contre 53 pour les mois suivants : de quatre télégrammes quotidiens en août, le rythme passe à un par jour puis deux ou trois par semaine avant que le registre ne se clôture à moitié vide, le 28 novembre 1916 sans indication particulière. Peut-être que les informations se sont tariées parce qu'à cette date, la mairie s'est dotée du téléphone. Ce document révèle en outre le rythme soutenu des échanges quotidiens entre la mairie et les différentes autorités militaires et administratives ainsi que la grande réactivité des uns et des autres puisque les réponses tombent en général dans la journée. Aucun document similaire n'a été conservé dans les trois autres communes à l'exception de celle de Marseillan où le registre des correspondances actives et passives suit son cours et est densément rempli. Mais l'encre s'est largement diluée rendant parfois leur lecture aléatoire.

Dès le 4 août 1914, le sous-préfet de Béziers prévient les maires que désormais les dépêches officielles porteuses de nouvelles du front ne seront adressées qu'au chef-lieu de canton³⁵². La mobilisation se traduit donc immédiatement par la polarisation supplémentaire du territoire cantonal. Signe peut-être de l'importance que prennent ces informations quotidiennes, l'édile de Marseillan fait installer le téléphone dans sa mairie dès le mois d'octobre³⁵³. Inversement, les fonds bessanais des délibérations sont vides jusqu'au mois de juillet 1915 et les correspondances avec la préfecture ne débutent

³⁵¹ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels pendant la durée de la guerre franco-allemande.

³⁵² AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, opus cité, 4 août 1914.

³⁵³ AMM, sous-série 2D2, registre des arrêtés du maire, 1903-1922, 21 octobre 1914.

qu'en décembre attestant peut-être de la désorganisation régnante et de la difficulté des acteurs à répondre à l'exceptionnalité de la situation dans la petite commune. Si les agents de Vias et Bessan paraissent débordés, c'est qu'ils sont peu nombreux d'autant qu'à Vias, le jeune secrétaire de mairie, acteur central de ces premiers jours, est immédiatement mobilisé à la différence de celui de Bessan définitivement exempté et de celui de Marseillan, trop âgé. Depuis la loi de 1884, l'élection des maires et les conseillers municipaux sont élus au suffrage universel pourtant « le maire règne mais ne gouverne pas. »³⁵⁴ La première fonction imposée aux édiles par les autorités dans un contexte de multiplication des tâches extraordinaires et urgentes consiste à orchestrer l'état de siège c'est-à-dire qu'ils doivent aussi vite que scrupuleusement appliquer les ordres envoyés par le préfet et l'armée puis d'en rendre systématiquement compte. Pourtant placés davantage encore sous contrôle et en nombre réduit à cause de la mobilisation, ces acteurs s'acquittent consciencieusement de leurs multiples tâches nouvelles dans l'urgence. Ils peuvent pour cela s'appuyer sur le travail et les compétences diverses des fonctionnaires, soit une dizaine de gendarmes, une quinzaine de douaniers dans le port d'Agde, une vingtaine d'agents des postes ou des contributions et encore sur trois fois plus de gardes-champêtres et d'employés municipaux et enfin sur une douzaine de policiers. Aux gardes-champêtres et appariteurs, les annonces et placards, aux élus et divers employés, la communication, l'information et l'assistance aux plus démunis aux policiers associés aux gendarmes la surveillance accrue des personnes.

Dans les sources, une figure se distingue dès le début puis dans la durée de la guerre. Il s'agit de celle du commissaire de police municipal Henri Schmitt. Ce Lorrain de 39 ans en 1914, ancien enfant de troupe, militaire de 1903 à 1909, a bénéficié d'un sursis prolongé en « non affectation »³⁵⁵. En septembre 1918, à l'occasion d'une promotion qui élève son poste de la 3^e à la 2^e classe et porte son traitement annuel de 2400 à 3600 francs, soit 50% d'augmentation qui, dans le contexte de forte inflation, reste assez minime mais hautement symbolique, Pascal Authebon, le maire-délégué salue le fait que « dès les premiers jours de la mobilisation, il a redoublé d'ardeur et de

³⁵⁴ Jocelyne GEORGE, *Histoire des maires de 1789 à 1939*, Etrepilly, de Bartillat, coll. « Collection Terres de France », 1990, p.202.

³⁵⁵ Archives départementales de Meurthe-et-Moselle, fiches matricules en ligne, recrutement de Toul, fiche 326, classe 1895, Henri Schmitt.

vigilance »³⁵⁶. Cependant, dès sa prise de fonction bien loin de chez lui, en mai 1913, il s'est lancé « de concert avec l'autorité militaire » dans la chasse aux revues pacifistes. L'achat dans le kiosque situé place de l'évêché et l'introduction à la caserne d'un exemplaire du journal « La guerre sociale du 21 au 28 mai » interdit dans les casernes parce qu'un de ses articles incitait à manifester contre la loi des trois ans mais vendue aux alentours vaut ainsi à son lecteur, le soldat Grandet du 96^e RI, 25 jours de prison. Pourtant, le soldat né en 1891 à Albi dans le Tarn, menuisier à Paris depuis l'âge de 14 ans, « était coté par ses chefs comme soldat moyen qui n'avait jamais manifesté d'idées antimilitaristes. »³⁵⁷ Outre le zèle remarquable du commissaire, cette promotion révèle le rôle majeur joué par la brigade de police agathoise constituée de cinq agents dont la tâche consiste à appliquer les restrictions de libertés dont en particulier, celle majeure de circulation par l'interdiction de celle de nuit et la délivrance des sauf-conduits jusqu'au 5 août pour celle de jour. Lorsque cette tâche devient trop prenante, le juge de paix prend le relais³⁵⁸.

Il en va encore de l'apposition d'un visa sur tous les télégrammes privés qui arrivent et partent afin de vérifier l'identité des destinataires et des expéditeurs ou de la destruction dès le 4 août comme partout en France, de toutes les plaques publicitaires de « bouillons-cubes Kub » aux sonorités un peu trop germaniques. Cependant le fond photographique de Marseillan laisse supposer que la mesure y est diversement appliquée puisque les superbes plaques émaillées continuent de s'afficher pendant la guerre aux frontons de l'épicerie Durand et de la boutique d'emballage de bonbonnettes Mazars³⁵⁹. Dans sa fonction de surveillance de la circulation, la police peut compter non seulement sur la brigade de gendarmerie mais aussi sur le détachement de territoriaux du 121^e RIT qui ne font donc pas uniquement acte de surveillance des voies ferrées. Le 10 août, à Marseillan, six d'entre eux arrêtent un individu « parlant allemand, ce qui le rend suspect d'autant qu'il aurait cherché à s'évader ». Soupçonné d'espionnage, il est

³⁵⁶ AMA, sous-série 1D 37, registre des délibérations du conseil municipal, 1913–1920, 1^{er} septembre 1918

³⁵⁷ ADH, sous-série 4M1861, 26 mai 1913, rapport du commissaire de police de la ville d'Agde au préfet de l'Hérault

³⁵⁸ AMA, sous-série 11Z116, documents établis par Pierre Larroque, huissier d'Agde 1902-1919, bon de circulation délivré le 4 août 1914.

³⁵⁹ Jean-Vincent MOLINO, *Marseillan*, Saint-Cyr-sur-Loire, A. Sutton, 2004, p. 60 et 51.

remis aux autorités pour être transféré au « centre de Béziers »³⁶⁰ qui est un centre de rétention d'étrangers appartenant aux nations ennemies et qui officiellement n'a pourtant pas ouvert ses portes. De même, le 10 octobre encore le maire signale au préfet qu'

« une automobile montée par trois personnes est passée sur la route de Mèze. Ils ont déclaré à un habitant être de la police secrète. Ils demandaient si pour aller à Cette il fallait passer par Mèze. Ces demandes me paraissaient suspectes pour des agents secrets qui s'ils sont bien des services secrets doivent connaitre cette route. »³⁶¹

On ne sait ce qu'il advint des remontées du perspicace édile aux autorités mais l'ensemble de ces mesures et de ces attitudes, si elles paraissent excessives, atteste et participe de l'instauration et de l'entretien du climat de suspicion et d'espionnisme comme de la tension émotionnelle générale du moment qui pèsent sur tous. Ces nombreux espions qui se démultiplieraient soudain dans la plaine à l'annonce de la mobilisation, paraissent bien être un exemple emblématique déjà de la « fausse rumeur » identifiée par Marc Bloch lorsqu'il écrit : « Les raisons pour lesquelles la guerre a été si féconde en fausses nouvelles sont pour la plupart trop évidentes pour qu'il vaille la peine d'y insister. On ne dira jamais assez à quel point l'émotion et la fatigue détruisent le sens critique. »³⁶² En ce sens encore, cette situation anecdotique en temps de grande émotion collective atteste que partout la guerre a bien commencé.

De plus, pour lutter contre toute tentative antimilitariste qui tenterait de contrecarrer la mobilisation en traquant les premiers suspects de germanisme ou de pacifisme, « anarchisme » étant le terme consacré en ce début du mois d'août, les élus et agents de police sont amplement secondés par la presse régionale qui donne un large écho à l'identification, la présentation, l'arrestation et la condamnation de deux jeunes gens. Âgés de 20 et 23 ans, « René Bouldard et Jean Guimberteau ont parcouru les rues de Béziers le 1^{er} août, jour de l'annonce de la mobilisation, en criant « Vive l'anarchie, à

³⁶⁰ AMM, sous-série 2D 33, correspondance active : registre des copies de lettres. 1912-1915, lettre du maire au préfet, 10 août 1914.

³⁶¹ *Ib*, lettre du maire au préfet, 10 octobre 1914.

³⁶² Marc BLOCH, « Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre », *Revue de synthèse historique*, t. 33, 1921. En ligne sur [tps://fr.wikisource.org/wiki/](https://fr.wikisource.org/wiki/) (36) consulté le 20 mai 2020

bas la guerre ! » brandissant un drapeau rouge »³⁶³. Ils écopent très rapidement pour cela d'une condamnation de huit mois de prison et de 100 francs d'amende³⁶⁴. La publicité donnée par la presse à la condamnation expéditive, à sa rapidité et à sa sévérité extrême, représente sans nul doute un outil efficace pour décourager toute tentative de parole ou de geste dissident d'autant qu'on ne sait ce que ces deux jeunes gens sont devenus puisque la presse les a définitivement oubliés et les autres sources sont devenues muettes sur le sujet. Pourtant, les élus, plus que d'organiser une surveillance, paraissent davantage occupés à organiser la protection des civils dont les vies se retrouvent brutalement bouleversées.

1.2.2.2. Protéger les populations dans l'urgence.

1.2.2.2.1. Secourir les plus démunis.

Dans les sources disponibles, une fois réaffirmée solennellement et publiquement l'adhésion sacrée à la défense du territoire agressé, la préoccupation majeure des élus devient plus pragmatique. Dès leurs réunions de la deuxième semaine du mois d'août, ils tentent de donner, dans l'urgence, des réponses aux situations rendues critiques par le départ des hommes, souvent uniques ressources financières du foyer. Pour cela, dans un premier temps et sans attendre les mesures nationales, tous les conseils choisissent d'instaurer des dispositifs d'assistance selon des procédés variés. Vias qui n'a pas de bureau de bienfaisance vote le principe d'une somme de 10000 francs prélevés sur « les fonds disponibles », allouée au soutien des « nécessiteux », c'est-à-dire « les familles dont le père est parti défendre la Patrie et qui a laissé à la maison une femme et un ou deux enfants en bas âge »³⁶⁵ sans que l'on n'en sache plus sur sa mise en œuvre et ses acteurs. Marseillan verse au bureau de bienfaisance de la ville 10000 francs et rajoute « les chômeurs qui se trouvent sans ressource du fait de l'état de guerre » à la liste des familles de mobilisés bénéficiaires. Paradoxalement peut-être, la mairie d'Agde, la plus engagée dans la rhétorique patriotique, s'avère la moins généreuse en déléguant cette fonction d'assistance à un comité de notables dont elle

³⁶³ *L'Éclair*, 5 août 1914

³⁶⁴ *Le Petit Méridional*, 7 août 1914.

³⁶⁵ AMV, sous-série 1D4, Registre des délibérations municipales, 11 août 1914.

impulse la création chargé de servir des rations de soupes et auquel elle alloue généreusement 1000 francs.

Ces aides d'urgence s'effacent, au moins dans les sources, devant les effets de la loi du 5 août 1914 qui octroie une allocation journalière aux familles les plus « nécessiteuses », élargissant ainsi un dispositif qui existait depuis 1905 pour les familles de soldats enrôlés et qui continue après la guerre, jusqu'à devenir selon la formule de Gabriel Perreux « une vraie institution du temps de guerre »³⁶⁶. En 1914, son montant est fixé à 1,25 franc par jour avec une majoration de 0,50 franc par enfant de moins de 16 ans. En août 1917, dans le contexte de hausse des prix des denrées et d'agitation sociale sur le front et à l'arrière, son montant est revalorisé à 1,50 franc et à 0,75 franc pour la majoration. Dans son octroi, les municipalités deviennent les relais de l'État : elles se chargent d'informer les familles, de les recevoir pour constituer les dossiers de demande, de les aider à remplir des formulaires complexes puis de donner un premier avis sur le demandeur avant l'envoi au juge du paix du canton. C'est encore la perception située dans le bâtiment de la mairie qui délivre le rôle d'imposition ou à l'inverse le certificat de non imposition nécessaire, puis verse les sommes chaque semaine, le lieu de réception devenant un nouveau point de rencontre. Bien que les sources disponibles restent très lacunaires, le démarrage administratif du dispositif apparaît partout chaotique, ayant visiblement du mal à se mettre en place peut-être par manque de temps, de personnel ou de priorité. Le 28 août, la mairie d'Agde ne fait remonter que treize noms dont ceux de quatre marins, obligeant le préfet à une relance auprès du maire et du juge de paix pour qu'ils « accélèrent » l'envoi des dossiers tout en menaçant qu'« après le 7 septembre elles ne compteront pas en août »³⁶⁷. Le retard ne paraît avoir été vraiment rattrapé dans la commune que le 27 mai 1915 où la mairie se satisfait d'avoir établi une liste de 854 noms « tous français »³⁶⁸. Bessan n'entame ses premières listes, ou ne pense à les retranscrire, qu'en décembre³⁶⁹. Les premières demandes marseillannaises sont d'abord présentées en conseil municipal, comme du temps du service militaire du temps de paix, mais devant leur afflux - 329 pour le seul

³⁶⁶ Gabriel PERREUX, *La vie quotidienne des civils en France pendant la Grande Guerre*, Hachette, 1966, p.64

³⁶⁷ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, opus cité, 28 août 1914

³⁶⁸ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, opus cité, 27 mai 1915

³⁶⁹ AMB, sous-série, 2D19, correspondance du maire expédiée et reçue, 1901 -1950, décembre 1914.

mois d'août - elles suivent un autre chemin et c'est dans les correspondances avec la préfecture qu'on les retrouve rassemblées jusqu'à la fin du conflit³⁷⁰. De plus, certaines familles peinent à remplir les dossiers, empêchées par des problèmes matériels, administratifs, mais également pris par des considérations morales plus confuses. Celle qui relève de l'estime de soi peuvent se lire sous la plume de Joseph Sigal qui rappelle à l'ordre son épouse Marie en ces termes : « Pour l'allocation, n'aie pas honte d'aller à la Mairie et fais-toi faire ton droit, renseigne-toi avec Monsieur Orpy pour voir ce que tu as à faire. »³⁷¹ Ce court message met d'abord en lumière la nécessité pour beaucoup d'allocataires de bénéficier de réseaux susceptibles d'apporter de l'aide mais également les façons variables dont les bénéficiaires peuvent percevoir le dispositif ; Marie le considère visiblement comme le fruit d'un acte charitable qui la désigne publiquement comme « nécessiteuse » et à ce titre, il peut faire honte à son destinataire. Mais c'est clairement pour Joseph « un droit », un geste de justice. Pour lui finalement, « la loi n'a été comprise que comme l'octroi aux familles d'un petit salaire pour prix du soldat par elle donné »³⁷² d'autant que le retour du militaire, quelque soit son état, entraîne sa suspension. En cas de décès, la famille peut choisir entre la poursuite du versement ou l'octroi d'une pension de 150 francs inscrite sur sa fiche matricule pour un simple soldat dont la vie est ainsi une fois la mort venue immédiatement faiblement tarifée à l'équivalent d'un à deux mois de travail d'un ouvrier agricole jusqu'en ce qu'un véritable système de réparation s'organise après-guerre. Cl. Vidal Naquet a conclu de l'analyse des textes juridiques officiels que « la justification de l'attribution de ces aides oscille en permanence, entre une logique assistancielle et compassionnelle et une logique réparatrice et redistributrice. »³⁷³ C'est ce que semblent venir traduire les différences de perception entre Joseph et Marie Sigal. Quoiqu'il en soit, un des premiers sujets de beaucoup de correspondances masculines est de vérifier que les épouses ont bien accompli ces démarches et si ce n'est pas fait, les soldats les y encouragent fermement voire vertement. Si la mise en œuvre par les autorités locales paraît parfois laborieuse, c'est que les démarches sont complexes et les critères changeants. En effet,

³⁷⁰ AMM, sous-séries 2D 33 à 2D35, Correspondance active : registre des copies de lettres, 1914 à 1918.

³⁷¹ Joseph à Marie Sigal, 19 août 1914

³⁷² Yves POURCHER, *Les jours de guerre: la vie des Français au jour le jour, 1914 - 1918*, Paris, Hachette Littératures, coll. « Pluriel Histoire », 2008 (1995), p.101

³⁷³ Clémentine VIDAL-NAQUET, *Couples dans la Grande Guerre, opus cité*, p. 212

l'octroi de l'aide relève d'abord d'un aspect purement économique, la faiblesse des revenus du foyer du demandeur et non des siens propres. Mais dans cette société où sont très nombreux les petits propriétaires viticoles, le seuil fixé par le préfet varie selon les déclarations de récolte obligatoires qui servent d'étalon : Le 2 novembre 1916, année de faible quantité mais un peu plus importante que l'année précédente, le sous-préfet avertit les maires du Biterrois que la barre de révision est placée à 300 hl maximum³⁷⁴.

Mais dès la fin de 1914, Joseph a écrit à Marie :

Tu me diras si tu touches toujours l'allocation complète, car j'en entends parler ici pas mal, et ils disent qu'on leur en a supprimé une partie il est vrai que c'est presque tout des gens qui possèdent du terrain et qui payent des impositions, alors il n'y a rien d'étonnant qu'on leur en supprime une partie, et il vaut mieux car il y en a qui touchent et qui en ont pas de besoin comme nous.

Ces propos laissent supposer que les conditions d'obtention ont été rapidement reconsidérées et que des contrôles ont eu lieu pour cela, mais aussi que des modulations existent dans son montant. En 1918, ces conditions paraissent toujours se resserrer si l'on en croit les commentaires d'Ernest Pélissier à ses parents : « Vous me dites au sujet de l'allocation vous n'avez pu réussir. Cela je le savais car beaucoup chez nous qui la touchaient, maintenant ils la lui lèvent il paraît que maintenant cela marche beaucoup plus sérieusement. »³⁷⁵ Ces mesures et commentaires peuvent suggérer que les autorités n'ont pas été également regardantes dans le temps et qu'elles ont été particulièrement généreuses à la mobilisation pour emporter l'adhésion ou le consentement des populations.

*Tableau 1-9. Demandes d'allocations journalières aux familles nécessiteuses de Marseillan.*³⁷⁶

	Jeunes classes	Autres classes	Total
Demandes	146	538	684
Majorations	24	139	193

Si le dispositif est parfois laborieux à s'implanter c'est encore à cause de son immense succès qui dévoile en creux l'extrême précarité subite et subie de la grande majorité des

³⁷⁴ Lettre du sous-préfet aux maires, cité par Béatrix PAU, *Des vignes aux tranchées, la Grande Guerre en pays biterrois*, Éditions du Mont, Cazouls-les-Béziers, p. 102.

³⁷⁵ Ernest Pélissier à ses parents, 27 février 1918

³⁷⁶ AMM, sous-série 2D33 à 2D36, Actes de l'administration municipale, correspondances actives et passives, copies de lettres, 1914-1918. Août 1914-30 novembre 1918

populations. *L'Eclair* note ainsi dès le 6 août « la grande affluence de personnes se faisant inscrire dans le département. » À Agde, Bessan et Marseillan pour lesquelles des données même parcellaires sont accessibles, le nombre de demandes est considérable : à Bessan, 248 dossiers ont été déposés du 20 décembre 1914 au 11 novembre 1918³⁷⁷ ce qui correspond à plus de la moitié des foyers français de la commune qui peuvent militairement y prétendre. Marseillan compte 4641 habitants répartis en 1426 ménages ou foyers dont 753 ont au moins un de leurs membres mobilisé : 684 dossiers y ont été remplis entre le mois d'août 1914 et novembre 1918³⁷⁸ ce qui correspond à presque 90 % des foyers qui y ont potentiellement accès, si l'on se réfère au recensement de 1911³⁷⁹. Ces chiffres considérables restent voisins de ceux de Béziers, où d'après les relevés de Béatrix Pau, 17% de la population est concernée³⁸⁰. On ne sait combien de demandes ont été retenues mais certaines ont bien été refusées. Le 12 octobre 1914 par exemple les élus de Vias protestent solennellement auprès de la commission qui a rejeté des dossiers³⁸¹. Si dans la ville voisine de Béziers la majorité des demandes ont été acceptées, 37,2 % ont tout de même été refusées pour les jeunes classes et 18,2 % pour les autres³⁸².

Tableau 1-10. Répartition des demandeurs en fonction du lien de parenté avec le mobilisé

	JEUNES CLASSES	AUTRES	TOTAL	%
MÈRES	79	81	160	23,34 %
PÈRES	83	45	128	18,71 %
ÉPOUSES	14	316	330	48,25 %
CONCUBINES	3	10	13	« 2 » %
GRANDS-PARENTS	4	3	7	« 1 » %
FRÈRES/SOEURS	0	17	17	« 2,3 » %
BEAUX-PÈRES	3	4	7	« 1 » %
ONCLES/TANTES	2	4	6	« 1 » %
ENFANTS	0	4	4	« 0,6 » %
NON RENSEIGNÉ	3	9	12	« 1,8 » %
TOTAL	191	493	684	100 %

³⁷⁷ AMB, archives modernes, sous-série 2D19, correspondance du maire expédiée et reçue, 1901 -1950, 1914-1918. La liste ne démarre qu'à cette date du décembre sans explication

³⁷⁸ AMM, sous-séries 2D33 à 2D36, correspondances actives et passives, copies de lettres.

³⁷⁹ Selon la présence d'un homme mobilisable dans le foyer dans le recensement de 1911

³⁸⁰ Béatrix PAU, *Des vignes aux tranchées, la Grande Guerre en pays biterrois, opus cité*, p. 102.

³⁸¹ AMV, sous-série 1D4, Registre des délibérations municipales, 12 octobre 1914.

³⁸² Béatrix PAU, *Des vignes aux tranchées, la Grande Guerre en pays biterrois, opus cité*, p.102-105

Les sources les plus complètes dans le canton, celles de Marseillan permettent de prendre la mesure à la fois de l'ampleur du dispositif mais aussi de la diversité du statut familial du demandeur par rapport au soldat mobilisé. Souvent il est fait de cette allocation une affaire exclusive de femmes, voire d'épouses³⁸³, et il est vrai que ces dernières sont sans surprise, majoritaires. Mais le détail des demandes révèle que loin de ne concerner que des couples ou des femmes, même si dans l'absolu les épouses sont majoritaires, il s'agit davantage d'une affaire de famille élargie. En effet, les bénéficiaires sont pour les jeunes classes à 82,5% les parents et 66,5 % les épouses ou concubines pour les autres, tandis que des demandes émanent d'autres membres de la famille. Cependant, il s'avère que dans les diverses traces disponibles, l'évaluation du critère moral, troisième condition de l'octroi de cette allocation, se focalise exclusivement sur les femmes. Le préfet prévient ainsi dès mars 1915 les édiles que « s'il était avéré que les femmes s'adonnent à la boisson », l'aide leur serait retirée immédiatement car « le pays ne pourrait accepter que ces sacrifices aient pour résultat de satisfaire et de développer un vice qui, comme celui de l'alcoolisme, met en péril à la fois l'avenir de la race et la paix dans les foyers. »³⁸⁴ Dans cette mise en garde, il n'est question ni des pères ni des beaux-pères qui peuvent recevoir pourtant eux aussi le petit pécule. Sous la plume du représentant de l'État, seules les représentantes du sexe féminin sont susceptibles de « dévier », par essence sans doute. Ceci étant, Gabriel Perreux n'hésite pas à user de termes très moraux pour considérer que l'allocation est en partie à l'origine du « dévergondage » et de la « dépravation » féminine³⁸⁵. *L'Eclair* de son côté fait état des quelques condamnations pour fraude donnant systématiquement les noms et prénoms des justiciables qui sans exception sont des femmes punies de peines de prison de plusieurs jours soit relativement lourdes³⁸⁶. Le maire de Marseillan répond à son échelle de façon chiffrée et détaillée à une demande du préfet concernant les revenus de « madame Castan dont le mari viticulteur est mobilisé » qui permet

³⁸³ Luc CAPDEVILA, François ROUQUET, Fabrice VIRGILI, Danielle VOLDMAN, *Hommes et femmes dans la société en guerre*, Paris, Payot, 2003, p.52 / Frédéric ROUSSEAU, *1914-1918, Penser le patriotisme*, opus cité, p.132 / Laura LEE DOWNS, « le travail », opus cité, p 96

³⁸⁴ ADH, 2R270, circulaire du préfet aux sous-préfets et aux maires du département, 29 mars 1915.

³⁸⁵ Gabriel PERREUX, *La vie quotidienne des civils en France pendant la Grande Guerre*, Paris, Hachette, 1966, p. 324

³⁸⁶ *L'Eclair*, 13 mai 1915, 18 août 1915, 23 août 1917, 19 octobre 1917.

d'entrevoir la lourdeur du processus et donc de la surveillance. Son enquête porte sur la quantité de vin récolté et déclaré, la valeur de ses biens immobiliers, le montant du petit loyer perçu par la location d'un appartement à des réfugiés et enfin sur sa « moralité » que le maire, heureusement pour elle qualifie de « très bonne »³⁸⁷. Ces diverses mesures qui visent à encadrer le dispositif en enquêtant, surveillant et sanctionnant le cas échéant les bénéficiaires, reposent en grande partie sur une dénonciation qui ne paraît concerner que des femmes, observées, évaluées et jugées par les hommes qui détiennent le pouvoir même le plus infime. Dès lors, si cette situation fait justement écrire à Cl. Vidal-Naquet que « la conjointe du mobilisé semble être au cœur du processus du contrôle social mis en place par les administrations »³⁸⁸, il semble bien que ce contrôle normatif et parfois punitif démarre très tôt et concerne les femmes qui appartiennent à des catégories sociales plus dominées que d'autres.

Dans l'urgence encore de la séparation, la municipalité de Marseillan se penche particulièrement sur le sort des enfants pour lesquels guetteraient à la fois le danger accidentel et le « désordre moral ». En réponse à l'inspecteur d'académie qui demande, conformément aux directives ministérielles, l'organisation de classes de vacances, le maire de Marseillan répond dès le 16 août 1914 que sa préoccupation majeure concerne davantage le sort des enfants livrés à eux-mêmes pendant la durée des vendanges :

« J'ai communiqué votre circulaire au conseil municipal. Il paraît difficile d'organiser de véritables classes de vacances, le personnel enseignant masculin étant sous les drapeaux. Le but essentiel serait d'obtenir que les enfants ne courent pas les rues pour éviter des accidents au moment où les travaux sont très intenses et pour éviter les conséquences du libertinage qui résulterait d'une trop grande liberté laissée aux jeunes enfants »³⁸⁹

Cependant, faute de bras, la garderie municipale de la commune qui depuis 1905 fonctionne pendant les vendanges est supprimée. Il existerait bien une solution mais le maire ne veut pas d'enseignante dans l'école de garçons³⁹⁰ même si en septembre 1915, la guerre bouscule sur ce point les préjugés de genre et une institutrice peut faire une

³⁸⁷ AMM, sous-série 2D33, correspondances actives et passives, copies de lettres, janvier 1915.

³⁸⁸ Clémentine VIDAL-NAQUET, *Couples dans la Grande Guerre*, opus cité, p. 207

³⁸⁹ AMM, sous-série 2D33, correspondances actives, 16 août 1914

³⁹⁰ AMM, sous-série 2D33, registre des copies de lettres, opus cité, 2 septembre 1914

« véritable classe » aux garçons³⁹¹ jusqu'au retour des instituteurs en septembre 1919³⁹². Agde inversement a les moyens d'ouvrir exceptionnellement un gardiennage dans les écoles maternelles laïques à partir du 1^{er} septembre pour la durée de la guerre³⁹³. Vias la fait assurer par les instituteurs et institutrices mais seulement à partir du 1^{er} janvier 1915³⁹⁴. Au final chaque municipalité paraît rester tributaire de ses moyens humains et financiers autant que des normes sociales de genre.

1.2.2.2. Approvisionner les habitants.

Une autre question cruciale prise en charge de façon différenciée par les autorités civiles locales concerne le ravitaillement. Dès le 5 août, la préfecture demande aux élus d'inventorier les denrées disponibles dans leur commune, Marseillan répond qu'elle a besoin rapidement « d'essence, de brebis et de pommes de terre »³⁹⁵. Mais dans ce territoire tout dévolu à la viticulture, la situation la plus fragile concerne la farine de blé qui arrive habituellement par le chemin de fer, inutilisable car réquisitionné pour les transports vers le front, et pour laquelle le 8 août, des pénuries dont se souvient avec gravité en 1919, le maire de Marseillan³⁹⁶, menacent. Nationalement, plusieurs mesures sont prises. Si les boulangers réservistes reçoivent en principe à la demande des maires, un sursis d'appel de 45 jours, d'après leurs fiches matricules tous ceux du canon partent pourtant tandis que la production boulangère est limitée à des pains de quatre livres alors que la fabrication des brioches, croissants et pâtisseries est interdite³⁹⁷. Dès le mercredi 12 août, le préfet annonce l'arrivée à Agde d'un bateau en provenance de Marseille porteur de 2500 balles de farine³⁹⁸. À cette occasion, un nouveau déséquilibre voit le jour entre le chef-lieu, où arrive prioritairement le ravitaillement, et les communes voisines. Le préfet en est tout à fait conscient qui prend soin de demander

³⁹¹ AMM, sous-série 2D33, registre des copies de lettres, *opus cité*, 30 août 1915

³⁹² AMM, sous-série 2D36, registre des copies de lettres, *opus cité*, 3 août 1919

³⁹³ AMA, sous-série 2D32, registre des arrêtés municipaux, 28 août 1914.

³⁹⁴ AMV, sous-série 1D4, registre des délibérations du conseil municipal 1909-1929, 1^{er} janvier 1915

³⁹⁵ AMM, sous-série 2D 33, Correspondance active : registre des copies de lettres, 1912-1915, 5 août 1914.

³⁹⁶ Discours retranscrit in extenso dans l'introduction du chapitre 1

³⁹⁷ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, *opus cité*, 12 août 1914

³⁹⁸ *Ib*

aux maires de vérifier que certains commerçants n'aient pas refusé illégalement de vendre aux commerçants de ces communes les farines et les grains. Cette situation peut faire écho à celle relatée et revendiquée dans son journal par le maire radical-socialiste de Mende, petite ville de 7000 habitants, préfecture de la Lozère devenu gigantesque ville de garnison qui écrit qu'aux premiers jours de la mobilisation il a « affamé » ses voisines en réquisitionnant la farine qui arrivait en gare de Mende pour la vendre aux boulangers de la commune³⁹⁹. Mais rapidement, s'approvisionner à Marseille devient difficile voire impossible. Le mardi 25 août, une réunion réunit en préfecture les minotiers et les négociants en farine liés au canton. Le préfet peut annoncer au maire d'Agde l'expédition à son nom de 50 quintaux de farine contre remboursement, ce qui n'est que l'équivalent que d'une demi-journée d'approvisionnement de la ville en temps normal mais met en lumière l'activité intense de la préfecture. Face à cette situation insatisfaisante, cette dernière donne davantage de latitude aux élus pour qu'ils recherchent de leur propre initiative les moyens de ravitailler leur commune en leur indiquant l'existence « d'importants stocks de blé disponibles et quelques stocks de farine en Dordogne, Tarn-et-Garonne et Lot-et-Garonne »⁴⁰⁰, départements facilement accessibles par le canal du Midi qui reprend immédiatement de l'importance face à un réseau ferré rendu presque indisponible par la mobilisation militaire. Parallèlement, dès le 27 août, afin de gérer l'éventuelle pénurie et contrôler la production de pain, le poids, la forme et le prix font l'objet d'arrêtés municipaux dans toutes les communes⁴⁰¹.

Ce qui frappe au final, c'est la forte réactivité et proximité, y compris géographique, des élus et des représentants de l'État dans la gestion de ces questions du quotidien qui prennent dans cette situation exceptionnelle un caractère politique et militaire. Que se passerait-il en effet si une crise frumentaire éclatait au moment où partent les hommes ? Les difficultés concernant le pain, se multiplient pourtant à Marseillan où l'approvisionnement en farine est finalement municipalisé ; Le 29 août, en séance extraordinaire, le maire annonce à son conseil qu'il s'est rendu à Cette avec les boulangers de la commune n'ayant pu s'approvisionner à Agde que pour sept jours.

³⁹⁹ Journal d'Emile Joly, maire de Mende cité par Yves POURCHER, *Jours de guerre, la vie des Français au jour le jour, 1914-1918*, opus cité, p. 304

⁴⁰⁰ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, opus cité, 25 août 1914

⁴⁰¹ AMA, sous-série 2D 32, registre des arrêtés municipaux, 27 août 1914.

Mais tous n'ont pu que constater qu'il n'y avait que « peu de marchandises ». Il existerait bien de potentiels fournisseurs en Dordogne mais ils veulent être payés comptant pour les importantes quantités qu'ils proposent. Or les artisans ne peuvent avancer ces fonds trop importants. Par conséquent, le conseil municipal décide de faire acheter pour deux mois « sans perte ni profit » la farine par la mairie, à hauteur de 35000 francs en contrepartie de quoi les boulangers s'engagent à l'acheter⁴⁰². Déjà, le 8 août, l'édile avait fait le choix d'avancer à l'armée les sommes des chevaux réquisitionnés dues aux propriétaires, réactivant ainsi la mise en œuvre d'un interventionnisme municipal déjà utilisé de 1901 à 1907, lors de la grande crise viticole. C'est à ce prix que la commune ne manque pas de pain durant le conflit, enjeu et réussite cruciaux pour le succès de la mobilisation et de la solidité du front intérieur dans la longueur du conflit comme le rappelle solennellement le maire en 1919. Cette politique n'est pas partout la règle, y compris dans des communes voisines. Il n'y a pas trace de commission de ravitaillement à Agde ou Vias par exemple à la différence semble-t-il de Bessan où la mairie élue en 1919 liquide dans le monument aux morts les sommes restantes de son activité. Inversement, Philomen Mioch attribue la défaite électorale des colistiers du maire sortant qui ne se représente pas en novembre 1919, aux difficultés de vécues pendant la guerre quand il relate que « la municipalité Mondou s'était contentée pendant la guerre d'expédier les affaires courantes. Elle n'avait pas été à la hauteur, en particulier en n'assurant pas le ravitaillement alimentaire. Le pain et le sucre avait souvent manqué. »⁴⁰³ Le volontarisme des équipes municipales paraît donc avoir joué un rôle non négligeable sur la question de l'approvisionnement même si, au moins sur la question de la farine et de façon variable, les dispositifs instaurés très rapidement par la préfecture se sont montrés efficaces dans les quatre communes du canton, au moins jusqu'en 1918.

1.2.2.3. Accueillir les réfugiés.

C'est encore aux mairies que la préfecture délègue toujours dans l'urgence l'accueil et l'hébergement, dans un premier temps de 5000 réfugiés dont l'arrivée est annoncée dès le 7 août. Certains arrivent par leurs propres moyens et leurs traces se

⁴⁰² AMM, sous-série 1D16, registre des délibérations du conseil municipal, 1909-1916, 29 août 1914

⁴⁰³ Philomen MIOCH, *Les tribulations d'un ouvrier agricole*, opus cité, p. 38

perdent mais les autorités organisent le transfert de la grande majorité par convois ferroviaires. Immédiatement Marius Roqueblave demande à avoir les moyens financiers de les nourrir mais la municipalité doit avancer une fois encore ces sommes jusqu'en novembre car si le principe des indemnités nationales est rapidement mis en place sur le modèle de l'allocation journalière aux familles, ces dernières ne sont effectives que trois mois plus tard⁴⁰⁴. C'est ainsi, qu'à partir du 17 août, certains Agathois sont en émoi car la commune doit prévoir pour le lendemain l'installation et la nourriture de « soixante filles soumises françaises »⁴⁰⁵ 58 prostituées descendent le lendemain sur le quai de la gare à 8 heures 45, « encadrées par des agents », dans un état d'extrême dénuement. Elles ont été évacuées de la place forte de Besançon que l'armée vide autoritairement de « ses bouches inutiles » et sont installées par la municipalité dans les locaux de la Bourse du travail où se déroulent par ailleurs les cours des jeunes collégiens, bien heureusement en congé. « Dépourvues de linge de corps », elles expriment le désir de recevoir leurs effets abandonnés chez elles⁴⁰⁶. Si la mairie leur fournit des vivres de première nécessité, des légumes secs, de la viande ou du café et des ustensiles de cuisine et qu'elle organise la visite du médecin, rien ne semble avoir été fait concernant leurs vêtements⁴⁰⁷. De toute évidence, ces prostituées en déshérence prises dans le tourbillon des événements militaires dérangent et Marguerite Larroque écrit à son frère, deux jours à peine après leur arrivée, son souhait de les voir repartir, exprimant clairement les limites de son adhésion à l'union sacrée : « Nous avons depuis quelques jours un tas de femmes de mauvaise vie que l'on a envoyées de l'Est parait-il et qui sont logées à la Bourse du travail, on aurait mieux fait de les envoyer à la guerre. »⁴⁰⁸ Dans la crainte des étrangères et de leur profession condamnable, naissent déjà les premières tensions. Le 14 septembre, la mairie prévient la préfecture qu'elle attend leur départ « avec impatience », départ qui a finalement lieu avant le 25 septembre, à Ranchot dans le Jura. Il était temps, la rentrée des collégiens approchait.

⁴⁰⁴ AMM, sous-série 2D33, registre des copies de lettres. 1912-1915, 7 août 1914

⁴⁰⁵ AMA, 705-1, *registre des télégrammes officiels*, opus cité, 17 août 1914

⁴⁰⁶ Ib, réponse des élus

⁴⁰⁷ ADH, sous-série 4M1863, réfugiés des régions envahies par l'ennemi, femmes soumises réfugiées à la Bourse du travail d'Agde.

⁴⁰⁸ Marguerite à Fernand Larroque, 20 août 1914

Le 31 août, sont annoncées des arrivées de Belges et de Français. Le préfet en appelle au « patriotisme des élus » avec lesquels il négocie par télégrammes le nombre d'accueils en fonction des capacités d'hébergement « chez les habitants, de préférence dans familles non touchées par guerre »⁴⁰⁹. L'armée envisage un temps l'ouverture du fort de Brescou, îlot rocheux aménagé en prison au XVIIe siècle et situé au large du cap d'Agde qui pourrait accueillir 25 personnes. Mais la mairie sait se monter dissuasive par l'évocation des courants contraires⁴¹⁰ pour que le projet soit définitivement abandonné. Elle se propose cependant de recevoir 300 personnes, demandant, si possible, et en vain, d'être prévenue 24 heures avant leur arrivée ; le 6 septembre à « 8 heures 47 », deux convois de 150 personnes qui devaient arriver, « l'un à 13 heures, l'autre à 16 heures 48 », entrent en gare d'Agde. Elles sont dirigées dans la grande salle de la mairie pour être réparties parmi la population qui a été prévenue par deux arrêtés municipaux qui sollicitent « générosité » et « patriotisme »⁴¹¹. La commune accueille ainsi en une journée l'équivalent de 3 % de sa population. Après avoir annoncé au préfet le 11 septembre qu'elle héberge désormais 320 personnes, quatre jours plus tard, le secrétaire de mairie fait remonter les informations concernant l'état civil de 305 résidents⁴¹². On peut donc supposer que très peu de réfugiés sont arrivés par leurs propres moyens. Les registres d'état civil conservent quelques traces qui permettent de voir qu'ils résident souvent dans des foyers privés de la ville et que, d'autres, plus âgés, sont hébergés dans les hospices où ils sont décédés. Ils appartiennent à toutes les catégories d'âge et à Agde quatre jeunes Belges sont ainsi mobilisables⁴¹³.

Selon l'expérience de Louis Baron, l'appel du préfet a été entendu par la population de façon presque naturelle. D'après son souvenir, tous les réfugiés en attente au bas de la mairie ou au pied de la promenade, trouvent rapidement à être hébergés. La famille de Louis accueille la famille belge Luchère composée du père, de son épouse, d'une fillette de 4 ans et d'un bébé, à laquelle Le jeune garçon cède sa chambre⁴¹⁴. De

⁴⁰⁹ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, opus cité, 31 août 1914.

⁴¹⁰ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, opus cité, 27 septembre 1914.

⁴¹¹ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, opus cité, 6 et 7 septembre 1914.

⁴¹² AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, opus cité, 11 et 15 septembre 1914

⁴¹³ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, opus cité, 28 octobre 1914.

⁴¹⁴ AMA, Cahier de Louis Baron

nouveaux appels de la préfecture concernant les Français en provenance des « départements envahis » rapatriés par la Suisse permettent de constater qu'il ne reste déjà plus à Agde que 200 personnes en novembre 1914⁴¹⁵ et en mai 1915 plus que 182 dont 33 Belges. À cette date encore, 39 sont originaires des Ardennes, 34 de la Meuse, 10 de la Marne, 48 de la Meurthe et Moselle, 13 de l'Aisne et 4 du Nord⁴¹⁶. Mais dès 1914, le maire de Marseillan sollicite régulièrement le préfet concernant les réponses à apporter à tous ceux qui souhaitent rentrer chez eux. Ce dernier, dès le 25 septembre 1914 souligne l'impossibilité du rapatriement, insiste auprès des édiles pour que les réfugiés restent où ils sont mais il semble qu'il n'ait pas été totalement entendu⁴¹⁷ et que les mobilités aient été importantes : l'accueil et l'hébergement conditionnés à une indemnité gouvernementale, ne va pas toujours sans heurt ou indécatesse, comme le laisse supposer une mise en garde préfectorale datée du 10 octobre, qui rappelle vertement à l'ordre certains maires peu scrupuleux :

« Quelques uns de vos collègues ont cru pouvoir, l'époque des vendanges passée, par un incroyable oubli à leurs devoirs de solidarité envers leurs compatriotes malheureux et par une méconnaissance certaine des engagements pris envers moi, expulser de leur commune les malheureux que j'avais confiés à leur soin. Sans m'attarder à relever ce que cette attitude d'ailleurs réprochée par la grande majorité des maires du département peut avoir d'odieux, il ne leur appartient pas de se dégager des obligations contractées avec l'administration et j'entends les rendre personnellement responsables de leur exécution. »⁴¹⁸

Six mois plus tard, le préfet se plaint à nouveau cette fois de la « force d'inertie » de certaines communes, les menaçant de leur « imposer une certaine quantité de réfugiés » sans vouloir mesurer la somme de tâches nouvelles que doivent assurer des équipes municipales réduites et des habitants précarisés. Agde se propose alors immédiatement de « recueillir une trentaine » de personnes âgées qu'elle loge dans son hospice Victor Lachaud à leur arrivée le 29 mars 1915⁴¹⁹. D'après les divers registres d'état civil de mariages, trois couples convolent même durant la guerre. L'isolement de ces exilés est patent même si certains liens se sont noués ce que révèlent les propos de Louis Baron ou

⁴¹⁵ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, opus cité, 11 novembre 1914.

⁴¹⁶ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, opus cité, 28 mai 1915.

⁴¹⁷ AMM, sous-série 2D 33, registre des copies de lettres. 1912-1915, 25 septembre 1914.

⁴¹⁸ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, opus cité, 10 octobre 1914.

⁴¹⁹ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, opus cité, 29 mars 1915.

de M. Jeanne Nougaret qui donne à son mari des nouvelles du « réfugié avec qui il allait à la promenade »⁴²⁰ ou encore de Célestin Adgé dont l'épouse lui envoie une « carte des émigrés » que la famille avait un temps hébergés⁴²¹. La légende d'une photographie où posent « deux réfugiées » aux côtés de la famille Delmas devant le portail de la campagne de la Prunette, atteste qu'elles restent avant tout identifiées comme telles plus que par leur état civil même si elles sont mises au travail. Dans le registre de dénombrement de la population, une seule famille est encore présente dans le canton, à Agde, en 1921. Il semble qu'il n'ait s'agi que d'un passage temporaire ce qui n'empêche pas les communes d'Agde, Bessan et Marseillan d'avoir inscrit les noms des réfugiés morts à la guerre sur leurs monuments.

1.2.2.3. Le soutien d'autres bâtisseurs du front intérieur.

1.2.2.3.1. Les enseignants ou « l'exemple du zèle patriotique »

À côté de la centaine d'élus sur lesquels les autorités peuvent compter puisque en raison de leur âge peu d'entre eux sont mobilisés, au moins au début de la guerre, le dispositif d'encadrement à l'échelle cantonale peut paraître limité au regard de l'ampleur de l'organisation du départ de plus de 2200 hommes, 500 chevaux et de tonnes de produits les plus divers. Mais dans le maillage du territoire, quelques 200 fonctionnaires, hommes et femmes, qui ont de surcroît des compétences complémentaires, peuvent peser de tout leur zèle professionnel et de leurs convictions sur les lieux stratégiques. D'après le recensement de 1911, œuvrent en particulier une cinquantaine d'enseignants, instituteurs, institutrices et professeurs au collège qui composent une d'autant plus efficace armada qu'ils sont en congé et qu'assez peu d'hommes sont mobilisés dès le mois d'août, quatre sur quatorze à Marseillan⁴²² par exemple, moins encore à Agde. Ils jouent un rôle éminent du fait de leur position stratégique entre familles et représentants de l'autorité quand eux-mêmes ne sont pas aussi élus locaux à l'image de Pascal Authébon. Ce professeur de mathématiques au collège, également conseiller municipal qui appartient à la classe 1887, encore jeune donc, fait ainsi immédiatement office de

⁴²⁰ M. Jeanne à Dori Nougaret, 16 mars 1916

⁴²¹ Célestin à Lucie Adgé, 30 avril 1916

⁴²² AMM, sous-série 2D33, registre des copies de lettres. 1912-1915, 25 juin 1915

maire-délégué et accède progressivement au poste officiel de premier adjoint en avril 1917 du fait de son implication constante dans l'effort de guerre dès les tous premiers jours où son nom apparaît dans nombre de documents. C'est le cas encore du père de Louis Baron, instituteur, qui devient officier d'état civil dans les registres à partir de 1915 et que l'on retrouve encore à la tête de l'association des « boys scouts » qui vise encadrer les activités des jeunes garçons avec les territoriaux à partir de 1917. Emile Soullié, directeur de l'école de garçons de Marseillan est présent dans tous les comités, de ravitaillement ou du monument aux morts. Il est par ailleurs bénéficiaire de l'institution municipale qui suite à une enquête de moralité positive, a octroyé à son fils Clément une « bourse avec trousseau » afin d'intégrer l'école polytechnique⁴²³. Tous, dès le 4 août, sont vivement incités par leur hiérarchie à soutenir l'effort de mobilisation. Le ministère de l'instruction publique, relayé par la préfecture et la presse, leur a dressé en ces premiers jours de vacances scolaires une seconde feuille de route. Officielle et martiale elle vise à leur faire incarner un modèle de patriotisme au front par une exemplarité héroïque et à l'arrière par leur mise à disposition des autorités afin de rassurer la population et relayer les discours officiels :

« Le Ministre de l'Instruction Publique est persuadé que les instituteurs qui ne sont pas appelés sous les drapeaux n'hésiteront pas à faire au pays le sacrifice de leurs vacances ; ils resteront à leur poste jusqu'à la fin de la crise. Ils offriront leur concours aux autorités civiles et militaires. Tout citoyen trouvera près d'eux des conseils, tout père de famille du réconfort. Ils auront soin de mettre en garde la population contre les fausses nouvelles lui rappelant que seules les dépêches officielles méritent créance. Ils donneront dans chaque commune l'exemple du sang-froid et du zèle patriotique comme leurs collègues plus jeunes donneront dans chaque régiment l'exemple de l'héroïsme »⁴²⁴

Comment mesurer le rôle et l'influence de ces nombreux agents dans la réussite de la mobilisation ? Le journal de l'instituteur de Soubès⁴²⁵ qui relate presque heure par heure le récit de ces premiers jours passés presque entièrement dans les rues de son village, peut proposer quelques éléments de réponse. Après avoir lu attentivement le recueil de consignes « en cas de mobilisation », réceptionné l'information, donné de sa personne pour coller aux côtés du maire les affiches livrées par les gendarmes, usé de

⁴²³ AMM, sous-série 1D16, registre des délibérations du conseil municipal, 1909-1916, 29 août 1915

⁴²⁴ *L'Éclair*, 4 août 1914

⁴²⁵ Jean Antoine SAUZET, *Les échos de Soubès, opus cité*, p.5-15.

son piston pour délivrer l'incroyable annonce dans les rues, tenté de rester informé, discuté toute la journée avec les uns et les autres, il s'occupe des mobilisés. Visiblement fier qu'« un grand nombre de mobilisables viennent (lui) montrer leur fascicules et demander des explications supplémentaires », il réunit, à 8 heures 30 du soir dans l'école, son fief, les hommes en partance. Il use de l'ascendant d'autorité qu'il a détenue autrefois sur ces anciens enfants et qui perdure à n'en pas douter de façon symbolique. Agissant à la manière d'un instructeur militaire, il leur donne des consignes, leur fait entonner la Marseillaise, clôturant la réunion d'un « Mes amis, bon courage et vive la France ! ». Quelques heures plus tard, il les accompagne à la gare où il participe encore à l'inventaire des chevaux réquisitionnés. Circonscrire de façon omniprésente par le verbe et par le geste, l'espace des possibles et surtout des impossibles pour assurer les départs, est devenue sa mission estivale. Il l'accomplit avec ardeur et succès.

Plus tard, se référant à l'injonction ministérielle, il s'y conforme avec zèle, décidant avec sa collègue féminine d'assurer gracieusement les études durant l'été non sans être très sensible à l'image positive qu'il diffuse dans la population par son comportement « exemplaire ». Sans faillir, durant tout le conflit, le secrétaire de mairie-instituteur devient ensuite l'ordonnateur d'un journal mensuel rédigé par les élèves à destination des poilus de la commune, au ton résolument patriotique qui lui vaut les honneurs du ministère à la sortie de la guerre, prouvant que même ceux qui sont loin du front peuvent espérer des médailles. Instituteur, secrétaire de mairie, clairon, instructeur militaire, responsable du ravitaillement, maçon même qui participe à la construction d'un four à pain, puis désormais chroniqueur et journaliste, le personnage apparaît bien dans son village comme un rouage essentiel du dispositif de la réussite de la mobilisation des premières heures comme des années qui suivent. Ceci étant, le personnage apparaît en permanence extrêmement sensible aux gestes de reconnaissance qui s'expriment à son encontre, qu'il s'agisse de ceux des habitants de la commune ou ceux provenant de sa hiérarchie, à l'échelle départementale ou même nationale. Cette reconnaissance joue un rôle crucial à chaque étape de son engagement et incontestablement contribue à l'entraînement de sa motivation.

1.2.2.3.2. De « beaux gestes » ou l'expérience de la guerre participative et ses limites

Aux côtés de ces efficaces agents, un certain nombre de femmes et d'hommes non mobilisés ou trop âgés pour l'être, des notables qui apparaissent dans les sources sous le terme de « propriétaires » sans responsabilité d'élus, mettent immédiatement leurs personnes et leurs propres ressources à la disposition des autorités. C'est ce dont se réjouit le quotidien local *Le Petit Méridional* concernant la ville de Cette à 20 kilomètres de là, qui relate que « la mairie reçoit tous les jours des lettres de beaucoup de nos concitoyens qui offrent spontanément leur services pour l'aider dans la lourde tâche qui lui incombe et certains sont déjà installés dans les bureaux de la Mairie où ils travaillent avec entrain »⁴²⁶. Cette participation peut prendre un caractère inédit lié à l'exceptionnalité du contexte. C'est le cas le 6 août lorsque la préfecture demande aux maires de chefs-lieux de canton d'assurer la constitution d'un détachement de gardes civils équipés de révolvers afin d'assurer la « surveillance » de la ville. Cette milice éphémère de neuf membres équipés par la mairie de brassards verts olive est immédiatement mise sur pied. Sous l'autorité d'Emile Gineste, un ancien gendarme de 58 ans devenu propriétaire viticole, sont rassemblés un professeur du collège, un patron-coiffeur installé sur la place voisine et six cultivateurs dont quatre conseillers municipaux. Bien que rapidement dissous le 30 août, ce détachement atteste de l'implication immédiate des hommes valides, quinquagénaires trop âgés pour être mobilisés mais souhaitant montrer publiquement leur participation à l'élan du moment⁴²⁷. Dans un tout autre registre, on retrouve ces « propriétaires » dans les commissions de ravitaillement que les mairies instaurent dès le début de la mobilisation à Marseillan et Bessan. Ils y donnent de leur temps et plus sûrement avancent de l'argent par bons de souscription pour des achats groupés. Ulysse Filliol, camionneur marseillanais de 50 ans, qui a dépassé l'âge de la mobilisation convoie jusqu'en 1917 au front des chevaux et reçoit pour cela de la main de son neveu, le capitaine Joseph Guillaud, officier d'ordonnance du Général Gamelin, la Légion d'honneur en janvier 1916. D'autres organisent l'encadrement militarisé des jeunes garçons ; ainsi en 1917, le

⁴²⁶ *Le Petit Méridional*, 6 août 1914

⁴²⁷ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, *opus cité*, 6 et 30 août 1914

directeur des Salins du Midi qui est aussi le directeur du club de football qui s'est créé à Agde en 1905, conduit lui-même les joueurs au centre d'éducation physique et de préparation militaire où sont convoqués les jeunes gens de plus de 15 ans⁴²⁸.

Mais cet investissement passe le plus souvent par des leviers ou des structures aux aspects multiformes que ces acteurs connaissent et pratiquent déjà. Il se traduit par le don de matériel qui relève de procédés caritatifs habituels dans la bourgeoisie. Les grands propriétaires marseillanais, le baron et la baronne Fabre de Roussac, offrent à l'Armée des lits habituellement dévolus aux mésadiers pour les blessés ainsi que des couvertures pour les soldats ; un « beau geste »⁴²⁹ publiquement salué par le conseil municipal. Ce sont encore les propriétaires de l'usine Mantes à Agde qui déclarent être venus en aide « dès le début à leur ancien personnel mobilisé » et à leurs proches. Ces « dons en argent et des ventes de coke à prix réduit à leur famille »⁴³⁰ sont salués par J. Sigal qui y fait référence : « Quand au secours de l'usine que veux-tu que je t'en dise, tu peux bien comprendre que j'en suis content, ils n'ont qu'à recommencer souvent c'est toujours tant d'attrapé »⁴³¹. En mars 1917, dans un contexte de pénurie croissante de charbon pour le chauffage, l'usine offre cette fois de « la coke aux indigents »⁴³². Les charrettes du transporteur Jean Sahuc encore, le 9 août 1914, amènent à la gare pour le sous-intendant militaire de Montpellier « 10000 kg de carbure de calcium », soit tout de même 129 bidons de 70 kg chacun⁴³³. L'Union sacrée à la base prend ostensiblement la forme dans l'espace public agathois d'un comité « composé de membres de toutes les classes et de tous les partis, chargé des quêtes et de la distribution des soupes aux malheureux »⁴³⁴, présidé par l'un des deux notaires de la ville, Maître Caunes dont l'action relève davantage de l'œuvre caritative que de la solidarité, les élus se contentant de prélever 1000 francs sur le budget des fêtes publiques pour les verser dans son fonds de souscription⁴³⁵.

⁴²⁸ Georges CLEOPHAS et Alain CARLES, *Agde, des remparts à la mer. Vol. III*, Béziers, Aldacom, 2008, p.11

⁴²⁹ AMM, sous-série, 2D 33, registre des copies de lettres. 1912-1915, ? octobre 1914

⁴³⁰ AMA, sous-série 1D 37, registre des délibérations du conseil municipal, 1913-1920, 16 mars 1917

⁴³¹ Joseph à Marie Sigal, 10 décembre 1914

⁴³² AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, *opus cité*, 16 mars 1917

⁴³³ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, *opus cité*, 10 août 1914

⁴³⁴ *L'Éclair*, 7 août 1914

⁴³⁵ AMA, sous-série 1D37, registre des délibérations municipales, 28 août 1914

Les dames de la bourgeoisie ne sont cependant pas en reste même si la société les assigne à des rôles spécifiques : le 9 août encore, à la mairie d'Agde, un délégué régional de la Croix Rouge française vient inaugurer un comité qui se constitue en prévision de l'ouverture de l'hôpital complémentaire. Sa présidente, mademoiselle Bousquet, « élue dans l'enthousiasme à main levée »⁴³⁶, est une importante propriétaire célibataire d'une soixantaine d'années. Joseph Picheire évoque dans son « Histoire d'Agde » la « trentaine de dames de la ville qui donnèrent leur soins comme infirmières jusqu'à la fin des hostilités »⁴³⁷. En font partie à coup sûr, outre Madame Bousquet, la mère de Louis Baron, épouse de l'instituteur en vacances, Jeanne Bitirac, fille du professeur d'anglais et sœur d'un héros marin, Marguerite Larroque, fille aînée de l'huissier de justice. La lettre expédiée à son grand-frère montre la conformité de son engagement dont elle tire une fierté certaine à celui des jeunes filles de son milieu, y compris dans les plus petites villes :

« Ce matin, je suis allée au Collège faire des matelas pour les blessés. Nous étions 10 membres de la Croix-Rouge, nous recouvrons d'une toile neuve les matelas des soldats. Je dois y revenir après-midi et demain. J'ai reçu une lettre de Marthe Amadou. Elle est infirmière à l'hôpital auxiliaire de la Croix-Rouge de Villeneuve »⁴³⁸.

À Marseillan, c'est l'épouse du maire qui prend la tête du comité chargé de l'hôpital temporaire financé essentiellement par des dons privés et dans lequel œuvrent des bénévoles. Comme le relate Louis Barthas à Narbonne, les hommes ne sont pas toujours en reste en ce domaine de l'enthousiasme sanitaire puisque « pour avoir l'envie privilège de pénétrer sur les quais » à l'arrivée des premiers blessés, il note que « des notables, des hauts fonctionnaires s'improvisèrent porteurs de brancards »⁴³⁹.

Cependant, dans l'effervescence des premiers jours, si beaucoup ont répondu présents, ce généreux élan a pu reposer sur un certain malentendu. En effet, parmi ceux qui en août 1914 avaient mis à disposition leur matériel, quelques-uns demandent à être payés à partir de 1915, alors que, dans la précipitation ou l'évidence du consensus, ils n'avaient pas sollicité de bons de réquisition. Ce sont alors les mairies qui s'acquittent

⁴³⁶ L'Éclair, 14 août 1914.

⁴³⁷ Joseph PICHEIRE, *L'histoire d'Agde, opus cité*, p. 100.

⁴³⁸ Marguerite Larroque à son frère Etienne, 20 août 1914

⁴³⁹ Louis BARTHAS, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, opus cité*, p 19

de la dette y compris pour de petites sommes. Celle de Vias paie ainsi le 6 avril 1915, 87 francs à « divers propriétaires qui ont fourni des chevaux et des voitures aux premiers jours de la mobilisation »⁴⁴⁰, mettant en avant de façon indirecte le rôle important joué par cette catégorie d'acteurs ; en faisant apparaître ses limites, la source écrite du geste révèle son existence. À l'hôpital agathois encore, pour se prévenir peut-être de toute Union sacrée qui dépasserait le cadre symbolique, l'appartenance des membres au comité de la Croix Rouge reste soumise à une cotisation et comme le révèle *L'Avenir Agathois* à l'occasion de l'ouverture prochaine de l'hôpital de Marseillan ; « Beaucoup d'Agathois ont trouvé mauvais que l'on fasse des Dames de la Croix Rouge, une société fermée dans laquelle on ne pouvait être admise qu'en versant une cotisation de 10 francs »⁴⁴¹. Il semble donc que pour être infirmière bénévole dans le chef-lieu de canton, il faille à la fois disposer de temps mais également d'un certain revenu qui correspond à l'équivalent d'une semaine d'un bon salaire journalier féminin. Quant à Louis Barthas de retour en gare de Perpignan, il constate que concernant les porteurs de brancards de blessés, « huit jours plus tard, c'était déjà l'indifférence. »⁴⁴²

Dans un tout autre registre, à l'exception du chef-lieu, du fait de la mobilisation des hommes, d'autres non mobilisés sont amenés à accroître sensiblement leur activité professionnelle car les communes se trouvent immédiatement confrontées à la perte de services essentiels. En matière de santé, les mobilisations de Joseph Ferrand et François Mares à Vias, des deux frères Emile et Léon Lafon à Marseillan, de Fernand Clapies et d'Emile Rascol à Bessan, privent les habitants des trois communes de tous leurs médecins, ce qui pose un problème immédiat et a priori insoluble. Alors que leurs installations respectives quelques années plus tôt avait signé l'accession au rang de bourg des trois communes, ces dernières confrontées à ces absences risquent de redevenir villages. Dès le 15 août, le maire de Marseillan sollicite de façon pressante le préfet⁴⁴³ mais comme son collègue de Vias fait aussi directement appel à des docteurs non mobilisés. Non sans rappeler le héros d'Honoré de Balzac, l'Agathois Achille Michel, 42 ans, non mobilisé car tuberculeux, soigne désormais les habitants d'Agde, de

⁴⁴⁰ AMV, sous-série 2D2, Registre des arrêtés du maire, 1903-1922, 6 avril 1915

⁴⁴¹ *L'Avenir Agathois*, 6 février 1915

⁴⁴² Louis BARTHAS, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, opus cité*, p 19

⁴⁴³ AMM, sous-série 2D33, registre des copies de lettres. 1912-1915, 15 août 1914.

Vias puis de Marseillan, au prix d'efforts personnels supplémentaires considérables ; dépourvu d'automobile, il doit se déplacer en train ou en omnibus. C'est à Vias où il s'est engagé « à faire des visites journalières tant aux indigents qu'aux sociétés de secours mutuel et à l'hospice » qu'il débute mi-août pour un salaire de 735 francs, payable tous les trimestres par la mairie jusqu'au 30 décembre 1914. »⁴⁴⁴ Il signe un contrat identique à Marseillan à partir de 20 août aux mêmes conditions tarifaires⁴⁴⁵. Dans la guerre qui dure et malgré la très forte inflation, la rétribution journalière de 5 francs reste identique dans un contrat renouvelé à partir de janvier 1915 « jusqu'au jour où les mobilisés seront de retour » même si les indemnités de déplacement sont revues chaque année à la hausse. Déjà, il se lit dans les conditions de ces renouvellements que dans les horizons d'attente des édiles, une fin envisagée à moyen terme d'une année n'existe plus ; la perspective d'une guerre courte a disparu. Marseillan sollicite encore en août le docteur Bastide d'Izard venu de Mèze, pour lequel elle limite les consultations privées payantes à 2 francs par jour. Le 10 octobre, ses démarches débouchent sur l'installation de M. Friedberg d'origine polonaise « pour 75 francs de pension, 60 francs par mois de service de son intérieur et 5 francs honoraires par jour pour s'occuper des indigents » qui sont encore soignés par un docteur Roger payé 100 francs par mois à partir du 24 décembre⁴⁴⁶. Démobilisé parce que malade dès mars 1915, le docteur E. Lafon est revenu le 4 août 1916 en très mauvaise santé, indisponible certains mois. Il est finalement remplacé à partir du 16 novembre 1917 par le docteur Archimbaud d'Agde, médecin à la caserne avant d'être le vétérinaire des abattoirs de Marseillan après la guerre. De son côté, Bessan a fait appel au docteur Réfrégié de Montblanc⁴⁴⁷. Ce problème récurrent des remplacements de médecins génère jusqu'à la fin de la guerre des ballets incessants de praticiens créant des périodes plus ou moins longues de vacances où la population est moins soignée en particulier dans les petites communes. Et tandis qu'à l'arrière, à l'été 1914, tous assurent les départs massifs des hommes mais doivent gérer la multiplicité des situations nouvelles du quotidien qu'ils induisent, un nombre considérable de soldats affrontent déjà l'ennemi.

⁴⁴⁴ AMV, sous-série1D4, registre des délibérations du conseil municipal, 1909-1929, 9 novembre 1914

⁴⁴⁵ AMM, sous-série1D16, registre des délibérations du conseil municipal, 1909-1916, 29 août 1914

⁴⁴⁶ AMM, sous-série1D16, registre des délibérations du conseil municipal, 1909-1916, 29 décembre 1914

⁴⁴⁷ Michel SABATERY et Stéphane PEPIN, *Bessan au fil du temps, opus cité*, p. 293

1.2.3. Premiers engagements militaires en Lorraine.

1.2.3.1. Dans la 31^e D.I., une première expérience brutale entre Méridionaux

Parce qu'au moins au début de la guerre, le recrutement reste largement régional, ils sont, dans le canton, environ 225 fantassins, soit plus du quart de ceux du territoire partis dans la première semaine du mois d'août 1914, à appartenir soit aux quatre régiments d'active composant la 31^e division d'infanterie, soit aux deux de réserve venus les soutenir. Tous appartiennent au 16^e corps d'armée, dirigé par le Général Taverna, constitutif de la II^e armée commandée par le Général de Castelnau, lui aussi Languedocien. Les soldats du 81^e RI de Montpellier, du 142^e RI de Lodève-Mende, du 122^e RI de Rodez et du 96^e RI de Béziers-Agde ont quitté leurs casernes respectives le 6 ou le 7 août « dans la poudroyante lumière méridionale »⁴⁴⁸, « aux cris mille fois répétés de À Berlin ! »⁴⁴⁹, pour débarquer dans la journée du surlendemain sur les quais de la gare de Mirecourt dans les Vosges. Le 322^e RI (Rodez), suivi du 342^e RI (Lodève-Mende) viennent les soutenir dès le 12 août. Les régiments méridionaux ont été déjà rapidement engagés en Lorraine où le bilan est catastrophique pour ceux du XV^e corps : sept soldats du canton, nés entre 1889 et 1892 décèdent dès le 11 et autant dans les jours suivants à la suite de leurs blessures dont un prisonnier. Ils appartiennent tous aux 40^e et 58^e RI qui le 11, à Lagarde ont déjà 350 tués, 700 blessés et plus de mille disparus⁴⁵⁰. Pourtant, dans la mémoire collective française, le succès de la bataille de la Marne a dès septembre 1914 gommé l'échec de celle des frontières qui en est venue à être considérée comme un simple engagement préliminaire à la victoire peut-être la plus emblématique de toute la guerre. Alors qu'elle a été terriblement meurtrière pour les Héraultais, elle est totalement absente des souvenirs de Louis Baron ou des écrits de l'historien local Joseph Picheire, qui tous deux font démarrer les vagues de pertes locales dans les batailles du nord et de la Belgique à l'hiver 1914-15. Il paraît ainsi assez symptomatique que Louis Baron se souvienne que « Les premiers combats avaient eu lieu en Belgique

⁴⁴⁸ Caporal Gabriel Boissy, *Historique du 81^e Régiment d'infanterie*, Avignon, 1918.

⁴⁴⁹ Anonyme, *Historique du 142^e Régiment d'infanterie de la guerre de 1914 à 1918*, Béziers, sans date.

⁴⁵⁰ Patrick Charles RENAUD, *La guerre à coups d'hommes – La Bataille des frontières de l'est Lorraine – août-septembre 1914*, 2014, Granger édition, Paris / Jacques DIDIER, *Échec à Morhange : août 1914, la bataille de Lorraine*, Louviers, Ysec, 2003,

et en Alsace et il y avait eu de la casse »⁴⁵¹. Pourtant, entre le 6 et le 13 août, les régiments méridionaux de la 31^e DI participent dans une guerre de mouvement à la bataille des frontières en Lorraine ; Morhange, Mortagne, trouées des Charmes, des bois de la Woëvre, autant de lieux de combats meurtriers. Seule une courte pause à Nancy apporte un temps de répit.

Le croisement de six témoignages de militaires aux grades forts divers appartenant à cette 31^e DI, présents en même temps en des lieux identiques peut permettre de documenter au plus près des acteurs cette première expérience militaire partagée par de nombreux soldats du canton ainsi que les premières adaptations à la séparation mises en œuvre. Ces six soldats au moins, parmi les milliers d'hommes, enrôlés progressivement dès la première semaine du mois d'août 1914, ont laissé un témoignage écrit formant ensemble un sous-corpus parvenu jusqu'à nous. Mais alors que les soldats du canton appartenant à cette division sont plus nombreux à avoir laissé des récits d'expérience, aucun de leurs écrits n'a subsisté pour ces deux premiers mois. La parole de Jules Bertharies du 81^e RI s'est tue dès le 2 août comme celle de Jules Rayssac dans le 96^e RI le 31 juillet, si tôt, que c'est par les lettres échangées entre les membres de sa famille que nous savons à la fois qu'aucun courrier ne leur était parvenu du front et combien sa mort le 30 août fut longue à être par eux acceptée.

C'est donc par les récits de militaires présents dans les mêmes régiments et en élargissant exceptionnellement le périmètre des origines géographiques à la plaine héraultaise qu'il faudra tenter d'approcher au plus près ces itinéraires de l'été 1914. Les correspondances sont très peu nombreuses en quantité puisque ne peuvent être sollicitées que celles des capitaines Benjamin Simonet et Saint Prix Petitjean, de surcroît relativement peu fournies sur la période. D'autres formats viennent donc les compléter. Le soldat Valentin Fournier a rédigé en captivité jour par jour ses souvenirs récents, ceux de l'adjudant Pierre Bellet sont extrêmement précis et les carnets du Médecin Major Sully Jaulmes⁴⁵² et du sergent Henri Bleys égrènent quotidiennement le déroulé de leur expérience. Vu de loin ou d'en haut la cause pourrait être rapidement entendue ; ces militaires tous partis de la plaine héraultaise à l'exception de S. Petitjean,

⁴⁵¹ AMA, AMA, Cahier de Louis Baron.

⁴⁵² ADH numérisées de complément, 71 PR1-3, Fonds Louis, Sully Jaulmes,

ont vécu, au même rythme, les mêmes batailles. Ils évoquent souvent les mêmes faits qui se déroulent aux mêmes endroits et nomment parfois les mêmes personnes, les régiments se retrouvant lors des regroupements de la division. Mais l'univers dans lequel évoluent ces hommes n'est pas celui de la division ou du régiment. Pour les plus gradés, il est celui du bataillon mais surtout de son État-major, pour d'autres plutôt celui de la compagnie et pour les simples soldats celui de la section ou de l'escouade, voire juste le leur. Vu de près en effet, le feuilletage social qui conditionne le statut militaire se révèle toutefois assez complexe ; leur âge, leur appartenance sociale, leur grade les distinguent ou les regroupent. Quand sonnent les trompettes du 1er août 1914, le journalier agricole tarnais Valentin Fournier et l'instituteur Henri Bleys, effectuaient leur service militaire : le premier au 96^e RI à Agde et le second au 122^e à Rodez. Ils ont 22 ou 23 ans et sont célibataires. Dans la préfecture aveyronnaise est arrivé également l'instituteur réserviste Pierre Bellet de Montagnac, 29 ans, marié et père de deux jeunes enfants. L'adjudant est affecté au 322^e RI, dissous dès le 1^{er} septembre 1914, avant d'être versé dans le 96^e RI. Les officiers de carrière, capitaines rapidement nommés commandants de bataillon, S. Petitjean au 342^e RI de Mende et B. Simonet au 142^e RI de Lodève entretiennent une correspondance quotidienne avec leurs épouses respectives qui se densifie dans la durée du conflit, après la guerre de mouvement. Les expériences des deux instituteurs diffèrent par l'âge et donc le grade mais ils appartiennent à un corps relativement lettré numériquement conséquent dans la société française et sont habitués dans leur profession à rendre compte souvent par écrit de leurs activités à leur hiérarchie. L'itinéraire de Pierre Bellet peut surtout donner immédiatement à voir les dynamiques sociales à l'œuvre dans cette petite bourgeoisie. Son statut intermédiaire, d'une ascension démarrée mais inachevée, le conduit au grade mal défini d'adjudant dans son bataillon, mais mandaté aux écritures, donc à un certain isolement perceptible dans les hésitations qui le saisissent :

« Le commandant m'a invité à monter avec lui en première classe. On y est certainement bien mieux que dans les wagons aménagés pour 40 hommes (...) Je quitte le wagon du commandant trop triste pour rejoindre mes camarades de la 24^e compagnie où l'on rit où l'on chante »⁴⁵³.

⁴⁵³ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, opus cité, p. 15

Comme il le souligne, si la longueur du trajet vers la ligne de feu dans des trains qui n'en finissent pas de stopper en toutes les gares est la même pour tous - V. Fournier égrène la longue liste des arrêts jusqu'à destination - tous ne l'effectuent pas dans les mêmes conditions matérielles. Sur le chemin de Berlin, l'Union sacrée s'est déjà fissurée à l'accès plus ou moins réservé des portes des wagons, les uns ne voyageant pas avec les autres. L'ouvrier Joseph Sigal, soldat de 2^e classe, arrivé à Rodez au bout de 36 heures de train pour rejoindre le 124^e RIT avant de repartir à Nice, n'a pas le choix ; il a été transporté dans un wagon à bestiaux aménagé pour 40 soldats tandis que la plus confortable première classe ne s'ouvre qu'aux officiers et aux sous-officiers sur invitation. Le comportement de Pierre Bellet paraît déjà traduire les tensions générées par son appartenance sociale intermédiaire. Dès le départ, l'instituteur hésite comme il le fait tout au long de la guerre sur le groupe qu'il doit ou désire intégrer. Appartient-il à celui des officiers puisqu'il en est physiquement proche et que d'ailleurs il reçoit 100 francs d'indemnité d'entrée en campagne qu'il fête avec eux ? Ou au contraire appartient-il à celui des soldats desquels le rapproche son appartenance à la petite bourgeoisie rurale avec lesquels il voyage finalement ? Doit-il préférer le confort des officiers ou la sociabilité de la troupe venue de Montagnac ? Il apparaît déjà que son grade et sa fonction de secrétaire le conduisent à une position d'équilibriste et à une indéniable solitude qui n'est pas réservée aux grands intellectuels dans les tranchées mais cet exemple souligne une fois de plus la dynamique des identités sociales et par la même leur complexité mouvante. Cinq auteurs, par leur appartenance sociale maîtrisent donc sans problème les outils de la langue ; il semble bien que les soldats et leurs familles issus des catégories plus populaires, soient entrés en écriture et en correspondance ou en conservation de leurs écrits, plus tardivement. Il reste donc encore et toujours plus difficile d'accéder à la parole des plus nombreux en ce qui concerne les correspondances les plus précoces, quand ces soldats sont déjà engagés dans les premiers combats de la guerre de mouvement. Sans surprise, Valentin Fournier représente une exception relative car la mise en récit de son expérience n'a démarré qu'en camp de prisonniers.

Dès le débarquement à Mirecourt dans les Vosges, les récits font état d'un dépaysement rapide et total. Les militaires sont immédiatement soumis à de longues marches vers les champs de bataille, dans lesquelles des émotions contradictoires

exacerbées par la découverte d'un univers inconnu et inquiétant les saisissent. La prégnance des représentations portées par les discours dominants prévoyant à coup sûr la rapide victoire paraît dans un premier temps validée par l'absence de l'ennemi, propre à les rassurer, et contribue à maintenir sinon un certain enthousiasme du moins une confiance certaine. Simultanément, chargés d'un très lourd barda, progressant quotidiennement d'abord sous un soleil de plomb, puis sous la pluie, les soldats vivent non seulement une épreuve physique mais sont en proie à une angoisse diffuse née de la perception du danger. C'est cette tension entre la prévision confiante d'un triomphe héroïque immédiatement obtenu confrontée aux premières douloureuses expériences physiques peu glorieuses qui se lit dans le carnet d'H. Bleys :

« Mercredi 12 août. On s'habitue à tout, à la mauvaise vie que l'on mène. On est, sale, fatigué, les pieds blessés, découragés. D'autres fois on est content et l'on rit. En somme on n'a pas peur de la guerre mais les fatigues abattent le moral

« Vendredi 14 août, Ah la guerre c'est autre chose que les grande manœuvres, on vous menace de la mort, on est rude. Quelle vie sale, campestre, sans confort, que l'on mène. On serait mieux chez soi ! On ne crie plus « à Berlin » car c'est trop loin, trop pénible et trop dangereux »⁴⁵⁴.

Ces premières lignes rédigées par le sergent quelques jours à peine après son arrivée disent les déceptions immédiates d'une guerre qui ne se révèle ni fraîche ni joyeuse. Alors qu'une « splendide journée »⁴⁵⁵ avait servi de cadre au départ des troupes quelques jours plus tôt, elle devient « étouffante » pour ceux qui se déplacent à pied. Valentin Fournier évoque la chaleur épouvantable du 10 août et le pain moisi à Mononviller. La soif intense génère rapidement de nombreux malaises, le manque d'eau potable de « nombreuses coliques et évacuations » et le soleil provoque des insulations, indispositions toutes confirmées par les différents historiques régimentaires et le journal du médecin major du 142^e RI⁴⁵⁶.

L'intendance a du mal à suivre et tandis que les officiers et les sous-officiers s'installent dans des maisons réquisitionnées pour eux dans lesquelles restent encore souvent des civils mis *de facto* à leur service, les troupiers trouvent les abris et souvent le ravitaillement qu'ils peuvent dans une désorganisation totale. À ces aléas viennent se

⁴⁵⁴ Henri Bleys, carnet en ligne, <http://www.chtimiste.com/carnets/bleys.htm>, mercredi 12 août,

⁴⁵⁵ Anonyme, *Historique du 96^e Régiment d'infanterie 1914 à 1918*, Béziers, 1919

⁴⁵⁶ ADH numérisées de complément, 71 PR1-3, Fonds Louis, Sully Jaulmes

rajouter la rapide nostalgie du foyer et surtout la fatigue qui s'accumule provoquant lassitude et découragement. Les premières cartes des officiers qui se déplacent à cheval et dont les effets sont transportés par les ordonnances, ne s'attachent pas aux mêmes considérations matérielles ; leurs propos sont très laconiques et insistent bien davantage sur leur lourde charge de travail, notamment administrative et logistique, dans des conditions matérielles improvisées lors des déplacements, face à une forme de guerre inattendue qui les prend au dépourvu où l'ennemi se dérobe et qui génère de leur part un grand étonnement. L'air de la guerre se manifeste par une série de signes et d'indices qui annoncent progressivement la dangerosité des lieux.

Le premier est auditif, c'est le roulement, même lointain du canon, qui résonne dès le 10 août pour les soldats de l'active, un peu plus tard pour ceux de la réserve, d'abord assourdi puis de plus en plus fort. « Le canon gronde assez près. On aurait dit l'orage avec sa grêle et son tonnerre » écrit ce jour-là Henri Bleys. La métaphore météorologique se glisse désormais avec des variantes dans tous les écrits, soulignant la part de fatalité perçue des circonstances vécues par les acteurs. Les variations de son intensité devenues quasi permanentes deviennent dès lors pour chacun un indicateur fiable du danger ou inversement de la sécurité des lieux. Le réserviste Pierre Bellet l'évoque pour la première fois à une date plus tardive : « 15 août ; nous entendons pour la première fois le bruit du canon, c'est un bruit sourd et très lointain qui ne parvient pas à nous émouvoir, les chasseurs qui ont combattu sont rassurants. »⁴⁵⁷ Ce sont ensuite divers signes plus prégnants et menaçants qui intègrent progressivement le champ visuel de chacun. Les premières tombes de cavaliers allemands, les premiers cadavres de chevaux, les villages qui brûlent, les maisons désertées de leurs habitants attestent de l'anormalité macabre du paysage d'où l'ennemi est absent. Après les batailles de Lagarde et Badonviller, l'armée allemande s'est retirée sur un terrain choisi, repéré et solidement fortifié depuis le 15 août. Cette surprenante invisibilité souvent regrettée, notée dans tous les écrits, est interprétée différemment. Elle rend les officiers confiants, les soldats fatigués insouciant, l'adjudant méfiant. Les sensations apparaissent bien mitigées et dominant en chacun une forte charge émotionnelle où se mêlent la fragilité des prévisions, la perception diffuse du danger et le soulagement des rares moments de

⁴⁵⁷ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, opus cité, p. 16-17

répît. Henri Bleys s'impatiente le 14 août : « Enfin nous en verrons des Prussiens ? » mais se rassure par son équipement : « Mon fusil est plein de cartouches et l'on peut se défendre et mieux attaquer ». Pour se remotiver, tous paraissent très sensibles aux petits gestes qu'ils interprètent positivement comme les encouragements rassurants des chasseurs alpins qui les ont précédés et qu'ils croisent ou bien encore les regards affables et les gestes accueillants des civils restés sur place et devant lesquels ils passent parfois en colonne ; s'ils sourient, les soldats retrouvent un peu d'optimisme, à l'inverse, tout s'écroule, parfois dans une alternance de temps très court. Aucun récit étrangement ne fait mention des affrontements meurtriers qui ont eu lieu le 11 août et où déjà ont été tués sept soldats du canton, comme si les témoins n'en avaient pas eu connaissance, pris dans l'immédiateté de leur sort ou que leurs acteurs ou témoins cachaient les faits. Dès le passage, sans difficulté, de la frontière entre le 16 et le 18 août, que tous relèvent, sinon toujours avec enthousiasme, du moins avec satisfaction même teintée d'inquiétude, les militaires sont engagés en divers points de la bataille de Morhange, sur des terrains parsemés d'étangs, de marécages et de bois.

Au moment de rédiger ses mémoires, Pierre Bellet, un des rares soldats à avoir traversé la guerre sans être évacué, s'est remémoré les deux batailles de Lunéville et Bernécourt comme faisant partie des plus éprouvantes de son expérience⁴⁵⁸ soulignant combien furent terribles ces deux premiers mois où disparaît l'espoir d'une guerre brève, héroïque, dans le massacre de compagnies entières en Lorraine et c'est bien ce qui se dégage à la fois de la confrontation des récits et des différents bilans de victimes.

1.2.3.2. « On ne crie plus à Berlin ! »⁴⁵⁹ La désillusion.

1.2.3.2.1. La succession des revers.

À partir du 17 août, les régiments d'active connaissent un baptême du feu qui se révèle où qu'il se déroule d'une violence inouïe et met en exergue la supériorité numérique et militaire de l'ennemi que tous ne peuvent que constater. Ainsi, V. Fournier et le 96^e RI sont à Rorbach :

⁴⁵⁸ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, opus cité, p.82

⁴⁵⁹ Henri Bleys, vendredi 14 août

« Dans le bois de Rorbach voilà que la mitrailleuse et l'artillerie allemande nous arrivent. Nous nous sommes couchés dans les fossés. De suite il a fallu se porter à l'attaque il était 8 heures du soir on a poussé assaut à la baïonnette où aucun nous nous attendions pas à tout cela. Malgré que nous n'étions pas bien nombreux nous les avons délogés du village. Sous la pluie et les obus, la nuit en position d'attaque »

Le lendemain puis le surlendemain, les combats se poursuivent et le village est repris par les Allemands. D'après son JMO, le 96^e RI a perdu 27 officiers et 1 150 hommes. Ce même jour le JMO du 122^e RI fait état des 540 morts, blessés ou disparus à Laudrefing où se trouve H. Bleys :

« Ce matin, nous avons attaqué le village de Laudrefing au fusil. Nous avons été pris près d'une voie ferrée par côté. Il a fallu reculer car il y avait les deux régiments ennemis. C'était une peur générale dans ce bois, séparés du bataillon. Nous nous sommes retirés vers le sud, conduits par la boussole. Perdus nous avons campé dans la forêt »⁴⁶⁰.

B. Simonet revient à deux mois d'intervalle, sur le 18 août que le 142^e RI a passé à Bisping. Le premier compte rendu à son épouse, rédigé au cœur du feu, se présente sous la forme télégraphique d'un inventaire factuel du bilan humain catastrophique qui concerne les officiers. Par sa forme, il révèle le manque de temps disponible pour écrire durant cette période et peut-être plus encore l'état de sidération du capitaine :

« Grosse affaire le 18. Beaucoup de casse. Les officiers ont particulièrement payé leur tribut. Le Colonel⁴⁶¹ mort à mes côtés d'une balle au front. Je l'ai ramené et nous avons pu l'enterrer dans le village de Bisping (Lorraine). Le lieutenant colonel blessé et disparu. De même Maurin, Henry, Desbiaux. Luccantoni blessé au genou sans gravité hospitalisé et d'autres disparus, blessés ; Mouly, Douzans, Mazars etc, etc. Je suis sain et sauf grâce à Dieu ! »⁴⁶²

Le second récit daté du 19 octobre, soit deux mois plus tard, rédigé au calme du cantonnement de l'arrière front, s'attache longuement tout en ponctuation expressive à la traduction de la violence des émotions ressenties ainsi qu'à l'analyse de la déroute, pour dresser un sévère bilan de la stratégie militaire déployée par les États-majors, en une formule déjà sans appel :

« Le 18 août, un enfer ! Comment n'y suis-je pas resté comme tant d'autres ? Un miracle ! L'impression ressentie de cette folie de cette sanglante défaite, de cette boucherie inutile me restera toujours aussi vive jusqu'à ma mort !

⁴⁶⁰ Henri Bleys, 18 août 1914

⁴⁶¹ Il s'agit du colonel de la Môle qui dirigeait le 142^e RI depuis 1911 à Lodève.

⁴⁶² Benjamin à Alice Simonet, 23 août 1914.

J'en reverrai tous les horribles détails jusqu'à la retraite dans la nuit noire en compagnie du corps du colonel couché sur ma bicyclette. »

La situation critique culmine dans les témoignages lors de la débandade consécutive aux revers militaires du 20 août. « Désordre inexprimable. Repli interminable »⁴⁶³ note Sully Jaulmes, le médecin-major du 142^e RI dans son carnet. Tout semble improvisé. Les hommes se perdent, la peur qui les saisit provoque des drames évitables : « Ligne de feu, on est énervé et agacé, Beaucoup tremble alors on se tire dessus très souvent entre Français. La panique au feu était telle que l'on se tirait dessus entre deux régiments » répète Henri Bleys, très impressionné par l'absurdité de cette situation. La majorité des témoins fait état du sauve-qui-peut qui s'empare des troupes mais aussi de leurs officiers. Les hommes fuient, malgré les menaces de quelques chefs encore présents, revolver à la main. Tous encore attestent également de la désorganisation absolue des unités qui semblent n'avoir plus de commandement. Et quand enfin, l'ennemi devient visible : « 20 août ; ordre de se replier et de battre en retraite car les Allemands nous entouraient de tous les côtés » note V. Fournier comme P. Bellet :

« Nous repartons, mais dans la direction opposée à l'ennemi. Les autres régiments en font autant. Je comprends ; c'est la retraite. Dans le désordre tout le monde se presse. La marche par les routes est pénible ; la colonne est constamment coupée par des voitures ou des camions qui manœuvrent. Les éléments de plusieurs régiments se mélangent. Et pour aggraver la confusion, les obus se rapprochent ; il en tombe à quelques mètres de la route. »⁴⁶⁴

Ce 20 août, l'artillerie allemande met également en déroute tout le 15^e corps et capture une partie de l'artillerie du 20^e. La retraite est ordonnée, dont celle du 16^e corps vers Lunéville. La frontière, franchie quelques jours plus tôt dans l'enthousiasme, est repassée dans l'affolement le 21 août. Les errements tactiques ne sont pas en reste qui continuent toujours selon H. Bleys : « Les obus nous pleuvent, devant, derrière, et même notre artillerie – celle qui nous fait le plus mal (25 morts) – nous tire dessus. »⁴⁶⁵ L'affolement produit presque les mêmes effets absurdes sous la plume de P. Bellet au cœur du 322^e RI « régiment de réserve qui lâcha pied » selon B. Simonet lorsqu'il doit couvrir la division :

⁴⁶³ ADH, 71 PRI 1 Fonds Louis Sully Jaulmes, carnet retranscrit, jeudi 20 août.

⁴⁶⁴ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14, opus cité*, p.22

⁴⁶⁵ Henri Bleys, 21 août 1914

« Nous tirons au hasard. À côté de nous un soldat vient de tomber, foudroyé par une balle en plein cœur. C'est le premier tué que nous voyons et il l'a été par une balle française ! Un camarade couché dans le fossé opposé à la route, paniqué, a fait partir le coup. »⁴⁶⁶

Conséquence de ce fiasco militaire français, la déroute des soldats se mêle à celle des civils fuyant les combats, sous la menace de l'artillerie et de la contre-offensive allemandes. Les soldats rejoignent Lunéville et ses environs après une épuisante marche forcée de jour et de nuit dont les épistoliers ne semblent pas exagérer la longue distance qui se situe pour tous entre cinquante et soixante kilomètres. Les Allemands prennent la ville le 22 août :

« Et le lendemain, dès 4 h, dans une confusion inextricable, la retraite encore sur Lunéville. Nous pensions être à l'abri, nous refaire ; le commandement s'y laissa surprendre, et le lendemain matin, nous devons courir à Jolivet, y perdre encore 500 hommes, et, découverts sur notre droite par un régiment de réserve qui lâcha pied, abandonner le terrain. Pas d'ordre ! (...) Le régiment était réduit à une cohue. Plus d'officiers, plus de sous-officiers, près de la moitié des hommes disparus ! Juge de mon angoisse »⁴⁶⁷

B. Simonet comme d'ailleurs P. Bellet pointent tous deux du doigt la responsabilité du haut-commandement dans son incapacité, entre autres, à se renseigner sur les positions allemandes. Valentin Fournier met naturellement en avant le déséquilibre des armées respectives : « 22 août ; bataille de Lunéville baïonnettes contre canons, fusils et mitrailleuses dans les maisons. C'est là que nous avons perdu beaucoup des hommes. »⁴⁶⁸ Le 22 août est aujourd'hui reconnu comme le jour le plus meurtrier pour l'armée française qui perd entre 25 et 27000 soldats, soit autant que pendant toute la guerre d'Algérie (1954-1962), en Lorraine mais également en Belgique (Charleroi) et dans les Ardennes (Rossignol)⁴⁶⁹. Du 20 au 26 août, les Français sont chassés de la vallée de la Sambre, de la forêt des Ardennes et du bassin lorrain au prix de pertes effroyables : près de 100 000 morts au mois d'août. L'expérience des premières défaites cinglantes fait prendre conscience à tous les témoins de la supériorité militaire allemande qui annonce déjà la longueur à venir du conflit jusque là in envisagée. H.

⁴⁶⁶ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, opus cité p. 26

⁴⁶⁷ Benjamin à Alice Simonet, 19 octobre 1914

⁴⁶⁸ Carnet de Valentin Fournier, 22 août 1914

⁴⁶⁹ Jean-Michel STEG, *Le Jour le plus meurtrier de l'histoire de France - 22 août 1914*, préface de Stéphane Audoin-Rouzeau, Paris Fayard, 2013.

Bleys exprime ses doutes devenus certitude dès le 5 septembre : « la guerre sera longue et meurtrière », et à partir de la retraite et jusqu'à sa mort, les entrées de son carnet sont devenues laconiques, elles ne se résument qu'à trois ou quatre lignes succinctes. C'est à propos de ces quelques jours de déroute qu'est réactivée par certains membres de l'État-major et une certaine presse, la stigmatisation des soldats du Midi.

Après la victoire de la Marne, les Allemands reculent mais au nom de l'offensive à tout prix décrétée par les autorités militaires, des batailles meurtrières se succèdent jusqu'à la fin du mois de septembre notamment dans les combats oubliés de la Woëvre avant que le front de Lorraine, comme les autres, ne s'enterre pour au moins les trois années suivantes. Il ne s'agit donc pas pour la 31^e DI que de la bataille perdue de Morhange en Lorraine entre le 17 et le 23 août. Les mêmes scénarii catastrophiques de violents combats meurtriers se répètent régulièrement jusqu'à fin septembre. Et ce que met particulièrement en avant la confrontation de ces témoignages, c'est cet aspect répétitif, durant presque deux mois, de ces attaques ratées parce qu'à armes inégales, chaque auteur avec son style, qu'il soit encore épique dans les souvenirs de Pierre Bellet à Lunéville le 22 août :

« A gauche un mouvement se dessine ; c'est le 96^e qui arrive en renfort et contre-attaque. Il monte dans un ordre parfait, les sections déployées en tirailleurs, les chefs de sections en tête comme à la manœuvre. Mais en arrivant sur la crête, les belles troupes sont fauchées par les mitrailleuses. Ils laissent de nombreux cadavres sur le terrain »⁴⁷⁰

Ou qu'il soit plus factuel comme celui de V. Fournier à propos de la bataille de la Woëvre un mois plus tard :

« 23 septembre. Voilà que nous sommes arrivés à Bernecourt avec une grande pluie et sous le feu de l'artillerie où le 2^e bataillon a monté l'assaut à la baïonnette où il a été obligé de se replier à cause que la mitrailleuse lui tirait avec un feu trop violent. Le 96^e RI a eu beaucoup de pertes en première ligne où nous sommes restés 11 jours et 11 nuits dans des tranchées ou dans des bois. Nous les avons fait reculer de 7 ou 8 kms, nous avons eu un grand combat au bord du bois de Jury où les Allemands y étaient dedans. Nous avons été obligés de nous replier en arrière à cause que nous étions pas assez nombreux. »

Tous mettent encore en avant, l'inefficacité de la stratégie adoptée par l'État-major au mépris de la vie des soldats et de toute réalité de terrain et de moyens. Dans tous les écrits se lit le désarroi ressenti face à la catastrophe causée par une stratégie

⁴⁷⁰ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, opus cité, p. 28

française qui consiste à attaquer de façon répétée au fusil, à découvert et à outrance, une armée retranchée, équipée de canons et de mitrailleuses, chaque offensive rencontrant un échec total puisque les assaillants sont tous fauchés les uns après les autres. Bataille après bataille, le haut commandement et ses représentants s'avèrent incapables d'adapter la stratégie pour gagner ou économiser des vies humaines, signant bien ainsi, déjà, la faillite des autorités militaires françaises, quelques semaines à peine après celles des politiques. De cela, un sous-officier comme P. Bellet peut (se) rendre compte pour s'en indigner peut-être bien plus tard, sans qu'il ne remette pour autant en question son obéissance absolue vis-à-vis de sa hiérarchie :

« De pareilles batailles n'étaient que massacres inutiles. On ne doit pas marcher à la baïonnette contre des mitrailleuses invisibles, lorsque pour arriver à l'ennemi, il faut traverser près d'un kilomètre d'espace découvert. Le colonel Boussat, responsable de pareils ordres d'attaque fut à mes yeux un criminel. Quand bien même ces ordres venaient-ils de plus haut, il aurait du se rendre compte de la situation et proposer d'autres moyens de s'emparer du bois sans sacrifier tout son régiment. Mais pour lui nous étions tous des lâches et, disait-il, ses anciens Chasseurs n'auraient pas hésité »⁴⁷¹

Si cela ne remet absolument jamais en question l'application des ordres donnés en dépit des vies sacrifiées et de l'inutilité des attaques, c'est aussi peut-être que tous savent déjà ce que cela pourrait leur coûter. Ainsi, le 23 septembre, dans ce massacre de Bernecourt, Jean Blanc, 34 ans garçon de café à Paris dans le 18^e arrondissement, soldat du 142^e RI, abandonne ses effets d'équipement, ses armes et ses munitions pour s'enfuir. Sa fiche matricule 1033 au recrutement de Rodez le déclare blessé à Flirey le 27 septembre où il aurait disparu. L'acte officiel est signé le 28 septembre 1921. En réalité, le 3 octobre le conseil de guerre de la place de Toul l'a très rapidement condamné à mort par deux voix contre trois pour « abandon de poste devant l'ennemi. » Il est exécuté⁴⁷². Henri Wolff, chef du 4^e bataillon du 36^e RIC est lui aussi condamné le 1^{er} septembre à Remenonville et exécuté le jour même pour avoir refusé d'engager son bataillon parce que se justifie-t-il « C'était le seul moyen de sauver mes hommes. »⁴⁷³ C'est le premier fusillé justiciable

⁴⁷¹ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, opus cité, p. 71

⁴⁷² Dossier Jean Blanc, sur www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr, Fusillés de la 1^{ere} guerre mondiale, conseils de guerre, minutes du jugement SHD/GR 11 J 3034 et dossier de procédure HD/GR 11 J 3031-1

⁴⁷³ Dossier Henri Wolff sur www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr, Fusillés de la 1^{ere} guerre mondiale, conseils de guerre, minutes du jugement SHD/GR 11 J 2-1 -, SHD/GR 11 J 3216-1 - Cour spéciale de justice militaire 1^{re} partie, SHD/GR 11 J 3216-1 - Cour spéciale de justice militaire 2^e partie, Dossier(s) de procédure, SHD/GR 11 J 4 SHD/GR 11 J 3215 - Cour spéciale de justice militaire

de la guerre et aussi le seul gradé de ce niveau que l'on sait pour le moment avoir été condamné à mort et exécuté par l'armée française.

1.2.3.2.2. Deux mois pour une décimation.

Dès l'arrivée à proximité de la ligne de feu, par étapes, la mort devient omniprésente et massive, interpellant tous les sens des militaires, ce qui se traduit par l'augmentation progressive dans les récits du nombre et de la longueur des occurrences sur le sujet ainsi que par la diversité de ses expressions. Les premiers signes sont visuels, d'abord à distance raisonnable des témoins, les cadavres restant anonymes. Six jours à peine après leur arrivée, les soldats qui passent tous aux mêmes endroits dans leur progression ont été confrontés à un même premier tableau composé de chevaux allemands et de leurs cavaliers étendus dont tous, impressionnés, rendent compte. Puis le panorama s'élargit en des compositions d'amas de corps, suffisamment fréquentes pour que les cadavres fassent déjà partie du quotidien, se rapprochent, et qu'il ne soit plus fait mention des animaux : « On voit des blessés des morts mais maintenant on n'y fait pas attention. La figure pâle ne fait pas peur et son camarade tombe sans que l'on s'en occupe le moins du monde »⁴⁷⁴ tente de se persuader H. Bleys dix jours à peine après son arrivée. Tous les récits se caractérisent ensuite par la prégnance des perceptions olfactives, qui plus jamais ne cessent, provenant des corps déjà en décomposition : « La forêt où nous étions sent la charogne à cause des morts, hommes et chevaux » écrit H Bleys le 29 août, ou encore « des cadavres boches tout noirs. Des chevaux crevés empoisonnent l'atmosphère » constate P. Bellet à propos du 28 août et encore le 31 août : « Les cadavres non enfouis sentent. »⁴⁷⁵

Mais voir et sentir les cadavres de plus en plus proches s'accompagne rapidement de leur individualisation. Une épreuve plus douloureuse se présente lorsque le corps n'est plus anonyme mais qu'il s'agit d'un ou de plusieurs camarades du pays. C'est ce qui arrive le 24 août à Henri Bleys : « Ce qui me rend triste, c'est que Pailhous a été tué, Calvignac a eu le ventre ouvert aussi. Ce sont les premières victimes de notre pays pour cette ignoble, cette maudite guerre et cela me rend triste ». Le récit de P. Bellet est lui aussi à partir de ce moment rythmé désormais par les noms des connaissances disparues

⁴⁷⁴ Henri Bleys, 20 août 1914.

⁴⁷⁵ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, opus cité, p. 44

dans la guerre. Simultanément, tous les soldats se projettent et envisagent leur propre disparition. Les officiers s'en remettent alors à Dieu, le peu croyant, Pierre Bellet à la chance. Cet imaginaire est parfois encouragé par la perception des regards que les populations civiles portent sur eux et l'interprétation qu'ils en font à même de confirmer leur appréhension : « On nous soignait comme des malades ou des condamnés » écrit ainsi H. Bleys le 18 août juste avant sa première bataille. Tous alors, à un moment ou à un autre, donnent des chiffres. Ils comptent, les morts, et les vivants parfois, pour tenter de prendre la mesure d'une catastrophe effroyable, de façon raisonnée donc arithmétique, à diverses échelles ou juste pour tenter de mettre un semblant d'ordre dans le chaos. Suite aux tirs d'artillerie qui s'abattent le 14 août sur les soldats du 122^e RI. Henri Bleys note qu'il y « a eu 60 blessés et 15 morts dans le régiment »⁴⁷⁶. Puis c'est en centaines, voire en milliers, que les morts sont estimés par les uns et les autres. Dès le 18 août, Sully Jaulmes note 1150 disparus dans le régiment et avec Benjamin Simonet, ils ont cependant à cœur de récupérer les effets personnels de leur colonel tué au combat pour les faire expédier à sa veuve comme un rare rituel funèbre qui reste applicable dans le tumulte. Suite à ses pertes, le 322^e RI de P. Bellet est déjà dissous le 1^{er} septembre et les survivants dispersés dans les régiments de la division. Le militaire est versé dans le 96^e RI. Lors de la bataille de la Woëvre du 21 au 25 septembre il donne des chiffres précis et argumentés :

« Nos pertes ont été terribles. Sur un bataillon de 1000 hommes, on en a perdu 500 dont 128 tués sur place (bien d'autres sont morts encore à l'arrière). Ce sont des chiffres que j'ai fournis moi-même au Commandement après un contrôle sérieux. Les autres bataillons qui attaquaient à notre droite eurent des pertes comparables, et la tranchée du chemin de fer fut aussi très meurtrière »⁴⁷⁷

Le commandant B Simonet, est aussi très précis, notamment pour les officiers, comme il l'est toute sa campagne, en commençant par la journée du 18 août : « Les pertes sont effrayantes. Sur 44 officiers de l'active, partis de Lodève et de Mende nous restons 5. Chaque compagnie a perdu de 180 à 200 hommes. »⁴⁷⁸ D'autres préfèrent les ordres de grandeur et les comparaisons ; le 16 octobre, S. Petitjean use d'un laconique

⁴⁷⁶ Le JMO précise 14 tués, 27 blessés et disparus et le site en liste *Mémoire des hommes* 47 tués ou disparus ce qui rapproche H. Bleys de la réalité

⁴⁷⁷ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, opus cité, p.72

⁴⁷⁸ Benjamin à Alice Simonet, 19 octobre 1914

« beaucoup », lorsqu'il revient sur les pertes en Lorraine tandis que le 19 août, H. Bleys précise que si « le 3^e bataillon a été décimé, nous n'avons qu'un mort » dans la bataille de Laudrefing. Valentin Fournier évalue lui le 23 août par soustraction et refonte de compagnies dans son bataillon après Lunéville : « On a traversé la Meurthe le lendemain on a reformé les compagnies. De 12, on en a fait rien que 5. Ils ont manqué au moins 3500 hommes. Moi je suis passé à la 4^e Cie c'était le 23 août ». Dans le canton, le tiers des corps de soldats disparus en Lorraine à l'été 1914 n'ont jamais été retrouvés. Appréhender de façon comptable le carnage, semble pour tous les témoins un moyen de mettre un peu de raison dans l'horreur qui n'est pas terminée. Fin septembre, le bilan est lourd ; le 30 août, Jules Rayssac, Jules Bertharies le 22 septembre et le 30, P. Talagrand le beau capitaine du 96^e qui faisait l'admiration de son voisin le petit Louis Baron, ont disparu sur cette fraction très réduite du front comme déjà 30 fantassins de la 31^e DI ou 61 du canton, soit 15 % des fantassins morts au 11 novembre 1918. Sur tous les fronts, ils sont 92 soldats du canton à avoir été tués durant les deux premiers mois de la guerre qui sont de loin les plus meurtriers, soit environ 10 % de ceux partis en août. L'infanterie est donc littéralement décimée à l'image de celle du pays qui compte déjà 235.000 morts. Mais qu'en août et septembre 1914, ils soient 30 soldats appartenant à la 31^e DI morts aux combats, 61 en Lorraine ou 92 sur l'ensemble du front français du nord-est, tous ces militaires sont des fantassins. Ce nombre si élevé de morts dit certes déjà la violence meurtrière mais aussi très sélective des combats due à la forme des affrontements et aux choix effectués par les États-majors et qui devient une caractéristique principale du conflit.

Parfois pourtant, dans les récits, malgré la terrible épreuve, apparaissent quelques brefs moments de répit avant les grandes batailles, qui peuvent faire constater à H. Bleys que « la gaité est revenue car on ne se sent pas en danger imminent »⁴⁷⁹. Et ce qui ressort fortement de tous les témoignages, c'est l'extrême variation des émotions selon la plus ou moins grande exposition au danger ou à la fatigue physique, à la fois dans leur intensité, qui est dans un sens ou dans l'autre toujours décuplée, mais aussi dans la rapidité de leur alternance. Sur la ligne de feu, quand le risque s'éloigne, un même témoin peut donc exprimer sa lassitude et son enthousiasme dans une même

⁴⁷⁹ Henri Bleys, 15 août 1914

phrase comme B. Simonet revenant, le 19 octobre 1914, sur la retraite du mois d'août : « Nous étions dans l'horreur de la défaite ; l'espoir nous quittait. Heureusement deux jours après, une belle victoire à Rozelieures, nous reconfortait. » Quand le flot d'horreurs se ralentit, la mise à l'abri, qu'elle ait lieu dans un cantonnement ou simplement dans un champ, est considérée comme le premier des soulagements. Elle va d'ailleurs souvent de pair avec l'éloignement du son des canons et du repos. Henri Bleys y associe la sécurité apportée par l'équipement militaire ou la proximité d'un gradé : « Nous couchons sur nos positions dans les tranchées sur de la paille. Bonne nuit de repos calme, douce et sereine. J'étais près d'une mitrailleuse avec le lieutenant Lupiac. »⁴⁸⁰ La deuxième compensation repose sur le plaisir ressenti par la satisfaction des besoins primaires négligés comme le regrette B. Simonet dès le 3 septembre : « Il est dit que nous passerons toute la campagne dans les bois. Nous n'en sortons plus ou presque. On ne se lave plus, on ne se rase plus, on ne se change plus ». Mais le même constate quelques semaines plus tard : « Notre vie matérielle est si misérable que le moindre confort est délicieux »⁴⁸¹. Dormir, mieux se nourrir, se laver après avoir passé des journées dehors représente un immense soulagement tant pour les troupiers que les officiers. Trouver de quoi boire devient la principale quête de Valentin Fournier avec celle de son régiment perdu. Dans son récit, les références à la recherche de sucre pour le café et de vin dans des quantités de plus en plus abondantes se multiplient : « 16 septembre, achat de quelques litres de vin », « 18 septembre, Nancy – caserne ; on trouve quelques litres de vin », le 13 octobre ; départ nous remplissons les bidons de vin à 16 sous le litre ». Si le ravitaillement est considéré comme insuffisant ou aléatoire, les soldats ont fréquemment recours au pillage des maisons abandonnées par leurs habitants. Pierre Bellet note que les 24 et 25 août à Lamath « ils fouillent surtout les caves à la recherche de bouteilles. » et qu'à « Méhoncourt, les soldats pénètrent dans les maisons abandonnées, pillent par plaisir »⁴⁸². Ces pratiques se renouvellent dès que cela est possible y compris sur les macchabées. Mais si ces récits peuvent documenter la

⁴⁸⁰ Henri Bleys, 3 septembre 1914.

⁴⁸¹ Benjamin à Alice Simonet 3 et 9 septembre 1914

⁴⁸² Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, opus cité, p. 37

diversité des expériences combattantes, que peuvent savoir ceux qui sont restés à l'arrière du sort terrible fait aux soldats durant ces deux mois meurtriers ?

1.2.3.2.3. (S')informer au risque de la désinformation.

Si l'on inverse le regard, dans un premier temps, les sources officielles et la presse censurée qui taisent dès le début les noms des victimes sont peu loquaces sur ce qui les intéresse. En l'absence presque totale de courrier, le premier outil sollicité dans le contexte d'une liberté d'expression réduite, où la censure est annoncée dans le pays dès le 30 juillet 1914, réside dans les communiqués officiels rédigés par le Haut Quartier Général que les mairies doivent afficher matin et soir. Or ils sont très laconiques et évasifs, incapables de satisfaire les attentes des familles inquiètes. Le soir du 18 août, première catastrophe pour les 122^e et 142^e RI, du 23 août à Lunéville deuxième pour la division ou encore du 28 septembre jour de la bataille meurtrière de Bernecourt, ils proposent en grande lettres : « Rien de nouveau dans la situation générale, calme relatif sur une partie du front. »⁴⁸³ Dans ces conditions, les proches demandent très tôt des comptes aux autorités et s'inquiètent auprès des maires de ne pas recevoir de nouvelles. Pas mieux renseignés, les édiles s'adressent au préfet. Le maire de Marseillan lui fait parvenir le 19 août une liste de 26 noms de soldats dont les familles sont sans nouvelle depuis leur départ⁴⁸⁴ ce qui met en lumière la faiblesse du courrier en ce début de guerre. Le lendemain, le préfet renvoie les demandes vers l'autorité militaire⁴⁸⁵ mais il faut attendre le 11 septembre pour que le représentant de l'État propose aux élus de solliciter tous les quatre jours les dépôts de corps de troupes. Aucune autorité de proximité n'est donc en mesure de livrer des informations que l'Armée retient très efficacement. Les premiers actes officiels de décès parviennent très tardivement ce qui entretient à la fois l'angoisse et l'espoir des familles. Il faut attendre le 8 octobre 1914 à Agde (trois mois), le 20 janvier 1915 à Marseillan (5 mois), le 16 février 1915 à Bessan et à Vias (6 mois), pour que soit officiellement inscrit le premier nom d'un soldat sur les registres d'état-civil de décès alors qu'à cette date ils se comptent déjà en centaines.

⁴⁸³ ADH, sous-série 8R38, communiqués officiels, août 1914.

⁴⁸⁴ AMM, sous-série 2D 33, registre des copies de lettres. 1912-1915, 19 août 1914

⁴⁸⁵ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, *opus cité*, 20 août 1914.

Devant l'ampleur du nombre, les autorités locales paraissent dépassées : le 11 novembre 1914, le conseil municipal agathois rend un premier hommage aux « treize premières victimes du devoir »⁴⁸⁶ alors qu'il y a déjà à cette date au moins 50 militaires de la commune morts aux combats, soit quatre fois plus qu'annoncé officiellement. Dans ce contexte, la captivité s'impose très vite comme un espoir puissant, y compris dans la durée. Jules Rayssac a disparu le 30 août à Lunéville. Dès le 19 août sa famille s'inquiète, une cousine est chargée par sa mère et son frère aîné, Barthélémy, affecté spécial dans les PTT de Paris, de faire des recherches notamment dans les hôpitaux de Béziers. Ce grand frère n'a de cesse de mener des démarches épistolaires auprès des autorités militaires, des hôpitaux, des relations de la Croix rouge et même du roi d'Espagne Alphonse XIII au rythme des rumeurs qui disent son petit frère peut-être et même certainement prisonnier. De cela, il parvient à peut-être persuader de loin, sa mère par l'ensemble de lettres qu'il lui envoie accompagnée d'informations qu'il pense faire preuves de vie. Ce n'est qu'en 1922 que cette dernière reçoit décorations et médailles posthumes d'un fils décédé, dont le corps a définitivement disparu en Lorraine et dont la fiche matricule est absente des registres⁴⁸⁷. Que peut encore apprendre la presse ? *L'Avenir Agathois* qui n'est pas paru les 9 et 16 août⁴⁸⁸ réapparaît épisodiquement ensuite jusqu'au début de l'année 1915. Sur les 50 Héraultais du Biterrois que Jules Maurin a rencontré, la moitié lisait les journaux en famille et parmi eux quinze quotidiennement l'un ou l'autre des deux quotidiens régionaux⁴⁸⁹ dont Louis Baron confirme qu'ils sont les journaux les plus lus. Dans *l'Éclair* ou *le Petit Méridional*, après la terrible déroute de Lorraine ou presque, c'est le silence. Leurs Unes respectives sont occupées par les victoires serbes et russes. Il faut attendre le 23 août pour que soit publié, dans les deux quotidiens, un encart de 25 lignes intitulé « Notre situation en Lorraine ». Dans *l'Éclair*, il est inséré dans une colonne de troisième page reprenant une brève dépêche de l'agence Havas. Pour en discréditer déjà le contenu, l'accent est immédiatement mis sur l'origine allemande des sources. Il ne s'agit pas de nier des faits tangibles mais bien de minimiser l'ampleur de la défaite par la faible

⁴⁸⁶ AMA, sous-série 1D 37, *opus cité*, 11 novembre 1914.

⁴⁸⁷ AMA, Fonds privé numérisé Rayssac.

⁴⁸⁸ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels *opus cité*, 21 septembre 1914

⁴⁸⁹ Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, *opus cité*, p. 365-366

longueur du texte, sa place discrète dans le journal et plusieurs autres procédés comme l'emploi systématique de l'euphémisme - « recul temporaire » pour qualifier la déroute— l'évanescence sur l'ampleur des pertes et surtout, l'utilisation du conditionnel qui laisse en permanence planer le doute. Fabrice Pappola parle « d'apogée du chauvinisme » pour ce mois d'août dans la presse et à partir de l'exemple de la Dépêche du Midi montre que, dès la mobilisation, en plus de la sévère censure officielle, s'est dégagé un consensus unissant journalistes et hommes politiques autour de la conception d'une presse au service de l'Union sacrée⁴⁹⁰. L'été marque pour les historiens une rupture en ce que la presse nationale française est ralliée massivement au processus de mobilisation idéologique des populations alors même qu'auparavant le champ médiatique était d'une immense diversité⁴⁹¹, ce qui règle pour eux le problème d'une censure permanente. Même si l'exercice reste périlleux dans une telle situation, il satisfait d'abord certains militaires qui n'ont pas pris l'habitude de se méfier. Ainsi, ce 23 août 1914, le chef de bataillon, B. Simonet fait naturellement confiance à la presse à laquelle il n'a pas accès, pour informer son épouse : « Les journaux te renseignent », lui assure-t-il. En Belgique, il peut lire cette fois certains journaux et écrire encore que « les journaux vous renseignent bien sur les opérations »⁴⁹².

Durant cet été 1914, ce qui transparaît des différentes sources, c'est bien l'ignorance absolue dans laquelle sont placés les civils par les autorités en ce qui concerne le sort de leurs soldats mobilisés. Confrontés immédiatement à une information déjà corsetée par la censure, l'autocensure et la propagande, c'est donc en exerçant une pression épistolaire croissante sur les soldats qu'ils espèrent savoir, le courrier pouvant dès le début du conflit devenir une alternative à la sous-information ou à la désinformation.

Comme partout, la mobilisation de l'été 1914 a donc représenté dans le canton agathois un succès militaire remarquable ; tous les hommes appelés sous les drapeaux se

⁴⁹⁰ Fabrice PAPPOLA, « 1914-1918 : la presse toulousaine face au discours dominant », in: *Annales du Midi : revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale*, Tome 120, N°262, *Regards du Midi sur la Grande Guerre*, 2008. p. 249-263

⁴⁹¹ Fabrice D'ALMEIDA, Christian DELPORTE, *Histoire des médias en France, De la Grande Guerre à nos jours*, Paris, Flammarion, 2003, p. 13. / Olivier FORCADE, *La Censure en France pendant la Grande Guerre*, Fayard, Paris, 2016

⁴⁹² Benjamin à Alice Simonet, 20 novembre 1914

sont dirigés vers les dépôts où se trouvaient déjà ceux qui effectuaient leur service militaire. Ils ont été rejoints progressivement par les plus âgés, les plus jeunes, les plus fragiles mais aussi les chevaux et les biens parfois les plus improbables mais estimés nécessaires à la guerre. Ce résultat est d'autant plus remarquable dans son extraordinaire perfection qu'il a été obtenu dans un territoire fortement soupçonné d'antimilitarisme et même d'antipatriotisme par les autorités. Ce qui ressort dès lors d'une étude attentive des sources locales disponibles c'est bien « l'indéniable réussite des agents mobilisateurs »⁴⁹³ dont la complémentarité s'impose dans le maillage très fin d'un minuscule territoire. Dans les moindres détails y compris logistiques, la mise en guerre a été préparée par l'Intendance militaire depuis au moins la fin du XIX^e siècle tandis que l'Armée contrôle chaque individu masculin dont elle suit les itinéraires, y compris civils, depuis leur 20 ans. Présente dans le petit chef-lieu, elle peut faire une démonstration de force plus imposante qu'à l'accoutumée par le spectacle du départ du 3^e bataillon du 96^e RI encaserné. Partout, autour des élus locaux qui sont en lien très étroit avec les agents de la sous-préfecture et de la préfecture, remarquablement actifs et présents eux-aussi, les enseignants ainsi que de nombreux notables œuvrent à ce succès. Ils sont accompagnés mais aussi valorisés et légitimés par une presse quotidienne désormais censurée et en partie auto-mobilisée au service de cette dynamique qui diffuse sa part de rhétorique sur une nation agressée, envahie et en danger, à même de justifier la guerre, discours puissamment exprimé et relayé dans l'espace public. C'est bien semble-t-il la forte convergence en un temps très court de ces initiatives diverses mais ordonnées et coordonnées qui assure le succès ne laissant que peu d'échappatoires aux individus. Simultanément, dans un contexte de traumatisme individuel et collectif où même les repères temporels se brouillent et dans lequel la mort possible au combat s'est désormais invitée de façon permanente dans les imaginaires, chacun ou chacune, quelque soit son âge, son genre ou son statut, se voit dévolu, par l'exceptionnalité de l'évènement, un rôle public reconnu positivement par le corps social tout entier ; Jamais, sous la plume des témoins n'apparaît la question d'un choix éventuel comme s'ils savaient depuis longtemps ce qu'ils avaient à faire dans ce moment si extraordinaire. Minuscule mais essentiel rouage d'une gigantesque ingénierie sur la

⁴⁹³ Frédéric ROUSSEAU, 1914-1918, *Penser le patriotisme*, opus cité, p.17

scène du basculement de l'été 1914, chacune et chacun a pu trouver par ailleurs quelque compensation symbolique dans la dynamique puissante de l'évènement. Dès lors, la peur ou plutôt les peurs, de la guerre, de l'ennemi ou bien du gendarme, peur des regards, des gestes ou des mots attentionnés des voisins ou des plus proches encore, émotions puissantes qui sidèrent, semblent s'être imposées comme des moteurs redoutables de conformisme et de mise en marche des corps vers la guerre. Les élites de tous les pays y étaient prêtes⁴⁹⁴ mais les petites élites locales étaient préparées à organiser au moins ses débuts. En nombre pourtant plus réduit, elles ont satisfait dans l'urgence une multitude d'obligations nouvelles formulées par les autorités civiles et militaires et par les circonstances. Secourir les populations brutalement démunies n'étaient pas des moindres. Tout cependant déjà ne se déroule pas dans un unanimisme absolu. Très tôt les premières tensions sont perceptibles : certaines réfugiées à peine arrivées dérangent, des dames de la bonne société se considèrent exclues par d'autres au sein du comité de la Croix-Rouge et des notables qui ont fourni services et matériaux demandent des comptes financiers à l'Armée. Premières difficultés encore : Face à la précarité immédiate dans laquelle la guerre laisse de nombreuses familles, des services essentiels sont menacés ou disparaissent déjà des bourgs les plus petits, creusant les inégalités. Les militaires enfin doivent affronter la violence extrême des combats sur le front du nord-est, amplement tue à l'arrière. Là, se dessine le profil inchangé des victimes : uniquement des fantassins qui ne représentent pourtant que la moitié des mobilisés. Dans le contexte de rétention efficace de l'information, l'angoisse et l'incertitude de la séparation appellent des solutions : Les premières et les plus partagées des stratégies d'adaptation pour le maintien des liens familiaux et sociaux entre les fronts relèvent du courrier, outil majeur mais loin d'être exclusif, qui déjà privilégie les plus lettrés dans la traversée du conflit.

⁴⁹⁴ Christophe CHARLE, *La crise des sociétés impériales : Allemagne, France, Grande-Bretagne*, Paris, Seuil, 2001

1.3. CHAPITRE 3. DES OBJETS QUI CIRCULENT ENTRE LES FRONTS.

« *J'ai reçu une lettre tienne et ta carte avec la photo* »⁴⁹⁵

Dans une approche anthropologique de l'histoire des sociétés, Michel de Certeau a appelé « histoires du quotidien » les pratiques routinières exercées par les acteurs sociaux qui relèvent de ce qu'il y a en apparence d'ordinaire dans l'action humaine mais qui composent un ensemble « porteur de sens »⁴⁹⁶. Pour interroger l'articulation de la pensée et de l'action, il examine attentivement le rôle des objets⁴⁹⁷ pour saisir comment les acteurs parviennent à s'appropriier les règles, les normes et les conventions sociales pour souvent les contourner ou les détourner, ce qu'il nomme « braconner ». C'est une approche qui peut s'avérer utile pour interroger l'utilisation des objets de correspondance qui prennent une importance inédite dans un contexte où la séparation devient la règle. Ils deviennent en effet durant de longues années les vecteurs privilégiés et même les seuls durant la première année du conflit, par lesquels les individus peuvent maintenir les liens sociaux avec les civils. Les autorités, conscientes de cette nécessité dans la réussite de la mobilisation, facilitent et fluidifient les échanges postaux, se livrant même à la promotion de son action par des petits films produits par le service cinématographique des Armées⁴⁹⁸ à destination de l'arrière. Elles lèvent d'abord très tôt les obstacles financiers ; dès le 3 août, les correspondances de soldats, y compris les prisonniers de guerre, bénéficient de la franchise tarifaire, le 14, l'armée distribue des cartes postales et met presque immédiatement du papier à disposition des militaires. Par ailleurs, face à la puissance du flot et aux embouteillages, la poste militaire est efficacement réorganisée en secteurs sur le front fin décembre 1914. Daniel Richet

⁴⁹⁵ Paul à Marie Loubet, 26 septembre 1916

⁴⁹⁶ Michel DE CERTEAU, *L'écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1975, rééd. 2002, p. 37

⁴⁹⁷ Michel DE CERTEAU, Luce GIARD, *Arts de faire*, Nouvelle éd, Paris, Gallimard, coll. « L'invention du quotidien », 1, 2010

⁴⁹⁸ ECPAD, montage d'extraits du service cinématographique des armées, *Le courrier aux Armées*, 6 mn, mis en ligne 2017, consulté le 2 mai 2021, sur <https://www.youtube.com/watch?v=2pmyiH1YEL42014>,

avance le chiffre impressionnant de 2,4 milliards d'objets de correspondance par an transportés par ses soins⁴⁹⁹.

A. Prost et J. Winter ont relevé que les écrits échangés durant le conflit, dont s'étaient imposées depuis les années 1970 comme une source privilégiée de l'histoire de la guerre d'autant qu'ils ne cessent d'émerger⁵⁰⁰. De fait, les multiples études d'histoire, de linguistique et de sociologie qui se sont penchées sur leurs fonctions, leurs contenus, leurs limites pour étudier des parcours individuels ou les aborder en corpus, interroger l'identité de leurs auteurs, représentent autant d'approches dont l'ampleur a mis en avant la richesse infinie⁵⁰¹. Cependant, afin de suivre toujours au plus près dans le canton la mise en œuvre progressive de pratiques qui visent à maintenir les relations sociales malgré les distances, la diversité matérielle du corpus sollicité ici et le choix de le traiter de la façon la plus exhaustive possible invite à distinguer les différents supports parce qu'il apparaît qu'ils ne correspondent ni toujours aux mêmes catégories d'épistoliers, ni aux mêmes rythmes de fréquence, ni parfois aux mêmes fonctions. Ils seront donc abordés successivement dans leur singularité de médium pour à la fois tenter d'analyser ce qu'ils révèlent des identités et expériences des unes et des autres et appréhender le rôle original que joue parfois chacun par rapport aux autres. La lettre n'est pas choisie indifféremment par tous les épistoliers ni pour tous les lecteurs, suggérant qu'elle représente un marqueur social mais ne doit-elle cela qu'à son usage spécifique ? Pour tenter de répondre, la focale sera déplacée sur une double lettre issue du lot de la famille Barbezier. Plus rare mais partout présente, la photographie qui emprunte parfois de surprenants chemins pour se diffuser dans la société représente un autre biais singulier. Enfin, au croisement de l'une et de l'autre, la carte postale, outil de loin le plus fréquent du corpus, dans sa capacité à associer texte et images très variées, remplit elle aussi dans le flux des échanges des fonctions qui lui sont propres.

⁴⁹⁹ Daniel RICHET, « Une poste dans la guerre, la poste aux armées », en ligne sur <https://centenaire.org/fr/espace-scientifique/societe/une-poste-dans-la-guerre-la-poste-aux-armees>

⁵⁰⁰ Antoine PROST et Jay WINTER, *Penser la Grande Guerre: un essai d'historiographie*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Histoire », 2004, p.243

⁵⁰¹ Clémentine VIDAL-NAQUET, *Couples dans la Grande Guerre, le tragique et l'ordinaire du lien conjugal opus cité*, partie 2, « Le pacte épistolaire », p 213-406 / Carine TREVISAN. « Lettres de guerre », *Revue d'histoire littéraire de la France*, vol.103, no.2, 2003, p. 331-341. / Sylvie HOUSIEL, *Dire la guerre. Le discours épistolaire des combattants français de 14-18*, Limoges, Lambert-Lucas, 2014.

1.3.1. « Vivre ensemble par lettres »⁵⁰² ?

1.3.1.1. De tous pour presque tous.

Dans le corpus, les lettres représentent environ la moitié des correspondances et peuvent au premier abord s'imposer comme un médium socialement marqué puisque nettement privilégié par les plus lettrés, seul ou en alternance avec quelques cartes lorsqu'il s'agit d'un changement d'affectation, d'une arrivée ou d'un retour de permission ou bien d'un départ aux tranchées. Comme les trois chefs de bataillon, les étudiants Paul Bascoul et Fernand Larroque ainsi que François Cullier, tous trois passés au moins par le collège, n'expédient quasiment que des lettres à leur famille. C'est encore le cas du propriétaire François Fabre et de Marguerite, son épouse, de l'avocat propriétaire Louis Gleizes ou même du lieutenant prisonnier Etienne Larroque et de sa sœur Margot. Leurs lettres sont bien plus longues et plus denses que la majorité des cartes, le flux est incontestablement aisé et aucun n'a de problème de graphisme, d'orthographe ou de syntaxe, bien au contraire. Mais c'est une autre configuration qui se présente avec le journalier agricole Joseph Sigal. Pour lui, n'existe aucune tradition et il justifie son choix par la quantité du contenu : « Tant que possible écris-moi des lettres, car je suis content quand je les lis, tu sais une carte ce n'est pas grand chose, tu sais bien que toi tu les aimes longues et moi aussi je suis pareil. »⁵⁰³ Pour cela, la lettre est donc également le support préféré des grands épistoliers comme les jardiniers Marie et Paul Loubet.

Rattachées au lot de Joseph Sigal, cependant, deux lettres à l'écriture quasi phonétique non entièrement remplies cette fois, signées des deux frères de Marie, font partie des plus difficiles à déchiffrer du corpus. Elles viennent avec d'autres, comme celles des ouvriers agricoles Henri Escafit ou Emile Serradeill, mettre en lumière qu'à l'autre bout de l'échelle graphique des plus instruits ou motivés, les moins lettrés usent de petites feuilles uniques, presque transparentes, sur lesquelles ils forment des lettres de grande taille, où le texte est plus espacé que sur les cartes et où il reste de la place. En conséquence, on peut dans un premier temps suggérer que l'usage privilégié de la lettre

⁵⁰² Benjamin à Alice Simonet, 31 décembre 1914

⁵⁰³ Joseph à Marie Sigal, 23 mars 1915

représente bien un marqueur des appartenances sociales mais cela dans deux directions opposées. Elle reste dans l'ensemble l'outil privilégié des plus lettrés qui écrivent davantage, et pour certains, ont l'habitude de cette pratique mise en œuvre et éprouvée parfois bien avant le conflit, comme c'est particulièrement le cas des trois commandants et du capitaine déjà âgés qui se remémorent fréquemment leurs échanges épistolaires lors de séparations antérieures à la guerre. Mais elle est inversement aussi celui des plus mal à l'aise avec l'écriture peut-être parce que le papier reste le support le moins coûteux ou parce que ces épistoliers, simple soldats, particulièrement empêchés de déplacements et de confort dans l'univers des tranchées, sont contraints d'utiliser le papier dont ils disposent pour écrire des lettres avec une police de grande taille de façon malhabile.

Cependant, insatiable, Joseph Sigal durant les plus de quatre années où il est militaire utilise absolument tous les formats mis à disposition par l'armée ; des cartes-lettres, des cartes avec franchises, d'autres avec pli de réponse ou de grands plis militaires, des cartes postales et demande encore régulièrement du papier et des enveloppes à son épouse. Les supports qu'il utilise présentent donc tous les formats disponibles, du plus minuscule au plus conséquent, feuilles entières ou découpées en quatre morceaux parfois regroupées en une seule enveloppe. De fait dans la majorité des lots, cartes et lettres se complètent, suggérant que les appartenances sociales ne sauraient suffire à expliquer l'utilisation sélective de la lettre comme support d'écriture. Cela justifie que l'on s'intéresse à l'objet dans sa singularité matérielle, dans celle de ses usages et de ses contenus. Or, le fait que l'essentiel des lettres du corpus soient inédites ou aient été publiées sur leur support d'origine permet de constater que les formes utilisées dans les familles populaires varient ; Les femmes en particulier utilisent de grandes feuilles pliées en deux et légèrement pré-lignées, beaucoup de soldats utilisent des plis militaires qu'ils emplissent entièrement de leur écriture serrée, laissant peu d'espace vide dans le cadre y compris sur ses marges. Marius Mallet et quelques autres utilisent des plis dont l'en-tête représente des motifs patriotiques élégamment dessinés. Paul Loubet encore comme d'autres, lorsqu'il fait ses classes dans les Pyrénées-Orientales, utilise presque systématiquement des grandes feuilles à l'en-tête du café à la terrasse duquel il est assis. Il se lit là un choix esthétique certain mais assez minoritaire dans le corpus. Par conséquent, tout laisserait penser que ces épistoliers

utilisent d'abord le médium dont ils disposent à l'instant, le plus souvent celui fourni par les autorités militaires, celui qu'ils trouvent ou celui qu'ils ont emporté avec eux, pouvant venir ainsi souligner que le papier peut être rare donc précieux ce que certains indices laissent entrevoir. Dans la famille Palmier, les enfants découpent « le blanc du journal », c'est à dire les marges pour les utiliser ou les envoyer telles quelles à leur père, pratique fréquente également chez les Chavardès. Marie Loubet explique le format inhabituel de sa feuille par le fait qu'elle a renversé du café et qu'elle a donc dû la redécouper. Dès lors, si les épistoliers les plus lettrés font un usage quasi exclusif de la lettre par habitude et pour la place qu'elle offre, dans les catégories plus populaires, les supports paraissent davantage varier selon la disponibilité et les contraintes matérielles.

Le cas le plus fréquent reste celui d'épistoliers qui alternent lettres, photographies et cartes postales dans des perspectives complémentaires et selon les destinataires. François Fabre réserve la lettre à son épouse à laquelle il détaille ses états d'âmes ou l'ampleur de son affection d'époux. Emile Carabasse dit expédier plus de cartes quand il est au repos pour qu'elles soient conservées et des lettres lorsqu'il se trouve en première ligne parce qu'elles pourront être jetées sans regret une fois lues. Certains instaurent un rythme quasi symétrique selon lequel une lettre hebdomadaire vient compléter l'envoi de cartes postales plus fréquentes comme c'est le cas dans les familles Delmas, Loubet, Palmier et Vidal par exemple où les soldats sont moins exposés. Du contenu des correspondances se dégage effectivement une forme de rituel dans le rythme d'envoi. Cependant, souvent, dans les milieux populaires, l'immense majorité des lettres a presque totalement disparu et elles ne subsistent qu'à l'état de trace. Dans la famille Barbezier par exemple, il n'en reste que trois contre plus de 250 cartes postales qui souvent ont donc mieux résisté au temps ; Réduire alors la focale sur une des trois seules lettres conservées dans cette famille, échangée entre les époux Germaine et Pierre, éclaire la diversité et la complexité des enjeux que peut contenir l'écriture d'une lettre et les défis que l'objet peut permettre de relever. Choisir une seule feuille parmi les quelques 2000 qui composent le corpus peut paraître réducteur dans une démarche qui viserait davantage à dégager quelques lignes de force à partir de l'ensemble. Pourtant, ce document acquiert une dimension exceptionnelle en étant d'abord le seul survivant de son genre. Son aspect matériel n'a pas d'équivalent dans le corpus tandis qu'il regroupe à lui seul, presque paradoxalement, plusieurs des caractéristiques qui se

retrouvent habituellement dispersées dans plusieurs correspondances. Par conséquent, cette discrète feuille de papier peut documenter une palette d'enjeux sociaux que révèlent les échanges épistolaires dans la guerre, mais également dans la conservation de leurs traces.

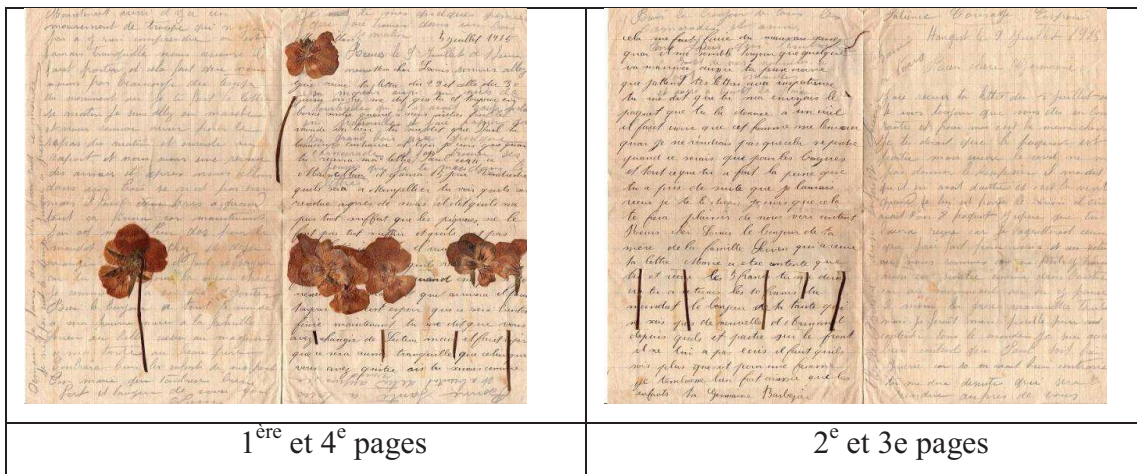


Figure 21. Lettre de Germaine à Pierre-Louis Barbezier, 5 juillet 1915, et réponse de Pierre-Louis à Germaine, 9 juillet (sur la même feuille)

Dans sa matérialité d'abord, l'objet est à la fois courant et très rare. C'est une feuille blanche et fine donc les lignes sont très discrètement pré-tracées. L'espace est entièrement rempli y compris sur la totalité des marges et des interlignes. Cela est relativement fréquent et vient rappeler que le papier est souvent compté pour tous et qu'en particulier, les épistoliers militaires présents dans les tranchées ou même seulement davantage contraints, savent mettre en œuvre des dispositifs simples de substitution. Ecrire entre des lignes déjà rédigées est ainsi un procédé qui se retrouve fréquemment sur des cartes postales expédiées dans un premier temps par les enfants à leurs pères qui leur répondent par ce biais sur le même support, ce qui permet de surcroît sa conservation.

Ce qui est nettement plus rare c'est que la feuille contienne deux lettres spécifiques à même de créer une narration dans le temps ; le 5 juillet 1915, Germaine Barbezier, pour écrire à son époux, utilise en effet du papier quadrillé pliée en deux dont elle respecte scrupuleusement les lignes pré-tracées révélant en cela à la fois le respect d'une norme mais également quelque appréhension graphique qui peut notamment susciter la « perte de place » souvent regrettée par les épistoliers. Elle utilise de l'encre noire comme elle en a sûrement appris l'usage à l'école car, née en 1877, la jeune femme appartient à

cette toute première génération féminine qui a bénéficié de l'obligation scolaire inscrite dans la loi. Sa graphie est d'ailleurs très lisible et soignée même si l'orthographe comme la syntaxe sont quelquefois approximatives. A-t-elle auparavant rédigé dans ce but un brouillon ? C'est possible. La question mérite d'être posée pour dire l'application du geste. Ce qui est sûr, c'est qu'elle n'utilise pas toute la place offerte, bien au contraire. Elle laisse exactement deux pages vides, soit exactement la moitié de la feuille. C'est son époux, qui cette fois au crayon, outil le plus utilisé par les soldats – l'usage du crayon-encre comme le fait P. Bascoul reste moins fréquent - lui répond quatre jours plus tard. Il a noté la date de réception, le 9 juillet, la même que la réponse. Ces repères temporels annotés avec précaution permettent de constater à la fois qu'à cette date les postes militaire et civile fonctionnent très bien et que Pierre répond immédiatement à son épouse.

Le soldat ne se contente pas de compléter soigneusement les deux pages manquantes. Il continue sa missive, écrivant entre les lignes rédigées par Germaine ainsi que sur toutes les marges, y compris latérales comme si jamais il ne voulait quitter cet espace temps si personnel. Cette lettre contient encore des fleurs séchées, des « pensées » précise Pierre, choix peut-être à valeur hautement symbolique puisque dans le langage des fleurs elles signifient « Tu me manques ». Soigneusement alignées et entrelacées sur le papier par leur tige, séchées, elles sont devenues centenaires. La lettre n'aurait peut-être pas survécu, ni passer le siècle, sans elles ; le fait que dans le lot, il ne reste que trois lettres, trois lettres contenant toutes des fleurs réelles ou peintes viendrait à l'appui de cette hypothèse. Bien que Pierre ait passé beaucoup de temps en pensées, dans le flux de l'échange, l'objet n'est pas immédiatement sacralisé pour être conservé puisque le système d'insertion des fleurs cache une partie du texte de Germaine, qui a rempli sa fonction première à cette date du 9 juillet. Pourtant, peut-être par ses qualités esthétiques indéniablement originales qui ont fini par en faire un petit objet d'art largement investi par ses auteurs, cette lettre, dont l'enveloppe a disparu du lot, a fini par acquérir dans le temps pour le couple au moins et peut-être ses descendants, une valeur indéniable. La seconde lettre conservée, même si elle est beaucoup moins élaborée, relève de ce genre, tandis que la troisième et dernière est une lettre du fils, Roger, à son père, rédigée en classe sur une feuille arrachée à un cahier de brouillon que l'enfant a pris soin de fleurir et que son père lui a renvoyée.

Ce qui pourrait encore éclairer l'importance particulière de ces deux lettres fusionnées relève de son contexte d'énonciation. Début juillet 1915, la famille est séparée depuis bientôt un an. Pierre, territorial, qui a perdu un premier jeune frère mobilisé dans le 96^e RI, à la bataille d'Ypres en Belgique en décembre 1914, a pourtant été affecté comme ceux de sa classe, dans un régiment d'active le 15 février et, après un séjour abrité sur l'arrière-front, il se retrouve le 1^{er} du mois en première ligne laissant désormais Germaine très inquiète. Ses propos confirment l'angoisse partagée dans la distance et toute l'importance que prend à cette occasion le courrier comme preuve de vie :

« Tu me dis que vous avez changé de secteur. Mais il faut espérer que ce sera aussi tranquille que celui que vous avez quitté. Si tu savais comme cela me fait faire du mauvais sang car je crois que quelque chose va m'arriver aussi tu peux croire que j'attends tes lettres avec impatience »

Effectivement, d'après l'historique régimentaire, le 1er juillet, le régiment déplacé doit désormais « tenir concurremment avec le 88e R.I. et un bataillon du 101e territorial le terrain compris entre le chemin de terre Audechy-Soulchoy et la route d'Amiens à Roye »⁵⁰⁴. Hangest (en Sancerre dans la Somme) d'où écrit Pierre représente le cantonnement de repos. Aussi, le soldat, qui a envoyé des bagues qu'il a fabriquées venant justifier ainsi qu'il ne mentait pas sur sa position abritée, ne rassure ni son épouse ni lui-même mais fait acte de franchise quand il précise : « au secteur que nous sommes on ne peut y travailler aussi en sureté comme dans l'autre car au moment où on y pense le moins, les grosses marmites tombent ». Il en profite encore pour s'épancher, disant sa grande lassitude y compris de tous ces exercices auxquels l'armée oblige les soldats dans leurs temps en principe de repos :

« On est jamais tranquille, nous arrivons, il faut partir et ça fait que nous n'avons pas beaucoup de temps au moment où je fais la lettre. Ce matin je suis allé en marche et aussi pour le repas du matin et ensuite au rapport et nous avons une revue des armes et après nous allons dans un bois ce n'est pas sûr mais il faut être prêt. Ah quand tout ça finira car maintenant j'en ai mon plein dos car tu vois c'est toujours la même chose je commence à être dégoûté »

Dans ce même mois encore, il a envoyé à Germaine dont il est séparé depuis presque une année une carte désespérée qui faisait état des ravages de la longue séparation dans

⁵⁰⁴ Historique du 308e Régiment d'Infanterie Imprimerie Générale du Sud-Ouest, Bergerac, 1920. En ligne sur, <http://gallica.bnf.fr>. Transcription intégrale : P. Chagnoux – 2014, p 6

les couples de ses camarades du 342^e RI dont certains se seraient même suicidés. Finalement, dans ce contexte, ce qui ressort de ces deux lettres irréductiblement liées, c'est que ce moment précis du mois de juillet 1915, où convergent plusieurs facteurs dramatiques, représente un moment de très forte tension dans le lien conjugal étiré depuis si longtemps à distance. Certes il est maintenu jusqu'ici par le courrier mais peut-être sur le point de céder sous les poids conjugués de la longue séparation absolue, de la lassitude et de l'imminence du danger mortel, ce qui peut expliquer l'investissement singulier dans cette lettre-ci. D'ailleurs, Germaine réitère cette importance des échanges en condamnant l'attitude de leur neveu, Armand, qui, d'après sa fiche matricule a été blessé avant de retourner au bout de six mois de convalescence sur le front d'où il ne donne pas de nouvelles à sa mère. Cette critique, fréquente dans les correspondances, met encore au passage en avant le fait que beaucoup de soldats n'écrivent pas ou peu. Mais elle dit surtout que, par la pratique épistolaire, au-delà de la simple écriture, par l'investissement dans la matérialité de l'objet lui-même, cette tension peut être desserrée et les liens d'affection confirmés. Au nom sans doute de la nécessité de les consolider davantage à ce moment précis, à hauteur des enjeux spécifiques, Pierre insère en effet par leurs tiges des pensées sur le papier pour les expédier.

Matériellement rares aujourd'hui dans les lettres conservées, les mentions d'envois de fleurs comme geste d'affection sont cependant fréquentes dans les lots, bien qu'assez dispersées dans chacun : François Cullier envoie des fougères et « du gui ramassé ce matin dans la forêt »⁵⁰⁵ à ses parents, Jean Delmas de la mousse à ses enfants, Jean Serven du muguet à sa fille, Fernand Larroque des violettes à sa sœur comme André Serven une rose à la sienne et « un album de fleurs naturelles » à sa mère. Joseph Chavardès choisit aussi les roses pour son épouse. Dans l'autre sens, Marius Mallet reçoit des violettes, Joseph Sigal « des fleurs » et du muguet comme Paul Loubet auquel Marie envoie aussi des brindilles de mimosa et des pensées. Ces fleurs ne partent pas donc pas plutôt d'un front que d'un autre, ne concernent pas que des couples mais toujours au moins des familles et contribuent à partager sensiblement malgré tout des couleurs, des odeurs et des sensations tactiles aussi minimes soient-elles. Dans ce cas, toute l'affection du geste se devine dans le commentaire délicat d'un soldat qui signe

⁵⁰⁵ François Cullier à ses parents, 5 décembre 1915, toujours présent

exceptionnellement sa missive de son premier prénom, c'est à dire Pierre plutôt que Louis : « Je te mets quelques pensées que j'ai trouvées dans un bois ce matin nous sommes allés en marche et aussi un nid de tourterelles qu'il y avait des œufs éclos en patrouille et j'ai passé des grands bois avec quelques camarades et j'ai trouvé des pensées que je te mets dans la lettre. » Ce faisant, le soldat, dans cette courte phrase, souligne lumineusement à quel point, en ce début d'été, la nature, même malmenée par les constructions de tranchées et les marmitages incessants, et justement pour cela peut-être, offre une ressource d'importance aux soldats issus des mondes ruraux par la variété des espèces résilientes qui forment, malgré tout, preuves irréductibles de vie. À l'arrière il en va de même et des brins de végétation circulent donc entre les êtres séparés. Et finalement Pierre peut lancer une injonction finale à la résignation, « patience, courage, espoir » dont les termes sont ici réunis alors qu'ils sont souvent récurrents mais isolés les uns des autres dans les missives.

Cette butte-témoin de la correspondance Barbezier, qui réunit symboliquement dans une même feuille de papier un couple séparé depuis un an, apparaît bien à la fois comme la métonymie des ressources que peut représenter la lettre dans le long éloignement, le révélateur des tensions qui peuvent à certains moments saisir les membres des familles séparées depuis si longtemps mais aussi des moyens mis en œuvre pour tenter de surmonter bon nombre de difficultés. Dès lors, elle accède dans le temps à un statut privilégié qui en a assuré la conservation.

Dans certaines familles populaires, la lettre apparaît ainsi spécifiquement comme le médium privilégié des couples, à certaines étapes critiques de leur expérience. C'est peut-être pour cela que les lettres de Rose et Victor Vidal que le soldat réexpédiait à la demande de son épouse ont été placées dans le caveau familial, empêchant définitivement quiconque d'accéder à ce pan d'histoire de leur intimité⁵⁰⁶. La lettre s'impose alors comme le marqueur d'une hiérarchie d'estime intime dans l'esprit de celui ou celle qui l'envoie et qui place en son sommet celui ou celle qui la reçoit notamment par les efforts et le temps qu'elle nécessite, la longueur de son contenu et sa relative rareté. D'ailleurs, Pierre Barbezier a soin de préciser à son épouse : « Demain je vais faire des cartes pour tout le monde je n'ai pas eu le temps jusqu'à présent »,

⁵⁰⁶ Témoignage de Marie Barascud, petite fille du couple, lors du dépôt en 2013 aux archives municipales agathoises.

indiquant explicitement ses priorités relationnelles pour lesquelles Simon Mercier utilise le terme de « hiérarchies affectives au village »⁵⁰⁷. Dans ce sens, la lettre a encore une autre fonction spécifique d'importance par les longues formules de conclusion que le format permet, telle celle rédigée par Pierre :

« Bien le bonjour à tous les amis et camarades à bientôt de mes nouvelles à tout le monde. Bien le bonjour à tout le monde, à ma pauvre mère, à la famille Serven, aux belles-sœurs, au magasin, à ma tante, aux beaux-frères, embrasse bien les enfants de ma part, ton mari qui t'embrasse bien fort et languit de vous voir ».

Ici, elle permet au soldat d'avoir la place de nommer précisément et exhaustivement les membres de son réseau familial et communautaire pour en mesurer l'importance, le hiérarchiser, pour finalement en dire à la fois la satisfaction du nombre, en éprouver éventuellement la solidité et symboliquement peut-être encore y garder sa place pour le plus tôt possible s'y réinsérer.

1.3.1.2. Un objet progressivement investi.

1.3.1.2.1. Été 1914, une inégale mobilisation.

Plusieurs facteurs, issus de la confrontation des lots et des identités, peuvent expliquer que les lettres conservées datant des deux premiers mois de guerre soient plus éparses et presque inexistantes en provenance du front franco-allemand. L'incapacité des unes et des uns à envisager une guerre longue peut d'abord suggérer une moindre application à écrire, une plus lente entrée dans une pratique peut-être mal aisée pour les plus novices ou encore un moindre souci de conserver la correspondance dans les familles. Joseph Sigal, l'épistolier le plus constant du corpus commence ainsi dans un premier temps à préciser à son épouse : « Tu sais bien que je n'aime pas trop d'écrire c'est pour cela que je n'ai écrit à personne plus »⁵⁰⁸ mais rapidement il écrit tous les jours, ses lettres devenant de plus en plus longues, pourtant, à la différence des suivantes, il en reste peu du mois d'août alors qu'elles ont bien été rédigées.

⁵⁰⁷ Simon MERCIER, « Dans la grande Histoire » dans Agnès STEUCKART (éd.), *Entre village et tranchées: l'écriture de Poilus ordinaires*, opus cité, p.19-39, p.24.

⁵⁰⁸ Joseph à Marie Sigal, 18 octobre 1914.

En première ligne. sur le front du nord-est, même les épistoliers qui avaient l'habitude de s'écrire avant la guerre comme les capitaines B. Simonet ou S. Petitjean et qui dans les mois qui suivent rédigent de longues missives, n'envoient que de très courtes lettres, assez espacées. De fait, les conditions de la guerre de mouvement ne se prêtent que difficilement à l'écriture. Sur les champs de bataille, dans des déplacements incessants, sous le choc des premiers combats et bombardements, dans la désorganisation de la poste militaire, les conditions matérielles font obstacle à la fluidité des échanges. Le 19 octobre, Benjamin Simonet confirme cette situation : « C'est la première fois depuis mon départ pour la guerre, c'est-à-dire deux mois et demi, que j'ai le temps et le moyen de t'écrire librement. Je vais donc en user en cet après-midi de tranquillité qui, peut-être, n'aura plus de lendemain »⁵⁰⁹. Du temps et des moyens, si l'officier en a manqué, que dire du troupier ? Dans la précarité des conditions d'hébergement, face au manque de temps, voire de boîte aux lettres, le soldat, plus que l'officier, n'a pas l'opportunité de pouvoir beaucoup écrire, faute de lieu, de lumière, de place ou de papier et de crayon,. Benjamin Simonet trouve lui une parade immédiate en demandant à son épouse de lui mettre systématiquement du papier dans la lettre qu'elle expédie.

Par ailleurs, à l'arrière, les civils sont pris dans le tourbillon des adaptations qui visent à pallier le départ des hommes, notamment lors des vendanges exceptionnelles en quantité. De fait, aucune lettre de proches de soldats engagés sur le front du nord-est n'est présente dans le corpus, à l'exception de celles de Rose Martin et M. Jeanne Nougaret, inquiètes toutes deux, à la fin des récoltes de se retrouver toujours sans nouvelle. Pour tous, le temps manque et les préoccupations matérielles concernant les déplacements du soldat, le foyer, les allocations, le courrier, le vin à venir ou les affaires forment le plus souvent le cœur des quelques échanges disponibles pour les soldats encore dans les dépôts comme Joseph Sigal et François Fabre ou bien Joseph Miquel et Louis Palmier au Maroc : il s'agit, malgré tout, de continuer les activités du temps de paix.

Sur le front encore, le courrier arrive mal. Les services de poste militaire sont débordés. S. Petitjean précise ainsi le 29 août n'avoir reçu que deux lettres. Pourtant, quelle que soit aujourd'hui la forme du récit conservé, y compris souvenirs ou carnets,

⁵⁰⁹ Benjamin à Alice Simonet, 19 octobre 1914

dès qu'ils partent, d'autres témoins de la 31^e DI écrivent ou disent écrire au moins quelques lignes à leurs familles et connaissances. Henri Bleys se pose lui des questions reflétant les premières adaptations : déçu de n'avoir pas de réponse à la déclaration d'amour en guise d'adieux qu'il a faite à sa fiancée, Rose, le 2 août, il s'interroge le 12 : « Les lettres n'arrivent pas. Pourquoi écrire ? » Mais dès qu'il reçoit la réponse tant attendue, il prend son crayon. Ce succès participe de l'engorgement rapide des services et matériellement, tous font d'abord le constat pour s'en plaindre que le courrier arrive avec beaucoup de retard, jusqu'à 10 à 15 jours, quand il parvient à son destinataire. Socialement, apparaît parfois dans les contenus le questionnement des unes et des uns concernant la fonction du courrier au front et à l'arrière et son utilité dans un jeu permanent d'interactions et de tensions. Dans les rares correspondances et carnets, rassurer avant tout ses proches sur son sort et les préserver de l'inquiétude y reste, du moins au début, l'option majoritairement choisie face à l'expérience de la violence des premières batailles même si elle n'est pas toujours explicitée. Elle peut correspondre aux codes de la virilité communément admis et intégrés d'un homme protecteur du foyer, dont la transgression peut générer un sentiment de honte ou une perte d'estime de soi comme cela semble être le cas pour P. Bellet à Bernecourt en septembre qui se souvient d'un fait apparemment anodin dans la densité événementielle des batailles :

« Cette période fut pour moi la plus pénible de toute la guerre. Nous avions l'impression, et le Colonel l'avait déjà déclaré, que nous y resterions tous. J'écrivis à la maison une lettre désespérée qui dût faire beaucoup de peine et que je regrettais par la suite»⁵¹⁰

Lors des combats violents qui égrènent la bataille de la Woëvre, dans les bois de la Hazelle et de la Jury en Lorraine du 22 au 25 septembre 1914, l'instituteur expédie donc un courrier dont nous ne connaissons pas le contenu. Mais le ton très démoralisé qu'il dit avoir employé le fait suffisamment culpabiliser pour qu'il s'en souvienne précisément bien des années plus tard. Dès lors, on peut gager qu'il a fait très attention. Cette attitude se heurte alors à un autre problème moral essentiel résumé par H. Bleys qui le 24 août, reçoit les premières lettres de ses sœurs : « Pauline m'a écrit. Ces lettres me rendent tristes. Je les conserve précieusement et je les remercie beaucoup. Aussi je

⁵¹⁰ Pierre BELLET, *Ma guerre de 1914, opus cité*, p. 71

leur répons longuement et leur dis toute la vérité »⁵¹¹. Le lien logique mis en avant permet de souligner à la fois l'importance essentielle de cette correspondance pour le soldat mais également la considération mutuelle entre épistoliers qu'elle induit et qui l'oblige aux devoirs moraux de sincérité et de véridicité qui sont, dans le contexte, souvent peu compatibles avec la fonction de rassurance mais révèle ce faisant des relations très égalitaires dans la fratrie entre filles et garçons. Face à ces impératifs contradictoires, chacun réagit très différemment. Henri Bleys, on le lit, décide finalement de « dire toute la vérité ». C'est aussi la position de principe, à laquelle se tient B. Simonet qui précise à Alice dès le 9 octobre : « Je ne te cacherais rien, d'ailleurs j'estime la certitude du fait préférable au doute »⁵¹², d'autant qu'il exprime assez vite le sentiment ressenti de façon particulièrement douloureuse, d'isolement du front : « nous vivons séparés du monde par une barrière d'acier. C'est horrible. »⁵¹³ Le courrier apparaît dès lors immédiatement comme un vrai refuge psychologique auprès des êtres chers qui méritent d'être progressivement organisé et davantage investi pour le rendre plus efficace.

1.3.1.2.2. S'organiser pour durer

Dans la séparation et l'épreuve militaire, chacun cherche des compensations dans le courrier car tous mes militaires ressentent très vite et de plus en plus difficilement, l'éloignement vis à vis de leur famille, de leur milieu et même vis-à-vis du monde tandis que les familles sont pétries d'inquiétude : la demande est donc forte sur tous les fronts. Toutes et tous améliorent donc leurs correspondances en qualité et nettement en quantité : la mention d'une lettre régulière, souvent quotidienne, est fréquente même pour ceux qui maîtrisent moins l'outil. En mai 1918, Joseph Sigal précise : « Alors tu m'écris tous les 4 jours moi c'est toujours comme d'habitude tous les deux jours... »⁵¹⁴ J. P. Aldias, qui n'a laissé qu'un carnet, précise avoir passé toute une après-midi à rédiger des correspondances⁵¹⁵. Les demandes partent tout autant de l'arrière, quitte à

⁵¹¹ Henri Bleys, 24 août 1914

⁵¹² Benjamin à Alice Simonet, 9 octobre 1914

⁵¹³ Benjamin à Alice Simonet, 31 octobre 1914

⁵¹⁴ Joseph à Marie Sigal, 15 mai 1918

⁵¹⁵ J. P. Aldias, 7 décembre 1914.

élaborer des dispositifs précis pour éviter les silences : Ainsi en septembre 1916, Noël Cullier demande à son fils d'alterner les lettres avec son ami André Doumenc pour « avoir ainsi toujours des nouvelles fraîches. »⁵¹⁶

Cette installation dans l'écriture est investie massivement par tous les témoins au moment de l'enlèvement dans les tranchées, devenant l'espace-temps le plus usité rendant lyrique B. Simonet : « Voici une heure délicieuse passée avec toi, dans l'oubli du présent. Vivons sur le passé, vivons sur l'avenir surtout ; pensons aux enfants, aux joies du retour, et prions Dieu. »⁵¹⁷. Il souligne ainsi le régime très particulier du temps où le présent est mis sur le papier à distance des imaginaires au profit d'un passé remémoré et d'un futur de retrouvailles envisagé façon optimiste, sauf par Joseph Sigal. C'est une constante de nombreuses correspondances conjugales du corpus qui apparaît semble-t-il comme une solution à l'incertitude du temps. Mais cette envolée épistolaire du chef de bataillon et son indication de durée ont surtout le mérite de permettre de prendre la mesure de l'importance d'un autre temps, celui consacré par les militaires à cette activité quand ils en ont la disponibilité. Or le commandant doit certainement y consacrer plus d'une heure par jour si l'on se penche sur la densité de ses lettres quotidiennes au regard de celle ici citée.

Toutes les familles encore conservent davantage les correspondances que, par ailleurs, quelques épistoliers, assez rares, prennent soin de numéroter comme Marguerite Larroque ou Marie Loubet. Certains lots de lettres connaissent dès lors leur écrin de conservation comme celui de la famille Sigal dont Joseph, dans une guerre qui dure, commence à percevoir l'intérêt pour la solidité du lien familial : « L'autre jour je t'ai grondée pour la boîte à lettres dont tu me dis qu'elle t'a coûtée 12,50 francs mais j'ai eu tort car l'argent t'appartient et tu es libre d'en faire ce que tu veux. »⁵¹⁸

Militairement et politiquement, tous les soldats encore préviennent très rapidement de l'instauration de la censure qui oblige à la remise ouverte des lettres expédiées y compris celles de l'arrière jusqu'en 1915 et place le soldat sous la menace d'éventuelles sanctions. Le contrôle postal envisagé en janvier 1915 est systématiquement instauré en

⁵¹⁶ Noël à François Cuillier, 5 septembre 1916

⁵¹⁷ Benjamin à Alice Simonet, 19 octobre 1914

⁵¹⁸ Joseph à Marie Sigal, 27 décembre 1915

juillet. Les militaires en explicitent plus clairement les enjeux à leurs proches ainsi que les rétentions du courrier pendant les relèves. Ils notent *a contrario* les moments où ils observent que la surveillance se desserre comme en Belgique et où les lettres peuvent être à nouveau cachetées. Le fait que ce thème occupe massivement le contenu des premières lettres peut laisser supposer que les soldats sont mis en garde dès leur arrivée en première ligne. Rapidement pourtant, les militaires trouvent des moyens pour contourner l'interdiction de préciser le lieu où ils se trouvent : B. Simonet place des points sous des lettres choisies dans sa missive, Joseph Sigal donne des indications comme « Cherchez la ville où il y a 3 S », Paul Loubet ou François Cullier utilisent le patois. S. Petitjean transgresse ouvertement la loi comme le font au fil du temps des soldats qui trouvent des parades comme faire poster les lettres dans la zone de l'intérieur ou bien les faire transporter par les permissionnaires. Jean Michel Géa a ainsi étudié sous cet angle qu'il nomme « braconnage épistolaire », empruntant le terme à M. de Certeau, les pratiques de deux soldats au front qui par la lettre défient volontairement la censure pour braver l'autorité militaire en misant sur son inefficacité⁵¹⁹. De fait, sauf à quelques rares occasions, la présence des soldats au front se prolongeant, cette préoccupation du risque de contrôle et les mises en garde qui l'accompagnent semblent disparaître des correspondances. Mais plus qu'une limite des contenus informatifs sur le déroulement des opérations militaires, facilement détournée, le dispositif est perçu comme une violation du respect de la vie privée. C'est fréquemment à cause de cela les soldats justifient l'autocensure des contenus mais aussi la taille des formats et l'expression des sentiments est parfois tue par volonté de préserver l'intimité. Ainsi, l'ouvrier Joseph Sigal utilise très peu la carte postale qu'il dit ne pas aimer à cause du manque de place. C'est contraint par les effets que les nouvelles dispositions peuvent avoir sur la vie privée qu'il s'y résout non sans une sévère critique :

« Il peut se faire que maintenant tu reçoives un peu plus souvent des cartes, car les lettres nous n'avons pas le droit de les cacheter avant de les faire partir, il faut qu'ils sachent ce que nous y mettons. Alors pour les faire lire à tout le monde ce n'est pas la peine. »⁵²⁰

⁵¹⁹ J. Michel GEA, « La lettre une manière de « braconner » dans l'ordinaire de la guerre ? » dans STEUCKARDT Agnès, GOMILA Corinne, WIONET Chantal (éd), *Gens ordinaires dans la Grande Guerre. Correspondances, récits, témoignages*, Paris, Editions de la FMSH, à paraître 2021

⁵²⁰ Joseph à Marie Sigal, 12 août 1915

Trois ans plus tard, il va plus loin soulignant que le courrier peut relever de la part la plus intime des individus que l'Armée se donne sans vergogne le droit de contrôler : « Je ne te cause pas de la guerre puisqu'ils ouvrent les lettres, on ne peut pas dire ce qu'on veut à sa femme bientôt on nous défendra de coucher ensemble. »⁵²¹

Inversement, la gestion de la contradiction, surtout au moment de grande exposition au danger, entre « dire le vrai » et rassurer reste permanente, conduisant elle aussi à l'autocensure. Ce silence émane également de l'arrière, les civils taisent pour ne pas inquiéter, notamment concernant les maladies infantiles qui peuvent en ces temps être mortelles et sont dans le corpus aussi fréquemment évoquées que systématiquement annoncées quand l'enfant est guéri. La lettre de Germaine Barbezier est particulièrement explicite concernant ses motivations quand elle annonce la maladie sans gravité et passée de sa fille : « si je ne t'en ai pas parlé c'est que je ne voulais pas te faire faire du mauvais sang tu en as bien assez avec la guerre sans encore te faire du mauvais sang pour nous. »⁵²² De plus, si matériellement, le courrier continue d'arriver souvent avec retard quand il arrive et que tous expriment leurs griefs, les choses s'améliorent nettement à la fin de l'année 1914 avec la réorganisation du service de la poste aux Armées, créé en 1870, qui a connu la saturation mais désormais découpé en secteurs sous l'impulsion d'Alfred Marty⁵²³.

Les soldats apprennent encore à trouver du papier. C'est le cas de Paul Bascoul qui, coincé dans les tranchées depuis 12 jours, ne peut même plus en emprunter à ses camarades aussi démunis que lui⁵²⁴ mais précise avoir refait son stock en traversant Compiègne comme d'ailleurs J. P. Aldias. Il demande régulièrement à sa famille de le réapprovisionner comme Paul Loubet à peine arrivé en Argonne et malgré la mise à disposition de plis militaires visiblement insuffisants pour lui. C'est moins le cas bien évidemment du commandant S. Petitjean ou de l'adjudant P. Bellet plus éloignés de ces problèmes d'intendance encore qu'au gré de leurs déplacements, l'adjudant se réapprovisionne, ce qui apparaît comme une de ses préoccupations récurrentes.

⁵²¹ Joseph à Marie Sigal, 24 juin 1918

⁵²² Germaine à Pierre Barbezier, 20 août 1915

⁵²³ Raphaël DELBART, *Courrier de guerre, La poste aux Armées, 1914-1918*, Paris, Editions de l'Atelier, 2014,

⁵²⁴ Paul à Marcelle Bascoul, 22 octobre et 11 novembre 1915

Le temps des tranchées est encore rapidement celui des mises en œuvre de dispositifs pensés par certains dans l'optique de la sortie de guerre, afin que les liens ne soient pas compromis ou du moins le moins possible. Benjamin Simonet après avoir avancé d'abord le 9 octobre des arguments de principe, met ainsi en avant un mois plus tard, des justifications stratégiques conjugales à long terme qui visent à ne pas oblitérer le futur du couple en organisant une vie commune partagée à distance :

« Je voudrais souvent te cacher mes misères, et pourtant, il vaut mieux, je le sens, te faire partager le plus possible ma vie morale. Tu es ainsi plus initiée à mon existence et tu comprends mieux ce que nous souffrons. Quand nous serons réunis, ce que j'espère, nous jouirons mieux de cet immense bonheur, après avoir traversé, l'un et l'autre, une telle épreuve. »⁵²⁵

Enfin, pour certains, la correspondance apparaît progressivement comme une alternative à l'information officielle ou à celle délivrée par la presse perçues rapidement, et justement, comme bien trop soumise à la censure et à la propagande. Certains soldats ont parfois rapidement, bien avant les premières permissions, développé un réel esprit critique sur le sujet quand la lecture des journaux provoque un désenchantement total quant à leur fiabilité au regard des communications orales. Dès le 11 janvier 1915, le bilan de B. Simonet est ainsi sans appel qui met en garde son épouse : « Les journaux qui trompent affreusement le public en peignant l'armée – du moins celle que je vois – comme ardente, vigoureuse, animée de l'esprit d'offensive. Nous nous maintenons péniblement au prix de fatigues excessives. »⁵²⁶ Et puis un mois plus tard : « Le journaux vantent la discipline, l'esprit d'offensive de nos hommes ! Qu'ils viennent donc passer quelques jours auprès de nous ces escrivassiers ! »⁵²⁷ Et encore le 5 mars, il évoque cette fois les journaux « pleins de balivernes. »⁵²⁸ La pratique épistolaire commune à tous les soldats avec des modalités très variées peut représenter dès lors une alternative qui s'inscrit définitivement, malgré ses limites dans la durée de la guerre complétant les fonctions symboliques, affectives et sociales du courrier. Alors, si le courrier s'impose comme le premier geste de compensation à la séparation car le

⁵²⁵ Benjamin à Alice Simonet, 31 décembre 1914

⁵²⁶ Benjamin à Alice Simonet, 9 janvier 1915

⁵²⁷ Benjamin à Alice Simonet, 16 février 1915

⁵²⁸ Benjamin à Alice Simonet, 5 mars 1915.

plus accessible et fiable pour maintenir le lien, chacun adopte une attitude singulière qui interdirait plutôt toute généralisation, d'autant que dans la durée, les attentes, les comportements, les interactions avec les civils tout autant que les expériences peuvent déterminer le rythme, la quantité et le contenu des échanges. De cela, la correspondance de Saint Prix Petitjean est particulièrement éclairante.

1.3.1.2.3. L'évolution des lettres de Saint Prix Petitjean.

Certains militaires lettrés, pour lesquels écrire ne représente pas de difficultés y compris dans la guerre adoptent de fines stratégies épistolaires qui viennent répondre aux demandes des civils, ce qui vient encore souligner l'intérêt d'appréhender ces témoignages dans leur longueur quand cela est possible C'est le cas de Saint Prix Petitjean dont les lettres forment un lot fourni de cent-quarante-neuf lettres expédiées à son épouse desquelles se dégage une évolution notable au fil des quatorze mois de l'expérience combattante du chef de bataillon. C. Vidal-Naquet a noté à propos des correspondances conjugales que le degré, revendiqué, de sincérité des épistoliers « était difficilement mesurable et vérifiable en pratique »⁵²⁹. Or ces échanges peuvent être confrontés non seulement aux contenus des JMO et des historiques régimentaires mais surtout au témoignage précis de Pierre Bellet, durant les cinq mois que les deux hommes ont passés côte à côte.

Dans les récits de ce partage du quotidien de la guerre au sein du commandement du 2^e bataillon du 96^e RI, il est possible de tenter de mesurer avec une certaine précision ce degré de sincérité à l'égard de son épouse. S'attacher alors à relever et caractériser les inflexions concernant la quantité des lettres, celle de leur contenu, la précision et la variété des informations relatées ainsi que la présence d'autres supports pour confronter l'ensemble aux événements vécus par l'auteur peut permettre de comprendre comment et pourquoi la correspondance évolue.

Le nombre de lettres varie peu en quantité ; elles sont expédiées au rythme moyen d'une tous les trois jours environ mais avec de fortes variations où alternent des jours à deux lettres et leur absence durant dix jours ce qui est un maximum. Ainsi, les périodes où les envois sont les plus espacés correspondent aux périodes de déplacements en août

⁵²⁹ Clémentine VIDAL-NAQUET, *Couples dans la Grand Guerre, opus cité*, p.278

ou de plus grande exposition au danger comme la dernière semaine de septembre dans la Woëvre. Peut-être ne faut-il cependant pas donner trop de signification à ce rythme étant donné les éventuels aléas de la conservation bien que d'après la mémoire familiale, le lot serait complet. C'est davantage la longueur de chacune des lettres qui s'accroît de façon quasi régulière passant en moyenne de 3,5 à 11 pages par mois entre les mois de mai et d'octobre 1915 selon la retranscription.

REPARTITION DES LETTRES DE S. PETITJEAN A SON EPOUSE CHARLOTTE

Lettres	342 ^e RI	96 ^e RI	122 ^e RI	TOTAL
Nombre	19	53	77	149
durée	3 août– 11 octobre 1914. 2 mois	15 octobre 1914-31 mars 1915. 5 mois et demi	19 mai-6 octobre 1915 4 mois et demi	12 mois
Pages	7	35	49	91
Moyenne	3,5 pages/mois	7 pages/mois	11 pages/mois	8,5/mois

La quantité du contenu va croissant parce que S. Petitjean dit de plus en plus, et de plus en plus précisément. Dès son arrivée sur le front de Lorraine, il prend pour prétexte l'instauration de la censure pour rester très évasif :

« Dorénavant les lettres que tu recevras ne te donneront que des détails sur ma santé et mon genre d'existence car il est interdit de faire connaître la localité où l'on se trouve, celles d'où l'on vient celles où l'on va. La guerre a bien des exigences. Mes lettres t'arriveront non fermées, c'est l'ordre »⁵³⁰

En effet, il y fait très régulièrement référence comme une contrainte pesante pour justifier son silence ou ses ellipses, tandis que B. Simonet, son collègue, au statut comparable dans le régiment voisin ne s'interdit rien. Les lettres sont également courtes parce que les troupes se déplacent souvent. Dès cette date donc, le ton est aussi léger que le danger réel et l'officier ne cesse de rassurer son épouse sur son propre état de santé selon la formule récurrente à bien des soldats, quel que soit leur grade : « Ici tout va bien, santé excellente » alors même que Pierre Bellet évoque plusieurs fois “les fortes fièvres du commandant”, héritées de ses séjours en Afrique, très invalidantes qui souvent l'épuisent. La sincérité n'est donc pas vraiment de mise et l'on devine sa justification dans l'application des codes conventionnels de virilité martiale ou d'un certain paternalisme à l'égard de son épouse. La guerre de mouvement en Lorraine, sous ce que bien des témoignages qualifient de chaleur torride, prend donc sous sa plume des allures de randonnée touristique incluant la qualité de l'accueil et de l'hébergement,

⁵³⁰ Saint Prix à Charlotte Petitjean, 15 août 1914

grâce au maniement judicieux de l'euphémisme et de la comparaison calculée : « Nous avons commencé à faire des étapes à pied, cela ressemble beaucoup aux manœuvres, nous sommes très bien accueillis par les habitants. Il fait beau temps ce qui est très agréable. Le pays est joli et les pipes sont toujours bonnes. »⁵³¹ Rien de la canonnade si présente ailleurs. La débandade consécutive à la défaite de Morhange du 20 août devient une marche sportive.⁵³² Dans les jours qui suivent, le régiment se bat autour de Gerbéviller puis dans les premiers jours de septembre travaille à creuser des tranchées et à placer des réseaux de fils de fer barbelés dans les sous-bois des avant-postes, sous la menace constante des obus ennemis. Mais le récit transforme l'épisode en partie de camping : « Nous continuons à mener la vie de manœuvre, ce n'est pas très intéressant on ne voit rien. Je n'ai pas encore vu un seul Allemand. Heureusement il fait beau temps. Tout va bien. La vie est un peu monotone, nous bivouaquons presque tous les soirs. »⁵³³ L'assertion est vraie, puisque les soldats ne voient pas d'Allemands, et la formule peut donc rassurer mais en fait elle ne dit rien de la réalité du danger.

Tenant donc une ligne de sincérité fragile, S. Petitjean, pour remplir ses pages, préfère déplacer le plus souvent le sujet sur la scolarité de ses deux fils. Dans cette première séquence de l'expérience du militaire, la correspondance semble bien effectivement contribuer à entretenir une fiction qui peut satisfaire les proches ou du moins les rassurer. Le commandant attend d'avoir quitté depuis longtemps le secteur de Lorraine pour en dresser sur le même ton léger un premier court bilan, le 19 octobre, soit deux mois plus tard :

« Nous étions jusqu'ici un peu au sud de Metz dans les tranchées en face des Allemands qui d'ailleurs n'étaient pas très entreprenants au début de la campagne. Nous sommes entrés en Lorraine par Avricourt mais nous en sommes revenus plus vite que nous y étions entrés, c'est une expérience qui nous a coûté du monde et qui nous a montré ce que devait être cette guerre (Se faire des tranchées et avancer peu à peu) ».⁵³⁴

Se pencher sur les cinq pages consacrées au terrible récit des mêmes événements qu'en a fait son collègue B. Simonet, à la même date, lorsque la division est au repos,

⁵³¹ Saint Prix à Charlotte Petitjean, 15 août 1914

⁵³² Saint Prix à Charlotte Petitjean, 21 août 1914

⁵³³ Saint Prix à Charlotte Petitjean, 30 août 1914

⁵³⁴ Saint Prix à Charlotte Petitjean, 19 octobre 1914.

donnant aux officiers un peu plus de temps pour la correspondance⁵³⁵ permet de mesurer la qualité de la stratégie épistolaire constituée d'ellipses, d'euphémismes et d'aveu différé, de S. Petitjean. En cela le commandant n'est pas seul puisqu'un rapport du contrôle postal daté du 12 novembre 1915 révèle que « les détours les plus ingénieux sont employés pour rassurer les proches et leur parler avec une gaité alerte des dangers. »⁵³⁶ Pourtant, assez vite, le mois de novembre 1914 marque une première inflexion, après que Saint Prix a été nommé commandant du 2^e bataillon du 96^e RI. La victoire n'arrivant décidément pas, à la différence du froid auquel est particulièrement sensible l'officier, c'est à son fils aîné, René, et non à son épouse qu'est destinée la première expression, légère et toujours rassurante, d'une difficulté militaire à gagner rapidement la guerre dans le froid des tranchées mais rattrapée immédiatement par la capture « d'une centaine de prisonniers ». ⁵³⁷ Plusieurs événements personnels ont convergé à l'automne pour commencer à ébranler la sérénité, et le semi-mutisme du commandant.

Mi-octobre, son épouse d'abord est venue le retrouver à Soissons, au moment du changement de régiment. Que se sont-ils dit ? Elle surtout que lui a-t-elle demandé ? Certainement comme beaucoup d'épouses, davantage de sincérité. De plus, à ce moment-là encore, il apprend le décès sur le front de deux grands amis parisiens. C'est la première référence à la mort de proches. Mi-novembre encore, dans la fange des Flandres, celui qui d'après Pierre Bellet était devenu son ami, le cycliste Félicien Astoul, est tombé juste à côté de lui, victime d'un tir d'obus lors d'une patrouille de reconnaissance à deux. L'adjudant souligne combien le commandant en a été affecté et ébranlé⁵³⁸. D'évidence, le ton comme le contenu de ses lettres change ; le 30 novembre il envoie à son épouse la première très longue lettre d'une liste désormais fournie, qui décrit ses difficultés militaires, sériant les risques et les dégâts causés par les marmitages et autres « bouteilles et « shrapnels » même si toujours, et jusqu'à la fin, il

⁵³⁵ Benjamin à Alice Simonet, 19 octobre 1914.

⁵³⁶ Cité par Clémentine VIDAL-NAQUET, *Couples dans la Grande Guerre*, opus cité, p. 260

⁵³⁷ Saint Prix à René Petitjean, 24 novembre 1915

⁵³⁸ Pierre Bellet, *Ma guerre de 14*, opus cité, p. 102-105

use d'un ton badin⁵³⁹. Mais le 21 mars, il est blessé à Beauséjour par un éclat d'obus au menton et doit l'annoncer à son épouse à laquelle il ne cessait de répéter pourtant que par sa position d'officier, il risquait bien peu :

« Qui n'a pas sa petite blessure ! Moi je viens d'avoir la mienne. Parfaitement tu as un mari blessé, mais ne t'inquiète pas c'est une blessure qui rend intéressant car j'ai la tête garnie de bandages, mais qui n'est que légère, la preuve en est que je conserve le commandement de mon bataillon »⁵⁴⁰

Une semaine plus tard, sa blessure ne guérissant pas, il doit à nouveau se justifier et rassurer, y compris, selon toute vraisemblance, en mentant cette fois, effrontément : « ne t'inquiète pas mon amour, tu sais que je te dis toujours tout. Ma blessure a un aspect superbe. Je suis au repos depuis 2 jours et bien que mon bataillon parte cette nuit pour les tranchées je reste ici car je commande le Régiment, mon colonel étant malade »⁵⁴¹. Non seulement en effet il n'y a trace de ce remplacement et de l'éventuelle maladie du colonel du 96^e RI dans les diverses sources dont le témoignage de P. Bellet, mais bien au contraire. Ce dernier indique que son commandant, qu'il ne quitte pas rappelons-le, est bien remonté ce jour-là en première ligne⁵⁴². S. Petitjean est évacué peu après, ce à quoi ne pouvait s'attendre son épouse encore confiante dans le contenu rassurant des lettres tant il a menti et dans ce cas pas seulement par omission.

Le 19 mai, soit après un mois et demi de convalescence passé en grande partie dans son foyer parisien, il retourne au front toujours dans le même secteur à la tête cette fois d'un bataillon du 122^e RI. Il expédie à partir de cette date, à un rythme plus soutenu, des lettres plus longues, beaucoup plus détaillées sur son emploi du temps notamment, dans lesquelles il décrit désormais précisément les bruits et les odeurs de la guerre. Il y joint encore plus de photographies et de nombreux croquis explicatifs légendés. Son affectation antérieure au service topographique au Maroc explique certainement leur qualité graphique. Selon toute vraisemblance, il répond ainsi à des demandes réitérées de Charlotte qui, désormais physiquement confrontée à la réalité de l'inattendue blessure de son mari, preuve définitive du danger qu'il encourt, demande avec fermeté

⁵³⁹ Saint Prix à Charlotte Petitjean, 30 novembre 1914

⁵⁴⁰ Saint Prix à Charlotte Petitjean, 21 mars 1915

⁵⁴¹ Saint Prix à Charlotte Petitjean, 28 mars 1915

⁵⁴² Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, opus cité, p. 150-151.

des précisions. Il tente alors de la satisfaire comme ce 3 juin 1915 sur le ton à la fois faussement détaché qui caractérise jusqu'au bout ses écrits et cette fois presque jubilatoire :

« Tu me demandes si je suis dans les tranchées, bien que les ordres interdisent de parler dans les lettres des opérations militaires. Je ne crois pas enfreindre la consigne en te disant que j'y suis et que nous nous y faisons une guerre de mines. Un jour les boches sautent, l'autre jour c'est nous mais je dois à la vérité de dire que nous sautons plus souvent qu'eux, ces brigands là doivent avoir devant nous au moins un régiment sous terre ou à l'extérieur⁵⁴³. Les tranchées ne sont pas merveilleuses, elles ont de l'œil parce qu'elles sont faites en sacs à terre bien alignés mais cela ne tient pas, c'est de l'article de Paris, à la moindre bombe tout s'écroule. Il fait un temps superbe. Je fais tous les jours un ou deux tours dans les tranchées et dans les boyaux. Cela ne sent pas très bon car il y a beaucoup de corps mal enterrés ou encore dehors, on désinfecte tant que l'on peut mais il y a beaucoup à faire. »

L'insistance de plus en plus virulente de Charlotte, paraît justifier les efforts de sincérité et de précision de son époux qui semble même soulagé de devoir faire montre de sincérité :

« Je reçois à l'instant ta lettre du 4 ; elle ressemble au réquisitoire de Zola. J'accuse mon mari de ne pas répondre aux questions que je lui pose dans mes lettres. J'accuse mon mari de ne pas me dire s'il a reçu mes photos. J'accuse mon mari de ne pas m'écrire assez souvent. J'accuse mon mari... »⁵⁴⁴

Ainsi en l'espace de huit mois de guerre et de séparation, la correspondance du commandant Saint Prix Petitjean est passée en trois étapes de l'utilisation systématique de l'ellipse et de l'euphémisme concernant le récit de son expérience voire à celle ponctuelle du mensonge, à une réelle sincérité et précision informative ou bien de ce que l'on pourrait qualifier de fiction sur la guerre à un récit soucieux de véridicité. Cette évolution peut s'expliquer par le poids cumulé de la violence des événements par lui vécus et des aspirations de son épouse, c'est à dire sous le poids mêlé des interactions privées, physiques ou à distance, et des circonstances militaires. Rassurer toujours mais informer aussi sur la guerre, en disant plus, mieux et pour cela en trouvant les mots et la syntaxe qui dit les dangers, en multipliant les supports comme des dessins et des photos, telle a été la progression du récit vers davantage d'efficacité peut-être. Car rassurer dans

⁵⁴³ D'après l'historique régimentaire du 122^e RI, le 1er juin, 20 hommes sont ensevelis.

⁵⁴⁴ Saint Prix à Charlotte Petitjean, 7 septembre 1915

la correspondance privée, au-delà de l'illusion sociale créée, peut avoir pour contrepartie le mensonge, qui lui se paie de la méfiance et de l'inquiétude des êtres chers. Ce faisant, la guerre voit évoluer les rapports de genre dans le couple puisque Charlotte en exigeant cette sincérité a obligé son époux à ne plus l'infantiliser.

Aussi, la correspondance, dans ses multiples fonctions, a pu parfois dès le début de la guerre représenter une alternative d'envergure à la propagande et à la censure mais toutes et tous ne se la sont pas appropriée de la même façon, ni avec les mêmes capitaux culturels de départ. Sa nécessité absolue pour maintenir les liens aggrave dès lors dans la guerre la fracture sociale dans la mise à disposition des ressources pour surmonter l'épreuve, ce que l'usage de la photographie révèle de façon tout aussi intense.

1.3.2. Photographier, photographie(s) au singulier et au pluriel.

1.3.2.1. Des pratiques socialement différenciées.

1.3.2.1.1. La photographie comme sujet des correspondances

Qu'il s'agisse d'utiliser l'appareil ou bien plus simplement l'image produite, les usages de la photographie sont avérés pour tous les témoins mais de façon si différenciée qu'ils invitent à interroger à la fois les identités et les éléments conjoncturels qui concourent à ces écarts ainsi que ce qu'ils donnent à voir des ressources dont chacun dispose et que chacun peut se donner pour traverser le conflit. Alors même que les objets ont souvent disparu, le thème est présent dans la totalité des correspondances, à une exception notable, celle pourtant conséquente de Benjamin Simonet qui n'est pas sans surprendre au regard de toutes les autres. Le sujet peut être d'importance et récurrent (Fabre -Loubet – Miquel - Petitjean) comme le plus souvent n'y être que de passage (Adgé - Chavardès - Palmier – Pélissier – Serven —) ou encore poussière à peine évoquée (Barbezier - Gleizes - Honorat – Cauquil – Cullier – Delmas - Nougaret). Elle peut aussi apparaître longuement à certains moment puis disparaître (Larroque- Sigal - Vidal). Mais ce qui apparaît d'abord dans la grande majorité des échanges, c'est que la photographie est évoquée dans les correspondances à quelques moments précis de l'expérience familiale. La première occurrence et la plus importante arrive en effet souvent dans le premier mois de la séparation. Soit le soldat envoie spontanément sa photo en tenue militaire, prise souvent en plusieurs exemplaires, soit il

répond par ce geste à une demande de la famille. En cela, les militaires répètent une pratique de la caserne qu'avait déjà relevée Jules Maurin lorsque, le dimanche, trompant l'ennui en uniforme dans les rues le conscrit « se fait photographe en soldat, première photographie souvent qui s'en va orner quelque dressoir de cuisine où la famille s'extasie devant « son » soldat et n'est pas peu fière de le présenter aux visiteurs et ceci quelle que soit l'arme à laquelle il appartienne, quel que soit le régiment auquel il est affecté. »⁵⁴⁵ L'immense popularité du geste qui fait coutume et presque rite est confirmée par Paul Loubet qui écrit à son épouse après un mois passé à la caserne de Perpignan : « À ce moment nous sommes partis en ville. J'ai fait faire six photographies en buste et six cartes postales tout entier. Le tout 9 francs. Nous étions au moins une trentaine et tous voulaient être servis à la fois. »⁵⁴⁶ Comme une évidence, la transaction semble s'imposer à tous entre tous les fronts à une exception près : Le 31 août 1914, Marie Sigal n'obtient pas la photographie désirée, s'en attriste et renouvelle sa demande un an plus tard essayant un nouveau refus argumenté. Son époux la satisfait finalement en septembre 1915, lors de sa première permission où il se rend, avec sa famille, chez le photographe. La seconde occurrence arrive au bout de quelques mois. Elle concerne toujours cette fois un ou plusieurs membres de la famille. Elle peut émaner du soldat qui annonce l'envoi d'une première (Chavardès - Cullier - Serven - Delmas ; 2 mois) ou seconde (Miquel - Chavardès - Loubet - Vidal) photographie de lui en tenue de soldat seul ou en groupe. Ou bien, au contraire, il exprime sa satisfaction d'avoir reçu une photo des enfants, de la famille ou d'amis (Delmas - Cauquil - Larroque - Pélissier - Honorat - Nougaret - Sigal ; 2 mois). C'est lui aussi qui peut réclamer cette photographie de l'épouse et/ou des enfants (Dézarnaud ; un mois - Palmier-Loubet-Petitjean ; 3 mois), la durée soulignant que pour beaucoup l'objet reste rare. Ensuite, le sujet devient souvent objet de négociations pour la plupart conjugales plus ou moins serrées jusqu'à ce que la demande soit satisfaite. Ce qui apparaît encore c'est que tandis que certains hommes envoient facilement des photos d'eux seuls ou en groupe, les épouses renâclent davantage, Marie et Joseph Sigal représentant une exception de genre. Charlotte Petitjean met deux mois et demi à satisfaire Saint Prix, six mois sont

⁵⁴⁵ Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société - Soldats Languedociens (1889-1919, opus cité, p. 291*

⁵⁴⁶ Paul à Marie Loubet, 14 mars 1915

nécessaires à Marie Loubet pour envoyer à son époux une photo de son fils et plus d'un an la sienne au milieu d'abord de sa famille. Célestin Adgé reçoit au Maroc au bout de deux ans visiblement la première et la seule photographie de son épouse, sans que l'on sache s'il l'a demandée. Quant à Joséphine Palmier, les correspondances ne disent pas si elle a finalement satisfait la demande de son époux mais Louis a demandé à sa mère de jouer les intermédiaires pour l'obtenir, signe certain d'une certaine difficulté. La demande reste simple, elle concerne l'objet-image mais assez souvent accompagnée de consignes de posture et de tenue. Elle peut exceptionnellement aller plus loin comme lorsque Paul Loubet incite sa femme à découper le visage de l'un de ses portraits pour l'insérer dans un médaillon qu'elle portera toujours autour du cou.

Parfois, des photographies circulent régulièrement, toujours comme des présents, entre les amis, la famille plus éloignée et le soldat, qu'elles soient envoyées ou juste montrées entre soldats. Leur envoi, puis leur réception, représente un micro événement privé suffisamment important et agréable pour être annoncé et commenté dans les correspondances à l'image de Jean Serven sur cette photo-carte :

« Chère épouse et la famille, J'ai voulu te surprendre en t'envoyant cette photo en t'ayant pas prévenue à l'avance. C'est avant de partir de Mailly que les 4 que nous sommes là présents que nous avons eu cette idée. Tu remarqueras le Russe que nous avons pris au milieu de nous et qu'il en a été bien fier comme tu peux le remarquer. J'ai reçu de notre fils une carte-photo de même genre dont il me l'explique en groupe de ses camarades. Je crois de ma part que ça va te rendre contente ainsi que toute la famille de nous voir si ce n'est en nature en assez bonne ressemblance »⁵⁴⁷



Figure 22. Jean à Clémence et Catherine Serven, 29 septembre 1916

Quel que soit le portrait, seul ou en groupe, il s'avère que les plans, les plus resserrés possibles, l'éclairage précis des visages, le cadrage systématique frontal et central associés à la netteté, concourent à faire de la fidélité visuelle à la réalité d'un

⁵⁴⁷ Jean à Clémence Serven, photo- carte, 29 septembre 1916. Il est le premier en partant de la gauche

corps, le critère absolu de la qualité de la photographie. La ressemblance physique de soi-même ou bien des proches est ce qui est recherché avant tout comme l'exprime clairement Jean Serven pour conclure sa missive. Pour Alain Corbin d'ailleurs au XIX^e siècle, « la pose photographique n'était que la transposition du portrait peint. »⁵⁴⁸ Mais le procédé n'est pas toujours si évident à mettre à œuvre, car, outre les impératifs techniques, les interactions sont multiples entre le photographe, le photographié et le destinataire de l'image. Que signifie cette ressemblance et qu'attend chacun ? Est-elle la même pour tous ? L'importance accordée à cet aspect d'une représentation aussi proche possible du sujet, qui doit permettre la reconnaissance immédiate, est révélée par le contenu des longs commentaires qui prouvent une observation prolongée, nécessaire à une inspection méthodique de l'image afin d'en traquer les détails et donc d'un investissement personnel réel. Il en va ainsi de Paul Loubet recevant le portrait de famille tant demandé car pour la première fois il voit son fils :

« Te dire la joie que cela m'a fait, tu peux le comprendre, quoique tu paraisses triste et bien changée depuis que je t'ai quittée. Quant au petit Jean, il va très bien, quoique les chaleurs l'aient un peu touché mais il devait faire du vent parce que je vois que vous avez les cheveux en désordre, un peu. De suite que je l'ai vu, j'ai cru voir notre cher petit Raymond regretté car comme tu me l'as eu dit il lui ressemble beaucoup. La petite Françoïsette quoique faisant la grimace c'est bien elle et je trouve quoique étant assise qu'elle a beaucoup grandi. Enfin, en attendant mieux cela m'a fait beaucoup plaisir »⁵⁴⁹

Le résultat peut ravir comme ici, ou bien au contraire décevoir totalement, comme dans le cas de Joseph Sigal, visiblement peu sensible à l'effet de flou artistique et qui accuse l'incompétence professionnelle du photographe incapable de netteté ou de contrastes suffisants.

« J'ai reçu les photos avant hier, mais tu sais je ne lui fais pas des compliments à ce photographe, il peut aller apprendre, j'ai bien envie de les mettre au feu car ce n'est pas ça du tout, surtout celles qui sont en soldat on dirait qu'il y avait des brouillards. »⁵⁵⁰

Bien plus tard, concernant la communion de sa fille Joséphine en mai 1918 Joseph écrit encore à Marie le 2 juin : « Alors tu as fait photographier Joséphine en

⁵⁴⁸ Gilles HEURE, *Alain Corbin, Historien du sensible*, entretiens, La Découverte, Paris, 2000, p. 145

⁵⁴⁹ Paul à Marie Loubet, 24 septembre 1916

⁵⁵⁰ Joseph à Marie Sigal, 15 octobre 1915.

communiant, pour but que ce soit bien fait ce sera que moitié mal, mais si elle n'est pas bien réussie, c'est de l'argent gaspillé ». Il est loisible de constater que selon des critères essentiels de précision et de luminosité, une photographie de studio reste en général d'une qualité technique supérieure à celle prise par un amateur, donc propre à satisfaire davantage son commanditaire. Or des photographes de toutes sortes ont investi les zones des armées et, déçu par le résultat du premier cliché qu'il expédie à son épouse, Jean Serven utilise d'ailleurs le même argument que son fils pour exprimer sa déception par ce commentaire au verso de la photo du 23 septembre 1915 :



Figure 23. 23 septembre 1915 : Jean Serven à droite. 10 mai 1917 : André, au fond debout à gauche,

« Chère épouse je t'envoie cette photo non pas pour la bonne pose que nous avons mais pour un souvenir de notre camarade de Cessenon nommé Berbie nous sommes tout deux en bonne santé ainsi que Viala qui na pas eu l'occasion d'être avec nous le jour ou cette occasion s'est présentée (...) ce photographe n'y entend rien, c'est un rencontré par hasard »⁵⁵¹

C'est en effet le non professionnalisme qui est incriminé par son fils :

« Cher père, Je ne me rappelle pas si je te l'avais annoncé mais ça te fera toujours plaisir de la recevoir. On est pas trop bien pris c'est une photo prise par un amateur elle a été faites à bord sur la plage tu peux le constater on voit les deux tourelles au derrière de nous »⁵⁵²

Cependant, pour que l'épistolier considère que la photo est ratée alors que ces photographies sont techniquement à peu près réussies puisque Jean et André Serven sont parfaitement identifiables, c'est que se joue là un autre enjeu que la simple ressemblance, qu'il faut tenter d'interroger. Se pencher sur les identités de chacun qui peuvent déterminer en grande partie les multiples pratiques et commentaires peut

⁵⁵¹ Carte-photo de Jean à Clémence Serven, 23 septembre 1915.

⁵⁵² André à Marc Serven, 10 mai 1917. Il est le premier en partant de la gauche, debout au second plan

permettre de comprendre à la fois la faible amplitude des sujets photographiés et échangés, les variations de leur présence ainsi que les avis émis par les uns et les autres.

1.3.2.1.2. Photographier : l'opportunité d'une minorité.

Qui sont les photographes amateurs ? En se défiant de toute généralité, les femmes des milieux bourgeois ne sont pas complètement écartées de l'innovation puisque Marguerite Larroque prend des photos et Charlotte Petitjean en développe. Mais les usagers restent très majoritairement des militaires donc des hommes, y compris à l'arrière ; deux médecins, un commandant descendant de la petite noblesse berrichonne, quatre propriétaires vigneron, un jardinier ainsi que le fils d'un huissier de justice, c'est à dire dans l'ensemble, neuf hommes et deux femmes détenteurs d'un capital économique au dessus de la moyenne. La pratique n'apparaît donc accessible qu'aux catégories sociales économiquement dotées même si sa démocratisation est réelle. Sur le front, le commandant Saint Prix Petitjean s'équipe sans hésitation à son arrivée sur le front d'autant que l'interdiction faite aux soldats de photographier paraît transgressée, y compris par les officiers : Il s'offre « à Chalons un petit West Kodak » en précisant qu'il a « su trop tard que l'on ne devait pas faire de photo sur le front » argumentant par le fait qu'il croit « que l'ordre a été reporté »⁵⁵³ Cette pratique profite immédiatement de la diffusion par Kodak à partir de 1915 d'un modèle, le Vest Pocket, au prix de 55 francs, ce qui ne correspond qu'à trois jours de la solde d'un chef de bataillon mais à 220 jours au moins d'un simple troupier⁵⁵⁴ ou même encore à quinze jours d'un salaire de pêcheur de sable, un mois de celui d'un employé de mairie mais à un mois et demi d'un ouvrier agricole voire trois mois d'une ouvrière. Ceci étant, le sergent Joseph Miquel évalue immédiatement le bénéfice financier, et social, qu'il peut réaliser en photographiant ses camarades et investit dans la création d'une petite entreprise :

« Et tous mes clients, car j'en ai des clients, sont épatés de tout ce matériel. Au moment où je t'écris, sortent deux poilus du 128e qui m'avaient commandé une collection de 6 chacun. J'empoche mes 6 francs. Tu me dis que Papa

⁵⁵³ Saint Prix à Charlotte Petitjean, les 30 mai et 4 juin 1915

⁵⁵⁴ Nicolas MARIOT, *Tous unis dans la tranchée, 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, Seuil, Paris, 2013, p.95-96

m'approuve, je crois bien ! D'abord, cela m'empêche de languir, et secondement, l'appareil est déjà payé largement. »⁵⁵⁵

Photographier ne signe cependant pas uniquement la détention d'un capital économique, présent ou à venir mais nécessite encore une certaine curiosité et de la disponibilité pour des apprentissages nécessaires à une maîtrise technique susceptible de rendre la pratique efficace. Sont donc nécessaires au front des disponibilités de temps et de confort qui peuvent expliquer encore que les officiers et sous-officiers soient les plus nombreux à pratiquer. La détention d'un capital culturel antérieur est variable. Saint Prix Petitjean est presque professionnel et partage l'activité photographique avec son épouse. Il prenait des photographies scientifiques en Afrique du nord lors des relevés topographiques qu'il y effectuait. Par conséquent, en décembre 1914, la famille possède à la fois un appareil kodak et du matériel de développement que Charlotte sait utiliser. Saint Prix peut alors lui demander de lui « envoyer (s)a photographie faite avec le Kodak par exemple ou bien avec (s)on Stéréoscope en couleurs et aussi celle des enfants »⁵⁵⁶ pour lesquelles d'ailleurs un peu plus tard il la « décore de l'ordre du Kodak »⁵⁵⁷ exprimant sa satisfaction. La guerre lui offre l'opportunité de l'achat d'un second appareil. De même, la présence de photographies datant de 1891 dans l'album de Jean Bédos, étudiant en médecine, atteste d'une maîtrise bien antérieure à la guerre. Inversement, d'autres s'initient, parfois non sans mal pendant le conflit. C'est le cas de Louis Gleizes, de François Fabre ou de Joseph Miquel. Marguerite Larroque offre à son petit frère Fernand un appareil en 1915 ou 1916, peut-être à l'occasion de son anniversaire ou de son baccalauréat, ce qui ne l'empêche pas de l'utiliser elle-même. Etienne, leur grand frère, prisonnier en Allemagne, reçoit les premiers clichés plus ou moins réussis non sans les commenter, soulignant la nécessité de l'apprentissage :

« Les autres photos sont un peu plus floues mais très intéressantes tout de même. L'appareil que Marguerite a eu l'amabilité d'offrir à Fernand a l'air de bien se comporter et donnera probablement des résultats merveilleux lorsque les photographes (je suppose que ce sont Marguerite et Fernand) s'en seront servis quelques temps. L'objectif paraît très bon, il donne une mise au point assez

⁵⁵⁵ Joseph à Eugénie Miquel non daté, 1915 ?

⁵⁵⁶ Saint Prix à Charlotte Petitjean, 23 décembre 1914.

⁵⁵⁷ Saint Prix à Charlotte Petitjean, 22 mai 1915

profonde. J'espère que grâce à cet appareil vous aurez assez souvent l'occasion de me faire une petite surprise agréable »⁵⁵⁸

Par ailleurs, un autre facteur favorable à la pratique passe par une certaine maîtrise de son propre emploi du temps. Au Maroc, éloignés des leurs, les gradés territoriaux Pierre Montanié et son ami Joseph Miquel ont parfois beaucoup de loisirs. Il en va de même du capitaine Louis Gleizes ou de François Fabre. Si certains officiers, sous-officiers ou soldats de l'arrière peuvent fréquemment utiliser cet outil grâce à leurs revenus, au temps non encadré que leur laisse leur grade ou leur affectation, ils le doivent parfois encore aux compétences de leurs proches. Ainsi c'est Pierre Montanié qui initie Joseph Miquel. De même, non seulement Saint Prix Petitjean peut compter sur son épouse pour développer les clichés mais également sur son « cycliste », soldat sous ses ordres, pour des prises de vue :

« Tu as, me dis-tu, développé mes photos et tu me demandes pourquoi j'ai le sourire. Ce sourire mon amour était pour toi, je voudrais toujours te montrer un mari te souriant à toi puisque mes photographies sont pour toi. Je suis bien content d'avoir réussi une fois par hasard. Quant à la personne qui m'a photographié c'est mon cycliste et comme il regardait dans le petit viseur il n'a pas pu me voir sourire sans quoi il aurait été étonné car son commandant ne rit pas souvent. »⁵⁵⁹

De son côté, François Fabre qui s'initie progressivement à la photographie, élabore une stratégie très savante ; Il photographie beaucoup sur l'arrière-front ou lors de ses permissions, envoie dans un studio parisien ses pellicules et utilise les photographies comme cartes postales ce qui lui permet à la fois de prolonger, symboliquement du moins, le temps de ses permissions et de toujours disposer de quoi écrire.

C'est donc bien tout à la fois le capital économique, culturel et social qui permet l'usage efficace d'un appareil photographique. Posséder cet équipement reste donc l'apanage d'une minorité plus aisée que la moyenne, cultivée, moins contrainte par le règlement militaire de par son grade ou son affectation militaire, qui peut profiter par conséquent d'un nombre très important de « photos » le terme étant toujours utilisé au pluriel dans leurs correspondances ; Ce sont « des » et « les » photos de personnes et de paysages qui circulent très régulièrement entre le front et l'arrière ou entre les fronts.

⁵⁵⁸ Etienne à Marguerite, 1^{er} avril 1917

⁵⁵⁹ Saint Prix à Charlotte Petitjean, 18 septembre 1915

Elles acquièrent pour leurs utilisateurs un statut d'objet du quotidien, usuel. Et si dans les milieux plus bourgeois, on (s)offre un appareil, dans les milieux plus populaires, on (s')offre – parfois - une photo.

1.3.2.1.3. Poser ou acquérir un portrait : les enjeux de pratiques partagées.

Pour les personnes moins dotées qui ne photographient pas, poser ou posséder un portrait représente à la fois une pratique répandue, autant des civils que des militaires, mais reste en même temps presque toujours une démarche rare voire exceptionnelle pour chaque individu ou famille. Ainsi Paul Loubet exprime-t-il son regret de n'avoir aucun cliché de son premier fils Raymond décédé à plus de 2 ans en août 1914 pour en réclamer un de Jean, né en 1915, avec insistance. Pourtant, à partir de 1860, dans les villes, ont fleuri des ateliers, équipés d'une chambre noire, d'un lieu de pose avec une lampe et des sièges dans lequel le fond peint bucolique est la norme⁵⁶⁰ ; L'annuaire du Midi de 1906 propose onze studios à Béziers, ville importante de garnison, contre huit en 1892⁵⁶¹. Même des villes plus petites ont les leurs après 1906. En 1914 dans le canton, ils sont installés dans des rues passantes ou des artères principales comme Jules Viala sur le principal boulevard de Marseillan ou Alexandre Leroux sur la promenade à Agde. Ce dernier, déjà âgé, a suffisamment de succès pour avoir embauché Amans Turies son neveu. Il en va de même de Jean Pagès, qui ouvre boutique vers 1917-1918.

La dimension matérielle représente un autre obstacle à la fréquentation plus courante de ces ateliers puisque le coût d'un tirage qui va de 2,50 à 3 francs selon Joseph Sigal correspond à un salaire d'une journée de travail et à 50 jours d'une solde de soldat qui est de cinq sous par jour⁵⁶². Ainsi de Nice, dès le 31 août 1914, ce dernier écrit à son épouse qui lui demande une photo que « ce serait de l'argent mal employé » mettant un terme momentanément à sa requête. Un an plus tard tout de même, il argumente longuement sur le sujet :

⁵⁶⁰ Christine BARTHE, « des photographies dites ethnographiques » dans Yves le Fur (ss dir.), *D'un regard l'autre, histoire des regards européens sur l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie*, Arles/Paris, Actes Sud, 2006.

⁵⁶¹ AMA, annuaire du Midi, 1892-1906

⁵⁶² Nicolas MARIOT, *Tous unis dans la tranchée, les intellectuels rencontrent le peuple*, opus cité, p.95-96

« Tu me dis que cela ta fait de la peine de voir Bellino en photo, et de ne pas me voir à moi. Je t'assure qu'il y a de quoi, pour des photos comme celles la, ils ont payé sa huit sous chacune et ça ne vaut rien du tout. Regarde il te faut en prendre au moins 5 ou 6, de suite ça te fait une pièce de 50 sous ou 3 fr. et tu comprends moi je n'ai pas d'argent à dépenser si bêtement que sa, je préfère m'acheter un litre de vin par jour quand je peux que toutes ces bêtises la. Compte quand je reçois une pièce de 5 francs, si j'en mets la moitié aux photos, regarde ce qu'il me restera. Bellino lui il en reçoit plus que moi : si ce n'est pas de sa femme, c'est son frère ou sa sœur qui est a Paris, ou son beau frère, enfin il y en a 3 ou 4 qui lui en envoient, combien que moi il n'y que toi qui peux me secourir, alors tu dois voir que je n'ai pas besoin de le gaspiller mal à propos (...) ne t'inquiète pas des photos, la meilleure photo ce sera quand nous pourrons nous embrasser. Adieu ma chérie reçois une belle bisette »⁵⁶³

C'est également ce que reproche à son épouse Paul Loubet, si frustré et exaspéré de ne pas parvenir à obtenir le cliché familial tant espéré qu'il en devient agressif, voire injuste :

« Je voudrais recevoir la tienne, celle des enfants en groupe pour voir si vous êtes comme moi. Mais tu dois être tellement maigre du mauvais sang que tu te fais que tu n'oses pas me l'envoyer. Pourtant elle me ferait plaisir de vous voir tous les trois en groupe et jugé si vous n'avez pas changé depuis 18 mois que je manque. Je sais que tu plains l'argent. Par ailleurs, je ne te le répéterai plus, fais à ton idée, car je vois que tu fais la sourde »⁵⁶⁴.

Derrière l'aspect financier qui représente évidemment un frein majeur, d'autres enjeux à la résistance de Marie Loubet ou de Joseph Sigal se lisent dans ces courriers, qui ne relèvent d'ailleurs pas des mêmes arguments. En effet, dans un premier temps, Joseph ne voit pas l'intérêt de se faire photographier. En tout cas pas un intérêt supérieur à l'achat d'une bouteille de vin. Ce serait du « gaspillage », des « bêtises ». Le geste n'entre pas dans ses cadres culturels de référence. Cependant la longueur de la guerre et de la séparation changent la donne et font évoluer ses positions. Il y d'abord, la plus grande proximité du danger, il y a encore la pression sociale et l'insistance d'une épouse qui pour cela a également pris rapidement l'initiative d'envoyer une photo de famille. Alors en mari aimant et encouragé y compris peut-être par la pratique de ses camarades au front, il se décide à franchir le pas. De la boutique d'abord. Pas à pas il consent, non sans négociation, hésitation ou garde-fou. Ainsi il envisage finalement de passer à l'acte le 14 août 1915 :

⁵⁶³ Joseph à Marie Sigal, 8 août 1915,

⁵⁶⁴ Paul à Marie Loubet, 10 septembre 1916

« Hier je suis été chez le photographe, pour me faire tirer et il n'a pas eu ce qu'il lui faut, et comme il est muet je n'ai pas pu me faire comprendre quand c'est qu'il fallait y revenir. Mais je t'assure qu'elles ne sont pas jolies, il y a un camarade qui s'est fait tirer, il ne va pas bien du tout, c'est tout blanc ou tout gris, ça fait que cela ne m'encourage pas du tout. J'ai envie d'attendre la permission, et je me ferai tirer à Agde, comme cela tu y seras, et nous le ferons faire comme nous voudrions. Tu me donneras ton idée, car j'y plains l'argent parce que c'est cher et ce n'est pas fait comme il faut »⁵⁶⁵

Puis encore dix jours plus tard ;

« tu me dis que tu n'as pas compris ma lettre au sujet des photos, pourtant il me semble que je m'explique. Je t'ai dit que les photos que l'on fait ici sont très chères et ce n'est rien du tout, et que je préférais attendre de venir en permission, alors là bas je me ferai tirer comme il faut. Si tu as vu celle que Bellino a envoyée à sa femme, tu dois voir que ce n'est pas grand-chose, et ça coûte 10 sous pièce. Alors pour moi c'est de l'argent gaspillé, et puis j'y suis allé une fois, et le photographe n'avait pas ce qu'il faut, il m'a fait signe de revenir dans 3 ou 4 jours, car il est muet, il ne fait que des signes, ça fait que ça m'a dégoûté, alors j'ai décidé que à faire le tout, le faire comme il faut, ce sera toujours un souvenir de la guerre »⁵⁶⁶

Si Joseph est si réticent c'est peut-être qu'entrer chez un photographe représente pour lui une nouveauté qui nécessite une certaine hardiesse et une- légère- remise en question de son système de valeurs concernant la nécessité. Pour le soldat en effet, les denrées et le vin constituent d'abord le plus important et premier besoin. Et puis il ne veut pas « gâcher », gaspiller car il existe un risque d'obtenir un objet mal réalisé. Ce premier renoncement renforce cependant l'importance des échanges avec son épouse. Finalement, afin de trouver le courage de la pose, le couple trouve un compromis dans la concrétisation du projet qui repose sur un acte familial solidaire, réalisé en terrain connu, lors de la première permission en septembre. Malgré toutes ces précautions, Joseph considère pourtant le premier résultat comme un échec :

« Tu sais, je ne lui fais pas des compliments à ce photographe, il peut aller apprendre, j'ai bien envie de les mettre au feu car ce n'est pas ça du tout surtout celles qui sont en soldat on dirait qu'il y avait des brouillards. Je ne te conseille pas de les faire tirer an grand, ce serait employer de l'argent pour faire rien de bon »⁵⁶⁷

⁵⁶⁵ Joseph à Marie Sigal, 14 août 1915

⁵⁶⁶ Joseph à Marie Sigal, 24 août 1915

⁵⁶⁷ Joseph à Marie Sigal, 15 octobre 1915

Ce type de critique provient souvent d'hommes qui envoient très peu de photos à leur famille comme les Serven, père et fils. Il peut certes relever de critères techniques objectifs à l'aune de l'étalon absolu qu'est la ressemblance, mais cela relève encore du rapport à sa propre image car il y a toutes les chances pour que ces portraits servent en quelque sorte de premier miroir. David le Breton, insiste sur le fait que dans les milieux populaires, « aucun miroir ne vient orner les murs avant la fin du XIXe siècle ou le début du XXe siècle »⁵⁶⁸, ce qui peut expliquer que cette première découverte de son image, qui n'a rien à voir avec le reflet renvoyé par les vitres ou les plan d'eau, donnée de surcroît à voir aux autres alors qu'il relève ô combien de l'intime, ne soit pas aisée. D'autant qu'une infinité de choses se jouent dans un portrait de soi résumée ainsi par Th. Grillet « Le sujet doit y négocier les différentes couches du feuilleté de sa personnalité. Parvenir à concilier le moi idéal, le moi social, et le moi réel »⁵⁶⁹. Rien d'étonnant alors à ce que ceux qui rechignent, tardent. Marie Loubet, comme le pressent son époux, se refuse peut-être à donner cette image d'elle-même qui pourrait le décevoir ou l'inquiéter. Quand elle se décide, elle ne franchit pas la porte de l'atelier et envoie pour cette première fois une épreuve prise en extérieur et en famille qui suscite immédiatement une nouvelle demande :

« Tu me diras que c'est une fantaisie. Eh bien tu pourrais faire tirer une photo avec celle où tu es en sarret⁵⁷⁰ et me l'envoyer, c'est pour faire voir la coiffure que nous avons chez nous à mes camarades et puis, là au moins, tu as un peu ton sourire que j'aime tant. »⁵⁷¹

Il vient confirmer que l'image du « moi idéal » - jeune femme amoureuse, souriante et séduisante - n'a pas été obtenue, à la différence de celle du moi social – la petite famille satisfait l'époux – et de celle du moi réel – épouse éprouvée par l'inquiétude, la solitude et les tâches quotidiennes épuisantes – au demeurant largement incompatible avec le moi idéal dans ce contexte. L'objectif paraissait réellement inatteignable, dans ce qui était peut-être une première expérience de la pose mais la

⁵⁶⁸ David LE BRETON, *Des visages, essai d'anthropologie*, éd. Métailié, Paris, p 151.

⁵⁶⁹ Thierry GILLET, *Petite phénoménologie du portrait photographique*, catalogue de l'exposition de la BNF, « Portraits », en ligne <http://expositions.bnf.fr/portraits/arret/1/index.ht>

⁵⁷⁰ Coiffe traditionnelle des Agathoises qui les identifie immédiatement comme appartenant à un groupe d'un certain niveau socioculturel, géographiquement ancré.

⁵⁷¹ Paul à Marie Loubet, 24 septembre 1916

commande plus précise concernant l'expression du visage et la tenue sera plus susceptible de restituer cette image idéale attendue. Peut-être que pour parvenir à se comporter devant l'objectif comme Roland Barthes⁵⁷², faut-il une expérience trop éloignée de celle exceptionnelle des personnes si peu habituées au geste. De plus les remarques lapidaires peuvent ne pas se faire attendre comme celle d'André Serven concernant sa mère : « La dernière fois je croyais vous avoir félicités de votre joli photo très bien réussie et j'ai remarqué une chose c'est que maman a vieilli, quant à papa, je l'ai trouvé bien portant ainsi que Catherine. »⁵⁷³ L'impossibilité de réussir à proposer l'image de cet équilibre est peut-être ce qui retient également Joséphine Palmier, Lucie Adgé ou même Charlotte Petitjean, pourtant praticienne, de céder facilement à ces épreuves photographiques. D'autant, qu'en l'absence de tout accès aux fards dans les milieux populaires - et limité ailleurs - le critère de l'âge - elles ont toutes dépassé la trentaine voire la quarantaine - annonceur de cheveux blancs peut représenter un autre facteur d'explication à ces hésitations sans compter que les remarques de leurs proches ne les épargnent pas. Il apparaît clairement que la pression sociale qui définit une norme de représentation physique, y compris dans le contexte exceptionnel de la séparation dans le conflit, s'exerce sur les individus à travers la circulation de leur image et concerne sans surprise peut-être et dans tous les milieux bien davantage les femmes que les hommes. Toujours est-il que, quand ces femmes posent pour la première fois, à la demande de leurs époux, c'est visiblement en déployant quelques stratégies d'évitement, puisque les épistoliers se plaignent d'images qui montrent des visages flous, des yeux baissés ou couverts par les cheveux. Charlotte rate carrément dit-elle, les premières photos. Mais elle possède un capital culturel qui lui permet de surmonter l'obstacle beaucoup plus facilement que Marie Loubet ou Joséphine Palmier. De plus elle est encouragée en permanence par un époux aux mots plus délicats - ou moins directs - que les autres. Aussi, rapidement, toutes ses réticences s'envolent, lui permettant de multiplier les épreuves sans compter pour contenter son mari, d'autant qu'elle en a les moyens financiers. Dès lors, il est évident que les individus impliquées

⁵⁷² « Dès que je me sens regardé par l'objectif, tout change je me constitue en train de poser, je me fabrique instantanément un autre corps, je me métamorphose instantanément en image » cité par William, A. Ewing, *Faire faces, le nouveau portrait photographique*, Arles, Actes Sud, 2006, p. 20

⁵⁷³ André Serven à ses parents, 24 décembre 1914

dans des relations moins lourdes d'enjeux de séduction que les relations amoureuses ou conjugales, sont bien plus à l'aise avec la pose, qu'il s'agisse de Marguerite Larroque avec son frère, des grands enfants soldats à destination de leurs parents, des parents vers les soldats ou de tous les soldats entre eux, quels que soient leurs milieux sociaux. En cela le couple formé par le réticent Joseph et la décidée Marie représente une exception de genre, d'âge, mais aussi en partie de classe, dans ce corpus. Par conséquent, les premières photos envoyées par les femmes sont plutôt celles des enfants (Honorat – Loubet - Cauquil) que d'elles-mêmes. Elles contribuent à satisfaire leur rôle social attendu de mères de famille et les valorisent plus sûrement auprès de leurs époux. Cependant la durée du conflit, la séparation et le risque permanent de disparition, bousculent parfois cet ordre des choses et certaines épouses, comme Marie Loubet, une fois la nouveauté mieux apprivoisée, finissent par envoyer davantage de portraits d'elles-mêmes.

Les inégales difficultés face à l'acte de poser, après la possession de d'un appareil et l'accès à la pratique, la quantité de photographies possédées, représentent donc un dernier révélateur puissant des inégalités socioculturelles et, qu'il s'agisse d'expérience ou d'objet, la photographie s'impose donc comme un marqueur éclairant des fortes inégalités d'accès aux ressources qui permettent aux individus de mieux traverser la guerre. Mais elles représentent également des objets qui viennent baliser la traversée de la guerre par les unes et les uns.

1.3.2.2. Les portraits comme rituels d'appartenances.

1.3.2.2.1. « L'air tout à fait militaire »⁵⁷⁴ ; Des identités viriles et martiales.

La photographie du soldat seul en uniforme s'avère la plus fréquente dans les lots des corpus mais aussi, d'après les correspondances, la première souvent qui soit demandée ou échangée. Elle vient immortaliser ce rite essentiel de la « soldatisation »⁵⁷⁵, dont la répétition a souvent eu lieu une première fois lors du service

⁵⁷⁴ Etienne Larroque à ses parents, 20 août 1916

⁵⁷⁵ Frédéric ROUSSEAU, 1914-1918, *Penser le patriotisme*, Paris, Folio histoire, 2018, p.47.

militaire comme l'a souligné Jules Maurin. Ce geste d'accompagnement se renouvelle plus ou moins fréquemment à partir de 1914. Le cadrage et la tenue permettent d'identifier précisément l'appartenance au corps par le numéro du régiment cousu sur le revers du col mais aussi concernant les officiers, au grade. Saint Prix Petitjean est photographié avec son sabre placé bien en évidence. C'est bien ce qui intéresse essentiellement Etienne Larroque lorsqu'il reçoit la photo de son petit frère Fernand, élève aspirant officier, envoyée par sa sœur :

« Je suis content d'entendre parler aussi longuement de Fernand. Non seulement j'en ai entendu parler mais aussi j'ai pu le voir sur toutes les faces. Les photos que vous m'avez envoyées sont en général assez bien, une en particulier est très bien, c'est celle où il se trouve au sommet d'un perron appuyé sur un pot de fleur. Il n'a pas beaucoup changé, mais le changement que l'on perçoit n'est pas à son désavantage. Il est devenu un peu plus homme, il est plus fort et surtout il ne paraît plus aussi jeune et c'est beaucoup étant donné les fonctions qu'il a à remplir. Son nouvel équipement lui va fort bien et lui donne fort bonne allure. A propos d'uniforme, je ne puis pas distinguer sur la photo le genre de tenue qu'il possède : a-t-il une tenue gris horizon ou une tenue kaki ? Car au dire de mes camarades, l'une et l'autre se portent et le choix n'est pas encore terminé »⁵⁷⁶.

Alors, dans cette famille comme dans la société, ce cliché du futur officier en uniforme dessine, en la visualisant, une triple séparation ; celle des jeunes hommes d'avec le monde de l'enfance ou de la jeunesse, celle des hommes d'avec leur famille et d'avec les femmes, celle, enfin, des militaires d'avec les civils. L'image ne donne donc pas à voir tellement un individu qu'un statut social, qu'elle fige, peut-être définitivement. Elle fixe et affiche au propre, aux murs ou encadrée sur les buffets par exemple, autant qu'au figuré, l'identité adulte, masculine et militaire, dont dépend la virilité des hommes du foyer qui lui est associée.



Figure 24. Fernand Larroque en tenue militaire

⁵⁷⁶ Etienne à Marguerite Laroque, 1^{er} avril 1917

C'est ce qu'écrit naturellement E. Larroque à ses parents dans un raccourci éloquent : « La photo de Fernand quoiqu'elle soit bien petite, avec une bonne loupe je l'ai reconnu à peu près tel que je l'avais laissé, un peu plus homme toutefois et l'air tout à fait militaire »⁵⁷⁷. Par conséquent, cette photographie est exposée dans le foyer parce qu'elle est source de fierté pour tout le groupe familial qu'elle déborde pour se donner à voir dans leur cercle de relations, les femmes notamment ou les parents peuvent faire alors pression si nécessaire pour l'obtenir. C'est le sens de la demande qu'adresse Marguerite Larroque à son frère aîné dès la mobilisation :

« Puisque tu es à Paris, tu serais bien gentil de te faire photographier en officier, c'est maman qui te demande ça, nous en serions tous bien contents. Que ce soit une belle photographie comme la dernière ou une quelconque, cela nous est égal. Tu nous les enverrais ici et nous les expédierions nous même aux oncles et tantes (...) Écris-nous plus souvent et envoie-nous tes photos. »⁵⁷⁸

De même, après trois mois de mobilisation, Monsieur Cachard, négociant demande à son fils Clément et à son ami Paul Bascoul, étudiants mais fantassins du 122^e RI à ce moment-là, de lui envoyer une photographie. Si le geste signe la méconnaissance absolue de certains civils concernant les terribles conditions de la guerre des soldats, englués ici dans les tranchées de Belgique, il atteste bien de l'importance sociale de l'objet :

« Les nouvelles que nous avons reçues Clément et moi aujourd'hui de Béziers nous ont réjouies. Le désir de M Clément que son fils se fasse photographier nous a fort amusés. Depuis 10 jours nous n'avons pas vu un visage civil et n'avons pas couché sous un toit. Hier nous avons affronté le plus formidable déluge de feu qui n'est jamais plu sur nos têtes, tu vois bien qu'on en revient »⁵⁷⁹

Parfois, par l'importance donnée à l'esthétique, par le soin accordé à la réalisation de l'objet, par son exposition aussi dans des endroits dédiés des foyers, par sa rareté dans certains milieux, il est possible que la photo acquière le statut de première œuvre d'art entrée dans les familles. Puis dans la guerre qui dure, encadrée et disposée à la vue de tous sur le guéridon ou sur le buffet, ou rangées soigneusement dans un album ou une boîte, le portrait du soldat peut être considéré comme un objet de culte de l'absent devenu héros surtout si ce dernier disparaît au front.

⁵⁷⁷ Etienne Larroque à ses parents, 20 août 1916

⁵⁷⁸ Marguerite à Etienne Larroque, 20 août 1914.

⁵⁷⁹ Paul à Marcelle Bascoul, 10 novembre 1914

En visualisant pour l’immortaliser ce statut, le geste et l’objet photographique révèlent alors la force d’un système de valeurs et de représentations qui organise la société, fondé sur la répartition genrée des rôles dont la mise en avant d’une virilité martiale incarnée dans le service militaire n’est pas la moindre composante. Cependant c’est à la fois dans les catégories sociales les plus favorisées et dans les tranches d’âges les plus jeunes que le processus de « virilisation militaire » par la photographie fait l’objet du plus grand enthousiasme, et qu’il est mené de la façon la plus aboutie. Il n’est par exemple pas une carte envoyée par la bande d’amis d’Ernest Péliissier qui n’évoque la photographie de l’un ou de l’autre. On peut à l’inverse relever que, pour certains soldats, surtout ceux qui appartiennent aux catégories sociales les plus dominées, mais aussi aux vieilles classes qui ont de plus des enfants déjà adultes, le cliché n’est pas pris en studio mais en extérieur (Serven – Chavardès) out bien après la mobilisation ((Palmier- Sigal- Adgé).

Les photos de groupes de militaires participent en partie de cette même fonction sociale qui réaffirme régulièrement ce système de valeurs dans la durée. Elles le font cependant moins formellement. Moins coûteux, les tirages collectifs sont par là même plus nombreux. Celles de soldats, de marins ou de prisonniers s’interprètent plutôt comme des piqures de rappels de cette appartenance au groupe de militaires déjà systématiquement immortalisée lors de la fête des « classards », devant la mairie où s’est tenu le conseil de révision qui les a déclarés à 20 ans « bon pour le service » qui vaut selon Odile Roynette « brevet de virilité »⁵⁸⁰. Plus tard, ce sont celles des groupes d’anciens combattants que l’on retrouve.

La photographie scelle ainsi ce moment fort de la communauté des conscrits pour constituer le lot d’images qui peuplent les albums de familles, les musées familiaux, les monographies locales sur la guerre puis enfin les expositions du Centenaire. Par conséquent, l’image qui fixe le groupe rassemblé s’inscrit dans un rituel où s’exprime cette fois une identité de groupe. Elle « fournit le moyen d’éterniser et de solenniser un de ces moments culminants de la vie sociale où le groupe réaffirme son

⁵⁸⁰ Odile ROYNETTE, « Bons pour le service ». *L’expérience de la caserne en France à la fin du XIXe siècle*, Paris, Belin, 2000

unité »⁵⁸¹, qu'elle soit ici largement initiée ou encouragée par l'autorité militaire ou simplement vécue comme nécessaire à la (sur)vie collective dans un conflit qui s'éternise car comme le souligne Laurent Gervereau, « La période de guerre y ajoute une émotion, une sacralité particulière tant la construction est précaire et la trace des soldats peut devenir chapelet de disparus »⁵⁸².

Toutes ces photographies sont systématiquement et immédiatement tirées en plusieurs exemplaires pour être diffusées auprès des parents et amis. Elles font l'objet d'échanges réglés qui entrent dans le circuit des dons et des contre-dons obligés auxquels les relations habituelles entre familles et proches donnent lieu - Elles sont, rappelons-le, toujours des cadeaux annoncés, attendus et appréciés - Elles circulent de façon horizontale et en cercles concentriques, dans les groupes plus ou moins proches, de la famille aux voisins en passant par les amis. Aux hommes, la tâche de les faire passer entre les soldats, aux femmes celle de les distribuer à l'arrière et inversement. Quitte parfois, dans ces flux ininterrompus, à y perdre les siens même les plus proches. Ainsi Paul Honorat est obligé à une mise au point avec son épouse : « Dans une de tes lettres tu me demandais si dans le groupe où se trouve Alric si je ne m'y trouve pas, ce dont nous venons de causer avec Arnaud Louis. Celui que tu prends pour moi c'est un brigadier de Pomérols. »⁵⁸³ Elles prouvent ainsi l'appartenance au groupe formé par les soldats avant le conflit et dans le conflit, et à ce titre, elles représentent un signe de solidarité potentielle propre à transcender le mur dressé par les événements entre le front et l'arrière.

Elles attestent de la volonté de partager une même épreuve ensemble, de produire du commun. Certains soldats comme Paul Loubet qui envoient des photos tous les mois, sont prolixes. Cela n'empêche pas le prisonnier de revendiquer une organisation réglée conjugalement de la distribution selon des critères hiérarchisés de proximité sociale et affective : « Aujourd'hui je t'en mets 3. Tu les distribueras à qui il

⁵⁸¹ Pierre et Marie-Claire BOURDIEU, « Le paysan et la photographie. » In: *Revue française de sociologie*, 1965, 6-2. p. 164-174; http://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1965_num_6_2_1897. A propos des photographies de mariage dans la première partie du XXe siècle.

⁵⁸² Laurent GERVEREAU, *Montrer la guerre? Information ou propagande*, Paris, Isthme : CNDP, coll. « Pôle photo », 2006, p. 24

⁵⁸³ Paul à Anna Honorat, 2 septembre 1915

te plaira. Commence toujours par les parents les plus rapprochés.»⁵⁸⁴ Mais gare à celui qui s'acquitterait mal de sa tâche. Ainsi, de l'arrière, Victor Vidal est rappelé à l'ordre par Rose, son épouse, qui consacre tout l'espace de la carte postale du jour - qui a d'ailleurs le mérite de rappeler encore les critères esthétiques d'une image de qualité - au sujet du comptage et de la distribution des exemplaires photographiques de son époux :

« Je réponds à ta carte du 8 où il y avait les photos. Ce n'est pas trop bien mais ça fait plaisir quand même. Quand tu trouveras un photographe mieux, tu te feras photographier en plus grand et une autre fois tu ne mettras pas les noms derrière parce qu'il faudra que je les efface à quelques-unes. Je dois en donner une à Mme Combes qui m'en a donné une des siennes et une à Honorine qui m'en a donné une d'Albin. Ca fait qu'il y en a une pour ta mère, une tante Françoise et pour l'oncle et y en a une toute blanche qui ne peut pas aller.»⁵⁸⁵

Cette circulation est intense entre individus de mêmes conditions sociales – ici des ouvriers agricoles agathois - . Dans les milieux plus bourgeois, elle reste limitée à la famille proche comme le souligne la lettre de Marguerite Larroque ou celles de Saint Prix Petitjean peut-être parce que l'on s'y déplace physiquement plus facilement car les mobilités sont moins contraintes. Dans une société où tous agissent largement sous le regard – et le jugement - des autres, on peut dès lors interpréter le désappointement et l'insistance de Marie Sigal face au refus de son mari comme la crainte de ne pas être intégrée dans ce groupe constitué des épouses de soldat. De même dans les raisons multiples du refus de Joseph, est-il possible d'envisager que son non-consentement au métier militaire pour lequel il considère que « la justice militaire le tient » contribue à son peu de motivation à voir ce moment et ce statut militaire épinglés pour l'éternité. En effet, le 27 juillet il a commencé à répondre à Marie à propos de sa demande de photographie mais aussi de bagues. Il paraît percevoir cette pratique, ces échanges et donc ce risque de la présence d'un souvenir, comme autant de chaînes qui le rattachent à sa condition de soldat et pire, qui laisseraient supposer qu'il y consent quand il écrit :

« Quant à moi je ne voudrai plus en parler, ni même je me garderai bien d'en emporter le moindre souvenir parce que c'est une chose trop barbare et trop injuste, il n'y a que les pauvres qui se battent et les riches sont tous embusqués, ils sont tous employés pour que leur peau soit à l'abri. »⁵⁸⁶

⁵⁸⁴ Paul à Marie Loubet, 19 novembre 1916

⁵⁸⁵ Rose à Victor Vidal, 14 septembre 1915

⁵⁸⁶ Joseph à Marie Sigal, 27 juillet 1915

Mais finalement la pression de leurs relations, parents, collègues, voisins, qui forment le groupe des « familles de soldats » qui leur présentent ou envoient des clichés est peut-être trop forte pour le couple qui ne veut pas prendre le risque de l'exclusion ne cède pas. C'est bien ce qui se lit un peu plus tard à propos des bagues que dans un premiers temps il a refusé à sa femme et à ses filles : « En tout elles me coûteront au moins 6 francs mais tant pis, au moins vous aurez tous un petit souvenir de moi et de la guerre. En ce moment si tout le monde en a, il faut faire comme les autres ».⁵⁸⁷ Aussi sacrifie-t-il à la norme, mais à minima, deux fois lors des premières permissions dans le cadre de photographies familiales ou de couple et non militaires, tandis qu'il n'est plus jamais question non plus des bagues jusqu'à la fin.



Seule photographie aujourd'hui. Le portrait en grand format était suspendu au mur de la salle commune familiale. 1915 est inscrit au dos.

Figure 25. Marie et Joseph Sigal

1.3.2.2.2. « Souvenir de ta chère famille » : Des identités familiales menacées.

<p>Unique trace privée de la famille de Dominique Nougaret. Emma, Cyprien, Luc, Robert et France. Gardée soigneusement par le soldat si l'on en croit les multiples traces de pliure. <i>Coll privée G. Cléophas</i></p>	<p>6 mars 1915. En août 1914, le soldat, né en 1883, est passé du 4^e RIC au 122^e RI alors qu'en raison de ses enfants il l'avait été d'abord dans le 122 RIT de Cette. Il est grièvement blessé le 15 mars.</p>

⁵⁸⁷ Joseph à Marie Sigal, 24 octobre 1915

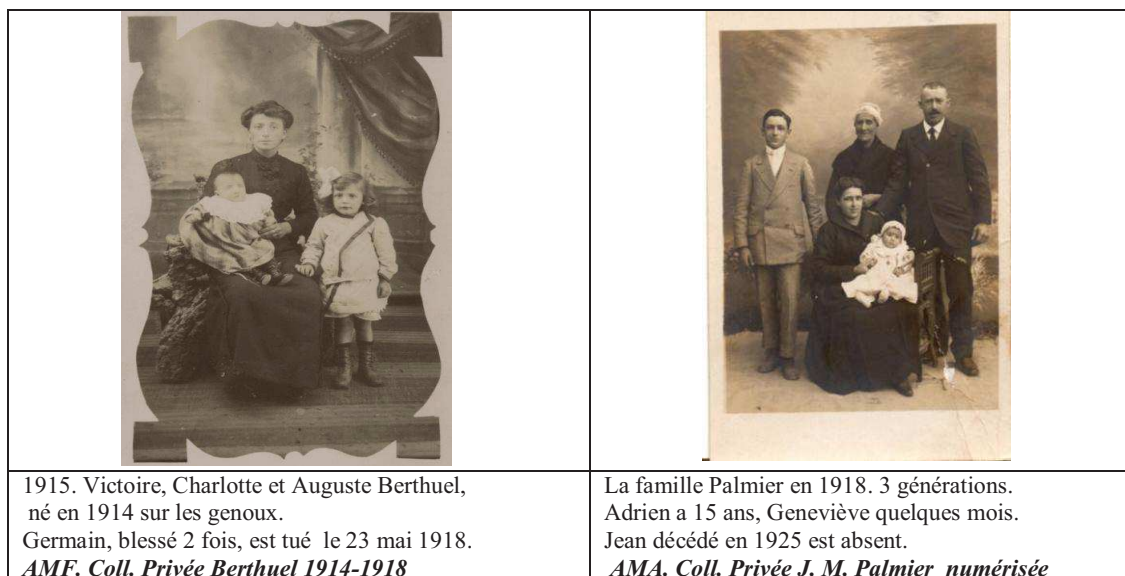


Figure 26. 3 photographies de familles prises en atelier

D'autres photographies du corpus représentent des outils qui visent à réaffirmer et à immortaliser l'identité collective du groupe familial le plus souvent nucléaire pour parfois en diffuser la preuve visuelle auprès des proches. Elles contribuent à fixer, comme l'écrit Susan Sontag,

« une image idéale sur le modèle des portraits bourgeois du XVIII^e et XIX^e siècle dont le but était de confirmer la façon dont le modèle se voyait idéalement, en affichant le statut social et en embellissant l'apparence personnelle. Ce but étant posé, on comprend facilement qu'on ne ressentît pas le besoin d'en posséder plusieurs »⁵⁸⁸.

De fait, cela peut expliquer, outre son coût peut-être trop élevé, que dans les lots, la photographie familiale prise en studio soit rare et presque toujours unique, même dans les catégories les plus aisées comme les Larroque et les Filliol. Non seulement la famille nucléaire y est bien évidemment présentée au complet mais les individus y sont « embellis » par les postures, le soin apporté aux tenues et aux coiffures, quitte à figer les corps et les visages. Tous les aspects très codifiés de la mise en scène dont le décor n'est pas le moindre, convergent en effet pour donner une représentation normée et iconique de la famille nucléaire. On peut comprendre alors le regret de Joseph Sigal

⁵⁸⁸ Susan Sontag, *Sur la photographie*, Christian Bourgeois éditeur, Paris, 2008, p. 125

d'en être absent et le choix qu'il fait finalement de l'épreuve lorsqu'il est en permission et donc qu'il a abandonné en partie son statut militaire :

« C'est avec un très grand plaisir que je viens de recevoir de vos nouvelles, et en même temps votre charmante photographie ; vous allez très bien, surtout Joséphine et Yvonne, il n'y a que Marcelle que d'un peu plus je ne la reconnaissais pas, elle baisse la tête et elle relève les yeux en l'air, et toi aussi il me semble que tu tiens un peu trop le sérieux, mais enfin en général vous allez tous pas mal, c'est dommage que je ne m'y trouve pas au milieu, surtout avec mon costume de soldat, qu'il me tarde de l'abandonner. »⁵⁸⁹

De même, dans l'expression d'un parallèle parfait, Joseph n'hésite pas à exclure de ce groupe idéal ses beaux-frères, pour lesquels il ne manifeste clairement aucune affection particulière, en se débarrassant d'une photographie jugée par lui pourtant « réussie » :

« Quant à la photo de tes frères, ils sont très bien tirés, ils sont mieux tirés que moi, probablement que le photographe doit s'y entendre mieux que le notre. Je te l'ai renvoyée dans la lettre car dans la poche elle s'abîmerait, et puis je n'ai pas besoin de la garder. J'en ai assez avec la tienne et celle des enfants que j'ai depuis l'année dernière, et que je conserverai jusqu'au dernier morceau.»⁵⁹⁰

Cette (ré)affirmation visuelle et symbolique de l'identité familiale paraît devenir d'autant plus nécessaire, voire vitale, qu'elle se déroule au moment où, non seulement le groupe familial perd son existence physique sous le coup de la longue séparation imposée mais où il reste encore fortement menacé en permanence par le plus grand danger. C'est bien le sens des propos de Paul Loubet qui organise la pose des membres de sa famille devant le photographe afin d'obtenir enfin cette image idéale, lui le prisonnier séparé de tous :

« Et, au moins, fais-moi le plaisir, de suite que tu habilleras notre petit Jean en petit homme, et cela ne saurait tarder, de vous faire photographier tous les trois et de me l'envoyer pour voir comment vous êtes. Je vais te donner un conseil. Tu te mettras droite cette fois-ci pour changer un peu, le petit droit sur une chaise et Françoissette à côté. Cela me contentera beaucoup de voir ma superbe famille de nouveau, en attendant le jour tant désiré où je pourrai vous revoir pour de bon »⁵⁹¹

Mais qu'un évènement tragique fasse s'évanouir la réalité et donc la possibilité de l'existence de cette image idéale et il n'en est plus du tout question pendant longtemps,

⁵⁸⁹ Joseph à Marie Sigal, le 6 octobre 1914

⁵⁹⁰ Joseph à Marie Sigal, le 15 décembre 1915.

⁵⁹¹ Paul à Marie Loubet, le 5 août 1917.

c'est-à-dire au moins le temps du premier deuil : Après la mort de son fils Jean, en novembre 1917, il faut plusieurs mois à Paul, à la surprise de son épouse, pour renouveler sa demande, c'est-à-dire rebâtir symboliquement sa famille, ce qu'il fait finalement à l'été 1918 : « Tu me dis si je peux de me faire photographe avec la petite. J'y avais déjà pensé et cela m'étonnait que tu l'ais pas demandé plus tôt.⁵⁹² »

Comme celles de la première photo du soldat, ces réalisations en atelier de cette souvent unique photo de famille, peuvent être interprétées comme deux gestes rituels culminants si l'on se penche précisément sur les temporalités et les modalités de leur mise en œuvre puis de leur utilisation. En effet, c'est toujours un photographe spécialisé, un professionnel, qui officie dans un studio équipé ; officiant et lieu consacré sanctionnent alors la solennité du rite, tout comme le choix des dates d'envoi ou de réception, qui correspondent le plus souvent aux fêtes de fin d'année et aux anniversaires. Il y a bien quelque chose de sacré dans l'échange de ces objets qui acquièrent en plus de ce statut de cadeau qui est toujours le leur, celui d'offrande entre les fronts.

D'autres photographies jouent un rôle important dans le répertoire d'actions partagées pour maintenir cette existence dans la longue séparation. Celles des enfants qui grandissent ou celles de la famille élargie, expédiées à dates régulières, participent au maintien du lien et à sa solidité. C'est toujours à la mère des enfants, surtout quand ils sont petits, que la division genrée des tâches familiales confère le soin d'entretenir les relations, en commençant, dans le contexte singulier de la guerre, bien évidemment, par le père. Ainsi, Anna Honorat expédie à son époux deux photographies de leur fille, espacées exactement d'une année, ce qui doit permettre au père absent de participer de loin aux progrès de son enfant. Comme la lettre, en plus de la lettre, et peut-être parfois mieux qu'elle, l'objet contribue ainsi à la perpétuelle mise à jour de l'interconnaissance. Ces photographies où chacun est clairement situé dans la lignée, par un commentaire écrit s'il le faut, circulent alors à la manière de celles des soldats, en même temps qu'elles. Le geste prend une importance d'autant plus considérable que la séparation est radicale et longue comme c'est le cas pour des prisonniers. M. Loubet se charge d'assurer cette mise à jour pour satisfaire Paul, d'abord avec sa propre branche familiale :

⁵⁹² Marie à Paul Loubet, le 18 août 1918.

« Je suis heureux de la photo où je vois que Rosalie surtout et Marguerite se portent très bien, Marius semble un homme et le petit Antoine⁵⁹³ a grandi beaucoup ainsi que la petite Françoissette qui a toujours sa figure hardie et éveillée. Quant à notre petit Jean, il va très bien sur les deux photos. Et dire que je suis privé de le connaître et de l'embrasser. Pour toi, je te trouve bien sérieuse et un peu amaigrie. Après le travail des vendanges tu te reposeras tout en soignant nos deux enfants. »⁵⁹⁴

Puis, un an plus tard, avec celle de Paul :

« Je te dirai ma chérie que ce qui m'a fait grand plaisir c'est les deux photos que tu m'as envoyées. Sur celle où tu es avec nos deux enfants tu vas très bien et les enfants sont superbes, surtout le petit Jean qui fait une petite grimace qui lui va si bien. Sur l'autre, vous allez très bien. Ma sœur, c'est bien elle, ainsi que le petit René que je trouve grandi. Il y a que toi qui a la tête un peu relevée et il semble que tu fermes les yeux (...) Quant à mon petit Jean, fais-lui voir souvent mes photos à la seule fin qu'il me connaisse et qu'il ne soit pas surpris quand j'arriverai (...) Tu n'oublieras pas d'envoyer une de tes photos avec les enfants à Mme Pradès qui est très aimable »⁵⁹⁵

Ce que mettent encore en avant les commentaires de Paul c'est que la photographie est un moyen tangible de prendre la mesure du temps qui passe sans le soldat, de le rassurer quant à son retour dans la famille. Il peut espérer qu'il ne sera pas vécu comme celui d'un inconnu grâce à un outil qui permet de ne pas être oublié dans le cercle de l'interconnaissance. L'ultime demande de Paul souligne que l'objet aide encore à y diffuser l'image de la famille idéale malgré la situation et en dehors de toute réalité.

C'est finalement à une grande variété de fonctions d'intensité variable selon les individus, les lieux et les moments dans le contexte singulier de la guerre que répondent tous les aspects de la photographie, une même image assurant alors souvent plusieurs rôles à la fois y compris à un même moment.

1.3.2.3. La photographie pour montrer la réalité ou son illusion.

1.3.2.3.1. Documenter sa vie en guerre.

Un des rôles les plus évidents de l'objet reste celui du témoignage visuel. L'image photographique montre. Elle montre des lieux, des faits, des individus. Dans des espaces privés et publics. Les photographies de paysages ou de groupes d'inconnus prises par

593 Tous les noms propres correspondent aux neveux et nièces de Marie et Paul Loubet

594 Paul à Marie Loubet, 8 octobre 1916

595 Paul à Marie Loubet, 16 septembre 1917

les témoins qui ont été retrouvées dans les lots de témoignages ne semblent pas avoir dépassé le cadre privé. Soigneusement rangées, elles attestent avant tout de la curiosité des opérateurs pour des scènes originales ainsi que de leur vif intérêt pour la pratique elle-même, commun à tous les amateurs qui en firent un loisir sur le front sans en publier forcément les résultats⁵⁹⁶. Il n'est pas impossible par exemple que les nombreuses photographies de groupes aient été prises à la demande de ceux qui posent pour être envoyés à leurs connaissances, comme les médecins ou les convalescents dans les hôpitaux. L'appareil et la pratique photographiques se transforment alors en un vecteur de sociabilité entre praticien et modèles, entre personnels et patients d'un hôpital par exemple, voire en source de revenus comme pour le photographe amateur Joseph Miquel. Très différentes, certaines photographies du front ambitionnent nettement une portée documentaire pour lesquelles leurs acteurs établissent des critères concernant les sujets estimés dignes d'intérêt. Saint Prix Petitjean réserve ainsi ses prises de vue aux lieux qui lui paraissent incarner la guerre, c'est-à-dire à des sujets qui possèdent une dimension pittoresque ou même exceptionnelle qui devient ainsi un critère de qualité pour éventuellement donner à voir l'expérience. C'est ce qu'il précise à son épouse quand il est dans les tranchées d'un secteur plus tranquille de Champagne :

« J'ai pris aujourd'hui une photo avec mon petit appareil. Lorsque les 8 vues seront tirées je renverrai le rouleau pour le développer à la machine. Je prendrai aussi quelques vues des tranchées. Je voudrais bien prendre celle du secteur à ma gauche où j'étais avant, où tant de mines ont fait explosion mais c'est un peu loin. Dommage car tu aurais une idée de cette guerre. »⁵⁹⁷

Mais il s'y rend quelque temps plus tard : « Nous sommes actuellement au demi-repos dans les abris des ravins de... Ils sont très bien, j'en ai pris une photo que tu développeras toi-même. »⁵⁹⁸ Inversement quand il est au repos, il écrit : « Je n'ai pas refait de photos, il n'y a rien de bien intéressant. Je réserve mes clichés pour les tranchées que nous ayons quelques souvenirs vécus de la guerre. »⁵⁹⁹ Mais il meurt quelques jours après. Ces amateurs participent de ce vaste mouvement qui voit se multiplier les photographies dans un contexte où convergent une certaine

⁵⁹⁶ C'est le cas de Frantz ADAM, *Ce que j'ai vu de la Grande Guerre*, Photographies présentées par André Loez, postface d'Alain Navarro. AFP / La Découverte, 2013.

⁵⁹⁷ Saint Prix à Charlotte Petitjean, 20 juin 1915

⁵⁹⁸ Saint Prix à Charlotte Petitjean, 24 juin 1915

⁵⁹⁹ Dernière lettre de Saint Prix à Charlotte Petitjean, 23 septembre 1915.

démocratisation de la pratique, un événement exceptionnel, et l'incitation de la presse auprès des soldats à prendre et à envoyer des clichés comme lors du concours lancé par *Le Miroir* en 1916⁶⁰⁰. Pour autant, écrit Laurent Gervereau : « Le pittoresque permet de badiner avec le drame (...) ces compositions insolites sont là pour rassurer les civils par la surprise de l'insolite, le décalage de l'ailleurs, la fascination de règles autres »⁶⁰¹. C'est ce que l'on peut lire dans les photographies expédiées par le jeune Louis Ayraud à ses parents et à son épouse où il pose avec application en position de tir ou devant son abri mettant en scène une certaine insouciance ou sérénité face au danger mais qui cadre mal avec la réalité de sa vie dans les tranchées où il exerce la fonction de téléphoniste dans le génie et de sa mort quelques mois plus tard.



« Dans le Génie ». 7 juin 1915



2 « à 30 mètres des bôches » 4 mai 1917

Figure 27. 2 cartes-photos représentant Louis Ayraud sur le front⁶⁰².

L'image de propagande qui permet de voiler les horreurs de la guerre pour « diffuser le leurre »⁶⁰³ n'est pas si loin. Cette action à laquelle participent les épistoliers sans même peut-être s'en rendre compte ou peut-être réellement fiers de leur situation militaire permet encore peut-être de conjurer la peur.

⁶⁰⁰ Alexandre LAFON, *La camaraderie au front, 1914-1918*, Armand Colin/Ministère de la Défense, Paris, 2014, p 50-58

⁶⁰¹ Laurent GERVEREAU, *Montrer la guerre ? Information ou propagande*, SCEREN, isthme éditions, p. 32

⁶⁰² Coll. Privée association *Guilde2Bessan*

⁶⁰³ *Ib.*

Dans le contexte professionnel du photoreportage de guerre qui peut être étendu à la pratique d'amateur, Susan Sontag propose également une autre interprétation : Photographier des scènes de front permettrait d'abord de faire de l'appareil un filtre entre la réalité et le photographe pour s'extraire en partie de la violence de la guerre et des horreurs vues en tentant de traverser l'épreuve en spectateur plus qu'en acteur. Dans un registre extrême, Margareth Bourke-White, qui a couvert pour le magazine *Life* les théâtres des opérations de la Seconde guerre mondiale se souvient d'avoir souvent été obligée, comme beaucoup d'autre photoreporters, d'utiliser cette « mince barrière » pour pouvoir supporter l'horreur qu'elle documentait⁶⁰⁴. Mais écrit-elle aussi : « Manière de certifier le vécu, prendre des photos est aussi une manière de le refuser, en le limitant à la recherche du photogénique, en le convertissant en image, en « souvenir »⁶⁰⁵, manière donc de devenir là encore simple spectateur et non plus acteur de ce moment difficile. C'est bien la teneur exacte des propos des 20 et 24 juin de Saint Prix Petitjean qui se trouve à ce moment-là dans un secteur extrêmement agité de Champagne où il perd la vie sous un tir d'obus trois mois plus tard. Envoyer une photographie prise par lui pour « faire souvenir » et donc se projeter en vie représente de fait une des occurrences les plus fréquentes sur le sujet dans les correspondances des militaires les plus exposés sur le front : Un moyen de s'imaginer vivant dans le futur et de repousser ou nier la mort qui rôde. Il semble donc encore que la fonction rassurante de la photographie, qui vise à certifier de la vie, puisse être étendue à sa commande et à sa possession. Dans une situation extrême, le jeune jardinier Alexandre Bernet qui a évité des éclats d'obus, à la différence de sa capote, se fait ainsi photographe au centre et au premier plan entouré de ses camarades aux visages graves, derrière le vêtement déchiqueté⁶⁰⁶.

⁶⁰⁴ Margareth BOURKE-WHITE, *Portrait of myself*, New York, Simon and Schuster, 1963, p.259

⁶⁰⁵ Susang SONTAG, *Sur la photographie, op cité*, p. 122

⁶⁰⁶ AMA, fonds 1914-1918 numérisé, fonds Alain Carles, photographie d'Alexandre Bernet du 105° RI.



Figure 28. Alexandre Bernet, 105^e RI, derrière sa capote. La légende au dos : « Ouf ! »

La plus forte exposition au danger de Joseph Sigal encore à partir de janvier 1915 joue un rôle décisif à la fois dans son évolution sur la question ainsi que dans la forte insistance de son épouse. En effet cette mention de la « photographie-souvenir », récurrente dans les correspondances, montre que pour la première fois, au bout d'une année, Joseph trouve cette utilité possible à l'objet qui est de l'éloigner temporellement de la guerre en le projetant dans le double futur de la permission et de la fin du conflit :

« Je t'ai dit que les photos que l'on fait ici sont très chères et ce n'est rien du tout, et que je préférerais attendre de venir en permission, alors là bas je me ferai tirer comme il faut (...) j'ai décidé que à faire le tout, le faire comme il faut, ce sera toujours un souvenir de la guerre »⁶⁰⁷

De même Joseph Chavardès, exprimant toute son inquiétude de l'arrière-front, où tonnent les canons de Verdun, assortit l'expédition, assimilable à une extraction symbolique du danger, des photos de son fils Jean lui-aussi au front et de la sienne, à son épouse, du commentaire suivant : « Je t'envoie une 3e photo et une photo de Jean. Je suis contrarié des nouvelles du front. Il paraît que cela marche dur. Cela commence à me tracasser »⁶⁰⁸. S. Petitjean lui aussi se réjouit des photographies reçues comme si elles recomposaient pour lui l'univers du temps de paix alors qu'il dit être extrêmement exposé, en les transformant en porte-bonheur :

« Boum !!! Une grosse bouteille qui vient de tomber pas très loin de mon poste de commandement, ne crains rien je suis sous 4 mètres de craie au moins et bien boisé comme galerie. Que faites-vous en ce moment ? J'espère que vous vous promenez il est 17h et il doit faire beau comme ici. A propos j'ai reçu dans ta lettre nos photos, elles sont épatantes. Je te décoore de l'ordre du Kodak »⁶⁰⁹.

⁶⁰⁷ Joseph à Marie Sigal, 24 août 1915

⁶⁰⁸ Joseph à Clémence Chavardès, 15 juin 1915

⁶⁰⁹ St Prix à Charlotte Petitjean, 25 mai 1915.

1.3.2.3.2. Des preuves de vie, de santé, d'intégration.

Dans l'espace privé, qu'il s'agisse des civils ou des militaires, l'utilité et la force de l'image visuelle, en un temps où ses manipulations restent encore très limitées, reposent encore sur sa capacité à faire naturellement preuve immédiate. Le délai de route rend la preuve bien illusoire mais seulement en partie. Elle ne suscite pas de la part des observateurs, cette suspicion qui peut à la longue, s'exercer sur les correspondances. Aucun épistolier par ailleurs n'exerce de regard critique sur l'image proposée, sur le hors-champ, ou sur le « hors-moment ». Ce qui est photographié correspond-il à une situation exceptionnelle ou bien au contraire à la norme ? Aucun observateur ne s'interroge, en tout cas dans les écrits. Aujourd'hui, l'œil critique exercé depuis presque deux siècles sait considérer que « l'image est toujours un reflet, une interprétation. Ni une preuve, ni une illustration »⁶¹⁰. Mais dans la Grande Guerre, quand dure la séparation, bien au contraire l'image photographique devient progressivement, parce qu'elle est supposée par ses utilisateurs être totalement efficace, un redoutable instrument de contrôle à distance propre à vérifier les supputations en étant toujours considérée comme la représentation irréfutable de la réalité. Elle permet le plus souvent de vérifier des propos écrits concernant la santé des uns et des autres, écrits jugés toujours rassurants voire lénifiants pour, qu'à la longue, le lecteur ne s'en méfie pas un peu. D'où peut-être l'expression récurrente « aller bien » rencontrés dans les témoignages d'épistoliers pour lesquels l'usage de l'objet reste rare, pour commenter positivement la pose jugée avantageuse sur les photographies. Les trois signes alarmants que sont l'amaigrissement, les traits du visage fatigués et l'expression de tristesse des yeux, sont immédiatement détectés pour être interprétés. Ainsi de Paul et Marie Loubet :

« Tu me dis si je peux de me faire photographier avec la petite (...) Tu me dis que tu veux me voir ainsi que Françoissette, que tu nous languis. Tu penses que tu n'es pas le seul à languir. Dans mon idée, je te vois malade de languitude. Pour la photo, tu me la demandes, tu crois que je suis maigre et malade et avec la photo, **tu pourras juger** toi-même⁶¹¹ »

⁶¹⁰ Laurent GERVEREAU, *Histoire du visuel du XXe siècle*, Paris, Seuil, 2003, p 21.

⁶¹¹ Marie à Paul Loubet, 18 août 1918.

Ce que fait immédiatement Joseph Sigal à la réception d'une ultime photographie de famille, peu sensible par ailleurs à la fonction de rapprochement symbolique de l'objet :

« Toi tu as maigri il me semble. Tu travailles trop tu dois le voir toi-même si tu te sens fatiguée tu devrais quitter l'usine. Si tu tombes malade tu verras après que cela n'ira pas mieux. Tu me dis de te les renvoyer mais je préfère les garder dans le livret elles ne s'abîmeront pas de trop. Tu me dis de t'embrasser mais tu sais que ca ne fait pas le même effet, il y a une grande différence »⁶¹².

Même prévenance de la part de Pierre Cauquil qui prend de plus la précaution de justifier une tenue qui pourrait lui donner mauvaise mine : « Demain ou après-demain, je t'enverrai une photographie que je suis dessus, tu verras que je ne maigris pas. On est en tenue de travail. »⁶¹³. La question du port de la barbe, objet de désapprobation unanime de la part des épouses, s'avère récurrente dans les négociations conjugales. Le sujet doit être très fréquent et d'importance puisque Joseph Sigal lui attribue la demande de son épouse : « Tu me dis de me faire photographe, je suis toujours le même, il ne te faut pas croire que je garde la barbe, nous avons deux hommes dans la compagnie qui ne font que raser ou couper les cheveux »⁶¹⁴. La présentation d'une photographie peut avoir des conséquences immédiates sur les comportements puisque Louis Palmier est obligé de passer sur le champ chez le barbier :

« Ma bien aimée Joséphine, Tu me dis dans ta lettre que tu as reçu la photographie et que quand tu m'as vu avec la barbe tu es entrée dans une colère noire et que tu n'as pas été contente dont tu me recommandes de me la faire couper c'est ce que j'ai fait tout de suite et demain pour **te le prouver** j'irai voir si on peut se faire photographe à nouveau et comme cela tu seras tranquille au moins »⁶¹⁵

La photographie rassure et mais donne davantage encore le sentiment d'un possible contrôle à distance du corps et de l'état d'esprit de l'autre et pour cela justement déjà, elle peut faire, comme le contenu des lettres, l'objet d'utilisations calculées ou du moins opportunes, certes bien intentionnées. Ainsi François Cullier, qui grâce à son trombone, est enfin parvenu à intégrer le groupe de musiciens du régiment, annonce immédiatement l'envoi de la preuve, qu'il sait réconfortante parce qu'elle le protège un temps des premières lignes, à ses parents :

⁶¹² Joseph à Marie Sigal, 9 juin 1918

⁶¹³ Pierre à Anna Cauquil, 3 mai 1916.

⁶¹⁴ Joseph à Marie Sigal, 31 août 1914

⁶¹⁵ Louis à Joséphine Palmier, 1^{er} mai 1915.



« Je vous enverrai prochainement la photo du club musical du 40e. Aujourd'hui le photographe nous a arrêtés pour cela »⁶¹⁶

AMA, Collection privée F. Ferraz

Figure 29. François Cullier en haut et au centre de la « Musique » du régiment

Les photographies de groupes viennent encore rassurer sur l'intégration sociale des uns et des autres loin du foyer et de la communauté ; Les soldats et plus encore les prisonniers envoient des portraits commentés et font des présentations de papier à des parents qui y sont très sensibles contribuant par ailleurs à créer ou à maintenir à distance des liens de sociabilité de groupe tant réels que virtuels au front comme à l'arrière mais aussi entre le front et l'arrière attestant que le membre de la famille, même éloigné n'est pas seul ou isolé. Au fur et à mesure de la durée de la guerre, à la photographie de la famille nucléaire viennent s'ajouter de la part des civils celle où ils posent au centre des membres de familles élargies ou de relations. Ainsi, l'isolement social des êtres aimés est tout à la fois évalué et nié grâce cette photographie qui sur ce point aussi vise à reconforter sans jamais pourtant être interrogée du moins dans les écrits.

Se faire photographier ou photographe, représente encore un loisir qui fait un temps diversion à la vie difficile de soldat ou au simple ennui et permet de construire des amitiés comme celle construite au Maroc entre Joseph Miquel et Pierre Montanié. Ces derniers font même école dans leur groupe d'officiers et de sous-officiers qui se font à leur tour envoyer des appareils par leurs épouses après avoir souvent posé. Mais ce loisir peut converger, comme dans le cas de P. Loubet, avec l'intérêt des autorités militaires qui utilisent la photographie comme un outil de propagande dans une guerre psychologique livrée par les états-majors qui cible les soldats ennemis afin qu'ils se rendent et y soient également incités par leurs familles. Aussi le prix très bas que Paul paie ses photos dans le camp de Mechede, « Quant aux photos, je t'en enverrai une dans chaque lettre. J'en ai eu cinq pour 1 mark c'est-à-dire 25 sous »⁶¹⁷ lui permet d'en

⁶¹⁶ François Cullier à son père, 24 mai 1916

⁶¹⁷ Lettre de Paul à Marie Loubet, 24 juillet 1916

envoyer beaucoup et très souvent. L'armée allemande transforme ainsi l'image comme l'acte photographique, en preuve auprès des familles que les soldats prisonniers sont bien traités. Et Jean Félix d'envoyer à sa famille une photographie de l'équipe de football du camp allemand de Koenigsburüch où il est prisonnier⁶¹⁸.

1.3.2.3.3. Rapprocher les familles séparées.

« le soldat Raissac un des plus intrépides combattants de la 12^e Cie, est blessé d'une balle dans le ventre, en attaquant. Il tombe. Bientôt il est seul dit un récit de l'époque. Il se sent perdu. Sa pensée quitte alors le champ de bataille et vole vers sa mère qu'il a laissée là-bas (*A Béziers*) et qu'il ne reverra plus. Il connaît son immense tendresse ; il sait qu'il est toute sa joie de vivre. Et il va mourir... Alors, il tire de son portefeuille où vivent tant de chers souvenirs une photographie de sa maman. Au crayon d'une main déjà mal assurée, il écrit ces deux vers : « Mourir est un honneur pour un soldat français. Quand l'honneur le commande il n'hésite jamais » puis, au-dessous, ces mots : « Adieu. Pas de pleurs, mais une résignation chrétienne ». On le retrouvera plus tard, tenant toujours dans ses mains crispées la chère photographie qu'il a du embrasser au suprême moment. »⁶¹⁹

L'historique du 81^e RI relate un micro évènement qui se serait déroulé le 24 septembre 1914 à Bernecourt. Le lyrique et tragique extrait met en lumière à quel point une simple photographie peut, dans les imaginaires et les discours, devenir l'objet magique qui permet au soldat de devenir, certes mourant, un héros glorieux et ce faisant transforme un banal extrait d'historique régimentaire en conte de fées.

Sans aller peut-être jusque là, les correspondances éclairent de façon récurrente sa haute fonction symbolique qui donne l'illusion de la présence des êtres chers en abolissant les distances. Et lorsque Paul Honorat écrit bien plus simplement à son épouse qu'il a « bien reçu la petite⁶²⁰ » tandis que Cécile Cauquil rassure son père : « Aujourd'hui nous t'avons envoyé la photographie tu seras content de voir ta petite famille qui sont si jolis, nous autres, nous t'avons toujours sur le buffet »⁶²¹, ils ne peuvent guère mieux résumer par ces formules de réification l'essence métonymique de la photographie et sa capacité à rapprocher le lointain. Même trouble suscité par l'expression à double

⁶¹⁸ AMA, Fonds Cléophas 1914-1918 numérisé

⁶¹⁹ Caporal Gabriel Boissy, Historique du 81^e RI, imp. Mistral Cavaillon, 1918, numérisé par Lucie Alle, p 5

⁶²⁰ Paul à Anna Honorat, 20 octobre 1914

⁶²¹ Cécile à Aimé Cauquil, 24 avril 1915

signification de Saint Prix Petitjean « je suis si heureux de la voir »⁶²². Le rapprochement peut même se faire par procuration en engageant le corps, lorsque Jean Serven demande à son épouse de faire « un baiser à la photo d'André pour (lui) »⁶²³. J. Delmas hospitalisé, malade, dès son arrivée au front écrit à son fils : « Sur la photographie, cela me fait un grand plaisir de vous voir, aussi je vous ai embrassé de bon cœur »⁶²⁴. Joseph Sigal s'engage :

« J'en ai assez avec la tienne et celle des enfants que j'ai depuis l'année dernière, et que je conserverai jusqu'au dernier morceau. Quand on aime quelqu'un comme il faut on ne s'en sépare jamais, ou du moins on y pense à tout moment, malgré que la distance nous sépare »⁶²⁵.

Ce type de référence et de gestes abondent dans les courriers émanant en particulier des épistoliers issus des catégories populaires. Susan Sontag considère que « Sous la forme la plus simple, la photo nous permet de posséder par substitution un être ou une chose aimés, possession qui donne à la photo certains des caractères d'un objet unique. »⁶²⁶ Et quasi magique. Ici, c'est bien en véritable substitut des absents que la plupart des soldats, surtout les plus éloignés, utilise la photographie de famille pour l'investir d'une charge émotionnelle d'autant plus grande que l'objet est rare dans la majorité des foyers. Ainsi, les soldats le dotent du pouvoir d'assurer une présence minimale de leurs proches en venant réaffirmer et pérenniser de façon symbolique la continuité menacée de la vie familiale et exprimer par sa simple existence toute leur affection.

C'est particulièrement le cas des pères à l'égard de leurs enfants comme J. Sigal, Jean Delmas ou d'Urbain Adgé au Maroc :

« Cher Rogenou,

Tu me demandes comment je trouve la photographie, mieux elle ne peut pas être. Combien j'ai été content de voir mes trois petits enfants que je ne sais lequel est le plus joli de vous trois. Un papa est bien puni d'avoir une si jolie famille et de ne pouvoir être au plus près d'elle. Je l'ai mise dans mon portefeuille et la porte constamment dans ma poche, qu'elle s'appuie sur mon cœur et chaque matin à mon réveil, j'ouvre mon portefeuille pour regarder ma familllette et, bien souvent le soir quand je vais au lit, cela me rappelle le soir quand nous allions tous au lit. Je vous dirai bonne nuit Roger, bonne nuit Claire,

⁶²² S. à Charlotte Petitjean, 2 mars 1915

⁶²³ Jean à Clémence Serven, 17 mai 1915

⁶²⁴ Jean à Antoine Delmas, 4 avril 1915

⁶²⁵ Joseph à Marie Sigal, 15 décembre 1915.

⁶²⁶ Susan SONTAG, *Sur la photographie*, op. cité, p.213

bonne nuit Rose, et toute la famille s'endormait jusqu'au lendemain matin et maintenant quand je vais au lit je suis tout seul »⁶²⁷

Ou encore de Paul Loubet, prisonnier en Allemagne :

« Je n'ai pu me retenir de vous embrasser tous les trois car il m'a semblé tout d'un coup que j'étais venu vous voir. Aussi, j'ai mis la photo à la tête de mon lit avec la tienne, celle du petit et de la petite que j'avais déjà cela fait que chaque soir et chaque matin lorsque je rentre ou que je vais au travail je vous vois à tous les trois et cela me console un peu (...) »⁶²⁸ Tu penses que la photo où vous êtes tous les trois n'a pas froid, car chaque fois que j'ai un moment, je vous couvre de baisers »⁶²⁹

Au-delà de l'appartenance sociale populaire, ces soldats ont beaucoup en commun. Pères de jeunes enfants dont ils sont séparés depuis longtemps - plus d'une année - pour la première fois, par de longues distances, ces photographies reçues qui représentent le seul lien visuel avec les leurs sont les premières, voire les seules. Vis-à-vis d'elles, ils adoptent alors des comportements similaires. Sans être dupes de l'illusion et parce qu'elles les renvoient durement à leur solitude, ils personnifient l'objet pour entretenir avec lui une relation affective et physique exaltée ; Ils l'exposent, « à la tête du lit », le portent « sur le cœur », le couvrent de « baisers », ont pour lui une « pensée permanente » et lui parlent. Bref, en lui octroyant cette capacité à remplacer les absents, ils l'inscrivent au cœur de leur quotidienneté la plus intime, celle des moments du lever et du coucher. Présent sacré qui rappelle le passé et imagine le futur. En famille. Porteuse alors de toutes ces promesses de temps de paix, la photographie est longuement commentée.

Dans ce contexte si singulier d'éloignement géographique, de tensions liées à la guerre, et malgré un caractère qui pourrait paraître dérisoire, ce bout de carton imagé est investi par sa rareté d'une possibilité de compensation extrême parce que ces soldats le considèrent comme le plus précieux sinon efficace de leur palette somme toute assez réduite pour combler l'angoisse et la frustration de la séparation. Certains peuvent investir le cliché reçu selon des modalités plus fortes encore, révélant le pouvoir infini de l'imagination. Ainsi, Etienne Larroque commente la photographie reçue :

⁶²⁷Célestin à Roger Adgé, 8 octobre 1916.

⁶²⁸Paul à Marie Loubet, 24 septembre 1916

⁶²⁹Paul à Marie Loubet, 3 décembre 1916

« Je me suis amusé à regarder à la loupe la photo du salon où se trouvent Maman et Marguerite ; elle est un peu pâle probablement à cause de la fenêtre qui se trouvait presque en face l'appareil. Malgré cela on distingue pas mal de détails. C'est ainsi que j'ai reconnu ma photo que je devine être celle où j'ai le chapeau sous le bras »⁶³⁰

L'acuité de l'observation et la précision du commentaire soulignent à quel point, grâce à ces photographies, le prisonnier rapproche de lui non seulement des êtres chers mais également des lieux familiers ainsi qu'un mode de vie connus et reconnus. L'objet a encore un effet miroir puisque c'est lui-même qu'Etienne finit par voir sur le cliché en habit de civil, abolissant ainsi symboliquement pour un temps très court à la fois la distance, le temps passé en captivité et son statut de soldat ; Dans un retour troublant dans le passé, il se projette chez lui, au cœur du foyer familial. Paul Loubet, d'une autre façon, parvient lui aussi à cette projection symbolique, d'abord auprès de sa femme, par l'intermédiaire de sa photographie montée en médaillon, puis aussi auprès de sa fille qu'il réprimande à distance :

« Sur la photo que je t'envoie dans ma lettre, tu me pardonneras si je regarde de travers. Ecoute, je vais te faire rire, lorsque la petite te fera inquiéter tu la lui montreras et tu lui diras que je la gronde. Peut être cela la fera changer un peu. J'ai choisi la plus nette. »⁶³¹

L'ensemble de ces procédés lui permet peut-être de conjurer sa peur d'être oublié mais tout autant de retrouver une dignité et un statut social ; de prisonnier, il redevient un temps amant, père et chef de famille, par le pouvoir magique d'une image qui apparaît alors tout à la fois comme la révélatrice implacable de l'immense dénuement social et affectif dans lequel la guerre a placé ces hommes mais aussi comme celui de leur aptitude à créer des ressources mentales infinies d'endurance et de ténacité à partir de minuscules substituts.

Enfin, de ce pouvoir reconfortant plus ou moins grand, octroyé à la photographie, le rôle joué par l'appétence plus prononcée de certains pour l'objet mérite d'être relevé et mentionné. Il en est ainsi de Paul Loubet, prisonnier, qui lui accorde une importance absolument vitale qui d'une part expédie du début à la fin de sa captivité des clichés en

⁶³⁰ Etienne à Marguerite Larroque, 1^{er} avril 1917

⁶³¹ Paul à Marie Loubet, dimanche 15 septembre 1918

abondance, et d'autre part, la douleur de la perte de son fils Jean un peu apaisée, réaffirme sa « grande passion pour les photos »⁶³².

Durant la guerre, à l'aune des correspondances échangées, des témoignages rédigés, les photographies restent partout des traces, extrêmement variables selon les lots, celles d'expériences souvent nouvelles mais toujours spécifiques dans la palette, au final assez réduite mais déployée à l'infini de ses possibilités avec une imagination confondante, des gestes de compensation à la séparation imposée par le conflit. Dans l'espace privé, elles ont acquis tout comme leurs usages, dans la dramaturgie de la guerre et sa longueur, une importance considérable tellement leurs fonctions se sont démultipliées et amplifiées souvent d'ailleurs de façon paradoxale : le contenu du corpus mobilisé atteste qu'elles représentent un révélateur des valeurs, des relations et des représentations de soi, seul ou en groupe, et des autres, véhiculées dans la société. Ces images ont en effet matérialisé la séparation des hommes et des femmes qu'elles ont par la suite symboliquement rapprochés. Pour les groupes sociaux, elles ont donc représentées par leur force visuelle un des ressorts puissants de la ténacité en temps de guerre en permettant de solidifier entre eux des liens menacés par les circonstances, en maintenant et en rendant aussi de la dignité aux individus fragilisés. Mais ces images autant que ces pratiques montrent bien que certains ont eu plus accès que d'autres à cette ressource essentielle et en cela la photographie apparaît comme un révélateur implacable des inégalités socioculturelles des sociétés, ici en guerre. Tous n'y accèdent pas de la même façon. Interroger les formes et les degrés d'appropriation de ses ressources au prisme des identités sociales de chacun et chacune souligne une fois de plus à quel point la guerre des uns et unes n'est pas celle des autres. Mais en optant pour des interactions faites de négociations et d'argumentations, d'insistances et de relances, concernant un objet surinvesti par les utilisateurs, les individus appartenant aux catégories populaires parviennent à surmonter bien des obstacles à son appropriation.

Pour certains, la durée du conflit semble avoir accéléré l'utilisation de l'outil dans ces multiples aspects : beaucoup à cette occasion sont entrés en photographie, mais de façon très différenciée, contribuant à l'essor du métier de photographe qui se développe dans les années 1920, dans des ateliers qui se multiplient. Les portraits

⁶³² Paul à Marie Loubet, le 8 août 1917

photographiques qui datent de 1914-1918, comme peut-être tous ceux du passé, continuent, plus de 100 ans après, à garder un statut redoutablement ambigu ; Décortiqués, analysés, identifiés, critiqués comme source, ils continuent à l'inverse de rester souvent de simples illustrations, souvent iconiques, dans les expositions ou les ouvrages. Figures devenues inconnues qui ont un jour été des soldats connus vivants, seuls ou en groupes. Enfin, en temps de Centenaire, les photographies sont sorties en nombres infinis des collections, des greniers ou des albums pour venir alors, à l'appui de la signature des correspondances, donner un visage à leurs jeunes épistoliers.

Pour autant le médium le plus conservé dans le corpus n'est ni la photographie ni même la lettre mais bien la carte postale.

1.3.3. Une majorité de cartes postales

1.3.3.1. Une affaire de communautés

1.3.3.1.1. Un médium populaire de grande sociabilité.

L'échantillon de cartes convoqué ici est composé de 13 lots contenant plus de douze cartes postales - environ 2000 au total - soit environ la moitié des lots des correspondances. Si des cartes ont été échangées dès 1906 et parfois jusqu'en 1976, seules ont été comptabilisées pour cette étude celles datées d'août 1914 à 1921. Leur nombre varie énormément d'un lot à l'autre puisque celui de la famille Palmier, constitue plus d'un tiers du corpus avec presque sept-cent unités. Cela donne une moyenne de 134 cartes par lot mais, si l'on enlève le plus conséquent, on aboutit à une moyenne de 96. Outre la dimension aléatoire de la conservation qui rend tous les lots incomplets, les échanges démarrent souvent rapidement après le départ du soldat et s'arrêtent à son retour, au gré des vagues de mobilisation, ce qui explique en partie ces différences.

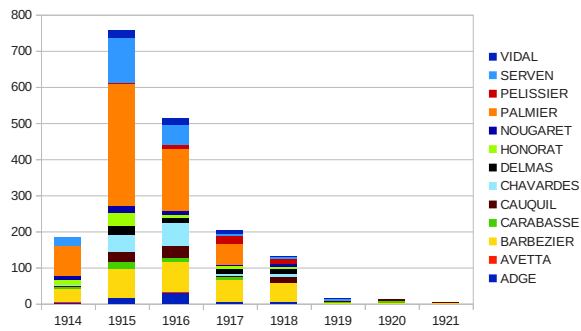


Figure 30. Nombre de cartes dans 13 lots de correspondances

Que l'on retire ou non du corpus le lot de la famille « Palmier », susceptible par son importance démesurée par rapport aux autres, de fausser les observations, les cartes conservées les plus nombreuses et de très loin datent de 1915 et 1916. Au-delà de la dimension aléatoire des conditions de conservation, les mêmes facteurs que ceux concernant les lettres peuvent être avancés. Logistiquement d'abord, le courrier circule mieux, militairement ensuite, c'est dans ces deux années que la mobilisation des hommes et donc la séparation des familles est la plus importante - Quatre soldats, épistoliers principaux, sur treize ne sont ainsi mobilisés qu'à partir du printemps 1915 -. Enfin, dans les familles, commence à s'exprimer explicitement le sentiment que la guerre va durer et les acteurs commencent à envisager la conservation de leurs échanges pour faire plus tard « souvenir ».

Bien que très utilisée, comme la lettre, la carte postale ne l'est pas par tout le monde à l'exception de la carte éditée par les autorités militaires, brève, en franchise militaire, sans enveloppe, qui représente environ 10% du corpus total qui sert dans quelques situations particulières, souvent temporaires, comme des moments de transit dans des villes, lors des étapes sur le trajet des permissions à l'allée ou au retour, pour annoncer un changement imminent de situation militaire ou un retard de lettre par manque de temps. Ainsi, Benjamin Simonet qui habituellement n'expédie que de très longues lettres à son épouse, se contente souvent d'une carte, en mars 1915 à Beauséjour pour rassurer, dire son manque de temps mais annoncer aussi une future longue lettre. Il en va de même de S. Petitjean en octobre dans la Marne juste avant de mourir. La carte porteuse d'iconographie significative, est donc en général mise sous enveloppe comme une lettre. Cependant bien plus souvent que la lettre qui elle l'est toujours, elle n'est pas datée et cela peut représenter une limite importante de son utilisation comme source.

Sa pratique ou sa moindre pratique s'affiche d'abord comme un marqueur extrêmement révélateur des identités sociales puisque la totalité de ses utilisateurs réguliers appartient aux catégories populaires (Adgé- Barbezier - Chavardès - Serven – Pélissier – Honorat – Cauquil – Nougaret - Vidal –) ou à la petite bourgeoisie (Carabasse – Delmas – Palmier - Avetta) alors que les catégories plus aisées on l'a vu, ont toujours bien davantage privilégié la lettre (Cuiller – Dézarnaud – Gleizes - Larroque – Petitjean - Simonet). Interroger ses usages revient donc à documenter des pratiques socioculturelles populaires.

Pour l'expliquer, Alexandre Lafond a avancé que le format assez réduit et la présence de l'image représentaient un support mieux adapté que la lettre à ceux ou celles qui étaient moins coutumiers de la pratique épistolaire⁶³³. Il est vrai que c'est par cet intermédiaire que Jean Serven par exemple semble entrer, par étapes en écriture entre le 25 mars et le 28 avril 1915, non sans un certain mal, ou du moins progressivement en passant par un certain nombre d'adaptations qui visent à se lancer dans l'acte d'écriture puis à s'approprier le support : il fait d'abord écrire à son camarade, écrit lui-même sur les deux côtés puis exclusivement au recto réservé. Parfois encore, le temps disponible d'écriture et la longueur prévue du contenu conditionnent le choix du support ou du moins servent de prétexte, en général de la part des femmes. Mais l'argument selon lequel le format de la carte conviendrait à des épistoliers peu accoutumés à l'acte d'écriture parce qu'il accueille des textes plus réduits doit être nuancée. En effet certains grands amateurs de cartes comme Louis Palmier, Emile Carabasse ou André Serven qui ont une maîtrise aisée de l'écrit, en utilisent très souvent plusieurs pour une seule correspondance, jusqu'à six pour le jeune marin qui atteint ainsi largement la quantité contenue dans une lettre. De plus, dans la majorité des lots les plus fournis, des lettres ont été échangées ainsi qu'en atteste à la fois le contenu des correspondances et les déclarations de certains des dépositaires des documents aux archives. Finalement, les deux supports se complètent bien plus qu'ils ne s'opposent et on peut donc envisager que la carte postale ne présente pas les mêmes avantages que la lettre pour ses utilisateurs qui ne l'investissent donc pas des mêmes fonctions. Ainsi, le « pacte

⁶³³ Alexandre LAFON, *La camaraderie au front, 1914-1918*, Armand Colin/Ministère de la Défense, Paris, 2014, p.52.

épistolaire »⁶³⁴ entre Louis et Joséphine Palmier repose explicitement sur un échange de lettres hebdomadaires accompagnées de cartes qui sont expédiées par Louis à tous les membres de la famille, tous les deux-trois jours environ.

Outre le facteur social, l'âge reste un facteur non négligeable du recours différencié à la carte postale. Elle reste l'instrument unique des enfants qui sont nombreux d'ailleurs dans le corpus à démarrer par ce biais une première correspondance. On y trouve quatorze épistoliers de moins de douze ans en 1914 alors qu'il n'y en a qu'un, dans les lots de lettres. Marinette et Albert Cauquil ont six et quatre ans quand ils se font aider par leur grande sœur. La rédaction de la carte apparaît ainsi comme une expérience fraternelle de relation au père absent dans laquelle peut se lire une certaine effervescence autour de l'écriture ; « Cher papa, Aujourd'hui c'est Marinette qui te fait la carte et aussi Albert il me voit sur maman il est jaloux et il veut écrire il est un peu contrarié les dents lui font mal »⁶³⁵ Entraînant d'ailleurs parfois une certaine perplexité de la part des destinataires puis leur père constate : « Chère épouse, La carte et la lettre où écrit Albert je ne peux guère les comprendre »⁶³⁶. Il est vrai que ce rectangle de carton possède beaucoup d'atouts ; rassurant par sa taille limitée, il est aussi plus solide, propre à supporter sans se déchirer une plume un peu trop appuyée.

Il est également séduisant par son illustration, presque toujours choisie par et pour les enfants dans le registre « fantaisie patriotique ». Passer du temps à le choisir, en fonction de chaque destinataire, c'est alors à distance passer du temps en pensées avec l'absent, partager des centres d'intérêt, proposer des sujets de discussion propres à faire durer l'échange et le faire rebondir, pour éviter l'usure. Parce que les enfants écrivent sur des cartes, les pères et les mères et les autres membres de la famille en font autant. La pratique apparaît donc bien comme une expérience familiale qui dépasse largement le seul temps d'écriture, attestant de l'attention et de l'affection que les uns et les autres se manifestent. Par exemple les enfants placés chez leurs grands-parents pendant les

⁶³⁴ Clémentine VIDAL-NAQUET, *couple dans la Grande Guerre*, opus cité, p 213-215. Ce contrat épistolaire moral entre époux repose d'après l'autrice sur la réciprocité – la régularité – la sincérité – l'abondance et la fréquence des correspondances.

⁶³⁵ Cécile à Pierre Cauquil, 4 avril 1915

⁶³⁶ Pierre à Ana Cauquil, 17 avril 1916

vacances écrivent à la fois à leur père mobilisé, à leur mère et leur frères ou sœurs, tout comme les parents ou beaux-parents tandis que les amis et les voisins s'enquière les uns des autres avec d'autant plus de vigueur et de rigueur que la situation militaire de l'homme de la famille est incertaine. La carte postale est encore dans le corpus l'unique vecteur, des neveux à leur tante et oncle et des amis entre eux. Dans la famille Barbezier, il y a ainsi de nombreuses cartes croisées entre les trois frères mobilisés et leurs neveux et nièces respectifs. Le lot du maréchal ferrand agathois J. Casse ne contient que des cartes de ses neveux mobilisés⁶³⁷. On constate ensuite, qu'à la différence des plus âgés, tous les jeunes gens issus des catégories populaires encasernés pour le service militaire ou mobilisés - E. Péliissier – J. Chavardès – A. Serven – E. Carabasse - utilisent majoritairement la carte postale souvent quotidiennement, quel que soit leur destinataire mais en particulier entre eux. Ce sont eux aussi qui l'utilisent davantage sans enveloppe, l'objet restant le médium privilégié pour les correspondances entre jeunes soldats du même âge pour lesquels il n'a été trouvée aucune lettre dans le corpus. Elle satisfait également les fiancés pour lesquels serait investie la tradition bourgeoise du début du siècle selon laquelle les jeunes filles n'ayant pas le droit d'entretenir de correspondance avec des jeunes gens - le texte étant secret – ont pu y être autorisées par cet outil⁶³⁸.

Sept lots contiennent des cartes datées d'avant la guerre venant attester que la guerre intensifie et systématise l'usage d'une pratique cartière non seulement entre le front et l'arrière mais également entre tous les lieux où la guerre a dispersé les individus. Durant son service militaire sur le camp du Larzac, de 1907 à 1909, Dory Nougaret expédie de nombreuses cartes à sa fiancée M. Jeanne Dautel sur des cartes colorées qui représentent souvent le même sujet d'une vie de caserne moquée par des dessins humoristiques. Le couple réutilise logiquement la pratique durant la guerre qui les sépare à nouveau. C'est également le cas de Louison Taillefer et d'Emile Carabasse, du même endroit, cinq ans plus tard. Le nombre important d'auteurs de cartes que contient chacun des lots révèle la forte densité des échanges au sein de la communauté qui dépasse très largement le cadre de la famille élargie. À l'exception de celui d'Emile

⁶³⁷ AMA, fonds privé Bancal, Cartes 1914-1918, cartes de ses trois neveux au maréchal-ferrand Louis Casse

⁶³⁸ Alain KYROU, *l'âge d'or de la carte postale*, Paris, Ballard, 1966, p103.

Carabasse, tous les lots font état d'au moins cinq épistoliers, celui des familles Barbezier, Delmas, Palmier, Serven, Vidal ou Chavardès en comptant plus de douze. Au total on compte plus d'une centaine de signatures différentes et parmi elles, celles de nombreuses connaissances ou amis. Si les lots restent nettement déséquilibrés concernant les voix féminines, ils le sont moins que pour les lettres ; Cela relève parfois de l'exceptionnelle prévoyance d'une Rose Vidal qui demande sur le mode injonctif à son époux qui s'exécute : « Tu continueras à renvoyer les cartes pour que je les garde et plus tard nous les relirons ensemble »⁶³⁹ ou d'un retour prématuré d'un soldat comme celui de Dory Nougaret évacué dès janvier 1915, peut-être avec toutes les cartes reçues. De plus, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à justifier dans leurs écrits l'emploi de la carte plutôt que celui de la lettre parce qu'elle représente une alternative quand manquent le temps – et la carte révèle alors la charge de travail des épouses - ou l'inspiration mais que doit perdurer la fréquence régulière des échanges malgré la lassitude, la répétition, l'usure. C'est donc bien davantage qu'avec la lettre ou la photographie, qu'il faut envisager les échanges de cartes comme des flux circulaires et non directs qui apparaissent alors à la fois comme les buttes témoins d'une importante pratique familiale mais aussi d'une forte sociabilité de quartier que l'objet permet de maintenir dans la séparation et ses obstacles sur les fronts militaires et intérieurs. Cette densité que l'on trouve dans de nombreux lots fait alors apparaître en miroir l'isolement de ceux qui en sont privés d'où les stratégies mises en œuvre on l'a vu par Louis Estournet. Mais si les cartes sont aussi nombreuses c'est que souvent les soldats renvoient davantage les cartes reçues afin de constituer en famille une collection digne d'être conservée

1.3.3.1.2. Un projet familial d'importance : la réalisation de l'album.

Le lot de la famille Palmier est extrêmement fourni certainement parce que son chef, Louis, en a appelé très tôt et régulièrement à la constitution d'une collection et pour ce faire, a non seulement envoyé de nombreuses cartes aux autres membres mais a également réexpédié celles qu'il recevait, peut-être toutes. Et il n'est pas le seul. Durant la guerre, l'expérience sociale de la carte postale, qui dépasse largement son écriture ou

⁶³⁹ Rose à Victor Vidal, 29 septembre 1915

sa lecture, s'avère une pratique dense, régulière, des plus efficaces et peut-être la plus investie au quotidien par les familles des milieux populaires car la plus partagée de façon circulaire entre les fronts. Luc Capdevila a suggéré que « cette collection était aussi l'expression d'un autre conformisme social du temps de la guerre »⁶⁴⁰. Certainement, ou bien encore le fruit d'un phénomène d'entraînement ou de mode, mais c'est également une des ressources les plus sûres, un des rares gestes qui reste pour sauver le groupe familial si l'on ne se contente pas uniquement d'observer l'objet. Cette utilisation se traduit concrètement par la construction du projet très partagé de la réalisation d'un album ou d'une boîte de « vues » aux allures d'œuvre d'art. Elle nécessite en amont et en aval une série d'initiatives qui impliquent tous les membres de la famille élargie et même souvent leurs relations. Les lots les plus fournis, Cauquil – Chavardès - Delmas – Nougaret - Palmier – Serven – Vidal et peut-être Honorat, ont été conservés dans des grands albums spécifiques vendus à cette fin avec la mention « cartes postales », qui ont servi d'écrins permettant que les objets demeurent dans un excellent état. M. Jeanne Nougaret use assez tôt d'un autre contenant qui annonce à son époux : « Quand à tes cartes je les mises dans une boîte que ce sera un grand souvenir. On se rappellera longtemps de cette guerre. »⁶⁴¹ C'est donc dans la séparation qui dure, la constitution sur un temps long de riches collections familiales et communautaires qui commence à s'élaborer pour prendre corps. Il apparaît à travers les contenus que bien des épistoliers y ont participé plus ou moins intensément. Les familles Cauquil et Palmier par exemple ont composé chacune trois albums.



⁶⁴⁰ Luc CAPDEVILA, « L'expérience de guerre d'un combattant ordinaire. Une histoire de souffrance et de résignation à partir de sources privées (France, 1914-1918) », in *Modern & Contemporary France*, 200 », vol. 11, n°1, p. 57-67.

⁶⁴¹ Marie Jeanne à Dory Nougaret, 11 janvier 1915

Figure 31. Albums Cauquil (intérieur), Delmas et Palmier.

Ce sont plusieurs générations et cercles de connaissances qui se répondent, se croisent et se succèdent en particulier dans les foyers où les enfants sont soit petits - Barbezier - Palmier – Cauquil – Vidal – Delmas – Nougaret -, soit n’avaient pas encore quitté le foyer au début de la guerre - Serven –Avetta – Chavardès – Gavinaud – mais sont adultes et souvent fiancés. De partout, les civils et les soldats cherchent à le nourrir, y compris en récupérant tout ce qu’ils trouvent comme André Serven de son bateau : « Chère sœur, je t’envoie cette carte pour que tu la mettes dans la collection de ton album elle était dans le chocolat »⁶⁴², ou bien comme Jean Delmas qui écrit à son plus jeune fils Antoine : « Je suis à Lyon et si nous changeons je t’enverrai d’autres vues comme ça tu peux faire un joli album. »⁶⁴³ Et encore de l’Oued Aghbal au Maroc, Antoine Mathieu : « Chère sœur, beau frère, mère et neveux, je vous envoie une jolie petite collection de cartes »⁶⁴⁴. Ce sont les enfants mais aussi les femmes et filles, des plus grandes comme des plus petites, des plus âgées aussi comme Fonsoune, la tante d’André Serven, qui lui donnent vie, souvent collectivement comme l’écrit Cornélie Vidal à son père : « Tante m’a acheté un album et maintenant envoie-moi des cartes jolies »⁶⁴⁵. Les soldats, parfois très sollicités par leurs proches prennent par ailleurs souvent soin d’expédier beaucoup de cartes mais aussi de renvoyer celles qu’ils ont reçues de partout, pour ce projet partagé, Joseph Miquel étant de loin celui qui en récupère le plus autour de lui. Par ailleurs, le caractère exotique de certaines affectations, en Orient ou au Maroc notamment, ou lors d’escales en mer, a certainement favorisé cette préservation des images d’ailleurs lointains, propres à nourrir les imaginaires et les collections de motifs enchanteurs. Cette situation peut dès lors générer un effet de source dont il faut se garder, en donnant aux cartes une importance supérieure aux lettres parce que ce projet souvent réussi et abouti est devenu conséquent dans la longue durée de la guerre. Il a ainsi permis que les cartes aient mieux traversé le siècle et soient donc numériquement plus nombreuses dans le corpus.

⁶⁴² André à Catherine Serven, carte non datée

⁶⁴³ Jean à Antoine Delmas, 24 mars 1917

⁶⁴⁴ Antoine Mathieu à ses neveux, 3 juin 1915

⁶⁴⁵ Cornélie à Victor Vidal, 1^{er} août 1916

Si l'album devient une création familiale parfois élevée au rang d'œuvre d'art, donc soigneusement conservée, c'est peut-être aussi que la carte postale peut acquérir une valeur marchande du fait justement de son statut d'objet de collection. C'est ainsi la rareté en tant qu'objet de celle qu'il expédie que souligne Jean Delmas : « Je t'envoie cette carte pour que tu vois les drapeaux pris à l'ennemi, ils sont très jolis. Gardez cette carte, elles sont rares à Paris, il n'y en a pas dans le Midi »⁶⁴⁶ ou « Cette carte est rare, je l'ai achetée à un Anglais, conserve-la »⁶⁴⁷. Leur coût paraît extrêmement variable et Louis Palmier, qui en fait un grand usage, y fait attention pour en faire un marqueur d'estime dans le cercle de relations : « Je n'en ai pas eues pour écrire à tous, étant surtout trop chères. Elles coûtent 3 sous pièce. Je n'en ai envoyé qu'aux meilleurs, vous tous, Madame Delbos et Marie Jeanne. »⁶⁴⁸ La carte devient dans ce cas un présent à l'égal de la photographie sans en avoir systématiquement le caractère quasi sacré, car moins rare, mais qui mérite toutefois la conservation. C'est ce que précise le facteur des postes Emile Carabasse à Louissette sa fiancée avant de monter en première ligne : « Maintenant chère Louissette tu n'as pas besoin de m'envoyer des cartes trop jolies c'est dommage car je ne peux les conserver, écris-moi des lettres, c'est suffisant. »⁶⁴⁹ Ce cadeau continue de remplir des fonctions du temps de paix ; il reste toujours le présent usuel privilégié qui vient rappeler les dates importantes comme les fêtes de chacun, qui soudent le groupe familial et devant lesquelles s'efface l'importance de la guerre. Mais face à l'impossibilité créée par les circonstances de l'organisation de petites cérémonies rassembleuses, la carte en continuant presque seule à accompagner les petits rites de la vie de famille d'un signe matériel, acquiert bien davantage d'importance, à la fois dans la séparation physique et face à la menace permanente que cette dernière devienne définitive. C'est alors par l'envoi de cartes choisies avec soin et souvent très singulières, aux motifs floraux et humoristiques, que répondent toujours à l'appel les épistoliers pour célébrer ces dates. Il en est ainsi des cartes de Palestine choisies par André Serven pour sa mère et à sa sœur ou de celle de Joseph Chavardès à son épouse. Dans ce cas elles peuvent même, par leur commodité matérielle et significative se substituer dans la

⁶⁴⁶ Jean à Marius Delmas, 25 avril 1915

⁶⁴⁷ Jean à Antoine Delmas, 10 décembre 1916

⁶⁴⁸ Louis à Joséphine Palmier, 31 mars 1916,

⁶⁴⁹ Emile Carabasse à Louise Taillefer, 1^{er} décembre 1914

durée à la matérialité du cadeau : le jeune matelot a d'abord expédié une vraie rose de Damas mais le geste s'est avéré plus complexe que prévu : « La rose dont je vous envoie a été apportée à Port Saïd et il m'a fallu attendre deux jours par un marchand de fleurs. Elle vient d'un parterre d'à côté du jardin de Gethsémani, j'en ai acheté un petit bouquet mais dans la nuit des rats me les ont toutes mangées. »⁶⁵⁰ L'année d'après, peut-être découragé par tant de presque vains efforts, il préfère envoyer deux cartes aquarelles, sélectionnées et complétées avec grand soin pour exprimer toute son affection⁶⁵¹ et maintenir la qualité des liens familiaux. Dans ce climat de grande incertitude créée par la guerre, la carte, comme la photographie, peut être davantage investie de significations par les épistoliers. Parfois dotée de pouvoirs magiques par ses expéditeurs, elle devient encore un porte-bonheur, explicitement qualifié comme tel à l'image de celle, non datée, expédiée par Ana Guiraud à son époux avec ce commentaire « Garde cette carte sur toi pour talisman et souvenir, puisse ces baisers t'arriver le jour de l'an, baisers Ana ». De même, sur une carte « Porte bonheur », Joseph Chavardès, qui se trouve à l'arrière-front de Verdun quand démarre la bataille, écrit à son épouse :

« Je ne me trouve pas à mon aise aujourd'hui. Les Taubers au nombre de 9 nous ont encore bombardés. Si tu entendais le claquement ça fait frémir. Je me suis caché dans une cave avec une femme je tremblais comme un jonc. Espérons que cela finira sans accident »⁶⁵².

Au risque du danger mortel qui toujours peut surgir, l'objet acquiert donc une valeur symbolique de protection et donc elle est davantage conservée. C'est le sens encore d'une reproduction d'edelweiss « porte- bonheur » que Marie Chavardès expédie à son fils Jean, en première ligne.

La guerre semble donc avoir fait entrer ou accélérer la mode bourgeoise de l'album photographique de famille dans les milieux populaires par l'intermédiaire de cartes postales dont certaines sont plus précieuses que d'autres. Cette intense pratique sociale qui s'incarne et trouve son débouché dans l'existence de l'album a pu encore contribuer à la préservation du foyer familial dans la mise en œuvre d'un projet collectif ludique et

⁶⁵⁰ André à Catherine Serven, 1^{er} juin 1915

⁶⁵¹ Cartes d'André à Catherine Serven, 3 juin 1916

⁶⁵² Joseph à Marie Chavardès, 23 février 1916

même joyeux, favorisé par des circonstances qui fragilisent inversement des réseaux plus vastes, tous menacés en permanence d'explosion. Mais loin d'être seulement l'objet qui enferme ses membres dans un cercle privé des liens du sang et de voisinage, il révèle une curiosité, un désir d'ouverture sur le monde et les autres, y compris par procuration et constitue une preuve tangible de la traversée groupée et solidaire des épreuves par bon nombre d'acteurs dont on peut également à cette échelle réduite tenter de retrouver, outre l'intention de réalisation, les logiques de choix puisque presque tous les soldats, proches ou moins proches, deviennent de grands pourvoyeurs.

1.3.3.1.3. Retrouver des logiques du choix.

Il est possible de décréter que les épistoliers, et surtout le soldat, expédient ce qu'ils trouvent. C'est certainement souvent le cas, d'autant que le règlement militaire prive en grande partie les militaires de leur liberté de circulation, ce qui a un impact direct sur les envois : André Serven, de Malte, consigné à bord de son navire prévient sa sœur que « La photo du *D'Entretecasteaux* je ne peux pas vous l'envoyer il n'y a pas de carte à bord »⁶⁵³. De Verdun, Emile Carabasse tient à prévenir Louissette : « Tu as du penser que j'étais devenu bien patriote en recevant la carte d'hier⁶⁵⁴. Elle était jolie mais elle ne me plaisait pas car c'est pour cet emblème qu'on nous fait casser la gueule depuis plus de deux ans, tu comprends ? Enfin je n'en ai pas trouvé d'autres »⁶⁵⁵. Mais le soldat contraint d'expédier ce dont il dispose, au risque éventuel d'un malentendu sait préciser les circonstances du non-choix. De même, Pierre Barbezier s'excuse d'expédier à sa famille des cartes humoristiques extrêmement grivoises de lapins, mais, écrit-il : « Je ne peux les envoyer à personne, c'est 2 sous la carte mais demain je pourrais choisir un peu »⁶⁵⁶. Jean Serven manifeste une même déception à l'encontre de sa fille Catherine qui manifestement a entrepris de voyager par procuration de carton :

« Tu me dis que tu prends plaisir de recevoir des vues des endroits d'ou nous venons sur le front, seulement je n'ai pu en trouver comme j'aurais voulu et de plus quand nous y étions, il nous était rigoureusement défendu pour que nous ne faisons pas savoir ou nous étions⁶⁵⁷. »

⁶⁵³ André à Catherine Serven, 24 décembre 1914

⁶⁵⁴ Qui n'est pas dans le lot.

⁶⁵⁵ Emile Carabasse à Louise Taillefer, 10 octobre 1916

⁶⁵⁶ Pierre à Germaine Barbezier, 18 mai 1918.

⁶⁵⁷ Jean à Catherine Serven, 24 novembre 1915

Ces regrets ont le mérite de rappeler que non seulement le choix est restreint selon l'endroit, que la censure règne à la fois sur l'iconographie et les contenus, mais aussi que le règlement militaire limite grandement les déplacements des soldats, les obligeant à des choix pragmatiques effectués bien souvent par défaut. De la même façon, de Soissons, Joseph Sigal, qui préfère la lettre, voudrait bien célébrer exceptionnellement par l'expédition d'une carte spéciale les fêtes de fin d'année mais écrit-il : « on n'en trouve nulle part, d'abord on ne laisse pas sortir en ville, et puis les magasins sont presque tous fermés. Enfin la lettre que je vous écris fera le même effet. »⁶⁵⁸ Il renouvelle d'ailleurs plusieurs fois ses regrets comme concernant sa fille ainée qui vit dans l'Aveyron natale :

« Tu me dis que Joséphine n'est pas contente que je ne lui ai pas fait réponse aux cartes qu'elles m'ont envoyées pour ma fête, que veux-tu, c'est malgré moi je n'en ai pas trouvées des cartes. Ici il y en a bien, mais nous ne pouvons pas sortir, j'en ferais bien poster par les infirmiers mais ils ne les choisiraient pas comme je voudrais.»⁶⁵⁹

Ce faisant, Joseph souligne que l'épistolier aspire à choisir cette carte, à imprimer sa marque sur le geste, minime certes mais répété. En conséquence, les échanges peuvent s'interrompre un temps faute de matière comme c'est le cas entre Jean Delmas et son plus jeune fils Antoine⁶⁶⁰.

La lecture assidue des cartes met encore en avant le critère déterminant du prix, si l'épistolier est un grand consommateur à l'image du cousin de Joseph Miquel : « Tu me ferais plaisir si tu voulais m'envoyer 100 cartes postales car ici elles sont trop chères, au lieu de 0,05 c. elles coûtent le double. »⁶⁶¹ De même l'ouvrier charretier Célestin Adgé pour sa carte régulière envoyée du Maroc ne choisit que des petites cartes en noir et blanc, à la différence du maître-artisan serrurier Louis Palmier qui envoie uniquement à ses proches de grandes cartes, colorées et épaisses. De leur côté, les neveux sont les plus nombreux à envoyer des cartes militaires gratuites pré-remplies à leurs tantes et oncles. Mais une multiplicité d'autres facteurs, moins contraints par les nécessités extérieures perce dans les contenus, susceptible de rendre aux acteurs une

⁶⁵⁸ Joseph Sigal à ses filles, 28 décembre 1914

⁶⁵⁹ Joseph Sigal à ses filles, 14 avril 1915

⁶⁶⁰ Jean à Antoine Delmas, non datée

⁶⁶¹ « L. » à Joseph Miquel, ? 1915

part d'initiative personnelle dans une pratique qui ne s'exécute pas que par défaut. Beaucoup tâchent d'abord de répondre aux demandes qui leur sont faites, mettant en lumière l'engouement de tous sur tous les fronts. Les correspondances abondent de formules d'appel quasiment identiques qui montrent que parfois une demande précise a prélué à l'achat et à l'envoi. Le plus souvent, cette demande provient de l'arrière. Ainsi P. Honorat souhaite satisfaire son épouse : « Tu voudrais avoir quelques vues, je m'empresse de t'en envoyer. »⁶⁶² J. Delmas pour répondre à l'attente de son plus jeune fils sollicite un collègue : « il y a un peu que je ne t'ai envoyé de jolies cartes, ici où nous sommes, il n'y a rien, on m'en a apporté de Paris, aussi je t'envoie celle-ci pour te dire que je languis de te voir »⁶⁶³. J. Chavardès saisit la première opportunité qui se présente : « J'arrive de deux jours de voyage on a passé une nuit dehors ... c'est en traversant la petite ville que tu vois que j'ai pu acheter cette carte à un moment d'arrêt juste en face le bazar. »⁶⁶⁴. S'ils ne veulent pas répéter leur choix, ce qu'à l'observation des lots, ils finissent par faire de toute façon, d'autres grands consommateurs comme Louis Palmier sont assez rapidement obligés de se restreindre en se rabattant sur le papier pour prévenir la pénurie avant de se raviser et de commencer à expédier les mêmes motifs : « Nous voici aujourd'hui au terme de notre 10e mois de séparation ... Je te ferai une lettre pour économiser les cartes qui se font rares »⁶⁶⁵ Pour des raisons économiques et parer à cette offre insuffisante, de grands épistoliers se rabattent alors sur les séries de cartes détachables.

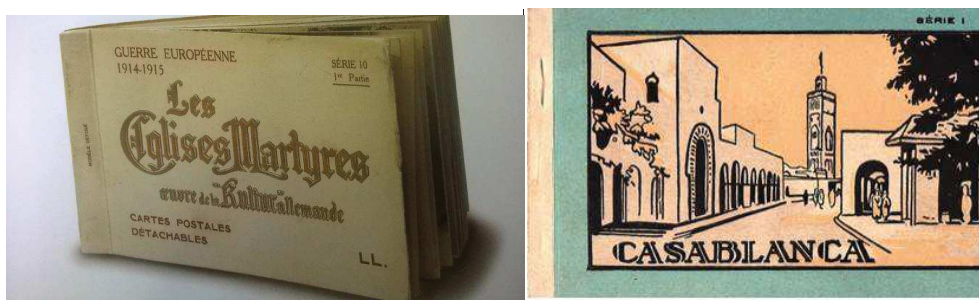


Figure 32. 2 séries de 10 cartes détachables ou sécables⁶⁶⁶. 1 « Les atrocités culturelles allemandes » et 2 « Casablanca », éditions Mars, colorisées

⁶⁶² Paul à Anna Honorat, 2 mai 1915

⁶⁶³ Jean à Antoine Delmas, non datée

⁶⁶⁴ Pierre à Ana Cauquil, 24 mai 1916

⁶⁶⁵ Louis à Joséphine Palmier, 3 juin 1915

⁶⁶⁶ Coll. Privée Georges Cléophas

L'analyse des lots fait en effet apparaître qu'ils sont nombreux, au front ou à l'arrière, à se fournir en cartes vendues par carnets de dix, vingt voire cent unités et qu'ils les épuisent avant d'en entamer un autre. Ainsi la correspondance d'Albine Combes à Marius Gavinaud est composée de dix cartes successives de la série « Caresse » appartenant au registre fantaisie-patriotique. André Serven fait défiler les vues colorées du Canal de Suez puis de Messine ou de Palestine qu'il fait alterner avec une longue série d'une quarantaine d'illustrations italiennes de couples énamourés avant de prévenir sa tante Fonsoune que « c'est la dernière », de toute évidence de la série. Emile Carabasse, du fond de ses tranchées belges, aligne les paysages d'Ostende, Jean Delmas les illustrations d'enfants en uniforme, Rose Vidal celles de couples amoureux et de fleurs, Louis Palmier, les plans larges de paysages marocains ou de « curiosités » et Paul Honorat, les ruines d'Ypres pour lesquelles Jean Pierre Aldias en visite dans la ville note dans son carnet le 15 janvier 1915 : « Nous expédions des albums d'Ypres avant le bombardement. Epatant si ça arrive ». Puis deux jours plus tard, il rajoute ; « Nous revenons à Ypres. Nous trouvons des vues du bombardement. Nous en aurons la semaine prochaine à 0,15 franc. »⁶⁶⁷ Ces paysages de ruines sont présents en séries au moins une fois dans chaque lot du corpus. Paul Honorat expédie celle de Vermelles détruite avant de préférer les paysages bucoliques. Paul Loubet à peine arrivé sur le front de l'Argonne précise : « J'ai acheté une collection de cartes postales et je t'en enverrai une chaque fois que je t'écrirai dans ma lettre et tu les garderas précieusement car c'est des cartes du théâtre de la guerre »⁶⁶⁸ soulignant ainsi le caractère éminemment courant et partagé de la pratique. Il est vrai que l'offre abonde puisque « des suites entières sont produites sur les atrocités allemandes »⁶⁶⁹. Acheter groupé s'avère très avantageux : 100 cartes colorisées de Casablanca sont ainsi vendues par l'éditeur Mars, 3,5 francs, soit le prix que peut atteindre une seule photographie de qualité.

Mais par ce biais surtout, il se crée peut-être dans les cercles privés, entre les fronts et dans la durée de la guerre une narration relative au conflit tout autant qu'à la séparation, sur le modèle des feuillets littéraires à succès qui paraissent dans la presse mais qui

⁶⁶⁷ ADH, Carnet de J.P. Aldias en ligne, p 32 et 36

⁶⁶⁸ Paul à Marie Loubet, 26 juin 1915

⁶⁶⁹ François PAIRAULT, *Images de poilus, La Grande Guerre en cartes postales, opus cité*, 2002, p. 15

relève de la lecture de l'image. Ce faisant, dans le flux des échanges, les épistoliers solidifient les liens par un geste bâti par épisodes annoncés, anticipés et numérotés qui finalement par sa répétition régulière prend valeur de rite. Ces cartes deviennent des marqueurs temporels de la traversée de la guerre à courte ou moyenne perspective plutôt rassurante puisque l'iconographie attendue est connue et souvent comptée sur une base de dix. Les demandes peuvent également émaner du front comme celle de Paul Loubet : « Si tu m'envoies un paquet mets-y du papier à lettres, car ici il n'y a rien du tout, et une douzaine de cartes postales avec les drapeaux comme celles que m'envoient Paul Honorat ou Germain. Pas des vues »⁶⁷⁰, rappelant toujours le poids de la censure. Et puis encore, par deux fois au moins, lorsqu'il est prisonnier et qu'il a le mal du pays : « Tu diras à nos nièces, Marinette et Marguerite, qu'elles peuvent m'écrire des cartes, principalement des vues »⁶⁷¹.

Ce que révèlent nettement encore bien souvent les commentaires des motifs de ces centaines de cartes postales ce sont sans conteste des choix moins contraints, liés à l'expression de goûts esthétiques partagés qui par leurs similitude contribuent à dessiner une norme. Les exemples sont légion : « Je cherche toujours les plus jolies cartes à seule fin de vous faire plaisir »⁶⁷² écrit ainsi du Maroc Louis Palmier à son épouse. De même Jean Delmas à son fils Antoine : « Si nous allons ou cela a été dit, je t'en enverrai de jolies »⁶⁷³ ou bien encore Jean Serven à son épouse : « Je réponds à ta jolie carte dont elle m'a fait bien plaisir. »⁶⁷⁴ Ce souci du « joli » qui imprègne systématiquement la totalité des correspondances revient de façon récurrente, signe d'une réelle attention apportée à l'image donc d'une exigence esthétique dont l'importance, pour les uns et les autres, peine aujourd'hui à être mesurée. Il faut donc la prendre au sérieux, sinon les ordres répétés de la jeune Cornélie Vidal à son père, n'hésitant pas à enfreindre, de loin il est vrai, la relation d'autorité qui les lie, ne sauraient être comprises :

« Maintenant envoie-moi des cartes jolies. Quand tu iras les acheter fais bien attention car la dernière était pleine de chiures de mouches (...)

⁶⁷⁰ Paul à Marie Loubet, 6 juin 1915

⁶⁷¹ Paul à Marie Loubet, 10 août 1915

⁶⁷² Louis à Joséphine Palmier, 8 octobre 1914

⁶⁷³ Jean à Antoine Delmas, ? 1917

⁶⁷⁴ Paul à Anna Honorat, 17 mars 1915

10000000 de baisers de ta fille chérie. Tu ouvriras l'œil et le bon pour acheter les cartes. »⁶⁷⁵

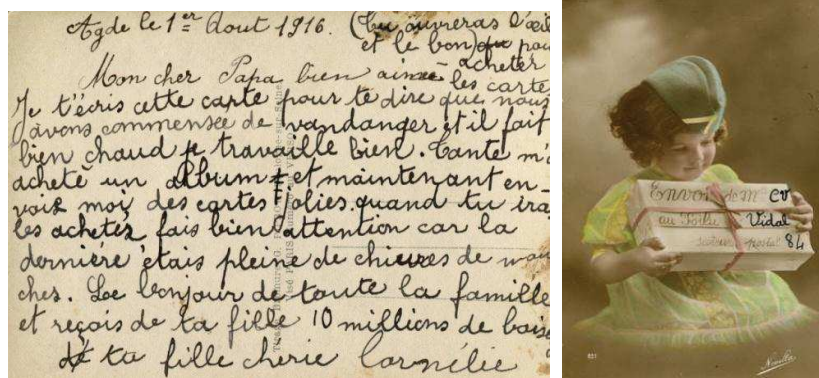


Figure 33. Cornélie Vidal à son père recto-verso, 1er août 1916

La fillette place par ailleurs sa plume sur le motif, signant par la-même son identification au portrait qui le constitue. Cette préoccupation récurrente permet de dessiner un ensemble de critères esthétiques relatifs aux goûts des épistoliers qui certes dessinent une norme mais celle des temps et d'un milieu social. Pour que la carte soit appréciée, il faut d'abord que sa réalisation obéisse aux codes d'une photographie réussie qui donne l'illusion de réalité ; Le critère de précision est donc essentiel et pour cela les contours doivent être nets, les contrastes marqués, les jeux de lumières délicats, le flou banni. De plus, l'objet doit être de belle taille, un peu plus que la moyenne, les motifs agréables au regard et donc les personnages souriants. Il est également nécessaire que l'ensemble soit très coloré, et qu'il contienne beaucoup d'éléments propres à lui conférer une forte puissance narrative, réelle ou imaginaire. Bref que l'image propose de sérieux atouts de séduction en racontant une histoire ou en satisfaisant la curiosité de préférence pour le pittoresque ou l'exotique.

⁶⁷⁵ Cornélie à Victor Vidal, 1^{er} août 1916



Figure 34. 3 cartes considérées explicitement "jolies" par leurs expéditeurs ⁶⁷⁶

Dans cette place si singulière de la carte postale dans les liens qui relient les fronts, le choix de l'iconographie qui propose une infinité de sujets joue souvent un rôle non négligeable. Plus qu'avec d'autres supports, la typologie des motifs des cartes envoyées dépend du statut des destinataires parce que justement ils sont très divers. Entre connaissances, ce sont en majorité des paysages qui circulent comme entre les familles élargies. Les jeunes soldats privilégient entre eux ou avec leurs fiancées des dessins humoristiques sur la vie de caserne. Mères, grands-mères, époux et enfants reçoivent des fleurs à l'occasion de fêtes annuelles. Entre fiancées et époux, abondent les cartes fantaisie patriotiques de représentations de couples en situation parfois érotisée quand l'absence dure. Pères, fils et filles échangent souvent des cartes mettant en scène des enfants. Les pères et oncles expédient par ailleurs des vues ou des curiosités à leurs familles comme les jeunes soldats mobilisés à leurs parents et ils n'hésitent pas à commenter leur choix.

1.3.3.2. L'appropriation du discours des images.

1.3.3.2.1. Une iconographie guerrière minoritaire et parfois détournée.

Confrontées à des dizaines de milliers de cartes anonymes, les études réalisées se sont le plus souvent attachées à décrypter les seules cartes postales produites et

⁶⁷⁶ Ernest Péliissier à ses parents, 16 janvier 1916 en Macédoine, Victor à Rose Vidal, 24 septembre 1915, Louis Palmier à sa famille le 8 octobre 1914

envoyées aux motifs guerriers, en détachant l'objet à la fois des identités de leur expéditeur et destinataire et du contexte d'énonciation. Or, en ne s'emparant que des représentations de guerre, elles ont choisi d'abandonner un aspect non négligeable de la pratique de la carte du temps de guerre, pour surestimer peut-être l'importance des messages guerriers. En effet, même en excluant la correspondance Palmier qui contient essentiellement des vues du Maroc et qui aurait par son nombre déséquilibré la répartition, l'étude de treize lots met en avant que la majorité des illustrations envoyées par les uns et les autres ne relève pas de thématiques guerrières, quelle que soit l'année, ce qu'avaient déjà constaté les auteurs de « La plume au fusil. »⁶⁷⁷ Sur environ 1800 cartes, presque mille présentent des sujets civils et environ 800 des thèmes militaires, bien moins encore si l'on traite à part les cartes à sujets fantaisie-patriotique très majoritaires et dont les messages sont souvent ambigus.

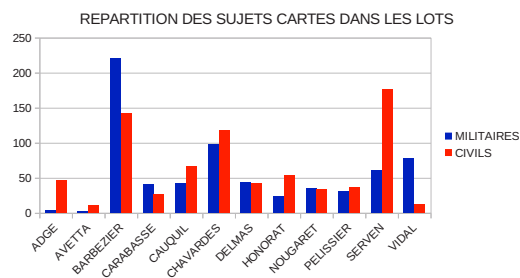


Figure 35. Motifs civils ou militaires dans 13 lots

On peut donc déjà remettre en partie en cause, à cette échelle, l'affirmation selon laquelle « La majeure partie des cartes envoyées pendant la guerre développent des thèmes patriotiques »⁶⁷⁸ qui paraît confondre production et envois, et relativiser en conséquence la prégnance non seulement du discours patriotique mais aussi de tous ceux relatifs à la guerre. Des paysages en très grand nombre, beaucoup de scènes de rues et de genre, des monuments ou curiosités des villes, des fleurs et des portraits individuels - au Maroc ou en Orient - ou de groupes - des amoureux italiens - composent en effet la majorité des sujets du corpus. Il est vrai, pour nuancer ce constat que l'équilibre s'inverse le plus souvent lorsque les épistoliers sont des soldats au plus

⁶⁷⁷ Gérard BACONNIER, André MINET et Louis SOLER, *La plume au fusil: les poilus du Midi à travers leur correspondance*, opus cité, p. 109

⁶⁷⁸ François PAIRAULT, *Images de poilus, La Grande Guerre en cartes postales*, opus cité, p. 51

près des combats du front du nord-est c'est à dire dans la moitié des lots. Dans ce cas, ils présentent beaucoup de paysages de destructions et les motifs fantaisie-patriotiques dominant le plus souvent.

Concernant les cartes à thématique guerrière, le corpus cantonal mobilisé contient la totalité des motifs de guerre correspondant aux 26 thèmes inventoriés par François Pairault dans sa typologie⁶⁷⁹ mais de façon très variable, à la fois en quantité et d'un corpus à l'autre. Certains sujets n'apparaissent en effet qu'une ou deux fois, tandis que quatre dominant largement. Il s'agit par ordre décroissant, des sujets fantaisie-patriotique en couleur, largement prédominants pour les familles Barbezier, Carabasse, Delmas, Nougaret et Vidal où ils représentent la presque totalité des thèmes guerriers. Ils sont suivis de ruines puis de scènes de la vie militaire, caserne, armes, manœuvres, vie quotidienne, et enfin des dessins humoristiques-satyriques. Les autres thèmes n'ont qu'une présence très marginale, soit moins de six occurrences, qu'il s'agisse des généraux, des Alliés, des drapeaux, des territoires libérés, à l'exception de l'Alsace dans le lot Barbezier, moins encore de l'ennemi prisonnier ou caricaturé. De plus, si cette répartition « cantonale » suit l'évolution chronologique de l'offre nationale présentée par G. Doizy, elle ne le fait qu'en partie ce qui confirme bien la rareté des images les plus exaltées qu'il avait relevée ; dans un corpus plus réduit, elles ont même tendance à disparaître. On n'y trouve en effet dans les premières années du conflit, que six occurrences au total qui mettent à l'honneur les grands chefs et quatre qui tourne l'ennemi en dérision, pour moitié dans le lot Barbezier. Cette première iconographie de la guerre qui exhale un optimisme béat et un patriotisme exacerbé, qui en France se manifeste par un retour en force du thème de la Revanche est presque absente du corpus des cartes envoyées peut-être il est vrai parce que les cartes du début du conflit y sont assez rares - dix au total -. Ce n'est pas le cas de la première mutation qui intervient dès la fin 1914 dans lesquelles domine le motif des atrocités ennemies suite à l'invasion de la Belgique puis du nord-est du territoire. On trouve en effet quelques cartes où l'Allemand hérite de caractères récurrents comme le Boche « assassin » ou « pirate ». Une fois il exécute des civils, mais jamais ne pille ni brûle les bibliothèques ou bien les

⁶⁷⁹ Ibidem, p. 17

cathédrales, même si celle de Reims apparaît quelquefois en flammes. Quant à la focalisation sur la personnalité de Guillaume II, on la trouve deux fois, l'Empereur étant caricaturé en cochon. L'édition d'un nombre réduit de cartes illustrées des grandes batailles de 1916 se traduisent dans le corpus par la présence de quelques images relatives à la bataille de Verdun. Rares encore sont les motifs qui nationalement dominant à partir de 1916 à savoir ceux qui concernent principalement le « folklore » des tranchées. C'est celui au travers duquel s'exprime une camaraderie virile jalonnée de séances de jeu de cartes, de baignades, de consommation de « pinard ». Il y a bien quelques images pittoresques de l'arrière front que L. Gervereau qualifie de « leurre » qui représentent des soldats en train d'écrire, de se débarrasser des poux ou bien encore des cyclistes, des automobiles et des cuisines qui roulent. Quelques événements font forte impression comme le Zeppelin allemand qui s'écrase près de Paris - dix occurrences -, et sont amplement commentés à l'exemple de Pierre Cauquil qui écrit : « la carte que je t'envoie conserve là la photographie que tu vois je l'ai vu descendre en flamme jamais je ne l'oublierai je l'ai vu par terre tel qu'il est. »⁶⁸⁰ Les vues de ruines et de destructions causées par l'armée allemande et les commentaires souvent hyperboliques qui les accompagnent sont les seules à émerger vraiment de l'ensemble à message patriotique non fantaisie. Ces paysages désolés au service de messages de propagande courent dans tous les lots jusqu'en 1918 mais bien davantage en 1915. Les armes selon les lots sont présentes en modèle limités à sept références au seul canon 75 et surtout aux vaisseaux de guerre dans ce canton de marins pour autant que l'on puisse considérer qu'un cuirassé soit d'abord considéré par celui qui y vit comme une arme. Dans la période de la guerre 1917-1918, la prolifération des cartes sentimentales fantaisie patriotique est celle qui s'affiche le plus tandis que l'on ne trouve qu'une référence aux cartes en faveur des emprunts et aucune dénonçant la tentation de signer une paix blanche. La thématique antiallemande du corpus cantonal reste donc très mesurée, en deçà visiblement de la production nationale. Si ces images correspondent à celles de la production nationale, elles le font avec de fortes variations d'un sujet à l'autre et d'un lot à l'autre.

⁶⁸⁰ Pierre à Anna Cauquil, 17 avril 1916

Mais surtout, un grand nombre de motifs porte des messages ambigus, en se situant à la frontière du civil et du militaire, de la raison d'état et de la vie privée, révélant la confusion qui peut régner dans les imaginaire de tous ; Quelle est en effet, la signification de la carte délicate ci-dessous qui relève a priori du style fantaisie patriotique⁶⁸¹? Qu'y reste-il de la guerre, de l'union Sacrée et de la défense de la patrie ? Un drapeau en forme de papillon, et un char à canon minuscule, blanc, assimilable à une charrette qui transporte des fleurs. Comment lire le message ? Adhésion patriotique ou à l'opposé message pacifiste presque transgressif, ou plus sûrement expression de l'affection d'un père à sa fille, qui plus est, exigeante sur l'esthétique cartière à laquelle il expédie « Un baiser du front » ?

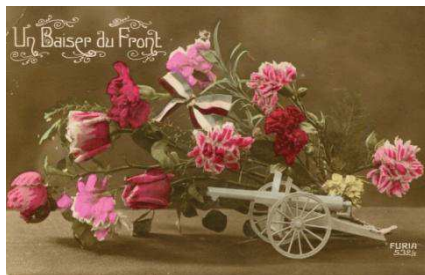


Figure 36. Victor Vidal à sa fille Cornélie. 16 septembre 1916

Il en est de même concernant les nombreux paysages de destructions présents dans le corpus ; Laurent Gervereau a souligné que si la présence très importante des vues de ruines représente certes une condamnation des exactions de l'adversaire et délivrent un message patriotique édifiant, elle peut également s'interpréter comme la manifestation d'un intérêt pour « une esthétique pathétique », héritière des tableaux romantiques et plus encore d'un attrait pour le sensationnel ce qui se lit plus haut sous la plume de Pierre Cauquil. Plus troublant encore, ces vues délivreraient un message pacifiste dénonciateur, pour lequel il n'y a « ni vainqueur, ni vaincu dans le dérisoire des restes »⁶⁸² et dont semble bien relever le message expédié par Joseph Chavardès depuis l'arrière-front de Champagne : « Je vous envoie des vues où je passe dans mon

⁶⁸¹ Victor Vidal à sa fille Cornélie, 16 septembre 1916

⁶⁸² Laurent GERVEREAU, *Montrer la guerre? Information ou propagande*, opus cité, p. 54-57

voyage c'est bien curieux à voir mais c'est triste que voulez-vous, il faut que le cœur s'endurcisse comme un morceau d'acier autrement on pourrait pas y tenir. »⁶⁸³

Plus explicitement, certains soldats détournent fréquemment et volontairement l'iconographie pour donner davantage de force à leur message critique. Ainsi, dans un geste de colère et d'impuissante, sous une forme conceptuelle, Louis Palmier qui écrit toujours ses cartes dans un sens horizontal décide ici d'inverser le format : « Ne t'étonne pas si j'écris aujourd'hui dans un autre sens sur ma carte c'est pour te prouver que j'ai le Maroc en travers et plus je vais plus je le déteste de tant qu'il y fait chaud. »⁶⁸⁴ Roger Barbezier, qui précise qu'il a « trouvé tout ce papiè », envoie à son frère la carte à remplir du programme de la « Musique du 163^e RI » sur laquelle il a noté sur les lignes restées vides : « Programme : Neige, pluie, tranché, Canon, voilla le programme »⁶⁸⁵. C'est encore le sens initial de certains messages véhiculés par les images fantaisie-patriotique qui peut être détourné des intentions des concepteurs ou producteurs par les acquéreurs, en particulier par les soldats. Le geste peut apparaitre aussi simple que révélateur de leur lassitude et de leur aspiration à la paix comme dans les trois exemples ci-dessous extraits de la correspondance de la famille Delmas. Les deux premiers motifs sont eux-aussi typiques du registre fantaisie-patriotique, permettant à ceux que la guerre a éloignés d'exprimer leurs sentiments mutuels et leur aspiration aux retrouvailles. Sur la première image, un soldat quitte les tranchées chargé d'un superbe bouquet de fleur pour venir de toute évidence en permission passer les fêtes de fin d'année en famille.

⁶⁸³ Joseph à Marie Chavardès, le 17 juin 1915

⁶⁸⁴ Louis à Joséphine Palmier, le 8 juillet 1915

⁶⁸⁵ Lettre de Roger Barbezier à son frère, non daté. (avant août 1916)



Figure 37. 3 cartes à message patriotique détourné par Jean Delmas

Sauf que l'épistolier, Jean Delmas, 44 ans et père de trois enfants, passe son deuxième hiver dans la boue et sous la neige des tranchées d'un secteur agité de la Somme. Un trait et un mot de six lettres, *triste* qui remplace *heureuse* suffisent alors à renverser le sens de l'image. Une carte vendue pour patriotique permet ainsi à un soldat d'exprimer des sentiments de profonde lassitude. L'image a de toute évidence provoqué un écho à sa souffrance – ou à sa colère – d'époux séparé depuis trop longtemps de sa famille. Sur l'autre carte, il récidive : « Très mauvaise » remplace « ~~heureuse~~ » année. Une autre fois, il choisit une carte représentant « les drapeaux pris à l'ennemi », sujet on ne peut plus patriotique, pour souhaiter qu'arrive « la Paix ! » Ce message s'opposant au discours officiel est pourtant assimilée à du défaitisme par les autorités militaires. Le cas n'est pas rare ; ainsi Jacques Sicard, matelot sur le Vergniaud, choisit le motif du « bataillon héroïque de Patras » représenté sur les quais envahis par une foule enthousiaste pour espérer aussi dès le 6 mai 1915 : « que tout cela finisse bientôt car tous nous en avons marre de la guerre. »⁶⁸⁶

⁶⁸⁶ Jacques Sicard à Ernest Péliissier, 6 mai 1915

Par ailleurs, la carte patriotique exerce efficacement cette fonction de la photographie qui consiste à baliser le terrain des identités attendues par la norme sociale : les drapeaux régimentaires fixent les corps militaires d'appartenance des fantassins, tandis que les artilleurs expédient plus fréquemment des cartes de canons et les marins des vues de cuirassés au dos desquelles ils expriment leur fierté, ou bien celle qu'il pense être celle de leurs proches. Les plus jeunes préfèrent souvent les motifs satyriques dont on peut supposer que l'offre abonde en ce sens dans leurs régiments. Davantage encore, les cartes fantaisie-patriotiques qui circulent entre les fronts assignent des rôles stéréotypés à chacun dans la nation en guerre, aux couple, aux parents et à leurs enfants. Les scènes ne représentent jamais davantage que les membres d'une famille nucléaire réduite à trois enfants maximum. - sur près de 1800 images, seules deux mettent en scène des personnes plus âgées, devenues de fait invisibles dans ces imaginaires et les représentations. Par la composition, le sujet, les textes, le jeu des couleurs qui donne sa force à l'image, elles entérinent toutes la division des rôles sociaux sexués et très bourgeois ; de jeunes femmes de papier coloré, élégamment vêtues, devenant le repos du guerrier, ne travaillent jamais hors du foyer - très briqué - pour l'entretenir avec douceur. Elles sont parfois accompagnées d'enfants qui participent à leur niveau au front intérieur en œuvrant à soutenir par, leurs vœux, leurs jeux en armes et uniformes, le courrier et les colis leur père mobilisé. En ce sens, ces images lénifiantes peuvent faire rêver voire rassurer des mères, épouses et filles qui s'épuisent à la tâche en ces temps de guerre et plus encore s'inquiètent. Par leur variété, leur succès et leur quantité, elles contribuent certainement à fournir aux Français « une représentation de la guerre telle qu'ils aimeraient la voir »⁶⁸⁷ ou le poilu se bat, toujours à la baïonnette, et endure parce qu'une famille idéalisée le soutient. Pourtant il faudrait être attentif une fois de plus à leur utilisation : Louis Barbezier expédie à sa fille Jeannette, 6 ans, une de ces cartes fantaisie-patriotiques qui met en scène un personnage féminin vêtue d'un long manteau vert et blanc, à l'allure hiératique, qui pose à côté d'un canon 75, Le message patriotique, et sexiste, adressé à l'ennemi est clair qui dit : « le faire agir est jeu d'enfant, osez Prussiens venir devant ». Sur le revers, Pierre a écrit :

⁶⁸⁷ François PAIRAULT, *Montrer la guerre? Information ou propagande, opus cité*, p.63

« Voilà une carte qui te fera plaisir et quand tu seras grande tu pourras aller dans l'artillerie comme la demoiselle qui est sur la carte et tu pourras faire partir ces boches de France »⁶⁸⁸. En quelques mots, derrière un message hautement consensuel, non seulement, le père a exprimé toute l'affection qu'il porte à sa fille, dit son appréhension d'une très longue guerre, et enfin a bousculé l'identité de genre à laquelle le motif pouvait assigner Jeannette. De fait ce détournement souligne à son tour que si la production et la diffusion de ces cartes contribuent surtout à fournir des représentations de la société toute entière, telle que les catégories dominantes la souhaiteraient : unie, jeune, enthousiaste et patriote, il existe bien des formes de résistance et de détournement dans leur appropriation et leurs utilisations. Et s'il est vrai que l'on peut rejoindre G. Doizy pour relever que l'expression d'un sentiment patriotique est rare dans les textes des cartes, plus que dans les lettres étant donné parfois les différentes appartenances sociales des épistoliers, à la différence cependant de ses conclusions, l'analyse des centaines de cartes de ce corpus cantonal atteste qu'il y a assez fréquemment trace d'une évidente corrélation entre l'image et le texte et surtout que l'image porte une intention en fonction du contexte, de l'identité de l'épistolier et de son destinataire. Beaucoup de choix répondent en particulier à la nécessité de délivrer avec précision et détails visuels un message personnel.

1.3.3.2.2. Dire mieux que la lettre pour informer et documenter.

Si la carte postale est si usitée par les épistoliers, c'est aussi semble-t-il pour sa capacité à substituer l'image aux mots afin de délivrer rapidement des informations factuelles précises. Dans le corpus, elle a souvent pour objectif de montrer visuellement le lieu où se trouve le soldat au fur et à mesure de ses déplacements. Elle nécessite bien moins de temps et d'efforts graphiques qu'une description écrite et représente une solide alternative au texte descriptif d'une lettre par laquelle, comme le souligne C. Vidal Naquet, « Le décor si souvent évoqué transmet le quotidien de la guerre et a pour effet d'introduire d'emblée le destinataire dans l'univers du soldat »⁶⁸⁹.

⁶⁸⁸ Pierre à Jeannette Barbezier, 29 mars 1915

⁶⁸⁹ Clémentine VIDAL NAQUET, *Couples dans la Grande Guerre, le tragique et l'ordinaire du lien conjugal*, opus cité,, p. 227

Au regard de l'importance des paysages dans le corpus, elle semble proposer un moyen particulièrement efficace d'en dessiner le cadre spatial élargi sans recours à l'écrit. Elle situe, et la signification est immédiate d'où sa redoutable efficacité. Si les épistoliers se sont accordés sur le fait que la carte postale présente le décor où officie le soldat, ce dernier envoie avec constance les vues des paysages qu'il traverse. La lettre du prisonnier Paul Loubet souligne combien la carte est investie de possibilités supérieures à celles de la lettre quand il s'agit de planter ce décor du quotidien dans un contexte où de plus les mots sont au sens propre comptés par la censure : « Je t'envoie en même temps cette vue du camp, je pense que tu as reçu l'autre vue il y a un mois environ qui représentait le camp où je suis, en sens inverse. »⁶⁹⁰ Inversement Pierre Cauquil est à Clermont-en-Argonne mais, prévient-il « La carte que je t'envoie ce n'est pas le pays que j'habite j'en ai pas trouvé du pays. Ne te fais pas de mauvais sang »⁶⁹¹ Cette remarque souligne bien que pour le soldat, le lieu représenté sur la carte est un critère essentiel, presque naturel, de son choix, certes induit par ce qu'il trouve sur place. Dans tous les lots, le paysage et le lieu de présence du soldat se répondent en général naturellement puisque quand, exceptionnellement ce n'est pas le cas le soldat le précise. Comme en temps de paix, il s'agit pour le soldat d'inviter à un voyage par procuration et ce faisant de tenir momentanément à distance la situation militaire. L'image représente alors une source d'information privée efficace, la seule souvent relative aux nombreux déplacements militaires même s'il peut y avoir quelques décalages temporels. Pour être encore plus précis, il n'est pas rare que certains soldats placent des croix sur l'image indiquant l'emplacement où ils dorment, lieu de ce qu'il reste de leur intimité et dans ce temps exceptionnel de la guerre, la carte assure la même fonction que la photographie familiale qui « intervient pour pérenniser, réaffirmer de façon symbolique, la continuité menacée et l'étirement aux limites de la disparition de la vie familiale. »⁶⁹² Du Maroc, Urbain Adgé envoie le motif du campement de toile de tentes qui sert de caserne au bataillon du 121^e RIT avec ce commentaire : « C'est là notre caserne tu dois voir que nos toits sont pas bien solides »⁶⁹³ Puis il précise encore

⁶⁹⁰ Paul à Marie Loubet, 26 janvier 1916

⁶⁹¹ Pierre à Ana Cauquil, 30 mars 1916

⁶⁹² Susan SONTAG, *Sur la photographie*, op. cit., p. 23

⁶⁹³ Urbain à Lucie Adgé, 19 octobre 1914

après son déménagement ; « Je te renvoie la photographie de notre caserne on peut distinguer je crois la terrasse où j’habite »⁶⁹⁴ et il y a placé de fait une croix. Les motifs de bateaux où vivent les marins sont fréquents, davantage en tant que « maisons », que comme des armes. Montrer son lieu de vie c’est contribuer à recréer un foyer. C’est donc à la demande renouvelée de sa jeune sœur Catherine, qu’André se lance désespérément à la recherche de la représentation de son vaisseau de guerre, le *D’Entrecasteaux*. »⁶⁹⁵ Et tandis que son père Jean précise dans le camp de Mailly où il a atterri : « Voici nos casernes les uns sont dans ses marabouts (tentes) qui ressemblent à des gerbes de sel et moi je suis dans ces baraques en planches quelles se trouvent entremêlées sur le derrière »⁶⁹⁶, son fils a enfin trouvé une photographie du bateau qu’il a pourtant quitté : « Pour te surprendre je t’ai envoyé le *D’entrecasteaux* sans avertir. Comme vous me l’aviez demandé en grand, j’ai trouvé l’occasion. Je crois que vous lui ferez prendre la première place encadré dans la cuisine avec la photo que vous mettrez dedans le cadre. »⁶⁹⁷.

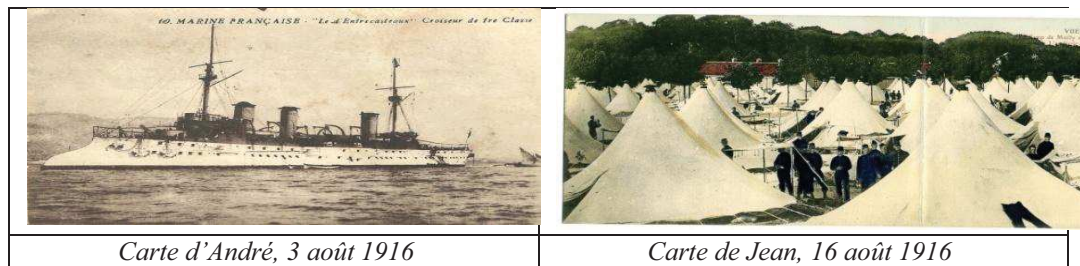


Figure 38. Cartes postales d'André et Jean Serven

Si André expédie la photographie bien qu’il ait changé de cuirassé c’est peut-être parce qu’il se souvient de la longue description épistolaire dans laquelle il s’était lancé un an auparavant faute d’avoir pu trouver l’image qui l’en aurait dispensé.⁶⁹⁸

Les soldats, par cet outil privilégié, diffusent également des connaissances pour instruire leurs proches, enfants ou parents. Le fait qu’une grande partie des motifs représente des paysages qui répondent souvent à une demande, révèle la curiosité des

⁶⁹⁴ Urbain à Lucie Adgé, 13 février 1917

⁶⁹⁵ André Serven à sa famille, 24 décembre 1915

⁶⁹⁶ Jean Serven à sa famille, 16 août 1916

⁶⁹⁷ André Serven à sa famille, 3 août 1916

⁶⁹⁸ André Serven à sa famille, 1er juin 1915

utilisateurs qui cherchent à transmettre leurs découvertes et pour les autres à connaître et découvrir. Ce sont les paysages, les monuments ou les statues de sujets souvent célèbres, celles qui peuplent en dessins les manuels scolaires, qui sont mises en partage et commentées dans un but d'édification culturelle notamment historique et géographique, par un soldat souvent pédagogue. Ainsi de l'entrée du Canal de Suez, André Serven écrit à ses parents : « Voilà la statue de Ferdinand de Lesseps celui qui a fait construire le canal sa statue est posée le long du canal »⁶⁹⁹. L'anticlérical Joseph Chavardès paraît lui fasciné partout où il passe, par les églises gothiques inconnues de son Midi languedocien quand il écrit à son épouse que « La cathédrale de Toul c'est une église qu'on ne peut rien voir de plus beau »⁷⁰⁰. Les châteaux encore, qui servent parfois de cantonnement improbable aux soldats, fascinent, souvent pour la part d'exotique qu'ils recèlent. C'est le cas de Jean Serven qui précise : « le château qui se trouve au milieu du bois que nous sommes en train à couper en ce moment, il appartient à un Anglais »⁷⁰¹ ou son ami Jean Delmas : « Je vous envoie de la mousse de la forêt, ça appartient à un fils de Sadi Carnot, il a un joli château ... »⁷⁰² C'est pour des raisons plus pragmatique que Paul Honorat choisit un monument de Picardie : « Je t'envoie la carte où ton oncle est cantonné derrière le château, c'est là où Blayac est enterré »⁷⁰³. La carte, on le voit, sert alors de franche confrontation à l'altérité géographique ou sociale et provoque des sentiments partagés entre stupéfaction, méfiance et admiration. Les pères en particulier utilisent l'objet pour enseigner la géographie ou transmettre des valeurs à leurs jeunes garçons, tentant de préserver leur rôle d'éducateur et de maintenir le lien qui les unit malgré la séparation. Jean Delmas aime présenter systématiquement les monuments lyonnais à ses retours de permission à ses deux plus grands enfants : « Mon cher Marius, Pendant mon arrêt à Lyon j'ai profité de visiter les curiosités c'est très joli de belles places et de belles arènes je t'envoie une vue tu en prendras

⁶⁹⁹ André Serven à sa famille, 28 mars 1915

⁷⁰⁰ Joseph Chavardès à son épouse, 15 août 1915

⁷⁰¹ Jean Serven à sa famille, 22 juin 1916

⁷⁰² Jean à Marguerite Delmas, 4 avril 1915

⁷⁰³ Paul à Anna Honorat, 17 mars 1915

connaissance »⁷⁰⁴, le mot « connaissance » venant souvent souligner le rôle d'éducateur que s'octroie le chef de famille par ce vecteur à valeur pédagogique.

Enfin, certains utilisent les cartes fantaisie-patriotiques en remplacement de la photographie pour contribuer à l'interconnaissance familiale lorsque les jeunes enfants grandissent vite. C'est le cas de M. Jeanne Nougaret qui demande fréquemment à son époux de reconnaître sa fillette sur le motif expédié comme ce 29 juin 1915 : « La petite est en train de faire comme sur la carte, les jambes en l'air tout en appelant son papa. »⁷⁰⁵ Dori participe ainsi aux progrès de sa fille tandis que son épouse œuvre à le réintroduire de cette façon au plus près de l'intimité familiale en se passant de la photographie.

1.3.3.2.3. Un vecteur privilégié de l'expression des affects.

Les cartes postales servent encore à l'expression des émotions. Elles peuvent d'abord acquérir comme la photographie une valeur thérapeutique en agissant comme un anti-anxiolytique ou une façon de conjurer la peur ressentie en l'évoquant. Par exemple Jean Serven expédie de l'arrière-front des Vosges où « ça chauffe dur », le 13 novembre 1915, une carte propre à le projeter dans le futur en devenant susceptible de faire déjà « souvenir » ; Il pointe du crayon la maison où il était hébergé et qui vient d'être bombardée. Paul Honorat, dans le secteur agité de Neuville Saint Vaast en fait de même avec des motifs de ruines : « Je tiens à t'envoyer quelques vues principales comme souvenir de guerre. Pour changer tous les jours, ils nous arrosent un peu. »⁷⁰⁶ De même, Pierre Cauquil, et il n'est pas le seul, donne à voir visuellement l'origine de sa frayeur, à savoir l'écrasement du Zeppelin allemand. De l'arrière partent de nombreuses vues de paysages connus, achetées en séries. Rose Vidal écrit ainsi à Victor : « Je te fais ces quelques mots au café. Je t'envoie la carte de Notre Dame du Grau et demain je t'enverrai l'Eglise »⁷⁰⁷. Elles peuvent viser peut-être à compenser la nostalgie du pays,

⁷⁰⁴ Jean à Marius Delmas, 4 avril 1915

⁷⁰⁵ M. Jeanne à Dori Nougaret, 29 juin 1915

⁷⁰⁶ Paul à Anna Honorat, 17 mars 1915

⁷⁰⁷ Rose à Victor Vidal, 16 février 1916

motivation qui se lit dans la demande de Paul Loubet : « Tu diras à mes neveux qu'ils m'envoient des vues de la ville cela me fera plaisir et surtout pas les mêmes⁷⁰⁸ ».

Enfin, et surtout, ce qui fait le succès des cartes fantaisie-patriotiques, outre l'effet de mode ou l'expression d'un goût esthétique très marqué et partagé, c'est, à la lecture des verso, l'opportunité manifeste qu'elles offrent à tous les épistoliers, hommes, femmes et enfants, de les transformer en vecteurs efficaces de l'expression des sentiments y compris les plus intimes. Par l'ambiguïté des messages qu'elles portent, par l'iconographie et le texte qui l'accompagne, elles disent les manques affectifs et sexuels nés de la séparation, tout autant qu'elles proposent des compensations imaginaires et parfois de projets conjugaux et familiaux de papier. Elles permettent de rapprocher les cœurs et plus encore les corps grâce à leur capacité à provoquer l'identification aux sujets. Selon l'âge des épistoliers, la force de leurs sentiments, l'intensité des commentaires écrits et des allusions visuelles varient, mais elles sont présentes à des degrés divers dans bien des cartes et dans tous les lots. Bien plus souvent et peut-être bien mieux qu'avec la photographie familiale qui fige les attitudes, les épistoliers attestent dans les écrits d'une formidable capacité et propension à investir cette identification aux personnages et aux situations proposées par ce type de carte. Rose et Victor Vidal prolongent l'intimité des retrouvailles lors de la permission du soldat en se la remémorant grâce au support qui présente un couple énamouré allongé sur un vaste lit :

« Cher Victor, Je t'assure que tu as trouvé là en cette carte le portrait de ces quelques jours de permission où nous étions si heureux. Tu as rêvé de moi, moi je fais pareil. Je ne faisais que tourner d'un côté et de l'autre et je ne trouvais rien à attraper. Je pense que bientôt, dans quelques mois je t'aurai pour toujours à mes côtés et alors tu penses que nous pourrons nous en donner et pour toujours. Rose. Cette carte si tu la renvoies, envoie-la à la maison »⁷⁰⁹.

Paradoxalement, alors que la dernière phrase souligne le fait que certains messages aux allusions sexuelles implicites doivent rester dans le secret du couple, cette carte n'a pas rejoint le lot de lettres dans le caveau funéraire et a même été placée dans l'album, suggérant une fois de plus que c'est bien l'image qui a prévalu sur le texte dans le mode de conservation des correspondances.

⁷⁰⁸ Paul à Marie Loubet, 21 février 1916

⁷⁰⁹ Rose à Victor Vidal, 7 mars 1916

Même Joseph Sigal, quand il est au cœur du danger et affronte les orages, achète « à 15 sous les deux », deux cartes de la série au nom évocateur de « Furia » représentant des couples qui s’embrassent sans aucune référence militaire. Il conclut celle qui les met en scène vêtus dans un lit, d’un premier commentaire explicite : « plus rien en attendant que nous puissions faire comme les deux qui sont sur la carte »⁷¹⁰ et la seconde où le couple est nu : « je t’envoie pour la première fois une jolie carte, il vaudrait mieux que ce soit pour de vrai »⁷¹¹. Dans ce cas encore, ce type de carte permet la prolongation imaginaire du temps intime partagé lors de la permission par l’iconographie, le texte de la carte étant lui totalement ignoré.

De plus, ces motifs permettent fréquemment d’exprimer l’affectation entre les pères et leurs enfants comme dans le cas de Célestin, Claire et Rose Adgé : « Clairette et Rosette, Je vous remercie des deux fillettes que vous m’avez envoyées, elles sont bien jolies, j’ai déposé un baiser »⁷¹². Dans la famille Barbezier encore, père et enfants s’embrassent très souvent par cartes postales interposées, comme les étapes d’un rite qui permet d’entretenir la correspondance et donc le lien en trouvant de nouveaux sujets d’échange pour éviter l’usure qui guette en permanence. Pierre dès janvier 1915 envoie des cartes à chacun de ses deux enfants avec cette demande :

« Je t’envoie une carte que tu embrasseras bien fort quand tu la recevras et tu lui feras le baiser sur la joue là où il y a la croix et tu auras la pensée de ton papa qui t’aime bien fort et en même temps tu feras un baiser toi-même à Roger et à maman et tu me diras sur une carte si tu en as été contente »⁷¹³.

Effectivement, la joue de l’enfant photographié est marquée d’une croix et le lot atteste de l’instauration d’un jeu familial autour de ces marques d’affection qui court sur plusieurs années. Roger, 10 ans en 1914, utilise assez systématiquement la carte postale qu’il investit physiquement comme un objet de substitution aux gestes d’affection à l’égard de son père, imité en cela par sa petite sœur Jeannette. Ainsi lui écrit-il : « Cher papa, je t’envoie la poste de Marseillan. Chaque jeudi et chaque dimanche je suis là pour attendre de tes nouvelles. Fais un baiser au petit garçon qu’il y

⁷¹⁰ Joseph à Marie Sigal, 8 mai 1916

⁷¹¹ Joseph à Marie Vidal, non datée

⁷¹² Célestin Adgé à ses filles, 21 mai 1918

⁷¹³ Pierre à Jeannette Barbezier, 6 janvier 1915

a devant comme si c'était moi »⁷¹⁴. Jeannette en fait de même avec une autre carte : « J'ai fait le baiser à la joue, là où tu avais fait la croix quant à moi je vais embrasser la carte là où je fais la croix, tu l'embrasseras bien comme si c'était ta Jeannette qui t'aime du plus profond de son cœur. »⁷¹⁵ De façon bien plus surprenante, c'est le portrait de l'Amiral Auguste Boué de Lapeyrère que Roger utilise pour se rapprocher malgré tout de son père : « Je t'embrasse de tout mon cœur. Je voudrais être à la place de cet amiral pour t'embrasser. Tu embrasseras l'Amiral à la médaille où il y a la croix. »⁷¹⁶ Et puis encore quelques jours plus tard sur le portrait du Général de Castelnau :

« Tu feras un baiser à la croix où je marque la main du général comme si c'était moi. Aujourd'hui c'est dimanche, je profite des sous que l'oncle Paul m'a donnés pour acheter des cartes-lettres et des lettres. J'en ai acheté deux »⁷¹⁷

Et voilà deux grands chefs militaires français investis de fonctions pour le moins inattendues par la fratrie de la famille Louis Barbezier de Marseillan, invitant toujours plus à être attentif à la façon dont les épistoliers se saisissent des représentations mises à leur disposition pour leur donner leur propres significations.

C'est enfin par l'intermédiaire de cartes postales, que durant la séparation, Joséphine et Louis Palmier construisent très tôt le projet d'agrandissement de la famille qui aboutit à la naissance de Geneviève le 9 novembre 1918. Débuté au bout d'un an de séparation sous la plume de Joséphine en juillet 1915, Louis a répondu favorablement Louis :

« Je suis bien satisfait de la gentille carte que tu m'as envoyé faire le choix d'une gentille poupée mon choix est fait tu le trouveras n d'une croix et tu peux croire que oui il me tarde de t'en commander un qui sait quand je pourrai en avoir l'occasion, espérons que ce sera bientôt car je commence à en avoir assez. En attendant ma résolution es prise à mon retour nous en ferons la commande tous les deux. »⁷¹⁸

Par la très grande variété des sujets qu'elles sont susceptibles de mettre en scène, par leur très grande fréquence, par leur aspect réaliste et coloré aussi certainement, les cartes décuplent à un moindre coût la force métonymique de la photographie, ce dont

⁷¹⁴ Roger à Pierre Barbezier, 13 mars 1915.

⁷¹⁵ Jeannette à Pierre Barbezier, non datée

⁷¹⁶ Roger à Pierre Barbezier, 5 janvier 1915

⁷¹⁷ Roger à Pierre Barbezier, 9 janvier 1915

⁷¹⁸ Louis à Joséphine Palmier, 28 juillet 1915

les épistoliers sont bien conscients. Elles sont économiquement et culturellement bien plus accessibles et plus expressives que la photographie et la lettre pour compléter l'utilisation des mots voire les dépasser. Par leur commodité, elles s'imposent dans le temps de guerre comme l'outil qui présente le plus d'atouts pour le maintien très régulier et la continuité des liens familiaux et sociaux à distance dans les milieux populaires. Sa pratique encore, par l'instauration de collections, s'impose comme un projet collectif largement partagé au sein des communautés séparées.

Appréhender la pratique des objets de correspondance à la fois dans leur matérialité, leur diversité, leur rythme et leur contenu comme des expériences sociales durant une guerre qui en a démultiplié la fréquence, les fonctions et les utilisations, c'est en dire toute l'ambiguïté et la complexité. Par leurs usages et appropriations différenciés, lettres, photographies et cartes postales représentent de puissants marqueurs sociaux, lumineux révélateurs des inégalités qui perdurent durant tout le conflit dans les ressources matérielles et culturelles qui permettent de surmonter les épreuves. De façon différenciée, progressivement, les individus et les groupes les ont investis, telles des balises dans le chaos, pour compenser les séparations imposées et maintenir des liens sociaux. Sources d'information, supports de l'expression des affects, vecteurs privilégiés de construction de projet familiaux, conjugaux tout autant que communautaires, activité ludique ou culturelle, parfois œuvres d'art, nourriture symbolique voire thérapeutique, ces objets ont joué des rôles parfois identiques mais le plus souvent complémentaires les uns des autres. Ils ont représenté dans leur diversité, par leur grand nombre et les différents flux de circulation, des bouées, outils essentiels à la ténacité ou l'obéissance, parce que les uns et les unes se les sont massivement appropriés de multiples façons avec une imagination démesurée selon leurs ressources. Ce faisant, ils ont permis aux différents acteurs, à la fois de tenter de retrouver une faible mais réelle puissance d'agir dans la traversée de la guerre, tout en contribuant peut-être à leur patience et leur obéissance.

2.

**DEUXIEME PARTIE. VIVRE EN
GUERRE SUR TOUS LES FRONTS**

2.1. CHAPITRE 4. DES MILITAIRES AU CARREFOUR DES BATAILLES

« Chère Marie,

Tu me dis que Cyprien est venu pour 15 jours. Il a de la chance celui-là. Et dans Agde, il y en a beaucoup comme lui qui se mériteraient d'être en première ligne et qui font leur service dans leur maison ou presque. Je veux te parler de Rocou le gros et du Gafadoum. Il y en a de plus vieux que ces deux qui se font tuer ici à côté de nous et eux sont à leur maison (...) Nous, dans notre famille nous sommes bien partagés. Ton frère au Maroc, Jean du côté de Paris, Joseph en mer et moi qui n'ai jamais tenu un fusil en première ligne. Quant à Louis qu'il tâche moyen de rester toujours où il est qu'il y en ait un au moins qui soit auprès de vous. »⁷¹⁹

En se plaignant de son sort qu'il compare à celui d'au moins sept de ses connaissances masculines, Paul Loubet, à peine arrivé en première ligne dans un secteur agité de l'Argonne met en lumière en moins de dix lignes une constante des affectations militaires, pourtant souvent occultée par l'expérience tout aussi extraordinaire que terrible des fantassins. La grande dispersion sur tous les fronts des presque trois mille quatre cents mobilisés du canton n'a d'égale que leur grande diversité de conditions. Dès lors, s'intéresser à leurs expériences militaires, c'est prendre immédiatement la mesure de la multiplicité des itinéraires qui s'individualisent d'autant plus que dure le conflit. En effet, par la localisation géographique du canton qui détermine en partie les incorporations, ce que disent d'emblée les diverses sources, c'est qu'un nombre conséquent de soldats qui y sont recensés ne combattent pas en, ou qu'en, Europe. Certes, la majorité connaît le plus souvent en fantassins les premières lignes du front de l'ouest et cette importance se retrouve dans les témoignages. À ce titre, nous continuerons à suivre au plus près le petit groupe de militaires engagés en Lorraine, transportés à la fin du mois d'octobre 1914 en Belgique puis en février 1915 dans la Marne. Mais si la Première guerre mondiale s'impose avant tout comme une histoire de champs de batailles terrestres, le canton agathois « fournit la moitié des recrues de la flotte maritime de l'Ouest héraultais »⁷²⁰. Cette singularité mérite d'autant plus un focus que ces marins ont été quasiment exclus de l'historiographie à dimension régionale, en

⁷¹⁹ Paul à Marie Loubet, 21 juin 1915

⁷²⁰ Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société - Soldats Languedociens (1889-1919)*, opus cité, p. 295.

partie faute de sources disponibles à cette date en ce qui concerne les travaux de Jules Maurin, mais peut-être aussi en raison de leur ancrage géographique limité, de publications bien plus récentes⁷²¹. Il en va de même à l'échelle nationale en ce qui concerne, non pas les mises en guerre de la Marine mais les expériences combattantes dans les ouvrages les plus courus⁷²². Après avoir tenté de mesurer leur poids numérique, on s'intéressera à la diversité de leurs mises en guerre ainsi qu'à la spécificité de leur identité dans le monde des militaires. Très différente encore apparaît l'expérience de quelques 200 soldats territoriaux appartenant aux classes 1893 à 1899, embarqués pour le Maroc qui fait encore partie pour Jean-Charles Jauffret de ces « fronts oubliés »⁷²³, afin d'y remplacer les régiments de l'armée coloniale appelés d'urgence sur le front métropolitain. Enfin, entre le printemps 1915 et 1919, quelques centaines de combattants connaissent l'expérience orientale. Vécue et rapportée par quelques témoins, des Dardanelles aux confins de la Russie méridionale, elle mérite de ne pas être occultée.

2.1.1. Dans la 31^e DI (suite) sur le front de l'ouest.

2.1.1.1. Écrire l'enlèvement dans les tranchées.

2.1.1.1.1. Anciens et nouveaux témoins.

Précisons-le, il ne s'agira pas de prétendre documenter l'expérience combattante dans les tranchées, le champ étant peut-être le plus investi depuis un quart de siècle pour en dire l'horreur vécue par les fantassins selon des interprétations parfois opposées⁷²⁴. L'objectif visé consiste à continuer de suivre au plus près, entre octobre 1914 et mars

⁷²¹ Guilhem, Jean Luc, et Louis, SECONDY, *Les Héraultais dans la Guerre de 14-18*, Villeveyrac, Le Papillon Rouge, 2014.

⁷²² [Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER, *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918*, Paris, Bayard, 2014 \(2004\).](#) / Jean-Jacques BECKER, *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Bruxelles, André Versailles, 2010 / André LOEZ, *La Grande Guerre, opus cité* / Yves POURCHER, *Les jours de guerre: la vie des Français au jour le jour, 1914 - 1918*, Paris, Hachette Littératures, coll. « Pluriel Histoire », 2008 (1995)

⁷²³ Jean Charles JAUFFRET, « Quinze ans d'historiographie française sur la Grande Guerre, 1983-1998 : essai de bilan », *actes du colloque international organisé les 20 et 21 novembre 1998, La Grande Guerre, 80 ans d'historiographie et de représentations*, Montpellier, UMR 5609 du CNRS, ESID (États, sociétés, idéologies, défense), Université de Montpellier III, 2002, p. 39-67.

⁷²⁴ Stéphane AUDOIN-ROUZEAU, *14-18 les combattants des tranchées*, Paris, Armand Colin, 1986 / Frédéric ROUSSEAU, *La guerre censurée: une histoire des combattants européens de 14-18*, Paris, Seuil, 2013 (1999)

1915, la diversité des itinéraires des fantassins du canton de la 31^e DI en privilégiant les contenus des écrits croisés de neuf d'entre eux, témoins qui continuent de faire la guerre aux mêmes endroits : à l'apparition des secteurs postaux en décembre 1914, la plupart des épistoliers informent rapidement leurs familles qu'ils relèvent du secteur 139. Des témoins entrent en scène, brièvement comme le journalier agathois Honoré Aubiel ou plus substantiellement comme l'étudiant Paul Bascoul. Les cartes d'Emile Carabasse, reviennent en octobre 1914 comme de celles de Dori Nougaret tandis que le deuxième carnet de Jean Pierre Aldias débute le 1^{er} décembre 1914. Arrivé de Rodez sur le front le 22 septembre, à l'issue de moins d'un mois de formation à peine quand il en envisageait 36, le soldat Paul Bascoul a passé le 24 septembre sa première nuit dans une tranchée d'un secteur devenu bien plus calme de Lorraine. Joseph Dézarnaud, blessé dès les premiers jours, revient en novembre à la tête d'un bataillon du 81^e RI avant d'être une seconde fois touché en janvier. Cet état chronologique précis des écrits de la 31^e DI reflète plus généralement l'inventaire des correspondances et des entrées de carnets qui font de 1915 l'année la plus fournie dans la totalité du corpus. Tous ne sont cependant pas fantassins de la même façon ; à la différence de Valentin Fournier, l'ouvrier agricole du Tarn, ou d'Honoré Aubiel, simples 2^e classe, J.P. Aldias, lui aussi soldat de rang mais tambour, fils de propriétaire de Bessan, fait partie des quatre brancardiers de la 2^e compagnie du 81^e RI dont le service éprouvant au plus près des corps meurtris ne commence sur le champ de bataille que lorsque les combats se calment un peu. Le facteur E. Carabasse est devenu téléphoniste au 142^e RI et l'étudiant P. Bascoul accède en décembre 1914, à ce grade. Ces appartenances sociales déterminent des fonctions à même de les exposer plus ou moins au danger, de leur octroyer des conditions quotidiennes de vie plus ou moins confortables et, surtout peut-être, de proposer pour les témoins qu'ils sont devenus des angles de vue singuliers à leur sagacité d'observateur.

D'après les JMO des régiments composant la division⁷²⁵ et leurs historiques régimentaires, la division quitte la Lorraine le 12 octobre 1914, après y avoir dès septembre participé au creusement des tranchées de 2^e ligne. S'en suivent deux

⁷²⁵ SHD en ligne, Journaux des unités engagés dans la Première Guerre mondiale, celui de la 31^e DI 26 N 321/6, ne commence qu'en octobre 1916

semaines de déplacements incessants à pieds, voies ferrées ou autobus, entrecoupés de périodes de courts repos et d'exercices entre Château-Thierry où S. Petitjean a rejoint le 15 octobre le deuxième bataillon du 96^e RI, Amiens, Compiègne et Soissons. Puis, à partir du 24 octobre, ces militaires sont transportés par camions en Belgique où ils restent jusqu'à la première semaine de février 1915. Les soldats y affrontent les terrifiantes colonnes allemandes dans les batailles de l'Yser, notamment celles d'Ypres et de Langemark. Puis après moins d'un mois de cantonnements improbables dans l'arrière-front, ils rejoignent à partir du 3 mars, le front de Champagne dans le secteur de Beauséjour, « un si joli nom mais si peu mérité... »⁷²⁶. Là, ils participent à la stratégie de tentatives meurtrières de percée mises en œuvre par l'Etat-major, tout en subissant les effets de la guerre allemande des mines.

Et si l'étude s'arrête si tôt au regard de la longue durée de la guerre, c'est qu'à la fin du mois de mars, comme pour beaucoup d'autres, une nouvelle histoire commence pour tous ou presque puisque un seul des douze témoins partis en août 1914 reste encore sur le front à cette date. L'auscultation de ce double échantillon numérique, celui des témoins mis en parallèle à celui issu des registres, peut permettre de prendre une juste mesure, y compris comptable, de la violence subie par ces militaires avant même Verdun ou la bataille de la Somme, batailles pourtant emblématiques. Des témoins lisibles de Lorraine, deux déjà ont disparu à peine arrivés en Belgique. Valentin Fournier a été capturé au tout début de la bataille d'Ypres, le 30 octobre 1914, et deux jours plus tôt un éclat d'obus a emporté Henri Bleys au nord d'une tranchée de St Julien. Dori Nougaret a été évacué pour pieds gelés le 18 janvier 1915 et à la fin du mois c'est le tour de Joseph Dézarnaud, une seconde fois blessé. Honoré Aubiel, atteint par un éclat d'obus le 7 mars 1915 est évacué jusqu'à la fin de l'année. Il revient, jusqu'à ce qu'un obus tombé trop près de lui à Verdun le rende sourd et que la commission de réforme le déplace alors en service auxiliaire à Béziers. Paul Bascoul a été tué par une balle allemande en sortant de la tranchée « à la tête de ses hommes », le 17 mars 1915. La veille, Pierre Aldias, malade a été lui aussi évacué à l'arrière jusqu'à la fin de l'année et le lendemain, c'est au tour d'Emile Carabasse, blessé, puis celui de Benjamin Simonet, atteint d'un éclat d'obus dans son abri le 26 mars comme quatre

⁷²⁶ Pierre Justin BELLET, *Ma guerre de 14*, opus cité, p. 135

jours plus tard, le 30, Saint Prix Petitjean, blessé à la tête dans une tranchée. Fin mars 1915 déjà, des douze soldats de la 31^e DI partis au début du mois d'août 1914, il ne reste donc plus sur le front que l'adjudant Pierre Bellet. D'autres hommes prennent le relais dans les tranchées en renforts démultipliés, dispersés dans des régiments moins régionaux, comme commence à le percevoir pour s'en réjouir B. Simonet, dès janvier 1915⁷²⁷.

En ces douloureuses fins d'expériences militaires au moins, ces itinéraires reflètent celles des fantassins du canton partis en 1914 appartenant à l'un de ces cinq régiments. D'après leurs fiches matricules, en quelques huit mois de guerre, un quart est déjà mort comme Paul Bascoul, Jules Rayssac, ou Henri Bleys – plus d'un sur trois à la fin de la guerre –. Presque un sur cinq a été capturé comme Valentin Fournier et plus nombreux encore sont les évacués, qu'ils soient blessés (Honoré Aubiel, E. Carabasse, Joseph Dézarnaud, S. Petitjean, B. Simonet), malades (J.P. Aldias) ou qu'ils aient les pieds gelés (Dori Nougaret).

Tableau 2-1. Itinéraires des 225 fantassins de la 31^e DI. Août 1914- 30 mars 1915

ITINERAIRE	NOMBRE	%
MORTS	55	24 %
PRISONNIERS	38	17 %
ÉVACUÉS	86	38 %
TOUJOURS AU	46	21 %
TOTAL	225	100 %

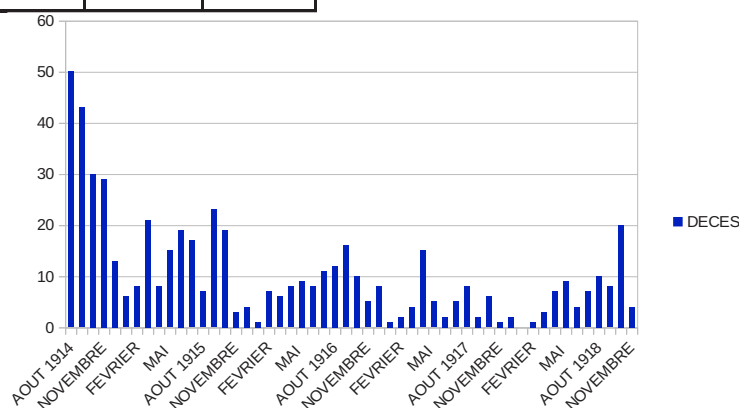


Figure 39. Décès des fantassins du canton. Août 1914-novembre 1918

⁷²⁷ Benjamin à Alice Simonet, 11 janvier 1915.

En dépassant le cadre de la 31^e DI pour prendre en compte la totalité des 943 fantassins du canton partis en août 1914, ceux qui sont morts ou disparus sur tous les fronts, au combat ou des suites de leurs blessures à la fin du mois de mars représentent déjà 39 % de l'ensemble soit plus d'un tiers et contribuent à faire de 1915 l'année la plus meurtrière du conflit. Ce pourcentage supérieur à celui des victimes de la 31^e DI s'explique en grande partie par le nombre très élevé de victimes dans les régiments de zouaves, de chasseurs à pieds et de coloniaux. Se mesure alors peut-être à quel point les Etats-majors ont en permanence besoin de nouveaux troupiers.

2.1.1.1.2. Trois mois dans la boue des Flandres

« A quoi bon citer des noms à consonances plus ou moins baroques qui ne sont que des villages ruinés ne figurant que sur des cartes militaires. A 5 ou 10 kilomètres près nous sommes toujours dans la même région ; au sud d'Y.... au lieu d'être à l'est ou au nord. C'est le même prix »⁷²⁸

Comme le constate dubitatif le commandant J. Dézarnaud, durant plus de trois mois, les fantassins bougent un peu : ils tournent autour d'Ypres dans un coin de territoire argileux des Flandres belges que les Allemands n'ont pas conquis et ces déplacements ne prennent pas forcément sens pour eux y compris parmi les gradés. Est donc désormais venu le temps où, face à l'ennemi, ils vivent enterrés sous des trombes d'eau et d'acier, pataugent dans la boue et la neige, connaissent l'hiver glacial –les pieds gelés de la classe 1914 qui vient d'arriver en première ligne emplissent les témoignages -. L'unique carte conservée, expédiée à son épouse Berthe le 8 janvier 1915 par le soldat Honoré Aubiel, évoque en une phrase clairement les risques : « La situation est toujours des plus critiques nous sommes toujours au même endroit je me trouve en première ligne, c'est très dangereux ». Il faut à un soldat décidément peu de mots, pour, au cœur de la bataille de l'Yser, emplir l'imaginaire de ses proches à l'arrière de lourdes inquiétudes qui deviennent bien plus précises le même jour dans le carnet du brancardier du même régiment qui fait mention d'armes meurtrières bien que les plus artisanales :

Des blessés nous arrivent de partout, ils le sont tous par des bouteilles. Ce sont des bombes lancées par un mortier de très près (100 m) Très

⁷²⁸ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 21 décembre 1914

mauvaises blessures à cause de l'infection. Il y a deux hommes complètement défigurés et un autre a les deux jambes sectionnées. Il meurt juste après. Nous l'enterrons au dessus des casemates d'Ypres. Triste vie »⁷²⁹

Le même jour encore, P. Bascoul a du enterrer son ami sous les obus et constate qu'il est tâché de son sang. Il se met alors à chanter une ballade allemande « Oh comme les morts vont vite ! Oh comme les morts sont lourds ! »⁷³⁰. Confessant sa peine à sa mère, il donne à voir à quel point l'expression des émotions de tristesse et de douleur doivent être contenues dans « l'espace social de tranchées »⁷³¹, rajoutant encore du désarroi subi, heureusement dicible dans l'intimité :

« Quand on voit tomber près de soi les camarades les amis les plus chers dont on fait des confidents on se demande pourquoi on reste et de quel droit il semble que la dette due à la patrie ne se paie pas par les fatigues et qu'elle ne sera payée que lorsque le sang sera versé. Chaque fois que l'un tombe on se demande en retenant ses larmes, car un soldat ne pleure pas « A quand mon tour ? »⁷³²

Plus concis, le même jour encore, du fond des mêmes tranchées, E. Carabasse résume la situation pour excuser visiblement quelques-unes des sautes d'humeur dont a été victime sa fiancée Louison : « Je suis énervé par le froid, les poux, et les boches. », révélant son immense lassitude face au dénuement que vivent tous les soldats qui partagent sa condition. Un mois plus tôt il avait été bien plus précis, disant encore son espoir de fin :

« Tu ne saurais croire comme je commence à en avoir assez de la Belgique. Les Boches dans les tranchées, impossible de les enlever. On est obligé de vivre là face à face dans des tranchées aussi pleines d'eau, nuit et jour sans dormir, malheur à celui qui sort la tête ou qui voudrait attaquer, il est immédiatement reçu par quelques coups de fusil avant d'avoir fait deux pas, c'est une vie de crapaud que l'on mène pleine de boue jusqu'à la tête. La capote n'est plus de couleur bleue elle est jaune de boue et si ce n'était que cela encore seulement les marmites tombent toujours. C'est à ceux qui seront le plus tôt délogés par l'artillerie. Ce

⁷²⁹ J.P. Aldias, 8 janvier 1915,

⁷³⁰ Paul à Marcelle Bascoul, 8 janvier 1915

⁷³¹ André LOEZ « Tears in the Trenches. A Cultural History of Emotions and the Experience of War », dans Jenny MacLeod et Pierre Purseigle (éd.), *Uncovered Fields. Perspectives in First World War Studies*, Leyde, Brill Academic Publishers, 2003, p. 211-226.

⁷³² Paul à Marcelle Bascoul, 8 janvier 1915

n'est pas le rêve tu peux le croire chère Miguette quel sera le jour heureux où cette guerre finira ! »⁷³³

Comme Émile, dès l'expérience belge, les fantassins sont nombreux à filer la métaphore animale pour tenter de traduire à leurs proches leurs conditions dans les tranchées. Quelle que soit leur appartenance sociale, ils se comparent tous à de minuscules et insignifiantes bêtes plus traquées que chasseresses ; « Crapaud » (Carabasse), « lapins » (Bascoul), « taupes », (J. Dézarnaud, B. Simonet ou L. Couissy dans un autre secteur de Champagne avec le 4^e RIC), rat (J. Sigal⁷³⁴ et J. Landes) et même escargot⁷³⁵) (J. Serven sur l'arrière front) composent un bestiaire aussi varié que peu enviable. Louis Barthas en Belgique manie lui aussi la métaphore : « Terrifiés, nous fîmes comme des vers de terre, quelques rampements de plus »⁷³⁶. Ces comparaisons paraissent visuellement efficaces à traduire pour le transmettre le ressenti d'une vie à la fois immobile, terreuse, nocturne et peut-être plus encore le sentiment d'effacement dans le gigantesque dispositif industriel des armes en présence. P. Bascoul y fait souvent référence : « C'est trop bête de se terrer constamment et d'être massacré dans des trous comme des bêtes malfaisantes. Pauvre humanité ! ».⁷³⁷ Tous signent ainsi le sentiment et la prise de conscience rapide d'une forte déshumanisation qui prend la forme d'une « fin de la civilisation » ou d'une expérience qui se situerait « hors de la civilisation ». Dès lors, ces correspondances représentent à la fois un refuge psychologique et une véritable source d'information pour l'arrière : très tôt certains soldats disent ce qu'ils vivent de façon redoutablement évocatrice à leurs proches. Ces derniers savent très tôt toute l'horreur de l'épreuve ou peuvent en avoir en partie connaissance, sans que cela ne change jamais le cours de la guerre.

2.1.1.1.3. 17 jours dans la craie de Beauséjour, tout près des cadavres

Finalement, début février, à la grande satisfaction de tous parce qu'il s'agit de rentrer en France, la 31^e DI quitte la Belgique où elle est remplacée par des unités

⁷³³ Emile Carabasse à Louissette Taillefer, 9 décembre 1914

⁷³⁴ Joseph à Marie Sigal, 31 décembre 1914

⁷³⁵ Jean à Clémence Serven, 6 octobre 1916

⁷³⁶ Louis BARTHAS, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, opus cité*, p. 69

⁷³⁷ Paul à Marcelle Bascoul, 17 janvier 1915.

anglaises, attendues par tous depuis si longtemps, puisque dans tous les témoignages, la relève est espérée depuis début janvier. Tous les combattants disent leur espoir d'avoir passé le plus dur. Ravis dans un premier temps d'en avoir fini avec la boue collante des Flandres, dès la première semaine de mars, ils se retrouvent pourtant en Champagne autour de la ferme de Beauséjour, expérience que Pierre Bellet évoque sans équivoque : « On ne peut imaginer ce que les hommes ont enduré pendant les 17 jours de tranchées qui leur furent ainsi imposées »⁷³⁸. De fait, tous les témoignages convergent pour dire, durant à peine deux semaines, la violence de l'épreuve subie, comme sous la plume d'Emile Carabasse épuisé, sur le point d'être évacué :

Il faut être jour et nuit sur pied, pas de repos, les cuisiniers nous la font sauter puis nous sommes dans des tranchées on dirait de la chaux. Ça nous sèche la gorge. Il faudrait boire chaque seconde mais de l'eau nous n'en avons pas. Les obus ne font que pleuvoir, on ne mange pas, c'est un supplice. J'ai moi-même de la fièvre. Excusez-moi donc si je ne vous en dis pas plus long. Bien le bonjour aux amis et connaissances. Des bons baisers, votre fils qui pense fort à vous Emile. J'en ai marre ! »⁷³⁹

Le carnet de J.P. Aldias met en lumière l'évolution très rapide - 10 jours - de son état d'esprit : observateur d'abord fasciné des assauts auxquels il ne participe pas, il se lance dans une longue énumération quotidienne des victimes en courtes notes successives qui mettent à distance l'horreur puis il finit par ne plus supporter la situation et il est à son tour évacué le 15 mars :

« 5 mars, L'attaque commence, elle échoue d'ailleurs. Drôle de spectacle de voir tomber tant de gens dans une course affolée. Nous pansons les blessés en quantité et descendons au poste chercher les équipes. Mauvaise journée pour nous. 195 blessés au bataillon, 65 morts / 6 mars On attaque toujours avec succès mais avec des pertes. Le lieutenant Grégoire est tué. 78 blessés, 30 morts dont St Pons / 7 mars : Le 96^e attaque à son tour. 43 blessés je suis complètement exténué / 8 mars : A la nuit nous essayons de sortir le corps du lieutenant Grégoire, nous ne pouvons pas les boyaux sont trop encombrés / 10 mars : Encore des blessés / 11 mars : Je suis dégoûté de tout / 12 mars : Ça va de plus en plus mal M. Mimard m'évacue / 15 mars : Je suis dans le train sanitaire. Je n'ai plus de fièvre »⁷⁴⁰

Dans tous les récits, ce sont désormais les cadavres qui envahissent l'espace et le quotidien des tranchées, bien plus encore qu'en Belgique où les fantassins avaient pourtant franchi une nouvelle étape, se heurtant parfois physiquement aux corps

⁷³⁸ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14, opus cité*, p.143

⁷³⁹ Emile Carabasse à ses parents, 17 mars 1915

⁷⁴⁰ ADH, 116 PRI 1 Fonds numérisé.

pourrissants affreusement mutilés ou à des membres épars qui n'avaient pas été inhumés, ou mal, réapparaissaient à l'occasion d'un nouveau tir d'obus. C'est pourtant là, dans la Marne, que tous écrivent bien davantage qu'ils côtoient et touchent des morts en si grand nombre qu'ils doivent apprivoiser cette cohabitation forcée sans toujours y parvenir, comme le brancardier P. Aldias. P. Bascoul ou P. Bellet affrontent mal le fait de devoir recueillir longuement les derniers soupirs des mourants, voire de les enterrer. Au terme d'une semaine de ces mêmes attaques en vain répétées, le chef de bataillon B. Simonet, visiblement très ébranlé, décrit à son épouse ce qu'il voit et vit, sur le mode de l'accumulation répétitive qui paraît lui servir d'exutoire :

« 11 mars. Il faut avoir le cœur déjà fait par sept mois de guerre. On marche pour ainsi dire sur les cadavres français et boches. Et devant les tranchées c'est un véritable charnier. Gare aux premières chaleurs ! Quelle puanteur nous allons respirer ! C'est la guerre ! »

« 15 mars. On marche sur les cadavres, on a fait des parapets de cadavres sur lesquels on s'appuie et devant les parapets, comme dans les champs environnants, ce sont des piles de cadavres (...) Et pourtant tant la guerre rend le cœur dur, je ne ressens aucune impression à la vue de tous ces cadavres. Je les coudoie, je les foule, je les touche sans la moindre impression pénible ! Quelle horrible chose que la guerre ! »

De fait, aujourd'hui, la consultation du site *Mémoire des hommes* permet de prendre la mesure arithmétique précise du massacre qui se déroule quotidiennement en Champagne et qui vaut au général corse Grossetti, commandant le 16^e corps d'armée, le surnom de « boucher de Beauséjour »⁷⁴¹. Du 5 au 23 mars, c'est-à-dire tant que dure la bataille pour les cinq régiments de la 31^e DI, sans compter les soldats qui décèdent plus tard des suites de leurs blessures où ceux qui sont mutilés à vie, les affrontements font au moins 1649 morts soit presque cent chaque jour sans que jamais la percée n'arrive.

Tableau 2-2. Décès journaliers des fantassins de la 31^e DI du 5 au 23 mars 1915

UNITE	81 ^e RI Aldias /Dézarnaud	96 ^e RI Bellet / Petitjean	122 ^e RI Bascoul	142 ^e RI Carabasse/Simonet	342 ^e RI Nougaret	TOTAL
MORTS	262	299	414	385	289	1649

Si l'on s'en tient au seul 122^e RI, le plus touché, celui de P. Bascoul, il n'y a jamais de répit ; le jour le moins meurtrier, le 22 mars, 23 hommes du régiment sont

⁷⁴¹ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, opus cité, p. 149

tués. Ils sont 131 le 6 et 145 le 14. Le 342^e RI, régiment de réserve appelé en renfort, perd 108 hommes dans la seule journée du 19 mars dont le cultivateur Antoine Vernière et le peintre Jean Caussy⁷⁴², lors d'une attaque nocturne d'une grande violence. Le bataillon du 142^e venu à sa rescousse avec à sa tête B. Simonet, perd lui aussi 100 hommes cette nuit-là. Ce jour, ce dernier se la remémore comme « une journée atroce, une journée d'enfer, avec les visions d'horreur »⁷⁴³, les Allemands s'emparent de la tranchée. De même Augustin Astruc, soldat dans le 342^e RI dont le bataillon n'a pas participé à l'attaque relate le drame à son épouse : « Dans cette affaire les deux régiments ont perdu 5 ou 600 hommes. Des compagnies entières sont anéanties ou prisonnières et il ne reste que deux officiers au 6e bataillon. Un général a été tué et notre colonel blessé. »⁷⁴⁴ Pierre Bellet relate lui aussi un autre aspect de cet épisode qui apparaît bien comme un des paroxysmes de son expérience : « On disait que l'ennemi embarrassé de tant de prisonniers, les avait abattus puis enterrés dans les tranchées même pour en creuser de nouvelles. Je ne puis arriver à le croire. »⁷⁴⁵ Cette rumeur, plus que ce constat, disant que les Allemands n'ont pas fait de prisonniers à Beauséjour, semble aujourd'hui confortée par le fait que confronté au nombre très élevé de morts et à la différence de toutes les autres grandes batailles, seuls quatre fantassins du canton ont été capturés dont deux appartenant au 96^e RI avant même le début des affrontements, le 3 mars, suivi d'un de leur camarade le 7 puis un seul le 19, appartenant au 142^e RI, le jour le plus meurtrier. Pour les fantassins, 1915, année où de très nombreux soldats du canton sont dans ce secteur, représente celle où les morts représentent le ratio de loin le plus élevé par rapport au nombre des prisonniers avec plus de 8 soldats sur 10 contre 1 sur 2 en 1918. Ce résultat paraît répondre à la perception de P. Bascoul qui explique à sa mère le choix tactique qu'avait déjà fait les officiers des deux camps en Belgique :

« Dans tous les cas il est possible qu'un grand nombre de nous restera sur le champ. La guerre prend un caractère de sauvagerie outrée. En divers points les boches ont achevé dans les tranchées les blessés tombés entre leurs

⁷⁴² *Mémoire des hommes*, bilan de la recherche concernant les soldats morts le « 19 août 1915 » à « Beauséjour » appartenant au 342^e RI. L'historique du 34^e RI avance le chiffre de 176.

⁷⁴³ Benjamin à Alice Simonet, 20 mars 1915.

⁷⁴⁴ Victor à Honorine Astruc, 23 mars 1915. Il n'a pas mention du général dans l'historique

⁷⁴⁵ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, *opus cité*, p.346

lignes. Quand ils montent à l'assaut, ils ont coutume de pousser devant eux les prisonniers en criant de ne pas tirer. Aussi la consigne est de ne pas faire de prisonniers et de tirer sur tout homme qui se rend. »⁷⁴⁶

L'épreuve parait bien intenable, au sens littéral du terme, puisque tous les témoins de la 31^e DI restent quittent le front à ce moment-là à l'exception de l'adjudant P. Bellet.

Si l'on quitte un instant la 31^e DI, ce que suggèrent les autres sources disponibles, c'est que partout sur le front, c'est durant cette période de l'année 1915, que les militaires sont les plus nombreux à être engagés et que les correspondances ne taisent ni les périls encourus ni l'atrocité des combats, quelque soit le milieu social du fantassin. Le Marseillanais Emile Constan, 21 ans, est mobilisé dans le 6^e bataillon alpin de chasseurs à pied. Comme cela est fréquent il ne reste de lui qu'une unique lettre adressée à ses parents le 8 mars avant qu'il ne soit déclaré disparu le 20 en Alsace. Son bataillon se retrouve engagé sur les versants abrupts des Vosges :

« Nous avons des mitrailleuses qui crachaient un feu sur les boches, aussi le sol est recouvert de morts, on ne peut pas placer les pieds à terre. Nous attendons avec impatience qu'on vienne nous relever. Déjà trois jours que nous sommes ici sous la pluie et la neige. Vous pouvez croire que les pieds en prennent. J'ai les pieds gelés. Votre fils qui vous aime »⁷⁴⁷

Quelques jours plus tard dans ces reliefs escarpés, les Allemands ont l'avantage et Emile disparaît définitivement⁷⁴⁸. Quelques jours avant, dans le même bataillon, Léon Assié avait disparu et quelques semaines plus tard c'est au tour du sous-lieutenant Ulysse Filliol. Du 6 au 21 mars, soit la même période que Beauséjour, l'historique régimentaire fait état de 784 soldats ou sous-officiers tués ou blessés dans le régiment⁷⁴⁹. C'est encore dans ce premier trimestre de 1915, qu'arrivent massivement dans les tranchées la classe 1914 et, plus surprenant, des territoriaux versés dans des régiments d'active, un peu moins d'une centaine sur 470 environ d'après les fiches matricules comme l'Agathois Benjamin Delpont né en 1874. Cependant, celles des témoins restent muettes sur le sujet qu'il s'agisse de Pierre Barbezier (1878), Joseph

⁷⁴⁶ Paul à Marcelle Bascoul, 26 décembre 1915

⁷⁴⁷ Emile Constan à ses parents, 8 mars 1915, AMA, fonds privé numérisé 1914-1918, Belluc

⁷⁴⁸ *Historique du 6e bataillon alpin de chasseurs à pied*, librairie Chapelot Paris, p. 29-37 en ligne <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6226880w.texteImage>

⁷⁴⁹ *Ibidem*, p. 37.

Sigal (1876) ou Joseph Landes (1875) qui est incorporé dans le 296^e RI⁷⁵⁰. Ils y restent le plus souvent jusqu'en 1917 voire au-delà où ils connaissent leur première expérience du feu, fatale pour le premier et le dernier. C'est l'anxiété de ces soldats plus âgés, surpris et en colère d'être mobilisés en première ligne malgré leur âge qui se lit alors dans leurs écrits qu'ils ne semblent pas vraiment autocensurer. Parfois, une lettre de condoléances au contenu sans équivoque en apprend davantage comme celle de Justinien Sicard à sa cousine Marguerite Landes :

« Mon pauvre cousin, le moral avait craqué avec la pensée de la mort. J'étais de son avis. Je sais que tous ceux qui sont dans un secteur si mauvais en première ligne sont toujours entre la vie et la mort. Jour et nuit il se faisait du mauvais sang. Il ne pensait qu'à sa chère épouse et ses deux chérubins »⁷⁵¹.

Le 25 septembre Joseph avait lui explicitement consigné dans son carnet : « à Mareuil, en attendant de monter à la boucherie. »⁷⁵²

2.1.1.2. Supporter « la guerre des taupes ».

Dans ces conditions épouvantables, le 6 novembre 1914, le chef de bataillon B. Simonet se demande « comment nos hommes tiennent encore ? »⁷⁵³ Tous, officiers ou simples soldats, apportent des premiers éléments de réponse qui mettent très souvent et unanimement en avant l'importance, réévaluée au prisme du danger vécu, des moments abrités et des ressources quotidiennes du temps de paix dont la palette varie selon les grades et les appartenances familiales et sociales.

2.1.1.2.1. Le rythme spécifique de la guerre

« 29 janvier, 10 h et demi. L'observateur du 9^e d'artillerie, un capitaine, s'en va. J'arrive à la tranchée de la 4^e compagnie où je trouve quelques amis. De Lauvignier m'invite à diner, on fait cuire des côtelettes de cochon, de la saucisse et des frites que l'on mange de bon appétit les boches sont bien tranquilles. Le soleil tape en plein dans les tranchées, le brasero chauffe énormément, mais on est heureux tout de même. Je reviens à 4

⁷⁵⁰ Carnet de Joseph Landes, 23 janvier 1915-30 octobre 1915, AMA, fonds privé Belluc 1914-1918 numérisé,

⁷⁵¹ Justinien Sicard à Marguerite Landes, 9 novembre 1915

⁷⁵² Carnet de Joseph Landes, 25 septembre 1915

⁷⁵³ Benjamin à Alice Simonet, 6 novembre 1914

heures au poste de commandement, l'eau des boyaux est gelée je glisse sur la glace mais je suis enchanté de cette sortie qui m'a rappelé mon ancienne vie. A la nuit je rentre et il n'y a pas de blessés. Je reviens coucher dans mon lit qu'on s'y trouve bien après une nuit sur la dure et pendant que la neige tombe. »⁷⁵⁴

Le récit du brancardier J.P. Aldias d'un dimanche d'accalmie sur le front belge, à la fin de la première bataille de l'Yser met en lumière la convergence de multiples facteurs qui permettent ce jour-là au soldat d'être « enchanté » alors qu'il se trouve en première ligne dans un des secteurs les plus agités du front. Ce faisant, elle met en avant le rythme très spécifique de la guerre aux tranchées où l'essentiel du temps des militaires ne se déroule pas au combat. Inactivité de l'ennemi donc absence de victimes à brancarder, douceur d'un soleil qui pointe si rarement, d'un feu qui chasse le froid glacial, abondance de nourriture autour d'un regroupement amical, évaporation éphémère des contraintes militaires et hiérarchiques, maîtrise de son temps et pour finir, coucher dans un lit, ce qui semble le plus ravir le soldat, c'est bien que ce court moment passé avec ses amis lui rappelle « son ancienne vie », sa vie civile dont il est d'autant plus capable de profiter que ce type de journée est extrêmement rare dans le quotidien des tranchées. Ainsi, lorsque les soldats sont en 1^{ère} ou 2^e lignes, chaque récit fait état de périodes de répit plus ou moins importantes pendant lesquels l'ennemi ne menace pas ou menace moins, où les soldats peuvent se retrouver à l'abri. Toutes les positions ne se valent pas en terme de danger et chaque soldat est capable d'évaluer les risques de chacune en fonction de l'activité de l'artillerie ennemie, de la ligne de tranchée plus ou moins proche du front, la première n'est pas forcément considérée comme la plus dangereuse, mais aussi du secteur, plus ou moins exposé, comme l'explique très précisément S. Petitjean à Charlotte⁷⁵⁵. De plus, entre la Lorraine et la Belgique en octobre 1914, puis entre la Belgique et la Marne en février 1915, la 31^e division est sur l'arrière-front. Comme en Lorraine, l'espoir d'avoir passé le plus difficile après des affrontements meurtriers, représente une ressource mentale immédiate, partagée et fréquente souvent exprimée lors des semaines de cantonnement. Là, tous les militaires tentent de s'adonner à des activités conformes à leurs appartenances civiles, sociales,

⁷⁵⁴ Carnet de J. P. Aldias, 29 janvier 1915.

⁷⁵⁵ S. à Charlotte Petitjean, 3 et 9 juillet 1915

géographiques et générationnelles qui participent de « l'ordinaire » de la guerre⁷⁵⁶. Paul Bascoul, J. Pierre Aldias, Pierre Bellet et les trois commandants font du tourisme dominical à Amiens dont tous font de longues descriptions pittoresques ou plus ethnographiques. Nombre d'entre eux encore chassent des lapins. Les plus catholiques assistent aux cérémonies catholiques et B. Simonet trouve dans cette pratique religieuse une ressource spirituelle mais aussi affective dans la concordance des temps partagés symboliquement à distance avec les siens : « Ma lettre finie, j'ai été au salut, afin de me mettre en communion avec vous. A la même heure vous étiez sans doute réunis à Saint-Fulcran et nos âmes se joignaient auprès de Dieu.»⁷⁵⁷ Cathédrale Saint Fulcran pour le Lodévois, église St Sever pour l'Agathois J. Dézarnaud, Sacré-Cœur pour le Parisien S. Petitjean, les commandants vivent les messes auxquelles ils communient, comme des retrouvailles familiales. Mais par ennui, curiosité, suivisme ou nécessité de produire du commun, d'autres comme Paul Bascoul ou Louis Carabasse, se surprennent en 1914 à assister à la messe de Noël. De même, sur l'arrière front, le travailleur militaire Joseph Chavardès qui fréquente peu l'église écrit à son épouse combien se rendre à la messe représente une occasion de convivialité dans une fonction solitaire : « Je suis convoyeur. À l'occasion de la fête de l'ascension je suis allé à la messe. On se plaît beaucoup parce qu'il y a des jeunes demoiselles qui chantent tout le temps. Puis il y a beaucoup de monde »⁷⁵⁸

Par ailleurs, dans tous les témoignages, il apparaît nettement que les sociabilités au front sont construites sur des normes existantes d'avant-guerre. Ainsi, le grade, reflet militaire des appartenances civiles, lie les soldats et les officiers entre eux. Alors que jamais il ne nomme un soldat, à l'exception de son ordonnance, B. Simonet connaît par leurs noms, prénoms et grades tous les officiers du 142^e RI qu'il fréquente souvent depuis Lodève ainsi que ceux qui se succèdent dans son bataillon. Il les réunit régulièrement et trouve du réconfort en leur compagnie. Il en va de même de J. Dézarnaud qui présente à distance tout son État-major à son épouse. Inversement, S. Petitjean s'en tient à distance, d'autant que d'après Pierre Bellet, il rabroue souvent les

⁷⁵⁶ François BUTON, LOEZ André, MARIOT Nicolas (dir.), « L'ordinaire de la guerre », *Agone*, 2014/1 n° 53, p. 7-10.

⁷⁵⁷ Benjamin à Alice Simonet, 15 février 1915

⁷⁵⁸ Joseph à Marie Chavardès, 13 mai 1915

officiers du bataillon. Dans son courrier, il n'en est jamais question, et l'adjudant confirme une solitude assumée. B. Simonet et S. Petitjean ont pourtant le même âge, ont eu la même formation, exercent la même fonction, ont la même situation familiale, le même passé militaire dans les conquêtes coloniales et en ont été félicité par l'obtention du grade d'officier de la Légion d'honneur. Mais le premier est fils d'épicier et a dix frères et sœurs tandis que le second qui est fils unique, descend de la noblesse berrichonne. Cet habitus social et familial peut être avancé comme un premier facteur explicatif à cette différence de comportement. Mais joue certainement aussi le fait que S. Petitjean arrive directement du Maroc sans avoir partagé la vie d'une caserne française et donc sans en connaître ses membres et ses mœurs. Quoiqu'il en soit, les trois chefs de bataillon perçoivent les soldats jusqu'au sergent comme faisant partie d'un groupe uniforme appelé le plus souvent « Les hommes ». Concernant, les troupiers et les sous-officiers pour lesquels Alexandre Lafon a montré que la camaraderie était un ressort essentiel de l'endurance des soldats⁷⁵⁹, le critère de l'âge qui a accompagné les apprentissages, puis les étapes de leur vie civile, apparaît essentiel. Les cercles générationnels sont quasi systématiques dans les réseaux amicaux surtout s'ils existaient avant-guerre : Emile Carabasse reste proche des jeunes gens non seulement du même âge que lui mais également originaires d'Agde : il en cite une dizaine pour lesquels il donne ou inversement demande, des nouvelles à Louison. L'inventaire de la trentaine de noms cités par P. Aldias dans son carnet permet de retrouver huit Bessanais de sa classe ou presque. De même P. Bascoul se rapproche de deux de ses amis voisins et étudiants comme lui et retrouve au front immédiatement l'artilleur André Filliol, son camarade d'internat du lycée agathois sur lequel il peut compter quand il a besoin d'argent. Il en va de même pour les soldats plus âgés comme Dori Nougaret lié prioritairement aux « 5 Marseillanais de son régiment ». P. Bellet souligne que certains liens relèvent d'impératifs sociaux répondant à des engagements collectifs moraux devenus sacrés dans le danger, passés à la mobilisation lorsque secourant une connaissance, il précise : « Le jour du départ nous avons promis aux nôtres de veiller les uns sur les autres »⁷⁶⁰. Mais, socialement très isolé par sa fonction au poste de commandement du bataillon, il

⁷⁵⁹ Alexandre LAFON, *La camaraderie au front, 1914-1918, opus cité*

⁷⁶⁰ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14, opus cité*, p.28

s'attache aux agents de liaison qui se succèdent pourtant à un rythme rapide dont en particulier le premier d'entre eux, Louis Astoul : « Je choisis comme cycliste du bataillon le soldat Astoul qui me paraît très débrouillard ; il est destiné à vivre auprès de moi et par conséquent à devenir un peu mon ami »⁷⁶¹. Jusqu'à sa mort rapidement survenue mi-novembre 1914, il devient, d'après P. Bellet, très proche du commandant Petitjean qui n'en parle cependant jamais à son épouse. Cette qualité de la relation ne se laisse que deviner et se présente dans le corpus comme la seule qui transgresse les appartenances de classes.

De fait, pour tous, au fil des épreuves et au sein de ces liens de camaraderie se forgent des amitiés privilégiées. N. Mariot a remis en partie en question l'existence probante de la force de ces liens évoqués par Marc Bloch⁷⁶². Pourtant, dans le corpus, elle est extrêmement présente selon des critères d'appartenance de classes, géographiques et d'âges très conventionnels. Paul Bascoul retrouve un camarade de lycée, puis après l'évacuation de ce dernier, il se lie à un jeune sous-lieutenant, étudiant comme lui, avec lequel il partage abri, lectures et discussions. B. Simonet écrit à plusieurs reprises à sa femme, la profondeur de l'amitié qui le lie au capitaine Casanova, construite au fil des rudes expériences partagées au terme desquelles ils restent en mars 1915 les seuls survivants des cadres du régiment :

« Nous sommes une paire d'amis maintenant, Casanova et moi, les mêmes dangers courus, on se connaît, on a confiance l'un dans l'autre, et l'on arrive à l'intimité au tréfonds du cœur. C'est le plus brave du bataillon et pourtant à chaque lettre de sa femme il a les yeux pleins de larmes ! »⁷⁶³

Et quand Casanova, perclus de rhumatismes, quitte le front, il ne précède son ami que de quelques jours.

2.1.1.2.2. L'importance des compensations matérielles

⁷⁶¹ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, opus cité, p.14

⁷⁶² Nicolas MARIOT, *Tous unis dans la tranchée ?*, opus cité, p 379

⁷⁶³ Benjamin à Alice Simonet, 9 novembre 1914

ARGENT ET COLIS DANS TROIS CORRESPONDANCES AOÛT 1914 - JUILLET 1915

Argent reçu et *envoyé*. Sauf mention contraire les colis proviennent de la famille nucléaire.

	JOSEPH SIGAL ouvrier agricole soldat 2 ^e classe.	PAUL BASCOUL, étudiant, répétiteur au collège soldat 1 ^{ère} classe puis caporal.	SAINT PRIX PETITJEAN Militaire Capitaine, Commandant de bataillon
Août 1914	<u>Solde : 1 sou/jour</u> « argent »	<u>Salaire de répétiteur : 30 francs</u> <u>Solde : 1 sou /jour</u>	<u>Solde : 12,05 francs /jour</u> ⁷⁶⁴ <i>Délégation de solde : 242,50 francs</i>
Sept. 1914	« petit billet »	20 septembre ; départ. A vu sa mère et sa sœur.	<i>Délégation de solde : 242,50 francs</i>
Octobre 1914	10 francs « Colis de linge »	Emprunte 40 francs à A. Filliol 2 «paquets » ; chocolat, saucisson, cigarettes, gants fourrés, chaussettes caleçon,	<i>Délégation de solde : 242,50 francs</i> Manteau pour la pluie (8/10) « Toutes sortes de colis » (20/10) Nomination de commandant
Nov. 1914	4/11 ; départ pour Soissons « argent » ; « Billet » « Colis » : 3 paquets de tabac, 6 cigares, briquet, papier à cigarettes, tablettes de chocolat, passe montagne, cache-nez.	« Paquet (Juliette) » ; ceinture en chaussettes, passe-montagne «2 paquets ; bonnes choses » 50 francs Caporal le 27 novembre	Solde ; 17,7 francs /jour <i>Délégation de solde : 242,50 francs + 600</i> Passe montagne + gâteaux (8/11) « tous tes petits colis » ; chandail, gants, passe-montagne, gâteaux et chocolat (30/11)
Déc. 1914	« Colis abîmé » ; confiture paquets de tabac, saucisse, capuchon. « Colis » d'(Augustine): 2 tablettes de chocolat, tabac bleu, papier à cigarette, papier à lettres, pastilles à la menthe pour faire le réveillon (24/12)	<u>Solde caporal : 0,22 f/jour</u> « Paquet » ; saucisson, chocolat, chaussette, cache-nuque « petit colis » ; raisins, dattes, figues fourrées, mandarines (17/12)	<i>Délégation de solde : 300 francs</i> 2 petits colis : Gants et chocolat. (8/12) + petit colis : friandises, passe-montagne. (17/12) ; rasoir suédois, vaseline, crayon rouge et bleu. petite lampe électrique et pile de rechange. chaussons, bénedictine, chocolat. colis « le petit Noël des soldats » (23 /12) 2 mandats ; 2 X 200 francs
Janvier 1915	billet de 15 francs perdu 10 francs	Emprunte 100 francs à 4 camarades + 50 francs	<i>Mandat : 650 francs</i> + « 2 petits colis de bonne choses » + 1er colis de vêtements pour les hommes
Février 1915	« colis » ; sac de couchage en drap et manteau, saucisse du pays. + « colis mauvais état » ; saucisson, camembert, chocolat et du papier à lettre + « colis (de ma sœur Emilie) » jambon, saucisse et chocolat, + « colis » : blague avec le paquet de tabac porte monnaie, 6 cigares, et des enveloppes.	« Paquet » dont un imperméable Violettes	Mandat : 700 francs petite médaille, appareil de télégraphie (14/2) 2 ^{ème} colis de vêtements pour les hommes
Mars 1915	16, 80 francs = indemnité vêtements, « colis » ; saucisson, figues, camembert, chaufferette	TUE LE 17/03	Colis de tubes de confitures (24/03)
Avril 1915	« deux colis » ; Le bandage + saucisson, raisins, 5 cigares, paquet de tabac et paquet de gâteaux. 5 francs		Evacué blessé le 30/03 CONVALESCENCE Retour fin mai
Mai 1915	« colis (Augustine) » avec 5 francs dedans 5 francs + « colis »		<i>Mandat : 900 francs (30/05)</i> petit paquet, homard, bande caoûtchou (30/05).
Juin 1915	10 francs « colis » ; chaussettes, alcool de menthe		« le lorgnon au milieu d'excellents gâtes bonbons. » (30/06) Petit Kodak
Juillet 1915	9/07 « je me trouve sans le sou » « Billet 100 sous » (5 francs) + 10 francs		« colis contenant tant de bonnes choses » dont marrons, Bénédicte <i>Mandat : 500 francs + billet ; 100 francs</i>

⁷⁶⁴ D'après Nicolas MARIOT, 1914-1918, *Unis dans la tranchée ? les intellectuels rencontrent le peuple*, opus cité, p. 96 + indemnités d'entrée en campagne, d'habillement

Le récit apaisé de J. P. Aldias qui contraste avec celui qu'il fait deux mois plus tard à Beauséjour, vient éclairer encore l'importance, pour les troupiers comme les officiers, des aspects matériels de l'expérience, révélateurs des grandes inégalités de conditions. Cette place conséquente du sujet dans les écrits permet d'accéder à un vaste panorama de situations comparées, notamment entre les officiers et les troupiers. Or, comme l'a montré N. Mariot, la matérialité des conditions de vie, pour tout prosaïque que puisse apparaître le sujet, éclaire puissamment les différences existantes selon les grades et donc les appartenances sociales⁷⁶⁵ et les motivations des uns et des autres à justifier le conflit. Que la condition des officiers soit, sinon forcément plus abritée sinon plus enviable et confortable que celles des soldats n'a a priori rien d'étonnant. Mais la comparaison des récits révèle non seulement leurs contrastes mais peut-être plus encore leur écarts grandissants dans la durée. Pour en mesurer l'importance et les divers aspects, un inventaire systématique a été dressé à partir de trois correspondances et les données reportées dans le tableau ci-dessous.

Benjamin Simonet considère que « C'est grâce au ravitaillement de l'intendance qui est presque parfait que les hommes supportent si bien le manque de sommeil »⁷⁶⁶. Si la nourriture représente un premier ressort essentiel de la ténacité, les denrées et l'alcool sont bien plus abondants pour les officiers qui sont parfois approvisionnés en priorité par l'intendance militaire et ses services alors qu'ils sont pourtant censés pourvoir à leur besoin sur leur propres fonds, Pierre Bellet allant même jusqu'à accuser certains sous-officiers du 96^e RI de « voler leurs hommes »⁷⁶⁷. Joseph Dézarnaud et Benjamin Simonet décrivent très souvent les copieux menus qu'ils apprécient, approvisionnés par les colis familiaux richement pourvus en provenance de l'arrière, lors des « popotes » où ils réunissent l'encadrement ce qui peut justifier que le brancardier J.P. Aldias s'arrange quand il le peut pour se retrouver à proximité de l'État-major à l'heure des repas. Ces inégalités de conditions persistent en ce qui a trait à l'hébergement, y compris le plus précaire aux tranchées, ce dont les trois chefs de bataillon sont tous d'ailleurs très conscients à l'image de S. Petitjean :

⁷⁶⁵ Nicolas MARIOT, *Tous unis dans la tranchée ? Les intellectuels rencontrent le peuple*, opus cité, deuxième partie ; la matérialité d'une rencontre, p. 65-115

⁷⁶⁶ Benjamin à Alice Simonet, 24 novembre 1914

⁷⁶⁷ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, opus cité, p.78

« Ma chérie, Que fais-tu maintenant mon cher amour, on doit être bien dans notre appartement, mieux qu'ici bien sûr, malgré tout tu sais personnellement je ne suis pas très malheureux car aux tranchées l'abri d'un chef de bataillon est plus confortable que celui des hommes, je voudrais que tous les soldats puissent avoir d'aussi bons abris que moi mais hélas ils sont souvent à la belle étoile. »⁷⁶⁸

Il n'est pas certain que les soldats, lorsqu'on lit les descriptions qu'ils font de leur vie nocturne de tranchée, la qualifieraient de nuit à « belle étoile », même pour rassurer leur épouse, et d'ailleurs ils ne le font pas, mais la mise en parallèle des courriers souligne bien les écarts de condition. En ce qui concerne les abris, même si certains vivent davantage au contact des troupiers que d'autres, les trois commandants restent bien davantage protégés du froid, de la boue, des précipitations - de pluie, neige et projectiles - dans un endroit couvert installé pour eux toujours un peu à l'arrière des premières lignes d'où la promiscuité est par ailleurs absente. Même s'ils édulcorent plus ou moins leurs descriptions et accordent beaucoup d'importance à ce confort relatif, l'aide apportée par leurs ordonnances, et surtout la plus grande sécurité de cet habitat de fortune, sont les arguments récurrents avancés par les trois officiers commandants qui évitent cependant de se plaindre. C'est le cas de Joseph Dézarnaud qui une fois qu'il a décrit la misère matérielle des soldats dans les tranchées belges, inventorie ce qui l'en différencie :

« Pour moi je ne partage leur souffrances que très faiblement car je suis toujours à 3 ou 500 mètres en arrière dans la cave d'une ferme en ruines ou enfoui comme une taupe dans la terre sous un abri blindé (...) je suis dorloté par ceux qui m'entourent caporal adjoint et agents de liaison. La cuisine se fait naturellement très en arrière mais toujours et dans n'importe quelle situation, j'ai mes aliments chauds le matin à 5 heures et le soir à 6 heures (...) Je me porte bien, et aujourd'hui j'ai pu me laver, me raser et même faire couper mes cheveux »⁷⁶⁹

Cette lettre souligne le rôle important de la domesticité militaire, dont peut bénéficier un chef de bataillon grâce en particulier à ses ordonnances. Un soldat brancardier est également plus à l'abri que le simple troupier comme l'écrit J.P. Aldias à l'installation du poste de secours en Belgique : « Arrivé aux 3 rois, on couche chez un type épatant qui nous a entretenu du feu toute la nuit. Il fait un temps de chien. Il pleut à verse et il

⁷⁶⁸ Saint Prix à Charlotte Petitjean, 6 janvier 1915

⁷⁶⁹ Joseph à Thérèse Dézarnaud, 22 novembre 1914

fait un froid de loup. Pauvres diables qui vont coucher dans les tranchées. »⁷⁷⁰ Ces conditions d'hébergement permettent également une meilleure hygiène. Les officiers bénéficient d'une cantine transportée pour eux et peuvent donc changer plus régulièrement de vêtements une fois boueux ou mouillés. Ils peuvent encore savourer plus facilement quelques améliorations et B. Simonet constate qu'il y a deux jours qu'il ne s'est pas lavé mais que cela fait un mois et demi pour certains soldats qui depuis sont « infestés de vermines »⁷⁷¹. Certes les trois chefs de bataillon sont conscients pour le déplorer du « sort misérable de leurs poilus » mais s'y résignent plus ou moins. S. Petitjean, bras agissant des bonnes œuvres de son épouse, réactive des dispositifs charitables et fait distribuer du linge envoyé en abondance par la directrice de l'école de son fils, et des victuailles, fruits des collectes de Charlotte à Noël. B. Simonet, en militaire discipliné et, au début du moins, confiant en son institution, se lance dans la rédaction de rapports à l'intention du haut-commandement pour améliorer le sort matériel des soldats mais passe aussi beaucoup de temps personnel à tenter de leur trouver les meilleurs cantonnements possibles à l'arrière-front.

Différence de quantité et de qualité de nourriture, d'abris, de sécurité et d'hygiène, mais aussi et peut-être surtout, contraste de transferts financiers, car tous les militaires parlent d'argent et le comptent dans leurs correspondances quelle que soit leurs origines sociales ; Alors que les soldats tentent de se faire envoyer tous les mois par leur famille quand cela est possible entre cinq et dix francs pour essentiellement acheter du vin, du tabac et de la nourriture, les chefs de bataillons mettent leur famille à l'abri dès le mois de septembre par le biais de délégations mensuelles de soldes à leur épouses, non seulement importantes mais également croissantes ; Benjamin Simonet par exemple envoie 200 francs le 2 septembre, 300 le 2 octobre, 600 le 18 novembre, 300 encore le 4 décembre, 650 le 1^{er} janvier, 400 le 3 février et 400 encore le 28. Ces sommes conséquentes s'expliquent d'abord par leurs grades⁷⁷² et N. Mariot a éclairé les écarts considérables de rémunération. Mais à ces dernières s'ajoutent de nombreuses « primes

⁷⁷⁰ Carnet de J.P. Aldias, 6 décembre 1914

⁷⁷¹ Benjamin à Alice Simonet, 13 novembre 1914

⁷⁷² Nicolas MARIOT, *Tous unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, opus cité, p. 96

de campagne ». Enfin, elles augmentent encore dans la guerre grâce à la rapidité des promotions des officiers aux conséquences financières immédiates. Les trois officiers démarrent la guerre en tant que capitaines de compagnie pour devenir, suite à l'ampleur des pertes du mois d'août, commandants de bataillon dès septembre : B. Simonet du 1^{er} bataillon du 142^e dès le 2 septembre, S. Petitjean le 6 octobre, du 2^e bataillon du 96^e, et enfin Joseph Dézarnaud, du 1^{er} bataillon du 81^e RI à son retour de blessures en novembre 1914. Leur solde journalière passe alors de 12,05 à 17,7 francs⁷⁷³, soit une augmentation d'un tiers. Paul Bascou qui passe de soldat à caporal ne voit sa solde augmenter que de 15 centimes. Ces promotions s'accompagnent encore de gratifications rapides ; tous étaient chevaliers de la Légion d'honneur avant la guerre mais, le 6 janvier 1915, B. Simonet et en mars J. Dézarnaud, en deviennent officiers, ce qui se traduit par un apport supplémentaire de 250 francs par an. L'octroi de cette nourriture tout aussi symbolique s'avère par ailleurs particulièrement discriminante puisque les soldats ne la connaissent pas et Pierre Bellet note perfidement qu'

« On a fait circuler une note du Colonel promettant la Légion d'honneur au premier officier qui pénétrerait dans le bois (de la Hazelle le 25 septembre), la Médaille Militaire si c'est un soldat. (...) A qui serait la récompense promise ? Deux patrouilles, l'une de la 6^e compagnie, l'autre de la 8^e avaient pénétré en même temps dans le bois, la première suivie à distance par le Lieutenant Ferrié, la deuxième par le lieutenant Sidobre (...) Naturellement ceux qui auraient mérité la récompense, les chefs de patrouille, n'eurent rien du tout, on ne les cita même pas »⁷⁷⁴

Enfin dans les interactions avec l'arrière, de par leur capital culturel, ils maîtrisent déjà bien mieux l'écriture que certains soldats mais ces conditions matérielles avantageuses leur permettent d'utiliser beaucoup mieux le courrier pour combler la séparation : quand les soldats préviennent très souvent qu'ils montent en ligne et ne pourront plus ou peu écrire couchés sous la pluie et dans la boue, ce n'est pas le cas des officiers. Pour eux enfin, la visite des épouses, certes assez rares sont réelles comme les relate B. Simonet à propos des cadres de son régiment lodévois⁷⁷⁵. De même, Charlotte Petitjean rejoint dès octobre 1914 son mari à Château-Thierry. Rien de semblable dans les autres correspondances si ce n'est pour renoncer ou le regretter. Au final, ce qui est

⁷⁷³ ib

⁷⁷⁴ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14, opus cité*, p.72.

⁷⁷⁵ Benjamin à Alice Simonet, 21 février 1915

frappant concernant l'expérience des tranchées, dans la confrontation des correspondances d'officiers, à la fois entre elles et avec les témoignages de simples soldats, c'est l'importance croissante de compensations matérielles très diverses dont ils disposent et qu'ils apprécient face au dénuement extrême et lui aussi croissant, des troupiers. Et si les sources disponibles concernant les Marins ne permettent pas de documenter à cette hauteur leurs expériences sur mer, elles permettent cependant de les approcher de façon non négligeable.

2.1.2. Des marins en Méditerranée.

2.1.2.1. Revue d'effectifs.

2.1.2.1.1. Combien de marins et de capitaines ? Les difficultés d'un décompte.

La Marine nationale compte dans ses rangs 65 000 hommes à la mobilisation, soit 1 à 2 % de l'ensemble des mobilisés dont seulement un tiers des réservistes prévus, le reste ayant été versé dans l'Armée de Terre⁷⁷⁶. Ce pourcentage, si minuscule soit-il, atteste bien de la réalité d'un front maritime où se retrouve un petit nombre de soldats qui grandit tout à la fois dans l'extension géographique et la durée imprévues du conflit. La prégnance de la guerre en mer est perceptible dans la population locale des deux petites villes ; beaucoup d'Agathois et de Marseillanais ont en effet un proche ou une connaissance mobilisés en mer qui justifie qu'ils suivent attentivement les événements maritimes. Tel est le cas par exemple de la famille Palmier où Joséphine commente l'actualité à son époux mobilisé au Maroc mais dont le cousin Etienne est inscrit maritime : « Les enfants ne vont pas vendanger, ils ont repos et Marius est en train de couper le blanc du journal pour te l'envoyer et tu verras que dans notre belle mer nous avons de ces sales boches qui viennent nous faire couler nos navires. » Deux articles publiés localement, signés de Jean Marie Rigal, ancien médecin et officier de marine⁷⁷⁷, documentent les parcours en mer de huit capitaines aux long cours agathois, décédés en mer à partir de leur dossiers individuels conservés au SHD, tandis que pour se pencher

⁷⁷⁶ <https://www.meretmarine.com/fr/content/la-marine-nationale-pendant-14-18>, (consulté le 2 octobre 2018.)

⁷⁷⁷ Jean Marie RIGAL, « Le commandant de vaisseau Reveille » et « Les capitaine au long cours » dans Jean SAGNES (dir.), *1914-1918, L'Agadès dans la guerre, opus cité*, p. 65-116.

sur les expériences des matelots, petites mains de la flotte, des soutiers, canonnières, et autres manœuvres qui peuplèrent les cuirassés, les sous-marins ou les bâtiments militaires ou civils peu à peu réquisitionnés par l'armée, il existe des sources aujourd'hui accessibles. L'étude s'appuie plus spécifiquement sur les fiches individuelles d'inscription maritime dont certaines sont consultables aux archives départementales⁷⁷⁸ qui peuvent être complétées par les journaux d'opérations des différents cuirassés mis en ligne par le site *Mémoire des hommes* et par des fonds privés.

Les archives municipales agathoises détiennent certaines traces éparées comme des photographies ou des livrets militaires qui rendent possible une étude plus nominative et surtout deux lots conséquents de correspondances, ceux de Jean Pélissier⁷⁷⁹ et de Marc Serven⁷⁸⁰. Enfin, on trouve quelques cartes postales dispersés dans d'autres ensembles dont la présence, même diffuse, atteste de l'influence du milieu maritime dans la société agathoise. Ce qui ressort massivement de la confrontation attentive de ces sources, c'est l'extrême diversité et évolution des affectations peu attendues pour une arme si spécifique.

Tableau 2-3. Répartition des marins du canton d'après leurs fiches matricules

CLASSES	MARINE CIVILE	5 DEF/RIC	5e DEF	FUSILIERS MARINS et 163 RI	OFFICIERS D'INFANTERIE	TOTAL
TERRITORIALE 1892-1899	19	14	6	0	5	44
RESERVE ACTIVE 1900-1910	16	20	53	7	3	99
ACTIVE 1911-1913	3	0	71	18	0	92
JEUNES CLASSES 1914-1917	0	0	47	10	0	57
JEUNES CLASSES 1918-1920	0	0	76	0	0	76
TOTAL	38	34	253	35	8	368



Figure 40. Répartition des marins selon les communes

⁷⁷⁸ ADH, sous-série 4S, Mer, ports, transports maritimes

⁷⁷⁹ AMA, fonds numérisés 1914-1918, Jean Pélissier.

⁷⁸⁰ AMA, fonds numérisés 1914-1918, Marc Serven.

Compter les marins pourrait paraître très simple. Pourtant il s'avère que dans la durée de la guerre, beaucoup sont d'abord envoyés dans l'infanterie avant, qu'à partir de 1916, la Marine accueille inversement des soldats sans aucune expérience de la mer. C'est donc l'ensemble de ces parcours qui sera pris en compte au moment de l'incorporation. Le nombre des mobilisés dans la Marine de guerre durant le conflit représente environ 10 à 25 % du total des soldats selon les périodes et les classes, reflétant en cela les évolutions stratégiques du conflit.

En 1914, ils sont tous des inscrits maritimes aptes à maîtriser les bases de la navigation en mer, c'est à dire essentiellement des pêcheurs ou des navigants commerciaux. Les douaniers des ports restent à leur poste en tant qu'affectés spéciaux ou non affectés. Les bateliers sont davantage mobilisés dans le génie quand ils ne deviennent pas travailleurs militaires au maintien des voies navigables pour les plus anciens, tandis que les dockers rejoignent l'armée de terre. D'après les fiches matricules, au moment du passage devant les conseils de révision, cela concerne un soldat sur cinq dans le canton, ce qui, la guerre venue, ne signifiera pas forcément utilisé par la Marine de guerre. D'après Jules Maurin, le canton « représente à lui seul 75 % des marins-pêcheurs et des inscrits maritimes du centre de recrutement de Béziers »⁷⁸¹, l'important port de pêche de Cette relevant du centre de recrutement de Montpellier. Qu'ils soient patrons ou employés, ces inscrits maritimes, au moins jusqu'à la classe 1917, représentent d'après le recensement de 1911 environ 220 hommes mobilisables si l'on s'en tient aux professions. C'est ainsi que la Marine enrôle souvent les membres de familles entières de pêcheurs comme les Allemand, les Balussou, les Bousquet, les Castagnola, les Catanzano, les Mages ou les Hirailles d'Agde mais aussi les Boudou, les Combas, les Corporon, les Miramond et les Negrou de Marseillan, Cette douzaine de familles représente à elle seule un tiers de la totalité des marins mobilisés, des simples matelots aux capitaines au long cours en passant par les quartier-maitres. À la différence d'Agde et de Marseillan, Les communes de Vias et de Bessan, plus éloignées du littoral, ne comptent chacune qu'une douzaine de ces mobilisés dont plus de la moitié appartiennent aux classes 1918 et 1919. Par ailleurs Jean Marie Rigal souligne que les officiers agathois de la marine marchande ou militaire, bien que souvent formés par

⁷⁸¹ Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société - Soldats Languedociens (1889-1919)*, opus cité, p. 231.

l'école d'hydrographie de leur ville qui ne ferme ses portes qu'en 1914 sont rapidement amenés à déménager dans d'autres villes portuaires, notamment Marseille, en raison de la faiblesse du trafic maritime local⁷⁸², échappant en grande partie aux recensements. Cependant l'étude nominative qu'il a menée montre que tous appartiennent à de longues lignées agathoises qui remontent parfois à la Révolution française. Douze « Méric » ont par exemple un dossier au SHD de Vincennes depuis 1788.

Au sein de cette bourgeoisie maritime, l'endogamie reste forte mais s'ouvre à des familles de grands propriétaires et de médecins comme les Audouard⁷⁸³. Puissante économiquement et socialement, elle est également largement représentée parmi les conseillers municipaux d'Agde avec six conseillers sur vingt-trois en 1912, et de Marseillan avec quatre conseillers. Si le recensement de 1911 ne donne un total qu'environ 220 hommes mobilisables dans la Marine, ils sont en réalité autour de 370 dans la durée de la guerre, soit l'équivalent des artilleurs, c'est à dire un tiers de plus à l'avoir réellement rejointe. Les 324 nés entre 1880 et 1900 représentent environ 12 % de l'ensemble des soldats incorporés de ces classes. L'écart relativement conséquent qui s'observe s'explique essentiellement par deux facteurs. D'une part, les marins sont souvent en mer quand a lieu le recensement et échappent alors fréquemment aux opérations de dénombrement qui se déroulent au printemps ce qui amène à une sous-estimation comptable en 1911. D'autre part, les engagements volontaires dans la marine des plus jeunes classes, en particulier 1918, 1919 et 1920, sont très importants or ce ne sont que des enfants en 1911.

Tableau 2-4. Part de l'incorporation des marins en fonction des années de naissance

CLASSES	NAISSANCE	MARINE	AUTRES	TOTAL	% de marins
JEUNES CLASSES	1894- 1900	140	637	737	19 %
ACTIVE	1891-1893	93	319	371	25 %
RESERVE ACT.	1880-1890	92	1113	1205	7 %
TERRITORIALE	1872-1879	44	710	754	6 %
RESERVE TERRITORIALE	1869-1871	1	198	199	0 %

Ces marins militaires sont donc le plus souvent des hommes jeunes car les enrôlements en 1914 varient fortement selon les années et les âges ; ils représentent environ un quart

⁷⁸² Jean Marie RIGAL, « Les capitaines au long cours », dans J. SAGNES (dir.), *1914-1918, L'Agadès dans la guerre, opus cité*, p. 82-116

⁷⁸³ *Ibidem*

de l'ensemble des soldats de l'active mais seulement 6 % de ceux nés entre 1873 et 1880, soit un nombre insignifiant pour ces hommes relevant de l'infanterie territoriale. La classe 1892, représente une exception en restant tous affectés dans la Marine mais sur le « front de mer », c'est-à-dire qu'ils ne naviguent pas, effectuant plutôt des tâches diverses dans les dépôts ou bien cabotent dans la rade de Toulon.

Plusieurs officiers de la marine marchande et de capitaines de bateaux de pêche nés avant 1880 restent par ailleurs à leur poste de temps de paix, en particulier les capitaines au long cours, et c'est souvent l'armée qui vient à eux en équipant progressivement leurs vaisseaux d'armes défensives les transformant en bâtiments militaires. L'exemple du futur député de l'Hérault marseillannais, Antonin Gros, classe 1910 peut illustrer la porosité des frontières entre marine civile et militaire ; dernier né d'une famille de 9 enfants d'un couple d'ouvriers agricoles, il s'engage à 16 ans comme mousse puis devient électricien à Marseille. En 1910, il est d'abord réformé avant d'être reconnu apte le 21 octobre 1914. Inscrit maritime, il navigue désormais sur un transporteur de troupes en Méditerranée ⁷⁸⁴. Les marins présents sur des vaisseaux de guerre appartiennent donc essentiellement aux très jeunes classes, aux classes d'active, et dans une moindre mesure de sa réserve, qui composent ensemble presque 85 % des effectifs de la Marine du canton en 1914. Le maximum est atteint avec la classe 1913 - plus d'un mobilisé sur quatre - puis la courbe redescend rapidement pour remonter en flèche sous le poids des engagements volontaires, qui accentuent encore le caractère juvénile de ce corps.

2.1.2.1.2. Être marin et se retrouver fantassin

Cependant, dès leur arrivée à Toulon et parfois même dès la rédaction de leur feuille de route, beaucoup de marins sont versés dans l'armée de terre. Pour au moins une soixantaine d'entre eux appartenant à des classes d'âge bien distinctes, la guerre ne commence paradoxalement pas en mer mais bien sur terre. En effet, après les terribles pertes de la bataille des frontières en août 1914, et dès avant la Marne, toutes les unités sont mises à contribution pour combler les vides créés dans l'infanterie d'active et en

⁷⁸⁴ Notice GROS Antonin par Jean SAGNES, en ligne /<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/> le 17 mars 2010.

octobre 1914, l'État-major accélère dans l'urgence la recherche de troupes disponibles pour à la fois participer à la poursuite des Allemands qui cherchent à gagner la Mer du Nord et aider au repli de l'armée belge en France. Ces matelots sont alors engagés en première ligne selon l'article 11 de la loi du 8 août 1913. Il permet de « verser à l'Armée de terre les inscrits maritimes en excédent, aux besoins de l'Armée de mer »⁷⁸⁵. C'est dans ce contexte que de jeunes inscrits maritimes du canton rejoignent principalement deux unités ; en novembre, certains, présent au 5^e DEF de Toulon sont incorporés dans le 163^e RI de Nice-Bastia comme les frères Négrou, pêcheurs de Marseillan. Un plus grand nombre est versé dans le 2^e Régiment de Fusiliers Marins, fantassins à l'origine inscrits maritimes, dont une majorité de Bretons, relevant du Ministère de la Marine et commandés par des officiers issus de ses rangs. Dissous à la veille de la guerre puis recréée dès le 7 août 1914 et constituée le 22 août, la brigade compte environ 6 600 fantassins commandés par l'amiral Ronarc'h⁷⁸⁶. Depuis la formation de la première compagnie, il ne cesse de s'en constituer de nouvelles, provenant des différents ports militaires dont Toulon d'où arrivent une trentaine d'Agathois et Marseillanais appartenant uniquement aux classes d'active et de sa jeune réserve (classes 1889 à 1893). En général simples matelots sans spécialité ou bien cuisiniers, boulangers, gabiers, électriciens, mécaniciens, fourriers, manœuvriers, la plupart de ces inscrits maritimes n'ont reçu aucune préparation militaire adaptée et n'ont aucune connaissance du métier des armes⁷⁸⁷. De fait, l'Audois Marius Reverdy, né en 1894, ajusteur mécanicien dans le civil, mobilisé dans le régiment avant de rejoindre *Le Patrie* puis le sous-marin *Gay-Lussac* s'étonne dans son journal de l'inexistence de sa formation avant d'être propulsé en première ligne⁷⁸⁸. Cette situation d'impréparation n'est pas très éloignée de celle des récupérés des conseils de révision et des jeunes classes 1913, 1914 et 1915 au début de la guerre. C'est dans la bataille de l'Yser

⁷⁸⁵ Philippe MASSON, « Technique et effectifs, la mutation des armées au XXe siècle », dans *Revue historique des armées*, no 225, 2001.

⁷⁸⁶ Jean-Christophe FICHOU, « Les pompons rouges à Dixmude : l'envers d'une légende », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, Cairn info, PUF, 2010/4 (n° 240), p. 5-21.

⁷⁸⁷ *Ibidem*

⁷⁸⁸ Marius REVERDY, *Mon journal de guerre 1914-15-16-17-18, Avec les fusiliers marins sur l'Yser, À bord d'un sous-marin en Méditerranée*, présentation et notes de Rémy Cazals, Carcassonne, Archives départementales de l'Aude, 2016.

proprement dite que les deux régiments de fusiliers sont engagés essentiellement entre le 15 octobre et la fin de 1914⁷⁸⁹, pas très loin donc des soldats de la 31^e DI.

Là, ils participent à leur fait d'arme le plus célèbre au côté de l'armée belge, la défense héroïque de Dixmude où ils sont rapidement confrontés aux réalités épouvantables des combats. En novembre le front est fixé sur l'Yser, les fusiliers sont alors relevés ; sur les 6 150 hommes de la brigade Ronarc'h, 3 590 ont été mis hors de combat⁷⁹⁰. Parmi ses pertes considérables, se trouvent les jeunes matelots, Louis Bernard et Henri Courporon, nés en 1891, qui tombent le 17 décembre 1914 pour le premier et le 5 janvier 1915 pour le second. Raymond Cavaillé né en 1894 et Germain Vachelard né en 1889, réformés à la suite de leurs blessures, décèdent chez eux quelques années plus tard. La presse nationale s'est enthousiasmée pour les faits d'arme de ces soldats à pompons, perdus dans les brumes du nord. L'Armée construit la légende héroïque de Dixmude afin de présenter une nation tout entière au combat, y compris des marins qui n'avaient a priori pas leur place dans une guerre terrestre tandis que la Marine magnifie le fait d'arme pour tenter d'accaparer l'attention de l'opinion publique qui ne porte guère d'intérêt à son rôle dans le conflit, ce qui fait écrire à J.C. Fichou que « le mythe naît aussi de l'hécatombe »⁷⁹¹. Finalement, pour que cesse le massacre et surtout pour que soient préservés des inscrits maritimes dont la présence est devenue indispensable sur les navires de commerce et de transport de troupes avec l'ouverture du front d'Orient, la brigade, en voie d'extinction, est dissoute le 6 novembre 1915⁷⁹². D'autres marins encore, officiers plus âgés, sont versés en 1915 dans l'armée de terre. Ainsi, quand la guerre éclate, Paul Isoir né en 1888, débutait une brillante carrière de capitaine au long cours mais le 5 août il est mobilisé comme lieutenant de réserve dans les ETE avant d'être incorporé le 21 février 1915 dans le 109^e RI où il est tué. Enfin, beaucoup de territoriaux dépendants du 5^e DEF, se retrouvent réorientés à leur arrivée dans des régiments d'infanterie territoriale. C'est en général le 121^e RIT de Béziers qui accueille les classes 1893 à 1894 mais les plus nombreux, comme Etienne Palmier le cousin de

⁷⁸⁹ Pascal BOISSON, « La bataille de Dixmude, l'action des fusiliers marins en Flandres », en ligne <http://centenaire.org/fr/espace-scientifique/pays-belligerants/la-bataille-de-dixmude-laction-des-fusiliers-marins-en-flandres>

⁷⁹⁰ Jean-Christophe FICHOU, « Les pompons rouges à Dixmude : l'envers d'une légende », *op cité*

⁷⁹¹ *Ib*

⁷⁹² Pascal BOISSON, , « La bataille de Dixmude, l'action des fusiliers marins en Flandres », *opus cité*

Louis, né en 1875, rejoint le 34^e, le 42^e et surtout le 44^e régiment d'infanterie coloniale de Perpignan qui est le seul à avoir conservé une compagnie de marins soit des régiments de la réserve de l'active. D'ailleurs cela interpelle Paul Loubet qui écrit à son épouse Marie à son arrivée à Perpignan : « Samedi, il part un nouveau convoi et il y a beaucoup de marins d'Agde et des environs »⁷⁹³. Ce parcours est systématique pour tous les marins récupérés par le conseil de révision de décembre 1914. Les inscrits maritimes affectés dans le 34^e RIC dès novembre 1914 ou récupérés par les conseils de révision, connaissent de lourdes pertes. Les pêcheurs Antoine Fonquerle et Ernest Auriac nés en 1880, meurent à Massiges en Champagne le 25 janvier 1915. François Hirailles né en 1878, incorporé dans le 24^e RIC en janvier 1915, est blessé à Bois le Prêtre en Argonne le 10 août 1915 et tué à Laffaux au début de l'offensive Nivelles sur le chemin des Dames, le 16 avril 1917. Cependant dès la fin de l'année 1915, la Marine souhaite récupérer ses matelots pour contrer la menace sous-marine allemande, fournir des équipages aux bâtiments en opération en Méditerranée qui subissent de lourdes pertes et utiliser les hommes restants pour armer les navires et participer aux missions de ravitaillement de l'armée d'Orient ce qui permet aux marins-fantassins survivants de rentrer progressivement à Toulon.

2.1.2.2. Sillonner les mers intérieures.

2.1.2.2.1. Contrôler des points stratégiques

Quasiment tous les marins du se retrouvent au 5^e DEF de Toulon, port d'attache de la flotte française en Méditerranée. L'orientation stratégique choisie en août 1914 par son amiral, Auguste Boué de Lapeyrère, consiste à assurer la protection des convois du XIX^e Corps d'Armée en provenance d'Algérie acheminé sur le front français, plutôt que de faire la chasse à des navires allemands bien plus rapides (ils vont à 25 nœuds contre 12 nœuds pour la flotte française)⁷⁹⁴. Par conséquent, la Méditerranée se couvre peu à peu de vaisseaux de guerre. La carte commentée et complétée qu'a à cœur d'envoyer le matelot André Serven, à bord du *Lorraine*, à ses parents, donne un

⁷⁹³ Paul à Marie Loubet, 15 avril 1915.

⁷⁹⁴ Henri ORTHOLAN, *La guerre sous-marine 1914-1918*, 2008, Paris, Bernard Giovanangeli éditeur, p.98

aperçu de la gigantesque organisation en escadres qui occupent la mer : « Voici une vue de la citadelle que l'on a pris à Corfou le jour où on l'a prise, ils n'ont pas bougé car ils avaient peur. Voici la disposition des bateaux qui attendaient ce jour-là. »⁷⁹⁵ Autour ou à côté de ces vaisseaux de ligne formant la ligne de bataille, les frégates remplissent différentes missions - liaison, reconnaissance, répétition des signaux ou aide au remorquage, courrier, par exemple tandis que d'autres navires comme des navires-hôpitaux peuvent les accompagner nécessitant un nombre conséquent et accru de marins.

Participer au blocus de la flotte austro-hongroise dans l'Adriatique pour empêcher son déploiement et au-delà, s'impose comme une seconde mission essentielle de la flotte française et pour cela les navires croisent désormais le long de la côte de l'Italie encore neutre en bloquant le canal d'Otrante long d'à peine une centaine de mètres, entre le sud-est de la botte et la Croatie, s'appuyant sur l'allié Monténégrin. Ce blocus dure et connaît quelques escarmouches face à une marine autrichienne qui n'engage pas le combat, ce qui n'empêche pas le naufrage du Léon Gambetta, deuxième perte d'un navire de la Marine, le 27 avril 1915. Moins tragique, dans ce contexte, le 4 décembre 1915, le sous-marin le Fresnel appareille de Brindisi avec à son bord le mécanicien Jean Auriol. Le lendemain, il échoue au large de l'Albanie, à l'entrée de la Bojana, les hommes évacuent et se réfugient sur un îlot de sable. Le sous-marin est détruit au canon par le contre-torpilleur autrichien Warasdiner. Après une courte résistance qui fait un mort et un blessé, l'équipage se rend et finit la guerre dans un camp de prisonniers de Bohême à quinze kilomètres de la frontière allemande⁷⁹⁶. C'est donc dans l'île anglaise de Malte devenue une importante base de ravitaillement, et première destination d'André Serven quand il quitte Toulon à bord du *d'Entrecasteaux*, qu'est concentrée une grande partie de la flotte française. C'est ce que confirme le gabier brisette⁷⁹⁷ à bord du cuirassé *Vérité*, Victor Allemand :

« Nous sommes à Malte pour 8 jours nous sommes toujours dans l'Adriatique tenir le blocus comme vous vous en rendez compte dans les journaux. Enfin je

⁷⁹⁵ André Serven à sa famille, 14 mars 1917

⁷⁹⁶ Jean Luc SECONDY, « Prisonniers de l'Agadès et dans l'Agadès » dans, dans J. SAGNES (dir.), *1914-1918, L'Agadès dans la guerre...opus cité*, pp 180-192, p. 184

⁷⁹⁷ Spécialisé dans les voiles de vent fort

pense que ça se terminera bientôt avec le printemps qui vient. J'ai eu des nouvelles d'Adolphe, il se porte bien et ils bombardent les Dardanelles tous les jours, Ici il ne fait que passer des bateaux chargés de troupes. Les Turcs vont avoir mauvais temps. »⁷⁹⁸

Mais ce dont témoignent également les propos de Victor c'est de la traduction visuelle en mer de la préparation intense de la bataille des Dardanelles, seule bataille navale de ligne en Méditerranée qui mobilise un nombre considérable d'hommes, de vaisseaux et de matériel envisagée dès la fin de 1914 par les Alliés qui, face à la difficulté à enfoncer les positions ennemies sur le front terrestre, émettent l'idée d'aller combattre ailleurs. Le ministre de la Marine britannique Winston Churchill devient le propagandiste le plus ardent d'une action périphérique en Méditerranée qui mettrait hors jeu l'Empire ottoman, entré en guerre en novembre 1914 aux côtés de l'Allemagne et approvisionnerait l'allié russe. L'opération prévue vise à atteindre Constantinople en forçant le passage des détroits qui conduisent à la mer Noire⁷⁹⁹. Après des tirs intenses d'artillerie navale, le 18 mars, des navires français et anglais tentent de forcer le détroit. C'est un échec total. Ce jour-là, deux cuirassés anglais et un français sont coulés, victimes des mines sous-marines allemandes et des canons turcs. *Le Bouvet* dont seuls 75 hommes d'équipage sont sauvés avait à son bord trois jeunes marins agathois, Benoit Occagna, Louis Trésor et Armand Fraixe. Cette catastrophe refroidit l'enthousiasme du jeune André Serven, confronté pour la première fois à la guerre qui tue et aux limites de la puissance navale des Alliés : « Malheureusement dernièrement il vient de nous arriver une grande catastrophe en voulant forcer les Dardanelles nous avons eu le Bouvet coulé avec deux autres navires anglais qui étaient encore plus puissants que lui. »⁸⁰⁰ Elle marque le début d'une prise de conscience sur la dangerosité de sa situation et jamais il n'exprime l'idée qu'il est plus protégé que les fantassins de son âge. Mines et torpilles il est vrai, parce qu'elles touchent les vaisseaux par le fond, font des soutiers les premières victimes. Toutefois, la première partie de la guerre d'André qui ne participe pas à la bataille des Dardanelles se déroule dans le canal de Suez et le long des côtes de l'Empire ottoman où il s'agit d'assurer la circulation marchande vers l'Asie en

⁷⁹⁸ Victor Allemand à ses oncles et tantes, Rose et Victor Vidal, 11 mars 1915.

⁷⁹⁹ Jean-Jacques BECKER, « La Grande Guerre en Méditerranée. L'Empire ottoman dans la guerre », Cahiers de la Méditerranée [En ligne], 81 | 2010, (consulté le 30 septembre 2018.)

⁸⁰⁰ André Serven à sa famille, 21 mars 1915.

maintenant le blocus. En effet, simultanément, les Alliés et en particulier le Royaume-Uni, font une priorité de la défense et de la sécurisation de la route des Indes et donc du canal menacé par les Ottomans qui atteignent ses rives dans la région d'Ismaïlia, au mois de février 1915. Ils préparent la riposte pour déployer des forces considérables et, de Malte, dès le 24 décembre 1914, visiblement persuadé de la réussite de ce qui ressemble à une future percée possible du front ennemi, André informe ses parents :

« Nous partons pour Beyrouth bombarder une ville turque avec le Courbet, l'Ernest Renan et le Condorcet. Voici toute l'Europe qui va combattre et elle sera bientôt anéantie. On fait compagnie de débarquement en Turquie et le premier que je canarde, je lui chope son espèce de bonnet et je le porterai comme souvenir ».

Un mois plus tard il précise, une fois parvenu dans le canal :

Nous sommes dans le deuxième lac du canal de Suez où on attend des ordres parce que les Turcs veulent empêcher la navigation sur le canal ; Tout le long du canal il y a plus de 100000 hommes troupes anglaises et hindous. Au cas où les Turcs viendraient dans le canal nous sommes cinq bateaux de guerre deux anglais, un italien, et deux des nôtres on ne sait pas jusqu'à quand »⁸⁰¹

Mais les Turcs ne peuvent progresser davantage en raison de la faiblesse de leurs effectifs face à ceux de l'Empire britannique. Ils doivent bientôt se replier vers Damas tandis qu'une partie de la flotte française reste sur place aux côtés des Anglais pour une action qui relève de l'exercice de « police » des mers où s'affrontent durant toute la guerre les canons turcs sur terre et alliés sur les vaisseaux. C'est là que se trouve d'abord André d'où il fait le récit autorisé de combats à distance, caractérisés par des échanges de tirs d'artillerie de plus ou moins grande intensité. On retrouve sous la plume la satisfaction bravache de soldats du front terrestre comme J.P. Aldias qui, quand et parce qu'ils ne participent pas aux combats, peuvent s'extasier de la fureur des canons :

« Bizerte, Je réponds à votre lettre du 11 février pour vous expliquer un peu le combat que nous avons eu, nous étions moult, il y a environ huit jours dans le lac du canal et nous étions sous les ordres d'un bateau amiral anglais quand tout à coup dans la nuit nous nous avons été éveillés par des coups de canons et aussitôt nous recevons l'ordre par la TSE de l'amiral d'appareiller et de reculer dans le canal car cela se passait entre le premier et le deuxième lac. Alors nous avons attendu le jour et aussitôt nous nous sommes avancés dans le canal qui

⁸⁰¹ André Serven à sa famille, 1^{er} février 1915.

n'est pas la moitié large comme notre rivière nous nous amarrons environ à un kilomètre dans le canal et nous avons pris la position de tir tout le monde a été mis au poste de combat et à 8 heures le canon de 140 millimètres commence à cracher puis on y a mis le 240 qui abattit tout un corps d'armes avec leur chameaux on aurait dit qu'on jouait aux quilles à chaque coup porté, leur canon n'ont fait aucun mal ils ne pouvait pas arriver jusqu'à nous en commençant nous avons tiré à 8000 et après nous avons tiré jusqu'à onze à mesure qu'ils reculaient ils n'ont pas eu l'audace d'avancer ces lâches. Le 240 il a fait du bon ouvrage mais aussi parce qu'il a fait taire leur grosse artillerie, à notre bord, il n'y a eu pas seulement une mouche de tué, ni de blessé »⁸⁰²

Si la prise des détroits a échoué définitivement, leur blocus et celui des côtes turques continuent avec plus ou moins d'intensité et c'est lors de ces opérations que François Alazet, quartier-maître sur le sous-marin *Turquoise* envoyé aux Dardanelles est fait prisonnier. Le 30 octobre 1915 au retour, pris dans des filets, contraint de faire surface devant Nagara, le bâtiment s'échoue au pied d'un fort dans la mer de Marmara où il est canonné par une batterie côtière turque. L'équipage se rend et finit dans le camp turc de Bilemédik. Le sous-marin est remorqué par les Turcs à Constantinople, débaptisé, rebaptisé *Mustadieeh Ombashi*, et armé par la marine turque qui l'utilise à des fins de propagande⁸⁰³. Lors de la protection du canal de Suez, décède aussi Joseph Mathieu, matelot 3^e classe sans spécialité à bord du *Requin*, un très vieux garde-côte cuirassé appartenant à la division de Syrie qui lors de l'attaque turque du 3 février 1915 contre le canal de Suez, avait coopéré à la défense d'Ismaïlia par des tirs à grande distance contre l'artillerie lourde turque. Dans les premiers jours de novembre 1917, devant le Wadi-el-Hessi au nord de Gaza, il participe avec la division navale anglaise, aux attaques de l'armée alliée contre l'artillerie turque qui met alors hors de combat une partie notable de son équipage.

2.1.2.2.2. Approvisionner l'armée d'Orient au risque de la guerre des mines

« Un jour où l'autre au moment le plus inattendu, malgré la plus grande vigilance, la torpille sournoise viendra accomplir son œuvre de destruction et de mort. »⁸⁰⁴

⁸⁰² André Serven à sa famille, 22 février 1915

⁸⁰³ Jean Luc SECONDY, « Prisonniers de l'Agadès et dans l'Agadès » dans, *1914-1918, L'Agadès dans la guerre, opus cité*, p 184

⁸⁰⁴ AMA, fonds privés numérisé RIGAL, Lettre non datée du capitaine au long court Jean Goût à sa sœur.

L'itinéraire d'André échappe aux tirs d'artillerie venus de la côte mais son inquiétude, devenue perceptible dans ses cartes, après le naufrage du *Bouvet* en mars 1915.

Elle s'intensifie avec celui du *Gambetta* en Adriatique dans la nuit du 26 au 27 avril dans lequel se trouvaient les Agathois Jean Galtier et Charles Cangione parmi 700 autres marins français disparus⁸⁰⁵ :

« Nous étions à Alexandrette mais nous sommes rendus à Port Saïd depuis ce matin pour remplacer le Moncalm qui lui va remplacer le Léon Gambetta qui a été coulé dans l'Adriatique au même endroit que nous avons passé le commencement de la guerre. Il a été coulé par un sous-marin aidé de quelques torpilleurs je vois que cela commence à chauffer pour nous. »⁸⁰⁶

Dès fin mars 1915, après l'échec de la prise des détroits, le débarquement des troupes alliées qui échouent à progresser au-delà de l'extrémité de la presqu'île de Gallipoli est le second échec des Alliés en Turquie. Le projet est abandonné à l'automne et le corps expéditionnaire est transporté en Macédoine pour prêter main forte à la Serbie envahie. Des milliers d'hommes débarquent alors à Salonique et s'installent au camp international de Zeïtenlick situé dans les hauteurs de la ville. Dès lors la flotte française est présente d'ouest en est à chacune des étapes de la guerre en Orient. André Serven participe de ces flux : début 1916, il a changé de vaisseau et désormais ne cesse de traverser la Méditerranée. Alors il se rassure et rassure sa famille, s'empressant d'envoyer deux cartes le même jour, une à chacun de ses parents, lorsque son navire mouille dans une rade afin de les prévenir de la protection qu'elle procure : le 30 juillet 1916, il écrit sa satisfaction d'être à Toulon car « il y a quelques modifications à faire aux canons ». Puis d'Argostoli en Céphalonie, quelques jours plus tard :

« Nous n'avons pas eu mauvais temps mais il fait très chaud dans ce pays il n'y a pas un brin d'herbe nulle part, les chats y crèvent il y a presque toutes les escadres de Toulon et pour le moment les boches pourraient s'y frotter je crois qu'ils ne digèreraient pas la pilule. »⁸⁰⁷

Et encore de Corfou :

« On n'a rien perdu au change car à Corfou où nous sommes c'est encore mieux en sureté qu'à Argostoli cela forme comme une grande rade qui est entourée presque entièrement par des montagnes et le passage où

⁸⁰⁵ François-Xavier BERNARD, « Le sauvetage et l'internement des rescapés du Léon Gambetta 27 avril - 30 mai 1915 », *Cahiers de la Méditerranée*, 81 | 2010, p 121-132.

⁸⁰⁶ André à Clémence et Catherine Serven 1^{er} mai 1915

⁸⁰⁷ André à Clémence et Catherine Serven, 9 août 1916

nous sommes rentrés est barré par des filets. On a commencé les tirs hier. »⁸⁰⁸

Qu'il s'agisse de transport croissant de troupes, de ravitaillement ou d'armements, la navigation s'intensifie. L'évacuation de l'armée serbe, reconstituée à Corfou, puis envoyée à Salonique, nécessite par exemple le déplacement du 8 avril au 30 mai 1916 de 100 000 hommes, 33 000 chevaux, 5 500 autos et 106 000 tonnes de matériel⁸⁰⁹. Au mois de juillet 1916, 66 % de la flotte de commerce était sous réquisition, 34 % seulement était restée libre.⁸¹⁰ Par conséquent la distinction entre bâtiments militaires et civils devient d'autant plus floue que les marins y sont également à l'aise⁸¹¹ et que les bateaux civils réquisitionnés sont progressivement équipés de systèmes de défense, de canons en particulier, tout comme certains chalutiers, donnant à leurs équipages un statut militaire mais devenant par la même des cibles de guerre pour les torpilles lancées par les sous-marins allemands, les U-boots basés en Adriatique, à proximité des côtes de leur allié autrichien après avoir réussi à passer le détroit de Gibraltar. Simultanément, la guerre des mines s'intensifie : 240 000 engins placés pendant la guerre auraient coulé 586 navires de commerce⁸¹². De fait, la moitié des marins du canton décédés ont disparu en mer sur au moins une quinzaine de bateaux différents, ce qui donne une idée du nombre de bâtiments concernés et des troupiers naufragés. Pourtant c'est dans l'Atlantique que le cuirassé *Suffren* disparaît corps et biens, torpillé par le U52 le 26 novembre 1916 au large du Portugal alors qu'il avait passé Gibraltar et se dirigeait vers Lorient pour des réparations. Deux Marseillanais et quatre Agathois dont Eugène Soulier, qui espérait rentrer rapidement chez lui quelques mois plus tôt se trouvaient à son bord. Selon des chiffres officiels publiés en 1919, la Marine nationale aurait perdu 115 bâtiments pendant le conflit dont 42 coulés par des mines, 56 torpillés par des sous-

⁸⁰⁸ André à Clémence et Catherine Serven, 25 octobre 1916

⁸⁰⁹ François SCHWERER, « Le sauvetage de l'armée serbe », *Chronique d'histoire maritime*, n° 80, juin 2016, p. 29-39.

⁸¹⁰ Marie-Françoise BERNERON-COUVENHES, « Les transports maritimes dans la guerre : contraintes et adaptations » dans Patrick FRIDENSON et Pascal GRISET (dir.), *L'industrie dans la Grande Guerre*, 2016, p. 35-51.

⁸¹¹ Jean Marie RIGAL, « Les capitaines au long cours », *opus cité*, p. 67

⁸¹² Cité par Agathe COUDERC, compte rendu du colloque, *La Marine et des marins*, 1914-1918, Académie de Marine, Université Sorbonne Panthéon Paris IV, Paris, mai 2016. <https://www.histoire-politique.fr/index.php?numero=04&rub=comptes-rendus&item=598> consulté le 20 mai 2019

marins, 16 à la suite de combats au canon et un détruit par une bombe larguée d'un avion⁸¹³.

Tableau 2-5. Décès de 6 officiers agathois en mer

NOMS/AGE	Grade en 1914	MORT EN MER	BILAN HUMAIN
REVEILLE VICTOR ¹ Marié 4 enfants 1866	Colonel Officier Capitaine de vaisseau affecté à l'Etat major général de la Marine à Paris	26 février 1916 Péloponnèse Passager sur le paquebot, transport de troupes <i>La Provence II</i>	Temps ; 15 mn 1800 passagers 301/450 marins et 450/1350 soldats rescapés soit 66% de disparus.
GOUT JEAN ETIENNE 1867 Marié, 2 enfants, cousin de Mages	Commandant Cie de Navigation mixte. Survit à l'incendie du <i>Djurdjura</i> en 1912 et en 1915 à une collision du <i>Mascara</i>	24 octobre 1917 Sardaigne Transport de vin d'Alger Torpillage du <i>Mascara</i>	46 passagers, un seul rescapé devenu fou 99,5% de disparus
MERIC CHARLES Divorcé, remarié sans enfant 1870	Commandant du Vapeur <i>la Crimée</i> Cie des Messageries maritimes Coule un sous-marin le 19 février 1917	14 juillet 1918 Large de Bizerte. <i>Le Djemmah</i> dans un convoi Torpillage.	Temps ; 2 mn 298 rescapés / 754 embarqués 75% de disparus
MAGES ALEXANDRE BAPTISTE Marié ? 1865 Cousin de Gout	Commandant Cie des Messageries maritimes Exercice en rade de MILO	15 mai 1917 Salonique <i>Le Sontay</i> Torpillage	425 personnes avec femmes et enfants 11% de disparus dont 36 membres d'équipage
BEZIAT JACQUES Marié, 2 enfants 1886	Second lieutenant <i>le Golo 2</i> , croiseur auxiliaire de la Cie Fraissinet	22 août 1917 Bizerte <i>Le Golo 2</i> Torpillage	37 disparus/257 soldats de l'armée d'Orient + équipage 35% de disparus
MALLET JEAN MATHIEU Marié 3 enfants	Commandant Vapeur <i>le Maine</i> , un Cargo charbonnier réquisitionné	21 novembre 1917 Ligne Newhaven-Dieppe <i>le Maine</i> Torpillage	35/36 disparus Le rescapé, Yves Lesné, capitaine aux équipages avait survécu à 5 naufrages précédents

Cependant, beaucoup de vaisseaux font l'expérience de l'attaque sans forcément sombrer. Ainsi, *le Sontay*, paquebot mixte de la compagnie des messageries maritimes, affecté au transport de troupe d'Orient connaît un premier accrochage en 1916. En mai 1917, averti, son commandant Alexandre Mages avant de quitter Milo organise un exercice d'évacuation qui s'avère fort utile puisque trois jours plus tard, le 15 mai, la majorité des passagers et de l'équipage survit au torpillage. Le naufrage fait la une de

⁸¹³ Sur le site, <https://www.meretmarine.com/fr/content/la-marine-nationale-pendant-14-18>

l'hebdomadaire l'Illustration⁸¹⁴ comme avant lui celui de *La Provence II* qui transportait le 6^e RIC, où périrent plus de 1200 marins en une journée et où avait disparu le Commandant Réveille, présent comme passager. Cette diffusion dans la Presse concourt alors à inscrire les actes de Marine dans l'ensemble des actes de guerre et contribue à rapprocher la dangerosité de la mer de celle du front terrestre dans les représentations pour souder la nation autour de ses soldats de terre et de mer et chaque naufrage peut jouer le rôle d'une « bataille de Dixmude ».

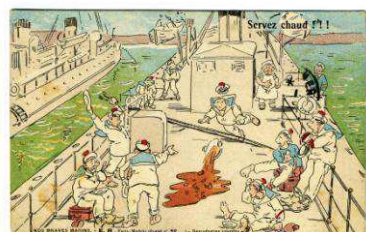
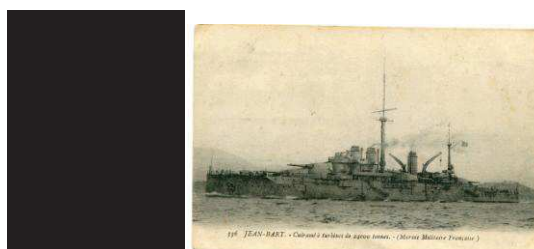
2.1.2.3. Faire la guerre en matelot.

2.1.2.3.1. Mythes et réalités de la vie militaire en mer.

Si les matelots apparaissent comme des soldats confrontés aux risques mortels de la guerre, ils présentent une identité spécifique qui possède son mythe construit autour de caractéristiques stéréotypées mise en scène sur de nombreuses photographies ou cartes postales colorisées, propres à alimenter et à diffuser un folklore répétitif dans les imaginaires de tous et toutes. Elles reposent d'abord sur les images du vaisseau en mer. Cette iconographie foisonnante dans les lots est souvent commentée par les jeunes matelots épistoliers car elle incarne la métonymie de leur cadre de vie quotidien, intangible et partagé, alors que leur expérience se déroule dans la réalité tout autant dans les dépôts. Lorsque la focale se resserre, les scènes jouées insistent sur l'importance de la maîtrise des savoir-faire maritimes. Sur fond de Méditerranée, les corvées, manœuvres et tirs d'artillerie, toujours posés, se déroulent inmanquablement sur le pont tandis qu'à l'inverse, les soutes où s'alignent les machines et hamacs, pourtant lieu de vie et de travail des marins n'apparaissent jamais. D'autres représentations finement colorisées contribuent largement à la dimension exotique de parcours aventuriers qui se déroulent au cœur de paysages enchanteurs comme ceux du Proche-Orient. Des séries humoristiques enfin valorisent une forte identité de groupe qui s'appuie sur un partage de tâches identiques. De façon récurrente, pour peut-être les minorer ou les dépasser, sont mises en scène les difficultés spécifiques de la vie quotidienne en mer, en

⁸¹⁴ "L'Illustration" N°3872 et 3873, 18 mai 1917

particulier le tangage qui rend les manœuvres ou les exercices complexes, donne le mal de mer et surtout entraîne fréquemment la disparition des repas. Les corvées, comme le nettoyage du pont tiennent également une place importante dans ce type de représentations qui peuvent porter au final un lourd message critique relatif aux difficultés quotidiennes des matelots.



|E. Soulier à E. Péliissier, 26 mai 1913/F. Crastignac à E. Péliissier, 16 mai 1916/A. Serven à ses parents, 26 juillet 1916

Figure 41. 3 thèmes récurrents de cartes postales expédiées par des marins

La réalité apparaît en effet moins festive. Certes, le marin se distingue visuellement par un uniforme assorti d'un bâchi, plutôt avantageux, qui affirme une identité professionnelle forte, valorisée et valorisante par l'appartenance à « la Royale ». Ce corps est comme dans l'armée de terre très hiérarchisé, de matelot première classe à quartier-maitre mais l'importance de la qualification repose autant sur la connaissance de la mer et de la navigation que sur le grade, souvent acquise antérieurement au service militaire dans les métiers de pêcheur et de navigant et se caractérise par une pratique limitée à l'univers clos du bateau une fois passé l'étape de l'embarquement. Compétences professionnelles et militaires sont donc étroitement liées et si quelques-uns sont déclarés dans leurs fiches matricules « matelot sans spécialité », la grande majorité des marins exerce des fonctions précises qui se partagent entre « pont » et « machines », chauffeur comme André Serven ou timonier comme Nicolas Catanzano. Leur énoncé précis et varié vient rappeler que le vaisseau ou bâtiment de navigation est une arme technique et un moyen de transport qui mobilise des savoir-faire collectifs et coordonnés de la part de 1500 à 2000 hommes sur un cuirassé. Bien que très singulier, le statut des marins enrôlés reste un statut militaire qui se déroule dans un univers

socialement et géographiquement encore plus masculin que le front terrestre. Il n'y a pas de femmes sur les vaisseaux jusqu'en 1983, et encore à titre expérimental et volontaire, même si quelques unes ont rejoint en 1915 les services de santé des dépôts maritimes où démarre la formation de tous les conscrits. Elle se poursuit dans la rade puis de plus en plus loin en mer. La journée est rythmée par les exercices d'artillerie, les manœuvres et les corvées. Il n'est rien dit par les témoins de leurs rapports à leurs supérieurs. André n'y fait aucune référence ni à de contraignantes obligations perçues comme inutiles, à la différence de Jean le Goin très remonté⁸¹⁵. En cela, les correspondances du matelot agathois rejoignent celles de fantassins dans lesquelles mérite d'être relaté comme un évènement le passage exceptionnel des hauts gradés :

« Nous n'avons fait que courir d'un bord à l'autre nous avons commencé par partir de Port Saïd en direction de l'île de Rhodes après nous sommes montés jusqu'à Smyre mais nous avons encore rebroussé chemin et venu encore devant Rhodes où l'Amiral Boué de Lapayrère nous attendait pour nous passer l'inspection de tenues comme il a l'habitude de faire sur tous les bateaux qu'il rencontre »⁸¹⁶

Comme les fantassins qui passent aisément d'un régiment à un autre ou d'un secteur du front à un autre, si l'on en croit leurs fiches matricules et leurs courriers, les marins passent assez régulièrement d'un bâtiment à l'autre, ces périodes étant entrecoupées de temps d'attente, parfois longs passés au dépôt : Mathieu Delmas, maître mécanicien, annonce à son oncle qu'il a « quitté *le Marceau* et embarqué sur le *Waldeck Rousseau* qui navigue dans le canal d'Ostende », persuadé en 1915 que « la fin approche. »⁸¹⁷ le quartier-maître agathois Fernand Combes, né en 1891, passe du *Fantassin* qui a d'ailleurs participé au sauvetage du paquebot *Provence II* sur lequel ont péri le Commandant Reveille et les trois quarts du 3e RIC, au *Foudre* puis au *Vega* pour finir par *le Pinson*⁸¹⁸. Ces périodes de navigations sont rythmées par des périodes au dépôt de Toulon mais aussi à ceux de Lorient ou de Brest où s'effectuent prioritairement les réparations. En 1914, le réserviste Victor Carbon, classe 1908, est d'abord affecté au dépôt d'armurerie du Front de mer de Toulon jusqu'en juillet 1915 puis sur une série de

⁸¹⁵ Jean LE GOUIN, *Journal d'un simple matelot de la Grande Guerre*, L'ancre de Marine, 2004, (1932).

⁸¹⁶ André Serven à ses parents, 10 août 1915

⁸¹⁷ Mathieu Delmas à son oncle Jean Delmas, ? 1915

⁸¹⁸ AMA, sous-série 11Z95, livret professionnel maritime de Fernand Combes

bâtiments de servitude qui sont des petits navires destinés à faire le service des ports et des rades et à transporter le gros matériel vers les vaisseaux comme *Le Malgache*, *le Goliath*, *le Shamrock*, *l'Argenfels*, *le Salonique*, *l'André Lebon*⁸¹⁹. A. Serven, embarque successivement sur quatre bâtiments, les cuirassés *D'Entrecasteaux* du 2 août 1914 au 23 octobre 1915 puis *Le Lorraine* de janvier 1916 à 13 janvier 1918. Mais du 24 octobre au 17 décembre 1915, il reste deux mois au 2^e dépôt de Brest, où il apprécie peu la longueur de l'escale. Durant tout le premier semestre de 1916, il participe à l'armement en rade de Toulon du cuirassé *Lorraine* prêt à naviguer en août et destiné essentiellement au transport de troupes en Orient. Enfin il embarque sur le *France* jusqu'au 11 janvier 1919 avant de se retrouver à Constantinople d'où il revient par différents navires pour être démobilisé en septembre 1919. Il a passé six années en mer. Comme sur le front, la promiscuité est de mise mais au moins, à la différence du fantassin, le marin est protégé des intempéries, de la boue, de la canonnade et de la violence des combats mais pas toujours des mines, des torpilles et des tirs d'artillerie en provenance des fonds ou de la côte. De plus à l'isolement social vis-à-vis de ses proches, s'ajoute l'enfermement géographique. Les autorités militaires limitent les débarquements par peur officielle de l'espionnage et peut-être officieuse de désertion. Ainsi le matelot prévient sa sœur de Port Saïd : « je ne puis te contenter pour la rose que tu me demandes car nous ne pouvons aller à terre, on ne nous y envoie pas parce qu'il y a des espions et qu'ils nous questionnent sans nous en douter »⁸²⁰. Contrairement aux fantassins qui sont affectés dans des régiments régionaux durant au moins les premiers mois de la guerre, les quelques 350 marins du canton sont dispersés sur une centaine d'embarcations de toutes natures, vaisseaux de guerre, bâtiments militaires accompagnateurs, sous-marins ou bien même de chalutiers ou de navires marchands progressivement armés. Ils ont donc peu de chance d'y retrouver une connaissance.

Les difficultés liées à la longueur du conflit que connaissent les soldats n'épargnent pas les marins. André, bien que fier de naviguer, exprime fréquemment les rudesses croissantes du quotidien. S'il semble avoir surmonté le mal de mer de ses débuts, il se plaint régulièrement de l'eau impotable, de la chaleur diurne et du froid

⁸¹⁹ AMA, sous-série 11Z95, livret professionnel maritime de Victor Carbon

⁸²⁰ André à Catherine Serven, 20 juin 1915

nocturne. Mais c'est surtout la faim qui le tenaille de plus en plus souvent de façon permanente ; les repas sont fréquemment « sautés » à cause de manœuvres urgentes ou des tangages inopinés ou simplement de rations insuffisantes. Dès 1915, le jeune matelot affamé précise régulièrement devoir attendre la mi-journée pour prendre le premier repas de la journée. L'intendance maritime n'assurant qu'imparfaitement ses missions, il réclame à sa famille des colis de nourriture dont le saucisson reste la denrée essentielle pour juste « manger à sa faim ». Ce sont les mêmes considérations sur la nourriture que l'on retrouve sous la plume du mécanicien Jean Reverdy, embarqué lui aussi sur le *D'entrecasteaux* après André. Le 16 novembre 1916, alors que le navire est à la hauteur de La Mecque, il dit son plaisir de pouvoir manger du saucisson envoyé par sa tante : « On donnerait 20 sous pour en avoir une tranche à tous les repas.» et le 1er février 1918, de Tarente, il écrit son exaspération : « S'ils ne peuvent pas nous nourrir, ils n'ont qu'à nous envoyer chez nous. »⁸²¹ La gêne matérielle retient André Serven de se rendre toujours à terre quand il le pourrait. Mais il demande de l'argent à sa mère juste « pour se tenir propre », car il n'a pas les moyens financiers de récupérer les vêtements qu'il a fait nettoyer. Confronté aux tentations, il l'est aussi aux obligations vestimentaires, mal si ce n'est pas du tout, prises en charge par l'intendance maritime et à Brest il doit faire des achats : « Dans le port j'ai fait quelques emplettes, j'ai acheté 2 bleus de chauffe et une paire de souliers ce que je jette le plus, et les restes du mois sont petits, je l'enverrai à la maison »⁸²² Très rapidement il doit solliciter sa mère :

« je te demanderai à la place du colis de m'envoyer quelques sous si tu n'en es pas trop gênée ça me ferai plus besoin comme j'ai fait rétablir mon caban et détacher un bleu de drap je me trouve en ce moment dans la gêne car je ne gagne plus beaucoup étant au dépôt. »⁸²³

Mais André, à la différence de beaucoup d'autres sans doute, peut compter sur la solidarité familiale :

« Chère mère, Je te remercie beaucoup des sous que tu as bien voulu m'envoyer cela me permettra d'aller chercher le linge que j'avais porté à terre pour laver et à décrasser je te demanderai aussi de m'envoyer un colis avec

⁸²¹ Cité par Rémy CAZALS, témoignage de Jean Reverdy (1892-1966), en ligne sur le site du CRID 1914-1918.

⁸²² André à Catherine Serven, 30 octobre 1915

⁸²³ André à Clémence Serven, le 7 novembre 1915.

lequel tu mettrai une autre paire de galoches avec chaussons et quelques paires de chaussettes car avec ce temps à Brest je n'ai jamais quitté celles que j'ai emportées de permission et qui sont presque usées je ne peux pas les acheter à Brest elles coûtent trop cher à la paire dans le paquet tu y ajouteras quelques desserts car au dépôt on la saute comme manger »⁸²⁴

Certes, le marin reçoit une maigre solde dont le montant connaît des variations et à l'instar des simples soldats, se compte en centimes. F. Combes, classe 1909, touche entre 0,85 et 0,90 francs par jour et 0,50 de plus lors de la fête nationale. Mais un retard de permission de trois jours et c'est quinze jours qui sautent. Lorsqu'il est à l'hôpital il ne touche plus que 30 centimes⁸²⁵. En 1917, il passe matelot 2^e classe et reçoit alors 1,20 franc grâce à son grade et à la revalorisation générale. La correspondance d'André Serven met en lumière que, bien que supérieure à celle d'un fantassin, sa solde varie pour être moindre lorsque il est à terre et rend fragile car instable sa situation pécuniaire mais aussi celle de toute sa famille qui reposent ensemble sur de subtils équilibres, fruits d'une forte solidarité. Lorsqu'il est en mer, le matelot dit parvenir à économiser jusqu'à expédier de l'argent à sa mère et à sa sœur, privées de bras masculins pour les travaux viticoles, ou même à son père au front qui à 44 ans doit également endurer cette nouvelle épreuve d'atteinte à l'estime de soi où il est nourri par son fils et qui se lit dans les deux cartes d'André expédiées le même jour, d'Ismalaya le 5 mai 1915 :

« Chère mère, chère sœur, Je viens de recevoir votre lettre du 27 et me fait bien de la peine de vous savoir ainsi forcé de prendre des inconnus pour cultiver notre terrain et de la manière dont vous avez pris soin jusqu'à bout de force chère maman ne te fatigue pas, repose-toi moi de mon côté je vais vous aider tant que je pourrai. Je sais et je comprends la gêne de Papa, il ne veut pas vous demander des sous car il sait que vous en avez besoin... Et bien moi je n'en ai pas besoin étant en mer, au moins je sais que j'ai un repas fixe et je vais lui envoyer mon mois prochain que je toucherai car je préférerai souffrir un peu que de le voir souffrir à lui. Ne prenez aucun souci le matin quand je me lève la journée est gagnée... »

« Cher père, J'ai compris que malgré ce que tu dis à la maison, tu ne dois pas être bien à ton aise où tu es et ne dois pas manger suffisamment. Moi je ne souffre pas et le mois que je gagne je ne peux pas le dépenser à bord. Je te l'envoierai le mois prochain pour qu'il suffise un peu à tes besoins, tu le garderas ne l'envoie pas à la maison »

⁸²⁴ André à Clémence Serven 17 novembre 1915.

⁸²⁵ AMA, sous-série 11Z95, livret de solde de Fernand Combes

En attendant, le 19 mai il a envoyé 40 francs à sa mère mais le mois suivant, Jean, le chef de famille, refuse cet argent et le renvoie chez lui comme s'y attendait son fils qui dès lors s'adapte en expédiant à son père un colis de nourriture. La situation change lorsque le jeune marin est à terre où sa solde est divisée par deux et les tentations plus importantes. D'ailleurs il écrit fréquemment préférer éviter pour cela de débarquer :

« Le 1^{er} novembre 1915 Brest. Rien de nouveau pour moi je suis toujours au dépôt... mais je languis d'embarquer maintenant que nous avons passé une dizaine de jours au repos... ce n'est pas non seulement pour la languitude mais c'est aussi pour que nous gagnons $\frac{1}{4}$ de notre solde. Ce qui fait 10 et par jour j'aimerais mieux faire mon petit travail et gagner 40 et 45 cts et puis il pleut tous les jours à Brest et quand on sort il faut être tout le temps dans les bistrotts afin de boire et l'argent s'y enfile »

Ce sont donc de minuscules échanges d'argent et de nourriture fréquents mais en permanence comptés qui circulent entre les quatre membres de la famille séparée pour tenter de maintenir le foyer à flots en l'absence du père et du fils mobilisés qui attestent de l'attention que les unes et les uns se portent.

2.1.2.3.2. La languitude et ses compensations

Pris parfois dans une longue attente, les difficultés matérielles, la solitude et l'éloignement, la lassitude et la nostalgie du foyer, bref cette « languitude » si commune à tous les soldats méridionaux est fortement ressentie et ce parfois dès le service militaire. Ainsi du cuirassé *le Marceau*, Eugène Soulier, le même qui s'enthousiasmait de sa vie de conscrit à Toulon écrit dès le 28 mai 1913 à son ami Ernest Pélissier « Ici, je suis comme à l'école, je ne sors que tous les 15 jours et l'après-midi seulement, je languis que cela finisse. Encore trois mois puis l'on sera plus tranquille. »⁸²⁶ Ce sont exactement les mêmes termes utilisés par Jules Rayssac à la caserne d'Agde presque à la même date. Espoirs déçus par les événements ; Jules a été tué le 30 août 1914 en Lorraine et quand il est embarqué sur le cuirassé *le Marceau*, le 22 mai 1916, Eugène part avec « l'espoir de revenir avec la fin de la guerre ». Un mois plus tard encore avec *le Suffren*, il écrit : « Nous partons ce soir faut espérer que quand je retournerai ce sera fini ». Il fait partie des disparus en mer lors du naufrage du vaisseau au large du

⁸²⁶ Eugène Soulier à Ernest Pélissier, le 10 juillet 1914.

Portugal six mois plus tard. Même ras-le-bol de la part de Jacques Sicard qui écrit lui aussi à Ernest depuis Patras le 6 mai 1916 : « Cela commence à faire long tous nous en avons marre de la guerre ». Sur une carte non datée de Salonique par gros temps, Adolphe Allemand exprime lui aussi à ses oncle et tante son envie de rentrer :

« Nous partons de Salonique pour Bizerte et puis pour un port français dont le nom nous est inconnu, je compte toujours venir manger quelques raisins et quelques pommes, le jour s'approche mais il vaudrait mieux voir arriver la fin de la guerre. »⁸²⁷

Les vœux du pêcheur Adolphe, né en 1892, seront exaucés dès 1916 mais, réformé pour tuberculose, il meurt à l'hôpital d'Agde le 15 septembre 1918. André aussi s'ennuie qui écrit dès le 11 février 1915 de Suez :

« Cette fois je ne puis vous dire grand-chose car nous ne sommes pas sortis du canal (...). Notre seule distraction que nous avons c'est de regarder passer les paquebots et les cargos de toutes les nations. On en voit de temps en temps de la Compagnie de messagerie de Marseille. Dernièrement on a vu passer l'Océanien »⁸²⁸

Quelques péripéties viennent égayer cette attente. Parfois c'est un évènement qui mérite d'être relaté comme la participation aux offices religieux qui reste un autre moyen de partager de loin un centre d'intérêt avec sa famille :

« Je suis content que vous ayez fait célébrer une messe pour moi à ND, pour vous remercier j'irai à la première messe prochaine que dira le missionnaire à bord car si vous vous le rappelez je vous ai dit que quand nous avons embarqué l'Amiral nous avons aussi embarqué le missionnaire qui dit sa messe tous les jours dans sa chambre et le dimanche sur la plage arrière accompagné de la musique de l'amiral »⁸²⁹...

Ou de Jérusalem, le 1^{er} juin 1915, il relate les manifestations organisées pour célébrer la mise en guerre des Italiens :

« À Port Saïd, les Italiens mobilisés ont fait une grande manifestation et on joue toute les hymnes devant tous les consulats, puis sont venus au quai où nous sommes amarrés et ont joué la Marseillaise. Nous les avons acclamés et avec la musique du bord nous avons joué la leur. »

⁸²⁷ Victor Allemand à Rose et Victor Vidal, sans date.

⁸²⁸ André Serven à ses parents, 11 février 1915

⁸²⁹ André Serven à ses parents, le 19 mai 1915

Dans ce contexte, les très rares retrouvailles loin de chez eux de parents, d'amis ou de simples connaissances, prennent beaucoup d'importance. Elles méritent parfois d'être mentionnées dans les courriers voire immortalisées par un portrait photographique. C'est le cas du très jeune, il a 17 ans, Nicolas Catanzano, « timonier breveté sur le torpilleur baliste » qui retrouve à Patras inopinément son frère Jean, embarqué sur un autre vaisseau. Ils en profitent le 22 septembre 1916 pour ressouder symboliquement et de façon éphémère la fratrie et en envoyer la preuve à ses parents⁸³⁰. De la même manière, André tient le compte des rares Agathois embarqués avec lui et avec lesquels il peut même brièvement partager des éléments y compris linguistiques d'une expérience sociale civile :

« 3 août 1916, Toulon, Il vient d'arriver de Lorient des mécaniciens et parmi eux il y en a un d'Agde qui s'appelle Chérubini, je l'ai reconnu de suite car nous étions à l'école ensemble, il y en a aussi trois de Béziers. Le temps me paraît moins long en parlant un peu patois. Je ne désespère pas de venir vous voir pour Noël ou le premier de l'an. »

« 8 novembre 1916. Cher père, Je t'annoncerai que nous avons embarqué un autre Agathois : il s'appelle Fabre, le fils de celui qui a eu le grand magasin avec le portail en fer dans la rue saint Jean en face de la boulangerie. »

Dans cette guerre qui n'en finit décidément pas, certains matelots expriment cependant leur fierté d'appartenir à ce corps ou à ce métier de marin. Ainsi si l'appareillage d'un vaisseau se prépare en six à huit heures avant le départ, le travail des chauffeurs qui œuvrent les premiers pour faire monter la pression des machines est essentiel⁸³¹ d'où la satisfaction notable d'André, matelot-chauffeur, qui précise à ses parents l'importance de sa fonction dont on devine pourtant la difficulté physique :

« sommes rentré à Port Saïd pour ravitailler en charbon et en vivres, vous pouvez croire que cela fait quelques milliers de tonnes de charbon qui passe par les bras pour le brûler. Et complètement endurci à mon métier pour le moment. »⁸³²

Le fort sentiment d'appartenance à ce navire contribue à souder l'équipage. Lorsqu'il décrit son périple maritime à ses parents, André n'utilise que le « nous ».

⁸³⁰ AMA, fonds privé numérisé 1914-1918 Cléophas, carte postale Catanzano, cf ch 1 p.100

⁸³¹ Jean Charles MEYER, *Au Cartahu, les cartes postales racontent la vie des marins*, Nice, Ed. du Serre, 1984, p.48

⁸³² André Serven à ses parents, 11 juillet 1915

Il envoie des photographies de groupes prises sur le pont du vaisseau et de Brest, il exprime sa satisfaction, visiblement partagée avec sa famille, d'avoir été – il est à ce moment en attente à Brest - matelot sur un imposant bâtiment de guerre :

« et pour te surprendre je t'ai envoyé le *D'Entrecasteaux* sans avertir comme vous me l'aviez demandé, en grand, j'ai trouvé l'occasion. Je crois que vous lui ferez prendre la première place encadré dans la cuisine avec la photo que vous mettrez dedans le cadre. »⁸³³

Inversement, à Corfou, il appréhende à la fois de ne pouvoir rentrer à Toulon, et donc de ne pas avoir la permission, et d'avoir à changer de navire pour un bâtiment inconnu ou moins prestigieux :

« Je crois qu'après les manœuvres qui finissent le 25 de ce mois on ne tardera pas à rentrer en France mais ce que j'ai grand peur c'est qu'on me débarque avant pour nous laisser en dépôt ici pour armer des chalutiers ou pour remplacer des malades à bord des autres bateaux, j'espère que je ne serai pas du nombre. »⁸³⁴

Si le front est « une île » voire « une « presque île »⁸³⁵ ou bien encore un « archipel »⁸³⁶, l'expression n'est plus métaphorique quand il s'agit de guerre en mer et le courrier du jeune matelot souligne bien que l'attachement à son navire est lié aux fonctions multiples largement protectrices qu'il exerce. Il représente non seulement une source de fierté professionnelle mais également une arme offensive et surtout défensive et puis encore, et peut-être surtout, un espace vécu qui dans la longueur de la guerre devient un foyer, ce qu'il ne peut mieux exprimer à ses parents n'hésitant pas non plus à placer des croix à l'emplacement de son vaisseau sur les cartes postales ou à en décrire longuement le système défensif : « Je vous envoie aussi en même temps mon bateau qui me sert de maison vous voyez qu'il n'est pas trop mal. Nous avons déjà jeté la terreur sur la côte de Syrie. »⁸³⁷ Ce rôle rassure des parents inquiets de voir leur fils peut-être embarqué sur un navire de commerce anglais, ce qui peut se lire comme un signe de

⁸³³ André à Catherine Serven, 4 novembre 1915

⁸³⁴ André à Jean Serven, 24 novembre 1916.

⁸³⁵ Annette BECKER préface de Marie Monique HUSS, *Histoires de famille. Carte postale et culture de guerre 1914-1918*, Agnès Vienot édition, Paris, 2000, p. 7

⁸³⁶ Frédéric ROUSSEAU, *La Guerre censurée. Une histoire des combattants européens*, Points Histoire Seuil, 2014 (1999), p. 355

⁸³⁷ André à Clémence et Marguerite Serven, 1^{er} juin 1915

patriotisme ou tout autant comme une appréhension d'un éloignement symboliquement plus important. André navigue avec des marins d'autres nationalités, anglaises mais surtout italiennes. Il envoie d'ailleurs de longues cartes sur lesquelles se trouvent des dialogues en cette langue à sa mère et à sa sœur, cartes qu'il prend soin de leur traduire, son identité maritime de soldat semblant prévalant au quotidien sur l'identité nationale. De cette identité de groupe, se dégage par ailleurs une solidarité de troupiers qui se distinguent des officiers non seulement par le grade, mais aussi par la jeunesse et l'apparence physique qui se lit dans les motifs des cartes expédiées; l'officier âgé, au physique et traits ingrats faisant preuve d'un comportement autoritaire, isolé sur un coin de la carte, est fréquemment ridiculisé par le groupe de jeunes matelots qui lui fait face. Cette cohésion susceptible de créer un rapport de force symbolique par le nombre à n'en pas douter joue un rôle cathartique. Comme sur le front terrestre, le vaisseau trop protecteur, devient parfois prison : un tout petit nombre de soldats refuse d'obéir, voire déserte à la fin de la guerre. L'Agathois Pierre Teyssier né en 1893, coiffeur, engagé volontaire en 1912 est condamné par le conseil de guerre de la flottille des torpilleurs de Bizerte pour désertion à l'intérieur en temps de guerre, à 18 mois de prison puis muté dans le 115^e régiment d'artillerie lourde le 11 juillet 1918. Félix Crastignac, autre ami d'Ernest Pélissier, mécanicien à bord d'un torpilleur, est condamné à 8 mois de prison pour abandon de poste le 29 mai 1918. Le jeune Michel Bousquet né en 1893, matelot canonnier à bord du *Croix des Signants*, s'est suicidé le 19 juillet 1916 à l'hôpital Saint Mandrier de Toulon, sa mort suscitant la surprise de son ami André qui écrit trois jours plus tard à ses parents de Toulon ; « J'ai appris aussi que Michel Bousquet est mort je ne puis m'expliquer comment quand je l'ai vu le jour ou nous étions en permission il a été très bien portant. »⁸³⁸ Les permissions sont attendues et espérées. André Serven obtient la première en septembre 1915. Le courrier livré par une navette spéciale dans l'escadre, donc de façon moins fréquente que sur le front, s'avère également essentiel pour garder un lien avec la famille et rester informé. André réclame et reçoit ainsi des journaux.

Quelques rares moments de détente méritent d'être racontés aussi, aptes à rassurer les proches. André annonce ainsi le 8 mai 1915 : « Je suis au milieu du canal dans le lac

⁸³⁸ André Serven à sa famille, 21 juillet 1916

d'Ismalaya, nous sommes été à terre prendre des bains et la population de cette ville nous est très affable.» sur une carte postale au motif enchanteur. Comme pour les fantassins, le vin a également toute sa place lors des descentes à terre. Il rappelle sa place dans la dimension festive du service militaire lors des sorties dans les bars et l'ivresse qui en résulte. Eugène Soulié par exemple se vante régulièrement d'en être un fervent adepte. André n »hésite pas à vanter « le vin de Samos à 1,50 le litre, il est meilleur que le Champagne »⁸³⁹. Finalement, les marins sollicitent bien souvent les mêmes ressorts de la ténacité au quotidien que les autres soldats y compris ceux qui se retrouvent au Maroc.

2.1.3. 1914-1918. Des territoriaux au Maroc.

2.1.3.1. Participer à la continuation d'une guerre coloniale.

2.1.3.1.1. Des acteurs de la stratégie de conquête.

Dans les correspondances, l'expérience militaire au Maroc est très présente. Elle concerne environ quelques 200 territoriaux originaires du canton incorporés à Béziers dans deux bataillons du 121e RIT qui embarquent en deux temps et deux groupes ; le premier par l'est, le 31 août à Marseille sur le *Djurdjura* pour Taza dans le Maroc oriental via Oran, le deuxième par l'ouest, le 1^{er} septembre à Cette, pour Rabat dans le Maroc occidental via Casablanca à bord de *l'Iméréthie*⁸⁴⁰. Un bataillon rentre entre août et novembre 1917 Ses soldats intègrent le 296^e RI tandis que l'autre reste de l'autre côté de la mer jusqu'à la fin du conflit durant lequel les affaires marocaines restent rattachées au département des affaires étrangères et non pas au Ministère de la Guerre. Cette ambiguïté lisible dans les intitulés d'une guerre qui se joue dans les lisières de la Méditerranée se retrouve-t-elle également dans les expériences des militaires du canton transbordés au Maroc ? Il ne s'agira donc pas de retracer la place de la colonie

⁸³⁹ André à Jean Serven, 13 août 1916

⁸⁴⁰ Historique du 121e Régiment d'Infanterie Territoriale, Béziers, 1919. Numérisation : P. Chagnoux – 2009, p.2

dans l'effort de guerre en métropole que l'historiographie a davantage documentée⁸⁴¹. Même si certains aspects en seront forcément présents, il s'agira plutôt de questionner, toujours les expériences militaires d'une minorité conséquente de soldats placés dans une situation très singulière, au regard de celle de l'immense majorité de ceux envoyés sur le front du nord-est, pour se demander en quoi leur guerre en terre marocaine diffère – ou pas - de celles des autres combattants. Ce récit s'appuie en priorité sur un sous-corpus composé de six lots de correspondances, toutes en cartes postales, et de quelques-unes isolées. Celui du sergent vagemestre, Joseph Miquel est particulièrement fourni car ses collègues et en particulier son commandant, Buffel, mis au courant de la collection de sa fille l'ont dès lors abondée. Le serrurier Louis Palmier, le charretier Célestin Adgé, le cultivateur-électricien Antoine Mathieu sont tous des hommes mariés et pères de famille qui écrivent en particulier à leurs jeunes enfants ou neveux. Louis Fayet écrit à Pierre Barbezier qui renvoie ses cartes à ses enfants. Ils croisent à Taza, un autre Agathois, le jeune célibataire mécanicien-artilleur Jules Avetta, classe 1913, qui appartient à une unité non combattante entretenant la batterie d'artillerie de la place forte de Rabat puis de Taza au nord-ouest. Quand la guerre éclate, il est déjà au Maroc où il faisait son service militaire et y reste durant ces quatre années alors que sa classe a été la plus meurtrière du canton dans le conflit. Peu conscient de sa chance dans ses écrits, il œuvre avec constance et efficacité à multiplier les permissions⁸⁴². Confrontées à l'historique du 121^e RIT⁸⁴³ et aux fiches matricules individuelles, ces correspondances lèvent un voile sur les expériences de guerre marocaines des territoriaux, marginales à l'échelle du pays mais moins à celle du canton et des Midis puisqu'elles concernent des centaines de militaires. Sans omettre la singularité de chaque parcours, les unités de lieu et de condition permettent de dégager quelques lignes de force sur des itinéraires peu documentés de la guerre. Comment, à défaut de pouvoir toujours savoir pourquoi, ces hommes se retrouvèrent-ils au Maroc, sur quels modes y firent-ils la guerre et se confrontèrent-ils par la même occasion à une

⁸⁴¹ Jean-Pierre RIERA, Christophe TOURNON, *Ana ! Frères d'armes marocains dans les deux guerres mondiales*. Senso Unico, 2014 (2006), L'Harmattan-Méditerranée / Daniel RIVET, *Lyautéy et l'institution du protectorat français au Maroc, 1915-1925*, Paris, l'Harmattan, 1988 / Jacques, FREMEAUX, *Les colonies dans la Grande Guerre : Combats et épreuves des peuples d'outre-mer*, 2006.

⁸⁴² AMA, Fonds numérisé 1914-1918, Marc Serven, cartes de Jules Avetta (futur époux de Catherine), à ses parents.

⁸⁴³ Historique du 121^e Régiment d'Infanterie Territoriale, *opus cité*

nouvelle altérité par la Découverte d'un territoire et de ses habitants ? Appelés pour remplacer les troupes envoyées sur le front, ces territoriaux se retrouvent engagés dans une guerre coloniale jusque là menée par une armée de métier ; le cachet de la poste est très clair en décembre 1914 qui précise « troupes d'occupation du Maroc »⁸⁴⁴. Alors que le territoire ne se trouve sous protectorat français que depuis mars 1912 par la signature des accords de Fès, il connaît tout de même une rapide mise en guerre de ses ressources humaines et matérielles. Dès août 1914, l'armée a besoin de soldats et en réclame fermement au gouverneur général du protectorat, Louis Hubert Lyautey, qui doit affronter le défi stratégique que représente à la fois le maintien d'une force militaire au Maroc très loin d'être colonisé et une réponse aux nouvelles exigences de la métropole. Selon Jacques Frémeaux, 88 000 soldats des troupes coloniales tenaient le Maroc en 1914, 53 000 hommes partent au front et 35 000 restent sur place. Joseph Miquel peut constater en mai 1915 de Meknès qu'« on a relevé presque tous les employés, car presque toute l'active est partie en France et le Maroc reste occupé par les territoriaux. »⁸⁴⁵ Depuis la puissante révolte brutalement réprimée de Fès en avril 1912, Lyautey a réorganisé une armée totalement fidèle à la France et au sultan composée de tirailleurs et de spahis. Ces troupes marocaines sont décimées lors des combats sur l'Ourcq au début du mois de septembre ce qui amène les autorités militaires à accroître le recrutement. Pour le gouverneur, cela devient compliqué parce qu'une grande partie du territoire est insoumise et qu'il a besoin d'hommes pour tenir le pays⁸⁴⁶. Pour cela il dispose rapidement de troupes de remplacement aux troupes d'active en partance, formées d'une vingtaine de bataillons d'armée de métier, des légionnaires pour la plupart, dont beaucoup d'Allemands, d'une partie des colons, de tirailleurs sénégalais et surtout de régiments de territoriaux en provenance dès le mois d'août du sud de la France. Le 127^e RIT de Carcassonne embarque au complet à Sète dès le 12 août, suivi du 128^e d'Albi le 14, du 113^e de Toulon le 17 à Marseille et des deux bataillons du 139^e de Libourne à la fin du mois. Tous ne rentrent qu'en février-mars 1919. Ces unités sont rapidement suivies de trois bataillons du 114^e RIT de Toulouse et enfin des deux bataillons du 121^e RIT de Béziers qui tous deux ont échappé aux investigations de

⁸⁴⁴ Fonds Joseph Miquel en ligne

⁸⁴⁵ Joseph à Eugénie Miquel, 29 mai 1915

⁸⁴⁶ La « pacification » du Maroc sera considérée effective par les autorités militaires françaises en 1934

Jacques Frémeaux peut-être parce qu'ils sont les derniers à partir outre Méditerranée⁸⁴⁷. Environ une centaine de soldats du canton ont donc intégré les quatre compagnies du 1^{er} bataillon et quelques 80 les quatre du second. Dès leur arrivée, ils sont dispersés sur le territoire conformément à la stratégie de Lyautey qui, malgré l'envoi des troupes d'active disponibles en métropole, refuse de les replier sur le littoral comme le lui demande Paris, considérant que le moindre retrait entraînerait la perte irrémédiable de l'ensemble du Maroc. Cette stratégie qu'il baptise « coquille d'œuf » consiste à créer un rideau de fumée qui doit donner l'impression aux Marocains que la France est bien présente malgré une présence minimale réelle de soldats, et pour ce faire, des troupes sont davantage réparties dans les zones sensibles y compris à l'avant pour relancer la conquête dès que possible. La situation militaire est considérée plus satisfaisante dès la fin de 1916 : au nord, le couloir de Taza par lequel passe route et voie ferrée semble dégagé et les troupes françaises ont pris le contrôle de la vallée du Moyen Ouergha. La superficie occupée s'est agrandie en 1919 ce qui justifie peut-être le rappel du 1^{er} bataillon du 121^e RIT à partir du début du mois d'août 1917.

Dans ces circonstances, en septembre 1914, outre le fait que les deux bataillons débarquent à chaque extrémité du territoire, les compagnies du 1^{er} bataillon surtout puis leurs détachements, se retrouvent presque immédiatement éparpillées d'ouest en est le long de l'axe Casablanca – Oran qui passe par le couloir de Taza reliant les ports atlantiques du Maroc à l'Algérie. Louis Palmier qui appartient à la 1^{ère} compagnie arrive à Oran le 1er septembre, il est le 10 à Taourit, puis à Taza à partir de janvier 1915. Antoine Mathieu cantonne à Oued Aghbal, plus au nord puis à El Aïoum avec la 4^e compagnie et Célestin Adgé comme Louis Fayet à M'çoum avec la 2^e où se retrouve également l'État-major du bataillon. Son commandant ne semble guère maîtriser davantage la situation que les soldats, comme il l'écrit à son homologue du 2^e, le commandant Buffel, présent, lui à Meknès :

« Cher ami, Je ne sais pas du tout où vous êtes. C'est au hasard que j'écris ces lignes. Mon bataillon est disloqué. Je suis ici depuis 15 jours avec une compagnie et demi. Commandant d'armée au poste, je n'ai pas le temps de

⁸⁴⁷ Jacques FREMEAUX, *Les colonies dans la Grande Guerre : Combats et épreuves des peuples d'outre-mer*, op. cité, p.58.

m'ennuyer. Donnez-nous de vos nouvelles, bien cordialement à vous. Cdt Heuillet »⁸⁴⁸

Dans cet État-major installé à Meknès, se trouvent dans un premier temps Joseph Miquel et Pierre Montanié qui ont débarqué à Casablanca avec la 3e compagnie. Mais cette armée de territoriaux n'a pas vocation à mener les opérations militaires de conquêtes ni même de participer aux opérations de reconnaissance. Fin novembre, Joseph Miquel reçoit pourtant cette lettre d'un ami inquiet :

« Que faites-vous à Meknès ? Le bruit a couru le matin à Safsafat que la garnison de Kenitra avait été attaquée à Kénifra par les Marocains et qu'il y avait eu beaucoup de blessés ou tués. On fait tellement courir de bruits que finalement on y attache plus aucune importance. Tu voudras bien me fixer à ce sujet. »⁸⁴⁹

De cet important revers subi par les Français le 13 novembre 1914 aux portes de Kénifra, à Hel-Herri dans le Moyen Atlas, les territoriaux n'en ont que l'écho, mais il est suffisamment puissant pour qu'il soit répercuté et Antoine Mathieu annonce à sa famille : « nous avons eu des attaques du côté de Kénifra. Il y a eu 750 morts, en tout 130 Européens, le reste c'est des indigènes. »⁸⁵⁰ Selon Marc Michel, un détachement français engagé imprudemment est tombé dans le piège tendu par le chef de la tribu des guerriers Zaïans. Ce jour-là, le désastre est total, 33 officiers sur 43 et 590 hommes de troupe sur 1230, perdent la vie⁸⁵¹. 218 soldats algériens et tunisiens, 127 sénégalais, 37 marocains et 200 français dont le maître-pointeur marseillannais Fernand Verries. Toutes les armes sont récupérées par l'adversaire. Cet épisode Del-Herri vient confirmer l'intensité persistante de la résistance marocaine à la domination française à même d'alarmer ponctuellement les soldats. Ainsi, qu'une colonne soit attaquée en juin 1915, et Joseph Miquel prend soin de rassurer sur le champ son épouse : « Dans le cas où les journaux le grossiraient, je préfère te donner des détails à l'avance : en effet il y a 3 ou 4 jours la colonne fut attaquée par derrière, et il y eut plusieurs blessés, dont un du 121. Avisée par télégraphe, la colonne sénégalaise est partie au secours, accompagnée de quelques 75. Comme toutes ces attaques, dès que le canon tournera, on ne verra plus

⁸⁴⁸ Commandant Heuillet au commandant Buffel, 20 septembre 1914, dans la correspondance de Joseph Miquel

⁸⁴⁹ Paul Pascal à Joseph Miquel, 21 novembre 1914

⁸⁵⁰ Antoine Mathieu à la famille de sa sœur Rosalie, 5 décembre 1914

⁸⁵¹ Marc MICHEL, *L'Afrique dans l'engrenage de la Grande Guerre*, Paris, Khartala, 2015, p. 35.

rien. Cette alerte s'est produite sur la zone espagnole. Pour mon compte, toujours content de ma situation, en attendant mieux. »⁸⁵² Il en est de même quand une attaque plus proche a lieu, cette fois sur le camp :

« Deux Marocains ont essayé il y a environ un mois de tirer sur une sentinelle de l'État-major, pour s'accaparer le fusil de celle-ci : ils ont comparu hier devant le conseil de guerre et condamnés à mort : on les fusille lundi matin devant toutes les troupes réunies. Ici il n'y a rien à craindre au sujet de révolte, moins qu'à Taza où est le 1er bataillon. Il faut qu'ils se tiennent en éveil : Paul m'a écrit qu'il n'était pas tranquille comme à son premier poste »⁸⁵³.

Très durement réprimés, ces épisodes restent peu meurtriers pour les Français bien que l'entrepreneur en maçonnerie agathois Jean Parrouy disparaisse dans des circonstances mystérieuses à Rabat le 11 février 1917. De fait, d'après le site *Mémoire des hommes*, seuls six des cinquante militaires du 121^e RIT affectés au Maroc sont décédés suite à des affrontements militaires qui viennent rappeler la continuation de la guerre coloniale. Ce sont la dysenterie, la fièvre typhoïde, la grippe, les congestions pulmonaires et d'autres maladies qui ont tué 2 % des effectifs⁸⁵⁴. Certains soldats supportent mal les températures extrêmes de l'été et comme Louis Estournet, Célestin Adgé se plaint : « On étouffe on souffre de la chaleur c'est impossible de te dire ce que l'on souffre, on ne peut pas respirer tellement le vent est chaud quelle souffrance. »⁸⁵⁵ Joseph Palmier qui vit sous la tente, considère le Maroc comme une terre hostile et dès le 19 novembre 1914. Il manifeste son impatience en comptant les jours : « Ça fait 106 jours que je vous ai quittés et un mois que je suis ici à M'Goum, sale pays d'esclavage. » Pour autant, ces hommes restent des militaires. Ils ne sont pas directement affectés aux combats coloniaux qui continuent, comme le constate Célestin Adgé qui écrit à Lucie que « la garnison est partie en colonne il y a 3 jours, pour aller mettre un peu le calme aux Beni ouarains. »⁸⁵⁶, mais il leur faut occuper le terrain. Leur quotidien militaire est donc souvent constitué de déplacements en convois, de corvées

⁸⁵² Joseph à Eugénie Miquel, ? juin 1915

⁸⁵³ Joseph à Eugénie Miquel, non datée précisément, 1915

⁸⁵⁴ Inventaire des décès du 121^e RIT au Maroc réalisé sur le site *Mémoire des hommes*.

⁸⁵⁵ Célestin à Lucie Adgé, 22 juillet 1915

⁸⁵⁶ Célestin à Lucie Adgé, 2 septembre 1915

d'eau ou bien de bivouacs sous tente. Très tôt, les soldats en envoient de nombreuses vues et si cela n'est pas assez précis certains n'hésitent pas à placer une croix pour indiquer l'emplacement de leur nouveau foyer sur le motif, s'évitant de longues descriptions. Ils doivent encore relier entre eux les différents territoires et postes conquis et, dans ce contexte, qu'il s'agisse du 1^{er} ou du 2^e bataillon du 121^e RIT, il s'agit de « faire colonne ». Cette opération semble bien représenter la principale manœuvre militaire de ces soldats perdus dans l'immensité d'un territoire parfois désertique, caillouteux et montagneux où les voies et les moyens de communication restent rares. Et cela n'a rien d'exotique pour ceux qui l'expérimentent. Ainsi, Joseph Miquel dans une carte à sa femme, datée du 7 mai 1915, évoque le départ de Pierre Montanié : « Il est parti avec la colonne de la 71, tu jugeras leurs souffrances. Le temps est orageux depuis 4 ou 5 jours et il ne passe pas un jour sans averse : ils doivent souffrir sous la petite tente. » Ces déplacements s'avèrent éprouvants principalement à cause de leur longueur, de la lourdeur des charges à transporter, de la précarité des bivouacs et enfin des fortes amplitudes thermiques où le froid nocturne ou hivernal alterne avec la chaleur diurne qui est extrême en été. Parfois le temps pluvieux et froid rend les pistes, souvent mal ou peu tracées, impraticables. Les soldats risquent donc, non seulement à tout moment de se perdre mais aussi de s'embourber. « Faire colonne » c'est donc se déplacer d'un poste à l'autre mais également escorter des convois de civils et de ravitaillement qui traversent le pays ou bien se rendent sur les très nombreux chantiers relancés pendant la guerre en les protégeant d'éventuelles attaques marocaines quand il ne s'agit pas de vaincre la rébellion. Une fois sur le poste plus ou moins avancé, il leur faut au prix de lourds efforts physiques, en renforcer la sécurité, ce qui relève davantage de travaux de terrassement que d'exercices militaires, comme en fait état le Pierre Montanié, envoyé avec sa compagnie renforcer le camp d'Aït Lias :

« Mon cher Miquel. Ici rien de nouveau, beaucoup de travail, constructions dans le camp, travaux de route, escorte de convois avec 25 kilomètres à la clef, et de plus, en attendant le convoi, les hommes avec les outils portatifs et de parc arrangent la route. C'est le baigne. Les hommes commencent à être malades et fatigués. Si cela continue, la compagnie entière ira à l'ambulance »⁸⁵⁷

⁸⁵⁷ Pierre Montanié à Joseph Miquel, janvier 1915

Assurer encore la garde et le ravitaillement du camp, notamment en eau qu'il faut parfois aller chercher assez loin, peut représenter une aventure risquée, car les Marocains tentent de fréquentes embuscades comme le relate Louis Fayet :

« Pour nous ici dans le Maroc, nous n'avons pas trop à nous plaindre. Nous avons temps en temps quelques petites escarmouches qui sont vite enrayées car le canon les disperse vite. Nous avons une colonne qui était partie du côté des Branais, tribu montagnarde, mais il a fallu qu'il aille aider à une autre colonne qui était partie du côté de Fez et nous, nous sommes été que garder le camp, ce qui fait que nous ne risquons pas tant »⁸⁵⁸

Parfois, certains affrontements s'avèrent plus meurtriers : en janvier 1916, une attaque d'une tribu du nord-est, les Djicheurs, relatée dans l'historique du régiment occasionne trois pertes à la 2e compagnie en poste à Oued Aghbal. Le 11 janvier, les soldats décèdent de leurs blessures de guerre dues « à un coup de feu pendant une corvée d'eau » suivis de deux autres soldats un peu plus tard à l'hôpital⁸⁵⁹. Il semble que l'émotion suscitée par cet évènement au final exceptionnel dans son bilan tragique, soit suffisamment forte pour que Célestin Adgé, dans une carte envoyée le 26 janvier à son épouse en renvoie la responsabilité à « ce cochon de commandant » et de conclure « Ceux qui sont au cimetière de Taza seraient en pleine vie il faudrait que les veuves lui fassent la vie »⁸⁶⁰. Ce risque limité mais diffus suffit à nourrir les imaginaires comme celui de Louis Palmier qui paraît en partie soulagé d'avoir été absent du Maroc lors de ces évènements : il envoie à Joséphine une carte postale avec ce commentaire : « Que tu vois comment les Marocains insoumis arrangent les ponts. Ça s'est passé quand j'étais en permission. »⁸⁶¹ Les attaques de peuples toujours en révolte paraissent fréquentes à la lecture des correspondances et des historiques régimentaires. La carte de Louis Fayet vient révéler que le risque reste en permanence présent dans les esprits des soldats confrontés au quotidien de la guerre coloniale :

« Ici en plein Maroc, nous ne nous régalons pas car nous n'avons pas d'eau douce pour boire et comme travail cela ne manque pas chaque jour on est employé à escorter des trains ou des convois ou sinon

⁸⁵⁸ Louis Fayet à Pierre Barbezier, 2 juillet 1915

⁸⁵⁹ Fiches de décès consultées et inventoriées sur le site *Mémoire des hommes*

⁸⁶⁰ Célestin à Lucie Adgé, 26 janvier 1916

⁸⁶¹ Louis à Joséphine Palmier, 5 février 1917

de creuser et il ne faut pas s'en aller sans le fusil et les cartouches car si l'on te rencontre tout seul tu es fait. »⁸⁶²

2.1.3.1.2. Alléger l'épreuve.

Si le désir de passer pour un vrai soldat auprès des civils, donc d'être exposé au danger, peut pousser les épistoliers et plus encore les rédacteurs des historiques régimentaires à exagérer leur propos quant à ces menaces d'attaques marocaines, il n'empêche que les difficultés de la guerre coloniale n'en sont pas moins réelles et beaucoup de militaires se réjouissent d'être dispensés de ces convois et de ces lourds travaux de terrassement qui visent à prendre possession d'un territoire largement hostile. Alors que Pierre Montanié mène des colonnes plus en avant pour diriger des travaux cyclopéens sous une discipline de fer, son ami le sergent Joseph Miquel, grâce à sa fonction de vaguemestre qui le rend indispensable à l'État-major, ne connaît que deux camps militaires de l'arrière, ceux de Meknès et de Rabat, ce qui le fait se réjouir dès le 29 mai 1915 : « Je suis très bien seul » tandis que son camarade Paul Pascal profite lui aussi d'un poste protégé au regard de l'expérience de leur ami Montanié :

« Je suis garde caisse et économiste à l'infirmerie ambulance à Lias. Ma fonction consiste à distribuer pain, vin, lait, médicaments et linges aux malades. Je suis très satisfait de mon emploi, je ne regrette que les amis que j'ai laissés à Meknès. Je suis en subsistances à l'infirmerie. Je couche seul dans une salle à côté du bureau, et je prends mes repas avec le sergent infirmier. C'est parfait à tous les points de vue. Tous les dimanches, nous buvons une bouteille de champagne, pour ne pas en perdre l'habitude. Ici, à la Compagnie, Montanié a du te dire qu'ils ont beaucoup de travail, ils sont très occupés : gardes, corvées, et convois. Prison à la moindre faute. »⁸⁶³

De son côté, le soldat L. Palmier utilise rapidement ses savoir-faire de serrurier-forgeron pour se rendre indispensable auprès de ses officiers. En devenant chef de l'atelier des forges à Taza, il évite ces déplacements éprouvants, s'abrite et se procure encore un petit pécule : « J'ai terminé aujourd'hui la cheminée du lieutenant dont il a été content et il m'a donné deux francs d'étrennes ce n'est pas beaucoup mais c'est une petite attention dont par la tu peux voir que je suis bien vu »⁸⁶⁴. Sa voisine agathoise, certainement prévenue par Joséphine, peut se réjouir pour lui : « Nous sommes contents

⁸⁶² Louis Fayet à Pierre Barbezier, 29 octobre 1914

⁸⁶³ Paul Pascal à Joseph Miquel, 8 juin 1915

⁸⁶⁴ Louis à Joséphine Palmier, 6 novembre 1914

que vous travailliez avec le génie cela doit vous exempter des corvées et des marches à faire et surtout ça vous servira pour votre travail »⁸⁶⁵. Ne pas avoir à se rendre sur des zones plus exposées reste donc une assurance pour Louis Palmier mais aussi pour sa famille :

« La compagnie quitte Taza le 11 de ce mois pour un camp nouveau que l'on vient de former que l'on appelle Bab Mérouge à 36 kms de Taza mais pas sur l'avant c'est sur le côté et que je vais te consoler un peu je n'y vais pas, je reste à mon poste avec Cauvy et un biterrois qui est fumiste et que nous restons à peu près une quinzaine d'employés et tu peux croire que je n'en pleure pas surtout pour les nouvelles que tu les aurais eu bien plus tard et qu'il a fallu se débrouiller pour rester car notre lieutenant ne voulait quitter personne mais comme le travail presse et que c'est moi le chef d'atelier on n'a pas voulu me quitter partir, y étant très utile »⁸⁶⁶

Louis bouge lui aussi très peu pendant le conflit et reste aux camps de base de Taourit puis de Taza car comme le souligne le capitaine Etienne Pioch quand il écrit à son commandant Buffel qui est aussi celui de Joseph Miquel : « Je conçois avec plaisir que les rigueurs de la vie militaire sont adoucies chez vous par la mise en pratique des professions »⁸⁶⁷. De fait, les spécialités manuelles jouent un rôle tout aussi décisif que sur le front de l'ouest concernant le confort possible des militaires car l'aménagement du territoire pour son contrôle représente l'enjeu majeur des guerres coloniales. Cette situation permet alors à un artisan serrurier de continuer à exercer son métier, même si la faiblesse de son salaire lui rappelle en permanence son statut de soldat. Mais il dit dès lors ajuster son effort en conséquence : « Je ne force pas trop et quoiqu'à mon poste ayant beaucoup de travail, j'en prends et j'en quitte surtout pour ce que je gagne tu m'as compris »⁸⁶⁸. D'autres soldats usent encore d'autres compétences, comme l'explique Célestin Adgé admiratif, et peut-être quelque peu envieux, à propos de son camarade agathois : « Ce matin j'ai vu François Maury à la musique. Ils ont monté une musique de territoriaux comme ça au moins, ils partent pas en convoi, les convois, c'est très

⁸⁶⁵ Rose Raoul à Joseph Palmier, 18 février 1915

⁸⁶⁶ Louis à Joséphine Palmier, 8 décembre 1915

⁸⁶⁷ Carte présente dans la correspondance de Joseph Miquel, 22 septembre 1914,

⁸⁶⁸ Louis à Joséphine Palmier, 27 avril 1915

dur »⁸⁶⁹. Non seulement conscients d'être à l'abri et de risquer peu, ces soldats confirment qu'ils vivent entre voisins et connaissances du temps de paix.

2.1.3.2. Être mobilisé sur un front intérieur de la guerre mondiale.

2.1.3.2.1. Composer avec le soupçon d'embusquage.

Par conséquent, très éloignés du front et justement pour cela, ces militaires subissent à la fois la pression des autorités militaires qui veulent impérativement récupérer des troupes et celle de fractions entières de la société qui aspirent à une toujours plus juste répartition des risques dans l'effort de guerre. La carte réexpédiée par Pierre Barbezier à son épouse Germaine révèle que la perception de soldats restés en Métropole concernant ceux du Maroc peut être très tôt sans équivoque. En provenance de Meknès, elle est signée de son ami Louis Boyer du 121^e RIT alors que Pierre, un an de moins, a été versé malgré son âge en janvier 1915 dans un régiment d'active. Louis l'a renvoyée cette fois accompagnée de ce très court commentaire : « Ceux qui ont de la chance »⁸⁷⁰. La guerre contre l'Allemagne transforme de fait la colonie française marocaine en un des fronts intérieurs de la Métropole et très tôt la suspicion d'être un embusqué, figure la plus honnie du temps de guerre⁸⁷¹ pèse sur ces militaires. D'après J. Frémeaux, Lyautey cherche à les défendre considérant qu'en France, on ne se rend pas bien compte des dangers de la conquête mais lui-même doit prendre en considération le fait que certains officiers désespèrent d'aller combattre en France se sentant inutiles au Maroc⁸⁷². Cette aspiration se retrouve effectivement en 1914 sous la plume du capitaine Etienne Piot resté en Algérie avec sa compagnie dont la première phrase souligne d'ailleurs qu'il perçoit bien sa présence au Maroc comme la poursuite de la guerre coloniale :

« Pourquoi être venu ici faire face aux Arabes, alors qu'il y avait tant à faire sur l'Est ? Acceptons le poste qui nous est désigné, et défendons-le, le cas échéant, avec toute notre énergie et notre

⁸⁶⁹ Célestin à Lucie Adgé, 8 mars 1915,

⁸⁷⁰ Louis à Germaine Barbezier, non datée sur une carte de L. Boyer du 15 juin 1915

⁸⁷¹ Charles RIDEL, *Les Embusqués*, Armand Colin, Paris, 2007.

⁸⁷² Jacques FREMEAUX, *Les colonies dans la Grande Guerre : Combats et épreuves des peuples d'outre-mer, opus cité*, p 152

confiance en la victoire définitive. Pour la France, acceptons toute épreuve aussi grande et pénible soit-elle. »⁸⁷³

Pourtant, il n'échappe pas à Célestin Adgé, en 1916, année des batailles meurtrières de Verdun et de la Somme qui représente un temps fort de la chasse aux embusqués initiée par les autorités militaires, que cette acceptation résignée d'affectations dénigrées au début de la guerre par des officiers s'est transformée en franche adhésion à la situation :

« Je te dirai qu'ici on enlève les embusqués et ils refusent net pour partir sur le front et la plupart de ceux-là ce sont des officiers. Il leur porte peine de quitter la bonne vie qu'il fait ici. L'on parle qu'ils vont en relever 8000 qui sont embusqués. Rien que dans l'hôpital de Casablanca on en relève 80. Je me pense que en France il doit en être de même »⁸⁷⁴

Et sous la plume d'Antoine Mathieu, presque au même moment, c'est la société française toute entière qui semble se plaindre comme le signe de tensions croissantes :

« Il paraît que certaines femmes des environs font une pétition pour nous faire aller au front parce que nous sommes embusqués au Maroc. Pourtant nous avons suivi le sort qui nous était destiné. Nous ferons comme ils voudront, mais dans tous les cas, on n'en parle pas chez nous. »⁸⁷⁵

Dans un conflit qui dure avec son cortège d'horreurs, il semble que l'enthousiasme d'abord si vif des officiers ait fléchi et que ces derniers opposent désormais une résistance aussi passive que massive au renvoi sur les fronts européens. De fait, malgré l'insistance de Clemenceau, sur les cinq régiments territoriaux présents au Maroc, un seul bataillon, le 1er du 121^e RIT, rentre avant la fin du conflit en 1917. D'après leurs fiches matricules, trois quarts de ces soldats sont affectés à l'arrière ; Antoine Mathieu rejoint son usine électrique à Agde et Louis Palmier la poudrerie de Toulouse. Célestin Adgé est envoyé à Lyon dans les E.T.E. Mais un certain nombre, les plus jeunes sans spécialité, sont intégrés en renfort sur le front où une dizaine est rapidement capturée en 1918. La réalité est que tous, officiers comme soldats, ont conscience d'être à l'abri, s'en réjouissent dans leur correspondances, tandis que parvient jusqu'à eux la

⁸⁷³ Etienne Pioch au commandant du 2^e bataillon Buffel, 7 septembre 1914

⁸⁷⁴ Célestin Adgé à son épouse, 28 mars 1916

⁸⁷⁵ Antoine Mathieu à ses parents, 28 juin 1916

connaissance des évènements tragiques qui se déroulent sur le front par le courrier, la presse malgré la censure, voire déjà par la radio. Dès décembre 1914, Louis Fayet écrit à son ami Pierre Barbezier : « Je sais que dans Marseillan il y aura beaucoup de deuil. On ne veut pas me le dire mais ici de temps en temps nous recevons des lettres et cela est triste »⁸⁷⁶. Joseph Miquel commence à mesurer sa chance en prenant la mesure de la violence des combats en Champagne qui touchent ses proches :

« Toujours bien content de mon sort et souhaite que là-bas aussi, le temps passe le plus agréablement possible : c'est ce que je ne cesse de recommander dans mes lettres. Maury me dit à l'instant qu'Anatole Gunaut aurait perdu la raison ? Est-ce bien exact ? Si oui, c'est un grand malheur pour la famille. En ce moment, la bataille doit être terrible, et les frayeurs de ceux qui malheureusement se trouvent mal placés, doivent être affreuses à voir. »⁸⁷⁷

Et d'exprimer encore un peu plus tard la chance d'être où il est :

« Mon temps est par conséquent de plus en plus agréable, sauf la séparation. C'est beaucoup, c'est vrai, mais quoi en comparaison du danger ? Remercions la Providence de nous avoir si bien partagés, et de nous revoir bientôt. »⁸⁷⁸

Même si se déplacer plus au sud lui est comme à tous pénible, il en est de même très vite de Louis Palmier qui écrit : « Je vais de nouveau plus loin de 30 km, mais c'est encore préférable que de rentrer en France pour aller au feu. »⁸⁷⁹ Mais six mois plus tard pourtant, au moment du vote de la loi Dalbiez, la séparation lui pèse de plus en plus et il envisage la possibilité de rentrer chez lui grâce à l'obtention d'une affectation spéciale comme « ajusteur » dans l'usine agathoise de l'industriel « Monsieur Guy » qui fabrique certes des machines viticoles mais qui pourrait proposer « du travail pour le compte de la guerre »⁸⁸⁰. Il donne pour ce faire des instructions précises et détaillées à son épouse qu'il charge d'obtenir pour les lui fournir tous les documents nécessaires. Mais Joséphine, visiblement peu encline à risquer d'échanger le père de ses enfants contre la mémoire même infiniment glorieuse d'un héros, organise sa protection en sachant trouver les arguments pour convaincre Louis de rester au Maroc. Dans le contexte de

⁸⁷⁶ Louis Fayet à Pierre Barbezier, 29 octobre 1914

⁸⁷⁷ Joseph à Eugénie Miquel, 23 avril 1915

⁸⁷⁸ Joseph à Eugénie Miquel, 10 mai 1915

⁸⁷⁹ Louis Palmier à sa famille, 12 décembre 1914

⁸⁸⁰ Louis à Joséphine Palmier, 26 juin 1915

l'instauration des permissions qui pourrait permettre un éventuel retour du soldat, elle lui donne la déjà longue liste de leurs connaissances mortes au feu pour le persuader de ne pas tenter d'être demandeur ou volontaire pour rentrer en métropole et précise : « Tu peux croire que je suis heureuse de te savoir là. Et au moins mon désir c'est que vous y restiez car il y a quelque chose (...) Ne demande pas à venir car j'aurai encore plus de soucis. »⁸⁸¹ La mise à l'abri s'impose ainsi dans le couple comme une stratégie partagée. Les arguments ont du convaincre Louis qui n'émet plus l'idée de rentrer plus tôt, même si un peu plus tard Joséphine admet que « Gioja du Grau » n'est que prisonnier. Dans cet objectif raisonné de préservation, la jeune femme peut avoir raison d'être prudente puisque Joseph Landes, rapatrié malade à la fin de 1914 du Maroc puis opéré, a intégré en janvier 1915 le 296^e RI pour être tué le 30 octobre à Neuville-Saint-Vaast⁸⁸². Cependant certains soldats ont demandé à rentrer en métropole et font connaître leur sort comme le relate Joseph Miquel à son épouse pour se satisfaire toujours davantage de sa situation :

« Ils sont depuis un mois dans les tranchées, et certains écrivent que s'ils avaient su, ils seraient restés à Meknès. Je joins aux mêmes une carte de Couderc, tu constateras que sa femme a lieu de s'inquiéter plus que la mienne. Elle a la séparation et le danger en plus. Ma Ninie n'a que cette triste séparation, mais son mari est en sécurité : N'est-ce pas là un grand contentement ! »⁸⁸³

Tous ces militaires restent à l'affût d'informations provenant de France et réagissent dans un premier temps comme les autres soldats à la propagande diffusée par la presse et les communiqués militaires, saluant en bons patriotes les victoires françaises sans trop de distance critique et surtout comme des promesses de retour rapide que ces informations font naître. Joseph Miquel écrit dès le 25 novembre 1914 à ses parents : « Ma santé est toujours bonne, et les événements de la guerre aussi, d'après les journaux de France », Célestin Adgé s'enthousiasme lui le 5 avril 1915 de Casablanca, « Les Russes battent les Autrichiens, on va rentrer ». « Nous apprenons par la radio d'hier que les nôtres, en Alsace, leur ont infligé une sacrée distribution : il y en aurait

⁸⁸¹ Louis à Joséphine Palmier, 14 juillet 1915

⁸⁸² AMA, fonds privé numérisé 1914-18, Gelly-Pujol, Joseph Landes, extrait de L'Éclair, non daté.

⁸⁸³ Joseph à Eugénie Miquel, ? 1915

20.000 tués et de notre côté 300 seulement » écrit encore Joseph Miquel en 1915. Le 4 juillet 1916, au cœur des batailles de Verdun et de la Somme, Louis Palmier espère encore : « J'ai un peu plus d'espoir ces jours-ci avec les bons communiqués qu'on nous lit au rapport cela marche bien sur tous les fronts on les culbute partout ». Et le même, le 13 avril 1917, trois jours avant que ne débute la catastrophique offensive du Chemin des Dames : « Il paraît d'après les communiqués que les nouvelles de la guerre sont bonnes et que les Anglais ont donné un joli coup. 11000 prisonniers et un gros matériel à force de leur en faire il ne leur en restera plus de cette sale nation et tout cela donne un peu d'espoir. » Finalement, comme sur tous les fronts, ce n'est pas que les soldats se désintéressent des informations relatives aux opérations militaires ou diplomatiques ou bien qu'ils les acceptent toutes naïvement, mais elles ne valent d'être commentées que si elles concernent le sort de la communauté séparée, en représentant une éventuelle promesse de fin de guerre donc de retour dans le foyer, ce qui conduit à les considérer sous un angle peut-être un peu trop optimiste. Cet intérêt sélectif pour une actualité qui ouvre les perspectives d'un retour rapide se mue sous la plume d'Antoine Mathieu, en analyse plus mitigée de la situation à partir d'informations plus véridiques et donc plus pessimistes fin 1916 :

« Les affaires ne vont pas mieux pour le moment espérons qu'avec toutes ces crises ministérielles quelque chose décidera notre sort. J'ai pu voir aussi sur les journaux les propositions de paix que nous offre l'Allemagne mais les nôtres ne l'accepteront pas surtout dans leurs conditions. »⁸⁸⁴

De plus, loin des batailles qui créent les figures de héros, certains pères de famille se préoccupent du regard que leurs fils pourraient porter sur leur expérience combattante abritée, cherchant dès lors à se prémunir à leur tour d'un éventuel soupçon d'embusquage dans les cours d'école, propre à ternir leur réputation de militaire et pour cela et pour préparer leur retour, ils ajustent pratiques et discours. Louis Palmier, dans une carte édifiante représentant un canon d'origine allemande, adressée à son fils aîné, tente de s'octroyer ce statut symbolique de poilu. Pour cela, il rattache la situation coloniale marocaine à la guerre autrefois menée en ces lieux par la France contre l'Allemagne ; « Cette vue que je t'envoie représente un canon que les Français ont pris

⁸⁸⁴ Antoine Mathieu à Marguerite Delmas, 18 décembre 1916

aux Marocains quand ils ont pris Taza, canon dont les Allemands se servent pour tuer nos braves fils de France. »⁸⁸⁵ Joseph Miquel, à une date inconnue, expédie la même vue à son fils, derrière laquelle il file affectueusement à son tour la métaphore patriotique : « Mon petit Néné, Je t'envoie un petit canon pour que tu aides ceux qui languissent de remporter la victoire sur nos ennemis les Alboches. Ne les manque pas au moins ! »⁸⁸⁶ Ce patriotisme de l'arrière, d'autant plus fréquemment exprimé que ses auteurs sont éloignés de la ligne de feu, trouve encore sa manifestation dans le traitement dévolu par les officiers français aux prisonniers allemands enfermés à Meknès. Ces derniers font partie des 5500 internés qu'a demandés Lyautey à la France à titre de main-d'œuvre dans les mines de cuivre, les champs, le débarquement des marchandises dans les ports et les différents chantiers⁸⁸⁷. En ce sens la guerre a l'effet inattendu de favoriser l'entreprise coloniale par l'apport inespéré de travailleurs corvéables à merci, ce dont se plaint d'ailleurs le gouvernement allemand. Joseph Miquel présente des officiers qui maltraitent avec morgue et brutalité ces captifs au nom d'une supposée attitude des officiers allemands à l'égard des soldats français sur le front⁸⁸⁸. Or, ces comportements apparaissent bien éloignés de ceux adoptés sur le front au même moment dans le 96^e RI si l'on en croit les récits de S. Petitjean ou de Pierre Bellet.

Décrits avec moult détails aux épouses, proches et surtout enfants, ils participent d'une posture qui vise à permettre à leurs auteurs d'intégrer à distance et par procuration, à l'aide de comportements supposément attendus, le groupe des « vrais soldats ». Ils paraissent tenter de créer la maigre illusion pour eux et leur famille d'accéder au sommet de la nouvelle hiérarchie d'estime symbolique créée par la société en guerre qui place en son sommet ceux qui sont réellement exposés au feu. Tâche difficile voire impossible quand, non seulement on est si loin du front et que souvent, surtout quand on est officier, on s'ennuie.

⁸⁸⁵ Louis à Marius Palmier, 27 novembre 1914

⁸⁸⁶ Joseph à Néné Miquel, ? 1915

⁸⁸⁷ <https://www.france24.com/fr/20170219-grande-guerre-prisonniers-allemands-france-maroc-casablanca-cimetiere> (consulté le 20 décembre 2020)

⁸⁸⁸ Joseph à Eugénie Miquel, ? 1915

2.1.3.2.2. Tromper l'ennui en découvrant l'Orient africain et ses habitants

« Ici rien de changé, la santé est toujours excellente, le temps passe lentement mais passe quand même » écrit en effet Joseph Miquel à ses parents dès le 9 novembre 1914. Si loin de chez lui en l'absence d'opérations militaires, de déplacements en convois ou de travaux d'aménagement, le sous-officier vaguemestre exprime fréquemment son ennui, conforté par l'éloignement ultramarin et la chaleur du climat. Il trouve déjà en décembre la guerre bien longue au point de discerner dans les informations quelque lueur de fin : « Alphonse doit être encore plus étonné que nous de voir la guerre si longue, lui qui n'y croyait pas ! Hélas ! Il s'est bien trompé. Heureusement que les affaires vont toujours bien et l'on commence à respirer. »⁸⁸⁹ Ce que souligne encore ce commentaire c'est qu'au final la perception du temps nourrie très tôt d'espoir de fin reste proche de celle des soldats de métropole. Pour tuer ce temps à défaut des ennemis, certains déploient une palette d'activités dont la variété dépend largement de leur grade, de leur statut social et de celles qui étaient les leurs en temps de paix. Si quelques-uns ont changé de profession, comme Joseph Miquel en devenant vaguemestre, Louis Palmier continue de pratiquer auprès du lieutenant du régiment son métier de maître forgeron ce qui lui « enlève la languitude ». ⁸⁹⁰ Le dimanche souvent, comme d'autres et comme chez eux, ces territoriaux cueillent des champignons, pêchent ou chassent : Louis Palmier annonce avoir « pris 50 grenouilles à la pêche »⁸⁹¹. Pierre Montanié envoie à Joseph « une boîte de cartouches pour la carabine Flobert », souhaitant à son ami « de tuer beaucoup de gibier. »⁸⁹² Les gradés organisent ensemble, comme leurs collègues de métropole, dès août 1915, la venue de leurs épouses. En septembre-octobre, elles sont toutes là pour visiter l'exposition coloniale de Casablanca, sauf Marie Montanié qui a renoncé au dernier moment. C'est peut-être à cette occasion que les Miquel décident de réunir leur famille au Maroc pour y passer le temps de la guerre. D'après le lieutenant Paul Pascal, tous peuvent profiter en couple de cette

⁸⁸⁹ Joseph à Eugénie Miquel, 4 décembre 1914,

⁸⁹⁰ Louis à Joséphine Palmier, 23 juin 1916

⁸⁹¹ Louis à Joséphine Palmier, 15 mai 1915,

⁸⁹² Pierre Montanié à Joseph Miquel, ? 1915

imposante manifestation⁸⁹³. Les Palmiers ont eux-aussi bien pensé à se retrouver mais, en août 1915, le soldat Louis a préféré s'abstenir devant les contraintes du règlement militaire et la crainte qu'il en a car « pour venir, il ne faut pas y compter pour le moment et de ce mois-ci surtout car c'est formellement défendu. »⁸⁹⁴

S'écrire et faire collection de cartes postales aux motifs pittoresques, dans un contexte de dépaysement colonial, reste à l'inverse le geste le plus intensément et le plus socialement partagé non seulement entre les militaires et leurs familles mais également entre les militaires eux-mêmes, régulièrement dispersés en divers points de la colonie. Les colis semblent moins importants que pour les soldats au front d'autant que les conditions et la longueur de leur acheminement rendent aléatoires leur utilisation et intérêt ce dont A. Mathieu informe rapidement ses parents : « Vous m'avez envoyé un autre colis mais comme je vous l'ai expliqué dans l'autre lettre il faut voir comment nous arrive les colis c'est affreux donc je crois que vous feriez bien de les suspendre »⁸⁹⁵, réitérant sa demande à sa nièce Marguerite quelques temps plus tard. Les sous-officiers J. Miquel et P. Montanié découvrent ensemble la photographie en même temps que le Maroc et ses habitants profitant des opportunités du territoire ainsi que des plages horaires non contraintes dont ils disposent. Ils cherchent à capter le « pittoresque » mais lancent encore avec succès un studio improvisé pour immortaliser leurs camarades. Ils passent progressivement beaucoup de temps à la pratiquer assimilant leur expérience de soldat à celle de voyageur ethnologue : « Montanié me fait trouver le goût à la photographie, surtout que nous pouvons avoir ici des paysages que nous n'aurons plus de notre vie et qui auront une grande valeur »⁸⁹⁶ écrit ainsi Joseph et ils en font le but de leurs permissions conjointes. Dès lors l'ensemble de ces centaines de représentations imagées en cartes postales, ou photographies de Joseph Miquel, associées à la densité des échanges épistolaires sur ce support, invitent à se demander sur quel mode a eu lieu la rencontre de ses soldats avec un territoire et des habitants que pour la plupart ils ne connaissaient pas.

⁸⁹³ Paul Pascal à Joseph Miquel, 21 septembre 1915

⁸⁹⁴ Louis à Joséphine Palmier, 11 août 1915.

⁸⁹⁵ Antoine Mathieu à ses parents, 3 juin 1915.

⁸⁹⁶ Joseph à Eugénie Miquel, 14 mars 1915

« Nous avons changé notre popote qui était trop chaude, et sommes installés dans un petit baraquement, au milieu des tentes de la compagnie, qui sert de cuisine. Nous mangeons à l'extérieur sous une grande tonnelle de roseaux que nous avons installée ces jours-ci, composée comme décorations de fleurs d'aloès, que tu connais, qui font de très jolis tuteurs. Nous avons l'air d'abord, et l'ombre ensuite, par quatre beaux oliviers qui nous entourent. Nous sommes, à vrai dire, à tout plaisir. Ce n'est que ce fâcheux éloignement qui empêche de rêver les châteaux en Espagne. Oh ! Alors ce serait parfait et l'on ne saurait pas si l'on est en guerre. Tous les jours, il faut cependant combattre l'affaissement et montrer au contraire du courage ».⁸⁹⁷

Le Maroc des témoins est-il de carte postale, représentation stéréotypée voire mythifiée de poncifs coloniaux ? L'iconographie et les témoignages conservés en usent tous et leurs motifs restent spécifiques aux lieux, fruits de ce que fut la production cartière pendant le conflit colonial et mondial. L'ensemble constitue cependant un lot de plus de mille exemplaires ayant tous pour thème le Maroc. Ces images commentées, qui souvent diffusent un orientaliste convenu, possèdent une fonction informative non négligeable concernant le regard porté par ces Méridionaux sur les Marocains. Certes, il y a fort à penser que les soldats achètent ce qu'ils trouvent, comme les séries éditées par l'imprimeur Schmitt de Rabat qui est un grand pourvoyeur, mais ils restent curieux de ce qu'ils voient, à la hauteur de ce qui fut pour eux certainement une surprise ; nul doute qu'ils ne pensaient se retrouver au Maroc pour combattre des Allemands qui en sont absents. L'exotisme comme le pittoresque forment un thème récurrent qui a droit à la couleur. La succession des scènes de rues, de bâtiments monumentaux et de portraits de Marocains et Sénégalais souligne la grande diversité des lieux et des situations qui composent par ailleurs le sujet dominant des photographies prises par Joseph Miquel. Confrontés au dépaysement, tous ont non seulement le souci de faire partager ces découvertes à leurs proches, mais également d'en garder la trace puisqu'ils expriment très tôt une volonté de collectionner ces images comme cela est le cas en Orient. Cette découverte se confronte alors à un imaginaire lourdement imprégné de représentations coloniales héritées de l'école, de la presse, des discours dominants, qui s'exprime particulièrement dans les commentaires des portraits. Les conditions climatiques, de vie et d'hébergement, semblent largement déterminer l'attrait que représente le cadre de vie marocain. Ainsi Joseph Miquel, proche des officiers qui vivent dans des maisons

⁸⁹⁷ Joseph à Eugénie Miquel, non datée, certainement mai 1915

construites en dur, qui échappe aux longs déplacements en colonne et à la rudesse des travaux de terrassement et d'aménagement, est sensible à la douceur des conditions de vie ou de la beauté de la végétation, une douceur orientale, qui le conduirait à une certaine indolence, devenue son principal problème quand c'est par dizaines que les fantassins se font tuer sur la frontière au même moment :

« Nous voilà au milieu de juin, autant de jours et le mois de juillet est là : serons-nous plus avancés ? Il faut croire que si et que les événements se précipiteront plus vite qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici. C'est toujours la même vie que je mène, c'est à dire très douce mais monotone. »

Ces conditions séduisent suffisamment Eugénie Miquel pour que dès 1916, elle vienne habiter Rabat avec son mari, d'abord seule, puis avec leurs deux enfants. Mais d'après ce qu'elle écrit à ses beaux-parents, le couple a déjà été initié par des membres de la famille ou des connaissances et elle cède une partie de son confort en métropole contre la reconstitution du foyer :

« Notre installation n'est pas tout à fait terminée, mais notre maison est costaud. Toute bâtie en boue. Maurice pourra vous en faire la description, lui qui a vécu au milieu de ces gens. Les pavés de la cuisine ne nous coûtent pas d'entretien, car c'est de la boue damée. Nous avons un petit fourneau, fait par les poilus, mais d'une commodité et d'une élégance peu ordinaire. Nous apprenons à vivre avec peu de choses, nos maisons nous paraîtront des palais à notre retour. »⁸⁹⁸

La famille partage désormais la vie de Joseph et deux ans plus tard, a intégré à Meknès le réseau et le quartier des cadres coloniaux et militaires qui continuent de vivre à l'européenne, y compris dans l'éducation des enfants qui suivent des cours d'harmonium et chantent à la messe de Pâques. »⁸⁹⁹ Mais les échanges épistolaires permettent encore de documenter les modes de rencontre de cet « Orient » par des Français qui n'ont pas choisi d'être là. Très tôt, certains définissent les Marocains en se définissant eux-mêmes. Le terme d'« indigènes » opposé sous la plume d'Antoine Mathieu relatant les événements de Kénifra, au « nous » c'est-à-dire les soldats « Français », n'a pas forcément une connotation coloniale, mais son emploi qui rejoint celle du sergent Joseph Miquel nommant l'hôpital de Meknès « l'hôpital indigène »⁹⁰⁰,

⁸⁹⁸ Eugénie Miquel à ses parents, le 16 février 1916

⁸⁹⁹ Eugénie Miquel à ses parents 12 mars 1918

⁹⁰⁰ Joseph Miquel à ses parents 9 novembre 1914

marque clairement une barrière assez infranchissable, et d'ailleurs jamais franchie d'après les écrits, entre le « nous » et les « autres », les Africains, les colonisés, toutes nations confondues, qui sont présents dans les correspondances le plus souvent comme des objets de curiosité. Le corpus photographique de Joseph Miquel révèle ce grand intérêt pour les populations locales, très présentes sous forme de portraits de groupes ou d'acteurs de scène de genre. Mais les commentaires qui les accompagnent soulignent qu'il relève avant tout du goût du pittoresque plus que du désir de rencontre en exprimant souvent un net sentiment de supériorité comme lorsqu'il décrit un Marocain assis devant l'hôpital :

« Nous venons de faire un tour en ville avec le commandant. Nous avons vu une curiosité de plus au Maroc. Un Marocain qui est accroupi devant l'hôpital indigène et qui est à la même place depuis 7 ou 8 ans sans bouger, sous la pluie, au soleil et au froid. Il est considéré comme un dieu et vénéré. Qu'est-ce qu'il ne faut pas voir, bon dieu ! »⁹⁰¹



Figure 42 « Gourbi arabe » 1915. Légendé par J. Miquel.

« Les arabes de ces gourbis, campés sous une tente (figure-toi un bourras étendu en forme de cabane, sous lequel grouillent hommes, femmes, enfants, chiens, poules, en un mot, toute la maisonnée). On se demande de quoi peuvent vivre ces gens-là : nous avons une dizaine de mouchachons qui nous poursuivent pour nous demander un sou. Autour des guitounes se trouvent des multitudes de silos, sortes de trous en terre, à la forme exactement d'une ancienne jarre d'olives, profond de 2 à 3 mètres et d'une contenance d'un fût de huit à dix muids. Ils s'en servent comme grenier pour conserver le grain. Les gosses s'amuse autour, et ces trous ne sont pas couverts. Il faut qu'ils soient sûrement flemmards pour les laisser ainsi, car c'est très dangereux. »

Les jugements mis en avant par le vagemestre appartiennent sans conteste au florilège de stéréotypes coloniaux par lesquels Marocaines et Marocains se retrouvent

⁹⁰¹ Joseph Miquel à ses parents 9 novembre 1914

essentialisés autour de traits de caractères supposés communs et condamnables: outre la superstition décriée et les attitudes infantiles, la paresse s'impose comme un grave défaut dans une société de cultivateurs où le travail physique représente une valeur cardinale :



« Ma Babeth chérie, Comme tu le vois, les femmes ainsi que les hommes marocains ne se font pas de bile : ils sont presque toujours allongés, et le travail leur fait peur »

Pour ces soldats bercés par les discours hygiénistes de leur siècle, la saleté dans laquelle vivaient ces populations représentent pour tous une preuve de leur infériorité. La première carte expédiée par Célestin Adgé dès son arrivée représente la ville de M'Goum accompagné d'un commentaire édifiant : « Sous ces mottes de terre que tu vois dans l'intérieur de la carte, habitent 3000 Marocains tu peux te faire une idée dans la propreté qu'ils sont Je te dirai que Monsieur le pou est le roi chez eux ». ⁹⁰² Louis Palmier définit clairement les identités par la race : « Nous sommes tous du 121^e. Il y a le sergent, un petit apprenti dont je t'ai parlé lors de ma permission et ensuite 3 bicots qui travaillent ici » ⁹⁰³ tandis que pour nommer les enfants sénégalais, Joseph Miquel n'hésite pas à utiliser le terme de « négros ». Le modèle colonial n'est jamais contesté ou simplement interrogé et tous les officiers au contraire adhèrent sans réserve à « la mission civilisatrice de la France » dont ils sont les acteurs, mission qui consiste à aménager les villes à « l'européenne », avec leurs théâtres, leur cafés et leurs hôtels, comme l'écrit un camarade de Joseph Miquel : « Je suis tout à fait bien, chambre au central éclairée à l'électricité. Je prends pension en face de la résidence. Rabat est une petite ville qui commence à prendre des airs d'européenne mais il y a encore beaucoup à faire. » ⁹⁰⁴ C'est sur ce contraste entre quartiers qu'insiste à son tour Joseph Miquel :

« Je me suis fait envoyer une collection de cartes de Casablanca, car ici il n'y a plus rien : cette première est l'entrée de notre fameuse ville qui a l'air de quelque chose, au premier abord, à cause du magnifique

⁹⁰² Célestin à Lucie Adgé, 27 septembre 1914,

⁹⁰³ Louis à Joséphine Palmier, 5 avril 1917.

⁹⁰⁴ Sergent Lapeyre, Central télégraphique de Rabat Présenté dans la correspondance de Joseph Miquel, 13 janvier 1915

hôtel et café qui enjolivent l'entrée, mais la ville en elle-même n'est pas cela : pour en avoir un aperçu, il faut se baser à certaines cahutes comme celle qui est à gauche, à côté du comptoir marocain. »⁹⁰⁵

Si ces correspondances pourraient documenter bien davantage la colonisation marocaine durant les années de guerre que la Première guerre mondiale, le contexte de la guerre fait toutefois varier le ton et la nature des réflexions qui diffèrent selon qu'il s'agit des Marocains ou des Sénégalais qui sont très présents dans les camps de garnison. Une nette hiérarchie de jugement apparaît dans le regard européen de Joseph Miquel. Les remarques sur les Sénégalais présent au Maroc laissent entrevoir une plus grande estime et admiration car le statut de combattant est davantage valorisé. Stéphanie Soubrier rappelle que dans la conquête coloniale, « les tirailleurs sénégalais sont les seuls colonisés autorisés à porter les armes et à exercer la violence »⁹⁰⁶. En plus de rester les supplétifs de l'armée d'occupation, ils deviennent ceux qui vont combattre en métropole. Et J. Miquel n'hésite pas à exprimer son admiration au revers d'une carte postale étonnante qui met en scène des soldats et soldates dans un camion qui rejoint la ligne de feu coloniale :




« Si l'on pouvait avoir ces gens-là pour travailler chez nous, ce serait le rêve. Quel dévouement chez ces gens-là, aussi compte-t-on sur eux pour les colonnes ! Ce sont les sacrifiés. »

« Sacrifiés militaires » certes. Mais pour autant, à l'image des esclaves antiques, c'est avant tout la force de travail physique de ces femmes et de ces hommes qui est évaluée, soupesée, admirée par le vigneron dont par ailleurs les propos laissent transparaître une certaine frustration sexuelle :

⁹⁰⁵ Joseph à Eugénie Miquel, 10 février 1915,

⁹⁰⁶ Stéphanie SOUBRIER, « Les races guerrières » dans revue *L'Histoire*, n° 484, juin 2021, pp 70-75, p. 72, « Races guerrières » Thèse à paraître en 2022 aux Editions du CNRS.

	<p>« Femme sénégalaise, accompagnée d'un mouchachon, hors de sa casbah. En voilà une qui porterait la machine à sulfater. C'est une des plus belles femmes que l'on puisse voir, comme structure : Prise à cinq mètres, elle mesure 1m 80 et ses proportions sont réelles. Il est rare qu'elles veuillent poser devant l'appareil car elles en ont une frousse intense. Quand donc pourrons-nous ne plus les avoir sous les yeux ? »</p>
Coll. de Joseph Miquel	Texte de Joseph au verso envoyé à ses parents

Finalement ce qui transparait de ces expériences marocaines dans les correspondances, ce qui mérite d'être écrit, c'est que comme sur tous les fronts, c'est entre militaires français de même condition sociale et de même grade que la guerre permet la rencontre : J. Miquel devient rapidement inséparables de « ses amis sous-officiers » et L. Palmier ou A. Delmas restent toujours proches de leurs connaissances agathoises du même âge.

Bien loin du Maroc enfin, durant quatre ans, du printemps 1915 à l'été 1919, plus de 500 000 soldats français ont été engagés dans des combats qui se déroulent à l'est de la Méditerranée, sur un autre « Front d'Orient », à la lisière de l'Asie, et qui désigne en réalité l'Europe du sud-est.

2.1.4. 1915-1919 : L'Orient européen.

2.1.4.1. Préludes.

2.1.4.1.1. Une expérience partagée

L'échec de la percée maritime des détroits au printemps 1915 a conduit les Alliés à organiser un débarquement terrestre sur la presque île de Gallipoli pour s'emparer des forts défendant les Dardanelles. Deux régiments d'infanterie, les 175^e et 176^e, ont été spécifiquement créés en métropole pour intégrer aux côtés de régiments coloniaux et de zouaves. Un dépôt du 176^e RI se trouve durant toute la guerre à Béziers et, prenant la suite du 3^e bataillon du 96^e RI, un détachement de 1500 soldats est encaserné à Agde devenue presque à son tour, à l'image de sa grande sœur fondatrice phocéenne, une petite porte de l'Orient. Mais une fois encore, il ne s'agira pas de retracer les batailles, aujourd'hui amplement et récemment documentée de ce

front⁹⁰⁷ à peine plus éloigné que celui de l'ouest pour des Méridionaux, juste de tenter de continuer de suivre au plus près, de façon chronologique, à travers la plume de quelques uns, les parcours de plusieurs dizaines d'hommes du canton transportés et transbordés pour combattre à l'est de la Méditerranée. Entre 250 et 300 soldats du canton, soit 10 à 15 % des combattants nés entre 1880 et 1896 à l'exception de quelques officiers et sous-officiers, c'est à dire appartenant tous aux classes d'active, de sa réserve et des jeunes classes, ont partagé l'expérience orientale. Très peu appartenaient à la toute première vague du printemps 1915 et bien davantage à celles qui suivent à partir de la fin de 1916. Si ce nombre reste approximatif c'est que parfois les fiches matricules n'indiquent pas la campagne d'Orient pour des soldats dont on sait que les unités auxquelles ils appartenaient y ont été massivement envoyées. Pour suivre au plus près leurs itinéraires, l'étude s'appuie prioritairement sur quelques témoignages dont les lettres expédiées par Joseph Dézarnaud à son épouse entre mars et juin 1915 à même de documenter particulièrement la préparation et l'expédition des Dardanelles et les cartes d'Ernest Pélissier à son cousin Philippe et à ses parents à partir de janvier 1917, qui renseignent davantage sur le front macédonien comme les souvenirs de Jules Viviani. Seront utilisés encore des cartes éparées ainsi que des extraits de quatre carnets. Deux sont en ligne sur le site *Chtimiste*. Le premier est celui de Pierre Beau⁹⁰⁸, facteur de piano et pianiste, originaire de Bordeaux, incorporé dans le service auxiliaire avant de rejoindre en octobre 1916 le 57^e RI puis les 175^e et 176^e RI en Orient. Le second est signé d'Auguste Galland, né en 1888 qui a rejoint le 175^e RI et a été tué le 10 mai à Seddul-Bahr⁹⁰⁹. Ils seront enfin complétés par des extraits des témoignages, disponibles sur le site du CRID 1914-18 du sergent-chef Clotaire Rieulle⁹¹⁰, né en 1884 mobilisé dans le 40^e RI, et du soldat Édouard Lefort⁹¹¹, ouvrier chocolatier parisien, tous deux arrivés en Orient en janvier 1917. L'ensemble sera croisé aux journaux de marche des opérations, et aux registres matricules.

⁹⁰⁷ Pierre MIQUEL, *Les poilus d'Orient*, Paris, Fayard, 2011 / Maurice SCHIAVON, *Le front d'Orient. Du désastre des Dardanelles à la victoire finale 1915-1918*, Tallandier, 2014. / Sur Gallipoli, Jenny MACLOAED, *Reconsidering Gallipoli*, Manchester, Manchester University Press, 2004.

⁹⁰⁸ Carnet de Pierre Beau en ligne sur <http://www.chtimiste.com/carnets/Beau/beau.htm>, (mis en ligne août 2006).

⁹⁰⁹ Carnet d'Auguste Galland, <http://www.chtimiste.com/carnets/Galland/Galland.htm> (mis en ligne 2004)

⁹¹⁰ Clotaire RIEULLE, *Souvenirs et pensées d'un sous-officier d'infanterie*, édités à compte d'auteur en 1978

⁹¹¹ Édouard LEFORT, *Souvenirs de guerre d'une gueule cassée, 1915-1920*, Préface de Benoît Lefort, Éditions Société des Écrivains, Saint-Denis, 2015,

Plusieurs facteurs peuvent expliquer le nombre élevé de soldats du canton partis en Orient. A partir de janvier 1917, tous les survivants des 40^e et 58^e - parmi eux, Ernest Pélissier - dans lesquels le canton est particulièrement bien représenté, qui appartenaient jusque là au 15^e corps d'armée sont envoyés à Salonique. Il en va de même dès 1916 des 34^e, 6^e et surtout 4^e RIC, accompagnés d'artilleurs coloniaux comme André Filliol puisque le poids des troupes coloniales est important en Orient. Des zouaves encore, originaires du canton mais installés en Algérie ou Tunisie et quelques cavaliers des chasseurs d'Afrique sont présents à Gallipoli dès 1915. Enfin, des volontaires issus de divers régiments comme Jules Viviani dans le 5^e RIC qui arrive en janvier 1918 mais surtout parmi les jeunes classes, sont parfois difficiles à identifier car leurs fiches matricules ne mentionnent pas toujours leur passage en Orient. C'est encore le cas d'un jeune médecin, mort à Chypre le 21 décembre 1917, dont le corps est revenu hors convoi à Agde en 1921. René Mages, lié à la grande famille de marins agathois, a été mobilisé dans la Légion d'Orient créée le 15 novembre 1916 pour enrôler les populations arméniennes libanaises et syriennes venues prêter main forte aux Alliés contre les Turcs et encadrées par des sous-officiers et officiers français. Ces multiples figures viennent cependant déjà souligner l'extrême diversité de la composition de cette armée. Il y a enfin pour expliquer l'importance prise par l'expérience orientale des soldats du canton, la composition du 176^e RI, régiment de 3500 hommes spécialement créé à Salon-en-Provence à partir du 21 mars 1915 pour intégrer le corps expéditionnaire⁹¹². D'après l'historique du régiment, ses soldats seraient issus des dépôts de Rouen, Montpellier et Pau⁹¹³. D'après les lettres du commandant Joseph Dézarnaud, il ne fait en effet aucun doute que chaque bataillon garde un recrutement régional. Son collègue Bertou est à la tête des « Normands et Bretons » tandis que Kling, « commande les Basques et Tarbais », lui-même est commandant du 2^e bataillon formé de « Méridionaux » qu'il ne peut s'empêcher d'ailleurs de fustiger cette fois pour leur manque supposé de ponctualité⁹¹⁴. Ainsi, alors que sur le front du nord-est les régiments commencent à être largement refondus face à l'ampleur des pertes et grâce à l'arrivée des classes 1914 et 1915 ainsi que des récupérés, ce n'est pas le cas de ceux

⁹¹²SHD, 26N710/8, JMO du 176^e RI consultable en ligne.

⁹¹³ Historique du 176^e Régiment d'infanterie, Imprimerie du Midi, en ligne, Béziers. numérisation P. Chagnoux, 2011

⁹¹⁴ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 1^{er} avril 1915

constitués au même moment pour l'expédition d'Orient. Cependant, il semblerait que plus que de Montpellier, les soldats arrivent de Béziers. Joseph Dézarnaud lui-même commandait un bataillon du 96^e RI et il est remplacé en juillet après son rapatriement, par son ancien collègue de la 31^e DI, chef du premier bataillon du 142^e RI de Lodève, B. Simonet. Par ailleurs, d'après leurs fiches matricules, aucun des soldats du canton incorporés dans le 81^e de Montpellier ne rejoint un régiment en partance pour l'Orient à la différence d'un certain nombre de militaires du 96^e RI. Joseph Dézarnaud retrouve ainsi immédiatement à Salon-en-Provence ses deux anciennes ordonnances dont l'Agathois Barthélémy Propos, « Une bonne petite figure dévouée et fidèle »⁹¹⁵ et puis un mois plus tard, « lieutenant au 1^{er} bataillon, le fils de monsieur Vidal, le brave père de la Grand-Rue. Il était capitaine au long court puis s'était retiré pour aider son frère chimiste distingué. »⁹¹⁶ Enfin, sur la presque île de Gallipoli, il peut faire le constat d'un regroupement local conséquent : « J'ai vu hier le fils Rouvière, sapeur au 4^e colonial, l'adjudant Rigaud du 96e, notre ville est donc bien représentée »⁹¹⁷. L'identification de ce petit groupe d'acteurs liés par des liens géographiques permettra de mesurer ce qu'a fait l'Orient à ces soldats français arrivés en Turquie parmi les premiers. Au final, les soldats du canton sont relativement nombreux à traverser la Méditerranée sur la base du facteur géographique des recrutements, du volontariat ou de l'envoi tout entier de leur régiment.

2.1.4.1.2. Un temps de répit ; La préparation du départ

Dans tous les témoignages, le temps du départ pour l'Orient correspond à un épisode positif de l'expérience militaire parfois nourrie d'excitation face à la nouveauté, un temps d'espoir et de répit. Après deux blessures et de longues semaines de convalescence, J. Dézarnaud paraît vivre à Salon-en-Provence une renaissance où l'euphorie se mêle à l'intensité du travail de préparation. D'emblée, il se considère chanceux : « C'est la Providence qui m'a envoyé ici »⁹¹⁸ se réjouit-il dès son arrivée. De

⁹¹⁵ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 25 mars 1915

⁹¹⁶ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 28 avril 1915

⁹¹⁷ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 31 mai 1915

⁹¹⁸ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 26 mars 1915

fait, il s'enthousiasme tour à tour pour ses collègues de l'État-major du 176^e RI⁹¹⁹, ses conditions matérielles - son ordonnance est un caporal, il loge au Grand hôtel de Salon dont la nourriture est excellente. Puis il s'émerveille de la qualité militaire de tous les cadres de son bataillon, avant de recevoir, modestement avant de partir, la Légion d'honneur. « Nous formons un groupe de bataillon de marche et non un régiment. » Comme il l'écrit immédiatement à M. Thérèse, le commandant exprime le sentiment de s'engager dans une guerre très différente de celle qu'il vient de vivre, plus proche d'une guerre coloniale, expérience par ailleurs connue. De fait, tous les aspects de la préparation de l'expédition le confortent dans cette perception, à commencer par les itinéraires de ses officiers supérieurs comme celui du « capitaine Jacquet du 147^e très intelligent très pondéré, bon organisateur ; a parcouru à cheval la Syrie, la Turquie, la Perse, le Caucase et une bonne partie de la Russie ». Il en va de même de la préparation matérielle - « nous commençons à nous pourvoir de tentes, lits pliants etc. Tout le monde se préoccupe des tenues kaki et autres effets coloniaux.»⁹²⁰ - Cet imaginaire se nourrit encore de références à l'environnement naturel attendu à l'arrivée qui induit un entraînement militaire spécifique ; un climat sec - « Il paraît qu'en Turquie, il ne pleut que 10 jours par an » - un sol rocailleux - « J'avais choisi un fichu terrain de manœuvre d'oliviers et de rochers, un peu l'image de ce que nous trouverons sans doute en Orient. » - un vent violent - « Le Mistral n'est pas mort ; il a fait une rentrée vigoureuse et mouvementée et la boue s'est transformée de suite en une poussière crayeuse qui brûle les yeux. C'est pour nous habituer aux sables du désert » s'emballe-t-il un brin lyrique. Se basant sur les six mois très éprouvants passés sur le front du nord-est, il annonce alors sa famille le rythme prévisible des échanges, « une semaine pour les colis, cinq jours pour le courrier », l'invitant à se procurer une carte plus précise de l'Orient pour suivre l'avancée des opérations. Lui-même enfin, a « 28 pilules à avaler pour se vacciner de la fièvre typhoïde ». Signe encore du démarrage d'une autre guerre, la remise, quelques jours plus tard, le 3 avril, par le Général Bailloud du « drapeau tout neuf » au régiment est l'occasion d'une envolée épique pleine d'espoirs : « Sur quelle terre flottera-t-il, le 176^e y inscrira-t-il des victoires ? ». Le commandant aspire à des

⁹¹⁹ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 24 mars 1916

⁹²⁰ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 27 mars 1916

futurs combats qui seraient enfin porteurs de succès militaires décisifs. C'est aussi cette motivation à sortir de l'impasse stratégique des tranchées qui paraît expliquer le choix de B. Simonet quand il écrit, déjà bien las en Champagne : « Peut-être la fin de l'épreuve approche-t-elle, surtout si l'opération des Dardanelles réussit. On parle d'un corps d'opérations. Je serais heureux d'y aller. »⁹²¹ Mais d'autres militaires, et ce n'est certes pas incompatible, donnent à voir plus pragmatiquement le soulagement de ne plus retourner à la frontière allemande tel Clotaire Rieulles quand son unité, le 40^e RI, est transférée à Toulouse à l'hiver 1916 :

«Je considérais mon éloignement du front français pour celui de Salonique comme si la guerre était terminée pour moi. J'exagérais certainement car j'ignorais complètement les dangers que je rencontrerais. N'importe, j'étais optimiste. (...) Ne plus revoir le front français et tout ce que j'avais souffert était ce que je pouvais le mieux désirer. »⁹²²

Effectivement, selon les JMO, les 40^e et 58^e RI, régiments méridionaux, quittent le front pour Toulouse du 23 décembre 1916 au 10 janvier 1917 afin de « transformer le régiment en régiment colonial (type Armée d'Orient) en vue de son départ pour Salonique. Cette transformation consiste principalement à échanger les voitures contre des mulets de bât. »⁹²³ Par ailleurs, avant le départ, autre soulagement, les hommes et les cadres sont envoyés en permission à raison de 50 % de l'effectif avant le départ pour Marseille. C'est un autre élément de la motivation du commandant Dézarnaud, déjà blessé deux fois, en longue attente au dépôt du 96^e RI à Béziers, quand il écrit en soulignant ses propos : « je ne serais pas resté longtemps à Béziers car ils partiront bientôt. »⁹²⁴ Jules Viviani, mobilisé dans le 348^e RI avance à peu près la même motivation après qu'il a vécu des jours terribles sur le front successivement à « Verdun, L'Armand Videscaup du côté de Thann, les Paroches » ; cette préparation représente l'opportunité de vivre à la fois un long répit loin des champs de bataille et de rentrer plus fréquemment dans le foyer familial⁹²⁵, espoir satisfait d'après son témoignage et sa fiche matricule qui le disent entre deux et trois mois en attente au dépôt de Lyon.

⁹²¹ Benjamin à Alice Simonet, 6 mars 1915

⁹²² Clotaire RIEULLE, *opus cité*, p. 42.

⁹²³ SHD, JMO du 40^e en ligne, 26N620/3, 1^{er} janvier-21 décembre 1917.

⁹²⁴ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 25 mars 1915

⁹²⁵ AMA, Tapuscrit de Jules Viviani

D'autres encore, mettent en avant le goût de l'aventure sans que cela ne soit non plus contradictoire. Ainsi Pierre Beau, jusque là exempté, arrive en octobre 1916, au camp voisin de Souge près de Bordeaux où commence son initiation militaire. Il y apprend le tir pour lequel il se découvre des qualités d'adresse, garde des prisonniers français, rentre souvent chez lui et a vent, sans grand espoir, des offres de paix allemandes. Il se fait un ami qui rejoint en décembre l'expédition vers l'Orient. C'est peut-être pour cela qu'il fait part à son tour à son capitaine de son désir de se porter volontaire, d'autant que sa montée au front approche et qu'à cause de cas de rubéole et de méningite dans le camp, les permissions si agréables sont totalement supprimées. Finalement, le 26 janvier 1917, il peut écrire : « Vendredi je suis apte pour l'armée d'Orient. Tant mieux cela me fera voir un peu du nouveau. Le voyage au frais de la princesse ne me déplaît pas du tout, même avec les risques et les péripéties qui pourront survenir ». Après diverses affectations, le 9 mars 1917, il est affecté au 176^e RI, à Béziers⁹²⁶.

2.1.4.1.3. Première difficulté : le transbordement.

Pour des raisons logistiques – le manque de navires –, ou météorologiques – la mer est démontée –, le transport vers l'Orient au départ de Toulon, mais bien plus souvent de Marseille, ne se passe pas toujours comme prévu et doit affronter un certain nombre de contretemps voire de véritables drames. Le trajet prend fréquemment deux directions ; les militaires peuvent traverser la Méditerranée soit en embarquant à Marseille, ou Toulon ou bien, si la mer est trop démontée en hiver, ils continuent en train jusqu'à Tarente, traversant de bout en bout la botte italienne pour débarquer généralement dans le petit port grec d'Itéa comme Jules Viviani en février 1918⁹²⁷. Les conditions de transport maritime, peuvent ensuite différer fortement selon les possibilités techniques et logistiques des navires utilisés, mais toujours selon les grades, ce que constate explicitement Joseph Dézarnaud qui embarque avec 9 officiers et 565 hommes de troupes sur *le Polynésien*, ce qui vient peut-être encore renforcer son sentiment de participer à une guerre coloniale quand il écrit : « L'aménagement pour les hommes et des plus sommaires ; j'ai une cabine de luxe, celle du gouverneur

⁹²⁶ Carnet de Pierre Beau en ligne sur <http://www.chtimiste.com/carnets/Beau/beau.htm>, (août 2006).

⁹²⁷ AMA, tapuscrit de Jules Viviani

d'Indochine »⁹²⁸. Inversement, Pierre Beau embarque le 18 mars à bord du *Colbert*, un petit cargo aménagé en transport de troupes : « Nous y sommes bien mal installés », constate-il le 18 mars 1917, et de fait il y est coincé dans la cale entre les chevaux, le foin et les sacs d'avoine et de son.

Un certain nombre d'aléas encore, assez fréquents, peuvent retarder les départs et les arrivées. Ainsi, le trajet d'Antoine Galland embarqué avec le 175^e RI et la première division s'avère bien plus long que prévu car passer par Marseille, Bizerte, Alexandrie ne représente pas la trajectoire la plus directe pour arriver au Cap Hellès. C'est que la logistique militaire française n'a pas suivi dans l'acheminement de la 1^{ère} division du corps expéditionnaire qui doit dès lors s'équiper de matériel pour que le débarquement soit possible. C'est ce que souligne J. Dézarnaud qui s'impatiente :

« D'après des tuyaux sérieux venus de Marseille, notre départ a été retardé par la nécessité de préparer tout un matériel de débarquement ; mahonnes, chalands, bateaux-citernes... etc. On a négligé ces précautions pour la 1^{ère} division qui a dû faire marche arrière. »⁹²⁹.

Parfois ce sont les navires qui manquent, retardant encore le départ : « 2 mai, nous sommes encore ici faute de transports parait-il. Le génie a embarqué hier soir, l'artillerie commence cette nuit et notre tour ne saurait tarder » précise le chef de bataillon du 176^e RI qui finalement ne part qu'une semaine plus tard. Pierre Beau connaît deux départs manqués : le premier à cause d'une avarie qui nécessite le retour au port pour sa réparation et le second à cause d'un ravitaillement en eau potable indispensable. Impatient, le soldat finalement s'en réjouit car il apprend le 19 mars que le cuirassé *Danton*, vaisseau qui transportait des troupes vers Corfou et avec lequel le *Colbert* devait faire route a été torpillé, coulant en 30 minutes au large de la Sardaigne. De fait, les militaires transportés en Orient n'échappent pas aux risques de la guerre sous-marine qui fait de nombreuses victimes de façon assez aléatoire. Comme le marin André Serven, le soldat Pierre Beau est rapidement conscient du risque qu'il court, ne se sentant jamais vraiment à l'abri, lui qui pourtant aurait « bien aimé être marin. ». Outre le naufrage du *Danton*, plusieurs raisons objectives peuvent étayer cette crainte et

⁹²⁸ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 11 mai 1915.

⁹²⁹ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 18 avril 1915.

emplir les imaginaires; le navire sur lequel il voyage d'abord « a déjà été attaqué trois fois et en garde les traces ». Par ailleurs les récits de naufrages liés à la guerre sous-marine en Méditerranée sont largement relatés dans la presse comme celui de *La Provence II*⁹³⁰ sur lequel a disparu le commandant Reveille, affecté au transport de troupes et de ravitaillement à Salonique qui transportait 2000 militaires en Orient dont un important contingent du 3^e RIC. Le 26 février 1916, au large du cap Matapan en Grèce, il a été torpillé à bâbord. Seuls 870 hommes en ont réchappé, La moitié du 3^e RIC a disparu. Certains soldats du canton n'atteignent donc jamais l'Orient ; le 23 février 1917, le viassois Louis Jeanjean soldat au 44^e RIC disparaît dans le naufrage du *Monte Viso* et le 19 juillet de la même année c'est au tour de l'artilleur marseillais Charles Miquel de sombrer avec *l'Eboly*. Rien d'étonnant alors qu'Ernest Pélissier, de Salonique, s'inquiète pour son cousin et tarde à alerter ses parents qu'il veut dans un premier temps certainement épargner :

« Vous n'êtes pas sans savoir le torpillage du bateau qui portait le 40^e, je n'ai pas voulu vous le dire mais vous devez l'avoir su par les journaux. Notre cousin Castan Manuel y était et je n'ai pas eu de ses nouvelles. Un bataillon a nous l'a aussi échappé belle. Ils ont été poursuivis pendant deux jours et les canons tonnaient. Nous autres nous avons fait un bon voyage mais en général la traversée de la division n'a pas été très bonne. »⁹³¹

Ce torpillage de l'« Amiral Magon » qui coule en 9 minutes le 25 janvier 1917, Clotaire Rieulles, soldat dans ce 40^e RI, l'évoque lui aussi car près de deux cents soldats qui appartiennent essentiellement à son unité ont sombré alors que lui, resté à Toulouse, en réchappe. Le cousin E. Castan n'a pas disparu mais « sauvé trois fois de la noyade, le drapeau du régiment n'a pu être sauvé la quatrième, et a coulé à pic. »⁹³² Le constat d'Ernest reste juste, la traversée de la 30^e division toute entière a été périlleuse. En plus du 40^e RI, même s'il n'y a pas eu de torpillage, le 3^e bataillon de son régiment, le 58^e, embarqué à Marseille le 16 janvier 1917 sur l'Amiral Olry a été heurté le 24 janvier par un navire italien. Deux marins de l'équipage sont blessés et le navire est quelque peu

⁹³⁰ Le Figaro, l'Humanité, l'Illustration, Le Matin, Ouest-Eclair, le Petit parisien et Le Temps en ont rendu compte en mars 1916.

⁹³¹ Ernest Pélissier à ses parents, 11 février 1917.

⁹³² SHD, JMO du 40^e en ligne, 26N620/3, 1^{er} janvier-21 décembre 1917.

endommagé⁹³³. Tout cela crée une angoisse diffuse, parmi les soldats et parmi leurs proches, qui se rajoute à celle permanente née de l'anticipation des combats à venir, avant même parfois que la guerre de tous ces militaires ne commence.

2.1.4.2. De Gallipoli à la Russie : la diversité des itinéraires combattants.

2.1.4.2.1. Retrouver les tranchées dans les Dardanelles

Les deux divisions composant le corps expéditionnaire d'Orient placé sous les ordres du général d'Amade débarquent successivement au printemps au cap Hellès. À peine débarqués à Sed-UI-Bahr sur la côte européenne de la Turquie, à l'extrémité sud de la presqu'île de Gallipoli, il n'y a pas de transition, les militaires essuient les tirs nourris de l'artillerie turque sous, déjà, un soleil de plomb. Ils combattent « sur une terre sablonneuse, aride et peu accidentée, où seuls végètent un maigre gazon roussi par un soleil ardent et quelques rares oliviers »⁹³⁴. Pendant plus de 4 mois – les 175^e et 176^e RI restent jusqu'au 30 septembre - ils sont coincés sur une mince bande côtière aride à l'est de la péninsule sans vraiment parvenir à progresser tandis que les Turcs tiennent tous les points hauts. Joseph Dézarnaud, néanmoins optimiste, ne peut que constater dubitatif, peut-être déjà déçu du manque de nouveauté dans la bataille : « De retour de 48 heures passées dans les tranchées : on a beau se déplacer sur le front c'est partout la même chose. Les Turcs ont heureusement moins d'artillerie que les Boches, nos affaires sont en bonne voie. »⁹³⁵ Mais les assauts sont meurtriers et les sols rocaillieux rendent difficiles le creusement de tranchées tout comme l'inhumation des morts et l'historique du 176^e RI fait déjà état en mai de « tranchées pleines de cadavres difficiles à franchir. »⁹³⁶ Durant toute l'opération, les difficultés logistiques s'accumulent. Il n'y a pas d'ombre, le vent violent qui soulève de denses poussières alternant avec des orages violents perturbent la visibilité⁹³⁷, le ravitaillement en eau, notamment, pose de gros

⁹³³ Historique du 58^e RI, Anonyme, Avignon, 1920, numérisé par Jean-Pierre Rocca 2011, p 11

⁹³⁴ Historique du 176^e Régiment d'infanterie, Béziers. numérisation P. Chagnoux 2011, p. 9.

⁹³⁵ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 22 mai 1915

⁹³⁶ Historique du 176^e Régiment d'infanterie, *opus cité*, p. 10.

⁹³⁷ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 18 et 22 mai 1915

problème et le matériel manque comme l'approvisionnement en munitions⁹³⁸. Dans ces conditions, rassurer une épouse anxieuse et fragile reste bien difficile. Au rythme de cette situation rapidement bloquée, l'effritement du bel entrain de départ de J. Dézarnaud devient perceptible dans la succession des huit missives conservées, expédiées d'Orient du 18 mai au 17 juin 1915. Usant manifestement – de façon trop ostentatoire ? - de l'hyperbole, il dit d'abord sa satisfaction face à ses conditions matérielles sans oublier de se réjouir de son succès militaire du 23 mai - « J'ai fait l'autre nuit un bon de 150 mètres » - salué dans l'historique du régiment⁹³⁹. Mais le ton change à partir du 6 juin : l'installation est devenue « peu confortable », « la canonnade des plus sérieuses » et « le soleil très chaud ». Le commandant a désormais suffisamment d'expérience pour envisager le pire d'autant que son général est tué le 9 juin à ses côtés dans les tranchées.

Par conséquent il s'y prépare en fréquentant de plus en plus assidument les cérémonies religieuses qui lui apportent un grand réconfort, réitérant sur le mode inflationniste les paroles d'affection aux siens et en s'assurant de la sécurité financière de sa famille à laquelle il fait parvenir de l'argent⁹⁴⁰. Déjà très malade, il livre sa dernière bataille le 21 juin. Peut-être a-t-il eu la satisfaction le lendemain de lire la lettre de félicitations du Général Commandant Gouraud expédiée aux acteurs du Corps Expéditionnaire d'Orient qu'il dirige, pour avoir récupéré « un kilomètre de lignes turques, solides, défendues avec courage, devant lesquelles nous avons échoué trois fois »⁹⁴¹. Affaibli, il est évacué à bord du navire hôpital *l'Hamelin* sur lequel il décède le 27 juin à 15 heures 30. C'est le sous-lieutenant agathois Jean Vidal, rapatrié lui aussi parce que blessé, qui raconte à M. Thérèse les conditions de la mort de son époux et de la disparition de son corps :

« Je demandais au commandant de bord de bien vouloir le garder pour le faire inhumer à Bizerte et le médecin appuya ma demande mais le commandant répondit qu'attendu que nous ne pourrions atteindre Bizerte

⁹³⁸ Maurice SCHIAVON, *Le front d'Orient. Du désastre des Dardanelles à la victoire finale 1915-1918*. 2014, Paris, Tallandier.

⁹³⁹ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 28 mai 1915

⁹⁴⁰ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 18 juin 1915

⁹⁴¹ Historique du 176e Régiment d'infanterie, opus cité, p. 14.

que dans 8 heures et étant donné le caractère supposé de la maladie (typhoïde supposée je crois) il ne pouvait le garder à bord et il fut immergé le soir à 6 heures en présence des officiers qui se trouvaient à bord. »⁹⁴²

S'il n'évoque pas une quelconque cérémonie d'adieux, le soldat a soin de préciser que le commandant avait longuement vu l'aumônier la veille. Cette triste fin fait écho aux réflexions horrifiées et soulagées d'E. Lefort, gueule cassée, pour cela rapatrié d'Orient qui raconte que « L'enterrement ou plutôt l'emmerment est paraît-il vite fait : à la nuit, on les jette par-dessus bord pour le grand régal des poissons. »⁹⁴³

Le bilan de ces premières batailles en Orient est lourd. Entre le 8 mai et le 8 août 1915, soit trois mois à peine, les soldats du canton tués à l'ennemi dans les Dardanelles sont plus nombreux que tous ceux qui décèdent dans les quatre années suivantes sur les autres fronts de cette région en guerre. Ces quatre soldats, deux sergents et un sous-lieutenant appartiennent à des unités variées mais toutes composées de fantassins ; Zouaves, 2^e RMA 6^e RIC mixte, 175^e et 176^e RI. Cela change peu du front européen mais ces militaires sont vraiment très jeunes, presque tous nés entre 1889 et 1896 ; le premier tué, le 8 mai 1915 à Seddul Bahr, le cultivateur de Vias Anselme Fialbast, incorporé en septembre 1914 n'a que 19 ans comme François Ceillier, tué le 2 juin au même endroit et oublié du site *Mémoire des hommes*. Mais Fernand Montanié, engagé volontaire en octobre 1914 ne les atteint même pas quand il meurt le 5 juillet 1915 à la Redoute Bouchet. Par ailleurs, les historiens ont insisté sur les difficultés d'accès aux soins, l'évacuation relevant d'un véritable périple où les blessés « sont transportés par mulets à cacolets ou brouettes-brancard jusqu'à Sed-Ul-Bahr ou jusqu'au navire-hôpital mouillé au cap Hellès tandis que les blessés les plus légers sont acheminés sur l'île de Moudros, souvent par des moyens de fortune »⁹⁴⁴ D'autres navires assurent ensuite les rotations jusque vers les hôpitaux de Toulon et de Marseille, ramenant à chaque fois environ 500 blessés ou malades les plus graves. Avec le commandant Dézarnaud, huit

⁹⁴² Jean Emmanuel Vidal à M. Thérèse Dézarnaud, 8 juillet 1915

⁹⁴³ Edouard LEFORT, *opus cité*.

⁹⁴⁴ François COCHET, « L'armée d'Orient, des expériences combattantes loin de Verdun », *Cahiers de la Méditerranée*, 81 | 2010, 91-103.

militaires du canton sont morts et les fiches matricules mentionnent au moins 20 rapatriements des Dardanelles. À titre d'exemple, dans le petit groupe des Agathois nommés parce que retrouvés à Salon-de-Provence ou aux Dardanelles par Joseph Dézarnaud, le bilan a été lourd. Les combats du 21 juin 1915 d'abord ont fait des dégâts ; Outre Jean Vidal blessé, le jeune Barthélémy Propos a été atteint au cou, au thorax et aux oreilles par des éclats d'obus. Le 21 janvier 1916, il est rapatrié et la commission de réforme le propose à un changement d'armes qui lui permet de finir la guerre à l'arrière. L'adjudant Antoine Rigaud est tué le 7 août 1915 lors d'un assaut dès sa sortie de la tranchée. Jean Vidal encore et enfin, témoin et messenger du décès de Joseph Dézarnaud, autre capitaine de marine au long cours versé par dans l'infanterie comme lieutenant d'infanterie de réserve le 29 janvier 1915, puis affecté au 176^e RI le 18 mars 1915 a été blessé par éclat d'obus le 21 juin 1915 et évacué pour cela sur *l'Hamelin*. Finalement, face à la solide résistance turque sur la presque-île qui empêche toute avancée et provoque un nombre élevé de pertes, les états-majors abandonnent le projet de débarquement à l'automne et le corps expéditionnaire est transporté en Macédoine. Là, l'entrée en guerre des Bulgares aux côtés des Empires centraux, en octobre 1915, provoque l'effondrement de l'armée serbe que les alliés viennent opportunément secourir dans son repli à Corfou dès la fin du mois de septembre.

2.1.4.2.2. Découvrir Salonique avant de crapahuter en Macédoine

Les troupes françaises sont alors transbordées à Salonique où le premier ministre d'une Grèce pourtant neutre a permis l'installation du vaste camp international allié de Zeïtenlick dans les hauteurs de la ville d'où s'ouvre à partir de l'automne 1915 un autre front dans lequel, à la différence des troupes des Dardanelles, des unités métropolitaines prennent bien davantage part. L'armée française dispose sur place à la fin du mois d'août 1916 de 50 000 combattants dont 33 000 fantassins et de cinq fois plus en mai 1918. La ville devient le cœur battant de l'Orient en guerre. Pour des jeunes gens nourris aux humanités classiques comme Pierre Beau, c'est d'emblée la vue panoramique qui interpelle, et réjouit, avant même celle de la ville où le bateau accoste de nuit : « Nous laissons derrière nous l'île de Lemnos et nous dirigeons vers le golfe de Salonique. Peu après, on distingue très nettement le mont Olympe couvert de neige sur

laquelle le soleil étincelle »⁹⁴⁵. Rapidement redescendu en cale pour œuvrer au débarquement et au convoyage des chevaux, il dispose de peu de temps pour affiner ses premières impressions visuelles concernant la cité grecque. C'est donc d'abord l'ampleur démesurée du camp et de son peuplement cosmopolite qui l'interpelle. Affecté ensuite à un poste de surveillance au port qui lui laisse beaucoup de loisir, il découvre progressivement la ville et en particulier ses églises. Ses descriptions et impressions sont très similaires à celles émises par la presse ou de nombreux militaires lettrés⁹⁴⁶ qui mettent l'accent sur la confrontation entre Orient réel et Orient rêvé dans une ville au caractère pittoresque et cosmopolite immédiatement relevé, dans laquelle opulence et misère contrastent puissamment. Jamais cependant ne perce le mépris ou la stigmatisation. Cette « tour de Babel », c'est celle qui saisit Ernest Pélissier après qu'il a du traverser la ville le 25 janvier 1917 dans des cloaques de boue pour aller s'installer sous la tente. Pour le soldat, le sentiment d'un ailleurs ne se traduit pas forcément en mots mais dès son arrivée il demande à ses parents : « Conservez toutes les cartes que je vous envoie. »⁹⁴⁷ Ce qu'ils font, à la différence visiblement des cartes des trois ans de guerre passées sur le front de l'ouest qui ont toutes disparu, soulignant de cette façon peut-être l'impression de vivre une expérience lointaine, exotique, tant pour le fils unique que pour ses parents et, une fois de plus, est mis en avant le fait que les cartes postales ne sont pas conservées par les familles pour leur contenu mais bien pour leurs motifs. Que montrent-elles alors ses quarante-quatre cartes expédiées d'Orient ? Elles tracent d'abord en images les étapes des voyages entre l'ouest et l'est de la Méditerranée ; Marseille, Tarente, Golfe de Salonique, sans oublier, « le cuirassé que nous avons pris pour la traversée »⁹⁴⁸ fendant les flots. Elles suivent encore la route d'Ernest dans les Balkans, de Salonique à Monastir en passant par Athènes et le Pirée. Visiblement achetées en séries colorisées d'éditeur, elles proposent le plus souvent des curiosités, églises, mosquées, minarets de Salonique ou des édifices remarquables, monuments antiques athéniens notamment. Nombreux encore sont les sujets à teneur

⁹⁴⁵ Carnet de Pierre Beau, 27 mars 1916

⁹⁴⁶ Frédéric ROUSSEAU, « Entre découverte de l'altérité et définition de soi. L' « Orient méditerranéen » de soldats français de la Grande Guerre (1915-1918) », Cahiers de la Méditerranée [En ligne], 81 | 2010, mis en ligne le 15 juin 2011, consulté le 30 septembre 2020. URL : <http://cdlm.revues.org/5506>

⁹⁴⁷ Ernest Pélissier à ses parents, 26 janvier 1917. La demande est réitérée au moins 4 fois dans le courrier.

⁹⁴⁸ Ernest Pélissier à ses parents, 4 novembre 1917

ethnographique, qui figurent des scènes rurales ou villageoises ou des types culturels incarnés par des habitants qui posent en costumes traditionnels souvent mis en scène, dans des poses stéréotypées, et accompagnés de légendes qui ont une connotation assez folklorique. Ceci étant, Nicolas Jacob Rousseau souligne à propos de ces cartes d'Orient que « la veine thématique n'est pas nouvelle puisqu'elle ne fait que transposer un goût déjà bien affirmé en France à la même époque pour le paysage rural, les ou les curiosités, voire pour un certain folklore paysan. Mais elle trouve là à s'exercer sur un terrain nouveau. »⁹⁴⁹ Rien que de très conventionnel donc dans la production cartière du moment, mais qui a tout de l'exotisme pour un jeune viticulteur agathois. On ne trouve d'ailleurs dans ses envois, aucun paysage naturel, certainement parce qu'ils sont plus familiers à ce Méridional. Dès son arrivée, son premier souci est de rompre l'isolement en retrouvant ses amis marins, Célestin Nouvel, son voisin de la rue Louis Blanc, qu'il a croisé en arrivant et François Labro pour faire une « jolie bombe ». Nul doute qu'il y soit parvenu mais il reste fasciné par ce cosmopolitisme de la ville, attraction propice à toutes les aventures malgré les difficultés linguistiques qu'il confirme dans une carte à son cousin : « Nous autres nous languissons pas, il y a des Grecs, des Italiens, Russes Serbes Anglais et pour se comprendre, ce n'est pas trop facile. » Puis le lendemain il précise à ses parents qu'« avec les civils grecs on n'y comprend rien du tout. Il faut faire des signes comme avec les muets. Quel pastis que cela est. »⁹⁵⁰ Ces soldats sont rapidement confrontés aux affres d'un climat oscillant entre caractère continental et méditerranéen, difficile à cause de ses fortes amplitudes thermiques journalières et de la fréquence de ses violents orages, mais confrontés tout autant à la précarité des conditions d'hébergement sous des toiles de tentes qui prennent l'eau qui ne vont pas sans rappeler effectivement les expériences marocaines et les guerres coloniales.⁹⁵¹

Quand les soldats pataugent dans la boue comme leurs camarades du front occidental, certains journaux les présentent coulant des jours tranquilles à l'abri, profitant des charmes d'un Orient fantasmé. Alors que le manque de ravitaillement au

⁹⁴⁹ Nicolas JACOB-ROUSSEAU. Paysages du front d'Orient (2). Sur la carte postale du poilu de Salonique, une macédoine d'Orient, *ArchéOrient - Le Blog*, 11 mai 2018, [En ligne] <https://archeorient.hypotheses.org/8523>

⁹⁵⁰ Ernest Pélissier à son cousin puis à ses parents, 27 et 28 janvier 1917.

⁹⁵¹ Ernest Pélissier à ses parents, 30 janvier 1917.

camp de Zeïtenlick les contraint à drainer comme ils peuvent des terres marécageuses et à pourvoir eux-mêmes à leur approvisionnement en légumes, pour éviter le scorbut, Clemenceau insinue que ces « jardiniers de Salonique » se livrent à des travaux maraîchers au lieu de combattre. Comme aux Dardanelles, l'eau douce est rare et souvent polluée, et surtout, la ville, bordée de basses vallées débouchant sur la plaine marécageuse qui l'entoure, est infestée de moustiques, porteurs de maladies. Dans le camp, de juillet à novembre 1916, des centaines d'hommes décèdent du paludisme et des milliers sont hospitalisés ou rapatriés avant que la situation sanitaire ne s'améliore nettement. Parmi eux, se trouve le sapeur au 4^e RIC Joseph Rouvière, connaissances de J. Dézarnaud, de retour le 12 octobre 1916 et qui passe plus d'une année à l'intérieur. Pour la majorité de ceux partis en 1916 comme Ernest Pélissier ou Pierre Beau, la guerre se déroule désormais sur les fronts albanais et macédonien. Mais il n'est jamais question des ennemis ou des batailles mais toujours de longs et éprouvants déplacements à pieds. « Marcher » est bien le verbe qui y est le plus conjugué sous les plumes des deux soldats. Comme l'écrit plusieurs fois le jeune viticulteur déjà lassé à ses parents, rejoindre le front bulgare à partir du camp de Salonique représente une épreuve : la longueur du trajet, l'escarpement d'un relief sans chemin tracé - le lieutenant agathois Vidal, évacué blessé en juin 1915, meurt le 10 avril 1917 en Serbie près de Kalulmar suite à une chute accidentelle dans un précipice au cours d'une relève de nuit - et la rudesse du climat convergent pour en faire un véritable calvaire :

« Nous montons sur le front mais nous n'y sommes pas encore car nous avons 200 kms à pied à faire, rien que de la neige et des montagnes et pas de chemins. Tous les jours il tombe de la neige et nous couchons sous des toiles de tente. Ce n'est pas le filon, on a pas chaud. Autant on y comprend rien : cette nuit il tombait de la neige et un froid terrible et aujourd'hui il fait une chaleur accablante. Maintenant je ne te parle plus des perms car c'est fini jusqu'à la fin de la guerre. Enfin, il faut espérer que cela finira bientôt. »⁹⁵²

Dans la durée de la guerre, la conscience d'épreuves matérielles partagées avec ses parents, suscite encore l'inquiétude d'Ernest qui même de si loin, a eu vent comme d'autres des pénuries croissantes de pain et de hausse des prix des denrées à l'arrière⁹⁵³.

⁹⁵² Ernest Pélissier à ses parents, 10 février 1917.

⁹⁵³ Ernest Pélissier à ses parents, 16 mars 1918

Cette plus grande distance vis à vis des siens que sur le front du nord-est qui limite les permissions, conjuguée à un plus grand isolement au cœur des massifs macédoniens, rajoute encore aux difficultés. « Pas de courrier depuis 8 jours. Nous sommes toujours aux tranchées. Le temps n'est pas très beau mais pas de froid ni de neige. C'est des temps gras. Il faut tout de même que cela finisse, cela ne peut durer une éternité. »⁹⁵⁴ Dans ce conflit qui s'éternise, le caractère inhospitalier des secteurs isolés de montagne, associé à une logistique plus que défaillante génèrent un profond sentiment d'abandon. S'y mêlent, la fatigue consécutive aux très longues itinérances dans la montagne enneigée ainsi que l'insuffisance et la médiocrité croissante de la nourriture. Sous la plume de Pierre Beau, se rajoutent encore des éléments très différents les uns des autres, qu'il s'agisse de l'absence totale de cérémonies religieuses qui l'affecte profondément ou des travaux de terrassement épuisants pour tracer des routes qui relèvent d'opérations coloniales. La nourriture exécrable est à l'origine de la grave dysenterie qui provoque durant deux mois sa très longue et difficile évacuation vers l'hôpital St-Mandrier de Toulon. De fait, les combattants livrent une bataille quotidienne contre le paludisme, la dengue, le typhus ou la dysenterie qui à l'instar de l'armée serbe, déciment des unités sans moyens médicaux suffisants alors que ces maladies n'existent pratiquement pas sur le front occidental. Tous les historiens soulignent que dans ces conditions, les hommes réellement disponibles fondent comme neige au soleil et que le bilan humain de l'armée d'Orient est catastrophique⁹⁵⁵. Ce constat se retrouve dans l'inventaire méthodique qui vise à l'exhaustivité des traumatismes de la guerre rédigé en 1917, par le Médecin-major J. Bédos confronté à la somme et la multiplicité « des terribles maux de la guerre »⁹⁵⁶. Ce sont les maladies qui occupent environ deux tiers de l'ensemble de son cahier d'écolier d'une centaine de pages et parmi elles, il constate « la survenue nouvelle du typhus chez les soldats d'Orient qui ont combattu aux côtés de l'armée serbe ». Concernant le paludisme, il avance le chiffre exorbitant de 95% de cas dans les régiments d'Orient. André Filliol parti en 1916 avec le 4^e RIC comme vétérinaire rentre malade du paludisme en 1918 pour plusieurs semaines avant de repartir⁹⁵⁷, même si sa

⁹⁵⁴ Ernest Péliissier à ses parents, 18 mars 1918.

⁹⁵⁵ François COCHET, « L'armée d'Orient, des expériences combattantes loin de Verdun », *opus cité*

⁹⁵⁶ AMA, « *La Médecine, les Médecins et la Guerre* », 1917, Fonds numérisé Albert Bédos.

⁹⁵⁷ André FILLIOL, souvenir recueilli et publié par Jean FAYET. *Marseillan : un village en Bas-Languedoc*. Volume II, *opus cité*, p 476-480, p 478

fiche matricule reste sur le sujet, muette. Six soldats du canton, soit un quart des décès en Orient, sont morts de maladie entre décembre 1917 et janvier 1919. De plus, le succès des Alliés à nouveau lancés dans une guerre de mouvement au printemps 1918 qui se conclut par la signature de l'armistice par la Bulgarie le 30 septembre n'entraîne pas le retour des soldats chez eux ni la fin des épreuves. Et, même s'il ne combat plus et est affecté au train régimentaire du 7^e RIC, Jules Viviani, arrivé en janvier 1918, garde un souvenir douloureux de cette longue traversée à pied dans les Balkans, notamment quand il a fallu occuper la Hongrie après l'armistice bulgare :

« Partis de Monastir, nous marchâmes pendant cinquante jours, en plein hiver dans les Balkans, pour aller rejoindre Samandria, port sur le Danube, que nous traversions le jour de la Noël pour rester en occupation en Hongrie. Pendant cette marche forcée, je ne raconterai pas toutes les souffrances, que l'on a eu à supporter, car la neige le froid, la pluie, le manque de ravitaillement »⁹⁵⁸

Le retour et la fin se font décidément attendre. En octobre 1918, la grave pandémie de grippe espagnole atteint le 176^e RI, occasionnant des pertes très élevées : plus de 300 militaires sont inhumés au cimetière de Cer en Serbie⁹⁵⁹. Parmi eux, se trouve Mathus Naïdmann le jeune employé parisien, traducteur de russe, époux et père dont la femme est venue de Paris accoucher en juillet 1918, rue de l'Amour, chez sa tante. C'est une grande partie de l'armée d'Orient qui est touchée. En décembre, le 176^e RI embarque encore à Salonique pour Odessa où il affronte les Bolchéviks aux côtés des Grecs jusqu'à l'été 1919 où le Marseillannais Aimé Maffre est tué d'un coup de fusil par un camarade le 4 avril. C'est à la même mission que sont affectés les 40^e et 58^e RI en Bessarabie, à la frontière de la Roumanie et de la Russie. Mais de cela, tous nos témoins restent muets. Inversement, ils narrent plus longuement les parfois longs temps d'accalmie qu'ils arrachent aux circonstances.

2.1.4.2.3. Savourer des parenthèses enchantées

Dans ces itinéraires orientaux d'une grande diversité, les militaires connaissent des moments de répit dans l'épreuve qu'ils appréhendent parfois comme des annonces

⁹⁵⁸ AMA, Tapuscrit de Jules Viviani

⁹⁵⁹ *Historique du 176^e Régiment d'infanterie, opus cité*

de fins prochaines et qu'ils savourent d'autant plus qu'ils sont rares, faisant profiter de façon répétitive leur famille de ce « filon » qui permet de se « la couler douce » car ce « n'est pas languissant », à l'image d'Ernest Péliissier qui en juin et juillet 1917 « fait la police et débarque des marchandises » entre Athènes et le Pirée⁹⁶⁰ où son régiment ainsi que le 40^e RI sont transférés quand le roi Constantin 1^{er} est poussé le 11 juin à l'abdication par les Alliés. Les militaires français sont à Salamine dans la nuit et les bataillons débarquent au Pirée le 12. Certains soldats partent occuper Athènes, d'autres restent au port, dont le jeune Ernest. Son régiment, le 58e RI participe le 27 juin au service d'ordre établi pour l'entrée du premier ministre Elefthérios Venizelos qui installe son gouvernement, et le 2 juillet, la Grèce entre officiellement en guerre aux côtés de l'Entente. Ernest se réjouit toujours de son sort ; « 4 juillet. Nous sommes toujours dans la capitale. Tout de même nous avons eu une brave veine. Ça fait six mois que nous sommes à Salonique, nous avons fait 12 jours de tranchées ». Bien conscient de sa chance, il projette son retour, espoir brisé : à l'automne, il se retrouve dans celles de Macédoine autour de Monastir. Tandis que le jeune Agathois coule des jours heureux entre Athènes et le Pirée, Pierre Beau, entre deux séjours sur les flancs escarpés des Balkans, dispensé de travaux de terrassement durant quelques temps, profite lui aussi à l'été 1917, en musicien sensible autant qu'en poète, d'un moment de grâce en un écrin de nature, bien loin de la guerre et tout près de la paix, dans le petit village d'Orovéo en Macédoine du nord

« situé dans un petit vallon rempli d'arbres qui forment des voûtes de verdure au dessus des torrents qui descendent de crêtes (...) Une bonne et douce senteur se dégage des plantes. Une brise légère amène la fraîcheur. Les troupeaux descendent vers leur bergerie. Les clochettes pendues au cou des brebis tintent claire et ils semblent parfois qu'il s'y forme dans leur petit brouhaha quelques bribes de mélodie. Un peu plus bas sous les arbres, il y a une fontaine. Les femmes macédoniennes dans leur robe presque toute blanche viennent chercher de l'eau dans des vases en terre cuite de forme antique ; elles-mêmes semblent être d'un autre âge, à leur costume, à leur marche lente, à leur air recueilli. Lorsqu'elles vont par groupe elles chantent quelquefois des airs un peu tristes qui semblent quelque prière. L'une d'elle vient de passer près de moi dans le sentier, elle poussait devant elle un petit âne chargé de verdure ; une fillette blonde au teint bronzé la suivait qui me fit un geste amical avec sa toute petite main, puis s'échappant en sautillant lança en l'air de sa voix claire d'enfant quelques notes sur des paroles que je ne compris pas et pour cause (...)

⁹⁶⁰ Ernest Péliissier à ses parents, 13,16,18 et 22 juin

je regretterai bien ce petit coin et il restera un de mes bons souvenirs en présence de cette œuvre merveilleuse de Dieu »⁹⁶¹.

C'est également au repos en Macédoine, attendant de traverser le pays pour rejoindre le Danube, que Jules Viviani peut souffler une première fois, le temps de rédiger quelques quatrains grivois :

A Prilep, jolie ville, de dix mille habitants / on voit des jeunes filles de dix huit à vingt ans / Elles vont dans la rue, assez bien costumées /mais elles sont pieds nus, et veulent faire du chiquet / Si j'ai mes demoiselles / un conseil à vous donner / ne faites pas douce oreille / à tous les officiers / car dans cette catégorie/ il y en a pour la plupart / qui vous donnent des maladies / vous le verrez plus tard »⁹⁶²

Au printemps 1919 enfin, alors qu'il se trouve en Hongrie, il peut envisager un prochain retour qui se déroule finalement après un très long périple en Europe centrale : « En fin de compte nous nous fixions dans un bon patelin où nous cantonnions chez l'habitant où on était très bien et chacun attendait son tour de rapatriement, à ce moment-là, c'était la fête, la nouba. Vous dire le contentement que j'éprouvais à ce moment on ne le peut. »

Privilégier les récits des témoins pour suivre au plus près les expériences militaires des soldats du canton a donc mis en exergue l'importance de la situation de carrefour du territoire dans la diversité des parcours. Elle incite à déplacer la focale sur de nombreux itinéraires qui se déroulent ailleurs que dans les tranchées franco-allemandes et bien davantage aux confins de la Méditerranée. Cependant, s'attacher d'abord au rythme des premières expériences vécues par les fantassins de la 31^e division à travers leurs mots, c'est pouvoir mesurer assez précisément l'ampleur du bilan des massacres inutiles et les écarts de conditions vécues par les militaires. Bien moins dangereux, les parcours des marins dans le 5^e DEF en Méditerranée obéissent à des logiques spécifiques révélant cependant des risques plus ou moins imprévus ; Naviguer peut s'avérer aléatoire puisque beaucoup sont enrôlés en 1914-1915 dans des régiments de fantassins. En mer, à partir de 1915, ils affrontent la guerre sous-marine et parfois de violents bombardements à partir des rives ottomanes. L'expérience en Orient encore a des

⁹⁶¹ Pierre Beau, 10 juillet 1918.

⁹⁶² Jules Viviani, Tapuscrit, *opus cité*

conséquences paradoxales : envisagée parfois comme une alternative aux tranchées, voire une expérience exotique, elle s'impose comme une épreuve notamment dans les premiers combats aux Dardanelles puis par les maladies qui affectent massivement ses rescapés. Ce n'est finalement qu'au Maroc que tous les territoriaux, malgré la séparation, expriment le sentiment de bénéficier d'une chance évidente dans leur participation à la guerre coloniale. Aussi diverses soient-elles, ces expériences font cependant apparaître plusieurs constantes ; il existe d'abord une part relative de hasard dans les affectations de soldats de même condition sociale et de même âge. Elles vont pourtant déterminer leur exposition future plus ou moins importante au danger en particulier en ce qui concerne les territoriaux. Dans tous les aspects de l'expérience encore et surtout, les inégalités de conditions entre les plus gradés et les soldats et donc entre les catégories sociales restent aussi sinon plus prégnantes qu'en temps de paix et imposent une séparation physique peu franchissable. Enfin, quelle que soit l'affectation, dès l'automne 1914 et les premiers mois de séparation, l'importance d'une rapide et profonde « languitudo » pour les militaires méridionaux et d'une nostalgie du foyer pour tous les autres traversent en force l'ensemble des témoignages. Le retour de ces soldats apparaît bien plutôt comme une période longue et chaotique qui démarre dès 1915 et s'étale jusqu'à 1919 voire 1921 pour la classe 1919. Le jour de l'armistice, passé la joie ressentie à son annonce, est rapidement oublié par tous, face à la longueur, l'étalement et aux difficultés des retours tant espérés.

2.2. CHAPITRE 5. LA VIGNE, ACTRICE MAJEURE DU CONFLIT.

Henri Escafit était né le 1^{er} avril 1887 à Paulinet dans le Tarn. Descendu des hauts cantons pour travailler comme ouvrier agricole dans le grand domaine de Montpenèdre de Marseillan, il s'y était marié en janvier 1914 avant d'être mobilisé dans le 280^e RI de Narbonne, laissant sa jeune femme enceinte de six mois. Tué à Vermelles le 17 décembre⁹⁶³, il n'a pas connu son fils, Henri, né le 5 novembre. Son arrière-petite fille raconte devant la caméra qu'alors que « le 11 novembre, tout le monde fêtait l'armistice, son fils a vu sa mère en larmes. Celle-ci est restée veuve six ans avant de se remarier mais elle a gardé deux lettres de son premier époux »⁹⁶⁴. La seconde, datée du 26 novembre, soigneusement conservée par elle, puis par son fils et sa petite-fille, décrit les conditions difficiles de survie dans une tranchée du nord « depuis 31 jours », pour conclure par des préoccupations de chef de famille protecteur : « quant tu me écris dit moi si le vin de dans la barrique est bon envoie-m'en il te faut en boire beaucoup ça te fera du bien. A moi de bien te soigner et le petit aussi »⁹⁶⁵. Indissociable de ces deux lettres-reliques, cette ultime barrique de vin, fabriqué par Henri avant son départ, a été conservée durant 100 ans. Devenu mère de vinaigre, le liquide a fini par tourner, par « manque de soin » mais ce fut au moment où la mémoire familiale était désormais immortalisée par le dépôt des deux lettres dans l'espace public. Commencer ce chapitre par l'histoire d'un petit tonneau de vin, fruit du grappillage familial, devenu objet précieux de filiation et de deuil sous le poids de la guerre, c'est choisir de dire d'emblée l'importance y compris sensible de la vigne et du vin pour de nombreuses familles du canton dans la traversée de l'épreuve. Et quand un autre ouvrier agricole, Philomen Mioch, écrit que « l'année 1915 fut une année de deuil pour beaucoup de familles. La guerre faisait rage au front. Pour la vigne, ce fut une année de mildiou et de peu de récolte »⁹⁶⁶, il n'hésite pas, peut-être inconsciemment, dans une phrase en forme de chiasme à la personnifier pour lui donner un statut d'actrice majeure du conflit.

⁹⁶³ Mobilisé dans le même régiment, Louis Barthas consacre un chapitre à cette bataille intitulé « Massacres », Louis BARTHAS, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, opus cité*, p 65-81

⁹⁶⁴ Europeana 1914-1918 en ligne, FRAD034-052, entretien réalisé le 12 novembre 2013

⁹⁶⁵ Consultable en ligne sur https://www.europeana.eu/fr/item/2020601/https___1914_1918_europeana_eu_contributions_7904

⁹⁶⁶ Philomen MIOCH, *Les tribulations d'un ouvrier agricole, opus cité*, p 20

Sa présence quasi permanente dans les contenus des correspondances atteste bien que si la vigne structure depuis presque un siècle un territoire et toute une société, la guerre représente sinon une rupture, du moins un tournant parce que, par étapes successives, la demande en vin des armées qui s'accroît de façon spectaculaire, la contraint très rapidement à jouer le rôle militaire de matrice d'une redoutable « arme de guerre »⁹⁶⁷, le vin rouge, mettant certes un long terme aux crises de mévente⁹⁶⁸ mais nécessitant des adaptations permanentes de la part de ses acteurs. Qu'il s'agisse des premières vendanges, des dons de vins, puis des réquisitions, les différentes modalités progressives instaurées sous la houlette des autorités pour répondre à cette forte demande peuvent constituer un angle d'approche opportun pour documenter tout à la fois les processus de mise en guerre par l'État et la palette des comportements des individus et des groupes qui y sont confrontés. Mais les sources privées révèlent encore qu'à l'échelle des individus et des communautés, la vigne s'impose comme une ressource puissante pour surmonter au front le danger et partout la séparation, tandis que dans la longueur du conflit elle propose un miroir particulièrement éclairant des identités tout autant que des tensions sociales.

2.2.1. L'Union sacrée dans les vignes.

2.2.1.1. Les vendanges exceptionnelles de 1914.

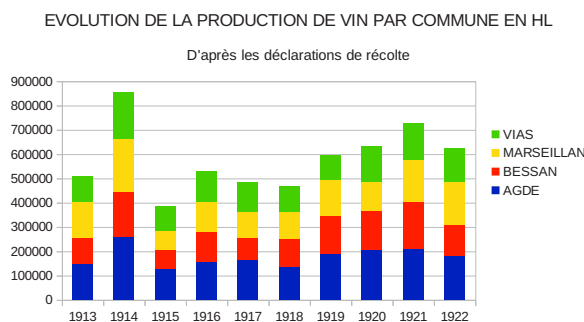


Figure 43. Évolution de la production de vin en hl par commune d'après la statistique agricole

⁹⁶⁷ Christophe LUCAND, *Le Pinard des poilus. Une histoire du vin en France durant la Grande Guerre (1914-1918)*, Éditions universitaires de Dijon, 2015.

⁹⁶⁸ Robert LAURENT, « Les quatre âges du vignoble du Bas-Languedoc et du Roussillon » dans *Economie et société en Languedoc-Roussillon de 1789 à nos jours*, Centre d'histoire contemporaine du Languedoc Méditerranéen et du Roussillon, Montpellier, 1978, p. 32-65

Durant le premier été de la guerre, la vigne est particulièrement généreuse. Dans le canton, avec plus de 800000 hectolitres⁹⁶⁹, les quantités de vin augmentent de 70 % par rapport à l'année précédente. Dans les trois départements du Languedoc, elles atteignent plus de 25 millions d'hectolitres, soit une production supérieure de 25 % à la moyenne annuelle, et ce sont 15 millions qui sont produits dans l'Hérault, soit entre 45 % et 50 % de plus que l'année précédente et près de 20 % de plus que la moyenne 1907-1913. La situation est celle de presque tout le pays où la production est de loin la plus importante de ce début de siècle⁹⁷⁰ alors qu'assurer la plénitude de la récolte aurait pu s'avérer difficile faute de main d'œuvre très tôt partie et de bétail trop tôt réquisitionné. Outre les conditions climatiques favorables à la qualité et la quantité de raisin, plusieurs facteurs convergent cependant à toutes les échelles pour en faire un succès. La préfecture d'abord fait preuve d'une grande réactivité en anticipant immédiatement la pénurie et demande dès le 10 août à chaque mairie de réunir les propriétaires pour réaliser un état de la main d'œuvre, du bétail et des produits disponibles. La réponse est rapide dans le canton : à Agde, il manque bien un tiers des chevaux mais toutes les mules, ânesses et tous les ânes sont présents et comptabilisés. Concernant les 5000 kilos de produits, sulfates et soufre qui pourraient faire défaut, la mairie précise qu'ils ne seront utiles qu'en 1915 mais demande 150 têtes de bétail pour compenser celles qui manquent désormais⁹⁷¹. La mairie de Marseillan fait état de plus de bêtes réquisitionnées, 234 sur 394 mais aussi de plus que déclarées dans la statistique agricole, soit 100 sur 235⁹⁷². Répondent encore à l'appel au chef-lieu 1400 hommes, dont 200 étrangers, sur les 2000 qui sont habituellement nécessaires, et la totalité des 2000 femmes et 1200 enfants. Manquent encore 500 hommes sur 800 à Marseillan. Il y a peut-être là une part d'exagération ou de minimisation pour sa voisine mais habituellement concernant la main d'œuvre, Agde et Bessan s'appuient depuis longtemps sur l'appel massif aux ouvriers agricoles espagnols à la différence de Marseillan et Vias qui emploient ceux des hauts-cantons, eux aussi mobilisés.

⁹⁶⁹ ADH, sous-série 6 M 1785-1804, Statistique agricole par canton ; quantités et superficies. Agde 1913-1920

⁹⁷⁰ Stéphane Le BRAS, « Négoce des vins et grande propriété viticole en Languedoc dans la première moitié du XXe siècle : interactions, partenariats et communauté d'intérêts », *opus cité*

⁹⁷¹ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels pendant la durée de la guerre franco-allemande, 10 août 1914.

⁹⁷² AMM, 2D33, Correspondance active : registre des copies de lettres. 1912-1915, 10 août 1914.

Laurent Dornel a relevé que « l'état de siège avait eu pour conséquence de renvoyer les ressortissants des états neutres chez eux, provoquant en plus le départ de milliers de travailleurs étrangers. »⁹⁷³ Il semble pourtant que dans la réalité cantonale, ils aient été plutôt nombreux à rester cet été 1914.

Par ailleurs, beaucoup d'hommes ne sont pas encore partis en septembre, qu'il s'agisse des ajournés, exemptés et réformés, des jeunes classes et de celles plus anciennes, de 1889 à 1875. D'après leurs fiches matricules encore, certains territoriaux du 121^e RIT et des soldats mobilisés des classes 1900 à 1903, notamment montpelliérains, cetois et biterrois, sont renvoyés de leur dépôt chez eux jusqu'à la fin du mois. 30 % seulement de la force masculine de travail est donc à cette date indisponible dans le canton d'après les sources, chiffre que l'on retrouve à l'échelle nationale⁹⁷⁴. Cette présence masculine, associée à celle des membres des familles élargies venus exceptionnellement apporter leurs bras, se retrouve dans les souvenirs rapportés par sa mère Marinette à Paule Duconquéré concernant la petite propriété familiale :

« Le surlendemain, les vendanges commencèrent dans une ambiance de fin du monde (...) Avec l'aide de son beau-père, de quelques tantes et cousines, qui célibataires, veuves ou adolescentes mirent la main à la pâte, tout le raisin fut cueilli. Les gourbelles et les ciseaux voltigèrent (les sécateurs n'étaient pas encore en usage). Deux voisins, pas encore mobilisés (ils partirent en 1916) assurèrent le charroi et aidèrent à la vinification. Le temps fut beau, la récolte abondante ; 300 hl furent la récompense. La première année, c'est-à-dire la campagne viticole 1914-1915, se passa plutôt bien. Les hommes de 40 à 50 ans étaient encore chez eux, et allaient en journée⁹⁷⁵ »

Même s'ils appellent les propriétaires à trouver des solutions personnelles, les services de l'État se manifestent pour mettre à disposition des ouvriers et du bétail dès le 23 août, soit moins de 10 jours après les premiers bilans. Le lendemain à midi, préfet et sous-préfet sont déjà en mesure de renvoyer sur les centres agricoles de Montpellier, Lyon, St Etienne et Grenoble.

⁹⁷³ Laurent DORNEL, « L'appel à la main-d'œuvre étrangère et coloniale pendant la Grande Guerre : un tournant dans l'histoire de l'immigration ? », *Migrations Société*, vol. 156, no. 6, 2014, p. 51-68.

⁹⁷⁴ Laura Lee DOWNS, « le travail », dans Jay WINTER (dir.), *La première guerre mondiale, Sociétés*, Paris, Fayard, Volume 3, 2014, p. 95-117, p.100. L'autrice fait état de 63 % en 1918

⁹⁷⁵ AMA, fonds Bancal, *La vie d'une paysanne agathoise pendant les années 1914-1918*, tapuscrit de Paule Duconquéré.

Puis, le même jour, ce sont des possibilités dans la ville de Cholet ainsi qu'à la Bourse du travail de Béziers qu'ils proposent⁹⁷⁶. Quelle qu'ait été la solution choisie par chaque propriétaire, qu'il se soit adapté à la situation par ses propres moyens ou qu'il ait accepté le recours aux bras que proposent les autorités, la vendange a partout bien lieu même si comme le relate Philomen Mioch, elle s'échelonne sur une durée plus longue :

À la fin de l'été, malgré le rude hiver, la vendange fut exceptionnelle. Elle s'échelonna jusqu'à la fin octobre pour certaine colle par manque de bras. Ainsi pendant quarante à cinquante jours, les femmes, les enfants et les personnes âgées coupèrent les raisins. À la vigne les comportes étaient vite remplies, surtout en plaine où certaines souches portaient un panier à un panier et demi de raisins. Aussi de temps en temps, fallait-il s'arrêter pour attendre le retour du charretier avec des comportes vides. Mais cette année-là, les vendanges étaient tristes. Dès le mois de septembre, les premiers décès avaient été annoncés. Les femmes ou les fiancées ne voulaient pas croire à ces morts, elles durent ensuite se rendre à l'évidence et affronter la cruelle réalité.⁹⁷⁷

Sous la plume encore du jeune Joseph Galinier, 14 ans, rassurant son père sur le maintien des solidarités familiales après son départ, il apparaît que le clergé rejoint lui aussi l'Union sacrée dans les vignes, en mettant du matériel et ses plus jeunes ouailles à disposition :

« Je vendange pour tante Elisabeth, le terrain est très beau mais un peu gras mais avec le vent du nord, le pourri s'arrête. Maman fait de bonnes recettes et je peux aller vendanger avec tante. La cosse est belle, nous pensons vendanger la grangette. Monsieur l'abbé Marty nous donne un cheval, la charrette et des enfants pour couper »⁹⁷⁸

Les viticulteurs eux-mêmes déploient une palette inhabituelle et volontariste de solutions. Ils font appel à tous ceux qui n'auraient peut-être pas été sollicités si l'armée n'avait pas pris les hommes, c'est-à-dire des personnes habituellement trop âgées, des enfants trop jeunes ou des femmes célibataires. Peut-être que dans les vignes aussi, dans ces moments difficiles, dans cette ambiance « triste », « de fin du monde », tous émettent un plus grand besoin d'être ensemble, de produire du commun. Le temps s'allonge ensuite triplement puisque les vendanges oublient les dimanches de repos, s'étalent sur des journées de travail qui s'étirent et se prolongent jusqu'à mi-

⁹⁷⁶ AMA, 705-1, *opus cité*, 23 et 24 août 1914.

⁹⁷⁷ Philomen MIOCH, *Les tribulations d'un ouvrier agricole*, *opus cité*, pp 18-19

⁹⁷⁸ AMA, fond privé numérisé 1914-1918 Pierre Châtel, carte de Joseph à Henri Galinier, 22 septembre 1914.

octobre voire au-delà. Ainsi, d'après son semainier, dans la propriété de François Fabre, la récolte démarre le 10 septembre pour finir un mois plus tard. Le dimanche 27 septembre, quatre heures supplémentaires sont payées aux coupeuses. En ce qui concerne la force de travail, si rapidement des chevaux ont été rachetés pour remplacer ceux réquisitionnés, simultanément, quatre Espagnoles ont rejoint les quatre Françaises⁹⁷⁹. Il n'y a dans l'équipe que deux hommes, dont un Espagnol. Par ailleurs, les réfugiés, arrivés en masse dès le début du mois de septembre, ont été mis rapidement au travail comme s'en réjouit de loin le propriétaire auprès de son épouse à laquelle il écrit : « Tu m'as annoncé que vous aviez des Belges, par conséquent, il ne vous manquera pas de personnel. »⁹⁸⁰ Pour autant, cela ne signifie pas que les vendanges en favorisent toujours l'intégration dans la communauté si l'on en croit la circulaire préfectorale qui fustige certains maires lors de la mobilisation pour avoir laissé certains propriétaires les expulser une fois la nécessité passée.⁹⁸¹ Au-delà de la très grande réactivité des autorités préfectorales, de la participation plus grande de tous les bras et des temps de travail rallongés, un autre facteur essentiel vient expliquer la réussite en temps de guerre de cette étape reine de la viticulture dont le résultat récompense le travail d'une année. Il repose sur la répartition traditionnelle des tâches dans la viticulture méridionale qui se lit dans les témoignages; en effet, non seulement les travaux obéissent à des critères résolument genrés qui font que la coupe du raisin ne concerne que les femmes, mais ils sollicitent également prioritairement les enfants et les hommes âgés. C'est-à-dire tous ceux qui ne partent pas à la guerre. Les hommes, minoritaires, ne sont chargés que du transport des comportes puis de la vivification.

Cet été là, si la tristesse qui plane interdit les rituelles manifestations ludiques, elle n'empêche pas certaines voix d'exprimer leur contentement car le grappillage est réussi tandis que d'autres comme Joseph Sigal regrettent de ne pouvoir y participer. Cette pratique héritée des temps seigneuriaux, qui consiste à cueillir librement les grappes oubliées sur les ceps pour les revendre, permet aux indigents, voire aux ouvriers agricoles, d'arrondir leurs revenus, parfois de façon conséquente. Elle peut encore

⁹⁷⁹ Semainier de François Fabre, septembre-octobre 1914

⁹⁸⁰ François à Marguerite Fabre, 6 septembre 1914

⁹⁸¹ Cf chapitre 2

alimenter une mini-production personnelle de vin ou laisser libre cours à la fabrication de douceurs, preuves d'une riche culture du raisin, qui sont déjà intimement associées dans les imaginaires à l'espoir du retour prochain du soldat, comme on le lit sous la plume de Rose Martin qui écrit à son époux Joseph, mobilisé dans le 4^e RIC :

« Tu sais nous avons fait l'aliquant c'est moi qui l'ai fait. Voyons si tu le trouveras bon. Nous avons grappillé avec ma mère nous en avons fait huit comportes aussi nous avons fait du moût pour les farinettes, du confiment et au moment où je t'écris nous faisons du résiné⁹⁸². Tu vois que nous faisons de bonnes provisions pour quand tu viendras. »⁹⁸³

Espoir déçu puisque cette unique lettre conservée à travers le siècle est certainement revenue à son autrice lorsque le 19 octobre, le soldat est décédé des suites de ses blessures dans la Marne. Mais à ce moment, dans le présent du passé, quand Rose imagine l'avenir, il n'y a pas de place pour une guerre qui entraînerait une séparation dépassant ces vendanges et encore moins pour la mort de Joseph. Comme l'a souligné Philomen Mioch, en septembre, les familles ne veulent pas encore croire à l'ampleur du nombre des premiers morts. Dans les souvenirs, plus que dans la réalité peut-être, ces vendanges de 1914, bien qu'envahies par l'angoisse, paraissent avoir été plutôt enthousiastes et heureuses tant par leur quantité que par leur charge émotionnelle : elles ont été vécues comme les dernières vendanges, sinon de la certitude, du moins de l'espérance en une guerre courte, qui n'annonce que tardivement la liste incalculable de ses victimes, c'est à dire en opposition totale avec celles qui suivent.

2.2.1.2. Les dons de vin aux armées

2.2.1.2.1. Enjeux

Louis Barthas, en gare de Perpignan mi-août, lit stupéfait sur une grande pancarte qu'« ici on donne du vin à l'œil » et, rajoute-il : « C'était vrai, ce vin provenait de dons de propriétaires vigneron pour les soldats de passage »⁹⁸⁴. De fait, dans l'effervescence de

⁹⁸² Cf lexique

⁹⁸³ Rose à Joseph Martin, 9 octobre 1914.

⁹⁸⁴ Louis BARTHAS, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, opus cité*, p. 34

la mobilisation, les acteurs de la viticulture ont proposé gratuitement dans les gares et déjà les hôpitaux, du vin aux soldats blessés ou montant sur le front, de façon spontanée, mais aussi très ponctuelle. En effet, le même témoin constate le 4 novembre dans la même gare, que « la flambée de générosité, d'enthousiasme était déjà éteinte » et que « si l'on voulait du vin, il fallait ouvrir son porte-monnaie »⁹⁸⁵. Cependant, dans la foulée de l'élan patriotique puis de sa décélération notable, les propriétaires ont du répondre dès la fin de la récolte à une demande exceptionnelle leur enjoignant de céder gracieusement une partie de leur production de vin à l'armée à l'intention des blessés. Publique et médiatisée dans la presse, cette campagne émanant des autorités et des groupes professionnels de l'Hérault est formulée durant l'automne 1914. Il est difficile de savoir qui est à l'origine d'une initiative qui fait par la suite des émules à l'échelle nationale. D'après Stéphane le Bras, elle « revient à la filière viticole languedocienne toute entière qui a décidé de livrer, sous la tutelle des préfets, 200 000 hectolitres gratuitement aux armées dès septembre 1914. »⁹⁸⁶ D'après les fonds d'archives départementaux consultables mais aussi la presse régionale, il semble toutefois que le gouvernement en soit à l'origine, peut-être inspiré de démarches privées ce que Marcel Lachiver analyse comme « un coup de publicité car ces dons permettraient de donner goût aux vins du Midi à ceux qui n'en avaient pas l'habitude et d'envisager de pouvoir écouler une récolte importante.»⁹⁸⁷

Si l'on reconstruit de façon plus serrée la chronologie départementale à partir des fonds d'archives accessibles, la première trace qui apparaît dans les fonds préfectoraux et municipaux est datée du 2 octobre 1914. Il s'agit d'une lettre envoyée par le préfet aux maires du département leur demandant d'œuvrer à offrir au 16^e Corps d'armée où sont incorporés la majorité des Héraultais, soit du vin « vieux », celui de 1914. Pour qu'il soit livré à partir de janvier 1915, le représentant de l'État fait jouer les deux cordes sensibles que représentent la fibre patriotique nationale et celle plus locale des intérêts bien compris de la petite Patrie, prenant bien soin de préciser que ces « dons

⁹⁸⁵ Louis BARTHAS, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, opus cité*, p. 40

⁹⁸⁶ Stéphane LE BRAS, « Si loin, si proche. La filière vitivinicole héraultaise dans la Grande Guerre (1914-1919) », in Thierry Allain et alii (dir.), *Entre paysage et histoire. Représentations de l'espace et manifestations du pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 2018, p. 133-154.

⁹⁸⁷ Marcel LACHIVER, *Vins, vignes et vigneron. Histoire du vignoble français*, Paris, Fayard, 1988.

sont destinés aux soldats et blessés originaires de la région »⁹⁸⁸. Le geste reçoit un mois plus tard un retour gratifiant du général en chef du 16^e Corps d'armée, Grossetti, qui insiste à son tour sur ces deux aspects dans sa lettre de remerciement : « Ce vin trouvé excellent par nos soldats, a été pour eux, dans la lutte qu'ils soutiennent si vaillamment, un réconfort d'autant plus apprécié qu'il ravivait en eux le souvenir de la petite Patrie. »⁹⁸⁹ Si l'on s'en tient à la faiblesse numérique des premiers retours dans les fonds départementaux et leur absence dans les quatre fonds municipaux, l'appel semble trouver au début un écho très limité. L'opération rencontre d'abord de l'indifférence sinon des résistances inhérentes peut-être aux nombreuses exigences logistiques concernant la qualité, le stockage, la réception et le transport. Ils ne sont pas très nombreux en effet ceux qui s'empressent de répondre. Le 8 octobre, Félix Castan, négociant de Frontignan, pense devoir justifier son engagement par son statut de civil mobilisé sur le front intérieur et il précise « n'étant pas moi-même mobilisé, j'ai pensé à nos chers blessés »⁹⁹⁰ pour solliciter ses collègues, parvenant à récolter neuf promesses de dons. Six petites communes du Biterrois encore ont mis à disposition de l'intendance militaire le 13 octobre, 700 hl de vin. Mais cela semble bien tout, si l'on excepte le geste du grand propriétaire agathois et négociant biterrois, Jean Meyer, sur lequel nous reviendrons. Loin de se décourager, les autorités persévèrent par une deuxième relance qui intervient exactement un mois plus tard. Le 11 novembre, une circulaire émanant du Ministre de l'intérieur, en concertation avec celui des Armées, demande au préfet que soit mieux organisé et cordonné un dispositif qui, constate-il, « peine à réussir ». Dans la chaîne descendante de l'autorité, elle a pour conséquence immédiate une nouvelle sollicitation des maires le 17 novembre par laquelle les viticulteurs sont lyriquement appelés à conjuguer à nouveau fierté viticole régionale et patriotisme national. Il s'agit de céder rapidement et gracieusement à l'autorité militaire une partie, cette fois précisée, de leur récolte et pour la première fois la fonction guerrière du breuvage se fait nettement explicite :

⁹⁸⁸ ADH, sous-série10 R50, dons de vins, (1914-1916), lettre du préfet aux maires 2 octobre 1914.

⁹⁸⁹ ADH, sous-série10 R50, dons de vins, (1914-1916), lettre du général Grossetti, commandant le 16e corps, au préfet de l'Hérault, 28 novembre 1914

⁹⁹⁰ ADH, sous-série10 R50, dons de vins, (1914-1916), lettre de Jean Castan au préfet de l'Hérault, 8 octobre 1914.

« Le vin a retrouvé une antique renommée. Demain, si vous le voulez, il ira vers le front soutenir l'ardeur de nos soldats. Ceux du Nord, d'Angleterre et de Belgique apprendront à le connaître, ceux du Midi seront joyeux de le reconnaître. Le triomphe de notre vin accompagnera la victoire de la France (...) Il a paru, à titre d'indication, que la contribution, d'ailleurs libre et illimitée, de chacun à ce beau mouvement de solidarité patriotique, ne pourrait guère être inférieure à 1 % de la récolte. »⁹⁹¹

Dans l'idéal du contenu de ce nouveau courrier de deux pages, la démarche mieux explicitée et encadrée, prise en charge et exploitée conjointement par les ministères des Armées et de l'Intérieur, généralisée par les pouvoirs publics, prévoit des dons gérés au niveau local par les maires à la tête de commissions de sélection et de réception et placés sous la responsabilité de l'Intendance militaire qui en assure l'enlèvement, le transport vers le front et rembourse les différents frais d'expédition. Le message du préfet prend à cette occasion des allures d'injonction culpabilisante qui rend pour le moins ambigu le caractère bénévole du don. L'initiative est simultanément relayée dans la presse nationale, ce qui peut rajouter une pression supplémentaire sur tous les acteurs de la filière :

« Une dépêche évoque la mobilisation des vignerons du Midi pour fournir le front. L'exemple pris est celui du département de l'Hérault ; sur l'initiative de M. Causse, le Préfet du département, les représentants des associations agricoles, des syndicats de négociants, les parlementaires et les élus cantonaux se sont réunis pour l'organisation de l'œuvre du vin aux soldats. Au nom du commerce et de la propriété, les délégués ont pris l'engagement de donner à l'armée gratuitement une quantité de vin sur la base de un pour cent de la récolte de l'Hérault qui a produit cette année quatorze millions d'hectolitres. Ainsi il pourra être fait don à l'état de 140 000 hectos. Chaque propriétaire tiendra son quantum à la disposition de l'administration militaire qui se chargera du transport. Les vins donnés à l'armée seront exonérés des droits de circulation »⁹⁹²

Les prétentions sont donc déjà revues à la baisse, l'opération se limitant cette fois à l'Hérault. Mais les courriers se multiplient avec les préfetures du Gard, de l'Aude et des P.O. pour échanger les expériences et fixer des modalités satisfaisantes. Mi-novembre, une organisation unique réunissant notables, autorités administratives et

⁹⁹¹ ADH sous-série, 8R35, Journal des communes du 17 novembre 1914, circulaire du préfet aux maires du département

⁹⁹² Le journal de Limoges, 20 novembre 1914, cité par Louis, J. Luc, Guilhem, SECONDY, *Les Héraultais dans la guerre de 1914-1918*, opus cité, p.118

représentants politiques, L'« Œuvre du vin au soldat » a donc vu le jour sous la tutelle préfectorale. Pour réussir, elle peut s'appuyer sur les déclarations obligatoires de récolte qui avaient été instaurées après le mouvement de 1907 pour contrer la fraude. Ses appels semblent davantage atteindre leurs cibles si l'on en croit les recommandations de François Fabre à sa mère et son épouse exprimées le 19 novembre qui révèlent par ailleurs que le bénévolat est bien perçu ici dans ses limites et que le propriétaire comprend le dispositif de « don » plutôt comme un prélèvement obligatoire, qu'il fixe à 1 % de sa production, du par l'ensemble de la communauté des propriétaires dont il ne s'agit pas de se démarquer :

« Pour le vin qui sera prélevé chez tous les propriétaires vous n'aurez qu'à faire comme tous les autres. Vous n'avez qu'à donner du vin vieux des fûts. Probablement qu'il faudra donner 600 litres environ. Vous ferez comme les autres propriétaires qui récoltent comme nous. S'ils donnent davantage, vous les imitez. »⁹⁹³

Pourtant, malgré toute la publicité diffusée par voie de presse, et l'appel aux maires, le succès paraît encore limité d'après le courrier du préfet daté du 27 novembre dans lequel il se plaint au ministre de l'attitude négative des négociants qui justifie ce semi-échec :

« Le Moniteur vinicole avait fait, dès le début, contre cette œuvre dont vous avez été le promoteur, une campagne assez vigoureuse, trop facilement accueillie par le Commerce du département qui, très affecté par les changements violents des cours des vins de l'année, n'était que trop disposé à prêter l'oreille à certaines suggestions d'inertie »⁹⁹⁴

Le 9 décembre encore, le sous-intendant-militaire déplore auprès du sous-préfet de Béziers qu'il n'ait pu « qu'une seule fois expédier du vin aux armées provenant des communes de son arrondissement », l'expression « une seule fois » étant soulignée à la main, geste révélateur d'un certain agacement ou dépit.⁹⁹⁵

De plus, concernant les vins vieux, les commerçants sont les plus concernés de la filière, puisque ils ont déjà largement acheté le vin de 1913 ou préempté celui de 1914. Par ailleurs beaucoup sont également des propriétaires politiquement influents à l'image

⁹⁹³ François à Marie et Marguerite Fabre, 19 novembre 1914.

⁹⁹⁴ ADH, sous-série 10 R50, *opus cité*, lettre du préfet de l'Hérault au ministre, 27 novembre 1914

⁹⁹⁵ ADH, sous-série 10 R50, *opus cité*, lettre du sous-intendant militaire au préfet de l'Hérault, 9 décembre 1914

d'un des plus importants d'entre eux dans le département, Auguste de Crozals⁹⁹⁶, vice-président de la Confédération Générale du Vin et maire de Portiragnes, petite commune littorale voisine de Vias qui prend la plume dans un long article de *l'Éclair* du 10 décembre, investissant désormais publiquement le débat⁹⁹⁷. Il craint que les vins livrés ne soient de mauvaise qualité, perdent leur identité dans les mélanges ce qui serait préjudiciable à la réputation des vins de l'Hérault, et surtout, tout en réaffirmant ses convictions patriotiques, il refuse que seule sa profession contribue à l'effort de guerre. Mais il va plus loin en proposant pour pallier tous ces inconvénients que les dons soient pris en charge par les municipalités. Stéphane Le Bras s'est attaché à exposer les arguments de cette corporation, qui explique ses réticences face à une organisation qui d'une part ne garantit pas la qualité du vin, mais pourrait devenir pérenne, entravant alors la liberté de commerce à laquelle le milieu est très attaché⁹⁹⁸. Pourtant, ce sont toujours 140 000 litres de vin, soit 1% des récoltes, qui doivent théoriquement être expédiés par l'autorité militaire aux armées et le préfet contrarié ne se décourage pas. Il entreprend une troisième relance enthousiaste le 21 décembre⁹⁹⁹, à la veille des fêtes de Noël, date qui mérite peut-être d'être relevée pour son éventuelle charge symbolique émotionnelle dans les familles qui voient la guerre s'éterniser et les listes des soldats disparus s'allonger. Soulignant que « l'œuvre du vin au soldat est sortie de la période difficile qu'elle connaissait », il vient cette fois proposer aux maires une organisation logistique très simplifiée, balayant d'un revers de plume, une par une, toutes les objections mises en avant par les négociants et les gros propriétaires. À cette occasion, il est envisagé pour la première fois le remplacement du vin par une somme d'argent équivalente afin de faire face aux difficultés éventuelles de stockage et de transport. Ce nouveau courrier au ton résolument volontariste propose sur deux pages un dispositif détaillé censé répondre à toutes les objections des professionnels. Il repose d'abord sur

⁹⁹⁶ Stéphane LE BRAS, *Le négoce des vins en Languedoc: l'emprise du marché: 1900-1970*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2019, p.170. D'après l'auteur, A. de Crozals est la seconde fortune du département estimée à 4 à 5 millions de francs

⁹⁹⁷ *L'Éclair*, 10 décembre 1914, p. 2

⁹⁹⁸ Stéphane Le BRAS, « Le négoce des vins languedociens face à la mise en guerre de l'Etat (1914-1920), opportunités, résistances et engagements dans Sylvain BERTSCHY et Philippe SALSON, *Les mises en guerre de l'État: 1914-1918 en perspective*, opus cité, p. 133-154.

⁹⁹⁹ AMA, sous-série 537/6, dons de vin aux soldats, 1914-1915, H4-03, lettre du préfet de l'Hérault aux maires, 21 décembre 1914.

la centralisation des dons en un endroit unique proche de la gare où une dégustation pourra évaluer la qualité des vins, organiser leur sélection et ensuite seulement permettre le mélange dans les wagons foudres envoyés par l'Intendance militaire puisqu' « il faut à tout prix, maintenir la bonne renommée des produits de l'Hérault, et éviter d'affaiblir la portée de la patriotique générosité qui se manifeste partout. » Les maires et les notables se retrouvent à nouveau au cœur du dispositif puisqu'il leur incombe de former gracieusement des commissions de souscription et de réception dans chaque commune, de trouver un lieu de stockage, tandis que le service de l'Intendance militaire « fera appel au patriotisme des viticulteurs et leur demandera de l'aider dans cet important travail en fournissant chevaux et chariots. Lorsque ceux-ci feront défaut, elle prendra les dispositions nécessaires » pour le transport de la cave à la gare expéditrice. De même, elle fournira les derniers muids « quand il ne sera pas possible d'en trouver en quantité suffisante dans les communes ». Enfin, fin décembre, à force de relances tenaces, l'appel atteint les acteurs concernés. C'est lui que l'on retrouve dans les archives des deux communes principales du canton dans lesquelles les dons commencent à cette date à être effectifs, soit finalement assez tardivement, bousculant localement l'inertie qui a prévalu durant presque trois mois.

Si l'on sait peu des deux communes les plus petites, les fonds municipaux sont assez fournis pour Agde¹⁰⁰⁰ qui choisit pour ce faire une procédure différente de celle de Marseillan, même si toutes deux disent instaurer les commissions pour se conformer à la demande préfectorale. Marseillan, reprenant peut-être à son compte la proposition récriée du maire de Portiragnes, centralise non seulement les dons mais prend également à sa charge leur financement en usant de la faible marge de manœuvre dont elle dispose à savoir le budget des contributions indirectes. Dans la séance du conseil municipal du 23 décembre le maire annonce ainsi que « le don de 2230 hl de vins aux armées soit 1% de la déclaration de récolte de cette année est acheté par la mairie aux propriétaires par lots ». Est-ce pour cela que les listes de souscriptions sont si peu fournies ou au contraire la mairie devant leur faiblesse en a-t-elle assuré le relais ? Quoi qu'il en soit et comme s'en indignait le préfet après la proposition d'A. de Crozals quelques semaines

¹⁰⁰⁰ AMA, 537/6, dons de vin aux soldats, 1914-1915, H4-03.

plus tôt, le dispositif relativise fortement la notion de don¹⁰⁰¹. Inversement, à Agde, le maire-délégué, organise la souscription par placards successifs à destination des propriétaires, qu'il double d'une publication dans le journal local le 24 décembre. Il y réitère la rhétorique préfectorale à même de motiver les éventuels donateurs, leur promettant une récompense hautement symbolique : « leurs noms seront publiés dans les journaux et inscrits sur les pages du Livre d'or départemental où s'affirmera devant tout le pays la générosité de nos viticulteurs »¹⁰⁰² annonce t-il.

2.2.1.2.2. Bilan.

Quel est le bilan dans le canton ? Qui donne ? Qui donne plus et qui donne moins ? Si tant est que les dons de vin puissent représenter « avant tout des marques de soutien, de patriotisme marquant une cohésion nationale »¹⁰⁰³ et donc leurs limites, des marques de défection.

Tableau 2-6. Dons de vin en hl dans les quatre communes¹⁰⁰⁴

	AGDE	BESSAN	MARSEILLAN	VIAS	TOTAL CANTON
DECLARATION	259699	183994	223087	19863	862410
DONS	1020	1200	2230	590	5040
%	0,39	0,65	1	0,3	0,58

On constate d'abord que dans les quatre communes les propriétaires ont finalement répondu massivement à l'appel. Pour autant, le dispositif dont les comptes sont clôturés en mars, n'atteint pas ses objectifs de 1% de la déclaration de récolte, en particulier à Vias et Agde malgré les incitations symboliques de l'édile et y compris en incluant les dons en argent. Seule Marseillan où la municipalité a pris en charge l'opération livre ce 1 %. Le fonds municipal marseillannais contient cependant un cahier non daté sur lequel on trouve la liste préétablie de 580 propriétaires. 285 ont participé aux dons à hauteur de 864 hl et 464,50 francs. Soit un peu plus de la moitié des propriétaires et 0,3% de la récolte soit au départ l'équivalent d'Agde ou Vias. Le donateur le plus important est

¹⁰⁰¹ AMM, sous-série 1D16, registre des délibérations du conseil municipal 1909-1916, en ligne p. 187

¹⁰⁰² AMA, 537/6, dons de vin aux soldats, 1914-1915, *opus cité*, *L'Avenir Agathois*, 24 décembre 1914

¹⁰⁰³ Béatrix PAU, *Des vignes aux tranchées, la Grande Guerre en pays biterrois*, *opus cité*, p. 47

¹⁰⁰⁴ ADH, sous-série 10 R51, dons de vins, Cahiers récapitulatifs par commune, mars 1915.

Barral d'Estève avec 50 hl sur les 6620 hl récoltés, suivi de Jean Filliol qui a donné 12 hl sur les 2780 récoltés. Le don le plus bas est de 40 litres sur une production de 17 hl auquel s'ajoute le produit de trois « grappillages » de 6 à 20 hl¹⁰⁰⁵. Est-ce face à la faiblesse quantitative de la réponse de ses administrés aux vues des exigences préfectorales, que la municipalité a choisi de prendre en charge la contribution de la commune ? C'est un facteur d'explication comme peut l'être encore celui du soutien des élus à ses viticulteurs qui doivent écouler une production plus abondante qu'à l'habitude. Ou bien encore un moyen de pallier les difficultés logistiques toujours réelles.

Les archives agathoises sont suffisamment fournies pour permettre un bilan plus détaillé pour ceux qui arborent le titre de propriétaires. L'hebdomadaire local, *L'Avenir agathois*, publie bien en deux temps, le samedi 16 janvier (133 noms) et le samedi 6 février (34 noms), comme promis, deux listes de « Propriétaires Récoltants de la Commune d'Agde qui ont offert généreusement du vin de leur cave à l'œuvre du vin aux soldats ». L'utilisation des majuscules dans le titre visant certainement à donner plus de poids symbolique ou de solennité au geste. Elle comprend donc au total 167 noms soit à peine moins que le nombre des Agathois qui dans le recensement de 1911 ou l'annuaire de la viticulture de l'Hérault de 1914 se déclarent propriétaires (Ils sont respectivement 181 et 177 et environ 70 % des noms correspondent). On constate cependant qu'il manque quelques noms d'importance tels le Baron Desprès du domaine de Mermian, Emmanuel Laurent de Belle île, Jean Fabre du domaine Mourre ou Montanié de la Grande Prunette.

Tableaux 2-7. Répartition des donateurs agathois selon leur production en hl.

REPARTITION EN QUANTITE				
Récolte totale en hl	moins	Base de 1 %	plus	Total
plus de 900	14	12	3	29
400-900	21	30	13	64
50-400	12	24	38	74
TOTAL	52	66	49	167

¹⁰⁰⁵ AMM, sous-série 4H3, mesures de guerre, Dons de vins, récolte 1914

REPARTITION EN POURCENTAGES

Récolte totale en hl	moins	Base de 1 %	plus	Total
plus de 900	48,27 %	41,38 %	10,35 %	100
400-900	36,91 %	41,66 %	21,43 %	100
50-400	12,96 %	35,19 %	51,85 %	100

Les écarts de récolte et donc de dons qui s'étalent de 50 litres à 130 hectolitres sont considérables mais ne font que refléter les grandes disparités existantes entre propriétaires. La plus faible quantité produite est de 50 hl et le plus faible don de 50 litres correspondant à une récolte de 60 hl. Les plus petits viticulteurs, ceux qui produisent moins de 50 hl, n'ont visiblement pas été sollicités à la différence de ceux de Marseillan ou encore de Béziers¹⁰⁰⁶ et on ne sait quelles logiques, que l'on peut imaginer avant tout logistiques, ont prévalu à cette absence dans le chef-lieu de canton. Les deux listes détaillées des dons et des donateurs permettent d'interroger plus précisément les différents comportements des propriétaires et pour ce faire un tableau a été construit dans lequel les contributeurs ont été classés en trois groupes. Le premier rassemble ceux qui produisent plus de 900 hectolitres en 1914, ce qui correspond peu ou prou aux campagnes les plus importantes, le deuxième regroupe l'ensemble des propriétaires moyens (de 400 à 900 hl) et le dernier les petits propriétaires (moins de 400 hl). C'est à dire un peu plus que l'équivalent de deux foudres. Cette base de 400 a été constituée à partir de la décision de la préfecture prise en 1916 de ne plus verser l'allocation journalière aux familles de mobilisés qui déclaraient plus de 300 hl. Ce chiffre aurait pu servir de critère mais la production de l'année 1914 était exceptionnelle. De plus, la coopérative de Bessan avait donné cette quantité comme limite de production. Les chiffres ont été arrondis à plus ou moins 10 % du don minimal fortement suggéré par le préfet qui était de 1%. Si le don dépasse 1,1 %, le propriétaire est donc considéré comme donnant plus et inversement, s'il n'atteint pas 0,90 %, il est considéré comme donnant moins.

Le premier constat qui s'impose est qu'avec 1020,88 hl et 260 francs en argent pour une déclaration de récolte de 259 699 hl, la commune d'Agde est très loin d'atteindre les objectifs fixés par le préfet même si l'on rajoute les cinq donateurs, soit 3

¹⁰⁰⁶ Béatrix PAU, *Des vignes aux tranchées, la Grande Guerre en pays biterrois*, opus cité, p 46

% à peine de l'ensemble, qui ont préféré offrir de l'argent sur la base qui semble avoir été communément adoptée de 10 francs l'hl, pour atteindre l'équivalent de 1%. Dans ce cas, le plus important de loin de ces cinq propriétaires, Sabatier-Dézarnaud, qui produit 4800 hl et devrait donc donner 48 hl ou 480 francs, ne se déleste que de 200 francs soit même pas 0,5 % de la valeur de sa récolte. Joseph Dézarnaud est pourtant capitaine d'infanterie au 80^e RI et en décembre il vient de rejoindre son régiment après une première blessure au bras. Mais on ne sait quelle est sa part dans cette association. Par ailleurs, si la majorité des donateurs s'en tiennent au 1 %, le considérant manifestement comme une norme, on constate qu'en ne donnant rien et pour moitié d'entre eux moins de 1% de leur récolte, les grands propriétaires se sont proportionnellement davantage dérobés à leur « obligation patriotique » que les petits qui ne sont que 12,96 % à donner moins et surtout qui sont plus d'un sur deux à donner plus. En ce qui concerne les communes, bien que les bons de souscription soient remplis et le vin mis en réserve, l'affaire n'est pas conclue car la question de la conservation et du transport au point de centralisation engendre une succession de nouvelles difficultés logistiques. Il faut en effet trouver dans chaque commune un local et des transporteurs. Si Gabriel De Vuillod, de loin le plus important propriétaire de Bessan, met sa cave de Caillan à la disposition des viticulteurs de sa commune¹⁰⁰⁷, Vias n'a ni local, ni futaille disponible¹⁰⁰⁸. Le recueillement du vin s'avère donc très long. Il s'étale à Agde de mars à l'automne 1915 voire au-delà. Le 15 mars 1915, le directeur des services agricoles vient en personne rencontrer la commission communale et le 12 avril écrit au maire pour lui demander où en est le rassemblement qui semble traîner. Ce n'est que le 5 juin, que la préfecture annonce l'enlèvement. Enfin, le 14 juillet, l'envoi d'un wagon-foudre qui arrive sur un train à petite vitesse le 17 juillet, suivi d'un second le 24, permet l'essentiel des expéditions. Une facture du transporteur Louis Sahuc permet de dire que son entreprise s'est chargée au moins du déplacement du vin à la gare si ce n'est de sa centralisation pour un montant de 177, 50 francs, payé le 7 août 1915¹⁰⁰⁹. Mais le 3 septembre, une lettre du service de ravitaillement reçue par le maire montre que l'affaire n'est toujours

¹⁰⁰⁷ ADH, sous-série 10R50, *opus cité*, lettre de remerciement du préfet à Gabriel de Vuillod, 24 décembre 1914.

¹⁰⁰⁸ ADH, sous-série 10R50, *opus cité*, lettre du maire de Vias au préfet de l'Hérault, 11 mars 1915

¹⁰⁰⁹ AMA, 537/6, dons de vin aux soldats, 1914-1915, H4-03

pas encore entièrement réglée alors que les vendanges ont commencé. Inversement, à Marseillan, les wagons-foudres envoyés par l'armée ont emmagasiné les derniers muids le 23 septembre 1915. Le 15 octobre, le régisseur des Salins du Midi s'impatiente encore et précise que non seulement il ne peut pas apporter les 56 hl de vin rosé à la gare par manque de moyen de transport – ses chevaux ont souffert de la réquisition – mais qu'il ne peut plus non plus les conserver. La préfecture conciliante propose alors de remplacer le don avantageux par une somme en argent sur la base des prix de 1914 qui étaient bien moins élevés. Elle essuie pourtant un refus soulignant qu'il s'agit peut-être aussi pour les donateurs dans ce geste, plus que de simples marchandises, pour être chargées de symbolique et d'affect.

2.2.1.2.3. Jean Meyer ou la figure du don patriotique ?

Par l'exceptionnalité de son don, le cas du très grand propriétaire du domaine Maraval et négociant Jean Meyer mérite un focus. En effet, il est à la fois le plus important producteur du canton avec 8756 hl mais aussi entre tous ses collègues, le donateur le plus généreux avec 130 hectolitres. Il ne l'est pas en pourcentage (1,48%) puisque c'est Gaston Japy, propriétaire de la campagne St Paul, qui donne 1,8 % de sa récolte. Il est le seul dont on sait qu'il a fait envoyer en solitaire le 24 décembre, 130 hl, soit l'équivalent d'un wagon-réservoir, de vin vieux rouge offrant même de l'apporter par ses soins à la gare. Une lettre de remerciement au maire d'Agde, expédiée par le directeur de l'hôpital de Mende confirme que le vin a bien été livré le 2 janvier 1915. Cette générosité n'est pas qu'éphémère puisque trois mois plus tard il fait parvenir aux blessés biterrois de l'hôpital de Dôle un fût de vin blanc¹⁰¹⁰. Mais au-delà de l'élan manifestement patriotique, n'existe-il pas d'autres facteurs susceptibles d'expliquer cette magnanimité exceptionnelle ? En effet, la mobilisation a bousculé la situation professionnelle et surtout sociale de ce négociant de 54 ans en le signalant comme potentiellement suspect selon les nouveaux critères de réputation nés de l'état de guerre. Et de siège. Avant le mois d'août 1914, le Suisse Jean Meyer, dont la nationalité est assez courante en Languedoc dans les milieux du commerce¹⁰¹¹ mais moins dans ceux

¹⁰¹⁰ L'Éclair, 18 avril 1915

¹⁰¹¹ Stéphane LE BRAS, *Le négoce des vins en Languedoc: l'emprise du marché: 1900-1970*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2019, p.192

de la grande propriété viticole, arbore tous les signes d'une ascension sociale fulgurante et d'une intégration parfaitement réussie dans le monde des grands négociants et propriétaires viticoles biterrois, succès qui s'incarne dans la villa Valrose où il réside à Béziers sur le Pech de la Pomme ainsi que dans son immense campagne de Maraval à Agde. Il a appris dès l'âge de 18 ans son métier à Nîmes où il a rencontré son épouse, Blanche Rouville, elle-même fille de négociant, avec laquelle il s'est installé dans la capitale du vin où il est également devenu un important propriétaire de tout l'arrondissement faisant partie des trois plus importants récoltants du canton agathois. Il se place à la pointe de l'innovation technique : au-delà du fait qu'à côté du vin ordinaire, il réserve quelques parcelles à des vins de grande qualité, il abandonne dès 1902 les foudres en chêne pour leur préférer des cuves en béton construites par l'entrepreneur suisse Borsari venu de Zurich comme quelques rares propriétaires. En effet, l'entrepreneur en maçonnerie Caruso et les frères Maffre à Agde ou Benoit Saillan de Vias se sont spécialisés dans la construction de ces cuves parfois élégamment décorées pour ces domaines¹⁰¹².

Mais il est né à Ryken dans le canton de Zurich, soit en Suisse allemande ; être allemand, même à peine, au moment où se déchaîne la xénophobie antigermanique exacerbée par la presse, fragilise même les plus puissants qui doivent donner des gages de loyauté à hauteur de l'importance de leurs capitaux, puisque l'état de siège conduit les ressortissants des puissances ennemies présents sur le territoire à devoir « quitter ce dernier sous peine d'être consignés dans des camps de concentration »¹⁰¹³. De fait, l'Hérault ouvre le sien à Béziers en octobre dédié cependant aux Alsaciens-Lorrains uniquement¹⁰¹⁴. De plus les propriétaires et négociants qui travaillent avec la Suisse sont particulièrement surveillés comme par exemple la dizaine de ceux de Vias et de Marseillan qui travaillent avec la maison Blûcher installée à Cette¹⁰¹⁵. C'est que le gouvernement français soupçonne le pays neutre d'alimenter l'Allemagne. Dès lors la

¹⁰¹² Michel ADGE, « éléments matériels de la vigne agathoise », dans, Jean SAGNES (dir.), *La vigne et le vin à Agde et dans sa région*, actes du colloque du GRHISTA, 2010, p. 60.

¹⁰¹³ Laurent, DORNEL, « L'appel à la main-d'œuvre étrangère et coloniale pendant la Grande Guerre : un tournant dans l'histoire de l'immigration ? », *Migrations Société*, vol. 156, no. 6, 2014, p. 51-68.

¹⁰¹⁴ Jean Claude FARCY, *Les camps de concentration français de la première guerre mondiale (1914-1920)*, Paris, Anthropos, 1995.

¹⁰¹⁵ ADH, sous-série 10 R 250, Main d'œuvre agricole, réglementation, contrôle (1916-1919), contrôle du commerce avec la Suisse, liste de propriétaires viassois.

direction de la Sûreté générale liste leurs expéditions conformément à un décret du 24 septembre 1914 qui interdit d'approvisionner l'Allemagne, puis à la loi du 4 avril 1915 qui interdit tout échange avec des commerçants des nations ennemies.

De plus, à l'heure où la foi catholique reprend de nouvelles couleurs sous celles de la Nation en armes, Jean Meyer est issu d'une famille protestante et, plus grave encore peut-être, il a créé une revue de spiritisme qui a été suspendue peu avant la guerre. Quel est alors le poids de la peur de représailles politiques, de la pression sociale et d'une éventuelle stigmatisation pouvant s'exercer sur lui, dans la démarche qui le conduit à se montrer si généreux ? On peut imaginer qu'en particulier au début de la guerre, ce négociant ait du proclamer haut et fort son attachement à la nation française en donnant des gages tangibles de sa loyauté – et de celle de sa famille - à l'ensemble de ses réseaux français. Quel rôle a-t-il joué dans l'engagement volontaire de son fils Louis ? Le 22 août 1914, le jeune homme né en 1891 à Béziers, qui n'est pas mobilisé car étranger rejoint la Légion étrangère et ce geste entraîne la naturalisation le 27 septembre. Son incorporation dans le 58^e RI où il devient caporal dès novembre 1914 lui vaut d'être blessé, proposé pour un changement d'arme dans la cavalerie, intégré ensuite les E.T.E, où il devient rapidement sous-lieutenant le 29 juin 1917¹⁰¹⁶. Au regard de cette nouvelle situation, donner plus de vin et plus vite que les autres peut représenter un gage ostensible d'intégration dans l'Union sacrée et de tranquillité dans la société languedocienne. Un rapport de police composant une enquête menée en 1917 dans le département sur les ressortissants suisses fait état de sa « loyauté certaine » et met en avant ces arguments concernant ses « dons au début de la guerre » et l'engagement de son fils Louis¹⁰¹⁷. En 1921, il rachète les 100 hectares composant l'immense campagne agathoise de Tredos, ce qui laisse entrevoir qu'au final sa stratégie aura été bénéfique, Stéphane Lebras incluant son affaire dans « les grandes structures qui perdurent après la guerre. »¹⁰¹⁸ Au bout d'une opération qui ne se renouvelle pas à cette échelle, la contribution du canton s'est élevée à 5040 hl et celle du seul

¹⁰¹⁶ Fiche matricule 1670 au recrutement de Béziers, classe 1917 (registre des étrangers).

¹⁰¹⁷ ADH, sous-série 8 R76, enquêtes sur l'activité des Suisses dans l'Hérault en 1917, rapport de police, 12 juillet 1917.

¹⁰¹⁸ Stéphane LE BRAS, *Le négoce des vins en Languedoc: l'emprise du marché : 1900-1970*, opus cité, p.244

département de l'Hérault aurait atteint 100.000 hl voire moins ¹⁰¹⁹, c'est-à-dire des quantités éloignées d'environ un tiers des prétentions de départ mais qui auront sollicité des centaines d'acteurs pour un bilan non négligeable. Néanmoins l'organisation solidaire du dispositif, sinon forcée, du moins plus que largement encouragée par les autorités, bien qu'elle ait révélé de multiples tensions, lenteurs et inerties, peut être considérée comme un succès, pas tant par les quantités récoltées que parce que sa mise en œuvre s'avère un entraînement décisif à l'instauration des réquisitions, y compris en s'imposant dans les imaginaires de nombreux acteurs comme des obligations au moins morales.

En permettant finalement l'acheminement important de grandes quantités dans les hôpitaux ou les tranchées, le dispositif des dons de vin aux soldats a, malgré ses multiples déboires et ratés, incontestablement joué le rôle de long prélude à celui, bien plus autoritaire, des réquisitions instaurées dès 1915. En cela les craintes de départ émises par les grands négociants puis propriétaires n'étaient pas totalement infondées.

2.2.2. Dans la guerre qui dure, une ressource plurielle.

2.2.2.1. Un quart, un sixième, un tiers : l'instauration des réquisitions.

2.2.2.1.1. Un dispositif complexe et intrusif.

Selon Stéphane le Bras, l'armée est l'un des plus gros clients du négoce languedocien depuis les guerres napoléoniennes et quand la guerre approche le seul département héraultais grâce à des rendements spectaculaires fournit près d'un cinquième des vins à la consommation nationale. Or la demande de l'armée ne cesse de s'accroître. Tandis qu'en avril 1914, une première instruction alloue de manière régulière un quart de litre pour la ration normale journalière et un autre quart pour la ration forte à chaque « soldat bivouaqué », les rations augmentent dès octobre sur décision du ministère de la Guerre, ce quart étant octroyé à chaque soldat mobilisé dans la zone des armées, ce qui rend nécessaire au minimum un million de litres par jour. En décembre 1914, ce sont encore 25 cl de plus, et 12,5 cl encore au début de 1915 qui sont octroyés quotidiennement puis

¹⁰¹⁹ Cité par Stéphane LE BRAS, « Si loin, si proche. La filière vitivinicole héraultaise dans la Grande Guerre (1914-1919) » *opus cité*

cette ration gratuite passe à un litre en novembre 1916. De plus, les soldats peuvent se fournir auprès des coopératives militaires quand elles existent ou dans les estaminets qui fleurissent sur le front. Selon les prévisions officielles, pour 1917, les besoins du pays s'élèvent à 6 millions d'hectolitres et à 10 millions pour 1918¹⁰²⁰.

La production croissante du vin et son acheminement aux armées sont donc rapidement considérés par les autorités comme un enjeu crucial de la victoire au regard de sa consommation exponentielle qui trouve sa traduction dans les discours des autorités départementales et les représentations qu'elles induisent. Ainsi, lors de l'organisation de la journée caritative de l'Hérault d'octobre 1916, les autorités administratives et militaires du département commandent une carte postale à l'illustrateur parisien Alphonse Willette qui est très présente dans les lots de correspondances. Elle met en scène, sous un soleil radieux, un solide Dionysos assis sur un fût de vin imposant, drapé dans ses attributs. Il porte la couronne de vigne, l'habit de peau de lynx et le thyrses. Avec ce bâton surmonté d'une pomme de pin, il chasse un gros soldat prussien ridiculisé, assimilé au phylloxéra, sous les encouragements d'un jeune poilu hilare qui déguste un verre de vin rouge. Le discours patriotique s'est désormais niché jusque dans les tonneaux du Midi. Pour cette même journée, qui d'après Béatrix Pau rapporte à Béziers des sommes exceptionnelles au regard de toutes celles organisées durant le conflit, des bijoux sont mis en vente par les autorités pour deux ou trois francs, soit l'équivalent d'une journée de vendange d'une ouvrière agricole, avec cet argumentaire :

« Ce sont de nouvelles vendanges qui vont avoir lieu dans toutes les communes de l'Hérault et la marchandise étant de très belle qualité, le produit de la récolte étant tout entier acquis aux blessés, aux malades, aux mutilés, aux aveugles, aux réfugiés, aux orphelins, aux prisonniers, tous tributaires des œuvres de guerre, il est certain que pas une grappe ne restera accrochée aux inventaires des vendeuses. Toutes seront cueillies »¹⁰²¹

Si la métaphore viticole est filée jusqu'au bout, c'est que ces pendentifs « blanc métal patiné vieil argent », « noir doré en métal platiné vieil or » ou simplement « émaillé noir » représentent tous une grappe de raisin qui ancrent les œuvres caritatives dans

¹⁰²⁰ Stéphane Le BRAS, « Négoce des vins et grande propriété viticole en Languedoc dans la première moitié du XXe siècle : interactions, partenariats et communauté d'intérêts », *opus cité*.

¹⁰²¹ Cité par Béatrix Pau, *Des vignes aux tranchées, la Grande Guerre en pays biterrois*, *opus cité*, p. 48-49

l'identité régionale en liant les intérêts des autorités politiques et militaires à ceux des producteurs et négociants¹⁰²².

Par l'intermédiaire de l'Intendance militaire, l'instauration nationale du système des réquisitions, qui devient la règle dès septembre 1915 fait partie de l'ensemble de ces ajustements mis en œuvre pour faire face à une guerre qui s'annonce longue, alors que l'armée peine à approvisionner régulièrement le front en vin de bonne qualité sans ouvrir la porte à la spéculation. Pour la campagne 1915-1916 avec 1,2 million d'hl fournis, le département est de loin le premier sollicité au niveau national. En octobre 1918, à la fin de la campagne 1917-1918, les quantités enlevées par l'Intendance militaire dans le cadre du ravitaillement régulier s'élèvent à plus de 3 millions d'hl¹⁰²³. La mise en œuvre de cette politique interventionniste et régulatrice par le biais de prélèvements obligatoires qui englobe un nombre variable mais toujours considérable de viticulteurs qu'ils soient propriétaires, fermiers ou métayers s'avère donc un succès. Pourtant durant plus de trois ans, de l'été 1915 à la fin de l'année 1918, elle s'avère progressive et changeante. Des premières tentatives ont lieu dès août 1915 sur la récolte de 1914, mais, comme le souligne le maire-délégué d'Agde, Pascal Authébon, ces vins sont à cette date déjà vendus. L'armée parvient cependant à atteindre 44 récoltants de la commune ayant produit entre 120 et 8776 hectolitres qui voient leur récolte prélevée de 10 et plus souvent 20 %¹⁰²⁴. À partir d'octobre 1915, face à la production catastrophique qui s'annonce – celle du canton chute de plus de la moitié par rapport à 1914 - la décision est prise par l'État de récupérer systématiquement un quart de l'intégralité des récoltes. Dès le 3 octobre, à peine les vendanges sur le point de s'achever, le préfet demande impérativement aux maires de faire remonter les déclarations au sous-intendant militaire Birot pour le 18 du mois et d'avancer à l'armée les frais de transport des caves particulières à la cave commune¹⁰²⁵. Cette première réquisition générale fait l'objet dans les mairies d'un arrêté municipal daté du 15 octobre qui prévient les « récoltants et commerçants en vins en vertu de la décision du ministre de la Guerre de

¹⁰²² ADH, sous-série, 2R783 9/30, organisation de la journée de l'Hérault, 1916

¹⁰²³ Stéphane Le BRAS, «Négoce des vins et grande propriété viticole en Languedoc dans la première moitié du XXe siècle : interactions, partenariats et communauté d'intérêts », *opus cité*.

¹⁰²⁴ AMA, 537-10 Réquisitions de vin : correspondance, correspondance, 1915-1916. H4-03

¹⁰²⁵ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, *opus cité*, 7 octobre 1915

réserver un quart de la production de vin qui est réquisitionné et doit être gardé en cave ». Il est accompagné d'une mise en garde punitive prévoyant que toute soustraction s'accompagnera « d'une amende du double de la valeur de la prestation »¹⁰²⁶. Le dispositif se précise progressivement dans les cadres stricts dessinés par l'Intendance militaire qui effectue le ravitaillement des armées et, comme pour les dons, détermine à l'avance les critères de qualité, les degrés et les quantités à fournir, tandis que le sous-intendant de la XVI^e région militaire accompagné d'un officier d'administration affecté spécialement au service des vins, réalise des tournées de contrôle durant lesquelles les vins sont pesés et échantillonnés. À cette occasion, en novembre, d'un ton martial, l'officier écrit son mécontentement d'avoir constaté que trop souvent les quantités de vin réservées sont inférieures au quart des récoltes et met en garde les édiles :

« Il vous appartient et il appartient à vos administrés, chacun pour sa responsabilité, et en ce qui le concerne, d'obéir à l'ordre de réquisition qui vous a été adressé. Pour les rares intéressés qui perdraient à cet égard la notion des obligations qui leur incombent, la loi a prévu des sanctions que je crois utile de rappeler »¹⁰²⁷

Pour traduire ses menaces en actes, il va jusqu'à faire planer l'ombre du passage devant le Conseil de guerre pour les récalcitrants. Dans la marge, au crayon, moyen sans doute d'alléger la pression qui pèse sur ses épaules, le maire-délégué agathois note que la partie relative aux sanctions le concernant spécifiquement – des amendes de 25 à 500 francs - ne sera pas publiée, tout comme celle concernant l'application de la justice militaire. L'avis expurgé de ces deux passages est affiché deux jours plus tard. Les archives communales sont emplies cette année-là de réclamations de propriétaires qui disent avoir trop déclaré et donc être trop prélevés.

Tableau 2-8. Nombre de viticulteurs agathois réquisitionnés¹⁰²⁸ : des ajustements permanents

	Août 1915	1915-1916	1916-1917	1917-1918	1918-1919
nombre	44	?	494	630	328
Proportion De la récolte	?	1/4	1/6	1/3	1/3
EXEMPTION	?	AUCUNE	Jusqu'à 30 hl.	Jusqu'à 15 hl.	Jusqu'à 60 puis 100 hl

¹⁰²⁶ AMA, Registre des arrêtés du maire, 15 octobre 1915

¹⁰²⁷ AMA, 537-10, *opus cité*, lettre du sous-intendant militaire Birot au maire d' ..., 15 novembre 1915

¹⁰²⁸ AMA 537-10 à 13, réquisitions de vin : correspondances et prix d'achat des vins, 1915-1919. H4-03

En octobre 1916, année de meilleures vendanges, un sixième seulement de la récolte doit être réservé tandis que les autorités décident de s'adapter à la réalité du terrain en exonérant les récoltes de moins de 30 hectolitres, « en raison du coût jugé excessif du transport de trop faibles quantités stockées qui plus est dans des endroits éloignés les uns des autres »¹⁰²⁹. En septembre 1917, c'est un tiers de la production des récoltes supérieures à 15 hectolitres qui est concerné, proportion également de mise en 1918, mais qui cette fois ne concerne que les quantités supérieures à 100 hl. Entre 60 et 100 litres le prélèvement est progressif de 10 à 33 % puis finalement, l'armistice arrivé, le 27 décembre ces quantités sont à leur tour dispensées. Alors que les listes agathoises de 1915 ont disparu des fonds d'archives, dès 1916, le dispositif s'est nettement professionnalisé. Pour remplacer les feuilles volantes raturées présentes en 1915 à Bessan et Marseillan, des cahiers de réquisitions dactylographiés et pré remplis font leur apparition ; les noms de propriétaires s'y succèdent dans l'ordre alphabétique, d'abord écrits à la main (1916) puis à la machine (1917). L'intendance militaire fixe également la qualité selon des critères de plus en plus fins et précis. Les prélèvements portent en principe sur « les vins de qualité ordinaire, rouges, blancs ou rosés, à l'exclusion des vins de choix qualifiés fins, de luxe ou grands ordinaires et de ceux pesant moins de 7° », soit la quasi-totalité des vins héraultais. Mais parfois l'armée ne prend que le rouge, parfois le rosé et le blanc, mais jamais les vins doux ou médicamenteux. Elle détermine encore les degrés à partir desquels s'opère le prélèvement ; des vins à 8 ° puis à 7° puis finalement à 6° et jusqu'à 12° dans un premier temps, puis même au-delà : 14,2 en 1916. De toute évidence, la demande dépasse l'offre en permanence. Les autorités fixent également au dixième près les prix d'achat pour lesquels le degré sert d'étalon au barème ; ainsi pour la récolte 1915, le vin à 7° s'achète 34,5 francs et celui à 12°, plus de 42 francs. Ces prix augmentent très rapidement. De 12 à 15 francs en moyenne l'hectolitre en 1914-1915, il passe de 35 à 42 francs pour 1915-1916. Par exemple, le 8 novembre 1915 la réquisition de l'immense domaine Caillan de Bessan est annoncée. Elle est levée à l'été 1916 ; 3463 hl pour 135 705,30 francs soit 38 francs l'hl¹⁰³⁰. Jean Meyer lui vend 4120,48 hl pour 16499,80 francs soit 40 francs l'hl. Ils

¹⁰²⁹ AMA, 537-10, *opus cité*, lettre du préfet aux maires, 26 juillet 1916

¹⁰³⁰ AMB 4H5, réquisitions de vin, listes des propriétaires récoltants

atteignent et parfois dépassent 90 francs en 1917-1918. Le recueillement ne va cependant pas sans difficulté ni tension. Concernant le transport d'abord, la préfecture se plaint auprès des maires que certains charretiers chargés du transport à la gare prélèveraient quelques litres de vin qu'ils estimeraient être leur dû au nom de « certaines coutumes ». Effectivement, traditionnellement, lors des livraisons de vin aux négociants, il était admis que le charretier s'octroie un à deux litres tel un pourboire. Mais cette pratique séculaire coutumière n'est pas acceptée par les autorités qui la considèrent illégale, reflétant à la fois la mise sous contrôle et l'encadrement par l'État d'une activité peu réglementée jusque-là au plus fin du maillage territorial et les tensions sociales qui en résultent. Jules Viviani se retrouve employé à traquer les vols nocturnes pour son patron :

« Par suite d'une erreur de recrutement, je ne partis pas de suite la mobilisation. Le travail de sable ne marchant pas, je travaillais comme charretier, chez M. Sahuc, camionneur au transport de futailles. Quand vint la réquisition des vins par les Armées, je fus amené à faire cette réquisition et cela n'allait pas tout seul, combien de fois la nuit je faisais le tour de la ville, pour surveiller les fûts, qui se trouvaient dehors, ayant quelquefois constaté des manquants, car la responsabilité du patron était en jeu. »¹⁰³¹

La pratique paraît fort courante, à lire encore en septembre 1917, le camionneur bessanais, Emmanuel Ville, chargé de transporter le vin en gare de Marseillan pour organiser son expédition qui demande aux autorités militaires de « faire surveiller la gare afin que cessent les fréquents vols de vin qui se déroulent dans la nuit de samedi à dimanche »¹⁰³². Par ailleurs, le fait qu'un certain nombre de propriétaires aient vendu leur production de 1915 dès leur mise en fûts, soit avant l'appel à la réquisition, pose un autre problème pour les prélèvements de 1916 qui oblige l'intendance militaire à demander ce dû aux négociants. D'autres viticulteurs encore, en particulier d'après les sources de Bessan, ont surestimé leur récolte et ne sont pas en mesure d'assurer la livraison. Mais au regard du nombre de cultivateurs concernés, dans les sources disponibles, cette proportion apparaît relativement limitée. Les litiges, bien moins nombreux qu'en 1915, se règlent au bout de quelques courriers et à partir de 1916, les plaintes cessent quasiment, ou du moins leurs traces dans les fonds d'archives, signe de

¹⁰³¹ AMA, Souvenirs tapuscrits de Jules Viviani

¹⁰³² ADH, sous-série 10 R 52, *opus cité*, lettre d'Emmanuel Ville au préfet de l'Hérault, 21 septembre 1917

l'installation d'une procédure plus efficace et désormais mieux rodée, même si les critères en restent en permanence fluctuants. La réquisition du vin, une fois de plus grâce à la solide chaîne descendante des acteurs institutionnels est une réussite qui trouve un rythme de croisière durant tout le conflit et, malgré ses multiples ajustements, il apparaît qu'elle satisfait largement des viticulteurs désormais pour longtemps à l'abri des risques de mévente.

2.2.2.1.2. Mais un dispositif qui crée le consensus.

Les menaces que font peser les autorités sur les producteurs et les élus ne sauraient seules expliquer le remarquable succès des réquisitions qui rencontrent d'évidence l'intérêt des exploitants à vendre leur vin à l'armée à un moment où, comme l'a écrit Marguerite à François Fabre, la récolte exceptionnelle de 1914 fait que le vin « n'a pas de cours »¹⁰³³, Louis Barthas constatant de son côté que « le vin en ce moment se vendait presque rien et même se donnait tout à fait au siège de la Confédération générale des vignerons »¹⁰³⁴. Dès lors la situation fait craindre le retour des crises de mévente et réveille le spectre de 1907 ce à quoi la remarque avisée et prédictive de Joseph Dézarnaud vient déjà répondre à la fin du mois :

« Il est regrettable que nous n'ayons pas assez de place pour loger tout le vin et surtout de l'argent pour attendre car il est certain que dès que les immondes boches auront été rejetés au-delà de la frontière, les affaires reprendront. Je lisais même dans un journal donnant, il y a 8 jours le cours du vin à Bercy qu'ils étaient en hausse car les vignes de Champagne, de l'Aube et de la Meurthe ont été horriblement saccagées. Le tout serait de pouvoir loger et d'attendre. »¹⁰³⁵

De fait, les prix du vin payé par l'Intendance militaire, et les autres, augmentent très rapidement. Ils passent en moyenne de 12 francs l'hectolitre en 1914-15, prix qui se retrouve sous la plume d'André Baudou, le beau-frère de François Fabre, qui gère en partie sa propriété, le 24 octobre¹⁰³⁶, à 45 francs en 1915-1916 puis 90 francs en 1917-1918, soit presque huit fois plus¹⁰³⁷. Ce prix garanti qui offre un débouché illimité à la

¹⁰³³ Marguerite à François Fabre, 5 septembre 1914

¹⁰³⁴ Louis BARTHAS, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, opus cité*, p 16

¹⁰³⁵ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 21 septembre 1914

¹⁰³⁶ André Baudou à François Fabre, 24 octobre 1915

¹⁰³⁷ AMA 537-10 à 537-13, réquisitions de vin : correspondances et prix d'achat des vins, 1915-1919. H4-03

production suscite des adaptations permanentes de la part de l'ensemble des exploitants qui cherchent à attendre le dernier moment pour vendre aux négociants, organisant très tôt à toutes les échelles, y compris la plus petite, la spéculation qui n'est pas réservée qu'aux plus gros propriétaires ou marchands. Ainsi le 1^{er} juin 1915, Marie Jeanne Nougaret précise que son père n'a pas voulu vendre le vin au courtier 25 francs l'hectolitre, puisqu'on lui en proposait 20 francs à peine quelques jours plus tôt¹⁰³⁸ et le 30 septembre de la même année, Marguerite Fabre annonce avoir déjà vendu le sien 41 francs. C'est que les réquisitions qui garantissent un débouché à leur production et se rajoutent à la vente habituelle, font croître les prix, satisfaisant à la fois les viticulteurs-producteurs y compris les plus modestes, et les négociants. C'est ce qu'exprime, au printemps 1916, Rose Vidal, lorsqu'elle écrit à son époux : « Lundi je vais reprendre le travail à la Commère. Nous passons toujours le pyralion. Cette semaine on a tiré le vin de la réquisition à ton père. On lui en donne 39,05 F ça fait 195 F il pèse 9 et 3 il est joli et bon. »¹⁰³⁹ En pleine bataille de Verdun, un vin à 9,3° sur la récolte de 1915 s'écoule donc à 39,05 francs l'hectolitre, soit plus de trois fois plus qu'en 1914. Ce sont des sommes déjà supérieures annoncées par Marguerite Fabre en octobre – 48 à 50 francs - qui finalement cède le sien à 52 francs. Marie Loubet exprime en janvier 1918 le même contentement à propos de la récolte de son père qui vend à la fois à l'armée et aux négociants pour un prix à peu près équivalent de 90 francs :

« Mon père a vendu le vin cette semaine 90f l'hecto retiré de suite et l'argent maintenant. Il faut garder celui de la réquisition, il en a vendu 39 hecto et il lui en faut 19 pour la réquisition. Tu peux voir toi-même combien ça fait. Avant, c'était le muid, maintenant c'est l'hecto¹⁰⁴⁰. Il est vrai que les vivres sont chers. Si on ne le vendait pas à ce prix, je ne sais pas comment on ferait. Les engrais, sulfures et sulfates sont à un prix très élevé. »¹⁰⁴¹

Certes les prix des produits nécessaires à la vigne et à la qualité du raisin ont énormément augmenté. Emile Ginestet, propriétaire ancien gendarme agathois de cinq hectares, se plaint que le prix du quintal de sulfate de cuivre est passé de 50 à 55 francs

¹⁰³⁸ Marie Jeanne à Dori Nougaret, 1^{er} juin 1915.

¹⁰³⁹ Rose à Victor Vidal, 26 mars 1916

¹⁰⁴⁰ Soit quatre fois plus.

¹⁰⁴¹ Marie à Paul Loubet, 17 janvier 1918

en moyenne en 1914, à 130 à 150 francs en 1916¹⁰⁴² mais cette augmentation est largement couverte par la vente du vin. Comme l'écrit Paul Loubet, cette prospérité est en mesure de rassurer le soldat éloigné sur la bonne santé économique du foyer : « Je suis content que vous vous aidiez entre vous autres car je comprends que ton père doit être un peu embarrassé surtout à son âge mais enfin le bon prix du vin lui fera oublier ses peines »¹⁰⁴³ et Marie confirme deux ans plus tard que « au prix qu'est le vin, c'est un plaisir d'en récolter un peu. »¹⁰⁴⁴ Si ces producteurs et négociants n'échappent pas aux contrôles étatiques accrus et spécifiques liés au conflit, d'autres indices convergent pour mettre en avant la très bonne santé des acteurs de la filière vitivinicole pour laquelle Stéphane le Bras conclut sans superlatif que « le négoce sort moins affaibli que d'autres secteurs »¹⁰⁴⁵ et que « le rapport entre les pertes et le profit est bénéfique »¹⁰⁴⁶ durant le conflit.

Un premier signe se lit dans l'annonce faite en 1916 par la CGV, Confédération Générale des Vignerons, émanation des grands propriétaires, qui « ayant réussi à équilibrer ses comptes », renonce « dans l'intérêt du pays en guerre à encaisser la subvention du Conseil Général de 5000 francs »¹⁰⁴⁷. De plus les fortunes construites dans l'Hérault sur la pure spéculation quotidienne autour du prix à la hausse du vin sont réelles. Yves Pourcher cite une longue lettre anonyme dénonçant l'enrichissement de plusieurs acteurs de pures affaires d'agiotage héraultaises et languedociennes, lettre, écrit l'historien, qu'il ne « reste plus qu'à transmettre à l'Enregistrement pour que soit appliquée la loi sur les bénéfices de guerre. »¹⁰⁴⁸ Dans des marchés dont le dynamisme exponentiel est exacerbé par la guerre qui dure, des critiques se sont élevées de toutes parts pour condamner ceux qui engrangent des profits considérables, accumulant des gains inattendus et taxés pour cela de « profiteurs de guerre ». Elles ont conduit le gouvernement à promulguer une loi votée le 1^{er} juillet 1916 qui prévoit un impôt

¹⁰⁴² ADH, sous-série 10 R78, lettre d'Emile Ginestet au préfet, 9 juin 1916

¹⁰⁴³ Paul à Marie Loubet, 8 octobre 1916.

¹⁰⁴⁴ Marie à Paul Loubet, 19 avril 1918

¹⁰⁴⁵ Stéphane LE BRAS, *Le négoce des vins en Languedoc: l'emprise du marché : 1900-1970, opus cité*, p.224

¹⁰⁴⁶ *Ib.* p. 201

¹⁰⁴⁷ ADH, sous-série N409, Délibérations du Conseil Général de l'Hérault, 2 mai 1916

¹⁰⁴⁸ Yves POURCHER, *Les jours de guerre: la vie des Français au jour le jour, 1914 – 1918, opus cité*, p. 244.

exceptionnel¹⁰⁴⁹. Mais la lecture des listes de contribuables héraultais concernés mises en ligne par le Ministère de l'économie et des finances à l'occasion du Centenaire permet pourtant de constater que ne s'y trouve aucun propriétaire ni même négociant en vins de l'Hérault. En effet, malgré ce qu'avance Stéphane le Bras¹⁰⁵⁰, d'après cette source qui liste 61 entreprises du département qui y sont assujetties¹⁰⁵¹, aucun n'a payé cet impôt. L'enrichissement se lit encore dans les transactions foncières et immobilières: le grand domaine Saint Paul à cheval sur les communes d'Agde et de Vias est vendu par les héritiers de Peugeot qui vivent à Sochaux, à une négociante de Béziers, Virginie Cayre¹⁰⁵². L'important négociant Urbain Voisin achète en 1918 le domaine de la Marthe pour 278 000 francs¹⁰⁵³, le baron Després, déjà propriétaire de celui de Mermian acquiert celui des Barettes à Marseillan et Jean Meyer, celui de Tredos. De plus, concernant spécifiquement les courtiers et négociants en vins, alors que stagne ou diminue la population active masculine, la comparaison des recensements de 1911 et 1921 du canton fait apparaître que leur effectif est passé de 70 à 77 et partout, à l'exception de Vias, leur nombre augmente tandis deux négociants font leur apparition à Bessan et un à Vias où ne se trouvaient jusque là que des courtiers. Il est vrai que ce corps de métier a été plus épargné que d'autres par la guerre, en raison d'abord de sa moyenne d'âge élevée de 50-55 ans : ils sont 97 dans le canton à être inscrits sur au moins un des deux recensements et à traverser le conflit dans sa totalité ou en partie, et 36 à avoir rejoint l'armée. Ce groupe professionnel connaît une mobilisation identique à celle des autres mais ses membres incorporent essentiellement les COA, l'infanterie territoriale et l'artillerie et seulement quatre d'entre eux des régiments de fantassins. En conséquence, avec deux morts, la profession paie un faible tribut proportionnellement à d'autres. Signe enfin de son dynamisme, la profession se féminise et intègre des Espagnols : trois veuves, qui ne sont pas de guerre, reprennent ainsi les affaires de leur

¹⁰⁴⁹ François BOULOC, *Les profiteurs de guerre, 1914-1918*. Paris, Editions Complexe, 2008

¹⁰⁵⁰ Stéphane LE BRAS, « Si loin, si proche. La filière vitivinicole héraultaise dans la Grande Guerre (1914-1919) », *opus cité*

¹⁰⁵¹ Dossiers classés par département mis en ligne par le service historique du Ministère de l'économie et des finances <https://www.economie.gouv.fr/caeff/fiscalite-impositions-liees-a-premiere-guerre-mondiale>

¹⁰⁵² Jean Marie RIGAL, « Témoignage ; un domaine viticole au milieu du XXe siècle, Saint Paul », dans, Jean SAGNES (dir.), *La vigne et le vin à Agde et dans sa région, opus cité*, p.142.

¹⁰⁵³ Stéphane LE BRAS, « Négoce des vins et grande propriété viticole en Languedoc dans la première moitié du XXe siècle : interactions, partenariats et communauté d'intérêts », *opus cité*

époux et Catherine Miro dont le mari était marchand d'oranges, est devenue courtière en vin entre les deux recensements.

Cependant, la vigne ne produit pas qu'une ressource économique grandissante à même d'assurer la prospérité –ou la survie – des viticulteurs et négociants quel que soit leur statut professionnel, en ayant accédé brusquement au statut redoutable de matrice d'arme de guerre. Elle devient également à l'échelle des individus et des familles, une ressource sociale et symbolique puissante qui vise à l'adaptation des unes et des autres, à la fois aux terribles conditions du front pour les hommes et à la séparation pour tous, un vecteur de lien entre les fronts permettant de traverser groupés le conflit.

2.2.2.2. Changer d'échelle : une ressource privée.

2.2.2.2.1. Tenir : Le vin et le raisin du soldat

Plusieurs historiens à la suite de F. Rousseau¹⁰⁵⁴ ont récemment proposé, dans le contexte du Centenaire, de réévaluer l'importance du vin dans la guerre concernant les armées et les combattants. En accédant au statut d'instrument de la victoire, tant dans les représentations que dans les pratiques, le breuvage est en effet devenu un carburant de la ténacité des soldats, considéré comme tel par l'État-major et les soldats eux-mêmes. François Cochet s'est penché sur ses fonctions¹⁰⁵⁵, Charles Ridet, à la suite de Pierre Barral¹⁰⁵⁶, s'est intéressé à l'approvisionnement des soldats et de l'armée, Christophe Lucand a tenté une synthèse¹⁰⁵⁷ et Stéphane le Bras a interrogé entre autres l'existence d'une pratique spécifique aux militaires languedociens¹⁰⁵⁸. De fait, le vin représente une occurrence très fréquente dans les écrits des mobilisés autant que des civils selon des approches variées mais le plus souvent partagées. C'est d'abord à de multiples occasions, le prix du litre de vin, rouge en général, exprimé en sous, monnaie de l'achat du quotidien, et rarement en francs, qui est commenté. Cette valeur qui se

¹⁰⁵⁴ Frédéric ROUSSEAU, *La guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18*, Paris, Le Seuil, 1999, p. 172-174.

¹⁰⁵⁵ François COCHET, « 1914-1918 : l'alcool aux armées. Représentations et essai de typologie », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 222, no. 2, 2006, p. 19-32.

¹⁰⁵⁶ Charles RIDET, *L'ivresse du soldat*, Paris, Vendémiaire, 2016.

¹⁰⁵⁷ Christophe LUCAND, *Le Pinard des poilus. Une histoire du vin en France durant la Grande Guerre (1914-1918)*, *opus cité*

¹⁰⁵⁸ Stéphane LE BRAS « Vin, littérature de guerre et construction identitaire Le cas des soldats languedociens pendant la Grande Guerre. Siècles, *Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"*, 2014, Littératures, identités régionales et Grande Guerre, en ligne, URL : <http://siecles.revues.org/2806>

compte en dizaines, contre 2 à 4 occurrences par exemple pour les œufs ou le lait, dans la totalité du corpus reste de très loin la plus fréquente de toutes celles relevées, relatives aux denrées. Cela permet dans un premier temps de constater que presque tous les troupiers et matelots en achètent beaucoup pour compléter leur ration journalière qui est pourtant déjà élevée mais que parfois les civils aussi, après que la récolte de 1915 a été historiquement faible. Très courante, cette mention est également assez régulière et correspond le plus souvent à l'arrivée du soldat dans un secteur où le prix diffère, signe que la recherche du vin représente une priorité dès l'arrivée au cantonnement. Par ailleurs, quel que soit l'endroit du front et où que se fournisse le soldat, la coopérative, le café, ou l'estaminet, ce prix reste assez stable, avec quelques pics ponctuels exceptionnels comme ce 22 mai 1916 où Joseph Chavardès, sur l'arrière-front de Verdun se plaint que « le vin est à 26 sous le litre et il est rare ». L'exception concerne la Belgique à l'hiver 1914-1915 où il atteint fréquemment 2,50 francs et même plus ce qui fait s'exclamer Paul Bascoul qui démarre dans ce secteur son expérience combattante : « 4,5 francs le litre de vin quel voleur ! »¹⁰⁵⁹. Cette fréquence permet par ailleurs de constater que les fractures du prix proviennent par paliers jusqu'en 1916 ; le litre de vin rouge vaut de 8 à 12 sous en 1914, il atteint 16 sous à partir d'octobre 1915, 18 à 24 sous en mars 1916, somme qu'il ne dépasse que très exceptionnellement jusqu'à la fin du conflit : La dernière occurrence des lettres de Joseph Sigal est de 22 sous à Dunkerque en décembre 1918. Contrairement donc au ressenti assez fréquent des soldats qui se plaignent de l'augmentation excessive, son prix n'a donc qu'un peu plus doublé dans la guerre à la différence de beaucoup d'autres denrées dont le prix a lui quadruplé. Il se maintient donc autour de 20-22 sous soit 1-1,10 franc en 1918. C'est en connaissant que les soldats du canton estiment ce prix pour le juger en général trop élevé, mais ce qui est nouveau et qui explique peut être ces références très fréquentes, c'est que beaucoup achètent du vin pour la première fois et n'en connaissent le prix qu'à l'hectolitre :

« Je vois d'après ce que dit papa que les cours sont toujours à la hausse autant pour les tartres que pour les vins. Je ne comprends pas comment les marchands de vins d'ici peuvent gagner leur vie en vendant un litre de pinard rouge 18 sous »¹⁰⁶⁰.

¹⁰⁵⁹ Paul à Juliette Bascoul, 27 novembre 1914.

¹⁰⁶⁰ François Cullier à ses parents, 21 mars 1916

Comme le constate François Cullier, le litre à 18 sous, soit 0,90 francs en juillet 1916 ce n'est pas si cher lorsque l'hectolitre est vendu par ses parents autour de 45 francs et implicitement il peut légitimement se demander le produit qui se cache sous l'appellation courante de « vin » pour douter de sa qualité mais son importance est telle que personne ne dit renoncer à son achat. S'ils consomment essentiellement du vin rouge, les soldats peuvent à des occasions exceptionnelles, préférer le blanc, toujours plus cher. Il est par ailleurs très peu question d'autres alcools, si ce n'est de quelques verres de liqueur ou de champagne lors des fêtes de fin d'année. Dans l'ensemble du corpus, il apparaît que le vin acheté par les soldats pour compléter la ration quotidienne octroyée par l'armée, répond en priorité à quatre des objectifs listés par François Cochet qui a tenté une typologie fournie des facteurs de la consommation des soldats au front, à partir essentiellement de témoignages de soldats¹⁰⁶¹ qui s'emmêlent souvent. Il est d'abord une réponse à l'angoisse du danger immédiat, passé ou à venir et une compensation à la dureté des conditions de vie au front. Il fait office pour les combattants de moyen de décompression plus souvent après les grandes batailles qu'avant et ce dès le début du conflit. Dès la Lorraine, Valentin Fournier, multiplie les références relatives à la recherche du vin en évoquant des quantités de plus en plus abondantes¹⁰⁶² et quand le ravitaillement est considéré comme insuffisant ou aléatoire, les soldats ont alors fréquemment recours au pillage des maisons abandonnées¹⁰⁶³. Joseph Sigal, après les quelques dures batailles auxquelles il a participé en 1915 et 1916 dans le 276^e RI où il perd de rares amis proches, écrit plus fréquemment à son épouse qu'il a bu « quelques bons coups » et note encore plus fréquemment les références au prix du vin, qui courent cependant en permanence dans son courrier¹⁰⁶⁴. D'après F. Cochet, l'Armée reconnaît elle-même qu'il s'agit d'une boisson calorique entrant dans la constitution de l'alimentation du soldat lors des repas. Mais une telle fonction, admise par la hiérarchie militaire, est ambiguë. Si elle considère d'abord le « pinard » comme un aliment tout court, elle en fait un aliment du moral plus encore, « maniant

¹⁰⁶¹ François COCHET, « 1914-1918 : l'alcool aux armées. Représentations et essai de typologie », *opus cité*.

¹⁰⁶² Valentin FOURNIER, « Les carnets du soldat Fournier » *opus cité*.

¹⁰⁶³ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, *opus cité*, p. 37

¹⁰⁶⁴ Joseph à Marie Sigal, années 1915 et 1916.

incontestablement une alcoolisation incitative. »¹⁰⁶⁵ Il s'agit de faire perdre au fantassin quelques capacités de réflexion ou de réflexes de survie, de les désinhiber pour « les rendre un peu « gris », au moment de l'assaut notamment »¹⁰⁶⁶. Est-ce dans ce but que les autorités militaires se mettent en 1917 à réquisitionner les vins de 13°, degré jusque-là écarté¹⁰⁶⁷ ?

Une deuxième fonction du vin, largement exprimée et partagée entre les fronts, est celle de l'aliment aux multiples vertus, un remède aux souffrances cette fois du corps. Boisson largement considérée comme « saine et hygiénique », bien souvent plus sûre que l'eau, elle est censée préserver des épidémies. Beaucoup écrivent mettre du vin dans les eaux de qualité douteuse mais bues, le considérant presque comme un stérilisant. Les Agathois sont d'autant plus sensibles à cet aspect que dans leur ville, les graves maladies comme la fièvre typhoïde et les dysenteries liées à l'absorption d'eau insalubre sont légion, et que le souvenir des ravages du choléra, transmis par l'eau restent proches. Les familles n'hésitent pas à envoyer des bouteilles à leurs soldats, du moins au début du conflit, car comme le constate Paul Loubet le transport comporte des risques : « Il y en a un qui a reçu un panier avec des artichauts et des bouteilles de vin. Et bien, les artichauts étaient pourris et les bouteilles étaient brisées ou on les avait bues. »¹⁰⁶⁸ D'autres considèrent encore le vin comme un défatigant cette fois partagé par le front et l'arrière, et à ce titre, s'il le faut, les ouvriers agricoles ou les petits propriétaires en conseillent fréquemment l'usage aux femmes épuisées. C'est le cas du Marseillanais Henri Escafit ou de Joseph Sigal qui écrit à Marie qu'il sait fatiguée : « soigne-toi bien, bois quelques coups de vin que ça te donnera de la force, si tu te laisses aller, tu verras après ce qu'il en résultera. »¹⁰⁶⁹

Un troisième rôle fréquemment attribué à la consommation de vin dans les écrits reste celui de vecteur de sociabilité et d'intégration virile entre camarades. C'est une fonction largement importée de l'arrière ; le vin accompagne la convivialité reproduite des comportements festifs du temps de paix qui intègrent par la première ivresse, à

¹⁰⁶⁵ Christophe LUCAND, *Le Pinard des poilus. Une histoire du vin en France durant la Grande Guerre (1914-1918)*, opus cité, p. 121

¹⁰⁶⁶ François COCHET, « 1914-1918 : l'alcool aux armées. Représentations et essai de typologie », opus cité.

¹⁰⁶⁷ AMA, série H pré-classée, 537-12 Réquisitions de vin : correspondances, 1917

¹⁰⁶⁸ Paul à Marie Loubet, 16 juin 1915

¹⁰⁶⁹ Joseph à Marie Sigal, 29 août 1915

l'occasion de la fin des vendanges, le jeune garçon dans le monde des hommes¹⁰⁷⁰ et de ceux du service militaire. Ce sont ainsi des scènes très arrosées que décrivent à Ernest Pélissier ses camarades marins encasernés à Toulon avant 1914 où dans les bals de quartier lors des permissions¹⁰⁷¹. Cette consommation contribue à l'identité de groupe du soldat et à l'intégration en son sein des nouvelles recrues. Boire représente un rite d'initiation à la vie au front, voire à l'entrée dans le monde des adultes pour les plus jeunes comme François Cullier, classe 1916, qui, filant de façon significative à la fois la métaphore maritime et la métaphore guerrière, raconte sa première ébriété à ses parents à son arrivée sur le front de la Somme après de courtes classes :

« Je ne vous ai pas dit que la veille du départ de Daniel nous avons pris l'offensive, c'est -à -dire que nous avons fêté comme il faut ce jour-là et ma foi la mer était démontée ce soir-là. Certains tanguaient fortement et le pinard avait passablement échauffé les cerveaux. »¹⁰⁷²

Cette expression -ou aveu -de sa propre ivresse même festive reste cependant rare, - parce qu'initiatique ? - et n'émane que d'échanges entre camarades ou entre fils et père, soulignant la dimension éducative à la virilité de sa consommation. Ainsi André Serven confie à son père s'être laissé griser par le vin de Samos au degré très élevé, partageant avec lui à distance un moment de complicité :

« Cher père. Dans ce pays on n'est pas trop mal j'ai réussi que ma section a été de terre et j'y suis descendu pour voir le pays. Il n'est pas trop propre, mais le vin y est bon, on l'appelle le vin de Samos à 1,50 le litre, il est meilleur que le Champagne, il file doux mais si tu as le malheur de boire un litre tu es rétamé, je m'y suis laissé prendre, c'est la première fois que cela m'arrive depuis que je me connais. Tellement que je suis encore malade ce matin. Je te souhaite bonne santé c'est dommage que je ne puisse pas t'envoyer un litre pour te faire goûter. »¹⁰⁷³

Mais il n'en dit rien dans la carte identique qu'il envoie à sa mère le même jour soulignant alors que l'ivresse reste répréhensible selon le code des valeurs familiales :

« J'ai profité que ma section a été de terre pour y aller moi aussi pour voir le pays. Il n'est pas trop propre, c'est un peu dans le genre des Arabes de Port Saïd. Ces gens-là sont toujours dans la misère et cependant la ville devait être conséquente avant la guerre car il y a de

¹⁰⁷⁰ FABRE Daniel et Jacques LACROIX, *La vie quotidienne des paysans du Languedoc au XIXe siècle*, Paris, Hachette littérature, 1991 (1974), p.240.

¹⁰⁷¹ Cartes postales à Ernest Pélissier des ses camarades encasernés, années 1913.

¹⁰⁷² François Cullier à ses parents, 20 avril 1916

¹⁰⁷³ André Serven à son père 13 août 1916

belles maisons, on y récolte du vin on dirait du champagne quand on le boit, c'est tout du vin de montagne. Je vous embrasse tous »¹⁰⁷⁴

Cette norme qui conduit à la prudence et au silence dans les échanges peut contribuer à expliquer plus largement que n'apparaisse jamais dans les correspondances le lourd éthylisme d'ennui d'arrière-front relevé par François Cochet¹⁰⁷⁵ et évoqué par le Médecin-major Jean Bedos qui décrit les ravages de l'alcoolisme sur les soldats dans la conclusion de son long essai sur les maux du front¹⁰⁷⁶. Ces consommations incontrôlées peuvent en outre contribuer à des tragédies puisque les rapports des condamnations à mort des deux fantassins fusillés mentionnent leur état d'ivresse qui a joué à n'en pas douter un rôle désinhibiteur au moment du passage à l'acte qui les conduit au poteau d'exécution. Il existe enfin et inversement une pratique socioculturelle festive du vin, porteuse de joie et de gaité, et à ce titre partagée généreusement entre les soldats et les civils languedociens. Paul Loubet qui effectue des classes tardives à Thuir dans les Pyrénées Orientales, autre grand département viticole, raconte à son épouse :

« Nous avons cantonné dans un petit village nommé Montalba où les gens aiment beaucoup les soldats. Ils nous portaient des pleines dames-jeannes de vin blanc et de vin rouge et n'ont voulu aucun argent. Cela fait que l'on a bu tout ce que l'on a voulu et qu'on a ramené les bidons pleins à Ille. Il y en a beaucoup qui étaient contents car le vin commençait à chauffer et tu parles si les chansons marchaient. Cela a été une vraie partie de plaisir. »¹⁰⁷⁷

Sous la même plume les très nombreuses occurrences des lettres du même soldat qui vient d'arriver sur le front agité de l'Argonne où il essuie sa première mise en danger permettent de constater que c'est en fins connaisseurs de la qualité du produit, de ses prix et des méthodes de vente que ces soldats agathois soulagés festoient presque systématiquement ensemble après l'attaque¹⁰⁷⁸. Pour Stéphane le Bras, le vin est un marqueur culturel qui « renvoie surtout, dans un contexte de dépréciation de la réputation des Méridionaux, à une image valorisante du poilu du Midi, celle du partage

¹⁰⁷⁴ André Serven à sa mère 13 août 1916

¹⁰⁷⁵ François COCHET, « 1914-1918 : l'alcool aux armées... », *opus cité*.

¹⁰⁷⁶ AMA, fonds privé Albert Bédos, cahier de Jean Bédos, « *La Médecine, les Médecins et la Guerre* »

¹⁰⁷⁷ Paul à Marie Loubet, 16 mai 1915

¹⁰⁷⁸ Paul à Marie Loubet, 26 juin 1915

et d'une certaine forme de savoir-vivre constitutive de la construction identitaire des soldats languedociens »¹⁰⁷⁹ dont on peut considérer que ce partage entre les fronts fait partie intégrante. Le vin devient alors naturellement signe de gratitude comme lorsque François Cullier demande à son père négociant de faire bon accueil à son camarade qui lui rend visite lors d'une permission en lui offrant « une bouteille de vin blanc »¹⁰⁸⁰, la couleur venant distinguer l'importance de la visite dans la hiérarchie des rencontres. Mais la vigne ne produit pas que du vin. Le raisin ou sa simple évocation crée également pour les soldats des substituts sensoriels puissants au manque des leurs et de leur univers quotidien du temps de paix, qui par la magie du fruit, de son aspect, de son odeur, de son toucher et surtout de son goût se reconstitue dans les imaginaires et les ressentis physiques. Mobilisant les cinq sens, le raisin de table est, au front, à l'arrière, entre les deux, présent dans bien des correspondances. Si, l'expédition de vin se heurte à des problèmes logistiques, les familles hésitent moins, malgré l'interdiction théorique, à envoyer du raisin de table qui déclenche de fortes émotions de la part de celui qui les reçoit. C'est le cas de Paul Bascoul qui remercie poétiquement sa sœur, des tranchées belges, pour ce fruit aux pouvoirs de restitution d'un monde désormais si éloigné mais qui renvoie pourtant à une situation militaire désespérée en Belgique :

« Quelle touchante idée ma chère petite sœur de m'envoyer des raisins, des fruits par excellence de mon pays, ma terre de prédilection. Chaque grain tenait enfermé un peu du soleil de là-bas qui brille si joyeux et dont je suis ici si privé. Que le ciel est triste sur ce coin déshérité de la terre. Il semble que le ciel se soit voilé devant les horreurs commises par les hommes et que derrière son voile humide, il pleuvra une pesante larme avec chaque goutte de pluie »¹⁰⁸¹

Ces grains font encore espérer, en vain, Joseph Sigal quant à sa première permission où il pourra « encore venir manger quelques raisins, ils ne seront pas tous finis »¹⁰⁸² leur évocation ayant le pouvoir de baliser positivement l'attente. Plus joyeusement, François Cullier se plaît à raconter : « Hier à Épernay nous avons mangé du chasselas de Champagne et nous nous en sommes payés plus d'un kilo. Ils sont aussi bons que les

¹⁰⁷⁹ Stéphane LE BRAS « Vin, littérature de guerre et construction identitaire ... », *opus cité*

¹⁰⁸⁰ François Cullier à ses parents, 5 juillet 1916.

¹⁰⁸¹ Paul à Juliette Bascoul, 6 janvier 1915

¹⁰⁸² Joseph à Marie Sigal, 26 août 1915

nôtres mais un peu plus chers. »¹⁰⁸³ Dans les familles où vivent de jeunes enfants, il n'y a pas une référence au raisin qui ne les inclut. Les pères mobilisés en font un outil pour s'en rapprocher symboliquement, à l'image de Louis Palmier du Maroc écrivant à son plus jeune fils Jean toute son impatience de le retrouver au moment où ce dernier participe à sa première vendange : « Maman me dit que tu vendanges avec Adeline. Mange beaucoup de raisins pour moi car j'en suis bien privé. »¹⁰⁸⁴ Et le 15 décembre, Joséphine place quelques grappes dans le colis de Noël qu'elle lui expédie. Marie Loubet qui prépare le retour de Paul, fait du roi du raisin de table, le vecteur des retrouvailles prochaines d'une famille séparée depuis plus de trois ans :

« Nous sommes allées ramasser du chasselas. Il paraît qu'il conserve et j'en ai suspendu quelques-uns pour toi. Quel bonheur si tu pouvais venir en manger, toi qui les aimes tant. Je pense toujours à toi. La petite Françoise ne se lasse jamais d'en manger le soir. Quand elle a soupé, il lui faut un raisin. Je lui dis qu'elle te ressemble beaucoup et elle est contente. »¹⁰⁸⁵

Dès lors, les occurrences très fréquentes du vin et du raisin dans les écrits du front comme de l'arrière concernent également la vigne qui s'impose comme un outil du maintien du lien social tout autant qu'une ressource profondément symbolique qui peut participer à son tour de la tentative de traversée groupée de l'épreuve.

2.2.2.2. Vivre ensemble de loin : la vigne des familles.

Dans les écrits, les références à la vigne dessinent souvent un calendrier spécifique sans que l'on sache si c'est celui utilisé habituellement ou s'il est imposé aux familles par la guerre. Séparées, elles s'accordent pour penser et compter le temps à court ou moyen terme autour des trois moments forts qui correspondent aux grands travaux vitivinicoles. Ce calendrier commence par les vendanges qui ont été puissamment envisagées dans les imaginaires de 1914 à la fois comme les premières et les dernières du conflit, peut-être parce qu'elles coïncidaient avec la mobilisation. Mais le retour définitif se fait attendre et dans de nombreux courriers, chacun compte désormais le temps par rapport à cet événement partagé, passé, présent ou à venir. S'exprime à partir des mois de mars-avril

¹⁰⁸³ François Cullier à ses parents, 7 septembre 1916

¹⁰⁸⁴ Louis à Jean Palmier, 25 septembre 1916

¹⁰⁸⁵ Marie à Paul Loubet, le lundi 26 août 1918

1915 puis des autres années, la perspective des prochaines vendanges où serait idéalement présent le soldat, puisque le conflit serait terminé. Elles deviennent un horizon d'attente, une date butoir de l'espoir, celle d'abord symbolique des retrouvailles familiales, dans un temps raisonnable de quatre-cinq mois qui se renouvelle quatre ans durant. Ainsi, Pierre Barbezier espère le 3 avril 1915 « que la guerre sera finie aux vendanges », le 6 mars 1916, des tranchées, Louis Castan écrit à ses cousines, Clémence et Catherine Serven : « Je crois bien qu'avant la vendange, tout sera terminée », en juin 1917, c'est Jean Delmas qui « espère enfin rentrer pour diriger la vendange » et l'année suivante, Marie Loubet espère toujours :

« Les gens commencent à se préparer pour les vendanges, le raisin se mûrit, seulement, il est maigre, à cause de la sécheresse. Filliol pense commencer jeudi prochain, Rosalie, dimanche après, surtout le bouschet. Je pense que ce sera la dernière vendange que nous ferons sans toi. Je voudrais bien que tu sois là, mais tu sais que Jean fera comme si toi tu y étais »¹⁰⁸⁶.

Puis, quand ce moment arrive, que la guerre continue que le soldat est au front parce que ni la paix ni la permission ne sont au rendez-vous, son présent devient un marqueur de l'expression du regret partagé de la séparation. C'est ce qu'exprime laconiquement Jean Serven : « Toujours même travail à fabriquer des baraques qui ne m'intéressent pas comme la vendange si je pouvais venir à votre aide mais inutile d'en causer. Ah quand viendra-t-il le jour tant désiré ? »¹⁰⁸⁷ Paul Loubet, de son camp de prisonniers de Meschede, n'exprime rien d'autre exactement au même moment :

« Tu me dis sur cette dernière lettre que vous n'avez pas encore commencé à vendanger. Je pense qu'au moment où je t'écris, vous devez avoir fini la fatigue. J'aurais bien voulu être auprès de vous et tu sais, comme dit la chanson, l'envie me démange d'aller en vendange et de grappillonner, tu m'as compris. »¹⁰⁸⁸

Quand les mois de septembre et octobre sont passés, que les familles ont rassuré les soldats sur leur bon déroulement ou au contraire sur leurs faibles résultats comme en 1915, ces derniers vérifient entre regrets et culpabilité que l'on a pu se passer d'eux à l'image de Paul Loubet : « J'aurais bien voulu être auprès de toi pour vous aider à

¹⁰⁸⁶ Marie à Paul Loubet, 28 août 1918

¹⁰⁸⁷ Jean à Catherine et Clémence Serven, 14 septembre 1916.

¹⁰⁸⁸ Paul à Marie Loubet, 6 octobre 1916

vendanger. Il faut espérer que ce sera pour l'année prochaine »¹⁰⁸⁹, marquant le début d'une nouvelle année dans laquelle l'évocation des vendanges passe du passé au futur. Par ailleurs, c'est souvent la participation nouvelle des enfants ou bien leur changement de statut, qui donne conscience aux pères de l'écoulement inexorable du temps en leur absence. Ce sont ainsi en 1915, les premières de Cornélie Vidal, 11 ans, que son père encourage comme un rite de passage. Joseph Sigal s'inquiète lui des éventuelles difficultés rencontrées par ses filles : « Joséphine a commencé de vendanger, ne la laisse pas fatiguer si elle ne peut pas suivre, qu'elle se repose. Et Marcelle laisse-là pour cette année, l'année prochaine elle sera plus forte. »¹⁰⁹⁰ Inversement, Pierre Barbezier félicite son fils en 1917 : « Mon cher Roger, je pense que cette année tu auras fait une bonne vendange et que quand je viendrai en permission, tu pourras payer quelque chose car tu commences à faire le jeune homme. »¹⁰⁹¹ C'est en effet la première année, celle de ses quatorze ans, que le jeune garçon accède à un salaire d'homme.

Les femmes ou les enfants et adolescents racontent davantage le bon déroulement des travaux d'hiver, la taille, le ramassage des sarments et leur mise en fagots, puis l'échausselage et le labourage, car derrière la réussite de chacune de ces étapes il y a la certitude pour le foyer d'avoir, outre une future récolte réussie, du bois pour l'hiver dans un territoire qui manque cruellement de matériaux de chauffage. Évoquer longuement les travaux viticoles, c'est rassurer le soldat sur l'équilibre et la bonne marche de l'exploitation, c'est le maintenir dans sa communauté, et recréer et projeter pour tous un univers sans la guerre, tenue ainsi à distance. Tel est le cas de Clémence Serven qui prend rarement la plume mais cette fois détaille l'avancée des travaux à son époux : « toujours antrain a faire notre petit travail avec ta Catherine maintenant nous ramason les bucheux de Malfatau, nous avons échaucelait Rochelonge et nous lui avon mi le fumier o pied de la chouse et nous allons maintenant enfair au tant ogra »¹⁰⁹² Il en va de même du jeune Henri Besset qui rassemble en un « nous » sa mère et lui-même :

¹⁰⁸⁹ Paul à Marie Loubet, 22 septembre 1915

¹⁰⁹⁰ Joseph à Marie Sigal, 17 septembre 1918. Joséphine a 13 ans et Marcelle 9 ans.

¹⁰⁹¹ Pierre à Roger Barbezier, 13 octobre 1917.

¹⁰⁹² Clémence à Jean Serven, 14 décembre 1915.

« Aujourd'hui nous avons terminé Notre Dame et demain nous irons à la Laine tailler et après-demain pour le labour. Comme cela celle-là sera encore propre. À Notre-Dame, je lui ai donné trois raies avec l'araire pour couvrir le fumier et je pense qu'elle pourra attendre un peu »¹⁰⁹³.

Tous œuvrent ainsi à assurer la participation à distance du chef de famille tout autant qu'à le rassurer sur la bonne gestion de la vigne et sur la solidarité familiale, éprouvant, voire confirmant et consolidant la solidité des biens et des liens. C'est à propos des derniers travaux de préparation de la prochaine récolte, ceux de printemps, que les hommes tentent prioritairement de reprendre de loin l'initiative qu'ils ont un temps perdue : ils sont nombreux à donner d'abord les consignes les plus précises possibles sur la pose des tourteaux d'engrais qui représente la première étape de fertilisation à la fin de l'hiver. Mais c'est plus encore à propos des traitements anticryptogamiques qui s'échelonnent du printemps à l'été qu'ils interviennent, notamment à propos du sulfatage qui est l'arme la plus efficace contre le redouté mildiou. Ils tentent de donner le signal de départ, soit lors des permissions, soit virtuellement par le courrier même si l'opération a du commencer, étant donné parfois les errances des lettres. Ainsi Jean Delmas, à peine reparti rejoindre son unité, écrit de Lyon à sa fille aînée Marguerite : « C'est avec regret que je vous ai quittés mais enfin je suis content de ma permission. Tu me diras si vous avez commencé à sulfater et irez voir à Rochelongue s'il n'y a pas des vers bourrus » et à son plus jeune fils Marius : « Je suis content que tu sois allé aider maman à sulfater. Aide-lui beaucoup aussi à Marguerite. Tu vois que les circonstances ne sont pas bonnes. »¹⁰⁹⁴. Le bilan de ces tâches essentielles à la réussite du foyer familial est évalué et partagé et rythme lui-aussi annuellement la séparation. Pour les vendanges de 1914, les soldats se tiennent au courant des quantités et des prix : Joseph Miquel du fond du Maroc demande à ses parents : « Envoyez-moi si la vendange se tire et combien font les vignes, cela m'intéresse beaucoup »¹⁰⁹⁵ et de pouvoir alors conseiller à son épouse, puisque « le vin ne se vend pas trop d'en mettre la moitié en vente dans les 12 francs »¹⁰⁹⁶. Le partage de

¹⁰⁹³ AMA, fonds privé numérisé 1914-1918, Chatel, Henri Besset à son père, 22 décembre 1915.

¹⁰⁹⁴ Jean à Marguerite Delmas le 25 avril 1915.

¹⁰⁹⁵ Joseph Miquel à ses parents, 29 septembre 1914.

¹⁰⁹⁶ Joseph à Eugénie Miquel, 25 novembre 1914.

ces activités contribue pour tous à tenter de maîtriser en partie un temps, voire d'en maintenir ou inventer un qui résiste à celui imposé par l'armée dont le contrôle échappe désormais aux individus et aux communautés. Dès son départ, le 4 mars 1915, Joseph Chavardès exprime sa satisfaction : « Je suis content que vous ayez acheté les tourteaux, le soufre et le sulfate. Vous avez bien fait ». Jusqu'à la fin de la guerre, certains, comme Célestin Adgé, insistent :

« Les bourgeons doivent commencer à être sortis et être un peu longs, as-tu commencé à mettre de la chaux avec du soufre il te faut le faire si tu l'as pas fait et comment en es tu avec les tourteaux ? L'as-tu reçu oui ou non ? Je crois que si tu ne l'as pas il faudra que la vigne s'en passe aussi cette année »¹⁰⁹⁷.

Inversement, si ces travaux ne sont pas toujours épistolièrement partagés, les soldats se plaignent avec force de ne pas avoir de nouvelles, à l'image de Joseph Chavardès qui reproche en avril 1915 à son épouse, de ne pas lui parler de « notre vin », et insiste le 17 juin : « Parle-moi un peu du vin vieux » et, le 17 juillet, il peut enfin écrire sa satisfaction « que les travaux de la vigne soient avancés ». Par ailleurs, dans la guerre qui ne finit pas, consignes et démarches s'inscrivent dans la connaissance et la continuité des années précédentes et il se trouve que comme le résume Célestine Frézals de façon lapidaire : « la vendange a été vite faite, nous n'avons presque rien eu »¹⁰⁹⁸, l'année 1915 a été une année de récolte historiquement basse sur le siècle. Personne ne voudrait la connaître à nouveau et Célestine de constater encore : « le vin est cher nous aussi nous achetons le vin à 18 sous le litre ce sale mildiou nous a ravagé les vignes »¹⁰⁹⁹ : le manque de produits, de bétail et de main d'œuvre ont rendu difficiles les traitements du champignon ravageur en 1915, la production baissant de plus de moitié. Il se crée donc en quelque sorte une mémoire traumatique de la vigne en temps de guerre focalisée sur 1915. Aussi, au printemps de l'année suivante, les soldats préviennent et surtout conseillent. François Fabre insiste auprès de son épouse : « Sulfate et poudre surtout s'il y a de l'humidité. La poudre colle mieux sur les raisins »¹¹⁰⁰ comme Louis Gleizes à plusieurs reprises : « Et encore une fois, néglige tous

¹⁰⁹⁷ Célestin à Lucie Adgé, 11 avril 1918.

¹⁰⁹⁸ Célestine Frézals à Louis Barbezier, 27 septembre 1917

¹⁰⁹⁹ Célestine Frézals à Germaine Barbezier, 14 mars 1916.

¹¹⁰⁰ François à Marguerite Fabre, 15 juin 1916

les autres travaux pour faire le sulfatage »¹¹⁰¹ tandis que Joseph Chavardès salue la bonne mise en œuvre des travaux¹¹⁰². Rassuré, Louis attend cependant l'année suivante pour donner procuration à son épouse devant notaire de « louer, vendre, affermer et acheter »¹¹⁰³. Inversement, Lucie Adgé prévient son époux : « Ta mère est là, elle dit qu'il y a un peu de pyrale à la plage, il commence à y avoir de ses sales bêtes. »¹¹⁰⁴ Se tenir parfaitement au courant de l'état de la vigne et de l'avancée des travaux permet par ailleurs au soldat qui rentre en permission d'y participer immédiatement, sans temps d'adaptation, à l'instar du matelot André Serven, qui n'a pas vu sa famille depuis plus d'un an mais lui annonce de Brest qu'il vient en permission pour dix jours et qu'il se mettra dès son arrivée « aux vendanges pour soulager sa mère, sa grand-mère et sa sœur »¹¹⁰⁵. Célestin Adgé prévient de Lyon, « Deux mots pour venir te dire que je viens vendredi après-midi. Tu peux te préparer pour aller à la plage échausseler. »¹¹⁰⁶ Si son épouse échausselle, il pourra alors sans attendre transporter puis déposer le fumier au pied des ceps lors de cette permission. Le fil des travaux et donc de la vie en famille n'a pas été rompu et la continuité du temps de paix a été ainsi en partie maintenue, aidée à partir de 1915 par les tours de permissions des uns et des autres. Mais certains se lassent temporairement ou définitivement à l'image de Paul Loubet, peut-être trop éloigné et privé de retours temporaires, tandis que d'autres continuent plus longtemps. Tout aussi efficace que pour construire malgré tout le projet familial en comptant conjointement le temps de guerre, partageant les travaux ou en se rapprochant symboliquement, la vigne propose encore des ressources très concrètes aux soldats qui souhaitent quitter temporairement ou définitivement le front.

¹¹⁰¹ Louis à Mathilde Gleizes, 6 mai 1916

¹¹⁰² Joseph à Marie Chavardès, 2 mai 1916

¹¹⁰³ Procuration de Louis à Mathilde Gleizes, établie devant notaire le 22 octobre 1917.

¹¹⁰⁴ Lucie à Urbain Adgé, 18 juin 1916

¹¹⁰⁵ André Serven à sa mère et à sa sœur, 16 septembre 1916

¹¹⁰⁶ Urbain à Lucie Adgé, 27 février 1918

2.2.2.2.3. Rentrer : la vigne des retrouvailles sous haute surveillance.

L'insuffisance constante de la main d'œuvre oblige en permanence les autorités à trouver des solutions sans désorganiser ou affaiblir le front militaire. En plus des permissions agricoles assez rares dans les sources¹¹⁰⁷ auxquelles se rajoutent les effets de la loi Dalbiez de juin 1915, dans le contexte sur tous les fronts des fortes tensions sociales de la première partie de l'année 1917, le gouvernement renvoie massivement à partir de juillet les militaires des plus vieilles classes mobilisées, comme travailleurs agricoles. Tous les soldats cultivateurs nés entre 1869 à 1871 peuvent y prétendre, mais pas dans les mêmes conditions : la fiche matricule de chaque soldat précise leur statut A ou B. Les ouvriers appartiennent à la catégorie B c'est-à-dire qu'ils sont détachés de leur dépôt militaire pour être affectés n'importe où dans le département. Mais les propriétaires ou fermiers deviennent catégorie A et peuvent rejoindre leur propre exploitation et donc leur foyer en offrant gratuitement, à partir de 1918, deux jours et demi par mois de travail selon un dispositif appelé « entraide agricole » dont le protocole détaillé est présent dans les archives communales¹¹⁰⁸. C'est l'Intendance militaire qui place ces soldats catégorie B, en fonction de la demande des mairies, selon une hiérarchie précise qui commence par les parents âgés et les femmes seules, veuves, mères orphelines ou épouses de soldats mobilisés ou mutilés. Tous restent sous statut militaire comme le leur rappellent à la fois le port obligatoire du brassard, l'obligation de circuler avec une carte d'identité militaire et, pour ceux appartenant aux catégories B, la faiblesse de la paie reçue qui est inférieure au salaire journalier puisqu'elle ne dépasse pas 2 francs en plus du logement et de la nourriture. Dans le canton, cela concerne la quasi-totalité des classes 1889 à 1891, auxquelles s'ajoutent quelques dizaines de soldats des services auxiliaires, classes 1892 à 1896. Ils sont ainsi environ 200 soldats définitivement de retour à partir de 1917¹¹⁰⁹. François Fabre peut se réjouir à l'automne du retour à la propriété de son beau-frère André, qui est également son

¹¹⁰⁷ ADH, sous-série 10R 240, 152 permissions seulement auraient été octroyées dans l'Hérault en 1916, dont 3 dans le canton

¹¹⁰⁸ AMB et AMV, sous-séries 4H1, guerre 1914-1918, « Entraide agricole »

¹¹⁰⁹ ADH, sous-série 10 R 232, Main d'œuvre agricole, réglementation, contrôle (1916-1919) /état nominatif des militaires employés par la main d'œuvre agricole.

ramonet et qui appartient à la classe 1896¹¹¹⁰. Les archives de Vias gardent la trace de 15 soldats présents dans la commune entre février et décembre 1918, dont 12 appartenant aux plus « jeunes classes », détachés des services auxiliaires de tout le sud de la France, le plus éloigné étant originaire de Lyon. Deux sont affectés à leur domicile et treize en tant qu'ouvriers agricoles dans les grands domaines¹¹¹¹. L'ordre militaire règne cependant sur cette organisation et les soldats restent à ce titre, étroitement encadrés et en permanence surveillés par leurs officiers contrôleurs. Gare à l'étourdi qui oublie car le moindre écart est puni par la commission départementale de la main-d'œuvre militaire composée exclusivement d'officiers qui se réunit mensuellement. Gare encore à l'opprobre public car tous les mois, le journal *l'Éclair* publie la liste des condamnations et de leurs auteurs. Ainsi le cultivateur Alexandre Marius Guiradou, classe 1889, détaché chez lui, île du château à Vias, est puni de quatre jours de prison avec sursis parce qu'il n'a jamais porté le brassard « prétendant pour se défendre ne pas savoir qu'il était mobilisé agricole tout en étant pourvu d'un fascicule en règle ». Mathias Balayé, ouvrier B, classe 1893, placé chez monsieur Débrieu à Agde est condamné à 4 jours de prison avec sursis parce qu'il a quitté son employeur sans autorisation et pour la même raison Benoit Mezy de la classe 1891 reçoit un blâme comme Joseph Moullierac, classe 1890, catégorie A et Eusèbe Forestier, classe 1895, catégorie B car ils « travaillent trop irrégulièrement à l'agriculture ». On voit bien à cette occasion que certains propriétaires, ou voisins, par le biais de la dénonciation, se comportent comme des auxiliaires zélés de l'armée. Les peines de prison deviennent effectives en cas de fraude à la déclaration ou à l'activité ; quatre jours sont infligés à Paul Carayon qui « a travaillé à une profession connexe à l'agriculture sans autorisation et dans une commune où il n'était pas détaché ». Pascal Valentin parce qu'il « était avant la mobilisation, employé de chais et qu'il ne s'occupe donc pas régulièrement d'agriculture » écope de la même sanction. De plus, ce dernier « a très mauvaise réputation dans sa localité et a plusieurs affaires de justice » et pour cela il est renvoyé au dépôt. Accusé d'avoir menti sur sa profession, il est de surcroît victime de son passé

¹¹¹⁰ François à Marguerite Fabre, 25 novembre 1917.

¹¹¹¹ AMV, sous-série 4H1 Guerre 1914-1918, Sursis et mobilisés, notamment pour le service de la main d'œuvre agricole : instructions, états nominatifs de militaires, rapport de contrôle, avis de mutation, correspondances (1917-1918).

judiciaire et d'une enquête de moralité défavorable. Pour une raison similaire, le récidiviste Amédée Trémelat passe huit jours en prison puis retourne sur le front car « ne travaillant pas régulièrement à sa propriété, il ne fournit pas l'Entraide et a trompé l'autorité militaire en se faisant détacher à l'agriculture alors que sa profession principale était employé de commerce »¹¹¹². Mais les autorités militaires peuvent être, à l'inverse, plus arrangeantes, en fonction du statut social des demandeurs et son utilité pour l'effort de guerre. Marie Charras, le notaire de Bessan, par ailleurs propriétaire viticole, classe 1890, détaché A, est autorisé à exercer sa charge de notaire durant la période de l'emprunt de 11 heures à 13 heures et après 17 heures du 20 octobre au 20 novembre 1918. Maximin Lanet, classe 1893 détaché A à Agde passe B pour devenir « régisseur chez De Crozals au domaine de Roquebasse à Vias »¹¹¹³.

Un autre dossier relativement abondant issu des archives viassoises¹¹¹⁴ donne à voir les mécanismes à l'œuvre dans le fonctionnement de ces détachements et les tensions qui peuvent en découler. Il concerne l'important domaine viticole du Bosc à Vias qui appartient à Simon et Joséphine Badoc, 70 ans en 1914. Cette année là, ils ont déclaré une production de 2000 hl ce qui correspond environ à une surface agricole de 10 hectares comme celle des Gleizes de Bessan¹¹¹⁵. Ils n'ont qu'un fils, Elie, 30 ans, marié et mobilisé dans le 121^e RI. Blessé aux reins dès le 20 octobre 1914, il a été un temps réformé, est devenu père d'une petite Suzanne née en 1915 d'après le recensement de 1921, avant d'être reversé dans le service auxiliaire du génie après une longue convalescence chez lui. En son absence, déjà très âgés, ses parents ont donc fait la demande auprès des autorités militaires d'un ramonet auprès du service de la main-d'œuvre agricole pour diriger les équipes. L'armée leur envoie Justin Sicard, classe 1889, matricule 1712 au recrutement de Montpellier-Lodève¹¹¹⁶ dépendant du 81^e RI et détaché agricole B. Cet Aveyronnais est affecté depuis le 3 septembre 1917 à Vias et

¹¹¹² ADH, sous-série 10 R 223, Main d'œuvre agricole, réglementation, contrôle (1916-1919) /état nominatif des militaires employés par la main d'œuvre agricole et sanctions.

¹¹¹³ ADH, sous-série 10 R 235, Main d'œuvre agricole, réglementation, contrôle (1916-1919) /état nominatif des militaires employés par la main d'œuvre agricole - 1918

¹¹¹⁴ AMV, sous-série 4H1 Guerre 1914-1918, Sursis et mobilisés, notamment pour le service de la main d'œuvre agricole : instructions, états nominatifs de militaires, rapport de contrôle, avis de mutation, correspondances (1917-1918). Dossier Justin Sicard.

¹¹¹⁵ ADH, PAR 1600/86, Annuaire statistique de l'Hérault, 1914, en ligne, canton Agde pp 680-690, Vias, p. 687

¹¹¹⁶ registre de la classe 1891

donc depuis janvier 1918 chez Simon Badoc où il touche 200 francs par mois plus le vin et le logement. Mais au moment de la préparation des vendanges, début septembre, les choses semblent se gêner puisque le propriétaire demande par l'intermédiaire du maire au préfet, comment se débarrasser de lui. L'Armée envoie immédiatement enquêter sur place son contrôleur, le lieutenant-colonel Pujol, qui, s'acquittant scrupuleusement de sa tâche, entend le maire et les deux parties pour rendre un rapport détaillé dès le 7 septembre dans lequel il rappelle les faits. D'après lui, Justin Sicard, qu'il a rencontré la veille a bénéficié d'une augmentation récente de 40 F et « se dit satisfait de sa place, ne demande qu'à rester ». Mais « Monsieur Badoc très âgé, environ 70 ans » (en fait 75 en 1918), alors que son fils est mobilisé, doit s'occuper seul du personnel très nombreux au moment des vendanges, surtout des Espagnols. Et, rajoute le lieutenant :

« Il se plaint de Sicard au point de vue de son caractère et de ses idées anarchistes. Il craint que Sicard lui débauche les ouvriers qu'il a car il paraîtrait que par en dessous il les excite à demander plus que le prix fixé. M. Badoc a entendu plusieurs fois Sicard mal parler des patrons et un jour pour une raison quelconque où Sicard avait fait une faute, monsieur Badoc l'a invité à partir ce que Sicard n'a jamais voulu. En somme, comme M et Mme Badoc sont des gens âgés et très paisibles, le nommé Sicard est pour eux un individu qu'ils craignent, et comme il est logé dans la maison ils seraient heureux s'il pouvait les quitter. »

L'enquêteur précise encore que le secrétaire de mairie lui a confirmé l'importance de la propriété, qu'il a ensuite enquêté auprès de la gendarmerie d'Agde puis demandé que la brigade surveille « tout spécialement le mobilisé Sicard dans le cas où ce détaché à la terre fomenterait une grève parmi le personnel de M. Badoc ». On ne sait ce qu'il advint, mais de grève visiblement il n'y eut et le 22 septembre, un rapport de gendarmerie, précise que le ramonet a été affecté chez Monsieur Joseph Gervais soit un propriétaire très âgé de 92 ans qui décède en novembre¹¹¹⁷. La célérité avec laquelle les autorités militaires ont réagi pour contenter le propriétaire au détriment du soldat, souligne combien jusqu'à la fin du conflit les imaginaires du pouvoir civil et militaire comme des notables sont nourris de peur de troubles sociaux et politiques jusqu'aux tréfonds des vignes. Mais elle met aussi en avant l'efficacité du contrôle militaire et social exercé dans le maillage le plus fin du tissu local par la collaboration très prompt

¹¹¹⁷ AMV, sous-série 4H1 Guerre 1914-1918, Sursis et mobilisés pour le service de la main d'œuvre agricole : instructions, états nominatifs de militaires, rapport de contrôle, avis de mutation, correspondances (1917-1918).

des agents de l'armée, des élus, des gendarmes et des notables pour éviter toute risque de crise sociale à la veille des vendanges concernant une importante récolte toujours davantage nécessaire à l'Armée, qu'elle corresponde à la reprise en main du gouvernement Clemenceau ou s'inscrive dans une surveillance constante.

Malgré les sanctions fréquentes, ces soldats détachés se rapprochent de chez eux, s'abritent et le dispositif quand il concerne les classes plus jeunes peut générer de la rancœur parmi les militaires appartenant aux classes plus anciennes qui le vivent comme une injustice, provoquant une source de tension supplémentaire entre les mobilisés. C'est ce qu'exprime Jean Delmas né en 1872, dernière classe désormais sur le front, lorsqu'il écrit à ses beaux-parents le 8 octobre 1917 : « J'en veux beaucoup à ces auxiliaires qui sont la cause qu'ils ne nous renvoient pas. Maintenant, nous ne sommes que des 92. » Dès lors, est-ce que les achats des vignes comme celui de Rosalie Delmas en 1917, n'ont pas pour objectif de faire revenir les hommes dans une démarche conjugale concertée ? En effet, les élus du Conseil général dans leur séance du 21 août 1918, à l'occasion du vote d'un vœu concernant l'octroi plus important des permissions agricoles pour les vendanges prochaines, constatent et condamnent le fait que « 40 000 soldats des classes 1892 auraient acheté des terres dans la perspective de se faire détacher. »¹¹¹⁸ Le phénomène est suffisamment visible à l'échelle nationale pour qu'il inquiète les autorités et soit passible de sanctions.

Dans un autre registre, mais avec le même objectif, dès le mois de mai 1916, après plusieurs initiatives de mise à l'abri, le tonnelier devenu travailleur militaire Joseph Chavardès, même sur l'arrière-front, continue de prendre la mesure du danger incessant à Verdun, ayant de surcroît pour la première fois été infesté de poux. Estimant qu'il a suffisamment donné au regard de son âge avancé – il est né en 1871 -, il cherche à quitter le front en usant tout à la fois de ses compétences et de ses quelques réseaux politiques qui ne sont pas extraordinaires mais sait-on jamais. Il souhaite cette fois se faire affecter à la réquisition de vin comme son collègue, Henri Cassan, tonnelier classe 1891, caporal à la 16^e section des COA, au service des vivres à Montpellier, qui est à l'abri - des obus et de l'ordre militaire -. Dès le 7 mai 1915, en vantant à son ami les avantages de son poste, il lui a dessiné quelques perspectives :

¹¹¹⁸ ADH, sous-série 1N412, Procès-verbal des délibérations du Conseil général de l'Hérault, collection imprimée, 1918, séance du 21 août.

« Mon cher camarade, Je répare les fûts qui doivent être expédiés sur le front. On travaille d'autant mieux que personne ne nous dit rien. Dans le courant de la semaine, il doit partir 200 hommes de la section dont 20 tonneliers, je crois qu'il finira par en manquer ou bien on en fera venir des régiments »

La tâche ne paraît pas impossible puisque d'après Stéphane le Bras, la Sous-intendance du ravitaillement en vin, créée en octobre 1915, dont le siège est à Montpellier et dont les prérogatives s'étendent à l'ensemble des régions méridionales, est en sous-effectifs dans l'Hérault, en comparaison de l'importance des quantités traitées et des personnels des grandes maisons de négoce du département¹¹¹⁹. Le 28 octobre 1916, le tonnelier, par ailleurs conseiller municipal, demande à son épouse de solliciter pour cela l'aide d'« Arnal », secrétaire de mairie agathois et pilier local du parti radical-socialiste, grand ami du maire, Jean Bédos, qui a lui pour ami Lafferre, le député de la circonscription :

« Mais je t'ai dit sur une de mes lettres que vu mon âge et ma qualité d'entonneur que je voudrais être employé à la réquisition des vins pour l'armée dans mon département. Il n'y a que Arnal en faisant ma demande à monsieur Lafferre, il peut faire quelque chose pour moi et de donner toujours l'adresse de mon commandant de bataillon du 127^e territorial à Saint Dizier j'appartiens toujours à la 17^e compagnie du même régiment. Fais tout ce que tu pourras pour ce motif va voir (*suite perdue*) »

À cette occasion, tentant de mettre toutes les chances de son côté, Joseph Chavardès utilise le terme « d'entonneur » plus spécialisé que tonnelier mais ses démarches comme celles de son épouse sont visiblement infructueuses, peut-être parce que ses réseaux politiques se sont avérés inefficaces ou insuffisants puisqu'il ne rentre chez lui comme détaché agricole A qu'avec la cohorte de sa classe en juillet 1917. Mais le projet aura pu représenter un ressort positif à l'endurance du soldat. Outre la ressource multiforme que représente la vigne pour les civils comme pour les militaires, la confrontation des divers récits d'expériences atteste de sa capacité à révéler de façon puissante les diverses identités sociales en guerre.

¹¹¹⁹ Stéphane LE BRAS, « Si loin, si proche... », *opus cité*

2.2.3. Une puissante révélatrice des dynamiques sociales

2.2.3.1. Des équilibres et déséquilibres

2.2.3.1.1. Dans les entreprises et les grandes propriétés

Un premier constat s'impose. En n'œuvrant pas pour la Défense nationale, les deux entreprises industrielles du canton qui dépendent de la vigne souffrent de la situation de guerre. C'est le cas de Noilly-Prat qui voit le conflit venir briser sa forte dynamique de croissance. Ses ventes sont divisées par quatre, par six ses bénéficiés et il faut attendre 1939 pour que la société renoue avec la bonne santé de 1911. Deux facteurs majeurs viennent expliquer ces difficultés particulières. Dès 1913 d'abord, soit avant la guerre, l'instauration de la prohibition lui a fermé le marché américain, grand consommateur de vins doux. Ensuite, l'armée n'achète pas ces vins doux et sucrés qui par conséquent ne sont pas prioritaires dans le transport ferroviaire, ce qui gêne en permanence les expéditions sur terre comme dans une moindre mesure sur mer. Cependant la société survit, les effectifs se maintenant autour d'une quarantaine d'employés entre les deux recensements¹¹²⁰. Le fait qu'elle soit située au débouché du canal du Midi et à proximité du port de Sète, évitant les difficultés ferroviaires, ne doit pas être étranger à ce maintien correct de l'activité. L'usine de l'entreprise marseillaise Martignier-Mantes qui produit de la crème de tartre, de l'acide tartrique et citrique, connaît le même type de difficultés auxquelles se rajoute un problème de main-d'œuvre même si des femmes sont appelées à remplacer les hommes si l'on en croit Joseph Sigal et que de nombreux italiens y sont employés. Mais l'usine peine elle aussi à exporter sa production comme à faire venir les matières premières nécessaires car elle n'est pas non plus prioritaire pour les transports ce qui entraîne des fermetures régulières qui laissent sans emploi les ouvriers. En juin 1917, ils se font le relais de la direction pour remettre aux élus locaux une pétition qui demande « le classement des matières produites en première catégorie », c'est à dire indispensables à la Défense nationale afin de fluidifier le déplacement des matières premières. La municipalité rappelle alors aux autorités préfectorales les efforts fournis par sa direction dans la

¹¹²⁰ Toutes les informations la concernant sont empruntées à Laurène BECHARD, « La maison Noilly Prat, vitrine internationale du Vermouth », dans SAGNES Jean (dir.), *La vigne et le vin à Agde, opus cité*, p.100

réussite de la mobilisation et la mise à disposition de la garnison du 176^e RI d'un vaste jardin potager¹¹²¹. Elle avance donc ainsi presque naturellement, non une justification économique ou sociale, mais bien un argument politique et moral, patriotique. Finalement en 1921, d'après le recensement, elle n'emploie que 80 ouvriers dont un tiers d'étrangers, a réduit ses activités, ferme pour un temps indéterminé avant de se reconverter en petite usine d'engrais et de trituration du soufre en 1923.

Les difficultés persistances de main d'œuvre ne touchent pas dans la durée de la même façon les grands domaines ou les grandes propriétés. Brutalement privées de leurs bras mobilisés et de l'accès ferroviaire illimité, ces campagnes font face dans un premier temps à des problèmes logistiques, rapidement surmontés grâce à la conjoncture, à la configuration géographique et à l'aide d'agents de l'État très réactifs. L'étude de Rémy Pech sur La Compagnie des Salins du Midi, la plus grande entreprise viticole de France, divisée en six domaines, dont celui du Clavelet – 57 ha - qui s'étend entre Marseillan et Agde, permet de se pencher sur les effets économiquement très positifs de la guerre¹¹²². Après la vendange exceptionnelle qui donne 120 000 hl de vin en 1914 produit sur l'ensemble des 884 ha répartis sur le littoral du golfe du Lion, les quantités de vins s'écroulent en 1915 à 22 000 hl. Cette année-là, catastrophique partout, le régisseur du Clavelet se plaint régulièrement auprès des autorités du manque de chevaux pour le transport¹¹²³. L'entreprise connaît le sort des grandes exploitations où la production non mécanisée de vins rouges reste le cœur de la richesse de l'activité mais nécessite beaucoup d'ouvriers, de chevaux et d'attelages, largement réquisitionnés lors de la mobilisation. Mais la préfecture et les autorités militaires de l'Hérault interviennent rapidement pour proposer des solutions. Beatrix Pau précise qu'ensemble elles ont mis à disposition dans les communes des chevaux et des attelages pour la durée des travaux, après demande à la mairie¹¹²⁴ dont aucune source ne subsiste concernant le canton. Plus sûrement, le domaine du Clavelet profite de l'arrivée durant toute la guerre d'au moins deux compagnies de travailleurs militaires, composées chacune de 20 ouvriers rattachés au domaine. L'une est formée d'Indochinois et l'autre de prisonniers

¹¹²¹ AMA, **sous-série** 1D37, 1913-1920, 19 juin 1917

¹¹²² Rémy PECH, « Le développement d'une grande entreprise viticole en Languedoc : l'exemple des domaines de la Compagnie des Salins du Midi (1890-1940) », dans *Etudes Héraultaises*, 1974, numéro 4

¹¹²³ AMA, 537-6, *opus cité*, lettre du régisseur des Salins du Midi au préfet, 5 juin 1915.

¹¹²⁴ Cité par Béatrix Pau, *Des vignes aux tranchées, la Grande Guerre en pays biterrois ...*, *opus cité*, p. 108

allemands¹¹²⁵ tandis qu'elle fait massivement appel aux travailleurs espagnols. Dans ces conditions, la production est relancée, les revenus explosent et au cours de la guerre, la Compagnie est même l'un des premiers domaines à expédier son vin à un commerçant détaillant parisien, l'épicier Félix Potin, qui absorbe plus de 80 % de la récolte de 1916, soit plus de 40 000 hl.

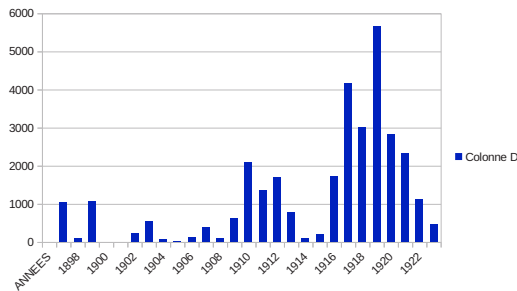


Figure 44. Évolution des bénéfices de la Compagnie des Salins du Midi en milliers de francs¹¹²⁶

La correspondance échangée entre Jules et Mathilde Gleizes, propriétaires aisés de Bessan, permet d'éclairer un autre aspect de la bonne santé pendant la guerre d'un important domaine qui reste cependant familial. Si l'on en croit ce courrier très lacunaire avant 1916, Louis n'est vraiment absent de la propriété qu'à partir de cette année ; mobilisé dans la cavalerie territoriale à Toulouse, il rentrait assez fréquemment. Du front cette fois, il salue rapidement le travail de son épouse à laquelle il écrit : « Je suis très satisfait des nouvelles que tu me donnes de la campagne. La gestion est décidément très bonne. »¹¹²⁷ De fait, la production est abondante et dans les listes des réquisitions « Madame Louis Gleizes » ouvre la liste des propriétaires par l'importance de la production, juste après Louis de Vuillod¹¹²⁸, l'un des plus gros propriétaires du canton. Que faire de cet argent ? Mathilde a investi à la fois dans du matériel et acheté 4000 francs de vignes. Louis conseille encore de « vendre les Japonais pour investir dans des bons de la Défense à trois mois, de façon à avoir de l'argent à (sa) disposition.

¹¹²⁵ ADH, sous-série, 10R 251, Main d'œuvre agricole, réglementation, contrôle (1916-1919), lettre du ministre au préfet de l'Hérault, 30 juin 1915

¹¹²⁶ Dans les huit domaines, 1897-1923, d'après Rémy Pech, « Le développement d'une grande entreprise viticole en Languedoc : l'exemple des domaines de la Compagnie des Salins du Midi (1890-1940) » *opus cité*

¹¹²⁷ Louis à Mathilde Gleizes, 16 juin 1916

¹¹²⁸ AMB, sous-série 4H5, réquisitions de vins

»¹¹²⁹ Cet échange de placements financiers à court terme permet de souligner la prospérité du domaine mais aussi de considérer que les emprunts proposés par l'État sont très rentables et le sont très rapidement, la guerre permettant dès lors des opportunités financières pour s'enrichir davantage. La connaissance de ces possibilités atteint le front d'où François Fabre exprime une certaine envie : « Tu me dis que Mandou a vendu sa propriété et qu'on la revend au détail. Les propriétaires qui ne participent pas à la guerre peuvent faire leurs affaires. »¹¹³⁰ Il semble oublier au passage que lui-même a demandé à son épouse dès le 7 novembre 1916, d'acheter la « terre de Galabru » quitte à « la laisser en friche jusqu'à la fin de la guerre »¹¹³¹. Cependant Mandou n'est pas n'importe qui dans le bourg ce qui peut expliquer l'attention portée à ses faits et gestes dans la communauté. Âgé d'une cinquantaine d'années, ce père de deux filles est le plus gros propriétaire de Florensac mais aussi son maire conservateur. Qu'il vende sa propriété en faisant des affaires alors qu'il n'est pas directement touché par la mobilisation militaire reste donc sinon répréhensible du moins suspect d'immoralité, c'est ce que vient souligner le commentaire un brin envieux de François Fabre. Si la correspondance des Gleizes s'arrête avant la fin de la guerre, d'autres sources permettent de mesurer cette prospérité viticole : entre les deux recensements de 1911 et 1921, le personnel de la campagne est passé au moins de huit à douze ouvriers agricoles permanents, tandis que Louis, devenu maire de Bessan en 1919, a pu racheter la plus importante carrière de basalte du canton, celle des Roches bleues, ainsi qu'un élevage de chevaux dans le Lodévois¹¹³². Cependant, pour assurer ces bénéfices, les propriétaires doivent impérativement trouver de la main-d'œuvre, ce qui représente un autre sujet d'importance de certaines de leurs correspondances. La préoccupation est récurrente. Marie-Thérèse Dézarnaud perd dès avril 1915 « Baby », le ramonet de la propriété qui a de toute évidence trouvé une place mieux rémunérée. Elle peine à lui trouver un remplaçant, chose finalement faite en juin, alors que les travaux de préparation des vignes nécessitent un encadrement permanent, si l'on en croit la réponse

¹¹²⁹ Fonds privé Louis Gleizes qui contient ces bons / Louis à Mathilde Gleizes, 16 juin 1916

¹¹³⁰ François à Marguerite Fabre, 11 décembre 1917.

¹¹³¹ François à Marguerite Fabre, 7 novembre 1917

¹¹³² Fonds privé Louis Gleizes, acte d'achat et photographies

de son époux : « Je suis heureux que tu aies trouvé un ramonet ; bon ou passable, garde-le autant que tu pourras, qu'il t'enlève au moins les difficultés matérielles. C'est une passe désagréable à franchir. Il faut tâcher de le faire avec le moins d'ennuis possibles »¹¹³³. Pour tous ceux que les autorités civiles et militaires tardent à aider, il faut employer et garder ce personnel compétent tout en étant vigilant quant à leur juste paie afin d'éviter les conflits. Cela ne paraît pas si simple puisque que Mathilde Gleizes ne parvient pas à garder « ce petit Georges »¹¹³⁴, mais peut-être ce dernier est-il mobilisé, ce qui crée une nouvelle inquiétude quant au personnel disponible pour couper les blés, d'autant qu'« Eugénie la nouvelle domestique « ne convient pas »¹¹³⁵. Par ailleurs, Louis, informé même au front de la situation dans les vignes héraultaises, en patron avisé, pour éviter d'éventuels conflits au moment crucial du sulfatage, prévient Mathilde de la méthode à adopter face à des ouvriers mécontents : « J'ai su qu'il y avait eu une grève à Sérignan. Ne donne pas l'exemple à Bessan soit de payer en trop, soit de payer en moins. Suis tout simplement le mouvement. »¹¹³⁶ Ce souci de rester dans la norme des salaires pour se prévenir à la fois de tensions mais tout autant d'une mauvaise réputation, se retrouve sous la plume de François Fabre qui demande à son épouse à propos de sa mère à laquelle il a confié la gestion de la propriété : « Elle n'a qu'à les payer comme ils demandent, qu'ils ne ronchonnet pas, qu'elle n'entende pas dire qu'on ne les paye pas assez. On n'est pas à 100 sous près de plus ou de moins qui fera meilleur marché. »¹¹³⁷ Dans des termes identiques, au moment des sulfatages, ce sont les mêmes recommandations que le régisseur de la campagne de la Prunette, Jean Delmas, fait à sa fille qui en partie le remplace dans le domaine : « Si les hommes ronchonnet pour le prix donne leur 0,50 de plus »¹¹³⁸. Et puisque l'état des grèves dans le département¹¹³⁹, particulièrement bien renseigné, ne fait aucune mention de conflits agricoles durant toute la guerre on peut supposer que cette gestion avisée a porté ses

¹¹³³ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 3 juin 1915

¹¹³⁴ Louis à Mathilde Gleizes, 29 mai 1916

¹¹³⁵ Louis à Mathilde Gleizes, 18 juin 1916

¹¹³⁶ Louis à Mathilde Gleizes, 2 mai 1916,

¹¹³⁷ Jean à Marguerite Fabre, 21 septembre 1914

¹¹³⁸ Jean à Marguerite Delmas, 4 mai 1915

¹¹³⁹ ADH, sous-série, 10M 232, état des grèves, 1916.

fruits. D'autres indices convergent encore pour dire la prospérité d'exploitations bien moins importantes dans lesquelles pour diverses raisons, les bras ne font pas défaut. C'est le cas notamment du maraîchage sur les rives limoneuses de l'Hérault pratiqué par la sœur de Paul Loubet et son époux, notamment à partir de 1917 quand les prix à la vente en gros des fruits et des légumes dont la demande est forte s'accroissent davantage encore - le quintal de prunes est passé par exemple de 70 francs en 1916, à 120 en 1918 - et que les hommes commencent à revenir définitivement du front ou pour des permissions plus longues¹¹⁴⁰. Ces maraîchers arboriculteurs représentent une exception dans le monde de la vigne et dans les recensements une vingtaine de « jardiniers » sont les seuls à avoir le statut de fermier, se considérant comme « patrons », alors que la majorité des cultivateurs travaille en faire-valoir direct, ou bien, forme les cohortes d'ouvriers agricoles. « Lisou », exploitante aisée, aidée de son époux trop âgé pour être mobilisé, de leur fille cadette célibataire, 25 ans, Marinette, et d'un(e) ou deux journalier(e)s agricoles présents en permanence, cultivent des vignes et des jardins, des vergers et des champs¹¹⁴¹. Si une partie de leurs quatre chevaux a bien été réquisitionnée en 1914, le couple a rapidement reconstitué son cheptel¹¹⁴² et vend aussi à de bons prix non seulement le vin mais encore de l'avoine qui échappe aux réquisitions. Leur fille aînée, Françoise, est l'épouse d'un propriétaire viticole cossu, Louis, militaire peu exposé, qui rentre souvent chez lui et tous deux profitent en 1917 des prix croissants du vin pour acheter des vignes. C'est également ce que fait Rosalie Delmas qui d'après sa sœur a acheté « une cosse payée 4000 francs »¹¹⁴³ et peut compter pour les travailler sur ses deux enfants devenus deux jeunes adultes, Marius et Marguerite. La somme paraît certes très élevée mais, analyse Marie dans la même lettre « Au prix que le vin se vend, on l'a vite payée. » Effectivement les matrices cadastrales font apparaître l'achat en 1917 de 2,30 ha de vignes par Louis Loubatières et de 1,68 ha dans les cosses de Notre Dame, par Jean Delmas¹¹⁴⁴. Si l'on prend l'ensemble des achats de vignes durant la guerre dans ces matrices à la lettre B, excepté l'année 1915 où ils ne dépassent pas la

¹¹⁴⁰ Marie à Paul Loubet, 18 juin 1918

¹¹⁴¹ AMA, 1G17 à 1G34, Etat de section et matrices des propriétés bâties et non bâties, 1914. Jean Delmas et Louis Loubatières

¹¹⁴² ADH, sous-série 10 R 196, liste des propriétaires de chevaux de l'Hérault, 1914-1919, canton d'Agde.

¹¹⁴³ Marie à Paul Loubet, 29 janvier 1918

¹¹⁴⁴ AMA, sous-série 1G40-50, table alphabétique des propriétaires, 1914, 1G43, Delmas Jean et 1G48, Loubatières Louis.

douzaine, toutes les autres connaissent des transferts à hauteur d'une vingtaine par an comme en 1912 et 1913. Jean Bédos en fait ainsi acheter 8 ha à sa mère en 1916¹¹⁴⁵. La guerre ne change donc rien. Dans ces conditions, la situation faite aux cultivateurs par le conflit dépend tout à la fois de l'assise économique et sociale détenue au moment de la mise en guerre et de la plus ou moins grande présence d'hommes mobilisés et donc de l'âge et du genre.

2.2.3.1.2. Le sort difficile du plus grand nombre

Il est difficile voire impossible de séparer le sort des ouvriers agricoles de celui des petits propriétaires car, d'une part certains exploitants peuvent se louer à la journée et de l'autre certains ouvriers possèdent un « terrain » de quelques ares. Dans le contexte du départ massif des hommes, se pencher sur leur sort, c'est finalement se pencher sur celui de ceux et celles qui restent et se retrouvent brutalement privés de la principale force de travail et ressource financière du foyer, ce que ne vient jamais compenser l'octroi de l'allocation journalière obligeant les civils à travailler plus encore. Concernant par exemple Marie Loubet, son montant atteint 1,75 franc tant que Paul est au front. À partir de 1917, elle passe à 2,25 francs, puis, en 1918, à 3 francs, mais à ce moment-là, un salaire d'ouvrier agricole est de 12 francs et celui d'une ouvrière de 6 francs. Non seulement, elle ne compense jamais un salaire masculin mais l'écart se creuse dans la durée de la guerre, malgré ce qu'en écrivent dans *la Revue de la viticulture* certains propriétaires hostiles au dispositif¹¹⁴⁶. Malgré cette aide qui représente une somme non négligeable, certaines familles connaissent donc des difficultés persistantes en particulier à partir de 1915 et cela pour deux raisons principales. Cette somme même revalorisée en 1917, ne comble pas les effets de la hausse des prix sur la nourriture ; Marie Loubet utilise par exemple l'intégralité de la somme pour remplir le colis hebdomadaire qu'elle expédie à son époux prisonnier et lui précise dans quelles conditions elle le peut : « Tu penses qu'avec l'allocation, même en travaillant, t'envoyer les colis et maintenir François et moi, ce serait pas lourd. »¹¹⁴⁷ C'est bien parce

¹¹⁴⁵ AMA, sous-série 1G17, table alphabétique des propriétaires, 1914, lettre B

¹¹⁴⁶ Cité par Jean Louis ESCUDIER, *Les femmes et la vigne, Une histoire économique et sociale, 1850-2010*, Presses universitaires du Midi, 2016, p.153

¹¹⁴⁷ Marie à Paul Loubet, 18 mars 1918.

qu'elle peut compter sur la présence de ses parents que matériellement elle fait face à la captivité de son époux, soulignant encore par sa réflexion les difficultés de l'isolement social de certaines femmes de sa condition¹¹⁴⁸. De plus, la loi ne prend jamais en compte la mobilisation de plusieurs membres de la famille. Qu'il s'agisse d'un époux et des fils ou de plusieurs fils d'une famille, le montant de l'allocation reste identique puisque dévolue au foyer, rendant certaines situations bien plus précaires que d'autres. C'est le cas des familles Chavardès ou Serven dans lesquelles pères et fils sont mobilisés et dans lesquelles épouse et fille doivent faire appel à la belle-mère ou à la mère, actrices indispensables à l'équilibre économique familial et pourtant oubliées des images idylliques de cartes postales du temps de guerre. Les jeunes mères ayant des enfants ou les parents âgés ayant perdu leur ou leurs fils, soutien de famille, sont donc particulièrement vulnérables et l'octroi de l'allocation journalière nationale ne paraît pas interdire à Vias celui d'aides municipales matérielles ponctuelles dérisoires, votées au cas par cas, qui laissent deviner l'extrême dénuement dans lequel sont tombés certains individus sous le coup de la mobilisation ; le 4 novembre 1914, « une somme de 18,90 francs est versée en urgence à l'enfant Suzanne et à sa mère, Julie Torrès, incapable de travailler dont le jeune époux et père de 19 ans, indigent et fils d'étranger est mobilisé »¹¹⁴⁹. C'est encore un litre de lait qui est octroyé le 11 janvier 1915 à la jeune Louise Galibert pour élever son enfant ou encore le 11 novembre 1917 à « Antoinette Patrach, et aux femmes Mas et Viguié »¹¹⁵⁰. Cependant, la comparaison des deux recensements met en avant que beaucoup d'ouvriers et d'ouvrières ont quitté en 1921 les travaux agricoles. Peut-être parce que face à la pénurie constante de main-d'œuvre dans l'industrie et à des augmentations de salaires moins fortes dans l'agriculture que dans d'autres secteurs, tous se dirigent vers les villes. Le nombre de journaliers à Agde et Marseillan est divisé par deux entre 1911 et 1921 tandis que, dans cette catégorie sociale, la part des Espagnols est elle multipliée par dix dans les deux communes pour atteindre la proportion de Bessan en 1911.

¹¹⁴⁸ Sur ce sujet des limites de l'allocation journalière voir Clémentine VIDAL-NAQUET, *Couples dans la Grande Guerre, opus cité*, et Frédéric ROUSSEAU, « Paroles de femmes de poilus : jours de guerre au féminin sur le front intérieur languedocien », *Annales du Midi*, tome 112, n° 232, octobre-décembre 2000, Toulouse, Privat, p. 483-498.

¹¹⁴⁹ AMV, sous-série 1D4, registre des délibérations du conseil municipal 1909-1929, 4 novembre 1914

¹¹⁵⁰ *Ib*, 11 janvier 1915 et 11 novembre 1917

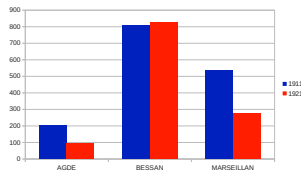


Figure 45. 1911 et 1921 : nombre d'ouvriers agricoles dans les 2 recensements

La situation des petits exploitants en faire valoir direct s'apparente à celle des journaliers dont ils partagent fréquemment la condition de travail lorsque sur le terrain familial, les hommes partis c'est la moitié, voire plus, des bras en moins si père et fils sont mobilisés comme c'est fréquemment le cas et qu'il est impossible financièrement d'embaucher. Mais la propriété du « terrain » et de la maison associée à l'ancrage familial local permet plus difficilement d'envisager un départ vers l'usine de la ville proche. Malgré tous leurs efforts, ce qui se dégage des sources c'est que beaucoup de ces familles, en l'absence des hommes, peinent à accomplir toutes les tâches nécessaires à l'équilibre financier. C'est le sens de l'inquiétude et des conseils d'André Serven à sa mère, sa sœur et sa tante dès les vendanges de 1915 :

« Je comprends qu'il est bien pénible pour vous de faire la vendange encore seules. Mais il vaut mieux aller doucement car plus on va doucement, le travail se fait mieux et l'argent rentre plus vite car avec le prix des journées qu'il vous faudrait payer vous n'en ramasseriez pas assez pour payer ces journées et les sous passeraient tous par là ». ¹¹⁵¹

Pour ces petits exploitants attachés à leurs terres qui ne peuvent embaucher des ouvriers, c'est alors à des degrés divers l'expression massive de la fatigue physique croissante qui s'exprime dès le printemps 1915, lors des travaux de préparation. Elle concerne essentiellement des cultivateurs très âgés, obligés de se remettre à la tâche car ils sont parents de soldats mobilisés, des épouses déjà âgés et à l'opposé des jeunes mères de petits enfants. Certains courriers s'interrompent parce que l'épouse est malade de fatigue ce qui rajoute à l'inquiétude des soldats comme celle manifeste de Jean Serven :

« Je réponds à ta lettre dont tu remplaces ta maman malade, cela me fait bien plaisir de savoir que maman essaie de prendre de l'alcool pour se donner du courage seulement il ne faudrait pas qu'elle en prenne trop l'habitude au cas que cela lui tombe comme tu dis sur les jambes » ¹¹⁵²

¹¹⁵¹ André Serven à sa famille, 16 septembre 1915.

¹¹⁵² Jean à Catherine Serven, 10 septembre 1916,

L'expression de cet épuisement survient cependant davantage au moment des travaux de traitement de printemps plus qu'aux vendanges durant lesquelles les conditions climatiques sont meilleures, la main d'œuvre plus nombreuse du fait de la présence des enfants et peut-être aussi de leur caractère festif. Sa cause dépasse largement les seules intempéries climatiques de l'hiver ou la seule augmentation de la longueur des journées de travail face à la nécessité du temps. La difficulté repose tout autant sur la pure charge physique supplémentaire ; le port des machines à soufrer et sulfater n'est plus partagé et les mules et les ânesses devenues des biens rares s'épuisent elles aussi parfois à la tâche. C'est ce qu'annonce Marie Loubet à son époux : « la mule de Françoise est morte en pleine vendange, tu sais qu'elle était vieille. »¹¹⁵³ Dans la longueur du conflit, la réquisition des chevaux même différenciée et limitée se double d'une autre difficulté ; en effet, en 1916, puis encore en 1917, Bessan, comme 26 autres petites communes de l'Hérault, pétitionne auprès du préfet pour demander le détachement des charrons forgerons indispensables à l'utilisation des équidés car dans le village ils sont « tous décédés ou mobilisés »¹¹⁵⁴. La mobilisation semble là encore créer plus de difficultés aux petites communes moins équipées en services. Par ailleurs, la perte des chevaux réquisitionnés n'est pas que matérielle et même s'il est difficile de mesurer la peine ressentie par ceux qui partagent de longues journées avec leurs bêtes, elle peut se lire dans quelques témoignages. M. Jeanne Nougaret annonce tristement à son époux que « Cette fois on a pris Tonnerre, celui que tu conduisais »¹¹⁵⁵. Plus tard sur le front, à de Mouissy, le régisseur Jean Delmas exprime un même attachement attristé. Territorial, il a réussi à devenir conducteur et a « dressé à sa main deux bons chevaux » dont « il est content » faisant de son « mieux pour conserver » la place¹¹⁵⁶. Rien de bien étonnant alors que, dans une lettre attristée à ses beaux-parents, il mette sur un pied d'égalité, perte des hommes et perte des chevaux sous la violence des tirs d'obus ; « Une grosse attaque allemande nous a fait beaucoup de victimes. Chez nous, 45 chevaux tués. Pour les hommes je ne sais encore le résultat »¹¹⁵⁷. La forte dispersion du

¹¹⁵³ Marie à Paul Loubet, 26 septembre 1918

¹¹⁵⁴ ADH, sous-série 1R732, préparation militaire - sursis pendant la guerre.

¹¹⁵⁵ Jeanne à Dori Nougaret, 9 février 1915

¹¹⁵⁶ Jean Delmas à ses beaux parents, 6 mai 1915

¹¹⁵⁷ Jean Delmas à ses beaux parents, 23 juillet 1915

parcellaire encore, oblige ceux qui restent à parcourir fréquemment le plus souvent à pied une vingtaine de kilomètres par jour aux périodes des traitements sous des températures extrêmes l'été ou entre des intempéries diluviennes en 1917 et surtout 1918, éléments climatiques formant des facteurs supplémentaires très éprouvants, qui sont sans surprise récurrents dans les récits. Ce surmenage aux conséquences potentiellement tragiques ne concerne pas que les femmes. Jacques Mathieu, père de Marie Loubet qui âgé de 77 ans en 1918, travaille les vignes qu'il aurait cédées à ses trois enfants si les trois hommes de la famille –son fils et ses deux gendres - n'avaient pas été mobilisés. Décidé à l'été 1917 à se mettre « à la pension » après le retour de son fils Antoine, ce dernier refuse, pour on ne sait quelle raison, que le partage s'effectue. Mais lors de la cinquième vendange de la guerre, à l'automne 1918, le vieil homme meurt d'épuisement ce que relate Marie décrivant la longue semaine d'agonie vécue par son père, qui est encore dans les vignes le 5 septembre « se fait vieux et ne peut faire grand-chose ». Mais quelques jours plus tard, « il a heurté le dos contre une pierre et il ne peut pas se tenir », le 24 octobre, chez lui, il fait une attaque cardiaque et Marie de conclure cette fois qu'il « il est tout à fait vieux. ». Enfin, le 31 octobre, elle écrit que

« les attaques ont continué tout le temps. Il avait la langue paralysée, il ne pouvait se faire comprendre et il est resté 2 jours sans parler et n'avait que le souffle. Il nous faisait souffrir de le voir et lui souffrait davantage. Après d'horribles souffrances, il est mort hier, mercredi à 9 heures du matin, 8 jours après qu'il avait eu la première attaque ».

La lettre qui fait état quelques jours plus tard du partage de l'héritage souligne bien que la jeune femme est consciente que son père est mort d'épuisement au travail dans le contexte de la guerre :

« Nous aurions tous voulu voir mon père présent. Il aurait été content de nous voir tous d'accord. Tu dois voir toi même la vieillesse qu'il a passée à travailler toute une vie et le moment qu'il croyait ne rien faire et pouvoir se reposer, la mort nous l'a enlevé. Voilà le merci après avoir bien travaillé »¹¹⁵⁸

Pour les plus âgés, à cet épuisement en partie consécutif des obligations supplémentaires nées du conflit, se rajoute parfois la douleur de la perte d'un être cher au combat comme l'écrit M. Jeanne Nougaret à son époux : « Papa a été à l'enterrement du vieux Rouire. Il n'a pas tardé après Elie, lui qui faisait que dire la mort devait me

¹¹⁵⁸ Marie à Paul Loubet, 7 novembre 1918

prendre moi au lieu d'Elie. Ce sera la mort de tous, surtout les vieux. »¹¹⁵⁹ Jean Rouire, 83 ans, avait peut-être l'âge de mourir mais il voit la guerre bouleverser douloureusement l'ordre naturel des décès et disparaît à peine trois semaines après son petit-fils de 26 ans qui a agonisé trois mois, suite aux blessures reçues en Belgique laissant une veuve et deux orphelins. S'il est dur pour des pères de perdre leur fils, que dire alors des grands-pères ? C'est donc naturellement que M. Jeanne considère la proximité des deux décès comme une conséquence de la guerre. Plus de 100 ans après, la disposition des deux plaques funéraires, survivantes de la douzaine qui ont été scellées sur la tombe familiale, continue d'en témoigner.



Figure 46. Tombe familiale de la famille Rouire à Marseillan en avril 2021¹¹⁶⁰.

Pourtant, c'est ce que tous doivent faire quand l'armée prend les jeunes hommes et même les plus âgés. Travailler davantage en louant ses bras, ce qui n'évite pas toujours une désascension sociale : Paul et Marie Loubet avaient choisi le maraichage plutôt que la vigne parce que les conditions matérielles y étaient meilleures comme le rappelle Paul à propos entre autres des engelures causées par le froid, disparues au jardin, revenues dans les vignes¹¹⁶¹. Pourtant Marie est obligée d'y retourner et d'abandonner le jardin pour assurer l'équilibre financier du foyer.

¹¹⁵⁹ Marie Jeanne à Dori Nougaret, 26 mars 1915

¹¹⁶⁰ Plaques d'Elie le petit-fils et de Jean, le grand-père, scellées à l'horizontale de chaque côté de la statue mariale

¹¹⁶¹ Paul à Marie Loubet, 14 janvier 1917

2.2.3.1.3. Des compensations et des exceptions

La sécurité matérielle susceptible d'éviter l'indigence de beaucoup de cultivateurs à la situation mal assurée, précaire ou brusquement précarisée par la séparation, passe donc parfois par la recomposition du foyer et donc sur le soutien d'une famille élargie sur plusieurs générations. Comme Marie, sa belle-sœur Honorine, mère de quatre enfants, dont l'époux et le fils aîné sont mobilisés, a pris sa mère chez elle pour louer le logement vacant. De même, Clémence Serven, Marie Chavardès accueillent leur belle-mère, mais dans les sociabilités et solidarités de bourg, il apparaît davantage que les unes et les autres habitent à proximité comme André, le beau-frère de François Fabre à Florensac et Marie sa mère et que les déménagements ne sont pas forcément nécessaires. De plus, pour éviter des dénouements tragiques, présents en filigrane dans les écrits et les imaginaires de tous, certains tentent d'instaurer conjointement, des stratégies compensatoires obligées face au risque d'épuisement qui se retrouvent au cœur des échanges épistolaires familiaux et particulièrement des préoccupations masculines comme lorsque Célestin Adgé, inquiet, conseille à son épouse :

« Tu me dis que maintenant tu ressens la fatigue repose-toi ne va pas te faire du mauvais sang pour la vigne attends que le courage te revienne maintenant prends un peu du repos. Tu es fatiguée, j'aurais aimé être là pour mettre les tourteaux. »¹¹⁶²

Ralentir les cadences, occulter certaines tâches moins indispensables, sont les solutions les plus souvent conseillées par les hommes à l'image de celles les plus fréquemment usitées dans les usines. Mais abandonner une partie des terres reste encore une solution souvent évoquée et de fait, la mairie d'Agde répond à l'enquête initiée par le préfet dès le 19 décembre 1915, que 700 hectares de vignes sont encore non travaillés dans la commune¹¹⁶³. À la sortie de la guerre, les enquêtes cantonales menées dans les communes font état d'environ 340 cultivateurs tués et disparus ainsi que d'environ 150 mutilés ou démobilisés qui ne « retournent pas à la terre. »¹¹⁶⁴

¹¹⁶² Célestin à Lucie Adgé, 27 mars et 16 avril 1918

¹¹⁶³ AMA, Registre des télégrammes officiels, *opus cité*, 19 décembre 1915.

¹¹⁶⁴ ADH, sous-série 7 M 1028, enquête sur les vides causés par la guerre parmi les agriculteurs. (1918-1920)P

Les familles tentent également de faire revenir leurs hommes par le biais des certificats agricoles, sésames à la permission qui reste rare dans les sources. Quand elles le peuvent enfin, elles font la demande, pas toujours satisfaite, de soldats détachés ou d'ouvriers espagnols, un dispositif rendu possible depuis la loi Dalbiez. Si elles se le permettent, au moment des vendanges, c'est que les salaires de ces soldats sont dérisoires, comme le détaille Jean à Clémence Serven :

« J'ai reçu tes deux lettres à la fois, me disant que tu as fait la demande d'un soldat et qu'il t'a été accordé. Je me mets à ta place au moment où nous sommes, on est obligé à prendre ce que l'on trouve. Pour les moissons dans les pays où nous sommes il en est pareil. Certains sont occupés pendant un mois. Pour le prix, il y a un tarif, ils ne touchent que 1 franc par jour du propriétaire et nourris, sans plus, ils n'ont pas droit à réclamer davantage »¹¹⁶⁵.

Face à la nécessité d'un travail intensif encore, les épouses redoutent les grossesses dans le contexte dramatique incertain de la guerre pour le devenir des familles qui obscurcit les projets familiaux. « Se faire prendre » est redouté non seulement par la femme mais aussi par le couple, comme l'annonce Marie Loubet à propos de sa nièce Françoise :

« « Ta sœur Lisou m'a annoncé hier que notre nièce Françoise avait fait la bêtise. Je n'ai pas vu encore Françoise mais je sais que ça va la contrarier pour le travail, surtout maintenant, avec la cosse qu'elle a achetée. Quand le sulfatage va arriver, ils ne seront pas sans travail, le jardin et les vignes »¹¹⁶⁶

Et dans les familles de témoins, il n'y a de fait que très peu de naissances jusqu'en 1918 quand s'annonce la fin de la guerre. Pour pallier les difficultés, il est perceptible encore dans les récits qu'une solidarité familiale et communautaire s'exerce lorsque les travaux de la vigne le nécessitent, s'imposant comme une ressource précieuse. Elles relèvent de pratiques traditionnelles adaptées au contexte que l'ethnologue Martine Segalen décrit ainsi : « On fait appel à la parenté plus élargie, aux cousins aux oncles et tantes dans les cas de crise familiale, accouchement, maladie. On leur demande de l'aide pour une vendange à charge de réciprocité. »¹¹⁶⁷ Une fois les époux, fils et pères partis, les civils

¹¹⁶⁵ Jean à Clémence Serven, 16 septembre 1916

¹¹⁶⁶ Marie à Paul Loubet, 18 février 1918

¹¹⁶⁷ Martine SEGALEN, *Mari et femme dans la société paysanne*, Paris, Champ Histoire Flammarion, 2002 (1981), p. 87.

suffisamment intégrés dans la communauté s'épaulent donc souvent, les liens familiaux transcendant certaines hiérarchies sociales, ce qui contribue à rassurer les hommes au front sur la prise en charge de leur famille comme le précise Marie à Paul :

« Hier, nous sommes allés prendre l'engrais à la gare. La charrette de la campagne a pris celui de Rosalie et le nôtre. Ta sœur Lisou y était aussi et, demain, nous allons au Vacan pour Rosalie et après, à St Martin. Dans 15 jours, nous ferons du travail. »¹¹⁶⁸

Elisabeth Barbezier rassure également son beau-frère sur le sort de son épouse : « Germaine aujourd'hui vient travailler avec nous pour échauder »¹¹⁶⁹ Ce sont d'ailleurs les mêmes, qui de temps en temps aident à remplir les colis de victuailles ou les lettres de billets de 5 francs, expédiés au soldat. Joseph Chavardès, comme Jean Serven, n'hésite pas lui aussi à féliciter sa mère : « Je suis bien content que tu aies pu à ton âge faire les vendanges et tout cela donnera un coup de main à la maison. »¹¹⁷⁰ Ceux qui restent sont nombreux encore à pouvoir compter sur un voisin ou un parent pour des travaux exceptionnels tel le labourage et Pierre Cauquil peut dire sa satisfaction à son épouse : « J'aimerais mieux être au soleil de la vigne. Je suis bien content que Assier ait labouré la vigne et qu'elle est bien jolie si tu peux sauver la récolte ça ira bien car le vin se vendra encore et ça nous aidera à manger du pain après la guerre. »¹¹⁷¹ De fait, dans la séparation, ce qui ressort de tous ces échanges concernant l'outil de travail qui est également le bien commun familial, c'est bien la tentative de sa préservation dans la perspective de l'après-guerre et le rôle joué par la solidarité familiale et communautaire pour y parvenir. Ceci étant, ces comportements soulignent encore en miroir l'extrême isolement de ceux et celles qui sont privés de ces réseaux.

Le critère de l'âge associé à celui du genre s'avère enfin déterminant pour affronter l'épreuve, ce qui peut faire écrire à Philomen Mioch : « Nous n'étions plus des plus malheureux »¹¹⁷² car la situation économique et sociale des foyers populaires n'est pas toujours aussi difficile. Dans un contexte familial différent en effet, certains témoignages laissent entrevoir que la guerre peut inaugurer une période, sinon

¹¹⁶⁸ Marie à Paul Loubet, 28 janvier 1918

¹¹⁶⁹ Elisabeth Barbezier à Louis Barbezier, 14 février 1916

¹¹⁷⁰ Joseph Chavardès à sa mère, septembre 1915

¹¹⁷¹ Pierre à Marie Cauquil, 6 juin 1916

¹¹⁷² Philomen MIOCH, *Les tribulations d'un ouvrier agricole*, opus cité, p. 19

d'ascension sociale, du moins d'amélioration des conditions de vie, liée à la situation prospère de la viticulture, qui se confirme dans la durée. Elle se lit sous la plume de l'ouvrier agricole Philomen Mioch dont les souvenirs ¹¹⁷³ mettent en exergue la convergence de plusieurs paramètres favorables liés au contexte des mises en guerre. Face au manque permanent de bras, la famille Mioch est d'abord nombreuse mais elle a la chance de ne compter aucun très jeune enfant, ni aucun mobilisé, uniquement des filles et des hommes un peu trop jeunes ou trop âgés pour être mobilisés bien que totalement valides. Juste « un peu trop » et c'est ce qui fait une différence essentielle. Le chef de famille devient rapidement « abonné » ou mésadier et sort de sa précarité de journalier tandis que son salaire augmente. Ses fils passent la barre des 14 ans et touchent les uns après les autres « un salaire d'homme » soit le double de ce qu'il était dans un contexte de forte augmentation. Par ailleurs, le foyer en 1914, vient de se doter d'une ânesse, or l'équidé, traditionnellement attribué aux cultivatrices et seule force de traction animale financièrement accessible aux viticulteurs les plus modestes, échappe justement à la réquisition militaire. Le grappillage de 1914 encore est plus qu'abondant et son vin se vend bien. Ainsi pour la famille Mioch, la guerre, qui rend économiquement précieuse toute main-d'œuvre et toute récolte de raisin, génère des opportunités nouvelles quant à l'augmentation significative à la fois des salaires masculins et des revenus qui permet l'achat d'une petite maison qui signe un début d'ascension sociale ou du moins de mise à l'abri. Cette configuration liée au genre et à l'âge n'est pas extrêmement rare, elle existe avec des variantes dans l'entourage familial de Marie et Paul Loubet. La situation de journalier du père de Marie-Jeanne Nougaret, 48 ans, s'améliore sensiblement dès 1915, puisqu'il travaille désormais à l'année, pour un salaire hebdomadaire fixe ; quelles que soient les conditions météorologiques, il bénéficie d'un contrat à durée indéterminé, « à pluie et vente », comme la jeune femme l'écrit à son époux : « Mon père travaille plus pour Laget. Il est pour Elie Rouire pour toujours. Il gagne 24 francs par semaine qu'il pleuve, qu'il vente, c'est une bonne place. »¹¹⁷⁴ Le propriétaire François Fabre doit déjà de loin, dès 1914, faire avec

¹¹⁷³ Philomen MIOCH, *Les tribulations d'un ouvrier agricole*, opus cité, p. 19-20

¹¹⁷⁴ M. Jeanne à Dori Nougaret, carte non datée 1915

un personnel espagnol plus rare qu'il doit donc « plus fortement rémunérer. »¹¹⁷⁵ Dans ce contexte le travail féminin acquiert une place prépondérante et la richesse des correspondances représente une source rare de l'exploration des identités de genre particulièrement marquées dans la viticulture.

2.2.3.2. Des identités de genre.

2.2.3.2.1. Réévaluer le travail féminin grâce aux témoignages.

Michelle Perrot a depuis longtemps insisté sur le fait que « Les matériaux qu'utilisent les historiens sont le produit d'hommes qui ont le monopole de l'écrit comme de la chose publique »¹¹⁷⁶ et qu'il est par conséquent plus difficile de se pencher sur l'histoire des femmes, faute de sources directes et de sources tout court. En 2005, dans une première synthèse sur l'historiographie du travail des agricultrices, l'historienne ruraliste J. Sainclivier posait même la question de sa faisabilité¹¹⁷⁷. Michelle Zancarini qui estime à environ 3 millions le nombre d'agricultrices en France durant le XIX^e siècle, souligne encore qu'« il est bien difficile de comptabiliser les paysannes, le travail agricole étant particulièrement difficile à évaluer parce qu'il s'exerce dans le cadre familial et dans le cadre juridique d'un patrimoine privé. »¹¹⁷⁸ Et les recensements cantonaux le minimisent considérablement, même s'il n'en est pas totalement absent tandis que les registres d'état-civil l'occulent totalement. Plus précisément Françoise Thébaud a noté que « les sources ne sont pas très prolixes ni très précises sur la mobilisation des paysannes du Languedoc viticole méditerranéen »¹¹⁷⁹ à la différence de ce qui a pu être documenté en Italie¹¹⁸⁰. Par ailleurs, Laura Lee Downs note qu'en ce qui concerne le travail féminin,

¹¹⁷⁵ François à Marguerite Fabre, 20 novembre 1914

¹¹⁷⁶ Michelle PERROT, *Les femmes ou les silences de l'histoire*, Paris Flammarion, 1998, p. 153

¹¹⁷⁷ Jacqueline SAINCLIVIER, « Une histoire des agricultrices aux XIX^e-XX^e siècles est-elle possible en France ? Acquis et perspectives » dans Nadine VIVIER (dir.), *Ruralité française et britannique, XIII^e et XX^e siècle*, approches comparées, Rennes, PUR, 2005, p.117-128

¹¹⁷⁸ Michelle, ZANCARINI, *Histoire des femmes en France XIX^e- XX^e siècles*, PUR, 2010, p. 156

¹¹⁷⁹ Françoise THEBAUD, *Les femmes au temps de la guerre de 14*, Paris, Hachette, coll. « Petite bibliothèque Payot », 2014, p.212

¹¹⁸⁰ Anna BRAVO, Donne contadine e prima guerra mondiale, dans « *Società e storia* », 10 (1980), p. 842-862

« il est crucial de concevoir une nouvelle façon de discuter de ce qui a changé ou non durant la Première Guerre Mondiale, une approche qui prennent en compte l'ampleur de ce changement et son effet, sans nécessairement l'interpréter dans le cadre, en fin de compte fallacieux, d'une émancipation des femmes »¹¹⁸¹.

F. Thébaud a en effet relevé la place majeure, notamment dans les travaux français et britanniques, de la question des effets émancipateurs ou non des conflits¹¹⁸². Elle y a dégagé trois « âges historiographiques »¹¹⁸³ dont le plus récent met en avant les « approches plus complexes et des réponses non tranchées »¹¹⁸⁴ qui sont de mise aujourd'hui. De son côté Luc Capdevila a souligné l'importance des correspondances privées car

« les guerres totales ont été des moments de remises en cause, d'ajustements, voire de nouveaux équilibres pour les identités de genre. Ces changements ont jusqu'à présent été davantage étudiés du côté des femmes. Mais les échanges épistolaires permettent de les aborder dans leur mise en parallèle dynamique avec ceux concernant les hommes »¹¹⁸⁵

Par leur flux exceptionnel du temps de guerre, la richesse d'un contenu concernant la vie quotidienne qui se réfère souvent au temps de paix et en représentant quasiment la seule trace qui émane des intéressées elles-mêmes, ces « sources du moi » spécifiques peuvent contribuer à documenter la question du travail viticole féminin, dans tous ses aspects. Si elles ne concernent bien évidemment pas que les tâches agricoles, ces dernières y occupent une place récurrente. En mai 1918, au moment des grands travaux de traitements anticryptogamiques de printemps, l'instituteur de Soubès, Jean Sauzet, 51 ans, qui expédie tous les deux mois aux soldats du bourg, son journal, *L'écho de Soubès*, composé de quelques feuilles à même d'entretenir leur flamme patriotique grâce aux récits relatifs à la vie quotidienne tenace et laborieuse de la communauté qui les soutient, s'extasie, pensant sans doute rendre hommage au sexe féminin :

¹¹⁸¹ Laura LEE DOWNS, « Le travail », dans *La Première guerre mondiale, vol. III, Sociétés*, Jay Winter (dir), Paris, Fayard, 2014, (Cambridge History), p. 100.

¹¹⁸² Françoise THEBAUD., Penser les guerres du XXe siècle à partir des femmes et du genre: quarante ans d'historiographie, *Les lois genrées de la guerre*, « *Clio. Femme, Genre, Histoire* », 39, 2014, p. 157-182.

¹¹⁸³ Françoise THEBAUD, *Les femmes au temps de la guerre de 14*, opus cité, p 422

¹¹⁸⁴ *Ib*, p. 426

¹¹⁸⁵ Luc CAPDEVILA, « L'identité masculine et les fatigues de la guerre (1914-1945) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2002/3 (n° 75), p. 97-108.

« Que j'en ai vu de ces femmes qu'on croyait être des poupées et qui subitement sont devenues presque des hommes. Leurs mains délicates ont pris la pioche pour défoncer le jardin, déchausser la vigne et n'ont pas trouvé trop salissant ni trop répugnant de manipuler le fumier. Saluons respectueusement ces petits doigts autrefois mignons et maintenant calleux, ces jupons crottés, ces sabots boueux. Les femmes prenant la soufrette ou endossant la sulfateuse se montrent des vigneronnes expertes et infatigables.»¹¹⁸⁶

Si le récit de l'instituteur, éloigné des travaux viticoles, met bien en avant la lourdeur de la charge de travail des vigneronnes et le bousculement de certaines tâches jusque là dévolues aux hommes durant le conflit, le décalage entre la représentation précieuse qu'il se plait à en donner et la réalité décrite par les viticultrices peut éclairer l'intérêt existant pour l'histoire à utiliser davantage la parole des femmes pour dire la réalité de leur condition au travail. Cela passe donc d'abord au moins en ce qui concerne le territoire cantonal par réévaluer très à la hausse, tant en quantité qu'en diversité, l'importance de l'activité viticole féminine au regard de celle des hommes et donc par rendre davantage les femmes protagonistes de leur histoire grâce à leurs écrits mais parfois encore à ceux de leurs interlocuteurs masculins. Leurs confrontations permettent donc dans un premier temps de sortir de l'oubli ces expériences pour les rendre plus lisibles : toutes les vigneronnes qui écrivent, évoquent le travail dans les vignes ou les propriétés, elles échangent souvent avec des hommes qui leur répondent, fournissant en miroir de précieuses informations sur ce qui représente le sujet principal de certaines correspondances. Les dynamiques au féminin et au masculin de cette activité par ailleurs très genrée¹¹⁸⁷, sont dès lors amplement mises en lumière alors que, dans les recensements de population, de 1911 surtout, ces mêmes cultivatrices épistolaires se sont, ou ont été, déclarées sans profession. Cette sous-estimation, différenciée selon les communes mais toujours minimisée, peut souligner à la fois la façon dont les femmes ont intégré dans leurs propres représentations le caractère subalterne donnée à leur travail dans l'ensemble des représentations sociales ou bien la subordination qui les lie aux hommes, par ailleurs agents recenseurs ou déclarants pour le foyer. Cette question des sources sur ce sujet paraît d'autant plus cruciale que Corinne Buccafurri concluait à partir des rapports des commissions du contrôle postal à « un effacement » des

¹¹⁸⁶ Jean Antoine Sauzet, *Les échos de Soubès, opus cité*, p. 45,

¹¹⁸⁷ Jean Louis ESCUDIER, *Les femmes et la vigne, Une histoire économique et sociale, 1850-2010, opus cité*. Toutes les généralités lui sont empruntées.

paysannes durant le conflit face aux injonctions permanentes et détaillées des hommes¹¹⁸⁸. Certes de loin les hommes ordonnent mais que répondent les femmes et comment exécutent-elles ? Le contrôle postal ne peut proposer de réponse, en particulier dans la durée, à la différence notable de certains témoignages. La correspondance des Loubet en est assez exemplaire : en 1915 et 1916, Paul à peine parti ne cesse en effet de donner des ordres à son épouse sur les travaux agricoles mais en 1918, année où la quantité des lettres s'équilibre dans le lot, il n'en parle jamais alors que c'est un thème récurrent des propos de Marie qui relate son activité. Si seules les lettres de Paul avaient été conservées, le sujet aurait été quasiment absent de l'étude à partir de 1916. Et si de fait, il ne reste aux hommes que peu de possibilités de garder leur position de chef de famille à distance et de la préserver en continuant de décider pour l'exploitation, tous les témoins mobilisés constatent assez vite que l'exploitation tourne en leur absence, en félicitent leurs familles et certains, trop éloignés, abandonnent le sujet.

2.2.3.2.2. « Chose qui n'est pas l'affaire des femmes »¹¹⁸⁹ ?

Jean Louis Escudier qui s'est penché particulièrement sur la situation des grands domaines aux XIXe et XXe siècles souligne, qu'à partir de 1880, la reconstitution du vignoble consécutive aux attaques du phylloxéra s'est traduite dans les zones de monoviticulture comme la plaine languedocienne par une accentuation de la division sexuée du travail qui se retrouve en partie dans les exploitations familiales. Sans lien avec la pénibilité réelle des travaux, les femmes exercent les tâches qui nécessitent à la fois une position courbée du corps et un maniement limité des outils ; remplissage de la sulfateuse, ébourgeonnage, échausselage des pieds, pose du fumier et des engrais et bien sûr coupe lors des vendanges, activité partagée avec les enfants et les personnes plus âgées. En hiver, elles ramassent « les bûches », les sarments qu'elles assemblent selon divers savoir-faire précis pour servir de bois de chauffage¹¹⁹⁰. Les hommes manient les outils, les attelages et l'argent : ils greffent, attellent, labourent, portent la sulfateuse remplie par les femmes, souffrent, taillent surtout et s'occupent du travail de vinification

¹¹⁸⁸ Corinne BUCCAFURRI, « Des paysannes dans la Grande Guerre », *Pénélope*, n°7, 1982, p.28-31

¹¹⁸⁹ Jean à Clémence Serven, 3 septembre 1916

¹¹⁹⁰ AMA, Tapuscrit de Madeleine Cornail qui expose et détaille les diverses techniques et savoir-faire.

en cave familiale, le « magasin », qui s'effectue en fin de journée après la vendange au rez-de-chaussée des maisons vigneronnes. Ils pressent le raisin, mettent en fût le vin et en contrôlent le vieillissement. Les femmes n'y entrent pas, des légendes associent même leur présence à la mauvaise qualité du vin obtenu. Ce sont les hommes encore qui en négocient les prix et le vendent aux négociants. Cette répartition permet aux femmes d'avoir des journées de travail dans les vignes plus courtes d'une à deux heures de moins ce qui devient prétexte non seulement à leur attribuer l'entièreté du travail relevant de la sphère domestique mais justifie aussi la faiblesse disproportionnée des salaires ; pour une ou deux heures de moins et des tâches différentes, leur salaire représente la moitié de celui des hommes. Mais, dans la durée du conflit, les correspondances permettent d'interroger la façon dont le départ des hommes a permis de faire bouger les lignes de genre des tâches tout autant que ses limites. Face aux nécessités économiques créées par la séparation, il apparaît que de façon même différenciée, certains verrous de genre sautent pendant la guerre tandis que d'autres résistent.

Le premier à être bousculé a trait à la vinification dès la vendange exceptionnelle de 1914. La croyance séculaire selon laquelle la qualité du vin serait altérée par la présence des femmes dans les caves, surtout si elles sont réglées, s'infléchit. C'est ce qui se lit très explicitement sous la plume de Marc Serven qui paraît cependant être atteint à cette occasion dans les marqueurs de son identité masculine :

« Ma chère fille, ce doit être pour ta maman un gros souci de faire le travail qui consiste le magasin, chose qui n'est pas l'affaire de femme. Je voudrais bien le faire à sa place et qu'elle me lave mon linge comme je viens de le faire en attendant que ce soit sec. Quand viendra ce jour que chacun fera son petit travail habituel. »¹¹⁹¹

Ce type d'expression nostalgique d'une aspiration masculine à rétablir la norme ou l'ordre social genré d'avant-guerre concernant le « petit travail habituel » de chacun, qu'il s'agisse de la fabrication du vin ou des tâches domestiques dont la question récurrente du linge à repriser ou laver, se retrouve très fréquemment sous la plume des hommes mais aussi de certaines femmes. Clémence Serven en effet ne peut être plus explicite :

¹¹⁹¹ Ib

« Nous a pressen nous avons pour le moment Le un vent a freus voila la plui qui nous donne pour les semence et le froi caumanse a se faire ressentir sela mepermai souvent dan la nui de pensser à toi surtout savoir que tu est obligé a repriser tes chaussettes que je préfaierai moi te les repriser »¹¹⁹²

C'est bien là le signe que les choses ont nécessairement et vite bougé : Clémence ne reprise plus les chaussettes, Jean est privé de la cave mais il s'occupe de ses chaussettes et Clémence fabrique le vin avec sa sœur et sa fille Catherine. Mais dans la famille Serven, c'est encore une question de génération qui peut se lire. Le père accepte résigné et un peu suspicieux que les membres féminines de la famille le remplacent à la cave quand il conseille : « Si vous voyez que le temps bascule, vous faites bien de faire la vendange à votre aise et ne manquez pas de bien rincer le fouloir après avoir foulé. »¹¹⁹³ Mais son fils André est nettement plus enthousiaste quand il invite et encourage d'autres femmes à entrer et œuvrer dans le magasin : « Je souhaite bon courage pour ce travail et faute de nous, grand-mère et tante peuvent bien cette année monter dans le fouloir pour écraser les raisins. »¹¹⁹⁴ Cela ne pose aucun problème à Marie Loubet, plus jeune, qui œuvre elle aussi sous l'autorité de son père sans que l'on sache s'il s'agit d'une préséance de genre ou d'âge et si la guerre représente réellement une nouveauté :

« Les vendanges sont finies maintenant et nous avons le temps de nous reposer. Demain, nous allons pressurer. Aujourd'hui, nous avons tiré le vin dans les barriques. Demain matin, ça nous avancera un peu. Et après cela, nous serons tranquilles. Si on en donne un bon prix, nous le vendrons et nous n'aurons au moins plus de souci »¹¹⁹⁵

Dans les exploitations familiales de nombreuses femmes ont acquis par l'expérience de nombreuses solides qualifications et des savoir-faire professionnels que, selon J.L. Escudier elles avaient du mal à valoriser face aux exigences masculines et aux normes socioprofessionnelles dominantes de la vigne. Mais l'auteur a souligné aussi que, quand la productivité d'une tâche était en jeu, l'homme qualifié explicitait certaines façons de faire afin de ne pas retarder le rythme du travail. Or, ces lettres montrent bien que durant la guerre, le remplacement par les femmes lors du départ des viticulteurs représente l'enjeu massif de cette productivité et que l'absence des

¹¹⁹² Clémence à Jean Serven, 20 octobre 1916

¹¹⁹³ Jean à Clémence Serven, 16 septembre 1916

¹¹⁹⁴ André à Clémence Serven, 12 septembre 1916

¹¹⁹⁵ Marie à Paul Loubet, 10 octobre 1918

hommes permet de valoriser les qualifications féminines acquises. Dans la vigne, Rose Vidal comme Marie Loubet maîtrisent ainsi de nombreuses techniques viticoles comme celle des traitements ainsi que leur calendrier et Marie est particulièrement prolixe sur le sujet :

« Et surtout maintenant que le grand travail va commencer, le sulfatage, il ne faudra pas les négliger, sans cela on ne vendangerait pas, surtout avec l'humidité, les bourgeons naissent avec le mildiou. Il y a toutes sortes de maladies, l'oïdium, la pyrale etc, les vignes maintenant font perdre la tête. Enfin, il faut tâcher de faire du mieux. Au prix qu'est le vin, c'est un plaisir d'en récolter un peu. Le soufre et le sulfate sont à un prix très élevé, il faut bien que tout s'en suive. »¹¹⁹⁶

Elle connaît donc également les produits nécessaires à la vigne, leurs prix, mais aussi les contingences du marché du vin en temps de guerre :

« Mon père a vendu le vin cette semaine 90 francs l'hecto retiré de suite et l'argent maintenant. Il faut garder celui de la réquisition, il en a vendu 39 hecto et il lui en faut 19 pour la réquisition. Tu peux voir toi-même combien ça fait. Avant, c'était le muid, maintenant c'est l'hecto¹¹⁹⁷. Si on ne le vendait pas à ce prix, je ne sais pas comment on ferait. Les engrais, soufres et sulfates sont à un prix très élevé »¹¹⁹⁸

Elle sait également évaluer la valeur des terrains agricoles¹¹⁹⁹, et ses capacités de négociatrice sont indispensables à son père illettré lors des visites chez le notaire. De fait, elle voit alors toutes ses qualifications reconnues par son père âgé et fatigué, qui ne peut de toute façon faire autrement en l'absence de son fils et de ses deux gendres. La jeune femme en retire d'évidence une légitime fierté :

« Aujourd'hui, je suis allée avec mon père passer le contrat de Pradine qu'il a vendu à monsieur Mallet. Il ne sait pas lire et je suis allée avec lui et tu sais, avec Mallet, il faut faire attention. Il est toujours coula¹²⁰⁰. Si tu le voyais, on dirait un vieux mendiant. Enfin, nous voilà tranquilles pour cette terre. N'ayant pas de chemin, on était embarrassé, et pour 1800 f, c'est pas un laid prix.»¹²⁰¹

Les femmes peuvent d'autant plus valoriser ces savoir-faire que l'homme qualifié ne risque pas de les rabrouer si ce n'est de loin, et que la productivité des vignes devient un

¹¹⁹⁶ Marie à Paul Loubet, jeudi 18 avril 1918,

¹¹⁹⁷ Soit quatre fois plus.

¹¹⁹⁸ Marie à Paul Loubet, 17 janvier 1918

¹¹⁹⁹ Marie à Paul Loubet, 17 janvier et 18 février 1918

¹²⁰⁰ « Fuyant »

¹²⁰¹ Marie à Paul Loubet, 18 février 1918

enjeu crucial du front intérieur pour la société toute entière. De plus, Marie Loubet écrit à son époux prisonnier le réel sentiment de satisfaction compensatoire : « Aussi, si tu voyais, les vignes croissent à vu d'œil. Nous sommes allés aujourd'hui au terrain et il est bien beau »¹²⁰², oubliant pour un bref moment dans cette description bucolique, au prix de quels efforts physiques elle obtient ces beaux résultats.

Cependant, si la vinification s'ouvrent davantage aux femmes sous le poids de la nécessité avec parfois les encouragements des hommes, de la tâche reine et noble de la vigne, la taille, ces dernières paraissent toujours exclues. Un proverbe languedocien, « Que mon maître me taille, que me pioche qui voudra », vient confirmer la préséance absolue du chef masculin d'exploitation dans la tradition et les imaginaires. En 1860, Jules Michelet relevait déjà à propos du travail des femmes dans la viticulture « qu'en tout elle a le plus dur. Il taille la vigne à son aise. Elle, tête en bas, gratte et pioche »¹²⁰³. Tous les écrits du corpus évoquant le sujet indiquent la même situation. Le jeune Henri Besset laboure et taille l'hiver tandis que sa mère est « aux bûches ». Marie Loubet écrit encore en janvier 1918 : « Mon père a fini de tailler et moi je lève les bûches »¹²⁰⁴, Ramasser les sarments et les mettre en fagots s'impose donc comme l'activité féminine par excellence tandis que la taille est la seule de toutes les nombreuses tâches vitivinicoles que la jeune femme attribue exclusivement à son père durant tout le conflit. Marinette Duconquére encore demande à son beau-père de l'aider à trouver « un homme compétent pour effectuer la taille ; c'est la seule chose que je ne sais pas faire. « Pour le reste, les labours, le ramassage des sarments, le sulfatage, le soufrage, et la vendange j'assumerai avec le minimum d'aide » précise-t-elle¹²⁰⁵ et de fait elle achète également un petit banc pour arriver à harnacher la mule. Même concernant le jardin familial des Sigal, c'est un homme, quel qu'il soit qui selon le couple doit effectuer le geste : « Si tu trouvais quelqu'un pour faire tailler la treille tu pourrais le faire faire, car peut être ce serait trop tard d'attendre que je revienne. »¹²⁰⁶ JL. Escudier écrit que les

¹²⁰² Marie à Paul Loubet, 20 mai 1918

¹²⁰³ Cité par Jean Louis ESCUDIER, *Les femmes et la vigne, Une histoire économique et sociale, 1850-2010, opus cité*, p109

¹²⁰⁴ Marie à Paul Loubet, 24 janvier 1918

¹²⁰⁵ Ib

¹²⁰⁶ Joseph à Marie Sigal, 13 décembre 1914.

femmes devaient cependant tailler et en tient pour preuve une photographie montrant une équipe féminine à l'œuvre en 1916 dans un grand domaine¹²⁰⁷ à Canohès dans le Roussillon, exhumée par ailleurs lors d'une exposition perpignanaise¹²⁰⁸. Mais étant donné le statut de la photographie à cette période, l'hypothèse peut être plutôt avancé qu'il s'agissait d'un acte exceptionnel ou expérimental, d'autant que l'historien souligne qu'à partir de l'hiver 1915-1916, ce sont les ouvriers espagnols et les permissionnaires qui désormais assurent ce travail au moins dans les domaines¹²⁰⁹, ce que viendrait confirmer le témoignage de Paule Duconquéré. Cependant, il existe la trace d'une exception en la personne de Marguerite Delmas, nièce de Marie Loubet, 17 ans en 1914, qui taille la vigne au moins sur le terrain familial. D'après son neveu, elle pratiquait absolument tous les travaux y compris celle-ci que son père lui avait apprise et a même réussi à imposer sa technique « à trois bourgeons » à ses deux petits frères qui sont devenus un fois adultes, ouvriers dans des usines de Béziers¹²¹⁰. Cet aspect de la transmission est important car le geste technique nécessite d'être enseigné et comme le souligne J.L. Escudier, il l'est rarement aux filles¹²¹¹. Cette possibilité d'accès de la jeune fille aux tâches dévolues habituellement aux hommes a donc dépendu de nombreux facteurs convergents dans le contexte d'une Grande Guerre où la forte demande liée au départ des viticulteurs a servi de déclencheur. En effet, dans le cadre familial, la jeune fille a d'abord reçu un apprentissage pour lequel elle manifestait visiblement des dispositions qu'elle a pu valoriser grâce au manque de bras. Un évident féminisme paternel et peut-être patronal l'a encore encouragée. Cet exemple met peut-être davantage en avant à la fois l'aspect générationnel et le rôle joué par le rang dans une fratrie car Marguerite est l'aînée. Un autre point essentiel que met en avant J. L. Escudier est que si la taille est interdite aux femmes alors qu'elle requiert plus de réflexion et de méthode que de force physique, c'est en fait qu'il s'agit du travail de la vigne le mieux rémunéré car de la qualité de l'acte, très technique, dépend celle du vin.

¹²⁰⁷ J. Louis ESCUDIER, *Les femmes et la vigne, Une histoire économique et sociale, 1850-2010, op cité*, p. 149

¹²⁰⁸ Visible en ligne sur <http://jeantosti.com/canohes/04.jpg> (consulté le 20 juillet 2021)

¹²⁰⁹ J. Louis ESCUDIER, *Les femmes et la vigne, Une histoire économique et sociale, 1850-2010, op cité*, p 150-151

¹²¹⁰ Témoignage de Jean Pierre Delmas recueilli en janvier 1916, lors du dépôt du fonds familial aux archives municipales agathoises

¹²¹¹ *Ib.*

La division sexuée des tâches justifie ainsi les écarts de salaires qui représentent la discrimination la plus systématique. Philomen Mioch mentionne qu'en 1914 « les hommes gagnaient cinq francs par jour et trois litres de vin pour huit heures de travail, les femmes deux francs, un litre de vin pour sept heures »¹²¹². Ils sont encore évalués par Marguerite Fabre, Rose Vidal à environ 2,50 francs pour les femmes et 5 francs pour les hommes lors des vendanges de 1916. Marie Sigal écrit à Joseph qu'en 1917 « les prix des heures c'est les hommes 17 sous et 3 litres de vin, et les femmes 10 sous et 1 litre de vin »¹²¹³ soit 6 et 3,5 francs la journée. Marie Loubet se réjouit en 1918 des « 12 francs pour les hommes et moitié pour les femmes »¹²¹⁴ sans que l'on sache précisément s'il s'agit des travaux de la vigne ou du jardin qui sont mieux rémunérés. Quelle que soit l'année ou la somme, la norme de rémunération reste donc celle du « demi-prix » ou du « demi-salaire », sous-entendu masculin, que l'on retrouve dans la très grande majorité des contrats collectifs d'avant-guerre, justifié par la différence de tâches et de durée¹²¹⁵. Pourtant avant la guerre et après les grandes grèves de 1904, en quelques endroits, le salaire des brassiers était passé en moyenne de 2 à 2,50 francs pour sept heures, celui des journalières de 1,25 à 1,50 franc pour six heures¹²¹⁶, soit plus qu'un « demi-prix ». Ainsi, le premier conflit mondial semble avoir cristallisé l'instauration de cette règle du demi-salaire jamais contestée jusqu'aux années 1970 alors que dans la guerre pourtant et en dehors de toute réalité, les limites horaires qui la justifiaient en partie ont explosé face au manque de bras. D'après Henri Gervais, dans les grands domaines, avant 1914, le revenu moyen annuel d'un ménage d'ouvrier et ouvrière viticoles du Midi provenait pour environ 750 francs de l'homme et pour 250 francs de la femme¹²¹⁷. Le salaire des femmes représente donc le quart du revenu d'un foyer¹²¹⁸ dont elles ne peuvent désormais seules assumer la charge puisque l'immense majorité des ouvrières

¹²¹² Philomen MIOCH, *Les tribulations d'un ouvrier agricole*, opus cité, p 18

¹²¹³ Joseph à Marie Sigal, 25 août 1917

¹²¹⁴ Marie à Paul Loubet, 18 juin 1918.

¹²¹⁵ Jean Louis ESCUDIER, « Le travail viticole féminin, une entité complexe » in Jean SAGNES, *La révolte du Midi viticole 100 ans après, 1907-2007*, coll. Études, Presses universitaires de Perpignan, 2008, p. 197-213.

¹²¹⁶ *Ib.*

¹²¹⁷ Henri GERVAIS, *La rémunération du travail dans la viticulture méridionale*, thèse doctorat en Droit, Université de Paris 1908, p. 28.

¹²¹⁸ Jean Louis ESCUDIER, *Les femmes et la vigne. Une histoire économique et sociale, 1850-2010*, opus cité, p.122.

auxquelles incombait l'intégralité des tâches domestiques ne percevait pas un revenu suffisant pour s'assurer une autonomie financière. La solution réside alors parfois dans le départ pour les villes industrielles voisines, de Cette ou de Béziers notamment, où les usines proposent des salaires plus élevés. Enfin, Ph. Mioch rappelle d'autres discriminations qui concernent les rétributions en nature. Seuls les hommes ont droit à la viande au repas de la mi-journée, les femmes devant « se contenter de lentilles et de châtaignons ». Et quand les hommes repartent avec 2 litres de vin, les femmes doivent se contenter d'un seul voire d'aucun¹²¹⁹.

2.2.3.2.3. De nouvelles responsabilités.

D'après les témoignages, si selon leur position dans l'échelle sociale les femmes ne sont pas invitées à jouer les mêmes rôles durant le conflit, la majorité prend de nouvelles responsabilités. La guerre semble d'abord avoir pour effet de ramener dans les grands domaines les femmes de propriétaires absentéistes vivant en ville pour diriger les affaires. Il en est ainsi de Madame Filliol donc le mari et les deux fils sont mobilisés qui quitte Marseillan avec ses deux filles pour s'installer dans le domaine de la Prunette¹²²⁰, ou bien de la Baronne Victorine Desprès, propriétaire du domaine de Mermian, vivant à Perpignan, dont les trois fils sont militaires. Elle peut donner à son amie du domaine de Veyrac de Florensac des informations sur « Pierre, un chef d'équipe espagnol susceptible de lui convenir »¹²²¹. Mathilde Gleizes, qui est issue de la bourgeoisie toulousaine et a fait des études secondaires, dirige l'importante bien que plus modeste exploitation bessanaise¹²²² et n'hésite pas à prendre très vite des initiatives comme le recrutement des ouvriers. Pour l'achat important d'une carriole visant à transporter les ouvrières dans les vignes, elle demande, à propos du prix et non de la pertinence de l'achat lui-même, son avis à son époux qui lui répond :

« Le prix dont tu me parles est un peu élevé mais si comme tu le dis la voiture peut porter le soufre et les femmes qui iront souffrir, c'est parfait. Pour le cheval méfie-toi car un repris vendu par son propriétaire à l'heure

¹²¹⁹Philomen MIOCH, *Les tribulations d'un ouvrier agricole*, op. cité, p. 13

¹²²⁰AMM, 27W7 fonds Filliol, premier carton, cartes postales et photographies.

¹²²¹AMA, Fonds numérisé Cléophas, carte postale, 4 mars 1915

¹²²²AMB, sous-série 4H5, Réquisitions de vin. Mathilde déclare plus de 800 hl en 1915, année de très faible récolte.

actuelle ne peut être qu'une rosse à moins d'être une exception rare (1 sur 1000) »¹²²³

Mais lors d'un échange visiblement serré en mai-juin 1916, elle ne parvient pas à acheter le cheval de labour dont elle aurait besoin, Louis l'en considérant incapable sans se faire rouler par le vendeur. Au terme de longues et virulentes transactions épistolaires, Mathilde renonce mais trouve un compromis. Elle achète une ânesse, équidé traditionnellement dévolu comme en partie la mule aux femmes. De même Joseph Chavardès constate avec plaisir que sa belle-sœur a pareillement investi : « Tu me dis qu'Antoinette a acheté une ânesse. Elle a bien fait parce que c'est très utile soit pour le soufre, le sulfate lorsqu'il y a l'eau cela remplace un cheval. »¹²²⁴ Les prérogatives de genre ont bien été en partie respectées chez les Gleizes mais avec des ajustements sans qu'il soit cependant possible de réellement déterminer quel rôle joue cet aspect dans la transaction conjugale. Louis, en effet, mobilisé dans la cavalerie, se considère comme un grand spécialiste des chevaux.

Cependant, lorsqu'il y a des ouvriers, se faire obéir en tant que nouvelle responsable de chef de la vinification ne paraît pas toujours facile, à lire les échanges sur le sujet entre François Fabre et son épouse. À peine parti à Toulon, il lui écrit concernant sa mère :

« Tu me dis que ma mère se voit mal regardée quand elle est au magasin, et que moi j'ai donné carte libre à mon oncle. Ce que j'ai à vous recommander c'est de faire voir que vous êtes les maîtres et vous verrez que personne ne bougera. C'est évident que s'ils voient que vous avez peur ils prendront du caquet. Vous êtes les seuls maîtres puisque vous payez »¹²²⁵

Transgresser brusquement les interdits traditionnels séculaires en entrant dans le magasin quand on est une femme, pour commander de surcroît, ne paraît donc pas si simple : l'attitude des hommes, pourtant subordonnés puisque simples ouvriers agricoles vient rappeler par chaque regard, à la mère téméraire de François, la norme ancestrale qui vient freiner les initiatives féminines. Pourtant c'est à elle que le propriétaire a confié l'exploitation, et non à son oncle, comme il le précise et le répète

¹²²³ Louis à Mathilde Gleizes, 15 mai 1916

¹²²⁴ Joseph à Marie Chavardès, 26 mars 1916

¹²²⁵ François à Marguerite Fabre, 12 septembre 1914

deux jours plus tard : « Quant à mon oncle Antonin, vous n'avez qu'à être ferme quand vous lui commanderez. Vous n'avez qu'à pas céder. Soyez ferme quand vous commanderez. »¹²²⁶ Le propriétaire perçoit certainement la difficulté puisqu'il s'appuie sur un duo féminin constitué de sa mère et de son épouse pour former ce « vous » censé le remplacer dans l'exercice de l'autorité. Mais la mère âgée doit elle aussi composer avec ses propres représentations car elle a du mal à résister à la pression sociale masculine. Mais son fils l'encourage par épouse interposée et face à ses réticences, il concède encore quelques ajustements : « Pourquoi ma mère a peur d'aller au magasin ? Elle est chez elle. C'est le contraire. Elle n'a qu'à y aller tous les matins et ne rien dire. Elle n'a qu'à les regarder travailler sans les commander et elle ne les brouillera pas. »¹²²⁷ François donne donc des conseils qui attestent de la recherche de modulations afin de tempérer le choc que représente pour certains hommes le fait d'être dirigés par une femme dans le magasin et qui passe en partie par des jeux de regards. Ce faisant, il atteste également de la difficulté auxquelles les femmes se heurtent quand elles doivent exercer l'autorité sur les hommes. Cette recommandation faite quelques jours à peine après le départ du propriétaire met en exergue à la fois la rupture que représente pour tous la brusque redistribution des fonctions au sein de l'exploitation pour ceux qui restent mais elle révèle aussi que face à la nécessité impérieuse d'assurer la bonne marche de l'exploitation, les propriétaires hommes font passer au second plan les normes de genre dans la distribution des tâches à responsabilités. D'ailleurs, dans les courriers de la famille Fabre qui s'étirent jusqu'en 1918, les plaintes cessent dès 1915 et Marie peut diriger l'exploitation parfois au prix certain de nouvelles inquiétudes. En effet, d'après sa belle-fille, elle souffre de fortes irrptions cutanées en 1915, au moment justement de cette fabrication du vin : « Ta mère va voir le docteur à Béziers. Elle a de l'urticaire sur tout le corps qui ne passe pas. Elle ne voulait pas y aller mais maintenant elle y va. Elle m'a bien recommandé d'en dire le moins possible. »¹²²⁸ Plus que de commander, il se pourrait que la vieille dame somatise à la perspective d'affronter les regards masculins.

¹²²⁶ François à Marguerite Fabre, 16 septembre 1914

¹²²⁷ François à Marguerite Fabre, 22 septembre 1914

¹²²⁸ Marguerite à François Fabre, 6 octobre 1915

Concernant les compétences, il apparaît que la nièce de Marie, Marguerite, sache encore bien plus que tailler la vigne. En effet, c'est à elle que son père mobilisé a confié une partie de ses activités de régisseur avec certainement l'accord du propriétaire. Dès lors il est perceptible qu'il la guide de loin pour la mise en œuvre des travaux dans le domaine, vis-à-vis des relations avec « Mesdames », les propriétaires, et même dans l'embauche et la paie des journaliers agricoles, demandant à son fils de se mettre à sa disposition. La jeune fille a donc pu, dans la guerre, non seulement valoriser ce qu'elle avait appris, mais également prendre des responsabilités. Dans ce cas, le rang dans la fratrie, le statut d'aînée, a certainement primé sur le sexe, féminin en l'occurrence. Cependant, si la nécessité économique durant le conflit a bousculé fréquemment les inégalités de genre concernant les responsabilités ou les tâches en les faisant parfois basculer comme celles de vinification notamment dans les exploitations familiales, le retour de la paix ne permet pas une reconnaissance publique et politique de ces compétences acquises par l'expérience. D'après J. L Escudier, l'octroi par le ministère de l'agriculture dans l'Hérault de quelques décorations exceptionnelles relatives au temps de guerre remises à des « viticultrices » à la sortie du conflit paraît même venir clore un chapitre émancipateur, ou du moins novateur, pour certaines et entériner le retour à l'ordre social¹²²⁹. Cela aurait été possible pourtant puisqu'une loi votée en 1918, permet aux jeunes filles d'accéder à toutes les écoles d'agriculture. Mais dès 1921, la nouvelle chambre bleu horizon la retoque¹²³⁰. La condition des femmes dans la viticulture n'échappe donc pas aux rôles traditionnels et donc domestiques qui leur sont assignés dans tous les secteurs à la sortie de la guerre¹²³¹. Pour autant, dans les représentations qu'elles ont de leur rôle économique qui peut contribuer à définir leur identité sociale, les femmes, et peut-être les hommes recenseurs ou déclarants, intègrent davantage le travail viticole féminin comme un élément constitutif qui mérite d'être publiquement dit. Cela peut se lire dans la comparaison des recensements de 1911 et 1921 dans lesquels, rappelons-le, la démarche est déclarative. Certaines femmes affichent désormais davantage leur profession agricole à Marseillan et à Vias, où

¹²²⁹ Jean Louis ESCUDIER, *Les femmes et la vigne, Une histoire économique et sociale, 1850-2010, opus cité* p.158-159.

¹²³⁰ *Ib*, p.162-163.

¹²³¹ Françoise Thébaud, *Les femmes au temps de la guerre de 14, opus cité*, p 419-429

quasiment aucune ne le faisait en 1911, maigre signe d'une prise de conscience qui n'aboutit que dans les années 1970, avec l'égalité des tâches et donc des salaires. Le cas d'Agde est particulier ; dans la ville où la population diminue, la population active diminue plus encore et plus encore celle des femmes sans réelle explication si ce n'est la baisse très importante des ménagères, des journalières et des couturières, parties peut-être à la ville comme ouvrières d'usines pour de meilleurs salaires.

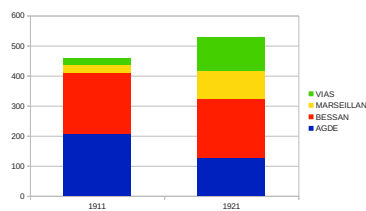


Figure 47. Déclaration des professions féminines par commune. 1911 et 1921.

Toutefois, les échanges épistolaires révèlent encore que dans les représentations dominantes de la société, dans les exploitations familiales, le travail des agricultrices est une construction sociale des rapports hommes/femmes dans laquelle il est englobé dans celui de la famille, ce qui se traduit par sa « non », ou du moins « sous », reconnaissance¹²³². Dès lors, dans les correspondances familiales des petits exploitants, la priorité reste donnée dans l'épreuve au maintien du bien commun et donc du foyer par tous et toutes. L'entretenir à défaut de le faire fructifier pour éviter la régression sociale participe du projet familial partagé sur les fronts dans un conflit vécu généralement comme « une parenthèse » ou une catastrophe naturelle. D'après les témoignages, aucune femme ne renonce totalement, et s'il y a là peut-être un effet de source, c'est ce qu'attendent d'elle la société, le conjoint et la nécessité. Il s'agit de perpétuer des habitudes séculaires qui visent tout autant à continuer une quotidienneté familiale dans laquelle la place du travail est essentielle depuis longtemps que de maintenir à distance l'autorité masculine au nom d'un sens partagé prégnant du devoir dont le travail bien fait reste une composante essentielle. Parmi ces efforts pour maintenir à flot le capital commun, il y a pour beaucoup celui de louer à la journée leur force de travail et leurs savoir-faire à des propriétaires plus aisés, au grand désespoir des époux qui s'inquiètent à la fois de la fatigue et du surmenage réel, mais tout autant de

¹²³² Les premières études sur le sujet ont été réalisées par des sociologues et des ethnologues. Jacqueline SAINCLIVIER, « Une histoire des agricultrices aux XIX^e-XX^e siècles est-elle possible en France ? Acquis et perspectives » *opus cité*

l'insupportable régression sociale que cela représente pour des hommes qui affrontent à cette occasion une autre mise à l'épreuve essentielle de leur virilité, la plus fréquemment exprimée. Ainsi Joseph Chavardès, à peine parti, se réjouit que sa femme travaille chez sa mère : « Je suis été très content quand j'ai appris que tu travaillais avec Françoise à la maison »¹²³³, puis il demande à son épouse de « pas travailler pour les autres »¹²³⁴, des propriétaires plus aisés :

« Je t'ai dit que j'avais reçu le colis postal en très bon état et qu'il m'a fait bien plaisir surtout la boîte de langoustes que j'ai pu inviter à mon tour les camarades qu'ils reçoivent beaucoup de bonnes choses mais chacun fait selon ses moyens. Tu me dis que tu travailles à la campagne Montanié. Je veux bien que tu travailles mais n'en fais pas plus que ce que tu pourras, autrement je ne veux plus que tu travailles pour les autres que de donner la main à grand-mère. »¹²³⁵

Pour éviter cette dépendance, le soldat réajuste son comportement en renonçant immédiatement aux colis de vivres, pourtant fort appréciées et susceptibles de nourrir son réseau de relations au front : « Je réponds à ta lettre dont tu me dis que tu m'envoies un paquet et que tu m'en enverras plus parce que c'est trop cher. J'avais la même idée et je ne veux plus des paquets du tout, tant pis pour moi. »¹²³⁶ Cette angoisse liée à cette forme de subordination rendue nécessaire par la guerre qui court dans toute la correspondance des Chavardès est également l'objet du seul vrai conflit entre Paul et Marie Loubet pour lesquels l'activité maraichère représentait une promotion sociale confirmée et dont l'abandon est vécu comme une régression. Le prisonnier accepte mal que son épouse redevienne journalière. Il se réjouit donc qu'elle soit revenue travailler au maraichage chez sa sœur. Puis il lui demande, préparant l'avenir dans la perspective d'une position sociale plus avantageuse à son retour, de ne pas se louer à la journée chez un propriétaire mais de préparer plutôt la qualité du futur héritage en vignes en travaillant sur le petit terrain de son père : « Tu n'as qu'à aider ton père qui est déjà vieux, pendant que ta mère aura soin des enfants. Les jours que ton père aura besoin de toi tu y aideras car au prix qu'il a vendu le vin, il faut bien entretenir les terres car c'est

¹²³³ Joseph à Marie Chavardès, 25 avril 1915

¹²³⁴ Joseph à Marie Chavardès, 1^{er} juin 1915

¹²³⁵ Joseph à Marie Chavardès, 1^{er} juin 1915

¹²³⁶ Jean à Marie Chavardès, 28 mai 1915

le bénéfice de tous »¹²³⁷. Ce conseil met l'accent sur les avantages du travail en exploitation familiale, même viticole, par rapport au travail à la journée. Marie en est d'autant plus consciente que ses parents représentent un soutien tant matériel qu'affectif. En effet, sa mère s'occupe de ses deux jeunes enfants, préservant ainsi l'unité du foyer. On mesure une fois de plus en miroir dans ces écrits la somme de difficultés supplémentaires que doivent assumer les familles plus isolées. Quelques mois plus tard encore, Paul fait le constat de la régression partagée :

« Je comprends comme tu me dis qu'il vaudrait mieux que je sois là et travailler pour nous. Que veux-tu, de patron me voilà passé domestique. Tu vois que je n'ai pas augmenté de grade, ni toi non plus [...] Tu es au jardin, cela me fait plaisir. Je suis impatient de redevenir nos petits maîtres comme nous étions. »¹²³⁸

Éloigné, il continue de reprocher à son épouse « de trop travailler pour eux », ses parents, et donc potentiellement pour l'héritage de son frère Antoine, détaché depuis l'automne 1917 et son retour du Maroc à l'usine électrique et qui a pu à son tour acheter des terres abandonnées, ce qui crée de nouvelles tensions qui ébranlent les solidarités familiales. Cette situation enviable est enviée et ce frère si apprécié au début de la guerre est vertement critiqué quatre ans plus tard par Paul :

« Ton père a vendu le vin 90 f l'hecto. C'est un bon prix mais ce serait profitable qu'il ait partagé le terrain, comme ça les 3 frères vous auriez profité des bons prix car, peut-être, après la guerre, le vin ne se vendra plus. Tu me dis que c'est ton frère Antoine qui est la cause de tout. Il n'a pas raison vu qu'il a acheté une terre. Je ne sais pas quelles idées il a. Eux ils font de bonnes affaires et toi tu es obligée de leur servir de domestique car je comprends qu'en travaillant pour ton père, il ne te donne pas l'argent qu'il fait. Je veux bien que tu l'aides mais je voudrais que ton frère l'aide aussi car il saura réclamer sa part plus tard. Et comme cela n'a pas l'air de vouloir finir bientôt, si vous attendez mon retour pour le partage tu as le temps de travailler pour rien »¹²³⁹

Marie n'hésite pas pourtant à le remettre à sa place, par un véritable cours appliqué d'économie rurale en temps de guerre, argumentant longuement sur le sort enviable du travail en famille comparé à l'extrême précarité de celui des journalières agricoles qu'elle côtoie parfois :

¹²³⁷ Paul à Marie Loubet, 22 octobre 1916

¹²³⁸ Paul à Marie Loubet, 22 avril 1917 - 1er juillet 1917

¹²³⁹ Paul à Marie Loubet, 17 mars 1918

« Quant au terrain, tu me dis que je suis obligée de leur servir de domestique et tu me dis aussi qu'il ne me donne pas l'argent qu'il fait. Ils ne peuvent pas me donner l'argent. Moi, je n'achète pas tout ce qu'il faut pour la vigne. Si je n'étais pas avec eux, je serais obligée de payer le loyer et je serais obligée d'aller travailler à la journée, si je voulais manger moi et la petite, et t'envoyer les colis à toi. Tu peux croire qu'avec l'allocation et ma journée, je n'aurais pas besoin de le jeter et je ne sais pas si tes colis ne seraient pas espacés. Et les jours où il pleut, que je serais obligée de rester à la maison, ce jour-là, je n'aurais pas la journée. Donc, comme je te l'ai déjà dit, je suis là, je travaille et je mange et je n'ai rien à perdre. Sur tes lettres, ne m'en parle plus. Mes parents, pour toi, font beaucoup de sacrifices et te prennent comme un fils. Pour les colis, ils ne me comptent pas grand chose. Je vais au marché, elle me donne l'argent et j'achète ce qu'il faut »¹²⁴⁰

Finalement le contenu des lettres révèle à quel point les représentations masculines des militaires éloignés sont nourries d'angoisses dues à la fois au risque réel de désascension sociale et à leur incapacité à assurer, parce qu'à distance et enrôlé, le maintien économique de l'outil de travail et donc du foyer. Mais il éclaire encore la façon dont la guerre met en péril jusqu'à peut-être détruire la force des liens familiaux malgré les efforts fournis par tous et en particulier par les femmes pour les maintenir. Révélatrice des identités de genre et de leur bousculement, la vigne l'est également du sort fait aux étrangers dans la société cantonale.

2.2.3.3. Du sort fait aux étrangers.

2.2.3.3.1. Un encadrement devenu national et militarisé.

Selon Gérard Noiriel, « la première guerre mondiale représente une rupture fondamentale dans l'histoire de l'immigration dans le sens où l'État républicain commence à prendre en charge les mouvements migratoires abandonnant le libéralisme qui était la règle auparavant. »¹²⁴¹ Les fortes mobilités des étrangers dans le pays sont perçues par les autorités comme un danger et ces derniers sont donc placés sous surveillance : dès le 2 août 1914, ils doivent être désormais porteurs d'un permis de travail pour pouvoir rester en France et durant tout le conflit, le gouvernement qui se heurte au manque de main-d'œuvre doit se tourner à la fois vers la population des pays

¹²⁴⁰ Marie à Paul Loubet, 6 mai 1918

¹²⁴¹ Gérard NOIRIEL, *Immigration, antisémitisme et racisme en France, XIXe-XXe siècle: discours publics, humiliations privées*, Paris, Hachette Littératures, coll. « Pluriel », 2009, p. 287

neutres ou amis et vers celles de l'Empire colonial pour organiser l'entrée de migrants « choisis », s'appuyant pour cela sur des dispositifs privés qui existaient déjà. À l'instar de tous les Français de métropole, ces ouvriers sont soumis à des contraintes communes liées à l'état de siège et aux impératifs de l'économie de guerre. Laurent Dornel précise que « leur gestion diffère selon qu'ils sont européens, ou coloniaux et chinois. En effet, alors que les premiers sont relativement libres, les seconds sont tenus par des contrats bien plus contraignants et surtout ils sont militarisés. »¹²⁴² Pour cela, divers dispositifs se superposent, avant de se compléter puis de se fondre, dont la complexité vient en grande partie du fait qu'ils connaissent des ajustements permanents et qu'ils relèvent à la fois ou successivement de divers ministères. Dès 1915, le ministère de l'agriculture crée un Office de la main-d'œuvre agricole (OMOA), en donnant un statut public à un organisme privé créé en 1912 par la Société des agriculteurs de France qui organisait, notamment pour le Languedoc, des recrutements ponctuels en Espagne et en Italie¹²⁴³. Ces Européens ont un statut civil et leurs contrats sont négociés entre leurs gouvernements respectifs et le gouvernement français. L'office établit en particulier des bureaux d'immigration à la frontière espagnole dont un dans le port de Sète. Ils reçoivent les immigrants qui se présentent, les vaccinent, les photographient, leur donnent une carte de travail et les placent pour des contrats de six mois minimum, les faisant bénéficier du demi-tarif en chemin de fer. Le salaire est fixé à 400 francs par an, logé et nourri, et 765 francs, non nourri. En janvier 1916, l'intervention de l'État franchit un nouveau palier en prenant en charge le recrutement collectif de toute la main-d'œuvre par le biais d'un Service Central de la Main-d'Œuvre Étrangère (SCMOE) relevant du ministère de l'Armement. Le 8 juin 1916, le ministre de l'Intérieur français envoie une circulaire aux préfets expliquant que les travailleurs étrangers munis d'un certificat d'embauche recevront à leur passage de la frontière une carte unique d'identité et de circulation leur tenant lieu à la fois de passeport et de permis de séjour qui distingue par des couleurs, les coloniaux des étrangers, et l'industrie de l'agriculture. Elle est confirmée en avril 1917 par deux décrets. Les

¹²⁴² Laurent DORNEL, « La Grande Guerre et les migrations: les travailleurs étrangers, coloniaux et chinois en France. Enjeux d'une recherche en cours », en ligne 2013. halshs-00850981

¹²⁴³ Georges MAUCO, *Les Étrangers en France. Leur rôle dans l'activité économique*, Paris, Armand Colin, 1933.

employeurs doivent quant à eux fournir aux commissariats une liste nominative de leur personnel étranger, remettre ladite carte d'identité à ceux qui ne l'auraient pas reçue à la frontière et signaler tout départ. De leur côté, ces travailleurs doivent procéder à une déclaration de résidence auprès de leur municipalité d'accueil ce qui se traduit dans les communes par l'ouverture de répertoires nominatifs dans le courant de l'année 1916¹²⁴⁴ indiquant leur âge, leur nom et prénom, leur statut familial, leur lieu de naissance et de provenance et ensuite destination. C'est donc une mise sous surveillance et un encadrement démultipliés et jusque là inédits qui est instauré. Ce service est rattaché à partir du 1er janvier 1918 au ministère du Travail qui s'occupe exclusivement selon les termes de l'époque, de la « main-d'œuvre blanche » ou « de race blanche »¹²⁴⁵. Pour Laurent Dornel, c'est le signe qu'« à la faveur du vaste mouvement migratoire entraîné par la guerre, la pensée raciale républicaine, qui s'était jusqu'alors déployée essentiellement dans les colonies, se relocalise en métropole et s'institutionnalise au moyen de pratiques administratives nouvelles et spécifiques. »¹²⁴⁶ La main-d'œuvre coloniale et chinoise est recrutée et acheminée par le Service de l'Organisation des Travailleurs Coloniaux (SOTC) créé en 1916, placé sous l'autorité du ministre de la Guerre et dépendant de la Direction des Troupes Coloniales. Les coloniaux, qui bénéficient eux aussi en théorie des contrats leur garantissant l'égalité des salaires avec les ouvriers français, sont progressivement militarisés ; les Annamites, Chinois et Nord-Africains, quoique recrutés à l'origine comme main-d'œuvre civile volontaire, sont en réalité soumis à une discipline proche de la discipline militaire¹²⁴⁷. Les industriels ou particuliers peuvent faire la demande d'ouvriers dont ils peuvent même préciser la « race » désirée, auprès des différents ministères. Les conditions requises sont d'employer au minimum 25 coloniaux et de posséder les installations nécessaires pour les recevoir. Une fois recrutés, ces hommes sont acheminés en France par l'autorité militaire vers les dépôts, dépôt de Marseille ou « dépôts-frontières », d'où ils sont prélevés pour être redistribués sur l'ensemble du territoire. Le département de l'Hérault fait la demande de

¹²⁴⁴ AMA, sous-série 2I9-2, Registre des entrées d'étrangers, 1915-1920 /AMB, sous-série 2I10, Contrôle des étrangers, 1915-1944.

¹²⁴⁵ Georges MAUCO, *Les Étrangers en France. Leur rôle dans l'activité économique*, opus cité.

¹²⁴⁶ Laurent DORNEL, « La Grande Guerre et les migrations: les travailleurs étrangers, coloniaux et chinois en France. Enjeux d'une recherche en cours », opus cité

¹²⁴⁷ Mireille FAVRE-LE VAN HÔ, *Des Vietnamiens dans la Grande Guerre, 50000 recrues dans les usines françaises*, Paris, Vendémiaire, 2014.

plusieurs compagnies de travailleurs indochinois au Ministère de la Guerre¹²⁴⁸. Ces ouvriers militaires bénéficient d'un contrat de trois mois renouvelables et travaillent sous la conduite d'un interprète dans de grands domaines agricoles qui leur assurent le gîte et le couvert en lieu et place des mésadiers mobilisés et acquittent leur solde, le tout étant évalué à 4,50 francs par jour¹²⁴⁹. En juillet 1915, le ministre de la guerre écrit au préfet pour l'informer de la mise à disposition d'une compagnie de 20 travailleurs indochinois à la Compagnie des Salins du Midi¹²⁵⁰. Ces individus sont pensés et traités par les autorités comme des groupes et aucun nom individuel n'apparaît dans des archives peu fournies même si des contrats individuels ont dû être signés. Relégués spatialement dans le domaine excentré du Clavelet, les travailleurs indochinois sont totalement isolés au milieu des vignes et des marécages et de fait totalement enfermés et quasiment invisibles dans les sources. La trace, locale tout au moins, de leur existence n'apparaît qu'à la mort de quatre d'entre eux, âgés de 21 à 25 ans, durant le pic l'épidémie de grippe en 1918¹²⁵¹ : « Le 17 septembre 1918, à six heures du matin, Le Van Thi, ouvrier militaire annamite, matricule 1, groupe 396, résidant au Clavelet né à Yan Dissh, département de Thanh Hoa, province de Annam, en 1893, est décédé à l'Hôpital Mixte »¹²⁵² est-il ainsi inscrit dans le registre des décès agathois.

L'État transforme également les prisonniers allemands en main-d'œuvre docile et peu chère. Plus visibles que les Indochinois dans les sources, ils restent eux aussi isolés dans le domaine du Clavelet et n'apparaissent presque qu'à l'état d'ombres sur des photographies non posées, presque volées prises de loin dans les Salins. Mais ils peuvent représenter pour les écoliers agathois un objet de curiosité pouvant susciter quelques échanges qui révèlent encore la singularité de chaque situation. Les souvenirs de Louis Baron, toujours très sensible aux uniformes, quels qu'ils soient en laissent deviner la complexité :

Quant aux prisonniers je me souviens de ceux que j'avais vus dans les
anciens bâtiments des salins du Luno où un professeur du collège nous avait

¹²⁴⁸ADH, sous-série, 10R 251, Main d'œuvre agricole, réglementation, contrôle (1916-1919), lettre du ministre au préfet de l'Hérault, 30 juin 1915

¹²⁴⁹ADH, sous-série, 10R 251, Main d'œuvre agricole, réglementation, contrôle (1916-1919), exemplaires de contrats de travail non renseignés.

¹²⁵⁰ADH, sous-série, 10R 251, Main d'œuvre agricole, réglementation, contrôle (1916-1919), lettre du ministre au préfet de l'Hérault, 30 juin 1915

¹²⁵¹AMA, sous-série 1E, registre des décès, 3E27, 1917-1922, année 1918.

¹²⁵²AMA, sous-série 1E, registre des décès, 3E27, 1917-1922, acte 260

conduits en promenade. On les voyait avec leur tenue gris-vert, Feldgrau (gris champêtre) leur béret plat et rond avec sur le devant la cocarde noir, blanc, rouge. Ils étaient aussi vêtus de bottes en cuir, arrivant en dessous du genou, ce qui était plus pratique que les fantassins français s'enroulant des jambières pendant des minutes autour du mollet. On était fier de leur adresser quelques mots en allemand que nous commençons à apprendre au collège. Je me souviens qu'ils étaient en train de préparer la fête de Noël sur une estrade située contre un mur situé au fond d'une grande salle sur lequel était écrit en grosse lettres « Wehnahten » ce qui signifiait « Nuit de Noël.» Ils nous offraient des friandises qu'ils avaient reçues de chez eux. »¹²⁵³

Le grand propriétaire viassois André Bonnaventure écrit au préfet le 1^{er} juillet 1915 sa satisfaction d'avoir obtenu pour les sulfatages une compagnie de 20 prisonniers qu'il s'engage à loger et nourrir jusqu'au 30 septembre, même s'il précise qu'il préférerait des « Turcs »¹²⁵⁴. Effectivement, si le préfet insiste pour placer ces captifs allemands au cœur des grandes exploitations, c'est qu'il a manifestement du mal, se heurtant à plusieurs reprises au refus des propriétaires et exploitants concernés. Ainsi, en avril 1916, la municipalité d'Agde considère « inutiles » ces équipes de prisonniers mises à disposition pour le sulfatage arguant du fait que « la main d'œuvre est assurée »¹²⁵⁵. La réponse de Bessan est identique¹²⁵⁶. Ces deux communes font appel depuis longtemps à la population espagnole et il est possible qu'elles n'aient effectivement pas besoin des services de la préfecture en matière de main d'œuvre. Cependant ce sont d'autres motivations qui apparaissent sous la plume du maire de Portiragnes, commune jouxtant Vias et depuis 2015 composante du canton. Auguste de Crozals, immense propriétaire et à ce titre vice-président de la puissante Confédération Générale du Vin, a déposé en 1915 une demande de deux compagnies de Turcs qui n'est pas satisfaite. D'après une lettre de trois pages écrite de sa main, en juin, il s'est rendu chez le préfet pour obtenir des explications et l'entretien se serait mal passé. Il crie donc à l'injustice. Il accuse même le représentant de l'État de s'être vengé de « l'affaire des dons de vins à l'automne 1914 »¹²⁵⁷ quand son organisation traînait les pieds, y compris publiquement. Mais un autre long courrier signée en tant que maire cette fois laisse supposer qu'il a

¹²⁵³ AMA, Cahier de Louis Baron

¹²⁵⁴ ADH, 10 R238, Main-d'œuvre agricole, réglementation, contrôle (1916-1919), lettre du 20 juillet 1916.

¹²⁵⁵ AMA, 1D13, Registre des télégrammes officiels *opus cité*, 23 avril 1915.

¹²⁵⁶ AMB, sous-série 4H, Mesures d'exception et faits de guerre, lettre du maire au préfet, 16 avril 1916.

¹²⁵⁷ ADH, 10R238, main-d'œuvre agricole, réglementation, contrôle (1916-1919), dossier de Crozals. « Affaire des dons » voir ch 4.1.2

finalement obtenu satisfaction en 1916. Pourtant, il justifie le refus des exploitants de sa commune de faire travailler des captifs allemands pour les vendanges en avançant des arguments politiques et moraux qui recouvrent encore une certaine appréhension de troubles sociaux à venir :

« La venue dans le pays de nombreuses vendangeuses du Tarn et de l'Aveyron, jointes à celles de Portiragnes, accroissent le nombre de celles qui pleurent un être cher, victime de la guerre. Le travail forcé en commun des vendanges avec des Allemands peut provoquer des incidents douloureux que nous croyons devoir éviter à tout prix. Des prisonniers Turcs ou des Annamites n'auraient pas présenté le même danger. Pour les sulfatages ces inconvénients n'existent pas, ces prisonniers travaillant à part ; si la guerre en 1917 n'est point encore malheureusement terminée, nous ferons de nouveau appel à votre bienveillance et nous accepterons des prisonniers allemands. Actuellement, nous avons envoyé un délégué en Espagne pour tâcher de louer du monde, si comme nous l'espérons le temps se maintient au beau nous pourrons rentrer la récolte »¹²⁵⁸

Il apparaît donc que malgré l'encadrement national, les initiatives privées de recrutement en Espagne restent de mise tout comme l'appel aux coupeuses des hauts cantons. Mais ce refus temporaire et sélectif, appuyé sur celui collectif du « comité agricole » révèle la forte redistribution des cartes du capital symbolique des nations par le conflit jusque dans la hiérarchie d'estime de la main-d'œuvre des vignes. Laurent Dornel a insisté sur la re hiérarchisation des discours sur les étrangers en fonction de l'appartenance belligérante du pays d'origine.¹²⁵⁹ Il se trouve qu'elle trouve sa traduction concrète dans la politique de recrutement des ouvriers viticoles. Désormais, une pyramide de la réputation et de l'acceptabilité sociale qui détermine l'embauche s'est constituée : à sa base se trouvent les prisonniers allemands, derrière les « Turcs » et les « Annamites ». Au-delà de toutes ces représentations, la priorité reste toutefois la bonne exécution des tâches et pour cela l'utilisation sélective de prisonniers allemands n'est pas totalement exclue, faute de mieux. Ce mieux arrive finalement par le biais de l'entrée massive des Espagnols qui sont numériquement de loin, les plus nombreux à venir pallier le manque de bras en Languedoc.

¹²⁵⁸ AMPortiragnes, Fonds 1914-1918, lettre du maire au préfet, 28 août 1916

¹²⁵⁹ DORNEL Laurent, *Les étrangers dans la Grande Guerre*, Paris, Documentation française (La) 2014

2.2.3.3.2. Les arrivées et installations des Espagnols

Tableau 2-9. 1911-1921. Comparaison du nombre d'étrangers dans les communes

AGDE	1911	1921	BESSAN	1911	1921
Français	8343	7214	Français	2450	2242
étrangers	902	1111	étrangers	429	861
TOTAL	9245	8325	TOTAL	2879	3103
%	9,75	13,4	%	14,9	27,75
MARSEILLAN	1911	1921	VIAS	1911	1921
Français	4624	4023	Français	2061	1871
étrangers	46	584	étrangers	83	535
TOTAL	4707	4607	TOTAL	2144	2416
% ETRANGERS	1,14	13,02	%ETRANGERS	1,96	20,07

Entre septembre 1914 et novembre 1918, environ 250 000 Espagnols traversent les Pyrénées ou empruntent les bateaux, pour aller travailler très majoritairement dans l'agriculture¹²⁶⁰. Par conséquent, entre 1911 et 1921, la part de la population étrangère en Languedoc-Roussillon double, passant de 3 à 7,6 % de la population régionale totale ce qui la situe largement au-dessus de la moyenne nationale¹²⁶¹. Le canton n'échappe pas au phénomène. D'après les recensements, elle y représente 16,6 % de la population totale en 1921 contre 7,23 en 1911, dont environ 80 % d'Espagnols. Elle augmente partout, représentant plus d'un quart de celle de Bessan et plus d'un cinquième de celle de Vias en 1921. La guerre ne marque pas le début de l'immigration espagnole dans le canton mais elle l'accélère et la comparaison des deux recensements permet de constater leur arrivée massive à Vias et Marseillan d'où ils étaient quasiment absents. Cette immigration massive évite donc au canton la catastrophe démographique née du conflit.

¹²⁶⁰ Natacha LILLO, « Les Espagnols en France dans l'entre-deux-guerres à travers l'exemple du Languedoc-Roussillon » In: *Exils et migrations ibériques au XXe siècle, n°2, 2006, Espagnols et Portugais en France au XXe siècle. Travail et politiques migratoires*. p. 11-55.

¹²⁶¹ Suzanna DUKIC, « Deux siècles d'immigration en Languedoc-Roussillon », *Hommes et migrations* [En ligne], 1278 | 2009 // hommesmigrations.revues.org/230

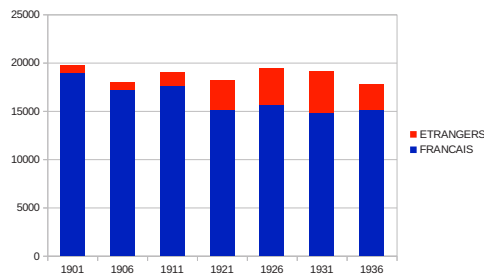


Figure 48. Évolution de la population du canton : 1901-1936

La forte augmentation dans ces deux communes présente cependant de fortes différences. Les nouveaux Espagnols de Vias sont avant tout des jeunes hommes, ouvriers agricoles. On en compte environ deux-cents qui sont essentiellement mésadiers dans les grands domaines. Les autres, minoritaires, forment une trentaine de familles souvent très nombreuses. Tous sont originaires de localités espagnoles dispersées dans la péninsule. Marseillan, dont la population ibérique est multipliée par quinze connaît des caractéristiques autres lisibles dans le dénombrement de 1921. Sur ces 534 Espagnols nouveaux Marseillannais, 284, soit 53%, au moins, certaines communes étant introuvables ou mal orthographiées, sont originaire de Caudete, à l'est de l'Espagne, commune de la province d'Alicante ou de ses très proches voisines comme Sax ou Villena, ce qui correspondrait à une démarche de recrutement groupé volontariste émanant des propriétaires de la commune. Parmi eux, une centaine est née en France, dans le canton surtout, et quasi exclusivement à Marseillan. L'étude plus détaillée de leurs années de naissance met en exergue une arrivée familiale nettement plus massive à partir de 1916 ; de deux, une et quatre en 1915, les naissances d'enfants espagnols passent à une dizaine de 1916 à 1919 et une vingtaine à partir de 1920. Contrairement à Vias, seuls 43 individus sur 534 (moins de 10 %) sont isolés qui sont pour moitié des hommes, ouvriers des grands domaines, et pour moitié des femmes domestiques. Certaines familles sont très nombreuses. La famille élargie Camarès compte par exemple treize membres dont un beau-père et deux beaux-frères, tous nés à Caudete sauf le petit dernier, Manuel, né à Marseillan en 1919. L'exemple de la famille Diaz reflète ces trois caractéristiques, familiale, d'importance et d'origine. Elle est composée de trente membres divisée en trois familles, toutes originaires de Caudete, qui habitent à proximité l'une de l'autre, rue de la Fraternité. La plus nombreuse est composée de Salvador et Rosalie, nés respectivement en 1874 et 1880, parents de neuf enfants ; Marie, Jean, Isabelle, Raymond et Antoinette nés entre 1898 et 1909 à Caudete, Joseph

(1912) et Fernand (1914) en Algérie et Catherine (1916) et Salvador (1920) à Marseillan. Si l'on suit chronologiquement les naissances, l'itinéraire qui les a conduits de Caudete à Marseillan a été relativement direct à l'exception d'un certainement bref passage en Algérie. Cela va dans le sens, en ce qui concerne l'Hérault, de la grande enquête de 1926 sur les étrangers dans l'agriculture, commandée par les ministères des Affaires étrangères et de l'Agriculture, qui conclut sur l'importante augmentation de la présence espagnole durant la guerre : « Les cultivateurs français étaient au front, des délégués sont partis en Espagne, pour louer des ouvriers. Ils sont revenus, ramenant avec eux trente, cinquante, cent hommes d'un même village et les ont répartis entre les divers granges ou villages »¹²⁶². En 1921, beaucoup ont fait venir leur famille. Le répertoire agathois des entrées des étrangers¹²⁶³ souligne cependant à la fois l'importance des arrivées espagnoles, leur contrôle et surveillance et leur extrême mobilité ; ils sont quelques 2500 à avoir été enregistrés dans la commune entre juillet 1916 et décembre 1920. Les 151 entrées enregistrées à la lettre **A** sont toutes espagnoles à l'exception d'une italienne. Le lieu du premier enregistrement n'est pas toujours précisé mais pour la moitié, il s'agit de communes de l'Hérault. Ce sont dans l'immense majorité des hommes – 10 femmes seulement dont 3 célibataires -, qui pour un tiers environ, sont mariés. Très peu, quatre au total, arrivent avec des enfants. Ils sont jeunes, le plus âgé est né en 1869, le plus jeune célibataire en 1902, la grande majorité correspondant bien aux classes des Français mobilisés. L'envol est particulièrement sensible à partir de 1916 où les entrées s'élèvent à 36 contre 11 en 1915, puis 57 en 1917 qui représente un pic. Cependant ces journaliers et terrassiers restent peu dans la ville ; la dernière colonne, qui indique les dates et destinations des départs, met en avant le fait qu'au bout de six mois à peine, ces ouvriers repartent, pour plus des trois quarts d'entre eux, vers des lieux très divers y compris l'Espagne. Force est de constater que malgré leur encadrement sévère, leur enregistrement et l'existence d'une carte d'identité pour chacun de ses protagonistes, les mobilités sont importantes et n'ont visiblement été que peu freinées.

¹²⁶² Cité par Natacha LILLO, « Les Espagnols en France dans l'entre-deux-guerres à travers l'exemple du Languedoc-Roussillon », *opus cité*.

¹²⁶³ AMA, sous-série 21 92.2, répertoire des entrées d'étrangers sur le territoire, 1912-1919

De l'indifférence à la stigmatisation, du bon accueil au rejet, toute la palette des comportements des habitants se déploie face à ces arrivées massives puis à ces installations familiales largement inédites. Le tournant étatique que prend dès 1915 l'organisation de la main-d'œuvre espagnole se lit à partir de l'automne dans le témoignage de Paule Duconquére :

Marinette se trouva en octobre 1915, sans podaire¹²⁶⁴. Épuisée par le travail surhumain, sans nouvelle de son époux, elle était au bord de l'effondrement se disant vingt fois par jour, que vais-je faire ? C'est alors qu'eut lieu en France l'entrée massive des travailleurs espagnols. A cette époque, le premier adjoint monsieur Authebon non mobilisable à cause de son âge fut une bénédiction pour les Agathois (...) Dès que les immigrés furent recensés, il convoqua en mairie d'abord les veuves. Hélas, des veuves il y en avait déjà beaucoup. Ensuite les femmes seules ayant des maris combattants, enfin les exploitants âgés ayant le ramonet au front. Chaque cas fut examiné et chacun chacune reçurent leur attribution selon l'importance de la propriété.

Un soir en revenant de sa vigne Marinette trouva sa feuille. Un homme jeune de trente ans ayant un certificat sanitaire excellent et un extrait de casier judiciaire vierge. En plus il était réputé homme de bonne vie et mœurs. En marge de ce papier était marqué « origine castillane ne comprend pas le français. » (...)

Le soir même, Pedro ARRANEZ accompagné d'un interprète, vint se présenter. C'était un grand diable d'homme, maigre comme un clou pointu, doté de dents éclatantes. Il avait laissé en Castille une femme et quatre muchachos tous au bord de la famine. Son idée était de les faire venir en France plus tard afin de retrouver une vie familiale normale (...) Pendant trois ans l'entente fut très cordiale (...) Et c'est ainsi que l'on put voir dès 1915 jusqu'à l'Armistice, ces diables d'hommes, immuablement coiffés soit d'un feutre vert foncé, soit d'un béret de même teinte, cigarette au bec, sur les route de Malfato, du chemin bas de la Plaine jusqu'au fin fond des Verdisses, conduire des attelages de chevaux, de mules et d'ânes effectuant tous les travaux relatifs aux vignes comme aux champs avec soin et compétence »¹²⁶⁵

Telle est la traduction à l'échelle locale de la nette rationalisation institutionnelle de la main-d'œuvre agricole masculine qui se lit dans ces extraits. À rebours de toutes les pratiques antérieures, l'ouvrier fait l'objet en amont d'une triple enquête, judiciaire, sanitaire et morale pour être doté d'une multitude de papiers administratifs. Ce processus d'encadrement étatique, qui participe toujours davantage de la nationalisation des identités, trouve une fois de plus son aboutissement dans l'attitude des autorités

¹²⁶⁴ Ouvrier agricole en occitan

¹²⁶⁵ AMA, tapuscrit de Paule Duconquére

municipales. De fait, le 20 août 1915, un arrêté agathois, invite les Espagnols munis d'une carte d'ouvrier agricole ou industrielle tenant lieu de permis de séjour à se présenter le dimanche 22 août courant sous la halle de la mairie¹²⁶⁶. La réactivation de préjugés, induite par ce contrôle collectif, largement visible dans l'espace public, se retrouve sous la plume de Joséphine Palmier qui décrit à son époux la scène dont elle est témoin : « Nous sortons de vêpres ta mère n'est pas encore venue. Aujourd'hui à la mairie il y a des Espagnols en masse, on les a fait appeler pour voir s'ils sont en règle. Rappelle-toi que nous en avons de cette race et ils ne nous font pas trop de bien en ce moment. »¹²⁶⁷ Ces propos peu bienveillants dans la bouche d'une fervente chrétienne naissent dans la scène sociale que représente au cœur de la cité l'attente de ces nombreux hommes étrangers qui forment exceptionnellement un groupe d'individus habituellement dispersés et relativement invisibles. Ces remarques soulignent la méfiance, voire la stigmatisation de type essentialiste, dont ils sont victimes et d'ailleurs, ils ne sont jamais nommés dans les écrits en tant qu'individus mais toujours assignés à leur appartenance nationale. Au début de la guerre, François Fabre nomme les vendangeuses locales par leur nom et prénom dans son semainier, mais inscrit « les Espagnoles » pour les autres. En même temps, il écrit à son épouse : « Vous me dites que vous avez huit femmes étrangères. J'espère qu'elles seront dévouées et que vous n'aurez pas d'ennuis de ce côté. »¹²⁶⁸ Dans la guerre, ces mesures nationales d'enregistrement qui se traduisent cette fois visuellement, voire bruyamment, dans l'espace public sont susceptibles de venir renforcer, en les légitimant, des comportements méfiants qui ne datent pas de la guerre. Les observations de Marie Loubet à propos des vendanges qui se déroulent dans la campagne qu'habite sa sœur tendent à confirmer dans l'expression « si encore », à un moindre degré, ces attitudes : « Nous avons dîné à la campagne chez Rosalie. J'ai vu ta sœur qui y était avec Françoise, avec la petite. Il y avait beaucoup d'étrangers. Si encore ça faisait finir, ça irait bien, ce ne serait pas malheureux pour tout le monde. »¹²⁶⁹ Ce rejet peut trouver plus nettement sa source dans le déroulement des travaux viticoles comme lorsque Jules

¹²⁶⁶ AMA, sous-série 2D 31, registre des arrêtés du maire, 1905-1919, 20 août 1915

¹²⁶⁷ Joséphine à Louis Palmier, 22 août 1915

¹²⁶⁸ François à Marguerite Fabre, 12 septembre 1914

¹²⁶⁹ Marie à Paul Loubet, 15 août 1918

Gleizes met en garde son épouse : « Je prévoyais tes ennuis avec les Espagnols. Ce sont des gens qui ne sont nullement intéressants. Donne-leur ce que les autres donnent. Dès que tu pourras te passer d'eux, renvoie-les. »¹²⁷⁰ Puis le 29 mai encore, « Sois prudente avec les Espagnols ». Qu'ont donc fait ces ouvriers pour représenter une menace nécessitant leur renvoi ? Tout laisse penser dans ces propos, qu'ils auraient revendiqué des augmentations de salaires lors des travaux de sulfatage. Mais cette forte suspicion émane parfois des autorités locales. Ainsi la commune de Vias fait des étrangers, étant donné la configuration sociale il s'agit d'Espagnols, les premières victimes de la mauvaise vendange de 1915 en leur interdisant par arrêté municipal le grappillage, activité pourtant essentielle on l'a vu, pour les ouvriers¹²⁷¹. C'est cependant la seule des quatre communes à prendre cette mesure et elle ne la renouvelle pas les années suivantes, Bessan l'interdisant à tous ceux qui n'habitent pas la commune. De même, en octobre 1915, alors que le garde-champêtre de Bessan, Théophile Gleize, informe Louis de Vuillod, le plus grand propriétaire du canton, des modalités et des jours de grappillage, il s'oppose à Numa Fabre, le chef de colle du domaine qui l'accuse de ne « dresser des procès verbaux qu'aux Français »¹²⁷². L'épisode révèle la diversité et la complexité des comportements individuels à l'égard des étrangers plus ou moins bien accueillis, dont certains sont désormais bien ancrés. C'est peut-être alors par réaction d'empathie que P. Duconquére a choisi de nommer par son nom et prénom, en majuscules qui plus est, le nom de l'ouvrier qui travaillait chez sa mère, lui octroyant ainsi une identité nominale et donc une dignité que beaucoup leur refusent. Pour autant, certains intéressés ne se laissent pas faire lorsqu'ils se considèrent victimes de brimades. Ils redeviennent des acteurs de leur condition dominée en usant des quelques marges dont ils disposent : à l'été 1915, ils se plaignent auprès du vice-consul d'Espagne à Agde, le négociant suisse Edmond Bucher, de pratiques de fouille discriminatoires exercées à la gare par le commissaire de police qui se montre un exécutant certainement un peu trop zélé des nouvelles mesures de surveillance. L'affaire remonte jusqu'au

¹²⁷⁰ Louis à Mathilde Gleizes, 27 mai 1916

¹²⁷¹ AMV, sous-série 2D1, Registre des arrêtés du maire, 1884-1950, 1^{er} septembre 1915.

¹²⁷² Michel SABATERY et Stéphane PEPIN, *Bessan au fil du temps, opus cité*, p. 286

sous-préfet de Béziers qui tance le fonctionnaire et lui demande des explications¹²⁷³ sur son comportement :

« Le vice-consul d'Espagne m'a demandé d'intervenir auprès de vous pour que vous exerciez la surveillance qui vous incombe sur les ouvriers Espagnols de passage à Agde d'une façon plus discrète que vous ne le feriez. Il se plaint que vous fouillez publiquement ces ouvriers et que vous auriez même déchiré certaines pièces notamment des permis de séjour qu'ils vous présentaient. Cela me surprend car vos investigations dans le cas où il serait nécessaire de fouiller ces individus devraient être faites dans votre commissariat ou même dans un local de la gare et d'un autre côté. Il ne me paraît pas qu'il vous appartienne de déchirer des documents qui, s'ils sont sans valeur à Agde, sont néanmoins nécessaires à ces étrangers pour établir leur identité et justifier de la régularité de leur situation dans la résidence habituelle. Je vous prie de m'adresser un rapport sur les faits qui ont motivé la réclamation de M. le consul d'Espagne et vous demande tout en assurant la surveillance de la façon la plus sérieuse possible de le faire dans des conditions régulières qui ne puissent soulever aucune critique justifiée. »

Le 30 juillet, Henri Schmitt se défend dans son rapport détaillé et réaffirme le bien fondé de ses agissements mais cela a pour effet de révéler le caractère particulièrement intrusif des procédés qu'il met en œuvre :

« La surveillance est assurée d'une façon stricte mais sans vexation. J'avais d'ailleurs été prévenu par le vice-consul des réclamations faites par les Espagnols qui prétendent qu'il n'y a qu'à Agde où l'on s'assure qu'ils sont en règle avec la loi. J'ai répondu au vice-consul que je continuerai à exécuter mon service en conformité avec les instructions reçues. »

Ainsi, dans cet épisode, c'est encore un changement radical de traitement des ouvriers agricoles espagnols qui apparaît à partir de l'été 1915. Surveillés et encadrés, ils deviennent la proie plus facile du commissaire qui déploie ses contrôles au nom de son interprétation de la légalité et de la légitimité de ses missions dans le contexte de la guerre. Mais la capacité des Espagnols brimés à réagir et à interpeller les représentants de la loi dont ils reconnaissent les compétences révèle une conscience sociale qui les rend combatifs peut-être parce que conscients de former un collectif indispensable à l'économie du pays d'accueil. L'ensemble vient rappeler les fortes tensions sociales qui existent y compris entre les représentants des autorités elles-mêmes d'où le caractère très ambigu du sort de ces étrangers. En effet, malgré de nombreuses manifestations de

¹²⁷³ ADH, sous-série 4M1861, lettre du sous-préfet de Béziers au commissaire de Police d'Agde.

défiance, dans la durée de la guerre, leur travail dans les vignes durant de longues années représente un facteur décisif d'intégration dans la société locale. En 1911, ils représentaient par exemple un tiers des mésadiers du domaine de Mermian avant d'en composer 73 % en 1921. De plus, si les professions déclarées restent largement celles d'ouvriers agricoles, quelques uns accèdent à des postes plus prisés comme Aurelle Pardo devenu le ramonet du domaine des Onglous de Marseillan racheté par le baron et la baronne Desprès ou Vincent Ayrand, celui de la Barettes. Le mariage représente également un élément d'enracinement que la préfecture considère bien comme tel puisqu'elle diligente une enquête auprès des mairies concernant les mariages mixtes qui ont été contractés pendant la durée de la guerre¹²⁷⁴ ; Agde fait état de quatre unions de Françaises ayant épousé des Espagnols entre janvier 1917 et mai 1918, Vias d'un seul en novembre 1918 comme Marseillan en 1916, contre deux Italiens en 1917. L'inventaire exhaustif des registres de mariages dans les quatre mairies fait davantage état d'au moins une vingtaine d'unions mixtes contractées entre 1915 et 1921, les nationalités n'étant pas toujours mentionnées. Autres étrangers enfin, les plus nombreux dans le canton avant 1911, Les Italiens paraissent totalement fondus dans la société d'autant que les hommes mobilisables ont rejoint à partir du 28 mai 1915, l'armée italienne, participant de l'effort de guerre allié.

Dans le canton comme dans la plaine languedocienne, la guerre induit un tournant pour la vigne qui structurait et hiérarchisait fortement la société en assurant désormais une prospérité économique continue, éloignant dans les mémoires les temps des crises : de façon inespérée, même le vin exceptionnellement abondant de 1914 se vend désormais exceptionnellement bien. Mais sa transformation en arme de guerre a ses exigences qui révèlent bon nombre de logiques d'intéressement ; Le dispositif des dons aux soldats, instauré par l'État associé à de multiples acteurs à l'automne 1914, souligne ce que l'Union sacrée portait dans la pratique de limites, entre inertie et tensions, dès le début de la guerre, d'où la nécessité d'un prélèvement obligatoire croissant. Cette situation met en évidence les étapes successives franchies par l'État afin d'approvisionner le front en intervenant au cœur le plus serré du maillage social. Pour

¹²⁷⁴ ADH, sous-série 4M1742, demande de la préfecture concernant les mariages avec des étrangers

une grande partie des ouvriers agricoles et petits propriétaires, l'effort de production se traduit par un épuisement physique qui se manifeste lourdement dès 1915. Leur sort dépend de nouveaux critères ; ceux de l'âge, du genre et de la densité de réseaux de proximité fiables deviennent vite essentiels pour éviter la dégringolade sociale. Pour les plus gros producteurs, aidés plus rapidement par l'État, c'est davantage la croissance qui s'installe avec la mise à disposition de main-d'œuvre venue du front, d'Espagne ou des colonies. Dès lors, même ce travail de la vigne se militarise tandis que le système colonial s'invite dans les grands domaines sous la forme de compagnies de travailleurs militaires indochinois. La vigne devient le lieu privilégié pour observer l'arrivée généralisée de très nombreux Espagnols qui s'installent parfois en familles devenues indispensables à l'économie locale mais qui sont, comme les autres, placées sous une surveillance accrue. Cette main-d'œuvre toujours plus encadrée et contrôlée par les autorités fait l'objet en retour de la méfiance accrue de la population locale. Mais la vigne voit encore son répertoire s'étoffer bien au-delà de l'importance du vin pour les armées et ses soldats ; Son activité devient un sujet et un projet commun qui dans la séparation rapproche civils et militaires, composant une grande partie du futur optimiste du passé dans les imaginaires partagés entre les fronts d'autant qu'il donne à certains soldats l'opportunité de rentrer définitivement. La guerre bouscule enfin dans les vignes les identités de genre en faisant entrer les viticultrices dans des secteurs de la viticulture interdits jusque là par une norme sociale séculaire, non sans réticence des uns mais également des unes, en leur donnant plus de responsabilités, mais sans reconnaissance salariale et peut-être aucun lendemain.

2.3. CHAPITRE 6. RUES ET PLACES A L'EPREUVE.

« Travaux pratiques.

Observer la rue, de temps en temps, peut-être avec un souci un peu systématique.

S'appliquer. Prendre son temps. »¹²⁷⁵

Comment tenter une histoire de proximité des acteurs et des actrices en temps de guerre ou pas ? Peut-être en continuant à questionner, après les vignes, les lieux publics du quotidien, ceux où vivent et travaillent les hommes et les femmes, ceux qu'ils partagent de façon routinière. Et dans un canton où d'après le recensement de 1911 moins de 10 % de la population est considérée comme « éparsée », les rues et les places sont de ceux-là. Elles représentent un espace vécu majeur qui a bien d'autres fonctions que la seule circulation. Par conséquent, placer à ce niveau le regard peut présenter deux atouts majeurs. Il y a d'abord celui mis en avant par le géographe Antoine Fleury qui considère que « la rue a longtemps occupé une fonction déterminante dans la fabrique de l'urbanité. Incarnant la césure entre la sphère publique et les multiples univers privés, elle assure traditionnellement la mise en relation des lieux, des fonctions, des groupes sociaux »¹²⁷⁶. Interface mouvante au cœur des interactions sociales donc, il se trouve par ailleurs qu'en ce début de XXe siècle, sur ce territoire, cette fabrique de l'urbanité naissante est en cours selon une dynamique initiée dès le XVIIIe siècle qui voit les villages de Bessan et de Vias se transformer en bourgs et les bourgs de Marseillan et d'Agde en petites villes, à partir pourtant de la vitiviniculture, activité éminemment rurale. Lorsque la guerre les saisit, les habitants expérimentent une période de transition où au moins dans les petites villes se dessinent des quartiers ; la diversité des vocables utilisés - rues, plans, impasses, places, avenues, boulevards, quais, ponts, plan ou promenade - appelle des fonctions différenciées. Toutes les rues n'ont donc plus toujours les mêmes vocations ni les mêmes usages, y compris dans le temps ; à un usage routinier quotidien, peut se greffer un usage exceptionnel, le temps d'un défilé militaire, ou d'une procession religieuse par exemple. Réduire encore la focale sur ce qu'est

¹²⁷⁵ Georges PÉREC, *Espèces d'espaces*, Paris, Galilée, 2000 (1974).

¹²⁷⁶ Antoine FLEURY, « La rue : un objet géographique ? », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 5 | 2004, [En ligne], le 01 avril 2006, (consulté le 24 février 2021). URL : <http://journals.openedition.org/traces/3133>

susceptible de faire la guerre à leurs habitants, c'est se demander en premier lieu comment le conflit rencontre et influence cette marche vers l'urbanité et, s'il y joue un rôle, dans quels sens le joue-t-il ? Par ailleurs, si aujourd'hui les rues des villes représentent bien souvent une « césure entre la sphère publique et les multiples univers privés » et ce notamment depuis les grands travaux haussmanniens, beaucoup de voies restent au début du XXe siècle des territoires où les frontières entre vie publique et vie privée sont poreuses, souvent même invisibles, assez proches peut-être au final de la rue parisienne du XVIIIe siècle étudiée par Arlette Farge¹²⁷⁷.

« Pour l'ensemble des habitants il n'existe point d'espace entre vie privée et vie publique. En fait, on vit et on travaille dans la rue, et on loge dans des conditions de proximité telles que personne ne peut abriter ses secrets, ni même vivre sans être vu ou entendu. Ces situations dites normales pour l'époque, mais dont bien des contemporains souffrent tant elles sont contraignantes, tracent un paysage et une sociabilité bien spécifique dont les corps sont les premiers auteurs. »¹²⁷⁸

« On travaillait et vivait beaucoup dans la rue » confirme à son échelle le collectionneur Albert Arnaud, commentant les cartes postales de Marseillan datant du tournant du XXe siècle qu'il a publiées et qui mettent en scène autant d'acteurs que d'activités diverses¹²⁷⁹. De fait, on y passe, on s'y rencontre, et on s'y installe souvent, pour un temps plus ou moins long, et surtout peut-être, on (s)y parle. Les autorités savent alors qu'elles doivent porter une attention particulière à ces lieux d'échanges oraux intenses sans cesse renouvelés.

Maurice Garden a proposé d'en appréhender les multiples aspects sous trois angles distincts qui seront ici dans un premier temps revisités au prisme du conflit ; un espace matériel aménagé qui forme un cadre de vie du quotidien, un espace social ensuite, lieu d'habitation, de travail, d'échanges, de rencontres et de solidarités et enfin un espace symbolique, de la démonstration, de l'étalage voire de l'affrontement des pouvoirs¹²⁸⁰. Que font dès lors les nouvelles priorités imposées par la guerre à la matérialité de cette

¹²⁷⁷ Arlette FARGE, *Vivre dans la rue à Paris au XVIIIe siècle*, Gallimard, coll. «Archives», 1979.

¹²⁷⁸ Arlette FARGE, « Couleurs, sons ; espoirs et chagrins », *Communications*, n° 102 (« Exercices d'ambiances »), 2018, Paris, Seuil, p. 211-217.

¹²⁷⁹ Albert ARNAUD, *Marseillan d'hier et d'aujourd'hui*, Castries, Les Éd. du Mistral, 2003, p.53.

¹²⁸⁰ Maurice GARDEN, « Histoire de la rue », *Pouvoirs*, vol. 116, no. 1, 2006, p. 5-17.

« rue de l'urbaniste », en cours de modernisation et de transformation dans les communes du canton ? Comment, si loin du front, s'y manifestent les pouvoirs militaire et politique ? Comment, enfin, le conflit influe-t-il dans sa longueur, sur la diversité et l'intensité des interactions sociales dans ces espaces publics ? Par ailleurs, très tôt, mais plus encore à partir de l'été 1915, la figure particulièrement identifiable du permissionnaire vient y attester de l'importance sans équivalent pour les militaires comme pour les civils de ce personnage singulier du temps de guerre. Réduisant l'échelle spatiale, il s'agira enfin de placer la focale sur une seule rue, celle de l'Amour, au cœur du chef-lieu de canton, pour tenter de saisir au plus près le rythme de vie quotidien de ceux qui y vivent, travaillent ou seulement la traversent quand ils sont soumis aux aléas de la guerre. Se pencher sur les expériences comparées de deux familles peut contribuer à prendre la mesure de la façon dont la rue peut tout à la fois représenter une barrière, géographique, sociale et symbolique qu'un lien.

2.3.1. L'air de la guerre.

2.3.1.1. Des odeurs, des bruits et des couleurs

2.3.1.1.1. Le cours des projets républicains d'urbanité et ses limites.

Tenter d'entrevoir pour en prendre la mesure ce que la longue guerre fait au cadre de vie du quotidien oblige à ausculter d'abord la dynamique des transformations urbanistiques des quatre bourgs jusqu'en 1914 quand étalement spatial et répartition sociale se confondent dans un peuplement en habitat groupé. Les voies se multiplient, se complexifient et se hiérarchisent. De petits noyaux médiévaux structurent leurs centres, organisés en îlots de bâtiments de un à deux étages séparés les uns des autres par des rues courtes et étroites dont les descriptions sont concordantes. Serrées autour de la mairie et de l'église, tortueuses, obscures et encombrées, elles empêchent le jour de pénétrer tant les avancées des toits se rapprochent et, font alterner vieilles maisons biscornues sans balcon, courettes et petits passages. Parfois se distinguent quelques façades plus imposantes desquelles se détachent de grandes portes cochères qui donnent accès à la cour intérieure où sont garées les charrettes. Dans la ville d'Agde où le site primitif se situe sur une butte volcanique, certains aplats forment des « plans »,

minuscules places publiques ou privées entre deux tronçons de rue en pente, propices aux rencontres, d'autant que l'on y trouve souvent les fontaines publiques. Ces petits centres où la mixité sociale reste encore de mise restent habités par un important prolétariat agricole français ou étranger. Comme ailleurs dans la plaine, au XIXe siècle, ils ne pouvaient cependant plus contenir la croissance démographique et ont désormais débordé de leur noyau médiéval pour s'agrandir. Au cours des XVIIIe et surtout XIXe siècles, les communes qui possédaient des murailles les ont fait sauter pour assainir l'habitat et permettre l'étalement hors les murs. Portées et inspirées peut-être par les transformations haussmanniennes de la capitale biterroise voisine, les voies en chantier agrandissent l'espace urbain. Remplaçant les enceintes démolies des petites villes de Marseillan et Agde, quelques boulevards ceignent le bourg en place des remparts ou les longeant. Plus loin, la rue devient plus longue, plus large, régulière, elle ne zigzague plus puisque désormais créée sur des terrains vierges et plats. Les bordures de ces artères ou boulevards accueillent des maisons de maître plus ou moins chargées de décorations. L'esthétique urbaine devient une préoccupation, notamment lors de l'aménagement de places supplémentaires – trois à Bessan à partir de 1857 – ou de promenades qui viennent aérer un bâti trop resserré. S'y rajoutent encore partout des halles parfois à l'armature d'acier souvent proches de la mairie.

Les gares deviennent les bâtiments qui incarnent l'entrée dans la modernité, tandis que mordant sur la campagne, des avenues bien droites ont partout été tracées pour y accéder, étalant sans retour la superficie urbanisée. Dans le chef-lieu, la rive droite de l'Hérault a vu ainsi naître un petit quartier industriel autour de la vitiviniculture. À Marseillan, la ville s'étend de l'autre côté des étangs pour rejoindre le hameau des Onglous où se trouve la gare. Des nouveaux bâtiments publics plus conséquents sont édifiés dans ces deux communes les plus grandes ; elles se sont ainsi dotées d'un théâtre respectivement en 1909 et 1911. La caserne Mirabel, construite entre 1885 et 1891 commence à structurer le quartier naissant au nord-est du chef-lieu et sa voisine envisage de déplacer sa mairie. Parfois ont encore fleuri des établissements scolaires. Si les lois scolaires de 1881-1882 ne marquent pas la naissance de la scolarisation primaire dans les quatre communes, elles représentent cependant, sous les injonctions du préfet, un facteur de la construction de bâtiments. Vias possède depuis 1883, deux petites écoles publiques qui hébergent quatre classes dont une maternelle. Quelques travaux y

sont envisagés pour la première fois en août 1912, et les élus demandent pour ce faire une subvention de 3000 francs¹²⁸¹. A Bessan, où deux écoles publiques accueillant plus de 200 élèves fonctionnent dans des locaux précaires, la municipalité envisage dès 1906, l'achat de terrains afin de construire un groupe scolaire dont le projet est repris en 1911 avec le même architecte mais sur d'autres terrains¹²⁸². Dès 1912, la municipalité de Marseillan prépare l'extension de l'école de garçons bâtie en 1882 et celle du groupe scolaire de filles construit en 1901. Agde démarre au même moment la rénovation et l'agrandissement du collège réservé aux garçons¹²⁸³. Dans la seconde partie du XIXe siècle, Agde et Marseillan ont vu naître une nouvelle hiérarchie des rues entre les ruelles, plans et anciennes voies qui demeurent les rues commerçantes dans lesquelles se succèdent les boutiquiers et les métiers de bouche au rez-de-chaussée des immeubles, et les nouvelles qui comportent des équipements marchands plus imposants comme ceux de produits et de machines viticoles et sur lesquelles peuvent passer plus facilement les premiers véhicules à moteur.

Dans la description précise du noyau urbain agathois et de ses extensions récentes qu'en fait Louis Baron, l'accent est mis sur son cruel sous-équipement en matière de pavage, d'éclairage, d'accès à l'eau potable et enfin d'assainissement¹²⁸⁴. Ce sont autant de défis que doivent relever les édiles locaux s'ils veulent faire accéder leur territoire à la modernité et à l'urbanité. Le développement des tracés et des infrastructures urbaines impose partout des marqueurs lisibles et visibles dans le paysage de la volonté de cette sortie plus ou moins tardive et rapide de la ruralité, portée partout avant guerre par une dynamique variable mais réelle, initiée par les municipalités. La voirie en est la première grande affaire, le sujet occupant largement les séances de l'ensemble des conseils municipaux. Les délibérations et les arrêtés attestent en effet partout du volontarisme des élus même si changer le tracé de la rue, supprimer les immeubles qui avancent sur la chaussée, aligner les maisons, créer un espace régulier et rectiligne vers la campagne, se fait très lentement, quartier par quartier, bâtiment par bâtiment,

¹²⁸¹ AMV, Sous-série 1D4. Registres des délibérations du conseil municipal, 1909-1929, 12 août 1912.

¹²⁸² Michel SABATERY et Stéphane PEPIN, *Bessan au fil du temps, opus cité*, p. 422.

¹²⁸³ Jean SAGNES (dir.) *Aspects de l'enseignement à Agde du XVIIIe siècle à nos jours*, les cahiers du GRHISTA, 2014, p.15-31.

¹²⁸⁴ AMA, Cahier de Louis Baron

propriétaire par propriétaire. La présence de l'agent voyer, fonctionnaire chargé de toute la voirie du canton marque l'importance du sujet à cette échelle. C'est aussi de désenclavement qu'il s'agit. Agde prépare la construction et le tracé d'une voie de terre qui la relierait enfin à sa voisine Sète autrement que par la plage ou les chemins de vigne ou de sable. En 1914, le projet est enfin sur le point d'aboutir¹²⁸⁵. Les quatre communes, de façon différenciée, ont encore entamé le pavement de leurs rues à même de permettre une meilleure circulation ainsi qu'une protection des utilisateurs vis à vis de la boue et de la poussière. Pour cela, elles font appel à des entrepreneurs spécialisés ; Bessan commence par ses artères principales et, en 1912, projette d'équiper la route qui traverse la commune en direction d'Agde et de Pézenas de trottoirs¹²⁸⁶. Dans le cadre d'un véritable plan d'urbanisme initié sous le mandat de J. Bertouy (1885-1913) Marseillan redessine les boulevards, crée un champ de foire qui est aussi la place du 14 juillet, des allées appelées esplanade de la République ou bien encore promenade (1892). Elle construit vingt ans après Agde un nouveau cimetière (1893) à l'extérieur du bourg ainsi qu'un pont sur le canal, agrandit la place du marché par la destruction d'anciens bâtiments tandis que des zones portuaires sont gagnées sur l'étang¹²⁸⁷. Incités par le préfet, les édiles tentent de donner corps à une esthétique urbaine et pour cela commencent à planter des bordures de platanes le long des voies qui traversent la ville ou permettent d'y entrer tandis que leur élagage permet de fournir du bois de chauffage et éventuellement de construction aux habitants d'un territoire qui en manque cruellement tant est grande la prégnance de la vigne. Des places accueillent des fontaines, d'autres des statues, à Marseillan c'est même un petit jardin public qui voit le jour. Le long des promenades arborées, s'installent des cafés largement ouverts par des terrasses sur l'extérieur. Ces éléments du paysage urbain s'inscrivent dans un contexte national, voire européen, d'aménagement des villes¹²⁸⁸.

Pour se distinguer des villages, les voies sortent également de l'obscurité grâce à l'éclairage public : Bessan installe 70 réverbères qui fonctionnent à l'huile minérale, depuis le milieu du XIXe siècle et dès 1898, elle prévoit l'éclairage au gaz. C'est cette

¹²⁸⁵ Joseph PICHEIRE, *L'histoire d'Agde*, Editions Bissuel, Lyon, 1966, p. 104

¹²⁸⁶ AMB, sous-série 1D18, registre des délibérations du conseil municipal, 1909-1917, 20 mars 1912

¹²⁸⁷ Jean FAYET. *Marseillan : un village en Bas-Languedoc. 1, Histoire générale des origines à nos jours*. Mairie de Marseillan, 1985.

¹²⁸⁸ Jean Luc PINOL (dir.), *La ville contemporaine jusqu'à la seconde guerre mondiale, Histoire de l'Europe urbaines 4*, Point histoire Seuil, pp 199-233

forme d'éclairage qui est progressivement améliorée à Marseillan tandis qu'une usine hydroélectrique familiale s'en charge déjà à Agde et que Vias a confié à l'entreprise biterroise « Force et Lumière » l'éclairage électrique des bâtiments publics et de quelques rues en juin 1909¹²⁸⁹. Enfin, au début du siècle, quelques câbles téléphoniques et télégraphiques pendent également au-dessus des rues d'Agde et de Marseillan.

Le troisième grand chantier concerne le laborieux aménagement des infrastructures d'eau potable que les édiles ont à cœur de présenter, par de fastueuses cérémonies d'inauguration, comme de véritables projets républicains qui modernisent la ville et améliorent la vie de leurs habitants. Le combat est complexe à Agde car les indispensables fontaines publiques alimentées par de l'eau en provenance de l'Hérault sont par ailleurs reconnues comme des vecteurs des bacilles du choléra qui se manifeste en 1899 avec 30 morts en deux mois et encore en 1913. Fléau partout de la vie urbaine, il est un des éléments qui conduisent les élus à vouloir laver la ville. Mais à Agde particulièrement, le long du fleuve, menacent et rodent en permanence les germes de la diphtérie et de la fièvre typhoïde. La municipalité a construit en 1902 un réservoir supplémentaire sur la route du Cap venant compléter les châteaux d'eau alimentés par l'usine hydroélectrique sur l'Hérault, créée sous la Seconde république. Elle s'est également lancée à partir de 1900 dans le creusement de puits artésiens qui permettent la potabilité de l'eau. En 1909, la ville dispose de 66 bornes et d'une immense fontaine érigée cette année-là en haut des allées de la Promenade, en plein cœur de la ville, venant remplacer le dépotoir désormais fermé. Elle est surmontée d'une imposante statue en bronze à la gloire de la République inaugurée en grande pompe. La municipalité, pourtant dirigée par un médecin, a attendu 1913 pour affronter le sujet avec davantage d'ambition. En juin 1914, un projet définitif, qui prévoit y compris l'établissement d'un laboratoire bactériologique dans la ville, élaboré par une entreprise privée en accord avec le service de santé de la ville et son architecte, nécessitant un emprunt de 200 000 francs, vise à « procurer de l'eau limpide aux habitants », inclus ceux du Grau d'Agde¹²⁹⁰. Partout dans le canton, la question de l'alimentation en eau est au cœur des préoccupations. En 1904, la municipalité bessanaise a initié un forage près

¹²⁸⁹ Irène, DAUPHIN « L'Hérault, force motrice et source d'eau potable » dans Jean SAGNES, (dir.), *Agde, son fleuve, son canal*, les cahiers du GRHISTA n°5, 2013, p. 13-21

¹²⁹⁰ AMA, sous-série 1D37, registre des délibérations municipales, 1913-1920, 20 juin 1913.

de l'Hérault où une station de pompage est construite en 1908. En 1910, un château d'eau est inauguré fin août en présence d'Henri Chéron, sous-secrétaire d'Etat à la Marine, lors d'une gigantesque fête républicaine avec banquet qui rassemble 800 personnes soit un tiers du bourg. Le réseau alimente d'abord uniquement des bornes-fontaines et des prises d'eau et en 1911 son extension permet d'alimenter les premières maisons avec un paiement au forfait. Face à la pénurie qui guette et face au succès, il est prévu en 1914 d'installer des compteurs dans les maisons de la centaine de concessionnaires qui en bénéficient¹²⁹¹. À Vias où jusque là une unique fontaine créée en 1820 alimentait le village, les rues s'équipent en 1909 de douze bornes et de deux réservoirs destinés à l'alimentation des machines pour les sulfatages viticoles, approvisionnés par un château d'eau à éolienne. Au moins 20 raccords aux particuliers sont prévus en 1911¹²⁹² et en juillet 1914, des devis sont présentés et acceptés en mairie¹²⁹³. Marseillan initie également un important réseau d'adduction d'eau en 1913.

Enfin, la question cruciale de l'assainissement et de la salubrité des rues des bourgs reste plus mal résolue par des édiles pourtant préoccupés par la lutte contre les épidémies. Certaines rues, les plus anciennes, qui sont aussi les plus étroites sont plus que d'autres terriblement sales. Les systèmes d'évacuation des eaux usées qui continuent de circuler à l'air libre dans des rigoles centrales ou latérales vers le fleuve restent insuffisants voire balbutiants, les averses pluvieuses constituant le service de nettoyage le plus sûr. Agde ne possède que deux égouts aménagés qui traversent la ville vers l'Hérault ; le premier a été construit après l'épidémie de choléra de 1835, l'autre après celle de 1899¹²⁹⁴. Eaux usées, urines et autres excréments se déversent sans filtrage dans le fleuve, ce qui n'en finit pas de scandaliser certains officiers de passage au 3^e bataillon du 96^e RI, logés en ville¹²⁹⁵. Au Grau d'Agde en 1904, la municipalité installe directement sur l'Hérault un w-c à usage des touristes pour répondre à leur

¹²⁹¹ Michel SABATERY et Stéphane PEPIN, *Bessan au fil du temps*, opus cité, 2002, p.231

¹²⁹² Henri VITTUMI, *Vias et les Viassois de l'époque moderne aux temps contemporains*, opus cité, p. 416

¹²⁹³ AMV, sous-série 1D4. registre des délibérations du conseil municipal, 1909-1929, 16 juillet 1914.

¹²⁹⁴ Irène, DAUPHIN « L'Hérault, force motrice et source d'eau potable » dans Jean SAGNES, (dir.), *Agde, son fleuve, son canal*, les cahiers du GRHISTA n°5, 2013, p. 13-21

¹²⁹⁵ Jean Marie RIGAL, « L'eau, la cité, le collège, fin XIXe-début XXe siècles », dans Jean SAGNES, (dir.) *Agde, son fleuve, son canal*, les cahiers du GRHISTA, 2013, p. 115-126.

demande. Bessan a creusé en 1912 des fossés le long de ses voies principales qui convergent parfois vers un égout souterrain relié au cours d'eau. Le retard pris par les édiles n'est pas seul en cause : Henri Vittumi, à propos de Vias évoque la « résistance mentale de la population aux injonctions hygiénistes »¹²⁹⁶ qui ne commencerait enfin à céder durablement qu'au début du XXe siècle. Seule Marseillan, située plus loin de la dure pierre volcanique a pu en partie se doter d'un réseau souterrain un peu plus conséquent. De stricts arrêtés renvoient aux particuliers la responsabilité et l'obligation de maintenir les rues propres afin que la ville ne ressemble pas à la campagne et que la diffusion des épidémies soit ralentie. Comment nettoyer les rues ? Chaque commune fait enlever quotidiennement ses ordures ménagères et excréments par l'escoubiaire, un homme équipé d'un tombereau conduit par un cheval. Vias concède annuellement la tâche à un particulier, les autres communes en charge un de leurs employés. Ces « boues et immondices » finissent parfois dans les cours d'eau, l'étang ou la mer mais sont plus sûrement déposées dans des friches dédiées, en principe assez loin de la zone habitée, dans lesquelles les nombreux cultivateurs peuvent venir se fournir en fumier pour des sommes modiques.

Ainsi, dès la seconde moitié du XIXe siècle, de façon inégale dans les quatre communes le paysage urbain s'est densifié et complexifié en réponse à une dynamique urbaine qui unifie le paysage cantonal et en relie ses composantes par des aménagements et des infrastructures qui les font très progressivement entrer dans la modernité. Les rues de plus en plus nombreuses se parent de pavés, de trottoirs, de haies d'arbres et d'éclairage. Le réseau qu'elles forment se hiérarchise tandis que des équipements publics y émergent lentement et que les sous-sols commencent à être très lentement percés de conduites d'eau et de canalisations. Se pencher précisément sur ces lentes transformations, souvent laborieuses et en projet, c'est donc souligner la réelle amélioration d'un des principaux cadres de vie quotidien de la grande majorité des habitants dans la deuxième partie de XIXe siècle et du début du XXe pour interroger en retour le rôle joué par la guerre qui vient et qui dure sur cette dynamique continue.

¹²⁹⁶ Henri VITTUMI, *Vias et les Viassois de l'époque moderne aux temps contemporains*, op. cité, p. 489

2.3.1.1.2. La crasse et la casse.

Concernant les sources, ce n'est pas tant dans les fonds d'archives datant du conflit qu'il faut chercher des éléments de réponses puisque cette période se caractérise au contraire par l'absence quasi absolue de références que dans les délibérations et arrêtés d'après-guerre. Le bilan des cinq années écoulées qu'y dressent les élus permet de prendre la mesure des conséquences du conflit sur l'urbanisme. Comme le rappelait le maire de Marseillan en novembre 1919¹²⁹⁷, dès août 1914, les priorités des municipalités débordées par les impératifs nationaux de la mobilisation, ont oublié durablement les aménagements urbains en cours. Cela se traduit de deux façons distinctes sur le cadre de vie.

Partout et immédiatement, la guerre provoque d'abord leur arrêt, y compris de ceux déjà en cours. Comme son grand projet d'adduction d'eau, Marseillan reporte *sine die* l'agrandissement des écoles, le déménagement de la mairie dans un bâtiment plus vaste et plus fonctionnel, les finitions du théâtre, la plantation d'arbres le long des axes principaux « commencée depuis longtemps avant d'être interrompue du fait de guerre »¹²⁹⁸. Vias renonce à l'amélioration de ses écoles, Bessan à leur construction. Vias a du mal à se résoudre à stopper net les travaux d'agrandissement du cimetière déjà bien engagés en juillet 1914 mais doit y renoncer dès la fin de l'année. Faute de bras et de matériaux, Bessan ne relance la construction de trottoirs dans sa rue principale qu'en 1929¹²⁹⁹ malgré une dotation du conseil général de 4500 francs octroyée en 1916¹³⁰⁰. Dans la ville d'Agde, la veuve de Guillaume Douzal, prévient en septembre 1916 que, son mari étant décédé, l'entreprise ne peut plus continuer les travaux d'entretien des bâtiments communaux¹³⁰¹. Tous ces projets et travaux restent lettres mortes durant la guerre pour ne devenir réalité que très lentement à partir de 1919 et plus sûrement dans les années 1920 voire 1930 ; Le 4 mars 1921, la commune de Bessan évalue à 33000 francs le coût de la construction d'écoles modernes et de l'extension des conduites d'eau, mais son école n'est construite qu'en 1931 à l'aide encore d'une vaste

¹²⁹⁷ AMM, sous-série 1D37, registre des délibérations municipales, 20 novembre 1919.

¹²⁹⁸ AMM, *Ibidem*, 8 décembre 1921.

¹²⁹⁹ Michel SABATERY et Stéphane PEPIN, *Bessan au fil du temps*, opus cité. 238.

¹³⁰⁰ ADH, sous-série N410, registre des délibérations du Conseil général de l'Hérault, 23 août 1916.

¹³⁰¹ AMA, 573-8, entretien des bâtiments communaux, M1-01

souscription publique. Le 16 août 1919, les travaux du cimetière de Vias, entamés puis abandonnés, reprennent incluant la construction du monument aux morts dans l'emprunt nécessaire¹³⁰². Le projet de route qui devait relier Agde à Sète abandonné en 1914 n'est relancé qu'après 1947 comme celui de l'assainissement d'eau potable dans le chef-lieu de canton qui n'aboutit vraiment qu'avec la construction du Cap d'Agde dans les années 1960.

Mais le temps de guerre n'est pas que le temps d'une longue mise en sommeil. Cette stagnation obligée génère une dégradation des voies et des places, en particulier celles du cœur de ville c'est-à-dire celles où vivent les catégories sociales plus populaires. Les rues deviennent plus sales. Pour plusieurs raisons, l'évacuation des ordures d'abord, s'impose partout et comme le problème récurrent qui rythme les délibérations municipales. « L'enlèvement des boues et immondices » se heurte désormais à une série de difficultés nouvelles qui s'agrègent et rendent la situation souvent inextricable durant de longs mois. Quand le service est municipal, du fait d'abord de la mobilisation des hommes, les communes peinent à trouver simplement de la main d'œuvre. De plus, quand un boueux est enfin nommé, cela ne signifie pas qu'il puisse rester à son poste du fait de la noria des incorporations : l'unique employé communal de Bessan dévolu à ce travail est ainsi mobilisé en mars 1915 et ne trouve de remplaçant qu'en janvier 1916, ce qui laisse mal augurer de la propreté des rues durant ces dix mois¹³⁰³. De même, à Agde, le 15 juillet 1915, les deux cantonniers municipaux, Louis Allemand et Jean Gibergues, sont déplacés du service de la voirie pour « enlever les boues et immondices » car Louis Azam est mobilisé. Mais un arrêté du 25 novembre 1915 fait déjà état de la nomination à ce poste de Joseph Capel et d'Emile Delphin pour 120 francs par mois, soit moins de trois mois plus tard. Puis, le premier est remplacé par Francisco Cerbian, un espagnol, tandis que François Bruel est remplacé par François Bugat le 12 mars 1916, un autre Ibérique. Le 17 septembre Francisco Cerbian est à son tour remplacé par Juan Gil, puis par Antoine Ferrere le 12 octobre suivi de Louis Bessière le 7 décembre¹³⁰⁴. C'est ainsi qu'à partir de l'été 1915 et de la mobilisation

¹³⁰² AMV, sous-série 1D4. Registres des délibérations du conseil municipal, 1909-1929, p. 100

¹³⁰³ AMB, sous-série 1D18, registre des délibérations du conseil municipal, 1909 -1917, 12 janvier 1916

¹³⁰⁴ AMA, sous-série 2D31, registre des arrêtés municipaux, 6 juin et 14 juin 1916.

maximale des hommes le fonctionnement du service de nettoyage agathois est non seulement arrêté quelques mois par manque de bras mais doit également faire avec un roulement important des employés, au moins jusqu'en 1917 quand rentrent de nombreux réformés, sursitaires et détachés. Cette noria permet en outre de constater l'intégration sociale rapide des Espagnols par le travail que favorise le départ des hommes. Mais face aux difficultés financières, Agde réduit ses moyens ; confrontée à l'augmentation des prix et par mesure d'économie, la municipalité décide dès le 27 janvier 1915 de supprimer son 5^e tombereau collecteur et d'en vendre la vieille mule à un « bon prix »¹³⁰⁵. Le conseil n'annonce que le 25 mai 1916 qu'un cheval a été racheté, là aussi à « un bon prix » car les attelages manquent du fait de la réquisition faisant croître les prix de façon exponentielle ; Le 20 décembre 1917, Marseillan vend 200 francs à un particulier son cheval en trop mauvais état pour le service de la voirie, soulignant l'état de débilité lié à sa vieillesse, Elle peine à lui trouver un remplaçant jusqu'en mars 1918 où elle en achète un pour 600 francs mais il faut encore en changer et le 30 décembre 1918, elle retrouve, non pas un cheval devenu introuvable, mais une mule pour 1050 francs¹³⁰⁶. Trouver une solution à l'enlèvement des ordures se pose de façon différente mais tout aussi aigüe dans les communes qui font habituellement appel à des entrepreneurs privés. Ainsi Vias qui payait le service 1000 francs à un particulier fait le constat dès janvier 1916 que « L'entreprise des boues et immondices n'a pas de concurrent et demande 500 francs de plus ». La municipalité, après avoir cherché en vain d'autres spécialistes, se retrouve obligée de payer 1500 francs, soit une augmentation de 50% dès janvier 1916. Cette augmentation devient dès lors annuelle ; la mairie doit payer 2000 francs en janvier 1917 puis 3000 francs le 2 août 1919¹³⁰⁷. Par ailleurs, en temps de paix, vendus pour des sommes modiques aux agriculteurs comme fumier, ces déchets étaient facilement recyclés ce qui permettait de surcroît une petite rentrée d'argent dans les caisses municipales. Ils sont ainsi mis en vente 60 centimes les 100 kilos en juillet 1915, 80 centimes le 4 août 1916, 90 centimes le 16 octobre 1917, 1,30 franc le 9 décembre 1918 à Marseillan. Mais comme le constate son conseil

¹³⁰⁵ AMA, sous-série 1D37, registre des délibérations municipales, 1913-1920, 27 janvier 1915.

¹³⁰⁶ AMM, sous-série 1D16, registre des délibérations municipales, 1916-1921,

¹³⁰⁷ AMV, sous-série 1D4, registre des délibérations du conseil municipal, 1909-1929

municipal, le 9 juillet 1915 « L'enlèvement des boues et immondices rapportent seulement 166 francs au lieu de 9000 et les fumiers s'accumulent au champ de voirie »¹³⁰⁸. Celui d'Agde fait le même constat dès le 27 janvier 1915. Il n'y a plus d'agriculteurs pour les acheter. Cela signifie que les excréments animaliers bien qu'éloignés en principe des zones d'habitation s'entassent sans perspective de réutilisation et que, sans nul doute, leurs odeurs nauséabondes associées à celle de la saleté croissante de la rue gagnent l'espace urbain tandis qu'inversement, les effluves plus agréables tendent à disparaître dans un conflit qui s'éternise.

Celle du pain qui cuit se fait en effet plus rare face aux pénuries de farine et à la mobilisation des boulangers. Dans le recensement de 1911, ils sont 108 à déclarer cette profession. 70 sont mobilisés soit les deux tiers. C'est Vias qui connaît la pire situation puisque les trois quarts quittent le village. Les épouses de ceux qui sont mariés, les membres de la famille ou les employés parviennent-ils à maintenir l'activité ? Nul ne sait, mais une fois de plus sur une situation qui pourrait paraître anecdotique, il semble que les plus petites communes, du fait du critère discriminant de l'âge des hommes, souffrent davantage dans ce cas du sort fait par la guerre aux services marchands du quotidien. Face aux pénuries de farine et de sucre, deux décrets d'avril 1917 obligent les pâtisseries à fermer deux jours par semaine et interdisent la fabrication de pâtisseries fraîches et de confiseries¹³⁰⁹. Ce manque de sucre puis l'instauration dès le 20 janvier 1917 de son carnet de rationnement qui limite à 750 g par mois la consommation, obligent les confiseurs qui ne sont pas mobilisés, à changer d'activité. Les quantités sont de plus expédiées aux maires pour qu'ensuite seulement il les redistribue¹³¹⁰. Un décret présidentiel interdit même l'ouverture totale de ces boutiques entre le 1^{er} juin et le 31 juillet 1917 et Marie Loubet doit répondre à son mari qui lui réclame de la confiture dans le colis hebdomadaire :

« Tu me dis de te mettre en surplus une tablette de chocolat dans chaque colis, je verrai de t'en mettre la prochaine fois, cent trobo pas¹³¹¹. De temps en temps, des confitures ? D'où veux-tu que je sorte les confitures

¹³⁰⁸ AMM, sous-série 1D16, registre des délibérations municipales, 1916-1921, 9 juillet 1915.

¹³⁰⁹ Cité par Béatrix PAU, *Des vignes aux tranchées, la Grande Guerre en pays biterrois*, opus cité, p. 88

¹³¹⁰ ADH, sous-série 8 R 63, note du préfet aux maires du département, 6 mars 1917

¹³¹¹ On n'en trouve pas

cette année, je n'en ai pas fait, tu dois comprendre pourquoi, lou sucre manquo¹³¹² »¹³¹³

Concernant l'eau potable, la guerre fait également des dégâts ; face à l'urgence, en 1917, le conseil municipal agathois a dû renoncer à son grand projet pour proposer une solution bien plus modeste, quinze fois moins coûteuse que celle prévue avant la guerre. Pourtant même ce dispositif de javellisation et de filtrage n'obtient pas l'aide financière promise de l'Etat¹³¹⁴. D'autre part, ce qui existait se détériore faute d'entretien. Le 6 juin 1919, les mêmes élus dressent un bilan consternant de l'état délabré de toutes les fontaines publiques qui laissent couler l'eau librement, les fontainiers susceptibles de les réparer ayant été mobilisés. Leur rénovation et quatre nouvelles installations sont évaluées à 1500 francs¹³¹⁵. Le 19 décembre de la même année, même constat est fait à Vias concernant l'urgence de remplacer leurs moteurs électriques qui n'ont pas été entretenus depuis 1913, en raison de la mobilisation du mécanicien qui en était chargé¹³¹⁶. Dans les rues, le pavage est lui aussi au point mort par manque de paveur ; Bessan attend 1922 pour paver la route Agde-Pézenas et recouvrir ses fossés de trottoirs¹³¹⁷. À Agde, Jean Pouzol, l'unique entrepreneur qui en était chargé est mobilisé dès août 1914 dans le 322 RIT et meurt de maladie dans la Marne le 23 novembre 1914. Son épouse restée seule tente de faire perdurer l'activité mais le conseil municipal annonce le 4 juin 1915 qu'elle « ne continue pas l'entreprise ». Mais il n'y a pas de repreneur. Faute de solution, la mairie choisit le 13 août de municipaliser l'activité mais il faut attendre le 15 octobre, soit deux mois plus tard, pour qu'un arrêté municipal entérine l'emploi d'Abel Gommy originaire du Lot-et-Garonne comme « cantonnier paveur pour 100 francs par mois »¹³¹⁸.

Les édiles n'ont que peu de marge de manœuvre, faute d'agents, de financement et de matériaux. Les travaux sont empêchés et le cadre de vie se détériore fortement malgré

¹³¹² Le sucre manque

¹³¹³ Marie à Paul Loubet, 3 février 1918

¹³¹⁴ AMA, sous-série 1D37, registre des délibérations municipales, 1916-1921, 13 juin 1917.

¹³¹⁵ AMA, sous-série 1D37, registre des délibérations municipales, 1913-1920, 6 juin 1919

¹³¹⁶ AMV, sous-série 1D4, registre des délibérations du conseil municipal, 1909-1929, 19 décembre 1919.

¹³¹⁷ Michel SABATERY et Stéphane PEPIN, *Bessan au fil du temps, opus cité*, p.56

¹³¹⁸ AMA, sous-série 2D31, registre des arrêtés municipaux, 7 juin – 13 août - 15 octobre 1915

l'appel à la bonne volonté des habitants si l'on en croit la teneur très évocatrice de deux arrêtés municipaux agathois concernant l'hygiène publique. Le premier assez court, daté du 6 juin 1915, incite les habitants en particulier les laitiers, à vider les rues du purin et du fumier qui s'amoncellent puis à les nettoyer¹³¹⁹. Un an après, le 26 mai 1916, les choses ne se sont pas arrangées selon les élus qui reconnaissent prudemment que « la ville ne fut pas tenue dans un état de propreté comme il l'aurait fallu. »¹³²⁰ C'est effectivement ce que laissent entendre les 26 articles d'un second arrêté qui, sur quatre pages, donnent la mesure de l'état d'insalubrité et de saleté des rues du centre-ville et des pratiques de leurs habitants ; eaux usagées ménagères, urines, immondices excrémentielles et ordures seraient déversées indifféremment sur la voie publique. Des animaux morts encombreraient les bouches d'égout. Les fontaines publiques utilisées pour lessiver ou laver du linge, nettoyer ou rincer la vaisselle voire les poissons, serviraient en outre d'abreuvoirs, empêchant l'eau de demeurer potable. Les jardins, les cours intérieures et même les intérieurs des maisons gardent des amas de fumier, de boues et de résidus de toute nature. Tout cela doit cesser précisent les élus comme de secouer du linge ou des tapis aux fenêtres, de placer des poêlons sur la voie publique pour chauffer l'eau des lessives¹³²¹. Ont-ils été entendus ?

Mais l'arrêt du pavage, la détérioration des fontaines, la puanteur et la saleté croissante, ne sont pas les seules difficultés quotidiennes que doivent affronter les acteurs des voies et places publiques en temps d'une guerre qui modifie d'autres perceptions du quotidien.

2.3.1.1.3. Le silence et l'ombre.

L'expérience sensible se manifeste encore dans la perception anormale du silence né du vide, un vide à connotation toujours inquiétante ou triste dans les récits. Liée tout autant au départ progressif des hommes qu'à la cessation de leurs activités, elle est suffisamment prégnante pour s'exprimer à partir du printemps 1915 sous la plume de plusieurs témoins et être même envisagée à partir des fronts militaires comme sous la plume de Victor Allemand, gabier brisette¹³²². À bord du cuirassé *Vérité*, présent

¹³¹⁹ AMA, sous-série 2D31, registre des arrêtés municipaux, 6 juin 1915

¹³²⁰ AMA, sous-série 1D37, registre des délibérations municipales, 1913-1920, 26 mai 1916.

¹³²¹ AMA, sous-série 2D31, registre des arrêtés municipaux, 14 juin 1916.

¹³²² Spécialisé dans les voiles de vent fort

dans l'Adriatique, il « pense qu'à Agde il doit y avoir du vide. »¹³²³ La limonadière Marie Vidal qui voit habituellement passer bien du monde dans le café qu'elle tient avec son mari sur la promenade en fait part à Joseph Chavardès, l'ami de la famille : « Un temps affreux. Il pleut tous les jours depuis lundi. Hier dimanche on a parlé de vous au café avec vos amis Arnal, Caumont, Cornier. Vous pouvez croire qu'à Agde c'est bien triste il y a presque plus personne. »¹³²⁴. Et il est vrai, pour cette cafetière dont l'activité dépend de la présence des militaires dans la cité, que depuis le début de l'hiver la caserne « est vide d'hommes, de vivres et de matériel. »¹³²⁵ De même, la jardinière Marie Loubet écrit un peu plus tard à son époux :

« Louis a écrit aujourd'hui à Françoise et lui dit que demain, le 4, il doit passer un conseil. Je saurai te dire, dès qu'il l'aura envoyé, ce que l'on a fait de lui. Il lui dit que beaucoup de ceux qui étaient à Mazamet sont partis. Je crois bien que tous seront obligés de partir. Il paraît aussi que tous les employés de gare partiront »¹³²⁶

Ce constat du départ des cheminots pour le front, réel d'après les fiches matricules, n'est pas anodin. Ces hommes sont ceux qui, les derniers, matérialisent le plus solidement le lien entre le front et l'arrière. De fait dans cette très nombreuse parentèle des Loubet où la mobilisation des hommes a été très progressive, c'est bien cette période de l'été 1915 qui marque la réalité de leur départ massif ou de leur mise au danger. De plus en plus de devantures se sont progressivement baissées notamment à partir de 1915 ; Marie Cros qui remplace son époux Jules mobilisé à la tête de l'imprimerie et du journal local de *l'Avenir agathois*, cesse de publier l'hebdomadaire au printemps¹³²⁷ faute de typographe, d'encre et de papier¹³²⁸. Les fermetures des commerces et des très nombreux cafés et débits de boissons, dont les horaires ont été restreints par la loi et la clientèle réduite, se multiplient. Dès le 12 août 1914, il leur est interdit d'ouvrir au-delà de 22 heures et de servir de l'absinthe. Ils rouvrent un peu plus tard à partir de la fin de l'été mais le 1^{er} juillet 1915, un arrêté ordonne à nouveau leur

¹³²³ Victor Allemand à ses oncle et tante, Rose et Victor Vidal, 11 mars 1915.

¹³²⁴ Marie Vidal à Joseph Chavardès, 10 mai 1915

¹³²⁵ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, *opus cité*, réponse du bureau d'Agde à l'Intendance militaire, 18 décembre 1914

¹³²⁶ Marie à Paul Loubet, 5 juillet 1915

¹³²⁷ Le dernier numéro aujourd'hui disponible date du 7 février 1915. Sa *Une* est par ailleurs censurée.

¹³²⁸ Explication rapportée par son fils à Jean Claude Mothes, directeur du quotidien à partir des années 1970.

fermeture à 22 heures¹³²⁹. La loi n'est pas seule en cause. Ainsi, en l'absence de son mari mobilisé, le 8 octobre 1916, l'autorisation est donnée à l'épouse d'un cafetier de Bessan, à sa demande, par l'intermédiaire de la mairie, de pouvoir « fermer son commerce, faute de clientèle et de le rouvrir dans les six mois après la libération du débitant »¹³³⁰. Si avec l'instauration de l'état de siège, comme les cafés, les salles de spectacles sont d'abord fermées, elles rouvrent rapidement dès le 11 novembre 1914, mais en sourdine, suite à la décision ministérielle, c'est à dire jusqu'à 22 heures¹³³¹, et dans le contexte d'une démarche morale toute entière orientée vers le soutien à l'effort de guerre. C'est le cas le 27 juillet 1915 du théâtre municipal agathois dont le locataire qui est déjà le gérant du cinéma s'engage à verser un pourcentage des bénéfices aux soldats blessés pour emporter le marché¹³³². Les Marseillanais n'ont pas cette opportunité ; leur théâtre, dont les travaux ont démarré en 1911 et qui n'est pas achevé, a été réquisitionné par l'autorité militaire pour accueillir les troupes militaires de passage durant le conflit et la municipalité ne peut que constater les dégâts à la sortie de la guerre pour en prévoir les réparations¹³³³. Si les élus continuent de célébrer le 14 juillet par le pavoisement des grandes artères, les festivités en sont aménagées pour les circonstances ; interdiction des bals, de la musique, des attractions, des illuminations, des courses à vélo et des joutes. Les foires du mois d'août qui ne gardent que leur cérémonie religieuse et leurs marchés. C'est ainsi toute une série d'occasions de sociabilité joyeuse, lumineuse et bruyante, de moments festifs qui rythment la vie des rues et des places qui disparaît. Les fonds qui leur étaient alloués par les municipalités sont désormais versés aux œuvres de guerre. Dès lors, le 13 juillet 1915, Germaine Barbezier peut écrire à son époux « Autant nous avons dansé l'année dernière, autant nous pleurons cette année d'être si éloignés. Le 14 juillet tu le passeras avec tristesse au son du canon car à mon idée tu dois être dans les tranchées », ce à quoi Pierre répond sur la même carte qu'il renvoie le 18 du même mois : « J'ai dansé cette année dans la peine. »¹³³⁴ Soucieuse de maintenir ce climat feutré, la commune de Vias prend le 22 mai 1915, un arrêté qui « pour maintenir l'ordre

¹³²⁹ AMA, sous-série 2D31, registre des arrêtés municipaux, 1^{er} juillet 1916

¹³³⁰ AMB, sous-série 4H5, mesures d'exception et faits de guerre, lettre du maire de Bessan au procureur de Béziers.

¹³³¹ AMA, sous-série 1D37, registre des délibérations municipales, 1913-1920, 11 novembre 1914

¹³³² AMA, sous-série 1D37, registre des délibérations municipales, 1913-1920, 27 juillet 1915

¹³³³ AMM, sous-série 4H4, mesures d'exception et faits de guerre, réquisition du théâtre

¹³³⁴ Germaine à Pierre Barbezier, 13 juillet 1915

et la tranquillité publique interdit les cortèges religieux et civils »¹³³⁵ tandis qu'un arrêté municipal marseillannais interdit les regroupements de « jeunes qui jouent de l'accordéon en chantant et proférant des cris tumultueux dans les rues pour préserver la tranquillité des habitants. »¹³³⁶

À la perception du silence où plutôt à la réorientation morale des sons vers l'effort de guerre et à la réduction des mobilités, s'ajoutent les effets de l'ombre. Si l'éclairage des rues permettait aux bourgs d'entrer dans l'urbanité, la guerre a pour effet de le diminuer. Un décret ministériel du 22 décembre 1916 qui prescrit de réduire les 2/3 tiers de l'éclairage public est appliqué dès le 28 du mois, au moins à Agde et à Marseillan. Mais pour des raisons d'économie, la mairie d'Agde a même anticipé sur la loi, annonçant sa réduction dès le 6 mai. Cela se décide au détriment peut-être du bon fonctionnement des activités économiques de la ville puisque le 7 novembre 1916, quatre transporteurs parmi les plus importants de la cité, Sahuc, Réveille, Bûcher et Pujol demandent aux élus le rétablissement de la lumière électrique au niveau du port de commerce de l'écluse du bassin rond. Là en effet sont chargés d'après eux « 5/6^e des tonneaux de vin sur les péniches du canal du Midi au lieu de 1/3^e en temps normal lorsque les chemins de fer fonctionnaient normalement ». La municipalité s'empresse de leur donner satisfaction mais en adaptant l'éclairage toujours amoindri¹³³⁷. Au Grau d'Agde, « pour des raisons patriotiques », le port est plongé dans l'obscurité « par suite des prohibitions nécessitées par la défense nationale » dès les premiers jours de février 1917. S'agit-il de protection militaire ou d'économie d'énergie ? Toujours est-il qu'il faut attendre le 6 juin 1919 pour que la lumière soit partiellement rétablie bien que les adjudications ne trouvent pas facilement preneur car les prix sont estimés trop bas et faute de main d'œuvre : « L'entreprise Vitale n'a plus d'ouvriers et Pansardo réclame un franc par lampe (au lieu de 0,25 en 1914) plus le prix de la remise en état des poteaux. »¹³³⁸ Telles sont des réponses des entrepreneurs qui révèlent l'état de délabrement des équipements. Face à ce prix élevé, la mairie choisit de n'éclairer que le quai principal, qui plus est hors des nuits de pleine lune. Dans ce contexte assourdi et

¹³³⁵ AMV, sous-série 2D1, registre des arrêtés du maire -28 mai 1884/14 octobre 1950, 22 mai 1915.

¹³³⁶ AMM, sous-série 2D2 registre des arrêtés du maire, 1903-1922

¹³³⁷ AMA, sous-série 1D37, registre des délibérations municipales, 1913-1920, 7 novembre 1916

¹³³⁸ AMA, sous-série 1D37, Registre des délibérations municipales, 1913- 1920, 6 juin 1919

assombri, certains élus sont encore confrontés à la multiplication de chiens errants « abandonnés par leur propriétaire », source de potentielle insécurité. Ainsi la municipalité de Bessan décide par arrêté du 27 septembre 1915 que « tout chien doit être porteur d'un collier portant une plaque gravée du nom et du domicile de son propriétaire ainsi que du numéro de déclaration à la mairie » et prévient « qu'en son absence le chien sera abattu par les gardes-champêtres, les agents de police et les agents de la force publique »¹³³⁹. Marseillan a pris un arrêté similaire dès le 25 juin 1915 et Vias cherche des solutions identiques en coopération avec Agde¹³⁴⁰. Ces communes semblent partager le sort d'autres dans le pays puisque le 23 septembre 1916, Emile Joly, maire de Mende, note dans son journal :

« Un chien enragé a été abattu hier après avoir mordu plusieurs de ses congénères. Je vais prendre un arrêté pour que les chiens soient muselés et tenus en laisse pendant deux mois. Cela aura pour effet aussi de nous débarrasser d'une quantité considérable de chiens errants qui ont envahi la ville »¹³⁴¹

La guerre a donc stoppé les dynamiques de l'entrée des bourgs dans un urbanisme porteur de progrès et d'améliorations substantielles du cadre de vie pour le plus grand nombre, fragilisant un peu plus les conditions de vie quotidienne des catégories les plus dominées. Mais elle a encore fait régresser l'aménagement des espaces publics en les privant d'entretien, ce qui augmente les difficultés des habitants vivants dans des logements sous-équipés. Elle a ainsi produit un air de la guerre, un environnement quotidien sensible spécifique, plus silencieux, plus sale, plus nauséabond et plus obscur au fur et à mesure que la guerre dure qui se dégage particulièrement des sources à partir de 1915. C'est dans ce contexte dégradé que viennent se superposer les initiatives des pouvoirs officiels et dans les villes, au moment où le ressenti du vide est exprimé dans les correspondances en 1915, les autorités reprennent justement possession d'une partie de l'espace public de façon différenciée selon les communes.

¹³³⁹ AMB, sous-série 2D5, Registre des arrêtés du maire, 30 janvier 1912-29 février 1940

¹³⁴⁰ AMV, sous-série 1I8, Lutte contre les animaux errants, convention avec la commune d'Agde pour la capture des chiens et chats, plaintes, 13 juin 1915.

¹³⁴¹ Cité par Yves POURCHER, *Les jours de guerre: la vie des Français au jour le jour, 1914-1918*, opus cité, p.309

2.3.1.2. L'emprise des pouvoirs.

2.3.1.2.1. Au chef-lieu, une militarisation accrue et diversifiée.

Le jour du passage annuel du conseil de révision en mairie reste un évènement important de la communauté, en cela la guerre ne change rien si ce n'est une plus grande fréquence et que désormais les jeunes gens sont appelés par anticipation. Dès lors, ce sont de très jeunes garçons, fréquemment âgés d'à peine 18 ans qui revêtent l'uniforme une fois passés des conseils qui se succèdent plus rapidement : septembre 1914 pour la classe 1915, décembre 1914 pour la classe 1916, mai 1915 pour la classe 1917, décembre 1916 pour la classe 1918. De plus, à partir de décembre 1914 déjà, les exemptés, réformés ou ajournés ont du se représenter eux-aussi et les trois-quarts ont été récupérés. Chaque année de guerre désormais se tient également un conseil de récupération. Joséphine Palmier qui habite face à la mairie saisit immédiatement leur caractère inhabituel. Elle s'étonne de voir l'armée convoquer des jeunes garçons porteurs de déficiences graves ou peu propices au métier de soldat ; myope, innocent...¹³⁴², tout cela paraît peu encourageant pour la victoire et inquiétant pour le sort des jeunes gens de la communauté. Ces résultats renvoient à un imaginaire funeste qui depuis presque deux années accumule les figures de morts qu'il faut sans cesse remplacer. De fait le moment du conseil de révision ne semble plus représenter une grande fête mais bien un temps de gravité et d'angoisse. Ce basculement peut se lire dans la comparaison des deux photos prises dans les rues d'Agde ; la première date de septembre 1914 quand la classe 1914 est sur le point d'être incorporée. D'après l'ensemble des fiches matricules, elle l'est le 17 du mois. Les visages des 16 jeunes gens restent souriants, les poses décontractées, les chaises ont même été sorties du café ou des intérieurs. Des 45 fantassins de la classe, 12 ne reviendront pas mais à cette date les nouvelles venues du front restent rares.

¹³⁴² Joséphine à Louis Palmier, 30 mai 1916. Ch Chapitre 2



Figure 49. « Les amis. Veille du départ ». 1914. 7 septembre 1914 ?



Figure 50. Sans titre. Conseil de révision de la classe 1916 en décembre 1915¹³⁴³.

La photographie de la classe 1916 prise en décembre 1914, soit à peine trois mois plus tard, face à l'Hérault, sur l'escalier de basalte qui débouche de la vieille ville sur la promenade, paraît évoquer de façon prémonitoire l'enfermement à venir autant que les perspectives tragiques malgré les quelques attributs festifs habituels exhibés par les conscrits. C'est l'hiver. Les visages sont graves, souvent tristes, le groupe

¹³⁴³ 1 et 2. Collection privée Alain Carles

extrêmement compact est encadré. Peut-être pour empêcher la fuite, donner le courage qui manque, ou même les retenir, des enfants, des femmes portant parfois des bébés, des civils et même un garçon de café les entourent et s'insèrent parfois entre eux. Seuls, formant barrière, des hommes coiffés et costumés, des notables, édiles locaux certainement puisqu'au premier plan, plein centre, pose, hiératique, le futur maire-délégué Pascal Authébon, tentent d'esquisser un sourire satisfait. C'est que cinq mois sont passés depuis le début de la guerre et certains conscrits anticipent ce qui les attend. La gravité s'impose à tous et l'assurance sinon de façade, n'est plus de mise. Par conséquent, ces défilés de prisonniers allemands affaiblis, susceptibles en cela d'annoncer la victoire et maintenir la confiance des civils, ne sont peut-être pas de trop.



Figure 51. Prisonniers allemands. 1. Colonne en route vers la caserne Mirabel. 2. Déchargement de péniche à la halte du Canal du Midi.¹³⁴⁴

Une première photographie donne à voir comment la guerre a fait son entrée à 800 kilomètres du front par les artères principales du bourg qui partent de la gare. Une courte colonne de soldats allemands désarmés et amaigris, encadrée de territoriaux, suivis par des ouvriers agricoles, longe la promenade pour se diriger jusqu'à la caserne. L'importance du flou semble bien indiquer que personne n'a posé mais la direction des regards de ces hommes, saisis dans l'instant, qui visent des enfants curieux postés en hauteur, qui peut-être les invectivent ou les saluent, invite à se demander qui sont les acteurs du spectacle. La geste participe de ces mises en scène de défilés de soldats créées par les belligérants qui couvrent l'ensemble du territoire national censées prouver par l'acte la supériorité militaire du pays. Une seconde photographie, prise à la halte du port du Canal du Midi, montre deux ombres très floues – les acteurs ne sont pas tous immobiles – qui déchargent les sacs d'une péniche sous les yeux d'un jeune homme

¹³⁴⁴ Coll. Serge Sénabré. Plaque de verre.

assis sur un sac. Seule la présence du gardien, soldat français identifiable à son képi et armé d'un fusil, associée à la légende, permet de dire qu'il s'agit de deux prisonniers. De fait, d'après Louis Baron, « à la fin août début septembre 1914, arrivèrent les premiers blessés et les premiers prisonniers ». La date de leur arrivée est incertaine mais des blessés allemands, ont été hébergés à la caserne Mirabel et soignés dans son hôpital. Il en reste peu de traces d'autant que dès le mois de juin 1915 ils sont dirigés vers Castelnaudary dans l'Aude. Le registre des décès enregistre entre le 5 novembre 1914 et avril 1915, la mort de six troupiers allemands, âgés de 21 à 37 ans, inhumés au cimetière.

Autre présence militaire, le départ du 3^e bataillon du 96^e RI le 6 août 1914, a généré la déprise d'un certain nombre d'activités liées à sa présence. Le 18 août, d'après la mairie, « la place est vide de soldats »¹³⁴⁵. L'armée s'était imposée comme un acteur économique et social de la ville notamment par les importantes commandes passées auprès des commerçants ou la fréquentation des très nombreux cafés de la promenade par les soldats. Reconnaissante, la mairie dispensait des frais de scolarité au collège les enfants des officiers qui vivaient en ville et prenait en charge leur mess sur la place centrale. L'armée participait aux manifestations locales comme les salves d'artillerie qui précédaient l'ouverture des festivités du 14 juillet fort prisées des habitants si l'on en croit Paul Loubet. Cette dynamique économique et sociale étaient largement perçue, y compris par un enfant comme Louis Baron qui habite la « Grand rue » où se trouve « la boulangerie des militaires » ainsi qu'une « taverne réservée ». La question du remplacement du bataillon parti se pose dès la fin de l'hiver 1914-1915 : le 13 février, les élus mandatent Pascal Authébon afin de trouver une solution de remplacement. Localement aussi il faut s'adapter à la guerre qui dure.

Pour emporter la mise auprès des autorités militaires, la ville se propose de mettre gracieusement à la disposition de troupes qui s'installeraient, outre la caserne et la bourse du travail, une annexe aménagée dans l'ancienne usine électrique. L'ensemble peut accueillir pas moins de 1500 soldats soit autant que lorsque le 96^e RI venait s'entraîner au complet sur le territoire de la commune. Attendus avec impatience par les commerçants, la cafetière Marie Vidal écrit sa satisfaction à son ami J. Chavardès :

¹³⁴⁵ AMA, 705-2, Registre des télégrammes officiels pendant la durée de la guerre franco-allemande, 18 août 1914

« Les soldats qui viennent à Agde arrivent le 1^{er} juin et il y en a 1500, ça fera du mouvement, nous en avons bien besoin. »¹³⁴⁶ Le 4 juin, la chose n'a pas encore pris corps mais finalement, c'est un détachement de 1500 militaires du 176^e RI qui vient de se constituer le 8 mai 1915 à Salon-en-Provence pour partir en Orient par vagues successives, qui prend pied dans la ville et auxquels la direction, italienne de l'usine d'acide tartrique fournit en juin 1917 un vaste jardin potager¹³⁴⁷. De ces mobilités massives qui réveillent le bourg, Joséphine Palmier ne manque pas d'informer son époux : « Demain il part 1200 soldats pour les Dardanelles, enfin espérons voir bientôt la fin de cette maudite guerre. »¹³⁴⁸ Si cette présence est totalement absente de l'historique du régiment¹³⁴⁹ comme de son journal de marche¹³⁵⁰, elle est pourtant réelle et dure jusqu'en octobre 1919 si l'on se réfère aux correspondances et aux registres d'état-civil des décès et plus encore des mariages. Par conséquent, l'ouverture du front d'Orient se traduit à la minuscule échelle d'une petite ville, par le bouleversement de la vie de certains de ses habitants. Fin 1916, arrivent encore à la caserne plusieurs compagnies du 2^e régiment de marche des tirailleurs algériens puisqu'à cette période, l'application à l'Algérie du service militaire obligatoire intégral entraîne l'implantation dans le sud de la France de nouveaux dépôts chargés d'assurer l'instruction de ces jeunes recrues¹³⁵¹. C'est ainsi qu'Agde comme d'ailleurs Lodève ou Pézénas, accueille les 61^e à 64^e compagnies en 1917 et 121^e en 1918 de ce régiment, dont l'essentiel des traces de passage se trouvent dans les registres de décès. Pourtant, leurs défilés si exotiques aux yeux du jeune Louis Baron participent du nouveau paysage urbain tant visuel que sonore :

« Les tirailleurs algériens étaient spectaculaires avec leur belle tenue bleu clair, leurs boléros et leur pantalon bouffant comme ceux des zouaves et sur leur tête leur petite chéchia rouge. Leur Noubas était composée de joueurs de musettes, un peu criardes ressemblant aux hautbois des joutes. Il y avait une rangée de petits tambours et un gros sergent barbu, en tête, tenant un drapeau long et pointu de couleur verte le

¹³⁴⁶ Marie Vidal à Joseph Chavardès, 26 mai 1915

¹³⁴⁷ AMA, sous-série, 1D37, Registre des délibérations municipales, 19 juin 1917

¹³⁴⁸ Joséphine à Louis Palmier, 11 juillet 1915,

¹³⁴⁹ Historique du 176^e Régiment d'infanterie Imprimerie du Midi Béziers, numérisation : P. Chagnoux - 2011

¹³⁵⁰ Archives du SHD en ligne, journaux de marche des opérations, 176^e RI, 26 N71018

¹³⁵¹ Gilbert MEYNIER, *L'Algérie révélée. La guerre de 1914-1918 et le premier quart du XX^e siècle*, Genève, Librairie Droz, p. 416.

long duquel pendaient des mains de fatmas et des poissons qui s'entrechoquaient. Au dessus une boule rouge supportait un croissant également doré »

Il se souvient plus généralement que désormais ces nombreuses troupes militaires présentes à partir de 1915 assurent le spectacle : « Dans les rues on assistait au passage des troupes allant à l'exercice. Quelquefois c'était des défilés, musique en tête, avec tambour et clairons. ». Marseillan se voit également dans l'obligation de loger des troupes de passage dans son nouveau théâtre sans qu'il ait eu le temps ni d'être achevé ni d'être inauguré. De cette présence des militaires, Bessan et Vias, sont exclues, ce qui renforce encore la polarisation du territoire sur son chef-lieu.

2.3.1.2.2. Des jours heureux... « En attendant des jours meilleurs »¹³⁵²

Louis Baron se rappelle qu' « il y eut des bagarres à la sortie des bistrots entre gens du Nord et du Midi. On sortit la baïonnette, qui fut alors interdite pour les sorties ». Ces rixes dues en partie à cette très importante concentration militaire relativement inédite sont confirmées par la cafetière Marie Vidal à son ami Joseph Chavardès :

« Vous me dites de vous donner des nouvelles des soldats car c'est les plus fortes têtes que l'on puisse trouver. Tous les soirs disputes ou se battre on se demande si cela continue ce que l'on va devenir. 1500 vous pouvez croire que cela fait du mouvement. »¹³⁵³

Pourtant, ce qui ressort bien davantage des sources, c'est qu'en attendant le départ vers l'Orient ou le front, ou bien en en revenant pour un temps de repos, beaucoup de ces soldats en garnison profitent de leur séjour pour se mêler à la population civile locale. On ne sait si c'est de leur propre initiative, à la demande des autorités militaires ou bien des édiles, mais ces soldats du 176^e RI entretiennent des relations qui s'inscrivent dans un temps de répit avant l'Orient, à la lisière de la vie militaire, comme du temps du 96^e RI. Leur présence, associée à celle des territoriaux du 121^e RIT restés à la caserne après le départ des prisonniers allemands, génère des initiatives assez précoces, peu guerrières, qui proposent de nouvelles opportunités aux habitants. Ainsi, comme le relate encore Louis Baron :

¹³⁵² AMA, Cahier de Louis Baron

¹³⁵³ Marie Vidal à Joseph Chavardès, 1^{er} juillet 1915

« Certains d’entre eux s’occupèrent de questions culturelles et l’un des plus en vue fut un nommé Garrus, baryton de la Gaité lyrique de Paris, qui organisa des cours de chant et mis sur pied quelques spectacles d’opéra tels que la Tosca, Carmen, la vie de Bohème, qui eurent lieu à la belle saison, dans la cour des douanes. Des chanteurs connus comme Mademoiselle Thiesset (de la Monnaie de Bruxelles), le ténor Niel de l’Opéra comique, et surtout le grand ténor de l’opéra, Campagnola, qui était en garnison au premier chasseur d’Afrique de passage à Avignon vinrent à Agde »¹³⁵⁴

Le 28 juillet, le quotidien *l’Eclair* rend effectivement compte de « la représentation de *La Bohème*, spectacle lyrique qui a accueilli 1000 spectateurs le dimanche 23 juillet organisé par le 176^e RI au profit des œuvres militaires »¹³⁵⁵. Cette dernière précision vient souligner les traductions ambiguës de ces manifestations qui d’un côté participent de la totalisation du conflit dans laquelle la vie culturelle y compris exceptionnelle est prise en charge par les militaires pour être réorientée vers l’effort de guerre mais d’un autre côté mobilisent avant tout les réseaux civils de certains mobilisés qui jouent un rôle essentiel dans leur organisation. Dès lors leur dimension guerrière s’évapore largement, y compris dans les échos que trouvent ces spectacles d’opérette de qualité, genre très prisé au début du siècle, parmi les soldats issus de la bourgeoisie de la ville. C’est notamment le cas de la représentation de *la Tosca*, qui permet à deux d’entre eux au moins une remémoration des moments de loisirs de leur vie civile initiant un moment de partage à distance qui se soucie bien peu du statut des organisateurs. C’est le cas de François Cullier dans la Somme :

« Vous annoncez une représentation de la Tosca pour le dimanche 13 août ; j’en suis content et je vous engage à y assister. Campagnola vaut la peine d’être entendu surtout dans la musique italienne où il excelle. Ne vous privez pas de cette manifestation d’art pour le motif que je suis loin de vous, je serai bien aise que vous alliez écouter la belle musique de Puccini. Espérons que nous pourrions dans un bref délai nous rassasier de théâtre et de concert dans la Paix et la Victoire »¹³⁵⁶

¹³⁵⁴ AMA, Cahier de Louis Baron

¹³⁵⁵ *L’Eclair*, « Agde, théâtre de plein air », 28 juillet 1916.

¹³⁵⁶ François Cullier à ses parents, 11 août 1916

De son camp de prisonniers de Torgau, sur l'Elbe, Etienne Larroque s'enthousiasme lui aussi : « Vous êtes plutôt gâtés à Agde. La Tosca avec le concours de Campagnola, c'est un programme qui restera fameux dans le programme du théâtre des douanes. »¹³⁵⁷

De leur côté, des soldats du 176^e RI découvrent les joies de nouveaux apprentissages comme celui de la natation dans l'Hérault avec Clément Pindule qui n'est pas encore mobilisé¹³⁵⁸. Cette activité dans le fleuve ou sur ses berges qui continuent d'assurer des fonctions de terrains de jeu se paie parfois de noyades comme celle de Léon Loustalet, 31 ans, en juillet 1916 ou peut-être de contamination par la diphtérie ou la fièvre typhoïde qui causent dans la ville les décès de huit autres soldats du 176^e RI¹³⁵⁹.

Comme du temps du 96^e RI encore, des mariages se concluent, suffisamment publics pour que L. Baron en ait connaissance, formant la partie émergée de la somme de relations amoureuses qui se sont sans doute nouées entre des soldats du 176^e RI ou du 2e RMTA et de jeunes Agathoises et qui ont gardé l'essentiel de leurs secrets pour l'historien. C'est le cas de celle fort brève entamée entre Léopold Saligné et Marie Jeanne Méric, 21 ans, voisine de Louis Baron, qui a été interrompue par le départ du soldat en Orient.¹³⁶⁰ Cependant, d'après les registres d'état civil de la commune, entre le 13 novembre 1915 et le 26 juin 1919, 23 jeunes filles ont épousé des hommes originaires de toute la France, mobilisés dans ces deux régiments. Le fait que jusqu'en 1918, plus de la moitié des époux et les trois quart des épousées soient orphelins ou orphelines d'au moins un parent, en général le père, et presque aucun en 1919, pourrait laisser supposer que face aux incertitudes angoissantes du temps de guerre et au déracinement de ces jeunes gens, l'institution du mariage a pu satisfaire en partie la recherche de sécurité affective et de stabilité sociale des uns et des unes.

Parfois, certains soldats encore, avec l'aide de notables et d'enseignants dont l'énergie décidément jamais ne faiblit, se lancent avec succès dans un encadrement des jeunes garçons qui relève à la fois de l'entraînement militaire avec uniforme, de l'activité

¹³⁵⁷ Etienne Larroque à ses parents, 20 août 1916

¹³⁵⁸ AMA, fonds privé Cléophas numérisé, Carte de Louis Arnaud à sa cousine le 27 juin 1915. Voir aussi Louis Baron qui précise que C. Pindule fait payer 5 francs au total l'apprentissage.

¹³⁵⁹ Cimetière d'Agde, registre des inhumations, 1907-1930

¹³⁶⁰ AMA, sous-série Z11-6, fonds privé Bancal, lettres éparses 1914-1918, 15 juillet 1915

scolaire de plein air et d'éveil « aux écluses de Fonsérans » et du scoutisme comme le raconte Louis Baron :

« Parmi les groupes organisés, il y eut les boys scouts, dont je faisais partie et dont Monsieur Marcel principal du collège, Cielle un ancien capitaine au long court et mon père étaient les moniteurs avec bien entendu deux sous-officiers. La plupart des élèves des écoles en faisaient partie. Il y avait les tambours Mages et Caumette et les clairons Gros François, France, et Gras Célestin ».

De même, le 4 juillet 1918, les élus de Marseillan demandent au préfet, la création d'un stade pour faciliter l'entraînement des jeunes gens de la commune et des recrues cantonnées dans cette ville¹³⁶¹, sans que les motivations n'en soient jamais exprimées. S'agit-il de l'aboutissement d'un conformisme social au service de la remobilisation relancée par les injonctions gouvernementales de Clemenceau, d'une geste patriotique renaissante, ou bien encore, pragmatiquement, d'une volonté de limiter le carnage des jeunes classes par une préparation accrue que le service militaire n'assure visiblement pas suffisamment ?

2.3.1.2.3. Des espaces publics sous contrôle.

À nouveau militarisés dans le chef-lieu, les espaces publics représentent toujours les terrains de prédilection de la manifestation du pouvoir politique. Dès 1915, les autorités locales, à la demande de la préfecture, organisent symboliquement le spectacle de la Patrie en guerre en habillant quelques places et voies principales ; comme habituellement les édifices publics et l'Hôtel de ville sont pavoisés aux couleurs nationales le 14 juillet, mais également le 28 mai 1915 à celles des Alliés. Pour célébrer l'entrée en guerre de l'Italie le 23 du mois¹³⁶², les étendards anglais, russes, belges, serbes et monténégrins rejoignent à cette occasion le drapeau français. Ces pavois sont accompagnés des divers passages du crieur public ainsi que de l'affichage de la nouvelle en quelques points des bourgs. Les parvis des mairies encore exposent les communiqués officiels en provenance du front qui restent avec la presse, les moyens limités mais uniques de l'information officielle quotidienne. Les concernant, le processus rencontre déjà ses limites territoriales en réservant leur envoi au chef-lieu de

¹³⁶¹ AMM, sous-série 1D17, registre des délibérations municipales, 4 juillet 1918,

¹³⁶² AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, *opus cité*, 28 mai 1915.

canton dès le 4 août 1914, ce dont finit par se plaindre le 20 octobre 1916, le conseil municipal de Marseillan qui décide de financer à hauteur de 300 francs, « un agent de la presse ou toute autre personne qui se chargerait moyennant une indemnité de fournir quotidiennement la communauté. »¹³⁶³ Une succession d'arrêtés placardés et annoncés incite par ailleurs chacun au financement de l'effort de guerre. Le 4 octobre 1915, les habitants sont encouragés « au devoir patriotique »¹³⁶⁴ par l'intermédiaire de versement de l'or possédé à la banque de France. Le 29 novembre, à Agde, le préfet a soin de se faire préciser que le crieur public a bien « placardé intégralement les affiches pour inciter à l'emprunt »¹³⁶⁵. Ce personnage reste écouté, même par ceux qui ne font que traverser le bourg en allant à la plage si l'on en croit la remarque d'André Boudou. Il rentre à Florensac après une villégiature à la plage du Grau d'Agde et la remarque qu'il écrit à son beau frère souligne qu'il suit l'actualité internationale : « Le crieur à Agde annonçait la convocation des Italiens nés de 1876 à 1884 et leur ordre de départ. Cela coïncide avec la déclaration de guerre de l'Italie à la Turquie »¹³⁶⁶. Cette injonction préfectorale à l'emprunt a le mérite de rappeler que, durant le conflit, les murs des villes se couvrent d'affiches de propagande, exposées « en longue enfilades sur les palissades de bois en abondance sur les panneaux des édifices publics, sur le moindre pan de mur public ou privé »¹³⁶⁷, signant les efforts manifestes d'imprégnation visuelle du paysage urbain déployés par les autorités. Les voies publiques sont encore parcourues de quêteurs et de quêteuses, concernant de multiples causes et journées patriotiques. Ainsi *L'Avenir Agathois* demande dès décembre aux habitants de « réserver le meilleur accueil à la quête en faveur des réfugiés belges. »¹³⁶⁸

L'Eglise encore réinvestit les lieux de façon spécifique. Il est difficile sinon impossible de mesurer si le catholicisme retrouve de la vigueur durant le conflit dans une société largement déchristianisée, mais ce qui est sûr c'est qu'à Agde, siège de

¹³⁶³ AMM, sous-série 2D37, registre des délibérations municipales, 1916-1921, 20 octobre 1916.

¹³⁶⁴ AMA, sous-série 2D31, registre des arrêtés municipaux, 4 octobre 1915

¹³⁶⁵ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, *opus cité*, télégramme 499, 9 novembre 1915

¹³⁶⁶ André Boudou à François Fabre, 22 août 1915.

¹³⁶⁷ Alain GESCON, « Emprunt et propagande » dans *Historial de la Grande Guerre, Les affiches de la Grande Guerre*, 1998, Péronne, p. 59-73, p. 70

¹³⁶⁸ *L'Avenir Agathois*, 12 décembre 1914. Il existe quatre cartons très fournis aux ADH relatifs à ces journées organisées dans le département.

l'ancien évêché, sa présence est plus forte que dans les trois autres communes et que ses rituels peuvent représenter une ressource pour certains. Le culte marial notamment y est vivace et le conflit a pour effet de solliciter différemment la chapelle Notre-Dame du Grau d'Agde ; Le jeudi 28 mars 1915, les pèlerins de Bessan puis d'ailleurs sont invités à « venir prier la Très Sainte Vierge pour le succès de la cause que les Français et les Alliés défendent si héroïquement »¹³⁶⁹ plutôt que pour la guérison des malades ou le sauvetage des marins en perdition qui est sa fonction première. Le 2 juillet 1915, très tôt donc, sur le principe des *ex-voto*, son aumônier se lance dans la commande d'une plaque de marbre de cinq mètres carrés placée dans le sanctuaire à l'occasion du pèlerinage du 2 juillet sur laquelle doivent être gravés les noms des mobilisés. « L'inscription ne sera close qu'après les hostilités et il en coûtera 3 francs par nom »¹³⁷⁰. C'est un succès si l'on en croit le nombre de noms inscrits encore aujourd'hui sur les quatre immenses plaques blanches apposées sur un des murs. À chaque procession, les fidèles viennent dès lors implorer l'aide de la Vierge : Le 4 novembre 1916, on y prie plus spécifiquement « pour les soldats morts au service de la Patrie »¹³⁷¹. Pourtant à partir de 1917, l'élan semble se tarir, du moins dans la presse qui devient muette sur le sujet, peut-être en lien avec les nombreux retours, les permissions plus longues, les dernières grandes offensives ou la grande lassitude.

On a beaucoup insisté à juste titre sur l'instauration immédiate de la censure des écrits qui bride pour la durée de la guerre la liberté d'expression, mais dans les rues il ne s'agit pas que de propagande, d'information officielle ou de contrôle de la presse. Les circulaires et arrêtés ont tenté dès l'annonce de la mobilisation d'interdire la circulation de la parole privée par le contrôle des espaces publics qui représentaient un enjeu crucial de sa réussite ; dans la première semaine, les deux tiers des demandes faites aux maires pour lesquelles la préfecture attendait un retour rapide, concernaient la limitation forte de la circulation de l'information et sa surveillance face aux risques d'espionnage, de désordres et de désobéissances. L'année 1915 relance ces dispositifs qui prennent

¹³⁶⁹ *L'Éclair*, 24 mars 1915

¹³⁷⁰ *L'Éclair*, 30 juin 1915

¹³⁷¹ *L'Éclair*, 31 octobre 1916

d'abord la forme, le 12 juillet, d'une circulaire du préfet de l'Hérault aux commissaires de police mobile et des communes précisant que

« face à la recrudescence de fausses nouvelles pessimistes semblant prendre un caractère systématique surtout sur notre situation militaire et la présentant sous un aspect défavorable complètement faux, il convient de traquer les auteurs et de surveiller les lieux publics. »¹³⁷²

Or, elle coïncide exactement avec deux événements d'importance qui à plusieurs échelles transforme le contexte. Il y a d'abord l'arrivée massive des premiers permissionnaires devenues de potentielles et surtout incontestables sources d'informations susceptibles de briser le mur de la censure. Militairement en outre, la situation s'avère plus complexe pour les Alliés car la victoire décisive tarde décidément à venir ; à l'impossibilité manifeste de percer le front en Champagne et en Artois, s'ajoute l'échec naval inattendu en Méditerranée contre la Turquie au Dardanelles. Les doutes qui percent et s'amplifient poussent le gouvernement à rechercher des responsables, y compris dans le maillage le plus fin du pays. Les autorités diffusent désormais une série de textes qui ont tous en commun le contrôle des espaces publics que les autorités perçoivent à nouveau comme des sources de menaces multiples et diffuses qu'il s'agit de circonscrire. En octobre, un arrêté municipal placardé pour être lu de tous et toutes cette fois donne beaucoup plus de précisions quant aux lieux visés et aux sanctions applicables, instaurant une censure sur l'oralité et transformant clairement l'expression du doute en la victoire un délit, le défaitisme, passible des tribunaux militaires :

« Les propos susceptibles d'ébranler le moral des soldats et de nature à favoriser l'ennemi, colportés sur la voie publique, ou dans les lieux ouverts ou accessibles à tout le monde (café, hôtels, gares), les fausses nouvelles, ainsi que toutes les infractions intéressant au premier chef l'ordre et la paix publique seront déférés aux tribunaux militaires. Le commissaire de police est spécialement chargé de signaler aux autorités compétentes ceux qui ne craignent pas d'exercer par leur indiscretion une influence néfaste fâcheuse »¹³⁷³

¹³⁷² ADH, sous-série 4 M 2061, information, surveillance, circulaire du Ministère de l'intérieur, 12 juillet 1915

¹³⁷³ AMA, sous-série 2D31, registres des arrêtés municipaux, colportage de fausses nouvelles, 23 octobre 1915.

Cette insistance vient souligner à quel point les autorités considèrent qu'il est vital d'obtenir le monopole de la circulation de l'information alors que limiter l'expression orale reste une tentation aussi facile qu'est impossible sa mise en œuvre.

Quand arrive l'hiver, les textes organisent la traque d'éventuels espions allemands sur l'ensemble du territoire : le 24 décembre 1915, à la veille de Noël, les soupçons qui pèsent sur les photographes ambulants, peut-être plus actifs en cette fin d'année propice aux cadeaux, se traduisent ainsi par l'obligation faite au maire et à sa police de leur délivrer des autorisations, de vérifier leur activité, voire de récupérer les pellicules impressionnées¹³⁷⁴. Puis le 16 janvier 1916, le ministère de l'intérieur demande au préfet de faire surveiller particulièrement les artistes de cirques et ceux des tournées théâtrales originaires des pays neutres. Sont encore suspects les « cinématographes ambulants » au prétexte qu'ils sont souvent allemands, autrichiens ou hongrois et les marchands de fruits et de légumes espagnols, originaires des Baléares, qui télégraphieraient très souvent en Espagne pour passer des ordres¹³⁷⁵. On ne peut que constater que ceux qui sont soupçonnés d'appartenir à cette 5^e colonne sont tous des acteurs occasionnels, de passage dans les communautés. C'est ainsi que la guerre a pour conséquence la réactivation de la défiance à l'égard des autres, qui trouve une nouvelle justification dans l'espionnage à l'égard des populations nomades, voire simplement voyageuses ou plus mobiles, surtout si elles sont étrangères et sont des actrices d'activités plutôt festives, peu compatibles avec l'air morose de la guerre.

Les mobilités inquiètent les autorités mais pourtant le conflit les accroît et dans ce contexte, à l'entrée de l'été, la rue est également considérée comme porteuse de risques pour la santé publique. Dans le contexte hygiéniste de ce tournant du siècle, les autorités craignent de potentielles épidémies diffusées et transmises par « les réfugiés mais aussi par le passage des troupes coloniales »¹³⁷⁶, alors que l'arrivée, et l'installation de plus de 1500 soldats du 176^e RI originaires de tout l'hexagone ne semble curieusement pas représenter les mêmes dangers. La circulaire du ministère trouve immédiatement sa traduction le lendemain, 5 juin 1915, dans un arrêté municipal¹³⁷⁷ dans lequel le maire

¹³⁷⁴ ADH, sous-série 4 M 2061, circulation en temps de guerre, circulaire du Ministère de l'intérieur, 24 décembre 1915.

¹³⁷⁵ ADH, sous-série 4 M 2061, surveillance, deux circulaires du Ministère de l'intérieur, 16 janvier 1916.

¹³⁷⁶ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, *opus cité*, 4 juin 1915

¹³⁷⁷ AMA, sous-série 2D31, registre des arrêtés municipaux, 5 juin 1915

lance un pressant appel au bon vouloir de chaque habitant pour qu'il seconde les efforts sanitaires de la municipalité et nettoie, au sens propre, devant sa porte, s'appropriant pour les réactiver les discours médicaux élaborés dans le contexte colonial. Mais, pour un habitant de la commune, que s'agit-il de faire à part de prendre ses distances vis-à-vis des étrangers et des coloniaux pour s'en méfier ?

D'autre part, au sein même de la communauté, il est perceptible que certains parents comme Célestin Adgé se méfient de la rue pour des raisons de sécurité mais aussi de morale, car une « bonne éducation », celle qui vise à la réussite scolaire des enfants ne se déroule pas dehors où vivent les marginaux. Du Maroc, le soldat met en garde son fils : « Mon cher petit Rogenu, Voila les vacances ; Surtout ne va pas trop nager car même que tu sais nager tu pourrais te noyer à la rivière. Un petit bien sage reste à côté de sa maman et ne va pas roder. »¹³⁷⁸ Telle est la sentence populaire en forme de proverbe. Malheureusement, il semble qu'il n'ait pas été entendu puisque moins d'un an plus tard Rogenu n'a pas résisté à l'appel de l'extérieur :

« Si il y en a un qui a le droit de se fâcher, je crois que ce serait moi, contre toi, d'autant plus que maman me dit dans une lettre que tu ne passeras pas ton certificat, c'est ce qui me prouve que tu ne penses qu'à aller sur la promenade t'amuser au lieu de rester auprès de maman à faire tes devoirs. »¹³⁷⁹

Pourtant, au quotidien, concernant l'éducation des enfants, ce qui ressort des témoignages mais également des photographies d'extérieur, c'est la résistance de la jeunesse pour laquelle la rue représente un formidable territoire d'apprentissages, notamment de l'autonomie. Les jeunes Albert Alazet, Louis Baron et Philomen Mioch l'arpentent en tous sens tandis que des mères comme Joséphine Palmier ou Marie Loubet, n'hésitent pas à y envoyer leurs jeunes enfants, filles ou garçons d'ailleurs, afin de souffler un peu. Tous et toutes, malgré la mauvaise réputation des lieux, savent tirer profit de ses multiples ressources sociales, éducatives et émancipatrices.

Cet imaginaire, dans lequel les espaces publics s'apparentent à des lieux de dépravation et de désordre moral, trouve sa traduction extrême dans un autre très long arrêté placardé à Agde en avril 1916 qui régleme la prostitution au nom de « l'intérêt

¹³⁷⁸ Urbain à Roger Adgé, 4 août 1916.

¹³⁷⁹ Urbain à Roger Adgé, 30 juin 1917.

de la garnison, de la décence et de la santé publique. »¹³⁸⁰ Pour cela, la ville interdit fermement la « prostitution de rue et de café », tout en cherchant à contrôler toujours davantage la santé des prostituées des deux maisons closes de la ville. Les conditions de la remilitarisation du territoire par la présence de 1500 soldats au moins et de militaires coloniaux viennent réactiver le climat hygiéniste du XIXe siècle. Mais ces héros de la nation en guerre ont acquis un capital symbolique si fort qu'il est impossible de leur déplaire y compris dans le contexte d'un fort renforcement de l'ordre moral. Alexandre Parent-Duchatelet, père des égouts parisiens et du réglementarisme hygiéniste, écrivait déjà que « les prostituées sont aussi inévitables dans une agglomération d'hommes que les égouts, les voiries et les dépôts d'immondices [...] elles contribuent au maintien de l'ordre et à la tranquillité de la société ». Mais, précisait-il, « elles sont aussi une menace morale, sociale, sanitaire et politique », il faut donc « réglementer leur mise à l'écart pour qu'elles ne risquent pas de transmettre leurs vices aux femmes honnêtes »¹³⁸¹. Pour cela, elles sont par la loi enfermées dans des maisons closes ou encadrées par un fichage et soumises à des examens médicaux réguliers obligatoires. Loin de prohiber la prostitution, en temps de guerre il s'agit bien plutôt de la rendre toujours plus invisible dans l'espace public mais en encadrant de meilleure façon sa forme légale afin de la rendre médicalement moins dangereuse pour les soldats très nombreux dans la ville. Ce « mal nécessaire » s'impose donc dans les plus petites villes en 1914-1918 comme un oxymore moral qui stigmatise toujours davantage les femmes ; Il faudrait donc satisfaire davantage les besoins sexuels des hommes devenus soldats, donc un peu plus hommes dans la guerre, et pour cela permettre le développement de la prostitution, tout en durcissant toujours plus l'ordre moral qui condamne ses protagonistes féminines, l'ensemble dans un contexte où menace la prolifération des maladies vénériennes qui n'est pas qu'un fantasme. C'est bien le sens ce très long arrêté. Ainsi, tandis que les autorités s'apprêtent à réglementer sur le front les BMC, bordels militaires de campagne, sur le front intérieur, les règlements locaux cherchent à

¹³⁸⁰ AMA, sous-série 2D31, registres des arrêtés municipaux, 8 avril 1916

¹³⁸¹ Cité par Véronique GUIENNE, *La prostitution, une catégorie sociale construite, Action publique et prostitution*, Presses universitaires de Rennes, 2006, pp124-125.

concilier des injonctions largement contradictoires sans jamais prendre en considération la pauvreté croissante née de la guerre de certaines catégories féminines. Ce long arrêté s'impose alors comme un révélateur puissant des multiples et fortes tensions qui traversent la société française, ainsi que de leur redistribution et durcissement dans la guerre. Pour autant si certains groupes sociaux se retrouvent particulièrement surveillés par les autorités, les sources de police et de gendarmerie disponibles ne gardent aucune trace d'éventuelles transgressions de la loi concernant l'espionnage, l'expression de discours non conformes aux thèses officielles ou de l'exercice public empêché de la prostitution. Tous ces textes injonctifs contribuent bien davantage à l'instauration d'un climat morose et surtout délétère. Toutefois quelques traces émergentes font apparaître que la surveillance policière et la sanction éventuelle ciblent autrement dans les faits des catégories bien spécifiques.

2.3.1.2.4. Des groupes sociaux particulièrement ciblés.

Dans un contexte où pour les autorités, le danger réel ou supposé, venu de la rue, non seulement prend un caractère à la fois multiforme et insidieux, mais est suspecté également de provenir toujours de ceux qui n'appartiennent pas à la communauté, certaines catégories sociales, plus mobiles, moins intégrées sont particulièrement contrôlées au fil de la guerre. Les Espagnols d'abord, venus massivement, d'un pays neutre, donc éventuellement ennemi, qui plus est situé à peine à une centaine de kilomètres par voie de terre ou de mer, en sont les premières victimes¹³⁸². La seule réfutation du commissaire de police sur les accusations faites à son encontre concernant le traitement discriminatoire des ouvriers agricoles a trait au caractère public de ses interpellations : « Je ne me suis jamais permis de les fouiller sur la voie publique ainsi que vous le dit Mr le vice-consul d'Espagne. »¹³⁸³ Il souligne ce faisant que la rue est bien le lieu privilégié de la stigmatisation ou à l'inverse de la réputation qui peut se défaire en un instant. Cette suspicion reste suffisamment prégnante pour qu'à la sortie de la guerre encore, les Ibériques soient exclus en partie des réjouissances de la communauté par un conseil municipal agathois qui prévoit que « les Français et les

¹³⁸² Voir chapitre précédant concernant les ouvriers agricoles. Joséphine à Louis Palmier, 22 août 1915

¹³⁸³ ADH, sous-série 4M1859, lettre du sous-préfet de Béziers au commissaire de Police d'Agde et réponse.

Alliés sont seuls admis aux concours des fêtes locales »¹³⁸⁴, les premières pourtant à être organisées depuis août 1913. De plus, à partir d'août 1916, comme partout en France, afin de « redoubler de vigilance dans la surveillance de toutes les personnes françaises et étrangères qui circulent en France », un arrêté adjoint aux hôteliers, aubergistes et logeurs, non seulement de tenir des registres mentionnant les identités, dates des départs et arrivées des voyageurs mais également de remettre les fiches dès le lendemain au commissariat.¹³⁸⁵ De fait, durant toute la guerre, la diligence d'Henri Schmitt, qui réside en plein centre-ville, face à son lieu de travail, ne semble pas faiblir dans la traque de ceux qu'il considère comme suspects, tel le déserteur potentiel pourchassé dans la ville lors de courses effrénées victorieuses, y compris nocturnes, mises en avant dans un rapport sauvegardé qui relate l'arrestation à minuit d'un soldat consigné en partance pour les Dardanelles qui dit avoir voulu simplement expédier un télégramme à sa famille¹³⁸⁶. La chasse paraît mince puisqu'il faut attendre le 27 septembre 1918 pour lire un second rapport selon lequel lors d'une « descente de police effectuée le 26 septembre à 0 heures dans les lieux publics de la ville », il a « procédé à l'arrestation d'un individu qui n'est pas mentionné sur les listes de déserteurs. Pierre Gaston Jacob né à Paris le 21 mars 1893, déserteur du 229^e régiment d'infanterie a quitté son régiment au front de Champagne depuis 18 mois. Il s'est rendu à Paris où il s'est procuré le livret militaire d'un réformé de guerre répondant au nom de Guillo Gaston. Muni de cette pièce Jacob a vécu successivement à Paris 65 rue Riquet où il est resté 6 mois puis à Toulouse, Béziers, Cette. En dernier lieu, il habitait Bessan village situé à 5 kms d'Agde »¹³⁸⁷. Le bilan des arrestations, si l'on s'en tient aux archives de police et même si l'on considère que certaines traces ont disparu, reste donc extrêmement maigre mais il contribue à faire peser un climat permanent de suspicion et atteste de l'engagement total, de jour et de nuit, de l'officier de police, qui lui vaut tout de même une promotion, certes limitée, obtenue le 1^{er} septembre 1918, à sa demande, du passage de la 3^e classe à la 2^e classe pour avoir entre autres « obtenu des résultats fort appréciables comme l'arrestation de

¹³⁸⁴ AMA, sous-série 1D37, registre des délibérations du conseil municipal, 1913-1920, 6 juin 1919

¹³⁸⁵ AMA, sous-série, 2D31, registre des arrêtés municipaux, 7 septembre 1916

¹³⁸⁶ ADH, sous-série 4M1860, rapport du commissaire de police au préfet, numéro 151, 28 août 1915

¹³⁸⁷ ADH, sous-série 4M1860, lettre du sous-préfet de Béziers au commissaire de Police d'Agde

déserteurs et d'espions. »¹³⁸⁸ Dans ce travail de surveillance et de répression, le ministère de l'Intérieur peut également compter sur les gendarmes dans les campagnes et sur les douaniers dans un port particulièrement surveillé. Le mercredi 4 septembre 1917, « Bourdel Hubert, Maréchal des Logis, et Estadiou Louis, gendarmes à cheval à la résidence d'Agde, agissant en vertu d'une lettre du préfet en date du 25 août 1917 » procèdent à une enquête à Vias concernant « Rose Roméro, signataire d'une lettre interceptée par le contrôle postal et adressée à Antonio Roméro, calle San Ramon Barcelona ». Il en ressort que Rose Romero, née en 1884 à Cazouls-les-Béziers s'appelle en réalité Rose Itié, qu'elle est l'épouse adultère de Jean Pépin, dont elle a deux enfants. Elle a abandonné le domicile conjugal à Servian pour vivre en concubinage avec Antonio Romero, garçon de café à Vias chez son frère Denis puis elle a rejoint son amant à Barbastro en Espagne 15 jours auparavant en passant par Bagnères-de-Luchon. Ce dernier avait été expulsé de France une première fois le 26 mai 1911, été rentré illégalement mais, arrêté par la brigade de gendarmerie le 15 mai 1917, il avait été expulsé à nouveau. Les deux amants communiquaient par le biais d'un bateau de commerce, le Balinata, parti d'Agde le 2 août à destination de Barcelone. Revenu le 12 août à Agde en attendant l'autorisation de débarquer ses marchandises, il est lui aussi soumis, comme tous les bateaux arrivant et partant d'Agde, à une visite très minutieuse de la Douane¹³⁸⁹. On ne sait qui la préfecture recherchait. Des insoumis, des déserteurs ou toujours des espions ? L'affaire semble en rester là. Mais ce qui semble sûr, c'est que le nombre de références à la situation maritale de Rose dans ce rapport souligne que pèse sur elle moins un soupçon d'espionnage ou d'aide à la désertion que d'immoralité. Moins d'une année plus tard, le 21 mai 1918, le commissaire spécial de l'Hérault à Sète remet au préfet un rapport concernant l'accostage à Agde, le 13 mai à 9 heures du matin, d'une balancelle espagnole nommée « Domingo » venant de Puerto de la Selva. Un de ses marins s'est vu remettre clandestinement par deux femmes une lettre interceptée par le gendarme de la marine détaché à Agde. Interpellée, Adrienne Galinier, 30 ans, dit communiquer par ce biais avec son amant espagnol, ce que confirme sa mère, Léonie Ouradou, qui l'accompagne. Gardée à vue au commissariat,

¹³⁸⁸ AMA, sous-série 1D37, registre des délibérations municipales, 1er septembre 1918

¹³⁸⁹ ADH, sous-série 4M1859, demande du ministère de l'intérieur et rapport d'enquête concernant Rose Roméro, 13 avril-12 août 1917.

elle explique qu'elle choisit ce moyen car il est bien plus rapide que la poste. La lettre, « cachetée et non affranchie » adressée à Raphaël Bruges, l'amant espagnol de la dame, a été inspectée et ne révèle aucune « mention suspecte » et n'a qu'un « caractère familial. » reconnaît la police.¹³⁹⁰

Certes ces deux affaires restent exceptionnelles : il y a peu dans les archives relatives au canton de ces rapports de douanes ou de police et on ne sait si on doit les considérer comme telles où si elles ne représentent que la partie émergée d'affaires plus courantes. Relativement éloignées l'une de l'autre dans le temps et l'espace, elles présentent cependant des points communs. Sans suite lisible, on ne sait si le préfet recherchait des délinquants ou bien seulement à faire acte de surveillance. Mais histoires strictement privées, voire intimes, d'amoureux qui cherchent à se rapprocher en des temps difficiles malgré la loi, la distance, la Méditerranée et les frontières, elles révèlent le niveau élevé, voire disproportionné ou ridicule c'est selon, du dispositif mis en œuvre par les autorités dans les bureaux de postes où le courrier est ouvert, dans les ports où les bateaux sont inspectés et sur les quais et les rues où les passants sont arrêtés. Agents des postes, policiers, gendarmes et douaniers sont ainsi déployés pour de simples lettres d'amour ou pour cibler en particulier des femmes, espagnoles et possiblement adultères. L'ordre policier au service de l'ordre moral, s'est renforcé dans les moindres recoins du maillage administratif et social français jusqu'à la fin du conflit mais il apparaît clairement qu'il vise particulièrement quelques catégories spécifiques que sont bien sûr les déserteurs mais encore les étrangers, les femmes et les nomades. Parallèlement pourtant, à l'écart des injonctions gouvernementales, la société cantonale expérimente dans les espaces publics un art de mieux vivre le conflit non sans toujours quelques tensions.

2.3.1.3. Le poumon des interactions sociales.

2.3.1.3.1. Des agora pour (s')informer sur la guerre.

Le 5 juillet 1915, la préfecture demande aux maires de faire remonter les informations que détiennent les familles concernant le dépôt et le lieu d'internement de leur soldat

¹³⁹⁰ADH, sous-série, 4M1861, rapport du commissaire spécial de Sète au préfet, 21 mai 1918.

captif. Trois des quatre municipalités ont conservé les copies de leur réponse¹³⁹¹. Elles permettent de constater qu'à cette date, à deux ou trois oublis ou erreurs près, les listes établies correspondent à celles qu'il est possible de dresser aujourd'hui à partir de toutes les sources existantes¹³⁹². En juillet 1915, ces familles sont donc très au fait du sort de leurs soldats voire mieux que les autorités qui le reconnaissent puisqu'elles font appel à elles. Mais comment le sont-elles ? Simultanément en effet, les maires ont bien du mal à obtenir des informations si l'on en juge par la somme de précautions justifiant les multiples démarches entreprises par celui de Marseillan auprès de l'État-major du 96^e RI à partir du 27 février 1915. Ce jour-là, il reçoit le second avis de décès de Marius Fayet, mort le 19 août 1914 en Alsace qui le laisse perplexe, et surtout soucieux de ne pas « réveiller la douleur d'une famille éplorée » dont au premier chef celle sa veuve Louise Rose et de son fils Louis. Un premier avis était parvenu dès la fin du mois de septembre 1914. Mais s'agit-il bien de la même personne ? Quelques détails ne coïncident pas concernant le lieu très précis du décès ou la forme de la mention ; est-il « mort au champ d'honneur » ou a-t-il été « tué à l'ennemi » ? L'édile veut être en certain¹³⁹³. La tâche n'est pas si aisée car des soldats qui ont Fayet pour patronyme, il y en a une douzaine dans le canton dont sept à Marseillan même et deux Marius mobilisés. L'édile multiplie alors les courriers. On ne sait ce que finalement il décida mais il s'agissait bien du même soldat, un des deux premiers morts de la guerre du 296^e RI, victimes de quelques tirs de mitraillettes ou de fusils perdus de l'infanterie ennemie¹³⁹⁴. L'acte officiel ne fut transcrit que le 17 février 1916. Le 14 juin 1919, Rose se maria.

De façon plus générale, malgré les hésitations et les difficultés, la confrontation des sources atteste qu'au travers des correspondances et des extensions orales dont elles font état, non seulement peu d'informations fausses circulent définitivement, laissant peu de, voire aucune, place à la rumeur mais qu'elles circulent aussi bien plus rapidement.

¹³⁹¹ AMA, fonds modernes non classés, AMB et AMM, sous-séries 4H3, affaires militaires, guerre 1914-1918, Correspondances actives avec la préfecture, 8-15 juillet 1915.

¹³⁹² Les fiches individuelles mises en ligne depuis 2014 par la Croix rouge <https://grandeguerre.icrc.org/fr> viennent compléter les fiches matricules et l'enquête préfectorale en mairies lancée le 5 juin 1915.

¹³⁹³ AMM, sous-série 2D 33, correspondance active : registre des copies de lettres. 1912-1915

¹³⁹⁴ Anonyme, *Historique du 296^e RI*, Béziers, numérisé, p. 2

Informer, s'informer pour accéder à la véracité de la situation des soldats paraît une tâche éminemment sérieuse, exercée avec diligence et rigueur, autant au front qu'à l'arrière qui dépasse largement le crédit accordé aux autorités militaires sur le sujet, les intéressés œuvrant souvent en parallèle. Cela amène à interroger l'importance et la nature des ressources non officielles dont toutes et tous disposent et surtout se donnent, pour accéder presque en temps réel à une telle fiabilité ce qui oblige à tenter de rechercher les traces de l'oralité pour en interroger le poids dans la circulation de la connaissance et l'articulation entre le courrier et les rencontres physiques. Or, ces échanges épistolaires, au regard des expressions récurrentes « tu me dis que », tu me parles que », « j'ai dit que », « il me dit que » contenus dans les échanges ainsi que des descriptions des mises en situation au style direct, peut représenter un territoire différé de cette expression orale¹³⁹⁵. Il ouvre la porte à un univers de connaissances sur la circulation tout autant que sur l'élaboration de l'information dans les espaces publics. Paradoxalement peut-être, ce sont les écrits des témoins qui permettent à la fois d'entrer dans le monde de l'oralité et d'en inventorier les lieux d'expression, pour saisir la façon dont en marge des institutions, les habitants vivent en guerre ensemble et se donnent les moyens d'adapter pour cela leurs comportements. Les propos de Marc Bloch, concernant l'analyse de la puissance de cette oralité sur le front, peut tout à fait s'appliquer à l'arrière en remplaçant « ligne de feu » par « front intérieur » et « soldat du front » par « civil de l'intérieur », soulignant le rythme parallèle des préoccupations parfois très proches vécues partout et par tous face aux contraintes pesantes nées de l'état de siège et de guerre :

« D'où — en cette carence des journaux, à quoi s'ajoutait sur la ligne de feu l'incertitude des relations postales, médiocrement régulières et qui passaient pour surveillées — un renouveau prodigieux de la tradition orale, mère antique des légendes et des mythes. Par un coup hardi que n'eût jamais osé rêver le plus audacieux des expérimentateurs, la censure, abolissant les siècles écoulés, ramena le soldat du front aux moyens d'information et à l'état d'esprit des vieux âges, avant le journal, avant la feuille de nouvelles imprimée, avant le livre. »¹³⁹⁶

¹³⁹⁵ Cette interrogation et cette quête sont celle de Carlo Ginzburg dans l'introduction de « *Le Fromage et les vers. L'univers d'un meunier frioulan au XVIe siècle*, Flammarion, (1976).

¹³⁹⁶ Marc BLOCH, *Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre*, Allia, 2019 (Revue de synthèse historique, t. 33, 1921), p.41.

Pourtant, plus que des légendes ou des mythes qui trouvent assez peu leur place dans les correspondances du corpus, on s'attachera aux aspects plus factuels en commençant par interroger les lieux. Où se rencontre-t-on ? Où se parle-t-on ? Pour tenter de répondre, y compris par le biais des photographies et du bâti encore présent on se propose de retrouver les lieux de sociabilité des catégories populaires au sens que donne Maurice Agulhon à cette expression. C'est-à-dire les lieux publics ou semi publics où s'exerce l'aptitude à vivre intensément des relations publiques, les endroits où, indépendamment des institutions sans forcément les ignorer, se rendent volontairement des individus pour échanger et partager. Or, leur diversité, leur importance, leur répartition ont pour point commun d'être largement distribués et organisés par la disposition de la rue. Au premier rang, se trouvent les multiples boutiques dont les façades s'ouvrent largement sur les rues ainsi que les commerces ambulants dont on peine aujourd'hui à percevoir l'importance. Le récit de Louis Baron en dit tout le nombre de son seul trajet quotidien : 300 mètres à peine et ce ne sont déjà pas moins de six ou sept actrices ou acteurs les plus divers qu'il croise dans les rues ; le laitier et ses vaches, Vigues, le coiffeur à la recherche d'eau, Pignatelli, le cordonnier-chanteur, Monsieur Marius l'épicier, le colporteur père Fillet, Monsieur Vinas, le confiseur et la vendeuse de galettes de mias¹³⁹⁷. Dans ses souvenirs à peine postérieurs à la guerre, Madeleine Cornail, née en 1920 à Agde, inventorie les professionnels de la rue auxquels elle attribue clairement un rôle majeur de médiation quand elle évoque « plusieurs petits métiers très utiles qui remplaçaient une gazette et permettaient d'apprendre toutes les menues histoires de la ville. Ceux qui les exerçaient venaient soit à domicile, comme la laveuse de linge, soit dans la rue ou ils avaient un petit atelier ambulant »¹³⁹⁸. Ces figures de repasseuse, matelassière, raccommodeur de porcelaine, mercière ou chiffonnier qui venaient à domicile peuplent les motifs de recueils de cartes postales. S'y rajoutent la marchande de poissons ou de journaux, la raccommodeuse de parapluies, celle de porcelaine, la rempailleuse de chaises, l'aiguiseur de couteaux, ou encore le rémouleur ou l'étameur qui travaillent à l'aide d'un étal roulant. Longuement les lister, c'est tenter d'en prendre la mesure numérique et d'en évaluer la diversité et les

¹³⁹⁷ AMA, Cahier de Louis Baron

¹³⁹⁸ Tapuscrit Madeleine CORNAIL, *opus cité*, p. 16.

possibilités. Plus formels et visibles, les très nombreux débits de boisson obéissent à de très fines hiérarchies. Dans les recensements de 1911, on en compte au total une quarantaine : « Les hommes y buvaient l'apéritif ; un verre d'absinthe. Le samedi et le dimanche ils y jouaient à la manille, un peu de poker »¹³⁹⁹ précise Philomen Mioch. Tous pour autant, ne se ressemblent pas. Loin de toujours assurer une mixité de la communauté, ils peuvent contribuer parfois à en entretenir ses clivages par l'accueil de clientèles différenciées. Il y a d'abord les auberges et les autres. Les plus huppés se trouvent sur les grandes places et artères - avenues et boulevards - sur lesquels ils déploient leurs plus ou moins imposantes terrasses. Leurs salles à l'étage accueillent les réunions de différentes associations et partis politiques. Dans les plus importants, se fêtent encore les grands événements. Dès 1915, Rose Vidal, toujours très optimiste, envisage de fêter la fin de la guerre avec ses amies et tous leurs époux, mais en deux groupes distincts, dans les deux plus grandes auberges du Grau d'Agde : « Soyez toujours amis et tu peux croire qu'à la fin de tout ça si vous allez chez Palmier nous autres, les six femmes nous irons au Château vert. Nous voulons aussi faire la noce pour fêter votre retour. »¹⁴⁰⁰ Ce faisant, la jeune femme pointe de la plume le caractère genré de la fréquentation des cafés, confirmé là encore par les très nombreuses cartes postales. La jeune femme retrouve souvent des amies chez Victorine Combes qui tient un petit café, pratique commune à même de compenser l'anxiété, le poids de l'absence et conjurer ses craintes sur par exemple l'infidélité possible de son époux, au fil de plaisanteries métaphoriques entre amies : « Je te fais cette carte chez Victorine où il y a Honorine et madame Reboul. Tu as le bonjour de toutes. Elles me disent que peut-être tu vas voir la gavache¹⁴⁰¹ et je lui ai dit que peut-être tu lui aurais semé les pommes de terre et ça nous a fait rire.»¹⁴⁰² Philomen Mioch met lui aussi en avant cet aspect des débits les moins chers, ceux à « un sou » correspondant au prix d'un café. Minuscules, sans ouverture sur l'extérieur, ils semblent bien rester l'apanage des femmes les plus pauvres. Coutume bien plus que loi, en ce XXe siècle commençant, les femmes

¹³⁹⁹ Philomen Mioch, *Les tribulations d'un ouvrier agricole*, opus cité, p. 4-15.

¹⁴⁰⁰ Rose à Victor Vidal, 18 juillet 1915.

¹⁴⁰¹ Surnom d'une habitante de l'Aude et du Tarn. Victor est à Castres

¹⁴⁰² Rose à Victor Vidal, 25 avril 1915

n'entrent donc pas avec les hommes dans les cafés à la grande exception peut-être des grandes fêtes annuelles où les terrasses accueillent parfois des clients des deux sexes si l'on se fie aux photographies. Mais elles peuvent les tenir, seules ou en couple, évoluant alors dans un univers masculin, ce qui permet une certaine familiarité avec les soldats. C'est le cas du café agathois dans lequel officient Pierre et Marie Vidal qui est tout à fait capable de remplacer son époux, mobilisé dans les COA à Lunel à moins de 100 kilomètres en train, d'autant qu'il rentre fréquemment chez lui.

Par ailleurs, la majorité des logements sont sous-équipés d'où inconfortables. Ils ne bénéficient pas d'eau courante à la différence des maisons vigneronnes équipées de puits artésiens et encore moins de tout-à-l'égout, leurs ouvertures sont réduites par mesure d'économie et pour les protéger des variations de température, ce qui les rend sombres. La faiblesse de l'éclairage, la nécessité de se fournir en eau aux fontaines publiques et en bois ou charbon pour la cuisine ou le chauffage, l'exiguïté, l'éventuelle promiscuité, la raideur des escaliers censés protéger de l'humidité du sol, l'absence de toutes commodités, tout cela oblige à ce que la masse des gestes domestiques quotidiens se déroulent dehors. La rue n'est donc pas qu'un espace de circulation où chacun se déplace, essentiellement à pied puisqu'il y a peu de véhicules, elle est surtout un espace de vie routinier, un lieu de ces lieux de sociabilité, où l'on reste et travaille, où l'on accomplit des gestes essentiels au-delà des simples courses de bouche et des nécessités de déplacements ; corvées d'eau, évacuation des ordures, lessives et préparation des repas, loisirs tout est propice aux rencontres. On y chemine par paire voire en petits groupes, on s'y croise, on s'y arrête et même on s'y assied parfois, rituellement, à plusieurs. La « banquette » ou plutôt la *banquetta* en occitan, ce banc de pierre scellé aux murs des façades, où l'on se pose surtout les soirs d'été selon de fins critères d'âge, de genre, de proximité, pour veiller et discuter au frais, représente un élément non négligeable de l'urbanisme des bourgs languedociens qui possède ainsi une remarquable fonction de médiation. Et lorsque Henri Cassan, lui aussi tonnelier à l'arrière dans les magasins de l'armée de Lunel, écrit à son ami Joseph Chavardès : « J'ai vu ton épouse à Agde sur le fronton. Elle allait sulfater, nous avons parlé de toi »¹⁴⁰³, ces dix-huit mots amicaux, apparemment anodins, livrent pourtant un nombre considérable de messages

¹⁴⁰³ Henri Cassan à Joseph Chavardès, 25 juillet 1915.

essentiels, à même de rassurer son ami soldat. Sur son foyer, il l'informe que Marie, son épouse va bien, et que seule, elle est donc supposément fidèle mais qu'il (sur)veille pour lui tout en pensant à lui avec elle. Il lui dit encore que son exploitation viticole est bien soignée à ce moment crucial pour la récolte à venir que représente le sulfatage. Joseph peut être ainsi tranquille. Il a beau être très loin, il n'est oublié ni par son épouse, ni par ses amis tandis que ses affaires continuent de tourner. Les voies du canton et les lieux qu'elles irriguent sont donc durant le conflit aussi des lieux permanents d'intenses sociabilités et de médiation, de sources d'informations sur la guerre, ce que vient confirmer plus largement la lettre de l'institutrice Marcelle Bascoul à son fils :

« On parle beaucoup de la guerre, plus que vous ne faites probablement vous-mêmes au front. Toutes les conversations y aboutissent. Dans la rue, entre les comités de femmes, entre les réunions d'hommes, dans les magasins. À l'école, c'est l'occupation de toutes nos récréations. »¹⁴⁰⁴

Par de fréquentes visites de voisinage féminines, les foyers eux-mêmes enfin peuvent prendre une dimension semi-publique. La seule lettre conservée de Rose Martin à son époux met en exergue ce rôle essentiel dans l'interconnaissance et ses mécanismes, du quotidien du temps de guerre :

« Bessan, le 9 octobre 1914. Cher Joseph, Je réponds à ta carte du 28 septembre. Tu me dis que tu as vu Pierre Clapiès. **Sa femme et sa belle-mère sont venues à la maison pour avoir de tes nouvelles et en même temps elles m'en portaient.** Ernest Souillé est encore à Toulon. Tu ne me dis pas s'il te faut du linge, tous les soldats en demandent. Sur plusieurs lettres je te l'ai demandé. Je te dirai que Siméon Villeneuve est blessé à la cuisse maintenant je ne sais pas si c'est grave. Tu ne me dis pas où vous êtes ni même si tu as fait des combats. »¹⁴⁰⁵

Les propos et le ton quelque peu injonctif de Rose, soulignent que partager de visu toutes les informations possédées sur les uns et les autres, entre les fronts et rapidement de surcroît, relève à la fois de la norme sociale mais également de l'obligation morale qui veut que l'autre ne soit pas laissé dans l'ignorance, à charge bien sûr de réciprocité : Pierre Clapiès, Ernest Souillé, Siméon Villeneuve et Joseph Martin lui-même, classes 1903 ou 1904, ont été enrôlés ensemble dans le 4^e RIC, leur sort et celui de leurs

¹⁴⁰⁴ Marcelle à Paul Bascoul, 16 mars 1915

¹⁴⁰⁵ Rose à Joseph Martin, 9 octobre 1914

familles respectives en deviennent dès lors presque naturellement liés dans un contexte où court désormais en permanence dans les échanges, la question de leur survie. Par conséquent, cette préoccupation prend un caractère éminemment collectif. C'est alors dans la très grande diversité des lieux publics mais aussi privés entre lesquels les acteurs ne cessent de se mouvoir pour se rencontrer que, non seulement l'information est transmise, relayée pour se déployer en ricochets ou éventail mais également parfois qu'elle se construit et trouve sa source. M. Jeanne Nougaret écrit ainsi à son époux qu'elle a « appris beaucoup de choses par Paul Delmas qu'avant d'être blessé, il en a écrit six pages. »¹⁴⁰⁶ La lecture du courrier qui arrive du front dépasse donc largement le cercle du couple ou de la famille, y compris élargie, pour atteindre la rue toute entière, le quartier et le bourg. C'est donc pour soi, pour ses proches, mais aussi pour toute une communauté de proximité, dans le cadre d'une solidarité de voisinage interdépendante, que les demandes d'un courrier abondant et régulier sont légions et pressantes comme celle, toujours de Marie Jeanne à Dori, à la suite des offensives meurtrières en Lorraine en septembre 1914 :

« Nous sommes très inquiets de ne pas savoir de tes nouvelles. Nous en savons par l'un ou par l'autre qu'on nous dit qu'on t'a vu. Nous aimerions que ce soit toi. Nous serions plus sûrs que tu es en bonne santé. Nous pensons que tu dois écrire. Ta mère a reçu une carte de Félix qui dit qu'il t'a vu mais qu'il n'a pas eu le temps de te parler. »¹⁴⁰⁷

Dans les deux premiers mois de la guerre, la correspondance est rare en provenance de la frontière. Visiblement, depuis un mois, Dori n'a pas écrit ou bien le courrier n'est pas arrivé. Les civils doivent donc se débrouiller pour récupérer la moindre bribe d'information par exemple par « l'un ou par l'autre », de façon très indirecte, par « Félix » puis sa tante qui est aussi la mère de Dori. Le « nous » inclut *a minima* parents et beaux-parents du soldat, mais certainement encore un nombre considérable d'individus, dont la somme des pronoms qui les évoque sur une si courte carte n'en finit pas d'impressionner le lecteur. Symétriquement, de la même façon qu'à l'arrière, les soldats instaurent au front des stratégies identiques. Elles permettent de rassurer l'arrière

¹⁴⁰⁶ M. Jeanne à Dori Nougaret, 13 octobre 1916

¹⁴⁰⁷ M. Jeanne à Dori Nougaret, 9 septembre 1914

avec un minimum d'outils épistolaires quant à la survie des uns et des autres, par la mise en œuvre répétitive d'une solidarité de groupe de soldats concernant le courrier. Elle devient à son tour susceptible de provoquer de nouveaux déplacements et de nouvelles visites dans la petite ville. Ainsi lorsque Dori écrit à M. Jeanne : « Les cinq Marseillanais que nous sommes nous avons signé une carte avec Filliol. On viendra probablement te la faire voir »¹⁴⁰⁸, il lui dit que ses demandes réitérées d'informations ont bien été entendues pour elle mais aussi pour leur cercle de connaissances. Se pencher sur les identités de ces « cinq Marseillanais » et de « Filliol » permet d'approcher la ressource que représente le maintien des sociabilités locales au front pour les soldats. André Filliol, futur maire de la petite ville, est un lettré, vétérinaire dans le 56e RA qui suit la 31^e DI, il a d'ailleurs prêté de l'argent à Paul Bascoul. Il est aussi et surtout le fils d'un des plus grands propriétaires du canton et du seul camionneur de la commune. Vétérinaire, il jouit à n'en pas douter d'une stature sociale et d'un capital symbolique hors norme mais aussi d'une popularité réelle dans la communauté. Quant aux « cinq Marseillanais », par ailleurs cités au fil de la correspondance, ils appartiennent tous au 342^e RI comme Dori et aux classes 1906 et 1907.

RUE MAIRIE	MAFFRE	FRANCOIS	1886	MARSEILLAN CAPORAL CULTIVATEUR	342e RI
RUE DU REMPART	BARET	LOUIS	1886	MARSEILLAN SOLDAT CULTIVATEUR	342e RI
RUE MAIRIE	NOUGARET	HENRI/DORI	1886	MARSEILLAN SOLDAT CULTIVATEUR	342e RI
RUE MAIRIE	PUJOL	VICTOR	1887	ARIEGE SOLDAT BOULANGER	342e RI
RUE FRANKLIN	MAFFRE	CHARLES	1887	MARSEILLAN CAPORAL CULTIVATEUR	342e RI

Figure 52. « Les cinq Marseillanais » du 342^e RI d'après les registres

Cultivateurs, voisins pour trois d'entre eux dans la rue de la mairie ou ses rues adjacentes, il y en a peut-être un ou plusieurs parmi eux, pour qui écrire reste une épreuve plus difficile que pour les autres et pour lequel cette carte collective, capable de rassurer en un seul objet au moins six familles, prend une valeur cruciale.

Cette solidarité d'écriture utilise les mêmes procédés à l'arrière où beaucoup de femmes, au-delà du cercle familial n'hésitent pas à s'aider mutuellement pour lire mais surtout écrire le courrier à destination des hommes comme Marguerite Fabre qui écrit à son époux à propos de sa tante : « Charlotte doit venir ce soir pour que je lui écrive une

¹⁴⁰⁸ Dori à M. Jeanne Nougaret, 29 octobre 1914

lettre pour ton oncle Bedin afin de lui dire la récolte de certaines vignes. »¹⁴⁰⁹ Il apparaît alors de façon très nette que le flux des échanges n'est pas seulement direct entre deux épistoliers ou même entre deux familles séparées. Il est bien davantage circulaire, et même physiquement semi-circulaire, entre de multiples acteurs sur tous les fronts. C'est une des conditions sine qua non pour obtenir rapidement les informations essentielles dont le sujet du sort des soldats reste cruciale et emblématique.

2.3.1.3.2. Expérimenter des pratiques. Le décompte des victimes militaires.

Aucun corps ne revient du front mais des morts sont annoncées de façon officieuse et très vite les familles ont du exprimer massivement leur inquiétude quant au silence des autorités puisqu'en décembre 1914 le maire d'Agde est obligé de publier un communiqué pour les rassurer à la fois sur la délivrance de l'information relative aux décès et sur les conditions de cette délivrance¹⁴¹⁰. Le 11 novembre 1914, en annonçant seulement treize décès sur la cinquantaine déjà devenue réalité, il avait publiquement signifié son ignorance¹⁴¹¹ et les familles inquiètes paraissent fondées à demander des comptes. Face à cette rétention organisée par les autorités, rien d'étonnant à ce que l'un des sujets récurrents et majeurs des échanges épistolaires reste en permanence à la fois l'identité de chaque soldat victime de la guerre et leur liste. S'y pencher plus précisément permet de voir comment s'élabore une connaissance fiable des événements qui circule entre toutes les parties des fronts puisque aujourd'hui la vérification nominale du sort des soldats énoncé dans les témoignages est rendue possible par la confrontation aux fiches matricules et aux différents sites collaboratifs.

Par quels procédés, quelles stratégies les unes et les uns sont-ils au fait, malgré la propagande et la censure de la tragédie qui se joue alors que pour des diverses raisons au moins de prudence et au moins jusqu'en 1916, les morts sont annoncées avec beaucoup de retard par les autorités militaires puis municipales qui par ailleurs ne disent rien ou peu sur les autres victimes ? Le courrier vise à combler rapidement ce double vide. Les femmes se chargent de la collecte des données et en cela, malgré ses lacunes,

¹⁴⁰⁹ Marguerite à François Fabre, 11 août 1916.

¹⁴¹⁰ *L'Avenir Agathois*, 19 décembre 1914

¹⁴¹¹ AMA, sous-série 1D37, registre des délibérations municipales, 1906-1920, 11 novembre 1914.

la correspondance conservée entre Joséphine et Louis Palmier est exemplaire de toutes celles qui entreprennent la longue énumération souvent macabre, parfois davantage porteuse d'espoir, lassée aussi, de la répétition de nouvelles devenues routinières au fil de la guerre.

« 27 mars 1915. Je t'annonce une bien triste nouvelle en pleurant la mort de Joseph Sableyrolles notre ami.

8 juillet 1915. Rien de nouveau à t'apprendre, ici on est sans nouvelle depuis le 1^{er} de Pennavaire, sa femme se désole, hélas il n'y a rien à dire pas de consolation à donner, juste à attendre (...)

14 juillet 1915. Avant-hier on a annoncé trois morts, je vais te les citer il y a Gioja du Grau, il y a le fils Maraval celui de Carlou et ensuite il y a Mas, qui vend des chaussures pour Mme Delbosc.

5 août 1915. Je t'avais dit que M. Gioja était mort ou on le lui avait dit mais voilà qu'elle apprend des nouvelles de lui-même qu'il est prisonnier. Hier il est arrivé 54 blessés il y avait un peu qu'on en avait pas envoyé mais maintenant il en passe en masse. Quelle chose doit se faire en ce moment. »

15 août 1915. Aujourd'hui on a annoncé la mort de Montanié, le fils du taillandier, mort aux Dardanelles à suite de ses blessures, un de plus. (...)

16 octobre 1916, Rien de nouveau à t'apprendre, toujours pareil. Hier on a annoncé la mort du fils Cullier, le détartreur, un client à nous, c'est bien malheureux n'avoir que ce fils et tué à 20 ans. Il y a aussi le frère de Poujol, le boucher qui est avec toi mais ils ne sont pas amis, il a 42 ans et toujours la liste augmente »

Pourtant, jusqu'à ce que Louis rentre à l'été 1917, Joséphine continue de renseigner la longue liste qui permet au moins à l'époux de partager la tristesse de sa femme et de toute la communauté pour souhaiter « la fin du carnage. »¹⁴¹² Nombreuses sont celles qui à l'arrière s'empressent de s'alerter mutuellement et de diffuser tout ce qu'elles savent en précisant des éléments d'identités connus et estimés utiles, comme l'âge, la place dans la famille, le statut social, l'adresse voire quelques éléments plus singuliers. Marie Jeanne Nougaret fait régulièrement alterner quelques événements joyeux de la vie du foyer avec le récit des plus tragiques :

« Elea est toujours à la mer, elle nous fait languir tous au quartier. Ca s'y connaît qu'elle nous manque, il n'y avait que pour elle avec sa petite langue. Cette semaine on a annoncé un mort de la classe 1916, celui de l'Esquich, un nommé Roqueblave. Claude Mallet aussi est bien blessé. Ses parents sont allés le voir, il a été évacué à Paris »¹⁴¹³

¹⁴¹² Louis à Joséphine Palmier, ?1917

¹⁴¹³ M. Jeanne à Dori Nougaret, 18 juillet 1916

Il n'a fallu que 8 jours pour que la mort du jeune Marius Roqueblave le 10 juillet 1916 dans la Somme soit connue à Marseillan. Quant au jeune « bien blessé », gravement faut-il comprendre, Claude Mallet, fantassin dans les zouaves, l'« impotence fonctionnelle de l'avant bras de la main de la cuisse et de la tête » consécutive à des éclats d'obus lui vaut une réforme définitive. C'est que les soldats eux-mêmes annoncent rapidement les drames vécus à leurs proches qui ensuite font circuler l'information comme le précise Marguerite Fabre en citant en partie ses sources : « On a annoncé la mort d'Antonin Augé qui avait épousé Henriette Morineau. Un de ses camarades l'a écrit à sa femme. »¹⁴¹⁴ De même Paul Loubet se félicite :

« Tu dois avoir su par la famille Donnarel que j'étais ici avec leur fils aîné qui a été très aimable, dès le premier jour de mon arrivée, d'écrire à Agde, à la seule fin de te rassurer à toi et à la famille. Tu dois avoir été contente et tu dois remercier ces gens-là car tu n'aurais eu de mes nouvelles qu'avec ma carte du 16 juillet. »

Marie Loubet a ainsi certainement gagné plus d'un mois de rassurance partielle quant à la certitude que son mari dont elle n'a plus de nouvelles depuis le premier juillet où il essayait un violent tir d'artillerie en Argonne est vivant. La lettre de Marguerite à François Fabre apparaît exemplaire des procédés mis en œuvre malgré tous les obstacles :

« Il y a trois nouvelles de morts qui sont réellement vraies. Fabre dit le lion, Etienne Fournairon et Salomon Barral. Ces trois sont officielles. Anna, Bouchère, m'a dit que, Hilaire Touchy, Emile Arnal, Bertoni, le neveu de Monsirmin, n'ont pas écrit. Les parents commencent à être effrayés. Il y en a qui sont allés se renseigner à Marseillan »¹⁴¹⁵

Il apparaît nettement dans l'utilisation de formules impersonnelles comme « il y en a » dans le cas de Marguerite ou de « on » dans celui de Joséphine ou M. Jeanne, que la fabrication de la connaissance est devenu un acte largement partagé et public. Par conséquent, de tant d'expérimentations, s'élabore une méthode qui sait tenir compte du contexte. Les prémisses d'abord. La perception de l'arrivée plus massive de blessés dans les hôpitaux est un signe imminent de plus grand risque sur le front auquel sont particulièrement sensibles Joséphine Palmier, ou Célestine Barbezier qui écrit à sa sœur

¹⁴¹⁴ Marguerite à François Fabre, 10 septembre 1916

¹⁴¹⁵ Marguerite à François Fabre, 6 octobre 1915

à propos de son beau-frère Louis : « tu nous dira si il y a longtemps qu'il n'a pas écrit car on se bat beaucoup en ce moment, hier il en ai arrivé 50 qui venez du front il été plein de boue il faisait pitié. »¹⁴¹⁶ S'opère ensuite un classement dans le degré de fiabilité des informations entre les « réellement vraies » et les probables, justifiées à la fois par une longue absence de courrier et par l'appartenance des soldats aux mêmes régiments que l'on sait, par les uns et les autres, les signes et peut-être par la presse, se trouver plus ou moins exposés. Pour ces dernières en effet, la prudence s'impose, à juste titre d'ailleurs et nécessite vérification. Auguste Fabre, Salomon Barral et Etienne Fornairon du 4^e RIC sont bien « réellement » morts tous les trois à Massiges le 25 septembre. Léopold Couissy, mobilisé dans le même régiment fait de cette journée où sont morts quelques 204 Héraultais, une des journées les plus terribles de son expérience combattante¹⁴¹⁷. Mais, parmi les morts encore incertains, si Ferdinand Bertoni est bien tombé à Perthes-les-Hurlus et Hilaire Touchy à Ville-sur-Tourbe ce même jour, Emile Arnal, mobilisé comme ce dernier dans le 7^e RIC, reste vivant jusqu'en juillet 1917 où il est tué dans l'Aisne. L'information que Marguerite Fabre qualifie « d'officielle » n'est donc pas celle des autorités qui mettent bien plus que dix jours en octobre 1915 à prévenir les familles mais bien celle des témoins oculaires qui étaient présents mais ont eu soin de n'annoncer que ce dont ils étaient sûrs, moralement encadrés par la gravité de l'évènement. Confrontée à plusieurs sources, vérifiée puis hiérarchisée quant à sa véracité, l'information est ensuite ordonnée en fonction de sa gravité selon les items « tués-disparus-prisonniers-blessés » comme le souligne François Fabre :

« Désiré Baudou tué à Fleury, les deux fils Chamayou disparus, Quant au frère de Pierre Astier étant prisonnier, il est à peu près sur de sa vie. »¹⁴¹⁸ Elle peut ensuite être largement enregistrée pour être diffusée. Rapidement, les femmes tiennent rigoureusement le compte de la mort de masse pour en prendre elles-aussi la mesure à l'image de M. Jeanne Nougaret qui écrit à son époux dès le 18 juin 1915 : « On a

¹⁴¹⁶ Célestine Frézals à Germaine Barbezier, 24 janvier 1915

¹⁴¹⁷ Carnet de Léopold Couissy en ligne, p. 75

¹⁴¹⁸ François à Marguerite Fabre, 3 septembre 1917

annoncé la mort d'Henri Barral. Je crois qu'il y en a plus de 50 »¹⁴¹⁹. Et effectivement Marseillan comptait environ 52 morts ou disparus à cette date.

C'est donc bien une démarche qui pourrait être qualifiée de « scientifique de rue » qui la communauté séparée a progressivement et collectivement élaborée pour accéder à une connaissance essentielle que les autorités ne veulent ou ne peuvent délivrer. En effet, aux aguets de toutes les informations qui pouvaient circuler en différents lieux, ses membres se les sont largement appropriées. Puis, par la collecte des données, leur confrontation, leur vérification à l'aide d'outils créés pour la circonstance dans le flux des échanges écrits et surtout oraux, leur classement, leur hiérarchisation, ils ont obtenu des connaissances solides et fiables créant ainsi un savoir croisé, sinon parallèle, au discours officiel dont elle attend au final assez peu et dont la méthode peut être utilisée sur bien d'autres sujets. En plaçant la fonction de médiation exercée par la rue au centre des correspondances, ces dernières mettent en avant encore son rôle fondamental concernant l'expression spécifique des solidarités qui traversent la petite société cantonale.

2.3.1.3.3. Des miroirs de solidarité ; Le discours d'une image.

Cette interconnaissance entre les fronts peut parfois être renforcée par la création rare mais non exceptionnelle d'une photographie de groupe qui a la rue – Molière, Jean Jacques Rousseau, de la Glacière ou plan Baldy à Agde - pour décor, éditée en carte postale¹⁴²⁰ car chargée pour une somme modique de donner des nouvelles de tous et surtout de toutes soigneusement mises en scène pour l'occasion. Si la pratique reste relativement accessible dans les petites villes qui peuvent compter sur la présence d'un photographe installé à demeure, c'est moins le cas pour les plus petits bourgs qui doivent attendre le passage d'un professionnel ambulant dont l'exercice devenu courant durant la guerre crée l'inquiétude des autorités de l'Intérieur. Leur rareté et leur portée méritent un focus même si elles soulèvent peut-être plus de questions qu'elles n'apportent de réponse.

¹⁴¹⁹ M. Jeanne à Dori Nougaret, 18 juin 1915

¹⁴²⁰ Alain CARLES et Louis BENTAJOU, *Agde*, Saint-Cyr-sur-Loire, A. Sutton, 2003, p.110-111



Figure 53. « Honneur à nos poilus 1914-191_ . »¹⁴²¹

Cette carte n'est ni signée, ni écrite. Quinze femmes et dix enfants, dont les plus jeunes sont dans les bras de celles que l'on peut supposer être leurs mères, se serrent devant l'objectif. Le « plan Baldy-Deront » est une placette où vivent à peine cinq foyers en 1911. On peut donc penser que ses habitantes sont toutes ou presque présentes. Peut-être même quelques parentes, ou voisines, ont été invitées. Les tenues et coiffures sont soignées révélant l'importance accordée à ce moment de pose par celles qui, interrompant leurs tâches quotidiennes, ont revêtu peut-être leurs plus beaux atours. L'image est minutieusement composée pour que chaque visage puisse être parfaitement distingué et donc identifiable par son destinataire. Il pourrait y avoir quelques hommes âgés comme c'est le cas pour quelques autres photographies de ce type. Ils sont absents. L'image propose alors une narration de genre sur un moment rassurant de la vie de la rue en temps de guerre à l'arrière. Les mères, épouses, filles et fils de mobilisés forment là trois générations à part quasi égales ; L'arrière-plan est occupé par les plus âgées, dressées sur la banquette et coiffées de leur canotte, ce léger tissu blanc qui les identifie immédiatement comme agathoises. Alors que les femmes âgées sont quasiment invisibles sur les représentations colorées des foyers de familles idéales en cartes postales, l'existence même de cette photographie se présente donc comme la

¹⁴²¹ Coll. privée Serge Sénabré, plaque de verre 10 X 15 cm, reproduite en cartes postales.

construction d'une alternative puissante au discours dominant en un temps où la photographie exposée et conservée reste de surcroît bien davantage masculine et surtout militaire. C'est d'ailleurs parmi elles que se trouvent les quelques plus francs sourires. Les visages des autres sont plus graves. L'anxiété, celle de devoir poser ou celle du temps de guerre, s'y lit sans difficulté tout autant que le désir et la nécessité de rester droite malgré la fatigue qui s'accumule, lisible dans les cernes des yeux. Les enfants, qu'ils soient dans les bras ou assis au premier plan, souvent bouche bée, paraissent impressionnés, voire tétanisés – est-ce la première pose pour eux ? -. Leur sérieux impressionne. Sur un presque axe de symétrie vertical, celle qui paraît être la doyenne en âge semble à la fois protéger le groupe d'une main protectrice et répondre à la petite fille, la plus apprêtée pour l'occasion, à qui, pour cela peut-être, a été confiée l'ardoise sur laquelle a été inscrit « Honneur à nos poilus 1914-191_ ». L'absence du dernier chiffre est troublante. Quel est-il et quand a-t-il disparu ? Combien sont-ils ces poilus ? Peu nombreux à habiter le plan, ils sont six à être partis en août 1914 qui, selon nos recherches dans les registres, reviendront tous. Une presque exception. Mais rien de moins sûr en 191_. Que leur dit-elle aux poilus cette photo qui leur est destinée ? Qu'à l'arrière les femmes pensent à eux et, ensemble, prennent le temps – et l'argent - de la pose pour le leur faire savoir. Que tout le monde va bien encore, et qu'enfin, et c'est peut-être là l'essentiel, qu'aucune n'est seule. Chaque soldat au loin, dépossédé de sa fonction de soutien du foyer peut compter sur une solidarité presque idéale d'interconnaissances et de voisinage féminine pour s'occuper des siens. Ces femmes regroupées semblent en effet former les unes pour les autres un nid protecteur qui n'est pas que symbolique. Qui a initié l'idée de la démarche, qui les a toutes alertées pour qu'elles soient présentes ? Qui les a convaincues de longuement poser pour parvenir à la fois à la grande netteté du résultat et à ce cadrage efficace qui n'oublie personne ? On ne sait.

Et que dit-elle aujourd'hui cette photographie ? Que bien au-delà du courrier, certains individus ou groupes ont fait preuve d'une inventivité sans borne pour maintenir le lien entre les fronts, compenser l'absence et éviter la dislocation du foyer et des liens sociaux de proximité en activant une réelle solidarité de voisinage par des outils inattendus qui disent la vie, digne, malgré tout. Par ailleurs cette photographie pourrait également jouer un rôle symbolique pour conjurer le deuil qui s'impose comme

l'épreuve la plus lourde qu'il faut supporter. Pour autant ces rares cartes photographiques retrouvées, présentant des communautés de rues et destinées aux soldats ne dépassent pas dans les sources la date de 1915, ce qui pourrait laisser supposer une certaine lassitude, ou encore que ce mode de maintien du lien a été rendu affectivement moins important par l'instauration des permissions et le retour progressif des hommes ou bien enfin que la pression exercée par les autorités a eu raison de l'activité d'éventuels photographes ambulants.

2.3.1.3.4. Le tribunal de la rue.

Les autorités ne sont pas les seules, loin s'en faut, à fixer les règles sociales du temps de guerre pour organiser le contrôle des uns et des uns. Beaucoup de témoignages rendent compte que tous savent œuvrer en ce sens, de façon parfois appuyée. Dans un contexte où, durant plus de quatre ans, ce qui se joue n'est rien moins que la vie de tous les jeunes hommes, l'aspiration à une juste répartition des risques provoque dans la communauté des tensions de tous ordres liées aux différences criantes de situations militaires qui sont sues et évaluées par tous à l'aune de celle des siens. Marguerite Fabre se plaint ainsi très tôt auprès de son époux d'essuyer des remarques désobligeantes car elle a passé avec lui le dernier trimestre de 1914 à Toulon où il était toujours en attente de départ. Et voilà déjà, dans les tous premiers mois meurtriers du conflit, le propriétaire F. Fabre classé par ses détracteurs au village dans la catégorie honnie des embusqués et par conséquent, Marguerite dans celle des « femmes de ». Ce dernier se défend avec des arguments qui tentent de retourner ces accusations en les plaçant sur le terrain psychologique de la frustration individuelle : « Tu me dis qu'il y a des gens qui te vexent sur le temps que tu as passé avec moi. Ce n'est que de la jalousie qui peut les faire parler ainsi. »¹⁴²² Il pourrait balayer ces critiques par le mépris mais la pression doit être suffisamment forte, même à distance, pour qu'il ne puisse en faire abstraction, d'autant qu'il reste effectivement longtemps - quasiment toute la guerre - à l'abri des premières lignes grâce à son métier de boucher du régiment. Très peu exposé et relativement libre de son temps, il peut gérer minutieusement à distance, au fil de longs courriers quotidiens, son exploitation viticole et sa boucherie, efficacement secondé par

¹⁴²² François à Marguerite Fabre, 29 janvier 1915

sa mère, son épouse, son beau-frère André et une quantité non négligeable d'employés et d'ouvriers. De quelles médisances est-il alors victime ce boucher-propriétaire qui réussit si bien, y compris dans la guerre, à se retrouver à l'écart du danger à la différence de tant d'autres ? Toujours est-il qu'en septembre 1917, arrivé dans l'Aisne après la bataille du Chemin des Dames en première ligne il tient à le faire savoir dans tout le village où visiblement les suspicions n'ont pas cessé :

« Nous sommes allés à la grotte du Dragon. Tu constateras que nous ne faisons que de l'avant. Adieu l'arrière. Dans cette grotte les boches y habitaient, je puis t'assurer que c'est d'une solidité parfaite et très vaste. C'est du beau travail qui a été fait. Quand je viendrai en permission, s'il y en a qui se figurent que je suis encore à l'arrière, je pourrai aisément leur rendre compte des lignes »¹⁴²³

On notera que la permission peut ici servir à tenter de restaurer *de visu* une réputation que les mauvaises langues pourraient avoir ternie. Ce n'est finalement que lors des grandes offensives et contre-offensives de l'été 1918, que François connaît brièvement, comme brancardier, le champ de bataille où il est fait prisonnier. Louis Gleizes fait également partie de ceux qui pourraient être qualifiés aisément de planqué. Cet avocat devenu un gros propriétaire bessanais du canton est lieutenant de réserve dans les Dragons et chargé de la réquisition puis de l'acheminement des chevaux sur le front jusqu'au printemps 1916 où il est volontaire pour la zone des armées, ce qui lui vaut le 21 avril 1917, une citation à l'ordre de la Division. D'après ses lettres, il a rejoint le quartier général de la 125^e DI où, au sein de l'État-major, comme il l'écrit lui-même, ses « fonctions sont de diriger l'escorte, faire le logement, des rondes à cheval dans les tranchées, surveiller les secrets auprès du commandant »¹⁴²⁴.

Un peu plus tard, il est chargé « du bon fonctionnement du service des pigeons voyageurs ». Nommé juge en Conseil de guerre, il accomplit la tâche sans enthousiasme. Puis en juin 1916, il devient responsable de « la popote » pour laquelle il demande régulièrement à son épouse de lui envoyer des « prunes ». Le bombardement de l'endroit début mai, normalement plus abrité, lui vaut une grande frayeur largement exprimée. Est-ce pour cela, qu'en janvier 1917, il retourne finalement à la réquisition des chevaux à Toulouse ? Sa condition protégée ne l'empêche pas cependant à son tour

¹⁴²³ François à Marguerite Fabre, 16 septembre 1917

¹⁴²⁴ Louis à Mathilde Gleizes, 4 mai 1916

de participer à distance de ce jugement de la rue dont les codes sont réécrits par la situation et qui, une fois les hommes partis, ciblent particulièrement les femmes. Cela est d'autant plus aisé que ces dernières, souvent à la demande de leurs soldats, relatent avec minutie tous les événements quotidiens dans leur courrier et Louis peut commenter : « Cette pauvre Josèphe suscite par sa conduite des commentaires désobligeants et la femme Laux a été condamnée pour fraude ce qui prouve qu'il ne faut donner prise ni à la médisance ni à la calomnie »¹⁴²⁵ De quelle conduite ou fraude s'agit-il, on ne sait ? Mais ce ne sont pas les calomnieux qui s'en prennent à deux habitantes de Bessan qui sont ici pointés du doigt par le grand propriétaire, mais bien ces deux femmes pour de supposés comportements coupables observés à la loupe pour être rapportés puis jugés, y compris à distance par des voisins absents, au nom d'un ordre moral renforcé par les circonstances. Loin du village, l'avocat pourrait n'en avoir que faire mais au contraire, il s'y attache d'autant plus que ces histoires l'inscrivent dans ses repères sociaux de vie civile. Son épouse Mathilde, elle-même en fait les frais. Elle qui n'a pas chômé dans la propriété durant deux ans pour assurer sa prospérité réelle, se voit dans un premier temps reprocher par son époux sa journée de repos sur la plage du Grau d'Agde et son coût pourtant minime, étant donné les revenus confortables du couple. Quelques jours plus tôt, quand elle lui annonce fièrement qu'elle a fait pour se récompenser de son excellente gestion de la propriété, quelques modestes achats de robes, en partie d'ailleurs peut-être pour lui plaire, tombe un couperet culpabilisateur en forme de réponse cinglante : « Ceci dit sans aucune animosité et comme je crois t'en avoir parlé avant de partir, ce n'est pas trop le moment de faire des toilettes qui hélas de bleues ou roses peuvent déteindre en noir à tout moment. »¹⁴²⁶ Il n'est décidément pas bon de faire montre d'un peu de coquetterie quand la rue s'emplit pour plusieurs générations et parfois pour la vie, du noir des tenues de deuil qui se comptent rapidement en dizaines puis en centaines, ne pouvant décemment pas voisiner avec des toilettes plus chatoyantes. Ces injonctions masculines, au respect de la norme sociale vestimentaire pour et par les femmes, toute faite de retenue et de discrétion, face à la peine que le noir fait déborder dans l'espace public, ne concernent pas que la bourgeoisie. Pour Marie et

¹⁴²⁵ Louis à Mathilde Gleizes, 28 juin 1916

¹⁴²⁶ Louis à Mathilde Gleizes, 27 mai 1916

Joseph Sigal, il en va désormais de la norme sociale mais aussi de la situation familiale tragique du moment :

« Avant hier dans ta lettre tu me dis que tu ne fais pas de toilette, je le comprends, c'est que ce n'est pas bien le moment alors que il y a la moitié des familles qui sont en deuil et ce qui peut nous arriver à nous d'un moment à l'autre. D'abord nous y sommes déjà pas mal dans le deuil, si ce n'est pas par la guerre c'est par les maladies, tu sais que nous venons de perdre deux beaux-frères, dans l'espace d'une vingtaine de jours l'un de l'autre, crois tu que c'est avoir de la chance mes deux pauvres sœurs qui se trouvent toutes les deux veuves. »¹⁴²⁷

Cette redéfinition des codes sociaux qui unit dans le deuil toutes les catégories sociales, dépasse le domaine de la bienséance vestimentaire. Présente et récurrente dans toutes les correspondances conjugales, exprimée sur un ton sérieux ou badin, colérique ou tendre, la hantise la plus partagée dans la longueur de la guerre par les époux absents depuis si longtemps par des jeux d'écriture subtils et mal assurés d'échanges épistolaires irréguliers et décalés, reste la crainte de l'infidélité, nourrie des récits des unes et des autres sur les unes et les autres. C'est peu dire alors que les ventres des femmes sont scrutés et les dates comptées. En juin 1916, Rémy et Marie Bellino sont ainsi au cœur des conversations de leurs amis Marie et Joseph Sigal :

« J'ai reçu ta carte du 8 dont tu me parles de Mme Bellino, alors elle porte plus de 9 mois celle-là. Je l'avais calculé le jour que je l'ai vue, je lui ai demandé et il m'a dit qu'ils attendaient tous les jours. Que veux-tu en ce moment je crois qu'il y en a beaucoup dans ce cas. Ici on n'entend parler que de choses comme cela. Malgré cela la femme qui fait ainsi ne devrait pas être pardonnée parce que si le mari se prive la femme peut s'en passer aussi. Enfin c'est comme ça tant mieux pour celui qui peut le supporter »¹⁴²⁸

Marie Bellino aurait donc été infidèle. Effectivement, fruit d'une permission obtenue au début du mois de septembre 1915, Jeanne Bellino aurait dû naître en juin mais ne naît que le 26 juillet, non à Agde mais à Montpellier. Est-ce ce dépassement du terme d'un mois et cet accouchement loin des regards de la rue qui marque la fin de l'amitié entre les deux couples ? Y-a-t-il condamnation morale puisqu'il n'y a pas a priori séparation physique des deux amis au front ? Toujours est-il qu'à partir de cette date-là, il n'est plus question des Bellino dans la correspondance de Joseph. C'est une constante des

¹⁴²⁷ Joseph à Marie Sigal, 12 juillet 1915

¹⁴²⁸ Joseph à Marie Sigal, 12 juin 1916

correspondances conjugales ; au bout de quelques mois de séparation, le sujet est abordé mais dans un premier temps rarement à propos de soi-même, toujours à propos d'un autre, ami, camarade ou voisin. La condamnation morale systématique et immédiate de la part des hommes – jamais exprimée par les femmes - prend dans le courrier du soldat la forme d'une rupture définitive comme encore celle entre Jean Serven et son camarade Berbie. Les amitiés se délient. La démarche, assortie de grandes promesses conjugales réitérées d'affection et de fidélité, est ainsi à même de rassurer les époux et de resserrer pour un temps le lien mais laissent deviner en miroir plus que l'éventuelle importance de ces infidélités, l'ampleur de l'anxiété que leur crainte génère au front quand les neuf mois de séparation sont passés. C'est ce qu'exprime en juillet 1915, l'ouvrier tonnelier Pierre Barbezier à son épouse au moment des premières permissions, alors que le lecteur s'attend, après la première phrase, à l'évocation de la terrible situation militaire en Champagne :

« Maintenant je te dirai que cette guerre est terrible pour tous. Nous avons 3 soldats qui sont de la compagnie qui ont reçu des lettres que leurs femmes étaient grosses et même étaient accouchées. Il y a presque douze mois qu'ils manquent et tu peux croire qu'ils sont dans un état désespéré et un autre qui vient de recevoir une lettre de la maison et leur parent leur disent que 3 permissionnaires se sont noyés dans la Charente. Dernièrement, il y a un mois, un de 342^e s'est tué à la 19^e compagnie parce que sa femme lui avait envoyé une lettre toujours sur la même conduite. Tu peux croire qu'il y en avait des malheurs »¹⁴²⁹

Pourtant, dans le recensement de 1936, Rémy et Marie Bellino sont toujours les parents d'une petite famille de quatre enfants. Même peut-être infidèles, ils ont réussi à éviter les ravages du tribunal de la rue et, dans ce cas au moins, ne pas appartenir de façon trop serrée à une communauté resserrée de quartier évite bien des écueils personnels.

Refuser de passer « par la langue du monde » comme elle appelle ce jugement de la rue, c'est ce qui dans un premier temps motive Marinette Duconquéré pour refuser catégoriquement d'héberger chez elle le travailleur espagnol mis à sa disposition par les autorités municipales et dont elle aurait pourtant absolument besoin pour maintenir

¹⁴²⁹ Pierre à Germaine Barbezier, non datée

l'exploitation viticole à flot. Il en irait d'honneur et de réputation comme le rapporte sa fille :

« Un soir en revenant de sa vigne Marinette trouva sa feuille. Un homme jeune de trente ans ayant un certificat sanitaire excellent et un extrait de casier judiciaire vierge. En plus il était réputé homme de bonne vie et mœurs. En marge de ce papier était marqué origine castillane ne comprend pas le français (...) La réaction de la bénéficiaire fut violente (...) Jamais je n'accepterai un homme autre que mon mari sous mon toit (...) Moi dont la réputation est au dessus de tout soupçon, dont l'honneur fût ma seule dot, passer par la langue du monde, plutôt la mort !¹⁴³⁰

Contrainte au geste par la nécessité vitale pour la propriété familiale et son état de grande fatigue physique, elle est finalement convaincue par sa belle-mère, c'est à dire, une femme, la mère de son époux, qui seule par sa proximité affective et sociale avec l'absent, peut lever ses objections et appréhensions quant à une réputation possiblement ternie. Cela ne va cependant pas sans un certain nombre d'aménagements matériels apportés au foyer qui permettront une séparation physique de chaque instant puisque l'ouvrier est installé dans le grenier dans lequel il entre de surcroît par une entrée séparée.

Dans ce contexte d'enjeux cruciaux de réputation reconfigurée par la guerre qui crée la longue séparation, certaines femmes encore s'interdisent des pratiques sociales d'avant-guerre comme Marie Loubet qui renonce définitivement à aller passer quelques jours chez sa sœur quand l'occasion se présente après une remarque critique de son époux. Germaine Barbezier également s'abstient de se rendre sans son mari chez sa sœur Célestine à Mèze qui « comprend son embarras ». « Enfin tu viendras plus tard quand Louis sera là » la console-t-elle.¹⁴³¹ Se faire discrète, ne pas donner prise à la médisance, être invisible dans le groupe, tel semble être le chemin tracé par les hommes aux femmes restées à demeure jusqu'à ce qu'à partir de l'été 1915, ces hommes aient, par le biais des permissions, l'occasion de rentrer, redessinant les sociabilités des espaces publics en temps de guerre.

¹⁴³⁰ Tapuscrit de Paule Duconquéré, *opus cité*

¹⁴³¹ Célestine Frézals à sa sœur Germaine Barbezier puis à Louis Barbezier, 29 juillet 1915

2.3.2. Le permissionnaire : interface singulière de la communauté en guerre.

2.3.2.1. Une figure visible des espaces publics.

2.3.2.1.1. Prendre la mesure des retours temporaires de soldats.

« Je te dirai que mon frère Marius vient en permission de 4 jours. Ils sont très nombreux qui viennent. »¹⁴³² Ce jour de fête nationale de 1915 dans les rues agathoises pavées est jour d'évènement digne d'être annoncé et commenté par Joséphine Palmier à son époux car au bout de presque une année de conflit comme beaucoup d'autres soldats, l'artilleur Marius Bedin, rentre chez lui pour la première fois. La traduction visuelle de la circulaire signée le 30 juin par le Général Joffre qui accorde huit jours de repos maximum ou six jours hors-délai de route aux combattants des armées d'opération devient donc quasi immédiate. Mais c'est pourtant de nuit que Joseph Sigal envisage avec appréhension sa première arrivée et ses premières retrouvailles deux mois plus tard : « maintenant on ne sait pas si on arrive dans la nuit ou dans le jour, mais malgré que ce soit dans la nuit, je trouverai peut être le chemin pour venir de la gare à la maison, malgré que depuis 13 mois je n'y sois pas passé, comme on dit, qui bien aime, de loin connaît. »¹⁴³³ Jean Delmas, étant donné la longueur du trajet et la lenteur des trains, prend des précautions : « Je pense venir dans la nuit tu me diras si les chiens sont mauvais pour pas qu'ils me mordent et comment tu les appelles.¹⁴³⁴ Ces arrivées nocturnes à partir de l'été 1915 peuvent contribuer à transformer au matin l'aspect des rues peuplées soudainement de soldats en uniforme mais vivants.

L'ouvrier Joseph Sigal comprend immédiatement la portée d'une décision qui offre un temps de répit mais oblitère en même temps les espoirs d'une guerre courte. Il reste pourtant sceptique face au trop grand champ de désobéissances et de révoltes possibles de civils qui représenteraient bien des obstacles à sa pérennité :

« Je ne sais pas si ça sera vrai mais il est question de nous envoyer en permission, mais je ne sais pas quand. Il paraît que on partirait par petits groupes, mais ceux qui sont au front depuis le début, doivent partir les

¹⁴³² Joséphine à Louis Palmier, 14 juillet 1915.

¹⁴³³ Joseph à Marie Sigal, 5 septembre 1915

¹⁴³⁴ Jean à Antoine Delmas, ? mars 1918

premiers, d'après ce que l'on dit. Enfin s'il y en a pour nous je tacherai de ne pas la manquer, malgré qu'elle ne soit pas bien longue. Mais j'ai bien peur que ça se gâtera, il me semble que les premiers qui iront feront des bêtises et ce sera la cause qu'on les supprimera. Enfin nous le verrons, il vaudrait mieux quand même faire un mois ou deux de plus et qu'on nous en délivre complètement car quand ce sera pour repartir ce sera bien pénible tu peux le croire. Dans le civil on ne sait pas ce qui se passe sur le front, sans cela je crois que tout le monde se révolterait pour faire cesser tout cela, ils se fient aux journaux, mais les journaux ne disent que des mensonges d'abord il faut le voir pour le croire. Si je te parle ainsi, ne le raconte pas à tout le monde car c'est des paroles que je ne devrais pas dire, garde le pour toi. C'est ce que je trouve drôle qu'on donne des permissions, parce que tous ces permissionnaires vont le raconter dans le pays, tout ce qui se passe ; enfin on n'y comprend plus rien. »¹⁴³⁵

Malgré son pessimisme, l'ouvrier répond deux jours plus tard à l'impatience de son épouse : il commente pour cela l'organisation comptable très concrète de ces futures retrouvailles dont l'horizon lointain est susceptible de calmer son enthousiasme. Il ne se trompe pas puisque son premier tour n'arrive que plus de deux mois plus tard, fin septembre :

« Tu me dis que tu m'attends que je vienne en permission, je crois ma pauvre que nous avons le temps de languir encore. Figure toi, nous sommes à peu près 150 par compagnie, de ceux qui doivent aller en permission, et il en part un par jour, et on commence par ceux qui sont au front depuis le commencement de la guerre, et nous nous sommes au front que depuis le mois de novembre l'année dernière, alors tu vois que si on continue comme cela, il y en a pour au moins deux mois avant que notre tour vienne. Ça fait que je n'y compte pas beaucoup, surtout que les ordres changent tellement souvent, on sera sûrs d'y aller quand on sera dans le train mais pas avant, mais peut-être que ça changera, ils verront que c'est trop long et alors ils en feront partir davantage à la fois, autrement un par jour, il y en aurait jusqu'à l'année prochaine avant que tout le monde puisse profiter de sa permission. Alors voila comme je te dis, pour la permission, il ne faut pas y compter encore pour le moment ce n'est pas notre tour mais il faut espérer que cela viendra. »¹⁴³⁶

La longueur et la précision des commentaires de Joseph, la justesse de son analyse comptable quant à son propre sort, révèlent à quel point le sujet est devenu immédiatement central dans les échanges oraux entre soldats et relève bien peu de la rumeur ou du fantasme. De fait, alors qu'il n'était que très conjoncturel, il devient à partir de juillet 1915, récurrent et croissant dans le courrier comme dans ces deux lettres

¹⁴³⁵ Joseph à Marie Sigal, 10 juillet 1915

¹⁴³⁶ Joseph à Marie Sigal, 12 juillet 1914

de Joseph qui lui sont entièrement consacrées. Même au Maroc, l'information circule rapidement. Dès le 22 juillet, Célestin Adgé prévient Lucie : « on dit que en France ceux du front vont en permission quelle sance enfin le général Lioteil est aler a paris si on donne des permissions jen demanderai une enfin nous veron cela a son retour »¹⁴³⁷. Mais il lui faut cependant attendre janvier 1916 pour en bénéficier pour la première fois. Progressivement dans les correspondances, la permission, la sienne ou celle des camarades, est envisagée, annoncée, préparée et son retour commenté. Lorsqu'un père et un fils ou bien plusieurs frères sont mobilisés, beaucoup de place est accordée à l'espoir presque toujours déçu dans les faits d'un retour commun, comme c'est le cas dans les familles Chavardès, Serven ou Barbezier. Au contraire, le sujet occupe peu de place dans les mémoires et les carnets des combattants dans lesquels ce temps de repos à l'arrière représente plutôt une ellipse temporelle soulignant bien en cela les fonctions très différentes mais complémentaires qu'exercent ces deux types de sources privées¹⁴³⁸. Rien d'étonnant à cette importance proportionnellement inverse à la réalité de leur nombre et de leur durée tant les permissions ont joué un rôle primordial pour préserver l'ancrage du soldat dans sa vie civile en représentant la plus partagée mais aussi la plus régulière des occasions de rencontres entre les membres des familles et communautés séparées et bien souvent la seule. Contrairement à Stéphane Audoin-Rouzeau qui considérait que la permission avait été « trop peu fréquente pour jouer un rôle autre qu'occasionnel pour le moral », Emmanuelle Cronier a insisté sur son influence individuelle aussi bien que collective qui est allée bien au-delà du moment où les hommes se trouvaient effectivement à l'arrière¹⁴³⁹. L'étude s'appuiera donc en grande partie sur les treize correspondances du corpus les plus prolixes et sur cinq carnets ou mémoires à même de documenter ces différents aspects, parfois dans le cadre de croisements, comme c'est le cas notamment concernant Jean Delmas très présent dans les lettres de sa belle-sœur Marie Loubet. L'historienne a montré que le dispositif est imprévu en août 1914 puisque que la guerre longue n'est pas envisagée par les États-

¹⁴³⁷ Célestin à Lucie Adgé, 22 juillet 1915

¹⁴³⁸ Emmanuelle CORNIER, « Les permissions (anticipation, expérience et remémoration) un ressort du moral combattant français » in CAZALS Rémy, Emmanuelle PICARD, Denis ROLLAND, *La Grande Guerre. Pratiques et expériences*, Toulouse, Privat, 2005, p. 301-310

¹⁴³⁹ Emmanuelle CRONIER, *Permissionnaires dans la Grande Guerre*, Paris, France, Belin, 2017, p 293

majors qui souhaitent la plus grande présence possible d'hommes sur le front pour la percée décisive et la victoire. Mais il est instauré pour s'imposer progressivement comme une des réponses à l'allongement de la guerre. Lorsqu'il apparaît évident qu'elle ne sera pas l'affaire de quelques semaines, les soldats français par ailleurs citoyens dans le civil commencent à revendiquer le droit de prendre des congés. Cette requête qui provoque des débats houleux entre responsables politiques et militaires est progressivement satisfaite. Le droit à permission qui concerne tous les soldats combattants ou pas, de l'arrière ou de la zone des armées, et qui remplace la permission-récompense fondée sur la notion de mérite, est lentement codifié en 1915-1916 pour être finalement accordé à tous le 1^{er} octobre 1916. Ce régime d'exception adapté à une guerre longue prévoit une semaine de repos plus le temps de trajet tous les quatre mois, selon des règles moins arbitraires qu'auparavant¹⁴⁴⁰. Et contrairement aux prédictions pessimistes de Joseph Sigal, les permissions sont non seulement définitivement mises en place mais elles s'amplifient dans le nombre et la durée, ne suscitant ni désertion d'ampleur ni révolte en mesure de bousculer le cours de la guerre. Au contraire, elles entrent immédiatement dans les mœurs des uns et des unes, dotent la communauté toute entière d'un rythme commun spécifique d'attente à moyen terme qui contribue à en lier les membres tandis leur règlement changeant permet bien souvent des transgressions tolérées par les autorités militaires. En août 1915, les départs concernent 3 à 4 % de l'effectif de toutes les compagnies, les soldats partent à tour de rôle pour une durée de six jours, et en novembre un cycle continu de départs est mis en place.

Tous les soldats du corpus mobilisés dès août 1914 encore présents sur le front de l'ouest sont partis au moins une fois entre mai pour les officiers ou juillet pour les troupiers et novembre 1915. Les mouvements et la présence des permissionnaires sont régulièrement évoqués, comptés, évalués et comparés dans les correspondances, signes d'une certaine routine. En avril 1916, la cafetière Marie Vidal qui possède un poste d'observation stratégique peut ainsi constater qu' »i a bocoup que il sont revenu pour la 3 foie. »¹⁴⁴¹ Ce congés augmentent en durée et en quantité ; en octobre 1916, les textes prévoient trois permissions annuelles de sept jours pour chaque mobilisé, réparties sur

¹⁴⁴⁰ Emmanuelle CRONIER, *Permissionnaires dans la Grande Guerre*, opus cité, p.42

¹⁴⁴¹ Marie Vidal à Jean Chavardès, 25 avril 1916. « Il y en a beaucoup qui sont revenus pour la 3^e fois »

trente jours qui peuvent concerner 9 % des effectifs. Leur durée passe à 10 jours, le 1^{er} octobre 1917, et à douze jours pour les soldats les plus éloignés, et elles concernent au moins 13,33 % des effectifs¹⁴⁴². Au début les permissionnaires doivent en partie payer leur voyage, ce qui désavantage les Méridionaux et les plus modestes d'entre eux mais ce serait sans compter sur les dispositifs d'aide financière connus du conseiller municipal tonnelier Joseph Chavardès qui demande à peine parti à son épouse : « On parle de nous faire payer un quart de place ce qui serait assez cher surtout si loin. Si je te demande un certificat d'indigent tu me l'enverras de suite car on voyagerait pour rien. »¹⁴⁴³ Si en moyenne, une compagnie compte 200 hommes et qu'il en part au minimum trois ou quatre par compagnie en émettant l'hypothèse qu'il y a toujours environ 2000 soldats du canton ou matelots mobilisés en même temps sur tous les fronts y compris intérieurs, cela fait au minimum trente à quarante soldats présents en même temps, sachant par exemple qu'en décembre 1916, à la veille du départ en Orient c'est 50% des effectifs des 40^e et 58^e RI qui en bénéficient. Leur nombre peut atteindre souvent 250 à 300 à certaines périodes avec une proportion moyenne de départs de 10 à 15 % par compagnie. Plusieurs dizaines de soldats, voire centaines, peuvent s'afficher désormais dans un climat enfin un plus serein au moins pour quelques jours.

Comme l'avait si bien calculé et supposé Joseph Sigal, ce nombre ne cesse de s'accroître même s'il peut temporairement diminuer brutalement, marqueur alors, sur tous les fronts, de l'imminence d'une grande offensive susceptible d'entraîner la suspension des départs. Comme l'arrivée des blessés, l'absence de ces retours temporaires revêt alors une signification négative inquiétante. Cependant, si le temps octroyé représente une moyenne de 60 jours en moyenne sur 1500 jours de conflit¹⁴⁴⁴, la réalité cache de fortes différences selon le grade, le moment de mobilisation et enfin le corps et le lieu d'affectation, sans compter que lorsque tous les soldats peuvent a priori en bénéficier à partir de l'été 1915, entre un quart et un tiers des fantassins, morts, prisonniers, blessés en attente de réforme dans les dépôts, ont déjà terminé leur guerre.

¹⁴⁴² Emmanuelle CRONIER, *Permissionnaires dans la Grande Guerre*, opus cité, p.45

¹⁴⁴³ Joseph à Marie Chavardès, 12 août 1915

¹⁴⁴⁴ Emmanuelle CRONIER, *Permissionnaires dans la Grande Guerre*, opus cité, p. 9

2.3.2.1.2. Diversité des durées et des statuts.

Bien avant l'été 1915 et dès le début du conflit, les correspondances mettent en lumière la diversité des statuts des permissions autres que de repos, tout autant que leurs évolutions dans le temps, corrélatives aux règlements sans cesse changeants instaurés par les autorités. En effet, dès le 16 octobre 1914, les mobilisés de la zone de l'intérieur et ceux des unités non combattantes du front ont été autorisés à prendre des congés le week-end et les jours de fête sur le modèle des permissions de temps de paix. Mais en Picardie, dès octobre, de nombreux militaires, officiers comme soldats de la 31^e DI racontent avoir passé une journée de tourisme à Amiens. Dans les casernes encore, ce régime des conscrits a été rapidement rétabli sur la base progressive de 20 à 120 jours pour 24 à 36 mois de service¹⁴⁴⁵. Ainsi, à partir du mois de mars 1915, Paul Loubet rentre tous les 15 jours de Perpignan où il effectue ses classes après avoir été récupéré. Trois ans plus tard, son cousin Louis, mobilisé à Béziers dans le service auxiliaire du 96^e RI, a pu rester plus longtemps chez lui puisque selon Marie : « Louis pense partir demain mercredi, ses 15 jours étant écoulés. »¹⁴⁴⁶ Il apparaît dans les témoignages que ce sont les soldats les moins exposés au danger qui rentrent chez eux plus fréquemment que les autres et, dans la durée du conflit, la perception de cette réalité peut devenir en même temps qu'un objet de satisfaction pour leurs proches, un objet de tensions, y compris au sein de familles soudées. C'est ce que laissent entendre les propos plus acerbes de Marie, privée de la présence de son époux depuis sa capture en juillet 1915, à propos de la situation privilégiée du cousin Louis : « Louis est arrivé de nouveau hier, pour 10 jours. Et encore, il se figure être malheureux. Je voudrais bien que tu sois à sa place. »¹⁴⁴⁷ Puis encore quelques temps plus tard, un peu vengeresse, quand elle annonce la future naissance au foyer de Françoise et Louis : « Si elle n'avait pas Louis si souvent, ça n'arriverait pas. Si c'était comme nous deux, elle serait tranquille. Que veux-tu, elle ne peut pas tout avoir. Son mari auprès d'elle et ne pas être contrariée. »¹⁴⁴⁸

¹⁴⁴⁵ Emmanuelle CRONIER, *Permissionnaires dans la Grande Guerre*, opus cité, p. 13

¹⁴⁴⁶ Marie à Paul Loubet, Mardi 29 juin 1915

¹⁴⁴⁷ Marie à Paul Loubet, 21 janvier 1918

¹⁴⁴⁸ Marie à Paul Loubet, 18 février 1918

Dès l'automne 1914 encore, les congés de convalescence de courte durée qui font suite à une hospitalisation sont rétablis et deviennent automatiques en décembre pour une durée d'une semaine. C'est ainsi que Dori Nougaret, victime des pieds gelés dans les tranchées de Belgique rentre chez lui fin janvier. Par ailleurs, dans le corpus, les traces des permissions agricoles en principe octroyées dès l'été 1914¹⁴⁴⁹, n'apparaissent qu'à partir du printemps 1915, période où elles se généralisent. Particulièrement recherchées par nécessité économique, elles présentent également l'intérêt d'être plus longues que les permissions classiques puisqu'elles peuvent atteindre jusqu'à vingt jours. Ainsi Jean Serven, à peine parti de chez lui écrit de Béziers à son épouse :

« Il parait d'après les journaux que l'on doit accorder des permissions de 15 jours. Si la femme de Mouton vient te voir pour cela tu irais prévenir ton cousin Antoine pour qu'il se débrouille pour me procurer un certificat du maire pour les travaux agricoles, ça ne coûte pas plus si était vrai que l'on en donne, ce sera tant de pris. »¹⁴⁵⁰

Puis de Mazamet, au dépôt, il peut confirmer que « les permissions ont commencé d'être distribuées ». Mais il n'est pas question de 15 jours puisque « Mouton et Auriol l'ont eu les premiers notre tour avec Viala sera après eux probablement ils ont 4 jours seulement »¹⁴⁵¹. Certainement ce certificat n'y est pour rien et il semble qu'il s'agisse davantage de congés de repos octroyés plus généreusement avant la montée dans la zone des armées. Pourtant, les nombreux espoirs, souvent déçus, que ces permissions agricoles suscitent dans les correspondances révèlent qu'elles sont distribuées de façon très aléatoire par les commandants de dépôts, que leur obtention nécessite une somme de démarches administratives de la part d'une personne relais dans la commune et qu'enfin, l'opération se déroule en aval et en amont sous haute surveillance. Les sources concernant l'ouvrier agricole Louis Bessière, en dévoilent toute la complexité. Ce dernier bénéficie d'un certificat du maire d'Agde visé par le vice-président du comité d'action agricole, émanation des propriétaires de la commune, en date du 18 août 1916 :

¹⁴⁴⁹ Emmanuelle CRONIER, *Permissionnaires dans la Grande Guerre*, opus cité, p. 14

¹⁴⁵⁰ Jean à Clémence Serven, 3 juin 1915

¹⁴⁵¹ Jean à Clémence Serven, 15 juin 1915

« Le maire certifie que L. B. affecté au 326 RIT à Foles-les-Meldeuses est ouvrier viticulteur et cultivateur ~~propriétaire foncier~~ et que sa présence à Agde est utile pour la vendange. En foi de quoi, il a délivré le présent pour servir à la demande de permission agricole »¹⁴⁵².

L'année suivante elle a été à coup sûr acceptée puisque le 9 juin 1917, c'est le commandant de la brigade de gendarmerie Vial qui « certifie que le soldat Bessière Louis du 326 RIT s'est livré durant sa permission agricole de vingt jours aux travaux agricoles pour le compte de monsieur Fayn son ancien patron. »¹⁴⁵³ Quelques jours de détachement de travail d'un seul ouvrier ont ainsi nécessité l'intervention de pas moins de quatre instances officielles, ce qui laisse deviner l'ampleur des pressions exercées sur les maires par leurs administrés pour l'obtention de tels sésames. Un télégramme du préfet met ces derniers en garde dès novembre 1915 sur leur éventuelle et forcément coupable prodigalité, ainsi que sur leur entière responsabilité dans ces délivrances, montrant peut-être en creux que les demandes doivent affluer et que des édiles, pris dans une multitude de tâches, sous la pression de proches de leurs électeurs, ne sont pas forcément regardants¹⁴⁵⁴. Ces demandes rythment la correspondance du maire de Marseillan avec le préfet dès les premiers mois du conflit : la première retrouvée concerne une demande pour Jacques Roques du 53^e RI, « sa mère devant soigner son père qui s'est cassée la jambe ». Le 27 février 1915, c'est madame Voisin qui demande que son mari, soldat au 342^e RI bénéficie d'une permission pour expliquer à son épouse « la marche de l'appareil d'eau gazeuse et de quelques détails de sa profession »¹⁴⁵⁵. Quoiqu'il en soit, dans les correspondances familiales, l'opportunité est souvent évoquée mais on ne trouve aucune trace d'obtention à l'exception de celle de Jean Delmas, classe 1892, qui est cantonné au dépôt de Lunel, à partir de septembre 1918. Mais comme prévient le préfet par télégramme du 28 novembre 1916, c'est le Ministère de la guerre qui se charge directement de l'octroi des permissions agricoles aux hommes des classes 1872 et plus anciennes, et décharge les mairies de la délivrance des certificats. Joseph Sigal insiste en vain en 1915 et 1916, quand il est très exposé, auprès

¹⁴⁵² AMA, 11 Z-6, Fonds privé Bancal, dossier Louis Bessière, lettre du 16 août 1916

¹⁴⁵³ Ib

¹⁴⁵⁴ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels, *opus cité*, du 15 novembre 1915.

¹⁴⁵⁵ AMM, sous-série 2D, correspondance active : registre des copies de lettres, 1912-1915, 10 octobre 1914 et 27 février 1915

de son épouse pour qu'elle lui trouve un certificat, puis plus éloigné du danger, il finit par renoncer à la démarche.

Plus exceptionnelles encore, existent les permissions pour évènement familial. Le soldat territorial Jean Delmas, à peine parti avec le 322^e RIT pour l'arrière-front, apprend la mort de son père survenue le 14 avril 1915. Il organise son retour parmi les siens quitte à prendre quelque liberté avec les dates : « pour la date de la mort mettez le 20 avril », précise-t-il aux siens, le 21 il est en route et le 26 avril, déjà sur le chemin du retour¹⁴⁵⁶. Ce retour exceptionnel n'est pas sans interroger son ami Jean Serven arrivé au dépôt de Mazamet, qui demande à son épouse « comme ça veut dire que Jean Delmas soit venu chez lui. »¹⁴⁵⁷ En même temps, il s'adresse à l'intéressé lui-même qui s'empresse de lui répondre, afin peut-être de lever toute ambiguïté sur son « bon droit »¹⁴⁵⁸ : cette échelle révèle encore qu'il est bien difficile d'échapper au regard de la rue. Un peu plus tard, le même Jean Delmas doit affronter l'animosité durable de son collègue régisseur, Emile Corcoral, qu'il accuse d'avoir « monté la tête au capitaine » pour qu'il « raye son nom de la liste des permissions »¹⁴⁵⁹. Puntition suprême. Cet épisode met en lumière le fait que l'octroi de ce type de permission, en apparaissant très aléatoire, est facilement vécu comme une injustice par ceux qui n'en bénéficient pas, créant des tensions faites de ressentiment et de rancœur parfois durables au sein de la troupe. Comme pour les permissions agricoles, l'ampleur des difficultés administratives et même financières que le soldat a affrontées pour être légitimement présent aux post-obèques de son père n'est surmontable qu'avec le soutien sur place de sa famille à même de lui faire parvenir dans l'urgence tous ces précieux documents obtenus auprès du Maréchal des logis et du secrétaire de mairie. Cet épisode donne alors à voir une fois de plus en miroir combien de nombreux soldats socialement plus isolés peuvent rester démunis face à une telle situation familiale.

D'autre part, comme le souligne E. Cronier, dès le début, les officiers sont avantagés quel que soit le caractère de la permission¹⁴⁶⁰. En ce qui concerne leur

¹⁴⁵⁶ Jean Delmas à sa famille, 17,20 et 26 avril 1915

¹⁴⁵⁷ Jean à Clémence Serven, 27 avril 1915.

¹⁴⁵⁸ Jean Delmas à Jean Serven, 13 mai 1915

¹⁴⁵⁹ Jean Delmas à sa famille, 15 octobre 1915

¹⁴⁶⁰ Emmanuelle CRONIER, *Permissionnaires dans la Grande Guerre*, opus cité, p. 29

démarrage, ils sont les premiers à en bénéficier par la loi qui les autorise à partir quand ils le souhaitent dès le 8 mars 1915 soit quatre mois avant l'ensemble de la troupe, tandis que leurs familles peuvent les rejoindre à partir du 3 mai sur l'arrière front lors de courts congés, mais si l'on en croit B. Simonet ou S. Petitjean, bien des retrouvailles ont lieu dès octobre 1914 à Amiens ou St Quentin. Dans les témoignages, le Médecin-major du 142^e RI, Sully Jaulmes, est le premier à bénéficier d'un congé de repos en mai 1915 tandis qu'il retrouve durant le conflit son épouse au moins quatre fois à Paris ou à Lyon. Lui et son collègue Joseph Picheire, mobilisés dans des services de santé de régiments de la zone des armées sont d'ailleurs les deux témoins à profiter du plus grand nombre de ces congés pris dans leurs foyers respectifs ; d'après leurs carnets de bord, quinze pour le premier, dix pour le second, dont un tiers en 1918. Par ailleurs, les officiers ne dépendent pas de l'inscription sur les listes qui organisent les tours de départ et leurs congés de repos ne sont pas non plus suspendus lors des grandes opérations jusqu'à ce que le 1^{er} octobre 1916 sur ce point au moins leur régime soit aligné sur celui des autres soldats. Au début encore, comme tous les mobilisés doivent financer leur voyage, ils en sont les premiers bénéficiaires. Le temps de leur éventuelle convalescence encore est porté à leur discrétion. Comme celle de S. Petitjean en avril-mai 1915, le congé de Joseph Dézarnaud chez lui dure plus d'un mois après sa blessure du 26 août 1914 provoquée par un tir de balle qui lui a fracturé le bras. Lors de la seconde, le commandant reste au dépôt du 96^e RI à Béziers tant qu'il le peut avant de rejoindre le 176^e RI pour l'Orient car comme il l'écrit à sa femme, « le régiment aurait fini par repartir »¹⁴⁶¹. Si l'on en croit Benjamin Simonet, beaucoup savent user des marges mises à leur disposition. Dès le 18 août, jour de la bataille de Bisping qui a décimé une grande partie des officiers du 142^e RI dont son commandant, le chef de bataillon se trouve en déficit chronique de cadres. Mais il est confronté au refus de ceux qui ont été blessés mais pourtant guéris de revenir de leurs dépôts de Mende ou Lodève à la fin de l'année 1914 :

« 18 novembre. Nous nous demandons aussi ce que font à Mende les officiers et sous-officiers blessés et guéris. Il nous en faut et il n'en revient pas »

¹⁴⁶¹ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 18 mars 1915

« 19 novembre, J'ai donc, maintenant, avec moi, cinq officiers. C'est bien peu mais il faut se contenter de cela puisque les officiers ne veulent plus quitter le dépôt, paraît-il, pour revenir au combat »

« 22 décembre, Luccantoni nous amuse avec les histoires qu'il rapporte de France. Il nous décrit la vie du dépôt sous des couleurs qui sont loin d'être brillantes. C'est à qui trouvera le moyen de retarder le moment de revenir dans la fournaise : et tous les moyens sont bons paraît-il ! »¹⁴⁶²

Inversement, le grade ne fait pas tout. L'adjudant Pierre Bellet, le caporal Barthas et le soldat territorial Joseph Sigal, mobilisés durant tout le conflit sans interruption, rentrent tous les deux chez eux huit fois, quelque soit leur grade, ce qui soulignerait que le cadre réglementaire visant à une certaine équité des rotations a été relativement respecté dans l'infanterie. Le sergent Léopold Couissy connaît lui aussi huit retours dont quatre permissions de convalescence, un congé exceptionnel pour se rendre auprès de sa fille malade et deux repos de huit jours quand il est à l'arrière en 1917 et 1918.

Au-delà d'un régime qui par diverses dispositions avantage sans conteste en permanence les gradés et ceux qui sont éloignés des premières lignes, l'attitude plus ou moins conciliante des chefs de dépôt et l'interprétation des textes qu'ils en font jouent un rôle non négligeable dans le nombre de départs ; S. Jaulmes avance par exemple le nombre de 30 % pour son unité quand en 1918 il est presque plus souvent chez lui que sur le front. D'après E. Cronier, chaque troupier n'a du bénéficier que de deux permissions en moyenne entre le 1^{er} juillet 1915 et le 30 novembre 1916, c'est le cas de Joseph Sigal mais Louis Barthas, arrivé un peu tard sur le front, ne part pour la première fois qu'en janvier 1916 mais rentre quatre fois en 1917. Entre ces deux dates, Pierre Bellet a bénéficié de trois permissions comme François Fabre qui n'est pourtant arrivé dans la zone des armées que fin 1914, et S. Jaulmes déjà quatre.

D'autre part, l'éloignement entraîne une adaptation du régime de façon assez inégalitaire ou aléatoire. Les mobilisés du 121^e RIT au Maroc ne rentrent que deux ou trois fois, entre la fin de l'année 1915 pour les tous premiers et leur retour en août 1917, mais pour des durées un peu plus longues -de quinze jours à un mois en fin d'année -. Louis Palmier revient pour 30 jours, en décembre 1915, Célestin Adgé doit attendre le 17 mars 1916 pour bénéficier d'une courte durée de 15 jours et Louis Fayet, l'ami de

¹⁴⁶² Benjamin à Alice Simonet, 18, 19 novembre et 22 décembre 1914.

Pierre Barbezier, de 21 jours. Inversement, il semble qu'Antoine Mathieu, s'il rentre bien du Maroc une première fois, préfère s'abstenir les suivantes, découragé peut-être par la longueur du trajet en bateau. Les militaires d'Orient reviennent à un rythme assez identique ; Ernest Pélissier, fantassin dans le 58^e RI, parti pour Thessalonique en janvier 1917, ne revient pour la première fois qu'en novembre. On ne sait trop quand il part d'Orient mais la lettre expédiée à ses parents souligne que ce retour par Tarente, qui a lieu de plus au moment de la défaite italienne de Caporetto et des mouvements de troupes qui s'en suivent, relève d'un périple de plus d'un mois difficilement renouvelable :

« Je viens en permission pour 30 jours. Avec ce qui vient d'arriver aux Italiens, les gares sont encombrées et nous ne savons pas quand nous partirons. Depuis le 20 du mois dernier nous avons quitté les tranchées et je ne pense pas arriver avant le 15 de ce mois-ci »¹⁴⁶³.

Il rentre encore chez lui un an plus tard pour trois mois, peut-être malade, avant de finir la guerre au dépôt du 96^e RI dans sa ville. Quant à Jules Viviani, arrivé en janvier 1918 dans le 7^e RIC, il ne revient pas avant sa démobilisation qui a lieu fin avril 1919 mais pendant sa formation au dépôt de Lyon qui dure du 3 novembre 1917 au 25 janvier 1918, il a retrouvé régulièrement son foyer. Les congés des marins restent dépendants des escales des vaisseaux, même si leur régime qui se compte en bordées est identique à celui des fantassins et que l'impatience partagée est commune sous la plume de tous.¹⁴⁶⁴ Le matelot André Serven, obtient ainsi sa première permission le 20 septembre 1915 pour 20 jours. Jusqu'à mai 1917 où la correspondance s'arrête, il aura bénéficié de trois permissions. Dès lors la présence de tous ces soldats de retours pour quelques jours crée une nouvelle sociabilité de rue, spécifique du temps de guerre.

2.3.2.2. « Après des mois de privations », le don d'ubiquité

2.3.2.2.1. Entre retour du héros et retour à la vigne

En devenant l'unique militaire valide des retrouvailles temporaires de la communauté en guerre, le soldat de retour chez lui devient une figure majeure des espaces publics,

¹⁴⁶³ Ernest Pélissier à ses parents, 4 novembre 1917

¹⁴⁶⁴ André Serven à sa famille, 13 septembre 1915

d'abord attendue, enfin présente, puis rapidement regrettée. Amplement commentée, anticipée puis remémorée par le soldat comme par ses proches, la permission est systématiquement un temps de bonheur dans des récits tant militaires que civils qui en occultent les difficultés dont on peine à penser qu'elles n'ont pas existé, l'effet de source jouant particulièrement concernant le sujet. Louis Baron se souvient quelque quatre-vingt ans plus tard d'une chanson qui célèbre ces retrouvailles et qui permet de constater que leur durée est largement majorée dans le souvenir, peut-être à hauteur de l'importance prise dans les imaginaires individuels comme collectifs.

« Vers le milieu de 1915, les soldats du front commencèrent à revenir en permission pour dix ou 15 jours et à ce propos on fit une chanson ; Quand on revient en permission / après des mois de privation / on est choyé la chose est sûre / on vous procure des distractions / on vous emmène au cinéma. / Ah que c'est chouette ce truc-là / On y revoit Poincaré sur le front / quand on revient en permission. »¹⁴⁶⁵

Preuves vivantes que l'on peut revenir indemne du front, ces soldats se rajoutant à ceux présents à l'arrière permettent à tous et toutes de vivre quelques parenthèses, même très brèves, enfin plus sereines dans le climat d'angoisse permanente qui règne partout. C'est cet instantané de vie qui peut à tout moment s'écrouler, que viennent rappeler les quelques mots expédiés à son beau-frère par Elisabeth Barbezier à propos de son époux : « Roger pense venir en permission fin avril »¹⁴⁶⁶. On espère qu'il a pu rentrer une dernière fois dans son foyer car, blessé le 7 août à Thiaumont, il meurt le 17 des suites de ses blessures. Si la chanson citée par Louis met l'accent sur ses activités bienvenues de loisirs, selon qu'il est jeune conscrit ou chargé de famille le permissionnaire ne se donne cependant pas à voir de la même façon. Certes, les plus jeunes pendant les quelques jours dont ils disposent réactivent des pratiques festives du temps de paix qui jouent avec les normes en les adaptant aux conséquences de la guerre. Auréolés de leur statut de poilus que, symboliquement, ils (se) rappellent fréquemment par la prise d'une photographie de groupe en uniforme, ils n'hésitent pas en restant ensemble, à adopter des attitudes transgressives de l'autorité avec le soutien d'une partie de la population, comportement à même de venir compenser pour quelques jours, les

¹⁴⁶⁵ Carnet de Louis Baron

¹⁴⁶⁶ Elisabeth à Pierre Barbezier, 31 mars 1916

difficultés du front. Philomen Mioch se souvient ainsi longuement d'un épisode où les gendarmes deviennent la cible nocturne de la jeunesse masculine soudée, militaire et civile, dans le village de Florensac pour l'empêcher d'arrêter les éventuels déserteurs.

« Les permissionnaires se réunissaient dans la cave d'un petit vigneron, une fois chez l'un, une fois chez l'autre. C'est là au pied d'un baril de vin que nous écoutions leurs discussions, ils étaient tous antimilitaristes et essayaient de noyer leur profond cafard dans un verre de vin blanc. Lorsque les permissionnaires sortaient de la cave, ils continuaient à parler dans la rue. Leurs voix résonnaient réveillant les voisins. Les femmes de mobilisés sortaient à la fenêtre pensant que c'étaient la jeunesse qui faisait un tel tintamarre. Elles leur criaient alors ; Allez au front, au front, au front ! Les permissionnaires répondaient : Ne venem, alors Tornasy répliquaient-elles (retournez-y) et le calme revenait. Les gendarmes profitaient de ces sorties nocturnes pour essayer d'attraper les hommes qui avaient laissé passer le terme de leur permission sans retourner au feu (...) »¹⁴⁶⁷

La suite du texte relate l'échec de la mission des représentants de l'autorité mais l'extrait souligne à cette échelle les limites des diverses mesures de remobilisation de la société toute entière mises en œuvre par les autorités en 1918. Certains permissionnaires plus âgés et aisés en font davantage un temps de repos absolu comme le Médecin major Sully Jaulmes ou le propriétaire Louis Loubatières qui « aime bien à promener ses propriétés »¹⁴⁶⁸ cultivées par son épouse Françoise quand il rentre, c'est-à-dire très souvent en 1918. Mais la plupart des témoins investissent le travail dans l'exploitation viticole familiale là où il avait été laissé en mots dans les échanges épistolaires, afin de soulager leurs proches.

Emmanuelle Cronier a insisté sur le fait que la permission est une « occasion unique de resserrer les liens sociaux entre les civils et les combattants pendant la guerre même si c'est à l'échelle des familles que l'expérience est la plus marquante. »¹⁴⁶⁹ Mais où s'arrête la notion de famille quand les Delmas, les Vidal, les Fayet, les Fournairons et Fornairon, les Farras, les Maffre, les Malet... se comptent par dizaines dans les bourgs du canton ? Dans ces conditions, plus que de concurrencer le pôle familial, le pôle communautaire l'englobe largement devenant indissociable des rues des bourgs. Pour cela certainement, dans beaucoup de correspondances, il est autant sinon

¹⁴⁶⁷ Philomen MIOCH, *Les tribulation d'un ouvrier agricole*, opus cité, p. 26-27

¹⁴⁶⁸ Marie à Paul Loubet, 24 juin 1918.

¹⁴⁶⁹ Emmanuelle CRONIER, *Permissionnaires dans la Grande Guerre*, opus cité, p. 160

davantage question de la permission de l'autre qui part et vient, le parent, le voisin, le camarade, que de sa propre permission. Il représente pour les proches, la projection incarnée de celui resté au front ou son extension. Dès lors, jeune ou plus âgé, le soldat de retour se livre à une incroyable série de tâches conformément aux missions qui lui ont été par tous assignées en devenant à la fois le bras utile, l'agent de liaison et le « commis voyageur »¹⁴⁷⁰ des êtres séparés. L'importance des informations qui circulent entre le front et l'arrière concernant leur expérience de militaire se laisse mal deviner mais beaucoup de permissionnaires assurent une mission de médiation, si l'on en croit le nombre de fois où avant d'arriver les soldats préviennent leur épouse à l'image de Pierre Barbezier : « Je compte être bientôt près de vous tous à bientôt d'être auprès de toi pour causer un peu de la situation »¹⁴⁷¹. Puis revenus dans leur régiment, ils précisent que tout ce qu'ils ont raconté lors de leur venue est « bien vrai » ; À l'abri de la censure, les conversations privées peuvent donc représenter des occasions d'échanger les informations, impressions, jugements et espoirs des uns et des autres.

Le militaire de retour peut encore accomplir des tâches plus rares. François Fabre confie ainsi à son camarade Berthuel le soin d'escorter Marguerite et de Léon qui viennent le rejoindre à Toulon¹⁴⁷². Plus lisiblement et fréquemment, ces soldats véhiculent pour d'autres, à l'allée comme au retour, au-delà de simples informations orales privées, du courrier, des objets divers voire des paquets. Très rapidement, un rituel largement partagé s'est instauré qui les oblige, du moins moralement, à multiplier les visites qui sont par ailleurs en amont, dignement préparées au front et attendues à l'arrière pour en rendre compte au retour dans une démarche là encore circulaire. Ainsi Pierre Barbezier avertit son épouse Germaine que « Fraise va partir le 23 pour la perm cela fait que j'aurais encore de bonnes nouvelles à son retour et s'il me faut quelque chose je te le dirai sur ma lettre »¹⁴⁷³. Le séjour peut être d'autant plus préparé que le voyageur est bien moins rapide que le courrier. Il en va encore de Louis Palmier au Maroc : « sous peu tu auras la visite d'Arnaud le boulanger sa permission est arrivée et

¹⁴⁷⁰ Emmanuelle CRONIER, *Permissionnaires dans la Grande Guerre*, opus cité, p. 327

¹⁴⁷¹ Louis à Germaine Barbezier, ? 1917

¹⁴⁷² François à Marie Fabre, 10 décembre 1914

¹⁴⁷³ Louis à Germaine Barbezier, 17 décembre 1917

il pense partir de Taza le 28 mars donc il t'apportera de mes nouvelles et ensuite les bagues et un petit souvenir que j'ai acheté en passant à Oran »¹⁴⁷⁴ et encore trois mois plus tard : « Cauvy est parti ce matin et il m'a bien promis de passer te donner de mes nouvelles et si tu lui remets quelque chose pour me porter avec un flacon de menthe j'en ai assez ne lui donne plus rien pour ne pas le charger. »¹⁴⁷⁵ Joseph Chavardès en profite pour éviter le risque de censure : « il est expressément interdit de timbrer les lettres, elles sont vérifiées c'est pour cela que je profite d'un permissionnaire de ma compagnie qu'il me lancera les cartes dans la zone de l'intérieur. »¹⁴⁷⁶ Les épouses ne sont pas en reste dans l'anticipation et l'organisation de ces dispositifs. Joséphine Palmier tente même de choisir l'ambassadeur du couple et mesure à l'occasion, pour l'efficacité des échanges, l'intérêt de maintenir des relations courtoises avec le voisinage dans ces temps difficiles qui nécessitent plus de solidarité :

« Tu me dis que tu vas expédier la douille mais je regretterais beaucoup si elle n'arrivait pas. Je préférerais que tu la gardes. Il y a Pio qui doit venir et tu pourrais sûrement trouver quelqu'un qui serait gentil. Goutines est reparti je ne l'ai vu qu'à son arrivée. Au même moment ou je te fais la carte, Trilles nous charme avec le piston il est toujours bien gentil. Aussi, fait comme moi il vaut mieux être ami qu'être ennemi pour le moment, cela ne coûte pas plus cher et après l'on verra. »¹⁴⁷⁷

Dans ces conditions d'investissement dans des responsabilités essentielles pour la communauté, le visiteur n'attend pas d'être rentré sur le front pour rendre compte et envoie, rituellement encore, au camarade qui l'a mandaté une carte postale conservée dans les lots afin de rendre compte de l'accomplissement réussi de sa mission. De même, à l'inverse, mesurant son importance pour les familles, il est courant, qu'il y lui présente ses excuses quand il a manqué de temps disponible, tel Etienne Fornairon, ami de François Fabre qui exprime ses regrets avant de le retrouver :

« Tu m'excuseras si je ne suis pas passé à ta maison dans les cinq jours je ne suis pas resté 24 heures à Florensac. Je suis allé voir tous mes parents que ce soit à Castelnau, Pomerols, Montagnac, Agde ou Bessan »¹⁴⁷⁸.

¹⁴⁷⁴ Louis à Joséphine Palmier, 27 mars 1916,

¹⁴⁷⁵ Louis à Joséphine Palmier 27 juin 1916,

¹⁴⁷⁶ Joseph à Marie Chavardès, 22 février 1916

¹⁴⁷⁷ Joséphine à Louis Palmier, 3 mai 1916.

¹⁴⁷⁸ Etienne Fornairon à François Fabre, 21 août 1916

Se mesure à cette occasion le sentiment d'urgence qui saisit le permissionnaire conscient de la faible parenthèse de répit dont il dispose, à peine six jours, et qui démultiplie les activités dans des cercles de sociabilité très contraignants en commençant par la très élargie famille. Le poids accordé à ce geste pour et par les familles impatientes peut se traduire à la demande du soldat par un accueil privilégié, salué d'un cadeau : F. Cullier demande à ses parents de bien recevoir son « copain florensacois nommé Challiès Paul » qui leur apporte « bien des nouvelles », précisant qu'« on s'est arrêté que de 2 ou 3 matricules avant le nôtre »¹⁴⁷⁹. En se substituant comme ici à l'absent qui ne doit qu'à la malchance des chiffres de devoir attendre un mois de plus pour rentrer, le permissionnaire se retrouve doté d'un statut de remplaçant avec ce que cela peut représenter d'accès à l'intimité des familles. De ce code de rencontres qui semble s'être ritualisé au fil des permissions, dépend désormais la profondeur de la camaraderie sur le front, ce qu'éclaire la correspondance de l'artilleur François Fabre :

« Sur ma carte d'hier je t'annonçais que Labonne était revenu parmi nous. Hier soir nous avons fêté son retour et porté un toast à ta santé, à celle de ma mère et de notre cher petit Léon. Tous les amis vous remercient de tout cœur de l'excellent vin, huile, cacao et 3/6 que vous lui avez remis. Hier soir nous eûmes pas trop le temps de causer de ces heures passées en votre compagnie. Ce matin nous avons causé jusqu'à la soupe. Il est enchanté de votre accueil, je lui ai fait répéter son entrée dans la maison et surtout lorsqu'il a embrassé Léon pour moi. De sa visite, tu peux en tirer la conclusion d'un ami qui raconte réellement ce que j'éprouve pour toi, le petit Léon et ma mère. Je ne passe pas une seule journée sans prononcer votre nom et actuellement qu'il vous connaît vous serez toujours mêlés à notre conversation. Le compte rendu de cette visite est pour moi un soulagement à l'épreuve que nous subissons d'être séparés »¹⁴⁸⁰

Lorsqu'obéissant à une logique du don contre don, la succession des permissions de deux soldats se conjuguent, elles peuvent multiplier leur efficacité dans la durée en tant que ressort puissant de la ténacité qui dépasse de loin la réalité de quelques jours de repos parcimonieusement comptés par les autorités. Ces temps de répit envahissent puissamment les imaginaires de tous, profitent à bon nombre de soldats en doublant voire démultipliant par procuration ce temps civil si court octroyé aux soldats. Parce

¹⁴⁷⁹ François Cullier à ses parents, 5 juillet 1916

¹⁴⁸⁰ François à Marie Fabre, 26 janvier 1916

qu'elles sont partagées en paroles, les permissions des un et des autres ont le pouvoir d'abolir presque à l'infini symboliquement les distances, d'étendre par délégation le temps des retrouvailles, de générer des mouvements festifs et conviviaux sur le front et à l'arrière et même d'être la source de nouvelles amitiés durables dont la solidité se construit dans la valeur que chacun et chacune octroie à ce micro événement, rarement mais régulièrement répété ; Les artilleurs-cuisiniers militaires Ernest Labonne, entrepreneur en maçonnerie de Lézignan-La-Cèbe et François Fabre, patron-boucher-propriétaire de Florensac, sont devenus, par l'importance que l'un et l'autre accordaient au déroulement de ces permissions mutuelles, amis toute leur vie¹⁴⁸¹.

2.3.2.2.2. Entre intimité et mission nationale ; un reproducteur ?

Dans la société, les autorités attendent encore des permissionnaires fiancés ou mariés qu'ils contribuent à enrayer la catastrophe démographique en cours dont les risques sont dramatiquement et largement relayés dans la presse. Tout comme les ventres des femmes sont scrutés, il pèse sur les épaules du permissionnaire un « devoir de procréation »¹⁴⁸² qui peut rencontrer la forte anticipation des retrouvailles intimes qui se retrouve dans les correspondances conjugales, pour répondre ensemble aux enjeux nationaux.

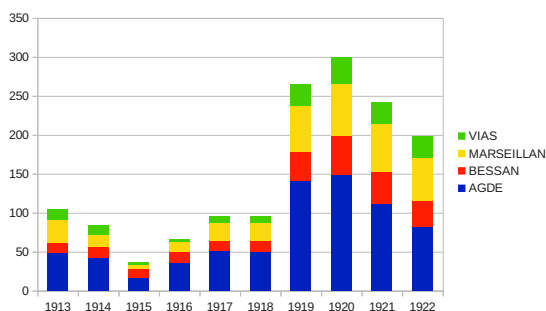


Figure 54. Évolution des mariages dans le canton. 1913-1922

Dans un contexte de fort retour à l'ordre moral, la reprise de la natalité passe évidemment d'abord par le mariage, les autorités cherchant à éviter une catastrophe maritale qui trouve dans le canton une traduction bien réelle dès 1915 ; entre 1913 et

¹⁴⁸¹ Témoignage de Madame Villeneuve lors du dépôt de la correspondance familiale aux archives municipales d'Agde

¹⁴⁸² Emmanuelle CRONIER, *Permissionnaires dans la Grande Guerre*, opus cité, p. 175.

1915, les mariages ont été divisés par près de trois, passant de 100 à 36. Seuls les mariages étrangers, espagnols surtout, évitent les années blanches de 1915 et 1916 à Vias et de 1916 à Bessan. Les unions remontent légèrement en 1916 puis 1917 et 1918, de façon différenciée puisqu'elles concernent essentiellement Agde et Marseillan, avant l'explosion en 1919 et plus encore 1920 cette fois dans toutes les communes. Les autorités ont pensé la question et parmi les mesures censées s'adapter à la séparation des couples, la loi du 4 avril 1915 adoptée en urgence pour la durée de la guerre a donné la possibilité de se marier par procuration. C'est peu dire qu'elle laisse localement indifférent les jeunes gens puisque sur presque 300 unions, 4 seulement sont célébrées sous cette forme en quatre ans dans le canton, bien loin des 3 à 5 % estimés¹⁴⁸³. Le 5 août 1915, soit quatre mois après la loi, Charles Pouget se marie à Agde. Mais le dispositif paraît si étranger aux usages qu'il faut attendre deux ans pour qu'un jeune viassois renouvelle l'expérience. Mieux encore pour entrevoir la perception d'étrangeté du dispositif : même l'administration municipale de Marseillan s'y perd, qui marie le même couple deux fois avec deux procureurs différents sans s'émouvoir pour autant ; Le jeune Fernand Rhul, propriétaire-épicer de 23 ans, né à Roujan en 1894, brigadier dans le 19^e régiment d'artillerie, épouse d'Orient, Adrienne Carayon, 20 ans, une première fois le 26 mars 1917 en donnant pour cela procuration au boulanger Jean Roques. Mais le 5 novembre 1917, le même mariage se déroule à nouveau avec un autre procureur, Pierre Hérail, 54 ans, un autre boulanger. C'est cette dernière date que l'on retrouve dans la table alphabétique récapitulative, sans rayure ou commentaire. Concernant la quatrième union, Henri Malaterre, caporal-fourrier au 11^e RI, qui se marie le 4 juillet 1917 dans la même commune, il s'agissait certainement de régulariser une situation de paternité puisque son fils Louis naît le 23 du même mois. Cela a pu être le cas des trois autres mariages mais les naissances auraient alors eu lieu en dehors du canton. Cet échec absolu n'est peut-être pas étranger au fait que la loi rende plus généreux l'octroi de permissions aux éventuels amoureux. Elle leur donne en effet la possibilité de bénéficier d'un congé exceptionnel de trois jours (août 1916), puis de dix (septembre 1917) et enfin de treize (octobre 1917), pour convoler, tandis qu'à partir de

¹⁴⁸³Emmanuelle CRONIER, *Permissionnaires dans la Grande Guerre*, opus cité, p 166 / Clémentine VIDAL NAQUET, *Couples dans la Grande Guerre, le tragique et l'ordinaire du lien conjugal*, opus cité,, p. 115-138

février 1917, l'Etat prend financièrement en charge les trajets en train des futurs mariés. Peut-on dès lors en évaluer localement l'éventuel impact ?

Entre 1915 et 1918, 293 couples se marient dans les quatre communes du canton dont 28 % d'étrangers non soumis aux obligations militaires et 9 % d'hommes que l'âge rend non mobilisables au moment du mariage car trop âgés ou plus rarement trop jeunes. 6,5 % soldats appartiennent au 176^e RI en partance pour l'Orient ou de retour ou bien au 2^e Régiment de Marche des Travailleurs Algériens. Dans ce deuxième cas de figure, on peut noter qu'il ne s'agit que de militaires français, il n'y a aucun algérien. En les incluant, on peut donc considérer que 63 % des mariés sont d'éventuels permissionnaires.

Tableau 2-10. Statut militaire des mariés 1915-1919

STATUT DU MARIÉ	NOMBRE	POURCENTAGE
MOBILISABLES du CANTON	120	41,00 %
MOBILISABLES HORS CANTON	45	15,50 %
176 ^e RI/2 ^e RTA	19	6,50 %
ETRANGERS	83	28,00 %
FRANÇAIS NON MOBILISABLES PAR L'AGE	26	9,00 %
TOTAL	293	100,00 %

Mais sur ces 184 mariés, se trouvent 45 mobilisables étrangers au canton où ils se marient puisque comme cela est souvent la coutume, les noces ont lieu dans la commune de l'épouse. Parmi eux, 29 sont présentés comme mobilisés mais on n'en sait pas plus. L'étude s'attachera donc spécifiquement aux unions des 120 soldats mobilisables du canton et 19 soldats des 176^e et 2^e RMTA, possiblement mieux renseignés par le croisement des listes.

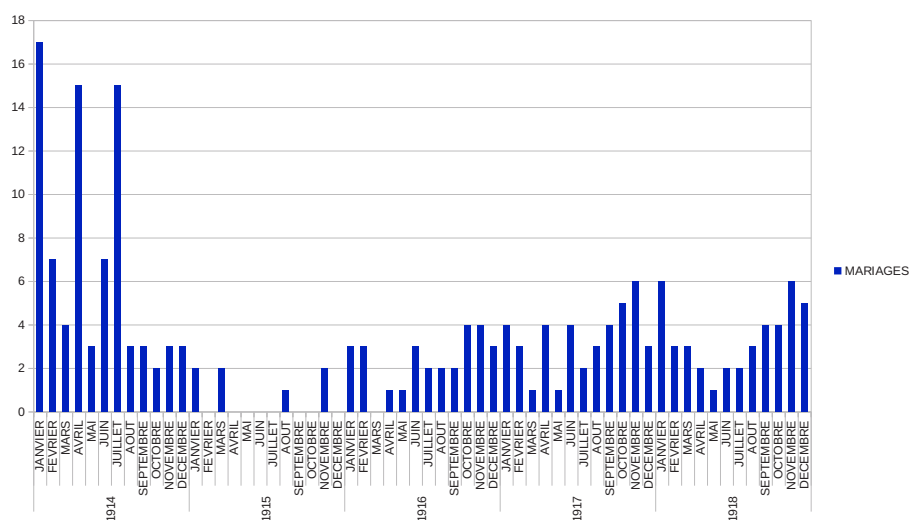


Figure 55. Évolution des mariages des mobilisables français 1915-1918

Les mariages en 1915 sont partout très peu nombreux ; Le premier, le 15 janvier 1915 vise certainement à régulariser une situation familiale puisque ce jour-là, le couple en profite pour légitimer sa fille Madeleine née le 28 novembre 1914. Il divorce d'ailleurs en 1920. Pour autant, à cette date, d'après sa fiche matricule, le soldat se trouve sur le front où il est retourné le 26 octobre après avoir été blessé une première fois par éclat d'obus en août 1914. Il est dès lors difficile de savoir s'il s'agit d'une erreur de date dans la fiche, d'une permission extraordinaire, agricole ou d'un autre dispositif encore qui permet le mariage.

Tableau 2-11. Évolution du statut du marié mobilisable 1915-1918

STATUT DU MARIÉ	1915	1916	1917	1918	TOTAL
REFORME/AJOURNE DEFINITIF	2	4	4	3	13
SERVICE AUXILIAIRE	1	4	1	0	6
NON ENCORE MOBILISE	1	3	3	3	10
MOBILISE AU FRONT	2	10	15	16	43
BLESSE NON REFORME	0	5	6	4	15
MARIN	0	5	6	7	18
AFFECTE SPECIAL	1	3	3	3	10
SA OU REF, SUITE BLESSURES	0	10	5	5	20
PROCURATIONS	1	0	3	0	4
TOTAL	8	44	46	41	139

Les mariages de 1915 ne concernent presque que des exemptés définitifs ou provisoires et il n'y a pas de rebond lisible des mariages consécutif aux premières permissions de repos à partir de l'été 1915. Il faut plutôt pour cela attendre janvier 1916,

soit les nombreuses permissions de fin d'année et plus sûrement l'arrivée de l'automne 1916 où la courbe devient plus régulière. C'est l'année où les unions sont presque multipliées par cinq, leur nombre restant à peu près constant jusqu'en 1919. Les effets de la loi octroyant des permissions spéciales viennent visiblement se conjuguer avec la tradition matrimoniale locale liée aux travaux viticoles qui fait de l'automne la période la plus propice aux noces. Hommes définitivement réformés ou pas encore mobilisés, affectés spéciaux, permissionnaires blessés ou malades, marins ou soldats réformés ou placés en service auxiliaire pour blessures comme Louis Vallière en novembre 1916, les statuts des mariés sont très divers : Mais la majorité est composée de soldats mobilisés ; des marins des malades ou blessés et surtout des soldats des fronts terrestres du nord-est et d'Orient qui étaient donc en permission. Mais il est difficile voire impossible de savoir s'ils ont profité de leur rares congés de repos, de convalescence ou s'ils ont bénéficié de congés exceptionnels pour le mariage.

En cela, dans le canton, les permissions de toute nature semblent bien avoir joué un rôle, même relativement faible, pour éviter cette catastrophe maritale et donc démographique tant redoutée, loin cependant de celui joué par les familles espagnoles.

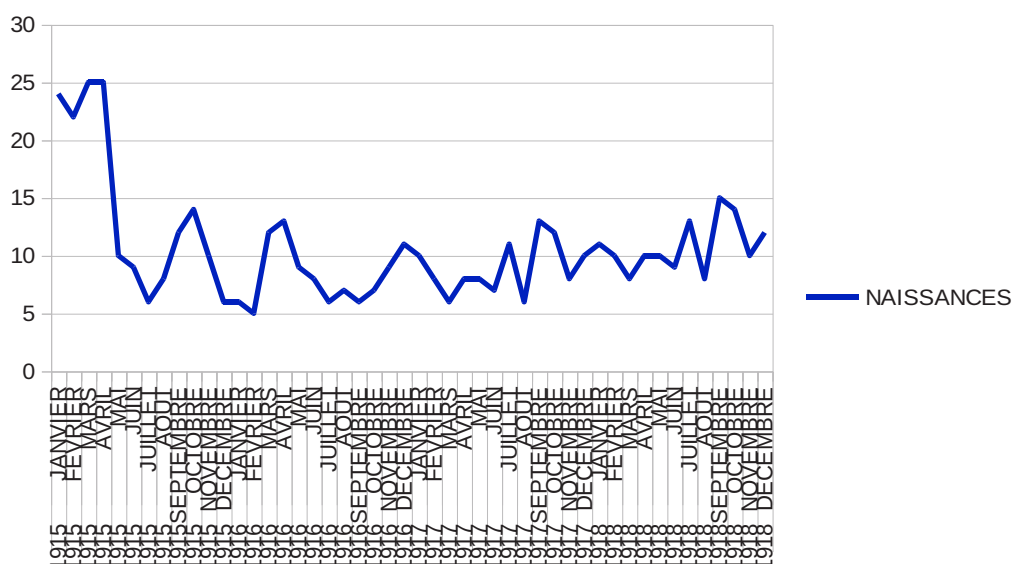


Figure 56. Évolution des naissances d'enfants de père français 1915-1918

Par ailleurs, le nombre des naissances qui s'est logiquement écroulé à partir d'avril 1915 n'augmente pas de façon très significative à partir du neuvième mois après les premières permissions soit avril-mai 1916. Néanmoins la légère croissance perceptible à partir de septembre 1917 pourrait correspondre à la fois à la hausse des mariages de 1916, à l'octroi massif de permissions à l'hiver 1916-1917 mais aussi au

retour plus important des blessés des centres de réformes. Parmi les familles de témoins, seuls deux enfants sont conçus et nés au cœur du conflit ; Léon rejoint le foyer de Louis et M. Thérèse Ayraud en janvier 1917 et Thérèse celui de Dori et M. Jeanne Nougaret en juillet 1916. Marguerite Vallière naît en janvier 1918, Suzanne Adgé n'arrive qu'en juillet et Geneviève Palmier et Antoinette Loubatières qu'en novembre de la même année. Bien davantage, de la même façon que les fiancées ont largement différé leurs projets de mariage à l'après-guerre ou du moins au retour définitif du soldat, il semble que les couples aient souvent différé leur projet de naissances et y soient parvenus au moins jusqu'en 1918 où les naissances se multiplient. Sous la plume de Marie Loubet, Joseph Sigal ou Joséphine Palmier, l'appréhension d'une éventuelle grossesse pour elles-mêmes ou leur proche pendant la séparation, domine largement les écrits et les esprits, complétant à l'inverse la construction d'un projet de conception différée.

Pour ces trois couples comme pour Célestin Adgé, J. Pierre Aldias, Jean Chavardès André Filliol, Etienne Larroque, Jules Viviani, Emile Carabasse ou Louis Vallière, un enfant naît après la guerre, donnant parfois suite à une union scellée juste après guerre ou à sa fin.

Territoire de l'urbaniste, des manifestations des pouvoirs ou des interactions sociales traversé par la présence de plus en plus visible de permissionnaires toujours plus nombreux, les espaces publics du quotidien en guerre restent des carrefours de grande complexité sociale toujours mouvante, que l'on peut encore tenter d'interroger à une plus petite échelle, celle d'une seule rue.

2.3.3. Rue de l'Amour.

2.3.3.1. La lourdeur de l'épreuve au rythme du conflit.

2.3.3.1.1. Choisir la bonne rue

Choisir de concentrer l'étude sur les habitants d'une seule rue, c'est tenter, en réduisant toujours un peu plus l'échelle, d'approcher d'encore plus près la polyphonie du rythme des mises en guerre, la diversité et la complexité d'itinéraires d'individus liés par l'appartenance à un espace très limité en se donnant une possibilité de compter, de mesurer, voire de comparer cas par cas ce que fait la guerre à la vie quotidienne des

unes et des uns. Partant, comment élire *in situ* sur un plan ou dans le contenu des registres de dénombrement qui n'écartent aucune des plus de 200 voies des bourgs du canton et les traitent toutes à égalité, la « bonne » rue, la « bonne » voie, celle qui possiblement détiendrait une valeur heuristique ? Sans omettre une part de hasard ou d'aléatoire, le choix obéit à quelques critères espérés plus efficaces. Premièrement, la rue de l'Amour, à Agde, 600 mètres de longueur environ sur quatre mètres de large au sud et trois au nord près de l'Hérault, possède un embryon d'identité spécifique lié à une ébauche de légende urbaine. Elle raconte que ce serait ici que les migrants de tous horizons se posent d'abord un temps avant de s'installer un peu plus tard ailleurs dans le bourg ou bien de le quitter. Elle donne alors peut-être une possibilité d'approcher les populations les plus mobiles. La disponibilité de sources spécifiques a ensuite prélué au choix car plusieurs témoignages peuvent venir compléter les différents registres dont celui de Joseph Sigal qui est le plus fourni de l'ensemble du corpus. De plus, les photographies datant du début du siècle conservées par les collectionneurs locaux permettent de constater qu'en plus d'un siècle l'urbanisme de la rue a peu changé. La comparaison des adresses et foyers confirme cette première observation validée oralement par les plus anciens témoins de l'endroit dont les souvenirs visuels remontent aux années 1930 mais aussi indirectement, et à la marge, par l'effondrement d'un de ses immeubles le 8 juin 2012 sous le poids des ans et de l'abandon. Enfin, un quatrième facteur, celui de sa taille, paraît susceptible de proposer une plus ou moins grande diversité. Cette artère qui court du fleuve et son port jusqu'aux faubourgs et sépare le bourg en deux, s'avère être la plus peuplée de la ville d'après les recensements de 1911 et 1921.

Tableau 2-12. Répartition des habitants de la rue de l'Amour

	REPARTITION		FRANÇAIS ET ETRANGERS				
	1914	1921	NATIONALITES	1914	%	1921	%
HABITANTS	432	455	FRANCAIS	306	71,43	289	63,50
FOYERS	111	124	ITALIENS	11	2,55	49	10,74
PORTES D'ENTREE	57	55	ESPAGNOLS	115	25,92	117	25,72
			BELGES	0	0	002	0,4
			TOTAL	432	100	455	100

Elle compte 432 habitants en 1911 et à peine un peu plus, 455, en 1921, soit environ 4,7 % de la population totale de la petite ville, répartis en une centaine de

foyers. Là vivent également de nombreux étrangers ; plus du quart de la population y est espagnole structurée en familles nombreuses ou ouvriers célibataires. Y résident également deux familles italiennes en 1914 et huit en 1921. Les deux premières bases numériques utilisées ont donc été celles des recensements de 1911 et de 1921 dont la comparaison permet en partie de mesurer les mobilités mais également les changements matrimoniaux, familiaux et professionnels, relativement importants durant ces 10 années. Adresses, foyers, dates et lieux de naissance, professions, statut social, rien n'a été occulté.

Cet état démographique a été ensuite systématiquement confronté pour être affiné à trois autres séries de registres dont la consultation ponctuelle de ceux d'état civil entre 1911 et 1921. Outre des indications sur la valeur locative des logements et donc sur l'habitat des familles, les registres annuels de contributions mobilières des logements¹⁴⁸⁴ ont fait entrer dans l'étude quelques noms et sortir quelques autres entre 1911 et 1914, puis ont renseigné l'évolution des habitants de la rue durant la guerre. Enfin, la situation militaire des hommes mobilisables durant toute la durée du conflit mais aussi parfois leurs adresses précises ainsi que la confirmation de leur situation familiale ont émergé des fiches matricules. Dès lors, sauf mention contraire tous les individus qui seront nommés dans ce paragraphe du chapitre habitent cette rue sur une durée plus ou moins longue de la guerre.

Au terme de l'établissement d'une liste évolutive la plus proche possible de ce que fut la composition de la rue en 1914, deux incertitudes relativement mineures demeurent. La première a trait à l'absence d'informations concernant huit mobilisables ; il n'a pas été possible de trouver de fiche matricule pour deux d'entre eux, pourtant nés dans le canton, mais qui relèvent du système de la conscription d'avant 1905. Quatre autres soldats appartenant aux classe 1888 à 1904, certainement migrants des hauts cantons et des départements limitrophes si l'on se réfère à leur date de naissance, sont nés dans des départements dont les archives n'ont pas encore aujourd'hui mis en ligne les registres militaires les rendant difficilement accessibles. Enfin, l'enrôlement de deux Italiens sans doute mobilisés dans la péninsule en 1915, nous échappe largement. Cette absence limitée d'informations qui concerne 14 % des 67 mobilisables ne paraît

¹⁴⁸⁴ AMA, Archives modernes, 196 H, Registres annuels de contributions mobilières, 1914 à 1921.

cependant pas susceptible de fausser grandement l'analyse. La seconde incertitude, la plus importante, est démographique. Elle concerne les fortes mobilités géographiques relatives à la population de cette rue, mais plus généralement du canton, entre 1914 et 1921. En effet, à peine le tiers des recensés en 1914 est encore présent dans la rue en 1921. Un autre tiers a déménagé quelque part dans la ville, en général dans le bourg, et un tiers enfin a totalement disparu de la commune, essentiellement des Espagnols remplacés par d'autres mais aussi des familles venues de départements limitrophes. L'ensemble de ces données chiffrées a été ensuite traduites graphiquement par des schémas récapitulatifs, en tentant de respecter au moins l'ordre des adresses qui correspondent à 57 portes d'entrées en 1914 et 55 en 1921.

La rue de l'Amour est par ailleurs, une des artères les plus importantes de l'extension médiévale du quadrillage gréco-romain de la cité agathoise. Orientée sud-ouest/nord-est dans un bourg qui regarde bien davantage vers le sud-est, elle a pour autre caractéristique singulière d'être plutôt droite et longue dans un noyau ancien où les voies apparaissent le plus souvent petites et tortueuses. Étroite cependant elle le reste ; les toits se touchent presque et seuls les habitants des étages ou bien des extrémités nord de la rue peuvent espérer voir parfois entrer le soleil dans leur foyer durant quelques heures. En son centre, le carreau, cousin central du caniveau, recueille les eaux pluvieuses et parfois usées pour les déverser dans le fleuve. Dénommée ainsi depuis 1793, elle doit son nom à un petit personnage sculpté, au corps dodu, qui domine un portail en bois au numéro 22 de la rue qui ouvre sur une demeure de maître du XVIII^e siècle possédant un des plus beaux escaliers monumentaux en basalte de la ville. Ces éléments remarquables d'architecture attestent de la présence d'hôtels particuliers – ici Malaval et Laffon - qui ont longtemps appartenu aux membres du clergé du temps de l'épiscopat puis ont été vendus à des notables. Leur taxe mobilière annuelle s'élève à 250 francs dans les registres quand les plus basses valeurs, et les plus nombreuses, au bas de la rue notamment, ne dépassent pas dix francs¹⁴⁸⁵. Il reste donc quelques familles

¹⁴⁸⁵ AMA, 196 H, Registres annuels de contributions mobilières, 1914 à 1921. Les valeurs annuelles vont de 10 francs, les plus nombreuses, à 300 francs – les hôtels particuliers et maisons de maîtres sur les avenues – et à 1500 francs – les campagnes les plus importantes.

bourgeoises de rentiers et propriétaires comme la famille Artigues installée depuis trois siècles au moins sur le plan qui porte son nom¹⁴⁸⁶.

Cependant deux caractéristiques ressortent clairement du recensement de 1911 concernant la population active. Elle y est d'abord laborieuse – plus de 40 % de la population déclare une activité professionnelle, même quand on sait que les femmes et beaucoup d'adolescents, voire d'enfants, sous-estiment très largement leur activité dans les déclarations. Les femmes actives représentent environ 8 % de la population totale et les hommes 32 %. D'autre part, à l'image de ceux du canton, ces actifs, au-delà de leurs multiples professions, appartiennent avant tout à des catégories populaires ; ils sont ouvriers, employés, petits commerçants, artisans et boutiquiers à l'image finalement de la population active du canton. De plus l'urbanisme et la configuration socio-spatiale font apparaître une différence repérable entre le haut et le bas de la rue ; le bas est plus étroit, humide et sombre, il reçoit les eaux usées du haut de l'artère avant qu'elles ne rejoignent le fleuve. Les valeurs mobilières des appartements y sont faibles. C'est là qu'habitent en priorité les ouvriers agricoles espagnols qui cohabitent nombreux dans des logements exigus. Le haut de la rue est plus aéré, éclairé, la rue y est plus large, les boutiques plus vastes, les habitants plus aisés.

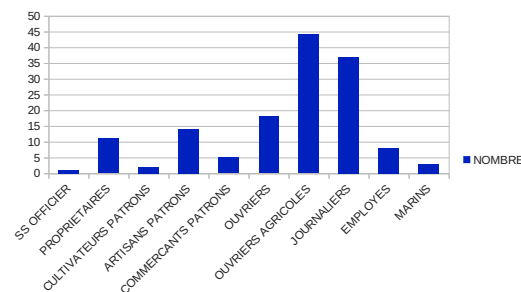


Figure 57. Répartition socioprofessionnelle des chefs de famille

Au quotidien, les va-et-vient sont donc permanents, faisant de la rue un espace de circulation piétonne dense ; Pour rejoindre leur lieu de travail, les journaliers de l'usine d'acide tartrique, qui représentent le quart des ouvriers, descendent la rue, bifurquent à droite, traversent la place de l'hôtel de Ville puis celle de l'évêché, enjambent le pont pour gagner la route de Bessan, passer derrière la gare et se retrouver au bord du canal.

¹⁴⁸⁶ Christian CAMPS, *Agde, d'hier à aujourd'hui*, Péronnas, Editions de la Tour Gile, 1999

Les marins, les dockers et les calfats n'ont qu'à prolonger la rue de l'Amour par celle de Lassusse pour arriver sur le port installé sur les bords de l'Hérault. En sens inverse, les journalières agricoles remontent la rue, pour attendre, sur le plan Sainte Cécile, d'être embauchées chaque matin par les propriétaires, en particulier ceux des grands domaines dont les régisseurs viennent les chercher en charrettes. Pour cela, les hommes se sont arrêtés un peu plus bas, à l'entrée de la place du jeu de ballon¹⁴⁸⁷ qui s'impose telle une barrière symbolique, de l'autre côté de laquelle trône le petit collège municipal. La rue même, propose une palette variée de boutiquiers, artisans ou commerçants dont le lieu de travail s'ouvre largement sur l'extérieur par des portes en anse de panier encore visibles. L'activité y est individuelle parfois familiale au plus aidée d'un garçon commis ou d'un apprenti. Autant de lieux où l'on s'arrête, se rencontre et échange.

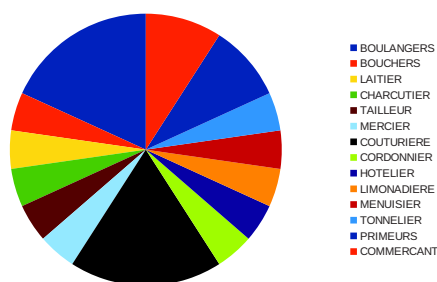


Figure 58. Inventaire des petits métiers de la rue de l'Amour en 1914

2.3.3.1.2. Une très progressive exposition des soldats.

Si l'on fait le bilan humain de ce que la guerre a fait à la rue de l'Amour, il est lourd¹⁴⁸⁸. Mais même sur cette minuscule portion de territoire, il ne peut être, comme dans le canton et le pays, qu'approximatif, pour des raisons géographiques et chronologiques. Les individus bougent et les soldats meurent des suites de la guerre jusqu'aux années 1920 et au delà. Sur la base donc du recensement de 1911, rectifié en 1914 jusqu'en 1920, on compte au moins douze soldats disparus sous l'uniforme soit plus d'un toutes les cinq portes d'entrée.

¹⁴⁸⁷ Christian CAMPS, *Agde, d'hier à aujourd'hui*, Péronnas, Editions de la Tour Gile, 1999

¹⁴⁸⁸ Pour une synthèse voir l'annexe 1

12 soldats morts, 8 veuves et 8 orphelins

N°57		N°56	
N°55		N°54	
N°53		N°52	
N°51		■	<u>ABBAL Raymond</u>, 27 ans, Matelot 5^e DEF, <u>Maladie</u>, St Mandrier, 29/9/1920.
N°49	■	N°48	
		N°46	
N°45		N°44	
N°43		N°42	
N°41		N°40	
N°39		N°38	
N°37		■	<u>BAQUE Jean</u>, 35 ans, lieutenant 150^e RI, Tué ennemi, <u>Souains</u>, 22/9/1915. <u>Marie Jeanne</u>, 30 ans
N°35		N°34	
N°33		N°32	
N°31		N°30	
N°29		N°28	
N°27	■	N°26	
	■	N°24	
	■	N°22	
N°21		N°20	<u>GLEIZES Jules</u>, 30 ans, propriétaire, Soldat, 342^e RI, <u>Captivité Allemande</u>, 28/3/1917, <u>Rose</u>, 27 ans, <u>Pierre</u>, 1 an
N°19		■	
N°17		■	<u>BOUDONNET Joseph</u>, 38 ans, tonnelier, 121 RI <u>Maladie</u>, hôpital de Béziers, 26/12/1914, <u>Marie Jeanne</u>, 34 ans, <u>Antoine</u>, 13 ans, <u>Jeanne</u>, 10 ans
N°15		N°14	
N°13		■	
N°11	■		<u>DANIEL, Alexandre</u>, 19 ans, commis, soldat cycliste, 127^e RI, tué d'une balle à la tête, 11/7/1916, <u>Aisne</u>.
N°9	■	N°10	
N°8	■	N°8	
N°6		N°6	
N°5		N°4	
N°3		N°2	
N°1			

**BOUSQUET Michel, 23 ans,
cultivateur, Matelot 5^e DEF,
Suicide, St Mandrier 7/7/1915**

**ISOIR Jean, 33 ans, sergent major,
176^e RI. Blessure de guerre, CANADA
ISOIR Paul, 27 ans, cap. long cours,
109 RI, Lieutenant, tué à l'ennemi,
Pas de Calais, 15/5/1915.**

**FREZOULS, Edmond, 28 ans,
gendarme à cheval, tué ennemi,
Verdun, 21/10/1916, Jeanne, 22
ans, Marcel, 1 an**

**CAVAILLER Pierre, 28 ans,
cultivateur 163^e RI, soldat, tué
ennemi, Belgique. 12/12/1914,
Caroline, 24 ans**

**ESTOURNET Jean, 32 ans, journalier
aux Salins, soldat 153^e RI, tué ennemi,
Verdun, 17/4/1916, Eugénie, 28 ans,
Catherine, 4 ans, Guillaume, 2 ans**

**NAIDMANN Mathus, 29 ans, employé
de commerce, soldat, 176^e RI,
Maladie, à Itéa (Serbie), 9/1/1919
Joséphine, 27 ans, Eliane 1 an**

Ils laissent huit veuves, une toute les neuf portes, et autant d'orphelins. Ces nombres pourraient peut-être suffire à dire la somme d'attente, d'angoisse et au final de peines. Le résultat de cette approche arithmétique pourrait être comparé à d'autres artères des bourgs du canton ; la rue Hoche par exemple qui lui est perpendiculaire compte moins de veuves et d'orphelins mais autant de morts pour moitié moins d'habitants qui sont en moyenne plus jeunes et donc pour les hommes, davantage mobilisés dans des régiments plus exposés. Le long des nouveaux boulevards qui ceignent le bourg de Marseillan - Voltaire, Pasteur, Lamartine ou Victor Hugo – ou celui de Bessan – de la Liberté ou de la Fraternité - affichant à la fois la prospérité viticole et l'affirmation culturelle des valeurs de la République triomphante, la proportion est à peu près identique ; un peu plus de morts car un peu plus de mobilisés puisque moins d'étrangers.

C'est le 28 décembre 1914 qu'un premier soldat de la rue et de la ville est enterré dans la commune. Le tonnelier de 38 ans, Joseph Boudonnet est mort de bronchite à l'hôpital de Béziers où il était encaserné au 121^e RIT. Son corps est enseveli au « rang de fosse », relevant ses origines modestes et seule la mention « soldat » sur le registre du cimetière et la présence de son nom dans la liste des décédés de son régiment qui clôt l'historique régimentaire¹⁴⁸⁹ rappelle que la guerre avait bien commencé. Il laisse une veuve et un orphelin de 13 ans. Mais étant donné les circonstances, son décès à l'hôpital de Béziers paraît davantage en faire une victime civile. C'est assez lentement que les échos de la catastrophe viennent s'échouer dans la rue pour désormais ponctuer les jours de guerre. Dix jours plus tôt à peine, l'ouvrier agricole Pierre Cavailler, né en 1886, mobilisé dans le 163^e RI de Nice, a été tué à Lombaertzide en Belgique. Si rapidement, que ni sa fiche matricule, ni son acte de naissance, ne porteront jamais la mention « mort pour la France » comme la loi l'impose pourtant. Comment et à quel moment sa jeune femme Caroline, apprend-elle la nouvelle puisque le décès n'est transcrit que quatre mois plus tard, le 22 avril 1915, dans le registre agathois ? Toujours est-il que c'est son père, André, qui demande le retour du corps qui arrive par le convoi numéro 13 du 22 janvier 1922 pour être déposé dans le caveau collectif situé sous le monument aux morts. C'est le 28 décembre 1914 qu'un premier soldat de la rue et de la ville est enterré dans la

¹⁴⁸⁹ *Historique du 121^e Régiment d'Infanterie Territoriale*, Béziers, numérisation P. Chagnoux, 2009

commune. Le tonnelier de 38 ans, Joseph Boudonnet est mort de bronchite à l'hôpital de Béziers où il était encaserné au 121^e RIT. Son corps est enseveli au « rang de fosse », relevant ses origines modestes et seule la mention « soldat » sur le registre du cimetière et la présence de son nom dans la liste des décédés de son régiment qui clôt l'historique régimentaire¹⁴⁹⁰ rappelle que la guerre avait bien commencé. Il laisse une veuve et un orphelin de 13 ans. Mais étant donné les circonstances, son décès à l'hôpital de Béziers paraît davantage en faire une victime civile. C'est assez lentement que les échos de la catastrophe viennent s'échouer dans la rue pour désormais ponctuer les jours de guerre. Dix jours plus tôt à peine, l'ouvrier agricole Pierre Cavailler, né en 1886, mobilisé dans le 163^e RI de Nice, a été tué à Lombaertzide en Belgique. Si rapidement, que ni sa fiche matricule, ni son acte de naissance, ne porteront jamais la mention « mort pour la France » comme la loi l'impose pourtant. Comment et à quel moment sa jeune femme Caroline, apprend-elle la nouvelle puisque le décès n'est transcrit que quatre mois plus tard, le 22 avril 1915, dans le registre agathois ? Toujours est-il que c'est son père, André, qui demande le retour du corps qui arrive par le convoi numéro 13 du 22 janvier 1922 pour être déposé dans le caveau collectif situé sous le monument aux morts. Le problème est bien que les communications officielles n'arrivent pas bien vite et qu'il faut bien faire, on l'a vu, autrement. Si Marie Sigal, à la différence notable de nombreuses épouses, se dispense visiblement d'annoncer les décès de soldats à Joseph, qu'importe, un ou une autre s'en charge pour faire si vite tourner les nouvelles sur le front : « Tu ne m'avais pas dit que le lapin avait été tué, ainsi que le fils Durand dessous la place vieille, je l'ai su par Bellino »¹⁴⁹¹ se plaint Joseph. S'il a été impossible d'identifier ce mystérieux « lapin », l'annonce de son décès court dans plusieurs correspondances. Dans la rue, certaines boulangeries ont déjà fermés puisque sur les six boulangers, trois sont mobilisés. Pas celle de la famille nombreuse des Isoirs au numéro 56 ; les parents et leurs quatre filles sont toujours là à la différence des trois fils ; Jean, 34 ans, sergent-major au 176^e RI est mort des suites de ses blessures sur le navire-hôpital Canada qui le ramène d'Orient le 12 août 1915. Il n'a survécu à son demi-frère que de trois mois. Paul, 27 ans, lieutenant au 109^e RI est tué dans le Pas-de-Calais le 12 mai. Il laisse une veuve. Sur le front, pour les services administratifs des autorités

¹⁴⁹⁰ *Historique du 121^e Régiment d'Infanterie Territoriale*, Béziers, numérisation P. Chagnoux, 2009

¹⁴⁹¹ Joseph à Marie Sigal, 19 décembre 1914

militaires qui en enregistrent les noms puis les transmettent aux mairies, ils sont des numéros matricules, pour les soldats, des camarades de circonstance voire un peu plus. Dans la commune, ils sont avant tout des figures de la rue, celles des fils du boulanger installé en son centre, les frères aînés de Manuel, 22 ans. Victime d'une double fracture de la jambe gauche à Bisping lors de la première bataille meurtrière menée par le 142^e RI en Lorraine, le benjamin de la famille est capturé, interné à Stuttgart, puis en Suisse le 10 mai 1916 avant de passer un long séjour de convalescence à Carcassonne à partir d'octobre 1917, conformément aux accords de la Haye dans son cas, et de bien d'autres, d'où il rejoint le dépôt du 96^e RI, à Agde. Il est enfin définitivement réformé le 1er août 1918 au bout de longs mois d'incertitudes pour ses proches.

Les drames successifs vécus par la famille n'ont pu passer inaperçus, ni la mort du lieutenant Baqué, le gendre du tailleur d'habits, le 22 septembre 1915 encore dans l'Aisne. 1916 s'impose pour la rue de l'Amour, plus que pour le canton, comme l'année terrible avec cinq morts, marins, gendarmes et surtout, une fois encore, fantassins, cette fois à Verdun. Jean Estournet, frère de Louis, réserviste de la Marine, se pensait peut-être à l'abri chez lui mais le 28 décembre 1914, il est rappelé dans l'infanterie et le 17 avril 1916, l'ouvrier agricole, meurt des suites d'une blessure provoquée par un « éclat de bombe dans la fesse gauche » à Verdun cinq jours plus tôt, laissant une veuve et deux orphelins de 4 et 6 ans. Le plus jeune, Alexandre Daniel, n'avait pas encore 20 ans quand il est tué. Le décès du jeune marin Michel Bousquet qui vit avec sa mère et son frère en haut de la rue suscite l'incompréhension à distance de son ami André Serven. Il ne sait pas encore que Michel s'est suicidé à l'hôpital de Saint-Mandrier de Toulon, le 7 juillet 1916. L'acte, extrêmement rare quand il n'est pas caché voire nié, vient souligner l'extrême lassitude des soldats dont le geste apparaît comme une réponse à la réflexion de Joseph Sigal exprimée exactement deux mois plus tôt :

« Oui on en fait des réflexions en soi même, depuis 21 mois que cela dure sans jamais rien qui annonce la fin. Il faut vraiment tenir à sa vie, et avoir quelqu'un qui nous est cher pour pouvoir supporter tous ces malheurs. Car vraiment pour celui qui n'a personne, ni femme, ni enfants, ni parents, il vaudrait mieux qu'il se fasse sauter la cervelle, au moins il aurait fini de souffrir. »¹⁴⁹²

¹⁴⁹² Joseph à Marie Sigal, 7 mai 1916.

L'armistice ne sonne pas la fin de l'hécatombe. Mathus Naïdmann, né à Odessa en Russie, étudiant à Paris, sergent interprète au 176^e RI cantonné à Agde, avait rencontré, on ne sait dans quelle circonstance ni si ce fut avant de partir ou lors d'une permission, sa fiche matricule parisienne étant de toute façon inaccessible, la jeune Joséphine Mauzac et l'avait épousée le 20 octobre 1917 à Paris où avec sa sœur elle était comptable. Eliane était née exactement neuf mois plus tard, le 21 juillet 1918, à Agde, chez sa tante où sa mère est revenue. Mais Mathus décède, certainement de la grippe espagnole en janvier 1919 à Itéa en Grèce, après que son régiment a affronté les Bolchéviques dans une guerre qui n'en finit décidément pas. Raymond Abbal, matelot depuis dix longues années, décède en 1920 à Marseille, si tard que tous hésitent, ils ne savent plus si la responsabilité doit en être imputée à la guerre. Non, dit l'armée qui ne lui octroie pas la mention « Mort pour la France ». Oui, décide sa commune qui grave son nom sur le marbre du Monument aux Morts. Cette longue litanie qui déborde si longtemps la date de l'armistice n'en finit pas de chanter la diversité des mobilisations et des morts de soldats si jeunes.

Dans ces conditions de peines, l'annonce de la capture est accueillie avec soulagement. Joseph Durand fait prisonnier dès le 22 août 1914 à Lunéville avec de nombreux soldats du 96^e RI est interné à Lechfeld pour la durée du conflit mais il est rapatrié pour passer les fêtes de fin d'année 1918 chez lui en famille. De cette attente interminable quant au retour des prisonniers susceptibles de ramener enfin les jours heureux, c'est peut-être encore Marie Loubet qui, en avril 1918, en parle le mieux suite à sa rencontre de Léonie Paulhan, ouvrière agricole de la rue de l'Amour, mère de deux fillettes de deux et quatre ans dont l'époux a été capturé à Verdun en juillet 1916 :

« Mon cher Paul,

Il faut avoir l'espoir, comme tu me dis, de se revoir le plus tôt possible. Voilà 3 ans déjà que j'attends ce jour et il n'arrive jamais ce jour tant désiré. J'ai vu aujourd'hui la femme de Paulhan qui m'a demandé de tes nouvelles comme on fait d'habitude. Nous avons parlé du temps passé. Si tu te rappelles, quand nous avons commencé à nous aimer, c'était aussi le moment où Paulhan a aimé Léonie, tu sais les réflexions que fait Léonie. Elle a parlé quand nous travaillions toutes les deux à la campagne de Gauzy. Il nous tardait le soir d'arriver pour aller promener, alors je t'attendais sur la promenade. Ou sont ces moments? Nous passions des soirées agréables. »¹⁴⁹³

¹⁴⁹³ Marie à Paul Loubet, jeudi 11 avril 1915

Mais il existe des exceptions douloureuses à cette fin somme toute plus heureuse que celles de bon nombre de fantassins. Au numéro 14, la famille Gleizes apprend que son aîné, Louis, est mort en captivité le 27 mars 1917. Progressivement pourtant sont rentrés, assez tôt, les premiers blessés comme le facteur Jules Fontana, au printemps 1915 qui devient dès janvier 1917 trésorier de l'amicale des mutilés qu'il contribue à fonder avec un autre fantassin dans son cas, Louis Vallière. Des naissances susceptibles d'égayer la vie de la rue et de conjurer la mort, il y en eut également. D'après les registres, 38 enfants peut-être y sont nés entre août 1914 et 1921 mais au fil des ans, de moins en moins, puis comme dans tout le canton un peu plus, souvent des petits et petites Espagnols et Espagnoles.

Compter et comparer permet de mesurer combien le trou démographique est abyssal si l'on considère que dans le recensement de 1911, ils étaient 118 – soit trois fois plus - à être nés dans le même écart de temps. La rue célèbre encore en ces temps difficiles au moins une demi-douzaine de mariages mais les adresses ne sont cependant pas toujours mentionnées : deux veufs âgés, quatre Espagnols, un employé des chemins de fer resté à son poste, un permissionnaire du génie de 25 ans en 1917 et enfin un capitaine du 96^e RI qui épouse à nouveau sa femme après en avoir divorcé. Cela fait bien peu pour ramener un peu de joie festive dans la rue. Partout dans le canton la guerre a beaucoup tué et quasiment toutes les voies et places sont concernées.

Pourtant, plusieurs raisons qui s'imbriquent, se succèdent et se complètent font que la tragédie qui se joue sur le front de l'ouest ne révèle que très progressivement aux uns et aux autres même si au moins 59 hommes habitant la rue de l'Amour ont quitté leur domicile entre 1914 et 1919 pour rejoindre leurs casernes, soit au moins un par porte d'entrée ce qui atteste bien de l'ampleur de la mobilisation militaire. C'est peu dire que la vie quotidienne est bouleversée. Mais étant donné la forte proportion d'Espagnols, ces hommes ne représentent « que » 15 % environ des habitants de la rue, soit légèrement moins que dans le canton et que dans le pays. Un autre facteur peut encore brouiller les perceptions. Si c'est bien début août que la majorité des hommes quittent leur foyer, seule une vingtaine part à ce moment-là. Neuf sont déjà encasernés tandis que six déjà restent définitivement à proximité ; l'un dans les chemins de fer, deux sont réformés et trois affectés dans les services auxiliaires de la caserne ou dans un des hôpitaux militaires de la ville. Ce n'est qu'un peu plus tard, durant tout le conflit, que

ces visages croisés quotidiennement deviennent susceptibles d'acquiescer dans l'imaginaire collectif le statut peu enviable « d'embusqué » et de nourrir la suspicion à l'égard des plus fragiles devenus l'objet de réprobation voire de stigmatisation. D'autant que les signes extérieurs de fragilité identifiables dans les sources – débilité notoire, tuberculose, perte du pouce, obésité - ne s'imposent pas toujours visuellement comme tels dans l'espace public. Ainsi, après la réunion du premier conseil de révision le 7 décembre 1914 à Agde qui récupère les deux tiers des exemptés ou ajournés des classes 1896 à 1914¹⁴⁹⁴, Joseph Sigal, qui à ce moment-là arrive sur le front de l'Aisne où il entend, pour la première fois, encore un peu de loin, le roulement des canons, exprime sa satisfaction lorsqu'il commente très rapidement – 2 jours plus tard - la nouvelle, vraisemblablement transmise par son épouse Marie, qui le met en joie : « J'ai reçu ta lettre hier avec plaisir datée du 8, et je suis content que l'on ramasse un peu tout le monde, comme cela il n'y aura pas de jaloux. Adieu un baiser à tous »¹⁴⁹⁵. De fait, six des neuf mobilisables récupérés ce jour-là par l'armée sont plus jeunes que lui, même si parmi eux se trouve Jules Verdier, classe 1891 : « Tu me dis que Verdier a été bon, ce ne serait pas malheureux qu'on le prenne, ça lui apprendrait un peu à ne pas être si fier, mais quand même qu'on le prenne, il n'ira jamais au feu, il restera par là pour garder les voies. »¹⁴⁹⁶ Les prédictions de Joseph s'avèrent exactes puisque, âgé de 44 ans, l'épicier de la rue ne rejoint son corps qu'en mars 1915 avant d'être détaché agricole chez lui dès juillet 1917, sa fiche matricule stipulant qu'il « n'a jamais été aux armées ». Mais ce qui paraît aussi intéressant, c'est qu'exprimé de façon répétée dès le début du conflit, échapper à la mobilisation militaire est dans ce cercle de relations une situation enviée et valorisée par les uns et les autres, et ce presque naturellement. Être mobilisé ne fait visiblement pas partie des codes de virilité de référence à l'inverse d'autres groupes sociaux. Par la suite, Joseph confirme plusieurs fois ces réflexions en considérant que ses beaux-frères sont des « veinards » d'avoir été ajournés, puis, à leur récupération qui finit par arriver, de ne pas être mobilisés dans l'infanterie.

¹⁴⁹⁴ AMA, 537-1 reclassée H1-01, liste des exemptés et réformés maintenus dans cette situation, décembre 1914.

¹⁴⁹⁵ Joseph à Marie Sigal, 15 décembre 1914

¹⁴⁹⁶ Joseph à Marie Sigal, 17 janvier 1915

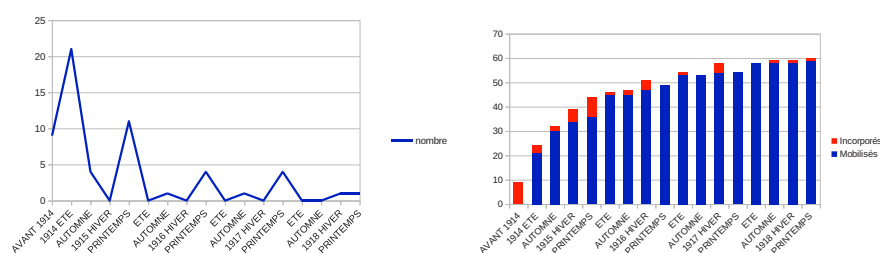


Figure 59. Incorporation des mobilisés selon les saisons d'après les registres matricules

Les départs qui suivent le mois d'août 1914 s'effectuent désormais par vaguelettes de onze puis à peine trois ou quatre voire deux nouveaux soldats. Plusieurs facteurs convergent pour expliquer la plus importante au printemps 1915 : Au départ effectif des récupérés des conseils spéciaux de révision de décembre et d'une grande partie des classes 1889 à 1891, se rajoute l'incorporation de la classe 1916 et enfin l'appel des Italiens sous leurs drapeaux. Suivent ensuite, à chaque printemps, les incorporations par anticipation des classes 1917, 1918 et 1919 et les récupérés des classes antérieures ainsi que l'appel officiel des étrangers à partir de l'été 1917. Outre ces départs proportionnellement limités et très échelonnés, un troisième facteur peut encore venir expliquer le brouillage de la perception de la tragédie qui se joue sur le front de l'ouest.

Tableau 2-13. 1914-1918. Affectation de 59 mobilisables de la rue¹⁴⁹⁷

AFFECTATION	VIVANTS	BLESSÉS	MORTS	TOTAL
REFORMES OU AFFECTES spéciaux	4	0	0	4
REGIMENTS DE FANTASSINS	10	5	7	21
RIT (DONT 121 RIT)	8	2	1	11(8)
DEF	4	0	2	6
ARTILLERIE	6	0	0	6
GÉNIE	1	0	0	1
GENDARMES	0	0	1	1
DRAGONS	2	0	0	2
ETE	1	0	0	1
COA	2	0	0	2
SA	3	0	0	3
TOTAL	41	7	11	59

¹⁴⁹⁷ d'après leur fiche matricule

Certes la majorité des mobilisés reste incorporée dans des régiments de fantassins très exposés au danger, mais elle reste relative puisque ces hommes ne représentent « qu'un » tiers des mobilisés au total. On peut alors comprendre l'espoir de survie exprimé par Joseph au cœur de la fournaise de Verdun, lorsqu'il écrit : « Il faut croire que tout le monde ne sera pas tué, et espérons que je serai peut être du nombre. »¹⁴⁹⁸ Il le fut, à l'inverse de beaucoup d'autres. Cet espoir que l'on retrouve dans beaucoup d'autres correspondances qui vise certes à la rassurance s'appuie au final sur les données objectives observées au front mais venues aussi de la rue. Les conditions des affectations représentent un dernier argument qui peut encore minimiser la perception de la gravité du moment. En effet, dans la rue, mais aussi dans le canton, nombreux sont les territoriaux mobilisés dans le 121^e RIT envoyé au Maroc où beaucoup se retrouvent ensemble pour la durée du conflit et y sont à l'abri.

Pourtant la mort frappe et comme l'a si justement relevé Odon Abbal, « Désormais, ce n'est plus à l'échelle du département ni du canton que les morts se comptent, mais à celle bien tangible de la commune, de la rue, du voisin. »¹⁴⁹⁹

2.3.3.1.3. Alexandre Daniel, espagnol, « nationalisé » par la guerre, classe 1916.

Se pencher précisément par les quelques sources spécifiques nées de la guerre sur la courte expérience militaire du jeune Alexandre Daniel, autre figure de la rue de l'Amour, permet de questionner non seulement la mobilisation militaire des jeunes classes mais aussi celle des Espagnols. Dans l'historiographie du conflit, ces derniers, venant d'un pays neutre, ne sont généralement envisagés que sous l'angle de la force de travail, qu'ils apportent au front intérieur et de fait, presque tous ouvriers agricoles, ils représentent environ un habitant de la rue sur quatre où ils constituent de loin les foyers les plus densément peuplés, situés principalement au centre et au bas de la rue, parties les plus étroites et les plus obscures. Une famille peut accueillir plusieurs pensionnaires ou être constituée de plusieurs noyaux nucléaires : vingt personnes, les Poneyo et leurs pensionnaires, tous venus de Catalogne, habitent ainsi le même logement au numéro 6.

¹⁴⁹⁸ Joseph à Marie Sigal, 3 mai 1916

¹⁴⁹⁹ Odon ABBAL, *Les monuments aux morts de l'Hérault : 1914-1918*, Montpellier, 1998, p. 4

Certaines sont installées depuis plus longtemps que d'autres dans la ville. C'est le cas des Daniel, originaires d'Espolla, en Catalogne. Joseph, le chef de famille âgé de 52 ans en 1914 qui était journalier à l'usine lors de la naissance de sa fille Rose en 1891, est devenu marchand de primeurs avec son épouse Emma, cinq ans plus tard, à celle de son fils Alexandre le 19 décembre 1896. Rose a épousé en 1910, un catalan originaire d'Elne lui aussi ouvrier à l'usine, dont elle divorce en 1920. L'ancrage à Agde de la famille, et en France, s'est donc construit rapidement par l'installation, le travail et le mariage. D'ailleurs, il ne semble pas qu'ils aient du rentrer chez eux à la déclaration de guerre. Selon toute logique, les Espagnols ne devraient pas participer militairement au conflit. C'est bien cela qui les distingue dans les nouvelles hiérarchies d'estime nées de la guerre des Italiens, alliés à partir de 1915, même si trois d'entre eux dans le canton, s'engagent dans la Légion étrangère.

Pourtant, il s'avère que l'armée française a enrôlé de façon non négligeable les jeunes étrangers non volontaires des classes 1914 à 1919, nés en France. Ils sont une quarantaine essentiellement habitants d'Agde et de Bessan dont les quatre Espagnols et deux Italiens vivant rue de L'Amour. Certes, ce n'est que par la loi du 3 juillet 1917 que l'État donne un cadre juridique à un dispositif qui enrôle les jeunes étrangers en prévoyant que, pour la durée de la guerre, tous ceux nés en France ayant entre 18 et 22 ans, soit nés entre 1895 et 1899, reçoivent automatiquement la nationalité française et sont convoqués sous les drapeaux. Ce recrutement spécifique donne lieu à l'instauration d'un registre spécial à Béziers¹⁵⁰⁰. À défaut, ils ont trois mois pour apporter la preuve qu'ils conservent la nationalité de leurs parents par une attestation de leur gouvernement et une déclaration de répudiation écrite de leur main, le choix étant définitif. Cette procédure, par sa complexité administrative, peut s'avérer éminemment dissuasive. La loi ne devrait donc *a priori*, concerner que les jeunes gens à partir de la classe 1915 puisque rien ne stipule qu'elle soit rétroactive. Or, c'est dès 1914, que sont convoqués des natifs de 1896, 1895, voire 1894 comme le batelier Arthur Balzola qui est affecté dans le 142^e RI, dès le 7^{er} septembre 1914 avec les autres garçons de sa classe. Son cas relève de la loi de 1889 qui précise que sont Français les jeunes étrangers nés en France

¹⁵⁰⁰ Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, opus cité, p. 364

qui à l'époque de leur majorité y sont domiciliés, à moins qu'ils n'aient refusé la nationalité française dans l'année de leur 20 ans, ce qu'Arthur Balzola n'a visiblement pas ou pas encore fait en 1914 puisque lors du recensement militaire, il est noté qu'il « a opté », on suppose qu'il s'agit de la nationalité française¹⁵⁰¹. Mais A. Daniel lui, a bien déclaré le 21 décembre 1914, juste avant ses 18 ans donc, cela est mentionné sur sa fiche matricule, qu'il était « fils d'étrangers » et d'après le tableau de recensement, il a fait pour cela une déclaration devant le juge de paix¹⁵⁰². D'ailleurs son camarade François Cullier l'identifie comme tel lorsqu'il le présente à ses parents comme « Daniel le fils de l'Espagnole »¹⁵⁰³. Mais Alexandre n'a visiblement pas eu le temps de refuser dans les formes de la loi la nationalité française, ce qu'il aurait du faire en 1916 dans les formes, en supposant qu'il l'ait voulu. Le 12 avril 1915, né en décembre 1896, il est en effet incorporé, par anticipation, avec la grande majorité de ceux de sa classe, à l'âge de 18 ans. Il semble bien que pour mobiliser ces jeunes Espagnols, le gouvernement ait, soit adapté la loi de 1889 aux circonstances, soit anticipé la mise en œuvre de la loi de 1917. Quoiqu'il en soit le sort militaire dévolu à ces jeunes étrangers souligne une fois encore le besoin sans cesse renouvelé de l'armée française en fantassins.

S'intéresser encore au sort militaire de ce très jeune militaire, c'est plus largement aussi se pencher sur la mobilisation militaire spécifique des jeunes classes. Outre les sources officielles que sont les fiches matricules et deux photographies des conscrits de la classe 1916, il existe les lettres expédiées à ses parents par François Cullier, qui habite à deux rues de son camarade Alexandre et dont les tantes vivent rue de l'Amour. Ces missives donnent l'opportunité d'accéder à quelques brides d'une expérience inscrite dans celle d'un groupe de camarades alors qu'Alexandre n'a pas laissé de traces personnelles conservées même s'il a existé une correspondance expédiée à sa sœur qui en février 1916 a accouché d'un petit Marcel. Les numéros matricules, 259 et 260, des deux jeunes garçons sont voisins sur le registre. La première lettre, C et D, de leur nom de

¹⁵⁰¹ ADH, sous-série, 1R1276, registre matricule du centre de recrutement de Béziers, classe 1914, fiche 734 d'Arthur Balzola

¹⁵⁰² AMA, sous-série 1H28, tableaux de recensement, classe 1916.

¹⁵⁰³ François Cullier à ses parents, 18 avril 1916.

famille suggère qu'ils ont du se suivre à d'autres occasions, en classe notamment, même si François comme beaucoup de garçons de la bourgeoisie viticole est allé après l'école primaire jusqu'en 3^e au lycée où il a été un brillant élève bardé de prix¹⁵⁰⁴. Alexandre a du arrêter ses études bien plus tôt si l'on en croit le niveau d'instruction 2 noté sur sa fiche quand celui de son camarade François est de 4. Dans ses lettres, ce dernier nomme tous ses camarades par leur nom de famille, mais pour le distinguer de Daniel Bousquet, il évoque « Daniel A. ». Cette courte mais dense correspondance qui s'étage du 15 avril 1915, date de l'incorporation, à octobre 1916 où François est tué, représente l'occasion de documenter plus précisément le sort de cette classe 1916 composée de très jeunes gens qui pour un tiers d'entre eux dans le canton n'ont pas même 19 ans quand ils deviennent soldats au printemps 1915. C'est ce que souligne très rapidement François dans la première lettre qu'il envoie à sa tante de Privas en Ardèche où il a commencé les classes en avril :

« Vous êtes curieuses paraît-il, de savoir de savoir ce que l'on fait de cette classe 16. Le bien être et le confort qu'on lui avait promis sont loin d'être ceux dont les chambres et le ministre parlait. Ça barde ! Ça barde même trop pour des gars de 19 ans. Il n'y a qu'à voir le nombre toujours croissant de défaillants sur les rangs pour s'en rendre compte. »¹⁵⁰⁵

155 jeunes gens dont 75 Agathois passent devant le conseil de révision réuni dans la grande salle de la mairie du chef-lieu à la fin du mois de décembre 1915. La photographie prise le long de la rampe de la promenade immortalise ce moment. Très peu ont été réformés ; cinq définitivement et six temporairement. Huit sont placés en service auxiliaire, trois dans des corps non-combattants. 95, soit la grande majorité des 133 combattants, rejoignent des corps de fantassins. Parmi eux se trouvent Alexandre et François qui appartiennent à un petit groupe de cinq camarades dont font partie le batelier Elie Cauvy, André Doumenc, commis à la compagnie des chemins de fer du Midi, ainsi que le cordier François Couderc. L'ordre alphabétique des patronymes semble donc avoir joué un rôle majeur dans les affectations puis dans les itinéraires militaires. Ces cinq garçons débutent ensemble au même endroit leur carrière de soldat jusqu'en avril 1916 : ils rejoignent le 61^e RI à

¹⁵⁰⁴ AMA, PR 76, Fascicules de remise des prix au collège

¹⁵⁰⁵ François Cullier à Jeanne Becq, 15 avril 1915

Privas pour quelques semaines de classes qu'ils continuent à partir de décembre sur l'arrière-front de l'Aisne. Autant d'étapes racontées par François sur un ton détaché qui vise à rassurer la famille mais qui ne parvient pas toujours à cacher l'anxiété. La première rencontre avec la vie militaire représente avant tout une épreuve physique mais aussi un rite d'initiation organisé par l'encadrement, lisibles dans le ton bravache et la familiarité quelque peu feinte du langage utilisée dans la deuxième lettre conservée, expédiée à sa tante et à sa cousine qui habitent, elles aussi, au numéro 24 de la rue de l'Amour, soit sa partie haute :

« Privas le 30 avril 1915, Le matin réveil à 5h $\frac{1}{4}$, à 6 h $\frac{1}{4}$ rassemblement avec fusil, cartouchières et départ pour l'exercice 3 kms pour aller au terrain de manœuvres et à peine arrivé des mouvements en veux-tu en voilà. Le lieutenant s'étonne qu'il y en ait qui tombent, on le met au manque de soupe le matin, à un tas de choses. Bref il va aux cuisines, il s'occupe de notre ordinaire et continue quand même à nous faire bouffer du « portez armes » et un tas de choses. C'est une suée. Enfin ce qu'il y a de chic c'est que les punitions sont rares et la discipline tout à fait relâchée. C'est une grande chose. Le plumard est potable et ne le serait-il pas, la fatigue suppléerait au manque de confort ».

Les longues marches entrecoupées de séances de vaccination succèdent aux exercices de tirs. Il semble qu'à cette date ces jeunes garçons, à la différence notoire d'autres un peu plus âgés comme notamment Paul Bascoul arrivé pour la première fois à la caserne de Rodez le 13 août 1914 et en ligne dès le 22 septembre, bénéficient bien d'une formation militaire mais qu'elle reste inadaptée à la réalité de la guerre de siège qui se déroule sur le front depuis pourtant presque une année. La première permission arrive fin novembre avant que l'incorporation dans la 35^e compagnie du 40^e RI de Nîmes ne signe le 5 décembre 1915 le départ des cinq camarades pour la zone des armées, dans le secteur de Reims, où toujours sans avoir été exposés au feu, ils fêtent, encore ensemble, Noël par un repas copieux et arrosé commandé à proximité. Le ton du récit est enjoué quelles qu'en soient ses possibles motivations : un état d'esprit résolument optimiste, la volonté de cacher une angoisse diffuse ou de rassurer des parents inquiets sur ses conditions matérielles et sa sécurité :

« Ensuite je vous dirai que nous avons pris des précautions pour faire le gueuleton traditionnel. Enfin je suis toujours en bonne santé ainsi que les copains et on mentirait si nous disions que nous souffrons. Nous

touchons maintenant un quart de vin à chaque repas en sorte que l'on vit comme des bourgeois. »¹⁵⁰⁶

Ce n'est qu'à la fin du mois que les jeunes soldats découvrent pour la première fois physiquement la guerre, indirectement. Un hommage rendu à des soldats non combattants du Midi dont la résistance héroïque des acteurs relève peut-être déjà de la légende¹⁵⁰⁷ est prétexte à la réception d'une belle leçon militaire de patriotisme mais peut-être surtout à une première prise de conscience que la guerre tue et qu'elle tue en nombre :

« Aujourd'hui nous avons eu marche militaire (la compagnie seulement). Nous sommes allés à Mont Saint Père à 8 kms d'ici. Là nous avons rendu les honneurs à 23 cavaliers du 16^{ème} train des équipages (Lunel) tombés vaillamment le 3 septembre 1914 pendant la retraite. S'étant égarés ils furent surpris par les uhlans de Guillaume et préférèrent mourir plutôt que de se rendre. On a élevé sur leurs restes glorieux une tombe que des mains pieuses entretiennent soigneusement. Le lieutenant commandant la compagnie nous a fait un speech et après un dernier salut à ces braves nous sommes rentrés fortement impressionnés. Le 6 septembre devait revoir dans ces parages les troupes françaises victorieuses repousser les Boches en déroute et leur faire payer durement leur avance téméraire... »¹⁵⁰⁸

Cependant le 2 janvier 1916, François peut pourtant encore écrire que « nous ne connaissons rien de la guerre. On entend bien quelques coups de canons ». C'est à ce moment précis cependant qu'il commence à utiliser l'occitan dans ses lettres pour se plaindre de l'insuffisance de la nourriture auprès de ses tantes, pensant peut-être déjouer l'éventuelle censure : « C'est la distribution de la soupe, aiguoboulide »¹⁵⁰⁹ ou pour préciser où il se trouve : « hier matin après une dizaine de kilomètres de marche nous sommes arrivés ici à N. a. V. dans le département de l'ânesse (lisez en patois)¹⁵¹⁰ . Les cinq camarades sont emmenés à se séparer au début du mois d'avril pour participer en renforts à la reconstitution des régiments décimés sur le front, « par conséquent le bataillon est une unité composée à titre temporaire : j'entends par là que les 1000

¹⁵⁰⁶ François Cullier à ses parents, 24 décembre 1915

¹⁵⁰⁷ Ni le site *Mémoire des hommes* ni les historiques régimentaires, ni les JMO par compagnies, incomplets, n'en gardent trace, Il existe seulement à la date du 3 octobre, trois décès dans le 16^e ETE par tir d'obus à Grosrouvres mentionnés.

¹⁵⁰⁸ François Cullier à ses parents, 28 décembre 1915

¹⁵⁰⁹ « eau bouillie », François Cullier à sa tante et cousine, 28 février 1916.

¹⁵¹⁰ « Aisne », François Cullier à ses parents 16 septembre 1916.

hommes d'ici ne partiront pas à la fois mais par petits paquets » explique précisément François à ses parents auxquels il annonce de cette façon l'éclatement du petit groupe mais il précise qu'il peut cependant « intégrer la Musique du régiment grâce à son saxophone, ce qui retarderait sa montée en ligne. »¹⁵¹¹ Ces jeunes classes, à la différence de celles qui les ont précédées, à peine arrivées dans la zone des armées changent donc désormais en permanence d'unité, ce qui peut les rendre, par l'isolement social et les efforts systématiques d'adaptation que cela représente, bien plus fragiles. C'est par paires que le groupe d'amis se quitte afin de rejoindre les premières lignes pour la première fois. Les premiers à partir sont, le 16 avril, Alexandre Daniel et Elie Cauvy en tant que « bombardiers », c'est-à-dire grenadiers pour combler les vides du 127^e RI dont les soldats...

« reviennent du pastis Verdunois où ils ont passablement écopé. Ils viennent prendre un repos bien mérité dans les parages et en profitent pour se réformer. Je crois qu'ils resteront encore longtemps à l'arrière et ensuite on leur assignera sûrement un secteur plus tranquille que celui qu'ils viennent de quitter. La date du départ du renfort n'est pas fixée »¹⁵¹²

Cette date est renseignée par l'historique du régiment qui salue cet apport de jeunes soldats qui viennent « renforcer » le régiment décimé à Verdun :

« Le 21 avril, le 127^e Régiment d'Infanterie relève les éléments du 18^e Corps d'Armée (49^e et 71^e Régiment d'Infanterie) dans le secteur d'Oulches. Jusqu'au 30 Juillet 1916, il organise les secteurs d'Oulches et du Plateau Triangulaire. Période relativement tranquille, de travaux et de quelques coups de main. C'est à ce moment que rejoignent les jeunes soldats de la classe 1916, qui se montrèrent de suite admirables et qui rivalisèrent de courage et d'ardeur avec leurs anciens. »¹⁵¹³

C'est dans cette « période relativement tranquille », qu'Alexandre Daniel rivalisant « de courage et d'ardeur » donc, est tué d'une balle dans la tête, le 11 juillet 1916. Il n'était plus grenadier mais cycliste. D'après l'adjudant Pierre Bellet qui rend un hommage appuyé à tous les agents de liaison avec lesquels il a travaillé, « la place est recherchée car, malgré ses risques, elle procure un bien-être relatif et un peu

¹⁵¹¹ François Cullier à ses parents, 5 mars 1916

¹⁵¹² François Cullier à ses parents, 13 avril 1916

¹⁵¹³ Anonyme, Historique du 127^e RI, P. Fassiaux-Dufrenne, 1920, numérisé par Julien Brasseur

d'indépendance »¹⁵¹⁴. Le cycliste doit être « très courageux, intelligent, dégourdi, bon observateur » précise t-il encore mais il souligne que la fonction est éminemment exposée donc dangereuse. Alexandre faisait certainement preuve de toutes ces qualités, lui qui avait été condamné à trois jours de prison pour coups et blessures en juillet 1913, à l'âge de 15 ans à peine. Mais a-t-il seulement connu une bataille ? Elie Cauvy, gravement blessé au visage sous un impact de balle à Laffaux en avril 1917, est déplacé en service auxiliaire.

Quant à François, déstabilisé, il cherche à se retrouver, pas tant avec des camarades de son âge ce qui semble désormais impossible puisque le 5 mai, deux autres membre du groupe sont à leur tour envoyés en renfort et que lui se dirige progressivement vers les premières lignes dans une formation de pionniers, qu'avec des connaissances de voisinage agathois qui appartiennent notamment au 296^e RI. Certes, ces soldats ont une bonne dizaine d'années de plus que lui, mais dans la vie civile ce sont ses voisins et il n'hésite pas à se lancer dès qu'il le peut dans de longues marches pour passer un moment avec eux. C'est à ce prix qu'il évite un trop grand isolement. Le 16 août, il part à son tour en renfort du 132^e RI avec André Doumenc, l'ultime camarade du petit groupe, d'abord au dépôt divisionnaire, puis le 25 août, dans la 3^e compagnie du 2^e bataillon. Dès lors, cette amitié prend dans les écrits une importance considérable. François reste un garçon très docile qui rassure sa famille de façon lénifiante, exprimant régulièrement sa foi dans l'arrivée prochaine de « la Paix dans la Victoire », puis seulement l'espérant, appréhendant, toujours résigné, le danger qui se rapproche. C'est paradoxalement quand les canons tonnent le plus puissamment au plus près de lui, sur le front de la Somme et que le soldat est sur le point de monter en première ligne que le récit de la guerre devient une fiction susceptible de toujours davantage rassurer des parents inquiets :

« Les nouvelles arrivent excellentes de tous les fronts. Nous irons au pastis au moment où l'ennemi ne sait trop où se tourner et je crois qu'on les aura... Enfin ne vous en faites pas : les poilus qui reviennent de la Somme paraissent enchantés. Peu ou pas de feux violents d'artillerie ennemie : les contre-attaques seules sont à craindre. »¹⁵¹⁵

¹⁵¹⁴ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14, opus cité*, p 61-62

¹⁵¹⁵ François Cullier à ses parents, 18 septembre 1916

La dernière lettre conservée date du 26 septembre. Le soldat est dans les tranchées mais n'a pas participé avec son régiment à l'attaque meurtrière du 23 septembre et pour la première et dernière fois exprime ses doutes : « Nous attendons les événements avec calme. La canonnade a considérablement diminué. Je ne sais trop si on a gagné beaucoup de terrain »¹⁵¹⁶. La missive croise celle de son père, si anxieux qui lui demande cet impossible tant il porte de contradictions mais récurrent sous la plume des parents : « de ne pas t'exposer inutilement, tout en faisant ton devoir et surtout du sang froid. »¹⁵¹⁷ Le jeune soldat est tué le 3 octobre ou 4 octobre sous un violent marmitage dans le secteur de Bouchavesnes, trois mois après Alexandre. Le 16, André Doumenc son ami, blessé légèrement mais évacué pour un mois, expédie une lettre de condoléances aux parents de celui qu'il considérait « presque comme un frère »¹⁵¹⁸. Comme celle d'Alexandre, mais aussi de François Couderc mort à Verdun, et encore de 37 autres garçons nés en 1896, soit plus de 40 % des fantassins de la classe 1916 du canton, l'expérience militaire de François dans les tranchées de la Somme, de Verdun ou d'ailleurs, fut extrêmement brève, la plus tragique de celles de toutes les jeunes classes et avec la classe 1913, celle de toutes les générations. En 1936, 20 ans plus tard, les survivants à peine quadragénaires se font photographier au même endroit qu'en décembre 1914. Comme une façon d'éprouver encore et toujours la survie ?



¹⁵¹⁶ François Cullier à ses parents, 26 septembre, 1916

¹⁵¹⁷ Noël Cuillier à son fils François, 26 septembre 1916

¹⁵¹⁸ André Doumenc aux parents de François Cullier, 16 octobre 1916

Figure 60. « Vers 1930, Survivants de la classe 1916 »¹⁵¹⁹

2.3.3.2. Au numéro 3, une famille d'ouvriers : les Sigal.

2.3.3.2.1. « Nous sommes pauvres »¹⁵²⁰ ou l'évidence de l'isolement social.

A l'opposé générationnel mais à quatre portes d'Alexandre Daniel, l'imposant corpus des presque 800 lettres plus ou moins longues et cartes envoyées par Joseph Sigal du 4 août 1914 au 9 janvier 1919 à son épouse Marie et à ses filles permet de se pencher sur l'itinéraire d'un soldat de l'infanterie territoriale, marié, père de famille, ouvrier déraciné de son Aveyron natale - Joseph est né à Saint Just de Viaur dans le canton de Naucelles - qui d'après sa fiche matricule se fixe dans la rue de l'Amour en 1913-1914 pour ne plus en déménager, après s'être déplacé dans la plaine biterroise au gré des propositions de travail dans les domaines viticoles. Il est à Béziers puis à la ferme St Martin de Graves à Pézenas en 1902, au domaine des Barrettes à Agde en 1904, ville dans laquelle il s'installe définitivement vers 1909. Joseph est parfaitement conscient de son statut de dominé et rappelle à son épouse à plusieurs occasions en parlant de sa famille : « Nous sommes pauvres ». Absent du recensement de 1911, il est pourtant employé à l'usine à gaz d'Agde à cette date. En 1914 comme en 1921, il est journalier à l'usine d'acide tartrique et exprime, au regard de sa situation sur le front, la nostalgie d'une satisfaction professionnelle liée à sa tâche et à l'ambiance de travail : « quand tu auras l'occasion de voir M Blanc ou quelqu'un de l'usine, tu leur donneras bien le bonjour de ma part, et tu leur diras qu'il me tarde de revenir voir les saturateurs. »¹⁵²¹ Etienne Blanc, né en 1865, non mobilisé est un voisin, lui aussi journalier à l'usine. Joseph est marié depuis 1904 à Marie Cabal née en 1882, avec laquelle il a eu quatre filles : Augustine née en 1900 hors mariage et qui travaille déjà en 1914 à Saint Affrique (Sud Aveyron), Joséphine, elle aussi née dans l'Aveyron, en 1905, à la différence de Marcelle en 1909 et d'Yvonne en 1911, toutes deux natives

¹⁵¹⁹ Prise au même endroit qu'en décembre 1914. Au 3^e rang, Elie Cauvy, gueule cassée, au dernier rang 2^e à gauche, André Doumenc, et au 2^e rang avec le nœud papillon, Jean Chavardès dont il question au chapitre 7.

¹⁵²⁰ Joseph à Marie Sigal, 10 juin 1915

¹⁵²¹ Joseph à Marie Sigal, 31 décembre 1914

d'Agde. Après la guerre, naît Albert. Cette année-là, il n'est pas le seul nouveau-né agathois puisque en 1920 puis 1921, le nombre de naissances a doublé dans la ville par rapport à 1917, à l'image de tout le pays. Le mouvement ne dure d'ailleurs pas, les démographes ont fait rapidement le constat que « Le rattrapage démographique de l'après-guerre est de très courte durée car l'appauvrissement démographique de la France est trop important et l'attitude malthusienne d'avant guerre réapparaît rapidement. »¹⁵²². La famille loue un jardin ouvrier au bord de l'Hérault qui apporte un complément de ressources et auquel elle consacre une partie importante de son temps libre. Joseph a au moins deux sœurs, Emilie et Rosalie, et deux frères. François et Hippolyte, tandis que Marie a trois frères, Marcel, Henri et Louis. Tous vivent dans l'Aveyron. Est-ce parce que le néo-agathois a des relations difficiles avec ses beaux-parents et ses trois beaux-frères, tous restés proches les uns des autres, qu'il a quitté « le pays » ? Toujours est-il que Joseph et Marie représentent une exception en étant les seuls de cette nombreuse famille à avoir émigré vers la plaine et à avoir choisi le déracinement géographique et familial. Tel est le premier réseau social de Joseph ; familialement dense mais géographiquement éloigné. S'il en est beaucoup question dans les correspondances, c'est souvent pour se plaindre d'une absence de solidarité qui souligne en creux l'isolement de la famille nucléaire à la différence d'autres témoins appartenant au même milieu social comme les Barbezier ou les Vidal qui peuvent s'appuyer sur place sur une famille très élargie et solidaire. Ses voisins qui le plus souvent, étant donné le peuplement de la rue, sont aussi ses collègues de travail, composent le second réseau de sociabilité. Lister leur noms dans la correspondance c'est se rendre compte d'abord de la faiblesse de leur nombre (une dizaine en tout sont au moins cités une fois dans une des 800 lettres) puis qu'ils appartiennent à sa génération de quadragénaires souvent déracinés comme lui. L'alter égo des deux premières années de guerre, Rémy Bellino, avec lequel il débute le conflit, est né à Aubin en 1875 dans l'Aveyron, il est père de deux enfants et les épouses lisiblement se croisent plus qu'elles ne se fréquentent. Trois autres ouvriers de l'usine sont nommés ; François Darros, avec lequel il correspond épisodiquement, réformé car privé d'un pouce, Paul Tessel, un des premiers

¹⁵²² Gérard-François DUMONT, La population de la France au XXe siècle, un bilan extraordinairement contrasté » dans *Population et avenir*, Association Population et Avenir, 2000, p. 4-9.

permissionnaires du mois d'août, né en 1873 et Célestin Loubet le « menuisier qui travaillait autrefois à l'usine ». En 1917, il retrouve dans son régiment, Marius Bergé le charbonnier lorsque ce dernier est versé dans le même régiment, le 36^e RIT le 5 août 1917, après avoir fait un long passage au 296^e RI à partir du 1^{er} janvier 1916, où il est blessé par un éclat d'obus, puis au 412^e RI. Il partage encore avec sa femme trois relations de voisinage suffisamment importantes dans leur vie pour que Joseph y fasse plusieurs fois référence de façon positive à la différence de celles qui concernent la famille aveyronnaise, du moins jusqu'en 1916, notamment dans une formule, récurrente qui n'est pas que de forme : « Tu donneras le bonjour à tous mes amis et camarades aussi à Mme Monti et Mme Fontana et encouragez-vous une avec l'autre et que vous ne languissiez pas trop ».¹⁵²³ Il s'agit de deux couples plus jeunes, Le facteur corse Jules Fontana et son épouse, parents d'un petit garçon, né en 1911, d'Eugène et Marie Monti, originaires des Hautes-Alpes, et enfin de Michel Orpy, notaire et huissier de justice et son épouse Marguerite, chez lesquels Marie fait des ménages, garde l'enfant qui naît en 1915 et qui sont les propriétaires du jardin. Ce réseau au final s'avère fort réduit et peu à même de représenter une ressource dans les épreuves.

Le noyau le plus solide reste donc celui de sa famille nucléaire, constitué de son épouse et ses quatre filles, ce qui peut expliquer la densité, la régularité et peut-être surtout la permanence des échanges épistolaires durant toute la durée du conflit non seulement du couple mais aussi de Joseph avec Augustine sa fille aînée alors que Joseph fait état au bout de deux mois de l'absence fréquente de correspondances expédiées ou reçues entre les membres des familles séparées :

« Mr Bellino se porte toujours bien aussi, tu donneras le bonjour à sa dame de ma part. Quand on peut le faire par écrit, c'est déjà beaucoup, car il y en a pas mal qui n'ont rien envoyé depuis qu'ils sont partis, ce qui donne beaucoup à penser à leurs familles »¹⁵²⁴.

Du Maroc, Louis Palmier, donne dès le 11 novembre 1914 quelques éléments d'explication à ce constat qui rappelle que malgré les millions de correspondances expédiées durant le conflit, plus encore d'individus ne s'écrivent que peu ou pas :

¹⁵²³ Joseph à Marie Sigal, 23 septembre 1914

¹⁵²⁴ Joseph à Marie Sigal, 20 septembre 1914.

« J'ai vu Trilles en allant chercher la soupe car je n'y serais pas allé exprès et lui ai dit que sa femme n'était pas contente de ne rien avoir reçu. Il m'a répondu qu'il savait plus quoi écrire à sa femme, qu'il était surchargé de travail. Je n'ai pas insisté car j'ai remarqué que cela ne lui faisait pas plaisir. »¹⁵²⁵

De fait, conscient que le courrier représente l'outil le plus solide si ce n'est le seul qui lui permet de maintenir le lien même ténu avec les siens, Joseph qui écrit « ne pas aimer écrire » en octobre 1914, affirme trois mois plus tard puis à de multiples reprises qu'il ne peut s'en passer face à la longue séparation. Sa correspondance de guerre qui n'a pas été entièrement retrouvée – dix lettres ont encore rejoint le fonds en septembre 2020 et autant en mai 2021- est dispersée entre la famille, et plusieurs collectionneurs qui en ont fait don ou prêt pour leur numérisation au service des archives municipales d'Agde qui l'a inventoriée. Ces lettres et cartes ont progressivement été transcrites à l'occasion de diverses manifestations commémoratives dont celles du Centenaire dans la commune¹⁵²⁶. Joseph écrit beaucoup, sur tous les types et formats de supports papier, une fois tous les deux jours au minimum, surtout en 1915 et 1916, quand il est au plus près du danger¹⁵²⁷.

2.3.3.2.2. Une très longue séparation.

Le parcours militaire du soldat né le 15 décembre 1876 se diversifie dans la durée du conflit jusqu'à sa démobilisation fin janvier 1919¹⁵²⁸. Il part dès le 3 août pour le 159^e RIT à Rodez. Le 24, il rejoint la 3^e compagnie du 124^e RIT de Dignes-Marseille et va de cantonnement en cantonnement dans l'arrière-pays provençal. Ce départ très rapide tarit immédiatement et doublement la source principale de revenu du foyer. L'ouvrier non seulement perd son emploi, mais ne vendange pas non plus et ne peut assurer sa provision annuelle de vin par le grappillage ni consommer ses réserves dont il demande des nouvelles.¹⁵²⁹ Finalement, le 3 décembre, il lui faut accepter que le vin soit imbuvable et de conclure résigné avec l'une de ses nombreuses maximes qui d'après

¹⁵²⁵ Louis à Joséphine Palmier, 11 novembre 1914

¹⁵²⁶ Virginie GASCON, *Catalogue de l'exposition 14-18, Agathois dans la Grande Guerre*, ville d'Agde, 2014.

¹⁵²⁷ Joelle HERMANGE et Barbara BONIFACE, « La correspondance de Joseph Sigal », dans J. SAGNES (dir.), *1914-1918, L'Agadès dans la guerre, Cahiers du GRHISTA n. 7*, 2015, p. 21-38.

¹⁵²⁸ ADAveyron, registres matricules en ligne, fiche 1678 au recrutement de Rodez, classe 1896

¹⁵²⁹ Joseph à Marie Sigal, 6 octobre.1914,

Richard Hoggart sont communes à « la culture du pauvre »¹⁵³⁰ : « C'est dommage que le vin du grenier ce soit gâté justement que c'était le meilleur, enfin tant pis, il vaut mieux le vin que nous. » En novembre, il a rejoint la zone des armées dans l'Aisne autour de Soissons mais ce que ne signale pas sa fiche matricule, c'est que face à l'hécatombe de 1914, l'armée le considère désormais assez jeune pour le verser avec 575 autres soldats de son régiment dans le 276^e RI, un régiment d'active, dès le 21 janvier 1915. Il y reste plus de deux ans, y connaît l'épreuve du feu aux Bois aux buttes dans l'Aisne, le creusement de tranchées et l'édification d'abris sous le risque des balles ennemies et les déplacements nocturnes pour transporter de l'eau sur des chemins et boyaux détremvés plongés dans l'obscurité sous la menace permanente des bombardements. Ce n'est qu'en juillet 1917, qu'il retrouve une unité territoriale, le 36^e RIT, où il multiplie les travaux d'abord très physiques à l'arrière comme la construction de baraques Adrian ou l'abattage d'arbres. Puis ses affectations sont plus tranquilles, telle la garde de prisonniers, le maniement de matériel à incendie avec les pompiers, l'affectation à la gare de triage des chemins de fer à Vaires-Torcy où il contrôle les permissionnaires avant de finir détaché dans le 5^e génie à Dunkerque en novembre 1918 où il apprend le fonctionnement des trains de marchandises. Il n'est démobilisé que le 12 janvier 1919. Sa guerre aura duré 53 mois et demi, plus de quatre années de sa vie. Il aura bien cherché de multiples moyens, toujours légaux, pour rentrer définitivement chez lui mais en vain. Si sa correspondance n'échappe pas toujours à la description répétitive de la monotonie du quotidien sur le front et l'arrière-front, d'autant que n'étant jamais sûr que son courrier parvienne à destination, il répète souvent ses propos, elle dit beaucoup des difficultés de la vie à l'arrière et énormément de la construction du lien indéfectible qui lie dans les épreuves les six membres de sa famille nucléaire. Tout au long de la séparation, le discours, souvent réflexif, sans vraiment se transformer, se durcit, en particulier quand Joseph est directement exposé au danger sous le feu de l'artillerie en 1915 et 1916. Fin décembre 1914 encore, le soldat adhère plus ou moins, comme beaucoup d'autres, au discours plus que dominant d'une guerre juste parce que défensive, quasi le seul audible et dicible, non sans cependant déjà un fond d'ironie :

¹⁵³⁰ Richard HOGGART, *La Culture du pauvre, Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Traduit de l'anglais par Françoise et Jean-Claude Garcia et par Jean-Claude Passeron, 1970, Collection Le sens commun, p 57-59

« D'après les journaux, les Allemands reculent de partout, il n'y a que ici qu'ils ne bougent pas, alors il faut bien qu'on les déloge d'un côté ou de l'autre, malgré qu'ils soient bien retranchés il faudra bien qu'ils s'en aillent de par là. »¹⁵³¹ Dans la même lettre cependant il écrit son impatience de quitter l'habit de soldat. La légitimité contrariée par les difficultés à bouter physiquement le boche hors de France se retrouve dès l'automne 1914 dans la plupart des correspondances de fantassins du corpus. Mais de résigné ou plutôt circonspect, Joseph devient révolté à partir de la mort, le 21 juin 1915, de celui qui est devenu son meilleur camarade, rencontré à Rodez en août 1914, Julien Maruejols, dans une embuscade, premier contact physique proche avec l'ennemi que connaît le soldat. Sa colère écœurée s'amplifie encore lorsque le 14 février 1916, son nouveau camarade, le Corrézien Antoine Clary est tué à son tour d'une balle dans la tête, à ses côtés, lors de travaux de terrassement à la Ville-aux-bois dans l'Aisne, le plongeant dans une grande tristesse. De plus, entre ces deux dates, décèdent les deux époux de ses deux sœurs.

Cet enchaînement rapide de micro-événements personnels tragiques, enchâssés dans des événements militaires majeurs permet d'éclairer la façon dont, Joseph percuté par ces pertes, est saisi par un sentiment d'injustice qui prend le pas sur son attitude résignée et comment se produit la dynamique de refus chez un individu qui appartient au vaste monde des dominés. Dès la première perte en juin 1915, assez tôt donc, Joseph exprime clairement une ligne de conduite qu'il dit partager avec ses camarades et n'en dévie pas :

« En ce moment-ci, chacun cherche à sauver sa peau, et on ne pense pas aux champs ni aux vaches ni aux moutons s'ils souffrent de son absence, il s'agit de bien se porter, et de ramener sa carcasse chez soi ; voilà le but de tous tant que nous sommes à la guerre. »¹⁵³²

Il précise ses arguments, à l'occasion de la réception d'une carte de sa fille cadette de 7 ans, dans un long exposé réflexif à teneur très politique, et peut-être éminemment lucide au moins sur sa propre impuissance, né des conversations qu'il a avec ses camarades sur le front et qui se clôt avec superbe. Il est d'ailleurs un des rares témoins du corpus sinon le seul à considérer l'avenir en couleurs très sombres :

¹⁵³¹ Joseph à Marie Sigal, 21 décembre 1914

¹⁵³² Joseph à Marie Sigal, 27 juillet 1915

« J'ai reçu hier ta carte bleue et la lettre de Marcelle, mais je vois bien que ce n'est pas elle qui l'a écrite, et puis c'est la maîtresse qui la lui a dictée à l'école. C'est des lettres tu sais que je n'aime pas beaucoup quand on me parle de la France ou de la patrie, on en est dégoûtés maintenant. En ce moment ci chacun pense à ramener sa peau et pas plus et de revoir ceux que l'on aime. Ceux qui font croire qu'ils sont patriotes et qu'ils aiment la France, c'est ceux qui n'ont jamais été au front, et qui n'iront jamais, c'est les embusqués qu'on appelle ou les millionnaires qui versent de l'or pour continuer la guerre, et naturellement pour faire tuer quelques pauvres diables de plus. S'ils étaient obligés d'y aller comme nous, ils ne seraient pas si patriotes, ils ne parleraient pas de verser le sang pour la France. Nous, les ouvriers les pauvres, que l'on soit vainqueurs ou vaincus, il nous faudra toujours travailler pour gagner la vie, et ce sera les gros qui en profiteront de la guerre au dépend du pauvre bougre. On ferait mieux à l'école de leur parler et apprendre autre chose que de leur mettre toutes ces bêtises dans la tête. Tu verras après la guerre augmenter les impositions, et les vivres chères comme tout, il faudra les payer les pots cassés, et qui c'est qui en souffrira ? Ce sera toujours la basse classe, l'ouvrier comme nous sommes tous, ceux qui sommes au front. Ce ne sera pas le riche qui possède des millions qui en souffrira, et pourtant c'est pour eux que nous nous battons, pour défendre leurs domaines ou leurs usines. Et après la guerre, ils ne regarderont pas si on a versé notre sang pour eux, ils ne payeront pas davantage, au contraire ils seront contents de nous faire crever pour travailler, et de nous donner une journée dérisoire, pour nous empêcher juste de crever de faim. Enfin je m'arrête, parce que plus j'en dis, plus ça me monte la tête, et ça ne sert à rien. Le bonjour à tous les voisins et amis, de ma part, et reçois chère maman mille baisers et caresses de celui qui t'aime toujours, et qui t'aime mieux que ce qu'il aime la patrie. Comme nous disons entre nous, la patrie nous l'avons au... J S »¹⁵³³

Cette longue lettre propose un éclairage rare sur la circulation de propagande officielle ou de la « culture de guerre » ordinaire, la façon dont certains soldats la réceptionnent, démontent son élaboration, ici par l'institution scolaire, critiquent sa diffusion à l'arrière, par l'institutrice, pour au final en marquer les limites et exprimer clairement leur rejet au nom d'une nette position de classe dans laquelle les deux figures les plus honnis du poilu, celle du « profiteur de guerre » et celle de « l'embusqué », se confondent pour préparer un avenir difficile à la « basse classe ». Alors que sous la plume de Joseph, la sortie de guerre s'annonce radieuse d'un point de vue intime, politiquement, elle s'affiche nettement pessimiste. Par conséquent, l'argument de la défense de la Patrie devient une préoccupation très secondaire, voire une contre-valeur exprimée plusieurs fois, culminant en décembre 1916 dans ce qui pourrait valoir à Joseph un délit de défaitisme : « Enfin que cela finisse d'un côté ou de l'autre ça m'est égal pour but que nous voyons la fin. »¹⁵³⁴

¹⁵³³ Joseph à Marie Sigal, 19 décembre 1915

¹⁵³⁴ Joseph à Marie Sigal, 13 décembre 1916

Comment dès lors revenir vivant dans un foyer ébranlé par la guerre qu'il faut maintenir dans l'épreuve parce qu'il reste la seule ressource qui vaille ? L'ouvrier agricole Joseph Sigal, a bien quelques solutions politiques qu'il exprime en deux lettres successives à son épouse Marie. Il lui explique notamment les raisons de sa grande colère lorsqu'il a appris que sa fille Augustine, croyant bien faire, avait acheté des bons de la Défense nationale. Mais si cette position reste partagée par d'autres soldats¹⁵³⁵, elle ne l'est pas suffisamment pour atteindre son but :

« Ici ils vont jusqu'à nous demander de l'argent à nous, pour la défense nationale, tu crois que c'est pas affreux de voir demander de l'argent aux soldats. C'est pour cela que je te disais que plus on donnera de l'argent plus la guerre durera un peu de partout ça fait qu'ils en trouvent toujours. »¹⁵³⁶

2.3.3.2.3. « Pour tenir partout »¹⁵³⁷ ou comment maintenir l'équilibre ?

Dès lors en attendant l'éventuel tarissement des ressources financières des gouvernements, vainement espéré et attendu, ce qui se joue relève autant des stratégies individuelles mises en œuvre sur le front que de celles déployées à l'arrière. Ce qui frappe, malgré le filtre que représente les lettres de Joseph qui choisit les mots qu'il reprend dans ceux de son épouse, c'est la multiplicité des activités très différentes les unes des autres, mais toujours dévalorisantes, précaires et faiblement rémunérées que Marie se voit obliger d'exercer dès août 1914, pour simplement nourrir sa famille, payer le loyer malgré le moratoire instauré par le gouvernement dont l'informe Joseph mais dont on ne sait si elle en profite, et envoyer quant elle le peut argent et colis à son époux¹⁵³⁸, bref pour « tenir partout ». Chaque automne, seule d'abord en 1914, puis avec ses filles de 11 et 9 ans à peine, les années suivantes, elle vendange. Mais souvent loin de chez elle car socialement isolée dans le bourg du fait de l'installation récente de la famille, elle est manifestement écartée du bouche-à-oreille qui permettrait de parcourir à pieds de plus courtes distances pour se rendre dans la vigne. Elle entretient encore le

¹⁵³⁵ C'est le cas du cultivateur Léon Plantié dès 1915, dans Cécile PLANTIE, *Que de baisers perdus... La correspondance intime de Léon et Madeleine Plantié (1914-1917)*, préface de Clémentine Vidal-Naquet, Presses universitaires de Bordeaux, 2020, p 308-338

¹⁵³⁶ Joseph à Marie Sigal, 4 novembre 1916

¹⁵³⁷ Joseph à Marie Sigal, 12 septembre 1915

¹⁵³⁸ Voir chapitre 2.1.1.2.2

jardin ouvrier familial censé rapporter fruits et légumes pour la consommation familiale mais aussi pour la vente. Sans cesse réévalué par le couple quant au rapport bénéfique/fatigue positif qu'il est susceptible de fournir, ce lopin reste malgré tout travaillé jusqu'à la fin de la guerre et en 1917, au moment de la forte augmentation des prix, Marie rajoute même un élevage de lapins à celui des poules. Ressource nourricière, il représente certainement également, surtout pour Marie et ses filles, un exutoire bienvenu à l'exiguïté du logement tout autant qu'une activité agréable partagée. La situation économique du foyer reste en permanence fragile et il s'agit de ne rien jeter - « gaspiller » est un terme récurrent des échanges -. Ainsi quand le vin issu du grappillage a tourné, Marie parvient à le vendre comme vinaigre car, tout en économisant sur chaque poste de dépense du foyer, elle cherche en permanence d'autres sources de revenu.

Elle fait encore des ménages, au grand dam de son mari qui le lui reproche parce qu'il s'inquiète pour sa santé et assume mal ces tâches estimées dégradantes : « Alors tu as entrepris encore un ménage, tu en as pas assez de vider les pots des autres, tu avais bien assez du travail sans cela, surtout que ce n'est pas payé assez. »¹⁵³⁹ Elle garde la nouvelle-née de madame Orpy à partir de décembre 1915. Et puis au moins en 1917 et 1918, elle travaille ponctuellement, quand il y a du travail, à l'usine Mantes où, si l'on en croit les commentaires méfiants de Joseph, elle est placée à des postes particulièrement exposés pour un salaire dérisoire. Ainsi le 17 novembre, concernant les conditions de travail, Joseph constate que « pour commencer M Berghonne ne t'a pas donné un bon poste » et que « ce n'est pas que ce soit pénible, mais c'est sale et puis ça brûle les ongles. » Et encore trois jours plus tard, à propos du salaire : « Alors tu as déjà touché une quinzaine qui n'est pas bien forte »¹⁵⁴⁰. Le 6 décembre, Marie touche 2 francs 50 par jour, ce qui paraît bien peu à Joseph qui constate que la coopérative du village où il cantonne propose 6 francs aux femmes qu'elle emploie. La charge physique également lui paraît trop lourde et il propose de classiques solutions : « Tu peines pour charger la comporte sur la tête, il faut leur dire qu'ils ne te la remplissent pas tant, il

¹⁵³⁹ Joseph à Marie Sigal, 28 juin 1916

¹⁵⁴⁰ Joseph à Marie Sigal, 20 novembre 1917

vaut mieux faire quelques voyages de plus »¹⁵⁴¹. Enfin, comme Jean Serven, il exprime sa réprobation quant au renversement de la norme du genre dans la répartition des tâches imposé par ces nécessités économiques : « Alors à l'usine vous faites le travail des hommes décharger du charbon ce n'est pas bien le travail des femmes »¹⁵⁴² et lorsqu'il s'ennuie à garder des prisonniers, il éprouve encore à une échelle plus générale ce basculement social qui génère de la culpabilité « Ce n'est pas une vie de voir que les hommes ne font rien et que les pauvres femmes ont du travail par-dessus la tête »¹⁵⁴³. Mais conscient de l'importance de ces travaux pour l'équilibre financier du ménage malgré leur ingratitude, Joseph n'en a pas moins besoin de l'aide matérielle de son épouse à laquelle il assigne une série de tâches domestiques comme la constitution et l'envoi des colis hebdomadaires qu'il réclame : Marie en envoie au moins cinq en 1914, vingt-trois en 1915, quatorze en 1916, deux en 1917 et quatre en 1918. Elle met encore en ordre les documents administratifs - allocations, impôts, loyers notamment -, raccommode le linge réexpédié, en particulier des très nombreuses chaussettes : au début, parce qu'elles sont trouées, Joseph s'en débarrasse puis les renvoie mais finalement au bout d'une année, il se ravise, inversant ce faisant, comme Paul Loubet ou Jean Serven, les rapports de genre concernant précisément ces travaux de couture qu'ils réalisent désormais eux-mêmes¹⁵⁴⁴. Pour un temps seulement car à nouveau, il en demande régulièrement. La santé de la jeune femme pâtit rapidement de l'intensité de ces travaux physiques mais aussi des difficultés croissantes d'approvisionnement. Dès 1915, elle est confrontée à la hausse du prix des vivres de première nécessité, puis à partir de la fin 1916, à la pénurie de sucre, de charbon et même de clous pour les souliers. Rien d'étonnant alors que dès mars 1915 et pour trois mois au moins, elle soit « fatiguée », Joseph s'inquiétant de son « amaigrissement ». En janvier 1916, elle se blesse suffisamment à la main ou au doigt pour ne pouvoir écrire du mois. Peu de temps après, elle est assez malade pour être, situation alarmante, alitée et que sa fille Joséphine prenne la plume ce qui déstabilise Joseph : « Je te l'ai toujours dit que tu travaillais trop.

¹⁵⁴¹ Joseph à Marie Sigal, 28 novembre 1917

¹⁵⁴² Joseph à Marie Sigal, 25 octobre 1918

¹⁵⁴³ Joseph à Marie Sigal, 10 décembre 1918

¹⁵⁴⁴ Joseph à Marie Sigal, 6 décembre 1915

Tu pourrais bien me dire de quoi tu souffres parce que je sais que pour que tu restes au lit, il faut que tu sois malade. »¹⁵⁴⁵ En 1917, c'est une jambe douloureuse qui l'empêche de se déplacer comme elle le voudrait. Ces « secousses » comme les nomme Joseph peuvent masquer un épuisement physique précoce dans la durée de la guerre qui est le lot de bien des épouses de soldats de sa condition comme Lucie Adgé, Marie Loubet, Clémence Serven qui écrivent très tôt cette fatigue après le départ des hommes. Mais ces deux dernières peuvent davantage compter sur les membres de leur famille, élargie pour l'une, composée de sa fille presque adulte et de sa sœur, Fonsoune, pour l'autre. Le sort de Marie Sigal est davantage comparable à celui bien plus tragique d'Angeline Viviani qui manque de se noyer dans l'Hérault en reprenant coûte que coûte l'activité de pêche de sables de son époux pour nourrir ses quatre enfants, finit à l'hôpital, et perd ses deux plus jeunes fils, livrés par obligation à leur sort, dont l'un ébouillanté dans une bassine d'eau chaude¹⁵⁴⁶.

Cet état de fatigue préoccupe en permanence Joseph qui n'a de cesse de réitérer des recommandations tenant en quatre points résumés dès le 30 mai 1915, soulignant bien son sentiment d'impuissance et le dilemme permanent obligé dans lequel la guerre plonge le couple : « Ne te caprice pas à travailler le jardin, fais ce que tu pourras mais ne t'esquinte pas, repose-toi de temps en temps. Soignez-vous toujours bien, ne vous privez pas de la nourriture. » Plus facile à dire qu'à faire mais ces propos, maladroits sans doute par leur répétition, disent la réalité d'une situation difficile qui se prolonge et certainement toute l'angoisse, l'affection et le sentiment de culpabilité d'un époux et père absent du foyer qui ne peut y assumer ses responsabilités. Si les codes de la virilité sont convoqués dans la mobilisation pour être valorisés ou secoués, c'est bien par la mise à l'épreuve de son rôle de chef de famille et d'époux que Joseph se sent ébranlé, bien plus que dans son statut militaire. Aussi, il hésite en permanence entre inciter son épouse à travailler davantage pour assurer l'équilibre financier du foyer ou au contraire la pousser à se reposer, quitte à abandonner certaines tâches comme le jardin. Face à ces situations matérielles très difficiles, il apparaît que les vœux et souhaits systématiques de « bonne santé », qui introduisent ou clôturent les correspondances ne sont pas que

¹⁵⁴⁵ Joseph à Marie Sigal, 23 mars 1916

¹⁵⁴⁶ AMA, fonds privé, tapuscrit Jules Viviani

rhétoriques ou de pure forme mais touchent bien au contraire à une question cruciale placée au centre des préoccupations des classes populaires qui est celle de la solidarité physique comme ressource principale des individus. C'est ce que souligne Arlette Farge quand elle écrit que

« les évènements du corps deviennent les évènements de la journée d'autant que les individus sont pauvres. Face à la précarité ou à l'adversité, le corps reçoit de plein fouet, la fatigue, les accidents du travail, les coups etc. Il est en première ligne tandis que celui des autres classes peut mettre entre lui et l'adversité, des biens matériels et des personnes payées pour le servir »¹⁵⁴⁷

Marc et André Serven, Paul Loubet, Joseph Chavardès, Dori Nougaret écrivent à l'identique leurs préoccupations. Joseph propose alors de solliciter sa plus grande fille âgée de 11 ans :

« Il faut te faire aider par Joséphine. Il faut qu'elle apprenne à travailler comme toi, elle commence à être un peu grande. Elle peut te donner la main pour certaines choses. Nous on nous a appris à travailler jeune et il faut en faire autant aux nôtres »¹⁵⁴⁸.

Un peu plus tard, en fin d'année, Joseph demande à ses filles d'apprendre le plus possible car le temps de l'école et de l'instruction est bientôt terminé. Il n'est jamais envisagé de prolonger les études, mais bien de reproduire une dure éducation au travail. Dans la famille Petitjean, à propos de la scolarité de René, 11 ans, lui aussi, la discussion du couple porte longuement sur le meilleur lycée susceptible d'accueillir l'enfant tandis que dans le couple Simonet, se pose longuement la façon de protéger les enfants des « difficultés morales » des temps.

Mais dès que Joseph le peut, à partir de 1918, lorsqu'il rejoint le génie, sa solde augmentant, l'expédition d'argent change de direction et c'est lui qui cette fois devient créancier car il en gagne bien davantage du fait de ses nouvelles activités. Il est enfin soulagé, l'expression de sa colère comme de sa frustration s'atténue fortement se transformant en curiosité vis-à-vis de la multitude de travaux auxquels il est assigné. Par ailleurs définitivement éloigné du danger, il oppose désormais résignation et force d'inertie aux ordres donnés, le cadre militaire devenant nettement moins contraignant. Le message a cessé d'être politique.

¹⁵⁴⁷ Arlette Farge, *effusions et tourments*, opus cité, p. 16-17

¹⁵⁴⁸ Joseph à Marie Sigal, 12 septembre 1916

Dans la guerre qui dure, Marie souffre encore d'un isolement social manifeste surtout depuis qu'elle s'est fâchée définitivement avec sa voisine, Madame Monti, depuis mars 1915. Elle reçoit bien, au moins à deux reprises, la visite de sa belle-sœur, et de ses frères, Marcel et Henri, mais c'est bien tout. Pour en sortir, en avril 1916, elle parvient une seule fois dans toute la durée du conflit, au terme d'une préparation d'une année, à se rendre en train, avec ses filles, dans sa famille aveyronnaise, notamment auprès de sa fille aînée Augustine. Pourtant Joseph n'a pas ménagé les arguments plus culpabilisants les uns que les autres, d'ordre financier, logistique, mais aussi moral, pour l'en dissuader. L'usage du terme de « montagne » pour qualifier un plateau calcaire qui dans les faits ne culmine pas bien haut, révèle bien l'obstacle symbolique que peut représenter ce trajet d'une centaine de kilomètres tout au plus :

« Tu me dis que tu veux aller à la montagne, je ne t'en empêche pas mais je te ferai remarquer que ce n'est pas bien le moment de se réjouir ni de dépenser de l'argent, car on ne sait pas encore ce qui nous arrivera. Je te laisse libre, fais à ton idée, mais puisque tu me dis que le jardin est bien en règle c'est dommage de l'abandonner, car n'importe qui que tu y mettes pour te remplacer, ils t'enlèveront ce qu'il y a et ils le laisseront dépérir, voilà ce qui va se passer. Maintenant comme je te dis ce n'est que mon idée que je te donne, tu es libre de faire comme tu veux. Je comprends que tes parents et Augustine languissent de te voir, ça je le sais, moi aussi je suis comme eux, mais quoi faire, on n'est pas a un moment pour prendre ses plaisirs. »¹⁵⁴⁹

Marie part. Non sans répondre en actes à Joseph, ne négligeant aucun de ses arguments : le voyage aux dimensions d'expédition a finalement lieu de nuit pour minimiser le coût du voyage - là encore au prix d'un épuisement physique supplémentaire - durant vraisemblablement les congés scolaires de printemps. Le précieux jardin est confié au facteur et voisin, Jules Fontana. Au début de la guerre, moins déterminée, parce que comme tous les autres sans doute elle pensait la séparation très brève, Marie s'était laissé convaincre par Joseph de ne pas le rejoindre à Nice, puis à nouveau sur l'arrière-front de l'ouest, à la différence de Madame Bellino qui avait fait par deux fois le voyage. Les mobilités, pour la famille, auraient pu rester, pour de multiples raisons compréhensibles, décidément toujours inaccessibles, comme elles le sont pour les

¹⁵⁴⁹ Joseph à Marie Sigal, 28 juin 1915

dominés et plus encore dans la guerre. Cela aurait été sans compter sans la détermination de Marie Sigal.

2.3.3.3. Sur la place voisine, une famille de notables, les Larroque

2.3.3.3.1. Huissier de justice, propriétaire et marchand de sable.

Sur le trajet de l'usine, quotidiennement le chemin de Joseph a sûrement croisé sur quelques centaines de mètres ou sur la place de l'évêché, celui de Fernand Larroque, lorsque le jeune homme se rend au collège. Le plus jeune des trois enfants de l'huissier de justice installé sur la place de la mairie, passionné de philosophie et grand lecteur de *Quo Vadis*, en est un de ses élèves les plus brillants comme l'ont été Paul Bascoul ou François Cullier¹⁵⁵⁰. Mais se pencher sur la correspondance échangée entre plusieurs membres de la famille et récupérée une fois encore à la décharge par des collectionneurs puis par les échanges avec les descendants, c'est tenter de mesurer, en dépit de la grande proximité géographique, à quel point les préoccupations et les modalités d'adaptation au conflit diffèrent entre les deux foyers, selon de multiples critères sociaux. La vie en guerre des uns n'est décidément pas celle des autres.

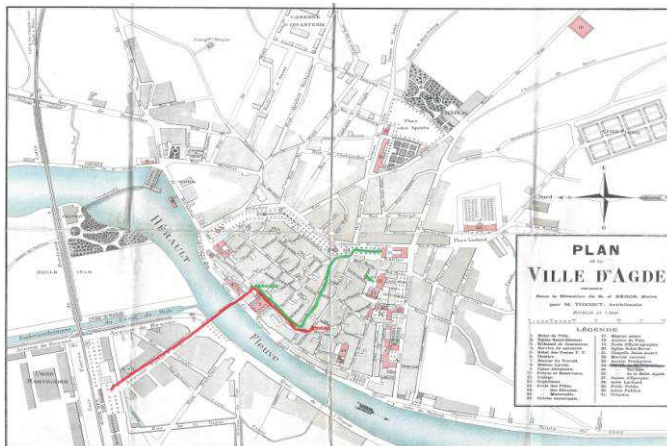


Figure 61. Trajet quotidien de Joseph Sigal vers l'usine (en rouge) et de Fernand Larroque vers le collège (en vert)

¹⁵⁵⁰ AMA PR76, fascicules annuels de remise des prix au collège. Les trois y sont souvent mentionnés.

La famille est originaire du Lot-et-Garonne et s'est installée à Agde au début du siècle. Pierre, le chef de famille a connu une ascension sociale assez rapide : de maître d'hôtel à son mariage en 1890 il est devenu huissier de justice à Agde en 1901 et a acheté des vignes dans les cosses. Avec son épouse Elisabeth, ils ont eu quatre enfants, nés très proches les uns des autres ; Émilie Marguerite en 1889, Etienne en 1890, Renée en 1892 décédée en 1894. Fernand n'arrive que cinq ans plus tard en 1897 et même mobilisé, il reste le petit dernier chéri de ses parents et de sa sœur dans les correspondances.



Figure 62. *La famille Larroque vers 1907-1908*¹⁵⁵¹

Quand la guerre éclate, Pierre est donc un propriétaire viticulteur moyen qui a de quoi remplir deux wagons-foudres ainsi qu'un industriel-négociant puisqu'il a investi dans « une affaire de sables » avec François Égal, autre propriétaire terrien, qu'il a rachetée en 1915 aux familles Raynal et Gajeau dont les sept garçons à elles deux sont mobilisés dès août 1914. Marguerite, « Margot » vit à Agde chez ses parents tandis que son petit frère vient de terminer l'année de première et obtient le bac en 1915.

Le réseau social des Larroque s'étend géographiquement sur un arc de plaine qui court de Villeneuve-sur-Lot jusqu'en Avignon dans le Vaucluse où Marguerite est visiblement chargée de faire du négoce pour son père. Elle habite fréquemment chez la famille Amadou qui tient le « Grand café des négociants » de la cité des papes et dont la fille aînée est fiancée avec Etienne depuis ses 16 ans. D'après la correspondance, le

¹⁵⁵¹De gauche à droite : Emilie-Marguerite dites « Margot », Elisabeth, Pierre-André, Etienne, Fernand (au premier plan) et Marie, mère de Pierre, Larroque vers 1907 peut-être à l'achat de la propriété.

cœur du réseau agathois de la famille est centré sur le collège qui occupe une grande partie des sujets notamment dès qu'il s'agit de Fernand. Collège municipal construit en 1857, l'établissement accueille de la classe de CP à la terminale, une centaine de garçons issus de la bourgeoisie notamment viticole du canton dont une dizaine de pensionnaires comme Paul Bascoul. La famille est ainsi très proche de son directeur jusqu'en 1914, Jean Brigaudet, ancien professeur de philosophie, père de deux jeunes adultes, Jeanne née en 1888 et Félix en 1894, étudiant en lettres. La guerre a pour effet d'y faire entrer les filles par des voies détournées puisque Jeanne Brigaudet et Marguerite Larroque y deviennent dès le premier jour bénévoles à l'hôpital temporaire. Se pencher sur ce micro-univers culturel qui forme le cadre de formation des esprits des jeunes garçons, futures élites locales, durant de longues années, c'est se donner un moyen de comprendre une partie de l'itinéraire de Fernand mais aussi de Paul Bascoul, d'Ulysse Filliol ou de François Cullier, et peut-être de 44 autres jeunes soldats, tous très rapidement tués à la guerre.

2.3.3.3.2. Le collège : incubateur de soldats patriotes ?

« Le Devoir des jeunes (...) Déjà l'an dernier la France était depuis près d'un an aux prises avec ces hordes de barbares qui l'avaient si traitreusement assaillie ; mais ils avaient compté sans l'indomptable courage et l'invincible patriotisme de nos soldats. A leur tour si près du but, il leur fallut reculer pour éviter le désastre ; sans doute ils étaient chez nous et c'est chez nous qu'ils se sont retranchés et qu'ils se cramponnent depuis avec entêtement bien connu de leur race : mais patience et confiance. Ces mêmes soldats qui les ont reconduits pendant 100 kilomètres la baïonnette dans les reins sauront aussi les ramener chez eux et en nettoyer le sol de France ; tous ces faits mes amis, je le sais, sont profondément gravés dans votre mémoire car ils sont depuis deux ans la nourriture quotidienne de tous les esprits »¹⁵⁵²

Chaque 13 juillet, les discours prononcés lors de la cérémonie de remise de prix font l'objet d'une diffusion non seulement dans la presse locale mais, durant la guerre, et à la différence des années précédentes et suivantes, également dans la brochure annuelle du lycée. Pointe émergée et trace aujourd'hui conservée d'un enseignement imprégné des sons et des mots officiels de la guerre, comme le laisse suggérer le

¹⁵⁵² AMA, PR76, fascicule de remise des prix au collège, 1916, discours de M. Agoub, professeur de lettres et anglais, 13 juillet 1916.

discours de 1916, cette « nourriture quotidienne de tous les esprits » dans sa métaphore même, souligne que, sans surprise, le collège s'impose comme l'un des lieux les plus solides à la fois de l'expression régulière et constante de la rhétorique patriotique de l'arrière, de sa transmission et de sa « digestion » par les jeunes garçons. Celui de 1915, le premier, est prononcé par M. Marcel, son principal, ancien professeur d'allemand. Il reprend in extenso le texte du Ministre de l'Instruction publique qui justifie que soit maintenue la cérémonie. En effet comme dans toutes les écoles primaires du canton, et le conseil municipal l'avait anticipé pour le collège, élus locaux et direction avaient fait le choix en juin 1915 d'annuler la remise des prix et l'avaient même acté en conseil municipal¹⁵⁵³, augurant mal d'une cérémonie qui s'annonçait bien funèbre, prévoyant d'allouer les sommes prévues aux œuvres de guerre. L'argumentaire reste d'une grande constance et d'une grande lisibilité reprenant les termes les plus usités de la propagande officielle. Il ne s'agit jamais d'Alsace et de Lorraine mais toujours de territoire envahi à délivrer et donc de guerre défensive, « guerre juste contre la nouvelle invasion des barbares »¹⁵⁵⁴ qu'il faut mener jusqu'à la « Paix dans la Victoire », y compris par le sacrifice de la vie des soldats. Il est donc toujours rappeler aux jeunes élèves qu'ils sont redevables de leurs aînés et doivent accomplir « la noble et difficile tâche de soutenir et d'augmenter encore cet héritage de gloire » en se tenant « prêts s'il le faut à se sacrifier pour le pays comme leurs aînés » assigne l'inspecteur d'académie par la voix de M. Marcel : « Vous n'êtes plus des enfants, vous n'avez plus le temps d'être des enfants. Et les barbares d'outre-Rhin ont tellement peur de vous que s'ils pouvaient venir jusqu'ici, ils vous couperaient la main droite pour mieux tuer la France de demain ». Le mythe des mains coupées reste l'acte de guerre qui apparaît aujourd'hui comme le moins véridique des « atrocités allemandes », nourrissant même le pacifisme d'après-guerre par son outrance. Mais durant le conflit, il apparaît comme le plus sollicité pour motiver, en les effrayant, les futurs soldats. Le Journal de la ville voisine de Cette, publie ainsi en janvier 1915, « une intéressante poésie inspirée par une des plus odieuses tortures teutoniques ». Il s'agit de 76 octosyllabes, « Les Mains coupées », qui s'ouvre sur cette introduction à valeur véridique : « *Dans la capote d'un soldat allemand, on a trouvé*

¹⁵⁵³ AMA, sous-série 1D37, registre des délibérations municipales, 4 juin 1915.

¹⁵⁵⁴ AMA, PR76, fascicule de remise des prix au collège, 1915, discours d'Henri Marcel, principal, 13 juillet 1915

*plusieurs mains d'enfants (Les journaux) »*¹⁵⁵⁵ Le mythe reste vivace puisque les écoles primaires ne sont pas en reste dans sa diffusion ; quand en novembre 1916, le sous-préfet demande aux élus d'acheter en nombre, pour la distribuer, la brochure « leurs crimes » à tous les enfants des écoles, Bessan en acquiert 300 pour 60 francs pris sur les œuvres de guerre¹⁵⁵⁶, Vias 500 pour 100 francs¹⁵⁵⁷. C'est de cette façon que « L'enfant aux mains coupées devient le mythe repoussoir de l'invasion pour les pays alliés »¹⁵⁵⁸ jusque dans le maillage le plus fin du territoire. La prégnance de ces messages martiaux et moraux, maintes fois répétés sur les esprits en formation qui sont ceux de surcroît de bons élèves sachant mémoriser, assimiler puis restituer, associée à la lecture d'une presse lue en famille, porteuse de messages similaires, propres à envahir les imaginaires et la construction des identités enfantines et adolescentes, peut apparaître comme l'un des facteurs explicatifs de l'attitude très « sacrificielle » d'un Paul Bascoul ou d'un Fernand Larroque, voire dans une moindre mesure d'un François Cullier, abreuvés tout jeunes de « ces nourritures quotidiennes » par le passage dans ce type d'établissement de la république tout comme beaucoup de jeunes garçons de leur milieu social dans le canton. Inversement, l'ouvrier agricole Joseph Sigal plus éloigné de ces sources d'information reste donc bien moins sensible à cet argumentaire et bien plus à même de le contester. De plus, la conclusion d'Henri Marcel permet d'interroger à travers ces discours le devenir du statut social de leurs auteurs, celui confortable dont bénéficiait la petite bourgeoisie intellectuelle locale vieillissante, désormais bousculé par les nouvelles hiérarchies symboliques nées du conflit. Quelle est la place désormais, sinon descendante, de ces hommes à peine trop âgés pour combattre quand le capital du soldat devient si important dans la nation en guerre ?

« Nous sommes fiers, nous, vos vieux maîtres, des générations que nous avons préparées ; la seule façon qui nous soit permise de servir encore, est de continuer notre tâche de résurrection dans une atmosphère de Justice et de Liberté ; nous n'y faillirons pas »¹⁵⁵⁹

¹⁵⁵⁵ Cité par Jacques BLIN, *Cette 1914-1918*, Editions Flam, Sète, 2014, p. 9

¹⁵⁵⁶ AMB, sous-série 1D37, Registre des délibérations municipales, 27 novembre 1916

¹⁵⁵⁷ AMV, sous-série 1D17, Registre des délibérations municipales, 18 novembre 1916

¹⁵⁵⁸ John HORNE, « Les mains coupées », atrocités allemandes et opinion française en 1914 », in BECKER (dir.), *Guerre et cultures*, Armand Colin, 1994, p. 133-146.

¹⁵⁵⁹ AMA, PR76, Discours d'Henri Marcel, principal, 13 juillet 1915

Par la voix du principal, ces enseignants œuvrent immédiatement à s'insérer à un rang non négligeable de façon efficace dans une société toute tournée vers l'effort de guerre. Ils rappellent pour cela l'importance de leur rôle dans la mobilisation des esprits, l'intensifient, tout en justifiant par leur âge leur statut de civils – est-on vraiment en effet, même en 1914, un « vieux » maître à 46 ans ? - ; C'est à ce prix discursif que ces hommes peuvent capter une petite partie de cet immense capital symbolique. Chacun donc, enfant, jeune gens, homme plus âgé, se retrouve assigné par envolée rituelles solennelles et martiales à une place précise dans le dispositif de mobilisation de la petite élite du canton et contribue à la solidité du front intérieur. En cela, le collège dont les responsables, des éducateurs, n'hésitent pas à brandir le spectre menaçant des mains coupées devant des enfants de six ans, s'impose bien, à plusieurs centaines de kilomètres des territoires occupés, comme un solide outil logistique et culturel qui contribue à la totalisation du conflit. Mais, dès le début aussi, et de plus en plus au fur et à mesure que la liste s'allonge, le moment devient d'abord une cérémonie de deuil, occasion de rendre hommage aux soldats décédés, anciens élèves, dont beaucoup de caporaux, sergents, lieutenants et même capitaines, grades correspondants à leur diplômes, dont la liste est déjà longue de 12 noms en juillet 1915. Sans occulter la volonté qu'il peut y avoir de la part des édiles à faire rejaillir sur l'institution, et ses représentants, la gloire des héros sacrifiés, la cérémonie n'en reste pas moins empreinte de lourde émotion et c'est bien là l'ambigüité de sa fonction quand, au fil des ans, l'énumération qui se prolonge pour atteindre au final 49 noms, sert d'argument pour légitimer la poursuite du conflit qui sans cela perdrait toute signification.



Figure 63. 1915. Le collège d'Agde en partage.¹⁵⁶⁰

¹⁵⁶⁰ Avec à gauche élèves et enseignants (le principal Henri Marcel au centre) et à droite l'hôpital complémentaire (tout à fait à droite Marguerite Larroque). Collection privée Alain Carles

Pour autant, dès 1917, les discours commencent à s'infléchir en se débarrassant de leur accents épiques et martiaux pour devenir presque hors sujet en 1918 par la voix de monsieur Soulas, professeur de sciences physiques, qui délivre une ode inquiète mais féministe de sortie de guerre.

De fait, derrière cette « Union sacrée de l'esprit et des énergies », la réalité des comportements et des attitudes reste, depuis le début, bien plus complexe. C'est que l'utilisation du bâtiment fait, dès août 1914, l'objet d'un conflit d'usage entre le principal, soutenu par les élus et le député Louis Lafferre d'un côté, et de l'autre le médecin-chef soutenu par les autorités militaires et sanitaires. À l'exception des salles de physique et du logement du principal, les classes du lycée ont été dispersées dans la ville, l'internat fermé pour laisser la place à l'hôpital complémentaire 28, sans compter les effectifs enseignants évaporés. H. Marcel mène en coulisse une lutte acharnée pour récupérer ses locaux. Il inonde l'inspection académique qui joue les arbitres de demandes et de récriminations pour retrouver son internat et l'intégralité de ses salles de classe, vilipendant même pour cela dès décembre 1914 la vingtaine de « soldats convalescents qui sont toute la journée en ville, au café ou à la mer et qu'il conviendrait de renvoyer au front. »¹⁵⁶¹ La dénonciation des éventuels embusqués a donc là bien d'autres motivations que le juste partage de l'effort de guerre, l'expression d'un patriotisme zélée ou même l'intérêt particulier. Se dessinent plutôt à cette occasion, toutes les contradictions et l'ambiguïté d'un comportement qui se voudrait également conforme à l'intérêt général des collégiens et à ses devoirs professionnels qu'à l'affichage d'un patriotisme conforme lui aux attentes de ses supérieurs. Dans la bataille qui se livre pour un enseignement dispensé dans les locaux d'origine ou le maintien d'un petit hôpital pour militaires convalescents, le principal a choisi où réside l'intérêt supérieur de la nation. Finalement, en octobre 1917, comme beaucoup d'autres de cette nature, l'établissement ferme définitivement ses portes¹⁵⁶². Ce lieu se présente depuis son inauguration comme le point d'ancrage de la petite bourgeoisie intellectuelle du canton et le reste dans la guerre à lire la correspondance de la famille Larroque.

¹⁵⁶¹ Cité par Jean Marie RIGAL, « L'eau, la cité, le collège, fin XIXe-début XXe siècles », dans Jean SAGNES, (dir.) *Agde, son fleuve, son canal*, les cahiers du GRHISTA n°5, 2013, p 115-126, p. 106

¹⁵⁶² Jean Marie RIGAL, « Le collège dans les grands conflits », dans Association pour la promotion des archives d'Agde et de sa région (éd.), *Agde, les Agathois et les grands conflits militaires: actes du colloque tenu le samedi 9 juin 2007*, Agde, , 2008, p 11-19

2.3.3.3. Une mise en guerre plurielle.

Dès les premiers jours de la mobilisation, les rôles sont strictement distribués dans la mise en guerre des membres de cette famille, selon l'âge et le genre. Pierre, huissier de justice, doit immédiatement prêter son concours au commissaire de police pour la délivrance des laissez-passer de circulation, Etienne, ingénieur polytechnicien, devient sous-lieutenant dans l'artillerie et Marguerite, bénévole à l'hôpital qui informe son frère aîné de la scolarité, facilitée par des cours particuliers, du benjamin, futur bachelier particulièrement brillant si l'on en croit les listes successives de distribution des prix : « Fernand prend régulièrement ses leçons avec Monsieur Granier. Monsieur Marcel va bientôt s'occuper de lui, jusqu'ici il a été trop occupé. Je ne sais pas si Fernand sera reçu, mais il n'étudie guère. »¹⁵⁶³ La famille entre donc le conflit en admirant Etienne, mobilisé le 52^e régiment d'artillerie avant de rapidement trembler pour lui. Dès le 22 août, il est blessé à l'aine par une balle et le 28 capturé dans la bataille sanglante de Moislains dans la Somme où un régiment charentais, le 307^e RI est décimé. Il vit donc une fort brève expérience combattante puisqu'il est transféré le 25 novembre à la citadelle du camp de Magdebourg, puis dans celle de Torgau sur l'Elbe faisant partie des quelques 245 militaires du canton capturés dont quatre officiers. Son courrier vient rapidement rassurer sur ses conditions d'internement mettant un terme relatif à une période de trop grande incertitude et certainement d'anxiété. Le jeune lieutenant décrit pour cela ses conditions de captivité qu'il considère tout à fait supportables. Ce que disent ses lettres, c'est qu'il bénéficie, à partir de 1915, d'un quotidien très privilégié, celui des officiers, qui est bien moins rude que celui des troupiers, conformément aux accords de la Haye de 1907. Comme en général les sous-officiers, ils sont en effet internés dans des camps réservés – 73 en octobre 1918 – qui n'ont pas été créés en Prusse-Orientale, où le climat reste bien plus froid que dans le reste de l'Allemagne et où décède d'ailleurs huit des douze captifs du canton. Le lieutenant dispose encore d'une chambrée qu'il partage avec quelques gradés de sa condition, ce qui leur permet d'échapper à la trop pesante promiscuité des baraquements. Avec ses camarades officiers et comme ceux de plusieurs autres pays, le jeune officier partage en outre des salles aménagées pour la cuisine et bénéficie de la

¹⁵⁶³ Marguerite à Etienne Larroque, 20 août 1914

mise à disposition d'un jardin maraîcher à cultiver pour la consommation personnelle, ce qui, dans une Allemagne soumise au blocus dès le début de la guerre, représente un luxe. De fait, pour tous, la nourriture est très souvent insuffisante car dès 1915, la pénurie alimentaire touche le pays, faisant du pain des prisonniers un mélange de seigle et de 85 % de fécule de pomme de terre. L'Allemagne autorise alors l'expédition de colis. Odon Abbal considère que les prisonniers devaient en recevoir un minimum de deux par mois pour arriver à survivre¹⁵⁶⁴. En permettant d'éviter la mort, ce paquet obéit alors à une autre logique que celle du poilu pour lequel il représente avant tout un complément chargé d'affect. Le soldat Emile Laborde, tondeur de mouton à Vias, capturé et prisonnier avec Paul Loubet dans le camp de Meschede, ne reçoit rien. Il peut compter sur la solidarité au camp selon les mêmes modalités qu'à l'arrière, des camarades remplaçant la famille ; il est entretenu par les captifs originaires du Midi mais est-ce parce qu'il est déplacé et de ce fait isolé qu'il meurt à Stuttgart en novembre 1918 ? Ce sont avant tout les familles qui sont à l'origine des expéditions pour lesquelles il n'existe pas de franchise postale et qui dépendent donc largement des ressources économiques des foyers. Etienne demande à sa famille et reçoit de nombreux paquets généreusement fournis, en provenance d'Agde et d'Avignon où se trouve sa promise. Le travail encore, n'a pas la même signification pour l'officier Etienne Larroque que pour les simples soldats. Pour lui, c'est d'instruction intellectuelle qu'il s'agit, alors que pour les autres, c'est d'une épreuve physique par l'astreinte au travail difficile en détachements dans les mines, les aciéries, les gares au risque d'accident comme Paul Honorat, les exploitations agricoles ou les forêts comme Paul Loubet. Etienne Larroque peut ainsi continuer, durant quatre ans à parfaire sa formation supérieure tandis que son petit groupe peut même se constituer une bibliothèque par la réception d'ouvrages et étudier, d'autant que par leur passage dans l'enseignement secondaire, ces jeunes gens maîtrisent plus ou moins la langue allemande :

« Tantôt l'un travaille dans les livres, tantôt l'on écoute un camarade spécialisé dans une branche, ainsi le temps passe plus vite dans notre chambre. Par exemple nous avons un banquier belge qui nous a expliqué le fonctionnement des banques, des officiers étrangers qui nous ont expliqué le fonctionnement de leurs armées ainsi chacun s'ingénie à être agréable aux autres. Depuis quelques temps, avec mon

¹⁵⁶⁴ Odon ABBAL, *Soldats oubliés. Les prisonniers de guerre français*, Esparon, 2001, p.40.

camarade Carrère, nous avons constitué une petite bibliothèque, qui ne renfermait que des ouvrages allemands mais qui s'est enrichie de centaines de livres français que nous a procurés monsieur Céné aussi maintenant nous attendons les événements avec patience »¹⁵⁶⁵

Comme il l'a précisé à sa famille : « Ici je passe mon temps à travailler la chimie¹⁵⁶⁶. » Et de fait, dès son retour en novembre 1918, Etienne qui a parfait en captivité ses connaissances théoriques de chimiste mais qui pensait que son affectation tarderait quand la démobilisation arriverait, est immédiatement nommé à la tête de la poudrerie de Bergerac, démarrant ainsi une brillante carrière d'ingénieur chimiste militaire qui le conduit au grade envié de colonel. Occupant tout aussi efficacement ce temps plus ou moins libre de captivité, le sergent Jean Félix, dirigeant héraultais du parti SFIO, prisonnier à Lindberg à partir de mai 1916, prépare sa rentrée politique, devenant en novembre 1919, à peine rentré, maire d'Agde et député du département, fonctions auxquelles il aspirait depuis longtemps. Pour eux, la captivité, certes parenthèse affectivement très douloureuse, n'a donc pas été une épreuve physique d'une grande rudesse ou une dégringolade sociale comme celle de Paul Loubet qui constate, du camp de Meschede: « de patron me voilà passé domestique. Tu vois que je n'ai pas augmenté de grade, ni toi non plus »¹⁵⁶⁷. C'est au contraire un temps de préparation propre à faciliter l'intégration sociale et professionnelle dans le monde d'après, ce qui s'avère avoir été le cas. Concernant le courrier encore, si important pour traverser l'exil, le niveau de contraintes régies par des règles internationales ne pèse pas avec la même intensité sur les officiers et les soldats. Certes, pour tous, la frontière ferme souvent et les lettres comme les colis, arrivent de plus en plus avec de très longs retards. D'après la correspondance de Marie et Paul Loubet, il faut parfois à partir de la fin de 1917, deux mois à une lettre pour parvenir à destination dans un sens ou dans l'autre. Quant au contenu, il est largement soumis à la censure : les lettres sont remises décachetées par le prisonnier avant d'être envoyées et lui les reçoit ouvertes, quand elles lui sont remises car il déménage fréquemment pour aller travailler en commando. Aussi, les lettres d'Etienne sont plus longues, plus fréquentes, graphiquement moins contraintes que

¹⁵⁶⁵ Etienne Larroque à ses parents, 1^{er} mars 1916

¹⁵⁶⁶ Etienne Larroque à ses parents, 15 janvier 1916

¹⁵⁶⁷ Paul à Marie Loubet, 22 Avril 1917

celles des non gradés dont le nombre est limité à deux lettres au format réduit et quatre cartes par mois, la place disponible comportant impérativement quinze lignes qu'il faut rédiger au crayon noir et sans rature. Pour la famille Larroque, au fil des lettres et des informations de la guerre, le sort d'Etienne s'avère donc vite bien plus rassurant que celui de son petit frère, Fernand. D'après son courrier à sa sœur, tout juste bachelier, en vacances chez son oncle dans le Lot, le jeune homme grandit : il apprend à conduire, à s'occuper des chevaux et tout à la fois s'impatiente, s'inquiète et rassure ces parents quant à sa prochaine incorporation : « Tous les jours, je lis les communiqués qui commencent à perdre leur monotonie habituelle. Je crois que la campagne sera moins dure pour nous que pour nos aînés si elle n'est pas terminée. Nous connaissons très peu la vie de tranchée »¹⁵⁶⁸.

Incorporé avec sa classe le 16 janvier 1916, son sort devient très progressivement une source nouvelle de préoccupations pour ses parents. Dans un premier temps, ils le savent à l'abri grâce aux nombreuses lettres du jeune homme et partagent leur contentement avec leur fille :

« Celle du 15 août reçue hier respire la joie cela d'ailleurs est assez naturel, Après avoir eu la déception de n'être pas désigné comme élève officier de Réserve et avoir cherché de tous côtés sans le découvrir le filon le plus avantageux, être désigné d'office sans examen comme EOR¹⁵⁶⁹ alors qu'on n'en prend que deux sur six régiments, cela peut bien flatter un peu sa vanité. De même que la fortune vient en dormant, le filon qu'il cherchait tant est allé le relancer ; et il a toutes les veines. Certificat élogieux du lieutenant Carrère, bonne nourriture, deux quarts de vin par jour, permission avant de partir pour St Cyr le 20 septembre prochain, matinées récréatives, conférences etc. C'est le rêve, et il lui est facile de s'habituer au commandement grâce à son rôle de fonctionnaire caporal. On s'emballe facilement quand on est jeune mais c'est très heureux pour lui et au fond il le mérite bien. C'est un bon garçon très dévoué et très soumis et il a beaucoup de bon sens pratique. Inutile de te dire que ta mère et moi étions très contents. Le séjour de St Cyr doit être de 3 mois au moins. Cela porte par suite à fin décembre l'époque où il pourra entrer en ligne et peut-être à une époque plus éloignée. »¹⁵⁷⁰

Effectivement, Fernand enrôlé dans le 143^e RI de Carcassonne arrivé en juillet, sur l'arrière-front de la Marne est en formation en une série de spécialités puis devient

¹⁵⁶⁸ Fernand à Marguerite Larroque, 29 septembre 1915

¹⁵⁶⁹ Elève Officier de Réserve

¹⁵⁷⁰ Pierre à Marguerite Larroque, 20 août 1916

fonctionnaire-caporal après avoir passé un examen. Il se réjouit alors d'être dispensé de manœuvres, de corvées, de revues, d'une partie des exercices et des gardes et de manier les armes contre « les rats chassés à la baïonnette »¹⁵⁷¹. Il « surveille et commande »¹⁵⁷² se flatte-il. Ses bons résultats aux examens lui permettent d'intégrer en août, la prestigieuse école militaire de Saint Cyr dont il vante en permanence à sa sœur dans des lettres enthousiastes la formation dispensée et plus encore le confort. Cela ne peut que satisfaire ses parents qui voient non seulement leur fils si jeune démarrer une belle carrière militaire d'officier qui plus est à l'écart du danger. Dans la ville à l'inverse, à ce moment-là, les annonces des décès au front s'accumulent y compris dans le cercle de relations proches de la famille.

Les avis officiels parviennent bien plus rapidement qu'au début de la guerre alors que les régiments régionaux sont engagés à la fois dans la Somme et à Verdun. Si pour les autorités militaires, les deux batailles sont distinctes, localement, ce n'est pas ainsi qu'elles sont perçues dans leurs conséquences tragiques :

« Le pauvre Boissezon a moins de chance. Il n'avait pas de nouvelle depuis le 4 août, nous en avons causé longuement hier et ce matin il vient de recevoir la lettre dont je t'envoie un exemplaire. Son dernier fils vient de venir à l'instant me prier d'en tirer 25. C'est sans doute pour en envoyer un exemplaire à tous ceux à qui il veut annoncer sa mort. On a appris également il y a 2 ou 3 jours la mort de Bertino coiffeur salon Louis XV. Avec Boudounet, Couderc et Lapeyre, cela en fait 5 en bien peu de temps. »¹⁵⁷³

La mort a frappé tout près. François Boissezon, le greffier, collègue et voisin de Pierre de quelques portes, vient de perdre son fils Joseph, 22 ans, caporal, tombé à Verdun le 8 août. C'est l'occasion pour l'huissier de justice de lister alors les jeunes morts, des amis et camarades de son fils, pour constater que cela fait beaucoup ; une place, deux rues et y voilà déjà cinq décès en l'espace d'à peine un mois. Henri Lapeyre, sergent et contrôleur des douanes, avait inauguré cette liste macabre des connaissances le 14 juillet, suivi d'Albin Boudonnet et de Léon Couderc, le 4 août puis d'Eugène Bertino le coiffeur, le 14. Ils sont dix en tout dans ce même mois sur le même champ de bataille de Verdun mais aussi de la Somme, dont Alexandre Daniel, si l'on

¹⁵⁷¹ Fernand à Marguerite Larroque, 6 août 1916

¹⁵⁷² Fernand à Marguerite Larroque, 21 août 1916

¹⁵⁷³ Pierre à sa fille Marguerite Larroque, 20 août 1916

s'éloigne de quelques mètres dans le bourg. En parents aimants, Pierre Larroque comme son épouse, ne peuvent donc que se réjouir, du moins dans l'intimité familiale des courriers qui tournent, que leur plus jeune enfant soit protégé un peu plus longtemps sans pour autant enfreindre la loi ni les règles y compris morales de la France en guerre, ce qui leur ferait risquer l'opprobre public. Conformément aux prévisions de son père, Fernand ne part aux armées que le 21 février 1917, non sans avoir accédé au grade d'aspirant une semaine plus tôt : à partir du printemps il parfait encore sa formation sur l'arrière-front où grâce au prestige de son bel uniforme, il connaît ses premiers émois sexuels qu'il relate fièrement à sa sœur à demi-mots. Après l'apprentissage militaire des métiers des armes et de leur encadrement, cette expérience, à n'en pas douter, l'introduit dans le monde des hommes.

Ces formations accélérées aux codes de la virilité sous l'uniforme se révèlent une compensation importante à l'épreuve du front pour les jeunes soldats. Dans ces différents aspects, on la retrouve également sous la plume de Paul Bascoul, François Cullier et surtout Jean Chavardès. Quand le 2 juin 1917, Fernand arrive en ligne au sud de l'Alsace, ce que ne dit pas sa fiche matricule, c'est que le secteur est calme comme il l'écrit à Marguerite : « Nous sommes en ligne. C'est le secteur idéal. Trous d'obus très clairsemés. Depuis notre arrivée nous n'avons pas entendu le canon et il paraît que ce calme dure depuis bien longtemps »¹⁵⁷⁴ et, un peu fièrement lui explique que seule la faim le tarade, mais contribue un peu en même temps au prestige de sa condition : « Je suis toujours en bonne santé, un peu amaigri après 12 jours de ligne, 12 jours de jeune, nous n'étions ravitaillés qu'une fois par jour à minuit. J'espère me retrouver au repos. »¹⁵⁷⁵ La situation, d'autant plus confortable que son grade le dispense des travaux de terrassement, perdure malgré la contre-offensive alliée qui se prépare :

« Nous sommes en secteur en Alsace. Le secteur est très calme. Nous sommes occupés à l'organisation. Le capitaine nous laissant entière liberté pour organiser le travail dans la section, j'envoie tous les jours ma section aux travaux sous la surveillance d'un sergent et avec les deux autres, la majeure partie de notre journée se passe en longues parties de manille ou en promenades. Bien que le secteur soit assez calme, il règne depuis quelques jours à l'arrière une certaine animation. Des convois interminables de ravitaillement d'obus, le passage continu de batteries

¹⁵⁷⁴ Fernand à Marguerite Larroque, 2 juin 1917

¹⁵⁷⁵ Fernand à Marguerite Larroque, 10 septembre 1917

d'obusiers ou de crapouillots laissent supposer que d'ici peu nos troupes prendront l'offensive en ce point. Tant mieux, je ne voudrais pas rester plus longtemps un spectateur impassible de la Grande Guerre. Voici un an passé que je suis sur le front, un an à une quarantaine de mètres des boches, sans avoir jamais eu l'occasion de les faire sortir de leur trou. Mes amis me parlent toujours des attaques auxquelles ils ont pris part ; je ne puis jamais leur répondre. D'ailleurs voici bientôt quatre mois qu'on se repose, on languit toujours un peu dans l'inaction. La vie de l'arrière délicieuse les premiers jours devient vite fastidieuse pour le poilu. On regrette à la longue les heures agitées de la tranchée, le grand concert où le crépitement de la mitrailleuse soutient le roulement des canons, les longues minutes de guet où tapi dans un trou d'obus un doigt sur la gâchette le patrouilleur attend avec impatience l'ombre du boche qui s'approche. Oui, une bonne petite attaque pour pouvoir compter parmi les vrais combattants. D'ailleurs avec les préparations actuelles où le commandement ne ménage jamais les munitions, une attaque se fait sans trop de casse »¹⁵⁷⁶.

Il est trop calme décidément ce secteur pour Fernand qui aspire, lyriquement, à intégrer le cercle des « vrais combattants » et qui regrette quelques jours plus tard « sa malchance de n'avoir pas été de la fête »¹⁵⁷⁷, c'est-à-dire de n'avoir pas participé à une attaque de son régiment, plein d'illusions encore en février 1918 dans ce qu'est la réalité de la guerre, se sentant invisible comme on peut se sentir à son âge, plaçant une confiance énorme, celle que tous ses maîtres lui ont enseignée, dans la stratégie et la logistique militaire française. Mais ses propos, même s'ils cherchent comme d'habitude à rassurer la famille, soulignent surtout combien, au bout de quatre ans de guerre, les cadres intellectuels de l'Etat-nation continuent de baliser le chemin de ces jeunes gens, pouvant conduire à des attitudes un peu trop optimistes et bien peu adaptées au danger. La contre-offensive alliée a commencé et en mai sa famille n'a plus de nouvelles. Pierre cherche à joindre le capitaine de la 6^e compagnie du 143^e RI. Deux brouillons raturés de sa main datés du 4 mai attestent de l'ampleur de son inquiétude. Il ne s'agit que d'une fausse alerte, puisque bien au contraire, Fernand est nommé sous-lieutenant et passe au 233^e RI le 4 juillet 1918.

C'est à nouveau le sort d'Etienne qui devient source d'inquiétude car il est malade. Heureusement, le 16 juillet 1918, il est rapatrié *in extremis* en Suisse avec un train sanitaire d'officiers et se retrouve à Interlaken. Gabrielle sa fiancée écrit son

¹⁵⁷⁶ Fernand à Marguerite Larroque, 21 février 1918

¹⁵⁷⁷ Fernand à Marguerite Larroque, 26 février 1918

soulagement dans une longue lettre à ses beaux-parents avec lesquels elle organise une visite sur place et envisage le futur mariage. Ce faisant, elle souligne bien que les difficultés matérielles s'aggravent pour tous les prisonniers en Allemagne en 1918, année où meurent les trois quarts des prisonniers du canton :

« A cette date Etienne me dit qu'il est remis d'aplomb heureusement car la grippe espagnole fait assez de ravage en Suisse. Le dernier mois de sa captivité en Allemagne a été très pénible. Ils étaient à Messher Moore dans des campements immondes au milieu de marais, avec comme nourriture deux soupes et deux cafés par jour, et un quart d'eau potable. Dans tout le mois il n'a reçu qu'une lettre d'ici ».¹⁵⁷⁸

Toute à sa joie, ce 1^{er} août 1918, quand la fin enfin se dessine, Gabrielle imagine alors son futur jeune beau-frère peut-être en permission.

Mais la guerre, l'armée, le collègue, la presse et l'énergie de la jeunesse ont déjà fait leur œuvre sur un jeune garçon « très dévoué et très soumis » comme s'en réjouissait son père. Alors qu'il est au repos à Villers-Cotterêts, le 17 juillet, Fernand écrit son optimisme enthousiaste à sa sœur en dépit d'une attaque voisine ratée : « Malgré ce fâcheux contretemps, nous avons tous confiance, déjà les journaux parlent de l'insuccès allemand. Le passage de nombreux prisonniers semble indiquer que nous avons bien réussi aussi... » C'est sa dernière lettre, elle est inachevée. Quatre jours plus tard, le 21 juillet, enfin, il participe à son premier assaut, celui du village de Plessier Huleux dans l'Aisne qu'il mène à la tête de sa compagnie. Grièvement blessé, il meurt des suites de ses blessures trois jours plus tard. Sa mort lui vaut à titre posthume une citation à l'ordre de l'armée qui ne suffit visiblement pas à atténuer la peine de sa mère Elisabeth qui se suicide chez elle le 12 avril 1920, à 19 heures. Pourtant la vie semblait avoir repris son cours puisqu'Etienne avait épousé Gabrielle en février 1919 à Avignon, trois mois à peine après son retour rapide et malgré le deuil de Fernand. **Très loin du front**, au bord de la Méditerranée, c'est par les espaces publics que la guerre s'est immiscée dans la société toute entière. Les places et les rues se transforment en restant largement tributaires des temps d'avant pour se plier aux règles du conflit. Les travaux d'aménagements et les équipements qui commençaient lentement à les rendre plus belles et plus confortables à leurs habitants sont en panne. Salies, dégradées,

¹⁵⁷⁸ Gabrielle Amadou à la famille Larroque, 1^{er} août 1918

malcommodes et nauséabondes malgré quelques tentatives des édiles débordés qui manquent de temps, de bras, de matériaux et de ressources, elles s'abîment tandis que le conflit renforce encore le rôle politique et militaire de certaines voies. Ces dernières deviennent les lieux visibles de la manifestation symbolique du patriotisme et de la fidélité des élites à l'effort de guerre par l'affichage des symboles nationaux, des affiches de propagande et des informations officielles. Essentiellement dans le chef-lieu du canton, l'armée se montre. Sur la place de la mairie, elle offre le spectacle accéléré de la transformation de garçons de plus en plus jeunes et d'hommes de plus en plus mal portants en soldats. Sur ces artères principales, à partir de 1915, s'affiche même si loin du front pourtant, le spectacle militaire de la guerre ; prisonniers allemands amaigris, soldats du 176^e RI en partance pour l'Orient et tirailleurs algériens en formation défilent vers la caserne, la gare ou les terrains d'exercices. Partout des militaires qui parfois se mêlent à la population. Ces espaces publics passent davantage encore sous contrôle et la surveillance s'accroît par le biais des circulaires ministérielles et préfectorales ou des arrêtés municipaux, qui visent à les considérer, ainsi que leurs acteurs surtout itinérants, comme des sources de multiples menaces potentielles mais diffuses. Gendarmes, gardes-champêtres, policiers mais aussi douaniers s'activent à traquer les suspects, espions, déserteurs, opposants à la guerre. Les résultats dispersés observables restent faibles mais convergent pour faire apparaître qu'il ne fait pas bon en temps de guerre être déserteur bien sûr, Espagnol et/ou femme. Cependant, outre les difficultés à mettre en œuvre un dispositif efficace de contrôle de l'information et de la population, les autorités se heurtent à une importante concurrence orale venue de la rue et il s'avère plus compliqué que prévu d'instaurer une police de l'opinion pour maintenir l'adhésion de l'arrière. Inversement, le conflit, face à la séparation et aux enjeux vitaux qu'il fait naître renforce le rôle social de la rue par une fréquentation plus intense qui échappe aux acteurs officiels ; on sait s'y informer, s'y juger aussi avec les nouveaux codes moraux nées des circonstances et des souffrances mais tout autant s'y entraider. Une nouvelle figure, le permissionnaire, s'y invite, de plus en plus visible à partir de l'été 1915 dont tous attendent nouvelles, informations et pourquoi pas descendants. S'intéresser enfin à une seule voie permet de voir que la guerre s'impose lentement de plus en plus durement par l'importance des douleurs et des vides qu'elle crée et des mobilités qui s'accroissent. Pourtant la vie y continue et comparer la traversée de la

guerre de deux familles aussi proches géographiquement qu'éloignées socialement, permet de mesurer à quel point la guerre des uns ne fut pas celle des autres tant les univers culturels de références, les réseaux et les ressources étaient différents, mais aussi à quel point le deuil frappa partout lourdement.

3. TROISIEME PARTIE. SORTIR DE LA GUERRE

3.1. CHAPITRE 7. CONSENTIR OU NE PAS CONSENTIR AU SACRIFICE.

« 6 août 1914, 17h. Arrivons à Nîmes, la crise est terminée, le sacrifice consenti. Soyons courageux. »¹⁵⁷⁹

« 25 mars 1915, On semble avoir renoncé à l'offensive en Champagne et c'est déjà trop tard. Les résultats acquis ne valent certainement pas les milliers d'existences sacrifiées, et si l'on a voulu attirer ici les Allemands pour dégager d'autres théâtres d'opérations, on eût pu le faire je crois avec moins de pertes. Nous devons maintenant garder notre secteur, et ce n'est pas petite affaire. Les gains réalisés, au lieu de consolider notre position l'ont rendue plus précaire. »¹⁵⁸⁰

Sept mois et demi séparent les premières lignes écrites par le capitaine Benjamin Simonet à son épouse après son départ de Lodève, des dernières publiées avant que celui qui est devenu chef du 1^{er} bataillon de son régiment ne soit évacué, blessé par un éclat d'obus, du front de Champagne où il ne reviendra pas. Elles ont l'intérêt de mettre en lumière à la fois la prégnance dans ses écrits de la notion de « sacrifice », sous-entendu de sa vie pour défendre la patrie, topos de la rhétorique militaire, tout autant que ses nettes modulations dans une durée pourtant relativement courte au regard de celle du conflit sous la plume d'un épistolier qui évalue la stratégie mise en œuvre par les États-majors en spécialiste de la guerre.

Le système de valeurs sollicitées et mises en avant par les militaires et leurs proches, autour de la notion de « sacrifice consenti » demandé par la nation en guerre sera examiné au prisme des identités sociales de quelques acteurs très divers, en ayant soin de le confronter aux comportements observables dans le déroulement de la guerre ainsi qu'à ses conséquences démographiques. Aussi nombreuses dans leur forme que variables dans leur intensité, du front de l'ouest à l'Orient, pour échapper au danger mortel, les fantassins surtout mettent rapidement en œuvre une palette infinie de stratégies légales d'évitement du risque, voire simplement de recherche de meilleures conditions de vie sur le front, qui occupent le contenu de la grande majorité des témoignages et des échanges épistolaires familiaux du corpus. Tous en évoquent au

¹⁵⁷⁹ Benjamin à Alice Simonet, 6 août 1914

¹⁵⁸⁰ Benjamin à Alice Simonet, 25 mars 1915

moins une et bien plus souvent plusieurs. C'est donc l'ensemble de ce répertoire d'actions identifiables qui sera ici appréhendé et explicité en tentant toujours de replacer les militaires dans leurs identités civiles en particulier familiales ainsi que dans les interactions entre le front et l'arrière quand cela est possible. De l'arrière vers les premières lignes, ces pratiques seront suivies sur le chemin qui conduit les soldats de leur foyer au plus grand danger pour en faire l'inventaire exhaustif, en cerner la diversité et l'importance et enfin tenter d'en mesurer l'efficacité. Certaines pratiques au contraire, évoquées indirectement dans les témoignages puisque bien plus risquées, minoritaires bien que visibles dans les registres matricules, représentent des transgressions frontales de la loi militaire du temps de guerre, véritables défis pour l'autorité qui peut les sanctionner dès lors lourdement mais qui forment selon la formule d'André Loez un « long continuum »¹⁵⁸¹ de refus. Qu'il s'agisse de l'insoumission, de la désertion ou de la désobéissance sur le front et des mutineries, leurs auteurs sont tous passibles des conseils de guerre. Enfin, des stratégies d'un entre-deux qui jouent sur l'interprétation de la légalité et dont les acteurs assument une part de risques sont également très fréquentes.

3.1.1. Consentir toujours ?

3.1.1.1. Du patriotisme au prisme des identités sociales.

3.1.1.1.1. Trois chefs de bataillon dans la tourmente : Patrie, famille, travail et Dieu

Le sacrifice ultime, celui de sa vie, est théorisé dans les écrits militaires d'avant-guerre avec une signification très concrète qui est celle d'accepter de mourir au combat au nom d'un idéal supérieur à l'individu, celui de la défense du pays. Au terme de son étude, François Lagrange en vient à en dresser une typologie selon trois critères, « l'acceptation d'une mort certaine (ou probable) consentie, voire recherchée, la volonté de se servir du sacrifice de soi pour renforcer le moral des troupes (hiérarchie oblige) et

¹⁵⁸¹ André, LOEZ, *14 - 18. Les refus de la guerre; une histoire des mutins*, Paris, Gallimard, « Collection Folio Histoire », 2010, p. 24.

le rendement tactique ou stratégique du sacrifice. »¹⁵⁸² La courte 1^{ère} carte expédiée par B. Simonet vient de fait rappeler à quel point l'Etat-nation a su inscrire, dans le système des représentations des officiers, cette acceptation au premier rang des obligations morales du statut de militaire, la tournure passive de la phrase suggérant par ailleurs que son acceptation généralisée s'impose bien au-delà des convictions personnelles du capitaine et qu'elle est censée impliquer tous les militaires sur le départ. À ce titre, les écrits des trois capitaines de la 31^e DI proposent un échantillon de choix dans le sens où ils ont beaucoup de points communs ; Appartenant à la même génération – 42 à 45 ans en 1914 - ces époux et pères de famille se sont engagés dans une carrière militaire exercée en grande partie en Afrique une vingtaine d'années avant le début des hostilités. Ils occupent au début de la guerre les mêmes fonctions au même moment et au même endroit, se connaissent forcément par le biais des rencontres au sein de l'État-major de la 31^e DI et entretiennent chacun une dense correspondance avec leurs épouses respectives qui a été conservée et placée dans l'espace public. Se pencher sur leurs itinéraires, c'est se pencher sur la façon dont l'expérience exceptionnelle et brutale des tranchées du nord-est, dont jamais durant au moins huit mois ils ne cherchent volontairement à s'éloigner, éprouve ou pas leur volontarisme et leurs convictions. Leurs écrits pourraient parfaitement venir confirmer l'analyse des tenants d'une histoire culturelle qui voit dans le patriotisme et la haine de l'ennemi construites dans les premiers mois du conflit, l'explication d'une ténacité inébranlable qui durerait tant que dure la guerre¹⁵⁸³. La détestation de l'ennemi liée à ce que la propagande française nomme très rapidement les « atrocités allemandes » qui est exprimée par les trois hommes peut représenter effectivement un premier facteur culturel participant de la motivation à supporter le pire. En Lorraine, les termes de « barbares », « vandales », « brigands », « envahisseurs », « tyrans » ou de « bandits » qualifient fréquemment dans les écrits de tous les témoins les destructions de villages car ils les considèrent non conformes aux lois de la guerre apprises lors du service militaire. La confrontation vécue peut participer de cette mobilisation culturelle à même de motiver les

¹⁵⁸² François LAGRANGE, « Les combattants de la « mort certaine ». Les sens du sacrifice à l'horizon de la Grande Guerre », *Cultures & Conflits* [En ligne], 63 | automne 2006, mis en ligne le 05 décembre 2006, consulté le 24 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/2113>

¹⁵⁸³ AUDOIN-ROUZEAU Stéphane et Annette BECKER, *14-18, Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000

comportements sacrificiels de B. Simonet qui s'apparentent pourtant amplement à de la résignation lorsqu'il relate une des multiples attaques en Lorraine à son épouse : « Une nuit je reçus l'ordre de marcher avec mon bataillon. J'étais en tête du régiment et, comme bien des fois déjà, j'avais fait le sacrifice de ma vie. Je m'attendais à voir le bataillon décimé sans succès contre une position formidable. »¹⁵⁸⁴ Cette détestation de l'ennemi se manifeste le 5 septembre 1914, après le désastre de Lorraine et avant la Marne, dans les écrits de S. Petitjean lorsqu'il conseille à sa femme :

« Les nouvelles que je lis sur le bulletin officiel semblent montrer que les Allemands s'avancent vers Paris. Ne les attendez pas et allez vous en tous aux bords de la mer par exemple là où nous devions louer une villa ou chez la tante Collin, où vous voudrez. J'ai vu ici les Allemands à l'œuvre et je sais tout ce dont ils sont capables. Tu as raison de demander à Mère et à Père de s'éloigner de Paris, si les boches tentent de s'en approcher, j'ai une si mauvaise opinion d'eux que je les crois capables de tout ».

Elle se cristallise avec l'incendie du beffroi, des halles et de la cathédrale d'Ypres, le 22 novembre 1914, « atrocité culturelle allemande » pour la condamnation de laquelle les trois commandants n'ont pas de mots assez forts. Joseph Dézarnaud est déjà oublieux des monceaux de cadavres mal enterrés qui l'entourent dans la hiérarchie de ses indignations :

« 22 novembre 1914, 5 heures du soir,
J'assiste à l'heure présente, en spectateur impuissant à porter secours, à la chose la plus horrible, la plus monstrueuse que j'ai jamais vue. L'Hôtel de ville et la cathédrale d'Ypres, deux merveilles, flambent à 200 mètres de moi. Les bandits ont mis 3 jours à obtenir ce résultat et cela avec une brutalité, une sauvagerie inqualifiable (...) Nous sommes loin pour le moment d'une guerre loyale à la française, face à face et visage découvert. Dieu nous aidera et nous aurons finalement la victoire »¹⁵⁸⁵

B. Simonet n'en est pas moins scandalisé : « Pour comble, nous voyons de notre poste flamber L'Hôtel de ville et la cathédrale d'Ypres que ces vandales ont incendiés. »¹⁵⁸⁶ Et

¹⁵⁸⁴ Benjamin à Alice Simonet, 19 octobre 1914.

¹⁵⁸⁵ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 22 novembre 1914.

¹⁵⁸⁶ Benjamin à Alice Simonet, 23 novembre 1914.

S. Petitjean forge deux mois plus tard dans sa vision de la ville détruite, la caractéristique de « sauvage » qu'il attribue aux Allemands :

« J'en ai profité pour aller visiter la ville, quelles ruines, tous ces beaux monuments, dont nous avons vu ensemble dans d'autres villes des spécimens, sont complètement détruits et incendiés. Enfin, c'est une guerre de sauvages que nous menons. De leur côté du moins. »¹⁵⁸⁷

Cette indignation est d'autant plus importante que les trois officiers manifestent un catholicisme prégnant, et que brûle un lieu saint. Plus ou moins fortement convoquée, cette foi se présente en mesure de donner une signification spirituelle à une épreuve qui vise à la rédemption, la leur et celle du pays, par la rudesse croissante de l'expérience vécue. C'est le cas de B. Simonet qui rapidement n'est pas loin de vivre sa guerre sur le mode d'un calvaire divin qui permettra la victoire puis les retrouvailles familiales : « Quelle dure et longue épreuve ! Je l'accepte et l'offre à Dieu comme tant d'autres ! La France saura-t-elle jamais les sacrifices qu'elle exige de nous ? Qu'importe pourvu qu'elle triomphe ! »¹⁵⁸⁸ Elle se manifeste de façon plus politique sous la plume de Joseph Dézarnaud, une semaine avant de mourir qui, déjà blessé deux fois et revenu sur le front d'Orient, commence à vivre son expérience comme un chemin de croix, certes pour lui mais aussi pour la société française toute entière : « J'espère que la France reviendra assez pleinement à la raison pour que Dieu puisse circuler librement et triomphalement dans nos rues »¹⁵⁸⁹. Il est vrai que la mise en œuvre des inventaires consécutifs à la loi de 1905 fut particulièrement agitée dans sa commune, nécessitant l'intervention des gendarmes et qu'il peut en garder un souvenir traumatisant. Ce qui c'est lit encore c'est que le patriotisme est ici largement adossé à une religiosité profonde dans laquelle France et foi se conjuguent étroitement, c'est de France chrétienne qu'il s'agit. Mais l'engagement volontariste pour la défense de la patrie est encore justifié, sous la plume de B. Simonet par la défense de son propre foyer menacé¹⁵⁹⁰. Les commentaires de J. Dézarnaud en particulier viennent souligner explicitement que cette haine de l'ennemi peut se nourrir encore d'une forte dimension professionnelle ; sa culture

¹⁵⁸⁷ Saint Prix à Charlotte Petitjean, 23 janvier 1915

¹⁵⁸⁸ Benjamin à Alice Simonet 31 décembre 1914

¹⁵⁸⁹ Joseph à Marie Thérèse Dézarnaud, 17 juin 1915

¹⁵⁹⁰ Benjamin à Alice Simonet, 3 janvier 1915

militaire nationalise au profit de la France une belle manière de combattre héritée des mythes grecs, opposant à ce que les trois officiers appelleront assez vite la « guerre des taupes » initiée d'après eux par les Allemands, le combat « face à face » de l'armée française. Ils font état de leur grande surprise, qui les désarment, à devoir mener une guerre de siège comme dès le 25 novembre l'exprime S. Petitjean : « Aujourd'hui nous sommes au repos, nous avons repris la vie des tranchées qui est celle que mènent tous les soldats de la Manche à la Suisse, drôle de guerre ». Dieu, Patrie, Famille, et Travail représentent autant de valeurs souvent mobilisées mais mêlées, dans des significations largement polysémiques qui peuvent venir expliquer en partie la détermination des trois officiers à « consentir au sacrifice. » Cette fin héroïque « en tête du régiment », comme la projette B. Simonet résigné, reste celle qui est valorisée dans les manuels militaires, les discours officiels, la presse et gagne y compris parfois le cadre des imaginaires des soldats dans lequel elle s'inscrit durablement. Elle se retrouve sans surprise dans les historiques régimentaires qui correspondent à la forme discursive par excellence du genre, comme dans cet extrait de celui du 81^e RI qui relate sur un mode grandiloquent des faits qui se sont déroulés dans une tranchée de Beauséjour :

« Le sous-lieutenant Bourgeade le 6 mars, avant l'attaque quotidienne du matin, rencontre dans un boyau un soldat qu'il ne connaît point. La capote bleue de cet homme porte l'écusson du 84^eme régiment que le 81^eme a relevé dans la nuit précédente. Un dialogue s'engage : « De quel régiment es-tu ? – Du 81^eme. – Pourquoi portes-tu l'écusson du 84^eme ? ». A ces mots, l'homme saute à la gorge du lieutenant qui, se sentant bien tenu, a le temps et l'audace de crier, lui qui est pris : « A moi ! Je tiens un boche ! ». Deux poilus, les soldats Thomas et Pujol accourent et transpercent l'adversaire du sous-lieutenant Bourgeade. C'était un officier allemand en tournée d'espionnage ».

Cet enthousiasme guerrier attendu des militaires se traduit parfois sur les champs de bataille par des attitudes offensives amplement mises en valeur par le contenu des citations octroyées qui contribuent à entretenir à la foi le mythe offensif et l'estime de soi des militaires en particulier des sous-officiers y compris dans la guerre de position. Par exemple, P. Bellet relate que le 10 juin 1915, l'Agathois Pierre Béziat, galvanisé peut-être par sa nomination deux jours plus tôt au grade de lieutenant de la 8^e compagnie du 96^e RI à Beauséjour, lance un assaut dans lequel il « s'était écrié en courant vers l'ennemi : je vais leur montrer comment un officier français sait leur

flanquer des grenades dans la gueule »¹⁵⁹¹, acte de bravoure militaire fatal valant à l'énergique officier une citation posthume élogieuse :

« A le 10 juin mené avec le plus bel entrain sa section à l'assaut, est parvenu jusqu'au bord de l'entonnoir fortement occupé par l'ennemi. A été tué alors que luttant avec la dernière énergie, il venait de dire à ses hommes cette phrase héroïque d'encouragement « Regardez les poilus comment un officier français jette les bombes ! »

L'instituteur adjudant cite encore le cas de son homologue Laffont, accusé d'avoir fui devant l'ennemi à Lunéville, cassé de son grade, peut-être à cause de ses engagements politiques, en attente de jugement qui, pour ne pas en subir le déshonneur, se serait suicidé en sortant le premier de la tranchée le 22 septembre 1914 dans le bois de la Hazelle.¹⁵⁹²

Il apparaît encore, que cette adhésion au sacrifice consenti n'implique pas la seule personne du militaire et s'inscrit dans un habitus social puissant dans lequel elle représente un élément constitutif de la sociabilité familiale et communautaire dépendante d'un cadre commun de valeurs et d'attitudes largement partagées entre le front et l'arrière depuis longtemps. C'est ce qui se lit sous la plume de B. Simonet à son épouse à la suite de la mort d'un capitaine du régiment :

« J'ai reçu une magnifique lettre de Madame Laurens à qui j'avais demandé des nouvelles de son mari. Comme je le prévoyais, hélas ! Ce pauvre Laurens est mort. Sa blessure n'était rien mais le tétanos s'y est mis. Transporté à Cherbourg par les Anglais, le soir du 2 novembre, il y est mort le 12 entouré de sa femme et de sa mère, appelées par télégramme. Un bel officier en moins. Sa femme m'écrit en vraie Française, offrant ce grand sacrifice au pays. Ils n'étaient mariés que depuis un an. »¹⁵⁹³

Le commandant octroie ainsi à la jeune veuve un brevet de « vrai nationalité », tant il admire son attitude. Et qu'importe ce que la jeune femme a pu ressentir et penser. Elle a adopté, dans l'espace public et son milieu, l'attitude qu'attendait d'elle son entourage qui en retour lui accorde son soutien et sa reconnaissance pour ce qui est au final un sacrifice « conjugal ». « Le deuil enfin sert de parure »¹⁵⁹⁴

¹⁵⁹¹ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14, opus cité*, p.161

¹⁵⁹² Pierre BELLET, *Ma guerre de 14, opus cité*, p. 60 et 66

¹⁵⁹³ Benjamin à Alice Simonet, 19 décembre 1914.

¹⁵⁹⁴ Jean de la FONTAINE, *La jeune veuve, Fables*, VI, 21

De même, en mode bien plus mineur, il arrive que les quatre jeunes enfants du chef de bataillon, de même que ceux de S. Petitjean, sacrifient tous les six leur dessert à la victoire du pays mais plus souvent au retour vivant de leur père. Dans ces milieux de la moyenne bourgeoisie militaire, les courriers attestent que tenir est vécu comme un effort commun, une affaire de famille, de milieu social, et qu'il en va de son rang, attribuant dès lors à ces catégories des motivations et obligations spécifiques. C'est de concert que Saint Prix et Charlotte Petitjean condamnent fermement l'attitude d'un membre de la famille : « Je pense comme toi au sujet de Charles et je n'approuve pas son projet d'esquiver ses devoirs militaires en ce moment, cela entre nous »¹⁵⁹⁵ Au front, cette dimension exemplaire du sens du sacrifice de l'officier reste au cœur des réflexions et des motivations du chef de bataillon Simonet puisque pour lui qui est militaire, la question de la ténacité ne se pose pas. Avec constance, il tente d'accomplir le plus rigoureusement possible ce qu'il considère comme son devoir moral en même temps que professionnel. Mais déjà, au bout de deux mois, il commence à se heurter à la faible motivation des soldats en ce qui concerne ce « sacrifice suprême » alors que la guerre de tranchées commence à peine :

« Comment suis-je debout ? Je l'ignore et l'attribue à la protection de Dieu (...) La pensée du devoir me soutient en même temps que votre pensée, vos prières et les miennes. J'ai foi en la victoire finale et je cherche à y contribuer de mon mieux en donnant à mon bataillon une valeur de plus en plus grande. J'ai toute confiance en mes officiers - six seulement - ce sont des braves - mais beaucoup moins en mes hommes, presque tous réservistes, peu conscients de leur devoir, fort peu décidés au sacrifice suprême. Que de choses vues qui me laisseraient douter du courage humain ! Nous avons affaire à un ennemi très fort, supérieurement armé et organisé qui tiendra tête longtemps encore. Aussi faut-il s'attendre à une campagne d'hiver. »¹⁵⁹⁶

Malgré tous ses efforts pour motiver ses troupes, quatre mois plus tard, les choses ne se sont pas arrangées alors que le bataillon est en un semi-repos qui ne saurait durer après les terribles batailles d'Ypres, et en bon professionnel, il mesure la fatigue des soldats :

« Seront-ils capables, le moment venu, de nous suivre, sans défaillance, jusqu'au sacrifice suprême ? Ce sont de braves gens dociles, disciplinés, capables de tenir dans la tranchée et ils l'ont bien montré. Exigera-t-on d'eux un effort plus grand ? Ah que je voudrais ne pas

¹⁵⁹⁵ S. Prix à Charlotte Petitjean, 15 février 1915

¹⁵⁹⁶ Benjamin à Alice Simonet, 19 octobre 1914.

douter de mes hommes. Comme je voudrais sentir chez eux l'esprit de devoir, de sacrifice, ce sont de braves gens ; combien peu parmi eux de gens braves ! Et puis ils sont usés. On ne fait rien ou presque pour les remonter. »¹⁵⁹⁷

L'« esprit de devoir, de sacrifice » des troupiers peine décidément à se manifester. Dans la même division, dès le 22 janvier 1915, le soldat Gaston Bécard, maçon dans le civil, commente avec un humour qui pourrait être déjà taxé de défaitisme la revue du régiment par le colonel et la présentation du drapeau du 81^e RI dans la caserne d'Ypres : « Nous rentrons au cantonnement après le discours du colonel qui n'est pas émouvant. Il nous dit juste qu'il faut mourir pour le drapeau parce qu'il a fait le tour du monde. Quelle bêtise au XX^e siècle. Vaudrait mieux qu'il n'aille pas plus loin »¹⁵⁹⁸. Y compris pour les militaires les plus obéissants, le message rencontre de la résistance mentale et même en partie physique, ce que suggère l'attitude de l'adjudant Pierre Bellet à la veille de la montée en ligne du régiment dans la bataille de Thiaumont, fin juillet 1916 : « Je m'arrange selon mon habitude pour couper à la revue du Général Nivelle. Notre grand chef vient s'assurer que nous sommes en état de tenir le coup et il essaie de faire vibrer la corde du sacrifice librement consenti »¹⁵⁹⁹. Au bout de deux ans de vaines batailles, il se lit là, à défaut de pouvoir certainement l'exprimer sans risque par les mots, un mouvement du corps, un comportement, qui dit le rejet répétitif de cet argument du « sacrifice consenti ». De fait, dès leur mobilisation, certains soldats et civils appartenant tous à des catégories populaires, souvent résignés eux aussi, n'hésitent pas à commenter les actions héroïques dont ils sont témoins ou informés et à commenter les discours reçus, contribuant de cette façon à définir très explicitement une autre hiérarchie de valeurs, au regard notamment du déroulement de la guerre.

3.1.1.1.2. « Nous sommes beaucoup de patriotes pour aller à la maison »¹⁶⁰⁰ : entre incompréhension et affirmation d'autres valeurs

Les représentations exaltées ont été à même de générer des comportements conformes aux attentes des élites politiques et militaires dont un des exemples le plus

¹⁵⁹⁷ Benjamin à Alice Simonet, 14 février 1915

¹⁵⁹⁸ Carnet de Gaston Bécard, soldat dans le 81^e RI, 2 janvier 1922, en ligne sur <http://www.chtimiste.com/carnets/Becard/becard.htm>

¹⁵⁹⁹ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14* opus cité, p. 197

¹⁶⁰⁰ Paul à Marie Loubet, 29 avril 1915.

emblématiques a été celui de « la vingtaine de jeunes officiers saint-cyriens ayant prêté serment d'aller au combat « en casoar et gants blancs en réponse à l'escamotage des rites de sortie de l'école militaire »¹⁶⁰¹ qui ont pu susciter de l'admiration. Ces charges héroïques costumées menées au début de la guerre, ces manifestations de panache, ont eu, peut-être à cause de leur exceptionnalité spectaculaire valorisée par la nouvelle hiérarchie informative instaurée dans la guerre, suffisamment de retentissement dans la presse pour que dans la petite ville d'Agde, certains en aient eu connaissance comme Louis Baron qui se souvient qu'« on évoquait les actes de bravoure des jeunes de St Cyr qui menaient les troupes au combat avec les gants blancs et le képi surmonté de plumes de casoar. Ils se firent canarder comme des lapins. »¹⁶⁰² C'est peu dire à le lire que les catégories populaires restent circonspectes quant à la beauté du geste qui semble avant tout susciter au mieux du scepticisme, au pire de la moquerie, réactions qui relèvent en partie du « cynisme narquois »¹⁶⁰³ des classes populaires anglaises mis en évidence par R. Hoggart. Ce souvenir convoqué bien des années plus tard par l'enfant devenu vieil homme laisse supposer qu'à l'arrière, cette incompréhension sur la pertinence militaire de ce type de comportements guerriers est largement commentée et partagée et qu'il n'existe pas de sentiment d'identification individuelle générale à cette geste censée pourtant incarner l'acmé de l'héroïsme pour ses acteurs et ses laudateurs.

Observées sur le front au début du conflit du moins, ces attitudes ne sont pas toujours sans surprendre et interpellent très tôt de simples soldats comme Léopold Couissy, mobilisé dans le 4^e RIC, qui se prétend pourtant « militariste » et justement pour cela, car selon lui, elles nuisent à l'efficacité des combats :

« Je dois signaler un fait qui a porté préjudice à notre cadre à cette première bataille. Tous nos officiers allèrent à l'assaut comme en parade. Ils étaient galonnés et médaillés et ils servirent ainsi de cibles aux tireurs boches. On s'en est aperçu hélas trop tard. La mort de nos officiers nous découragea un peu »¹⁶⁰⁴

¹⁶⁰¹ François LAGRANGE, « Les combattants de la « mort certaine ». Les sens du sacrifice à l'horizon de la Grande Guerre », *Cultures & Conflits*, vol. 63, no. 3, 2006, p. 63-81. Voir aussi Jean Baptiste Duroselle, *La Grande Guerre des Français 1914-1918 : Paris, Perrin, 2003 (1994)*, p 68.

¹⁶⁰² AMA, Cahier de Louis Baron

¹⁶⁰³ Richard HOGGART, *La culture du pauvre* (trad. française), *opus cité*, p 327-336

¹⁶⁰⁴ ADH, Carnet de Léopold Couissy en ligne, p. 38

D'après une rapide recherche dans *Mémoire des hommes*, lors de cette première bataille le 27 août 1914 qui se déroule à Jaulnay dans la Meuse, un capitaine, cinq lieutenants et 227 soldats sont tués, la dernière phalange de l'index gauche du témoin lui-même est emportée par un éclat d'obus ; Un peu plus loin dans son récit, il confirme : « J'ai constaté que nos officiers étaient très imprudents, j'en vois qui restent debout sous la rafale »¹⁶⁰⁵, émettant à nouveau un jugement sévère sur l'attitude des cadres de son bataillon au regard du seul objectif pour lui recherché qui reste la victoire militaire et non peut-être une éventuelle gloire. De fait, même, chez les Saint-Cyriens, « les considérations évoluent, plus lentement, autour de l'idée qu'il est aisé de se faire tuer, difficile de se faire tuer utilement. Il faut tenir, ce qui relève d'une autre vision de la guerre »¹⁶⁰⁶. Pour autant, la mise en valeur d'actes d'attaque individuels présentés comme héroïques à défaut d'être efficaces, continue, durant la guerre des tranchées, d'être mises en valeur par la presse et les citations conformément aux discours officiels, alors que même un cadre militaire comme Joseph Dézarnaud peut désapprouver la légèreté de son général de 52 ans, tué en juin 1915 dans les tranchées de Gallipoli :

« Nous avons perdu le Général Ganeval tué le 9 dans une tranchée par une balle à la tête ; c'était un bien brave homme et un soldat brave mais très imprudent. Je l'avais sauvé quelques jours avant en le jetant brutalement à terre au moment précis où une balle frappait le parapet. Il est allé se faire tuer inutilement quelques pas plus loin. »¹⁶⁰⁷

Ces comportements hardis ou inadaptés selon le point de vue, peuvent contribuer à expliquer peut-être la surmortalité des officiers au moins durant les premiers mois du conflit. Dans un conflit qui mobilise une immense armée de conscription, cette adhésion au « sacrifice consenti » pour la défense de la patrie, qui valorise les actions offensives individuelles dans une guerre de siège, y compris objectivement vouées à l'échec, est censée s'étendre non seulement à ses cadres mais également à la troupe toute entièrement instruite lors du service militaire.

Visiblement pourtant à la lecture des écrits de soldats d'origine populaire, dès le début de la guerre, ces derniers rechignent à s'emballer et ces thématiques patriotiques, quand

¹⁶⁰⁵ *Ibidem*, p. 40

¹⁶⁰⁶ François LAGRANGE, « Les combattants de la « mort certaine ». Les sens du sacrifice à l'horizon de la Grande Guerre », *opus cité*

¹⁶⁰⁷ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 12 juin 1915

elles sont, rarement, évoquées, sont généralement détournées pour prendre des sens assez opposés à ceux des officiers quand ils s'adressent aux épouses. Certes la joyeuse conclusion définitive de Joseph Sigal en décembre 1915 : « reçois chère maman mille baisers et caresses de celui qui t'aime toujours, et qui t'aime mieux que ce qu'il aime la patrie. Comme nous disons entre nous, la patrie nous l'avons au... J S »¹⁶⁰⁸ reste littéralement unique en son genre dans les témoignages du corpus. Mais lorsque B. Simonet confirme à son épouse sa détermination en forme d'ordre de priorité : « Sois patiente, courageuse et prie le bon Dieu. La France d'abord, nous après »¹⁶⁰⁹, il semble venir répondre trois jours plus tard à Joseph Sigal précédemment cité mais aussi au jardinier Paul Loubet qui, de la caserne du 44^e RIC à Perpignan qu'il vient de rejoindre, écrit le strict contraire à son épouse :

« Dimanche 21 février 1915 « (Pagès) a deux jours de service et il croit que la semaine prochaine on va le nommer caporal. Dans ta dernière lettre, tu me disais qu'il était parti d'Agde plus content que moi. Je le crois. Je crois qu'il languissait d'être soldat mais moi **qui aime mieux ma famille que le régiment** cela m'a serré le cœur en partant. On dit que le pas de la porte est le plus mauvais et je le crois. Enfin, je fais mon service comme il faut mais pas plus. C'est à la gare quand je suis parti, et lorsque j'ai vu pleurer ta mère, ton père et vous tous qui avaient les larmes aux yeux que cela m'a troublé. Il faut que l'on soit de bois si l'on ne se tourne pas. »¹⁶¹⁰

Dans ces réflexions se lit encore la place inversée accordée aux larmes par rapport au discours dominant : ne pas les verser ne serait pas héroïque mais malvenu, signe d'une froideur coupable. Plus précisément encore, au moment où se précise le départ pour le front, Paul réaffirme :

« Tu vois que pour ceux qui sont toujours à Ille, nous aurons la chance de rester quelques jours de plus tranquilles mais je ne crois pas que nous y restions longtemps car, aujourd'hui, notre capitaine nous a fait une morale qui veut en dire long. Il nous a dit qu'il était très content de nous et que nous étions prêt à remplir notre devoir de Français et surtout qu'il tiendrait à venir avec nous au front car il dit être fier de nous commander. **Il y en a beaucoup, et moi j'en suis, qui n'avaient pas les même idées que lui car nous sommes beaucoup de patriotes pour aller à la**

¹⁶⁰⁸ Joseph à Marie Sigal, 19 décembre 1915

¹⁶⁰⁹ Benjamin à Alice Simonet, 24 février 1915.

¹⁶¹⁰ Paul à Marie Loubet, 21 février 1915

maison. Mais que veux-tu, nous y sommes par force et nous ferons comme font les autres. »¹⁶¹¹

Cette symétrie dans la concordance des temps du contenu des lettres de B. Simonet et de P. Loubet, souligne qu'il existe des systèmes de représentations et de valeurs opposés que ne vient plus gommer l'élan très temporaire d'Union sacrée. Par sa réaction au discours de son capitaine et son insertion dans un collectif, Paul met en avant que le discours porté par l'officier est loin d'être partagé par l'ensemble d'une troupe qui résiste par la pensée, mais combien aussi dans l'encadrement militaire coercitif de la caserne analysé comme tel, ces soldats n'ont pas la possibilité de faire entendre leur voix, ni de choisir leur mobilisation rappelons-le. Plus encore, ces attitudes de mise à distance quelque peu sarcastiques des troupiers apparaissent valorisantes et valorisées dans leur univers social de référence qui a pour objectif ultime partagé la survie du soldat, si possible indemne. Aussi quand de Perpignan, sur le point d'être déplacé, Paul Loubet considère qu'est bienvenu tout ce qui peut retarder le départ et qu'il écrit : « Il vaut mieux leur faire de la place en partant à Ille que non pas en partant au front. Tu me comprends », il a l'assentiment confirmé immédiatement de Marie : « Tu me dis que tu n'as pas été du nombre de ceux qui sont habillé de neuf. Tu penses bien que cela me fait plaisir. »¹⁶¹² Une autre opportunité largement dicible qui engendre la satisfaction des uns et des autres, est le fait d'être enrôlé dans le service auxiliaire plutôt que dans le service armé lors du conseil de révision, qu'il s'agisse de soi-même et plus encore des proches, comme l'exprime François Fabre : « Tu me dis que Ferdinand Souleirol a reçu son ordre d'appel. Est-il versé dans le service armé ou a-t-il réussi à être versé dans le service auxiliaire ? »¹⁶¹³ C'est le cas également de Paul Loubet qui se réjouit pour son cousin, exempté comme lui dans un premier temps à cause de sa myopie. Le lundi 29 mars 1915, à peine parti à Perpignan, il écrit à Marie : « Tu me dis que Louis est à Agde à la caserne et qu'il est avec les Allemands. Au moins qu'il y en ait un dans la famille qui ait la chance de rester et qu'il soit plus heureux que nous ». L'infanterie reste décidément le corps à éviter. Mais il se lit autant dans les motivations, le fait que la

¹⁶¹¹ Paul à Marie Loubet, 29 avril 1915

¹⁶¹² Paul à Marie Loubet et Marie à Paul, 27 et 29 avril 1915

¹⁶¹³ François à Marguerite Fabre, 1^{er} août 1915

présence d'un homme auprès de ceux qui restent rassure tous les autres mobilisés de la famille.

Dès lors, la mise en parallèle de correspondances conjugales qui au moment des mises en guerre affichent des états d'esprit opposés de la part des militaires et de leurs proches, en fonction du grade et de leur appartenance sociale confirme encore que la guerre des uns n'est décidément pas celles des autres et que le critère social en est un marqueur essentiel. On touche finalement à ce que Nicolas Mariot appelle « une histoire populaire des tranchées », à savoir une façon de traverser la guerre propre aux catégories populaires y compris dans l'écriture.¹⁶¹⁴

3.1.1.1.3. Les territoires-relais de la rhétorique patriotique.

Dans cette longue durée du conflit, sous la plume des fantassins en première ligne, il apparaît que quand il s'est exprimé, l'enthousiasme réel ou calqué des premiers jours ou premières semaines a mal résisté à la grande fatigue, l'exposition au plus grand danger et aux difficiles conditions matérielles. Mais sans être très présente dans les correspondances, l'expression de ce patriotisme continue d'être vaillamment portée et relayée individuellement à plusieurs niveaux, en des lieux et par des voix spécifiques plus ou moins éloignées du front, abordée ici en cercles concentriques du plus loin au plus près des tranchées.

Ses éléments se retrouvent notamment dans le contenu des cartes postales en provenance de l'arrière vers le front, par des épistoliers qui n'ont par ailleurs pas de liens affectifs trop proches avec les fantassins. C'est le cas, par exemple, du patron d'Emile Barbezier, Emile Roques, 70 ans, responsable de la vente de vin chez Jean Voisin. Il a visiblement eu vent des doléances de son employé dont il a embauché l'épouse. Pierre en effet, bien que né en 1878 et ayant perdu un frère à Ypres, a été versé dans un régiment de l'active en février 1915. Son patron compatit mais l'incite à la résignation avec les arguments habituels :

« Il est malheureux que la barbarie allemande ait obligé la France à mettre en ligne les hommes de votre âge ; mais il est réconfortant d'un autre côté de voir les sentiments dont sont animés tous ceux qui se battent

¹⁶¹⁴ Nicolas MARIOT, « Comment faire une histoire populaire des tranchées ? », in *L'ordinaire de la guerre*, Agone, n°53, 2014, p. 157-189

pour la France. Comme tout bon Français, je fais les vœux les plus sincères pour la plus proche fin de la guerre avec l'écrasement des boches, Continuez à bien vous porter afin de revenir sain et sauf auprès votre famille. Présentez à vos camarades de danger les bons souhaits d'un engagé volontaire de 1870. »¹⁶¹⁵

Dans ce cas précis, la légitimité du discours peut difficilement être contestée par le soldat étant donné en premier lieu le rapport de subordination qui le lie à l'épistolier qui était le patron direct de Louis et, depuis la guerre, est celui de son épouse. De plus certainement, parce qu'il est plus âgé, le respect s'impose. Mais c'est l'argument d'autorité final qui s'avère imparable : cet engagement volontaire de 1870 vaut brevet de patriotisme qui symboliquement au moins insère son auteur non seulement dans le cercle des combattants mais également des « bons Français ». Il contribue à exercer une pression morale sur le soldat et donc à l'obliger à accepter son sort, à faire taire ses récriminations et surtout à délégitimer l'origine et l'expression de sa colère. De l'arrière toujours, ce sont des femmes déjà âgées, sans enfant mobilisé, qui répètent, à l'image des commerçantes voisines de Louis Palmier, comme la marchande de tissus qui plaint « notre chère France si éprouvée en ce moment par cette guerre et par ces barbares qui mettent tout à feu et à sang et qui n'épargnent pas même nos lieux saints comme notre belle cathédrale de Reims et que nous allons chasser »¹⁶¹⁶. La marchande de chaussures n'est pas non plus en reste : « Et oui Monsieur Palmier ce Guillaume de malheur prend la pile à Verdun et je pense que ce sera la fin. Ce boche vaincu ne croyait peut être pas à tant de bravoure de la part de nos bons petits poilus Français. »¹⁶¹⁷ Ces contenus convenus battent au diapason de la presse la plus locale ; la Une conservée de *l'Avenir Agathois* dont les titres exaltent de diverses façons l'engagement militaire, y compris des enfants en représente un exemple édifiant¹⁶¹⁸. Comme l'avait relevé Jean Norton Cru dans les centaines de témoignages qu'il avait compilés, « l'enthousiasme guerrier est inversement proportionnel au danger encouru »¹⁶¹⁹. Pourtant, cette expression de l'obéissance et du sens du devoir pour défendre « la Patrie contre les

¹⁶¹⁵ Emile Roques à Pierre Barbezier, 8 juin 1915

¹⁶¹⁶ Madame Raoul à Louis Palmier, 29 novembre 1914,

¹⁶¹⁷ Famille Baudoin à Louis Palmier, 13 mars 1916

¹⁶¹⁸ *L'Avenir Agathois*, 8 mai 1915

¹⁶¹⁹ Jean-Norton CRU, *Témoins*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2006 (1929), p. 134

barbares » ne se manifeste pas uniquement à l'arrière de la part des civils, comme l'a depuis longtemps constaté A. Prost¹⁶²⁰.

Elle se retrouve encore, et peut-être davantage dans le corpus, sous la plume de soldats mobilisés mais dans des unités non-combattantes, ce qui peut leur octroyer une certaine légitimité. En juin 1915, l'ami de Paul Loubet, Gaston Dubois, qui n'est pas encore incorporé, lui écrit qu'il se prépare toutefois à aller « faire son devoir de bon cœur. »¹⁶²¹ Il en va encore d'Henri Cassan, l'ami de Joseph Chavardès, travailleur militaire sur l'arrière-front :

« Il nous faut pourtant être victorieux. Tu diras sans doute à Montpellier on ne risque pas grand-chose. Non. Mais ma classe part quand même et si mon tour arrive je partirai, c'est certain avec la certitude d'aller faire mon devoir »¹⁶²².

Henri Cassan, classe 1891 comme Joseph mais mobilisé dans les COA à Montpellier, ne part pas mais tient tout de même à soigner sa réputation. Ce faisant, il contribue à amplifier par son propos cette thématique de courage et de devoir qui enserre par la multiplicité des discours les combattants plus exposés dans un comportement d'obéissance obligée voire de résignation. Cette rhétorique émane encore de soldats mobilisés dans la zone des armées mais qui sont largement abrités. C'est le cas du très catholique Médecin-major Joseph Picheire qui suit l'intendance du 16^e corps d'armée sur l'arrière-front de Lorraine et qui tient un carnet aux entrées quotidiennes dans lesquelles le ton s'avère assez grandiloquent du moins au début pour céder la place à bien plus de sobriété quand il est confronté aux multiples blessures des soldats :

« 23 août ; Incendie de l'hôpital de Lunéville bombardé malgré l'accord de Genève. Ces barbares n'épargnent rien »¹⁶²³

« 26 août ; Mon frère – son régiment va être engagé. Je suis encore un peu déçu de vivre d'une manière coupable et tranquille alors que nos frères se battent et donnent leur vie. Nous avançons, enfin ! »

« 15 octobre ; Je songe toujours à notre oisiveté de médecin inutile. Combien je préférerais avoir un fusil sanglant entre les mains »

¹⁶²⁰ Antoine PROST, « Controverses », *Le Mouvement Social*, 2002/2 (n° 199), p. 95-119. En ligne sur <https://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social1-2002-2-page-95.htm>

¹⁶²¹ Gaston Dubois à Paul Loubet, 12 décembre 1914.

¹⁶²² Henri Cassan à Joseph Chavardès, 15 juillet 1915

¹⁶²³ Carnet de Joseph Picheire, 23 août 1914

« 11 novembre 1914 : Nous partons pour Vittel. On s'installe à l'hôtel de Lorraine on boit du champagne on se congratule car notre ambulance est chargée d'installer un hôpital à l'hôtel continental. Nous avons à loger 150 malades.

En novembre 1914, il soigne enfin ses premiers blessés :

« 14 novembre : Un convoi de 25 arrive le 13. Il faut panser ces pauvres soldats, les répartir. Je juge peut-être mieux que sur les champs de bataille les horreurs de la guerre. Je me rappelle d'une gangrène. Le soldat est mort 86 heures après. Enfin tout cela est pour la France ! Non, la patrie déjà sauvée par la pucelle ne saurait férir »

À partir de juin 1915, suite à une première permission, les entrées sont plus courtes, télégraphiques, et deviennent définitivement plus rares, certainement sous le poids du temps et la charge de travail : « 11 juin 1915 : renfort à la 16^e ambulance. Blessés gravement atteints - 26 septembre 1915 ; 300 à 400 blessés par jour ». Au bout de presque deux années d'atermoiements, le 6 juillet 1916, le Médecin-major est finalement muté à sa demande en tant que médecin du 130^e RI qu'il rejoint à Verdun et les notes ne transmettent plus que des repères spatio-temporels répétés. L'exaltation patriotique a visiblement vécu dans l'arrivée sur le front. Mais de façon identique, des fantassins eux-mêmes, en première ligne depuis un certain temps, sont susceptibles de reprendre ces arguments auprès de leurs proches, en particulier auprès de leurs enfants, comme c'est le cas de Pierre Barbezier le 25 mars 1915 :

« Mes chers petits, Il faut l'espérer les boches ne vont pas prendre racine là où ils sont, d'un moment à l'autre on va les accompagner vers la frontière et notre France sera débarrassée des bandits, votre papa et oncle qui vous aime »

Et il accompagne ses propos de la petite caricature de l'empereur allemand qu'il a dessinée. Et puis encore une autre fois de la même année : « gare quand ça va se déclencher les boches ne seront pas contents c'est une bande de froussards, quand ils ne sont pas 4 pour un ». Pourtant, au même moment, les propos adressés uniquement à son épouse diffèrent car Louis cherche à quitter le front pour être affecté comme ouvrier à l'usine de pièces d'obus de Balaruc-les-Bains après avoir tenté de se faire réformer grâce à sa vue déficiente¹⁶²⁴. Certes, l'état d'esprit du soldat peut d'un mois à l'autre changer mais il semble bien plutôt que ses propos dépendent largement du contexte social de réception et celui où évoluent ses enfants paraît trop pesant pour la sincérité de

¹⁶²⁴ Pierre à Germaine Barbezier, 6 juin 1915

leur père, soucieux de sa réputation, et donc de celle de ses enfants, dans les cours d'école. S'il ne résiste pas à sa pression, l'expression du ressenti sincère peut à l'inverse être livré dans l'intimité du lien conjugal, obligeant le soldat à tenir un double discours.

3.1.1.2. Interroger le consentement d'un soldat extraordinaire

Des héros reconnus par la République qui firent une brillante carrière dans la guerre mais en revinrent vivants, il y en eut cependant quelques-uns dans le canton ; Pierre Deley devint un grand acteur de l'aéropostale et Félix Brigaudet, ami de Fernand Larroque, termina lui aussi haut gradé de l'aviation tandis que le bachelier marseillannais Clément Soullié passa très rapidement dans l'infanterie du grade de caporal à celui de lieutenant entre septembre 1914 et juin 1917 et fut cité trois fois avant d'être déplacé, blessé, dans l'artillerie. Mais par leurs origines sociales bourgeoises et leur statut d'étudiant qui leur avait permis des promotions rapides, ils n'appartenaient pas tout à fait à la catégorie de l'immense majorité des militaires issus des catégories populaires. Aussi, se pencher sur l'itinéraire militaire d'exception, à divers titres, du cultivateur Jean Chavardès, en questionnant en outre le parcours du seul fantassin-témoin appartenant aux jeunes classes qui n'ait pas trouvé la mort dans le conflit, c'est se demander quels furent les ressorts de l'expérience combattante hors-norme d'un individu ordinaire, issu des catégories populaires, pour lequel la guerre est venue « bouleverser ces « régularités figées » en confrontant les gens ordinaires à l'extraordinaire »¹⁶²⁵. En séparant et dispersant les membres de la famille, le conflit a donné naissance à un fonds privé conservé et devenu accessible à l'occasion du Centenaire¹⁶²⁶ composé de deux ensembles. Le premier regroupe des documents militaires officiels - un livret militaire, un fascicule de mobilisation, quatre citations – ainsi que quatre médailles militaires dont une italienne, une anglaise et « une croix de guerre 2 étoiles en argent avec palme ». Le second est formé de trois portraits photographiques du jeune homme pris au front, en extérieur, et d'une quarantaine de cartes postales signées par lui et expédiées entre 1915 et 1919 à ses parents et à sa

¹⁶²⁵ Agnès STEUCKARDT, GOMILA Corinne, WIONET Chantal (éd), *Gens ordinaires dans la Grande Guerre. Correspondances, récits, témoignages*, Paris, Éditions de la FMSH, 2021 à paraître, Introduction

¹⁶²⁶ AMA, Fonds privé numérisé 1914-1918, Chavardès.

fiancée Delphine Joly. Elles sont intégrées dans le lot beaucoup plus conséquent d'environ 250 cartes dont en particulier celles du couple formé par ses parents Marie et Joseph dans lequel le sujet « Jean » est très présent, devenant par cela une source indirecte non négligeable. Si le fonds paraît très parcellaire, il permet néanmoins, confronté aux sources sérielles de toute nature, de mettre en lumière quelques éléments du parcours du jeune homme dont ses éventuelles motivations. Avant de devenir un héros de guerre, Jean Chavardès appartient à la catégorie des individus dont la vie se situerait dans un entre-deux : il n'appartient ni aux classes les plus défavorisées, ni à l'élite. Si « la qualité d'ordinaire est d'abord un défaut de qualité, affectant non seulement la condition sociale, mais aussi le cours de la vie »¹⁶²⁷, cette qualité semble exactement caractériser dans un premier temps le cours de la vie de Jean Chavardès. Né le 16 août 1896, il est le fils unique d'un père tonnelier, petit propriétaire et conseiller municipal de sa commune. Il vit chez ses parents et sa grand-mère maternelle, dans une maison vigneronne des faubourgs agathois. De taille moyenne, 1,65 mètre, « cheveux châtain », « yeux marron », sa fiche matricule ne fait apparaître encore aucun signe distinctif physique qui l'écarterait de la norme. Elle ne renseigne pas le niveau d'étude mais Jean n'est pas un grand épistolier et si son orthographe est aléatoire et ses cartes bien courtes, il sait sans problème lire et écrire. En 1912, il est 1^{er} commis au bureau d'enregistrement d'Agde. Il est intégré dans un groupe de jeunes gens de son âge dont François Cullier qui en 1916 demande son adresse à ses parents¹⁶²⁸. C'est son amoureuse, Delphine Joly, née en 1898, qui visiblement construit l'album de cartes postales dans lequel se trouvent quelques exemplaires expédiés par des amis du jeune couple. Elle est la voisine de Jean et la sœur de son ami, Joseph Joly. Sur une carte non expédiée, la jeune fille précise à une amie : « Mon fiancé doit venir à la fin du mois. Vous pouvez croire qu'il me tarde de le voir car depuis treize mois qu'il est parti je ne l'ai pas vu »¹⁶²⁹, ce qui laisse supposer que le couple existe socialement avant le conflit. Mais si tous les indices conduisent à classer ce jeune homme issu des classes populaires dans la catégorie des individus ordinaires, la guerre a pour effet de le distinguer à

¹⁶²⁷ Agnès STEUCKARDT, GOMILA Corinne, WIONET Chantal (éd), *Gens ordinaires dans la Grande Guerre. Correspondances, récits, témoignages, opus cité*

¹⁶²⁸ François Cullier à ses parents, 10 septembre 1916

¹⁶²⁹ Delphine Joly à « chère amie », 16 janvier 1916

plusieurs titres du sort commun des soldats de sa classe et de son canton, et de le faire entrer, à partir du 16 décembre 1914 dans celle des « extra ordinaires ». Ce jour-là en effet, il a 18 ans et s'engage dans l'artillerie pour cinq ans. Ils ne sont qu'une dizaine de jeunes gens sur quelques centaines possibles à accomplir ce geste volontariste en 1914. Pourquoi devancer d'à peine quinze jours le passage devant le conseil de révision ? Peut-être que la guerre ne change rien dans un choix que le jeune homme aurait fait de toutes façons. Mais en ces temps, la démarche devient remarquable même si le même jour, son voisin, Léon Vié, agent de police, en fait autant. Ensemble, ils rejoignent le 57^e RA de Toulouse. Est-ce alors le fruit d'une décision duelle ? S'agit-il déjà, à l'annonce de dizaines de morts, d'éviter l'infanterie ? Possible toujours. Mais, une plus grande singularité encore viendrait plutôt infirmer cette motivation par défaut puisque sur les milliers de fiches dépouillées Jean Chavardès est le seul à demander à rejoindre l'infanterie à partir de l'artillerie, et ce dès avril 1915. Cela le conduit début mai dans les rangs du 341^e RI de Marseille en première ligne dans la Meuse où, très impressionné par le spectacle qu'il découvre, il écrit à ses parents : « Ici c'est effrayant à voir tout est démoli là-haut. Mes tranchées sont en très bon état. Nous n'avons pas encore reçu le baptême du feu, encore deux jours. »¹⁶³⁰ La fibre patriotique a-t-elle vibré qui viendrait expliquer ce changement de corps bien plus exposé ? Sur le front, il s'exprime en ce sens : « On nous a confié le drapeau du 8^e de ligne qui s'est rendu lâchement. » Il est possible que la scène se passe au bois d'Ailly, lors de violents affrontements auxquels participent les deux régiments en mai 1915 mais la carte n'est pas datée. Elle situerait alors ces propos au tout début de la guerre de Jean. C'est la seule expression patriotique de ses écrits comme de ceux de son père Joseph, élu radical-socialiste dans sa commune qui espère sur l'arrière-front : « Les hostilités sont acharnées surtout sur le front de Verdun, ça chauffe d'un côté et de l'autre espérons que nous repousserons ce monstre d'ennemi qui nous tient toute une nation sous ce joug de fer. »¹⁶³¹ Après le 341^e qui traverse toutes les batailles de la guerre de position, en février 1917, Jean rejoint le 261^e RI de Privas dans lequel, du 30 octobre 1917 au 28 mars 1918, il se retrouve sur le front italo-autrichien et cantonne à Salo, au bord du lac de Garde. Aussi, une série de cartes

¹⁶³⁰ Jean Chavardès à ses parents, ? mai 1915

¹⁶³¹ Joseph à Marie Chavardès, 13 mars 1916

postales patriotiques autrichiennes peuple le lot familial sans avoir été utilisées comme objet de correspondance.

De retour en France, le sergent participe aux derniers combats dans l'Aisne, y est blessé le 31 octobre 1918 par éclat d'obus à la jambe gauche puis hospitalisé en novembre. Enfin, à la dissolution de son régiment, à partir du 15 mars 1919, il est envoyé en renfort dans l'armée d'Orient. Il n'est démobilisé que le 23 octobre 1919. Il a bien honoré ses cinq années d'engagement volontaire. Si ce parcours remarquable est celui d'un rare fantassin chanceux, le soldat s'est également couvert de lauriers ; d'après les fiches matricules, il est un des deux soldats-fantassins sur 3000 environ à avoir reçu quatre citations ou plus (entre le 10 septembre 1916 et le 10 octobre 1918) et ils ne sont dans le canton que 11 % à peine à avoir été cités, chiffre conforme aux 10 % établi par Jules Maurin¹⁶³². Leurs contenus mettent unanimement en avant les qualités, physiques et de maîtrise, du jeune homme, toujours sous le feu le plus violent ; « courage », « crânerie », « sang-froid », « bravoure », « énergie », « endurance » et « vaillance ». Ces termes les plus laudateurs alternent avec les adjectifs louangeurs, d'« exemplaire » ou de « coutumier des actions d'éclat », sans oublier la mise en avant des qualités d'autorité qu'il exerce sur le groupe. Jean Chavardès est donc un soldat intrépide mais réfléchi, beaux atouts qui ont été valorisés par une rapide montée en grade : de soldat, il passe caporal puis sergent dès juin 1916, alors que seuls 13 % des soldats du canton, comme du centre de recrutement de Béziers, ont reçu une promotion dans la guerre¹⁶³³. Le soldat, revenu quasi indemne pourra arborer de surcroît une « blessure de guerre » quand 40 % des fantassins du canton appartenant de sa classe ont été tués. Ce parcours militaire, peut donc indéniablement être qualifié, en empruntant à la rhétorique en usage, de glorieux. Et chanceux, à la différence des très jeunes Henri Besset, François Cullier, Alexandre Daniel, Fernand Larroque ou bien Paul Bascoul. Sans être bachelier ou militaire de carrière, Jean Chavardès est incontestablement un consentant durant plus de quatre années. Mais cette expérience, par son exceptionnalité, donne au final la possibilité de retrouver ce qu'est la norme ; des soldats qui attendent

¹⁶³² Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, opus cité, p. 511

¹⁶³³ Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, opus cité, p 533

l'incorporation et traversent la guerre sans aucune reconnaissance, espérant ne pas en sortir trop abîmé, ce qui reste un autre « exceptionnel ».

Pourtant, bien plus que la figure du héros, le contenu des cartes laisse entrevoir une traversée de la guerre ordinaire dans laquelle cet engagement remarquable relève d'enjeux complexes. Les cartes dressent en effet avant tout le portrait d'un fils chéri, aimé et aimant, amoureux, dont l'expérience au plus près du danger nourrit sans surprise l'inquiétude mais aussi la fierté de ses parents qui vivent sur tous les fronts au rythme de ses nouvelles mais respectent ses choix sans jamais pour autant trop les encourager. Le père, Joseph, mobilisé comme travailleur militaire tente en permanence de croiser, même un court moment, son fils sur l'arrière-front. C'est le cas lors de son arrivée dans la zone des armées, au nord de Dijon, à Isles/Tille où il fournit à son fils « du papier à lettres, des enveloppes, 2 crayons, des cartes et une pièce de 2 francs. »¹⁶³⁴. La précision des détails vient révéler la volonté paternelle de continuer de s'occuper avec attention de son fils et d'en faire preuve à sa mère. De mai 1915 à décembre 1916, date à laquelle cesse le courrier de Joseph dans le lot, les informations par l'intermédiaire de la poste tournent très rapidement entre les trois membres de la famille et la future épouse. Les moments partagés d'angoisse sont perceptibles sous la plume fataliste de Joseph, culminant de février 1916 à juin 1916 quand Jean est engagé dans la bataille de Verdun et son père sur l'arrière-front :

« Pour le moment cela chauffe de tous les côtés si nous avons un bon résultat j'espère que d'ici fin mars il y aura quelque chose de fait. Espérons que ce que je te dis se réalise. J'ai toujours le souci de Jean en ce moment. Que veux-tu, c'est le destin. S'il ne doit pas y rester, il fera comme tant d'autres. Tous n'y resteront pas. Quel mouvement je n'ai pu voir un Agathois encore j'ai vu le 344e RI passer de nuit je croyais le 341e j'étais content je croyais de voir passer Jean mais je ne pouvais pas le voir ce n'était pas son régiment »¹⁶³⁵

Dès que les nouvelles arrivent, Marie, sa mère, prend la plume pour se réjouir puisqu'« il se porte bien enfin aujourd'hui le temps s'est mis au beau »¹⁶³⁶. Sans ponctuation, la signification des propos peut varier mais une fois de plus, celles du vocable « temps » fusionnent parfaitement. Comme bien d'autres mères, elle envoie à la

¹⁶³⁴ Joseph à Marie Chavardès, 3 mai 1915

¹⁶³⁵ Joseph à Marie Chavardès, 28 février 1916

¹⁶³⁶ Marie à Joseph Chavardès, 12 mars 1916

demande de son fils, du papier, du saucisson, du fromage et du chocolat. En bon fils, à son tour Jean n'oublie pas d'écrire et de fêter aux bonnes dates, sa mère et sa grand-mère auxquelles il expédie des cartes postales fleuries. Et au final, ce que laisse davantage deviner l'évolution du contenu du courrier dans le conflit, c'est la façon dont l'expérience combattante représente le cadre d'apprentissage de la virilité dont chacune des étapes est couronnée d'un succès qui se traduit par de nombreuses marques de reconnaissance émanant des autorités. Promotions, citations mais aussi photographies représentent alors les marqueurs tangibles de la succession des marches franchies par le jeune garçon vers l'entrée dans le monde des hommes qui se confond avec l'apprentissage de la guerre qui selon Odile Roynette a commencé lors du conseil de révision où « le fait d'être déclaré apte représente un élément essentiel dans le processus de construction de l'identité masculine »¹⁶³⁷. Cela était perceptible sous les plumes des autres jeunes témoins, François Cullier, Fernand Larroque ou Paul Bascoul, mais leurs disparitions rapides ont brutalement stoppé le processus. Suivre tant qu'il est possible la chronologie, c'est prendre, au rythme de la guerre, la mesure de cette évolution régulièrement balisée et épinglée. Dans la première carte du corpus, l'amie de sa mère, en guise de vœux de fin d'année, souhaite « que le petit Jeannou soit toujours sage »¹⁶³⁸ mais à cette date déjà, peut-être lassé d'être considéré comme un enfant - autre élément de motivation ? - « Jeannou » s'est engagé.

Il envoie dès son incorporation dans l'infanterie une première photographie de groupe qui le montre à l'arrière-plan, les épaules rentrées, soldat dans l'ombre, un peu mal assuré. La nomination au grade de caporal le 21 juillet 1915 marque une première étape. Une seconde photographie annoncée et expédiée à ses parents suspend l'évènement ; Cette fois, Jean est à gauche du portrait de groupe mais au premier plan, avec « son escouade ». Il adjoint aux siens de le retrouver sur la photographie, « Cherchez-moi ! » écrit-il quand on ne voit que lui, c'est-à-dire peut-être « admirez-moi dans mon nouveau grade et ma nouvelle fonction de chef ». Cette assurance naissante se retrouve dans sa relation amoureuse quand il écrit à Delphine pour la prévenir du futur danger auquel il est exposé : « Demain soir aux tranchées pour 4 jours », signant

¹⁶³⁷ Odile ROYNETTE, « Discipline, patriotisme, virilité... Quand la vie de caserne forgeait les hommes », revue *l'Histoire*, novembre 2001, numéro 259, p. 60 à 65.

¹⁶³⁸ Thérèse (*illisible*) à Marie Chavardès, 31 décembre 1914.

affectueusement « ton petit caporal, Jeannot »¹⁶³⁹. Il affiche fièrement de cette façon son nouveau grade militaire qui atteste que la promotion militaire est susceptible d'asseoir le statut conjugal ou bien que les deux se confondent dans l'évènement.



Début mai 1915

mi- juin 1915

? mais postérieure

Figure 64. Trois photographies de Jean Chavardès au front

Petit à petit donc, dans divers domaines, le très jeune soldat affirme sa masculinité au rythme des marques graduelles de valorisation militaire reçues pour ses exploits dans les tranchées. Les citations gagnent en effet en importance à partir de 1916 : à l'ordre du régiment pour la première, de la Division pour les deux suivantes et enfin du corps d'armée pour la dernière. De plus elles sont mises en avant dans la communauté par la presse locale qui les reproduit. À l'image de *L'Eclair*, *L'Avenir Agathois* rappelle en effet aux familles qu'il « insère gratuitement leurs textes dans ses pages »¹⁶⁴⁰, construisant à distance l'énorme capital symbolique des soldats auprès des civils. D'autres signes plus ordinaires, identifiables dans les gestes, comportements et attributs normatifs dont Anne Marie Sohn a souligné l'importance¹⁶⁴¹, révèlent encore cette transition vers l'âge d'homme au rythme de l'éloignement du foyer par l'expérience militaire plus que par l'exposition au danger. Ainsi, l'usage ostensible du tabac s'observe au premier plan de la dernière photographie tandis que l'importance accordée aux poils de barbe est écrite à Delphine¹⁶⁴². Un langage plus familier se

¹⁶³⁹ Jean Chavardès à Delphine Joly, septembre 1916

¹⁶⁴⁰ *L'Avenir Agathois*, du 8 mai 1915

¹⁶⁴¹ Anne-Marie SOHN, *Sois un homme ! La construction de la masculinité au XIXe siècle*, Paris, Seuil, 2010.

¹⁶⁴² Jean Chavardès à Delphine Joly, 16 mai 1916

retrouve encore dans l'évolution plus cavalière des formules d'appel et de clôture des cartes expédiées à son amoureuse : « Chère Delphine » devient de plus en plus souvent « ma gosse adorée » à partir de juillet 1917. Par ailleurs, socialement, dans la famille, les rapports de protection dans l'économie familiale ont tendance à s'inverser si l'on en croit la carte expédiée par Joseph à Marie :

« J'ai eu la visite de Jean il se porte bien nous avons pris une bouteille de vin ensemble il m'a dit qu'il avait assez de l'argent tellement qu'il m'a donné 10 francs et il m'a dit dans 2 jours je vais toucher 25 francs. Il remonte aux tranchées dans 2 jours, il doit venir en permission à la fin du mois et mois au commencement de l'autre ce qui fait que nous serons ensemble. »¹⁶⁴³

En accédant au grade de sergent, Jean a vu sa solde passer de 5 à 72 centimes par jour¹⁶⁴⁴ et c'est donc lui désormais qui dans la zone des armées aide financièrement son père, un an à peine après son arrivée sur le front. Sous l'uniforme, le partage des codes de virilité est désormais de mise entre le père et le fils, scellé par cet autre signe que représente la consommation d'alcool sur un moment dérobé pour quelques heures aux exigences militaires, tandis que s'exprime dans le courrier à Marie l'espoir d'une permission commune. Par ailleurs, cette autonomie financière nouvellement acquise permet au jeune sergent de s'acheter une montre, qui représente un autre marqueur tout autant social que masculin d'ascension. Simultanément, il prend l'initiative de construire son couple à distance en liant explicitement son existence au déroulé de la guerre, n'envisageant jamais sa propre mort quand il écrit : « Tu es bien avec mes parents. J'ai écrit à Grand-mère pour voir ce qu'elle pense du choix que j'ai fait en te considérant comme future épouse car il faut espérer que ce grand jour viendra comme celui de la fin des hostilités. »¹⁶⁴⁵ Si les fiançailles sont longues, Delphine se rapproche de sa belle-famille et la relation amoureuse gagne en intensité : après avoir commencé à signer ses cartes, « Mille baisers Jean » le 4 novembre 1915, le soldat choisit « Ton Jeannot qui t'adore » le 23 août 1916. « Chère Delphine » devient « Chère fiancée » dès octobre 1916, puis « Ma petite femme » à partir de mars 1918. L'été 1917 représente un tournant quand Jean multiplie les allusions sexuelles, d'abord sur des cartes représentant

¹⁶⁴³ Jean à Marie Chavardès, 9 août 1915

¹⁶⁴⁴ Nicolas MARIOT, *Tous unis dans les tranchées ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, op.cité.

¹⁶⁴⁵ Jean Chavardès à Delphine Joly, ? 1916

le drapeau du régiment : « Chère petite gosse, encore un mois et la perm je veux dire les promenades et le reste. Mille baisers de ton fiancé »¹⁶⁴⁶. Il n'y a en 1918 plus d'équivoque grâce à des cartes choisies dans le registre fantaisie patriotique ; leurs motifs érotisés permettent au sergent, comme pour de nombreux couples plus établis, de « faire revivre le bonheur des permissions autant de fois qu'on le veut » tout autant que de rappeler le « souvenir ces derniers jours »¹⁶⁴⁷. Le rappel de cette intimité scelle la relation conjugale dans la durée et Jean signe désormais de mots tendres qui l'engagent : « Ton Jeannot pour la vie - 8 août 1918 –ou « ton petit homme » - 19 janvier 1919 -. La dernière carte, le 27 janvier 1919 voit culminer l'expression de cet engagement : « doux baisers, celui qui t'aime ». L'intensité progressive de cette relation amoureuse de papier finit par trouver sa traduction concrète. En effet, avant son départ en Orient fin mars 1919, le sergent a certainement bénéficié d'une permission, conformément à la coutume des régiments en partance, puisqu'exactement 9 mois plus tard, le 15 décembre, naît André, premier enfant du couple. Sans que l'on ne sache ensuite s'il a bénéficié d'une permission spéciale alors qu'il était à peine parti ou si plus sûrement son départ a été retardé, Jean Chavardès épouse à Agde sa fiancée Delphine Joly, le 23 avril 1919.

Fin 1919, sa guerre est terminée au terme d'un parcours militaire d'exception, bien que très limité par les cadres fixés par l'armée pour ceux de sa condition sociale puisqu'il n'a pas dépassé le grade de sergent atteint très tôt. De plus, si les autorités militaires le couvrent de gratifications, elles lui refusent toutefois le statut protecteur d'engagé volontaire car arrivé quelques jours trop tard en première ligne pour en bénéficier. Il a été sans conteste un héros patriote mais le jeune homme a tout autant trouvé valorisation et reconnaissance et donc estime de soi dans une expérience combattante qui l'a fait accéder au statut d'adulte dans l'ensemble des normes de genre traditionnelles, militaires mais aussi civiles. En cinq ans, le petit « Jeannou » revenu indemne de la guerre, est devenu un propriétaire viticulteur, père de famille, et a repris le cours d'une vie aux « régularités figées » dans la ville qui l'a vu naître, comme finalement la majorité des soldats survivants.

¹⁶⁴⁶ Jean à Marie Chavardès, 21 juillet 1917

¹⁶⁴⁷ Jean à Marie Chavardès, 11 juin 1918

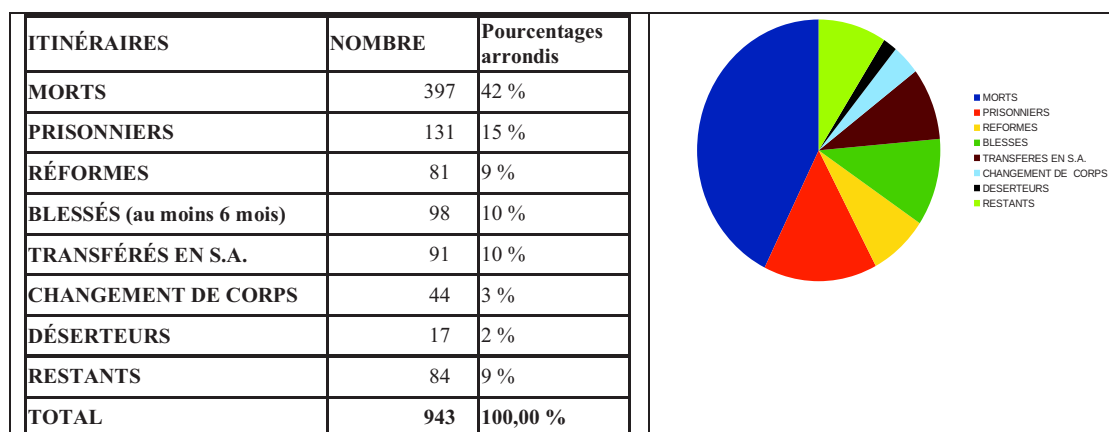
3.1.1.3. Les inflexions discursives au prisme du bilan macabre.

3.1.1.3.1. Relativiser la ténacité en comptant les survivants et les arrivants.

Quand les parcours militaires de nos témoins partis en août 1914 s'arrêtent sur le front de l'ouest, c'est bien faute de combattants épistoliers. En cela, ils reflètent bien l'hécatombe de ces premiers mois de la guerre dont l'échelle d'étude a permis de prendre précisément en un seul lieu la mesure arithmétique. Elle ne s'arrête pas pour autant au printemps 1915 et trois ans plus tard Marie Loubet informe son époux du vide abyssal qui s'est creusé dans leur communauté de jardiniers et tous savent dresser les bilans:

« Je vais t'annoncer une bien mauvaise nouvelle qui, j'en suis sûre d'avance, te fera de la peine. On a annoncé la mort de Germain Berthuel, ton camarade. C'est malheureux, après avoir souffert pendant 4 ans¹⁶⁴⁸, voilà ce qui lui revient, de laisser maintenant une veuve et deux orphelins¹⁶⁴⁹. J'ai été bien peinée moi aussi quand on me l'a dit. C'était un ami, il avait bon caractère, franc, il était à estimer. La dernière fois, il s'est rencontré avec Paul Honorat et lui a dit que, maintenant, il ne restait que tous les deux. Les autres, ou prisonniers ou morts. Paul reste seul et il y a 6 jours qu'il n'a pas écrit¹⁶⁵⁰. Il est bien mal placé, c'est sa tante qui me l'a dit. »¹⁶⁵¹

Tableau 3-1. Itinéraires des fantassins partis sur le front du nord-est en août 1914



¹⁶⁴⁸ Le jardinier Germain Berthuel, devenu caporal puis sergent meurt le 27 mai 1918 dans les Vosges, après avoir été blessé deux fois en 1915. Son corps est rapatrié à Agde

¹⁶⁴⁹ Voir photographie chapitre 3.2.

¹⁶⁵⁰ Paul Honorat a été capturé le 28 mai 1918 dans l'Aisne

¹⁶⁵¹ Marie à Paul Loubet, 3 juin 1918

D'après les fiches matricules, à la date du 31 novembre 1918, concernant les 943 fantassins partis dès l'été 1914 sur le front du nord-est, le bilan est incommensurablement lourd puisqu'il n'en reste indemnes que 84 soit moins d'un sur dix. Les autorités militaires font le même constat et saluent l'exception en citant le 19 janvier 1919 le sergent viassois, François Molinié, classe 1908, pour avoir passé « 49 mois au front » dans l'infanterie. Si les morts et disparus sont de loin les plus nombreux, d'autres ont été fait prisonniers et une minorité, moins de 10 %, a été complètement réformée, en général pour une blessure qui relève d'une grave mutilation. D'autres soldats blessés sont passés devant le conseil de révision qui a en général déplacé le militaire abimé en service auxiliaire ou dans une unité combattante moins exposée. Enfin, environ 10 % des soldats durablement blessés, ont passé au moins six mois à l'arrière, le temps d'éviter une des grandes batailles, ces périodes apparaissant dans les fiches matricules comme « campagne simple » déroulée à l'intérieur, au terme desquelles les militaires ont ensuite rejoint le front pour souvent y être souvent à nouveau blessés. En supposant que les fiches matricules soient dans l'ensemble relativement complètes, existe-il des points communs qui lient ces très rares rescapés indemnes où seul le hasard a-t-il joué ?

Tableau 3-2. Quels fantassins sont rentrés indemnes au bout de 4 ans de guerre ?

ITINERAIRES DES COMBATTANTS INDEMNES	NOMBRE
ORIENT À PARTIR DE 1916	44
296e RI	17
COLONIES (MAROC ET INDOCHINE)	9
Sans point commun mais 8 brancardiers et musiciens	14
TOTAL	84

Le groupe le plus nombreux est constitué des militaires qui ont font partie des quelques 250 à 300 militaires partis en Orient, mais pas ceux transbordés au printemps 1915 mais toujours ceux partis au moins à partir de 1916 qui n'ont donc pas combattu aux Dardanelles. Soit ils étaient volontaires – c'est le cas par exemple des deux seuls rescapés de la classe 1913 du 96^e RI -, soit plus souvent, ils appartenaient à des régiments qui y ont été envoyés comme dont le 4^e RIC, le 40^e ou le 58^e RI où étaient incorporés de nombreux soldats languedociens comme Ernest Pélissier et qui ont payé un très lourd tribut en août 1914 sur le front nord-est. Être volontaire pour l'Orient afin d'éviter Verdun ou la Somme a donc représenté un choix salvateur. Cette incorporation

relativement protégée est bien perçue comme telle en novembre 1917 par Joseph Sigal qui rassure son épouse à propos du départ de son frère Marcel :

« Marcel doit aller à Salonique, peut-être que ça vaudra mieux pour lui comme front. Ce n'est pas mauvais comme ici, depuis qu'ils y sont ils n'ont jamais fait des attaques et les fièvres ne sont pas mauvaises comme avant. On a trouvé des remèdes pour les combattre. Il vaut mieux qu'il aille là-bas il ne fera que travailler qu'ici, dans un régiment d'active, il risquera d'être en première ligne »¹⁶⁵²

Cependant beaucoup de ces soldats reviennent prématurément en métropole, souvent malades. Cette importance des maladies a un effet paradoxal. Même si six soldats du canton sont morts dans les combats de Serbie, de Macédoine et de Bulgarie de novembre 1915 à octobre 1918, la difficile expérience orientale semble avoir davantage protégés les autres d'affrontements militaires plus meurtriers encore à Verdun, dans la Somme, au chemin des Dames ou en 1918 dans les reprises des offensives. Mais plus que les armées adverses, ce sont bien les terribles conditions matérielles porteuses de lourdes maladies épidémiques qui ont représenté en Orient les ennemies les plus redoutables. D'autre part, un peu moins d'un quart des soldats a appartenu au 296^e RI, celui qui a accueilli la majorité des mutins de 1907 - et aussi Louis Barthas -. En cela l'itinéraire qui ramène sain et sauf ce dernier est certes exceptionnel mais pas unique, d'autant que le tonnelier en rejoignant le front en novembre 1914 a évité les deux mois les plus meurtriers de la guerre. Ce régiment de réserve a pourtant participé à toutes les grandes batailles avant d'être dissous en novembre 1917 et que ses survivants soient dispersés dans d'autres unités. Enfin, une minorité de fiches matricules laisse entrevoir qu'à la marge, des soldats ont fini la guerre dans les colonies et une dernière dizaine de soldats a traversé indemne l'intégralité de la guerre avec parmi eux, une moitié de brancardiers auxquels sont associés des soldat-musiciens qui exerçaient cette même fonction, soit des tenants de postes moins exposés au front comme celui de caporal ou sergent-fourrier.

3.1.1.3.2. De rapides ajustements.

Dès lors, devant cette hécatombe qui s'est si rapidement invitée dès le mois d'août pour se confirmer dans la durée inattendue de la guerre de siège, dès l'arrivée de

¹⁶⁵² Joseph à Marie Sigal, 19 novembre 1917

l'hiver 1914 en Belgique où se déroule dans la boue la terrible bataille d'Ypres, les discours les plus enthousiastes ne manquent pas de s'infléchir. John Horne a relevé une tendance de ces motivations appuyées sur la « haine de l'ennemi » à s'estomper dès 1915 pour préférer une condamnation générale des atrocités de la guerre par les combattants¹⁶⁵³. Dans les écrits du corpus, elles apparaissent sous les plumes des témoins bien plus tôt, parfois dès l'installation dans les tranchées fin septembre 1914. Désormais présent au feu, Paul Bascoul, sous les obus, écrit déjà à sa mère quatre jours après son arrivée qu'il lui « tarde que la guerre soit finie. »¹⁶⁵⁴ S. Petitjean début octobre confie à son fils qu'il « lui tarde que la guerre soit finie et que beaucoup sont comme (lui) »¹⁶⁵⁵. Début décembre c'est Emile Carabasse qui dit sa désolation : « Ce n'est pas le rêve tu peux le croire chère Miguette quel sera le jour heureux où cette guerre finira! »¹⁶⁵⁶ Fin décembre, à l'image de J. Aldias qui écrit dans son carnet : « 31 décembre, 1914 nous a donné des jours bien tristes. Je souhaite et j'espère que 1915 nous amènera notre rêve ; la paix », tous les témoins multiplient des vœux de paix sans condition dans leurs écrits. En même temps, les termes qui qualifient l'ennemi commencent à devenir bien plus neutres que ceux de vandales, bandits et autres brigands. Après le dernier sursaut relatif à l'incendie d'Ypres, les occurrences d' « Allemand » et de « boche » dominant désormais les lexiques de tous, Originaire de Lorraine, B. Simonet est le seul avec P. Bascoul à utiliser quelques fois « Prussien ». Dès le début même, leur alternance ne paraît pas être le fruit du hasard sous la plume de P. Bellet, dont le récit est très postérieur aux événements relatés, qui utilise systématiquement « allemand » lorsque le soldat est inoffensif, c'est-à-dire mort ou prisonnier et donc physiquement proche de lui, alors que dans le récit de la bataille ou du face à face des tranchées, il devient « boche ». Concernant les Allemands, les accusations de vandalisme disparaissent pour être remplacées par celle de sauvagerie mais de sauvagerie partagée entre les armées, suscitant des constats résignés sur les conséquences de la guerre, ce qu'exprime dès octobre 1914 le commandant B.

¹⁶⁵³ John HORNE, « Les mains coupées », *Atrocités allemandes et opinion française en 1914*, in Becker et al (dir.), *Guerre et cultures, opus cité*, p. 133-146

¹⁶⁵⁴ Paul à Marcelle Bascoul, 27 septembre 1914

¹⁶⁵⁵ Saint Prix à Charlotte Petitjean, 9 octobre 1914

¹⁶⁵⁶ Emile Carabasse à Louise Taillefer, 9 décembre 1914

Simonet : « Quelle chose horrible que la guerre ! Pauvre pays. Déserté par ses habitants, pillés par les soldats. Maisons démolies par l'ennemi ou par nous »¹⁶⁵⁷. Dès lors, ce qui affleure souvent concernant l'ennemi, c'est davantage le constat d'une communauté de difficultés partagées, favorisé peut-être par la symétrie parfaite des positions physiques des hommes dans les tranchées, qui se retrouve sous la plume du commandant S. Petitjean le 30 septembre 1914 : « les Allemands d'ailleurs sont comme nous car hier j'en voyais un qui rejetait l'eau de la tranchée, je l'ai regardé travaillé pendant un bon quart d'heure et comme il continuait je suis parti. »¹⁶⁵⁸ Quelques mois plus tôt, il avait déjà admiré la logistique allemande relative aux tranchées :

« C'était très réussi, on aurait presque pu voir les boches, mais ce que l'on a vu surtout c'est combien ces animaux là travaillent et quel travail soigné ils font, nous ne sommes vraiment en fait de guerre que des écoliers à côté d'eux. Vraiment les boches sont épatants, ils ont une organisation et une méthode qu'on ne peut qu'admirer. Nous faisons école auprès d'eux. Heureusement que nous savons profiter de leur expérience et que peu à peu nous les rattrapons, c'est pourquoi nous les aurons »¹⁶⁵⁹

Dans l'immobilité des positions, des échanges s'instaurent d'une tranchée à l'autre, qui, paradoxalement humaniseraient presque, sinon les conditions de combat, assurément tous les combattants. C'est à ce moment que Paul Bascoul et ses amis, croient retrouver dans les tranchées, les manifestations si attendues du mythe d'une guerre héroïque : « La distance d'une tranchée à l'autre était si courte que mes camarades et les boches s'invectivaient tels les héros d'Homère, beaucoup de boches connaissaient le français et le lieutenant regrettait que je ne sois pas là pour traduire ce qu'ils baragouinaient »¹⁶⁶⁰, écrit-il ainsi à sa mère, heureux qu'enfin se présente un adversaire donnant par la parole des signes d'humanité. Mais dans ses références à l'Iliade dans laquelle des combattants agissent plus qu'ils ne subissent, Paul oublie que l'épopée grecque met en avant, leur nécessaire animalisation s'ils veulent obtenir la victoire. Les guerriers grecs s'y sont déguisés en bêtes de proie ; sangliers, loups et bien

¹⁶⁵⁷ Benjamin à Alice Simonet, 30 octobre 1914.

¹⁶⁵⁸ Saint Prix à Charlotte Petitjean 30 décembre 1914

¹⁶⁵⁹ Saint Prix à Charlotte Petitjean 18 septembre 1914

¹⁶⁶⁰ Paul à Marcelle Bascoul, 18 décembre 1914

plus encore lion.¹⁶⁶¹, rien à voir certes avec « la guerre des taupes » mais cette partie du message dit bien que la guerre nécessite la déshumanisation et que pour cela, les plus valeureux guerriers, Ulysse, Hector et même Achille, cherchent à l'éviter et ne la font que fort contraints. Quelques jours plus tôt, avec le même ton enjoué, B. Simonet évoque les mêmes faits auxquels il est lui-aussi très sensible. Il raconte comment, d'une tranchée à l'autre, après s'être envoyé des grenades, soldats français et allemands les remplacent par des messages écrits et comment un des officiers de son régiment a quitté la tranchée pour soigner les blessés ennemis dans le no man's land et qu'il pourrait « en raconter beaucoup de ces histoires ».¹⁶⁶² Histoires du « vivre et laisser vivre » sur le front immobile, analysées précisément par Tony Ashworth¹⁶⁶³. Malgré ces quelques moments de répit, le chef de bataillon doit cependant affronter une succession d'épreuves auquel le militaire de carrière n'était pas préparé par son expérience et qui s'inscrivent toutes dans ce qu'il considère lui aussi déjà à Ypres la « trop longue durée de la guerre » qui a raison de son enthousiasme de départ. La séparation familiale d'abord lui pèse de plus en plus et la nécessité anthropologique de donner du sens à l'expérience, lui fait avancer ce nouvel argument chargé de noblesse morale : « La France saura-t-elle un jour le sacrifice si cruel, si long qu'elle nous impose ? Qu'elle le sache, qu'importe ! Je l'accepte jusqu'au bout si pénible soit-il pourvu qu'il aide à la victoire et qu'il évite à nos enfants cette terrible chose qu'est la guerre. »¹⁶⁶⁴ C'est que le nombre incalculable de victimes de la bataille d'Ypres l'ébranle davantage, lui qui pensait avoir passé le plus dur en Lorraine. Dès le 18 août, il a transporté de nuit sur sa bicyclette son chef de régiment et depuis il perd quasiment chaque jour un collègue ou un soldat, quand ce n'est pas par dizaine ou centaines, tandis que se déploient en Champagne devant lui des charniers de plein air, offrant des « visions horribles » qui le poursuivent en pensées, auxquelles s'ajoutent les références auditives à la violence des canonnades. Sous la pluie et la neige et dans la boue des Flandres, même s'il est en général à l'abri, par paternalisme peut-être mais bien plus par conscience professionnelle ou simple humanité, il supporte de plus en plus mal les conditions de vie

¹⁶⁶¹ HOMERE, *L'Iliade*, traduit par Philippe Brunet, Editions du Seuil, Paris, 2010, chant 10, p. 273-274

¹⁶⁶² Benjamin à Alice Simonet, 2 décembre 1914.

¹⁶⁶³ Tony ASHWORTH, *Trench Warfare 1914-1918. The Live and Let Live System*, Pan Books, 2000 (1980).

¹⁶⁶⁴ Benjamin à Alice Simonet, 15 février 1915.

indignes faites aux soldats, d'autant qu'il se met lui-même à souffrir de rhumatismes. Par ailleurs, en décembre, le retour du dépôt sur le front du lieutenant corse Pierre Luccantoni, remis des blessures reçues lors du 1^{er} engagement du régiment le 18 août 1914, lui fait comprendre déjà que les premières résolutions enthousiastes des officiers du 142^e RI qu'il commande se sont amplement fracassées sur le mur sanglant – et infranchissable – dressé par l'armée ennemie :

«Nouvelles du dépôt ; officiers blessés, leur santé, leur état d'esprit. Ce n'est pas de l'enthousiasme. Chacun parait-il tire le plus qu'il peut pour rester là-bas. Quitter le paisible dépôt pour se jeter dans la fournaise après l'avoir quittée, la pensée est pénible ; le sentiment du devoir cède devant l'égoïste instinct de conservation (...) Luccantoni revient lui à sa demande. Mais il ne cache pas que le sentiment du devoir seul l'a poussé à partir. Pas d'enthousiasme. La lecture des journaux, les écrits des camarades, la longueur des opérations, la perspective de l'hiver et de ses misères, de la fournaise et de ses dangers ont calmé son élan du début. Il vient en soldat prêt au sacrifice, par devoir. C'est bien ! »¹⁶⁶⁵

Ainsi, dès décembre 1914, ils sont nombreux ces officiers qui ont payé un lourd tribut de blessures dans le premier temps de la guerre à refuser, comme cela leur est possible, de revenir sur le front et, à la différence des soldats privés de ce choix, seule la conscience professionnelle et un certain aspect militaire constitutif de l'estime de soi en poussent quelques uns à ne pas se dérober. Mais dix jours plus tard exactement, le valeureux lieutenant corse décède d'une balle reçue dans la tranchée. De même, Saint Prix Petitjean revenu de blessure en juillet 1915, est mortellement blessé par un éclat d'obus en octobre lors d'une visite de tranchées. Mais surtout peut-être, le professionnel de la guerre devient acteur, spectateur et dénonciateur de massacres inutiles, pris en étau entre devoir sacré d'obéissance aux autorités militaires et humanisme éventuellement chrétien.

Pour œuvrer à diminuer les conséquences tragiques des assauts répétés et surtout les rendre plus utiles, il explore et exploite les voies officielles de l'état de droit. Et leurs profondes limites en termes d'efficacité. Par le biais de nombreuses notes remises à sa hiérarchie, il propose – naïvement ? - des solutions tactiques afin d'économiser les vies humaines et d'obtenir des résultats militaires. Sans grand résultat visiblement. De son côté, Pierre Bellet relate comment Saint Prix Petitjean, soumis au même dilemme

¹⁶⁶⁵ Benjamin à Alice Simonet, 16 décembre 1914.

convainc ses supérieurs de ne pas faire attaquer son bataillon de jour ce qui le conduirait au massacre, mais de préférer une attaque nocturne lancée d'un autre point de départ. Il obtient gain de cause, sauve ce jour-là la vie de nombreux soldats, mais c'est un autre bataillon de la division, le 122^e celui de P. Bascoul, qui monte inutilement à l'assaut¹⁶⁶⁶. L. Barthas relate lui aussi comment le 19 avril 1917, au Chemin des Dames, le colonel Robert du 296^e RI refuse de faire monter ses hommes¹⁶⁶⁷. Peut-être alors que l'exercice plus soucieux de vies humaines de ce commandement explique en partie le nombre plus important de soldats revenus indemnes dans le régiment. Cependant, sans résultat, de guerre lasse – c'est bien de cela qu'il s'agit désormais - le chef de bataillon, après l'expérience belge, se remet à préparer son bataillon à la percée décisive annoncée par les Etats-majors et dit pour cela pouvoir au moins compter sur le lien interpersonnel affectif qu'il a soin d'établir avec les officiers mais aussi avec les soldats :

Il ne faut pas toujours être triste sous le coup de cette pensée ; « Frère, il faut mourir ! » Nous-mêmes nous chassons le plus loin possible cette idée et c'est pour cela que je réunis les officiers du bataillon en popote. Et le t'assure que la gaité règne pendant nos repas ! C'est par cette gaité, cet entrain que je suis parvenu à faire entrer dans le cœur de tous mes officiers l'idée du sacrifice complet et du dévouement réciproque. Au jour prochain où je devrais leur demander ce sacrifice, ils l'offriront : ils me l'ont promis, j'y compte. Et je viens à l'instant même de le demander aux hommes »¹⁶⁶⁸

De même, à la veille de l'offensive à venir en Champagne, il se convainc :

« D'ici là on cherche à donner du cœur au ventre des hommes, à les préparer au grand coup annoncé, et je crois que mon bataillon est prêt au sacrifice. Je le sens dans leurs yeux, dans leur attitude. Ils me suivront ; ils m'aiment. Dieu fera le reste ! »¹⁶⁶⁹

Mais pour ce faire, il se heurte encore à de nouveaux obstacles. Alors que pour lui la motivation des soldats à tenir comme « un lierre »¹⁶⁷⁰ selon la formule de S. Petitjean, dépend essentiellement de l'association de bonnes conditions matérielles et d'une

¹⁶⁶⁶ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14, opus cité*, p. 81-82

¹⁶⁶⁷ Louis BARTHAS, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, opus cité*, p. 452

¹⁶⁶⁸ Benjamin à Alice Simonet

¹⁶⁶⁹ Benjamin à Alice Simonet, 2 mars 1915.

¹⁶⁷⁰ Saint-Prix à Charlotte Petitjean, 7 août 1915

formation militaire continue à même d'en faire de solides combattants donc victorieux, il constate que l'État-major ne prévoit rien pour œuvrer à tout cela :

« Mais les hommes ! Le commandement, nos grands chefs sont fous !!!! Ils s'imaginent qu'au bout de huit jours ou quinze de stationnement dans ce village sans eau ni charbon nos hommes seront remontés physiquement et moralement ? Il aurait fallu les transporter au soleil, dans une grande ville, les caserner : bains, soins de propreté, linge propre, effets et chaussures neuves, détente ; voilà ce qu'il fallait, avec, en même temps, des exercices courts, des causeries sur le devoir militaire. Nos chefs, encore une fois, sont ou fous, ou ignares (...) J'ai dormi dans un excellent lit et je suis aussi bien que je puis l'espérer. Ce n'est donc pas ma situation qui me pousse à la grinche. Je grinche parce que je suis écœuré pour mes hommes. Ils sont de la chair à canon, je ne cesse de le voir et de le crier depuis le début de la campagne. Oh l'État-major ! »¹⁶⁷¹

Dès lors, usant de mots très durs, il devient de plus en plus critique à l'égard de la capacité de ses supérieurs à mener la guerre, remettant en cause, par une surprenant renversement de point de vue, comme une insulte suprême, le patriotisme de ses généraux, mus par l'ambition personnelle. Il exprime régulièrement et durablement sa colère au fur et à mesure que les morts qui se comptent quotidiennement par dizaine à Beauséjour, s'avèrent inutiles à la victoire sans que cela n'émeuve un tant soi peu ses supérieurs. Se produit alors sous sa plume, un bref basculement dans son identification à la troupe plutôt qu'au corps des officiers, par un emploi furtif de la première personne du pluriel : « Depuis le commencement de la campagne, je ne fais que constater le peu de cas que l'on fait de nos pauvres troupiers. **Nous** sommes de la chair à canon et c'est tout »¹⁶⁷². Dans une de ses dernières lettres, il développe un long argumentaire qui conclut qu'« en résumé, nos grands chefs sont des criminels. Ils ont fait massacrer sans utilité des milliers d'hommes et détruit le moral des autres. »¹⁶⁷³ On ne peut qu'être frappé par la solidité d'un homme épuisé, sur le point de vaciller, pris en tenaille par des injonctions contradictoires qui opposent l'obéissance aux ordres à l'efficacité militaire susceptible de préserver des soldats, corseté entre des valeurs fortes, mais devenues incompatibles dans les circonstances vécues, de patriotisme et d'humanité. Finalement, visiblement à bout de force, resté sans plus aucun ami sur le front, il est blessé par un

¹⁶⁷¹ Benjamin à Alice Simonet, 13 février 1915

¹⁶⁷² Benjamin à Alice Simonet, 12 février 1915

¹⁶⁷³ Benjamin à Alice Simonet, 22 mars 1915

éclat d'obus. En été, il choisit de ne pas revenir et se porte volontaire pour le corps expéditionnaire d'Orient comme Joseph Dézarnaud et beaucoup d'autres militaires. Ce patriotisme qui recouvrait une nébuleuse de valeurs assez distinctes les unes des autres mais permettaient de donner du sens à la violence de l'expérience vécue ne lui a été que d'un relatif secours en démontrant ses limites dans l'insoutenable épreuve. Pour autant, en dehors de toutes considérations religieuses, d'autres militaires, simples soldats, sont imprégnés de ce discours dominant construit dans le siècle, largement diffusé et ayant atteint un haut niveau d'efficacité, qu'ils ont incorporé et, avec lequel ils doivent soudain composer dans la réalité terrible des tranchées.

3.1.1.3.3. Paul Bascoul ou le poids de l'habitus

En effet, des militaires, plus jeunes, arrivent sur le front lestés d'une identité construite dans un environnement propice à l'acceptation des terribles conditions de combat et de vie au front, soulignant qu'il s'agit moins d'une question de grade que d'appartenance sociale et culturelle. Le cas de Paul Bascoul, 21 ans en 1914, fils d'institutrice, élève du collège d'Agde dont le rôle éducatif et culturel dans la construction des imaginaires des lycéens de la petite ville a été questionné, jeune licencié en sciences, paraît emblématique du rôle que tient l'habitus dans la prégnance de la thématique patriotique et héroïque chez les jeunes lettrés appartenant à la petite bourgeoisie intellectuelle, à même de déterminer leurs comportements. Elle reste d'autant plus forte que le jeune homme est à la fois très bon élève, affectivement très proche de son entourage auquel il est très soucieux de plaire, et fils cadet investi en partie du statut de chef de famille depuis la mort récente de son père, l'ensemble de ces facteurs le rendant possiblement plus perméable à un discours qui mobilise la notion de « sens du devoir ». Arrivé dans une caserne de Rodez totalement désorganisée à la fin de son sursis quand la guerre éclate, le 11 août, il s'y retrouve d'abord avec des réservistes puis avec des jeunes gens plus jeunes que lui, deux groupes auxquels il rechigne à être associé. Il en va de sa réputation dans le cercle de ses connaissances puisque son meilleur ami, Emile, médecin, s'est engagé dans la Marine et tous ceux de sa classe partis pour le front ont déjà largement payé leur tribut en Lorraine fin août sans que visiblement il n'en ait pris vraiment la mesure. Quinze jours à peine après son arrivée et deux jours après le 22 août, jour le plus meurtrier de la guerre, Paul s'indigne

lyriquement et non sans emphase, des propos de sa sœur, qui se réjouit de le savoir à l'abri :

« Tu me dis bien heureux de ne pas être comme les camarades du même âge à la frontière ? Tu me connais mal. Je préférerais le sacrifice utile du sommeil et de ma subsistance aux privations que je subissais ici inutilement à cause du désordre qui régnait. Je préférerais les fatigues de la marche forcée à la rencontre de l'ennemi, les affres des nuits passées à la belle étoile sous la menace des boches que l'inaction où je suis réduit ici et la vie oisive et inutile que je mène à la caserne. Il m'est pour moi très pénible de songer justement que tandis que tous les jeunes de ma génération se battent moi, je reste en arrière inutile. Je brûle du désir de faire la campagne à leurs côtés. Et maintenant qu'à l'habit militaire je me suis fait, maintenant qu'auprès de vous aucun sentimentalisme ne me retient plus, maintenant que je sais maman guérie et que j'ai l'esprit plus tranquille, j'ai demandé à partir avec les premiers partants. Mais rassurez-vous ce ne sera pas encore »¹⁶⁷⁴

Ce contenu exalté montre bien par ailleurs que Paul n'a aucune idée des conditions des combats dont il ne voit comme inconvénients que des « privations de sommeil et de subsistance », n'envisageant absolument pas à cette date « le sacrifice ultime ». Volontaire donc pour un départ, pas trop prématuré cependant, quasiment dépourvu de toute formation militaire, paramètre combien essentiel pourtant, il voit son vœu exaucé dès le 21 septembre et le 27 déjà, il écrit à sa mère qu'il lui « tarde que la guerre soit finie »¹⁶⁷⁵. Sur le front, son champ lexical fourni - il a étudié l'allemand - lui permet d'invectiver les « Alboches », « Teutons » et autres « casques à pointe » tandis que les lettres qui circulent lui apprennent qu'Etienne, son frère aîné d'abord ajourné, qui s'est engagé début septembre, est enrôlé dans le 44^e RIC dans lequel il a été immédiatement blessé au visage. Il s'empresse de le féliciter pour « sa belle blessure qui l'a mis en lumière », valant à ses yeux brevet d'héroïsme. Au visage, particulièrement visible, elle est susceptible de lui octroyer un haut capital symbolique. Une attente espérée de ce type de blessure-gratification, cette « blessure de guerre » exposée dans l'espace public, se retrouve d'ailleurs sous la plume de S. Petitjean : « Je ne te cache pas que je voudrais bien être à la place de Perrot et promener ma blessure et ma femme dans les rues de Paris »¹⁶⁷⁶. Le souhait du commandant est exaucé 10 jours plus tard : « Qui n'a pas sa

¹⁶⁷⁴ Paul à Juliette Bascoul, 24 août 1914

¹⁶⁷⁵ Paul à Marcelle Bascoul, 27 septembre 1914

¹⁶⁷⁶ Saint Prix à Charlotte Petitjean, 10 mars 1915

petite blessure ! Moi je viens d'avoir la mienne. Parfaitement tu as un mari blessé, mais ne t'inquiète pas c'est une blessure qui rend intéressant »¹⁶⁷⁷. Mais qui vaut au commandant une évacuation de quatre mois. S'ajoute à cela la promotion au grade de caporal du camarade de promotion de Paul, qu'il a retrouvé dans sa section. Faut-il voir une pointe de jalousie dans la critique en règle tant du comportement jugé insouciant dans les tranchées que du contenu estimé mensonger des lettres de ce dernier qu'il qualifie de « fanfaron »? Toujours est-il que quand il devient à son tour caporal, les relations entre les deux jeunes gens se pacifient. Le bon élève, l'enfant obéissant se sent valorisé par cette promotion mais aussi par le courrier qu'il reçoit de toute part qui l'encourage à être à la hauteur du « sacrifice » qui lui est demandé par le pays. Une première compensation très personnelle ne se fait pas attendre puisque sa situation lui vaut le début d'un flirt, épistolaire, avec Marguerite Triollé, une amie de la famille, à laquelle il renouvelle, en dépit de toute réalité, dans une rhétorique convenue, désormais nationalement bien rodée, son espoir de glorieux combats, tout en conversant littérature et musique :

« Nous autres, les petits soldats de la belle France si nous sommes contents de nous battre pour nos foyers, pour nos maman, pour nos sœurs, nous sommes fiers aussi de savoir que les yeux des belles filles nous regardent. Mais combien contraire à notre tempérament, combien répugnante à notre esprit cette guerre de tranchées que nous impose le Teuton ! Et que ne donnerait-on pas pour rencontrer une fois pour toute le boche en rase campagne »¹⁶⁷⁸

Cette entrée saluée dans une virilité masculine par un début de relation peut-être amoureuse, conjuguée au port et au prestige de l'uniforme se retrouve également dans la correspondance de Fernand Larroque à sa sœur. Pourtant, rapidement, l'expression sans cesse renouvelée de ce mythe de la guerre glorieuse à même de construire ou de renforcer la masculinité du jeune homme, se heurte à la réalité de l'expérience vécue et dès octobre 1914, Paul écrit le début de ses doutes à sa mère :

« J'ai trouvé cette nuit dans une tranchée abandonnée une carte où un boche disait à un combattant de sa nationalité : « C'est dommage que tu ne sois pas encore à Paris. Vise bien pour qu'il en soit bientôt fini de tous ces pantalons rouges » Je n'ai pu m'empêcher de me rappeler le

¹⁶⁷⁷ Saint Prix à Charlotte Petitjean, 21 mars 1915

¹⁶⁷⁸ Paul Bascoul à Marguerite Triolle, 6 janvier 1915

mot d'Henri « Zigouille le plus de boches que tu pourras et gare-toi ».
Tout ça c'est pas facile à faire »¹⁶⁷⁹

Ce constat d'une similitude de condition partagée avec l'ennemi provoque alors des questionnements de la part d'un jeune homme de surcroît imprégné de culture allemande. Vite totalement désorienté par la violence sanglante des tranchées belges qui transforme rapidement son discours enthousiaste et volontariste de l'arrière-front en une poignante élegie, il confie à sa sœur d'abord puis à sa mère, son désarroi et sa douleur, mesurant qu'il ne s'agit plus de sacrifier à la Patrie, du sommeil ou un certain confort matériel ou même des semaines de difficile séparation, mais beaucoup plus :

« Quand on voit tomber près de soi les camarades les amis les plus chers dont on fait des confidents on se demande pourquoi on reste et de quel droit, il semble que la dette due à la patrie ne se paie pas par les fatigues et qu'elle ne sera payée que lorsque le sang sera versé. Chaque fois que l'un tombe on se demande en retenant ses larmes, car un soldat ne pleure pas, à quand mon tour ? »¹⁶⁸⁰

Simultanément, en guise de réponse à cette question « de quel droit ? », toute la famille et tout son entourage restés à l'arrière participent d'une attitude qui peut être lue de façon très différente. Soit, il s'agit d'écrire ce que tous pensent être les mots attendus par le soldat qui viseraient à l'encourager pour exprimer son affection, soit cela relève d'une émulation collective. Mais quelles qu'en soient les motivations, tous les discours reçus incitent le jeune soldat à ne pas tenter de quitter la tranchée et au contraire à ériger sa résignation en devoir ; Sa sœur adorée lui envoie des poèmes à même d'entretenir la flamme patriotique et se vante d'acheter des bons de la Défense pour hâter la victoire. Sa mère, à peine remise d'une fièvre typhoïde, accueille Jean, un petit orphelin belge de deux ans dont « la haine pour les boches est très amusante » tandis que son frère à peine guéri de sa blessure est volontaire pour regagner le front alors qu'il pourrait bénéficier d'un poste moins exposé. Qu'il s'agisse du comportement de ce frère ou de celui de son meilleur ami, de l'attitude « exemplaire de patriotisme » de sa mère et de sa sœur, et même des attentes de son cadet, Henri qui lui a demandé de « tuer beaucoup de boches », tous composent un « arrière qui pique l'avant de ses baïonnettes »¹⁶⁸¹. Quelle

¹⁶⁷⁹ Paul à Marcelle Bascoul, 31 octobre 1914

¹⁶⁸⁰ Paul à Marcelle Bascoul, 7 janvier 1915

¹⁶⁸¹ ALAIN, *Mars ou la guerre jugée*, Paris, Gallimard, 1936, p. 286

est alors la part de cette pression cumulée, exercée par l'entourage du jeune homme, dans le fait que, le 17 mars 1915, sept mois après son arrivée à la caserne de Rodez, Paul se sacrifie en décidant de précéder son sergent à la tête de la section qui sort de la tranchée pour être décimée par les mitrailleuses allemandes. Et, dans ce choix valeureux, quelle est la part, de courage, d'héroïsme, d'altruisme, de résignation, de fatigue, d'attitude désespérée voire suicidaire, face au poids des pressions militaires et sociales conjointes subies ?

Par conséquent, éviter de mourir à la guerre pour continuer de vivre, alléger le poids du danger au front en évitant les tranchées de première ligne, c'est bien ce à quoi absolument tous les militaires du corpus et quelque soit leur grade engagés en première ligne tentent de parvenir par une multiplicité de dispositifs qu'il s'agit d'inventorier pour les interroger.

3.1.2. De la puissance d'agir par un vaste répertoire d'actions légales.

3.1.2.1. Éviter ou retarder la présence en première ligne.

« Tu comprends bien que si je pouvais me faire exempter, je ne suis pas plus couillon qu'un autre, je le ferais. Ton frère s'est fait exempter, mais on ne l'a pas renvoyé chez lui alors il est aussi couillon que moi. Si j'étais à Rodez, ou à Nice, je pourrais réussir à rester au dépôt mais une fois que l'on est sur le front il n'y a rien à faire, ou alors il faut être rudement malade ou être blessé. En ce moment ce n'est plus comme en temps de paix, si tu insistes ils te punissent, et si tu veux continuer tu passes en conseil de guerre ou on t'envoie en première ligne. Maintenant les hôpitaux sont pleins de blessés, ça fait que les autres il faut marcher par force. Quant aux réclamations que tu me disais pour les pères de quatre enfants, il n'y a rien à faire, il y en a qui en ont 5, et ils sont comme moi, ils en ont fait des réclamations, ils ont écrit même au Ministre de la guerre, et même ça ne leur sert à rien alors par conséquent ce n'est pas la peine d'y penser. J'ai tiré 3 ou 4 jours de flegme et demain si ça me plaît j'irai à l'exercice ou bien j'irai trouver le capitaine, je lui dirai que mon pied me fait mal et il me dira d'aller me coucher par ce que c'est un homme qui n'a pas son pareil comme bonté, il aime les Aveyronnais, parce que il en est lui-même. »¹⁶⁸²

¹⁶⁸² Joseph à Marie Sigal, 21 février 1915

Ce 21 février 1915, Joseph Sigal explique à son épouse qui se renseigne de son côté pour visiblement trouver un moyen de le faire rentrer ou du moins de le récupérer en vie, l'impossibilité quasi absolue qu'il y a pour un soldat à quitter le front en tant de guerre et la lourdeur des risques de sanction potentiellement encourus. Ce faisant, il expose un nombre conséquent de possibilités discutées entre camarades pour tenter d'esquiver ou d'alléger les difficultés de la vie au front. Elles vont des réclamations qui peuvent mener au conseil de guerre à la présence d'un capitaine compréhensif aux origines géographiques partagées, en passant par l'existence d'une famille très nombreuse ou la survenue d'une blessure ou d'une maladie. Cette lettre met alors en avant que même le soldat le moins doté qui refuse de mourir est capable de trouver des ressources socialement et militairement acceptables pour améliorer son sort, et que même si elles manquent souvent d'efficacité, leur recherche occupe une grande partie de ses préoccupations et certainement de celles de son entourage et de son épouse, formant un projet partagé.

Dans les correspondances et les témoignages des premiers mois de la mobilisation, le « nous » qui marquait l'identification à un groupe obéissant à l'ordre de mobilisation est plus fréquemment remplacé par une première personne du singulier qui met en avant le caractère plus individuel des initiatives. De leur côté, les fiches matricules révèlent que de nombreux soldats, y compris de façon parfois massive, expérimentent des actions et des dispositifs qui leur permettent soit de d'éviter ou retarder leur arrivée sur le front, soit, une fois très exposés, d'en alléger les risques et les contraintes. Et si « la disproportion se révèle écrasante entre les moyens de tuer et les moyens de se protéger : échapper à la mort devient une simple question de chance »¹⁶⁸³, il apparaît que beaucoup d'acteurs tentent de forcer cette chance et parfois y parviennent.

Certains soldats considèrent le nombre de leurs enfants qui leur permettrait d'être déplacés vers l'arrière et même démobilisés : durant tout le conflit, Joseph Sigal espère ainsi en vain que son statut de père de quatre enfants lui permettra de rentrer chez lui avant l'heure. Mais il lui en faudrait deux ou un de plus. C'est le cas de quatre pères de famille nombreuse, pour deux d'entre eux dès 1915 tandis que le sixième enfant entre en 1916 dans les foyers du cultivateur Marie Farras à Bessan et du comptable à l'usine

¹⁶⁸³ Stéphane AUDOUIN-ROUZEAU et Annette BECKER, *14-18, retrouver la guerre*, op. cit., p. 38

Joseph Chiffre à Agde. Cependant, les sources manquent pour savoir si agrandir la famille était un choix calculé et la naissance programmée. La stratégie, difficile à mettre en œuvre dans des temps de séparations si longs, se laisse deviner peut-être, mais de façon exceptionnelle.

Par ailleurs, l'inventaire exhaustif et croisé des registres ménage parfois d'autres surprises ; le 14 novembre 1918, Joseph Patrac décède à Marseillan, chez lui, rue Ledru Rollin. Il était né le 1^{er} janvier 1880 à Thézan-les-Béziers d'Auguste et de Rose Pouvil, et était marié à Thérèse Reilles. La recherche de sa fiche matricule dans les différents centres de recrutement de la basse vallée de l'Hérault reste pourtant vaine. Il semble qu'elle n'existe pas. Mais dans le recensement de 1911 comme celui de 1921, les Patrac résidant à cette adresse sont très nombreux puisqu'il s'y trouve trois familles nucléaires dont les hommes exercent tous la profession de tondeur de chevaux. Or, Joseph a un frère, à peine plus jeune que lui, qui se nomme également Joseph Patrac. Ce dernier vit à la même adresse mais est né le 17 décembre 1881 à Béziers soit un peu moins de deux ans plus tard. Il s'est marié le 29 septembre 1909 avec Marie Laborde à Sérignan, une commune voisine où il décède en 1962. Sa carrière militaire est assez commune ; il a été incorporé avec la classe 1882 sous le matricule 1183 dans le 4^e RIC, ce qui l'a conduit en Orient du 7 juillet au 31 décembre 1916, avant de finir la guerre à l'intérieur, car affecté dans plusieurs RIT. Les familles Patrac et Laborde sont des piliers de la communauté des gitans et dans la plaine du Languedoc au début du siècle tous les hommes exercent la profession de tondeurs de chevaux se déplaçant au gré des opportunités professionnelles. Cette forte endogamie professionnelle qui se double d'une endogamie maritale entre les deux familles, associées à des mobilités permanentes mais des lieux de résidence identiques, génère souvent une stigmatisation de la part des populations plus ancrées que l'on peut clairement lire sous la plume de Paul Loubet. Il met en garde son épouse d'aussi loin de son camp de Meschede où il est côtoie l'un d'entre eux, le viassois Emile Laborde, auquel il reproche, tout autant qu'à son épouse, une série de comportements et d'attitudes :

« Je te dirai que tous ceux de l'Hérault que nous étions ensemble ici, il ne reste que Bessière le coiffeur de Vias et moi. Tous les autres ou presque ont été changés de camp dont Laborde, celui dont la femme habite Agde. Tant que tu le pourras, ne te laisse pas pratiquer par sa femme car ce sont des gitanes, des gens sans conduite et tu sais comme ils sont, quand ils connaissent les gens, ils sont tout le temps emplâtrés chez eux. Puis la femme n'a pas de raisonnement vu qu'elle a envoyé des lettres

dégoûtantes à son mari qui ne sait pas lire et nous autres, nous les lisons. Et j'ai vu qu'elle aurait pu envoyer des correspondances avec plus de moralité. Puis son mari a souvent mangé à notre dépend car il ne reçoit presque pas de colis et il n'a pas été très reconnaissant. Donc, évite ces gens-là autant que possible »¹⁶⁸⁴

Stigmatisées dans la commune pour leur mode de vie marginal, ces familles pratiquent inversement un solide entre-soi qui permet d'éviter certaines contraintes imposées par l'État-nation auxquelles elles paraissent en mesure de résister. Par conséquent, l'hypothèse pourrait être émise que les deux Joseph Patrac, deux frères au même prénom et aux dates de naissances très proches l'une de l'autre, n'aient qu'une fiche matricule pour deux. L'un a évité la mobilisation mais lequel ? Personne n'est venu le chercher, aucune autorité ne l'a appelé puis rappelé, seule la grippe espagnole - peut-être - l'a rattrapé.

Ne pas se porter volontaire pour rester dans les dépôts et les casernes de l'arrière, en profitant de l'organisation des levées pour le front représente une autre possibilité plus fréquente pour le soldat de ne pas rejoindre immédiatement la zone des combats et en toute légalité. Cette pratique paraît même largement partagée si l'on en croit Paul Loubet qui dès son arrivée à Thuir écrit à Marie : « on a demandé des volontaires. Comme tu penses, il y en avait très peu. »¹⁶⁸⁵ Puis une semaine plus tard, il lui fait part de son appréhension : « Souhaitons tous ensemble que mon départ soit retardé le plus tard possible car, crois-le bien, je ne languis pas de partir. »¹⁶⁸⁶ De la même façon, par méfiance et prudence peut-être, le territorial Joseph Sigal, dès le 23 septembre 1914, en attente de départ vers la zone des armées dans les Alpes-Maritimes, adopte la même ligne de conduite précisant : « On a pris les volontaires et puis ceux de la classe 99 et 98, mais nous ne savons pas où on va les envoyer, quant à moi, je préfère rester ici, nous y serons à temps à partir quand on nous commandera. »¹⁶⁸⁷ Il trouve une confirmation à la pertinence de son choix quant à sa tranquillité lorsque, une fois sur le front, il compare son sort à celui de son ami Bellino qui lui s'est porté volontaire pour rejoindre le Génie

¹⁶⁸⁴ Paul à Marie Loubet, mercredi 26 janvier 1916

¹⁶⁸⁵ Paul à Marie Loubet, 13 mai 1915.

¹⁶⁸⁶ Paul à Marie Loubet, 20 mai 1915

¹⁶⁸⁷ Joseph à Marie Sigal 23 septembre 1915

« pour travailler et apprendre à faire des nouvelles tranchées. Pendant que nous ici on ne fait presque rien, eux ils travaillent. Qu'est ce qu'il aura gagné, il aura travaillé pendant 10 jours comme un nègre, et puis il reviendra à la compagnie faire comme tous les camarades. Moi je ne demande jamais rien, j'irai ou le sort me désignera, je ferai ce qu'on me commandera et voila tout, parce que des fois quand on croit d'être mieux on est encore plus mal, alors pour ne pas avoir de remords, il n'y a qu'à suivre le mouvement. »¹⁶⁸⁸

Pour les jeunes étudiants, demander un sursis d'incorporation qui permet de reculer l'arrivée sur le front représente une solution d'évitement réservée aux catégories sociales les plus aisées, préférée semble-t-il quand cela est possible à l'engagement volontaire, qui, pour certains, lui succède cependant. En août 1914, ils sont une douzaine dans le canton à être « sursitaire 21 » et pour un tiers ils y renoncent pour s'engager. Mais passé ce premier élan, les choses changent. Cinq jeunes Marseillanais – un de la classe 1915 et quatre de 1916 - en usent dès décembre 1914, et même l'un dès octobre, c'est-à-dire juste après la tenue du conseil de révision de sa classe. Ce sont tous des étudiants, fils d'importants propriétaires, négociants ou patrons-pêcheurs. Il y a parmi eux le fils du plus grand négociant-propriétaire de la commune et opposant au maire, François Voisin ainsi qu'Aimé Deley, le filleul du futur ministre de la guerre, chef de la 1ère armée en 1914, Pierre Roques.

Tableau 3-3. Demande de sursis de cinq étudiants marseillanais

ADRESSE	NOM	DATE NAISSANCE	GRADE	ETUDES	DEMANDE	INCORPORATIO	CORPS
BVD LAMARTINE	BARRAL Jean	1895	SS LIEUT.	ETUDIANT DROIT	12/10/14	11/08/16	ARTILLE
PLACE CARNOT	BAILLE Henri	1896	?	FUTUR INGENIEUR	12/12/14	11/08/16	AVIATIO
RUE DU REMPART	BRINGUES Jean	1896	QUARTIER MAITRE	ETUDIANT MEDECINE	15/04/15	21/08/16	5e DEF
BVD BERTOUY	DELEY Aimé	1896	BRIGADIER/ MAR. LOGIS		12/12/14	11/04/15	ARTILLE
BVD PASTEUR	VOISIN François	1896		ETUDIANT MEDECINE	12/12/14	21/02/16	ARTILLE E.V.

Afin de profiter de cette opportunité, alors que rien ne les y oblige, ils ont cependant soin de demander au conseil municipal, qui le leur accorde à l'unanimité, un avis favorable¹⁶⁸⁹. Ils auraient pu y renoncer, comme l'ont fait quatre étudiants en août 1914, ce n'est déjà plus le cas. Cette trace repérable dans les archives administratives n'existe

¹⁶⁸⁸ Joseph à Marie Sigal, 24 mars 1915

¹⁶⁸⁹ AMM, 1D37, registre des délibérations municipales, 1913-1920, 23 décembre 1914 et 15 avril 1915

qu'à Marseillan, mais elle permet de considérer que cette forme d'adoubement par les autorités de la commune contribue à rendre publiquement et moralement légitime cette forme d'évitement par anticipation, qui permet à ces jeunes soldats aisés de gagner entre 10 et 18 mois d'identité civile.

Au moment de la mobilisation mais aussi tout au long du conflit, certains soldats mettent en avant leur nationalité étrangère, pour attester qu'ils ne sont pas mobilisables, la constitution des tableaux de mobilisables de la classe 1917 au printemps 1915 représentant une période particulière d'incorporation et une source privilégiée d'observation dans les recensements militaires¹⁶⁹⁰. La guerre donne un tour nouveau au sort des étrangers auxquels le gouvernement français demande impérativement de s'identifier officiellement en tant que tel ; Les frères Bucher, Emile, né en 1879, et Louis, né en 1881, 35 et 33 ans, à Agde, propriétaires et négociants avaient choisi adultes la nationalité suisse de leur père décédé. Enrôlés volontairement à Béziers le 25 août 1914 dans la Légion étrangère, ils sont immédiatement réformés à cause de leur faible constitution physique. Le premier pour insuffisance musculaire – il mesure 1,53 mètre - l'autre pour bronchite spécifique. Mais ils sont tous les deux naturalisés par décret le 24 décembre et immédiatement réformés à nouveau. En 1916, ils sont tout de même récupérés dans le service auxiliaire de l'artillerie puis des E.T.E à Lyon. De même, Louis Clément Soutadé, cultivateur à la compagnie des Salins du Midi né le 2 décembre 1885 est illico enrôlé le 14 septembre 1915 dans le 4^e RIC suite au conseil de révision. Il se pensait belge et avait d'ailleurs été « omis et excusé parce qu'étranger » du recrutement militaire de sa classe puisque né à Culdessarts dans la province de Namur. Mais cette fois il n'a pas pu le prouver aux autorités militaires françaises devenues plus sourcilleuses qui l'incorporent. Jules Maurin a compté que c'est là le sort de 87 % des étrangers¹⁶⁹¹. Ce pourcentage très élevé peut souligner la geste patriotique tout autant que la difficulté administrative à ne pas être automatiquement rayé de la nationalité française : Marius Rustic orphelin, né en 1895 de mère française mais de père espagnol, ouvrier agricole à l'orphelinat de Baldy choisit bien la France à la

¹⁶⁹⁰ AMA, sous-série 1H28, tableaux de recensement militaire, classe 1917 / sous-série 1H29, registre d'enregistrement des jeunes gens bons pour le service, 1916-1917 / 1H32 et 1H33, demandes de renseignements et correspondances, 1915

¹⁶⁹¹ Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société - Soldats Languedociens (1889-1919)*, opus cité, p. 366

différence de Louis Ferrero né en 1896 qui déclare garder la nationalité italienne. Il faut croire qu'il ne le désire plus, ou n'y parvient pas, puisque le 7 juillet 1917, il est finalement incorporé dans l'artillerie avec la classe de l'année, conformément à la loi de ce mois-ci. Inversement, le jeune Joseph Ginès né en 1897 à Agde, fils du régisseur de la campagne St Appolis à Florensac, parvient à accomplir toutes les démarches administratives nécessaires et écrit un peu cérémonieusement au juge de paix :

« Monsieur le juge de paix, Monsieur, étant fils d'étranger, je vous solliciterai de me rayer du tableau de recensement de la classe 1917 dont je fais partie et vous dirai que j'accepte la Patrie espagnole, Pays de mes parents, Monsieur, recevez en attendant que vous ferez le nécessaire, mes sincères salutations, Joseph Gini. »¹⁶⁹²

C'est ainsi que le jeune homme rejette très officiellement, deux ans avant ses 20 ans, comme la loi sur la nationalité de 1889 lui en donnait le droit, la nationalité française. Paradoxalement celui qui entreprend ces lourdes démarches administratives est peut-être celui que sa maîtrise de la langue désigne en partie comme le plus intégré dans la nation française.

3.1.2.2. S'engager volontairement.

« Et c'est justement parce que la guerre tue, mais qu'on s'est rendu compte qu'elle ne tuait pas indistinctement, qu'elle choisissait ses morts de préférence dans l'infanterie, qu'on s'engage à qui mieux-mieux pour tenter d'en réchapper. »¹⁶⁹³ De façon pionnière, Jules Maurin montrait qu'à des engagements patriotiques en 1914 pour la durée de la guerre, succédaient rapidement des engagements honorables de survie largement appliqués par des soldats qui tentaient ainsi de s'écarter des zones les plus dangereuses du front, fuyant par ce moyen l'incorporation dans des régiments de fantassins puisque l'engagement volontaire permettait au conscrit de choisir son arme en avançant légèrement l'appel. Depuis, ce constat a été confirmé entre autres par les études de

¹⁶⁹² AMA, 96-1, tableau de recensement militaire 1917, Lettre de Joseph Louis Gini au juge de paix du canton d'Agde

¹⁶⁹³ Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, opus cité, p. 263

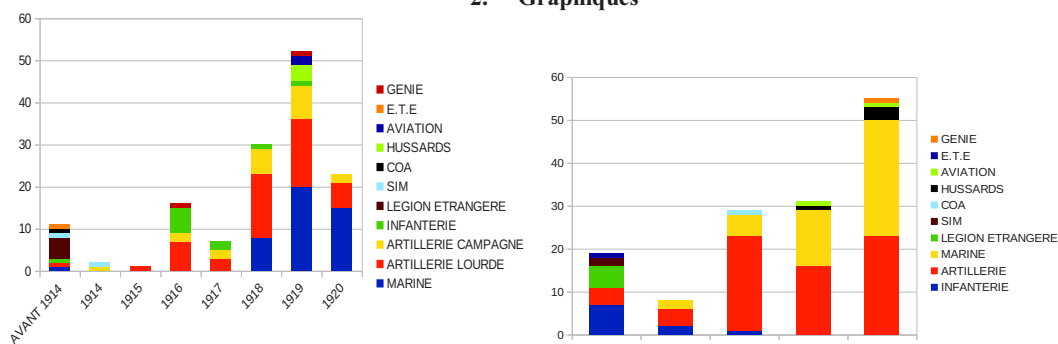
Philippe Boulanger¹⁶⁹⁴ et de F. Rousseau¹⁶⁹⁵, il s'agira dès lors bien moins de vérifier si le changement d'échelle de l'étude confirme ces analyses que de voir s'il permet d'apporter des informations supplémentaires.

Tableau 3-4. 1914-1918. Engagements volontaires durant la guerre par classe et par corps

1. Tableau

CLASSE D'ÂGE	MARINE	ARTILLERIE LOURDE	ARTILLERIE CAMPAGNE	INFANTERIE	L.E.	SIM	COA	HUSSARDS	AVIATION	E.T.E	GENIE	TOTAL
AVANT 1914	1	1	0	1	5	1	1	0	0	1	0	11
1914	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	2
1915	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
1916	0	7	2	6	0	0	0	0	0	0	1	16
1917	0	3	2	2	0	0	0	0	0	0	0	7
1918	8	15	6	1	0	0	0	0	0	0	0	30
1919	20	16	8	1	0	0	0	4	2	0	1	52
1920	15	6	2	0	0	0	0	0	0	0	0	23
TOTAL	44	49	21	11	5	2	1	4	2	1	2	142

2. Graphiques



Figures 65. Engagements volontaires par corps 1. Par classe d'âge 2. Par année.

Dans le canton, l'engagement volontaire durant le conflit ne concerne qu'une minorité de soldats de tous âges - le plus âgé a 50 ans, le plus jeune 18 - puisqu'ils ne sont qu'au minimum 142 soit environ 5 % des mobilisés dans les unités combattantes. Après la vingtaine d'engagements de 1914, le phénomène connaît un regain important à partir de la classe 1918 jusqu'à la classe 1920 : Il va jusqu'à concerner un tiers des jeunes gens nés à partir de 1898 et presque la moitié de ceux nés en 1899, puis à nouveau un quart

¹⁶⁹⁴ Philippe BOULANGER, « Les conscrits de 1914 : la contribution de la jeunesse française à la formation d'une armée de masse », *Annales de démographie historique*, 2002/1 (n° 103), p. 11-34. En ligne URL : <https://www.cairn.info/revue-annaes-de-demographie-historique-2002-1-page-11.htm>

¹⁶⁹⁵ Dans HEYRIES Hubert et MURRACIOLE Jean-François (dir.), *Le soldat volontaire en Europe au XXe siècle. De l'engagement politique à l'engagement professionnel, Actes du colloque international de Montpellier du 3 au 5 avril 2003*, Montpellier, Presses universitaires de la Méditerranée, 2007.

de la classe 1920. On peut donc parler d'un phénomène massif qui dépasse le comportement individuel. L'engagement dans l'infanterie n'est jamais majoritaire mais c'est pour la classe 1916 qu'il est le plus important ; il s'agit de jeunes gens, étudiants, employés ou fonctionnaires qui s'engagent en 1914 quand ils atteignent les 18 ans donc parfois en décembre tandis que ceux qui appartiennent à la même classe sont des ajournés ou sursitaires qui renoncent à leur exemption mais choisissent un autre corps. Ensuite ce corps, qui attire assez peu, n'attire quasiment plus puis plus du tout.

Par ailleurs, plus la guerre avance et moins les jeunes gens choisissent de s'engager « pour la durée de la guerre », préférant s'engager pour une durée définie, allant de 2 à 10 ans : la rupture a lieu fin 1916 quand 11 engagements sur trente ont lieu en décembre.

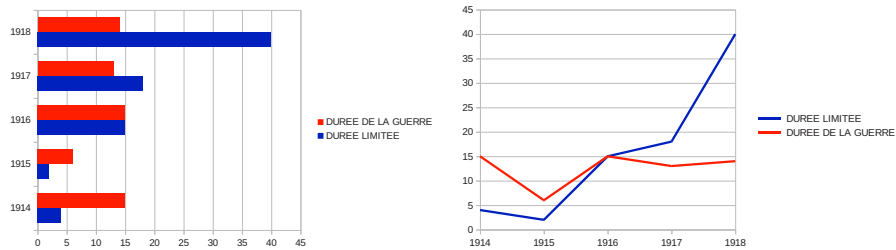


Figure 66. Nombre et durée des engagements par année

Jules Maurin concluait à propos des engagés volontaires de la Grande Guerre ; « Ces soldats de devoir sont aussi des soldats par devoir (...) Plus que l'insoumission, plus que la désertion, c'est l'engagement volontaire qui marque le refus, un refus sans risque et sans déshonneur. »¹⁶⁹⁶. Les comportements étudiés dans le canton confirment sans surprise les études déjà effectuées sur cette stratégie d'évitement socialement totalement acceptable concernant au moins un jeune conscrit sur trois ou quatre appartenant aux classes 1918 à 1920. Par ailleurs, 20 % environ de ces engagés sont des exemptés ou ajournés essentiellement pour « faiblesse » lors du conseil de révision qui n'attendent pas de repasser un nouvel examen pour s'engager. Connaissant la grande efficacité de la politique de récupération et les exigences de la guerre, certains pourraient donc bien voir l'engagement militaire comme une solution salvatrice.

Concernant le choix du corps, l'augmentation la plus spectaculaire concerne l'Artillerie, pas forcément lourde, et la Marine qui devient pour la classe 1920, tardivement donc, le

¹⁶⁹⁶ Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société - Soldats Languedociens (1889-1919)*, opus cité, p. 558.

premier corps d'engagement volontaire dans le canton. Depuis bien avant la guerre, s'embarquer très jeune comme mousse représentait une source de revenu pour les familles agathoises ou marseillannaises modestes, qu'il s'agisse de bateaux civils ou militaires. L'abbé Deilha, le fondateur de l'institution catholique Baldy à Agde en 1880, justifiait la construction de son établissement par le fait que trop de jeunes garçons orphelins dont il s'occupait à l'hôpital étaient enrôlés sur les bateaux de commerce pour « de rudes travaux et de basses besognes » exposés ainsi à tous les périls et échappant à la scolarisation¹⁶⁹⁷. Ernest Péliissier aurait bien voulu faire son service militaire sur mer comme ses camarades qu'il enviait si l'on en croit leurs échanges épistolaires, mais ses parents avaient refusé, peut-être par appréhension du déclassement social que cela aurait induit selon les souvenirs familiaux de son fils¹⁶⁹⁸. L'année précédant le conflit, une circulaire datée du 28 août 1913, envoyée aux mairies par le ministère de la Guerre via la préfecture informait du versement d'une prime de 500 francs pour la première année d'engagement, ou de 1100 francs pour deux ans¹⁶⁹⁹, à même de provoquer cette année-là une vague d'incorporations comme le soulignait Jules Maurin, quelle qu'en soit l'arme y compris la Marine ; C'est le cas d'André Serven, classe 1915, âgé donc de 18 ans. Mais à partir de la guerre, la situation change radicalement puisque cet engagement sur les vaisseaux est inexistant dans le canton jusqu'à la classe 1918.

Tableau 3-5. Période d'incorporation des soldats des jeunes classes, d'après Jules Maurin et les fiches matricules.

CLASSE	CONSEIL DE REVISION	DATE INCORPORATION	ARRIVEE EN LIGNE (à partir de)	Année et Pic des engagements volontaires
1914	Mars 1914	7-15 septembre 1914	Fin 1914	inexistant
1915	Septembre 1914	Décembre 1914	Printemps-été 1915	inexistant
1916	Décembre 1914	Avril 1915	Fin 1915	1914
1917	mai 1915	Janvier 1916	Été 1916	inexistant
1918	Décembre 1916	Juillet 1917	Hiver 1917-18	Décembre 1916
1919	Décembre 1917	Avril 1919	Pas de guerre	Déc. 1917- janv.1918
1920	mars 1919	Mars 1920	Pas de guerre	Aout 1918

Cependant, il apparaît, à la différence des études citées que l'artillerie, qu'elle soit de campagne, et surtout lourde plus protectrice, mais bien souvent les soldats passent rapidement de la première à la seconde, accueille toujours davantage de volontaires que la Marine à l'exception de la classe 1920. Cela reflète peut-être la connaissance très fine

¹⁶⁹⁷ Collectif, *Et si Baldy nous était conté...*, Emile Fondecave, Béziers. 2010,

¹⁶⁹⁸ D'après la mémoire orale transmise par son épouse à son fils. Récit recueilli le 6 mai 2018.

¹⁶⁹⁹ AMA, 1H38, archives pré-classées, Note pour les engagements volontaires, 28 août 1913.

qu'ont localement les jeunes gens de la dangerosité des combats selon les corps d'armée et les années, y compris en mer. Ainsi du fin fond du Maroc, le soldat Antoine Mathieu peut écrire à la famille de sa sœur qu'il a eu vent du naufrage du Suffren le 26 novembre 1916 avec les 648 marins de son équipage, dont effectivement quatre Agathois, au large du Portugal »¹⁷⁰⁰. Certes il n'y a eu que quinze décès de marins en 1916 mais c'est l'année la plus meurtrière pour eux et le torpillage des vaisseaux trouve un écho non négligeable dans une société cantonale imprégnée de culture maritime. Par ailleurs, les jeunes gens ont peut-être encore en mémoire que leurs camarades ou parents appartenant aux jeunes classes d'inscrits maritimes ont été largement versés en 1914 et 1915 dans les régiments de fusiliers-marins ou même de fantassins comme le 163^e RI où ils ont payé un lourd tribut. Tous ces éléments peuvent avoir contribué à ce que ces jeunes conscrits aient dans un premier temps privilégié l'artillerie.

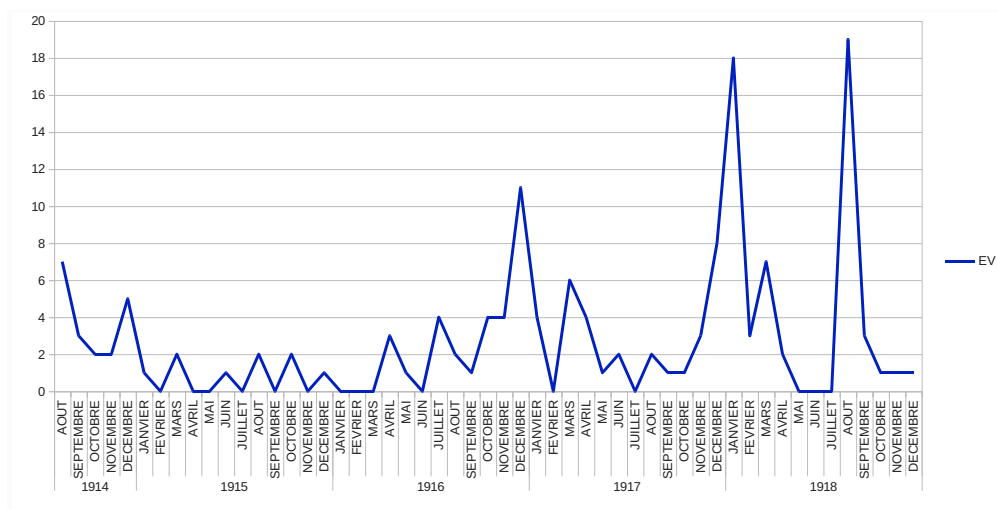


Figure 67. Evolution des engagements volontaires

Devancer l'appel certes, mais à quel moment se lancer ? La courbe des engagements par mois fait apparaître trois pics après celui limité de 1914 ; en décembre 1916, janvier 1918, puis août de la même année. Peut-être faut-il voir là un effet de l'appel extrêmement précoce par anticipation des jeunes classes. La classe 1915 a été incorporée en décembre 1914, mois du passage du conseil de révision de la classe 1916 incorporée en mars. La classe 1917 a passé le conseil en mai 1915 et a rejoint l'armée

¹⁷⁰⁰ Antoine Mathieu à Marguerite Delmas, 16 décembre 1916

dès mi-janvier 1916. Ce qui peut avoir pris de court ceux qui en relèvent et expliquer le peu d'engagements des jeunes gens nés en 1897 par rapport à ceux qui les précèdent mais surtout ceux qui les suivent. Ainsi l'enrôlement de la classe 1918 n'a lieu qu'en juillet 1917 mais les trois quarts des engagements de la classe ont eu lieu entre octobre 1916 et janvier 1917. Il en va exactement dans les mêmes proportions pour la classe 1919 à l'hiver 1917-1918. Que s'est-il passé en revanche pour les jeunes gens de la classe 1920 qui s'engagent massivement dès août 1918 ? On ne peut ici émettre que des hypothèses. S'agit-il d'un regain d'élan patriotique qui viserait à attraper un peu de gloire sans risque quand la victoire est promise voire acquise ? Y-a-t-il eu une politique militaire d'intéressement à destination des jeunes garçons ou bien encore un bruit a-t-il couru sur un enrôlement très précoce qui prendrait à nouveau les jeunes gens par surprise ? Toujours est-il que la classe 1920 qui n'est incorporée qu'en mars 1920 voit 26 jeunes gens, soit un quart environ d'entre eux, s'engager surtout dans la Marine cette fois ou toujours l'Artillerie. Cette stratégie d'engagement volontaire pour le choix des armes s'avère très efficace. À la différence des fantassins de la classe 1918 qui ont été particulièrement touchés lors de la reprise des diverses offensives et contre offensives du printemps et de l'été 1918 qui ont fait douze morts et treize blessés, d'après leurs fiches matricules, tous les conscrits mobilisés dans la Marine et l'Artillerie appartenant à ces classes reviennent indemnes. Seuls trois marins de la classe 1920 : Justin Danis et Jean Navarre de Marseillan ainsi que Adrien Douls, de Bessan, engagés volontaires en 1918, arrivés au corps début septembre sont décédés à la fin du mois, les deux premiers à l'hôpital de Toulon Saint Mandrier, l'autre à celui de Cherbourg, alors qu'ils n'auraient pu être incorporés qu'en mars 1920. Certes, c'est l'épidémie de grippe qui culmine à Toulon à cette période qui leur est fatale et elle aurait pu les atteindre n'importe où. Mais la Marine et ses vaisseaux, du fait de la forte promiscuité qu'elle induit représente un terrain autrement plus favorable à la diffusion de l'épidémie comme le souligne une brève du journal *l'Éclair*¹⁷⁰¹ et les trois matelots auraient certainement mieux fait d'attendre avant de s'engager. Mais aucun marin ou artilleur engagé ne meurt au combat et l'on peut supposer que la circulation de cette information associée à son constat identifiable dans la communauté a suscité un nombre croissant de vocations.

¹⁷⁰¹ *L'Éclair*, « La Grippe à Toulon », 1^{er} septembre 1918

Dans ces engagements volontaires, la part de la Marine augmente et l'origine sociale des matelots change donc également ; dans le civil, ce ne sont plus des marins ou des pêcheurs inscrits maritimes, mais des employés, surtout des artisans, et quelques cultivateurs. Cependant quatre fils de pêcheurs appartenant aux classes 1919 et 1920, inscrits maritimes et donc voués automatiquement à la Marine, choisissent, par précaution peut-être, de s'y engager avant l'appel de leur classe. Du fait de l'absence de témoignages d'auteurs appartenant aux très jeunes classes, des éléments de motivation ne peuvent s'y lire dans un sens ou dans l'autre. Mais le croisement de plusieurs sources sérielles permet de dégager plusieurs éléments explicatifs possibles. Raphaëlle Branche, à propos de la Guerre d'Algérie a proposé de se pencher sur les fratries pour entrer dans l'histoire des conflits et les expériences des militaires comme des civils¹⁷⁰². C'est dans cette perspective de recherche d'informations nouvelles qu'ont été sélectionnés les 128 engagements volontaires des classes 1916 à 1920. Ont été ensuite recherchées les éventuelles similitudes familiales les concernant dans les recensements de 1911 et 1921 et dans l'état civil à partir des fiches matricules. Pour 40 des 128 engagements, il n'a pas été possible d'identifier un lien. Les 88 restants - soit environ 69 % - forment deux groupes ; 50 ont un lien de fratrie directement identifiable et 38 un lien possible par l'homonymie. Étant donné la structure sociale des familles dans les communes en ce XXe siècle commençant, nous avons inclus ces soldats, d'autant que les liens d'amitié ou de camaraderie qui seraient également fort instructifs ne sont pas mesurables. Les données ont été synthétisées dans le tableau ci-dessous.

Il en ressort d'abord que parmi ces engagés volontaires, il y a dans les familles une proportion importante de cadets ou de benjamins ; seuls 9 d'entre eux sur 88 sont des aînés avec, parmi eux, cinq engagements dans l'infanterie entre 1914 et 1916. 90 % ont donc un frère aîné, ou un parent à peine plus âgé, qui a connu l'expérience combattante. Ils ont donc pu appréhender les risques et nourrir leur imaginaire de la guerre des récits de l'expérience voire des conseils de leurs proches. Or ce qui s'en dégage massivement c'est qu'il y a eu de nombreuses victimes mortes ou blessées dans les rangs de l'infanterie.

¹⁷⁰² Raphaëlle BRANCHE, « Clémentines et bifteck », dans Bruno CABANES, Guillaume PIKETTY, *Retour à l'intime: au sortir de la guerre*, Paris, Tallandier, 2009, pp 67-81, p. 81

Tableau 3-6. Engagement volontaire en fonction d'un membre de la fratrie déjà mobilisé

CORPS	AUCUN LIEN REPERE ou FILS UNIQUE	MEME ENGAGEMENT	FANTASSIN TUE	FANTASSIN BLESSE	AUTRE CORPS	AINE	TOTAL
MARINE	10	10	11	11	4	2	48
ARTILLERIE	12	5	14	17	5	3	56
INFANTERIE	10	0	0	0	0	0	10
CAVALERIE	2	0	1	0	0	1	4
AVIATION	1	0	0	0	1	1	3
CAVALERIE	3	0	0	0	1	1	5
GENIE	2	0	0	0	0	0	2
TOTAL	40	15	26	28	11	8	128

Par exemple, le Bessanais Gustave David, cordonnier, classe 1914, marié en décembre, d'abord ajourné puis récupéré en septembre 1915, blessé en mars 1917, est tué le 1^{er} septembre 1917 au Mort d'Homme. Son frère Cyrille, serrurier, classe 1899, s'engage dans la Marine le 4 janvier 1918. Les exemples sont légion et il devient dès lors logique que très au courant de la situation, les petits frères ou parents aient cherché à s'éloigner le plus possible de ce corps éminemment dangereux. Ils composent les trois-quarts des artilleurs et plus de la moitié des marins engagés. Pour ces derniers, on voit aussi que l'engagement se fait bien davantage aussi dans le même corps que l'ainé par connaissance peut-être du milieu maritime. Cet habitus très spécifique, associé peut-être également aux échos favorables qui en proviennent en ce qui concerne les conditions militaires, peut expliquer cette répétition. Quand on s'appelle Allemand, Baldy, Catanzano, Ariol ou Baudou, familles importantes de pêcheurs, on s'engage peut-être dans la Marine, même si l'on est cultivateur. Le suivisme familial peut concerner d'autres corps ; dans la famille du greffier de justice, De Boissezon qui compte quatre garçons qui savent monter à cheval, l'ainé, Pierre Louis, né en 1887, est médecin militaire dans la Marine, le cadet François, né en 1889 est incorporé dans la cavalerie mais le troisième, Joseph, jeune étudiant en lettres, classe 1914, caporal mobilisé dans l'infanterie est tué le 6 mars 1916 à Verdun. Le petit dernier Charles, né en 1899 suis l'exemple du cadet et s'engage en avril 1918 dans la cavalerie d'où il est d'ailleurs réformé en septembre. Par ailleurs, parmi ces engagés volontaires, enfants uniques, il y a aussi des fils dont les pères ou oncle ont connu le front. Ainsi Aimé Sierra né en 1898, dont l'oncle Emmanuel, de nationalité espagnole s'est engagé dans la Légion étrangère en 1914 et est tué en avril 1917 en Meurthe et Moselle, s'engage dans l'artillerie lourde le 3 juin 1917.

Enfin, l'ordre de passage des jeunes gens devant le conseil de révision permet d'émettre l'hypothèse que les décisions d'engagement ont pu être discutées et prises en groupe plus qu'individuellement. En effet, on voit apparaître des petits groupes de 4 à 5 jeunes gens qui s'engagent et dont les numéros d'immatriculation se succèdent, ce qui atteste qu'ils sont passés les uns après les autres devant le conseil de révision. Il paraît peu probable que le sujet n'est pas été abordé en attendant l'examen médical ou après. Il serait passionnant de savoir ce qui se dit et se joue à ces moments-là autour et dans la salle d'examen de la mairie du canton. Ainsi André Arnal, classe 1898 est le fils de Louis, le secrétaire de mairie agathois, classe 1894, sursitaire à son poste, malgré une brève incorporation sous les drapeaux en 1917. A-t-il été conseillé par son père pour son engagement précoce par rapport aux autres jeunes de sa classe dans l'artillerie lourde le 9 novembre 1916 ?

En conclusion, l'engagement volontaire, choix forcément individuel, prend un caractère si massif, en partie familial et communautaire, pour les très jeunes classes 1918 à 1920 qu'il se met à relever à la fin de la guerre d'une démarche quasi collective d'évitement. Mais une fois sur le front, il est presque impossible de le quitter, dès lors les enjeux diffèrent puisqu'il s'agit de se mettre à l'abri en usant de toutes les possibilités offertes.

3.1.2.3. Se saisir des opportunités ou exploiter les ressources de ses réseaux

Une fois sur le front, être volontaire peut permettre au soldat de quitter les premières lignes définitivement ou pour un temps plus ou moins long. Bernard Bédos ou Léopold Couissy s'inscrivent ainsi très rapidement à une formation de mitrailleurs à l'arrière comme Germain Berthuel un peu plus tard, ce qu'envisageait de faire Fernand Larroque. Si finalement G. Berthuel est tué dans les dernières offensives allemandes en mai 1918, les deux autres reviennent vivants et couverts de citations. En 1915, Paul Bascoul apprend en Belgique à mieux creuser les tranchées sous l'autorité du bras droit de B. Simonet, le capitaine Casanova, ce qui les abrite presque tout le mois de décembre au moment où la bataille d'Ypres fait rage. L'opportunité n'est pas donnée à tout le monde puisque Paul Bascoul précise assez fièrement à sa mère « qu'il n'a été choisi qu'un caporal par compagnie dans sa division ». Louis Nègre, blessé en juillet 1915, quand Paul Loubet est capturé ne

remonte pas sur le front : il devient instructeur des jeunes recrues à Pézenas. Au printemps 1915, l'ouverture du front Orient représente, on l'a vu, une nouvelle possibilité que saisissent certains soldats comme Jules Viviani qui explique clairement ce qui a justifié ce choix. Les chefs de bataillon Benjamin Simonet et Joseph Dézarnaud y voient de nouvelles perspectives pour démarrer une forme de guerre davantage susceptible de décider de la victoire, ce qu'écrit le premier ; « Peut-être la fin de l'épreuve approche-t-elle, surtout si l'opération des Dardanelles réussit. On parle d'un corps d'opérations. Je serais heureux d'y aller. »¹⁷⁰³ De fait, les vœux de celui qui aspirait au début de la guerre à rentrer de la campagne militaire avec « quatre galons », auront été exaucés au-delà de ses espérances en Orient où il se couvre de gloire, accédant au grade suprême de lieutenant-colonel du 40^e RI en décembre 1917 et à celui de commandeur de la Légion d'honneur en 1920. Joseph Picheire, Médecin-Major qui est affecté sur l'arrière-front où il écrit qu'il « s'ennuie » se porte lui aussi volontaire pour l'Orient mais sa demande est refusée. Il voudrait encore rejoindre les services de santé de première ligne mais il est pris dans des exigences morales contradictoires. Il donne à ses hésitations, qui cadrent mal avec la rhétorique patriotique qu'il utilise abondamment, des justifications familiales puisqu'il est l'aîné d'une famille qui compte sur sa réussite professionnelle pour assurer l'ascension sociale de tous ses frères. Ses hésitations qui courent sur une année ont le mérite de souligner que la question du volontariat est aussi au cœur des interrogations de beaucoup de soldats parce qu'elles ne relèvent pas que de leur situation personnelle mais qu'elles impliquent leurs familles, même lorsque le militaire est célibataire.

Ainsi, Paul Loubet, qui vit de plus en plus durement l'exil et la séparation cherche à rentrer de son camp de Meschede par la Suisse et l'intermédiaire des services de santé dans lesquels il aurait la possibilité de devenir brancardier. Pour cela, il a besoin de l'aide administrative de son épouse¹⁷⁰⁴. Mais Marie, temporisant, use d'arguments d'autant plus convaincants pour le dissuader que le courrier met presque deux mois à arriver à destination et que la fin du conflit se fait sentir :

¹⁷⁰³ Benjamin à Alice Simonet, 6 mars 1915

¹⁷⁰⁴ Paul à Marie Loubet, 28 avril 1918

« Pour ce que tu me dis du gendre de monsieur Caussé, de te faire parvenir tes papiers de brancardier, je voudrais bien que tu me dises un peu ce que tu penses de tout ça. Je sais que les brancardiers ont déjà été renvoyés de chez nous. Il y a Joseph Roques ainsi que Soulié. Tu sais que je te l'ai eu dit. Pour le mettre où on l'a mis, il aurait préféré rester où il était. Tu me donneras, si tu peux, d'autres explications et je verrai après ta réponse.»¹⁷⁰⁵

Cette réponse a du convaincre Paul puisque des papiers de brancardier, il n'est ensuite plus question. C'était le même type d'arguments liés à la dangerosité des affectations de ceux qui sont rentrés que Joséphine Palmier met en avant pour dissuader son époux souffrant de l'éloignement, d'entreprendre des démarches pour rentrer du Maroc. Ce qui se lit dans ces deux échanges épistolaires conjugaux, c'est bien la capacité des unes et des uns à évaluer ensemble les risques pour adopter les attitudes idoines.

Certains postes en première ligne, même difficiles, sont considérés moins exposés que d'autres ou juste plus confortables, et dès le 19 janvier 1915, le commandant S. Petitjean se réjouit de la mise à l'abri d'un officier de sa famille, déjà touchée par le deuil ; « Je suis content que Félix en passant commandant ait été maintenu à l'État-major, sa famille au moins peut être tranquille sur son sort. »¹⁷⁰⁶ Mais c'est bien davantage dans les milieux populaires que la satisfaction d'être à l'écart du plus grand danger et les efforts faits pour cela s'expriment massivement dans les témoignages. Pour profiter de telles opportunités, certains utilisent leurs compétences professionnelles et culturelles. C'est le cas de l'instituteur Pierre Bellet qui propose sa candidature pour un poste de traducteur « en Amérique », mais son niveau d'anglais est insuffisant pour être retenu¹⁷⁰⁷. Il est pourtant adjudant dévolu aux écritures et proche de l'État-major du 96^e RI, ce qui peut être considéré comme un poste protégé dont il est d'ailleurs très conscient, mais cela ne saurait lui suffire dans la durée du conflit où il évite de justesse plusieurs fois l'obus assassin. Lorsqu'il revient guéri fin 1915, le facteur L. Carabasse devient téléphoniste, ce qui le rapproche du poste de commandement du bataillon. De Verdun, il confirme à sa fiancée Louison Taillefer qui

¹⁷⁰⁵ Marie à Paul Loubet, 17 juin 1918

¹⁷⁰⁶ Saint Prix à Charlotte. Petitjean, 19 janvier 1915

¹⁷⁰⁷ P. BELLET, *Ma guerre de 14*, opus cité, p. 247

a besoin d'être rassurée : « Tu me demandes si je suis téléphoniste à l'arrière, ma foi comme toujours ... »¹⁷⁰⁸, fonction qui lui vaut le 18 juin 1917 une citation à l'ordre du régiment qui prouve qu'il n'est cependant pas toujours à l'abri à tirer des lignes téléphoniques sous les bombardements. L'information circule entre les jeunes incorporés. Le bon lycéen Fernand Larroque, en formation sur l'arrière-front de la Marne où il est sur le point de passer caporal dans le 143^e RI, prépare sa future affectation en fonction d'un certain nombre de critères, dont celui du confort, très important dans les témoignages des gradés, de l'intérêt des tâches, mais aussi celui essentiel de la sécurité qui le fait hésiter entre téléphoniste et mitrailleur alors qu'agent de liaison est considéré « très fatigant, assez dangereux et pas du tout intéressant »¹⁷⁰⁹ Les brancardiers encore, sont relativement protégés comme le confirment les écrits de Pierre Bellet lorsqu'il fait pour son régiment le bilan terrible des combats de Thiaumont, où meurt Roger Barbezier, qui se sont déroulés pour le 96^e RI du 1^{er} au 12 août 1916 : « Les survivants étaient principalement des agents de liaison, des brancardiers ou des cuisiniers. Il y eut aussi des victimes dans leurs rangs, mais leur mission terminée, ils pouvaient goûter au répit, réfugiés dans les redoutes, alors que leurs camarades restaient constamment exposés. »¹⁷¹⁰ De fait, J. Pierre Aldias, soldat-musicien et brancardier dans le 81^e RI agit avec ardeur et douleur mais toujours après la bataille. Par ailleurs, il passe ses nuits à l'abri et non au fond des tranchées et très souvent près des cuisines. Les musiciens encore participent souvent du brancardage C'est finalement ce qu'écrit rapidement Joseph Sigal à son épouse :

« celui de la promenade, et bien il est resté a Soissons, c'est vrai mais lui n'est pas pour se battre puisque il est tambour, et tous ceux qui font partie de la musique sont pour ramasser les blessés ou pour enterrer les morts. »¹⁷¹¹

Il y a parmi eux beaucoup de clercs, ce qui peut expliquer, outre le fait qu'ils sont moins incorporés que d'autres dans l'infanterie, qu'ils soient moins mortellement touchés. Et c'est afin d'intégrer la Musique de son régiment que François Cullier emporte son

¹⁷⁰⁸ Emile Carabasse à Louison Taillefer, 11 mai 1916

¹⁷⁰⁹ Fernand à Marguerite Larroque, ? août 1916

¹⁷¹⁰ Pierre BELLET, *Ma guerre 14*, opus cité, p. 223

¹⁷¹¹ Joseph à Marie Sigal, 3 février 1915

trombone. Être encore « conducteur de chevaux » reste une affectation recherchée par les territoriaux, si l'on en croit Joseph Sigal ou Jean Delmas qui précise à ses beaux-parents : « Je suis toujours conducteur et je fais de mon mieux pour la conserver. J'ai 2 bons chevaux et je les ai dressés à ma main, j'en suis content. Vous pouvez croire chers beaux parents que nous languissons que cela finisse »¹⁷¹² « Je suis heureux que Louis soit ordonnance de son cousin sur le front, c'est un bon emploi »¹⁷¹³ commente encore Paul Loubet mettant en avant le fait que l'emploi d'ordonnance a acquis une excellente réputation au sein de la troupe mais aussi qu'un lien de parenté s'avère fort utile pour y accéder. Dans l'armée, tous les officiers ont droit à cette aide pour leur service personnel et le pansage de leurs chevaux, ils sont dispensés de service et de corvées et de plus sont payés 5 francs par mois¹⁷¹⁴. Comme le souligne encore à propos de son second ordonnance, Benjamin Simonet sur le point de monter en première ligne avec son bataillon dans le secteur d'Ypres pour lancer un assaut « Sabardeill soigne les chevaux et je ne le vois jamais puisque les chevaux restent à l'arrière »¹⁷¹⁵, la place reste recherchée pour le confort, la rémunération, l'autonomie et plus encore l'éventuelle sécurité qu'elle procure. Joseph Chavardès, classe 1891, appartient à la réserve de l'armée territoriale. Travailleur militaire, il ne combat pas mais se trouve sur le front au printemps 1915 où il commence par creuser des tranchées, de nuit, avant de se retrouver convoyeur, toujours de nuit, ce qui lui laisse cependant une certaine autonomie. Mais il est obligé de se déplacer souvent de nuit. En novembre, il change d'affectation et écrit : « Je suis ordonnance provisoire du lieutenant. Je viens de faire un fagot de bois dans la forêt pour sa chambre »¹⁷¹⁶. Il mesure les avantages et inconvénients de ce nouveau poste à l'aune de l'expérience passée, même si la fonction qui relève aussi des rapports de domination servile ne peut totalement le satisfaire. Et le petit propriétaire viticole, artisan tonnelier indépendant, âgé de surcroît se plaint : « Je suis avec un commandant qui pète sec. Il est jeune homme mais enfin il faut espérer que je prendrai des habitudes

¹⁷¹² Jean Delmas à ses beaux parents, 3 mars 1916

¹⁷¹³ Paul à Marie Loubet, 16 février 1916. Ce cousin est capitaine au 296^e RI.

¹⁷¹⁴ Nicolas MARIOT, *Tous unis dans les tranchées ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, opus cité, p. 99-113

¹⁷¹⁵ Benjamin à Alice Simonet, 3 novembre 1914

¹⁷¹⁶ Joseph à Marie Chavardès 21 novembre 1915.

et je ne me tournerai pas. Sans cela, l'abri est bien bon mais ce n'est pas à 45 ans qu'on supporte d'être engueulé pareillement malgré que l'on soit militaire. »¹⁷¹⁷ Quelques jours plus tard, le 22, le contexte devient plus agité, la bataille de Verdun commence, et de l'arrière-front il en mesure la violence et l'ampleur et exprimant clairement pour la première fois sa frayeur¹⁷¹⁸. Quelques jours plus tard, il explicite donc les avantages de son poste au regard du contexte militaire : « On se trouve comme à une fin du monde en ce moment, souhaitons que cette période finisse au plus tôt. Je suis toujours ordonnance souhaitons que cela continue au moins tout le mois de mars parce qu'il fait rude pour travailler la nuit. »¹⁷¹⁹ Être davantage à l'abri des bombardements que les soldats qui creusent ou approvisionnent les tranchées, ne pas dormir dehors et ne pas travailler la nuit, qui plus est dans les intempéries, voilà pour Joseph Chavardès, 45 ans, souffrant de rhumatismes, l'avantage du poste d'ordonnance qui ne présente pas pour lui pourtant que des avantages à cause des liens étroits de subordination. En mars 1916 déjà, il l'a visiblement quitté, plutôt de gré, car grâce peut-être à ses relations civiles, il se retrouve cuisinier des sous-officiers « pour être à l'abri »¹⁷²⁰, un autre emploi recherché pour les mêmes raisons, entre autres de sécurité. Pour le garder, et certainement aussi pour l'obtenir, il s'appuie sur son camarade agathois, cuisinier de métier, Tissègre, qui lui apporte son aide et ses compétences et soulagé il peut écrire son contentement à Marie : « Ce n'est pas la peine de te dire que nous sommes bien. »¹⁷²¹ Autre fonction recherchée, celle d'agent de liaison ou de « cycliste » paraît très prisée pour l'autonomie relative qu'elle procure au front, malgré ses risques, si l'on en croit les réflexions de Joseph Dézarnaud, commandant du 2^e bataillon du 81^e RI à son épouse :

« J'ai vu hier le jeune Ginies qui s'est plaint amèrement avec la liberté de langage qui caractérise nos méridionaux de n'avoir encore aucun « bon fromage » après cinq mois de campagne. Il voulait que je renvoie un de mes bicyclistes pour le prendre à sa place. Tu comprends comme je ne peux satisfaire pareil désir. Je veux bien être agréable à tout le monde mais il y a cependant des choses que ma conscience de chef ne me permet pas. »¹⁷²²

¹⁷¹⁷ Joseph à Marie Chavardès, 10 février 1916,

¹⁷¹⁸ Joseph à Marie Chavardès, 22 février 1916

¹⁷¹⁹ Joseph à Marie Chavardès, 28 février 1916

¹⁷²⁰ Joseph à Marie Chavardès, 10 mars 1916

¹⁷²¹ Joseph à Marie Chavardès, 23 mars 1916

¹⁷²² Joseph à Thérèse Dézarnaud, 15 janvier 1915

Le « jeune Ginies » continuera donc sa carrière de simple artilleur. Mais toutes ces situations mettent en exergue le rôle des réseaux de relations idoines, même faibles ou limités, pour ces postes recherchés qui ne nécessitent par ailleurs pas de compétences particulières. Si être agathois et voisin du commandant dans le civil ne saurait suffire, être cousin germain du capitaine ou grand ami du cuisinier paraît plus efficace, la force des liens familiaux et amicaux s'imposant alors parfois à tous les niveaux comme une ressource solide. La sollicitation de ces minuscules réseaux souvent faibles, activés par les liens d'interconnaissances, parfois plus fantasmés que réels, s'avère très présente dans les correspondances et laissent entrevoir le temps passé par chacun à élaborer ces dispositifs : Jean Delmas espère que le nouveau ministre de la guerre, le Général Pierre Roques auquel il écrit, « pourrait nous faire beaucoup de bien pour nous les Méridionaux »¹⁷²³. Ce méridional est en outre un « grand ami » de son patron, Urbain Filliol. Et avec son aide et celle du 1^{er} adjoint à la mairie, le soldat pense que le ministre pourra soit faire en sorte de détacher l'ensemble de la classe 1892 à laquelle il appartient, soit simplement de le détacher lui comme travailleur agricole. Visiblement il n'est pas le seul, puisque Charles Ridet a relevé que le ministre de la guerre avait reçu 90 000 lettres de recommandation en huit mois. »¹⁷²⁴ Le régisseur du domaine de la Prunette ne sera définitivement démobilisé qu'en décembre 1918 mais le ministre prend en charge son propre filleul, l'artilleur Pierre Deley, qu'il vient faire chercher sur le front comme le raconte André Filliol¹⁷²⁵. Pour ce dernier qui a profité de l'invitation, la guerre continue comme vétérinaire dans l'artillerie puis l'infanterie coloniale, tandis que son ami entame grâce à son parrain une carrière brillante dans l'aviation puis dans l'aéropostale¹⁷²⁶. Nul besoin cependant de relations importantes pour construire un projet « d'évasion » ; en août 1915, Germaine Barbezier, qui a déjà perdu un premier beau-frère, Eugène, œuvre depuis février à faire embaucher en tant qu'« homme de peine à 4,50 francs par jour » à l'usine de pièces d'obus de Balaruc-les-Bains où travaille son

¹⁷²³ Jean Delmas à sa famille, 17 mars 1916

¹⁷²⁴ Charles RIDEL, « Le scandale des embusqués. Le Parlement français dans la tourmente (1914-1918) », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, vol. 10, no. 2, 2008, p. 31-45, p. 35

¹⁷²⁵ Jean FAYET, *Marseillan : un village en Bas-Languedoc, vol.2, Encyclopédie historique, ses sites, ses monuments, ses institutions, ses personnages célèbres*, Marseillan, 1986, p. 477.

¹⁷²⁶ René ANGEL, *Pierre Deley, pionnier de l'aéropostale*, Loubatières Editions, 2005.

beau frère¹⁷²⁷, avec l'aide de sa famille, son territorial d'époux. Pierre, versé dans un régiment d'active en janvier 1915, ce qu'il a déjà tenté en vain d'éviter grâce à sa vue déficiente¹⁷²⁸. Germaine compte sur le soutien et le réseau, de son patron, un des plus grands négociants en vin de l'Hérault, Jean Voisin. Mais le moment est mal choisi ; la loi Dalbiez même si elle admet que l'on puisse maintenir des travailleurs indispensables à leur poste, prévoit de diriger sur le front tous les hommes valides et donc d'y maintenir ceux qui s'y trouvent et peut-être surtout entraîne la chasse aux éventuels fraudeurs. Ces effets qui compromettent le retour de Pierre se font sentir immédiatement jusque dans la petite station thermale de Balaruc-les Bains dans la mise en garde de Célestine, la sœur de Germaine :

« « Dimanche, nous avons vu le chauffeur de monsieur Paul, il nous a dit que monsieur Paul, ne lui avait pas parlé d'aucune lettre de monsieur Voisin. Je ne sais pas s'il ne l'aurait pas reçue ou s'il aurait oublié de lui dire. Tu dois savoir que maintenant c'est très rigoureux dans les usines il y a des inspecteurs qui passent pour savoir quel étaient le métier des ouvriers et qu'il y en a beaucoup de renvoyer vu qu'ils ne sont pas tourneur. Enfin espérons que cela finira bientôt. Dans les journaux, ça tourne bien »¹⁷²⁹

Dans ces conditions, l'ouvrier tonnelier sans spécialité, reste au front. Mais Germaine ne renonce pas et suit toujours de très près son sort, d'autant que son second beau-frère vient de mourir à Verdun :

« J'ai rencontré la belle-mère de Fraisse. Elle m'a dit que Fraisse lui aurait dit que le bruit court que le fourrier ferait une épicerie à la blanchisserie et que peut-être Barbezier viendrait avec nous mais je lui ai dit que tu nous en parlais pas. C'est que tu ne le sais pas. Que ce serait une chance si tu réussissais, enfin je t'avertis de suite, n'en parle à personne et tâche moyen de te débrouiller »¹⁷³⁰

C'est donc l'épouse qui alerte de l'arrière son soldat d'époux de l'opportunité qui se présente à lui au front, en faisant jouer une relation de « pays ». Fraisse est en effet au moins un camarade de Pierre, un « classard », qu'il a retrouvé dans le 308^e RI. Le fait que l'information soit livrée sous le sceau du secret révèle combien ce type de protection qui ne nécessite aucune compétence particulière, juste une relation amicale,

¹⁷²⁷ Germaine à Pierre Barbezier, 20 août 1915.

¹⁷²⁸ Pierre à Germaine Barbezier, 4 janvier 1915

¹⁷²⁹ Célestine Frézals à Germaine Barbezier, 21 septembre 1915

¹⁷³⁰ Germaine à Pierre Barbezier, 16 août 1916

peut générer entre soldats et familles, d'éventuelles jalousies, sources de fortes tensions. La chose semble cette fois se faire puisque dans les missives suivantes Pierre évoque le linge et les victuailles distribuées dans le dépôt.

Les stratégies à adopter lorsque le soldat se retrouve blessé ou malade à l'hôpital occupent une place importante des échanges épistolaires et vont toutes dans le même sens ; pour le soldat mais aussi l'officier, pour le militaire ou sa famille, il s'agit de prolonger la convalescence le plus longtemps possible. Dans ce domaine, troupiers et officiers ne disposent cependant pas des mêmes ressources légales. La guerre fait plus de blessés que de morts et les hôpitaux se remplissent et se désemploient au gré des batailles. Mais les vagues épidémiques représentent une autre opportunité pour s'éloigner du front, comme l'écrit sans ambages le batelier Paul Honorat, fantassin dans le 281^e RI, depuis le front très agité de l'Artois, visiblement excédé à son épouse : « Tu me crois malade et tu ne veux pas que je te le cache. Malheureusement non je ne peux l'être à seule fin de me lever de tout ce bordel »¹⁷³¹. C'est dans ce même régiment que combat Laurent Pouchet et dans cette même bataille d'Artois. Quelques mois auparavant déjà, son exaspération à lui aussi est à son comble quand après avoir évoqué clairement un refus d'obéissance de monter en ligne, il précise : « nous sommes où nous sommes en train de nous faire démolir la ~~gare~~-gueule. »¹⁷³² Les deux épistoliers soumis aux mêmes conditions éprouvantes ont recours au registre familial, absent habituellement sous leurs plumes, comme le mieux à même de traduire leur colère. On le retrouve sous la plume de l'ouvrier agricole Victor Bonnaric, l'ami des deux Paul, Honorat et Loubet, qui a eu, au regard de ces valeurs clairement exprimées, plus de chance car il a pu échapper au secteur très agité de la 31^e DI en Champagne :

« Cher Paul, J'étais à Forgeot une caserne qui sert de dépôt et prêt à revenir à ces vilaines tranchées quand j'ai eu de nouveau les oreillons ce qui fait que je suis de nouveau à l'hôpital où j'étais et cette fin qui ne veux pas arriver tu peux croire que j'en ai un gros saoul de cette sale guerre si le diable pouvait emporter ceux qui en sont la cause »¹⁷³³

¹⁷³¹ Paul à Anna Honorat, 5 janvier 1916

¹⁷³² Laurent à Joséphine Pouchet, 2 novembre 1915, dans STEUCKARDT Agnès (éd.), *Entre village et tranchées: l'écriture de Poilus ordinaires*, Uzès, Inclinaison Editions, 2015.

¹⁷³³ Victor Bonnaric à Paul Honorat, 6 juin 1915,

Pour peu qu'une occasion se présente, la maladie à condition qu'elle reste sans gravité, par l'hospitalisation qu'elle implique souvent, peut permettre de rester ensuite dans les centres de santé pour y travailler loin des dangers du front comme l'écrit encore Victor une semaine plus tard :

« Chalons, cher Paul, Je suis toujours à l'hôpital et employé à la cantine pour quelques jours comme cafetier et en même temps je sers de médecin de garde. Tu peux croire que j'ai du travail. Mais comme je sais ce qui se passe ailleurs je me crois heureux de passer encore quelques jours où je suis. Souhaitons que cette guerre finisse bientôt car je crois que si ça dure je deviendrai maboul »¹⁷³⁴

Dans tous les témoignages familiaux, la famille ou des proches des soldats, en particulier les femmes, interviennent pour les soutenir et les encourager, dans leurs tentatives de rester hospitalisé le plus longtemps possible. C'est le cas de M. Jeanne Nougaret dont l'époux Dori soigne fin janvier 1915 des pieds gelés dans les tranchées de Belgique :

« Je voudrais que tu le fasses durer tout le temps d'autant que j'en ai un gros souci. Cette passe que je te fais à l'hospice même si tu es mal ça ne me ferait pas autant comme si tu étais à la frontière Je sais au moins que quelques jours tu reviendras.»¹⁷³⁵

Par ailleurs, à la sortie de l'hôpital, le malade ou le blessé peut espérer une permission de convalescence dans son foyer. Elle peut cependant à tout moment être suspendue pour une remontée immédiate au front à partir des dépôts, ce que tous appréhendent à l'instar de Dori Nougaret :

« Il y en a un qui rentre et qui dit que les permissions sont supprimées. Il faut croire que d'ici que nous sortons elles seront accordées. C'est le seul désir que l'on ait ici. Rester le plus longtemps possible et aller en permission après. »¹⁷³⁶

De fait Dori rentre bien chez lui avant de rejoindre le front. Mais ce risque d'un renvoi immédiat en première ligne sème le trouble dans la famille de Pierre Cauquil, 41 ans mobilisé dans le 127^e RIT, malade et hospitalisé à Dinard. C'est cette fois sa fille Cécile, 9 ans à peine, qui l'incite à la prudence :

¹⁷³⁴ Victor Bonnaric à Paul Honorat, 17 juin 1915,

¹⁷³⁵ M. Jeanne à Dori Nougaret, 9 février 1915,

¹⁷³⁶ Dori à M. Jeanne Nougaret, 15 février 1915,

«Nous avons reçu ta carte du 10 tu nous dis que on te fera venir à ton dépôt ça nous ferait bien plaisir de te voir mais peut-être il vaudrait mieux pas demander car j'ai appris que dans quelques jours on te fera venir sur le front qu'il vaudrait mieux que tu restes là tranquille que te faire reculer en arrière et nous entendons pas dire que ça finisse. »¹⁷³⁷

Visiblement écoutée par son père, la fillette peut une semaine plus tard exprimer explicitement son soulagement et ses souhaits : « Maintenant je ne me ferai plus du mauvais sang que je t'aime mieux là que sur le front. Fais le malade tant que tu pourras et que la guerre n'a pas fini. »¹⁷³⁸ Le même jour, ces mêmes encouragements se retrouvent sous la plume d'un camarade qui a lui déjà rejoint le front : « Cher ami, Tant mieux que tu sois bien à Dinard ainsi que Moisset. Je vous souhaite à tous deux d'avoir une longue convalescence. »¹⁷³⁹ Il subsiste peu de lettres de mères de soldats. La chose est donc d'importance pour que ce 2 juillet 1916, Félicité Vidal, par l'intermédiaire de sa belle-fille Rose, prenne la plume pour écrire à son fils Victor, mobilisé dans le 121^e RIT, évacué depuis le 10 mars après une blessure à la main gauche, survenue « en service commandé ». C'est quatre mois plus tard que sa mère le rassure en lui donnant des nouvelles du foyer. Mais elle le décourage de vouloir rejoindre le front, mettant en parallèle sa condition est celle d'un parent décédé après une longue agonie, situant ainsi précisément l'enjeu :

« Ne t'inquiète pas pour ta main. C'est ce qu'il faut que ce soit long. Tu sais que la guerre sera encore bien longue donc laisse faire (...) En arrivant à la cosse on nous a annoncé la mort de Michel à Montpellier, on l'a enterré ce soir, son frère y est allé, ce pauvre Michel a fini de souffrir. »¹⁷⁴⁰

Finalement, après un long passage en centre de réforme, Victor est déplacé en service auxiliaire en raison de ses doigts raides avant d'être renvoyé définitivement dans ses foyers le 10 novembre. Dans un autre registre, c'est parfois la programmation d'une hospitalisation qui est envisagée pour ouvrir la voie à un départ temporaire ou définitif du front : Alors qu'il doit rentrer pour sa première permission, Joseph Sigal demande à Marie de voir pour l'éventuelle opération d'une hernie « avec M. Salvat, ou un autre docteur n'importe lequel. Ou peut-être avec M Orpy, s'il connaissait

¹⁷³⁷ Cécile à Pierre Cauquil, 15 avril 1915

¹⁷³⁸ Cécile à Pierre Cauquil, 24 avril 1915,

¹⁷³⁹ Jean Durand à Pierre Cauquil, 24 avril 1915

¹⁷⁴⁰ Félicité à Victor Vidal, 2 juillet 1916

quelque médecin de là-bas. »¹⁷⁴¹ Mais il n'y a pas eu d'opération et Joseph Sigal ne rentre définitivement qu'en janvier 1919 mais nul doute que ce projet avorté a pu représenter pour un certain temps un horizon d'attente positif largement partagé par le couple

L'expression des ces aspirations se retrouve sous la plume des officiers même s'il est évident qu'elles apparaissent moins dicibles dans le code de valeurs auquel elles se réfèrent mais Joseph Dézarnaud a été blessé par balle dès le début du conflit, le 25 août en Lorraine. Il appartient à ce très grand nombre d'officiers retirés du front dès le début de la guerre. Malgré sa conscience professionnelle, il exprime une première fois sa satisfaction d'être loin de la bataille à Arcachon, coquette ville thermale de l'Atlantique : « Nous sommes bien tranquilles dans notre villa ne participant pas au mouvement général. La vue des étoiles ne peut être qu'agréable à ceux qui ont senti sur la joue le souffle brûlant des obus à la mélinite »¹⁷⁴² À nouveau blessé par un éclat d'obus en Belgique, il écrit cette fois de Paris, le 3 février 1915 :

« Rien de bien grave puisqu'il n'y a sans doute pas cette fois de fracture. J'ai eu la chance d'être hospitalisé dans une maison de santé annexe de la clinique du docteur Ricard. Je peux affirmer que tout est parfait dans ce bel établissement. Des soins et prévenances à en être confus. Une installation parfaite (...) Si tu viens me voir tu seras logée et nourrie dans un hôtel dépendant de la maison. Tu y seras très bien sous tous les rapports. »

On peut considérer que cette seconde fois, sans l'avoir cherchée, Joseph Dézarnaud a été victime de la « fine blessure », celle qui, suffisamment invalidante pour éloigner du front n'est pas assez grave pour mutiler durablement le militaire, mais est à ce point désirée et imaginée par certains combattants qu'elle devient le sujet de cartes postales. De plus Joseph peut davantage compenser la douleur consécutive à la blessure par la qualité des conditions matérielles faites aux officiers – l'armée paie pour cela à l'hôpital d'Agde un tarif journalier qui est le double de celui du soldat¹⁷⁴³ – et grâce à la visite de son épouse qui peut le rejoindre à Paris où le grade militaire de son époux lui permet d'être gracieusement logée à proximité. Cependant, la réflexion de Louis Gleizes,

¹⁷⁴¹ Joseph à Marie Sigal, 8 septembre 1915

¹⁷⁴² Joseph à Thérèse Dézarnaud, 16 septembre 1914

¹⁷⁴³ AMA, sous-série 1D37, registre des délibérations du conseil municipal, 4 juin 1915, 2,50 francs/jour pour les soldats, 2,90 pour les sous-officiers, 4,90 francs pour les officiers

capitaine de cavalerie chargé du ravitaillement de l'Etat-major de sa division, donc largement à l'abri, qui écrit à son épouse : « Bon dieu qu'il me tarde de vous revoir, intact bien entendu, car je n'aimerais pas trop la « blessure intelligente » des chers amis »¹⁷⁴⁴, révèle bien en miroir combien il faut, pour en rêver, être soumis à des conditions extrêmement difficiles qui ne sont pas celle de l'officier de cavalerie. Pour l'adjutant Pierre Bellet, à la recherche de lieu de cantonnement pour le bataillon à St Etienne du Temple près de Chalons, cette affectation à l'État-major représente clairement comme il l'écrit une place d'embusqué :

« C'est à cette occasion que je fis la connaissance de Rodez de Benavent, notre futur député, pour le moment embusqué à la Division où il est chargé du cantonnement des officiers... et du sien naturellement. Ne m'a-t-il fallu déplacer toute une compagnie pour loger les chevaux de ces messieurs. »¹⁷⁴⁵

Par ailleurs, le temps des congés de convalescence à domicile ne sont pas comptés pour les officiers. Après sa blessure du 26 août 1914 où son bras était fracturé, Joseph Dézarnaud remonte sur le front en novembre. Mais suite à la seconde, il bénéficie d'une convalescence de quinze jours chez lui où il reste finalement un mois pour ne repartir que le 24 mars. C'est le cas de S. Petitjean blessé le 23 mars à la tête dans la bataille de Beauséjour. Benjamin Simonet blessé dans la même bataille deux jours plus tard ne part en Orient que quatre mois plus tard. Tous les trois, portés par le sens du devoir et de leur conscience professionnelle peut-être, regagnent cependant les premières lignes pour y mourir en ce qui concerne les deux premiers. Mais d'après B. Simonet, beaucoup d'officiers savent user autrement de ces permissions de convalescence pour rester en grand nombre dans les dépôts à proximité de leurs foyers.¹⁷⁴⁶ Cette opportunité pour les militaires de pouvoir prolonger de manière toute à fait légale un congé de convalescence reste bien l'apanage des seuls officiers pour lesquels elle repose sur la responsabilité individuelle alors qu'elle est assimilable à la désertion pour les soldats. Désertion, insoumission, refus d'obéissance forment autant de modes de refus radicaux qui restent dans les sources privées largement minoritaires, sources qui révèlent surtout, plus caché

¹⁷⁴⁴ Louis à Mathilde Gleizes, 25 septembre 1916.

¹⁷⁴⁵ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14, opus cité*, p.134

¹⁷⁴⁶ Voir chapitre 5. Benjamin à Alice Simonet, 19 octobre 1914

un monde de désobéissances possibles, à l'interface du légal et de l'interdit, auquel à un moment de leur expérience combattante, beaucoup de soldats ont été confrontés.

3.1.3. Défier ou transgresser la loi militaire.

3.1.3.1. Déserter : une démarche rare mais observable

3.1.3.1.1. Sur le front ou surtout en permission

En théorie, est considéré comme déserteur tout militaire qui a manqué trois appels successifs et tout permissionnaire qui n'a pas rejoint son corps d'incorporation plus de deux jours après la date fixée ou plus de cinq jours après la fin de la permission. D'après les articles 231 et 232 du Code de la justice militaire de 1857, le déserteur hors de la zone des armées, passible du conseil de guerre, risque une peine de deux à cinq ans de travaux forcés tandis que la désertion en présence de l'ennemi est punie de mort par l'article 238. Il y a là autant de dispositions militaires à même de décourager les audacieux et pourtant les fiches matricules mentionnent explicitement une trentaine de désertions passées par les tribunaux militaires sur environ 3000 mille combattants, soit environ 1 % des mobilisés. François Cochet et Denis Porte estiment que le chiffre de 15 745 désertions par an indiqué par l'Armée et celui de 66 678 arrestations au cours de la guerre donné par la gendarmerie nationale sont inférieurs à la réalité, Jean Paul Jourdan donne des chiffres légèrement supérieurs¹⁷⁴⁷ mais tous s'accordent à considérer que la désertion reste un phénomène minoritaire en France qui n'a pas perturbé les opérations militaires jusqu'à la fin de guerre, contrairement à l'Autriche-Hongrie et à la Russie. Cependant, les départs non autorisés du front n'ont jamais cessé depuis le début du conflit atteignant des niveaux inégalés au printemps 1917. Jules Maurin note ainsi que pour le centre de recrutement de Béziers, l'année concentre à elle seule 39 % des cas et juin représente le mois où leur nombre culmine avec 8% des départs de toute la guerre¹⁷⁴⁸. Ce phénomène de forte augmentation des défections qui atteint toute l'armée française, au printemps 1917 représente pour André Loez le prélude au vaste

¹⁷⁴⁷ Jean Paul JOURDAN, « Insoumission et désertion parmi les soldats basques de la Grande Guerre : réalité et faux-semblants » dans GREGORI Sylvain et Jean-Paul PELLEGRINETTI (éd.), *Minorités, identités régionales et nationales en guerre: 1914-1918*, Rennes, PUR, 2017, p. 44-45

¹⁷⁴⁸ Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, op cité, p. 526 - 527

mouvement d'indiscipline du printemps et de l'été¹⁷⁴⁹. Dans le canton, même si la désertion reste sans surprise une attitude marginale, elle est plus fréquente que l'insoumission et à deux exceptions près se déroule à l'arrière lors de permissions de repos ou de convalescence comme lorsque Barthas cite le cas du soldat Delattre qui fuit en Suisse en mars 1917¹⁷⁵⁰.

Tableau 3-7. Professions, corps d'incorporation et âge des déserteurs.

PROFESSIONS									
ARTISAN	MILITAIRE	PATRON PECHEUR	CULTIVATEUR PATRON	OUVRIER AGRICOLE	MARIN	OUVRIER	BATELIER	EMPLOYE	TOTAL
4	1	2	5	5	2	5	3	4	30

CORPS D'INCORPORATION AU MOMENT DE LA DESERTION							
RI	RIC	CHASSEURS	GENE	MARIN	SIM	SA	TOTAL
19	5	1	2	1	1	1	30

Date de naissance	1880	1882	1883	1884	1885	1886	1887	1890	1893	1894	1895	1896	1897	TOTAL
Nombre	2	1	2	5	0	3	1	2	5	2	4	1	2	30

Les 30 cas de désertions repérables dans les fiches matricules des soldats du canton parce qu'ils ont fait l'objet de jugements militaires concernent 2 % des fantassins mais 5 % de ceux appartenant aux classes 1904 et 1913, ce qui n'apparaît plus dans ce cas comme un phénomène marginal. Un certain nombre de points communs rapprochent leurs protagonistes.

Le spectre social reste d'abord assez large : s'ils appartiennent en majorité aux catégories sociales dominées, bateliers, ouvriers agricoles, marins ou employés, on retrouve aussi un tiers de petits patrons, vigneron et artisans et même un militaire. De plus, à une majorité de soldats du rang se rajoutent tout de même un sous-lieutenant, un sergent et un caporal qui sont les auteurs de trois cavales réussies. Par ailleurs, la désertion ne concerne que la moitié des 32 classes mobilisées, sans surprise celles qui sont les plus exposées -, classes d'active, de sa réserve et jeunes classes - mais de façon très inégale puisque deux classes, 1904 et 1913, incluent à elles seules un tiers de l'ensemble des déserteurs. Pour autant, rien n'indique que certains départs soient liés entre eux ; il n'apparaît en effet aucune date commune dans les régiments identiques. Mais, concernant la classe 1915, les Agathois François Portes et François Raverdet ont

¹⁷⁴⁹ André LOEZ, *Les refus de la guerre; une histoire des mutins*, opus cité

¹⁷⁵⁰ Louis BARTHAS, *Les carnets de guerre de Louis Barthas*, opus cité p. 441

passé le conseil de révision l'un juste après l'autre, ont été affectés dans le 81^e RI et sont arrivés en même temps, en avril 1915, dans la zone des armées. Même s'ils ne se sont pas éclipsés du front ensemble, le départ du premier a-t-il donné des idées au second ?

Le plus remarquable reste peut-être que beaucoup de ces hommes paraissent militairement particulièrement fragiles et cela sur au moins deux points. Physiquement d'abord, parmi les classes rappelés en août 1914, ils sont 11 sur 18 soldats, soit presque les deux tiers, à avoir été dans un premier temps exemptés ou placés en service auxiliaire pour des raisons de « faiblesse » avant de devoir rejoindre le front essentiellement au printemps 1915. De plus, la moitié des 30 déserteurs a été blessée une fois voire deux avant de désertir. Les faiblesses physiques plus importantes de ces soldats détermineraient alors une partie de l'acte de désertion.

Secondement, la moitié de ces soldats sont plus isolés que la moyenne sur le front de part leur arrivée en ligne souvent plus tardive que les autres ; ceux appartenant aux classes de la réserve et de l'active n'ont pas connu les fortes solidarités qui soudent les petits groupes de soldats parfois depuis la caserne puis dans les premières expériences. Il en va de même de la plupart des jeunes classes qui ont constitué de façon aléatoire, par groupe, des renforts ponctuels, les renvoyant tous à une relative plus grande solitude dans le groupe.

Enfin, si désertir nécessite autant de détermination que d'organisation du soutien nécessaire pour organiser la vie clandestine et supporter la pression qui peut s'exercer sur les familles et les proches à l'arrière, qu'en est-il de ces appartenances ? Beaucoup des professions des déserteurs s'inscrivent dans des mobilités géographiques à une échelle départementale qui pourraient rendre les attaches sociales communautaires plus faibles – la moitié par exemple n'est pas née dans le canton -. Mais ces soldats ne sont pas dépourvus d'ancrage familial. Concernant, les 25 soldats pour lesquels il a été possible de retrouver des liens dans les différents registres, aucun n'a de jeunes enfants, mais huit sont mariés. Concernant les jeunes classes, tous les soldats ont de même au moins un parent dans le canton mais ils sont toujours des fils uniques ou des fils aînés ; cette place dans la fratrie paraît un élément à prendre en compte dans le passage à l'acte sans que l'on puisse vraiment savoir selon quel facteur si ce n'est celle de la prise d'initiative plus importante. Si le calcul que fait peut-être chaque soldat concernant le coût social de la transgression pour les siens semble représenter un frein puissant, il l'est

dans les limites de la présence de jeunes enfants et non d'adultes, quelque soit l'âge ou le genre.

Les temporalités obéissent largement aux circonstances évènementielles. La première désertion a lieu en juin 1915, suite à une permission de convalescence puis les autres se déroulent de préférence au printemps et en été, avant les grandes offensives, le printemps 1917 représentant un pic avec 8 désertions sur 38, en tenant compte des récidives qui bien que minoritaires concernent tout de même un tiers des soldats. En cela elles correspondent à celles observées dans le centre de Béziers par Jules Maurin dont elles font partie mais aussi d'un phénomène national¹⁷⁵¹.

Concernant les sanctions, les deux départs qui ont lieu sur le front, celle de Léon Rossignol dans la Somme et celle d'Auguste Jaumes le 3 mai 1917 dans l'Aisne entraînent immédiatement, conformément à la loi militaire, une condamnation à mort, tandis que pour les autres ce sont des années de prison ou de travaux publics dans un pénitencier, avec sursis la première fois et sans sursis lors d'une éventuelle récidive, qui punissent les déserteurs. Mais après l'armistice, les peines sont suspendues. Dans les années 1930, si l'on en croit les fiches matricules, sur les 23 soldats déserteurs dont les fiches restent renseignées, seuls trois n'obtiendront pas leur carte de combattant. Cependant, à la différence des refus d'obéissance sur le front, les tribunaux peuvent acquitter. C'est le cas pour Antoine Aliquot, le fils du notaire du chef-lieu de canton, en août 1915 ainsi qu'en en décembre 1917, du jeune Jules Masse, « inculpé à tort ». Si seules cinq tentatives réussissent définitivement, en termes de résultats, le bilan des désertions en permission s'avère positif : désertir à l'intérieur a été arithmétiquement payant puisque un seul soldat déserteur meurt sur le front, dans la Somme mais il avait déjà été condamné pour refus d'obéissance sur le front. C'est ce qu'avait constaté Jules Maurin mais dans des proportions plus faibles¹⁷⁵². Ces échappées belles volontaires se comptent en jours, en semaines ou en mois selon les cas. Sur 25 fiches renseignées quant à leur durée, six soldats ont bénéficié de quelques jours (6 à 20), sept de quelques semaines (3 à 8), douze de quelques mois (2 à 18). C'est à dire de quoi parfois éviter une bataille meurtrière entre les temps conjugués de la fuite et de l'incarcération dans

¹⁷⁵¹ André LOEZ, *Les refus de la guerre; une histoire des mutins*, opus cité

¹⁷⁵² Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, opus cité, p. 532

les gendarmeries puis le retour aux dépôts et au front. Sur 25 déserteurs qui ont échoué, seuls 4 sont rentrés volontairement et 21 ont été arrêtés.

Pourtant, ils ont été peu nombreux à tenter l'aventure d'un changement absolu de vie par le passage à la clandestinité. Une condamnation à mort puis une exécution dont l'information est largement diffusée dans l'espace public, au moins celui des tranchées ont pu contribuer à construire dans les esprits un imaginaire puissant dans lequel les risques pris à défier la loi militaire ne valent pas la peine. L'exemplarité de la sanction et la publicité qui en est faite sur le front a joué un rôle dissuasif d'autant que, comme l'ont rapporté à Jules Maurin des dizaines d'anciens combattants, les soldats craignent cette « discipline implacable » où l'obéissance reste préférable au risque du passage en conseil de guerre¹⁷⁵³. Cette peur de la sanction très dure traverse en permanence les lettres de Joseph Sigal, notamment en 1915 et 1916 quand il est en première ligne. Mais le coût social est également considérable pour le déserteur : afin de fuir efficacement les poursuites, il doit disparaître de son lieu de résidence habituel, de sa région voire du pays laissant derrière lui, sauf en cas de préparation soigneusement et conjointement élaborée, sa famille et ses proches qui seront inquiétés pour « recel de déserteur », son foyer et ses biens. Il doit renoncer à sa vie civile d'avant-guerre pour se lancer dans une existence de hors-la-loi. Il lui faut donc avoir des soutiens solides à l'arrière ou/et des attaches à l'étranger, essentiellement en Espagne. Cinq fois, la désertion réussit et la trace de presque tous les soldats s'évanouit. Le vigneron bessanais Augustin Farras, classe 1903 est le premier. Il n'avait déjà pas répondu à l'appel de sa classe pour ses 20 ans mais s'était présenté spontanément en août 1914 pour être incorporé dans le 296^e RI, il disparaît définitivement le 30 juin 1915, comme dans le même régiment, les soldats Armand Ostric en 1916 et Marius Ramat en 1917. Le sous-lieutenant Auguste Jaumes, 29 ans, fait partie de la centaine d'hommes qui arrivent le premier mai 1917 à Vendresse dans l'Aisne du dépôt divisionnaire pour compenser les pertes du 321^e RI. Le lendemain il disparaît, jetant la consternation dans le 4^e bataillon. Cette désertion démarre le mouvement de défection du régiment qui porte sur plus de 120 soldats et de l'officier¹⁷⁵⁴. Fils d'ouvriers agricoles, engagé volontaire en 1904, marié en 1912, rayé

¹⁷⁵³ Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, opus cité, p. 625

¹⁷⁵⁴ Miguel RUQUET, *Déserteurs et insoumis de la Grande Guerre, 1914-1918, sur la frontière des Pyrénées-Orientales*, éditions Trabucaire, Canet en Roussillon, 2009, p 317

des listes de la désertion en 1938, il est toutefois revenu terminer ses jours dans la rue principale d'Agde où il meurt en 1954. Enfin, la figure du sergent du 81^e RI, Antonin Lautier apparaît certainement dans la thèse de Miquel Ruquet¹⁷⁵⁵. Le jeune homme avait échoué dans sa première tentative de fuite en décembre 1915 et avait été arrêté 15 jours plus tard par la gendarmerie de Foix en Ariège, département frontalier, signe certainement de sa volonté de passer en Espagne. Condamné à deux ans de travaux publics avec sursis, il est ramené au corps. Mais dès le 15 janvier 1916 il manque à l'appel. Sans que l'on sache pourquoi, il se rend 12 ans plus tard, le 6 février 1928, à son dépôt militaire de Montpellier où il est condamné à deux ans de prison avec sursis ce qui permet d'en savoir un peu plus sur lui. Sa fiche matricule précise que le forain sans adresse fixe rend souvent visite à sa mère, veuve et limonadière à Agde ce qui atteste qu'il est plus ou moins surveillé. Qu'a-t-il fait toutes ces années ? Si l'on en croit un rapport de police d'octobre 1917 cité par Miquel Ruquet, il aurait travaillé en Espagne aux mines de Figols d'où il donnait des nouvelles à sa mère, « dame Lautier à Béziers », par l'intermédiaire d'un messenger arrêté par la police. Ce dernier devait rassurer cette mère en lui précisant que son fils « travaillait régulièrement, qu'il était tranquille gagnant 7 pesetas 70 par jour et qu'il se trouvait avec d'autres déserteurs français vivait en bonne intelligence avec les ouvriers allemands travaillant aussi aux mines de Figols. Il y avait aussi, en plus de la lettre, une carte postale et une photographie. »¹⁷⁵⁶ Ces éléments permettent en outre de constater que les liens avec la famille restée en métropole ne sont parfois pas totalement rompus. Exceptionnellement enfin, la cavale se termine tragiquement, c'est le cas de celle du jeune viassois Léon Rossignol.

3.1.3.1.2. Léon Rossignol, figure tragique de la désertion ordinaire.

La mise en ligne à l'occasion du Centenaire des dossiers des fusillés de l'armée française par le Service Historique de la Défense confrontés aux multiples sources sérielles locales permet de se pencher sur la centaine de pages qui composent celui relativement fourni de Léon, Pierre, Louis Rossignol, fusillé le 20 novembre 1916 à 7

¹⁷⁵⁵ Denis ROLLAND, « Révolte à Vendresse » dans Nicolas Offenstadt, *le chemin des Dames*, Perrin-Tempus, Paris, 2012, p 315-331.

¹⁷⁵⁶ Miquel RUQUET, *Déserteurs et insoumis de la Grande Guerre, 1914-1918, sur la frontière des Pyrénées-Orientales, opus cité*, p. 317

heures du matin à Harbonnières dans la Somme après que le recours en révision de son procès a été rejeté le 12 du même mois en « l'absence de constat de fautes de procédure. »¹⁷⁵⁷ Le jeune homme fait partie des 283 condamnés à mort et des 125 fusillés de l'année 1916 par l'armée française, soit un tous les trois jours¹⁷⁵⁸. Le Conseil de guerre de la 13^e DI l'a condamné à la peine de mort et à la dégradation militaire le 3 novembre 1916 pour « crime de refus d'obéissance pour marcher à l'ennemi et désertion à l'intérieur en temps de guerre. » Il n'a visiblement pas demandé de grâce présidentielle. Il n'avait pas quitté le front tout seul. Mais son partenaire de désobéissance, Jean Ageron, né en 1894, mineur-rouleur à Saint Chamond dans la Loire, a lui obtenu des circonstances atténuantes et a été condamné à 20 ans de travaux forcés.

Né à Vias le 9 décembre 1895 où il habite, île Paulignan, avec son père veuf, garde-champêtre, il travaillait comme serrurier avant son incorporation. Ses parents, originaires du Tarn où ils se sont mariés en 1889, ont perdu un premier enfant, Joseph. Un troisième fils, Hubert, né en 1899, habite en 1916 chez sa tante maternelle, Louise, métayère de la ferme la Mouscarié près d'Albi dans le Tarn. Née en 1884, elle a deux enfants et un mari mobilisé. Les attaches familiales de ces Viassois avec ceux des leurs restés dans les hauts cantons restent donc prégnantes pour ces migrants de l'intérieur. Léon devenu militaire a beaucoup bougé entre les unités de fantassins. Incorporé avec sa classe, en décembre 1914 dans le 52^e RI, il passe par le 414^e et rejoint son 3^e régiment, le 17^e RI, en juillet 1916. En cela il connaît le sort des soldats des jeunes classes, comme François Cullier ou Alexandre Daniel, envoyés souvent en renfort dans les tranchées, au gré des besoins des régiments décimés. Après Verdun, il se retrouve dans un secteur très agité de la Somme à la fin du mois d'août devant Estrées où se succèdent attaques et contre-attaques. Après douze jours difficiles en première ligne, les soldats viennent au repos dans un cantonnement d'Harbonnières. Mais, le 18 septembre, soit à peine deux jours plus tard, ils reçoivent l'ordre de retourner au feu¹⁷⁵⁹. Le sergent-major Georges Chadirac, devenu témoin à charge durant le procès, rassemble sa

¹⁷⁵⁷ Dossiers de Louis Rossignol. SHD/GR 11 J 697-1 Minutes du jugement - Conseil de guerre, SHD/GR 11 J 707 Dossier(s) de procédure Conseil de guerre; SHD/GR 11 J 707 - SHD/GR 11 J 3210 - Conseil de révision.

¹⁷⁵⁸ Consultable sur <http://prisme1418.blogspot.com/search/label/1916>

¹⁷⁵⁹ Historique du 17^e Régiment d'Infanterie, Imprimerie Wayer Prémery (Nièvre) numérisation : P. Chagnoux - 2011

compagnie pour le départ vers la tranchée du Biniou. Elle est au complet. Mais le lendemain, il retrouve au cantonnement où il est visiblement redescendu, Léon Rossignol et Jean Ageron qui affirment qu'ayant bu « une goutte » (Ageron) et qu'ils étaient « ivres » (Rossignol), ils étaient fatigués et avaient quitté le groupe en chemin pour venir se recoucher. Le sergent leur donne alors l'ordre de repartir immédiatement aux tranchées et pour éviter qu'ils ne se perdent, leur demande de passer par la cuisine roulante de Chuignes où un caporal les conduira en secteur. Les deux soldats s'y rendent mais une fois arrivés, ils laissent leurs armes et leur équipement et s'en vont. Pour justifier le geste qu'ils auraient « décidé ensemble », les deux soldats mettent en avant la lassitude et le manque de permissions. Léon Rossignol en avait bénéficié pour la dernière fois le 23 février. Ils partent d'abord à pied puis en automobile jusqu'à Amiens, en train jusqu'à Lyon où ils se séparent. L. Rossignol dit être rentré à Vias où il a passé « dix jours à ne rien faire » puis avoir rejoint le 2 octobre à Lyon Jean Ageron, qui lui est allé chez sa sœur à Saint Chamont où il résidait mais pas chez ses parents.

De là, ils gagnent en train Castelnaudary d'où le 5 octobre à 20 heures, ils arrivent à la ferme de Louise, la tante de Léon, dans le Tarn et réveillent d'abord Hubert, son frère. Ils disent se présenter comme permissionnaires. Louise embauche son neveu tandis que sur les recommandations d'Hubert, Jean est embauché pour huit jours par un maître-valet illettré, cultivateur de maïs, Joseph Lancou. Quatre jours plus tard le maréchal des logis, Henri Tournier, et le gendarme à cheval François Lancou, peut-être parent du cultivateur, de la brigade de gendarmerie de Réalmont près d'Albi, rencontrent à Lombers Léon Rossignol « à 10 heures dans un champ avec une paire de bœufs attelés à une herse ». Ce jeune homme qui dit être permissionnaire « leur étant inconnu », ils l'interrogent puis l'arrêtent. Tout de suite après, sur les renseignements donnés par la famille, ils se rendent à Vénès où ils arrêtent à son tour Jean Ageron en train de travailler « dans un champ de maïs ». Comme ils en font le constat eux-mêmes, ces gendarmes connaissent tout le monde dans le canton. Aucun interstice du maillage social, même le plus éloigné des centres ou le plus reculé dans l'espace rural, ne peut échapper à leur surveillance zélée. Les deux soldats ont eu soin de protéger leur famille par des mensonges quant aux raisons de leur présence et qu'utilisent de fait Louise et Joseph Lancou pour se défendre de l'accusation de « recel de malfaiteur en temps de guerre » qui pèsent sur eux et pourraient leur valoir des poursuites. L'échappée belle a

duré moins d'un mois confirmant qu'en réalité la désertion peut consister le plus souvent en « une retraite cachée chez des proches avant de reprendre les armes »¹⁷⁶⁰. Effectivement, les deux jeunes gens sont ramenés au corps dans la foulée mais ne prennent pas part à l'attaque de la Sucrerie de Genermont du 14 octobre qui d'après l'historique régimentaire représente « l'exploit de la Guerre resté le plus cher au Régiment »¹⁷⁶¹. Le fait qu'ils désertent au moment où ce dernier se couvre de gloire, unifiant possiblement pour un temps ses membres dans un éventuel esprit de corps, légitimant les pertes ou du moins leur donnant une once de sens, a peut-être joué dans la dureté de la sanction à l'égard des deux jeunes soldats qui n'y ont pas participé. L'information est en effet mentionnée dans le dossier de procédure.

Le 3 novembre s'ouvre et se clôt le procès. Les deux gendarmes tarnais n'ont pas omis de réclamer cette prime de capture de 25 francs qui leur est due et qui a peut-être participé de leur motivation. Mais pourquoi pour des faits strictement identiques, un seul des deux accusés obtient-il les « circonstances atténuantes » qui le sauvent du peloton d'exécution ? Aucun des deux n'a d'antécédents judiciaires et si le sergent-major Chadirac les présente comme des soldats « ni bons, ni mauvais », « médiocres » dit le rapport de synthèse, le lieutenant Faure, témoin à décharge, les considère au contraire « bon soldats », affirmant avoir été « très surpris en apprenant leur geste ». Cependant Jean Ageron possède deux atouts ; il peut d'abord mettre en avant un parcours militaire plus « exemplaire », que les juges ont soin de souligner. Il a reçu une citation à l'ordre du régiment quelques mois auparavant, le 8 août 1916, qui salue un « très bon soldat discipliné et courageux, blessé deux fois ». Effectivement, d'abord ajourné en 1914, il est incorporé dans le 17^e RI et le 23 novembre 1914, sur le front où il est blessé deux fois par balles, le 11 décembre 1914 aux cuisses puis le 21 mai 1915 aux épaules¹⁷⁶². L'attitude différente des deux soldats lors de l'enquête et du procès a pu également jouer en la défaveur de Léon Rossignol. Jean Ageron exprime en effet des regrets, précisant « qu'il avait bien l'intention de regagner la compagnie après avoir gagné quelques sous », tandis qu'au contraire son camarade répète inversement qu'il

¹⁷⁶⁰ André LOEZ, *14 - 18. Les refus de la guerre; une histoire des mutins*, opus cité, p. 58-59

¹⁷⁶¹ Historique du 17^e Régiment d'Infanterie, opus cité

¹⁷⁶² Archives militaires départementales de la Loire en ligne, registres matricules, 47NUM_1R1670, 1914, matricule numéro 2, Jean Ageron.

avait « l'intention de rester le plus longtemps possible en état de désertion ». De plus ce dernier dit n'avoir mesuré la gravité de son geste que « plus tard ». Trop tard. Toute la part de ce qui se joue sur la scène du procès nous échappe, tout comme la personnalité des juges, mais cette inconscience, maladresse ou fanfaronnade contribue certainement à conduire le jeune viassois au poteau d'exécution tandis que Jean Ageron dont l'application de la peine est reportée après la guerre rejoint le 4 septembre son régiment. Il est encore cité à l'ordre du régiment le septembre 1917 comme grenadier et une troisième fois blessé aux paupières le 10 mai 1918. Entre temps, le 6 février 1917, il s'est marié à Saint Chamont¹⁷⁶³. Après la guerre, il entame une procédure d'appel. Il est gracié le 21 décembre 1918 puis réhabilité le 21 janvier 1919 par la cour d'appel de Lyon. La peine n'a pas été exécutée. Il reprend son travail de mineur à Saint Chamont et obtient la carte de combattant. Ce qui aurait pu être le cas de Léon Rossignol ou bien de l'autre soldat fusillé du canton, Félix Milhau qui vivait à Bessan. Et si l'opprobre a été jeté sur le père du jeune serrurier, aucune trace ne s'en trouve : les actes de décès des deux soldats sont parvenus en mairie sans signe distinctif, retranscrits comme tels. L'acte numéro 6, daté du 8 mars de l'année 1917 de Léonce Louis Pierre Rossignol décédé à Harbonnières dans la Somme le 7 novembre 1916 à sept heures du matin porte même la mention « Mort pour la France » sans donner les conditions de son décès. Les deux noms et prénoms ont été gravés sur les monuments aux morts de leurs communes respectives, avec et au milieu des autres. Hubert, le jeune frère de Léon, meurt en 1923 chez sa tante après avoir été mobilisé dans les chasseurs à pieds¹⁷⁶⁴.

3.1.3.2. De l'arrière aux premières lignes : désobéir

3.1.3.2.1. Une presque invisibilité : l'insoumission française et étrangère.

Si, passés les premiers mois de la mobilisation en 1914, l'insoumission disparaît totalement des registres matricules, les récupérés et les classes 1914 à 1916 se rendant à l'appel sans broncher, un an plus tard, la classe 1917 fait légèrement exception même si le caractère très marginal de ces refus ne peut infirmer ou confirmer les chiffres donnés

¹⁷⁶³ Ib.

¹⁷⁶⁴ ADH, centre de recrutement de Béziers, fiche matricule en ligne, classe 1919, numéro 1975

par Philippe Boulanger qui mettent en avant une courbe régulièrement descendante en France à partir de 1915- de 2,59 à 0,88 % -l'armée n'ayant pas cependant divulgué les chiffres de l'année 1917 sans que l'auteur en donne la raison¹⁷⁶⁵. Convoqués mi-mai 1915 par le conseil de révision, trois jeunes Français nés en 1917 ne s'y rendent pas, tandis qu'un quatrième, d'abord ajourné, ne renouvelle pas l'expérience, en 1918, à la révision de son ajournement. Un autre appartenant à la classe 1918 est absent en 1917 et un dernier encore, classe 1919, l'année suivante. Tous les six ont tous en commun d'être journaliers ou encore sans emploi, sans frère, et, pour quatre d'entre eux, orphelins au moins de père. La trace d'Ernest Miquel disparaît en janvier 1917 et celle de Léon Guiraud classe 1899 en mai 1898. On en sait à peine un peu plus sur les trois autres. Gabriel Pujol, né à Paris était orphelin et journalier à l'institution charitable Baldy. Avec ses 1,53 mètre, le conseil de révision l'ajourne d'abord pour « faiblesse bronchitique ». Quand il est rappelé l'année suivante en février 1918, il a disparu, « bon absent ». Le jardinier Léonce Julien, classe 1918 manque à l'appel le 17 février 1917, une trace au crayon sur sa fiche matricule le suppose en Argentine. Conformément à la loi, tous les quatre sont rayés de l'insoumission en 1950. Paul Bonneveau a lui aussi disparu pour un long moment en janvier 1916. Le 24 avril 1939, il doit être rayé des listes mais le 22, les gendarmes arrêtent à Montréal dans l'Aude ce père de quatre enfants alors qu'il rentrait d'Espagne. Ils le ramènent au dépôt du 81^e RI à Montpellier où il est condamné à un an de prison en mai. Puis, la déclaration de guerre aidant, en septembre, les autorités militaires suspendent la peine et l'oublient. Il meurt en 1976 à Marseille où il s'était marié le 20 juillet 1940. Ce cas révèle d'une part que l'Espagne est restée une option de fuite privilégiée¹⁷⁶⁶ mais aussi à quel point ces réfractaires ont été surveillés bien après la guerre. C'est ce que met également en avant un courrier daté 20 décembre 1917 du Ministère de l'Intérieur qui demande au préfet d'ouvrir une enquête suite à l'interception d'une lettre écrite par « Mademoiselle Lila Cachot

¹⁷⁶⁵ Philippe BOULANGER, *La France devant la conscription, Géographie historique d'une institution républicaine, 1914-1918*, Paris, Economica, 2001, p. 173

¹⁷⁶⁶ Miguel RUQUET, *Déserteurs et insoumis de la Grande Guerre, 1914-1918, sur la frontière des Pyrénées-Orientales*, éditions Trabucaire, Canet en Roussillon, 2009.

domicilié à Bessan à Céline Arzans »¹⁷⁶⁷. Le contenu n'est pas précisé mais son autrice évoque un déserteur ou insoumis réfugié à Barcelone. Le maire répond alors que :

« « Madame Céline Arzans est domicilié à Bessan avec sa mère qui possède une carrière de pierre avec une maison. Elles sont parties toutes deux pour l'Espagne. Les Arzans sont espagnols mais la destinataire de la lettre est née en France ainsi que son frère dont il est question dans la missive. Ce frère avait été porté dans la liste de recensement de la classe 17 mais il fila en Espagne pour ne pas se présenter et il fut déclaré déserteur »

Il s'agit là d'une lettre entre deux amies bessanaises et son interception atteste une nouvelle fois combien règne la surveillance policière au bout de plus de trois ans de guerre y compris dans les dimensions les plus intimes de la vie des individus et combien elle vise particulièrement les femmes étrangères. Pilar dites Lila née en 1898 vit rue de la Douille à Bessan avec ses deux parents, tous et toutes ouvriers et ouvrières agricoles espagnols dans le plus grand domaine de la commune, celui de Caillan. Pas très loin, vivaient les Arzans, autre famille originaire de Catalogne. Pilar la mère a repris la petite carrière de basalte des Granges basses à la mort de son époux, Joseph, décédé en 1902 sous un éboulement. Elle y travaillait en famille avec sa fille Céline née en 1894¹⁷⁶⁸, mais également son fils Angel né en 1897 jusqu'à ce qu'en mai 1915 ce dernier ne se présente pas devant le conseil de révision, puisque espagnol et qu'en janvier 1916, il soit déclaré insoumis. Peut-être a-t-il été échaudé par l'incorporation plus ou moins désirée qu'ont connue certains des jeunes gens dans sa situation, jeunes mineurs étrangers, espagnols, mais nés en France comme Alexandre Daniel. Selon toute vraisemblance, Angel a donc quitté Bessan pour l'Espagne mais il a été suivi assez vite de sa mère et de sa sœur. Cette insoumission se présente comme l'affaire d'une famille revenue à Bessan en 1921 sans Angel. Numériquement, presque inexistant durant tout le conflit, le phénomène peut cependant mettre en lumière à la fois la constance dans le temps de l'extrême surveillance exercée dans le maillage territorial le plus fin du pays, la force des normes sociales qui enserrant les individus jusqu'à la fin du conflit, mais aussi la puissante capacité du conflit à nationaliser des identités qui ne l'étaient pas si nettement sur un territoire où les mobilités transfrontalières y compris saisonnières

¹⁷⁶⁷ ADH, sous-série 4M1061, Demande d'enquête du ministère de l'intérieur au préfet de l'Hérault, 20 décembre 1917.

¹⁷⁶⁸ Michel SABATERY, Stéphane PEPIN, *Bessan au fil du temps*, opus cité, p. 136-137.

restaient en permanence très vives. Dans cette logique, il existe une seconde catégorie d'insoumis durant le conflit, un peu plus nombreuse, formée des Italiens qui ne répondent pas à l'appel de leur gouvernement à l'entrée en guerre du pays en 1915. Le cas du pêcheur de sable Jules Viviani, né en 1883, arrivé, sans retour, en France en famille de la région de Pise quand il avait 10 mois donne à voir des ambiguïtés administratives concernant le sort de certains étrangers quant à leur nationalité qui prend une nouvelle dimension politique et sociale quand arrive leur mise en guerre. En effet, les registres successifs de recensements de population, qui rappelons-le restent déclaratifs, sont souvent imprécis concernant cette famille de semi-nomades, pêcheurs de sable sur l'Hérault et bateliers sur le canal du Midi. Au-delà des erreurs de dates et d'orthographe des lieux de naissance assez courantes pour tous, les Viviani apparaissent en 1891 sous le nom surprenant de « Vivial » et, alors que toute la famille a été naturalisée en 1894, la famille de Jules est déclarée française en 1891 mais italienne en 1911 et à nouveau française en 1921. Ces erreurs peuvent refléter les hésitations manifestées par les agents enquêteurs qui travaillent à partir des déclarations orales des ménages qu'elles retranscrivent sans vérification, mais elles apparaissent encore comme le signe que la nationalité n'a que peu d'importance dans la commune. Mais la guerre renationalise bien davantage les individus, dans un premier temps militairement, si l'on en croit les souvenirs du marchand de sables :

« L'année 1914 arriva avec la maudite guerre [...] Par suite d'une erreur de recrutement, je ne partis pas de suite la mobilisation [...] En 1915 un jour arriva où je fus invité par le Consul italien de me rendre à Béziers en vue de ma situation militaire, je m'y rendis et me fit part que je devais partir, faire la guerre en Italie. Je lui fis remarquer que mon père était français, et que je me considérais français comme lui je n'avais rien à défendre en Italie, si je devais partir, c'est en France que je partirais. Lui ayant exhibé certains papiers, il me conseilla alors de me rendre au recrutement français pour élucider ma situation, c'est ce que je fis. Je me rendis au recrutement, je fis part au Commandant de l'objet de ma visite. Il s'y prêta lui faisant remarquer que mon père était français avait été tiré au sort avec mon frère aîné en 1892. Il consulta les registres de l'époque et bien entendu il trouva les traces qu'il cherchait me disant que si le père était français le fils devait l'être. De ce fait, revenant sur une réponse antérieure, c'est-à-dire au 4 août, jour de la déclaration de guerre où j'avais été le voir, il me fit incorporer au 96^e de ligne qui se trouvait à Lodève »¹⁷⁶⁹.

¹⁷⁶⁹ AMA, Tapuscrit Viviani, *opus cité*

Français, Jules relève de la classe 1903. Dans le registre matricule de cette année-là, celui consulté certainement par le « Commandant », il n'a pas de fiche matricule car il a été exempté. Mais il est immatriculé à la fin de celui de 1917 avec de nombreux étrangers, sa fiche venant apporter plus de précisions à son témoignage et à ses poèmes. Finalement incorporé le 3 avril 1916 dans le 96^e RI pour quelques mois de formation, il connaît une expérience combattante de fantassin sur le front de l'ouest, de Verdun à l'Alsace, à partir du 11 novembre 1916 avant de se porter volontaire à la fin de 1917 pour l'Orient où il intègre successivement divers régiments coloniaux. Il ne rentre que le 23 mai 1919¹⁷⁷⁰. La guerre entre nations a semble-t-il consolidé, pour sensiblement l'épaissir, la frontière franco-italienne ; Chaque pays récupère ses soldats, parfois dans une certaine confusion qui atteint des ressortissants qui ont tout autant si ce n'est davantage, la Méditerranée et son littoral qu'aisément ils parcourent, que la nation, française ou italienne, pour pays. Après donc ce qui semble pour les Italiens un temps d'attente ou d'incertitude, les autorités françaises se font d'abord le relais des appels à la mobilisation provenant du gouvernement italien entré en guerre en mai 1915. Ils se traduisent par des arrêtés placardés et le passage du crieur public¹⁷⁷¹ convoquant en mairie les Italiens nés entre 1876 et 1895, avant qu'au printemps 1916 ne commence la chasse aux insoumis menée conjointement par les autorités des deux pays.

Le ministre de la guerre, le 4 avril 1916, annonce aux préfets que selon l'accord franco-italien signé le 12 mars, le gouvernement italien verse une prime de 25 francs - et de 15 liras complémentaires à partir de 1917 - à chaque agent de la force publique française qui arrête un déserteur ou un insoumis de l'armée italienne remis aux gares de Modane et Vintimille¹⁷⁷². La somme relativement conséquente peut-elle représenter un facteur incitatif pour que les policiers français se convertissent en chasseurs de primes ? Dans le canton le bilan est mitigé. Une dizaine d'Italiens plus ou moins jeunes y sont ainsi nommément recherchés. Joseph Capuano, né en 1881, marié, père de deux enfants nés à Agde, ainsi que Cosino Falco, sont arrêtés par le commissaire de police le 21 novembre 1917, suivi de Luigi Ilario, né en 1884 le 8 juillet 1918. Le 29 novembre

¹⁷⁷⁰ ADH, registres matricules, R17 1175 1903, Béziers, table alphabétique, p 19 et R17 1175 1917, fiche 1679

¹⁷⁷¹ AMA, sous-série 2D 31, registre des arrêtés du maire, 1905-1919, arrêté du 21 août 1915

¹⁷⁷² ADH, sous-série 8R836, déserteurs et insoumis de l'armée italienne.

1918, c'est au tour de Gaetano Palumbo d'être interpellé par la brigade de gendarmerie d'Agde qui à Bessan, a fait subir le même sort à Antonio d'Urso né en 1881 à Maiori en Italie et à son frère Clemente, né en 1896 qui tous deux font bien la guerre en Italie selon les photographies expédiées à Bessan¹⁷⁷³. Mais pour Rocco et Girardo Bonelli, Angelo Zito de Bessan mais aussi Vincenzo Giordano à Marseillan, la recherche s'est avéré « infructueuse »¹⁷⁷⁴. Définitivement ou pour un temps mais l'armée française n'en garde trace. Pour ces soldats, plus que d'insoumission, peut-être s'agissait-il juste d'attendre qu'une ou l'autre armée viennent les chercher d'autant que le directeur de l'usine Mantes, lui aussi italien mais non mobilisable par l'âge, demande le maintien de ses vingt ouvriers transalpins en arguant du fait qu'ils sont « indispensables au fonctionnement de l'usine »¹⁷⁷⁵.

Un peu plus qu'à l'insoumission mais à peine, les témoignages accordent de la place aux refus d'obéissance des soldats sur le front mais toujours en spectateurs qui savent progressivement, au regard de l'expérience accumulée, en mesurer les risques lisibles plus nettement dans les fiches matricules.

3.1.3.2.2. Une fois sur le front, le coût élevé de la désobéissance.

Fin janvier 1915, Pierre Bellet relate le spectacle public d'une condamnation de soldats :

« Nous assistons à une prise d'armes, en parade d'exécution pour la condamnation de deux soldats à 5 ans de prison. Ils ne paraissent pas très émus, pensant sans doute comme bien d'autres, que l'on est encore mieux en prison qu'en première ligne. Nous ignorons tous que les peines ne seraient appliquées qu'après la guerre et qu'en attendant, ils allaient mener la vie dure des compagnies de travaux publics, comme j'ai pu en juger plus tard au Camp des Claires-Chênes.»¹⁷⁷⁶

Mises en scène par les États-majors dans une perspective dissuasive, les condamnations des refus d'obéissance sur le front tels que définis par le code de la justice militaire, qui représentent une autre forme de passage volontaire dans l'illégalité,

¹⁷⁷³ Collection numérisée, « La guilde de Bessan », fonds 1914-1918, photographie de Clément Durso en tenue de soldat italien.

¹⁷⁷⁴ ADH, sous-série 8R836, déserteurs et insoumis de l'armée italienne

¹⁷⁷⁵ AMA, 705-1, registre des télégrammes officiels... *opus cité*, 23 juin 1915

¹⁷⁷⁶ Pierre BELLET, *Ma guerre de 1914*, *opus cité*, p.127

apparaissent de façon ponctuelle dans les récits où ces spectacles publics font grande impression sur les soldats éventuellement ainsi freinés s'ils envisageaient de désobéir aux ordres. En cela, l'objectif visé par les autorités paraît atteint. Pénalement coûteux donc extrêmement risqués pour leurs protagonistes, six soldats héraultais dont deux vivants dans le canton, ont été exécutés pour simple refus d'obéissance ou désertion sur le front entre 1914 et 1916¹⁷⁷⁷. Ces refus n'apparaissent dans les fiches matricules que lorsqu'ils ont donné suite à signalement et donc toujours à sanctions par un tribunal militaire. 12 cas qualifiés comme tels à peine émergent du dépouillement systématique de plus de 3500 fiches matricules. Il faudrait donc peut-être les considérer comme la pointe émergée d'un phénomène d'ampleur dans la masse des comportements qui prennent la forme de résistance voire d'opposition individuelle parfois de courte durée et qui le plus souvent n'atteignent pas la justice militaire. En effet, ces refus, y compris parfois massifs, ponctuent les témoignages combattants mais beaucoup ne parviennent pas jusqu'aux conseils de guerre. C'est le cas de celui relaté par le chef de bataillon Benjamin Simonet en Belgique qui hésite entre colère contre l'Etat-major, compassion pour les soldats et résignation pour lui-même :

« Les hommes n'ont plus le moral. Ils s'enfuient au premier danger (...) Cet obus éclatant à côté de la tranchée où se trouvait le sous-lieutenant Damler a rendu celui-ci complètement fou. Il est parti en courant au poste de secours laissant ses hommes, qui, affolés, se sont débandés eux aussi. J'ai du faire le chien de berger et faire comprendre aux hommes qu'il fallait rester puisque c'était l'ordre ; que j'y restais et que leur devoir était de faire comme moi. 17 sont revenus. C'est tout ! Encore une compagnie perdue. »¹⁷⁷⁸

Ces fuites groupées en forme de sauve-qui-peut qui apparaissent fréquemment dès la bataille de Lorraine et concernent parfois tout un régiment, se renouvellent à un moment ou l'autre de chaque grande offensive, à tel point que Pierre Bellet, lors d'une attaque allemande à Beauséjour, relate qu'il doit « prendre de graves responsabilités en l'absence du commandant qu'on ne sait où trouver »¹⁷⁷⁹, la panique ne concernant pas

¹⁷⁷⁷ Consultable sur http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/arkotheque/client/mdh/fusilles_premiere_guerre

¹⁷⁷⁸ Benjamin à Alice Simonet, 13 novembre 1914

¹⁷⁷⁹ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14, opus cité*, p.158

que la troupe mais également des officiers. Mais d'après tous les témoignages, il est rare qu'un gradé soit sanctionné ; seul Joseph Sigal qui garde des prisonniers constate fin 1917 que, même puni d'emprisonnement, le sort de l'officier n'est pas celui des troupiers :

« Ce soir je garde un officier qui est en prison mais il s'en va demain, je ne sais pas ce qu'il avait fait pour attraper 30 jours de prison. Mais tu sais que eux ils ne sont pas malheureux quand ils sont en prison. Ils ont tout ce qu'ils veulent, un lit et du feu à volonté, au lieu que le simple soldat couche sur la planche. C'est bien comme on dit toujours, entre eux ils se mangent pas »¹⁷⁸⁰

Dans les fiches matricules, le plus haut gradé puni est sergent. Pour échapper aux risques et se mettre à l'abri, certains officiers se donnent la possibilité et font le choix d'opérer autrement. Le 25 mars 1915, la veille de son évacuation, blessé par un éclat d'obus, B. Simonet constate qu'il « reste seul, maintenant, du début de la campagne »¹⁷⁸¹ sous-entendu parmi les officiers de son rang et des deux régiments partis de Lodève puisque déjà que tous sont morts ou ont été évacués blessés ou malades. Il ne reste indemne sur le front qu'un seul de ceux avec lesquels il a quitté Lodève en août 1914, Danton, le commandant du 5^e bataillon du 342^e qu'après chaque offensive, conformément au bilan habituel, B. Simonet pense assez naturellement être blessé ce qui n'est pourtant jamais le cas. Ainsi après l'attaque meurtrière des 19-20 mars à Beauséjour, les cadres ont été à ce point tous décimés qu'il se retrouve temporairement à la tête du régiment¹⁷⁸². Un hasard ? Pierre Bellet, admirateur inconditionnel de son supérieur S. Petitjean et de quelques autres officiers, avance une clef d'explication dans le portrait aussi peu glorieux qu'exceptionnel qu'il en dresse :

« C'était une espèce de brute qui n'aurait jamais du être à la tête d'une quelconque unité. Mon commandant m'ayant envoyé auprès de lui, j'eu un mal fou à y parvenir, car le pontife ne supportait pas d'être dérangé. Sa frousse était légendaire. Il ne sortait jamais de sa cagna, même pour ses besoins naturels ; c'était un de ses esclaves-ordonnances qui lui présentait une boîte prévue à cet effet (...) Je ne peux même pas dire qu'il était unique de son espèce, puisque je retrouvais plus tard un autre officier supérieur, le commandant Breton, du 80^e, aussi peu estimable. Et c'est d'eux qu'émanaient les ordres d'attaques, pondus du fond de leurs abris. Ils étaient

¹⁷⁸⁰ Joseph à Marie Sigal, 11 décembre 1917

¹⁷⁸¹ Benjamin à Alice Simonet, 25 mars 1915

¹⁷⁸² Anonyme, *Historique du 342^e Régiment d'Infanterie*, numérisation : P. Chagnoux – 2012 en ligne, p.7

tout autant d'une extrême dureté avec leurs hommes, mais il est vrai qu'ils attireraient le mépris de leurs collègues. »¹⁷⁸³

Les sanctions inscrites dans les fiches matricules ne concernent donc qu'un seul matelot, le quartier maitre de 26 ans, Félix Crastignac dont la peine suspendue a été convertie en un transfert dans le Génie. Tous les autres condamnés sont des fantassins nés entre 1884 et 1895, tous ouvriers agricoles, excepté deux employés. Un seul, possède un niveau 4 d'instruction, il est le fils aîné d'un fermier des Salins du Midi. Mais la moitié d'entre eux a obtenu un galon, de caporal voire de sergent-major, ce qui est militairement considérable étant donné leur origine sociale. La raison de la désobéissance n'est pas toujours mentionnée mais par trois fois il s'agit d'« abandon de poste en présence de l'ennemi » qui entraîne des condamnations à des peines de prison avec sursis - 15 jours, 8 mois, 5 ans- assorties le plus souvent d'un changement de compagnie, voire de régiment et même de corps d'armée. L'accusation « d'inertie devant l'ennemi » se paye d'une rétrogradation d'un échelon, sanction déshonorante, quasi systématique pour les gradés. Le premier acte mentionné se déroule en mai 1915 et le dernier en décembre 1917. Le jugement du procès en désobéissance est lourd ; aucun soldat n'est innocenté à la différence des déserteurs. Par ailleurs, la moitié de ces douze soldats finissent par mourir sur le front dans l'année qui suit leur condamnation. Rien d'étonnant si l'on en croit Joseph Sigal très remonté contre les conseils prodigués par son épouse soucieuse de lui éviter le pire :

« On voit bien que tu ne connais pas le métier, pas plus que ceux qui te conseillent, quand tu dis que si on me met en prison, je serai à l'abri des balles, si vous saviez ce que c'est, vous ne parleriez pas ainsi. Les punis de prison quand il y a une ronde ou une patrouille à faire devant l'ennemi, c'est eux qui sont choisis les premiers, et tu sais c'est un hasard qu'ils reviennent tous, ou ils sont tués, ou fait prisonniers »¹⁷⁸⁴.

La mise en parallèle des propos de P. Bellet et de Joseph Sigal révèle que l'effet dissuasif des condamnations repose peut-être autant sinon plus sur le sort très concret, et très visible, qui attend sur le front ceux qui une fois punis sont exposés de façon maximale au danger que sur la dégradation symbolique publique effectuée lors de la cérémonie de condamnation. Ce type de contestations ne mènent cependant

¹⁷⁸³ Pierre BELLET *Ma guerre de 1914, opus cité*, p.118

¹⁷⁸⁴ Joseph à Marie Sigal, 21 février 1915

qu'exceptionnellement jusqu'au poteau d'exécution. L'ouvrier agricole marseillanais Félix Milhau a pourtant été fusillé avec trois autres soldats du 96^e RI, le 22 mai 1916 à Roucy dans l'Aisne, pour des faits de désobéissance survenus dans les tranchées du chemin des Dames le 30 avril 1916¹⁷⁸⁵. Au retour des premières lignes, il avait été demandé aux soldats d'y remonter immédiatement, ce que, passablement avinés, ils avaient durant une petite heure refusé, avant d'obéir. 4 d'entre eux, plus bruyants que les autres, avaient été choisis pour passer devant un tribunal militaire. Excusés par leurs officiers de base, ils avaient été néanmoins jugés rapidement par le Conseil de guerre de la 55^e D.I, condamnés à mort après un procès bref et incomplet, sans qu'il leur ait été possible de faire appel de leur condamnation¹⁷⁸⁶. Le caractère expéditif du procès tout autant que la sévérité de la sanction pour des faits qui se produisaient couramment, trouvent un écho assez large et toujours réprobateur dans les témoignages¹⁷⁸⁷, y compris sous la plume de deux soldats du corpus. Joseph Sigal rapporte ainsi à son épouse :

« Le temps est toujours bien beau ici, c'est dommage de faire la guerre avec un temps pareil surtout pour ce que sa sert rien que pour faire tuer des hommes. Ce matin on en a fusillé 4 du 96^e, les Boches n'en tuent pas assez, il faut encore se tuer entre Français. C'est honteux de voir des choses pareilles. Enfin qu'y faire, c'est comme cela, ils font bien de nous ce qu'ils veulent. »¹⁷⁸⁸

Pierre Bellet consacre lui aussi un long passage à décrire l'évènement pour en déplorer à son tour l'issue et critiquer durement tout à la fois les généraux et la justice militaire : « Tout retomba sur quatre soldats du 96^e qui furent exécutés après un jugement qui n'est pas en faveur de la justice militaire, jugement inique. »¹⁷⁸⁹ Ce caractère impitoyable et arbitraire pris à certaines occasions par l'institution apparaît encore ici au grand jour malgré les réformes qui permettaient en théorie à cette date aux soldats de faire appel du jugement et de leur donner quelques garanties de droit, notamment depuis la loi du 27 avril 1916 qui permettait enfin les circonstances atténuantes¹⁷⁹⁰.

¹⁷⁸⁵ Denis ROLLAND, *La grève des tranchées. Les mutineries de 1917*, Paris, Imago, 2005, p.31- 33.

¹⁷⁸⁶ <http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/arkotheque/client/mdh/> fusilles, Dossier de Félix Milhau, 11 J 1738-2 - Conseil de guerre (consulté le 10 novembre 1920)

¹⁷⁸⁷ Michel MAUNY, *Emile et Léa, Lettres d'un couple d'instituteurs bourguignons dans la tourmente de la Grande Guerre*, publication à compte d'auteur, 2006/ Paul TRUFFAUD 1914 – 1918. *Quatre années sur le front. Carnets d'un combattant*, Paris, Éditions IMAGO, 1998.

¹⁷⁸⁸ Joseph à Marie Sigal, 22 mai 1916

¹⁷⁸⁹ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14, op. cité*, p. 192-193

¹⁷⁹⁰ André BACH, *Justice militaire, 1915-1916*, Paris, Vendémiaire, 2013

3.1.3.2.3. Refuser collectivement : l'écho des mutineries.

« 5 juin 1917, Ma chère Baptistine, Aujourd'hui j'ai reçu ta lettre du 30 et hier celle du 31. Celle là avait passé devant. Tu me dis que vous avez manqué du pain c'est malheureux que ce soit toujours les innocents qui payent quand les coupables et les responsables de tous nos maux sont à Paris à se vautrer dans le vice et dans les banquets à faire des beaux discours qu'ils font faire encore par leurs secrétaires c'est malheureux qu'il n'y pas un boche assez hardi pour les faire tous sauter quand ils sont tous réunis avec une bonne bombe. Je n'en dis pas plus long j'en dirais trop. Ma santé est toujours excellente je vous en souhaite de même embrasse les enfants pour moi, mille baisers de ton époux. Henri »¹⁷⁹¹

La lecture de l'unique carte conservée à ce jour du régisseur du grand domaine de la Jourdainne de Vias, mobilisé de surcroît dans l'artillerie, vient attester à quel point, à la veille de l'été 1917, la colère gronde parmi certains soldats, au-delà même de l'infanterie. C'est ainsi le lendemain que le territorial Pierre Barbezier, versé pourtant dans le 342^e RI et qui a déjà perdu ses deux frères sous les bombardements laisse éclater la sienne : « Mon droit est d'être beaucoup plus en arrière. Je ne peux dire ma façon de penser. À moins qu'ils veuillent anéantir toutes les familles. »¹⁷⁹² Rédigées au pic de la vague de mutineries qui secouent l'armée française, elles prennent ici une tonalité très politique à l'encontre des dirigeants français. Si forte qu'elles font fi de la censure et surtout de l'autocensure, même si les cartes sont expédiées sous enveloppe. Le contenu de celle d'H. Cabanel reste étroitement liée aux pénuries de pain qui ont ponctuellement gagné l'arrière à partir de 1916 et auxquelles sont sensibles, du front, tous les chargés de famille. Pour lui, l'épreuve est devenue terriblement lourde à cette date puisqu'il a déjà perdu deux cousins fantassins en 1914 et un frère en 1915 sous les balles et les obus. Ces traces viennent, à leur minuscule échelle, participer de ces expressions de grogne et d'actes multiples de désobéissance individuelle ou plus collectives qui convergent dans l'armée française de l'extrême fin du mois d'avril à la fin du mois de juillet 1917 sur un mouvement de désobéissance collective ; des combattants dénoncent ensemble la guerre et arrêtent de la faire dans un contexte événementiel très dense. Ces mutineries peuvent éventuellement venir répondre aux revendications pacifistes de l'arrière : ainsi le Marseillanais Louis Farsac, est incorporé comme sergent sans le 64^e bataillon de

¹⁷⁹¹ AMV, catalogue numérisé de l'exposition *Les Viassois dans la guerre de 1914*, 2014, photographie postale d'Henri à Baptistine Cabanel, 5 juin 1917. Henri pose devant le canon sur l'avers

¹⁷⁹² Pierre à Germaine Barbezier, 6 juin 1917

chasseurs alpins puis détaché à l'arsenal de Toulon à partir du 2 septembre 1915. Mais le 1^{er} février 1917, il est congédié par le préfet pour propagande antimilitariste, rappelé au corps le 17 février, porté disparu à Craonne le 3 juin¹⁷⁹³, bien après l'offensive catastrophique du chemin des Dames mais au cœur du mouvement. Ces mutineries ont fait désormais l'objet d'études conséquentes¹⁷⁹⁴ et l'Hérault, voire le canton, peuvent s'y forger une place singulière. D'abord parce qu'André Loez, le dernier à revisiter le sujet en se plaçant au plus près des acteurs souligne qu'aujourd'hui encore, parmi les « deux seuls courts textes publiés qui racontent l'expérience vécue de l'intérieur d'une mutinerie »¹⁷⁹⁵, se trouve celui de Louis Barthas, le tonnelier du Minervois, mobilisé dans le 296^e RI cantonné à Béziers dans lequel se trouvaient justement beaucoup d'Héraultais et d'habitants du canton, dont de nombreux mutins de 1907¹⁷⁹⁶. Ce témoignage a par ailleurs démontré de façon implacable l'importance des écrits des soldats en tant que source d'informations purement factuelles aux côtés des sources militaires comme les J.M.O., puisque dans la thèse de Guy Pedroncini, parue en 1967 qui était la première à faire des mutineries un objet d'étude, aucun régiment méridional révolté, à l'exception du 143^e RI de Carcassonne-Castelnaudary, n'apparaissait, ce qu'infirma le témoignage du caporal socialiste¹⁷⁹⁷. De plus, l'historien souligne que les mutineries pendant lesquelles les soldats ont entonné « *Gloire au 17^e* » ont réactivé parmi les officiers les soupçons liés à l'origine géographique qui concernent en priorité les Parisiens et les Méridionaux¹⁷⁹⁸. Cette méfiance des pouvoirs politiques et militaires liée à la fois aux options politiques d'un « Midi rouge » et plus encore à la mutinerie du 17^e RI s'était déjà manifestée au début de la guerre par l'affaire du XV^e Corps d'armée en août 1914 en Lorraine. En 1915, cette réputation de soldats peu courageux, peu obéissants et surtout peu cocardiers continue de courir incidemment sous la plume des chefs de bataillons des régiments de la 31^e DI, le Parisien S. Petitjean, le Lorrain

¹⁷⁹³ Le Maitron, Fiche Jules Farsac, dictionnaire des arnachistes, en ligne
<https://maitron.fr/spip.php?article156540>

¹⁷⁹⁴ Guy PEDRONCINI, *Les mutineries de 1917*, Paris, Presses universitaires de France, 1967. / Denis ROLLAND, *La grève des tranchées. Les mutineries de 1917*, Paris, Imago, 2005 / Leonard V. SMITH, *Between Mutiny and Obedience. The case of the French fifth infantry division during World War I*, Princeton (E-U), Princeton University Press, 1994 / Nicolas MARIOT (dir.), *Obéir/Désobéir. Les mutineries de 1917 en perspective*, Paris, La Découverte, Crid 14-18, 2008.

¹⁷⁹⁵ André LOEZ, *14-18, les refus de la guerre. Une histoire des mutins*, opus cité, p 15.

¹⁷⁹⁶ Louis BARTHAS, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918*, opus cité, p 471-490.

¹⁷⁹⁷ Guy PEDRONCINI, *Les mutineries de l'armée française, 1917*, Paris, 1967, PUF.

¹⁷⁹⁸ André LOEZ, *14-18, les refus de la guerre. Une histoire des mutins*, opus cité, p. 231

Benjamin Simonet ou le Limougeaud Joseph Dézarnaud. Pierre Bellet, comme d'autres méridionaux souligne « qu'on a beaucoup calomnié les troupes du Midi » et critique assez vite « le colonel Perchenet qui n'aime pas les soldats du Midi » mais lui-même n'hésite pas à attribuer à l'essence méridionale, la succession rapide de l'enthousiasme et de l'affolement qui saisit les soldats de son régiment aveyronnais dans la bataille de Lorraine¹⁷⁹⁹. Louis Barthas va plus loin en soupçonnant la mauvaise réputation des Méridionaux d'être à l'origine de la dissolution des deux régiments de réserve auxquels il appartient successivement, le 280^e RI de Narbonne en 1915 puis le 296^e RI de Béziers en novembre 1917¹⁸⁰⁰ dans lequel a été incorporé Marius Fondecave, le caporal meneur des mutins révoltés en juin 1907 devenu sergent. Si l'on en croit le caporal tonnelier du Minervois, partagé entre fascination et légère ironie critique lorsqu'il évoque le personnage, sa réputation n'a pas été oubliée :

« Le 296^e était devenu un amalgame où étaient représentées presque toutes nos races provinciales ; un bien petit nombre appartenait à la région de Béziers et bien rares étaient ceux qui n'avaient pas oublié le souvenir des tragiques accidents de 1907 [...] Cependant, on se montrait avec curiosité le caporal qui avait pris pendant quelques jours la place du colonel du 17^e régiment, ce qui ne l'avait pas empêché d'être sergent téléphoniste : il s'appelait Fondecave »¹⁸⁰¹

De fait, la majorité des soldats du 17^e RI présents en juin 1907 ont été affectés dans ce 296^e RI à l'exception notable de Jean Félix, par ailleurs secrétaire départemental de la SFIO et étrangement affecté au 258^e RI dans lequel il est le seul soldat du canton de sa classe ; 61 sont originaires du canton dont 30 mutins. Pourtant, paradoxalement peut-être aux vues de sa composition, alors que le mouvement de révolte de 1917 est puissant, Barthas souligne que son régiment se trouve sans « meneur capable de prendre une décision ou la direction »¹⁸⁰². Peut-être ces soldats ont-ils été échaudés par l'exil à Gafza consécutif à leur engagement de 1907, ou bien au contraire y ont-ils appris qu'il vaut mieux rester individuellement discrets pour d'une part être collectivement efficaces et d'autre part échapper à la répression féroce qui ne manquera pas de tomber ?

¹⁷⁹⁹ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, opus cité, p. 46-47

¹⁸⁰⁰ Louis BARTHAS, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918*, opus cité, p. 280 et p. 489-490

¹⁸⁰¹ Ib

¹⁸⁰² Ib p. 472

Stratégie payante puisque les désobéissances dans le 296^e RI n'ont pas atteint les tribunaux militaires.

Pourtant, dans les traces laissées dans les autres récits des témoins concernant ces refus collectifs, aucun élément spécifique d'appartenance régionale n'apparaît. Le 16 juin, au pic du mouvement, le Médecin major du 142^e RI Louis Jaulmes, note cette seule courte référence de son très long carnet :

« Grosse chaleur. Toujours des hommes ivres. C'est dégoûtant. Je vais essayer de changer de cantonnement. Quelle inquiétude me donne ces histoires d'indiscipline dans beaucoup de régiments ! Le 63^e, le 300^e ... Est-ce que nous sommes destinés à finir par là !! »¹⁸⁰³

L'ouvrier agricole Joseph Sigal écrit lui à son épouse le 17 juin 1917 depuis Verdun : « Il paraît que en Champagne les régiments ne veulent plus marcher, je crois bien que à force la guerre finira comme ça, quand personne voudra plus se battre. »¹⁸⁰⁴

L'adjudant Pierre Bellet enfin, leur consacre aussi quelques lignes rapides de ses mémoires pour déplorer la situation :

« Nous sommes relevés au début du mois de juillet. C'était la période critique de la guerre. Après l'échec de l'offensive d'avril au Chemin des Dames en Champagne, des désordres s'étaient produits dans certains régiments. Rien chez nous, si ce n'est un mouvement d'humeur à la 11^e Cie, un soir de relève mais qui aurait été le fait de deux ou trois ivrognes. Il y aurait eu des incidents plus graves à la 32^e D.I. et peut-être aussi au 122^e. Un ordre de l'armée nous fit connaître qu'un régiment avait eu plusieurs condamnés à mort et le drapeau retiré. Le régiment qui venait nous relever¹⁸⁰⁵ avait eu des histoires de ce genre ce qui nous faisait redouter une relève défectueuse à cause de la mauvaise réputation du Mort-Homme. Tout se passa cependant très bien, et par la suite rien n'est venu prouver le mauvais esprit de ces troupes »¹⁸⁰⁶

Ces trois récits émanent de témoins spectateurs, jamais acteurs qui peuvent en cela refléter la méfiance que pouvait être celle du soldat quant au fait de laisser une trace écrite qui le compromettrait ce qu'apprend à ses dépens, Delile, le camarade de L. Barthas, envoyé pour cela quelques temps à la compagnie disciplinaire de la division¹⁸⁰⁷. Par ailleurs, le niveau de sympathie à l'égard du mouvement, que les auteurs y soient

¹⁸⁰³ ADH, Sully Jaulmes, carnet, 16 juin 1917

¹⁸⁰⁴ Joseph à Marie Sigal, le 17 juin 1917

¹⁸⁰⁵ http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/arkotheque/inventaires_26_N_672/4, D'après le JMO du régiment, il s'agit du 298^e RI dans lequel 1000 soldats ont signé une pétition collective.

¹⁸⁰⁶ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, op. cité, p. 248-249

¹⁸⁰⁷ Louis BARTHAS, *Les carnets de guerre de Louis Barthas*, op cité, p. 281

plus ou moins favorables, indifférents voire franchement hostiles, dépend sans surprise de leur degré d'exposition au danger et de leur grade. Le soldat fantassin Joseph Sigal le voit d'un œil plus favorable que le réprobateur indigné par l'acte de désobéissance qu'est l'adjudant Pierre Bellet, instituteur ayant érigé de facto l'obéissance en valeur cardinale, tandis que le Médecin-Major hésite entre inquiétude et détachement certain. Les témoignages du corpus peuvent documenter enfin de façon variée l'ensemble des dispositifs visant à mettre rapidement un terme au mouvement déployés par l'Etat-major après une période d'hésitations et d'incertitudes voire d'atermoiements. Les conseils de guerre s'activent et sont même débordés mais dans le régiment de L. Barthas, rien de cela. Les dispositions ordinaires de la punition se multiplient et la discipline se resserre fortement. Inversement, l'Etat-major, pour éloigner certains soldats de leurs camarades, prend le risque, justement calculé, de multiplier les permissions afin de rétablir la discipline dans les régiments¹⁸⁰⁸. Cet outil, non coercitif, pourrait dès lors expliquer que les occurrences de permissions soient si nombreuses, durant cette période, dans les témoignages mis en ligne par les archives départementales¹⁸⁰⁹. Autre forme de sanction encore, cette fois en forme de simple hypothèse de la part des soldats exprimée par eux et la rumeur, la dissolution du régiment est actée¹⁸¹⁰. C'est ce que suppose L. Barthas en 1917, qui est dans le secteur de la Harazée, en Argonne : « Évidemment il y eut des raisons à cette dissolution ; la part prise par le 296^e RI aux manifestations antimilitaristes de juin dernier n'était peut-être pas étrangère à cette disgrâce qui nous frappait. »¹⁸¹¹ La même remarque se retrouve sous la plume de l'artilleur Pierre Caizergues, mobilisé dans le 56^e RAC dissous le 6 juillet »¹⁸¹². Il semble enfin que le capitaine de vaisseau au long court, Jean Goût, participe de l'appareil répressif sans vraiment s'en rendre compte. Engagé dans la Compagnie de Navigation mixte, il commande *Le Mascara* qui couvre la ligne Marseille-Bône. Il écrit à sa sœur qu'outre des marchandises, le 12 juin, il transporte 730 passagers dont 244 militaires isolés c'est-à-dire sans leur encadrement.

¹⁸⁰⁸ Emmanuelle CRONIER, *Permissionnaires dans la Grande Guerre, opus cité* / Le JMO du 24^e RIC de Perpignan fait état de 50% de permissionnaires entre le 20 mai et le 9 juin mais ne mentionne pas d'incidents. *Mémoire des hommes*, Journaux des marches et opérations des corps de troupes 26N865/18, 1^{er} janvier-26 août 1917, p 37.

¹⁸⁰⁹ ADH, fonds numérisé 1914-1918, sondage effectué au 1/ 5^e dans les récits et correspondances de fantassins.

¹⁸¹⁰ André LOEZ, *14 -18. Les refus de la guerre; une histoire des mutins, op cité*, p 343-344

¹⁸¹¹ Louis BARTHAS, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918, opus cité*, p. 489-490

¹⁸¹² ADH en ligne, fonds 1914-1918, 30 PRI 1, Fonds Pierre Eloi Caizergues (1887-1854)

Parmi eux, 195 « Joyeux » destinés aux bataillons disciplinaires d’Afrique dont une quarantaine sont arrivés à bord de quatre voitures cellulaires, enchaînés et conduits par des gendarmes qui quittent le navire une fois les soldats placés en liberté :

« Dès que l’on fut en mer les Joyeux se livrent à des manifestations bruyantes. La plus grande partie d’entre eux étaient dans un état d’ivresse... scènes d’obscénités et de violence entre eux... altercations et voies de fait avec les tirailleurs. Le lieutenant indigène Safrioune ayant voulu mettre de l’ordre fut insulté, bousculé mais grâce à son calme et à son énergie, un malheur a été évité »¹⁸¹³

Avec le concours des sous-officiers passagers du navire, le capitaine parvient à faire « enfermer les plus énergiques »¹⁸¹⁴. L’hypothèse qu’il s’agirait de mutins soustraits du front hors de toute procédure disciplinaire paraît plausible. En effet, afin de compléter les condamnations judiciaires pour les unités considérées comme les plus fautives, A. Loez, rappelle qu’une politique d’épuration est décidée par le haut commandement qui valide le transfert de mutins présumés vers les colonies dans des bataillons disciplinaires et vers des ateliers de travaux forcés en dehors de tout cadre juridique. Le 9 juin avait été lancé le recensement de 1400 « mauvais soldats » à transporter outre-mer. Au total près de 2000 soldats sont ainsi extraits de leurs unités sans jugement, chiffre que Pétain estime suffisant pour représenter un avertissement sérieux¹⁸¹⁵. Avant même la fin de l’été, l’épisode est terminé, la fenêtre s’est refermée sur les champs de fins de la guerre possibles. Sous le commandement de Pétain, l’encadrement militaire a rétabli l’ordre de multiples façons et les soldats ont recours à des stratégies moins coûteuses mais comme le souligne A. Loez, c’est « la radicalité de la transgression dans le contexte d’une armée en campagne qui donne une exceptionnelle intensité à la révolte des soldats de 1917. »¹⁸¹⁶

3.1.3.3. Aux frontières de l’illégalité.

Entre des actes d’évitement massifs ou individuels tout à fait légaux et des refus illégaux et visibles fortement sanctionnés par les autorités militaires, il existe une série

¹⁸¹³ AMA, fonds 1914-1918 numérisé Rigal, Archives privées J. Marie Rigal-M.C. Goût, lettre du 15/06/1917 de Jean Goût au contre-amiral Allemand, commandant de Marine à Marseille.

¹⁸¹⁴ Il n’existe pas de journal de bord en ligne consultable, à la différence d’autres vaisseaux plus importants

¹⁸¹⁵ André LOEZ, *14 -18. Les refus de la guerre; une histoire des mutins*, op cité, p 524

¹⁸¹⁶ André LOEZ, *14 -18. Les refus de la guerre; une histoire des mutins*, op cité, p 201-202

de chemins de traverse qu'empruntent souvent les soldats, à la frontière des deux territoires, difficiles à classer ou interpréter, tant les sources sont différemment interprétables mais qui viennent attester de la capacité à agir des individus pour refuser de mourir à la guerre.

3.1.3.3.1. Interpréter les règlements sur les permissions

La loi militaire prévoit qu'un manquement à l'appel trois jours d'affilée équivaut à une désertion. Pourtant, Emmanuelle Cronier a relevé que prolonger de quelques jours une permission s'est imposé comme un phénomène de transgression massif utilisé par les soldats, en croissance permanente à partir de l'été 1915. Dans les gares, à l'arrivée et au départ, les soldats en transit doivent faire timbrer leur titre. L'objectif pour ceux qui veulent prolonger le séjour consiste à le faire postdater à l'aller et antidater au retour en jouant sur la longueur réelle ou supposée du trajet car, le calcul de la durée des permissions n'incluant pas les délais de route, les autorités militaires sont toujours dans l'incapacité d'évaluer le temps nécessaire. E. Cronier écrit que

« dans la plupart des cas, seul un aveu permet de confondre les coupables. Conscients des faibles risques qu'ils prennent, les permissionnaires semblent peu retenus par les sanctions prévues qui vont de la suspension des délais de route jusqu'au conseil de guerre en cas d'une désobéissance considérée comme une désertion »¹⁸¹⁷.

C'est ce qui se lit très tôt sous la plume de Clémence Serven à son époux : « Le cousin Louis est arrivé le jour de la Noël. Il a eu 8 jours de permission et lui en a pris 3 de plus pour passer voir son frère Marius à Paris et nous dit quand je serai rendu ils feront de moi ce qu'ils voudront mais au moins j'aurai vu mon frère.»¹⁸¹⁸ Les soldats ne se lancent pas toujours à l'aveugle puisque le dispositif a visiblement déjà été expérimenté dans les casernes. Ainsi, au printemps 1915, P. Loubet, tardivement récupéré est immédiatement témoin du départ massif sans permission de soldats de celle de Perpignan où il vient d'arriver :

« Le mieux c'est lorsque l'on peut partir c'est de le faire. Les Cettois et Mézois¹⁸¹⁹ s'entendent très bien. Ils ont du toupet. Il y en a qui partent vers le milieu de la semaine sans permission et ils arrivent deux ou trois

¹⁸¹⁷ Emmanuelle CRONIER, *Permissionnaires dans la Grande Guerre*, opus cité, p. 126-128

¹⁸¹⁸ Clémence à Jean Serven, 29 décembre 1915

¹⁸¹⁹ Habitants de Sète qui s'orthographiait autrefois « Cette » et de Mèze.

jours après. Seulement lorsque l'on fait l'appel toujours quelqu'un de leur escouade répond présent pour eux et ils n'y sont pas. Ils mènent un manège à tour de rôle depuis qu'ils sont mobilisés. Jamais personne ne leur dit rien. Et voilà qu'un malheureux type entré le même jour que moi s'étant trouvé indisposé en ville le soir de notre vaccin eut la mauvaise idée de se faire porter malade dans une chambre en ville pendant deux jours. et alla en prison »¹⁸²⁰

On le voit, la dimension collective, et organisée, de la transgression rend sa sanction si difficile qu'elle en reste impunie, à la différence du départ individuel, lui lourdement sanctionné. Constatant finalement cette situation, Paul en fait rapidement, autant, jusqu'à ce que les contrôles en gare se durcissent et fassent croître le risque : il faut désormais « présenter la permission avec le cachet du commandant de place »¹⁸²¹ puis se présenter en groupes de permissionnaires « car il est défendu de donner des tickets à la gare à des militaires isolés » Mais rajoute-il, ce qui s'y sont tout de même risqués « ont encore pu s'enfuir sans être punis. »¹⁸²²

De retour sur le front, une fois repéré, le fraudeur est passible de sanctions qui peuvent à la fois être bien plus sévères mais aussi se renforcer à certains moments. C'est ce qui lit en mai 1917 sous la plume de Joseph Sigal, quand l'agitation commence à gagner les troupes :

« Ce matin je suis été voir le conseil de guerre, mais je n'ai pas pu y rester longtemps rien que d'entendre parler les juges ou les avocats ça fait frémir. Presque tous sont condamnés parce qu'ils sont rentrés en retard de permission. Il y en a qui ont 6 mois de prison, d'autres un an, ça dépend. Je t'assure que c'est triste de voir ça. Si encore on les y mettait en prison, mais on les envoie travailler en première ligne, tout le temps. »¹⁸²³

Pourtant, ce recul des dates de retour reste une modalité utilisée jusqu'à la fin du conflit, parfois plus massivement encore, comme le constate le jeune Philomen Mioch :

« Les permissionnaires venaient du front et leur moral était très bas en particulier au cours de l'hiver 1917-1918. Il y avait eu le Chemin des dames, des régiments s'étaient révoltés (...) Ils sentaient la fin approcher, ils étaient de plus en plus réticents et de plus en plus nombreux à refuser de monter au front. »¹⁸²⁴

¹⁸²⁰ Paul à Marie Loubet, 14 mars 1915

¹⁸²¹ Paul à Marie Loubet, 27 mars 1915

¹⁸²² Paul à Marie Loubet, 29 mars 1915

¹⁸²³ Joseph à Marie Sigal, le 21 mai 1917.

¹⁸²⁴ Philomen Mioch, *Les tribulations d'un ouvrier agricole, op cité*, p. 26-28

De même, la jeune couturière Albine Combes met en garde son fiancé Marius Gavinaud, encore le 16 mai 1918 : « Tu me dis sur ta lettre que tu as eu 4 jours de boîte. Que tu ne viennes plus sans permission car étant nouveau ce n'est pas de bonnes notes. Je vais aller chez ta mère mais je vais lui dire que je n'ai rien reçu parce que je ne peux pas lui faire voir que la moitié de la lettre. »¹⁸²⁵ Cette carte révèle tout autant l'inquiétude familiale permanente quant au sort du soldat et le souci des mères de ne pas voir leur fils se mettre en danger en choisissant l'illégalité, ce qui peut représenter un frein puissant au passage à l'acte.

Ce jeu des soldats autour de l'interprétation du règlement peut également attester des décalages possibles entre l'évaluation d'un même fait par deux supérieurs différents dans des contextes spécifiques. En effet, si faire timbrer avec retard son titre de permission est une pratique délictueuse mais visiblement extrêmement courante et peu punie, les exceptions existent. C'est le cas le 3 septembre 1917 du sort réservé au caporal André Larrat dans le 3^e RI, blessé à Nieuport en mai 1916, cité pour cela et cité encore le 11 avril 1917 pour acte de bravoure, qui n'échappe pourtant pas à une rétrogradation au rang de soldat de 1^{ere} classe accompagnée d'une mention stigmatisante : « Titulaire d'une permission de 7 jours, et n'ayant fait timbrer son titre de permission que 2 jours après son arrivée, a fait une absence illégale de trois jours environ donnant le plus fâcheux exemple à ses subordonnées ». Il se trouve que cette condamnation à caractère exemplaire, unique dans les fiches matricules, tombe au moment du resserrement disciplinaire mis en place dans les unités après les mutineries de l'été. L'ex caporal marseillannais est tué à Laffaux le 8 septembre 1918. En juillet 1918 encore, le soldat Augustin Vernière, classe 1916, voit ce délit qualifié de « désertion » par le conseil de guerre qui le punit d'un an de prison avec sursis. Alors combien ont-ils été à ne pas se faire prendre ? La majorité écrit Emmanuelle Cronier, à avoir été adroits, plus discrets ou n'ayant pas eu affaire à un supérieur pointilleux ou un camarade jaloux, bref à avoir eu suffisamment de chance.

Cette immense chance qui a même évité le retour au front a touché exceptionnellement Alexis Gauthier classe 1908, matricule 143 au recrutement de Béziers, ouvrier agricole qui tourne de domaine en domaine dans la plaine Biterroise, marié en 1907, père de

¹⁸²⁵ AMA, fonds privé 1914-1918 Barascud, Albine Combes à Marius Gavinaud, 16 mai 1918.

deux fillettes, mobilisé comme tambour dans le 96^e RI. Il rejoint le front avec un peu de retard le 21 octobre 1914 et le 21 mars 1915, un de ces jours terribles de Beauséjour, il obtient un bon de déplacement pour se rendre chez lui sans que, là encore, raison ne soit spécifiée sur sa fiche matricule. Il y reste jusqu'à la démobilisation. Enfin interrogé par les gendarmes de Montpellier en 1923, il se défend, arguant du fait qu'il n'a jamais reçu l'ordre de rejoindre son corps. Oublié par les gendarmes ? Cas unique des plus de 3500 fiches dépouillées. L'affaire semble en rester là puisqu'il reçoit même la médaille de la Victoire.

À côté de ses interprétations élastiques de la loi concernant les permissions, impossibles à faire appliquer à la lettre par les autorités, ce que perçoivent parfaitement les militaires, la captivité, qui a concerné les soldats dès les premiers jours de combats, s'invite dans les témoignages comme une éventuelle modalité offerte pour fuir ou éviter la mort dans les batailles.

3.1.3.3.2. Interroger la capture

Dès le début de la guerre, les conditions de l'arrêt des combats pouvaient être entachées de suspicion de lâcheté ou pire encore de trahison, et après la guerre certains prisonniers ont été accusés de s'être volontairement laissé capturer. Le suicide de Roger Salengro lié à la campagne médiatique de diffamation qu'il a subie reste le cas le plus célèbre des manifestations de cette violence symbolique déployée après guerre par un harcèlement public. Selon Odon Abbal, à cause de cette défiance larvée¹⁸²⁶, la figure du prisonnier aurait pris la forme de « l'oublié »¹⁸²⁷ de la mémoire nationale de la guerre. Elle a été retrouvée, par lui-même d'abord qui, dès 1984, consacrait une thèse universitaire pionnière aux prisonniers de l'Hérault et du Gard¹⁸²⁸. Elle ouvrait un champ d'une recherche plus tardive mais massive qui ne s'est plus refermé¹⁸²⁹. Pour autant, très

¹⁸²⁶ Odon ABBAL, « Un combat d'après-guerre : le statut de prisonniers », In *Revue du Nord*, tome 80, n°325, Avril-juin 1998. *1914-1918, guerre et occupation*. p. 405-416

¹⁸²⁷ Odon ABBAL *Soldats oubliés. Les prisonniers de guerre français*, Esparon, 2001.

¹⁸²⁸ ADH TAR 204, ABBAL Odon, *Les prisonniers de guerre 1914-1918 : prisonniers du Gard et de l'Hérault* / Thèse présentée à l'université Paul Valéry en 1984.

¹⁸²⁹ L'occurrence « oublié » est remarquablement fréquente ; Jean- Claude AURIOL, *Les Barbelés des Bannis. La tragédie des prisonniers de guerre en Allemagne durant la Grande Guerre*, Paris, Tirésias, ces oubliés de l'Histoire, 2004 / Annette BECKER, *Oubliés de la Grande Guerre. Humanitaire et culture de guerre, populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Paris, Hachette, collection « Pluriel », 2003 / Frédéric MEDARD, *Les*

tôt, certains ont tenté de défendre « l'honneur combattant » des captifs à l'image du journaliste Jean Volvey Segonzac affirmant en 1922 qu' « avoir été prisonnier est un titre de gloire militaire Avoir été prisonnier pour un poilu est la preuve irréfutable qu'il n'est pas un embusqué, qu'il était dans la tranchée. »¹⁸³⁰ Dans le canton, le sergent Jean Félix rentré de captivité et qui prépare son élection de maire et de député, participe ainsi activement à l'action nationale qui vise à défendre l'honneur mis à mal des soldats du 258^e RI dissous à Verdun après la bataille perdue de Malancourt - 20 au 23 mars 1916 - durant laquelle 2500 hommes ont été capturés. Ces soldats ont été immédiatement soupçonnés par les autorités militaires de reddition sans combat. Il apporte donc dans une longue lettre à son commandant une lecture politique introductive à sa description et son analyse des faits :

« Je connais une partie des calomnies répandues de bonne heure sur notre régiment. Dans quel but ? Y-a-t-il de plus hautes responsabilités à masquer par une diversion ? Tout cela n'est-il qu'un anneau de la chaîne de diffamations que l'on forge depuis août 1914 contre le Midi en général et le XV^e corps en particulier ? Mais je connais aussi deux choses que rien n'arrête. C'est la vérité et la justice qui en découle. C'est pourquoi je demeure fier d'avoir servi le pays dans les rangs du 258^e sous les ordres d'hommes tels que vous »¹⁸³¹

L'affaire représente un de ces épisodes meurtriers qui rythment la bataille de Verdun. L'attaque allemande préparée par un tir d'artillerie d'une longueur et d'une violence inouïe trouve au bout de huit heures peu de survivants à affronter. Deux compagnies, dans lesquelles se trouve d'ailleurs J. Félix, résistent encore deux jours. Le JMO du 258^e RI décrit cette phase :

« Cette attaque soudaine qui ne trouve plus devant elle que des défenseurs ensevelis dans leurs abris effondrés et des défenses accessoires rasées par le bombardement progresse rapidement jusqu'au réduit sud du bois où le commandant de la brigade et son état-major sont cernés dans leur poste. »¹⁸³²

Une enquête est rapidement ouverte par l'État-major de la II^e armée pour déterminer les causes de ce qu'il estime être une « défaillance sans précédent » depuis le

prisonniers en 1914-1918, Acteurs méconnus de la Grande Guerre, 2010, Paris, SOTECA / Evelyne GAYME, *Les prisonniers de guerre français, enjeux militaires et stratégiques, (1914-1918 et 1939-1945)*, Paris, Economica, 2010.

¹⁸³⁰ Jean Segonzac-Volvey, « Les prisonniers furent des combattants » dans *Almanach du Combattant et des victimes de guerre*, 1922, Paris, les Editions du Combattant, Paris, 1922, p.197

¹⁸³¹ Archives privées Laurent Félix, lettre de Jean Félix à son commandant de compagnie, ? mai 1919

¹⁸³² SHD, Archives en ligne, JMO 258e RI cote 26 N 730/5

début de la bataille. Elle met en lumière l'épuisement des hommes et la baisse du moral face à l'hécatombe. Le général Pétain profite de cet épisode pour appuyer encore un peu plus ses demandes en renfort d'artillerie lourde, seule capable d'enrayer les offensives allemandes. Les deux régiments qui composent la brigade sont dissous, le 111^e étant même le seul régiment d'active à connaître ce sort durant la guerre. Le 258^e qui appartient au XVe corps subit une fois de plus les conséquences de la mauvaise réputation des unités méridionales. Une seconde enquête ouverte après-guerre au retour des prisonniers dont Jean Félix, ne conclut pas à une défaillance mais à une attaque sans précédent aux conséquences meurtrières¹⁸³³. Certainement déjà conscients de ces enjeux qui peuvent les conduire au poteau d'exécution, les rares auteurs qui reviennent sur les conditions et les étapes de leur propre capture mettent les formes écrites pour en livrer un récit socialement et surtout militairement acceptable. Ainsi Valentin Fournier, soldat au 96^e RI, prisonnier à Languemark en Belgique dès l'automne 1914 relate avec lyrisme la reddition groupée survenue après un long moment de résistance héroïque, vaincue par la supériorité numérique, de l'adversaire, ce qui apparaît comme un acte militaire éminemment stratégique et humainement judicieux :

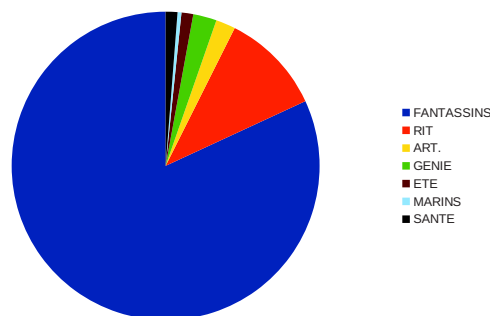
« C'était le 30 octobre à la pointe du jour, un violent combat s'est commencé, les canons ronflaient, les mitrailleuses tiraient et les fusils faisaient répéter les échos. Une compagnie de notre gauche étant chargée d'assurer cette ligne qui n'a pas pu tenir alors que notre ligne a été prise de flanc. Après quelques heures de résistance les quelques hommes que nous restions nous avons été pris. De tous les côtés nous avons des balles et des obus qui arrivaient de partout et tout à un coup nous avons vu venir les Allemands derrière et devant nous il a été impossible de nous défendre à cause que nous étions pas assez nombreux et nous avons fini les munitions. Alors nous avons été obligés de nous rendre prisonniers, c'était 4 heures et ½ du soir. Ils nous ont pris, nous avons traversé les secondes et dernières lignes allemandes »¹⁸³⁴

Insister sur la résistance, qu'elle ait eu lieu ou pas, c'est donc pour le soldat qui sait ce qu'il peut en coûter, se prévenir d'éventuelles accusations de trahison. Pierre Bellet raconte justement que, dans cette bataille de l'Yser, le lieutenant-colonel du 96^e RI accuse la 12e compagnie du 3^e bataillon, précisément celle de Valentin Fournier, de s'être rendue sans combattre et réclame un jugement à la peine capitale pour son

¹⁸³³ Pierre Miquel *Mourir à Verdun*, Paris, Tallandier, 2011 / <http://verdun.1916-2016.sam2g.fr/2016/03/25/20-mars-1916-la-defaillance-de-la-29e-di> (consulté le 18 mai 2020)

¹⁸³⁴ 1^{er} et 2^e carnets de Valentin FOURNIER

lieutenant¹⁸³⁵. Donc se rendre mais quand ? Trop tard, c'est la mort assurée. Trop tôt et ce n'est rien de moins que le risque réel de se retrouver face au peloton d'exécution, ce qui arrive à Pierre Julien né à Thio en Nouvelle Calédonie le 3 février 1893. Cet étudiant d'Aix en Provence est incorporé dans le 4^e RIC comme soldat de 2^e classe. Il est exécuté le 3 février 1915 à Dommartin dans la Marne après avoir été accusé puis condamné à mort pour « désertion devant l'ennemi » mais aussi pour « avoir entretenu des intelligences avec l'ennemi le 29 octobre au nord de Virginy (Marne) »¹⁸³⁶. Le récit du caporal Léopold Couïssy évoque également ces faits d'assez lyrique façon selon laquelle dans le secteur de Massiges en Champagne les combats s'arrêtent une demi-heure entre les tranchées, le temps qu'au petit matin, un capitaine allemand remette à son collègue français le soldat qui s'était rendu. Il passe devant le conseil de guerre et aurait été fusillé dès le lendemain. »¹⁸³⁷ Dans le canton comme en France, le phénomène de captivité est relativement massif dès août 1914 puisqu'il concerne autour de 245 combattants soit environ 7,6 % des mobilisés, ce qui correspond à la moyenne nationale proposée par Odon Abbal qui avance des chiffres qui n'ont pas été démentis, oscillant entre 580 923 et 602 659, soit 7.5 à 7.8 des mobilisés. Dans l'Hérault, l'historien comptabilise 4879 captifs essentiellement retenus en Allemagne. Bien plus que l'ensemble des soldats mobilisés qui n'en représentent qu'environ la moitié, ces soldats appartiennent massivement – 91 % - à trois types d'unités de fantassins : régiments d'infanterie, chasseurs et infanterie coloniale, dont ils représentent alors 11,5 % des mobilisés. La captivité est donc un phénomène massif.



¹⁸³⁵ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14, opus cité*, p. 96

¹⁸³⁶ SHD/GR 11 J 2805-1 - Conseil de guerre en ligne sur <http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr>

¹⁸³⁷ ADH 125 PRI, *Carnet de Léopold Alfred Couïssy*, p 52

Figure 68. Corps d'incorporation des prisonniers au moment de leur capture

Tableau 3-8. Grade des prisonniers

SAPEURS Et SIM	CANONNIERS	SOLDAT	CAPORAUX	SERGENTS	SS LIEUTENANT	LIEUTENANT	QUARTIER MAITRE
5	3	212	15	6	1	1	2

Il n'y a parmi eux que deux officiers, un lieutenant et un sous-lieutenant. Le nombre de gradés aux deux premiers niveaux- caporaux ou sergents -, correspond à la proportion de l'ensemble des fantassins. Les autres, 85,5 %, sont des soldats du rang auxquels s'ajoutent quelques sapeurs du génie, canonniers de l'artillerie ou infirmiers des services de santé ainsi que deux marins.

Plusieurs facteurs peuvent converger pour, au-delà de toute question morale d'autrefois et d'aujourd'hui, inviter à interroger la captivité comme ressource possible à l'allègement du risque choisie par les soldats et leurs familles dans la durée de la guerre. En effet, si aucun acteur ne prend le risque de l'exprimer explicitement pour lui-même, beaucoup en font état pour d'autres. Pierre Bellet cite par exemple le cas de ces territoriaux furieux d'avoir été incorporés dans un régiment d'active à Beauséjour le 20 mars 1915 qui « vont jusqu'à se déclarer prêts à se rendre à la première offensive »¹⁸³⁸, bataille qui, on l'a vu, terriblement meurtrière a fait très peu de captifs. Le premier facteur réside dans une perception de la captivité par les soldats qui évolue, lisible dès le début dans la succession des entrées du carnet du Médecin-major Joseph Picheire qui passe de la peur au soulagement concernant le sort de son frère : le 7 octobre 1914 il écrit « Mon frère serait prisonnier. Je frémis en songeant à toutes les privations, à toutes les avarices auxquelles ces barbares ont pu le soumettre » mais dès le 24 novembre, il se console de cette situation du moindre mal : « J'ai eu la chance d'apprendre que mon frère était en vie. Mais il est prisonnier à Ingolstadt, j'ai reçu une de ses cartes. » Au début de la guerre, dans l'incertitude et le constat partagé des exactions perpétrées par de l'armée allemande, la reddition n'apparaît clairement pas aux soldats comme une solution viable. Ainsi en 1914, Pierre Bellet fait le récit de la reprise de Lunéville dans laquelle ont pu se faufiler quelques soldats et qui atteste par la même cependant que certaines lois de la guerre sont respectées par l'ennemi :

¹⁸³⁸ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14, opus cité*, p. 145

« Notre 96^e avait retrouvé à Lunéville une partie de son service de santé, médecins et brancardiers faits prisonniers le 22 août et que les boches avaient laissés avec les blessés lors de leur évacuation. Quelques uns d'entre eux étaient des hommes de troupes ayant endossé le brassard de brancardier avant d'être pris. Ce stratagème leur avait permis de ne pas être emmenés, et un peu plus tard de retrouver leurs camarades de combat. »¹⁸³⁹

En fait, lorsque les opérations commencent sur le front, en août 1914, la confusion règne. Le sort des prisonniers de guerre est réglé, depuis le 18 octobre 1907, par la convention de La Haye signée par 44 pays et définissant la responsabilité des États vis à vis de leurs prisonniers en ce qui concerne le mode d'internement, la discipline, le travail, la solde, le courrier, les rapatriements, mais personne n'a prévu l'afflux de captifs et la longueur de la captivité. D'après Evelyne Gayme, aucun règlement militaire allemand ne fixe vraiment le sort réservé aux prisonniers qui est largement ignoré en France durant les premiers mois de la guerre : autant de camps, autant de régimes particuliers mais qui sont peu à peu connus grâce aux lettres même censurées et aux inspections de la Croix rouge relayées dans la presse¹⁸⁴⁰. L'émergence massive récente de témoignages de prisonniers par leur publication ou leur mise en ligne a mis en avant l'extrême variété de situations. En effet, l'extrême dureté de leur condition est plus grande dans certains camps, dans certaines circonstances et à certains moments que dans d'autres. En 1915, c'est à Lechfeld, Minden, Niederzwehren que les conditions sont les plus difficiles: pas de chauffage, pas de lit, peu de soins sanitaires, peu de nourriture. En 1916-1917, les prisonniers français travaillent surtout à l'arrière des fronts de Verdun, de l'Aisne et de Champagne.

Durant les premiers mois, dans la confusion de la bataille inhérente à la phase de mouvement, l'évasion reste encore possible. Jules Arnaud, 24 ans, soldat dans le 58e RI, est capturé à Lagarde le 11 août 1914 puis repris six jours, plus tard par les Français. D'autres fois, c'est la situation qui crée les conditions de la fuite. C'est ce qui arrive à une patrouille du 4^e RIC dans la Marne à laquelle appartient le caporal Léopold Couissy qui raconte qu'après avoir été fait prisonnier avec trois autres soldats, ils sont

¹⁸³⁹ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14, opus cité*, p. 66-67

¹⁸⁴⁰ Evelyne GAYME, *Les prisonniers de guerre français, enjeux militaires et stratégiques, (1914-1918 et 1939-1945)* Paris, Economica, 2010.

« miraculeusement » abandonnés par les Allemands manifestement obligés de partir en abandonnant les captifs qui en profitent pour s'enfuir et réintégrer leur unité¹⁸⁴¹. De même, à la reprise du déplacement des armées, un camarade de Paul Honorat s'évade le 12 juin 1918 dans l'Aisne lors d'une marche de repli tandis qu'un autre est repris et François Fabre a conservé un certificat attestant de son évasion. Jules Maurin a relevé dans les sources militaires vingt cas, toutes effectuées à partir d'avril 1918, lors de la reprise de la guerre de mouvement qui rend la chose possible¹⁸⁴².

Mais au cours de la guerre de tranchées, les campagnes de propagande menées par les autorités allemandes sur le front par le biais notamment de photographies de camps et de captifs heureux, participent d'une guerre psychologique livrée par les États-majors qui cible les soldats ennemis afin, non seulement qu'ils se rendent, mais qu'ils y soient également incités par leurs familles. Jean Félix lui-même envoie en 1916 une photographie de son équipe de football du camp allemand de Minden où il est prisonnier tandis que Paul Loubet envoie photo sur photo de groupe du camp de Meschede. Combien de soldats éprouvés ont pu y être sensibles ? Mais aussi combien de familles ? Par ailleurs, beaucoup de témoins combattants français, au-delà de l'expression d'un certain élan cocardier, présentent très fréquemment dans leurs correspondances des prisonniers allemands visiblement heureux et soulagés d'avoir été capturés, d'autant qu'ils sont bien traités. C'est ce que S. Petitjean par exemple écrit à son fils dès le 30 novembre 1914. P. Bellet raconte ce même épisode en décrivant une scène d'échanges cordiaux qui débouchent même sur une promesse de retrouvailles après la guerre¹⁸⁴³. Il devient alors possible par un jeu de miroir de contourner l'occultation mise en œuvre par les prisonniers français sur les conditions de leur propre capture dans leur témoignages pour émettre l'hypothèse qu'ils se sont trouvés dans le même état d'esprit et ont été traités de la même façon que ces prisonniers allemands en France et qu'ils ont réagi en Allemagne de façon identique. Cette étape passée ne remet évidemment pas en question les difficultés à venir dans les camps. L'expression de la reddition volontaire groupée en mai 1917 se lit explicitement sous la plume de Louis Barthas qui rajoute une perspective politique positive, réactivant le vieux mythe racinien :

¹⁸⁴¹ ADH en ligne, Carnet de Léopold Couissy.

¹⁸⁴² Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société - Soldats Languedociens (1889-1919)*, op cité, p. 408

¹⁸⁴³ Saint Prix à René Petitjean, 30 novembre 1915 / Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, opus cité, p. 89-90

« Exaspérés, désespérés, des hommes se rendirent aux Allemands et des Allemands se rendirent aux Français. « Quels lâches ! » Diront les bons patriotes de l'arrière. Mais si des deux côtés tous les soldats avaient fait pareil, n'eût-ce pas été sublime ? Les généraux se seraient battus entre eux »¹⁸⁴⁴

Le caporal Cyril Vallière décède le 26 août des suites de ses blessures au camp de Minden, le Viassois Victor Banel, sergent du 296^e RI, est victime le 8 mai 1915, selon toute vraisemblance, de l'épidémie de typhus qui ravage celui de Cassel. Jules Gleizes meurt le 28 mars 1917 dans le Lazaret de Septarge dans la Meuse, de froid et d'épuisement, deux mois après avoir été capturé, Louis Carayon partage le même destin trois mois plus tard. Tous deux font partie des quelques 4000 prisonniers qui périssent en France dans la zone occupée par l'ennemi. Si ces destins sont tragiques, ces quatre morts restent pourtant des exceptions numériques puisque les huit autres prisonniers meurent en 1918 après l'armistice. Cette année-là, l'Allemagne soumise à l'arme du strict blocus des Alliés en est à sa troisième année de rationnement, ayant alors bien davantage de mal à nourrir sa population. Dès lors, une échappatoire possible se dessine progressivement dans la captivité. Assez vite, sous l'influence peut-être du courrier, des discussions, de la propagande ennemie et des calculs de survie, elle devient objectivement pour tous les acteurs, un horizon d'attente somme toute positif, lorsque il devient clair que le risque encouru n'alterne, pour un fantassin, qu'entre l'emprisonnement, la blessure plus ou moins mutilante ou la mort. Cette perception peut se retrouver à l'arrière. Louis Barthas relate ainsi que, si à Narbonne au début de la mobilisation, les civils invectivaient les premiers trains de prisonniers, « bientôt cette haine farouche s'atténua quand on eut les preuves qu'on ne massacrait pas tous nos prisonniers et que même, chose inimaginable, ces barbares soignaient ceux qui étaient blessés. »¹⁸⁴⁵ Et c'est parfaitement conscient de cela que Paul Loubet écrit à Marie dès 1916 : « Quelles dures épreuves tant pour toi comme pour moi. Mais toi tu peux avoir confiance car je te reviendrai tandis que beaucoup de femmes ne reverront plus les leurs. »¹⁸⁴⁶ Marie Sigal à partir de juin 1918 encore s'inquiète sur le sort de son frère

¹⁸⁴⁴ Louis BARTHAS, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, opus cité*, p. 468

¹⁸⁴⁵ *Ib*, p 21

¹⁸⁴⁶ Paul à Marie Loubet, 1^{er} mai 1916

Louis dont elle n'a plus de nouvelles et à cette date tous et toutes savent ce que cela peut signifier. Son époux la rassure avec une série d'arguments dans laquelle la captivité acquiert un statut résolument positif :

« Des fois il peut avoir été blessé et qu'il ne peut pas écrire ou qu'il n'a pas eu le temps, tu sais bien comment c'est quand on change. Ou des fois il peut être prisonnier et alors ça demande encore plus de temps. Il ne faut pas se tourmenter. Il vaudrait mieux qu'il soit prisonnier, au moins il serait sûr d'avoir la vie sauve. Et lui ne serait pas malheureux là-bas en travaillant la terre »¹⁸⁴⁷

Ce que disent les courriers et les bouche-à-oreille est confirmé par des chiffres qui montrent qu'être prisonnier peut représenter une situation plus (en)viable que d'être au front. Dans le canton, plus de 33 % des fantassins sont morts au combat ou des suites de leurs blessures. Mais c'est le sort de seulement 4,9 % de l'ensemble des prisonniers et de 6 % des fantassins prisonniers. Bien moins encore avant novembre 1918 et les effets de la grippe. Objectivement, malgré les souffrances subies, les prisonniers ne sont quasiment pas en danger de mort, et, à l'arrière et à l'avant, cela se sait, rassure les familles et offre peut-être des possibilités stratégiques aux soldats.

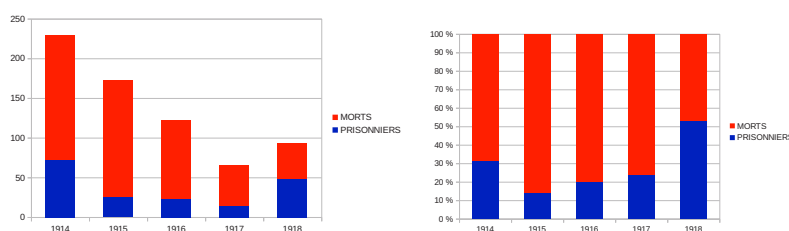


Figure 69. Fantassins disparus, tués à l'ennemi ou mort des suites de leurs blessures et prisonniers, 1914-1918 (31 novembre) 1. À l'unité. 2. En pourcentages

C'est peut-être enfin ce qui peut se lire dans l'observation comparée des nombres de fantassins morts ou prisonniers. En effet, durant quatre années le nombre des décès de fantassins au front est très supérieur à celui des captifs ; deux fois plus en 1914 lors de la guerre de mouvement essentiellement, huit fois plus en 1915, quatre fois en 1916 et 1917 mais en 1918, le ratio s'est carrément inversé. Pour la première fois, il y a légèrement plus de prisonniers que de morts. On peut donc raisonnablement émettre l'hypothèse qu'à l'annonce de la fin de la guerre et de la prévisible victoire des Alliés, certains soldats aient plus clairement préféré la captivité à la gloire posthume, Ce choix,

¹⁸⁴⁷ Louis à Marie Sigal, 22 juin 1918. Henri effectivement changeait de cantonnement

justifié par les défaillances du commandement et le nombre de morts, est parfois même dicible dans les correspondances, au prix de quelques précautions, comme dans celle du territorial Jean Delmas expédiée dès 1916 de l'arrière-front de Verdun :

« Que de victimes et de blessés, il n'y a pas un régiment qui n'est pas perdu les $\frac{3}{4}$ des hommes et ils disent que les boches ils ne les voient jamais. Le 296^e est au Mort Homme mais quand il reviendra il en manquera à l'appel aussi tous ceux qui montent quand on se voit on s'embrasse et ils nous disent de bien donner le bonjour à sa famille car ils n'ont pas l'espoir de revenir c'est triste à voir et de voir nos officiers qui nous font des misères. Aussi beaucoup se rendent. Je profite de faire passer ma carte par un ami. »¹⁸⁴⁸

3.1.3.3. Les atteintes volontaires au corps.

Pour échapper aux combats voire à la guerre, quelques militaires optent encore pour des solutions physiquement invalidantes. Les suicides sont rares puisque seulement deux sont identifiés comme tels dans les 710 décès recensés, l'un à Toulon, l'autre en captivité en Allemagne. Ce sont cependant les autorités qui décident si telle est la cause de la mort et il y a pu en avoir plus si l'on en croit quelques rares mentions comme ceux de Pierre Bellet, Pierre Barbezier ou Joseph Sigal. Les mutilations volontaires ne sont pas davantage lisibles. Pourtant, aussi douloureuse que risquée – l'automutilation est proscrite et sévèrement punie par le code militaire – le recours à cette pratique difficile à prouver, témoigne pourtant bien de l'ampleur de la détresse ressentie par les soldats prêts à sacrifier volontairement une part importante de leur intégrité physique.

En cela, une mémoire dramatique construite par la littérature et le cinéma, de Blaise Cendrars dans *La main coupée* à Sébastien Japrisot puis Jean Pierre Jeunet dans *Un long dimanche de fiançailles* en passant par Jean Giono dans *Le grand troupeau*, atteste de la réalité de la pratique tout autant que de sa dimension tragiquement spectaculaire. Si les fiches matricules consultées font état de 15 blessures par balle à la main ou au pied, gauche pour 11 d'entre elles, aucune n'a été considérée comme passible du Conseil de guerre¹⁸⁴⁹. Jules Maurin qui en a compté 27 dans son sondage du

¹⁸⁴⁸ Jean à Rosalie Delmas, 16 juin 1916

¹⁸⁴⁹ Emmanuel SAINT FUSCIEN, *À vos ordres ? La relation d'autorité dans l'armée française de la Grande Guerre*, EHESS éditions, Paris, 2011, p 151.

centre de recrutement de Béziers les considère cependant comme des indices de mutilation volontaire¹⁸⁵⁰.

Dans son deuxième carnet, le médecin Major, Sully Jaulmes note ; « Jaumes 40^e, plaie cont. Annul. Gauche avec son arme involont. (?) Enquête »¹⁸⁵¹. La note n'est pas datée mais dans le carnet principal, il a inscrit le dimanche 14 mars 1915 où il est à Beauséjour, qu'il y a beaucoup de « mutilations volontairement dans les blessés qui arrivent en nombre »¹⁸⁵², blessures que les autorités demandent de surveiller. Pierre Joseph Jaumes qui est par ailleurs le petit frère d'Auguste, le déserteur du chemin des Dames le 3 mai 1917, s'est-il ou pas blessé volontairement entraînant la suspicion du médecin ? Toujours est-il qu'il n'est pas sanctionné. Comme son aîné, il s'est pourtant engagé en 1911 jusqu'à devenir sous-lieutenant dans le 40^e RI appartenant au XV^e corps d'armée, celui qui est encore et toujours plus suspect que les autres depuis août 1914. L'affaire semble en rester là d'autant que le soldat décède à Lyon le 19 mai 1915 des suites de blessures reçues sur un autre champ de bataille. Le témoignage de Pierre Bellet met par ailleurs en exergue le rôle de la personnalité des juges dans les différentes condamnations rendues lorsqu'il relate l'attitude de son capitaine dans un procès qui s'est déroulé dans le secteur de Bernecourt, fin septembre 1914 :

« Devant le nombre des blessures suspectes, le Commandement fit passer en Conseil de Guerre plusieurs soldats pour mutilation volontaire. Le Capitaine Dauge fut chargé d'instruire trois de ces affaires, et j'en fus le greffier. Pour moi, il n'y avait aucun doute sur l'évidence du crime, compte tenu des bizarres explications, mais le Capitaine Dauge, dans sa bonhomie, concluait toujours à l'accident. Je n'ai jamais connu les sentences. Si le tribunal en avait conclu autrement, c'était la peine de mort »¹⁸⁵³

De même, le 21 décembre 1914, Benjamin Simonet fait part à son épouse de ses hésitations en tant que juge en conseil de guerre : « J'ai même été dans le cas de voter pour la mort, contre un soldat qui s'était mutilé volontairement. Je n'ai pas pu. C'était

¹⁸⁵⁰ Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, opus cité, p. 68-69.

¹⁸⁵¹ ADH, sans date, carnet de Sully JAUMES en ligne, p. 20

¹⁸⁵² Ib p.39

¹⁸⁵³ Pierre BELLET, *Ma guerre de 14*, opus cité, p.81

mon devoir peut-être ? Mais c'est si horrible de condamner un homme à mort ! J'ai voté pour la détention. Ai-je bien fait ? »¹⁸⁵⁴

Les recherches d'Emmanuel Saint-Fuscien, sur la 3^e DI, font apparaître que les mutilations ou suspicions de mutilation disparaissent des procès de conseil de guerre dès la fin 1916. Celles de mutilations par armes cessent sur la ligne de feu (deux seulement en 1915, aucune en 1916) et sont remplacées par deux types différents : l'absorption d'acide picrique qui donnait au soldat l'apparence de la jaunisse, et l'injection de pétrole qui provoque des blessures sérieuses nécessitant une hospitalisation assez longue¹⁸⁵⁵. D'après le travail d'enquête du groupe de recherche Prisme concernant les fusillés de 1914-1918, la dernière exécution pour ce motif a lieu en juillet 1916 : le phénomène conjoncturel a affecté les armées essentiellement en début de guerre, 58% des exécutés pour ce motif ayant été concentrés sur les deux mois de septembre et d'octobre 1914. De plus, certains condamnés à mort se sont avérés par la suite innocents et les autorités militaires mises à mal sont devenues plus prudentes¹⁸⁵⁶. Face aux risques de sanctions, par essence contre-productives par rapport au but recherché, les soldats expérimentent finalement bien davantage des pratiques moins risquées dont la palette s'avère d'une infinie richesse.

Inscrire l'étude de l'ensemble des comportements dans les identités de chacun et chacune tout autant que dans la durée a permis d'appréhender les ressources de toutes natures, souvent importées du temps de paix pour traverser la guerre le plus indemne possible. L'ancrage dans des valeurs puissamment relayées et des habitus puissants ont sans conteste contribué à favoriser la ténacité et l'adhésion à l'effort de guerre de certains combattants et de leurs familles au nom du « sacrifice consenti » et plus encore du « devoir » et du courage ». Cependant cette notion de sacrifice comme celle de patriotisme, représentent davantage dans les témoignages des révélateurs sociaux puisqu'ils y sont bien souvent détournés, moqués ou critiqués et bien plus souvent totalement absents dans les écrits populaires et remplacés par celui de

¹⁸⁵⁴ Benjamin à Alice Simonet, 21 décembre 1914.

¹⁸⁵⁵ Emmanuel SAINT FUSCIEN, *À vos ordres ? La relation d'autorité dans l'armée française de la Grande Guerre*, opus cité

¹⁸⁵⁶ http://prisme1418.blogspot.com/2014/10/les-mutiles-volontaires_21.html

l'obligation, physique, d'obéissance. Par ailleurs, au bout de quelques temps passés au plus près du danger, dans un conflit qui se prolonge sans résultat militaire tangible, y compris pour beaucoup d'officiers qui ont connu l'expérience du front, la désillusion, le doute succèdent à partir du mois d'octobre 1914 à la confiance des premiers jours. Rester en vie devient le premier défi à relever pour les militaires et leurs proches, et pour cela, ils sont nombreux à chercher les moyens d'échapper au pire. Les mises en œuvre de stratégies d'évitement, d'ajustement ou de refus peuvent être souvent étendues à une grande partie de la société en guerre car pour réussir, certaines d'entre elles nécessitent le soutien des civils. Leur extrême diversité met en avant le fait qu'au sein de la gigantesque organisation qu'est une armée en campagne dans un pays qui s'appuie sur un front intérieur tourné tout entier vers l'effort de guerre, le champ des possibles à défaut d'être toujours fertile reste infini dans les imaginaires comme dans les faits. Des actions ponctuelles ou plus anecdotiques aux plus illégales, l'échelle cantonale a permis d'en découvrir de plus rares de même qu'elle a mis en lumière l'importance de la place du soldat dans la famille voire dans la fratrie comme facteur non négligeable des comportements, qu'il s'agisse de dispositif illégaux comme la désertion qui concerne surtout des aînés ou des fils uniques ou bien tout à fait légaux comme l'engagement volontaire qui attire en priorité des cadets ou benjamins. De même, le rôle actif des femmes et le consentement mutuel au sein des familles ont joué un rôle essentiel pour conforter ou infirmer les choix des soldats et éventuellement les mettre en œuvre. Les individus et les groupes sociaux ont donc déployé un répertoire extraordinairement fourni pour échapper au danger voire seulement le minimiser ou écarter le poids des trop lourdes contraintes imposées par le statut militaire.

Ces actions pouvaient relever de démarches contrôlées et volontaristes tout autant que naitre d'opportunités inattendues mais bienvenues, se nourrissant dans la durée du conflit des expériences transmises par les unes et les uns. Leur place non négligeable dans les sources invite peut-être à réévaluer à la hausse leur importance dans la vie des communautés en guerre tant elles s'épanouissent au sein d'un habitus où règnent toujours davantage la nécessité de l'obéissance, la surveillance et l'ordre moral. Ces pratiques peuvent relever une fois encore de ces « arts de faire tacticiens » inventoriés par Michel de Certeau, assimilables à des formes de résistance face au pouvoir

impérieux de l'ordre social¹⁸⁵⁷. Mais si les motivations des soldats et de leur proches sont sans équivoque, tous cependant ne disposent ni des mêmes ressources, compétences ou réseaux pour voir aboutir leurs démarches et parfois les tentatives échouent. D'autres, face au risque de mourir, se sont avérées le plus souvent efficaces. Elles ont représenté un large éventail d'espérances et d'appropriation de bribes de puissance d'agir partagées, qui paradoxalement peut-être en prenant un caractère massif, à la lisière du collectif, ont contribué peut-être à faire « tenir » la société en allégeant l'épreuve et donc à retarder la fin tant attendue puisque finalement elle devenait supportable. Mais en entreprenant ces actions, où qu'ils soient, tous ont rompu temporairement avec la résignation dominante et trouvé un exutoire à la colère sourde qui pouvait imprégner les correspondances et refléter frustration et impuissance à échapper à la violence tant sociale que militaire du sort fait à chacun.

¹⁸⁵⁷ Michel de CERTEAU, Luce GIARD, *Arts de faire*, Nouvelle éd, Paris, Gallimard, coll. « L'invention du quotidien »; 1, 2010.

3.2. CHAPITRE 8. LE POIDS DES MORTS

Suite au jugement rendu par le tribunal de Béziers le 27 juillet 1920, l'officier d'état civil de la commune d'Agde transcrit le 1^{er} septembre, l'acte de décès du marinier Jean Marius Henri Reynal sur le registre des décès¹⁸⁵⁸. Né le 3 avril 1893 à Sallèles-d'Aude, mobilisé dans la 19^e compagnie du 2^e bataillon du 10^e régiment du Génie, il a été tué à l'ennemi le 12 octobre 1914 à la ferme de la crête près d'Oulches dans l'Aisne. Aucun doute. L'information est précise. Elle est une seconde fois reproduite en fin de registre de l'année 1914. On retrouve son nom sur le Livre d'or 1914-1918 de la commune et la fiche du soldat est bien présente aujourd'hui sur le site *Mémoire des hommes*. A quel membre de la famille, déjà endeuillée par le décès de son frère aîné Sylvain le 6 octobre 1914 en Meurthe et Moselle, le représentant de la mairie a-t-il annoncé la nouvelle, si tardivement parvenue ? Henri était célibataire, orphelin de père, alors peut-être à sa mère ou à l'une de ses nombreuses sœurs. Quatre années plus tard, ces noms et prénoms n'ont pas été gravés sur les plaques de marbre scellées sur le monument aux morts car le jeune homme est vivant, et son nom apparaît simultanément sur les deux listes de prisonniers présentes en mairie d'Agde, ce que confirme sa fiche matricule complétée bien après 1922, indiquant qu'il a été rapatrié de captivité le 23 janvier 1919 et même que le 3 septembre 1925, il épouse Antoinette Hirailles avec laquelle il aura huit enfants. En septembre 1920, c'est peut-être lui qui reçu l'élu venu lui annoncer sa mort. L'exceptionnalité de l'histoire puisque le cas est unique de la vraie fausse mort du jeune batelier Henri Reynal parmi les centaines de soldats du canton décédés dans la guerre porte peut-être une double signification. Elle révélerait tout à la fois la grande confusion qui a pu régner, de l'échelle locale à l'échelle nationale, jusqu'à tard, dans le décompte et l'inventaire des morts au sein des administrations civiles et militaires confrontés à des sources diverses, mais elle soulignerait en même temps que finalement, leurs agents sont parvenus, non sans effort durable, errements et lenteur, à une liste quasiment juste y compris alors qu'un autre événement d'ampleur mondiale soit venu encore leur compliquer la tâche à la fin du conflit.

¹⁸⁵⁸ ADH, fiche matricule 1035, classe 1913 au centre de recrutement de Béziers

En effet, sans lien de prime abord évident, 10 jours après l'armistice, Joseph Sigal, de l'arrière où il travaille désormais dans les chemins de fer, expose à son épouse une partie de son programme du lendemain :

« Demain nous allons à l'enterrement d'un qui est mort hier de maladie. Il était venu comme nous pour travailler sur les chemins de fer, il est tombé malade de suite et au bout de 4 jours il est mort. Je ne le connais pas ni même je ne sais d'où il est mais nous allons tous à son enterrement quand même. Ce qui prouve que on est jamais tranquille, à présent que la guerre était finie, il a réussi à mourir loin des siens. »¹⁸⁵⁹

Si la guerre a été longue et terriblement meurtrière, l'armistice ne signe pas la fin des décès massifs des soldats puisque l'irruption de la pandémie de grippe à l'été et à l'automne 1918 vient au contraire non seulement alourdir le terrible bilan militaire des hostilités mais l'étendre dans le temps et les imaginaires à l'ensemble du territoire et de ses habitants pour complexifier toujours plus l'établissement du bilan démographique. Prendre la mesure des effets de l'épidémie en l'insérant au cœur de la guerre, c'est ne rien omettre de la démesure de l'épreuve simultanément et longuement subie par tous et toutes. Cette mort de masse, les communautés doivent y faire face en prenant d'abord la mesure de ses ravages, et pour cela compter et lister le plus précautionneusement leurs victimes dès 1914. Aujourd'hui, grâce à l'apport de l'outil numérique, les résultats des multiples bases de données établies à toutes les échelles peuvent être comparés entre eux pour tenter notamment de revenir sur ces listes. Leurs enseignements peuvent être confrontés dans le canton à ceux établis en pourcentages par Jules Maurin¹⁸⁶⁰ pour permettre également de suivre « la piste de recherche suggérée, d'une confrontation entre données nationales et locales »¹⁸⁶¹ par A. Prost. Enfin, lister les morts à la sortie de la guerre apparaît rapidement comme le prélude à d'autres initiatives mises en œuvre pour affronter la mort de masse devenue collective, quand elle se traduit par la gestion impérative mais imprévue du retour des corps de soldats à partir de 1921 que les communautés doivent accueillir à l'échelle communale.

¹⁸⁵⁹ Joseph à Marie Sigal, 21 novembre 1918

¹⁸⁶⁰ Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, opus cité, p 435-451.

¹⁸⁶¹ Antoine PROST, « Compter les vivants et les morts : l'évaluation des pertes françaises de 1914-1918 », *Le Mouvement Social*, vol. 222, no. 1, 2008, p. 41-60, p 43

3.2.1. La grippe espagnole ou l'extension du drame

3.2.1.1. Enjeux et méthodes

Dans la synthèse historiographique qu'elle a réalisée à l'échelle *quasi* planétaire, Anne Rasmussen considère que « la grippe espagnole constitue l'objet d'un champ historiographique à part entière, dissocié de celui de la Grande Guerre »¹⁸⁶², ce que deux études très récentes sur l'épidémie viendraient plutôt confirmer¹⁸⁶³. Inversement, comme le souligne Freddy Vinet, le sujet est rarement inclus sinon à la marge dans les grands ouvrages sur la Grande Guerre y compris les plus récents, pas plus que dans les manuels scolaires¹⁸⁶⁴. Il en va de même dans les monographies locales qui au mieux lui concèdent quatre à cinq lignes¹⁸⁶⁵. De leur côté, presque tous les témoins mobilisés dans ce travail, encore présents sur le front à la fin de l'année 1918, comme l'instituteur Pierre Bellet, le proluxe Louis Barthas ou Léopold Couissy qui ont retracé leur expérience combattante postérieurement au conflit, et même le pourtant médecin Joseph Picheire dans son carnet, n'y font jamais allusion, bien davantage absorbés par le souvenir de leur hypothétique survie aux ultimes batailles puis par celui de la joie de l'armistice voire de la victoire, teintée de la perspective inquiète des difficultés d'une démobilisation tant attendue. Pour eux, la grippe paraît soit être passée inaperçue, soit s'être diluée dans la violence meurtrière des dernières batailles. Sous cet angle, la pandémie dont la phase la plus létale correspond à la fin du conflit pourrait ne pas avoir sa place dans l'étude des sociétés en guerre.

Cependant, outre l'article d'Anne Rasmussen elle-même¹⁸⁶⁶, les multiples interactions entre pandémie et sociétés en guerre, au moins dans le cas de la France, ont été étudiées

1862 Anne RASMUSSEN, « La grippe espagnole » » dans WINTER Jay (dir), *La première guerre mondiale*, Paris, Fayard, Volume 3, *Sociétés*, 2014, p. 725.

1863 Laura SPINNEY, *La Grande tueuse, comment la grippe espagnole a changé le monde*, Albin Michel, Paris, 2018/ Freddy VINET, *La Grande Grippe, 1918, la pire épidémie du siècle*, Paris, Vendémiaire, 2018.

1864 Freddy VINET, *La Grande Grippe, 1918, la pire épidémie du siècle, opus cité*, p. 169.

1865 Béatrix PAU *Des vignes aux tranchées, la Grande Guerre en pays biterrois, opus cité* / SEGONDY, *Les Héraultais dans la Guerre de 14-18, opus cité.* / Jean FAYET, *Marseillan : un village en Bas-Languedoc, Volume I, opus cité*

¹⁸⁶⁶ Anne RASMUSSEN, « La grippe espagnole » » dans WINTER Jay (dir), *La première guerre mondiale, opus cité*, p. 369-389

dès 1992 par Pierre Darmon dans un article dont l'intitulé affirme le parti pris¹⁸⁶⁷ tandis que F. Vinet consacre le quatrième chapitre de son ouvrage à son traitement par les services de santé militaires et un dernier à cette « catastrophe oubliée », de l'espace public français qui aurait pourtant tué dans le monde 2 à 5 % de la population. Il attribue cet oubli mémoriel au fait qu'elle « n'a ni temps, ni lieu, ni coupable, ni héros » à commémorer, ni lieux emblématiques ou cadres temporels clairement définis pour ancrer le souvenir. Le paradoxe est d'autant plus grand qu'elle est « la plus documentée des pandémies »¹⁸⁶⁸. Mais son pic correspondait à la reprise des offensives militaires en Europe et surtout en France à une célébration de la victoire qui cadrait mal avec le nombre de victimes et la gestion aléatoire de l'épidémie par les autorités. Prenant le cas du décès de Guillaume Apollinaire, il met en avant encore, à l'interface des espaces publics et privés des imaginaires sociaux, le manque de prestige voire l'absurdité qu'il pouvait y avoir à mourir sans gloire des complications d'une banale grippe après avoir survécu à plus de quatre ans de combats meurtriers devenus glorieux dans la victoire, ce à quoi semblent faire écho les réflexions de Joseph Sigal à son épouse. Partout pourtant, la grippe a frappé fort. Localement elle est présente dans les mémoires des familles qui ont été brutalement touchées en leur sein ou même leur entourage, faisant entrer cette fois la mort de masse sur tous les fronts où elle réunit militaires et civils dans une nouvelle épreuve dont la mémoire est peut-être restée d'autant plus traumatique que son pic, qui est atteint très vite, correspond au temps des vendanges, parenthèse habituellement rassembleuse et joyeuse du calendrier annuel de toute la communauté, de plus en plus sûrement perçue dans nombre de correspondances comme les dernières de la guerre puisque déjà rentrent notamment quelques prisonniers libérés. Pourtant, ce que suggère Philomen Mioch qui lie guerre, grippe et désorganisation des travaux viticoles dans un long passage de ses mémoires, c'est qu'elles deviennent sous le poids de l'épidémie, plus tragiques encore qu'en 1914 et 1915 :

« L'offensive de Champagne se continua d'attaques en contre attaques, L'été passa. Mon frère vint en permission pour les vendanges (...) C'est à ce moment-là qu'on commença à parler d'une épidémie qu'on appela la grippe espagnole. Un soir de retour de la vigne, ma sœur se sentant fatiguée demanda à coucher à la maison, impasse du Figuier. Mon autre

¹⁸⁶⁷ Pierre DARMON, « Une tragédie dans la tragédie : la grippe espagnole en France (avril 1918-avril 1919) », *Annales de démographie historique*, 2000-2. *Famille et parenté*. p. 153-175

¹⁸⁶⁸ Freddy VINET, *La Grande Grippe, 1918, la pire épidémie du siècle*, opus cité, p. 174

sœur Hermine lui céda son lit dans la chambre de nos parents et alla coucher chez l'une de ses camarades. Ce devait être la dernière nuit de Rose, vingt-quatre heures après, la grippe avait fait son œuvre. Rose n'avait que 27 ans. La même nuit, j'avais moi aussi la grippe, je fus complètement noyé de sueur, les gouttes dégoulinèrent jusque sous le lit, c'est sans doute ce qui me sauva. Le village était en émoi. La grippe avait commencé à se répandre à partir du quartier où nous vivions, route de Pomérois. Le soir où la sœur se coucha pour la dernière fois j'accompagnais sa fille chez ma grand-mère Caroline. Tout au long du chemin, j'apprenais le décès d'un tel ou d'une telle, surtout des femmes entre 20 et 30 ans. La peur s'emparait de tous, on disait que pour réagir il fallait boire beaucoup d'alcool, prendre une bonne cuite. Ces conseils s'avéraient sans grande efficacité. Mon oncle Marceau attrapa aussi la grippe, il était alors en permission, il fut hospitalisé à Roanne où il mourut. Les vendanges furent longues. Les travailleurs étrangers restaient chez eux à cause de la grippe qui désorganisait la vendange »¹⁸⁶⁹

Louis Baron détaille lui aussi un souvenir très précis qui mérite un arrêt pour ce qu'il révèle des procédés d'élaboration de la mémoire individuelle de faits qui se sont déroulés quelque 80 ans plus tôt :

« Il y eut aussi en 1917, une terrible épidémie qui décimait les familles. En quelques jours les gens jeunes ou vieux, étaient emportés. Près de chez nous, une Dame d'une quarantaine d'années, sa fille de onze ans, sa mère de soixante dix ans, furent liquidées en 15 jours. Cette maladie attaquait les poumons, le ventre, on l'appelait la grippe espagnole »¹⁸⁷⁰.

Ce n'est pas que celui qui fut la petite sentinelle de la rue agathoise se trompe de date qui s'avère le plus instructif - Après tout, la guerre fut longue et la grippe en fut bien une composante inscrite dans son cadre temporel – mais ce sont bien plutôt les écarts avec la réalité dans la construction d'un passage certes très bref mais non moins chargé d'informations. Manifestations cliniques de l'épidémie qui peut atteindre les poumons tout autant que le ventre, fulgurance des contaminations, identités inhabituelles des victimes, jeunes et féminines, et importance du nombre des décès composent un tableau des faits aujourd'hui bien connus.

Effectivement, ces voisines de Louis, « réfugiées de la guerre », originaires de Mohon dans les Ardennes, hébergées au numéro 7 de la Grand rue quand lui habite au numéro 10, sont bien présentes dans le registre des décès. Geneviève Lerousseau, 11 ans et demi, est emportée le 6 août, suivie, le 27, de sa grand-mère, Marie Jeanjean, 68 ans, soit trois semaines plus tard et non quinze jours. L'information de voisinage s'exerce à

¹⁸⁶⁹ Philomen MIOCH, *Les tribulations d'un ouvrier agricole, opus cité*, p. 28

¹⁸⁷⁰ AMA, Cahier de Louis Baron

tous les âges mais avec des limites, puisqu'il il semble bien encore que la troisième victime, la « Dame » citée par Louis, identifiable comme Maria Cumin épouse Larousseau, ait, elle, survécu. Cette dramatisation de l'évènement dans le souvenir du témoin où se mêlent contraction chronologique des faits et exagération du nombre, traduit peut-être la sidération du jeune garçon face à l'exceptionnalité, y compris dans sa brutalité, de la situation, lui conférant dès lors justement son caractère brutal inséré dans le plus grand traumatisme de la guerre.

Dernier exemple d'un souvenir qui inscrit la grippe de dure mais surtout complexe façon au cœur des douleurs familiales du temps de guerre, est celui oralement rapporté d'Eugénie Cros, née en 1950 à Marseillan¹⁸⁷¹. Sa grand-mère Rose, née en 1894, était l'unique survivante d'une fratrie de quatre enfants dans laquelle Eugénie, Germain, Léontine Vachelard mais aussi leur père veuf, Jean, étaient tous décédés pendant la guerre. Jusqu'en 2017, Eugénie avait toujours pensé, puisque sa grand-mère le lui avait raconté ainsi, que le seul garçon, Germain, qui était mobilisé dans l'infanterie, avait disparu « à la guerre » dans l'une des dernières offensives tandis que tous les autres avaient succombé à la grippe espagnole. En fait, les registres d'état civil révèlent les failles de cette mémoire familiale tout autant que ses éléments de reconstruction ; Jean était bien mort en décembre, certainement de la grippe, mais l'unique garçon devenu soldat, Germain, également, et ce n'était pas au front mais chez lui à Nîmes, de « maladie », peut-être lors d'une permission. Inversement, ses deux sœurs, Eugénie et Léontine, n'étaient pas décédées en 1918 mais en 1915, soit trois ans plus tôt, aux âges respectifs de 29 et 30 ans, peut-être d'une autre épidémie qui emporta aussi, Désiré, 2 ans, le fils de l'ainée. Ce cas peut donner un indice de l'ambiguïté du statut de l'épidémie dans une mémoire familiale fragilisée par sa survenue avant la fin de la guerre ; surévaluée peut-être dans sa létalité pour les civils, elle s'est diluée dans la mémoire combattante, plus gratifiante sans doute, en ce qui concerne les soldats.

Il reste pourtant possible de revenir à l'évènement dans le périmètre réduit du canton en croisant quelques correspondances et carnets contemporains comme notamment celui de Joseph Sigal, des époux Loubet, de la famille Larroque ou du Médecin-Major Sully Jaulmes qui lui consacre quelques lignes dispersées, bien moins

¹⁸⁷¹ Propos d'Eugénie Cros, recueillis le 16 avril 2017.

cependant que celles relatives au suivi quotidien des victoires alliées, à l'étude exhaustive de différents registres et de brefs articles de presse. On notera d'ailleurs à cette occasion que l'adjectif « espagnole » n'est utilisé qu'une seule fois dans les échanges et jamais dans les registres alors qu'il l'est presque systématiquement dans les mémoires, signe certainement de la difficulté qu'ont eue les contemporains à identifier la singularité du virus. Les archives agathoises détiennent également quelques registres des établissements hospitaliers Saint Joseph qui accueillaient des malades, y compris des militaires à l'hôpital et des vieillards en fin de vie à l'hospice¹⁸⁷². Ils notent les causes du décès et même si le terme de « grippe pulmonaire » n'y apparaît qu'à la fin du mois de septembre après que les autorités sanitaires obligent les médecins à déclarer les cas¹⁸⁷³, s'y trouvent les mentions de « pneumonie », « pleurésie », « infection pulmonaire », « accès fébrile » soit autant de pathologies progressivement associées à l'épidémie par le corps médical. Réunies, ces sources contribuent à lever un pan du linceul sur une autre dimension de la tragédie qui s'est jouée cette fois sur tous les fronts pour en mesurer l'ampleur dans le canton.

Le dépouillement des registres de décès des quatre communes reste la première source pour appréhender l'importance numérique des morts, en évaluant la surmortalité c'est-à-dire en soustrayant au nombre des décès enregistrés celui de ceux attendus dans l'année, calculé sur la moyenne des années précédentes. Pour autant, rien n'indique de façon incontestable que l'inflation de décès constatée dans le canton lors des quatre à cinq derniers mois de l'année 1918 corresponde aux conséquences de l'épidémie puisque les causes ne sont jamais mentionnées ni dans les actes d'état civil ni dans les fiches matricules, et ne le sont qu'assez peu dans les fiches de soldats mises en ligne sur le site interactif *Mémoire des hommes*, soldats saisis par l'épidémie lors d'une permission ou décédés dans un hôpital de campagne. Par exemple, en juillet 1918, les décès commencent à être nettement plus nombreux qu'en 1917, mais cela ne concerne que la commune de Marseillan où la forte augmentation correspond à une mortalité infantile importante concentrée au début du mois avec neuf décès sur treize, dus certainement à une maladie contagieuse infantile particulièrement virulente, peut-être la

¹⁸⁷² AMA, Archives modernes non classées, Registres de l'hospice et de l'hôpital St Joseph, 1869-1937.

¹⁸⁷³ Freddy VINET, *La Grande Grippe, 1918, la pire épidémie du siècle*, op. cité, p. 101

rougeole. Cela était déjà arrivé en 1915 dans la même commune qui avait déploré pas moins de cent douze décès, soit quasiment autant qu'en 1918, dont un grand nombre d'enfants, au printemps. De même, à Bessan, la mortalité a connu un pic exceptionnel de mortalité infantile et juvénile en mai 1916 avec douze décès, au lieu de trois à quatre habituellement en un mois, dont huit très jeunes enfants. La situation peut être plus ambiguë comme lorsque plusieurs décès à l'hôpital agathois sont dus à la tuberculose, maladie qui fait des ravages et a été une cause importante de l'exemption militaire de jeunes gens. Pour autant, peut-on occulter le rôle qu'ont pu éventuellement jouer les complications pulmonaires de la grippe dans ces décès ? L'exposé de ces situations démographiques incertaines a pour but avant tout de mettre l'accent sur la difficulté permanente qui existe à attribuer ou pas avec certitude à la pandémie la mortalité inhabituelle constatée en 1918.

Dès lors, tenant compte des temporalités, cette étude pose comme postulat que les excédents de décès constatés dans les registres d'état civil de décès lors des cinq derniers mois de l'année 1918 par rapport à ceux des mois précédents et des années précédente et suivante, dans les quatre communes pour cette période ont *a priori* pour facteur principal probable, sans être unique ni certain, la pandémie. Bien évidemment, ont été ôtées de ces chiffres les transcriptions des décès de soldats au front inscrites dans les registres ainsi que les enfants « nés sans vie » selon l'expression marseillanaise, plus sensible que « mort-nés » utilisée ailleurs. Compter les décès ne saurait pourtant suffire à saisir la violence faites par l'épidémie à la société cantonale.

Aussi, ces registres de décès dépouillés de façon exhaustive ont été confrontés à ceux des actes de naissance et de mariage et ceux du dénombrement afin de tenter de rendre aux victimes une part d'identité géographique, sociale et familiale pour reconstituer quelques itinéraires. Malgré toutes ces précautions, il faudra tout de même faire une fois de plus avec une part relative d'incertitudes.

3.2.1.2. « Une tragédie dans la tragédie »¹⁸⁷⁴.

3.2.1.2.1. Dépouiller les registres pour conter le drame : il était deux familles.

Les registres d'état civil, que Paul André Rosental qualifie de « sources pauvres »¹⁸⁷⁵, associés à ceux de recensements sont souvent les seules sources qui gardent la trace de vies si vite passées qu'elles feraient douter de leur existence même, en particulier des gens les plus pauvres ou les moins dotés. Au, presque, hasard, faisons dès lors le choix d'inscrire deux histoires de famille dans un temps résolument plus long que celui de la guerre pour tenter de dire les drames vécus. Et ce que l'étude de l'épidémie, comme de la guerre, réalisée au plus près des acteurs révèle immédiatement, c'est en premier lieu l'inexplicable vide lexical de la langue française : il y manque décidément un mot pour dire la perte définitive de ses enfants, de ses frères ou sœurs. A moins de décider une fois pour toute, qu'étymologiquement « orphelin », qui trouve ses racines dans le mot grec « orphanos », systématiquement traduit par « privé de parents », englobe « tous » les parents, quel que soit le lien de filiation. Leur nombre devient dès lors incommensurable.

11 novembre 1918, 11 heures, tambours et clairons ou bien cloches saturent à nouveau l'espace sonore du bourg de Marseillan et d'ailleurs. L'armistice. Le dernier cliché de la guerre, met les rues en effervescence. « Les gens crient, pleurent, s'embrassent même s'ils ne se connaissent pas. C'est une heure grandiose et inoubliable »¹⁸⁷⁶ se souvient Jean Fayet né en 1900. Ce jour-là, trois frères mobilisés, Jean, 32 ans, Joseph, 26 ans, et Louis Ournier, 21 ans se réjouissent peut-être de terminer la guerre en vie : leur situation est remarquable au sens littéral du terme, notamment dans les fratries d'ouvriers agricoles. Les deux premiers ont fondé une famille et sont déjà parents. L'ainé a bien perdu un petit Joseph de 6 mois en 1911 mais au mois d'août 1918, père de Lucien, 12 ans, et de Jeanne, 4 ans, il a échappé au pire, finissant sa guerre dans le 246^e après la dissolution du 296^e RI. Louis, le plus jeune, a été incorporé par

¹⁸⁷⁴ Pierre DARMON, « Une tragédie dans la tragédie : la grippe espagnole en France (avril 1918-avril 1919) », *opus cité*, p. 153-175

¹⁸⁷⁵ Paul-André ROSENTAL, *Les sentiers invisibles. Espaces, familles et migrations dans la France du XIX^e siècle*. Paris, Éditions de l'E.H.E.S.S., 1999.

¹⁸⁷⁶ Jean FAYET, *Marseillan : un village en Bas-Languedoc, Volume 1, opus cité*, p. 451

anticipation de sa classe en 1916, dans un corps de Dragons où les risques mortels sont donc restés pour lui mesurés. Joseph, le cadet, fantassin dans l'active, ceci expliquant sans doute cela, est celui qui a eu moins de chance ; en 1914, deux fois, il a été blessé par balle : en août, à Gerbéviller au poignet gauche puis à Languemark en novembre dans la bataille de l'Yser au genou. Il en a réchappé et dans son malheur a pu peut-être se consoler lors de ses premières permissions de convalescence pour embrasser sa première fille Lucile née en 1913 et préparer la naissance de Renée, pour la déclaration de laquelle en décembre 1915, il est comme bien d'autres jeunes pères « absent mobilisé sous les drapeaux »¹⁸⁷⁷. A Verdun encore en 1916, il ne meurt pas. Capturé, amené dans le camp de Sagan en Silésie dont on ne sait précisément quand il y est arrivé, il connaît le sort des prisonniers qui attendent, plus ou moins douloureusement, de rentrer chez eux, conscients qu'ils ont été finalement chanceux d'échapper au pire.

Mais.

11 novembre 1918, 11 heures, rue Papin, Marseillan. Jeanne, 4 ans, fille cadette de l'ainé de la fratrie, Jean, meurt. 24 heures plus tard, c'est au tour de son frère Lucien, 12 ans. Leur cousine germaine Renée, 3 ans, naissance improbable mais résiliente du temps de guerre, a déjà succombé le 28 août¹⁸⁷⁸. Qu'en ont appris leurs pères, notamment Elie Joseph d'aussi loin que du camp de prisonniers de Pologne ? On ne sait. Il ne rentre pas. La « maladie » l'emporte dans le lazaret de Sagan le 30 décembre 1918. Mélanie, sa veuve, s'installe chez son père avec sa fille Lucile, dernière survivante de la fratrie, devenue pupille de la Nation. Reconnaisante peut-être. En 1920, au foyer de Pierre et de Victoire, qui ont perdu trois enfants, naît Pierre. Dans la commune voisine, le 15 novembre 1913, 6 heures du soir. Jean Bédos, maire d'Agde célèbre exceptionnellement un mariage, puisqu'il y a bien longtemps qu'il délègue la tâche à son premier adjoint Antoine Bories. Mais ce jour-là, il ne peut guère faire autrement puisque c'est justement la fille de ce dernier, Elise, 19 ans à peine, qui épouse Cyril Vallière, 24 ans, un jeune propriétaire qui est également son voisin. Il fallait se dépêcher peut-être, Elise est enceinte, une bonne nouvelle, pour une situation somme toute assez banale¹⁸⁷⁹ qui

¹⁸⁷⁷ AMM, 3 E154/61, registre d'état civil en ligne, 1915-1918, acte 56, p. 11.

¹⁸⁷⁸ AMM, registre des décès de l'année 1918.

¹⁸⁷⁹ Daniel LACROIX, *La vie quotidienne des paysans du Languedoc au XIXe siècle*, opus cité, p. 148

embellit peut-être l'horizon du jeune couple. Le 5 août 1914, donc, à trois heures de l'après-midi, Elise accouche chez ses beaux-parents d'un petit Léon prénommé comme son grand-père paternel tandis que son autre grand-père déclare la naissance de l'enfant en mairie en l'absence de son père devenu le caporal Cyrille Vallière, matricule 114 au centre de recrutement de Béziers qui a déjà rejoint le 3 août le 40^e RI à Nîmes¹⁸⁸⁰. Soldat dans le XV^e corps d'armée engagé dans les tous premiers combats meurtriers de Lorraine, il est blessé, capturé et décède dès le 26 août 1914 de ses blessures dans le camp allemand de Dilligen. Comme Joseph Ournier, il n'aura jamais connu son enfant. Son nom fait partie de ceux des 13 soldats qui sont publiquement honorés dès le 11 novembre 1914 en conseil municipal. Endeuillée mais rapidement fixée sur le sort de son mari, à l'inverse de beaucoup d'autres jeunes épouses, Elise, certainement déjà pour longtemps de noir vêtue, reste chez ses beaux-parents et peut-être grâce aux relations de son père, son fils Léon est-il l'un des premiers orphelins de la ville à se voir octroyer le 13 juillet 1918 le statut stigmatisant mais protecteur de « pupille de la nation ». Mais le 25 octobre 1918, la jeune veuve et mère, âgée de vingt-quatre ans à peine, décède à 11 heures. C'est le cousin germain de son époux, Louis Vallière, affecté en service auxiliaire après une grave blessure reçue en Champagne, devenu employé de mairie, qui enregistre le décès. Comment Léon, quatre ans, qui habite désormais chez ses grands-parents maternels vit-il le fait d'être doublement orphelin ? Louis, devenu responsable départemental de sa puissante association de mutilés de guerre qu'il a fondée dans la commune, contribue probablement à ce que le corps de son cousin soit rapatrié d'Allemagne en 1926 et inhumé dans le caveau collectif. Avoir une tombe où se recueillir atténue parfois le chagrin.

Bien d'autres itinéraires de familles dévastées tout à la fois par la guerre, l'épuisement et la grippe pourraient être exposés, venant attester que pour trois générations au moins, en quelques semaines, sur tous les fronts, l'épidémie au cœur de la fin du conflit est venue tout à la fois amplifier et faire écho à sa dimension cruelle en meurtrissant davantage encore les uns et les unes. Il s'agit ainsi de commencer à saisir la façon dont les interactions entre la guerre et l'épidémie accentuent dans un temps court mais simultanément le caractère meurtrier de l'une et de l'autre, non seulement par un nombre

¹⁸⁸⁰ ADH, sous-série 1R1219, fiche matricule.

croissant de victimes mais désormais aussi par la diversité plus grande des identités, au cœur des mêmes familles et d'une même société.

3.2.1.2.2. Dépouiller les registres pour compter les morts. Un trimestre de démesure.

Avant même de compter, plusieurs indicateurs plus discrets mais toujours issus de l'étude des registres, convergent pour éclairer l'exceptionnalité démographique de cette deuxième partie de 1918 dans le canton. L'année est ainsi la seule de ce début de siècle où les feuillets du registre des décès sont partout entièrement remplis tandis que dans aucune des quatre communes il ne subsiste de ces pages blanches qui disent l'habituelle exigence infinie de précautions administratives. Mi-décembre, le secrétaire de mairie agathois doit même en rajouter dix qui portent quinze actes supplémentaires et surtout une impressionnante liste récapitulative de noms. Par ailleurs, certains enregistrements de cette période ne renseignent pas le lieu, l'heure du décès ou l'âge des victimes et ceci sans raison, notamment en septembre, ce qui laisse penser qu'à ce moment précis, les services municipaux ont été en partie débordés par le nombre. Par ailleurs en septembre et octobre 1918, l'hospice n'accueille pas seulement des vieillards mais également des malades que l'hôpital certainement en manque de places ne peut accueillir ; c'est dans un de ces deux établissements qu'ont eu lieu dans la ville un quart environ des décès d'août à décembre 1918, dont beaucoup de militaires, quand la proportion était d'un dixième l'année précédente à la même période.

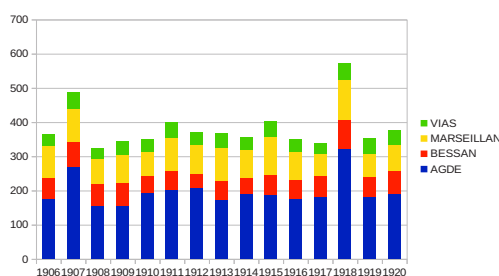


Figure 70. Nombre annuel de décès. 1906-1920¹⁸⁸¹

¹⁸⁸¹ hors transcriptions et mort-nés

Comparée aux autres années de la décennie, 1918 apparaît bien exceptionnelle en étant la seule à dépasser les 400 et même 500 victimes même si l'année 1907 les atteignait presque et qu'à Marseillan, elles étaient quasi aussi nombreuses en 1915 mais davantage étalées dans l'année. Cette fois, ce sont les quatre communes qui sont concernées sur un temps similaire d'août à novembre voire décembre 1918.

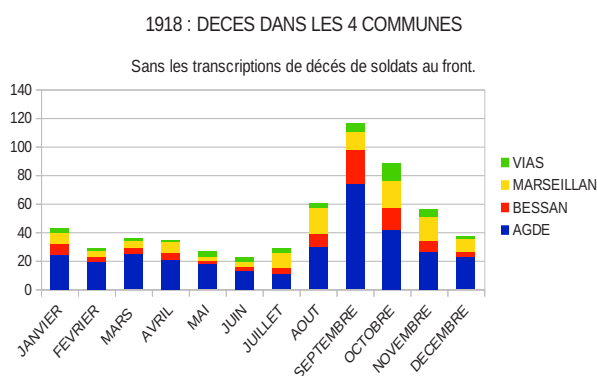


Figure 71. Évolution mensuelle des décès dans les 4 communes en 1918

Dans tout le canton, on meurt en effet beaucoup de l'été au début de l'hiver 1918. Entre juillet et août le nombre de décès est multiplié par deux, puis presque deux encore entre août et septembre qui représente un pic avec 116 morts, avant de décroître un peu plus lentement jusqu'en décembre. En cela, à l'échelle planétaire, la situation est conforme à la deuxième phase de la pandémie, la plus létale et la plus virulente, qui concentre d'août à décembre 1918, 90 % des décès dans le monde¹⁸⁸². Elle l'est moins quant à son pic situé entre le 4 et le 21 septembre et son démarrage précoce en août.

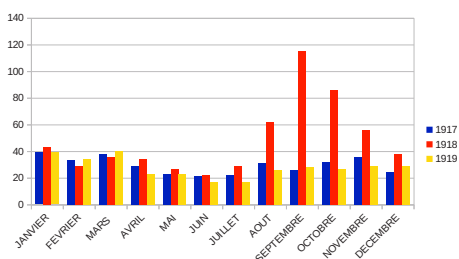


Figure 72. Évolution des décès. 1917, 1918 et 1919.

¹⁸⁸² Anne RASMUSSEN, « La grippe espagnole » opus cité, p. 371

Tableau 3-9. Augmentation des décès par commune. 1917-1918. Pourcentage arrondis

TABLEAU 1. ANNEES 1917 ET 1918

ANNEE	1917	1918	AUGMENTATION	POURCENTAGE
AGDE	203	326	+123	+61 %
BESSAN	64	89	+29	+45 %
MARSEILLAN	58	118	+60	+103 %
VIAS	32	44	+12	+ 38 %
CANTON	339	577	+238	+70 %

TABLEAU 2. AOÛT-DECEMBRE 1918

AOÛT-DEC.	1917	1918	AUGMENTATION	POURCENTAGE
AGDE	82	195	113	+123 %
BESSAN	29	59	30	+103 %
MARSEILLAN	31	78	47	+152 %
VIAS	14	26	12	+ 86 %
CANTON	156	358	202	+130 %

En 1917 et 1919, mais aussi durant les mois de janvier à juin 1918, les nombres de décès sont, d'une année à l'autre, quasi identiques chaque mois. Mais en 1918, il y a 238 décès de plus qu'en 1917 dont 202 concentrés d'août à décembre, soit 10,6 % de la population recensée en 1911. Déjà le 18 août, André Cauquil qui rentre de permission écrit à sa fille ainée en vacances chez son oncle et sa tante dans le Tarn « qu'à Marseillan il y a beaucoup de fièvres ». Puis, par rapport à l'année précédente, ils quintuplent en septembre, triplent encore en octobre, doublent presque encore en novembre puis reviennent quasiment à la normale en décembre. L'envolée a été spectaculaire mais au final relativement brève puisqu'il n'y a pas eu de seconde vague meurtrière au début de 1919. Au total, le canton peut déplorer une augmentation des décès d'environ 130 % par rapport à la même période de l'année précédente, le pic se situant dans la première quinzaine de septembre soit plus d'un mois avant celui la moyenne française qui a lieu entre le 20 et 25 octobre¹⁸⁸³. Si selon les communes il existe des variantes proportionnelles à leur population - les plus petites, Bessan et surtout Vias, étant un peu moins touchées qu'Agde et Marseillan - aucune n'est épargnée.

¹⁸⁸³ Freddy VINET, *La Grande Grippe, 1918, la pire épidémie du siècle*, opus cité, p. 206

Dans la ville d'Agde, la trace d'un micro-événement à valeur d'indice, un de ceux prisés par les micro-historiens, qui relèverait de « l'exceptionnel normal » théorisé par Edoardo Grendi¹⁸⁸⁴ laisse penser que même le lien communautaire, à la fois si pesant et si protecteur pour les individus, est brièvement rompu par l'ampleur de l'épidémie durant ce pic de septembre. Le 29 octobre 1918, à 3 heures de l'après-midi, Gabriel Tiers et Joseph Gavinaud, employés de la mairie, constatent le décès de Joseph Camman, cultivateur célibataire de 56 ans, à son domicile de la rue de la Poissonnerie. « La mort paraît remonter au 10 septembre » est-il rajouté sur l'acte. Cette macabre découverte a donc échappé pendant plus d'un mois et demi à la surveillance policée de la rue et du voisinage, à laquelle d'ordinaire rien ne se déroberait vraiment, qui plus est au cœur même du bourg, pas dans un foyer isolé d'un domaine plus excentré et plus encore, en plein cœur des vendanges, quand les bras manquent. L'enregistrement si tardif de ce décès passé inaperçu dans ce contexte effervescent est une exception parmi l'intégralité des actes de décès datant de 1913 à 1919 dans la petite ville. Il n'a pas d'équivalent dans les registres. Jamais cela ne s'est produit durant le conflit, ce qui souligne au passage le caractère encore profondément rural de la cité agathoise. Il jette une lumière crue sur l'anormalité d'une situation qui, si elle dit bien l'isolement de la victime, célibataire et originaire des hauts cantons, donne à voir le débordement de l'organisation administrative et du cadre social par l'épidémie. Pourquoi en effet choisir la date du 10 septembre ? Pourquoi pas avant ou après ? Le médecin qui a certainement ausculté ce cadavre est-il capable avec les outils cliniques dont il dispose en 1918 de dater aussi précisément le décès alors que la décomposition du corps doit être, à la fin de l'été, bien avancée ? L'enquête de voisinage si elle a lieu, a-t-elle été si précise ? Peut-être qu'en définitive, cette date est avancée parce que durant la période qui court du 4 au 15 septembre, la ville enregistre un pic de 45 décès dont 9 pour le seul jour du 9 septembre. Il semble bien que le dense maillage social qui unit pour le meilleur et pour le pire les membres de la communauté ait, très brièvement, failli sous le poids d'une épidémie qui signe ainsi son bref mais puissant impact sur la société toute entière.

¹⁸⁸⁴ Edoardo GRENDI, « Repenser la micro-histoire ? », dans Jacques Revel (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard/Seuil, 1996, p. 233-243, p. 238 / Pierre SAVY « Les débuts de la micro-histoire », *Écrire l'histoire*, 3 | 2009, p 65-66.

phénomène grippal est habituellement absent ? Jean Fayet, historien de Marseillan, âgé de 18 ans lorsqu'elle frappe sa commune, impute la responsabilité de sa transmission aux permissionnaires qui portaient « dans les plis de leur capotes déchirées, les miasmes meurtriers »¹⁸⁸⁶. Mais on pourrait également émettre l'hypothèse que, tout autant que par les permissionnaires, elle est arrivée à l'été d'Espagne, où elle a violemment frappé dès les mois de mai-juin¹⁸⁸⁷, par l'intermédiaire des travailleurs saisonniers. C'est ce qu'inviterait à penser le fait que dans la hausse de la mortalité marseillanaise plus précoce, un tiers des victimes soit espagnole notamment au mois d'août. C'est aussi la perception des contemporains que laisse supposer une manchette du quotidien *L'Eclair*, publiée dès le mois d'août qui titre, résignée, « pas de remède à ce microbe espagnol. Il a passé la frontière en contrebande. »¹⁸⁸⁸ Plus sûrement, si tous s'accordent pour dire que le « virus est arrivé partout par la mer »¹⁸⁸⁹, il s'est peut-être aussi précocement diffusé dans le sud de l'Europe par les ports de la Méditerranée et le couloir de migration de la plaine littorale.

3.2.1.2.3. Quand l'épidémie fait irruption dans le temps de la guerre.

Comment la grippe a-t-elle été perçue puis vécue par les acteurs ? Quand les journaux commencent à en parler, c'est sur un ton badin comme d'une épidémie bénigne. « La grippe est à la mode, difficile à une femme de ne pas l'attraper »¹⁸⁹⁰ peut-on lire dans *L'Eclair* en juillet qui met peut-être déjà l'accent sur l'identité féminine des malades suggérant encore qu'elle se manifeste déjà précocement. De fait, durant l'été, l'épidémie a déjà fait des ravages en Espagne mais sévit également en Allemagne où Etienne Larroque est prisonnier depuis août 1914. Dès le 19 juillet, très affaibli par des conditions de captivité qui se sont brutalement détériorées, le jeune lieutenant est rapatrié de justesse par la Suisse, au grand soulagement de sa famille à nouveau inquiète

¹⁸⁸⁶ Jean FAYET, *Marseillan : un village en Bas-Languedoc, vol. 1, opus cité*, p.449

¹⁸⁸⁷ Olivier LAHAIE, « L'épidémie de grippe dite « espagnole » et sa perception par l'armée française (1918-1919) », *Revue historique des armées*, 262 | 2011, 102-109.

¹⁸⁸⁸ Cité par Emmanuelle Baillot dans « La grippe espagnole de 1918 a aussi durement touché le Biterrois », *Midi Libre*, 3 avril 2020.

¹⁸⁸⁹ Freddy VINET, *La Grande Grippe, 1918, la pire épidémie du siècle, opus cité*, p. 38

¹⁸⁹⁰ Cité par Emmanuelle Baillot dans « La grippe espagnole de 1918 a aussi durement touché le Biterrois », *Midi Libre*, 3 avril 2020

alors que jusque là elle le savait à l'abri des obus et des mitraillettes : « à cette date Etienne me dit qu'il est remis d'aplomb, heureusement, car la grippe espagnole fait assez de ravages en Suisse. »¹⁸⁹¹ écrit ainsi sa fiancée à ses beaux-parents. Dans les sources épistolaires, c'est là la seule utilisation du qualificatif « espagnole ».

Le compte rendu d'un rapport de santé militaire paru sous forme d'entrefilet publié à la troisième page du quotidien *L'Éclair* du 3 septembre qui a comptabilisé en août « 2000 grippés à Toulon essentiellement des militaires »¹⁸⁹² a peut-être semé l'inquiétude parmi les familles de marins et de pêcheurs qui l'ont lu. Mais, conclut le texte, « la situation est redevenue normale ». Trop tard pour le jeune Marseillanais Jean Navarre, apprenti matelot de 18 ans, que la grippe a emporté le 24 août à l'hôpital de St Mandrier. Quand le ton de la presse devient plus sérieux en septembre¹⁸⁹³, qu'elle publie régulièrement des encarts publicitaires pour des médicaments les plus improbables et que la ville de Béziers met sur pied une commission d'hygiène, le pic est à son apogée dans le canton et celui de Florensac. Comme en atteste le récit de Philomen Mioch, l'épidémie semble faire littéralement irruption au moment des vendanges tandis que les offensives meurtrières ont repris dans une nouvelle hécatombe qui fait encore reculer la fin tant espérée et désormais attendue du conflit. La peur qui saisit la population trouve son origine dans plusieurs de ses aspects inédits. Il y a d'abord l'éphémère période d'incubation de la maladie et la violence de ses manifestations cliniques relatées par Philomen qui subit une forte poussée fébrile aussi brutale que peut l'être sa défervescence, ou au contraire sa résolution létale comme c'est le cas de sa sœur, Rose, 27 ans. Il y a encore la densité extrême des germes au pouvoir de diffusion foudroyant au cœur même des foyers puis des rues et puis cette incertitude qui s'exprime dans la difficulté voire l'impossibilité à l'identifier et à la nommer ; Pour Jean Fayet, l'auteur de l'histoire de Marseillan qui avait 18 ans en 1918, il s'agit encore, en 1974, d'une « variété de choléra qui a atteint le Midi en août »¹⁸⁹⁴. Créant un nouvel imaginaire chargé de forte insécurité, renforçant celui lié à la guerre sans jamais le

¹⁸⁹¹ Gabrielle Amadou à la famille Larroque, 1^{er} août 1918.

¹⁸⁹² *L'Éclair*, 23 septembre 1918, p. 3

¹⁸⁹³ Cité par Emmanuelle Baillet, « La grippe espagnole de 1918 a aussi durement touché le Biterrois » *opus cité*.

¹⁸⁹⁴ Jean FAYET, *Marseillan : un village en Bas-Languedoc, vol. 1 opus cité*, p. 451

remplacer, la maladie effraie encore où que cela soit par sa diffusion très éloignée des villes, n'épargnant aucun territoire. La première fois que Joseph Sigal l'évoque en septembre c'est à propos de sa présence dans le village isolée de l'Aveyron où vit sa fille ainée : « Augustine me dit que la grippe se fait sentir là-haut aussi je crois que c'est un peu général »¹⁸⁹⁵. De plus, une prophylaxie efficace manque pour se protéger. Dans les bourgs du canton, on ne trouve aucune trace de mesures sanitaires éventuellement mises en œuvre par les autorités si ce n'est l'annulation tardive des cérémonies de prises d'armes dans les villes de garnison en novembre¹⁸⁹⁶ quand le pic est passé. Joseph, à Vaire, s'en remet résigné, aux mesures d'hygiène peut-être efficaces proposées par les services de l'Armée et, plus sûrement, espère :

« Peut être que à force cette grippe disparaîtra avec le froid. Ici il n'y a pas trop de malades non plus. Tous les matins on nous fait gargariser avec de l'eau tiède mélangée avec de l'eau oxygénée et le soir on nous donne une espèce de pommade que l'on met dans le nez comme du tabac à priser. Enfin on prend les précautions autant que possible. »
1897

Puisque la médecine officielle est en partie désarmée, chacun expérimente au gré de ses connaissances et des conseils. Dans l'entourage de Philomen Mioch, conscient pourtant du peu d'effets de ces thérapies, c'est l'alcool qui a la côte puisque les autorités sanitaires du département préconisent la consommation de rhum¹⁸⁹⁸. À défaut de solutions, Joseph Sigal choisit d'appliquer des mesures de prévention portées par la rumeur et le sens de l'économie :

« Moi, je ne les ai pas encore goûtés les raisins, on en vend ici, mais ils sont encore à 18 sous la livre alors ils peuvent les garder 18 ans. D'abord on dit que pour ne pas attraper la grippe, il ne faut pas manger du fruit si c'est vrai que ça y fasse quelque chose, je ne l'attraperai pas car les fruits je n'en mange pas du tout. »¹⁸⁹⁹

Ce qui interpelle enfin les acteurs, ce sont les rumeurs qui disent un nombre inédit de victimes auxquelles est très attentif l'ouvrier : « Cette grippe fait beaucoup de ravages à

¹⁸⁹⁵ Joseph à Marie Sigal, 26 septembre 1918

¹⁸⁹⁶ *L'Éclair*, 1^{er} novembre 1918

¹⁸⁹⁷ Joseph à Marie Sigal, 29 octobre.

¹⁸⁹⁸ Nejma OMARI, « La propagation de l'épidémie ; traitement médiatique de la grippe espagnole dans la presse quotidienne héraultaise » dans *Etudes héraultaises*, numéro 55, 2020, p 147-155, p 52

¹⁸⁹⁹ Joseph à Marie Sigal, 23 octobre

ce qu'il paraît d'après ce que disent les camarades des autres pays (...) à Paris et à Lyon ça tombe comme des mouches. »¹⁹⁰⁰

Au-delà des situations et des perceptions mortifères communes, la grippe a pour autre conséquence de rapprocher symboliquement les fronts face à un danger commun imminent partout présent cette fois et donc partagé par tous, civils ou militaires, y compris ceux possiblement à l'abri. Le champ des possibles des victimes de la tragédie en cours s'élargit considérablement et de façon inédite. L'oncle de Philomen et de Rose, Marcelin Roux, 39 ans, mobilisé dans le 137^e RI, décède bien le 13 octobre 1918 d'une broncho pneumonie grippale à Roanne, quelques jours après sa nièce visitée quelques jours plus tôt. Pierre Bosc, propriétaire viassois était trop âgé pour être mobilisé, son fils trop jeune et il a une fille. Peut-être était-ce en partie pour cela que le contenu de son semainier donnait l'impression qu'il était passé à côté du conflit, bien plus attentif à la succession des épisodes météorologiques qui déterminaient la qualité de ses récoltes si bien vendues. Pourtant, il a été rattrapé par la mort de son fils de 17 ans, Charles, le 6 décembre à 3 heures du matin¹⁹⁰¹. En septembre, Sully Jaulmes¹⁹⁰², Médecin-major du 142^e passé à l'Etat-major du corps d'armée, qui a fait toute la campagne dans les hôpitaux du front puis de l'arrière-front du nord-est, est brièvement mais sévèrement atteint dans une forme intestinale de la maladie le 20 octobre. Il en réchappe, à la différence d'un grand nombre de ses proches médecins, particulièrement exposés et jusque là largement préservés, dont il égrène la liste entre les lignes d'un carnet qui salue avec ardeur les victoires alliées dont il devient pourtant difficile de se réjouir désormais complètement, éclairant à quel point les deux tragédies s'entremêlent :

« Samedi 2 août. Départ ce matin 8 heures et demi pour un mois de permission) en laissant Mariot assez malade et grippé. Mardi 10 septembre. Tout marche bien sauf que Mariot a été très malade. Il va mieux maintenant. (...) Vendredi 13 septembre 1918. On apprend la mort du docteur Brial de la 1/91. Cette grippe est infernale, pourvu que mes chers bien-aimés restent indemnes. Les Américains font du bon travail devant Saint Mihiel. Bravo les Yanks. (...) Mardi 8 octobre. Triste nouvelle de la mort de William¹⁹⁰³ à l'hôpital de Castres. Pauvre petit.

¹⁹⁰⁰ Joseph à Marie Sigal, 8 et 25 octobre.

¹⁹⁰¹ Pierre Bosc, semainier cité par Henri VITTUMI, *Vias et les Viassois de l'époque moderne aux temps contemporains (études d'histoire locale)*, p. 513-523, p. 521

¹⁹⁰² ADH en ligne, 1914-1918, 71 PR1/3, Fonds Louis Sully Jaulmes, août 1918.

¹⁹⁰³ Son neveu, William Jaulmes, 18 ans, matricule 1387 au recrutement de Montpellier, canonnier dans le 9^e de Castres est décédé le 30 septembre, de grippe et congestion pulmonaire.

Qui sait s'il n'aurait pas su mieux employer sa vie. Victoire des Anglais entre Cambrai et Saint Quentin. Lundi 14 octobre. William est bien mort de la grippe, Alfred Vermeil¹⁹⁰⁴ aussi ! Encore 15 jours et les boches sont aux frontières ! (...) Dimanche 20 octobre. Quelle sale affaire cette nuit que cette indigestion qui m'a fait tant de mal ! J'ai eu quelques minutes d'angoisses terribles ! Aujourd'hui cela a été beaucoup mieux (...). Jeudi 31 octobre. L'Autriche implore à nouveau la paix. Mort de ce pauvre Gervaise le 22 à la Veuve¹⁹⁰⁵. J'en ai beaucoup de peine.»

On le lit, la survenue de la grippe avec son cortège de victimes vient, pour les soldats, rajouter un motif d'anxiété supplémentaire quant au sort des proches jusque là, c'est-à-dire durant quatre longues années, *a priori* plus à l'abri. Sully Jaulmes s'inquiète désormais tout à la fois pour ses collègues du service de santé au front et pour sa femme et ses deux enfants qui vivent à Nîmes. De l'arrière, Marie Loubet, alors que le retour des prisonniers commence à animer le bourg de bruissements enfin plus optimistes qui devraient la réjouir quant aux prochaines retrouvailles, se retrouve à nouveau plongée dans l'angoisse quant à son sort, retardant encore et toujours l'espoir de fin :

« Je n'ai rien reçu de toi, je ne sais à quoi attribuer ce long retard. Depuis le 18 août, rien. Cela me fait inquiéter et cela me fait languir. Je me fais tant d'idées, que peut-être tu es malade à cause de cette épidémie de grippe. Je suis tout à fait découragée, dans la maison, je suis là toute étourdie. J'attends tous les jours et toujours rien. »¹⁹⁰⁶

La jeune jardinière, qui par prudence méfiante a refusé d'œuvrer à faire rapatrier son époux par la Suisse, malgré ses demandes et tentatives, ne s'inquiète pas sans raison puisque la moitié des 12 soldats du canton décédés en captivité l'ont été de maladie après l'armistice, mais elle ne peut qu'attendre désespérément le retour de Paul.

Partout la grippe tue, des civils et des soldats, captifs en Allemagne, chez eux, dans les hôpitaux, en permission ou dans les casernes, ce qui conduit à interroger les identités de l'ensemble des victimes.

¹⁹⁰⁴ Ce canonnier né en 1879, recruté à Nîmes qui habite Générac est décédé le 7 octobre 1918 d'une « Grippe bronco pneumonie, maladie contractée lors d'une permission de détente de 20 jours »

¹⁹⁰⁵ Guillaume Gervaise était le soldat qui assurait les déplacements du médecin depuis 1916. il est décédé le 22 octobre d'une « maladie contractée en service ».

¹⁹⁰⁶ Marie à Paul Loubet, 17 octobre 1918.

3.2.1.3. Identités des victimes du canton.

3.2.1.3.1. Des civils : familles, jeunes, réfugiés ou Espagnols.

Le jeune Louis Baron se souvient « Des familles entières, jeunes ou vieux », victimes de la grippe, mettant ainsi l'accent sur la forte contagion intrafamiliale et ses effets meurtriers. La consultation des registres de décès confirment nettement cette perception. Les situations de familles décimées se retrouvent dans les quatre communes mais c'est à Marseillan où le tiers au moins des victimes sont des parents en ligne directe, époux, frères et sœurs, parents et enfants qu'elles sont les plus flagrantes ; Deux jeunes sœurs de 18 et 28 ans, Augustine et Marie Dolores Beltra meurent chez elles, l'une en août l'autre en octobre. Disparaissent encore deux petites jumelles réfugiées originaires de la Marne âgées de deux ans, Gabrielle et Paulette Journet, le 2 puis le 15 août. Incarnation Sanchez, 30 ans est emportée le 29 août, une semaine après sa nièce de 5 ans, Rosalie, et deux mois avant Incarnation, sa fillette de deux ans. Héloïse Déjean, 13 ans précède son frère Justin, 28 ans, de 5 jours, et d'un mois leur cousine germaine, Yvonne, 28 ans. En octobre, sont emportés chez eux Juan et Francisco Barrachina, deux jeunes ouvriers agricoles espagnols de 18 et 21 ans. Réfugiées à Bessan, Cécile Pinte, 33 ans, originaire de Beaumont dans le Pas de Calais, décède le 29 septembre, et sa mère, veuve de 54 ans trois jours plus tard. Le 10 novembre, c'est un couple d'une soixantaine d'années qui meurt chez lui à Agde et la simultanéité des décès à quelques heures d'intervalle, incite à supposer que c'est la maladie qui en est à l'origine. De cette liste qui pourrait s'allonger encore, se dégage un second élément caractéristique de l'épidémie, également perçu par Philomen ; les femmes seraient davantage touchées, du moins dans la version la plus mortelle. Cette perception correspond effectivement à la réalité de 119 décès d'habitants du canton âgés de 15 à 39 ans durant les cinq derniers mois de 1918, qui donne 74 femmes pour 45 hommes alors qu'en 1917 il n'y a que six hommes et cinq femmes décédés dans cette tranche d'âge dans cette période, soit à peine 7,7 % . Mais cet écart paraît provenir davantage du déséquilibre démographique conjoncturel en faveur des femmes, que de la spécificité de l'épidémie. Et si les jeunes femmes composent un peu moins des deux tiers des décès des jeunes gens, les jeunes hommes ne sont pas épargnés car si l'on rajoute les décès de maladie dans la même période de

jeunes soldats dans les hôpitaux, en Orient ou en Allemagne, les chiffres s'équilibrent à 51 et 49 %.

Tableau 3-10. Répartition des décès de la grippe par sexe et âge

Répartition par classe d'âge (15-39 ans et autres) et par sexe

CLASSE AGE	AOUT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	TOTAL	%
JEUNES FEMMES	10	23	19	14	8	74	21,00 %
JEUNES HOMMES	5	15	18	7	0	45	12,50 %
AUTRES	45	65	57	39	32	238	66,50 %
TOTAL	60	103	94	60	40	357	100,00 %

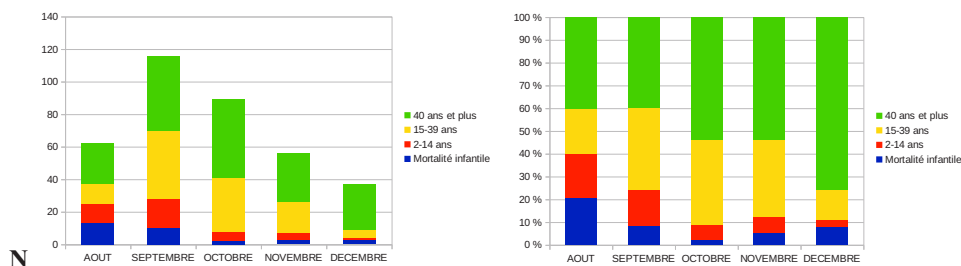


Figure 74. Nombre de décès par tranches d'âge dans le canton (à l'unité et en %)

Enfin, le critère de l'âge qui a souvent été relevé s'impose de fait puisque durant les mois d'août à novembre 1918, la mortalité des 15-39 ans est beaucoup plus élevée que les autres années avec 119 décès au lieu de 11 en 1917 soit entre 30 et 40 % en septembre et octobre selon les communes, puis environ 15 % en décembre. Les spécialistes ont relevé que la grippe ne touchaient pas les jeunes enfants ni les personnes âgées comme les autres épidémies mais il semble qu'il faille nuancer ce propos à cause justement de la contagion à l'intérieur des foyers où ont lieu les trois quart des décès. Douze foyers marseillonnais comptent ainsi au moins deux décès. La contagion paraît d'autant plus intrafamiliale que les habitations sont exigües et les lits partagés. Philomen Mioch qui en a réchappé peut-être de justesse a certainement sauvé la vie de sa nièce en l'amenant passer la nuit chez sa grand-mère quand sa mère Rose est tombée malade et il serait intéressant de savoir lesquelles des trois voisines de Louis Baron partageaient la même couche.

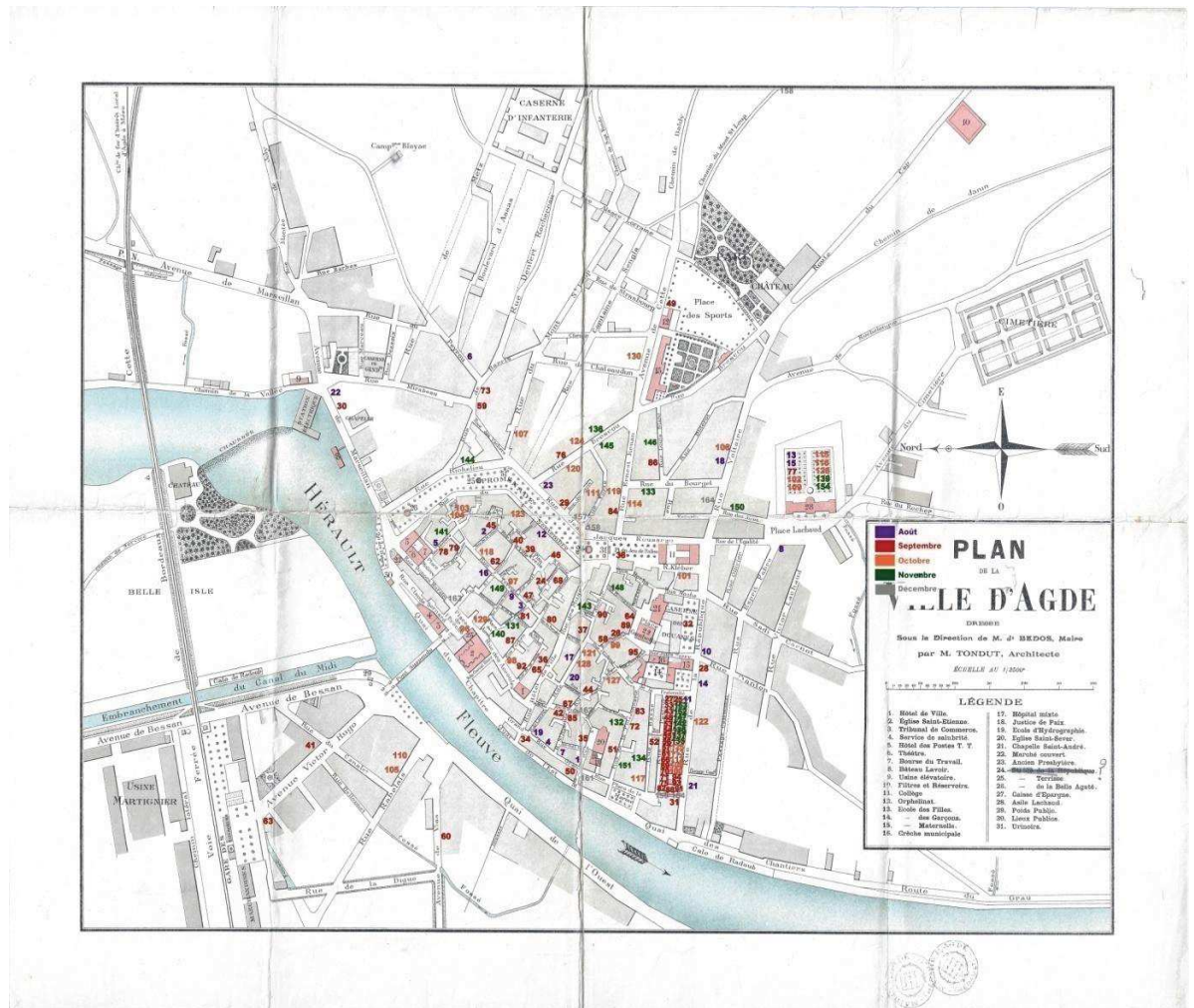


Figure 75. Localisation des décès dans Agde août-décembre 1918

Mourir de la grippe semble donc largement une question d'adresse, géographique, puisque quelle que soit la commune, l'essentiel des victimes ne dépasse plus rarement les boulevards, ce qui amène à s'interroger sur les lieux, de vie et de ... mort liées à la grippe. Le plan d'Agde légendé par les dates et adresses de décès des moins de 70 ans et élaboré à partir des actes d'état-civil met en exergue que si l'on meurt évidemment beaucoup à l'hôpital situé en bas à droite du plan, on meurt très peu dans les domaines ce qui ne veut pas dire qu'on n'y est pas malade. Ainsi, dans la campagne de la Prunette - hors plan en bas à droite - sur le chemin de la mer sur la rive gauche de l'Hérault, Marie Loubet écrit à son époux le jeudi 26 septembre « tous avaient été malades ». Tous, c'est-à-dire certainement les cinq membres de la famille de sa sœur Rosalie dont l'époux mobilisé est le régisseur du domaine, le premier

lourdement touché, et peut-être encore les propriétaires, voire des ouvriers agricoles. Déjà, à cette date, elle peut aussi affirmer que « tout le monde va mieux », puis le 30 septembre que « Tous sont bien rétablis » même si son beau frère qui avait bénéficié d'une permission de vendanges au début du mois de septembre, ne repart que le 11 octobre, encore très fatigué. Le caractère meurtrier de l'épidémie semble donc avoir plus difficilement atteint les populations éparses des vignes, ce que confirment les registres des décès des quatre communes, les espaces y étant moins confinés à défaut peut-être d'y être moins insalubres. Le critère géographique croise alors en partie le critère socioprofessionnel et celui de nationalité. On meurt bien davantage dans la vieille ville où l'exiguïté des logements liée à une plus grande précarité des habitants est la règle. De nombreux logements sont minuscules, la promiscuité y règne alors tandis que les possibilités d'hygiène restent limitées. C'est là surtout, dans le cœur des bourgs, que s'entassent les familles d'ouvriers agricoles, notamment espagnoles, qui, avec un quart des victimes à Marseillan, sont touchées bien au-delà de leur proportion numérique. Il est impossible de savoir cependant si elles sont arrivées porteuses du virus ou si elles sont devenues malades dans la commune. Le fait est qu'en août et septembre, c'est là que la grippe frappe massivement avant de s'étendre plus largement hors les murs, les mois suivants. De plus, certaines rues sont bien plus touchées que d'autres comme la rue de la Mairie ou la Grand Rue à Marseillan, la rue de la Poissonnerie, celle de l'Amour et la rue Brescou à Agde, ce qui interroge la densité des relations de voisinage, de rue et d'école, comme dans la Grand rue agathoise où trois des quatre victimes sont des enfants âgés de 8 à 12 ans tout comme dans la rue J.J. Rousseau.

3.2.1.3.2. Des militaires : soldats algériens, travailleurs indochinois et permissionnaires ou réformés français

Par ailleurs, dès janvier 1917, une épidémie d'infection pulmonaire mortelle, dont les manifestations létales n'ont disparu qu'en novembre 1918, a atteint la caserne Mirabel où sont particulièrement touchés les soldats originaires des colonies, largement victimes à leur tour de la grippe. De janvier 1917 à novembre 1918, 49 très jeunes soldats appartenant à quatre compagnies du 2^e Régiment des travailleurs algériens, sans âge su et sûr, tous donc « présumés âgés de 20 ans » dans les registres d'état civil, décèdent dans l'un des trois hôpitaux de la ville avec une pointe de 9 décès en février 1917 et une seconde de 12 en septembre 1918. Il est difficile de savoir s'ils décèdent

dès leur arrivée en métropole où après un passage au front puisqu'ils ne sont que deux à succomber des suites de leurs blessures à l'hôpital mixte. Tous les autres sont victimes de « maladies », nommées plus précisément dans un premier temps « broncho-pneumonie » ou « pleurésie » puis, à partir de septembre 1918, « grippe pulmonaire »¹⁹⁰⁷.

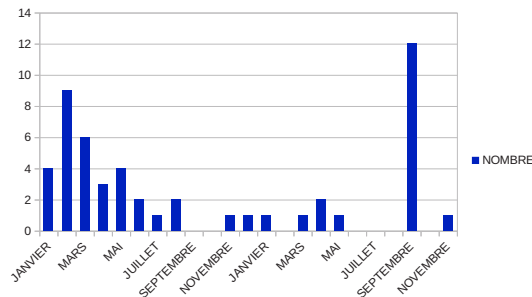


Figure 76. Évolution des décès des tirailleurs algériens 1917-1918

Il apparaît que ces populations coloniales sont les premières victimes à Agde, ville de garnison, d'une épidémie qui les atteint en priorité. La période est encore marquée à partir du 9 août 1918 par les décès de quatre jeunes Indochinois, Dang Té, infirmier interprète de l'hôpital mixte, et Le Van Thi, Le Ngoc Lam et Bui Long, tous trois ouvriers militaires au domaine du Clavelet, propriété de la Compagnie des Salins du Midi. Trois autres Indochinois du domaine meurent à l'hôpital de Béziers en septembre 1918¹⁹⁰⁸. Les Européens ne sont pas épargnés dans ces régiments puisque le caporal français du régiment algérien, Célestin Bichet, décède dès le 3 août 1917. Antoine Roumagnac, 61 ans, garde peut-être des travailleurs indochinois, meurt lui aussi de la grippe en novembre 1918 au domaine du Clavelet. Deux soldats du 176^e RI, Eugène Meynard et Auguste Liger, succombent à leur tour les 9 septembre et le 24 octobre à l'hôpital mixte, de « bronco pneumonie » et « d'embarras gastrique fébrile myocardite », autant de termes complexes qui soulignent toujours la difficulté à nommer la grippe dans ses multiples manifestations cliniques. Pourtant ces premiers semis réguliers de décès étalés de janvier 1917 à mai 1918 semblent confirmer l'étude

¹⁹⁰⁷ Dix noms de ces soldats soit 20 % figurent deux fois avec des orthographes différentes, sur le site www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr.

¹⁹⁰⁸ ADH, sous-série 10 R 251, cf chapitre sur la vigne

de Pierre Darmon selon laquelle les prémices de la grande pandémie sont à retrouver dans une forme de pneumonie grippale qui s'est diffusée à partir de 1916, touchant particulièrement les populations coloniales dont en premier lieu les travailleurs indochinois, les Annamites, au point d'être surnommée dans les milieux médicaux « La pneumonie des Ammanites », ses symptômes préfigurant point par point ceux des foudroyantes complications broncho-pulmonaires de la grippe espagnole. L'historien précise que « Ce pneumocoque des Annamites d'une extrême virulence prépare son terrain en s'attaquant aux sujets qui, étrangers aux climats et pathologies occidentales, vivant dans la promiscuité, sont les plus vulnérables. »¹⁹⁰⁹ Enterrés au cimetière en rang de fosse, les dépouilles de ces soldats coloniaux et français, disparaissent dès 1925 dans un ossuaire. Leurs décès passent quasiment inaperçus et pour s'y intéresser il faut être un jeune adolescent curieux comme Louis Baron, 14 ans, sensible au spectacle inédit que représentent les cérémonies funéraires des tirailleurs dès 1917 au point peut-être de dater la grande épidémie de l'année 1917 :

« d'autrefois moins gais, étaient d'autres cortèges de tirailleurs, en petite tenue, conduisant à sa dernière demeure sur un brancard recouvert d'une toile verte, un de leurs camarades décédé. Un chant lancinant et triste répété de l'un à l'autre, prolongeait douloureusement cette funèbre ambiance. »

Enfin, 49 décès sur les 710 totaux, soit 6,75 %, concernent les soldats originaires du canton décédés peut-être de la grippe, ce qui représente une petite partie des soldats morts pendant le conflit. Ils ont été victimes à minima d'une « maladie contractée en service » ou à l'inverse, d'une « maladie non imputable au service » entre août 1918 et avril 1919. Cela représente à peu près l'équivalent des décès de soldats « tombés à l'ennemi », morts suite à leurs « blessures de guerre » ou « disparus » durant la même période, certains combattant encore en Russie ou en Orient. Sur leurs fiches matricules individuelles, la cause de la mort est absente. C'est moins le cas des trente-neuf fiches de décès mises en ligne par le SHD sur le site *Mémoire des hommes* où cinq seulement n'indiquent aucune cause, seize ne mentionnent que « maladie », dix précisent « pleurésie », « tuberculose pulmonaire », « pneumonie » et enfin neuf, soit 20 %

¹⁹⁰⁹ Pierre DARMON, « Une tragédie dans la tragédie : la grippe espagnole en France (avril 1918-avril 1919) », *opus cité*

environ, notent « grippe » voire « complication pulmonaire de la grippe », souvent rajouté au crayon comme si les cas avaient été réexaminés à l'issue de l'épidémie et du conflit. Par ailleurs, la grippe est essentiellement identifiée comme cause du décès en ce qui concerne les soldats d'Orient ou ceux de Saint-Mandrier hôpital du 5^e DEF réservé aux marins. Inversement, les médecins français, comme ceux des camps allemands semblent avoir eu beaucoup de mal à nommer clairement l'épidémie quand elle tue.

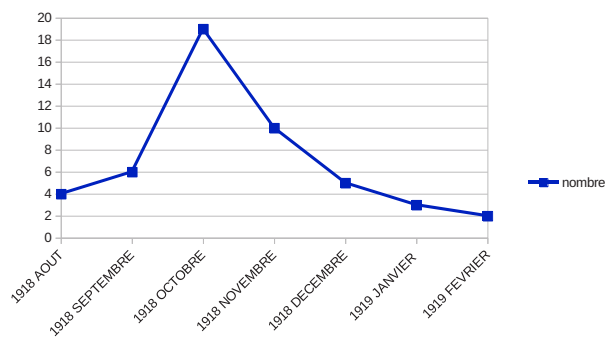


Figure 77. Évolution des décès de maladie des soldats. Août-décembre 1918

La chronologie est également un peu décalée par rapport à celle des civils. La grippe touche plus tardivement ces soldats puisque le pic de la mortalité - dix-neuf décès - est atteint en octobre, soit un mois plus tard que dans le canton et que la vague se prolonge au début de l'année 1919. Ceux qui meurent le plus tard sont les captifs en Allemagne, ou ceux qui combattent en Orient ; Trois cents soldats du 176^e RI, dans lequel succombent les Agathois Edmond Aguffe ou le jeune marié Mathus Naïdmann, décèdent à partir d'octobre 1918 en Serbie.

Les victimes continuent d'appartenir majoritairement à des corps de fantassins, mais proportionnellement moins que pour l'ensemble des soldats ; les marins en représentent une part non négligeable, les vaisseaux étant d'importants foyers de contagion. Les artilleurs sont aussi plus nombreux.

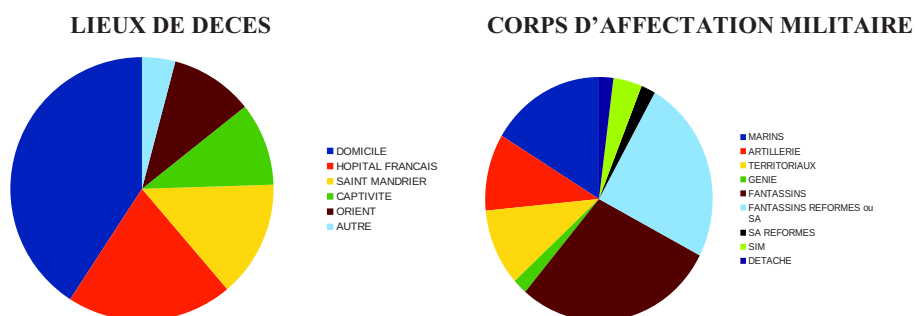


Figure 78. Soldats décédés de maladie. Août 1918 –janvier 1919

Enfin, plus d'un tiers des soldats décédés sont morts chez eux dont quatre seulement lors d'une permission. La majorité est formée de soldats placés en service auxiliaire dès le début du conflit pour diverses pathologies mais plus encore suite à de graves blessures reçues sur le front. Ces corps affaiblis ont pu mal résister à la pandémie. Mais Antoine Prost a noté que dans les deux gros volumes de tableaux statistiques issus des centres de soins de la zone de l'intérieur établis à partir de mars 1915 qui distinguent très clairement malades et blessés, « les informations sur les malades, pourtant plus nombreux, n'ont pas été exploitées, on ignore l'effectif des malades, c'est comme s'ils n'avaient pas existé. La guerre impose sa hiérarchie des valeurs à la diversité des souffrances, et celles que cause le combat méritent seules considération »¹⁹¹⁰. C'est ce que vient confirmer le cahier du médecin Jean Bédos lorsqu'il constate que « les blessés qui sont en quelques sorte les préférés, les choyés, par opposition aux malades un peu plus délaissés dans l'esprit des gens et même des femmes si dévouées. »¹⁹¹¹ Dans ces dénombrements sélectifs qui ont contribué à forger la mémoire nationale, mourir loin du front, bien plus que de la grippe, a pour conséquence de donner moins de visibilité au sacrifice du poilu pour la Patrie qui en devient dès lors moins reconnaissante et tend à les oublier.

En effet, plus des deux tiers - 17 soldats sur 23- des soldats du canton dont les noms sont gravés sur les monuments dédiés des quatre communes mais qui sont absents du site *Mémoire des hommes* appartiennent au groupe de ces soldats qui ont été mobilisés, l'ont payé très chèrement de leur intégrité physique puis ont été réformés ou placés en service auxiliaire avant de mourir de la grippe, ce qui n'aurait peut-être pas été le cas si la guerre ne les avait pas laissés en si mauvais état. Le statut de leur mémoire publique reste ambigu ; Si un seul est absent du site bien qu'il bénéficie à la fois sur sa fiche matricule et son acte de décès de la précieuse mention qui ouvre l'accès aux droits spécifiques octroyés par la Nation aux membres de leur famille, ce n'est pas le cas de tous les autres. Quelques-uns encore ont leur nom présent sur le site mais leur fiche précise l'absence de la gratification par la mention « Non mort pour la France ». La

¹⁹¹⁰ Antoine PROST, « Compter les vivants et les morts : l'évaluation des pertes françaises de 1914-1918 », *Le Mouvement Social*, vol. 222, no. 1, 2008, p. 41-60. Article repris en partie dans « Les morts », dans WINTER Jay (dir.), *La première guerre mondiale*, Paris, Fayard, Volume 3, *Sociétés*, 2014, p 559-623.

¹⁹¹¹ AMA, fonds privé Albert Bédos, cahier manuscrit de Jean Bédos, 1917

majorité est carrément absente ce qui paraît d'autant plus surprenant que la gravité des blessures à l'origine de leur réforme, de leur détachement ou de leur placement en service auxiliaire est avérée. Par exemple, malgré ses brillants états de service, Joseph Olivier, né en 1891, caporal puis sergent, réformé en mars 1916 à cause de la « destruction complète des tympons suite à un traumatisme de guerre », cité à l'ordre de la brigade, titulaire de la croix de guerre, en est partout privé, certainement parce qu'oublié des listes militaires. Ce déni de reconnaissance rejoint celui qui sépare les tirailleurs algériens en deux groupes dont on peine à comprendre pourquoi entre deux soldats du même âge, mobilisés dans la même compagnie, décédés des mêmes causes le même jour, l'un se voit gratifié et pas l'autre. Il se devine alors en pointillés dans les fiches matricules, qu'au-delà du hasard, en ce qui concerne les soldats du canton, ce qui vaut certainement pour d'autres, des officiers plus attentifs ou des démarches familiales obstinées, souvent fort longues, ont joué un rôle déterminant pour remettre le soldat décédé de la grippe dans la boucle de la Gloire et des droits tangibles qui en découlaient pour sa famille. C'est le cas peut-être d'André Merliac, matelot mécanicien sur le torpilleur Dehorter, décédé à l'hôpital de Saint Mandrier de tuberculose pulmonaire à l'âge de 20 ans le 4 novembre 1918 dont le dossier n'est instruit qu'en 1925. Selon sa fiche matricule, il faut attendre 1927 pour que ses parents obtiennent une pension. L'imposante plaque funéraire de marbre toujours présente sur la tombe familiale semble venir rappeler ces démarches volontaristes.

Le teinturier marseillannais Pierre Vivares, classe 1893, matricule 1997 au recrutement de Montpellier est ainsi d'abord ajourné en 1914 avant de rejoindre un régiment d'artilleurs puis d'être réformé en 1915 pour angine « non imputable au service ». Il décède le 30 décembre 1918 et l'affaire aurait pu en rester là. C'est certainement compter sans l'opiniâtreté de sa veuve à faire reconnaître ses droits puisque la commission consultative médicale réunie le 7 août 1920, décrète finalement prudemment « que la mort a pu être causée par une maladie aggravée par le fait ou à l'occasion du service » et qu'« une pension de veuve a été octroyée à madame Vivares. » Quand le temps passe trop, cette attribution peut devenir symbolique comme celle concernant Germain Vachelard en 2013, dont la fiche n'a été rajoutée sur le site que le 17 janvier 2014. Ces malades décédés avec mention, ces malades sans mention,

des malades en attente de mention, tous viennent encore dans les années d'après guerre alourdir le bilan et complexifier l'inventaire des militaires décédés.

3.2.2. De la mort de masse à la mort collective ; la solidité des institutions.

3.2.2.1. L'impossible liste.

3.2.2.1.1. « Vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage »¹⁹¹².

Dans un article qui se voulait programmatique daté de 2008, en partie repris en 2014¹⁹¹³, Antoine Prost a mis en avant les problèmes importants de méthode que soulève le décompte des militaires décédés, soulignant notamment que, la façon de considérer les morts de maladies était susceptible en France de rajouter 75 000 victimes aux 1 325 000 morts de la guerre à la seule date de l'armistice. D'après Jean Dupâquier, le bilan français considéré comme définitif par l'Etat-major des Armées arrêté au 1^{er} août 1919, compte 1 357 800 décès dont 252900 disparus considérés comme morts.

Le parlementaire Louis Marin a repris ces chiffres en considérant cependant qu'ils étaient sous-estimés avant que d'autres historiens ne les revoient à la hausse, prenant en compte les 28600 militaires décédés dans les six mois suivant l'armistice dans les formations sanitaires et les 11 400 marins, parvenant à un bilan d'1,4 millions de pertes¹⁹¹⁴. C'est en définitive à ce chiffre que parvient Antoine Prost pour les pertes totales de l'armée française, incluant les étrangers et les coloniaux dont 1 325 000 « Morts pour la France ». Mais pour lui, si après guerre, le décompte des morts n'a été tenu que très approximativement, c'est parce que pour les contemporains,

« la question du « combien » passait bien après celle du « qui »,
l'addition comptait plus que le total, l'exigence qui s'impose, parce

¹⁹¹² Nicolas BOILEAU, L'Art poétique, « ...Ajoutez quelquefois et souvent effacez »

¹⁹¹³ Antoine. PROST « Compter les vivants et les morts : l'évaluation des pertes françaises de 1914-1918 », *Le Mouvement Social*, vol. 222, no. 1, 2008, p. 41-60. Article repris en partie dans « Les morts », dans WINTER Jay (dir.), *La première guerre mondiale*, Paris, Fayard, Volume 3, *Sociétés*, 2014, p 559-623

¹⁹¹⁴ M. HUBER, *La population de la France pendant la guerre*, Paris, PUF, 1931 / Jean DUPAQUIER (dir.), *Histoire de la population française*, t. IV : *De 1914 à nos jours*, Paris, PUF, 1988.

qu'elle est morale, n'est pas de les compter, mais d'en dresser la liste afin de n'oublier aucune victime à laquelle il faut rendre hommage. »¹⁹¹⁵

Il est pourtant un constat qui s'impose à l'échelle locale et qui vient nuancer ces propos. Certes, la multiplication des listes lisibles dans l'espace public frappent encore aujourd'hui. Plus encore, les sous-séries H des quatre services d'archives communales sont remplies de liasses de feuillets épars de toutes tailles ou de cahiers « le Gaulois », voire carrément des registres - certainement préparatoires à des actes administratifs ou autres - où sont inscrits les noms de soldats décédés. *L'Avenir agathois* renaît même à cette occasion de son sommeil pour publier une liste « des morts dont les noms sont parvenus dans la commune », prévenant qu'il est trop tôt pour clore la liste. Mais en général, ces noms sont numérotés ce qui laissent supposer que les scribes ont, simultanément à l'établissement de l'inventaire, voulu parfois compter aussi les morts. Informations raturées, gommées, effacées ou réécrites disent toutes le volontarisme acharné que les services municipaux ont mis à lister et à compter tout autant que toutes les difficultés qu'ils eurent à le faire. Lister par accumulation, ils y parvinrent, compter était plus illusoire et peut-être y renoncèrent-ils. Les chiffres ne coïncident jamais. Et les listes non plus. Ces impossibilités proviennent semble-t-il des trois facteurs totalement inédits qui se conjuguent étroitement pour déborder les agents chargés de la tâche et mettre à mal des méthodes éprouvées pourtant depuis plus d'un siècle. Il y a d'abord l'ampleur démesurée et inédite des pertes qui se sont produites bien loin des communes. Vient encore s'ajouter le très long étalement dans le temps des informations parvenues en mairie, parfois contradictoires. Enfin, il faut faire avec la grande diversité des sources, dues en partie aux mobilités géographiques et aux conditions de décès des militaires. Les avis officiels proviennent des autorités militaires mais officieusement les familles donnent aussi leurs informations. Les transcriptions d'avis de décès qui parviennent plus tard en mairie sont ainsi complétées parfois par celles des jugements de tribunaux puis éventuellement par les mentions marginales de « Morts pour la France », ou de « pupilles de la Nation » sur les actes de naissances d'enfants dont les parents n'habitent plus la commune. Et ce que nous dit au final le temps considérable passé à établir ces listes de noms diverses et multiples au sortir de la guerre, c'est

¹⁹¹⁵ Antoine PROST, « Compter les vivants et les morts : l'évaluation des pertes françaises de 1914-1918 », *op. cit.*

l'ampleur des enjeux multiples auxquels leur acteurs devaient répondre au fur et à mesure qu'à la fois parvenaient en mairie de nouveaux noms, mais aussi de nouvelles demandes des autorités administratives ou sociétales. Il en va d'abord, concernant les services d'état civil, d'une obligation administrative, celle de tenir à jour les registres avec toutes les informations de dates, de lieux de conditions qui les accompagnent. Les agents doivent alors, à partir de 1914 à Agde et 1915 dans les trois autres communes, se livrer à un exercice inédit tant est grand à la fois le nombre de soldats tués et celui des disparus, et le décalage temporel entre la réalité du décès et la transmission officielle de l'information en mairie. Durant toute la durée du conflit, ces éléments se traduisent localement par des tentatives d'accumulation d'informations et de répétitions sur des supports variables. Les procédés mis en œuvre dans chaque commune viennent attester de ces nouvelles conditions de gestion de la mort quand elle est à la fois massive, lointaine, apprise tardivement, ne trouvant pas de manifestation concrète dans la présence de corps à inhumer. Bessan, Marseillan et Vias choisissent des dispositifs identiques ; les actes sont transcrits dans l'ordre de leur arrivée avec l'intitulé « Transcription » accompagné souvent de la mention marginale « Mort pour la France ». Dans les registres agathois, les feuillets de décès sont pré-remplis et ne permettent pas la transcription d'actes très longs.

Elles sont donc indiquées en mention marginale par le numéro de leur arrivée et toutes reportées en fin de volume, c'est-à-dire que l'agent municipal le recopie en fin d'année après les avoir simplement indiquées et conservées à part. Dans la liste alphabétique finale, le nom du soldat, dont le décès a eu lieu parfois bien des années auparavant - le dernier à parvenir en mairie d'Agde est celle du capitaine de vaisseau J. Marius Mallet en 1960 - s'accompagne lui aussi de la mention « transcription » entre parenthèse - Un simple petit « T » à Vias -. Le nombre et la liste des actes de décès de l'année est donc très loin, à partir de 1915, de correspondre à la réalité des décès de l'année en cours. Etrangement, nulle part la synthèse finale indiquant le nombre annuel d'actes de décès transcrit ne distingue les actes de décès, des transcriptions. Ce décalage temporel parfois très important a peut-être perturbé les agents chargés de tenir l'état civil à jour, puisqu'à Bessan, Marseillan et Vias les noms des soldats morts dans l'année ont été ultérieurement intercalés dans la liste finale à la date précise de son décès, ce qui

rend la liste bien plus juste du point de vue de la réalité mais caduque d'un point de vue administratif.

Nos et Ardeç, par nous Maire de la Commune
de Vias et Officier de l'Etat-Civil; le présent
registre des Actes des Décès contenant Quarante neuf
inscriptions. A Vias le 3 Janvier 1916.
Le Maire, Officier de l'Etat-Civil.
Bautin

Tableau Alphabétique des Actes des Décès pour l'année 1915.

N°	Dates	Noms et Prénoms	N°	Dates	Noms et Prénoms.
12	21 Janvier	Aguiès Jean Joseph ^{Monsieur de France}	44	13 Avril	Perrier Marie Philomène
13	7 Avril	Aguiès Jean Baptiste	45	9 Juin	Lepercq Helène Juliana
14	20 Janvier	Auberge Jean Baptiste	46	6 Dec.	Signors. Jean Joseph
15	24 Nov.	André Marie Rose ^{supplémentaire}	47	7 Avril	Marchant ^{Comille}
16	11 Juin	Andu Elisabeth	48	16 Juin	Marchant Joseph ^{Monsieur de France}
17	7 Avril	Bandi ^{supplémentaire}	49	16 Juin	Marchant ^{supplémentaire}
18	23 Juillet	Baudès Marguerite Adeline	50	16 Juin	Moliner Marie Rose Marguerite
19	20 Janvier	Bennac Antoine Roger	51	27 Juillet	Moliner Justine Genevieve
20	4 Sep.	Bigourdan ^{supplémentaire}	52	4 Mai	Montagne Jean E.
21	22 Juillet	Blundi Pierre Louis	53	3 Juin	Mort. ne
22	9 Dec.	Bio Marie Suzanne	54	25 Janvier	^{supplémentaire}
23	11 Janvier	Cabanes Pascal	55	13 Octobre	Don. inconnu
24	4 Avril	Cabanel Louis Pierre	56	4 Janvier	Latach Joseph
25	9 Avril	Calmet Roger Louis	57	6 Mai	Latach ^{supplémentaire}
26	10 Mars	Cazal Adèle Louise	58	14 Juin	Perry Marie Vergine
27	24 Dec.	Chamayou Antoinette Marie	59	7 Avril	Loujol Jean
28	27 Sep.	Courteau Dolores Juval	60	3 Juin	Ruyhaud Jules E.
29	10 Juillet	Crouzelle Lucie	61	11 Dec.	Reaou Marie
30	27 Dec.	Déban Guillaume	62	27 Juillet	Ruel Genevieve Elisabeth
31	10 Sep.	Fabre Jean	63	27 Juillet	Ruel Lion Joseph
32	7 Octobre	Falbast Joseph E.	64	13 Janvier	Sergant ^{supplémentaire}
33	29 Nov.	François Guillaume Ulys	65	27 Avril	Galland Genevieve
34	13 Mars	Ferail Marianne Beatrix	66	10 Octobre	Gouret ^{Monsieur de France}
35	4 Dec.	Folmiere ^{supplémentaire}	67	22 Mars	Liquier Pierre Paul Benet
36	11 Janvier	Gandon ^{supplémentaire}	68	11 Dec.	Liquier Marie Durand
37	2 Janvier	Gramer Joseph	69	6 Avril	Nilbrun Marie Adolphe

Exemple de la ville de Vias ; Pour l'année 1915, les services de l'Etat-Civil enregistrent officiellement le 3 janvier 1916 49 inscriptions sur le registre des actes de décès. La liste fait apparaître trois transcriptions (T.) Deux d'entre elles concernent des décès qui ont eu lieu en 1914. Inversement, six noms de soldats décédés en 1915 mais dont les transcriptions sont parvenues plus tardivement ont été intercalés dans le respect de l'ordre alphabétique. (Avec une erreur reconnue ensuite, celle de Georges Galonnier). L'introduction est donc faussée. Il y a donc 55 inscrits mais 52 décès en 1915. Aujourd'hui on peut en compter 57

Figure 79. Extrait de la liste des décès du registre d'état civil de Vias. Année 1915

D'autant qu'à partir de 1919, et pour longtemps, parviennent les jugements de décès en provenance des tribunaux civils relatifs aux disparus qui sont alors à leur tour transcrits mais aussi mentionnés en fin des registre annuel ce qui entraîne de nouvelles inscriptions de noms intercalés dans les tables alphabétiques finales. Les listes sont donc en permanence réajustées au risque de l'erreur et de la confusion. Pourtant, pourquoi mentionner deux, voire trois fois, un nom de soldat décédé dans les registres, à des années diverses, si ce n'est pour s'assurer qu'il ne sera pas oublié et que la date de sa mort sera juste. Pas oublié, dans quel but public ?

Outre un objectif purement administratif, lister les morts, mais aussi les numéroter, si l'on en croit les différents inventaires établis en mairie, répond à des enjeux juridiques, sociaux, économiques voire politiques. Ils sont d'abord autant de décès qui définissent dès 1915 et pour longtemps, le statut des vivants, donnant lieu à pensions et aides de l'État pour les veuves et les orphelins qui deviennent pupilles de la nation. Il s'agit de faire droit à ceux qui restent, d'où l'importance sur les registres d'état civils de la mention « Mort pour la France » qui seule en ouvre l'accès. Précisément les compter représente encore un enjeu économique ; la préfecture demande aux mairies le nombre des hommes qui ne retournent pas à la terre en commençant par les tués à la guerre¹⁹¹⁶. Leur nombre considérable - plus d'un sur trois par rapport à 1911- permettra peut-être d'anticiper les baisses de productions viticoles à venir. Lister représente enfin dans l'immédiat la première étape indispensable pour préparer le deuil collectif dans un espace public. Celui des familles et d'une communauté. Il s'agit avant tout de sortir chaque enfant de la commune de l'anonymat de la mort de masse en lui rendant à minima un nom et un prénom. Lister encore mais aussi compter les morts permet d'organiser pragmatiquement les demandes de retours des corps et leur prise en charge au cimetière communal ; seront-ils 20, 50, 100, 200, 300... à inhumer ? Plus tard encore, il faut aussi prévoir l'inscription de leur nom sur les futurs monuments dont la taille des lettres et des plaques, voire du monument tout entier, dépendra du nombre, nombre encore susceptible de faire varier – très légèrement il est vrai – la dotation gouvernementale pour le construire. Il en est enfin d'un enjeu symbolique, celui de la part de la communauté au sacrifice national qui a conduit à la Victoire. Les cas corse ou

1916 ADH, sous-série 7 M 1028 Pp, enquête sur les vides causés par la guerre parmi les agriculteurs. (1918-1920)

breton, pour lesquels a longtemps existé une « polémique mathématique » sur « le décompte macabre »¹⁹¹⁷ - des chiffres allant de 10 à 40 000 victimes ont été avancés - s'avèrent éclairants des enjeux du nombre dans les affirmations des identités nationales mais surtout régionales remises en cause par certains concernant la loyauté nationale¹⁹¹⁸. Ce nombre vaut-il par éblouissements brevet d'héroïsme et de patriotisme pour le groupe et donc intégration dans la nation victorieuse comme semble le déclamer Jean Félix qui évoque « les plus de deux-cents qui ne reviendront pas »¹⁹¹⁹ ? Il semble pourtant que dans leur très grande majorité, dès décembre 1914, les hérauts de la célébration ne se risquent pas à effectuer ce décompte. Trop d'incertitudes jamais levées sans doute. Les problèmes de méthodes posés par A. Prost restent en effet d'actualité aujourd'hui avec plus d'acuité encore peut-être face la multiplication et surtout la superposition des listes accessibles, et ils ne peuvent avoir de solutions que conventionnelles qui obligent à clairement préciser quels critères et quelles sources sont utilisés pour lister et compter, sachant que socialement tous restent également valides pour ceux et celles qui les ont établies.

3.2.2.1.2. Estimer les pertes. Le triple apport de la numérisation.

Au XXI^e siècle, l'émergence massive de l'outil numérique, qui facilite l'accès à des sources jusque là plus difficilement accessibles et surtout cloisonnées, a changé la donne. Concernant les pertes, l'extension à toutes les échelles des numérisations entamées au début du siècle par divers acteurs, institutionnels ou privés, à l'occasion du Centenaire, a donné accès à quatre nouvelles possibilités au moins. L'échelle d'étude permet d'en évaluer précisément la fiabilité. En plus des mises en ligne des registres matricules et d'état civil par un nombre croissant de services d'archives départementales, les archives nationales ont donné accès aux « Livres d'or » des communes. Par la loi du 25 octobre 1919 « relative à la commémoration et à la glorification des morts pour la France au cours de la Grande Guerre », l'État avait lancé le projet d'un *Livre d'or* des noms de tous ces héros jusqu'alors anonymes. Le

1917 Didier REY, « La Corse, ses morts et la guerre de 1914-1918 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 121, no. 1, 2014, p. 49-59.

1918 Patrick CABANEL, « Cohésion, remous et désintégration des communautés nationales », in Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean-Jacques Becker (dir.), *L'Encyclopédie de la Grande Guerre*, Paris, Bayard, 2004, p. 535-549, p. 537.

1919 *L'Avenir Agathois*, numéro spécial 19 juin 1921, poème de Jean Félix

ministère des Pensions nouvellement créé était chargé d'établir, à partir du fichier existant, la liste des « Morts pour la France » de chaque commune. Il l'a adressée en 1929 aux maires afin qu'ils la contrôlent et l'amendent. De longues correspondances comme celles trouvées dans les archives marseillannaises témoignent de ces échanges. Instituée progressivement dès 1914, devenue institutionnelle par la loi du 2 juillet 1915, cette mention devait figurer sur les registres de décès mais aussi de naissances, en marge des actes concernant les militaires tués au combat ou des suites de leurs blessures pour les honorer en les distinguant. Si l'autorité militaire constate le décès, c'est elle qui précise son attribution, sinon – en cas de mort à l'hôpital par exemple – c'est aux familles d'en faire la demande sans limite de date mais parfois le médecin militaire s'en charge. Le Livre d'or national initié après guerre devait en faire le bilan¹⁹²⁰. En 1935, sa future présentation matérielle est fixée : 120 volumes seraient imprimés en plusieurs exemplaires, dont un déposé au Panthéon. Les contraintes budgétaires puis le début de la Seconde Guerre mondiale ont mis fin au projet en laissant subsister la documentation préparatoire. Les Archives nationales conservent ainsi pour chaque commune française, la liste des soldats Morts pour la France, classée par ordre alphabétique des localités du département concerné dont le fonds se trouve à Pierrefitte-sur-Seine. Ces listes nominatives communales permettent de connaître les nom et prénom, date et lieu de naissance et de décès, grade et régiment d'appartenance pour chaque soldat. Le lieu de sépulture, en revanche, n'est pas indiqué. En principe, les personnes mentionnées sont celles qui étaient nées ou résidaient dans la commune au moment de la mobilisation mais un flou a longtemps subsisté sur cette question. C'est ce qui explique, pour une part, les divergences entre les listes communales de « Morts pour la France » et les noms portés sur les monuments aux morts. Un travail similaire a été effectué, de façon indépendante par le ministère de la Marine pour les marins mais les listes n'ont pas été numérisées¹⁹²¹. Le Ministère des Armées de son côté a rendu progressivement accessibles par le biais du Service historique de la Défense, les fiches individuelles de décès des soldats issues des fonds d'associations d'anciens combattants en sa possession. Créé en novembre 2003 avec « la seule base des Morts pour la France de la

¹⁹²⁰ M.-Th. CHABORD, « Le livre d'or de la Première Guerre mondiale : un projet sans suite », *Revue historique de l'Armée*, n° 2, 1973, p. 76-89.

¹⁹²¹ <https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/cms/content/> (consulté le 10 septembre 2020)

Première guerre mondiale », puis des « Non Morts pour la France » en 2014, administré par la Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives (DPMA), le site *Mémoire des hommes* affiche une première intention mémorielle « d'hommage aux combattants » mais « vise aussi des intérêts historiques et généalogiques »¹⁹²². Une campagne d'indexation collaborative a été ouverte pour être clôturée le 11 novembre 2018, mais dans les faits, elle se poursuit puisqu'il est toujours possible d'y participer. 1 620 834 annotations le 13 septembre 2020, 1693 923 le 1^{er} juin 2021, 1694 287 le 25 juin 2021, 1694 750 le 6 juillet 2021 et étrangement 1693 496 le 16 octobre 2021, attestent à la fois de l'intérêt de la société toute entière pour les militaires morts en 1914-1918, mais aussi des marges d'oublis et d'erreurs que le contenu du site peut contenir.

Le portail *MémorialGenWeb* enfin, site associatif animé par des bénévoles, s'est donné pour mission l'inventaire et la mise en ligne des listes des monuments aux morts, des diverses plaques commémoratives ainsi que des Livres d'or avec un objectif commémoratif comme le souligne son portail « Recenser, Perpétuer, Honorer ». Né en mai 2000 et animé par un groupe de 32 bénévoles, en juin 2015, le portail avait mis en ligne 129366 relevés et 4067759 fiches individuelles et près de 10.000 personnes avaient travaillé à la création et à l'enrichissement du projet¹⁹²³. L'importance des nombres mis en avant sur ces deux portails ainsi que leur dynamique collaborative soulignent qu'en permanence les connaissances et leurs éventuelles rectifications évoluent mais toujours s'accroissent.

À l'intérêt d'un accès facilité aux diverses sources pour le comptage et l'établissement de la liste des morts des communes se conjugue la possibilité majeure du croisement de l'ensemble de leurs données pour tenter d'arriver à un degré plus élevé de fiabilité. En laissant de côté la multiplication des innombrables blogs nés d'initiatives privées, chacune des cinq sources principales citées portent ses forces et ses limites, apparaissant par conséquent comme très complémentaires entre elles ainsi qu'avec les différents inventaires retrouvés en mairie. Les registres communaux, extrêmement fidèles demanderaient par exemple à être consultés jusqu'aux années 1960 en ce qui

¹⁹²² <https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/>

¹⁹²³ <http://www.memorialgenweb.org/memorial3/html/fr/presentation.php> (consulté le 6 septembre 2020)

concernent les décès. L'augmentation sensible des transcriptions en 1915 et plus encore 1916, est par ailleurs révélatrice des efforts fournis par l'armée à la fin de 1915 pour se doter d'outils statistiques plus efficaces à l'établissement et la mise à jour de ses listes.

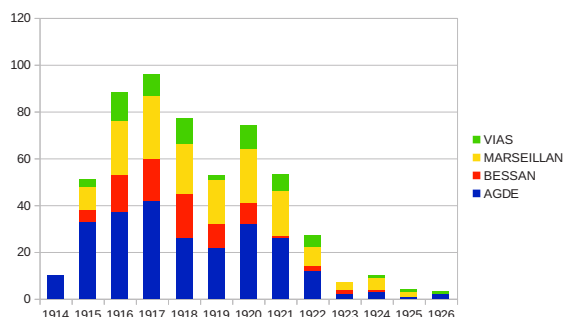


Figure 80. Évolution des transcriptions de décès des soldats dans les registres d'état civil

La précision d'ensemble des fiches matricules permet de retrouver les décès bien après la guerre mais ces dernières restent limitées au canton où sont inscrits les soldats, ce qui dans un territoire de forte mobilité, pose un problème surtout pour les soldats des classes les plus anciennes d'autant que certains services n'ont pas encore numérisé leurs fiches. *Mémoire des hommes* s'impose comme le site le plus complet et le plus facile d'accès concernant spécifiquement les décès des soldats encore mobilisés car il propose de nombreuses possibilités d'entrées. Mais il perd souvent la trace des soldats réformés pour blessure ou maladie, morts chez eux surtout si personne n'a fait la démarche de réclamer la mention « Mort pour la France ». De plus, les doublons y sont relativement courants, nécessitant d'être attentif si l'on veut compter. Ainsi, à titre d'exemple collectif, alors que le registre d'état civil et celui des inhumations donnent 49 tirailleurs étrangers décédés et inhumés dans la commune agathoise en 1917 et 1918, le site *Mémoire des hommes* propose une liste de 62 noms, soit tout de même une augmentation de plus de 20 %, due à des variations d'orthographe et des mélanges entre nom et prénom, ces difficultés attestant au passage de certains aspects discriminants de la culture coloniale d'une république qui parvient très mal à inscrire correctement les identités nominales des individus originaires des colonies. Individuellement, il n'est pas rare qu'un même soldat apparaisse deux fois comme Antoine Justin Revellat né à Crépinet dans le Tarn le 7 mai 1875, soldat, matricule 355 au recrutement d'Albi, au 128^e RIT mort d'une hémorragie cérébrale le 15 décembre 1915 à Casablanca au Maroc. Seules les conditions de la transcription diffèrent. De même, Pierre Paul Casimir

Caussé, commandant au 296^e RI, né en 1868 à Cordes, mort aux chemin des Dames le 21 avril 1917, a droit à deux fiches dédiées sur le site.

Le portail *MémorialGenWeb*, souvent très complet avec de nombreux renvois possibles, reste cependant en cours d'élaboration. Il y manque notamment des relevés comme, concernant Agde, celui de la plaque de l'Eglise Saint Sever ou celle du collège aujourd'hui médiathèque. De plus l'orthographe des noms de familles s'avère parfois aléatoire ne serait-ce que si l'on vérifie l'épigraphie *in situ* car les relevés ont été réalisés sur des plaques parfois abîmées. Si les nombreuses sources aux origines différentes et aux données parfois évolutives grâce à la collaboration et à l'indexation, sont devenues bien plus accessibles donnant la possibilité plus aisée de leur croisement grâce à leur mise en ligne, la question des critères méthodologiques reste toujours posée avec d'autant plus d'acuité que les sources augmentent et donnent parfois des noms différents.

3.2.2.1.3. Choisir des critères pour tenter de dresser un bilan.

Pour dresser un bilan, il devient donc essentiel d'établir simultanément des listes nom par nom pour éviter des conclusions trop hâtives. En effet celles établies à partir des monuments aux morts concluent au nombre de 560 victimes, résultat à peu près équivalent à celui des transcriptions dans les registres d'état civil de décès qui est de 553. La cause pourrait être rapidement entendue mais seuls 449 noms sont identiques sur les deux listes. Dès lors faut-il privilégier certaines sources aux dépens des autres ? Faut-il travailler sur l'accumulation des noms inscrits ou au contraire ne garder que les noms présents sur toutes les listes ? La question apparaît cruciale car le nombre peut varier de façon importante. À ce paramètre, se rajoute celui des nombreux critères choisis ; de date ou de cause de décès, de mention officielle octroyée par les autorités, de degré d'appartenance communautaire. Prendre en compte les douloureuses sorties de guerre des soldats et de décès parfois tardifs suite aux inhalations de gaz, aux blessures ou aux maladies, c'est se demander à quelle date de décès décider d'arrêter de lister. Par exemple, beaucoup de soldats du canton décèdent des suites du paludisme contracté en Orient. Faut-il les compter et jusqu'à quand ? La maladie consécutive à l'expérience combattante fait alors grandement varier le nombre de décès selon la date à laquelle elle a lieu. Faut-il encore ne comptabiliser que les titulaires de la mention « Mort pour la

France » comme l'a fait visiblement Jules Maurin même s'il ne l'explique nulle part ? Enfin, géographiquement qui lister ? Les natifs du canton, ceux qui y résidaient - mais à quelle date ? -, ceux encore dont la famille habitait la commune et y avait fait revenir le corps de leur soldat, les trois à la fois ? Ces questionnements gardent leur acuité car les variations sont conséquentes mais au final elles ne viennent qu'amplifier la lourdeur du bilan inédit du massacre et rappeler la multiplicité, la diversité et la complexité des mémoires et des deuils puisque ces listes pour différentes qu'elles soient restent toutes légitimes. Il a donc fallu faire plusieurs choix pour établir une liste finale. Le premier est d'avoir pris en compte la totalité des sources aujourd'hui disponibles. En ce qui concerne la date limite du décès, elle a été arrêtée en septembre 1924, qui correspond à celle la plus tardive concernant un soldat dont le nom est inscrit sur un des six monuments aux morts, celui de Marseillan. Louis Molinier, Marin au 5^e DEF, décédé le 22 du mois (Ils sont encore 89 cette année-là inscrits désormais comme « ex-soldats » sur le site *Mémoire des hommes* mais lui n'y est pas). Même dater le décès de la première victime n'est pas évident ; L'ouvrier plâtrier bessanais célibataire Marius Flour, habite rue de l'hôpital, appartient à la classe 1903 et meurt à la caserne de Toulon le 5 août dans laquelle il est arrivé la veille, sans autre indication. Fallait-il le comptabiliser ? Nous avons fait ce choix. Puis les sept premiers soldats tombent tous dès le 11 août à Lagarde en Lorraine où quatre ont disparu. Toutes les transcriptions parvenues jusqu'en 1926 en mairie ont été retenues, date d'arrêt du dépouillement. Inversement une dizaine de noms a été écartée des Livres d'or, quand suite aux confrontations et comparaisons le lien géographique avec la commune était manifestement erroné. Ou le mort était vivant. Tous les noms inscrits sur les six monuments aux morts ont été pris en compte y compris les quelques réfugiés placés à part sur le Monument agathois. Trois noms seulement se retrouvent sur deux monuments du canton et ce faible nombre invite à supposer que les mairies avaient communiqué entre elles pour éviter les doublons. De plus, si nulle part, le critère de l'obtention de la mention de « Mort pour la France » n'a été totalement retenu par les édiles pour l'inscription sur les monuments, c'est Agde qui s'en était le plus affranchi, intégrant même quatre noms de soldats qui, d'après leur fiches matricules, n'avaient jamais été mobilisés, mais ces dernières peuvent contenir des erreurs ou des lacunes. Les quatre plaques d'églises en ont confirmé une partie. Concernant l'appartenance

géographique, ont été retenus sur le site *Mémoire des hommes*, les noms des soldats nés dans la commune ou ceux dont l'acte y avait été transcrit. Dans les registres matricules, ont été comptabilisés avec ou sans mention les soldats décédés jusqu'en septembre 1924, uniquement s'ils avaient été mobilisés pendant la guerre. Toutes les autres listes établies en mairie ont aussi participé de l'inventaire dans ces limites chronologiques pour aboutir au bilan chiffré ci-dessous.

Tableau 3-11. Nombre de soldats décédés selon les sources

NOMBRE DE SOLDATS DECEDES SELON LES DIFFERENTES SOURCES

	AGDE	BESSAN	MARSEILLAN	VIAS	TOTAL
TRANSCRIPTIONS ETAT CIVIL DECES Jusqu'en 1926	248	83	160	62	553
MEMOIRE DES HOMMES Soldats nés ou/et actes transcrits Dans la commune sans limites de date	275	108	171	67	621
FICHES MATRICULES CLASSES 1889-1900	209	71	137	51	468
6 MONUMENTS AUX MORTS	250	94	170	66	560
4 LIVRES D'OR DES COMMUNES	191	73	135	54	453
4 PLAQUES DES EGLISES	90	96	163	64	413
PLAQUE du COLLEGE	49	X	X	X	X
LISTES ARCHIVEES COMMUNES + liste L'AVENIR AGATHOIS	234	99	170	X	X

**NOMBRE DE DECES CUMULES PAR LE
CROISEMENT DES LISTES**

AGDE	BESSAN	MARSEILLAN	VIAS	TOTAL
305	119	206	80	710

L'impressionnant bilan cumulé provient du fait que les listes ne coïncident que de façon assez partielle puisque seulement 425 noms se retrouvent sur les cinq listes principales alors qu'en accumulant les noms relevés sur les différentes sources en s'arrêtant à la date de septembre 1924, on arrive au nombre considérable de 710 soldats décédés dans le canton, dont 29 pour lesquels la mention « Mort pour la France » n'apparaît sur aucune des différentes sources. Au regard de ces différences, le résultat amène d'abord à se demander s'il est réellement possible de dresser une synthèse utilisable à l'échelle cantonale ou même seulement municipale. Que dire alors de l'échelle nationale ? Les totaux sont en effet considérablement différents entre la plupart des sources. Ils vont de 453 (Livres d'or) à 621 noms (*Mémoire des hommes*), soit tout de même presque 50 % de plus alors que ceux qui élaboraient ce macabre inventaire, visaient à n'oublier personne.

Au total, il n'y a que 23 noms absents du site *Mémoire des hommes* sur 710, soit un peu plus de 3%. Un tiers (huit) sont des soldats encore mobilisés à la date de leur décès et présents sur les fronts dont trois sont décédés sur celui de l'ouest entre 1914 et 1916, un chez lui – en permission –, deux en Orient et un matelot en mer tandis que le premier de la liste est le Bessanais mort au dépôt de Toulon dès le 5 août 1914. Huit réformés suite à leurs blessures et sept suite à une maladie, en général la tuberculose, composent le lot des quinze autres absents. Ces 23 noms sont tous ceux de soldats de rang, affectés en service auxiliaire ou fantassins à leur mobilisation. Il n'y a aucun oubli d'officier ou même de sous-officier. Avec l'occultation de 1 à 2 % de soldats encore mobilisés au 31 octobre 1919, il apparaît que le site *Mémoire des hommes* atteint un solide niveau d'exhaustivité et de fiabilité pour lister. Compter avec le site est plus aléatoire en raison des doublons et nécessite donc une vigilance accrue.

3.2.2.2. Hors le plus grand nombre, quoi de plus que Jules Maurin ?

Si le groupe étudié n'avait été constitué que des noms issus des registres des fiches-matricules des classes 1889 à 1919 qui ont été étudiées par l'historien, il compterait seulement 468 soldats dont 425 ayant reçu la mention « Mort pour la France ». Le passage à 710 soldats décédés, né de la multiplication des sources, soit tout de même 65 % de plus, s'explique essentiellement par quatre facteurs ; Il y a d'abord, des militaires nés dans le canton mais qui l'ont quitté depuis longtemps et qui ont été recensés ailleurs. On trouve encore, sur un territoire de forte mobilité, la présence de nombreux ouvriers agricoles qui ne sont ni nés dans le canton, n'y recensés mais dont les noms sont inscrits sur les monuments aux morts ou ont été transcrits en mairie, parce que eux ou leur famille y résidaient. Les mairies ont encore gravé sur les monuments une vingtaine de noms de soldats réformés à la date de leur décès. La prise en compte d'environ cinquante marins augmente enfin le nombre, auquel se rajoute enfin, dans une plus faible mesure, des hommes nés avant 1869 et après 1899. L'ensemble de ces critères est-il susceptible de bousculer les conclusions de Jules Maurin ?

3.2.2.2.1. Âges, corps et causes : la confirmation attendue ?

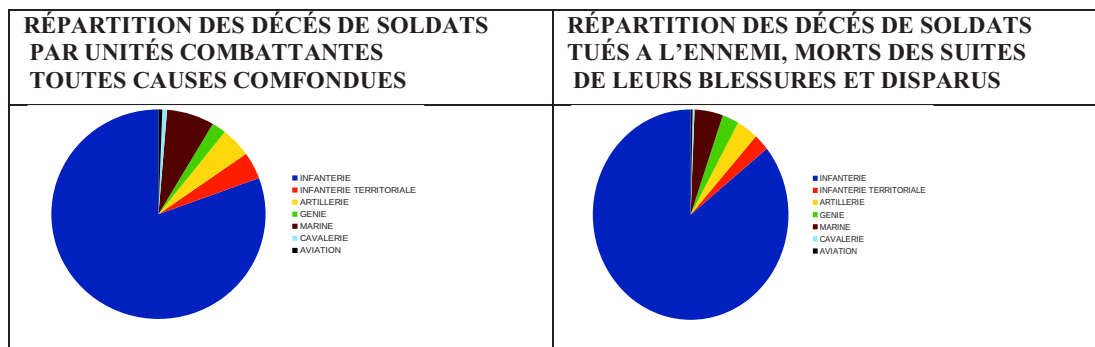


Figure 81. Répartition des décès selon les corps d'incorporation

Le bilan des 710 décès vient tout d'abord sans surprise confirmer que « L'infanterie a supporté presque tout le poids de la guerre »¹⁹²⁴ puisque les fantassins, tout corps confondus représentent 53,75 % des mobilisés (près de 1600) à leur incorporation mais 79 % (531) des morts contre respectivement 58 % et 89 % dans l'arrondissement de Béziers pour Jules Maurin¹⁹²⁵. Les pourcentages inférieurs dans le canton s'expliquent essentiellement par l'importance du poids de la Marine et de la prise en compte de davantage de malades, présents de façon égale dans tous les corps qui n'ont pas obtenu de mention « Mort pour la France ». Ceci étant, le premier chiffre, celui des mobilisés dans l'infanterie, augmente encore si l'on y rajoute les jeunes marins déplacés fin 1914 dans le corps des fusiliers, ou les territoriaux qui ont été envoyés en première ligne - ce que ne disent pas toujours les fiches matricules -, notamment dans le 34^e RIC, pour un temps assez long, en général en 1915 et 1916, suffisant pour affronter directement le danger, et enfin les jeunes cheminots nés après 1890 rapidement dégagés de leur affectations spéciales ou de leurs sursis pour intégrer l'infanterie. De plus, si l'on ne tient pas compte des malades mais seulement des tués à l'ennemi, disparus ou décédés des suites de leurs blessures dans des régiments de fantassins incluant des territoriaux (2e graphique), le pourcentage avoisine 86 %, et même 93 % à Vias où toutes les victimes sont des fantassins à l'exception de deux artilleurs et d'un territorial, ce qui souligne encore les inégalités des pertes entre les villages et les villes, même de taille restreinte.

¹⁹²⁴ Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, opus cité, p. 491

¹⁹²⁵ *Ibidem*

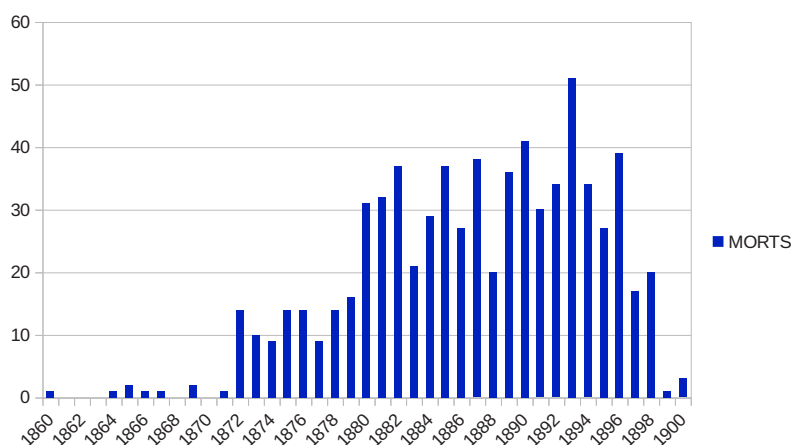


Figure 82. Décès des soldats en fonction de l'année de naissance

Les grandes lignes de la répartition des morts par âge restent identiques à celle de Jules Maurin ; il y a très peu de décès dans les classes constituant la réserve de l'armée territoriale. La courbe augmente pour avoisiner annuellement les dix décès à partir de la classe 1892, qui est la première à être mobilisée en première ligne, sous les obus, même de façon temporaire ou ponctuelle et sans combattre. Cependant la moitié de ces décès l'ont été par maladie. Une seconde rupture a lieu avec les classes de la réserve de l'active. Les classes 1898 et 1799 composent un intermédiaire, puisque ces plus jeunes soldats, comme Louis Barthas, l'ont rejointe dès le début du conflit puis en janvier 1915 tandis que les plus âgés intégraient en principe l'armée territoriale. A partir des soldats nés en 1880, le nombre de morts dépasse 20 voire 30. Le pic des décès est atteint avec la classe d'active 1913 et ses 51 victimes. Elle est à la fois la plus nombreuse mais aussi celle qui a bénéficié de moins de temps de formation des trois classes exposées en première ligne dès le début du conflit. Le nombre important de soldats décédés nés en 1896 vient enfin rappeler que l'appel des jeunes classes par anticipation entraîne dans la durée de la guerre la disparition de très jeunes gens ; une soixantaine de soldats décédés sur le front ou en mer n'avaient pas encore 20 ans. Elle met particulièrement en lumière le rôle du facteur chance ; nés quelques mois, voire quelques semaines ou jours plus tard – Le jeune franco-espagnol Alexandre Daniel est né le 25 décembre 1896 –, ils auraient appartenu à la classe 1917 et échappé alors aux enfers de Verdun et de la Somme. Même si les soldats appartenant à l'armée territoriale représentent environ 8 % des décès, l'immense majorité de ces morts est constituée de fantassins qui appartiennent aux classes d'active, de sa réserve et des jeunes classes jusqu'à celle de 1918. Ce sont

donc des hommes jeunes, voire très jeunes qui ont moins de 35 ans quand ils sont incorporés, la moyenne des décès se situant à 26 ans environ.

Cependant, la confrontation des listes vient, en écartant la fourche de l'âge, réintégrer à ces deux extrémités un certain nombre de militaires dans le bilan ; trois très jeunes soldats appartiennent à la classe 1920, tandis qu'apparaissent les décès de six militaires très âgés ; deux marins - Antoine Réveille capitaine au long court avait ainsi 52 ans quand il sombra sur La Provence II comme passager mais son honneur de capitaine lui dicta peut-être de refuser d'abandonner le navire – ainsi que quatre officiers supérieurs qui se sont réengagés dans l'infanterie et l'artillerie dont le décès n'a pas été transcrit sur leurs fiches matricules peut-être parce qu'ils n'étaient plus soumis aux obligations militaires. Ces réengagements pourraient constituer un des facteurs d'explication de la surmortalité plusieurs fois constatée des officiers, à une échelle nationale. Dès lors, si des pères et des fils sont morts à la guerre, - le canton n'a pas été épargné sur cet aspect avec la mort d'Antoine et d'Henri Julian, père et fils - il y eut aussi possiblement des grands-pères et des petits-enfants puisque 40 années séparent la victime la plus âgée de la plus jeune.

Tableau 3-12. Répartition des décès de soldats par cause

CAUSES	NOMBRE	%	J.MAURIN
TUES ENNEMI	379	53,36 %	58,00 %
DISPARUS	118	16,54 %	23,00 %
BLESSURES DE GUERRE	87	12,50 %	11,00 %
MALADIE	90	12,50 %	7,00 %
MER	29	04,10 %	
AUTRES	7	01 %	1 %
total	710	100 %	100 %

Dans notre étude, la maladie comme cause de décès occupe deux fois plus de place mais J. Maurin n'indique nulle part à quelle date il arrête ses comptes puisqu'il semble ne prendre en compte que les soldats ayant obtenu la mention. Or les malades sont relativement nombreux à ne pas avoir été gratifiés comme beaucoup de ceux décédés après 1919 des suites de leurs blessures après avoir été réformés alors que leurs noms sont inscrits sur les monuments. Enfin, concernant les disparus proportionnellement plus nombreux chez Jules Maurin, leurs fiches ont souvent été rectifiées sur le site *Mémoire des hommes* mais pas sur les registres matricules.

La confrontation de la liste avec les registres de dénombrement et d'état-civil fait également apparaître 34 fratries directes pour 71 soldats soit 10 % exactement du total, qui ne peut que laisser deviner l'importance du nombre de cousins, gendres, amis. Trois seulement cependant déplorent trois décès, les Calas de Bessan (septembre 1914 à mai 1915), les Miramond de Marseillan (août 1914 et novembre 1918) et les Cabanel de Vias (septembre 1914 à juin 1915). À partir de la classe 1917, les tableaux de recensements établis dans les communes conservés en mairie, donc établis en 1915, font mention au crayon, à côté de certains noms, d'un « frère décédé » comme s'il s'agissait de protéger du danger le plus extrême un cadet par une affectation moins risquée¹⁹²⁶. C'est ce que laisse transparaître les dates de décès dans le canton si l'on considère que Joseph Miramond, affecté dans le génie est mort de la grippe le 20 novembre 1918, juste après son petit frère classe 1916, le 10 du mois des suites de ses blessures. Hors cette fratrie, tous les membres des autres sont décédés en 1914 et 1915. Tous sont fantassins de rang à l'exception de deux frères matelots et de deux lieutenants, l'une dans l'infanterie, l'autre de vaisseau, puisque multiplier les sources permet encore d'évaluer les décès de marins.

3.2.2.2. Les décès oubliés des marins.

En effet, et *a contrario* peut-être de quelques idées reçues, la cinquantaine de marins du canton disparus pendant la guerre fait de la Marine le corps le plus dangereux certes très loin après l'infanterie, mais deux fois plus que l'artillerie y compris de campagne, pour un nombre à peu près équivalent de mobilisés (respectivement 15% de décès contre 8 %). Parmi ces morts, se trouvent à la fois, la victime la plus âgée du canton née en 1860 - le commandant Alexandre Réveille - mais aussi les trois plus jeunes - nées en 1900 - qui ont donc 18 ans. Cet enrôlement meurtrier l'est à peine davantage à cause des torpillages, des explosions de mines sous-marines ou des bombardements côtiers que des maladies contagieuses essentiellement la tuberculose et la grippe de l'automne 1918, qui sont responsables d'un nombre à peu près équivalent de décès dans les hôpitaux ou dans les bateaux.

¹⁹²⁶ AMA, sous-série 1H28, recrutement, recensement militaire, tableaux de recensement classe 1917.

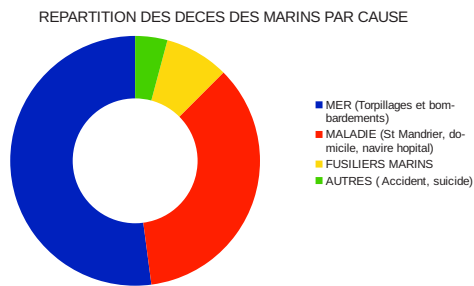


Figure 83. Décès des marins par cause

Le rythme des disparitions n'obéit pas non plus aux mêmes temporalités que celles du front terrestre. Sur terre, le nombre des soldats tués aux combats est très élevé en 1914 et 1915, pour baisser lentement en 1916 et plus fortement en 1917 avant d'augmenter à nouveau en 1918. Mais pour les marins, ce sont les années 1916, 1917, suite à l'intensification de la guerre sous-marine -, et 1918 – suite aux ravages de la grippe dans ces espaces confinés - qui sont les plus meurtrières. Les deux seuls marins morts en 1914 ne le sont que fin décembre et ils sont fantassins dans le corps des fusiliers marins. Cette connaissance d'un déplacement imposé possible des marins vers l'infanterie, ainsi que d'une guerre sous-marine qui fait rage en 1916 et début 1917, peut expliquer que l'engagement volontaire des jeunes classes dans ce corps soit inférieure à celle de l'artillerie jusqu'à la classe 1919 qui pour rappel est engagée volontairement souvent fin 1917-début 1918.

3.2.2.1.3. Inverser le point de départ ; le devenir des cultivateurs.

Pour tenter d'expliquer les itinéraires plus ou moins tragiques des soldats en limitant la part de hasard, le fait de mettre en avant l'hypothèse sociale en tenant compte du statut socioprofessionnel des cultivateurs mobilisables peut-il ouvrir de nouvelles portes ? D'autant que souvent court le topos que les paysans ont payé le plus lourd tribut ou dans sa variante extensible les ruraux sans autre distinction. Ainsi, M. Augé-Larivé, en s'appuyant sur le rapport Marin écrit que les agriculteurs qui représentent 41 % de la population active forment la moitié des pertes (49%)¹⁹²⁷. Or dans le canton, plus de la moitié des hommes mobilisés vit de l'agriculture et de la viticulture mais ils ne se déclarent pas de la même façon. C'est donc en tenant compte de ces différences que

¹⁹²⁷ Michel Augé-Larivé, *Le paysan français après la guerre*, Paris, Garnier frères, 1924, p. 45-46

seront interrogés leurs itinéraires. Afin de constituer un échantillon, les soldats les plus exposés par l'âge, c'est-à-dire ceux appartenant aux classes 1898 à 1918, seront d'abord dégagés du corpus des mobilisés. Ceux qui exercent des fonctions agricoles forment dans le canton un groupe de 1070 hommes sur 2170 soit 49 % de la population active masculine mobilisé. Ils ont effectivement payé ce lourd tribut à la guerre avec 29,44 % de décès, hors maladie. Mais n'ont été pris en compte, conformément à la nomenclature utilisée par les autorités militaires, que les « tués à l'ennemi », « disparus » et « morts des suites de blessures de guerre », soit 315 morts c'est-à-dire un peu plus de la moitié (52 %) du total des morts relevant de ces trois catégories toutes professions confondues.

Tableau 3-13. Mortalité des agriculteurs au front en fonction de leur appartenance sociale.

CATEGORIES SOCIALES	VIVANTS	MORTS	TOTAL	% MORTS
PATRONS	70	10	80	14,3
REGISSEURS/RAMONETS	14	2	16	« 12,5 »
OUVRIERS AGRICOLES	671	303	974	31,11
TOTAL	755	315	1070	29,44

Ils ont ensuite été divisés en trois groupes selon la façon dont ils se déclarent dans les recensements civils ou militaires. La catégorie des ceux qui se déclarent « patrons » englobe les agriculteurs, viticulteurs, vigneron, cultivateurs et jardiniers, y compris sous le statut de fermier, ainsi que les propriétaires ce qui signifie un certain niveau social. Inversement la catégorie des ouvriers agricoles inclut les ouvriers, journaliers et domestiques à la terre, mésadiers, affiliés ou pas à l'année à un patron.

Or, les soldats de ce groupe numériquement dix fois plus important que les deux autres réunis sont beaucoup plus touchés puisqu'ils comptent proportionnellement deux fois plus de morts. Comment l'expliquer ? Est-ce en raison de leur différence d'affectation à l'incorporation ? C'est un premier élément. S'ils ne sont pas davantage dispensés de leur devoir militaire que les ouvriers, les patrons et les cadres des domaines sont cependant, d'une part davantage affectés dans des unités non combattantes où ils sont donc plus à l'abri et d'autre part presque deux fois plus souvent incorporés dans d'autres corps combattants que l'infanterie. Les différences d'affectation représentent donc effectivement un premier élément d'explication des différences de mortalité entre les divers groupes.

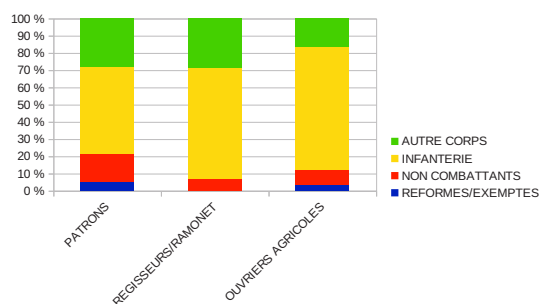


Figure 84. Affection des agriculteurs mobilisables en pourcentage

Mais si la focale est encore réduite sur les seuls fantassins mobilisés, en regroupant, en raison de leur faiblesse numérique, les patrons et les régisseurs et ramonets, on se rend compte que la différence est proportionnellement encore plus élevée avec deux fois plus de décès pour les ouvriers agricoles que pour les patrons et les cadres.

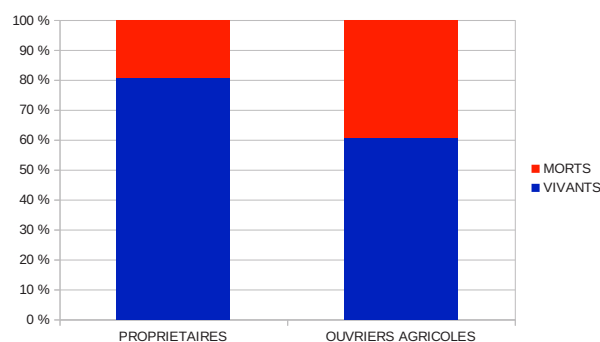


Figure 85. Répartition des décès de fantassins en fonction des catégories socioprofessionnelles

Tableau 3-14. Répartition par classes d'âge des propriétaires et des ouvriers agricoles

statut	1880-85	1886-90	1891-93	1894-98
PROPRIETAIRES	24	15	0	0
OUVRIERS AGRICOLES	236	180	97	174

La répartition par âges entre les deux catégories est enfin une ultime source d'enseignement pour tenter d'expliquer la plus forte mortalité des ouvriers agricoles. En effet, un quart des ouvriers appartiennent aux jeunes classes, 1914 à 1918, mais aucun propriétaire et il est frappant de constater que sur les 60 jeunes cultivateurs incorporés appartenant à la classe 1918, seuls cinq se sont volontairement engagés dans la Marine ou l'Artillerie alors que ces engagements représentent 25 % des soldats de la classe. Il apparaît donc que ces derniers se sont moins saisis des possibilités de cette stratégie

d'évitement que les autres catégories socioprofessionnelles, étudiants, employés, commerçants ou artisans notamment.

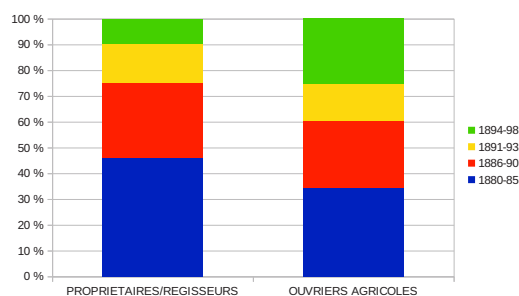


Figure 86. Répartition des fantassins mobilisés par classe d'âges

Ce déséquilibre numérique relatif aux jeunes classes étant très important, la focale a à nouveau été encore réduite sur les soldats nés entre 1878 et 1910, c'est-à-dire ceux composant la réserve de l'armée d'active durant la guerre.

Tableau 3-15. Morts et vivants en fonction des catégories socioprofessionnelles sans les plus jeunes classes

ITINERAIRE DES AGRICULTEURS FANTASSINS. CLASSES 1878-1913

FANTASSINS	VIVANTS	MORTS	TOTAL	% MORTS
PROPRIETAIRES	30	8	38	21 %
OUVRIERS AGRICOLES	276	146	422	35 %

Même si le nombre se réduit, il peut donner une tendance car même dans ce cas-là, les ouvriers agricoles fantassins meurent proportionnellement bien davantage. Que certains patrons aient bénéficié de ressources de toutes natures et de réseaux de relations qu'il leur était possible de mobiliser car susceptibles de davantage les mettre à l'abri que les ouvriers est une hypothèse qui mérite d'être avancée. C'est ce qui transparait dans la lettre expédiée dès le début du conflit par Joseph Dézarnaud à son épouse Marie-Thérèse qui, comme bon nombre d'épouses de propriétaires, doit désormais seule gérer la propriété avec l'aide du ramonet :

« Je t'envoie une lettre que Baby emportera avec lui au conseil et remettra de préférence au commandant de recrutement avant la séance. J'espère qu'il ne sera pas pris d'autant plus que je me demande à quel titre il peut être présenté devant le conseil »¹⁹²⁸.

Le maitre-valet de la campagne des Dézarnaud nommé Bardy dans le recensement de 1911, visiblement surnommé Baby par le couple, est donc convoqué par

¹⁹²⁸ Joseph à M. Thérèse Dézarnaud, 21 septembre 1914

le conseil de révision en dépit de sa classe d'âge – 1887-. Beaucoup de ramonets de ces classes âgées ont été mobilisés dans les premiers jours de 1914 pour convoier des chevaux dont ils sont les spécialistes dans les grands domaines comme l'écrit Joseph Picheire¹⁹²⁹. On ne sait ce que la lettre contenait et quel rôle elle a joué mais le ramonet fut bien ajourné et, un peu ingrat sans doute, il alla quelques mois plus tard vendre ses bras ailleurs. Il est raisonnablement possible de conclure que, dans le canton au moins, tous les « paysans » ou les « ruraux » n'ont pas été égaux devant la mort au combat et qu'il valait mieux ne pas être trop jeune et de préférence patron ou régisseur plutôt qu'ouvrier agricole ou journalier pour revenir vivant.

3.2.2.3. Inhumation des corps démobilisés : un défi inédit imposé aux municipalités

Face au constat que la mort d'un collectif d'hommes, outre les traitements habituels, suscite des réactions et des pratiques spécifiques de la part des vivants, la sociologue Gaëlle Clavandier propose de distinguer la notion de mort de masse de celle de mort collective dans le sens où se pose la question d'une prise en charge sociale en réponse à une mort multiple que les sociétés doivent assumer et gérer sur une longue durée¹⁹³⁰. Comment faire face donc au sortir de la guerre quand, d'une part les morts sont aussi nombreux que les corps des défunts sont absents puis, quelques années plus tard, quand certains parmi eux sont en mesure de rentrer dans la communauté grâce à l'action d'un grand nombre de vivants ? Un traitement social totalement inédit voit le jour dans l'accueil fait aux corps, ou à leur absence plus importante encore, par les inhumations et des ritualisations du deuil adaptées à la situation.

3.2.2.3.1. Beaucoup de morts et de trop rares dépouilles

Très tôt, dès septembre 1914, par le courrier des proches mobilisés, des familles savent la mort de leur soldat sur le front. Les deuils se sont accumulés mais, sans corps à enterrer, comment accompagner ces disparitions autrement que par l'attente ? L'habitude est parfois prise de l'organisation de messes à corps absent qui ne peuvent

¹⁹²⁹ Joseph Picheire, *Histoire d'Agde*, opus cité, p 99

¹⁹³⁰ Gaëlle CLAVANDIER, *La mort collective: pour une sociologie des catastrophes*, Paris, CNRS, coll. « CNRS sociologie », 2004, p 5-18

que peu satisfaisant. Jules Maurin fait état de la façon très précoce dont l'Église catholique s'accommode localement de la situation lors des divers offices : « Ces noms, le curé les répétait inlassablement en demandant à ses ouailles de penser à leur défunts. Les familles lui confient des « remembrances », des listes de morts lues au moment de la prière des défunts. »¹⁹³¹ Ce rituel nominatif révèle déjà l'importance de ne pas laisser disparaître le souvenir du mort dans l'anonymat. Les quelques lignes du curé de la paroisse St Sever d'Agde expédiées à Louis Palmier laissent deviner que l'église jusque-là plutôt en difficulté dans cette terre du Midi rouge, sait précocement dans ce contexte trouver et proposer des alternatives à l'absence de corps: « J'ai vu ce matin les deux enfants à l'enterrement d'un soldat de nos blessés. Dieu sera avec nous. Courage »¹⁹³² écrit-il le 19 septembre 1914. Ce jour-là donc, ont lieu les obsèques d'Alfred Goeury, 29 ans, employé de bureau originaire de Nancy, orphelin mais marié, mobilisé dans le 26^e RI, mort la veille des suites de ses blessures à l'hôpital complémentaire agathois. Lors de cette cérémonie religieuse publique suivie de son inhumation rapide dans le cimetière de la ville, il y a peu de chance que sa famille ait été présente pour lui rendre un dernier hommage. Mais des Agathois sont venus, y compris les enfants, comme les petits Palmiers, Marius et Jean. Ainsi, à Agde qui reste une ville de garnison et d'hôpital militaire, il semble que les très rares obsèques en présence des corps remplissent une double fonction bien que toujours par procuration. La communauté, privée de véritables manifestations funèbres relatives à la grande majorité de ses soldats, se replierait avec une attention toute particulière sur les funérailles réelles auxquelles elle peut assister dans une possible identification de son propre soldat au défunt mort des suites de ses blessures de guerre. Ce faisant, elle remplacerait, ou plutôt représenterait symboliquement la famille du défunt trop éloignée pour être présente mais rassurée par le fait que son soldat ne part pas abandonnée en terre étrangère. C'est ce qui se retrouve explicitement exprimé dans la commune de Frontignan, lorsque le père d'un soldat décédé remercie, de Blois, le maire des « belles obsèques qui l'ont accompagnés en sa dernière demeure » faites à son fils¹⁹³³. Au cimetière pourtant, ces inhumations en temps extraordinaire paraissent avoir suivi un protocole ordinaire à la

¹⁹³¹ Jules MAURIN, *Armée-Guerre-Société -Soldats Languedociens (1889-1919)*, opus cité, p.10

¹⁹³² Jean Favier à Louis Palmier, 19 septembre 1914

¹⁹³³ Christine DELPOUS-DARNIGE et Hélène TRNKOVA, *Frontignan-la-Peyrade : une société dans la guerre. 1914-1918*, Ville de Frontignan la Peyrade, 2018, p 69.

différence par exemple de Frontignan où le maire a régulièrement organisé des cérémonies de funérailles de soldats étrangers à la commune en demandant à la population d'y assister¹⁹³⁴. Mais les décès de ces soldats originaires de toute la France dans l'un des trois hôpitaux militaires de la commune restent exceptionnels : à peine sept entre septembre 1914 et juin 1915 dont quatre seulement sont enterrés dans le « carré des soldats » créé dans l'espace des fosses communes¹⁹³⁵. Cela laisse supposer que les autres ont été rapatriés rapidement chez eux avant ou malgré les interdictions de déplacement des corps. Ils sont suivis de dix soldats du 176^e régiment de ligne décédés entre octobre 1915 et janvier 1917. La guerre nationalise également les soldats morts : six soldats allemands décédés à la caserne entre novembre 1914 et avril 1915 ont été ainsi regroupés dans une partie dédiée du cimetière à l'écart des autres, nommée « carré des soldats allemands » où le corps d'un prisonnier travaillant aux Salins du Midi les rejoint en septembre 1917. Les enterrements des soldats morts chez eux ou dont les corps sont revenus des hôpitaux de l'arrière, en général de l'hôpital de Toulon, sont plus rares – ils sont sept sur la durée de la guerre à Agde -. Dès lors, l'exceptionnalité de la présence du cercueil dans l'église rend possible une cérémonie plus imposante. C'est ce que laisse entendre la réponse de Joseph Chavardès à son épouse à propos de leur ami, marin décédé à St Mandrier le 26 octobre 1916 et rapatrié de Toulon : « Tu me dis que les obsèques du pauvre Marquès ont été bien belles. Tout cela c'est bien beau mais il y est quand même. »¹⁹³⁶

Face à cette rareté paradoxale de funérailles dans un contexte de deuils massifs, se développent, comme un devoir moral, des manifestations appropriées de compassion ou de sympathie à l'égard de ceux qui souffrent notamment, en considérant qu'ils souffrent davantage que soi. Pourtant, dans ce contexte hors norme, les codes de civilité ordinaire ne cèdent pas toujours et au contraire semblent se durcir par des attitudes calquées les unes sur les autres au fil du temps. Au printemps 1918, Marie Loubet ne se rend pas chez Victoire Berthuel, jeune veuve de Germain, tué dans les Vosges et pourtant amis proches du couple. Quand elle a perdu son fils Jean, six mois plus tôt, elle n'avait pas reçu la visite visiblement attendue, et rend donc la pareille, non seulement à

1934 *Ibidem*.

1935 AMA, série M préclassée. Le règlement en vigueur à partir de 1914 date de 1906. Il ne prévoyait pas de « carré militaire » qui doit venir répondre à la nécessité dans la guerre

1936 Joseph à Marie Chavardès, 04 novembre 1915

son amie veuve mais également à la belle-sœur de celle-ci, Delphine, qui vient elle aussi pourtant de perdre un enfant en bas-âge. Sous la plume de Marie, c'est au final bien la guerre la responsable de tant d'amertume empêchant l'expression de solidarité mutuelle ou de gestes d'empathie aux heures pourtant les plus sombres :

« Quant à Victoire, je n'y suis pas allée faire visite. Je ne l'ai pas vue quand mon petit Jean est mort. Delphine aussi, elle n'est pas venue, je n'y suis pas allée pour son petit. Il faut faire comme les autres. Il est vrai que depuis, nous avons le caractère aigre. On est bien nulle part. Enfin, il faut espérer que, quand tu seras à mon côté, le caractère changera. C'est ce qu'il faut souhaiter bientôt. »¹⁹³⁷

Mais après guerre, le retour des corps des soldats morts sur les champs de bataille bouleverse ces codes en créant une situation inédite au sens où le deuil devient, par l'importance du nombre, une affaire moins privée ou familiale que publique.

3.2.2.3.2. Après-guerre : l'organisation du retour massif des corps

Béatrix Pau qui a fait de ce sujet son objet d'étude rappelle que « dès le 29 septembre 1915, la loi accorde la sépulture perpétuelle aux militaires des armées françaises et alliés décédés pendant la durée de la guerre des suites de blessures ou de maladies contractées au armées. »¹⁹³⁸ Des cimetières militaires nationaux voient le jour dans la zone des armées avant d'être largement bouleversés par la reprise de la guerre de mouvement en 1918 tandis que de multiples acteurs partent à l'assaut des anciens champs de batailles dès avant la fin des combats pour tenter de retrouver les dépouilles des leurs. Mais le gouvernement oppose d'abord une ferme interdiction d'exhumation. Un vif débat traverse l'opinion au terme duquel, sous la pression des populations endeuillées, de certains élus et journaux, de la réalité des exhumations clandestines et de l'exemple américain, l'État soit contraint de décider la démobilisation des corps. Non seulement les corps pourront être rapatriés mais ils pourront l'être gratuitement¹⁹³⁹. La loi de finances du 31 juillet 1920 permet en effet que sur demande des veuves, des ascendants ou descendants, leur exhumation, mise en bière, restitution et transfert

¹⁹³⁷ Marie à Paul Loubet, 3 juin 1918

¹⁹³⁸ Béatrix PAU. *Le Ballet des morts: Etat, armée, familles; s'occuper des corps de la Grande Guerre*. Paris, La Librairie Vuibert, 2016, p. 22

¹⁹³⁹ Sur ces débats politiques et sur l'aspect logistique de la démobilisation et du retour des corps voir Béatrix PAU, *Le Ballet des morts: Etat, armée, familles; s'occuper des corps de la Grande Guerre, opus cité*

jusqu'au lieu de l'inhumation soient désormais pris en charge par la puissance publique. Cette dernière se désengage cependant de la tombe dont l'existence est dévolue à la famille ou bien à la commune. La loi reste par ailleurs restrictive concernant la gratuité des retours car d'une part elle exclut les frères et sœurs et autres collatéraux et d'autre part ne sont concernés que les soldats pourvus de la mention « Mort pour la France ». Les demandes restent importantes et pour les contemporains, localement, une fois lister et compter ses morts, la tâche n'est donc pas achevée puisqu'à partir de 1921 chaque municipalité gère à son échelle cette démobilisation d'un genre particulier qui nécessite des opérations auxquelles elle n'a pas été préparée et dont l'ampleur s'avère logistiquement, culturellement et émotionnellement exceptionnelle, nécessitant improvisation et adaptation. Les formulaires de demande de rapatriement sont distribués par les préfectures via les mairies : 92 familles agathoises, 52 bessanaises, 28 viassoises, 103 marseillannaises – ce que le maire de Marseillan considère représenter « la plupart des familles »¹⁹⁴⁰ - ont demandé ce retour¹⁹⁴¹, ce qui montre cependant à l'échelle du canton des familles assez partagées quand à l'attitude à adopter ; faut-il laisser les corps des défunts reposer en paix où ils sont enterrés ou au contraire les ramener au pays ? Le 20 octobre 1920, la municipalité de Bessan envoie un courrier aux familles qui souhaiteraient récupérer leur soldat et dans la foulée ouvre un nouveau cahier¹⁹⁴². Béatrix Pau a montré que les services du gouvernement opèrent méthodiquement ; les corps reviennent par convois, essentiellement ferroviaires, dans la gare du chef-lieu de département de leur futur lieu d'inhumation, c'est-à-dire Montpellier. Les retours de la zone de l'intérieur succèdent à ceux de la zone des armées à partir d'octobre 1922. La même année commencent à arriver les convois d'Orient puis ceux de l'étranger en particulier d'Allemagne.

Les municipalités doivent gérer avec retard par rapport aux événements à la fois la matérialité de la mort de masse qui s'impose à elle et organiser des rituels d'accueil à hauteur du capital symbolique immense des corps des soldats de retour. Cet objectif se conjugue dès lors dans les trois communes les plus grandes avec la volonté exprimée plus tôt, d'honorer tous les militaires décédés dans une geste identique. Dans la séance

¹⁹⁴⁰ AMM, sous-série 1D17, registre des délibérations du conseil municipal, 1916-1921, 21 mars 1921

¹⁹⁴¹ ADH, sous-série 1M 675, sépultures des militaires, demandes des familles

¹⁹⁴² AMB, sous-série 4H4, Retour des corps.

du conseil municipal de Marseillan, du 22 janvier 1921, le maire fait part de la circulaire préfectorale du 15 qui annonce les premiers retours dans l'Hérault des « braves tombés pour la défense du sol natal pour la seconde semaine de janvier¹⁹⁴³. Finalement il faut attendre deux mois de plus. Les élus agathois sont informés par le maire-délégué le 7 mars 1921 que les cercueils des corps des soldats dont les familles avaient demandé le rapatriement arriveront à la gare PLM de Montpellier où des délégués de chaque commune seront chargés dans un premier temps de les reconnaître¹⁹⁴⁴. C'est donc en mars que reviennent les premiers corps dans les quatre communes après une première étape montpelliéraine¹⁹⁴⁵. Entre le 21 mars 1921 -convoi numéro 1- et le 29 septembre 1923 - convoi numéro 51 -, 26 convois numérotés¹⁹⁴⁶ ramènent chacun dans la ville d'Agde de un à six corps, de un à sept à Marseillan et un ou deux à Bessan, tandis qu'à Vias ils arrivent un par un¹⁹⁴⁷ comme partout dès octobre 1922 de la zone de l'intérieur. En 1926, enfin, un convoi spécial rapatrie d'Allemagne six Héraultais dont un Agathois. Le décret concernant la restitution des corps des prisonniers, n'a été signé que le 2 septembre 1922 et les familles n'ont que jusqu'au 15 octobre pour remplir les formulaires¹⁹⁴⁸. La nécropole nationale de Sarrebourg doit spécialement les accueillir mais aucun des douze soldats du canton décédés en captivité ne semble s'y trouver et un seul est rentré. Dans le débat relatif au retour des corps à l'assemblée nationale, les deux députés socialistes héraultais, E. Barthe et J. Félix, qui a connu durant plus de deux ans l'expérience de la captivité, militent ardemment en sa faveur, craignant que ces prisonniers soient à Sarrebourg « livrés aux herbes folles de l'oubli »¹⁹⁴⁹. De fait, les deux députés se trompaient puisqu'en 2021, cette nécropole nationale où presque 14 000 soldats y sont inhumés existe toujours¹⁹⁵⁰. L'essentiel des transferts de corps a donc

¹⁹⁴³ AMM, sous-série 1D17, registre des délibérations du conseil municipal, 1916-1921, 22 janvier 1921

¹⁹⁴⁴ AMA, sous-série 1D 37, registre des délibérations du conseil municipal, 1922-26, 7 mars 1921

¹⁹⁴⁵ Sur cette étape montpelliéraine voir Beatrix PAU, *Le Ballet des morts: Etat, armée, familles; s'occuper des corps de la Grande Guerre*, opus cité, pp 215-218

¹⁹⁴⁶ La circulation était interrompue en août et septembre.

¹⁹⁴⁷ Beatrix PAU, *Des vignes au tranchées, la Grande Guerre en pays biterrois*, op cité, p. 202-205, 224-225, 245.

¹⁹⁴⁸ Beatrix PAU, *Le Ballet des morts: Etat, armée, familles; s'occuper des corps de la Grande Guerre.*, opus cité, p. 198-199

¹⁹⁴⁹ Cité par Beatrix PAU, *Le Ballet des morts: Etat, armée, familles; s'occuper des corps de la Grande Guerre.*, opus cité, p. 199

¹⁹⁵⁰ Sur le site

bien eu lieu en 1921-1923, c'est-à-dire au moment de la prise en charge gratuite des restitutions de corps. Au total 63 corps de soldats reviennent à Agde dont 59 par convoi et 4 hors-convoi¹⁹⁵¹, ce qui représente plus du tiers des soldats décédés sur le front. A Marseillan il y a eu 55 retours par convoi, 18 à Bessan et 10 à Vias. Les marins décédés à Toulon sont rapatriés du dépôt par les convois 39 et 50, ce dernier transportant également les soldats d'Orient. Au total ce sont 142 cercueils qui arrivent ainsi¹⁹⁵².

Tableau 3-16. Nombre de retours des cercueils de soldats par commune

COMMUNES DU CANTON	DECEDES (base numérique des monuments aux morts hors décès à domicile et marins en mer)	RETOURS (demandes) par convoi
AGDE	207	59 (92) soit 29 %
BESSAN	085	18 (52) soit 22 %
MARSEILLAN	163	55 (103) soit 34 %
VIAS	062	10 (28) soit 16 %
CANTON	517	142 (285) soit 27,5 %

Si Marseillan affiche un nombre élevé, l'ensemble des rapatriements s'inscrit dans la moyenne départementale proposée par Béatrix Pau qui est de 25 à 30 %. Mais avec environ 51 % des demandes satisfaites, il est toujours largement supérieur à l'échelle nationale, de l'estimation ultérieure du secrétariat d'État chargé des Anciens Combattants et Victimes de guerre qui donne un total de 240 000 corps restitués, soit 30 % des demandes. Mais où mettre tous les cercueils de ceux que l'ancien maire-délégué agathois nommait déjà « de magnifiques soldats qui surent remporter la victoire et surtout des braves qui l'ont payée de leur vie »¹⁹⁵³ et que le gouvernement avait demandé officiellement d'honorer mais aussi d'inhumer gratuitement et dignement ? Cette question éminemment pratique se pose d'autant plus vivement que depuis 1919, les édiles avaient bien souvent évoqué le monument aux morts mais jamais la réalité des rapatriements alors que de nombreuses familles n'avaient pas de caveau, ni les moyens

<https://www.tourisme-lorraine.fr/memoire-militaire/centenaire-14-18/sites-et-monuments/848140500-necropole-nationale-des-prisonniers-de-guerre-sarrebourg>

¹⁹⁵¹ Registre des inhumations du cimetière d'Agde,

¹⁹⁵² Béatrix PAU, *Des vignes au tranchées, la Grande Guerre en pays biterrois*, opus cité, p. 202-205, 224-225, 245.

¹⁹⁵³ *L'Avenir Agathois*, numéro spécial, juin 1919

financiers d'en faire construire un. Les solutions sont donc trouvées très progressivement par les maires.

La municipalité bessanaise choisit la première, le 27 novembre 1920, c'est-à-dire dès que les retours sont rendus possibles, la solution d'un tombeau collectif, pour « recevoir et conserver à perpétuité les restes des soldats de Bessan morts pour la France »¹⁹⁵⁴, mais sans prévoir d'abord d'ensemble monumental dont le projet ne voit le jour qu'en 1922. Ce sont les agents municipaux qui sont chargés des travaux de terrassement, d'excavation et de construction. Simultanément, la municipalité a déposé des formulaires dans les boîtes aux lettres demandant aux familles, qui en grande majorité répondent positivement, si elles souhaitent que le corps soit inhumé dans le caveau dans le but d'évaluer la taille du tombeau¹⁹⁵⁵.

Dans un premier temps, à Marseillan, le 22 janvier 1921, les élus votent l'installation d'une chapelle ardente dans l'hospice, à proximité de la gare où sont placés les trois premiers corps arrivés le 21 mars et pour lequel 588 francs sont débloqués afin d'organiser une cérémonie funèbre. Le 21 avril 1921, visiblement face à la quantité imposante des retours, inattendue dans les imaginaires mais concrètement vécue dans la commune, le conseil vote la gratuité de la concession perpétuelle d'une sépulture individuelle de 3 m² pour chaque soldat « Mort pour la France »¹⁹⁵⁶. Le 12 mai, il réaffirme la prise en charge gratuite des inhumations et débloque 200 francs pour organiser à la fois les cérémonies et l'entretien de la chapelle ardente sur une longue durée¹⁹⁵⁷. Mais finalement, le 15 juillet, alors que cinq autres corps sont de retour, les élus se ravisent pour décider la construction, déjà visiblement officieusement évoquée, d'un « caveau-monument au cimetière qui servira à recevoir les restes des soldats qui seront ramenés du front ainsi qu'à glorifier la mémoire de nos compatriotes tombés au champ d'honneur » et chargent le maire de lancer des appels d'offre dans l'urgence¹⁹⁵⁸. Les édiles décident ainsi de faire converger l'aspect très concret du retour massif des corps avec celui plus politique, culturel et moral de la nature de l'hommage à rendre aux

¹⁹⁵⁴ AMB, sous-série 1D19, registre des délibérations du conseil municipal, 1917–1934, 27 nov. 1920.

¹⁹⁵⁵ AMB, sous-série 4H4 Retour des corps

¹⁹⁵⁶ AMM, sous-série 4N2, cimetière, attribution d'une concession gratuite aux soldats "morts pour la France" : délibérations du conseil municipal et de la commission administrative du Bureau d'Assistance, plan.

¹⁹⁵⁷ AMM, sous-série 1D18, Registre des délibérations du conseil municipal 1922-1926, 12 mai 1921

¹⁹⁵⁸ AMM, sous-série 1D18, Registre des délibérations du conseil municipal 1922-1926, 15 juillet 1921

soldats dans la construction d'un tombeau monumental. Le traité de gré à gré est passé le 30 août 1921 avec l'entreprise Mérignargues de Nîmes, l'une des deux seules entreprises qui ont répondu à l'appel et qui prend en charge caveau et monument. Le caveau qui comprendra trois niveaux dont deux souterrains, pourra recevoir 72 cercueils et sera surmonté d'une statue¹⁹⁵⁹. Le projet est approuvé en décembre par le préfet¹⁹⁶⁰, mais dès octobre, Jean Mérignargues annonce que la sculpture est déjà en construction. Les travaux commencent fin janvier 1922, en mars l'ensemble est terminé et le caveau-monument accueille le 26 mars ses 5 premières dépouilles. Une couronne d'une valeur de 145 francs y est déposée le 2 novembre¹⁹⁶¹. Le 29 novembre arrivent 7 corps supplémentaires¹⁹⁶².

L'affaire prend plus de retard à Agde, puisqu'il faut attendre l'été 1922. Les tergiversations vont bon train alors que le carré des soldats inhumés pendant le conflit est déjà bien plein et qu'en août 1922, tous les corps sont quasiment arrivés et occupent le dépositoire du cimetière. La mairie en inaugure d'abord un second, plus grand, où « les cercueils contenant les corps, s'amoncellent constituant pour les familles un spectacle affligeant. » Finalement, le 22 août, les élus, prenant peut-être exemple sur leurs voisins, décident officiellement que « le monument aux morts destiné à perpétuer la mémoire de ceux qui par leur sacrifice ont si grandement honoré la collectivité agathoise se composera d'un caveau pouvant contenir les 70 cercueils des Agathois morts pour la France dont les restes reviendront du front »¹⁹⁶³ En attendant sa construction, 41 cercueils sont hébergés dans les deux dépositaires ou bien par des caveaux amis¹⁹⁶⁴. Mais, le 11 octobre, les travaux de la crypte n'ont toujours pas commencé car « aucun entrepreneur n'a soumissionné trouvant la mise à prix insuffisante »¹⁹⁶⁵, la langue basaltique souterraine redevenant l'ennemi des excavateurs. Elle est finalement réalisée par l'entrepreneur marbrier cimentier local Henri Marès, qui était déjà chargé de nombreuses sépultures dans le cimetière mais qu'il a certainement

¹⁹⁵⁹ AMM, sous-série 2M11, construction d'un monument-caveau, devis et correspondances Merignargues

¹⁹⁶⁰ AMM sous-série 2M11, construction d'un monument-caveau lettre du préfet au maire, 10, décembre 1921.

¹⁹⁶¹ AMM sous-série 1D18 Registre des délibérations du conseil municipal 1922-1926, 25 octobre 1921

¹⁹⁶² AMM sous-série 1D18 Registre des délibérations du conseil municipal 1922-1926, 12 novembre 1921

¹⁹⁶³ AMA, sous-série 1D 37, registre des délibérations du conseil municipal, 1922-26, 22 août 1922

¹⁹⁶⁴ Registre communal agathois des inhumations. Archive isolée conservée dans le bureau du cimetière.

¹⁹⁶⁵ AMA, sous-série 1D 37, registre des délibérations du conseil municipal, 1922-26, 22 août 1922

fallu convaincre de se lancer dans un projet aussi important, pour la somme de 15500 francs¹⁹⁶⁶. Le 27 mars 1923, les corps gagnent enfin ce caveau municipal qui leur était destiné¹⁹⁶⁷ ; six marches conduisent à une grande crypte tandis que le monument qui doit le couvrir n'est officiellement inauguré que deux ans plus tard et donc certainement encore en chantier¹⁹⁶⁸. Trois corps de soldats morts pendant la guerre y sont encore déplacés le 25 mai 1923 et quatre derniers enfin le 6 octobre qu'ils aient bénéficié ou pas, d'ailleurs, de la mention « mort pour la France », comme par exemple Joseph Boudonnet le premier soldat inhumé en 1914¹⁹⁶⁹. Les dix corps rapatriés un par un à Vias rejoignent certainement le carré qui leur est encore dédié aujourd'hui dans le cimetière. C'est la seule commune à avoir fait ce choix, moins pressée sans doute par l'importance du nombre, même si les édiles ont un problème plus global depuis 1914 où le cimetière étant déjà trop petit, des travaux d'agrandissement avaient débuté jusqu'à ce que la guerre les stoppe fin décembre 1914. Le 16 avril 1919, le maire ouvre le conseil en faisant le constat « que le nombre de corps qu'il reçoit est supérieur aux années antérieures ; pour ces motifs les fosses recreusées n'atteignent pas le temps nécessaire, les corps enterrés ne sont pas complètement en poussière. On ne peut pas continuer les inhumations dans le cimetière actuel ». Un emprunt est donc voté pour qu'enfin, l'entreprise Tudesq reprenne les travaux pour un montant de 30 000 francs. En attendant, le conseil se contente de prévoir l'achat d'une clôture de 480 francs, placée sur le terrain, permettant en urgence d'inhumer de nouveaux corps sur un terrain délimité¹⁹⁷⁰.

Finalement, il semble bien que, partout, les municipalités, dans un contexte de forte augmentation des décès liées à la grippe espagnole à la fin de 1918, aient été prises de court par le caractère tant inédit qu'imposant de ces retours de cercueils qui s'égrènent sur deux longues années et pour lesquels elles ont dès lors improvisé progressivement des dispositifs d'accueil. Elles avaient pour la plupart anticipé dès la fin de 1918 l'hommage à rendre par la construction de monuments, mais tardivement celle de nombreux tombeaux pour les enterrements à venir. Le choix du caveau collectif

¹⁹⁶⁶ ADH, sous-série 2O 3/30, Agde. Monument aux morts (1922-1926)

¹⁹⁶⁷ Registre communal agathois des inhumations conservé dans le bureau du cimetière

¹⁹⁶⁸ Ce transfert a fait peut être l'objet d'une cérémonie particulière.

¹⁹⁶⁹ Registre communal agathois des inhumations : archive isolée conservée dans le bureau du cimetière

¹⁹⁷⁰ AMV, sous-série 1D4, registre des délibérations du conseil municipal, 1909- 1929, 16 avril 1919.

construit au cimetière, à même d'assurer l'inhumation au moindre coût des soldats, associé à un monument signant l'importance nécessaire de l'hommage solennel, s'est alors imposé dans toutes les communes à l'exception de Vias. Et si partout, les édiles ont pragmatiquement fait face à la mort de masse des soldats de la commune quand vient le temps du retour tardif mais massif de leurs corps, les sources restent murmurantes pour éclairer la façon dont les hommages ont été rendus, à l'exception de celles du chef-lieu de canton.

3.2.2.3.3. La transformation des soldats décédés en héros et ses limites

Pour J.C. Jauffret,

« Si le transfert de corps apparaît comme un refus de l'anonymat de la mort militaire, la restitution symbolise la reconnaissance émue de la mort du soldat. Mais celle-ci, par le caractère solennel des cérémonies et en raison du décalage dans le temps entre la mort reçue sur le champ de bataille et les honneurs rendus lors du retour au pays, devient aussi la mort du héros. Et ce à une époque où la France cherche, en glorifiant le sacrifice d'individus reconnus, à exorciser la peur de la mort en masse »¹⁹⁷¹

Une fois la victoire reconnue par les traités de paix, les cérémonies des obsèques solennelles qui ont transformé régulièrement le cimetière en théâtre de tragédies ont-elles permis aux dépouilles des soldats d'accéder au statut de héros ou simplement de contribuer à gérer, dans la communauté, la douleur de la perte ? Dans la séance du conseil municipal du 7 mars 1921, le maire d'Agde avait fait voter un texte organisant un protocole public d'accueil avec cortège applicable uniquement au premier retour dont les termes étaient très similaires à ceux utilisés à Marseillan au mois de janvier.

« Le conseil invite la population toute entière à se rendre aux obsèques solennelles du premier soldat agathois qui sera ramené pour être inhumé dans son pays natal étant entendu que l'hommage qui lui sera rendu s'adressera non seulement à lui-même mais encore à tous nos compatriotes tombés au champ d'honneur quel que soit l'endroit où doive se trouver leur définitive sépulture. La cérémonie aura lieu seulement pour le corps qui fera partie du premier convoi et dont le nom ne sera connu que le jour même de son arrivée. Pour tous les autres corps arrivant ensuite, une délégation du Conseil municipal assistera aux obsèques. »¹⁹⁷²

¹⁹⁷¹ Jean Charles JAUFFRET, « La question du transfert de corps (1915-1934) », dans, *Traces de 14-18, actes du colloque international organisé par les Archives départementales de l'Aude*, l'association Les Audois et l'université de Toulouse-Le Mirail, 1997, p. 133-146.

¹⁹⁷² AMA, sous-série 1D 37, registre des délibérations du conseil municipal, 1913– 1921, 7 mars 1921

En fait, peut-être sous la pression de la population, comme d'ailleurs à Marseillan, il y eut plusieurs obsèques solennelles et *l'Avenir Agathois* a reporté dans leur intégralité, du moins l'affirme-t-il, les textes des discours prononcés lors de ces cérémonies, ce qui permet de mesurer dans leur comparaison leur caractère très ritualisé. Le premier compte rendu est pour l'instant introuvable mais Louis Baron raconte qu' « on assista en ville au retour du 1er Agathois tué au front. Il s'agissait d'un nommé Milhaud, fils d'un boulanger de la rue de la fraternité. Un cortège composé de notabilités, partit de la gare traversa la ville et le cercueil fut conduit au cimetière pendant qu'un orchestre jouait la marche funèbre de Chopin »¹⁹⁷³. C'était le 26 mars 1921. Il ne s'agissait pas d'un seul cercueil mais bien des corps de Vincent Milhaud et de Louis Besset, 19 et 20 ans au moment de leur décès, tous deux tués dans l'Aisne au printemps 1917 : ce premier retour concerne donc deux très jeunes soldats et l'un d'entre eux au moins appartient à une famille largement ancrée dans sa ville, présenté bien davantage par l'enfant Louis Baron par son identité civile que militaire. Les comptes-rendus de cinq autres cérémonies sont disponibles¹⁹⁷⁴ et on sait qu'il y en eût au moins sept. Le 23 juillet 1921, un troisième cercueil revint de Chypre, hors convoi. Ce rapatriement précoce laisse supposer que la famille du jeune médecin disparu, René Baptiste Mages, neveu d'Alexandre Mages, capitaine au long court, naufragé en mer, a fait jouer ses relations dans la Marine pour organiser et obtenir ce retour individuel. Pour tous, le protocole est à peu près identique : les premiers hommages, militaires et souvent religieux, sont rendus à la gare d'où un cortège se dirige éventuellement à pied à la cathédrale ou à l'église Saint Sever pour une messe, puis au cimetière après une absoute. Les Agathois postés sur le trajet encadrent le cortège au fur et à mesure, formant « toujours la même foule » selon le journal local. Ce protocole était assez voisin de celui mis en place à Béziers¹⁹⁷⁵.

Pendant presque deux ans, la ville connaît, toujours sur le même itinéraire, une succession de cérémonies mortuaires qui contribuent à souder la communauté dans le culte civique de ses soldats. Au cimetière, on suppose devant le dépositaire, des

¹⁹⁷³ AMA, Cahier de Louis Baron

¹⁹⁷⁴ *L'Avenir Agathois* 10 décembre 1921, 28 mars 1922, 30 avril 1922

¹⁹⁷⁵ Béatrix PAU, *Des vignes aux tranchées, la Grande Guerre en pays biterrois, opus cité*, p.184-192

orateurs, notables, élus et militaires, prennent la parole. Le discours d'une figure locale qui avait un lien particulier avec le soldat rapatrié vient personnaliser chaque cérémonie ; les édiles proposent donc pour chacun des soldats, le traitement funéraire réservé habituellement à une personnalité de la commune, première étape de l'héroïsation. Les oraisons funèbres souvent lyriques se partagent entre glorification, discours politique et expression de l'émotion dans une subtile variation d'échelles qui va de la famille du défunt à la nation ou l'inverse.

Tableau 3-17. Organisation de 7 cérémonies agathoises de retour de cercueils

Date du retour	soldats décédés de retour	orateurs	statut
26 mars 1921	Louis Besset et Vincent Milhaud, soldats	?	?
Dimanche 23 juillet 1921, 13 heures	René Mages, Médecin-major,	- Jean Bedos	-Médecin-major et ancien maire.
Dimanche 4 décembre 1921, 13 heures	- Léon Arribat, médecin auxiliaire - Caporal Augustin Escande, lieutenant Victor Veve, soldat François Malapert,	- Jean Bedos - Pierre Pallat	- Président de l'amicale des anciens élèves du collège
Lundi 14 février 1922	Caporal Joseph Fabre soldat Eugène Guille	- Pierre Pallat ¹⁰⁹	
Dimanche 19 mars 1922, 13 heures	- lieutenant Pierre Béziat et soldat Louis Villemain - Soldat Benjamin Delpont, militant socialiste	- M. Casademont - Jean Félix	- Association des Pères et mères victimes de la Grande Guerre - conseiller municipal. - Député, maire socialiste
Lundi 25 avril 1922	- Commandant Honoré de Villard, sergent Major Léonce Crespy, - Sergent Jean Biau, caporal Jean Fayet - Soldats François Candele, Jean Fabre,	-Commandant Deville -Commandant Vidal - Emile Rols	- Officiers du 16 ^e corps -Commandant du 3 ^e bataillon du 96 ^e RI - 1er adjoint socialiste
Dimanche 22 juillet 1922 ¹¹⁰	- Soldat Emile Maraval	- Pierre Pallat	

Constantin Casademont dont le fils fut une des premières victimes agathoises, salue ainsi clairement « l'hommage d'autant plus grand que tout en restant familial, il est collectif ». Dans cet esprit qui fond dans un premier temps le deuil familial dans celui de la communauté, le maire de Marseillan lit en conseil municipal la lettre de Madame Malet, Veuve Bardy, expédiée le 21 décembre 1922, qui « remercie les membres du conseil pour le bon accueil et les bons soins qui lui ont été donnés à la chapelle ardente édifiée à l'hospice lors de l'inhumation de son mari, Mort pour la France. »¹⁹⁷⁶ Il s'agit d'unir dans le même hommage tous les soldats y compris ceux dont les corps ne

¹⁹⁷⁶ AMA, sous-série 1D 37, registre des délibérations du conseil municipal, 1913–1921, p. 10

reviendront pas et l'affliction de tous est certainement profonde. Mais il s'agit aussi pour les autorités politiques et militaires de souder la communauté dans une cérémonie qui doit donner par l'ampleur de l'hommage une signification nationale à l'utilité, et donc à la justification, de tant de morts. Aux côtés du parcours du convoi mortuaire spécifiquement ritualisé depuis la gare, les discours tiennent une place de choix dans la mise en œuvre de l'héroïsation des soldats ; Cinq de ces oraisons l'expriment clairement et les mots « glorieux » et « héros » ou bien l'un de leurs dérivés s'y retrouvent 22 fois soit au moins cinq fois par discours à l'image de celui de Pierre Pallat qui vient « pour glorifier comme il convient les vertus et les mérites de tous ces enfants ». Il salue le retour du cercueil d'Augustin Escande, ancien élève du collège. Son successeur, Constantin Casademont précise que « Les morts dont les souvenirs nous rassemblent ne sont pas comme les autres; ils sont grands. Il ne suffit pas de les pleurer, il faut les célébrer ». Une fois l'objectif clairement précisé, l'orateur commence par énumérer les grandes qualités humaines individuelles du soldat, conformément aux codes de l'éloge funèbre. Augustin Escande fut un « esprit fin, subtil, réfléchi et distingué » dont la position sociale « établie » - il était viticulteur - dans la communauté est rappelée. Ces identités civiles remarquables ne sont que le prélude d'une attitude exemplaire au combat, faite de modestie qui lui fit « refuser plusieurs fois les récompenses dues à son héroïsme et à son courage ». Si cela s'avère vrai, certains soldats ont donc refusé les gratifications pour de multiples raisons qui nous échappent en partie. Puis, l'éloge s'attache à rappeler l'exploit militaire qui aurait conduit le soldat à la mort sacrificielle, non sans prendre éventuellement quelques libertés avec ses intentions réelles ou supposées, n'hésitant pas à parler et même penser à sa place puisque les procédés rhétoriques codifiés visent toujours à exalter le patriotisme du soldat. Ainsi « Escande combattit vaillamment sur la ligne de feu pendant trois années consécutives sans trêve ni repos. C'est au moment où il avait foi dans la Victoire finale qu'il fut tué à l'attaque du plateau de Craonne ». L'hommage peut être encore immédiatement collectif : le commandant Vidal préfère insister sur les vertus essentialistes, de la « race agathoise », ce groupe identifié là encore par son origine géographique, qui sont « les qualités d'endurance, de hardiesse et d'audace qu'il fallait pour résister et vaincre (...), celles de la race valeureuse de paysans et de marins agathois ». Se dessine alors ensuite pour tous, comme pour tous les héros, un destin hors du commun, celui de la défense sacrée de la

Patrie, de la Liberté et de la Paix définitive, valeurs fondatrices de la République et de la nation : « Tous ont servi la cause sacrée de la libération » (M. Casadamont), « Ils sont allés à la mort assurer notre existence et notre liberté et éviter à nos descendants le retour du cataclysme » (commandant Vidal). Dernière étape enfin, résultat de cette mort sacrificielle, arrive l'accès à l'immortalité. Pour l'anticlérical Jean Bedos il s'agit de rejoindre « la Patrie des braves, dans cet au-delà glorieux réservé par la Justice suprême à ceux qui tombent pour la plus haute des causes, pour la défense de la Patrie attaquée, provoquée et brutalement agressée ». Pour le plus chrétien commandant Vidal, c'est désormais « à l'égal du Christ » que vivent ces héros. Les discours se concluent par un message de dette morale contractée par les vivants dont le contenu sert en conclusion le propos de l'orateur. Ainsi, pour Jean Bedos, « Ils nous prêchent le devoir, le travail, la fraternité ».

Mais le ton change assez rapidement et progressivement quand Jean Félix, député-maire socialiste depuis 1919, choisit d'honorer la mémoire de son ami socialiste Benjamin Delpont. L'ancien combattant, blessé puis capturé à Verdun en 1916 après avoir obtenu ses galons de caporal puis de sergent, marque par ce discours un premier tournant. Les notions de « héros glorieux » disparaissent totalement. Il salue pragmatiquement le retour « des restes des camarades » avant de délivrer un message explicitement politique. Il rappelle d'abord le sens de l'engagement de son parti dans l'Union sacrée. Dans « Le Poilu déchaîné », hebdomadaire syndicaliste de défense des démobilisés du 11 avril 1920, organe de la CGT, le député-maire avait été violemment pris à partie par un certain JUDEX qui l'accusait ainsi de volte-face : « Félix en 1914 était un hervéiste convaincu un antimilitariste fervent ». Les obsèques de son camarade tué au combat sont l'occasion pour lui de répondre sur la nationalisation du combat ouvrier :

« Benjamin Delpont mettait au premier plan, avant la fraternité universelle, la liberté de la patrie. S'il avait affirmé avec nous avant 1914 comme nous l'affirmons encore aujourd'hui qu'un pays se suicide qui se charge d'une armure trop lourde, nous répétons qu'un pays agressé doit se défendre de toutes ses forces et que la classe ouvrière de ce pays doit éviter que l'agression étrangère vienne s'ajouter à l'oppression capitaliste »

Puis il salue « la chute des Empires bellicistes » qu'il considère comme la vraie victoire, le signe enthousiasmant de l'avènement d'une paix définitive. S'il n'hésite pas

lui aussi à faire penser et parler les morts, ce discours marque néanmoins un premier retour du débat politique par l'intermédiaire des obsèques solennelles. Un mois plus tard, les deux derniers éloges en notre possession s'opposent. Celui du commandant Vidal s'impose comme le plus long et le plus lyrique de l'ensemble, transformant la mobilisation des soldats en épopée libératrice et en allégorie de la victoire nationale à l'égal pour chacun de « la vie du Christ », invoquant pour finir l'Union sacrée contre « l'ennemi de l'intérieur » qui rappelle ainsi le retour des tensions sociales dans le pays restées à la porte des cimetières. A l'opposé, le premier adjoint socialiste du maire, Emile Rols, qui lui succède en finit avec la glorification pour préférer un message résolument pacifiste quand il interroge : « Peut-on rester indifférent à tant de ruines, à tant de vies humaines fauchées dans leur fleur, à tant de belles et jeunes existences que le destin ou plutôt la folie des hommes a couché avant l'heure dans la mort ? » Il pousse ensuite un vibrant cri de colère contre « cette guerre horrible, criminelle et absurde » plaçant tous ses espoirs dans la réussite de la SDN qui s'ébauche. Et si nombre de discours visent en exprimant une douleur authentique à transformer les poilus en héros, transformant leur mort en métonymie d'une guerre juste et victorieuse, progressivement le cimetière agathois devient également le témoin de la reprise du débat politique et de la fin définitive de l'Union sacrée, même de façade.

Si l'on inverse le point de vue, quelle a été la réaction des vivants ? La présence nombreuse – toujours mentionnée ainsi dans les comptes-rendus - de la foule, et dont on peut raisonnablement ne pas douter, à chacune de ces cérémonies funèbres représente certainement, au-delà du respect sacré du rite funéraire, une marque de l'immense douleur suscitée ces disparitions mais aussi du réconfort possiblement trouvé dans cette forme de deuil collectif partagé. Comme en août 1914, peut-être s'agit-il simplement de faire corps pour traverser l'extraordinaire gravité du moment. Ceci étant, il paraît socialement peu pensable qu'un de ses membres ne montre pas par sa présence physique, l'attention qu'il porte aux tentatives de réconfort proposées par le groupe que la cérémonie peut tout à la fois raviver et soulager.

3.2.2.3.4. Plus de 100 ans après, que sont les corps des soldats devenus ?

Entre le moment du décès du soldat et son inhumation, les cercueils avaient donc parfois beaucoup bougé, en fonction de la politique nationale, du désir des

familles, de l'action municipale et du statut du soldat. Mais ce n'était pas fini. Ainsi à Agde, certains corps inhumés dans le caveau collectif rejoignirent dès 1924 des tombes familiales. C'est le cas du marin Louis Castagnola à qui la mention de « Mort pour la France » fut refusée et on ne sait si ceci explique cela. Mobilisé comme tous les pêcheurs dans le 5^e Dépôt des équipages de la flotte, affecté à la Défense fixe de Toulon, il mourut en permission le 29 janvier 1916 d'une congestion pulmonaire. D'autres soldats revinrent aussi plus tard dans la tombe familiale comme par exemple Benjamin Delpont. En 1975, lorsque le caveau municipal fut restauré à l'initiative de la municipalité, il y restait 37 cercueils sur 70 dont certains non identifiables. Dans le caveau marseillannais, il ne resterait aujourd'hui que deux corps d'après le représentant local de l'association du Souvenir Français¹⁹⁷⁷ ce qui laisserait supposer que les familles se sont occupées durant longtemps des corps de leurs soldats

Mais, inversement, qu'advint-il des corps des soldats non-agathois ? Que sont devenus les corps des tirailleurs algériens et des travailleurs indochinois enterrés au cimetière d'Agde en 1917 et 1918, sans que jamais personne n'ait fait pour eux de demande de restitution ? Il n'existe plus aucune trace de leurs sépultures. Pourtant si sur le registre d'état civil une seule mention « Mort pour la France » a été inscrite, en 1961, sur le site « *Mémoire des hommes* », 26 soldats l'ont obtenue. Dès le 3 septembre 1919, le Ministre des pensions avait envoyé aux préfets une mise en garde face à « l'intention de certaines municipalités de procéder à l'exhumation et au transfert à l'extérieur du cimetière des corps des militaires morts dans leur commune dont les familles n'avaient pas réclamé les corps »¹⁹⁷⁸ et il engagea en 1922, un recensement des tombes militaires de toutes les nationalités, effectué par le service des sépultures militaires de la préfecture, notamment pour les communes de Montpellier, Cette, Béziers, Mèze, Frontignan, Lodève. Cette dernière envoya un courrier daté du 3 décembre 1924 informant le Préfet de l'Hérault de l'arrivée de 50 fiches individuelles correspondant à des tombes de militaires algériens¹⁹⁷⁹. Si un tel recensement a été fait à Agde, il n'en existe pour le moment aucune trace. En 1926, des inspections initiées par le ministère de l'intérieur eurent également lieu dans les cimetières à la suite desquelles ce dernier

¹⁹⁷⁷ Entretien avec Monsieur Casanova, le 20 novembre 2021.

¹⁹⁷⁸ ADH, sous-série 2R54, Recensement des tombes de militaires, exhumations des corps, 1919

¹⁹⁷⁹ ADH, sous-série 2R55, Recensement des tombes de militaires, exhumations des corps, 1922-1927

informait le préfet de l'Hérault que les tombes de soldats inhumés dans les cimetières communaux « n'étaient pas toujours entourées des soins désirables » et ceci « en dépit de l'allocation allouée par l'Etat aux associations ou aux municipalités ». En mai 1927, une circulaire rappela que l'Etat assurait la « sépulture perpétuelle » dans les cimetières communaux où ils avaient été inhumés la première fois, aux militaires « morts pour la France » ou hospitalisés pendant la guerre et décédés jusqu'au 24 octobre 1919 ». Agde n'en tint visiblement aucun compte. De même le carré où de nombreux militaires avaient été inhumés disparut rapidement et il n'existe plus aucune trace de tous ces soldats français enterrés pendant la guerre. Des esquisses du plan du Monument aux morts dessiné par l'architecte Antoine Cassagne en 1923 envisageaient un imposant complexe formant un cimetière militaire entouré de cyprès à l'intérieur du cimetière communal. Elles mentionnent un carré militaire devant le monument sur lequel il est clairement mentionné : « tombes des soldats de l'ambulance n°28, tombes annamites et musulmanes »¹⁹⁸⁰. De part et d'autre du monument, un mur devait s'élever évoquant des grandes batailles de la Grande Guerre. Cette partie du projet n'a jamais vu le jour. Quelques lignes d'un article paru dans *l'Avenir Agathois* du 31 mars 1928 à l'occasion du congrès départemental de « l'Amicale des mutilés » évoquent « la nécropole admirablement entretenue, en particulier le carré des militaires, grâce aux bons soins de Monsieur Tisseyre, commandant d'armes, le monument aux morts se dresse pieusement orné par les soins des anciens combattants ». Ces quelques éléments attestent que le souvenir des poilus non agathois, morts dans les hôpitaux d'Agde, était toujours présent quelques années après la fin de la guerre notamment parmi les associations d'anciens combattants et les militaires et par le biais de leur sépultures. Le registre ne signale aucune exhumation mais officieusement il y en eut peut-être. Mais une coupure du journal *L'écho d'Alger* datant d'après 1945, et soigneusement conservée par le président de l'Amicale des mutilés informe qu'

« Au mois de novembre 1932 on a exhumé au cimetière d'Agde (Hérault) les restes des soldats français enterrés en 1917 et 1918 puis on les a brûlés. Il s'agissait paraît-il de « récupérer du terrain ». La municipalité ne s'étonnera pas que les survivants de l'autre guerre considèrent cette décision comme une scandaleuse impiété »¹⁹⁸¹.

¹⁹⁸⁰ Archives privées de l'association de *l'Escolo Dau Sarret*, Agde

¹⁹⁸¹ AMA, fonds modernes préclassés, fonds 81-8, dossier Vallière

Les corps des héros de la Victoire enterrés en Agde mais étrangers à la communauté disparurent donc à jamais incinérés puis placés dans un ossuaire, « morts pour la France » ou pas. Ce traitement contraste avec celui des tombes des soldats allemands décédés de 1914 à 1917 : dès juillet 1932, peut-être alertées des projets de certaines municipalités, les autorités germaniques se sont inquiétées du sort des soldats inhumés en France et un représentant des services pour l'entretien des sépultures militaires annonçait sa visite dans la commune pour le 5 novembre 1933. Deux documents signés par le maire d'Agde en 1941 et 1943 prouvent que ces tombes existaient toujours. D'ailleurs, en 1948 puis 1958, les Allemands prenaient encore des nouvelles de leur existence et de leur entretien. Cependant à une date non déterminée les restes de soldats allemands ont quitté le carré 4 pour le carré 10 près du Monument aux morts. En effet lorsque le service pour l'entretien des sépultures allemandes écrivit au Maire d'Agde en janvier 1972 pour l'informer qu'il souhaitait effectuer les transferts des restes mortels des militaires allemands de la guerre de 1914-18, le maire lui répondit que « le souvenir de ces morts a été perpétué par un tour en bois collectif et 7 croix à droite du monument aux morts ». ¹⁹⁸² Finalement, les 3 et 4 mars 1972, les sept corps furent exhumés pour être rapatriés en Allemagne. Le doute fut suffisant pour que le certificat d'authenticité ne soit pas signé par les services municipaux ¹⁹⁸³. Mais Francis Sanchez qui fréquentait enfant le cimetière où son père était marbrier, se souvient précisément, très impressionné, que « les représentants allemands venus chercher les corps sont demeurés plusieurs jours sur place, ils étaient remarquablement équipés en particulier de véhicules et d'appareils de mesure des mâchoires, et ont vraisemblablement authentifié les restes mortels. » ¹⁹⁸⁴

Finalement, ce que révèle le cas agathois, c'est qu'assez loin du mythe d'une communauté nationale faisant le deuil de ses soldats vainqueurs, le sort des dépouilles des soldats a dépendu très concrètement et très largement des manifestations des vivants qui souhaitaient – et en avaient les moyens – ou pas les récupérer. Parce que des dizaines de soldats y furent inhumés, exhumés et ré-inhumés voire ré-exhumés, le cimetière

¹⁹⁸² AMA, archives modernes, fonds « cimetière » non classé, correspondances et copies.

¹⁹⁸³ Ibidem, lettre de refus du maire, Pierre Leroy Baulieu, de signer le certificat d'authenticité

¹⁹⁸⁴ Salarié des établissements funéraires Roblot. Entretien réalisé le 18 août 2014

communal devint donc un témoin privilégié de la façon une petite ville de l'arrière participa à la Grande Guerre, accueillant des soldats blessés de tout le pays et de l'Empire, attendant très longuement ses enfants morts au feu. Mais il fut aussi un témoin de l'évolution des rapports qu'entretenaient, dès 1914 et tout au long du XXe siècle, les populations civiles avec le conflit. Alors que la majorité des soldats – quatre vingt environ - furent enterrés dans la ville un peu par hasard ce furent les soldats agathois et uniquement ceux-là, qui sous l'effet des transferts officiels à partir de 1921 accédèrent symboliquement dans la commune au rang de héros par l'importance de leur nombre et le faste des hommages rendus. Cinq ans à peine après la fin du conflit, la communauté des vivants honorait l'importante communauté de ses « morts glorieux » dont elle excluait de fait les tirailleurs algériens, les ouvriers militaires indochinois, et même les soldats métropolitains non agathois morts dans la commune dont les corps disparurent. Elle se repliait sur sa douleur et reprenait le cours de sa vie politique. Et si l'emplacement du cimetière en partie protégé des transformations de la ville permit que perdure le souvenir de certains morts de la Grande Guerre, la force de ce souvenir dépendit largement des origines, sociales et géographiques, de ces soldats.

3.2.2.4. De quelques deuils privés.

3.2.2.4.1. Au cimetière, des visages, des noms et de la peine.

Toutefois et malgré cette appropriation publique des morts par les institutions locales, il semble qu'à ce deuil communautaire de la sortie de guerre se soit superposé rapidement un deuil privé, les familles tentant de se réapproprier parfois leurs soldats. Dès le 29 novembre 1921, le conseil municipal de Marseillan répond favorablement à la demande de deux familles qui souhaitent récupérer les corps quelques heures avant de les ramener à la chapelle ardente. Sans visiblement aller jusque là, à Agde en 1922, certaines familles, fait extrêmement rare, font publier dans *l'Avenir Agathois* des faire-part individuels de décès. D'autres déposent une plaque personnalisée au pied du monument aux morts avec la photographie du défunt, en tenue civile ou militaire. Par ailleurs, plus on avance dans le temps des retours et moins l'inhumation y a eu lieu¹⁹⁸⁵ :

¹⁹⁸⁵ Registre communal des inhumations, archive agathoise isolée conservée dans le bureau du cimetière communal.

un tiers de familles ne choisit pas le caveau collectif pour préférer une tombe familiale ou bien, en 1923, les corps ne sont finalement pas exhumés des tombeaux qui les accueillent temporairement.

Dans les cimetières, il reste quelques traces visibles dans l'observation attentive des tombes, sous forme essentiellement de pierres gravées ou de plaques émaillées en général scellées à la tombe. Tous cimetières confondus, il en reste une centaine qui vient attester, souvent dans une grande simplicité, certes de la douleur et de l'affection, mais tout autant d'un refus de l'anonymat ou de l'effacement, par une volonté de personnalisation matérielle. La grande majorité met en avant la jeunesse du soldat par son âge et sa photo, en tenue militaire ou civile, insérée dans un médaillon serti de métal accompagné de la reproduction des médailles reçues et souvent de la mention « Mort pour la France », sans oublier son statut militaire. Des épouses préfèrent des plaques en forme de cœur comme à Marseillan où celle de Louis Petit lui adresse une dernière dédicace publique, « ton souvenir, c'est ma vie ». Parfois le décès du fils est associé au décès du père par celles que l'on devine être les mères et les enfants, comme pour rappeler combien il fut difficile aux pères d'enterrer les fils et combien la douleur peut tuer. D'autres associent des familles, comme c'est le cas de pupilles de la nation épousés entre eux. On peut retrouver assez fréquemment encore une plaque commerciale plus élaborée reprenant les quelques vers de Victor Hugo qui reprirent du service partout dans ces obsèques de militaires : « Ceux qui pieusement sont morts pour la Patrie ont droit qu'à leur cercueil la foule vienne et prie¹⁹⁸⁶. » La standardisation visible de ce type de plaques permet encore de supposer qu'un marché florissant a prospéré auquel ont été sensibles certaines familles qui en avaient les moyens. Parfois c'est la pierre elle-même qui est gravée d'une épitaphe plus ou moins longue ou d'un appel à la prière personnalisé tandis que certaines sépultures peuvent s'apparenter au mausolée. Des familles encore rappellent la présence des absents comme celle de Jules Gleizes jamais rentré de captivité où il mourût de froid, la tombe familiale assurant dans ce cas une fonction de cénotaphe. C'est encore le cas à Marseillan, des deux plaques émaillées jointes des frères Negrou ; Ernest, né en 1890 et Joseph, nés en 1888, sont pêcheurs. Inscrits maritimes versés dans l'armée de terre en novembre 1914, ils sont

¹⁹⁸⁶ Victor Hugo, Hymne aux morts de juillet, dans *les champs du crépuscule*, juillet 1831.

affectés dans le même régiment, le 163^e RI de Nice. Tous deux sont touchés mortellement à Flirey en Meurthe et Moselle le 20 avril 1915. Joseph est tué sur le coup. Ernest agonise jusqu'au 22 septembre à l'hôpital de Toul. Son corps a été rapatrié en décembre 1922 tandis que celui de son frère aîné a été inhumé dans la nécropole de Flirey. La tombe familiale les associe de façon identique dans le souvenir des vivants par une plaque commune. Mais quelques-unes pourtant font de leur feu soldat pourtant revenu avec les honneurs, un corps de plus dans la tombe familiale sans mentionner leur statut de « Mort pour la France », une le considérant simplement comme une « victime de la guerre ». Peut-on interpréter ces rares épitaphes singulières comme un refus de la glorification de la part des familles ?

Inversement se trouvent dans le cimetière agathois au moins trois sépultures de soldats dont les noms ne figurent pas dans le registre du cimetière ce qui laisse supposer que ces corps sont revenus après 1931 ou bien en dehors de toute démarche officielle. Les raisons de ces mouvements nous échappent.



1. Deux conjoints à leurs pères respectifs sur une plaque de marbre gravée et posée. / 2. De Paulette, fiancée de Joseph / 3. Jules Gleizes mort en captivité, sans retour, sur une tombe cénotaphe



4. Plaque émaillée sur la tombe familiale. Charles Nègre. Avec décorations / 5. Bessan, fils et père, 1917 et 1926 / 6. D'une mère à son fils tué en 1916 et à son époux décédé en 1920



7. François Cullier, Epitaphe gravée sur la dalle / 8. Alexandre Faucon, « victime de la guerre »/9. Granit de la tombe gravée



10. Jean Maurel. Aucune mention du statut du soldat / 11. Stèle familiale Louis Andoque, aucune mention du statut de soldat / 12. Plaque de marbre blanc : seule rose gravée du cimetière

Figure 87. 12 plaques qui ornent les tombes familiales

Là enfin, en ces endroits et circonstances, la photographie a acquis un statut particulier. De nombreux portraits ont renouvelé après la mort du soldat leur fonction de preuve, héritée en partie des traditions méditerranéennes funéraires, réactivée après guerre par les circonstances d'un deuil massif que chaque famille a cherché à individualiser y compris dans l'espace public. Rien d'étonnant alors que l'on retrouve si souvent ces mêmes photographies qui signaient le statut militaire du soldat, encadrées dans des médaillons de céramiques scellés sur les tombes où au pied des monuments aux morts surplombant les caveaux collectifs (Bessan –Marseillan –Agde) tels des ex-voto. Redécoupées et recadrées sur les visages, souvent dans un encadrement ovale, elles ont été recyclées pour honorer la mémoire des morts, à la convergence précise des espaces privés (les tombes) et publics (les allées et le monument). Dans les cimetières ou sur les autels familiaux, entourée parfois d'empreintes de décorations aujourd'hui souvent presque disparues, le portrait du soldat mort permet toujours sa reconnaissance, au delà d'un nom et d'un prénom. Il fait preuve de l'existence passée, plus que du sacrifice.



L'ouvrier agricole Joseph Baisse, est le premier « tué à l'ennemi » agathois. Soldat mobilisé dans le 58^e RI, il disparaît à Lagarde, en Moselle le 11 août 1914 à l'âge de 24 ans.

Déclaré disparu en mai 1920 par le tribunal de Béziers, son corps est finalement rapatrié dans sa ville par le convoi numéro 9 le 4 décembre 1921 : Était-ce bien lui ? Son nom est gravé dans le marbre.

L'objectif d'immortalité symbolique peut-être visé par ce geste reste donc atteint au moins 105 ans plus tard.

La photographie retaillée pour être insérée dans un médaillon ovale, à connotation christique - est insérée sur une plaque en marbre scellée sur le caveau municipal, sous la liste des « Morts pour la France » du monument sous lequel le soldat a été inhumé en 1923, après un long passage dans le dépositaire.

3.2.2.4.2. Dans quelques familles, le refus de l'effacement.

Dans ce contexte des retours des corps pris en charge par la nation puis la communauté, le deuil privé doit composer avec l'hommage public. Demander ce rapatriement du corps peut s'interpréter comme la volonté de ramener le deuil dans une sphère civile en se réappropriant le décès du militaire, tâche difficilement réalisable voire impossible. D'autres endeuillés, parfois les mêmes, expérimentent des pratiques variées largement partagées dans le pays. Il reste peu de traces dans le canton de ces voyages aux allures d'expédition et de pèlerinage que certains et certaines ont décidé d'effectuer dans la zone des armées à la recherche des sépultures de leur soldat. La longue distance à parcourir peut expliquer cette discrétion des sources locales et éventuellement de ces pratiques. C'est par quelques mots sur une carte postale expédiée à son épouse le 15 mars 1920 : « Nous voilà rendus même à l'Eglise où repose le pauvre Etienne et nous attendons demain matin 9 heures. Nous avons la neige »¹⁹⁸⁷ que nous savons cependant que l'ouvrier tonnelier Louis Barbezier, seul survivant de sa fratrie, s'est rendu avec sa mère et sa belle-sœur à Dikkebush où est tombé Etienne en décembre 1914. En 1921, il accompagne cette fois son autre belle-sœur dont le mari Roger est tombé à Fleury en août 1916, à la nécropole nationale de Douaumont d'où il envoie une vue de « la tranchée des baïonnettes », imposant monument de béton inauguré le 8 décembre 1920

¹⁹⁸⁷ Louis à Germaine Barbezier, 15 mars 1920

par le président de la République, Alexandre Millerand. Finalement les deux corps de la fratrie sont rapatriés à Marseillan en 1921. De même, de Paris, Charlotte Petitjean se rend sur la tombe de son époux à Souains-Perthes-lès-Hurlus, épisode dont il reste une photographie dans le lot familial, avant que son corps ne soit définitivement transféré dans la nécropole nationale de la Crouée. La mère d'Aimé Gourc, a entrepris des démarches épistolaires insistantes de renseignements auprès des officiers du régiment de son fils : On ne sait si elle est allée jusqu'au bout mais ce que l'on sait c'est que le corps de son fils a lui aussi été rapatrié.

Des témoignages, émergent encore sur d'autres manières singulières de faire ce deuil si douloureux dont celle spectaculaire des parents de François Cullier, fils unique, dont la mère s'habilla de deuil le court restant de sa vie, qui firent construire une petite villa au Grau d'Agde qui porte encore le prénom de son fils 100 ans plus tard. Mais il semble bien que ce soit à nouveau par l'intermédiaire des petits objets privés, au premier rang desquels on trouve la photographie et la lettre, que beaucoup de familles s'approprient symboliquement en les détournant de leur fonction première qui, dans la guerre, a souvent été d'attester de la vie en tentant d'organiser le deuil pour surmonter la mort. Dans le corpus des carnets et correspondances des témoins en effet, ceux des fantassins morts avant le 18 novembre 1918 représentent 42 % de l'ensemble, soit plus que le pourcentage de fantassins décédés (33 %) ce qui inciterait à s'interroger sur un éventuel effet de sources qui ferait que les écrits des soldats décédés au front auraient été mieux conservés que ceux des soldats qui y ont survécu. L'importance du lot des lettres de Paul Bascoul et les conditions de leur traversée du siècle pourrait venir à l'appui de cette hypothèse selon laquelle les disparitions au front ont contribué à ce que les lettres soient plus soigneusement conservées par les descendants directs en particulier les dernières reçues. Paul, dans la Marne avait dans ses lettres demandé à sa mère de ne pas faire rechercher son corps comme il voyait déjà des familles le faire dès 1915. Il aurait pu être entendu puisque son corps n'a pas été rapatrié ni à Béziers, ni à Murviel-les-Béziers, ni à Montpellier mais il semble aussi qu'il n'ait jamais non plus été identifié dans le terrible charnier de Beauséjour. Il écrit d'ailleurs quelques jours avant sa mort avoir égaré sa plaque d'identification. Cependant sa mère Marcelle a rapidement rassemblé toutes les lettres disponibles que son fils avait expédiées y compris à ses proches, à son amie, à son ami, à ses deux frères et à sa sœur ainsi que toutes les lettres

non-reçues par lui qui étaient revenues à leurs destinataires. Puis, elle en a transcrit les contenus sur un seul cahier, de peur, explique-t-elle en introduction, que le temps n'efface les lignes des originaux rédigés au crayon encre et parfois tâchés de boue et de sang. Sa perspicacité jointe à sa façon scripturaire de traverser la douleur de la perte permet aujourd'hui d'avoir accès à cette correspondance dont les originaux ont effectivement très mal résisté au temps¹⁹⁸⁸. Elle y a joint les lettres de condoléances dont celle du principal du collège d'Agde, prévenu par le petit frère de Marguerite Triollé, la presque amoureuse de Paul, et des hommages de parents, de proches et de relations mais aussi des coupures de presse annonçant son décès (16 avril - 9 juillet 1915), ou relatant des cérémonies publiques funèbres ayant eu lieu dans les lycées d'Agde et de Clermont-l'Hérault, ainsi qu'un portrait photographique de Paul. Inversement, dans le lot il n'y a qu'une lettre de la correspondance de son frère aîné, Etienne, pourtant combattant lui aussi, blessé au visage puis gazé, capturé en 1918 mais revenu vivant. Ces pratiques conservatoires sélectives concernent également d'autres lots familiaux. Les descendants de la famille Larroque n'ont conservé que les missives de Fernand dans une boîte en velours alors que celles des autres membres de sa famille ont été récupérées à la décharge agathoise par des collectionneurs. Les dernières missives, devenues aujourd'hui parfois uniques mais conservées, de soldats disparus tels Henri Escafit, Henri Besset, Jean Gout, Jules Bertharies, Louis Ayraud, Germain Berthuel ou encore Emile Constan et Jules Rayssac ont, elles aussi, traversé le siècle. Et si les soldats morts sont autant représentés dans la totalité du corpus, n'est-ce pas en partie parce que leur descendants ont été particulièrement attachés à en conserver ces ultimes traces ? Finalement, ces lettres ou ces lots constitutifs d'un petit musée familial, s'imposent comme de précieux cénotaphes centenaires à valeur de relique, produisant un effet de loupe sur le tragique du conflit et sur la singularité de deuils effectués de façon chronologiquement décalée par des proches, privés le plus souvent du corps du défunt.

Cependant les traversées du siècle de ces morceaux de papier n'en finissent pas d'interroger elles aussi la question de la filiation et de la transmission du deuil. Marcelle, la mère de Paul a enfermé le lot de courrier dans du papier kraft entouré de

¹⁹⁸⁸ ADH en ligne, <http://archives-pierresvives.herault.fr>, guerre 1914-1918, fonds privé Paul Bascoul, 1J1720.

ficelles. Sa fille Juliette ainée a récupéré le paquet à sa mort en 1938. Son fils Michel à son tour l'a découvert dans un tiroir à la mort de sa mère en 1976 et c'est son épouse qui a déposé l'ensemble lors de la grande collecte aux archives départementales de l'Hérault¹⁹⁸⁹. Les seules lettres de Joseph Dézarnaud ont été conservées dans une pochette en tissu brillant noir sur lequel était cousue une violette brodée, elle-même renfermée dans une boîte en bois vernis dont le couvercle porte la mention pyrogravée : « Jeux Nouveaux Réunis ». Le coffret a rejoint d'autres petits objets personnels dans une grande valise en cuir transmise de générations en générations appelée dans la famille « la valise de Jo »¹⁹⁹⁰. C'est l'arrière-petite fille qui a déposé dans l'espace public virtuel à l'occasion du Centenaire, l'ensemble de ces lettres. Celles de Jules Rayssac du temps de son service militaire se trouvent dans une boîte verte recouverte de velours vert élimé appartenant à ses cousines germaines puis petites cousines. Celles de Fernand Larroque composent un lot, déposé par sa mère au fond du tiroir d'un bureau transmis de belle-fille en petites-filles et il en va de même du court extrait de carnet de Joseph Landes. Ces lots ont été placés dans l'espace public grâce à « l'ambiance centenaire », fruit d'une dynamique d'interconnaissance privée. Les lettres de Saint Prix Petitjean étaient enfermées dans une boîte transmise de mère en fils contenant également de nombreux albums photographiques appartenant au commandant dont le contenu n'a pas résisté au temps. Mais c'est par le biais d'une belle-fille qu'elles ont été placées dans l'espace public sur le site privé *Le Chtimiste*¹⁹⁹¹. La conservation de la correspondance de François Cullier paraît davantage encore improbable ; sa mère inconsolable est décédée quelques années après son fils. Une nièce de sa femme célibataire et sans enfant, celle à qui écrivait François, s'est occupée de son père jusqu'à sa fin et a conservé cette correspondance. Sa voisine s'est ensuite occupée d'elle dans sa vieillesse et elle lui a à son tour transmis ces lettres. Cette dernière les a fait passer à sa fille qui dans une discussion avec l'archiviste de la ville en a fait mention. Bref « la

¹⁹⁸⁹ Entretien avec Claude Lefert (20 avril 2021) qui a également mis en ligne une partie de ces informations sur un site de généalogie collaboratif

¹⁹⁹⁰ En ligne sur https://issuu.com/academie-de-caen/docs/lettres_de_jo_1914-1915.

¹⁹⁹¹ En ligne sur <http://www.chtimiste.com/carnets/bleys.htm>

conservation de ces lettres est « un petit miracle » selon les mots de cette même archiviste qui a assuré leur mise à l'abri¹⁹⁹².

Si ces sept cas ne visent pas à une quelconque généralisation, ils inviteraient cependant par quelques points communs qui les relient et alors que la collection paraît être davantage une pratique masculine, à s'intéresser à la place singulière des femmes dans la transmission de la mémoire du deuil familial et peut-être au-delà.

Le poids des morts à la sortie de la guerre est tel qu'il place les communautés qui prennent en charge cette mort collective dans une situation en tous points exceptionnelle. L'incertitude demeure plus d'un siècle plus tard sur le nombre des décès et parfois sur leurs noms d'autant que viennent se rajouter les effets de la pandémie de grippe espagnole qui surgit à l'automne 1918, venant accroître le drame, l'étendre à l'ensemble de la société et complexifier encore et toujours plus la question du lourd bilan funèbre qui s'accroît. Il en va d'enjeux militaires, administratifs mais aussi politiques et sociaux qui rappellent que les mémoires de la nation ne sont pas forcément celles des communautés et moins encore celles des familles et des individus. C'est ce qui permet d'observer la réduction drastique d'échelle et que vient confirmer l'apport des nouveaux outils numériques qui ont permis l'accès en ligne à de nombreuses ressources. Mais au final et au regard des formes que prend la guerre sur le front, ce qui est sûr, quels que soient les sources et les critères choisis, c'est que le risque élevé de mort aux combats pour les militaires concerne à peine la moitié d'entre eux, celle des fantassins exposés en première ligne qui dès la seconde semaine de la mobilisation connaissent les premiers combats dans les régiments de l'active et de sa réserve ; rappelons-le alors encore parce que l'ampleur de la mobilisation de 8 millions d'hommes l'occulte peut-être trop souvent, la mort au combat n'a été quasiment le lot que des fantassins nés entre 1878 et 1898, mais elle l'a été de façon tragiquement disproportionnée et parmi eux les ouvriers agricoles ont été encore plus touchés au moins dans le canton. La mort de masse qui s'impose à la société toute entière est bien une mort collective au sens où elle oblige les communautés et leurs représentants à adopter des dispositifs inédits et souvent chaotiques tant pour les retours des corps que

¹⁹⁹² Je remercie Virginie Gascon, archiviste, pour la précision de ce récit

pour leurs inhumations qui s'étagent dans la durée. Elles leur organisent à l'échelle des communes des retours fastueux et fortement ritualisés. Dans cette longue période d'après-guerre, les cimetières deviennent les nouvelles « fabriques des héros »¹⁹⁹³ initiées par les édiles et les notables par le geste et par le verbe dans une ultime tentative communautaire d'Union sacrée. Mais cette transformation trouve ses limites, sur le lieu même et avant même l'arrivée des derniers convois, dans la reprise d'expressions politiques contraires et dans la manifestation grandissante du deuil privé.

3.3. CHAPITRE 9. LA VICTOIRE OUBLIEE ?

« Le discours visuel a son importance propre. Il peut rendre un souvenir historique présent durablement, il peut l'imposer par imprégnation, même à l'homme ordinaire, passif ou indifférent. La catégorie du décor peut elle-même se

¹⁹⁹³ ALBERT, Jean-Pierre. *Du martyr à la star : Les métamorphoses des héros nationaux* In : FABRE, Daniel et ZONABEND, Françoise (dir.). *La fabrique des héros* [en ligne]. Paris : Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1999.

subdiviser ; soit que la présence du nom vienne de son attribution à une voie publique, soit que celle de l'image soit fixée par un monument »¹⁹⁹⁴

Dès 1976, Maurice Agulhon mettait l'accent sur l'importance dans les espaces publics des œuvres édifiées et des noms affichés sur les façades par les représentants du pouvoir quant à la construction et la diffusion solides d'une culture politique, en l'occurrence républicaine. Or, force est de constater que c'est aussi rapidement que diversement et massivement que se construit par ce biais non seulement la mémoire publique de la République en guerre mais encore celle de multiples groupes sociaux dans les communes¹⁹⁹⁵. Aisément accessibles, devenus presque partout lieux de mémoire, les monuments aux morts ont fait l'objet d'études approfondies depuis les années 1980, y compris dans l'Hérault¹⁹⁹⁶, l'histoire culturelle s'étant particulièrement intéressée aux dimensions artistiques et symboliques de leur message dans les approches du deuil et des mémoires du conflit¹⁹⁹⁷. Elles ont été relancées à l'approche du Centenaire¹⁹⁹⁸ sous l'effet conjugué du développement des outils numériques qui permettaient, à toutes les échelles, d'associer inventaire des militaires décédés dont les noms étaient gravés sur les plaques de marbre¹⁹⁹⁹ et recensement universitaire des constructions qui maillent le territoire²⁰⁰⁰. L'action initiée par la DRAC d'Occitanie en a encore affiné la (re)connaissance à l'échelle régionale²⁰⁰¹.

Leur édification, à la sortie de la guerre, dans la grande majorité des communes du pays est souvent considérée comme le fruit d'un élan communautaire aussi unanime que rapide, quasi « spontané »²⁰⁰². Cette mémoire partagée éclaire bien la capacité qu'ont eue

¹⁹⁹⁴ Maurice AGULHON, « Une contribution au souvenir de Jean Jaurès : les monuments en places publiques », dans Madeleine Rebérioux (dir.), *Jaurès et la classe ouvrière*, colloque (1976), Paris, Éditions ouvrières, 1981, p.169-182.

¹⁹⁹⁵ Antoine PROST, « Les Monuments aux morts, Culte républicain ? Culte civique ? Culte patriotique ? », in Pierre NORA (dir.), *Les lieux de mémoire, I. La République*, Gallimard, Paris, 1984, p. 195-225.

¹⁹⁹⁶ Odon ABBAL, *Les monuments aux morts de l'Hérault : 1914-1918*, Montpellier, 1998.

¹⁹⁹⁷ Annette BECKER, *Les monuments aux morts, mémoire de la Grande Guerre*, Paris, Errance, 1988

¹⁹⁹⁸ Alain CHOUBART, *L'histoire des 500 plus beaux monuments aux morts de France*, Christine Bonneton, 2014 / Franck DAVID, *Comprendre le monument aux morts : Lieu du souvenir, lieu de mémoire, lieu d'histoire*, Paris, éditions Codex et Ministère de la Défense, 2013.

¹⁹⁹⁹ Site collaboratif de généalogie. <http://www.memorialgenweb.org/memorial3/html/fr/index.php>

²⁰⁰⁰ <https://monumentsmorts.univ-lille.fr/monument/437/lille-place/> qui a donné lieu à une publication. Martine AUBRY et François HEBEL, *36 000 cicatrices : Les monuments aux morts de la Grande Guerre*, Paris, 2016.

²⁰⁰¹ Voir le site de la région ; <https://www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Occitanie/Actualites/Actualite-a-la-une/Des-monuments-aux-morts-de-la-Grande-Guerre-protoges-au-titre-des-Monuments-historiques>

²⁰⁰² Antoine PROST, « Les Monuments aux morts, Culte républicain ? Culte civique ? Culte patriotique ? » *opus cité*, p. 199

ces constructions à souder un même jour, en un même lieu et en une même geste les communautés endeuillées d'après-guerre dans la mémoire des soldats disparus²⁰⁰³ et les quatre communes n'ont pas échappé au phénomène. Pour autant, leur grand nombre ne saurait dissimuler la diversité des autres traces, inscrites dans les matériaux aussi divers que leurs significations, d'hommages ou de mémoire publique, parfois les plus minuscules, et c'est de cet inventaire exhaustif qu'il sera d'abord question pour tenter de déterminer de quelles logiques politiques, sociales, culturelles et mémorielles elles attestent localement. Si les municipalités, principales instigatrices de l'édification des monuments ont du affronter de multiples difficultés, dans le contexte de la reprise de la vie politique et celui du retour des corps des soldats démobilisés, une fois construits dans toutes leurs diversités et leurs messages, leurs constructions s'imposent comme le lieu privilégié de l'expression des mémoires de la guerre. C'est là qu'en priorité, les associations d'anciens combattants attestent de façon annuellement ritualisée qu'elles sont les détentrices intransigeantes du souvenir de leurs camarades sacrifiés et qu'en leur nom, elles délivrent un message de paix. Enfin, la résonance locale donnée aux commémorations nationales du Centenaire de 1914-1918 invite à se pencher sur les manifestations de cette longue séquence publique de cinq années pour tenter d'éclairer les modalités selon lesquelles les acteurs du XXI^e siècle se sont appropriés ou pas l'évènement.

3.3.1. Faire panser les matériaux.

3.3.1.1. Des initiatives édilitaires.

3.3.1.1.1. Premiers hommages de papier.

Dans les quatre communes, le choix d'ériger un monument ne s'est pas imposé immédiatement. Alors que dans le canton voisin de Florensac, l'idée est née pendant la guerre au sein de trois conseils municipaux - Pinet en mai 1915, Castelnaud de Guers et Pomerol en 1917 – et que des monuments ont été construits dans la foulée – Pinet en

²⁰⁰³ C'est la thèse d'Annette BECKER dans, *Les Monuments aux morts, mémoire de la Grande Guerre*, opus cité.

1916 et Pomérols en décembre 1917²⁰⁰⁴ -, les hommages publics commencent au contraire par des gestes publics discrets de mots et de papier inscrits tout entiers déjà dans le cadre communal, qui veillent à éviter l'anonymat et l'effacement en nommant toujours les soldats. Cela débute très tôt, par ceux, solennels, oralement rendus dès le 11 novembre 1914, en conseil municipal lorsque Pascal Authebon salue un par un les treize « valeureux Agathois tombés glorieusement sur les champs de bataille, morts au champ d'honneur, morts pour la Patrie »²⁰⁰⁵. De son côté, Marius Roqueblave, maire de Marseillan, adresse le 23 décembre de la même année les « condoléances du conseil municipal aux familles des soldats morts pour la Patrie » souhaitant que « la mort glorieuse de leurs chers disparus soit un adoucissement à leur lourde peine »²⁰⁰⁶. Il faut ensuite attendre la sortie de guerre ; le 18 novembre 1918, ce même conseil vote le financement d'un tableau encadrant un diplôme, d'une valeur de 20 francs, en l'honneur d'Amédée Pougnet, seul élu local du canton mort pour la France, tué à Marcq-en-Barœul le 6 octobre 1915²⁰⁰⁷, qui doit être affiché dans la salle de délibérations. Les archives de la petite ville conservent également le Livre d'or des soldats morts de la commune en toile damassée dont chacune des 168 pages garde soigneusement inscrit à l'encre noire et en lettres pleines et déliées, le nom d'un soldat dans l'ordre chronologique des décès²⁰⁰⁸. Le dernier inscrit, Fernand Julien est mort le 13 janvier 1927, des suites de ses blessures.

²⁰⁰⁴ Roger BOUIX, « Diversité et curiosités des monuments du canton de Florensac » dans Jean SAGNES (dir.), *1914-1918, L'Agadès dans la guerre, opus cité*, pp 223-240

²⁰⁰⁵ AMA, sous-série 1D37, registre des délibérations du conseil municipal, 1913-1920, 11 novembre 1914

²⁰⁰⁶ AMM, sous-série 1D16, registre des délibérations du conseil municipal, 1909-1916, 23 décembre 1914.

²⁰⁰⁷ *Ibidem*, 18 novembre 1918.

²⁰⁰⁸ AMM, sous-série 4H2, recensement des soldats "Morts pour la France", "Livre d'or des morts de la guerre".

		
<p><i>Numéro spécial de l'Avenir Agathois, juin 1919, liste des soldats décédés de la commune à cette date</i></p>	<p><i>Livre des morts de la commune de Marseillan</i></p>	<p><i>Diplôme national d'Ernest Sénégas de Bessan, soldat au 160e RI, tué dans la Meuse le 12 avril 1916</i></p>

Figure 88. Trois exemples d'hommages de papier

Le 18 juin 1919, un numéro spécial de *L'Avenir Agathois* qui réapparaît difficilement après quatre longues années d'interruption, publie à partir des informations reçues en mairie à cette date, « la liste de ceux que la guerre meurtrière nous a arrachés ! Chaque famille voudra conserver cet exemplaire sans prétention où elle pourra lire et relire les noms glorieux de ceux qui ont donné leur vie à la cause commune »²⁰⁰⁹. La présentation met effectivement en avant que l'objet répond à des objectifs de conservation, voire de postérité. 243 noms dont ceux des réfugiés occupent trois pages. Elle s'accompagne d'articles aux noms évocateurs, « Hommage aux morts », « Morts immortels », « Dette sacrée », « Souvenir » qui préparent les Agathois à l'érection d'un éventuel monument. Ces initiatives rencontrent celle du gouvernement qui par la loi du 27 avril 1916 rédigée sous le ministère de Pierre Roques, prévoit de remettre des diplômes de deuil par le soin des autorités civiles et militaires aux familles de tous ceux qui sont morts depuis le début des hostilités²⁰¹⁰ avec la possibilité d'insérer une photographie. La préfecture demande aux mairies un nombre et une liste puis renvoie autant d'exemplaires que nécessaires²⁰¹¹. Ces derniers sont remis soit à l'occasion de cérémonies officielles soit

²⁰⁰⁹ *L'Avenir Agathois*, numéro spécial, juin 1919

²⁰¹⁰ ADH, sous-série 1M613, diplômes des morts pour la Patrie (1916-1921)

²⁰¹¹ AMB, sous-série 2D19, enregistrement de la correspondance du maire expédiée et reçue, 1901-1950, années 1918 à 1922.

lors de prises d'armes collectives, ce qui représente de premiers hommages publics. De ces manifestations locales, il ne reste aucune trace cependant. De son côté encore, le conseil municipal de Vias décide d'acheter une couronne pour 580 francs afin d'honorer les « soldats de Vias tombés pour la France »²⁰¹² dont on se demande où elle a pu être déposée. Les premiers hommages à la sortie de guerre apparaissent donc mesurés, discrets et divers, locaux ou nationaux, mais relayés par les municipalités dans un contexte d'absence des corps des soldats, à l'image certainement des hésitations des élus quant aux modalités les mieux adaptées à la démesure du traumatisme, et au regard des possibilités matérielles de la commune, avant que l'édification des monuments aux morts ne devienne l'hommage le plus visible et le mieux partagé.

3.3.1.1.2. « Il s'agit de faire grand et beau »²⁰¹³.

À Athènes déjà, au Ve siècle av. JC., des stèles commémoratives portaient les noms de citoyens-soldats morts au combat, classés par tribu, auxquels les vivants rendaient un culte civique²⁰¹⁴. C'est cependant au XIX^e siècle que la pratique se propage peu à peu. La guerre perdue de 1870-1871 donne ainsi lieu en France à l'érection de quelques constructions monumentales, fruit d'initiatives privées et tardives amplement motivées par un esprit de revanche²⁰¹⁵ dont on ne trouve aucune trace dans le canton. Très différents sont les monuments aux morts de 1914-1918 : Seules 5 % des communes françaises seraient dépourvues d'au moins une édification²⁰¹⁶. Comme le souligne A. Prost, « la généralisation des monuments est à la hauteur du traumatisme vécu et toutes n'en auraient pas élevé si toutes n'avaient eu à y graver le nom de plusieurs de leurs enfants »²⁰¹⁷. D'après Odon Abbal, sur les 341 communes de l'Hérault, 339 ont perdu un

²⁰¹²AMV, sous-série1D4, registre des délibérations du conseil municipal 1909-1929, 19 novembre 1918

²⁰¹³ *L'Avenir Agathois*, juin 1919, « Dette sacrée », appel à la souscription de Louis Azéma.

²⁰¹⁴ Stèle conservée au musée du Louvre. En ligne <http://cartelen.louvre.fr/> (consulté le 2 février 2021)

²⁰¹⁵ Rémi DALISSON, « Les racines d'une commémoration : les fêtes de la Revanche et les inaugurations de monuments aux morts de 1870 en France (1871-1914) », *Revue historique des armées*, 274, p. 23-37.

²⁰¹⁶ Martine AUBRY et François HEBEL, *36 000 cicatrices : Les monuments aux morts de la Grande Guerre*, Paris, 2016.

²⁰¹⁷ Antoine PROST, « Les Monuments aux morts, Culte républicain ? Culte civique ? Culte patriotique ? » in Pierre NORA (dir.), *Les lieux de mémoire, I. La République*, Gallimard, Paris, 1984, p. 195-225, p.196

des leurs et dans le département, 16 communes à peine sur 341 n'ont pas rendu d'hommage de pierre, plaques, stèles ou monuments plus imposants, voire plusieurs²⁰¹⁸.

Il faut attendre décembre 1918 pour que les quatre communes décident de constructions monumentales et en cela elles ne se distinguent pas de la majorité de celles du pays où c'est essentiellement à cette période que le territoire national commence à se cribler de ces grenailles du souvenir. Dans le canton, l'unité de décision au sein des conseils municipaux et de temps dans l'avant dernière semaine de décembre, reste remarquable ; les élus de Vias l'évoquent le 19 décembre 1918²⁰¹⁹, Marseillan le 21²⁰²⁰, Bessan envisage la construction d'un « monument en hommage aux concitoyens morts pour la France » le 23 et prend contact avec le sculpteur biterrois Jean Antoine Injalbert²⁰²¹ tandis que c'est le 27 que Pascal Authebon annonce « que le moment était venu de s'occuper de l'importante question des Agathois morts pour la France par l'édification d'un monument qui les honorera »²⁰²². Naît ainsi un phénomène d'entraînement et une forme d'émulation qui se lisent dans les arguments qu'avance l'édile :

« Toutes les communes de France tiendront à glorifier leurs enfants tombés au champ d'honneur et voudront, par des monuments dignes de leur héroïsme, faire connaître aux générations futures la grandeur de leur sacrifice. Le conseil municipal, fidèle interprète de la population, ne saurait rester en arrière, nomme un comité et vote d'ores et déjà sa participation financière »²⁰²³.

C'est la même motivation qui se retrouve sous la plume de l'archiprêtre Louis Azéma, qui, maniant l'anaphore, inscrit à son tour la démarche dans une tradition sociale multiséculaire :

« Tous les peuples ont à cœur de commémorer les grands événements de leur vie nationale. De là, ont surgi tant de chefs-d'œuvre que nous admirons, statues de marbre ou d'airain, arcs de triomphe, monuments de toutes sortes, religieux ou symboliques. Pour notre patrie quel puissant motif d'agir ainsi après cette guerre sans égale et un tel triomphe. (...) On a pu constater par les journaux que de tous petits villages se montrent en

²⁰¹⁸ Odon ABBAL, *Les monuments aux morts de l'Hérault : 1914-1918*, Montpellier, 1998, p. 27

²⁰¹⁹ AMV, sous-série 1D4, registre des délibérations du conseil municipal, 1909-1929, 19 décembre 1918

²⁰²⁰ AMM, sous-série 1D17, registre des délibérations du conseil municipal, 1916-1921, 21 décembre 1918

²⁰²¹ AMB, sous-série 1D19, registre des délibérations du conseil municipal, 1909 - 1917. 23 décembre 1918

²⁰²² AMA, sous-série 1D37, registre des délibérations du conseil municipal, 1913-1920. 27 décembre 1918

²⁰²³ L'Avenir Agathois, juin 1919, « Monument à élever aux Agathois morts pour la France », appel de Pascal Authebon, maire-délégué, candidat aux élections municipales.

ces circonstances d'une générosité digne de tout éloge. Sur ce point, Agde, quatrième ville du département ne se laissera pas dépasser. Chacun a déjà compris qu'il s'agit de faire grand et beau. Je suis convaincu que notre cité sera bientôt enrichie d'un monument digne des grandes dates 1914-1918, digne d'elle, digne de ses fils vaillants, digne enfin de tous ceux qui s'unissent fraternellement pour l'ériger. »²⁰²⁴

La réputation de chaque communauté se retrouve donc en jeu dans ces projets de construction, et donc, par ricochet, celle de ses représentants. En renvoyant à des pratiques traditionnelles, les propos de Louis Azéma ont l'intérêt de rappeler de façon indirecte que les municipalités ont acquis de l'expérience notamment lors des commandes statuaire relativement récentes qui ont marqué l'enracinement de la République. Les bourgs du canton peut-être plus que d'autres dans ce Midi rouge, se sont en effet couverts quelques années plus tôt d'allégories de Marianne, en bronze ou en marbre financées par souscription. La démarche n'est donc pas nouvelle. Sous la plume des acteurs, s'impose comme une évidence le fait que les monuments aux morts doivent signer par leur magnificence tout autant visuelle que symbolique l'importance de l'hommage solennel rendu par la communauté des habitants à ses héros sacrifiés. Cela peut éventuellement permettre d'en capter encore et toujours le capital symbolique démesuré. Comme très souvent dans le pays, ce sont les municipalités qui deviennent les actrices centrales du projet, impulsant partout l'instauration de comités regroupant les notables chargés de le faire aboutir dans une volonté de consensus afin également de lever le plus grand nombre de fonds. Le 27 décembre 1918, P. Authébon annonce la création de celui qu'il préside dont la mission « visera à commémorer la victoire en même temps que l'héroïsme glorieux des Agathois tombés au champ d'honneur par la construction d'un monument »²⁰²⁵. En juin 1919, les noms et les professions de sa trentaine de membres sont publiés dans le numéro spécial de *L'Avenir Agathois*. C'est l'occasion pour le « comité » de signer une tribune qui vient rappeler son objectif « d'honorer de toutes les façons possibles les enfants d'Agde morts pour la Défense de la Patrie. » Il précise que « le couronnement de (son) œuvre sera l'érection sur une de nos places publiques d'un MONUMENT qui transmettra aux générations futures le souvenir de la Victoire, des magnifiques soldats qui surent la remporter et surtout des

²⁰²⁴ *L'Avenir Agathois*, juin 1919, « Dette sacrée », appel à la souscription de Louis Azéma.

²⁰²⁵ AMA, sous-série, registre des délibérations du conseil municipal, 27 décembre 1918.

braves qui l'ont payée de leur existence.»²⁰²⁶ Il se félicite ensuite de la diversité politique de sa composition « en dehors de tout esprit particulier », c'est-à-dire partisan. Et en effet aux côtés du maire-délégué radical-socialiste anticlérical, siègent en ces terres du Midi Rouge, l'archiprêtre Louis Azéma ou Jean Félix, opposant politique principal, militant SFIO en campagne électorale et peut-être surtout ancien combattant auréolé de gloire et rentré de captivité.

Tableau 3-18. Composition des comités des monuments aux morts

	DATE création	PRESIDENT et Vice-Président	MEMBRES
AGDE	Fin 1918	Pascal Authebon, maire délégué et Louis Azéma, archiprêtre	35
BESSAN		Louis Gleizes, propriétaire, maire et Trésorier ; Paul Charras, notaire	?
MARSEILLAN	4 avril 1919	Achille Maffre de Beaugé, propriétaire et Marius Roqueblave, maire, président honoraire	40 + 3 réunions
VIAS	Fin 1918	Jean Balestié, maire, et Lucien Latreille, opposant, 1er adjoint 1919-1925	9 dont 4 élus + 3 réunions au moins

La même visée manifeste d'expression politique unanimiste de la sortie de guerre se retrouve dans l'ensemble des neuf membres, dont quatre élus, du comité de Vias, présidé également par le maire, Jean Balestié, et dont le principal opposant politique à la mairie est le vice-président²⁰²⁷. En est encore membre, Jean Molinié, président de la significative société « Union des Classes ». Partout, ces comités regroupent donc des élus, des propriétaires, des directeurs d'écoles, des notables – médecins, pharmaciens et propriétaires - et les représentants du clergé, en général le curé. Tous comptent dans leur rang au moins un notaire chargé des finances et de leur contrôle et à Bessan, c'est lui, Paul Charras, ami du maire qui en est le trésorier²⁰²⁸. Il en va de même à Marseillan, seule commune par ailleurs où siège une femme, la directrice de l'école. Plus surprenant, ces regroupements comptent fort peu d'anciens combattants si ce n'est les derniers représentants, à Agde et Vias des anciens de 1870-71 et des plus jeunes en âge de combattre mais affectés en service auxiliaire. La moyenne d'âge est élevée à Agde ; 50 ans environ. Tous s'appliquent donc une fois de plus à faire revivre dans un contexte

²⁰²⁶ AMA, « Pour l'érection d'un monument aux morts », *L'Avenir Agathois*, « numéro spécial juin 1919

²⁰²⁷ AMV, sous-série 1M10, érection d'un monument aux morts : liste des membres du comité.

²⁰²⁸ ADH, 2O31/16/2, Monument de la Victoire, Bessan, 20 avril 1925

de fortes tensions sociales et de grèves – en 1919, l’Hérault compte 16 221 grévistes et dépasse son niveau d'avant-guerre²⁰²⁹- le mythe d’une Union sacrée à la base qui aurait permis à la République française de traverser le conflit et d’en sortir victorieuse. Cette ardeur mémorielle continue ainsi de participer largement de cette politique volontariste du temps de guerre menée par ceux qui n’ont pas combattu mais qui souhaitent par reconnaissance se montrer « à la hauteur » du sacrifice des soldats. Il ne faudrait cependant pas omettre le caractère opportuniste d’une démarche qui vise par sa composition politiquement très ouverte à assurer le succès d’une souscription financière qui en reste l’objectif principal. Simultanément, mairies et comités sont assaillis de multiples sollicitations commerciales qui ont sans nul doute contribué elles aussi à créer ou conforter l’effet de mode ou d’entraînement. Vias, pourtant la plus petite commune du canton, n’échappe clairement pas à cette effervescence, puisque pas moins de dix propositions spontanées dorment aujourd’hui dans ses archives formant un volumineux dossier qui contient la documentation fournie par plusieurs entreprises de tous le pays, avec la reproduction photographique de leurs divers modèles, leurs caractéristiques, leurs prix : Eugène Flachet de la « Maison Flachet » propose « une plaque gravé de 48 noms pour 250 francs » sur une documentation sur papier glacé expédiée de Lyon²⁰³⁰. Les documentations des « Marbreries Générales » de Paris, de la « Maison Naudy-Desblancs, sculpteurs-statuaire » de Narbonne voisinent avec les propositions d’architectes et artistes du Biterrois : le 4 décembre 1918, Adrien Avon est le premier à s’adresser par circulaire pré-imprimée au maire pour proposer ses services, suivi de Louis Paul puis Jules Cartier et de Jean Blatte qui n’hésite pas à se déplacer pour étudier la configuration des lieux. Pour les architectes, les sculpteurs, les marbriers, les entrepreneurs de pompes funèbres, c’est bien l’aubaine du siècle commençant. Les négociants avisés proposent de multiples catalogues où chacun peut choisir des obélisques ou des stèles, des statues ou des plaques, des croix de guerre, des palmes, des couronnes et guirlandes, des casques ou des coqs, des urnes, des copies d’obus voire de boulets de canons. Dans l’urgence, politique peut-être, une première réalisation éphémère, rapidement aboutie voit le jour à Agde. Deux photographies, seules sources

²⁰²⁹ Jean SAGNES, *Le mouvement ouvrier en Languedoc. Syndicalistes et socialistes de l’Hérault de la fondation des bourses de travail à la naissance du parti communiste*, Toulouse, Privat, 1980, p.33.

²⁰³⁰ AMV, sous-série 1M10, érection d’un monument aux morts : devis estimatif, correspondances

aujourd'hui disponibles, en attestent : une colonne monumentale en bois, sans aucun nom inscrit, est érigée à l'entrée de la ville, au bas de la promenade, attraction autour de laquelle des veuves et des orphelins ainsi que les soldats du 96^e sont venus se faire photographier. Peut-être était-elle pensée pour n'être qu'éphémère, matériellement trop fragile ou trop mal placée, excentrée au bord de l'avenue principale, trop proche encore d'une statue en marbre bien plus imposante, affectivement trop impersonnelle, symboliquement trop modeste, politiquement trop liée à l'équipe municipale battue, pour défier les ans. Toujours est-il qu'elle n'a pas résisté à la construction d'un second monument, en pierre, décidée assez tardivement en 1922 quand la nouvelle mairie est installée depuis près de trois ans et inaugurée en 1925 dans le cimetière.



Colonne éphémère érigée au pied de la Promenade, Même colonne derrière les soldats du 96^e RI. Trois Quatre générations féminines, apprêtées, posent retour à la caserne Mirabel pour le photographe. Presque toutes orphelines de soldats semblent dire les tenues de deuil.

Figure 89. Premier monument aux morts agathois. Colonne en bois érigée en 1919-20.²⁰³¹

3.3.1.1.3. Financer les monuments

L'hommage de pierre est rendu à la hauteur des ressources financières des communes. « Sobriété voulue ou sobriété forcée ? Sobriété du goût ou sobriété de la bourse ? » écrit Maurice Agulhon à propos des nombreuses Marianne érigées à la fin du XIX^e siècle²⁰³². Cette question reste centrale pour les monuments aux morts mais les édiles peuvent s'appuyer pour réussir non seulement sur l'expérience accumulée mais également sur la

²⁰³¹ Coll. privée Alain Carles.

²⁰³² Maurice AGULHON, *Marianne au combat : l'imagerie et la symbolique républicaines de 1789 à 1880*, Paris, Flammarion, 1979, p. 66.

multiplication des sollicitations financières de toute nature durant le conflit²⁰³³ qui ont du générer de solides savoir-faire érigés en culture de la quête. Marseillan avait même déjà initié avec succès en mars 1918 un comité chargé de lever des fonds afin d'offrir une épée d'honneur au Général Roques d'une valeur de 4500 francs²⁰³⁴. De plus les comités et les élus font preuve de plus ou moins de volontarisme et d'inventivité dans leur arguments et leurs initiatives. P. Authébon prévient ses administrés qui songeraient à être réticents que « nul ne saurait refuser son obole parce que c'est une œuvre de reconnaissance, de solidarité et de fraternité. »²⁰³⁵ Les quatre comités lancent des souscriptions dont la publicité est parfois faite dans la presse : les listes de Marseillan sont ainsi régulièrement publiées dans *l'Eclair* dans lequel une petite main anonyme les a découpées et collées les unes à la suite des autres pour former une longue chaîne de 1, 25 mètres²⁰³⁶ qui regroupe 16 listes. Partout les donateurs se comptent en centaines et les sommes versées en milliers de francs. À Vias, son montant arrêté le 22 août 1919 atteint 4953,70 et 5001,50 francs le 19 septembre 1921, répartis en 582 donateurs soit l'équivalent de la totalité des chefs de famille. Mais, d'anciens ressortissants viassois ont été sollicités par lettre-type comme Jean Blanchard qui est « officier dans l'administration », habite désormais Strasbourg et fait un don de 100 francs²⁰³⁷, ou encore des groupements comme les syndicats ou les associations.

Les archives départementales ont conservé une seconde liste qui comprend uniquement les noms des 18 donateurs les plus généreux qui ont versé de 90,20 francs à 750 francs²⁰³⁸. Dans la petite commune, le montant moyen s'élève à presque quatorze francs soit le salaire journalier d'un ouvrier agricole mais plus des deux tiers des sommes ne dépassent pas 5 francs²⁰³⁹.

Tableau 3-19. Résultats des 4 souscriptions publiques

²⁰³³ ADH, sous-séries 7R280 à 2R791, soit 12 fonds très fournis concernant les diverses journées nationales, quêtes, tombola dans les communes de l'Hérault.

²⁰³⁴ AMM, 1D17, registre des délibérations du conseil municipal 1916-1921, 23 mars 1916 et 15 avril 1918

²⁰³⁵ AMA, registre des délibérations municipales, 27 décembre 1918/ *L'Avenir Agathois*, juin 1919

²⁰³⁶ AMM, sous-série 1M11, construction du monument aux morts: listes des souscripteurs

²⁰³⁷ AMV, sous-série 1M10, érection d'un monument aux morts : listes des souscripteurs, correspondances

²⁰³⁸ ADH, sous-série 20/32/16/1, Projet de monument commémoratif à Vias

²⁰³⁹ AMV, sous-série 1M10, érection d'un monument aux morts : liste de souscripteurs, correspondances

RESULTATS DES SOUSCRIPTIONS

	AGDE	BESSAN	MARSEILLAN	VIAS
SOMME récoltée par souscription	36 400 francs soit 4,52 francs/hab.	20612 francs 6,66 francs/hab.	40000 francs soit 8,72 francs/hab.	5001, 50 francs soit 2,08 francs/hab.
DATE d'arrêt	10 juillet 1925	15 novembre 1924	22 avril 1922	19 septembre 1921

Le 15 novembre 1920, la souscription de Marseillan a déjà rapporté 18 000 francs mais le comité rencontre quelques défaillances. Ses acteurs les plus investis se plaignent que les deux tiers de ses membres sont absents aux réunions. La tâche paraît dès lors démesurée à ceux qui restent²⁰⁴⁰ qui en appellent à l'aide les élus, leur proposant d'envisager l'organisation de « moyens contingents » comme les loteries ou les tombolas. Ce 30 août 1921, les conseillers versent 800 francs provenant des collectes qu'ils ont eux-mêmes entreprises. Le maire lui-même verse 100 francs à l'occasion de son anniversaire de mariage. Plus que le porte à porte, comme à Vias, ce sont les réseaux de relations qui sont activés au-delà de Marseillan. Ainsi, Joseph Barbezier, négociant en vins, l'oncle de Pierre et de ses deux frères tués, envoie 100 francs d'Oran²⁰⁴¹. Finalement, le 22 mai 1922, la souscription a rapporté 40 000 francs²⁰⁴². Seize listes regroupant plus de 1200 souscripteurs, soit plus que les foyers de la commune, ont été établies, les dons allant de 0,50 à 300 francs pour les grands propriétaires, membres du comité²⁰⁴³. Celle d'Agde atteint 36 400 francs et Bessan peut se prévaloir d'avoir collecté, le 15 novembre 1924, 20 612 francs²⁰⁴⁴.

Au cœur du dispositif, il y a donc les mairies et partout, au fur et à mesure des constructions, elles complètent les lignes manquantes. Plus encore, elles financent l'intégralité des monuments des cimetières qui ne bénéficient pas de souscription ; Les élus de Marseillan, votent ainsi pour le financer une somme de 20 000 francs prise hors budget²⁰⁴⁵. En 1922, pour le sien, Bessan utilise « des fonds provenant de l'action

²⁰⁴⁰ AMM, sous-série 1D17, registre des délibérations du conseil municipal, 1916-1921, 30 août 1921

²⁰⁴¹ AMM, sous-série 1M11, construction du monument aux morts: listes des souscripteurs

²⁰⁴² AMM, 1D17, registre des délibérations du conseil municipal, 1916-1921, 22 mai 1922

²⁰⁴³ AMM, sous-série 1M11, construction du monument aux morts : listes des souscripteurs.

²⁰⁴⁴ ADH, sous-série 20/31/16/2, Projet de monument commémoratif

²⁰⁴⁵ AMM, 1D17, registre des délibérations du conseil municipal, 1916-1921, 15 juillet 1922

commerciale du temps de guerre », c'est à dire « les restes des bons de ravitaillement surtout en sucre » soit une somme s'élevant tout de même à 4250 francs à laquelle se rajoute une partie des 20846 francs provenant du bénéfice du soufre, sulfate et pétrole²⁰⁴⁶. Vias qui a un besoin urgent d'agrandir son cimetière après les travaux stoppés en 1914, lance le 22 août 1919 auprès de la caisse des dépôts et consignations un emprunt remboursable sur 20 ans de 65 000 francs dont 30000 pour le monument et augmente pour cela les impôts de 15,55 francs par foyer sur 20 ans²⁰⁴⁷. Agde également emprunte 8536 francs pour boucler le budget. Pour son « monument de la Victoire », la municipalité de Bessan rajoute encore 254,50 francs d'intérêts rapportés par le placement de la souscription en bons de la défense nationale entre le 15 novembre 1924 et le 1^{er} décembre 1926 et 16331 francs sur ses fonds propres pour un monument qui aura coûté 36 000 francs en 1926²⁰⁴⁸.

Enfin, s'il n'y a pas d'obligation de construction imposée par l'État, le gouvernement propose une reconnaissance officielle assortie d'un léger encouragement financier. Les communes peuvent un peu compter sur la loi du 25 octobre 1919, dite « loi sur la commémoration et la glorification des Morts pour la France », suivie de celle de financement du 30 juillet 1920 qui fixe notamment les modalités d'attribution d'une éventuelle subvention « en proportion de l'effort et des sacrifices qu'elles feront en vue de glorifier les héros morts pour la patrie »²⁰⁴⁹. Cette participation est modeste, puisqu'elle ne peut dépasser 15 % du montant total du monument et varie selon le nombre de décès par rapport à la population de la commune à la date du recensement de 1911. On comprend peut-être que certaines municipalités, au-delà du capital symbolique que pouvait leur octroyer un nombre élevé de héros, aient cherché à inscrire plus de noms qu'il n'en aurait fallu afin de boucler leur budget. Peu de temps avant le vote de la loi de finances, le ministre de l'Intérieur instaure un contrôle rigoureux par la circulaire du 10 mai 1920²⁰⁵⁰. Pour obtenir la subvention, les communes

²⁰⁴⁶ ADH sous-série 2O31/16/2, Monument de la Victoire, Bessan, 20 avril 1925

²⁰⁴⁷ AMV, sous-série 1M10, érection d'un monument aux morts : emprunt, correspondances avec la préfecture

²⁰⁴⁸ ADH sous-série 2O31/16/2, Monument de la Victoire, Bessan, 20 avril 1925

²⁰⁴⁹ Bernard RICHARD, *Les emblèmes de la République*, CNRS éditions, 2018, p. 87

²⁰⁵⁰ ADH 1O140, monuments aux « Morts pour la Patrie » - Lois, instructions, circulaires (1920-1921)

doivent soumettre leur projet à une commission préfectorale d'étude²⁰⁵¹ qui pourrait exercer éventuellement un contrôle idéologique en matière de messages. S'inspirant des propos du ministre de l'Intérieur, le préfet de l'Hérault prend soin de choisir « un petit nombre de membres, notamment l'architecte départemental et quelques autres personnes prises dans l'enseignement des arts décoratifs ou parmi les artistes »²⁰⁵². Du 19 juillet 1920 jusqu'à la fin de l'année 1924, les cinq membres de la commission, à dominante artistique tiennent 17 séances de travail où ont été examinés 164 projets dont ceux de Vias, Bessan et Marseillan²⁰⁵³. Marseillan et Agde préfèrent d'abord renoncer à ces démarches administratives car elles retardent la mise en œuvre des travaux – quatre mois à Marseillan par exemple. Cette dernière ne se décide à les entreprendre en 1922, que lorsqu'elle est échaudée par le peu de propositions de professionnels pour le monument du cimetière et que le comité peine à rassembler des sommes suffisantes pour celui des allées Pierre Roques. Finalement, Vias obtient 2400 francs soit 6,5 % du devis. La participation de l'État est donc restée bien modeste et d'après Odon Abbal, seules 36,65 % de l'Hérault des communes ont bénéficié de son aide²⁰⁵⁴. Les monuments des trois cimetières s'en sont ainsi passés. Il apparaît donc que si le financement est très variable en sources et en quantité, directement ou indirectement, il est supporté presque intégralement par les habitants des communes.

Tableau 3-20. Financement et coût des monuments aux morts

MONUMENT	ETAT	SOUSCRIPTION	MAIRIE fonds propres	DEPENSES arrondies
AGDE + CAVEAU		36400	20535	57935
BESSAN + CAVEAU			19560	19560
BESSAN	200	20512	15388	36100
MARSEILLAN + CAVEAU			18400	20000
MARSEILLAN	1600	40000	DANS SOUSCRIPTION	40000
VIAS	2400	5001	27599	35000

²⁰⁵¹ ADH 10140, arrêté de création d'une commission chargée d'émettre un avis sur les projets communaux d'érection de monuments commémoratifs aux morts de la guerre (1920)

²⁰⁵² ADH 10140, liste des membres composant la commission.

²⁰⁵³ ADH 10140, liste des communes ayant engagé une dépense pour l'érection d'un monument aux morts ; convocations à la commission (1920-1924).

²⁰⁵⁴ Odon ABBAL, *Les monuments aux morts de l'Hérault : 1914-1918, opus cité*, p. 45

3.3.1.1.4. Solliciter des artistes.

Le 15 juillet 1922, entérinant le projet d'un caveau monument au cimetière, les élus de Marseillan décident de « l'édification d'une sépulture digne de ses héros »²⁰⁵⁵. Cette exigence symbolique et sociale se traduit par une exigence artistique exprimée lors des appels d'offre passés par le maire qui avait déjà considéré que « la dette due aux morts nécessite l'intervention des hommes de l'art »²⁰⁵⁶, marquant l'importance accordée à la commande. Cet hommage, les édiles le veulent donc d'une qualité artistique indéniable à la hauteur de la dette estimée due par la communauté des vivants aux soldats décédés. L'œuvre se doit dès lors d'être confiée à un « spécialiste »²⁰⁵⁷. De fait, la grande diversité des six monuments encore existants suggère que les membres de chaque comité ont souvent tenté de leur imprimer un choix esthétique. Odon Abbal a montré que ceux de l'Hérault étaient de formes très variées et que même à une échelle géographique plus réduite, aucune unité n'apparaissait soulignant qu'« incontestablement les communes ont fait un effort de personnalisation dans le choix de leurs monuments, ce que laissait augurer l'adoption de projets soumis par des artistes du cru »²⁰⁵⁸. Cela est peut-être encore plus vrai concernant les monuments du canton puisque l'historien considère ceux d'Agde et de Marseillan comme des exceptions départementales. Cette volonté est au diapason de celle du ministre de l'Intérieur qui avait décidé de la mise en place de commissions départementales en 1920, en partie en raison de la répétition de certains modèles jugés très médiocres.

Le préfet avait invité dans la foulée les communes à faire appel à des artistes locaux et il apparaît que celles du canton l'ont entendu. Pressé peut-être par tant de sollicitations commerciales et d'incitations politiques, voire de demande sociale, ou par l'imminence des élections, le 22 août 1919, le maire de Vias met en avant « le caractère urgent et patriotique du monument en l'honneur des enfants de Vias morts pour la Patrie » et présente une synthèse des devis reçus pour un montant global d'environ 30 000 francs²⁰⁵⁹. Le dossier le plus fourni dans les archives est celui présenté le 13 mars 1919,

²⁰⁵⁵ AMM, sous-série 1D18, registre des délibérations du conseil municipal 1922-1926, 15 juillet 1921

²⁰⁵⁶ AMM, sous-série 1D17 registre des délibérations du conseil municipal 1916-1921, 22 avril 1921

²⁰⁵⁷ AMV, sous-série 1D4, registre des délibérations du conseil municipal 1909-1929, 19 août 1919

²⁰⁵⁸ Odon ABBAL, *Les monuments aux morts de l'Hérault : 1914-1918, opus cité*, p. 58

²⁰⁵⁹ AMV, sous-série 1D4, registre des délibérations du conseil municipal, 11 février 1909, 29 janvier 1929

pour une somme de 28 750 francs, par la Maison Naudy-Desblancs de Narbonne, « sculpteurs statuaires ». Le croquis représente une « allégorie de Vias tenant ses enfants mourants », de cinq mètres de hauteur en marbre de Carrare pour un devis de 20 000 francs, « sans les deux marches et les fondations »²⁰⁶⁰. À ses pieds une femme assise montre du doigt à l'enfant qu'elle tient dans ses bras – son fils –, ce père qui se meurt pour lui. Le devis n'est pas signé par le maire malgré plusieurs relances. Abandonné, le projet subsiste en partie dans l'esprit au travers des plans plus sobres de l'entreprise Mérignargues qui est retenu par la municipalité suivante. Le nouveau maire, Jean Estournet, passe le traité de gré à gré avec le sculpteur nîmois le 19 septembre 1921 pour une somme de 35000 francs, considérable au regard de la taille de la commune et de la date et bien supérieure au devis proposé par l'entreprise narbonnaise²⁰⁶¹. Le monument, représentant toujours une allégorie portant son enfant, inauguré le 11 novembre 1921, ouvre la liste des constructions. D'après Odon Abbal, cet architecte qui a construit 14 monuments dans le sud-est du département et les cantons de Montpellier fait l'objet de critiques sévères de la part de la commission préfectorale, toujours en des termes identiques : « projet passe-partout, banal dans son ensemble. »²⁰⁶² Par sa simplicité et la pureté de ses lignes, l'allégorie viassoise des deux frères Jean et David, ne semble pas mériter ces critiques aujourd'hui, ce qui révèle encore que le goût est bien aussi celui d'une époque. Mais ce qui ressort surtout de leurs interventions à Vias et à Marseillan, c'est que les deux frères ont su davantage que leurs concurrents se saisir des opportunités.

En effet, concernant le caveau-monument du cimetière, le maire de Marseillan sollicite des entreprises par courrier datés des 28 et 29 juillet 1921 et c'est dès le 8 août qu'ils sont en mesure de fournir plan et devis. De plus, ils se chargent de la totalité des travaux, y compris des fondations et du terrassement, ainsi que des transports, s'engageant sur le respect des prix et des délais. Or la mairie qui a déjà reçu les premiers corps de soldats est très pressée et c'est à cette urgence que l'entreprise a pu répondre

²⁰⁶⁰ AMV, sous-série 1M10, érection d'un monument aux morts : plans projetés, devis estimatifs, correspondances

²⁰⁶¹ Ib.

²⁰⁶² Odon ABBAL, *Les monuments aux morts de l'Hérault : 1914-1918, opus cité*, p. 101

dans ses divers courriers²⁰⁶³. Trois fois sur six, la décision de construction s'est donc conjuguée clairement à partir de 1921 avec celle de la nécessaire et inattendue à cette échelle inhumation des corps des soldats revenus qui s'est traduite par la création d'un caveau collectif. Marseillan et Bessan doublent leur projet de monument quand les premiers corps sont rapatriés à partir de mars 1921. La mairie de Bessan fait appel en avril 1922 à son artiste local Auguste Azéma, sculpteur et entrepreneur qui vit dans la commune, frère cadet de la fratrie des trois artistes locaux qui jouissent d'une petite réputation régionale. Le caveau du « tombeau aux morts pour la patrie » initié en 1921 se pare en 1924 d'un ensemble sculptural dont l'artiste a offert la statue allégorique, produite en série, car il « souhaite personnellement faire un don gracieux »²⁰⁶⁴. Une fois encore, la dynamique qui sous l'omniprésence de la guerre a poussé « tous ceux qui ne combattent pas mais qui justement parce qu'ils sont abrités et préservés entendent se montrer à la hauteur du sacrifice des soldats »²⁰⁶⁵, continue de jouer. Auguste Azéma, classe 1868 a été réformé mais son fils Ernest, classe 1917, a reçu une citation à l'ordre du 417 RI régiment comme « mitrailleur d'élite, brave et courageux ». Son frère Louis, réformé pour « aliénation mentale », offre lui à sa ville d'Agde une toile intitulée « La légion d'honneur » qui met en scène un couple âgé pleurant son enfant devant les décorations posthumes posées sur une avancée de cheminée²⁰⁶⁶. Concernant le monument de la Victoire de Bessan, celui pour lequel une souscription a circulé, plusieurs courriers, datant de 1921, indiquent que J. A. Injalbert aurait bien réalisé deux esquisses mais aurait manqué de temps pour débiter les travaux étant très engagé sur le monument de Béziers. Début 1923, il pense pouvoir mener les deux chantiers de front²⁰⁶⁷ mais, lassée d'attendre, la municipalité se tourne alors par défaut et à nouveau vers Auguste Azéma qui construit ensuite de nombreux caveaux dans le cimetière²⁰⁶⁸. Le

²⁰⁶³ AMM, sous-série 2M11, construction d'un monument-caveau : plan, liste des "enfants morts pour la France", devis. 1921-1922.

²⁰⁶⁴ ADH, sous-série 2O31/16/1, Bessan, Monument aux morts "Bessan à ses enfants morts pour la France", lettre de Louis Azéma au maire, 5 avril 1922.

²⁰⁶⁵ André LOEZ, *La Grande Guerre, opus cité*, 2014, p.63

²⁰⁶⁶ Catalogue de l'exposition « Azéma, une famille d'artistes agathois, 2009, Agde, p.77

²⁰⁶⁷ AMB, sous-série 1M11, construction d'un monument-caveau « Tombeau aux morts pour la patrie », lettres, 1921-1924

²⁰⁶⁸ ADH, sous-série 2O31/16/1, Monument aux morts "Bessan à ses enfants morts pour la France" : élévation / entrepreneur 1922

monument agathois est confié à l'architecte et sculpteur Antoine Cassagne né à Agde le 25 mai 1884 où il décède en 1927²⁰⁶⁹ et qui a été exempté du service militaire durant la guerre. Il appartient à une famille de la bourgeoisie locale, son père a été longtemps le secrétaire de mairie. Des photos le montrent avec ses camarades, membre du club de tennis de sa ville. Bon élève du collège d'Agde puis de l'École des Beaux-arts de Paris d'où il sort, diplômé, le 17 novembre 1910, il rentre de la capitale à Agde pendant la guerre. Il participe, avec Victor Laloux dans l'atelier duquel il travaillait à Paris et dont les figures sculptées sont signées par Jean-Antoine Injalbert, à la conception et l'édification du « Monument aux morts et à la Victoire » inauguré dans le jardin du Plateau des Poètes à Béziers en 1925. C'est un projet extrêmement différent et assez unique qu'il propose aux édiles agathois, dont on peut penser qu'ils en ont été partie prenante.

Cependant les élus n'ont pas toujours vraiment eu grand choix. Avec 20000 francs à proposer, Marseillan n'a que deux réponses à son appel d'offre pour le monument du cimetière, finalement édifié par Jean Mérignargues lequel a également envoyé quatre devis pour le monument des allées. Concernant ce dernier, avec une somme deux fois supérieure, le comité de la petite ville qui a lancé un appel d'offre à des entrepreneurs choisis dans la région ou qui en sont originaires - dont Antoine Cassagne qui a refusé – peut choisir parmi dix-huit propositions²⁰⁷⁰. La commande est passée le 2 mai 1922 pour une réception provisoire le 28 avril 1923²⁰⁷¹ avec Henri Oeschlin qui, après Jules Cartier, est celui qui a signé le plus de contrats dans le pays biterrois²⁰⁷². Mais si les artistes sont bien originaires du cru, H. Oeschlin n'hésite pas à sous-traiter en confiant la réalisation du « groupe orphelins » à des sculpteurs italiens, Fernaciol de Ranieri et Piglio de Pietrasanta²⁰⁷³, ce que la commission préfectorale « désapprouve vivement »²⁰⁷⁴. Par ailleurs, les comités suivent l'avancée de travaux ; à Marseillan, Vias et Bessan une même demande visant à élever le piédestal a été faite par les

²⁰⁶⁹ Fiche Antoine Cassagne en ligne sur aghora, base de données de l'institut d'histoire de l'art, <https://agorha.inha.fr/inhaprod/ark:/54721/00283135>

²⁰⁷⁰ ADH, sous-série 2O150/15, liste rédigée et signée par le maire le 29 septembre 1922

²⁰⁷¹ AMM, sous-série 1M11, construction du monument aux morts, 1919-1923, traité de gré à gré

²⁰⁷² Odon ABBAL, *Les monuments aux morts de l'Hérault : 1914-1918, opus cité*, p. 58

²⁰⁷³ ADH, sous-série 2O150/15, lettre du 14 août 1922.

²⁰⁷⁴ AMM, sous-série, 1M11, construction du monument aux morts : lettre du sous-préfet au maire 11 décembre 1922

diverses commissions aux sculpteurs, certainement pour lui donner davantage de visibilité et de magnificence. Loin donc de répondre à une volonté unanime et spontanée, il apparaît que les enjeux des édifications s'avèrent multiples, tributaires de facteurs variables parfois contradictoires, les uns primant parfois sur d'autres dans le temps. C'est donc dans l'ordre chronologique de leur existence que seront abordés les monuments toujours existants.

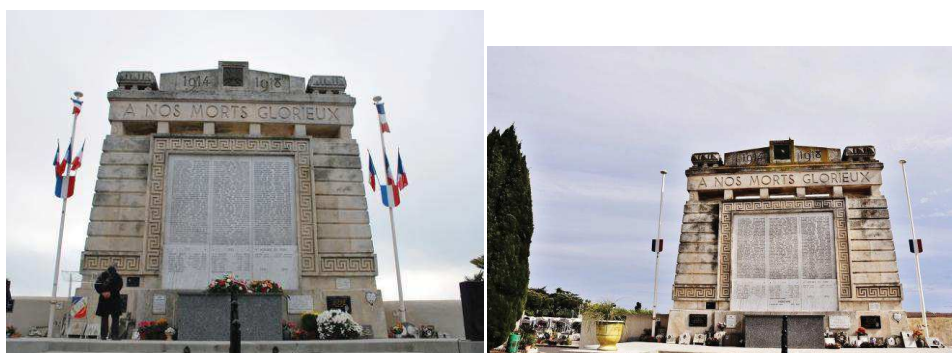
3.3.1.2. Dire la mort, faire le deuil.

3.3.1.2.1. Les monuments aux morts : des livres de pierre.

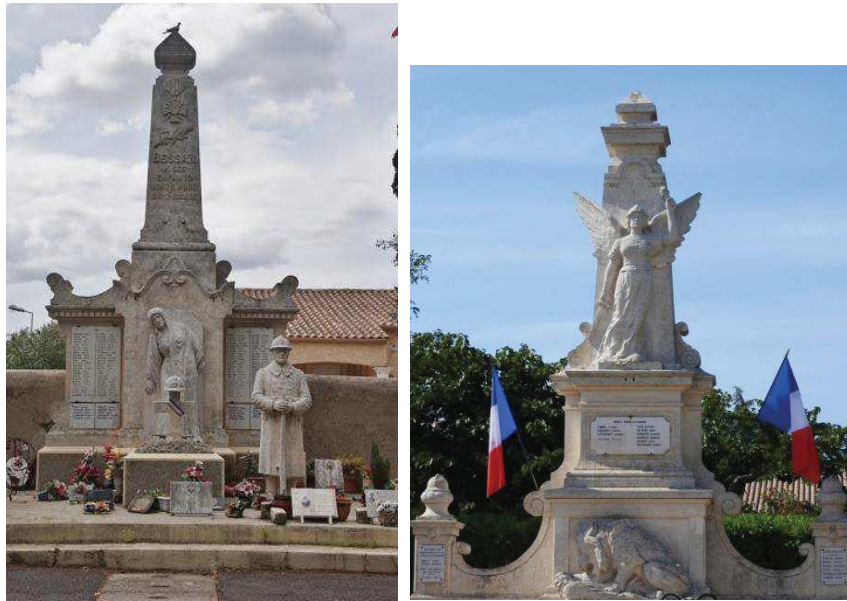
2021. MONUMENTS AUX MORTS DU CANTON (date de décision, de livraison et architecte).



Vias. 1919-1921. Place du 11 novembre. Jean Mèrignargues (Nîmes) Déplacé en 1931 de la place des Arènes (face à la mairie). Sur les 2 côtés, l'ordre mystérieux de la liste des soldats décédés n'obéit à aucune logique repérable. Statue en marbre



Agde. 1922- 1925. Au fond du cimetière vieux. Antoine Cassagne et Henri Mares (Agde)



Bessan. 1921-1924. Monument-caveau du cimetière et 1921-1926. Monument de la victoire, avenue de la Victoire. Auguste Azéma (Bessan)



Marseillan. 1922-1924. Monument-caveau du cimetière et plaques émaillées scellées. Jean Mérignargues (Nîmes)



Marseillan. 1921-1923. Allées Pierre Roques. 2 faces. Henri Oechlin (Béziers)

Figure 90. Les six monuments aux morts du canton en 2021

Fruits de décisions de comités composés de membres aux options politiques diverses, les monuments aux morts doivent faire consensus ce qui peut en partie expliquer qu'ils délivrent des messages largement polysémiques et parfois même contradictoires.

Néanmoins, il semble que quelques lignes de force se dégagent de l'ensemble y compris dans le choix de leur emplacement. Dans les quatre communes, ce dernier possède suffisamment de signification pour qu'il fasse l'objet de changements, de discussions et parfois de votes au sein des comités. À Marseillan où ses membres proposent soit la proximité d'une école, soit une place, soit les allées, municipalité et comité s'entendent finalement pour « l'édifier sur la promenade qui porte le nom du plus glorieux enfant de Marseillan, Général Pierre Auguste Roques »²⁰⁷⁵, fleuron récent de l'aménagement urbain y compris paysager de la commune et fierté légitime des édiles. Le maire de Vias commence par demander fin décembre 1918 au sous-préfet l'autorisation d'ouvrir une souscription en vue d'édifier « un monument pour les enfants de Vias morts pour la Patrie et qui sera installé dans le cimetière communal et en leur honneur »²⁰⁷⁶, mais le même conseil se ravise finalement pour l'ériger sur « la plus grande place de la ville »²⁰⁷⁷, celle des arènes, cœur de bourg, devenue place de la Victoire, sur laquelle débouchent les trois rues principales. En 1931, soit vingt ans plus tard, les élus décident à nouveau de le déplacer car la proximité d'un grand café et le parterre fleuri devenu urinoir seraient devenus insupportables aux veuves²⁰⁷⁸. Le comité agathois insiste pour qu'il occupe une place de la ville et la première colonne est installée à l'entrée de la ville au bas de la promenade. Mais la seconde construction rejoint finalement le cimetière. Celui de Bessan est placé dans le jardin public et longe la route d'Agde baptisée désormais avenue de la Victoire. Partout donc dans un premier temps, les emplacements choisis sont centraux, ouverts et passants. Pour A. Prost, ces choix traduisent le sens républicain des initiatives parce que les monuments sont rendus plus librement et facilement accessibles à tous et parce que la rue et la place sont des lieux idéologiquement bien plus neutres que le cimetière²⁰⁷⁹. Ces choix de localisation peuvent encore attester que ces édifications sont bien conçues dès l'origine pour placer le souvenir des soldats décédés au cœur des vivants ; peut-être par un glissement du

²⁰⁷⁵ AMM, sous-série 1D18, registre des délibérations du conseil municipal, 1922-1926, 22 juin 1922

²⁰⁷⁶ AMV, sous-série 1D4, registre des délibérations du conseil municipal, 1909- 1929, 28 décembre 1918.

²⁰⁷⁷ Henri VITTUMI, *Vias et les Viassois de l'époque moderne aux temps contemporains (étude d'histoire locale)*, opus cité, p. 472

²⁰⁷⁸ *Ib*, p.483

²⁰⁷⁹ Antoine PROST, « Les Monuments aux morts, Culte républicain ? Culte civique ? Culte patriotique ? », opus cité, p. 326-327

culte des morts vers celui des citoyens héroïques donc en partie immortels ou simplement pour que la communauté se réapproprie les siens dans l'espace public. Dès le départ, les emplacements sont également prévus pour accueillir des manifestations. Pour Denis Cochet et Rémy Porte, « comme l'autel dans l'église ils organisent l'espace, définissant un devant voué aux rassemblements et un arrière sans profondeur. Ils sont construits dans la perspective de cérémonies où la population commémorera l'immense sacrifice dont elle se sent confusément à la fois responsable et bénéficiaire. »²⁰⁸⁰ Pourtant trois des six monuments restants aujourd'hui ont été édifiés dans les cimetières. Ils ornent les caveaux collectifs mais étrangement ce facteur de localisation dicté par la présence des sépultures des militaires n'est jamais mis en avant pour expliquer leur emplacement. Annette Becker a insisté sur l'importance du facteur religieux ; dans un cimetière, ces monuments peuvent, selon la loi de 1905, arborer des croix et à une époque où les liens entre droite et catholicisme étaient forts, des municipalités de droite tenant alors absolument à faire figurer une croix sur l'édifice²⁰⁸¹. Antoine Prost a proposé une explication politique : « on distingue également les villes de gauche qui après la Première Guerre mondiale édifient généralement leur monument aux morts sur un espace de la République (mairie, école, place publique) et celles de droite dans l'espace de la religion (dans le cimetière, près de l'église du village) ». L'historien constate cependant qu'on trouve à droite comme à gauche plusieurs exceptions à ce constat, notamment des villes de gauche de l'Ouest catholique qui ont un monument aux morts dans le cimetière municipal, le grand nombre des exceptions n'empêchant pas l'existence d'une tendance de fond²⁰⁸². Odon Abbal en 1997 reprend ces arguments pour les 30 % des monuments aux morts du Biterrois qu'il a compté dans les cimetières – sans ceux de Bessan et Marseillan - . Mais il est alors confronté dans l'Hérault, terre largement déchristianisée, à une situation contradictoire. Il émet plusieurs hypothèses largement recevables qui ne le convainquent pas vraiment

²⁰⁸⁰ François COCHET et Rémy PORTE, *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Paris, R. Laffond, 2007, p. 726-727

²⁰⁸¹ Annette BECKER, *Les Monuments aux Morts - Mémoire de la Grande Guerre*, éd. Errance, coll. « Art et Patrimoine », 1991.

²⁰⁸² Antoine PROST, « Histoire, vérité, méthodes » in *Douze leçons pour l'histoire*, Points Seuil, p.200-201 et dans « Les Monuments aux morts, Culte républicain ? Culte civique ? Culte patriotique ? » ? *opus cité*, p. 326-327

puisqu'il les juge lui-même « souvent bien incertaines. »²⁰⁸³ Cependant, il occulte à son tour le fait que le monument puisse être bien souvent la partie ornementale d'un caveau comme à Agde, Bessan ou Marseillan. Béatrix Pau qui présente le cas du monument de Sérignan lui aussi monument-caveau le considère comme une exception²⁰⁸⁴. Si « les cénotaphes collectifs et à vocation plus locale (...) sont les plus répandus »²⁰⁸⁵ en France, ce dernier exemple ajouté à ceux constatés dans le périmètre réduit qui englobe Agde, Bessan et Marseillan et même encore Florensac ou Portiragnes invite à considérer que ce cas de figure est extrêmement fréquent dans le Biterrois où les monuments aux morts recouvrent des tombeaux collectifs, réponses pragmatiques à un hommage funèbre artistique rendu aux corps des soldats massivement revenus. Après avoir réduit l'échelle au ras-du-sol, explorer le sous-sol permet d'apporter une explication tout aussi logistique que culturelle ou politique à l'importance du nombre de monuments situés dans les cimetières et ce facteur de localisation mériterait d'être envisagé ailleurs en France. Les trois membres de la commission préfectorale de l'Hérault insistent pour que les entreprises locales soient favorisées afin de relancer l'activité en crise mais aussi pour que la pierre soit privilégiée sur tout autre matériau dans une perspective de pérennité. Ils critiquent par exemple vertement le comité de Frontignan-la-Peyrade qui a décidé de construire son monument en ciment offert par l'entreprise Lafarge qui vient de s'installer sur la commune²⁰⁸⁶. En cela, ils ont été entendus dans le canton puisque c'est la pierre d'Estailades, un calcaire blanc teinté de gris bleu, originaire de Provence et du Roussillon qui est la base des constructions à Agde, Bessan, deux fois à Marseillan ainsi qu'à Vias et le basalte dans le cimetière de Bessan, associé à la pierre de Lens, originaire de Nîmes. Les statues de Vias et les deux de Marseillan, sont sculptées dans le marbre blanc de Carrare. Leur origine, leur solidité et leur esthétisme viennent confirmer que le lieu de mémoire construit pour perdurer a résisté au temps et que partout il s'ancre dans des racines méridionales, méditerranéennes, voire locales. Tous

²⁰⁸³ Odon ABBAL, *Les monuments aux morts de l'Hérault : 1914-1918*, opus cité, p. 53

²⁰⁸⁴ Béatrix PAU, *Des vignes aux tranchées, la Grande Guerre en pays biterrois*, opus cité, p. 189

²⁰⁸⁵ Martine AUBRY et Matthieu de OLIVEIRA, « Une base de données sur les monuments aux morts : histoire concrète et valorisation numérique », *In Situ*, 25 | 2014, URL : <http://journals.openedition.org/insitu/11551>, paragraphe 2 (consulté le 26 février 2021).

²⁰⁸⁶ ADH, sous-série 2 O108/9, 1919-1924, Les monuments de Frontignan, lettre au maire de Frontignan concernant le monument de la Peyrade

visent d'abord à ce que les vivants, non seulement se souviennent éternellement mais se souviennent en leur territoire.

Tableau 3-21. Ordre des noms des soldats décédés sur les monuments aux morts

MONUMENT	ORDRE
AGDE	Alphabétique approximative + rajout de deux plaques (?)
BESSAN CIMETIERE	Alphabétique approximative + rajout de deux plaques (2019)
BESSAN	Alphabétique approximative + rajout de deux plaques (2019)
MARSEILLAN CIMETIERE	Ordre des décès
MARSEILLAN	Ordre des décès + rajout d'une plaque (?)
VIAS	Pas de logique identifiable + rajout d'une plaque (?)

Les monuments célèbrent la République victorieuse de façon plus ou moins cocardière mais surtout largement communautaire, ce dont attestent les inscriptions gravées, « Agde à ses glorieux morts pour la France », « La commune de Vias à ses héros. « La ville de Marseillan à ses enfants morts pour la France » ou l'emploi de la première personne du pluriel, à Agde ou Bessan. Par ailleurs, le choix d'inscrire la liste de noms sans grade, dans un ordre logique, même si celui de Vias reste un mystère²⁰⁸⁷, qui associe dans un même souvenir tous ceux qui ont donné leur vie pour la Patrie sans distinction de grade ni d'origine sociale, perpétue le mythe de l'égalité des citoyens dans le conflit, est le reflet spécifique de la III^e République. La loi n'impose pas que ne soient inscrits que les noms de ceux qui possèdent la Mention « Mort pour la France » souvent bien longue à venir mais il semble que Vias et Bessan aient bien davantage respecté cette règle ce qui peut encore expliquer l'importance des absences de noms de la commune, alors que Marseillan et Agde s'en sont largement affranchies. D'autre part, si certaines familles ont œuvré à garder leur défunt dans le cercle privé du deuil, refusant leur héroïsation par l'inscription, et réussirent peut-être, force est de constater que sur cette question, les sources manquent. Toutefois, refuser de faire de son soldat un héros national en s'opposant à l'inscription de son nom sur le monument public devait s'avérer socialement difficile voire impossible dans un contexte où les décès des soldats étaient devenus très tôt une affaire publique.

²⁰⁸⁷ Ni alphabétique, ni dans l'ordre des décès, des transcriptions, des âges, quel que soit le sens. Resterait l'ordre ou le montant des sommes versées lors de la souscription.

L'essentiel du message, ou du moins le plus évident, provient cependant de l'œuvre elle-même. Le monument de Marseillan est le seul du canton à proposer deux faces de lecture quasi symétriques où sont scellées les plaques portant les noms des défunts à part égales et séparées par la sculpture observable des deux côtés par laquelle passe l'axe de symétrie. Sur l'un d'entre eux, la ville de Marseillan honore « ses enfants morts pour la France » tandis que sur l'autre, est gravé un unique vers de Victor Hugo, « entre les plus beaux noms, leur nom est le plus beau ». Toute référence patriotique ostentatoire a été évitée. D'après Odon Abbal, ce monument est également un des rares dans l'Hérault, avec ceux de Péret et Vieussan, à mettre en scène des orphelins²⁰⁸⁸ et le seul semble-t-il une orpheline ; Trois jeunes enfants gravissent les degrés qui mènent à un autel sur lequel sont posés un casque et un étendard, métonymie d'un père soldat disparu pour la France, sur lequel l'aîné parvenu au sommet se recueille. Derrière lui, sa sœur aide son petit frère en ayant surtout bien soin de ne pas piétiner l'immense drapeau étendu au sol dans lequel elle manque de s'entraver. Mais comment interpréter le fait que le drapeau tricolore manque en permanence de déséquilibrer l'enfant, rendant son ascension plus difficile encore ? Le petit dernier serre contre sa poitrine un bouquet orné d'un ruban sur lequel on peut lire : « A notre père », mais son jeune âge manifeste, et sa marche récalcitrante, laissent supposer qu'il n'a pas connu ce père que les autres pleurent et qu'il refuse, mais sans résultat, de se plier à la règle commune du deuil infantin. Le monument de Marseillan reste donc avant tout un monument funéraire qui peut suggérer plusieurs interprétations.

Celui d'Agde se présente sous la forme presque abstraite d'un tableau d'honneur d'une grande sobriété mais dont la hauteur et la massivité dégage une impression de force. Pour Odon Abbal, il semble reprendre « une tradition établie après la guerre de 1870, période où on a eu l'idée de dresser des tableaux d'honneur, sur pierre ou métal [...] de les afficher, le plus souvent à l'église [...], et quelquefois au cimetière »²⁰⁸⁹. Inspiré de forme classique, il met surtout en avant, lui laissant tout l'espace, la très longue liste des disparus de la commune gravés sur les plaques de marbre qui captent tous les regards et

²⁰⁸⁸ Odon ABBAL, *Les monuments aux morts de l'Hérault : 1914-1918, opus cité*, p. 89

²⁰⁸⁹ Odon ABBAL, *Les monuments aux morts de l'Hérault : 1914-1918, opus cité*, p. 27

dont un nombre important se trouve dans la crypte sous la sculpture. Tout le reste de la construction occupe moins de place.

L'allégorie de Vias porte la statue d'une jeune femme, drapée de vêtements blancs et flottants, qui soutient tendrement le poilu qui s'affaisse dans ses bras, mortellement blessé, le visage apaisé reposant sur son épaule. Elle récupère son fusil Lebel. Elle peut être aisément assimilée à la République²⁰⁹⁰, à la mère Patrie ou à une Mater Dolorosa qui a sacrifié son fils et le recueille à la descente de croix. Mais le devis initial a dit clairement les intentions des commanditaires : elle personnifie « la commune de Vias, qui accueille son soldat pour son dernier repos ». D'ailleurs, il suffit qu'elle perde son accessoire guerrier pour que l'on obtienne là encore un monument funéraire d'où se dégage beaucoup de douceur. L'artiste a bien rajouté un coq dressé sur un casque d'ulhan, sur fond de palme et de rayon de soleil, au pied du couple endeuillé, donnant une dimension plus patriotique à l'ensemble. Mais l'élément produit en série représentait un ornement peu coûteux à même de satisfaire les esprits plus cocardiers ou encore ruraux dans le bourg. Ici, la recherche d'un consensus paraît évidente pour un autre monument à la tonalité clairement funéraire.

Dans le cimetière de Marseillan, une statue en marbre blanc vient déposer des palmes sur les tombes des morts inhumés à ses pieds. Là encore aucune ambiguïté, d'autant que la colonne censée accueillir la victoire est tronquée. Dans le cimetière de Bessan, un poilu hiératique, qui a posé son casque sur une croix, appuyé bien droit sur son fusil, dont la baïonnette est plantée dans le sol, veille le repos de ses camarades inhumés dans cet immense tombeau tandis que sur un bas relief, une femme n'en finit pas d'exprimer ostensiblement son chagrin. Cette position vigilante est à l'image de la France qui bien que victorieuse n'en continue pas moins d'être à l'affût mais a baissé les armes. C'est un autre monument funéraire.

Le second monument bessanais, le plus tardif, est bien le seul des sept à délivrer sans ambiguïté un message cocardier qui célèbre la victoire de la France sur l'Allemagne. Par son abondance décorative et sa charge très symbolique il relève en partie du style « Troisième République flamboyant » ou néobaroque. La Victoire Ailée qui mesure 1,70 mètre de la tête aux pieds et 2,25 à l'extrémité des ailes brandit le flambeau de la

²⁰⁹⁰ *Ibidem*, p 97.

liberté dans sa main gauche, les palmes et l'épée. A ses pieds, le lion symbole de la force du peuple, terrasse l'aigle, symbole de l'ennemi abhorré.

Aucun monument enfin, n'arbore d'élément d'appartenance régionale ; pas de représentation de vigne, de mer ou de fleuve par exemple, et, plus surprenant, très peu d'identification nationale. Un seul coq, au pied de la statue de Vias, un seul uniforme français, un seul emblème républicain replié, le drapeau étendu. Seuls deux casques, armes éminemment défensives sont posés à Marseillan. La croix de guerre est présente partout mais elle est due aux soldats par la loi et les familles en ont reçu une petite copie dans un écrin formant relique ce qui permet de relier deuil national et familial. Sans inscription, ces monuments pourraient presque dire le deuil n'importe où en Europe. Les barrières qui clôturent tous les ensembles édifiés sur des places publiques sacralisent l'objet tandis que l'émotion provient bien davantage de la présence d'espaces verts qui viennent servir d'écrin au repos et à la mémoire des soldats. Les comités du canton ont choisi au final par ces monuments de parler bien peu de la victoire, à l'exception de celui de Bessan et de mettre bien moins en exergue l'aspect sacrificiel de la guerre pour la Patrie ou la République que la terrible douleur du deuil née de son incommensurable coût humain.

3.3.1.2.2. Une abondance de plaques

Dans des bâtiments communautaires plus réduits, les hommages rendus se traduisent par le temps du marbre. Dans cinq églises, les paroissiens et le clergé ont honorés les militaires décédés, le plus souvent de façon collective, brièvement d'abord par des plaques de bois puis de marbre. Parfois, elles jouxtent quelques pièces nominales apposées à l'initiative des familles de grands propriétaires : celle des Maffre Beaugé honore à Marseillan Emmanuel, son capitaine de zouaves, celles de Jean Bousquet et d'Ulysse Filliol orne les murs de Notre Dame du Grau d'Agde. La chapelle des Morts de l'église paroissiale de Vias accueille une fresque colorée naïve mais joyeuse : un jeune ange en lequel on peut voir le symbole du soldat défunt, drapé de rose porte une grande palme verte de la main gauche et une couronne de lauriers de l'autre. Sur le fronton, est inscrit « Aux enfants de Vias, Morts pour la Patrie » qui vient conforter la participation de l'Eglise à l'union sacrée républicaine et à la victoire. A sa droite et à sa gauche sont inscrits les noms des soldats, dans l'ordre alphabétique. À Marseillan

encore, quatre plaques de marbre très blanc, datées de 2014, scellées sur le mur, sont venues remplacées une planche de chêne où sont gravés les noms en peinture dorée. Encadrées de part et d'autre d'une statuette de Marie déposée sur un autel, elles ornent en entrant à gauche une chapelle mariale. Sur sa gauche une immense plaque de marbre blanc gravée offre un écrin à l'hommage rendu au capitaine Maffre de Beaugé. A Bessan, quatre sobres plaques ocre affichent dans l'église du village les noms des soldats décédés dans l'ordre alphabétique.

C'est l'église de la paroisse Saint Sever qui accueille pour les églises agathoises la liste des soldats décédés et rend « Hommage aux glorieuses victimes de la Grande Guerre 1914-1918 » dans une chapelle proche du chœur à gauche de la nef. Cinq plaques de marbre rose porte une liste assez réduite de 90 prénoms et noms de militaires décédés. La plaque centrale les accueille avec leur grade, leur régiment, parfois la date et le lieu de leur décès, dans un ordre totalement aléatoire qui correspond peut-être à celui des demandes des familles ou du montant des contributions financières. Le premier nom est celui d'Henri Cazes, beau-frère de Joseph Picheire et membre par alliance de la riche famille Audouard, très catholique pratiquante. Cinq autres plaques disposées autour d'elles ne comprennent que des noms et prénoms dans un ordre sans logique apparente mais au graphisme identique. À l'exception de la plus récente, on ne sait quand toutes ces plaques ont été placées ni encore moins qui en furent les acteurs mais elles attestent à la fois de la pérennité du culte des morts hors du champ civique ou politique et du fait que, même en Midi rouge, ces églises restent des lieux de sociabilité privilégiés et indispensables à une grande partie de la population pour rendre de dignes hommages aux défunts.

Les enseignants ne sont pas en reste pour honorer leurs héros, collègues ou élèves. Une plaque rose a été scellée dans l'école des frères chrétienne de Bessan après-guerre. Le marbre rose honore encore l'instituteur Pierre Roques dans l'école de Marseillan. Mais c'est dans le collège agathois que l'hommage est massif : le dimanche 20 novembre 1921, à 10h 30, dans la cour, est inaugurée une plaque de marbre vert taillée par l'architecte Antoine Cassagne à la mémoire des anciens élèves morts pour la France. Y sont gravés par Henri Mares, l'entrepreneur du monument aux morts, les noms de 48 élèves et d'un professeur. Fruit d'une autre souscription lancée par l'association des

anciens élèves du lycée, elle a coûté 2942 francs. La somme a été difficile à réunir, son président, Pierre Pallat, négociant de tissus et président de l'amicale des anciens élèves du lycée a « généreusement comblé la différence »²⁰⁹¹ même si on ne sait à quelle hauteur. Le discours qu'il prononce n'a sans surprise de cesse de tenter d'héroïser ces militaires dans le mythe d'une union sacrée pour la défense de la Patrie qui transcende toutes les identités et qui est encore appelée de ses vœux :

« Le temps fera son œuvre mais les générations successives d'élèves qui nous survivront auront toujours devant elles ce marbre qui leur rappellera l'héroïsme de leurs anciens. Ils ont sacrifié leurs vies, ils ont donné généreusement leur sang pour que soit libre notre chère France et qu'elle continue à répandre sur le monde entier dans une atmosphère de paix et de travail le rayonnement de son génie et de sa gloire. Ils ont scellé de leur sang sur le champ de bataille cette union sacrée que nous serions bien heureux de voir se propager aujourd'hui partout. »

Et le journal de conclure : « À ces dernières paroles, le drapeau tricolore qui recouvrait la plaque tombe pendant que des chœurs mixtes chantent la Marseillaise ... Monsieur le Principal fait l'appel des noms inscrits sur le marbre et les élèves répondent en chœur à cette funèbre énumération : « Mort pour la France ». Le modèle devient durable. Les petites élites intellectuelles de la ville ont ainsi communiqué une fois de plus dans le culte civique de la Patrie et de la République sur le modèle des cérémonies qui se déroulent annuellement devant les monuments aux morts.

C'est enfin plus modestement, mais au final peut-être plus visiblement, le long des rues et à l'entrée des places que des plaques de fer, peintes, émaillées ou gravées affichent dans l'espace public les noms de certains soldats disparus. Signe de l'urbanité naissante, les voies et places se sont dotées à partir de la fin du XIXe siècle, de noms et de numéros qui créent l'identité des individus par leurs adresses en affichant leur appartenance à un quartier, à un lieu et aux représentations qui les accompagnent. En n'y nommant que les places et les îlots, seules celles de Vias, toujours un village, échappent en partie à ces plaques bleues qui maillent désormais la voirie²⁰⁹². Les conseils municipaux à qui revient *in fine* ce pouvoir ne se sont pas privés de l'utiliser dans le canton y compris de façon collective ; Richard Vassakos a montré que la

²⁰⁹¹ L'Avenir Agathois, 26 novembre 1921

²⁰⁹² AMV, sous-série 1F – Population, Recensement de la population, 1911.

toponymie a représenté dans le Biterrois une arme de « républicanisation massive »²⁰⁹³ et à Marseillan en 1885, Agde en 1909, voire Florensac en 1910, ce sont des dizaines de noms républicains qui ont remplacé les dénominations traditionnelles, notamment religieuses, dans le décor urbain de l'Agadès²⁰⁹⁴. Formidablement efficaces et peu coûteuses, les plaques bleues en sont autant de projectiles qui s'inscrivent dans les imaginaires sociaux du quotidien. Elles ont mis partout en noms évocateurs le nouveau régime politique et donné ainsi à voir dans l'espace public le fort ancrage politique des villes dans le Midi rouge ; les noms des grands hommes et des valeurs de la République radicale partout présents contribuent à unifier ce territoire cantonal et le relie davantage au territoire régional, voire national. Cela permet de constater que dans cette mémoire républicaine-ci, la revanche de 1870 tient une place très faible. On ne trouve en effet dans les dénominations cantonales que cinq appellations sur quarante-deux données en 1909 à Agde, une rue « Alsace-Lorraine », une « de Belfort » à Marseillan en 1885, et aucune à Vias, ou à Bessan, voire Florensac. Si la guerre a dans ce domaine aussi complètement stoppé cette dynamique de dénomination, sa sortie et ses commémorations génèrent une reprise des modifications ou des créations odonymiques qui s'inscrivent parfois aussi dans les changements politiques même si elles se déroulent entre les deux guerres plus lentement et plus tardivement que dans d'autres communes comme Béziers ou Pézenas²⁰⁹⁵. Il faut en effet attendre novembre 1919 à Agde et l'élection du socialiste Jean Félix, blessé en Lorraine en août 1914, promu sergent à Tahure, prisonnier à Verdun en 1916, pour que le souvenir de la Grande Guerre s'inscrive officiellement sur les façades. Ce sont donc d'abord les élus municipaux réunis en conseil qui rendent hommage en 1921 à leurs commandants de Marine décédés en mer dans le conflit. Les quais ouest et est de l'Hérault prennent les noms des commandants Reveille et Mages tandis que Méric est attribué à celui du Grau d'Agde. Marseillan, en inaugurant en 1923 le 2^e monument aux morts installé au bout de ses allées, nomme officiellement ces dernières « Allées du Général Roques ». Mais

²⁰⁹³ Richard VASSAKOS, « L'odonymie en Midi rouge, une arme de « républicanisation massive » dans Christian AMALVI, Céline PIOT et Alexandre LAFON (dir.), *Le Midi, les Midis dans la III^{ème} République*, Nérac, Éditions d'Albret, 2012, p. 35-52.

²⁰⁹⁴ Richard VASSAKOS, *La République des plaques bleues, Les noms de rues républicains en Biterrois, 1870-1945, un affrontement symbolique*, Editions du Monts, Cazouls les Béziers, 2018, p. 74-77

²⁰⁹⁵ Richard VASSAKOS, *La République des plaques bleues, Les noms de rues républicains en Biterrois, 1870-1945, un affrontement symbolique, opus cité*, p. 80-81

c'est bien tout pour les grands militaires qui ne semblent avoir localement d'intérêt mémoriel que parce qu'ils sont des enfants du pays. Par ailleurs, les hommes politiques, les écrivains et les scientifiques, qui s'étaient installés sur le podium d'un panthéon résolument national laissent la place à des figures locales plus ou moins ordinaires et à un seul héros national, à l'ancrage cependant régional, le socialiste tarnais Jean Jaurès. Ses attaches méridionales, son combat pour la paix et son assassinat qui en font peut-être la première victime du conflit, contribuent à faire donner cinq fois son nom à la sortie de la guerre à des voies du canton dont les maires sont socialistes : Les habitants du Grau d'Agde sont les plus généreux avec une rue, une place et une impasse. Marseillan baptise du nom du tribun l'avenue de la gare qui prolonge l'avenue Gambetta à la fin de l'année 1921²⁰⁹⁶. Mais si à Agde, les noms des capitaines au long cours ont paru réactiver l'Union sacrée locale ce n'est pas le cas de Jean Jaurès. En 1921, c'est à la demande de la section socialiste SFIO, dirigée par le père du maire, que la place de l'évêché, principale place de la cité, prend son nom. Cela suscite les critiques à peine voilées des notables catholiques qui, même si elles s'expriment bien longtemps plus tard sous la plume du nouvel agathois Joseph Picheire, soulignent que la vie politique a repris ses droits à la sortie de la guerre :

« sans mésestimer le talent de l'orateur, ni sa générosité, ni les efforts qu'il fit pour éviter la guerre, il est permis de regretter cette décision ; nos évêques avaient vécu pendant 14 siècles au milieu de nous et ils avaient mérité, pour la plupart, d'être appelés les Pères de la cité. D'autres avenues, dans notre ville, n'auraient pas été indignes du nom de Jaurès. »²⁰⁹⁷

La célébration de la victoire n'apparaît que timidement, et très sélectivement, au fur et à mesure que l'on s'éloigne du conflit. A Vias qui n'a pas donné de noms à ses voies, la place du monument aux morts est d'abord appelée place de la Victoire mais elle devient « de la mairie » quand la sculpture est déplacée dans les années 1930 par la municipalité socialiste sur la « place du 11 novembre ». En 1945, y convergent les rues qui honorent les généraux vainqueurs de la Marne, Joffre et Foch, ainsi qu'une voie Jean Jaurès. L'inauguration du second monument aux morts de Bessan en avril 1926, appelé « Monument de la Victoire », est l'occasion de baptiser du même nom la route

²⁰⁹⁶ AMM, sous-série 1D16, Registre des délibérations municipales, 8 décembre 1921

²⁰⁹⁷ Joseph PICHEIRE, *L'histoire d'Agde, opus cité*, p.104

principale qui rejoint Agde et Pézenas. Avec au total une vingtaine d'occurrences octroyées officiellement durant l'entre-deux guerres au souvenir du conflit, le phénomène reste limité et cantonné à certains lieux. De fait, la mémoire toponymique se concentre de façon très singulière au Grau d'Agde. C'est de loin la partie de la ville et du canton qui possède le plus de dénominations avec douze appellations résultant d'un processus communautaire spontané qui échappe à la municipalité. Elles apparaissent en effet en 1932 dans les relevés d'impôt qui, se faisant, inaugurent le baptême dénomiatif du quartier jusque là privé d'odonymes²⁰⁹⁸. Elles restent toutefois toujours absentes du recensement de 1936 et s'imposent dès lors comme un dispositif initié au ras du sol, à l'écart de toute démarche officielle, par l'attribution systématique aux rues et places perpendiculaires au fleuve de douze noms de natifs de l'endroit. Ils étaient officiers ou simple soldats de rang, fantassins ou matelots, comme Jean Goût, Henri Courpouren, Antoine Fonquerle, Gustave Jover ou Francois Hirailles et leurs noms inscrits dans l'espace public s'imposent tel un hommage naturel et massif des habitants du Grau d'Agde à ses enfants. Et lorsqu'en 1962, l'acte de décès de Jean-Marie Mathieu Mallet, est expédié de la mairie de Dieppe à celle d'Agde²⁰⁹⁹, il y avait longtemps que les habitants de la Tamarissière avaient spontanément octroyé au quai principal de l'embouchure droite de l'Hérault le nom du capitaine du vapeur *Le Maine*, mort en mer le 21 novembre 1917. Inscrites sur des monuments et des objets, cette mémoire en grande partie officieuse du conflit qui s'élabore précocement au travers presque exclusivement des noms des soldats décédés est également immédiatement portée par les anciens combattants.

3.3.2. Une mémoire portée par les anciens combattants.

3.3.2.1. L'unité introuvable.

«Nous resterons toujours unis pour défendre nos droits, comme nous serons unis, à quelque opinion que nous appartenions, pour aider ceux qui œuvrent pour la paix bienfaisante »²¹⁰⁰

²⁰⁹⁸ Christian CAMPS, *Agde, d'hier à aujourd'hui*, Péronnas, Editions de la Tour Gile, 1999

²⁰⁹⁹ *L'Agathois*, 11 novembre 1998.

²¹⁰⁰ *L'Avenir Agathois*, samedi 8 novembre 1932

3.3.2.1.1. Un mouvement de masse dominé par l'Union Fédérale.



Anciens combattants de Bessan, devant la cave coopérative,
11 novembre 1931
Coll. Privée La guilde2Bessan



Anciens combattants d'Agde, devant la mairie,
11 novembre 1932
Coll. Privée Georges Cléophas

Figure 91. Deux rassemblements d'anciens combattants autour des maires.

Il est possible d'après les sources sérielles d'estimer que le canton compte à la sortie de la guerre entre 2000 et 2500 anciens combattants. Les cérémonies du 11 novembre, même quand beaucoup ont disparu, représentent une occasion privilégiée pour fixer par une photographie une identité de groupe attestant aujourd'hui de l'importance du nombre dans la communauté, susceptible de constituer un mouvement de masse ; ce jour-là c'est par centaines qu'ils se donnent à voir en débordant même largement du cadre. Comme partout dans le pays²¹⁰¹, certains, comme Louis Vallière, mutilé en Champagne en 1915, ont aspiré à constituer un groupe homogène d'hommes « unis comme au front »²¹⁰², capables à la fois de réactiver et de porter le mythe d'une union née dans l'expérience combattante et de construire des solidarités actives pour défendre et faire reconnaître leurs droits tout en imprimant une marque influente sur la vie locale et nationale de l'entre-deux guerres afin de construire une paix définitive. Localement, ils se regroupent dans des associations très diverses. Agde en voit d'abord naître une kyrielle : il existait déjà celle des vétérans des armées de terre et de mer de 1870-71 dont le président, Joseph Razimbaud est membre du comité du monument aux morts mais dont la trace disparaît après 1922. Des rassemblements ponctuels se constituent comme celui de la classe 1887 qui organise un banquet en 1927, ceux des

²¹⁰¹ Antoine PROST, *Les anciens combattants: 1914 – 1940*, Paris, Gallimard, Folio Histoire, 2014 (1977)

²¹⁰² Slogan de L'Union Nationale des Combattants, l'une des deux principales organisations nationales d'anciens combattants.

classes 1914 et 1916 qui se réunissent tous les ans à partir de 1920. L'organisation locale la plus importante voit le jour dès avril 1917, bien avant la fin du conflit donc, sous l'impulsion de quelques mutilés réformés qui fondent « l'Amicale agathoise des Mutilés de guerre », la première de l'arrondissement de Béziers déclarée en sous-préfecture²¹⁰³. Elle est dirigée par un bureau composé de huit membres, tous anciens fantassins, soldats de rang et au maximum sergents²¹⁰⁴. Le cultivateur Louis Vallière, son président, blessé deux fois, a été réformé en 1916, comme ses secrétaires, l'employé de commerce Ange Fontana ou le propriétaire Louis Arnaud qui lourdement invalide meurt dès l'automne 1918. Si ces militaires sont rentrés, ils n'ont pas été pour autant démobilisés ; affectés en service auxiliaire, son président devient employé de mairie, son trésorier, facteur, et ses secrétaires, répétiteurs au collège, autant de postes favorables à la multiplication des interactions. Une association de même type qui se constitue à Marseillan dépose ses statuts en préfecture un an plus tard, le 4 avril 1918. Son le bureau est essentiellement composé lui aussi de petits propriétaires et d'employés, anciens fantassins de l'active et de sa réserve²¹⁰⁵. Seul, son président Marius Mallet a rejoint la cavalerie après l'infanterie en 1916 car malade. Ces « amicales » participent d'un double et vaste mouvement qui voit le jour dès 1915 sur tout le territoire et qui ont fait l'objet de la thèse d'Antoine Prost²¹⁰⁶. De plus en plus nombreuses, beaucoup se retrouvent le 11 novembre 1917 à Paris et en février 1918 à Lyon pour fonder l'Union Fédérale, organisation nationale dont Henri Pichot et René Cassin deviennent des dirigeants emblématiques²¹⁰⁷. C'est à cette organisation, dont certains responsables sont assez proches de la SFIO, qu'adhèrent immédiatement l'Amicale Agathoise tout comme l'Union départementale fondée au même moment et dirigée par le député SFIO de Sète, Lucien Salette, de 1925 à 1931. Elle devient la première association de l'Hérault en nombre d'adhérents et le reste jusqu'à la Seconde

²¹⁰³ *L'Avenir Agathois*, 14 septembre 1940

²¹⁰⁴ ADH, 2327W92, fichier des associations dissoutes de la sous-préfecture de Béziers, association agathoise des mutilés.

²¹⁰⁵ AMM, sous-série 4H4, Amicale des blessés, mutilés et malades de la Grande Guerre : règlement et statuts, listes des membres du conseil d'administration. 1918-1919

²¹⁰⁶ Antoine PROST, *Les Anciens Combattants et la société française, 1914-1939*. 3 vol. Paris: Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1977.

²¹⁰⁷ Antoine PROST, *Les anciens combattants: 1914 - 1940, opus cité*, p 81 et 107

guerre mondiale²¹⁰⁸. Ces deux entités contribuent dans le canton à organiser d'autres groupes de victimes comme les veuves et les orphelins. Les statuts de « l'amicale des orphelins de Marseillan » sont ainsi déposés en préfecture en même temps que ceux de celle des mutilés²¹⁰⁹. Une « Amicale des pupilles de la nation » est créée à Agde en juin 1924, dirigée par Louis Reboul âgé de 21 ans et dont la trésorerie est prise en main par une femme, Emilie Aguffé, 22 ans²¹¹⁰. Cette structure locale agathoise des mutilés intègre donc au fil des années 1920, les veuves de guerre, les démobilisés ainsi que les pupilles de la nation pour devenir une organisation largement rassembleuse au nom logiquement interminable d'« Amicale agathoise des victimes de la guerre et anciens combattants affiliée à l'Union Départementale et l'Union Fédérale de Paris ». Chaque association spécifique annonce rester autonome mais elle est de fait chapeauté par la plus importante, l'« Amicale des mutilés ». Son installation à la mairie atteste de sa proximité avec les élus locaux. Le maire d'Agde, Jean Félix, en est membre actif et son président au départ radical-socialiste, en devient l'ami indéfectible. À Bessan, Louis Gleizes, le nouveau maire SFIO devient carrément le président de celle de sa commune. Se pencher sur les quelques traces relatives au nombre d'adhésions agathoises permet d'en mesurer la croissance rapide : un premier rapport de police d'octobre 1926 avance le nombre de 70 membres tandis qu'un second parle de 250 trois ans plus tard²¹¹¹. Autre signe de sa vitalité, en mars 1928, elle est suffisamment puissante pour accueillir le dixième congrès départemental et le 14 novembre 1931 dans *l'Avenir Agathois*, elle se félicite que « la fédération départementale soit née à Agde. Elle regroupe 150 associations, 22 000 membres. Un des plus beaux fleurons de l'Union fédérale. » Le 17 février 1934, l'amicale distribue son bulletin à ses 250 adhérents et constate qu'« il en manquera une centaine »²¹¹².

²¹⁰⁸ Olivier DEDIEU, « Anciens combattants et revanche politique dans l'Hérault » dans *Voyage au centre de la France de Vichy ; la Légion Française des Combattants, Annales du Midi*, n. 245, janvier-mars 2004, Privat, p. 37

²¹⁰⁹ AMM, sous-série 4H4, Amicale des blessés, mutilés et malades de la Grande Guerre : règlement et statuts, listes des membres du conseil d'administration. 1918-1919

²¹¹⁰ ADH, 2327 W93, fichier des associations dissoutes de la sous-préfecture de Béziers

²¹¹¹ ADH, sous-série 2327 W283, rapports de police recensant les associations d'anciens combattants, Agde, 21 octobre 1926 et 14 novembre 1929.

²¹¹² « L'Amicale des Mutilés », dans *L'Avenir Agathois*, 17 février 1934.

Si dans un premier temps l'Union Fédérale domine sans partage le paysage cantonal des associations de mutilés et d'anciens combattants et y reste jusqu'en 1940 la plus importante, elle doit compter à partir de 1928 avec une concurrente qui se constitue cette fois à l'échelle des deux cantons d'Agde et de Florensac alors que la question de la retraite des combattants se retrouve au cœur des débats politiques qui se déroulent en décembre 1927. Ses premiers pas paraissent hésitants ; Une première « amicale des anciens combattants » prend le nom « d'Union des Anciens Combattants »²¹¹³, « section agathoise de l'Union des Combattants »²¹¹⁴ qui est l'autre grande association nationale, proche des partis de droite, l'UNC, Union Nationale des Combattants, fondée à Paris en 1918. Le 7 juillet, elle annonce 250 membres actifs, se félicite de la formation d'une société à Vias²¹¹⁵ et clôture le défilé du 11 novembre 1928 à Agde²¹¹⁶. Louis Fabre, avocat, en est le président, Augustin Brieu, pharmacien, le secrétaire général et Louis Nègre, propriétaire, le trésorier. Mais dès août 1929, nouvelle transformation ; L'UAC quitte l'UNC pour adhérer à la « Fédération Nationale des Anciens Combattants Non Pensionnés »²¹¹⁷ (FNACNP) qui vient de naître à Cahors sous l'impulsion du député-maire républicain socialiste du Lot, Anatole de Monzie. D'après Antoine Prost, « avec ses 100 000 adhérents, elle fait figure en France de concurrente superflue »²¹¹⁸. Mais localement, l'exemple de St Thibéry dans le canton de Florensac, peuplé d'environ 800 habitants, qui en 1935 compte 35 membres à jour de cotisations²¹¹⁹ laisse deviner qu'elle a acquis une certaine notoriété. En 1932, elle change encore de nom et de statuts pour devenir la Fédération des Anciens Combattants du Front (FACF)²¹²⁰. Cette valse hésitation des appellations comme ce succès peuvent en partie s'expliquer par la présence politique des radicaux toujours importante et majoritaire dans le département

²¹¹³ADH, sous-série 2327 W93, fichier des associations dissoutes de la sous-préfecture de Béziers, dépôt des statuts, 10 mars 1928

²¹¹⁴ADH, sous-série 2327 W283, rapports de police recensant les associations d'anciens combattants, Agde, 21 octobre 1928.

²¹¹⁵ *L'Avenir Agathois*, 7 juillet 1928, p. 1

²¹¹⁶ *L'Avenir Agathois*, 14 novembre 1928, p. 1

²¹¹⁷ ADH, sous-série 2327W100, fichier des associations dissoutes de la sous-préfecture de Béziers, Agde

²¹¹⁸ Antoine Prost *Les anciens combattants: 1914 – 1940, opus cité, p. 85*

²¹¹⁹D'après le cahier de son trésorier Joseph Gascon, Archives privées, V. Gascon

²¹²⁰ ADH, 2327W100, fichier des associations dissoutes de la sous-préfecture de Béziers, Agde 1932

qui restent les principaux opposants des socialistes malgré leurs défaites électorales locales. Inversement à l'Amicale, ne se trouve dans son bureau presque aucun fantassin. Il est composé essentiellement d'anciens artilleurs comme le vétérinaire-major André Filliol²¹²¹, de membres des services de santé et de cavaliers. Cette composition peut s'expliquer par ses objectifs qui visent à ne regrouper strictement que des démobilisés, possesseurs de la carte du combattant mais privés de pension, dans le but de faire valoir à la fois ce droit et l'obtention de retraites. Mais ses membres doivent également certifier avoir passé au moins six mois sur le front, le texte se montrant très sarcastique à l'égard de ceux qui se revendiquent anciens combattants sans avoir connu l'épreuve du feu : « Nous n'acceptons pas ceux qui pour avoir porté quatre jours le képi sur la tête s'affublent le titre d'AC et n'ont connu d'autre risque que celui d'avoir traversé le pont suspendu »²¹²². Ce qui se lit derrière le sarcasme, c'est que bien des années après la fin de la guerre, le soupçon infamant d'embusquage reste toujours puissant, à même de délégitimer toute revendication. L'Amicale répond la semaine suivante en rappelant ironiquement « qu'elle n'avait pas attendu que la loi sur les retraites fut votée pour défendre les anciens combattants non pensionnés. »²¹²³ La FACF concurrence désormais l'Amicale jusqu'en septembre 1939 où elle est l'une des deux associations agathoises qui se regroupent dans une structure unique à l'appel des fédérations nationales. Certes, on le pressent, la différence entre les deux associations relève de facteurs politiques, droite et gauche, radicaux contre socialistes : la FACF marque ainsi symboliquement à Agde sa différence avec l'Amicale dans le protocole du 11 novembre à partir des années 1930 en partant de la cathédrale et non de la mairie. Lors des cérémonies de 1932 et 1936, l'archiprêtre invite ses membres auxquels il réserve des places à la cathédrale à un office en hommage aux morts de la guerre. Ce qui est d'ailleurs également le cas de sa concurrente en 1938. Mais la différence fondamentale entre les deux associations repose semble-t-il davantage sur des caractéristiques héritées de l'expérience combattante, elles-mêmes tributaires d'éléments d'identité sociale que par ailleurs elle met en lumière. En effet, aux fantassins issus des catégories viticoles populaires qui ont payé le plus lourd tribut à la guerre dont ils sont souvent revenus

²¹²¹ AMM, fonds privé 27W7 fonds Filliol, carte d'adhérent d'André.

²¹²² *L'Avenir Agathois*, 31 août 1929

²¹²³ *L'Avenir Agathois*, 6 septembre 1929

mutilés formant les troupes de la première née, répondent les autres combattants d'unités moins exposées, revenus indemnes et donc sans pension. Dans les quelques sources disponibles, ce sont en général des propriétaires plus diplômés ou des hommes issus des professions libérales comme les médecins, les pharmaciens ou les avocats qui composent leurs bureaux. Les oppositions associatives éclairent dès lors les différences irréductibles qui séparent ces hommes de par leurs expériences combattantes face notamment au danger extrême. Ils ne sont pas plus unis après-guerre qu'au front et qu'avant-guerre d'ailleurs. Si en France, l'année 1927 marque le début de l'apogée du mouvement combattant par l'union des principales associations dans une Confédération éphémère, c'est donc l'inverse qui se produit alors dans le canton²¹²⁴. Pour autant, ces deux principales associations rivales mais puissantes, constitutives de grandes associations nationales, structurent dans les années 1930 le paysage associatif du monde ancien combattant. Elles contribuent à faire de ces solidarités un mouvement de masse, peut-être le plus important de l'entre-deux guerres dans le canton, mais qui porte malgré tous les efforts de certains de ses acteurs des clivages nés d'identités sociales et plus encore peut-être, d'expériences militaires trop différenciées et dont le souvenir reste trop douloureux parfois pour être perméables aux discours d'unité.

3.3.2.1.2. De nouveaux acteurs de la vie publique.

Ces associations répondent avant tout à un besoin important en jouant le rôle essentiel, selon la formule d'A. Prost, de « syndicalisme des victimes de la guerre »²¹²⁵. Si des traces d'actions menées par l'UNC ou la FACNPF, créées tardivement et moins proches du directeur du journal local qui reste une source majeure, n'ont pas été retrouvées ce n'est pas le cas de l'Amicale. Dès 1918, ses membres sont très présents dans la déclinaison départementale de l'Office National des Mutilés, organisme purement administratif, né en 1916, pour coordonner les aides matérielles et les rendre effectives. Louis Vallière en est ainsi un acteur permanent. Dépouiller la presse locale d'après guerre permet de constater le dynamisme de l'activité militante dans tous les bourgs du canton : des réunions succèdent aux conférences sur les nouvelles lois ou sur

²¹²⁴ ADH, PAR 776, l'association a son journal départemental, *Le poilu Méridional*, de 1931 à 1934

²¹²⁵ Antoine PROST, *Les anciens combattants 1914-1940*, opus cité, p. 102

la paix et des séries d'articles accompagnent les lancements de pétitions y compris sur des sujets très techniques. Le président de l'Amicale en appelle à la mobilisation sur la loi des pensions votée au mois de mars 1919 puis sur celle concernant le « droit à réparation » ou encore celles relatives au moratoire des impôts ou à la prime de démobilisation. L'action concerne encore les emplois réservés dans la fonction publique ou dans les entreprises privées. Vient ensuite la bataille pour la revalorisation des pensions de 1926 à 1927, saluée comme « un cadeau de Noël »²¹²⁶. En juin 1927, c'est la création de l'ONC - Office National du Combattant - et celle de la carte du combattant dont l'Amicale se félicite, suivies enfin en mars 1930, de la retraite du combattant en débat depuis 1926. Simultanément, il s'agit encore de réhabiliter la mémoire des soldats condamnés par les cours martiales et fusillés²¹²⁷, de mener les négociations pour l'amélioration de la condition des orphelins, pupilles de la nation et des veuves de soldats. Ces militants peuvent s'appuyer sur deux de leur membres, les socialistes Jean Félix et Lucien Salette élus députés en 1919 pour relayer activement leurs revendications à l'assemblée nationale. Cette activité intense se traduit par des réussites significatives dans les années 1920, les anciens combattants de la guerre s'imposant comme des combattants des droits des victimes très efficaces, d'autant que l'association possède une caisse de secours pour venir en aide à ceux de ses membres qui connaissent des difficultés financières. Elle peut compter sur la mise à disposition de locaux qui peut donner l'impression que son bureau se confond avec le conseil municipal, ce qui n'est pas totalement erroné et elle a par ailleurs, certainement parce que le directeur de « *l'Avenir Agathois* » en fait partie, tribune ouverte quasiment toutes les semaines dans le journal qui accueille régulièrement en ses murs un groupe soudé formé par les membres de son bureau et dans ces colonnes de très nombreux articles. Leurs auteurs piochent leur argumentaire dans des brochures éditées par l'Union fédérale et on en retrouve deux signées d'Henri Pichot dans la bibliothèque de Jules Cros, « *La République des combattants* » publiée en novembre 1934 ou « *La Foi dans les destinées françaises* » en 1935²¹²⁸. Très souvent, la tribune de *l'Avenir Agathois* est

²¹²⁶ *L'Avenir Agathois*, 31 décembre 1927

²¹²⁷ *L'Avenir Agathois*, 29 août 1927

²¹²⁸ Archives privées JC Mothes, ancien directeur de *L'Agathois*

constituée d'écrits de dirigeants nationaux comme Maurice Randoux, René Cassin ou toujours Henri Pichot. Ainsi s'enchaînent d'incessants allers-retours entre la direction nationale et ses différentes structures jusqu'à la plus petite. Cette Amicale active d'autre part d'importantes sociabilités traditionnelles y compris afin de financer ses actions ; elle prend en charge l'organisation régulière de loisirs comme des bals, des concerts, des courses au taureau, des spectacles, des représentations d'opérette. Elle organise encore des repas et un copieux banquet conclut rituellement la cérémonie du 11 novembre tout comme les assemblées générales annuelles. Si ces manifestations réactivent des solidarités masculines du temps de paix, il s'y devine parfois la prégnance du souvenir de l'expérience du front comme sous la plume de Louis Vallière qui affirme que « les hommes de la guerre possèdent en eux le secret du bonheur en comparant les moments difficiles de leur existence aux heures épouvantables de là-haut. »²¹²⁹ Jamais n'apparaît dans ses écrits, discours ou articles, une quelconque nostalgie du front, véritable repoussoir mémoriel, et bien plus souvent un fort devoir moral d'éviter les guerres futures et de construire la paix pour que les enfants devenus adultes n'aient pas à les expérimenter.

3.3.2.2. Le discours sur le sens donné à l'expérience : « la Der des Ders ».

3.3.2.2.1. Orchestrer le culte civique des soldats sacrifiés.

La tâche la plus rituelle, celle sur laquelle les deux associations se rassemblent malgré leurs évidentes différences, reste l'organisation et la perpétuation dans l'espace public de la mémoire des soldats décédés. Les manifestations débutent solennellement après-guerre avec l'inauguration des monuments aux morts, qui coïncide à Vias avec la cérémonie du 11 novembre 1921, relatée en seconde page de *L'Avenir Agathois*²¹³⁰. 66 plaques de marbre gravées des noms des soldats de la commune décédés sont dévoilées aux yeux des habitants composant « une foule immense ». Un défilé constitué « des enfants des écoles publiques placés en tête suivi du conseil municipal, des anciens soldats et vigneron précédés de leurs drapeaux et des sociétés sportives » part de la

²¹²⁹ *L'Avenir Agathois*, 4 novembre 1931

²¹³⁰ *L'Avenir Agathois*, 20 novembre 1921

mairie à 15 heures et se dirige vers le monument. Là, les élèves entament l'hymne des morts, « le jeune Fabre dit avec expression le poème *À nos morts*, de Jean Aicard »

*Ils sont morts nos héros pour garder aux enfants
Les libertés, l'honneur et la terre de France.
Passants, nul ne doit lire avec indifférence
Les noms obscurs mais beaux de ces morts triomphants.*

Il est suivi d'un chœur à deux voix, « Pour ceux que nous pleurons ». L'historien local Henri Vittumi a retrouvé Jeanne Vidal, actrice, enfant, de la cérémonie qui se souvenait avec précision de la date mais bien aussi que « deux enfants des écoles lurent à leur tour un texte de circonstance. »²¹³¹ Le ton est ainsi donné ; funéraire avant tout, républicaine, mais aussi patriotique et peut-être plus que tout pédagogique, la cérémonie strictement encadrée par les édiles, les notables est tout cela à la fois. Le protocole est précisément organisé, la musique, les poèmes et les chœurs participent de l'émotion collective. Ainsi se construit le sens donné à la guerre par les anciens combattants ; honorer les soldats morts pour prévenir de toute nouvelle guerre les générations futures. Cette inauguration, par ses rites et ses acteurs soucieux de l'adhésion de toutes, et surtout de tous, apparaît bien comme la première manifestation d'un nouveau culte civique et laïque qui possède ses sacrifiés - les soldats -, ses fidèles redevables - les civils de la commune, notamment les enfants -, son temple - la place -, son autel légèrement en hauteur - le monument aux morts -, son rituel et ses prières - le protocole instauré par les anciens combattants – ses prêtres - rythmé par des chants et des discours -. La cérémonie trouve enfin et surtout tout son sens et toute sa sacralité dans le recueillement et la communion dans la douleur de toute une population endeuillée honorant ses morts dont les noms sont désormais immortalisés dans la pierre, priant pour que la tragédie ne se renouvelle pas. Cette cérémonie se répète désormais en deux temps avec quelques variantes ; les associations appellent à se retrouver une première fois au cimetière le jour des morts pour un dépôt de gerbe s'il y a un monument ou peut-être même fleurir des tombes individuelles. Mais c'est bien le 11 novembre, jour de l'armistice qui marque à la fois la fin des combats et la victoire des Alliés qui reste la date des commémorations et hommages publics. Pourtant, au sortir de la guerre, faire de cette date le jour férié d'une seconde fête

²¹³¹ Henri VITTUMI, *Vias et les Viassois de l'époque moderne aux temps contemporains (études d'histoire locale)* opus cité, p.482

nationale n'allait pas de soi. Antoine Prost retrace comment en 1921, en effet, la décision de la chambre des députés bleue horizon plus soucieuse de travail que de patrie, de reporter la célébration de l'armistice au dimanche 13 novembre soulève un tollé général parmi les anciens combattants qui considèrent que ce sont eux, bien plus que les autorités militaires ou le gouvernement, qui ont gagné la guerre. Leurs très puissantes associations boycottent les cérémonies officielles, exercent une forte pression et imposent la loi du 24 octobre 1922 qui fait définitivement du 11 novembre une fête nationale de la commémoration de la victoire et de la paix²¹³² et un jour férié dans le pays. Si Vias n'avait pas attendu la loi, désormais le monument aux morts devient à cette date le lieu où tous les ans de façon rituelle, à partir de 11 heures, les élus et les anciens combattants et la communauté toute entière, entretiennent au nom de la communauté le souvenir des soldats de la commune morts dans le conflit. Ces manifestations de l'entre-deux-guerres paraissent assez différentes des cérémonies actuelles, par le nombre important des présents d'abord mais surtout peut-être par leur déroulement. Chaque année, le président de l'Amicale agathoise expose ainsi dans *L'avenir agathois* le protocole précisément codifié, puis, le samedi qui suit, en fait le compte rendu, ce qui permet de dégager quelques constantes. Le défilé se forme devant la mairie, en tête se trouvent les pupilles de la Nation, des enfants donc, suivis, dans l'ordre, des Mutilés et des anciens combattants en tenue civile, de « la colonie italienne », association d'anciens combattants italiens fondée en 1924²¹³³.

Derrière, défilent des élus, des corps constitués, des associations dans l'ordre de leur importance. Ce n'est donc pas à cette période, une manifestation militaire. Là dessus, les survivants, de droite comme de gauche, étaient partout en France d'accord : « Ni prise d'armes, ni revue, ni défilé de troupes. C'est la fête de la paix que nous célébrons, pas la fête de la guerre », écrit en 1931 le directeur du Journal des Mutilés, leader de la presse spécialisée²¹³⁴. L'armée qui n'est pas absente, a paradé sur la promenade du cheflieu avant 11 heures. Les tenues civiles arborées sur les photographies de groupe le rappellent encore, ces manifestations sont avant tout des manifestations funéraires

²¹³² Antoine PROST, *Les anciens combattants anciens combattants: 1914 – 1940*, opus cité, p127

²¹³³ ADH, sous-série 2327 W99, fichier cité « colonie italienne ».

²¹³⁴ Cité par Antoine PROST, « Les Monuments aux morts, Culte républicain ? Culte civique ? Culte patriotique ? », opus cité, p. 209.

civiles qui en cortège silencieux se dirigent vers le monument qui est aussi le plus souvent caveau collectif. Là, les survivants se placent de dos près des noms de leurs camarades, affirmant une forte solidarité entre les survivants et les morts, et ne bougent plus, comme la famille qui reçoit les condoléances. *L'Avenir Agathois* à propos de celle de 1925 rapporte qu'« il ne fut pas prononcé de discours. La minute de silence religieusement observée a été émouvante dans sa simple grandeur. On n'entendait que le crissement de la soie des drapeaux inclinés devant le Monument. »²¹³⁵ Les premières années, il n'y a donc souvent ni musique ni discours, juste le clairon Vacassy sonnant le « Garde à vous » puis le « Cessez le feu ». Il n'est jamais question cependant dans les comptes rendus de l'appel des morts, forme laïcisée de la prière, à Agde comme chez ses voisines, peut-être parce que la liste est bien trop longue. Le 11 novembre 1925, où se tient dans la ville, la foire exposition, sont déposées une palme en bronze et une couronne mais le plus souvent il ne s'agit que d'une gerbe ; à quelques jours du fleurissement du cimetière le message funèbre reste sans ambiguïté. C'est alors la patrie qui rend hommage aux citoyens qui l'ont défendue par le biais des drapeaux tricolores qui s'inclinent enfin devant les morts et les survivants. Il n'est jamais question de la Marseillaise, peut-être jugée trop belliqueuse, mais bien plus d'interprétations de poèmes et de chants pour la paix, interprétés par les enfants, d'autant que c'est à eux surtout que les anciens combattants ont à cœur de délivrer un message moral. Ceux des écoles laïques participent aux cérémonies au premier rang. Futurs citoyens d'une démocratie, ils doivent apprendre ici aussi les valeurs et les codes de la République. Ils doivent ainsi se montrer dignes du sacrifice de ceux qui étaient souvent leurs parents et qui ont donné leur vie pour qu'ils « vivent libres ». De fait, les soldats étaient des hommes jeunes et le canton compte plus de quatre cents orphelins. La fonction du monument devient bien pédagogique mais de quoi ces « jeunes générations » sont-elles les héritières ou plus encore redevables et que leur est-il demandé de transmettre ? Le devoir de défense de la Patrie jusqu'au sacrifice de sa vie au nom de la République ? Le souvenir de l'horreur des batailles ? Ou l'obligation sacrée de participer à la construction d'une paix définitive qui sert désormais de justification aux cérémonies ?

²¹³⁵ *L'Avenir Agathois*, « 11 novembre, anniversaire de l'armistice », 14 novembre 1925

3.3.2.2. Protéger les générations futures du cataclysme.

Porté par l'Amicale, le thème de la construction politique d'une paix définitive s'installe dans les débats et l'activité des communes du canton en deux temps très différents et selon diverses modalités. Dès 1922, ses adhérents expriment le souhait d'œuvrer en ce sens en tant que citoyens, leur pacifisme s'inscrivant sans surprise dans la mouvance socialiste. Ce sont donc à la fois les responsables politiques qui sont fustigés en tant que génération, « incapable de préparer le pays pour une guerre qu'elle ne voyait pas venir, incapable de la terminer rapidement, incapable de restaurer la paix aux lendemains de la victoire », mais aussi les chefs militaires « à l'origine des charges imbéciles qui nous ont fait monter à l'assaut en pantalon rouge. »²¹³⁶ Leurs dirigeants locaux se font là encore les relais de leurs dirigeants nationaux pour prôner des solutions internationales qui s'imposeraient comme définitives. « Les bêtes se battent, les hommes doivent discuter et s'entendre. » C'est en affirmant ce principe d'humanité que beaucoup de combattants avaient senti disparaître dans l'expérience des tranchées, qu'Emile Rols, premier adjoint au maire, place dès 1922, dans une oraison funèbre, ses espoirs dans la SDN, la Société des Nations, née à Genève en 1920 et dans laquelle René Cassin, dirigeant de l'Union Fédérale, représentait les associations d'anciens combattants. Un article de l'Amicale paru le 26 avril 1924 dans *l'Avenir Agathois* désigne les coupables et les victimes : « Les boches sont des hommes comme nous, ils se battent parce qu'ils y sont forcés, les coupables se sont les chefs, les gros. Ce qu'il faut c'est désarmer les haines, réunir les peuples dans la Grande famille de la société des nations ». Louis Vallière organise régulièrement dans le canton des réunions pour présenter et défendre l'organisation : le 23 août 1926, une « association française pour la SDN » est fondée, dirigée par le ruraliste mutilé, Jules Bombal qui s'associe avec la Libre Pensée, les Jeunesses Laïques et Républicaines, la Ligue des droits de l'homme²¹³⁷ pour déboucher sur la création d'un comité d'action pour la paix en février 1929 duquel l'UAC reste logiquement à l'écart²¹³⁸. Les débats portent encore sur la création d'une fédération internationale des anciens combattants, la CIAMAC²¹³⁹ à l'initiative

²¹³⁶ Discours d'Henri Pichot retranscrit dans *L'Avenir Agathois*, 11 décembre 1925

²¹³⁷ *L'Avenir Agathois*, 26 août 1926

²¹³⁸ *L'Avenir Agathois*, 13 février 1929

²¹³⁹ Conférence Internationale des Associations de Mutilés et Anciens Combattants

d'hommes issus des courants socialiste et radical socialiste incluant les anciens combattants des pays autrefois ennemis : « La CIAMAC doit être soutenue et encouragée par les hommes de la guerre » insiste le président de l'amicale lorsque cet adhérent précise qu'« il n'est pas encore prêt à s'asseoir à côté d'un boche »²¹⁴⁰, signes que les débats restent vifs. Cette bataille s'invite dans le débat politique. En effet, si « l'Amicale n'a pas vocation à prendre position », ses engagements pour la construction de la paix l'entraînent à appeler à voter implicitement pour les candidats du cartel des Gauches aux élections législatives de 1924. Elle demande en effet aux anciens combattants de « conserver leur, la défiance des tranchées à l'égard des bobards et bourreur de crânes » et les assure qu'il faut « voter pour les hommes qui ont toujours voulu la paix et balayer la cohorte de ceux qui n'ont pas su éviter la guerre, qui n'ont pas été capables de la mener rapidement à bien et qui, depuis cinq ans, ont saboté la victoire, la victoire des anciens combattants, notre victoire »²¹⁴¹. Dans les années trente, devant le danger qui menace, le débat reprend et beaucoup expriment dans la presse locale les nombreuses nuances du pacifisme sans toujours signer leur propos²¹⁴².

On ne peut donc que constater l'importance et la diversité des messages. Le 9 mars 1932, la mort d'Aristide Briand, prix Nobel de la paix en 1926, décédé deux jours plus tôt, ministre des affaires étrangères à l'origine du rapprochement franco-allemand est saluée par l'Amicale et l'Union Fédérale comme « une perte pour l'humanité toute entière, un des hommes que l'on ne remplace pas. Il incarnait le pacifisme français et était une des forces vives de la démocratie. »²¹⁴³ Adeptes d'un pacifisme intégral, un autre auteur établit sur deux colonnes l'impressionnant bilan chiffré des dégâts et des victimes du conflit en Europe pour conclure avec Bertrand Russel que « pas un seul des maux que l'on veut éviter par la guerre n'est aussi grand que la guerre elle-même »²¹⁴⁴. D'autres choisissent de faire publier des poèmes du pacifiste révolutionnaire Georges Pioch. Dans une « Une » titrée « contre la guerre » un dénommé L.T. met en garde

²¹⁴⁰ *L'Avenir Agathois*, 14 novembre 1924

²¹⁴¹ *L'Avenir Agathois*, 26 avril 1924

²¹⁴² 27 articles recensés dans *L'Avenir Agathois*. 2 sont signés du dirigeant de l'Union Fédérale, Henri Pichot, 7 de Louis Vallière ou de l'Amicale, 12 sont anonymes, 4 sont des poèmes. 2 sont signés par Joseph Picheire.

²¹⁴³ *L'Avenir Agathois*, 9 mars 1932

²¹⁴⁴ *L'Avenir Agathois*, 11 novembre 1933, article « Bilan rouge » non signé

contre le retour des discours de croisade, rappelant que le discours dominant n'est pas tant empreint de pacifisme que cela :

« Nos lecteurs pourront le constater pendant les quatre années qu'a duré la grande boucherie, alors que des milliers de poilus succombaient, sacrifiés par des politiciens sans scrupules et des chefs incapables, des Immortels, des princes de l'Eglise et des généraux faisaient l'apologie de la Guerre, allaient jusqu'à dire qu'elle était divine ! Qu'elle purifiait ! Nous sommes en droit de nous demander si les mêmes, demain, n'écriraient pas les mêmes inepties »²¹⁴⁵

Les prises de positions s'intensifient et cette mise en accusation des responsables politiques et militaires suscite la réponse de Joseph Picheire qui prend en 1933 la défense des généraux de 14-18, notamment de Foch, en légitimant ses propos par le rappel de son engagement volontaire comme médecin dans un régiment de l'infanterie de l'avant en 1916²¹⁴⁶. L'Amicale condamne la violence des manifestations du 6 février 1934, affirme « son profond attachement à la République » mais souligne que « le pays a besoin d'un gouvernement vigoureux composé de personnalités irréprochables pour construire la paix »²¹⁴⁷ mettant ainsi en avant l'exigence de probité de la part des responsables politiques qui caractérise souvent le discours ancien combattant. Même quand les tensions internationales reprennent sous le coup des agressions nazies et italiennes en Europe, beaucoup pensent qu'il faut continuer à dialoguer pour forcer Hitler à la paix. À la différence de René Cassin qui ne se fait plus aucune illusion sur les visées expansionnistes des dictatures²¹⁴⁸, le 12 juillet 1936, Henri Pichot, leader de l'Union Fédérale, organise à Douaumont avec la collaboration du NSKOV, organisation des anciens combattants nazis, un immense rassemblement où les participants venus de plus de dix pays d'Europe font le serment de défendre la paix²¹⁴⁹. Parmi eux, Louis Vallière, qui fait partie des présents au titre de ses nouvelles responsabilités dans l'Union Départementale, en fait deux longs comptes rendus lyriques intitulés « Pour la Paix du Monde », en forme de vibrants plaidoyers pacifistes : «les vivants communiant

²¹⁴⁵ *L'Avenir Agathois*, 25 novembre 1933

²¹⁴⁶ *L'Avenir Agathois*, 18 novembre 1933

²¹⁴⁷ *L'Avenir Agathois*, 17 février 1934

²¹⁴⁸ Antoine PROST, J. M. WINTER, *René Cassin et les droits de l'homme: le projet d'une génération*, Paris, France, Fayard, 2011, p. 113-114.

²¹⁴⁹ *Ibidem*, p. 130

avec les morts ont clamé de l'énorme charnier leur horreur de la guerre (...) Qu'importe les fracas et les vociférations si ce serment est la fissure par laquelle peut pénétrer l'idée de paix »²¹⁵⁰. Il y a du sacré dans le texte comme autant d'aveuglement politique peut-être. Cette année-là, il déroge au principe intangible de la cérémonie silencieuse du 11 novembre pour faire lire le serment par un pupille de la nation à la suite de la minute de silence. Parmi ces anciens combattants, collectivement organisés, se détache la figure singulière de l'ancien maire Jean Bédos par la fréquence avec laquelle l'ancien Médecin-major prend la plume dans l'hebdomadaire local pour honorer les soldats décédés.

3.3.2.2.3. Un héraut pour les héros, Jean Bédos.

Jean Bédos, maire de 1901 à 1919 avait pris de la distance avec ses fonctions politiques municipales dès le début de son troisième mandat en 1912 en laissant à ses adjoints la gestion de la ville. Dans ce domaine, la guerre semble avoir joué un rôle d'accélérateur puisqu'il ne se représente pas aux élections municipales de 1919. C'est en Médecin-major qu'il a traversé le conflit dont il en a tenté de soigner les conséquences abominables sur les soldats et leurs familles tout en parvenant à retirer des éléments positifs de son expérience concernant les progrès de la médecine²¹⁵¹. D'après sa fiche matricule, il rejoint le service de santé du 281^e RI dans l'Artois à l'hiver 1915-1916 avant de prendre rapidement la tête de divers hôpitaux militaires à Perpignan - il envoie régulièrement de la côte Vermeille des cartes postales à sa mère - Cette et Montpellier. Dès mars 1916, il siège à nouveau au conseil général de l'Hérault. Ses convictions d'élus radical-socialiste renforcées par une victoire qui semble de surcroît avoir effacé les éventuels doutes nés pendant sa brève expérience du front, n'ont jamais publiquement varié quant à la légitimité du conflit et il les a exprimées haut et fort. Bardé de son expérience et de ses convictions politiques et morales, il devient après-guerre le chantre en vers ou en prose des hommages aux disparus lors de cérémonies officielles relatives aux retours des corps au cimetière, aux remises des prix aux collégiens ou lors de l'évocation de dates commémoratives dans la presse locale comme celle de l'armistice,

²¹⁵⁰ *L'Avenir Agathois*, « Le serment de la Paix », 18 juillet et 31 octobre 1936

²¹⁵¹ AMA, fonds Albert Bédos, cahier manuscrit, Les médecins, la médecine et la guerre, 1917.

se muant ainsi un véritable spécialiste de l'éloge funèbre de 1914-1918 propre à entretenir publiquement une mémoire sacrificielle du conflit. Mais c'est lorsqu'il évoque simplement les 48 jeunes collégiens disparus au front et honorés par une plaque de marbre vert que résonnent peut-être les accents les plus poignants : « Rien n'a changé dirait-on. Aujourd'hui vous célébrez la petite fête du collège familial. Mais une observation attentive note les places vides, les deuils irréparables, les regrets anciens et les bras qui manquent, les cerveaux qui défaillent. »²¹⁵² Il célèbre encore spécifiquement et paternellement, la mémoire de ses collègues jeunes médecins disparus à l'occasion du retour au cimetière du cercueil du jeune Léon Arribat, 20 ans, décédé sous les tirs d'artillerie dans les Ardennes un mois à peine avant l'armistice :

« C'est surtout en ma qualité de médecin, doyen avec mon excellent ami Marius Cros des médecins agathois, en ma qualité de médecin Major que je viens saluer la dépouille de notre camarade le médecin auxiliaire Louis Arribat mort au Champ d'honneur sur le champ de bataille de Coulé le 13 octobre 1918 (...) Après l'infanterie, c'est le service de santé qui vient en première ligne pour les pertes en hommes, en infirmiers, en médecins subies pendant la guerre. Mais sur dix médecins, il y a huit médecins auxiliaires, voilà la vérité. Et ces jeunes gens il faut les avoir vus courir aux postes les plus avancés, le sourire aux lèvres, sacrifiant leur jeunesse et leur avenir avec un mépris du danger qui force l'admiration. Pour ma part j'en ai eu six sous mes ordres tant au régiment qu'à l'ambulance. J'en ai fait décorer trois de la médaille militaire. Je ne saurais dire vraiment quel était le plus brave et le plus dévoué (...) Tel père, tel fils, plus que jamais l'exemple de la famille Arribat impose à la comparaison. Et je dis bien la famille car Messieurs je puis vous donner ce détail : en même temps que le jeune Arribat sont partis sur le front deux de ses cousins. Aucun n'est revenu vivant ! »

La fonction essentielle du discours lyrique reste bien, où qu'il soit prononcé, l'héroïsation des soldats décédés comme ce 14 juillet 1921, toujours au cimetière : « Vous vivez certainement dans la Patrie des braves, dans cet au-delà glorieux réservé par la Justice suprême à ceux qui tombent pour la plus haute des causes, pour la défense de la Patrie attaquée, provoquée et brutalement agressée. »²¹⁵³

Honorer les morts est devenu pour lui une activité publique majeure mais elle dépasse rapidement les hommages aux seuls militaires. Chronologiquement, ce sont ensuite ceux qui lui sont proches, en termes d'identité professionnelle, de génération, ou

²¹⁵² *L'Avenir Agathois*, 26 novembre 1921. Cérémonie du dimanche 20 novembre 1921 à 10h 30,

²¹⁵³ *L'Avenir Agathois*, 20 juillet 1921.

d'appartenance politique, qu'il honore dans de longs discours à la majuscule erratique et au point d'exclamation généreux. Se dessine alors, à l'intérieur du vaste périmètre du deuil communautaire du bourg relatif aux soldats, d'autres deuils collectifs plus restreints dans lesquels la guerre a joué un rôle indirect en épuisant les individus. Ainsi, lors de la cérémonie de la remise des prix au collège le 13 juillet 1919 qui coïncide avec la veille du défilé triomphant de la Victoire à Paris, toujours revêtu de son écharpe de maire et dans sa tenue militaire d'officier, il fait le panégyrique d'Henri Marcel. L'ancien principal du collège aurait eu juste 50 ans s'il n'était décédé le 8 mars 1919, après avoir perdu une de ses nombreuses filles pendant la guerre puis son épouse en octobre 1918, peut-être de la grippe espagnole. L'ancien édile rappelle ainsi que les temps de guerre et de sa sortie ont beaucoup tué et pas seulement des soldats, en vieillissant et épuisant prématurément les uns et les unes :

« Le principal Marcel, enlevé trop tôt à notre affection, terrassé par une cruelle et subite maladie et aussi par la besogne et les soucis qui lui furent imposés aux premiers mois de la guerre, ah que n'est-il là, en bon Français, ce patriote fervent, ce démocrate aussi passionné par l'Enseignement que pour les questions touchant « la Chose Publique » ! Que n'est-il au milieu de nous pour partager notre joie du Triomphe final si longtemps attendu ! Que n'est-il là pour tressaillir à l'appel des trompettes qui déjà nous annoncent le retour des Troupes Victorieuses s'appêtant à défiler sous les palmes et les lauriers devant tout un peuple accouru pour glorifier en eux la France immortelle ! »²¹⁵⁴

Face au temps qui passe, l'homme mûr qui voit, une fois la guerre finie, disparaître brutalement nombre d'hommes de sa génération et de son entourage, en impute la raison à la fatigue générée par le conflit pour ceux qui sont restés. L'expression de ce même sentiment, usant du champ lexical militaire pour mêler dans un même sort civils et soldats se retrouve sous sa plume lors de l'hommage au médecin Louis Arribat, né comme lui en 1871 : « médecin à la Salvetat la contrée la plus dure de notre département est tombé lui aussi au champ d'honneur tué par le travail qu'il s'imposait et qu'il n'a pas voulu quitter jusqu'à la dernière heure », ou bien encore, en 1923, lors de celui adressé à son grand ami le docteur Achille Michel né en 1872, devenu le principal médecin du canton durant le conflit : « Il en a fallu des hommes de bonne volonté pour

²¹⁵⁴ *L'Avenir Agathois*, 19 juillet 1919

remédier aux difficultés, aux calamités, aux bouleversements dont nous sentons encore les atteintes. »²¹⁵⁵ Et puis, quand il n'y a plus de corps à accueillir, de plaques commémoratives à inaugurer, Jean Bédos, toujours porté par l'emprise du deuil semble-t-il, célèbre par la publication dans *l'Avenir Agathois* de poèmes en alexandrins. « La terre tremble »²¹⁵⁶, sonnet rédigé dans l'Artois, « au front, un matin de 1915 » comme il a bien soin de le préciser presque un demi-siècle après, quand commence le second conflit mondial, est l'un des rares qui laisse deviner que ses convictions ont à un court moment tremblé à leur tour quand il était médecin du 281^e RI, plus exposé donc, et que son fils de 17 ans, Bernard, venait de s'engager dans l'infanterie.

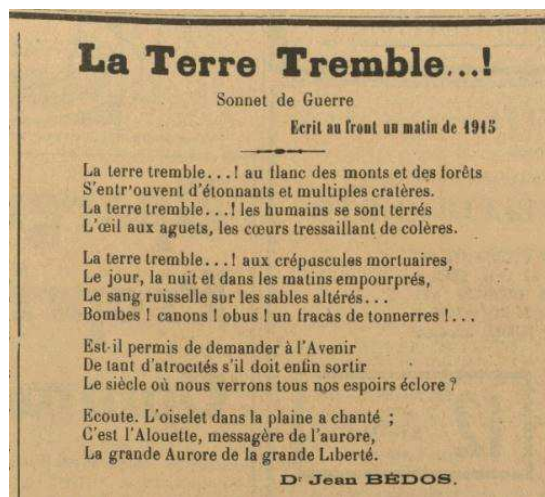


Figure 92. Poème de Jean Bédos, « La Terre Tremble... ! »²¹⁵⁷

Mais la fin même du poème comme le parcours du poète attestent que ces certitudes n'ont pas été suffisamment ébranlées après la victoire pour remettre en question quoi que ce soit. Bien au contraire. Jean Bédos continue donc de célébrer le jour de « l'Armistice »²¹⁵⁸ puis régulièrement l'action des grands hommes disparus ; Joffre, « le Grand Général » en janvier 1931, Aristide Briand, « l'homme de la paix », le 12 mars 1932 : « Briand, je te salue ! /Tu fus l'homme d'état au magnanime cœur /Qui voulut à jamais supprimer les tueries. »²¹⁵⁹ Puis c'est au tour de Raymond Poincaré, « le

²¹⁵⁵ Discours de Jean Bédos prononcé lors des obsèques d'Achille Michel en 1923 transcrit dans *L'Avenir Agathois* du 19 novembre 1923.

²¹⁵⁶ *L'Avenir Agathois*, 29 septembre 1939.

²¹⁵⁷ *L'Avenir Agathois*, 29 septembre 1939

²¹⁵⁸ *L'Avenir Agathois*, 17 novembre 1936.

²¹⁵⁹ *L'Avenir Agathois*, 12 mars 1932

président du Conseil désintéressé » le 20 octobre 1934. Il salue enfin le « Colonel Larroque d'Agde », le frère aîné de Fernand, Etienne, prisonnier en 1914, qui a trouvé la mort quelques jours auparavant dans l'explosion de la poudrerie de Saint Chamas qu'il dirigeait²¹⁶⁰.

Ceci étant, l'ensemble de ces poèmes vient rappeler qu'après la guerre, la versification a été à la fois un des moyens choisis par les notables pour témoigner de leur expérience et de façon plus générale un marqueur de leur ascension sociale. C'est le cas encore de Jean Félix mais également du Marseillannais Justinien Baudassé, bibliothécaire à Béziers, placé dans sa ville en service auxiliaire, qui a signé un recueil en vers pacifistes intitulé *Poèmes d'un triste temps*. Et Jules Viviani encore, devenu chef d'une entreprise prospère, use au faîte de son firmament professionnel de l'octosyllabe pour relater son expérience en Orient.

Jean Bédos, au final, fait partie de ces petites élites françaises, personnellement peu, voire pas exposées au feu, qui, à toutes les échelles, locales et nationales, ont adhéré du début à la fin du conflit au discours d'Union sacrée et l'ont sans cesse relayé avec force s'appuyant sur la légitimité de leur statut d'élus et de leur courte présence sur le front. Dans sa ville au moins, adoptant les formes privilégiées du discours et de la versification, il est devenu le héraut le plus constant et le plus prolixe de la célébration de la mémoire glorieuse des victimes de la guerre insistant sur la puissante douleur du deuil pour valoriser la grandeur du « sacrifice » des soldats. S'il a certes vécu le conflit comme une épreuve en particulier à l'hiver 1915-1916, il le prolonge par sa longue participation à la gestion publique du deuil collectif, contribuant à occulter la réflexion sur les responsabilités du carnage attribuées toutes entières à l'Allemagne. De la même façon, après la guerre, son collègue Joseph Picheire ne met en lumière que son expérience de médecin engagé volontaire au 130^e RI pour légitimer ses interventions publiques d'ancien combattant puis de chef de la Légion des Combattants de sa commune en 1940. Il en va de même de Louis Gleizes dont les seules lettres de son parcours militaire conservées par le couple, puis la famille, sont celles de ces quelques mois passés au front en 1916 comme s'il s'était agi de valoriser ces faits d'armes par une mémoire sélective qui omettrait toutes les autres expériences passées à l'arrière.

²¹⁶⁰ *L'Avenir Agathois*, 12 novembre 1936.

Ainsi par les résonnances des voix multiples des anciens combattants dans l'espace public, la mémoire de la guerre ne cesse de se construire et de s'étirer dans le temps et après une période où la mémoire de la Première est occultée par celle de la Seconde guerre mondiale, des manifestations, rythmées par des dates anniversaires, voient le jour jusqu'à cette séquence très singulière, par sa durée, son succès et ses initiatives, du « Centenaire ».

3.3.3. Retour sur un centenaire.

3.3.3.1. Du national au local.

3.3.3.1.1. Avec ou sans la Mission.

Commémorer ou se souvenir ensemble. Cette expérience sociale consacrée à la Grande Guerre a été, de 2014 à 2018 au moins, calquée un siècle plus tard sur le temps de la guerre et donc exceptionnellement longue. Dans cette durée totalement inédite pour des manifestations mémorielles, les commémorations ont pu être accompagnées, exceptionnellement encore, d'une structure interministérielle nationale installée en 2013 et dissoute le 1^{er} septembre 2019, « la Mission du Centenaire de 1914-1918 » inspirée en partie de celle mise en place pour le bicentenaire de la Révolution Française. Ses divers bilans écrits qui relèvent de champs très divers²¹⁶¹ ont commencé à être diffusés sur son site internet à partir de janvier 2019 et constituent une source d'ensemble qui peut être confrontée aux traces très locales pour se pencher sur les « deux côtés du miroir »²¹⁶² de l'expérience. Fidèle toutefois à l'approche géographique privilégiée, c'est sur le seul aspect territorial²¹⁶³ que se concentre cette étude pour interroger, eut égard aux moyens humains, logistiques et financiers mobilisés et aux conclusions publiées, les façons dont au ras-du-sol les composantes de la petite société cantonale se sont appropriées ou pas le dispositif et, inversement, se demander si « l'effet Centenaire » a influé sur les cérémonies traditionnelles. Pour documenter cette séquence

²¹⁶¹ En ligne <https://www.centenaire.org/> Les rapports abordent cinq aspects ; « international », « scolaire », « scientifique », « territorial » et « l'élaboration d'un « guide des bonnes pratiques concernant les cérémonies »

²¹⁶² Nadia WAINSTAIN, Bilan territorial du Centenaire de la Première guerre mondiale, 2013-2018, juillet 2019, En ligne sur https://www.centenaire.org/sites/default/files/references-files/bilan_territorial.pdf, p.8

²¹⁶³ Nadia WAINSTAIN, Bilan territorial du Centenaire de la Première guerre mondiale, 2013-2018, *opus cité*

sans oublier évidemment les observations *in situ*, les sources ne manquent pas, qu'il s'agisse de la presse locale papier comme le quotidien *Midi Libre*, l'hebdomadaire *L'Agathois*, ou les médias mis en ligne tel *Hérault tribune* ou de celles qui émanent des services de communication des municipalités en place. Magazines sur papier glacé²¹⁶⁴, vidéos sur leurs sites officiels, toutes les mairies aujourd'hui disposent d'une panoplie d'outils. Aux côtés des rituelles cérémonies du 11 novembre organisées autour des monuments aux morts, une série de manifestations plus ou moins officielles se sont déroulées dans tout le pays et bien au-delà durant cinq années, à la différence des commémorations de 1789 qui concentraient les manifestations sur la seule année 1989. En 2019 donc, Antoine Prost, président du conseil scientifique de la Mission disait sa satisfaction de l'œuvre accomplie : « Au terme de ce gros travail, nous sommes heureux que la labellisation ait donné à des milliers de manifestations locales une visibilité et une légitimité qui les ont en quelque sorte nationalisés. »²¹⁶⁵ Cette procédure initiée à l'échelle du pays relevait d'une activité héritière du bicentenaire de la Révolution française²¹⁶⁶ qui visait à valoriser les initiatives les plus diverses et trouvait sa traduction graphique dans l'application d'un petit signe distinctif, le « macaron tricolore » apposé sur tous les supports de communication. Si A. Prost mettait l'accent sur le fait que la Mission avait « un rôle incitateur et non prescripteur »²¹⁶⁷, cette labellisation valait cependant brevet symbolique de reconnaissance et, sinon forcément de qualité, du moins de sérieux. Plus concrètement, elle permettait une plus grande lisibilité à l'échelle nationale par l'inscription dans le programme officiel du Centenaire et sa diffusion via le site internet de la Mission, et enfin, et surtout peut-être, de rendre accessible un complément de financement. Pour cela, les dossiers candidats devaient s'inscrire dans une démarche de projet instruite à trois niveaux ; le comité départemental du Centenaire devant lequel le porteur devait se présenter en personne et en préfecture, suivi à l'échelle nationale, de l'examen par une sous-commission issue du Conseil scientifique,

²¹⁶⁴ « Agde le journal », « Vias Méditerranée », « La Tuque » à Bessan, « Lo Cridaire » à Marseillan. Tous les quatre sont plus ou moins trimestriels et disponibles en ligne sur le site internet des mairies respectives.

²¹⁶⁵ Antoine PROST, avant-propos, dans WAINSTAIN Nadia, *Bilan territorial du Centenaire de la Première guerre mondiale, 2013-2018*, opus cité, p. 3

²¹⁶⁶ Nadia WAINSTAIN, *Bilan territorial du Centenaire de la Première guerre mondiale, 2013-2018*, opus cité, p. 9

²¹⁶⁷ *ibidem*

et enfin le comité de labellisation. 6455 projets ont été ainsi présentés entre 2013 et 2018 et seuls 15 % ont essuyé un refus, A. Prost soulignant qu'« Il n'y a pas d'histoire orthodoxe dans un état laïque. »²¹⁶⁸ Pour justifier les quelques refus, les membres du comité scientifique font état de la « maigreur du dossier », de « projet pédagogique touristique », de cérémonies « simples » sans apport culturel ou pédagogique, de constructions ou rénovations du patrimoine mémoriel ou enfin du risque de « folklorisation »²¹⁶⁹ : la reconstitution approximative d'une tranchée pour faire défiler les visiteurs devenait dès lors la métonymie du repoussoir commémoratif. Le texte fait état d'un succès dont les premières adaptations du dispositif ont été le reflet. En effet si la structure avait été pensée au départ pour organiser et coordonner l'action commémorative, en 2014 et en 2018 tandis que les collectivités territoriales prenaient le relais de 2015 à 2017, le bilan précise que « devant l'engouement constaté en 2014, (notamment avec la vigueur constatée du « Centenaire d'en bas ») avec 2 307 dossiers reçus, la Mission a été prolongée dans ses fonctions jusqu'en 2018, étirant ainsi le Centenaire dans la durée »²¹⁷⁰. Néanmoins, et sans surprise, les deux années de fortes présentations furent bien 2014 et 2018. Le bilan du département de l'Hérault fait état en cinq ans de 67 projets labellisés et de 9 refusés. 41 relevait du comité départemental et 26 du comité académique, ce qui place le département dans la moyenne nationale ou juste en dessous, à l'exception de l'année 2014. 2014 avec 20 labels et 2018 avec 13 sont bien les années phares – hors projets académiques -. 64 095 euros ont alors été versés aux 34 dossiers subventionnés²¹⁷¹. Finalement toute proportion gardée, ces démarches administratives en préfecture débouchant in fine sur un soutien financier très relatif ne sont pas sans rappeler celles entreprises il y a cent ans par les communes relatives à l'édification des monuments aux morts.

Dépassant largement le cadre de la Mission, le comité de l'Hérault fait encore état des « nombreuses communes » impliquées, soulignant que « toutes les communes et agglomérations ont porté des projets »²¹⁷². Mais d'après le bilan chiffré, elles ne

²¹⁶⁸ Antoine PROST, *avant-propos, opus cité*.

²¹⁶⁹ Nadia WAINSTAIN, *Bilan territorial du Centenaire de la Première guerre mondiale, 2013-2018, opus cité*, p.15

²¹⁷⁰ *Ibidem*, p. 13

²¹⁷¹ *Ibidem*, 34 Hérault, p. 163-165

²¹⁷² *Ibidem*, p.166

seraient dans le département que 14 - sur 346 - soit 4 % à avoir déposé un dossier. De fait, le texte centre exclusivement son propos sur des manifestations initiées dans l'agglomération montpelliéraine, contribuant à polariser le territoire dans les résonances du Centenaire, si l'on considère bien évidemment au départ que ce texte bilan sera lu et utilisé. C'est, pour conclure, sans référence explicite à la Mission, « l'action déterminante des maires et des présidents de collectivités territoriales, qui ont organisé eux-mêmes des séquences mémorielles »²¹⁷³, qui est plus généralement saluée. Sans surprise, à l'échelle nationale, les organisateurs ont donc eu soin plusieurs fois de préciser que si « la Mission a accompagné et encadré ce « désir de commémoration » issu de la société civile, ce phénomène social la dépassait largement, ainsi que ses expressions ». Ils mentionnent encore « qu'une vingtaine de comités départementaux ont précisé que le nombre de projets présentés ne reflétaient pas la réalité des commémorations. » De son côté, Antoine Prost, précise que les projets arrivés jusqu'à la labellisation n'ont représenté « qu'une minorité »²¹⁷⁴ considérant que l'activité commémorative du Centenaire enregistrée par la Mission, n'est que la « partie émergée de l'iceberg. ».²¹⁷⁵ Tentons alors une approche des deux parties de l'iceberg pour essayer de mesurer ce succès commémoratif dans et hors Mission en ouvrant à cette minuscule échelle le champ de l'étude.

Un premier constat s'impose ; dans le canton, seuls deux projets ont été labellisés, tous deux émanant du chef-lieu. Les autres initiatives, aussi nombreuses que variées, soit la grande majorité, se sont toutes déroulées en dehors du dispositif national. Plusieurs facteurs ont été mis en avant par différents acteurs pour expliquer ce contraste²¹⁷⁶. L'adjointe à la culture et au patrimoine de Bessan a évoqué la méconnaissance du dispositif comme les représentants de l'association *la Guilde2Bessan*. L'agent municipal chargé de la coordination de l'exposition phare de Vias a précisé que le travail était déjà prêt quand l'occasion s'est présentée, soulignant ainsi que les commémorations locales avaient été anticipées avant la mise en place de la

²¹⁷³ *Ibidem*.

²¹⁷⁴ Antoine PROST, avant-propos, *opus cité*

²¹⁷⁵ Nadia WAINSTAIN, *Bilan territorial du Centenaire de la Première guerre mondiale, 2013-2018, opus cité*, p.6

²¹⁷⁶ Les questions ont été posées en 2018 et 2019 à Jean Louis Sellié (Vias), Emilie Féliu, Myriam et Raoul Gely (Bessan), Jacky Becker (Marseillan), Bérengère Bonnaud (Agde)

structure et donc effectivement largement initiées au ras-du-sol. Les responsables de l'association *Marseillan d'hier et d'aujourd'hui* disent avoir reculé face à la lourdeur de l'élaboration du dossier au regard de leurs savoir-faire. On le voit quatre réponses, trois arguments, mais tous émanent des acteurs des plus petites communes. L'exposition agathoise était elle aussi prête dès 2013, année où sont parus plusieurs ouvrages d'histoire régionale sur le sujet qui publiés un an plus tard, auraient pu être labellisés.

Ce sont peut-être là des exemples de ce qu'A. Prost appelle « Une mémoire portée par la société. »²¹⁷⁷ De fait, la directrice des archives municipales d'Agde, porteuse du projet labellisé, évalue à une plus d'une centaine d'heures le temps qui a été nécessaire au montage d'un dossier qui aura tout de même permis l'octroi d'une subvention de 4500 euros, argument décisif à sa mise en œuvre. Seule des quatre communes à disposer d'un véritable service où opère un personnel dédié et formé, bénéficiant d'un budget et de locaux spécifiques, rien d'étonnant que, dans ce contexte, la ville se soit seule lancée dans cette démarche qui ancrerait ces initiatives dans un dispositif national. Cette perception de la complexité de l'élaboration des dossiers a d'ailleurs été mentionnée dans plusieurs comptes-rendus départementaux²¹⁷⁸. Dès lors, ce choix national spécifique d'une démarche par projet perçue comme un obstacle, a pu avoir pour effet de défavoriser les petites communes qui n'ont pas les moyens humains et techniques nécessaires en ingénierie administrative pour favoriser la plus grande ville. Etant donné qu'il n'a jamais été demandé de retour de bilan aux porteurs des projets labellisés – ont-ils été seulement mis en œuvre ? - le principe d'une subvention aurait permis peut-être d'éviter ces problèmes logistiques et donc ces inégalités spatiales. Par conséquent, concernant les commémorations dans le canton, une ligne claire sépare la ville d'Agde de ses voisines. La première, dans le cadre d'une démarche programmatique au budget plus conséquent, a organisé une série de manifestations annuelles, prévues et étalées sur cinq années. Bessan, Marseillan et Vias, ont improvisé davantage au fil du cycle un certain nombre d'initiatives en s'appuyant essentiellement sur l'investissement personnel de quelques individus et/ou le dynamisme associatif, tous soutenus par les édiles. Le bilan national enfin fait le constat que « la transformation a

²¹⁷⁷ Propos recueillis par Héloïse Kolebka, dans *Les Collections de l'Histoire* numéro 61, « 14-18, la catastrophe », p.101-104

²¹⁷⁸ Nadia WAINSTAIN, *Bilan territorial du Centenaire de la Première guerre mondiale, 2013-2018, opus cité*, p. 8

été d'autant plus profonde que la commémoration du 11 novembre était – certes pas partout ni pour tous – dévitalisée. »²¹⁷⁹. Que disent alors éventuellement les cérémonies nationales de cette date nationale organisées localement, demeurées sans contestation aucune des prérogatives municipales, d'une éventuelle redynamisation commémorative ? Ont-elles acquis du fait du Centenaire un peu de « vie » et d'innovations ou sont-elles au contraire demeurées, dans une tradition séculaire, peu perméables aux effets amplificateurs et possiblement novateurs du contexte ?

3.3.3.1.2. Autour du maire, les cérémonies du 11 novembre.

La cérémonie du 11 novembre représente par essence le marqueur du déploiement et de l'expression symbolique des pouvoirs politiques officiels, national et local, au plus fin du maillage territorial. Dans un contexte de cérémonies rituelles et protocolaires depuis si longtemps codifiées, ainsi que d'une grande unité politique des quatre maires du canton, quatre hommes réélus en 2014, tous soutenus par le parti *Les Républicains*²¹⁸⁰, on peut se demander à la fois si quelques singularités se sont exprimées et si la dynamique du contexte événementiel a modifié un tant soit peu la dynamique de l'organisation, et si c'est le cas de quelle façon ?

Sans surprise, images et textes confirment d'abord que la cérémonie officielle s'organise partout et toujours autour de la figure du maire ; il est au centre des photographies et du défilé, il clôture les discours par le plus long d'entre eux, il est le personnage clef des comptes-rendus des journaux locaux et municipaux, pour lesquels on constate immédiatement que seuls ceux de 2014 et de 2018 sont inhabituellement plus conséquents. Partout encore les formes restent sans surprise immuables, ou presque ; les cortèges se forment dans la matinée devant la mairie pour se diriger vers le monument aux morts avec quelques variantes entre elles. Le maire de Vias affiche également sa singularité en invitant ses administrés à se rendre à une messe après le départ de la mairie et avant la cérémonie. Dans le contexte post-attentat de 2015, à partir de 2016, il en va de même à Agde. L'édile n'a nulle part expliqué cette modification mais personne non plus ne semble l'avoir demandé. On peut cependant sans difficulté

²¹⁷⁹ Nadia WAINSTAIN, *Bilan territorial du Centenaire de la Première guerre mondiale, 2013-2018, opus cité*, p. 25

²¹⁸⁰ En 2018, le maire de Bessan préfère cependant se représenter « sans étiquette »

interpréter sa geste calquée sur celle de Vias comme une volonté politique d'affirmer les racines chrétiennes de la nation. Ou les siennes. Ce n'est donc pas le Centenaire qui provoque ce changement de grammaire mémorielle locale mais bien davantage le contexte événementiel.

Certaines municipalités innovent cependant à l'occasion spécifique des 100 ans. C'est le cas de Bessan qui en 2014 affine son itinéraire mémoriel dans la ville ; La mairie, qui a rénové le monument du cimetière décide que désormais et de façon définitive c'est devant ce « monument du Souvenir » que sera commémoré le 11 novembre, là où sont enterrés les corps des soldats revenus. La victoire sera célébrée le 8 mai devant le monument du même nom ce qui ne va pas sans critique. La distance à partir de la mairie est en effet bien plus longue pour des porte-drapeaux souvent âgés. Mais de nouveaux moyens de transport de ces acteurs et de leur matériel règlent le problème²¹⁸¹. Ce n'est pas le cas à Marseillan où après avoir organisé les deux premières cérémonies au monument du cimetière, le défilé retrouve son itinéraire habituel, suite aux mêmes remarques. Il fait cependant une halte devant le monument Pierre Roques, ministre des armées en 1916 et enfant du pays, situé à l'entrée des allées qui portent son nom. En 2018, à 11 heures, Bessan et Marseillan sont encore les seules communes à faire sonner le tocsin et les cloches de la commune²¹⁸². Les défilés sont composés des habituels groupes de participants ; conseillers municipaux, membres des associations d'anciens combattants devenues parfois des « associations patriotiques », ce qui permet d'inclure le *Souvenir français*, très présent durant ces cinq années. En 2018, l'Union Nationale des Combattants, créée à Paris, fête ses 100 ans et les discours de leurs représentants à Vias et Agde sont plus longs que d'habitude. Sont encore présents selon les années les conseillers généraux, un député en 2017 à Marseillan, et au moins un militaire. La musique accompagne partout le cortège ou seulement la cérémonie. Elle est martiale à Agde avec les voitures militaires US de l'association *L'escouade*, plus locale avec la Pena Mistral à Marseillan, patriotique et civique, avec la chorale d'amateurs du 3^e âge et de l'école primaire qui entonnent ensemble « La Marche lorraine » à Vias au moins en 2014 et 2015. Une fois sur place, les représentants

²¹⁸¹ *L'Agathois*, 13 novembre 2014, « Bessan célèbre l'armistice du 11 novembre au monument du Souvenir »

²¹⁸² *L'Agathois*, 13 novembre 2018 et *Lo Cridaire*, numéro 59

des anciens combattants suivis du maire prennent la parole et malgré la loi mémorielle du 28 février 2012 qui fait du 11 novembre la commémoration en hommage à tous les Morts pour la France, y diluant la spécificité du premier conflit mondial, tous les articles de presse titrent chaque année sur « la célébration de l’armistice de 1918 ». Au risque de s’y perdre. Gilles d’Ettore, maire d’Agde, ouvre son discours de 2015 de bien étrange façon en proclamant : « Nous sommes réunis ici afin de commémorer ce 11 novembre 1918 qui marqua la victoire des Alliés sur la barbarie nazie », signe peut-être que la routine commémorative s’est installée. Il est vrai, à sa décharge, que six mois plus tôt, les commémorations du 8 mai ont été bien davantage fastueuses. Les discours sont suivis de remises, soit de médailles aux anciens combattants mais ils deviennent rares, y compris ceux d’Algérie, soit d’insignes aux porte-drapeaux des associations patriotiques (2016 à Marseillan ou à Vias en 2015) ou de la Croix rouge (Agde en 2016). La cérémonie se termine partout par un moment convivial, un vin d’honneur offert à la mairie d’où s’échappe l’édile pour répondre à d’autres obligations. Il rend visite aux anciens combattants de l’EHPAD à Marseillan ou à des séances de dédicaces à Agde. Il peut encore, dans le contexte du Centenaire, inaugurer une exposition comme à Vias en 2014 ou à Marseillan de 2015 à 2018. Finalement la journée apparaît avant tout comme un exercice de communication sur l’activité mémorielle intense des édiles sur un sujet éminemment consensuel. Les comptes-rendus des cérémonies de ces cinq années, à la différence de celle de 2013 ou de 2019, ont à cœur de donner un ordre de grandeur justifiant leur succès ; à Vias, elle s’est tenue devant « un public viassois venu en nombre » et « la place était noire de monde »²¹⁸³. Y-a-t-il eu plus de présents du fait du Centenaire et de la publicité qui lui a été donnée ? D’après les pôles communicants des mairies, c’est bien le cas au moins en 2014. Ils évoquent partout des « foules », des « assemblées plus nombreuses », « de mémoire d’ancien combattant, on n’avait jamais vu ça » en 2014 écrit la journaliste de Marseillan²¹⁸⁴ où le « succès s’accroît d’années en années » en 2017. Cette année-là Bessan connaît une « belle affluence ». En 2018, La « foule dense » se retrouve à Bessan et Marseillan où des morceaux de musique sont joués « en hommage aux victimes du terrorisme ». Seule Vias se risque à avancer le chiffre « d’une centaine » en 2018, ce qui est effectivement considérable. De fait sur les

²¹⁸³ Publié le site du journal en ligne *Hérault Tribune*, 20 novembre 2014.

²¹⁸⁴ AMM, *Lo Cridaire*, numéro 40, p 8

photographies couvrant l'évènement, les plans sont plutôt panoramiques et plongeant en 2014 et 2018, plus resserrés et frontaux de 2015 à 2017. Ce qui change peut-être davantage durant ces cinq années, en particulier en 2014, c'est la présence plus importante ou du moins plus renseignée des enfants et des jeunes gens, particulièrement mise en avant dans les comptes-rendus : à Bessan, Vias et Marseillan, ce sont comme habituellement les membres du conseil municipal des jeunes qui participent. Mais à Agde, des élèves de CM2 sont accompagnés du même directeur de leur école, cinq années de suite, les jeunes sapeurs-pompiers volontaires font l'objet d'un compte rendu spécifique à Marseillan en 2017 et 2018 et, à Bessan, des élèves et des collégiens défilent aux côtés des associations d'anciens combattants en 2014 et 2018. Mais faire venir la jeunesse, à qui s'adressent en priorité, comme après-guerre, les messages civiques délivrés, oblige, au moins moralement, les chargés de protocole à ne pas seulement leur faire faire figuration. Les équipes rivalisent dès lors d'imagination ; à Bessan, les collégiens vendent le bleuet pour financer un voyage mémoriel avec la FNACA. À Agde, les élèves de CM2 lisent des poèmes, chantent *Le soldat* de Florent Pagny ou bien encore des extraits de la comédie musicale, *Le soldat rose*, deux textes pacifistes voire antimilitaristes, moments, pour lesquels le service de communication de la mairie a soin de préciser qu'il a été laissé « libre-court » aux écoliers. Concilier des mémoires si diverses en un même temps et un même lieu reste cent ans plus tard une affaire délicate mais réalisable. Magie et grandeur de la République. Les jeunes déposent chacun une rose rouge au pied du monument à Vias à partir de 2015 et à Marseillan, ils lisent la liste des morts inscrits sur le monument, année centenaire par année centenaire, en démarrant donc par les morts de 1914 en 2014, ce qui permet de raccourcir la liste de façon juste et égalitaire, comme il y a cent ans elle avait été gravée. Ceux décédés après 1918 comme ceux des autres conflits sont lus en 2018 afin de n'oublier personne. C'est donc prioritairement pour ce jeune public que la plupart des maires convoquent annuellement la formule rhétorique²¹⁸⁵ et injonctive du « nécessaire devoir de mémoire » ; Ceux de Vias et d'Agde avec ardeur, celui de Marseillan plus discrètement qui mieux renseigné de la grammaire mémorielle en usage²¹⁸⁶, en appelle

²¹⁸⁵ Sébastien LEDOUX, *Le Devoir de mémoire. Une formule et son histoire*, Paris, CNRS Éd., 2016

²¹⁸⁶ *Ibidem*, p. 32

en 2017 à un « devoir de transmission et un travail de mémoire qui conjuguent l'évocation de certains faits du passé et l'indispensable éducation citoyenne ». Il invite pour cela les participants du défilé à se rendre à l'exposition prêtée par l'Historial de Péronne²¹⁸⁷. Le maire de Bessan, plus circonspect sur le « Devoir de mémoire, expression si souvent répétée, si souvent entendue et malheureusement si peu questionnée », lui préfère pour rassembler les citoyens le « devoir de bienveillance ». Pour faire œuvre de transmission, et rassembler les générations et l'ensemble de la communauté autour de valeurs communes, la tonalité des discours varie. À Agde, elle relève d'un registre nettement politique et décliniste dès 2015 où le maire invite ses administrés à œuvrer au « nécessaire redressement » pour « redonner sa grandeur au pays ». Un nationalisme martial est même assumé à partir de 2016 où les références aux attentats se multiplient et où l'adhésion au roman national comme un rempart contre le terrorisme est franchement revendiquée par l'édile, non d'ailleurs sans un certain lyrisme :

« Quand nous étions enfants dans l'école de la République, nos maîtres nous enseignaient sans que cela fasse débat que nos ancêtres étaient des Gaulois, nous étions tous des petits Français, riche d'une mémoire vingt fois séculaire dont nous nous sentions les héritiers ? Vouloir être français, c'est épouser une cause commune, s'inscrire dans la continuité d'un roman national » (...) « Accepter l'idée du sacrifice, ce n'est pas le rechercher mais prendre le risque d'y consentir pour servir l'intérêt commun. Rien à voir avec ces fous de Dieu qui vont à la mort pour y rechercher un hypothétique salut qui ne concerne qu'eux-mêmes, summum d'un vain individualisme »

En 2018, c'est désormais presque sans surprise la Victoire que le maire célèbre : « La France fut victorieuse et c'est cette victoire que nous commémorons (...) La victoire du patriotisme français sur la volonté hégémonique allemande, de la République française sur l'impérialisme germanique ». Partout les points d'affichage municipaux de la ville célèbrent « la Victoire » à travers l'affiche d'un spectacle musical soutenu par la Mairie dont c'est le titre. Marseillan et Bessan préfèrent célébrer la construction européenne, rempart pour la paix. Finalement rien n'a profondément changé durant cinq années concernant les cérémonies du 11 novembre mais chaque élu a pu lors de cette journée affiner et situer davantage politiquement son message

²¹⁸⁷ Compte rendu de la cérémonie du 11 novembre, Lo Cridaire, numéro 52

contemporain au fil des ans et ajuster le rituel. En marge de la cérémonie du 11 novembre, même si l'initiative se solde par un échec, c'est à Vias que la dynamique du Centenaire paraît s'être fait ressentir le plus explicitement et de façon singulière concernant les maires. En 2016 en effet, le jeune édile s'est lancé dans le projet ambitieux qui ne consiste qu'en rien de moins qu'à déplacer le monument aux morts, comme en avait eu l'idée en 2002 son prédécesseur et comme il l'avait été dans les années 1930. Placé au centre de la commune, il gênerait les manifestations publiques dont en particulier la tenue du marché hebdomadaire et inversement en souffrirait, risquant d'être abîmé. Jordan Dartier propose donc un projet déjà très abouti d'aménagement des abords de l'église Saint-Jean-Baptiste mais qui relèguerait légèrement en périphérie la belle statue²¹⁸⁸. Il s'attire immédiatement les foudres des représentants de trois associations d'anciens combattants plutôt classées à gauche, l'ARAC²¹⁸⁹, l'ACPG²¹⁹⁰ et la FNACA²¹⁹¹, qui estiment que « l'emplacement actuel du monument ne gêne personne et que le parvis de l'Eglise Saint Jean Baptiste classée Monument Historique ne devrait avoir comme vocation prioritaire que le recueillement et les cérémonies »²¹⁹², le président de l'ARAC évoquant solennellement un « déplacement qui se rapproche de la profanation d'un passé douloureux »²¹⁹³. Après quelques échanges et péripéties, « dans un souci de conciliation » et face à cette opposition, le maire renonce finalement à son projet²¹⁹⁴. Le conflit d'usage n'aura pas lieu. Il se replie dès lors sur l'initiative plus modeste mais très visible dans le paysage urbain qui atteste de sa bonne volonté patriotique qui consiste à faire nettoyer la statue. Le maire de Bessan avait été précurseur sur le sujet en 2014 au cimetière et en 2015 sur l'avenue de la Victoire. Faute d'avoir pu le déplacer, l'édile viassois annonce le 10 octobre 2017, à propos de « ce véritable symbole du devoir de mémoire » qu'il « est important de maintenir cet édifice en état, afin de ne jamais oublier les combattants

²¹⁸⁸ « Faut-il déplacer ou pas le monument aux morts ? » Midi Libre, 18 mai 2016, en ligne sur <https://www.midilibre.fr/recherche?q=vias+monument+aux+morts>

²¹⁸⁹ Association Républicaine des Anciens Combattants

²¹⁹⁰ Association des Combattants Prisonniers de Guerre

²¹⁹¹ Fédération Nationale des Anciens Combattants d'Algérie

²¹⁹² Journal en ligne *Hérault tribune*, 18 mai 2016 et 21 mai 2016

²¹⁹³ Jean Gaillard, Président de l'ARAC Vias, dans *Hérault-tribune*, 12 septembre 2016

²¹⁹⁴ Journal en ligne *Hérault tribune*, <https://herault.tribune.fr/26> mai 2016

Viassois tombés pour la Liberté » et annonce donc solennellement ce jour-là la fin de l'opération de nettoyage²¹⁹⁵. C'est bien davantage par le soutien aux acteurs associatifs et privés que les édiles ont inscrit leurs actions commémoratives aussi diverses que variées, souvent sans coordination entre elles, dans la dynamique du Centenaire qui, en s'inscrivant elle-même dans une longue séquence et dans un territoire de proximité, a pu créer un effet d'entraînement où les initiatives successives se sont nourries des précédentes ou des voisines. Les différences conséquentes de moyens mis en œuvre entre le chef-lieu de canton et ses voisines invitent cependant à distinguer Agde des trois autres communes.

3.3.3.2. Les commémorations d'un cycle de cinq ans.

3.3.3.2.1. Au chef-lieu, le service municipal d'archives en chef d'orchestre.

Le service municipal des archives, en portant le projet commémoratif sur la commune inscrit dans un dossier de labellisation, s'est imposé comme le moteur d'un dispositif qui articulait des actions et des acteurs très différents, qu'il s'agisse d'associations patrimoniales ou culturelles, du spectacle vivant, de nombreux établissements scolaires ainsi que des acteurs privés, y compris des individus. Une synthèse en a été dressée en novembre 2018 sur laquelle s'appuie en grande partie cet inventaire²¹⁹⁶. Il en ressort, qu'outre la plus grande importance des moyens mis en œuvre, la spécificité agathoise repose à la fois sur la priorité donnée dans un premier temps à la collecte professionnelle de fonds privés qui s'est traduite par le prêt ou le don de milliers de documents, puis de façon simultanée parfois, sur leur valorisation, au travers d'importantes manifestations publiques. Les archivistes se sont appuyés pour cela sur des pratiques antérieures suscitées par leur intérêt particulier pour les fonds privés, en particulier iconographiques et sur une expertise acquise notamment lors des commémorations de 2007 concernant la révolte du Midi et celles de 2009 concernant le camp agathois de républicains espagnols ouvert en février 1939 dans la commune. La

²¹⁹⁵ Journal municipal en ligne, <http://www.vias-mediterranee.fr/> 11 octobre 2017

²¹⁹⁶ AMA, tapuscrit non classé, Bérengère Bonnaud, « Une collecte agathoise, le fonds 1914-1918 des archives », 2018.

collecte de fonds privés qui concernent spécifiquement 14-18 s'est déroulée en deux longues séquences dont la première a eu lieu hors du Centenaire. La première a débuté dès septembre 2007 auprès des collectionneurs habitués du service des archives, mais aussi auprès de particuliers, dans des cercles d'interconnaissances de proximité, essentiellement par bouche-à-oreille. Cette première vague de contributions s'étage de 2007 à 2013, année où a commencé officiellement « La Grande Collecte » nationale. La deuxième séquence a donc eu lieu dans ce cadre, dans un temps plus long que ceux prévus nationalement mais intégrant les jours prévus par les dispositifs, européen en 2013 et national en 2014. Nationalement, dans un premier temps, plus de 20 000 personnes ont répondu à cet appel à se rendre dans un des 150 services d'archives participants. 1 600 000 fonds d'archives ont ainsi été déposés ou donnés en quelques jours, et quelque 325 000 documents ont été numérisés lors de la première édition à dimension européenne de la Collecte Europeana qui a eu lieu du 9 et 16 novembre 2013. Mais localement, il s'est avéré que cette première édition lancée par la Bibliothèque numérique européenne avec la volonté de créer une base de données consultable par tous présentait des conditions peu protectrices pour les contributeurs, les prévenant explicitement de ce à quoi ils s'engageaient par cette mise en garde :

« Vous autorisez quiconque à utiliser la reproduction du document apporté comme il le souhaite. Vous autorisez quiconque à utiliser la description du document que vous fournissez pour les moteurs de recherche comme il le souhaite, sans condition. J'accepte les termes et conditions. Si vous ne les acceptez pas, ne proposez pas de contenu ou de récit à Europeana. »

Les archivistes ont rapidement constaté que ces termes du contrat s'avéraient par trop décourageants et vouaient la démarche à l'échec. Par conséquent, elles ont proposé une alternative par le biais de deux formulaires ; soit le dépôt avait lieu avec l'adhésion aux conditions d'Europeana, soit les droits d'utilisation n'étaient accordés qu'aux archives municipales d'Agde. C'est cette option qui a été choisie unanimement parce qu'elle limitait l'exploitation des documents aux projets culturels et pédagogiques locaux ainsi que leur reproduction et surtout les dépositaires avaient accès à un droit de suite. L'appel lancé médiatiquement à l'échelle nationale, associé à ceux diffusés dans la presse locale, ont été suffisants pour qu'une dizaine de particuliers franchissent pour la première fois le seuil du service. Dans un deuxième temps, une deuxième édition à dimension uniquement nationale cette fois de « La Grande Collecte » s'est déroulée les

14 et 15 novembre 2014, menée par le Service interministériel des Archives de France, en partenariat avec la Mission du Centenaire de la Première guerre mondiale et la Bibliothèque nationale de France, en lien avec le lancement des commémorations du Centenaire, à grands renforts de communication nationale dont de nombreux spots télévisuels. Si l'essentiel de la collecte de l'ensemble des documents – 73 % des lots et 83 % des documents – s'est déroulé en dehors des dates précises des campagnes officielles, son succès a néanmoins bénéficié du contexte médiatique, comme l'ont souligné certains donateurs. De plus, les collectes ont incité par la suite à des dons sur d'autres thèmes que la Grande Guerre. Quelques lignes de force se dégagent de cette double initiative. Elle s'impose sans surprise d'abord comme un geste de proximité qui a concerné une trentaine de personnes dont 77 % de contributeurs agathois et 23 % d'Héraultais. 23 % étaient des collectionneurs et 77 % ont déposé des documents familiaux auxquels ils restaient attachés puisque il y a eu 89 % de prêts et 11 % de dons seulement. 100 % des lots concernaient des soldats et leur famille ; c'est donc dans ce sens restreint aux militaires qu'a été semble-t-il entendu l'appel. Concernant la nature des lots, les documents concernent une majorité de correspondances - 86 % - et de photographies - 11 % -. Parmi les épistoliers, les soldats mobilisés sont majoritairement agathois - 53 % - ou issus des communes qui forment aujourd'hui le regroupement de « l'agglo », soit les deux cantons d'Agde et de Pézenas sans Marseillan. Ces soldats étaient très majoritairement cultivateurs – 51 % - et donc mobilisés dans l'infanterie – 40 % - mais on compte 20 % d'artilleurs, 13 % de marins et 27 % de territoriaux. La majorité est revenue vivante (75 %). Finalement, les auteurs de ces écrits sont sur bien des points, représentatifs des soldats du canton en 1914-1918. Le traitement de plus de 4000 documents a nécessité un important travail de numérisation, de remise en ordre chronologique sommaire, de cotation et de catalogage dans la base de données accompagnés de leur description sans compter le travail sur certaines photographies. Le fait qu'en 2021 ce classement et sa mise en ligne sur le site Internet de la ville soient toujours en cours révèle l'ampleur de cette collecte. La valorisation partagée des dons ou prêts temporaires s'est traduite par une succession de trois expositions originales en 2014, 2015 et 2016, reprises en partie les deux années suivantes dans différents lieux de la ville. « 14-18. Agathois dans la Grande Guerre » proposait 19 panneaux didactiques présentés à la médiathèque qui avait servi d'hôpital militaire complémentaire de 1914 à

1917. Ils ont ensuite fait l'objet de prêts à la demande dans tous les établissements scolaires de « l'Agglo ». L'année suivante, « 14-18. Témoignages du front. Lettres & photographies » résultait d'une volonté affirmée de mettre en valeur la seconde vague de collectes par 75 panneaux de photographies associées à des extraits relativement courts de correspondances ou de carnets de guerre. En 2016, « 14-18. Agde-Le Front. La vie quotidienne des Agathois pendant la Grande Guerre » s'adressait uniquement aux scolaires et reprenait des éléments des expositions précédentes, accompagnées de nouveaux objets et de documents collectés. Malgré l'absence de service éducatif, ces trois expositions se sont accompagnées d'un travail conséquent à l'intention des enseignants et des élèves par le biais de dossiers pédagogiques et de livrets-jeux, le public ciblé étant avant tout scolaire. De fait la première exposition a accueilli en deux mois un millier de visiteurs dits « grand public » et 1263 élèves provenant de 48 classes du CM1 aux 1ères, la seconde encore quelque mille visiteurs et 19 classes du CM1 aux 1ères, soit 458 élèves, malgré la semaine d'interruption consécutives aux attentats du 13 novembre qui ont activé le plan Vigipirate et la dernière, 14 classes et quelques 605 visiteurs malgré cette fois deux journées d'alerte rouge intempéries qui interdisait toute sortie scolaire. L'intérêt du public, en particulier celui des enseignants, ne s'est donc pas démenti sur la durée dans l'utilisation de ces ressources.

La valorisation a encore abouti en 2014 à l'organisation conjointe du colloque annuel de l'association d'histoire locale, le GRHISTA, qui pour l'occasion s'était dotée exceptionnellement d'un conseil scientifique. Les témoignages recueillis ont aussi participé des dialogues du spectacle itinérant proposé par la troupe de théâtre amateur *Le cheval Marin* intitulé « Adieu la vie, adieu l'amour ». Une autre association de théâtre amateur, *Agde Belle Epoque*, née plus tardivement, a monté et présenté de façon indépendante en 2018 un second spectacle intitulé « La Victoire »²¹⁹⁷. Diverses publications ont encore vu le jour ; En 2014, un catalogue accompagne l'exposition « 14-18. Agathois dans la Grande Guerre », en 2015, les actes du colloque de 2014 sont publiés sous le titre : « 1914-1918. L'Agadès dans la guerre » et en 2016, la correspondance du couple de jardiniers agathois Paul et Marie Loubet issue du fonds

²¹⁹⁷ Présentation sur

<https://www.ville-agde.fr/agenda/culture-patrimoine/agenda/1918-la-victoire-spectacle-et-exposition>

privé du collectionneur décédé Franck Bancal, mise en valeur par l'exposition de 2014, est labellisée séparément et éditée. Pour tenter encore de maintenir ces commémorations agathoises à l'interstice du festif et du scientifique, des universitaires ont été invités et ont accepté gracieusement de tenir des conférences qui sont l'occasion pour certains de présenter leurs ouvrages. Jean Sagnes et Jean Jaurès, Jules Maurin et les poilus languedociens (2014), Frédéric Rousseau et le patriotisme (2014 et 2018) et enfin Béatrix Pau à propos du retour des corps des soldats décédés (2016). La place des élus a été discrète : les adjointes au patrimoine et à la culture ont inauguré chacune de ces manifestations et ont confirmé à chaque initiative le soutien logistique de la mairie. Dans les trois autres communes les démarches ont été différentes, les élus étant des acteurs essentiels de la dynamique commémorative y compris hors cérémonie, soit pour l'impulser, soit pour la soutenir.

3.3.3.2.2. Ailleurs, de multiples initiatives associatives.

Chacune des trois autres communes avait commencé à préparer le déploiement de dispositifs commémoratifs dès 2013. Mais dans le contexte des élections municipales de 2014, si les mêmes maires et une grande partie des équipes municipales sont réélus, ce n'est pas le cas de Bessan où est arrivé un nouveau conseil qui a immédiatement suscité par relations d'interconnaissances la constitution d'une association patrimoniale, *La Guilde2Bessan*. Cette dernière s'est proposé de prendre en charge une exposition pour l'année 2018 dans le cadre d'une grande semaine mémorielle publique autour du 11 novembre. Sur ce point, la commune a fait exception parmi celles du canton où les manifestations ont démarré dès 2014. Ceci étant, partout, acteurs publics et associatifs se sont entendus autour de l'organisation d'expositions montées avec l'aide logistique des services municipaux dans les plus grandes salles municipales.

L'unité de temps constatée durant cinq années a été remarquable qui s'étendait sur environ deux mois, comme à Agde d'ailleurs, de fin septembre à fin novembre, soit du mois des journées nationales du patrimoine - autre date commémorative nationale qui a été ainsi investie à cette occasion par le Centenaire - jusqu'à la fin du mois de novembre, incluant logiquement la date mémorielle du 11.

Ce choix a le mérite de souligner la dimension très concrète des initiatives qui relèvent en grande partie du patrimoine local familial et communautaire placé pour l'occasion dans l'espace public et qu'il a fallu retrouver puis mettre en valeur. Comme Agde, Vias et Marseillan ont toujours proposé des expositions gratuites ; à Vias ce sont les agents municipaux qui ont été sollicités, aidés de quelques particuliers, « passionnés d'histoire », tandis qu'à Marseillan, ce sont les membres de l'importante et dynamique association *Marseillan d'hier et d'aujourd'hui*. « Les Viassois dans la Guerre 14-18 » constituée de huit panneaux pédagogiques mêlait documents locaux et plus généraux issus à la fois de recherches dans les fonds municipaux et de quelques archives privées. En 2016 puis 2018, les mêmes « passionnés d'histoire » ont proposé des conférences aux titres prometteurs ; « Vias à la Belle Epoque » ou « Cette guerre qui nous changea ». Entre ces deux dates, le Souvenir français a présenté une exposition qui a tourné dans les communes de Vias et Marseillan en 2015 et 2017, tandis que l'éditeur biterrois Alain d'Amato présentait sa propre exposition interactive multimédia, composée d'une vingtaine d'écrans et casques audio « 1914-1918, les hommes les mots la guerre » à partir des recherches effectuées pour son ouvrage de photographies colorisées. Les quatre communes l'ont accueillie selon des modalités diverses durant ces cinq années.

Ce sont les membres de l'association *Marseillan d'hier et d'aujourd'hui*, soutenue par la mairie, qui ont joué le rôle moteur des manifestations dans leur commune à partir de 2014. La première exposition a mis à l'honneur les quelques 179 soldats décédés dont les membres ont retracé les itinéraires individuels qui ont fait l'objet d'un tapuscrit. L'association agathoise *Le Cheval marin* était invitée à ouvrir le cycle par son spectacle « Adieu la vie, Adieu l'amour » qui mêlait théâtre et chant pour évoquer « un des plus durs conflits qu'ait connu l'humanité ». Chaque année l'association a exposé avec l'aide de la mairie des documents et des objets souvent personnels, réunis par les uns et les autres de ses membres au fil des années. En 2018 cependant, l'association a fait une pause en accueillant les panneaux d'une exposition prêtée par L'Historial de Péronne²¹⁹⁸. Marseillan s'est caractérisée encore par son endurance avec un dernier

²¹⁹⁸ Journal en ligne *Hérault Tribune*, 5 novembre 2018

rendez-vous consacré à la Grande Guerre en novembre 1919, rendant une nouvelle fois hommage cette fois, aux 192 soldats marseillanais, treize ayant été retrouvés en quatre ans de recherche. Livrets militaires, lettres, cartes postales, décorations, et objets des champs de bataille exhumés des greniers ainsi que « deux superbes motos de 1918 de la collection des frères Delpech » ont occupé les marges d'un espace consacré à l'installation d'Alain d'Amato²¹⁹⁹. Bessan est la seule des quatre communes à avoir concentré sur l'automne 2018, l'ensemble des manifestations publiques organisées de façon très conjointe par la municipalité et l'association patrimoniale *La Guilde2Bessan, Patrimoine et Traditions*. C'est le jeune élu à la culture, 24 ans, Ronny Dépature, qui a coordonné l'ensemble des initiatives qui s'ouvraient le 15 septembre, début des journées du patrimoine – et se clôturait par une « semaine mémorielle » à la fin du mois de novembre. *La Guilde2Bessan* proposait dans la salle des fêtes, une exposition intitulée « Bessan et les cent ans de la première guerre mondiale. 1914-1918 » qui présentait quelques correspondances, de nombreuses cartes postales du village, des objets et les portraits des Bessanais morts pour la France. Les manifestations ont été parfois l'occasion de solliciter les descendants des figures locales ; ceux du sculpteur Auguste Azéma ont ainsi prêté pour l'exposition bessanaise deux maquettes des monuments aux morts. Comme à Vias, l'association a pris en charge une visite guidée du centre-ville historique pour découvrir ou redécouvrir « le cœur de ville et ses richesses » au début du XXe siècle dont l'urbanisme a été assez peu modifié, attestant une fois encore de la volonté d'ancrer cette histoire dans des paysages de proximité. Un spectacle associant chants et lectures théâtralisées de lettres « d'écrivains combattants », proposées par la bibliothèque municipale s'est déroulé en nocturne devant le monument de la Victoire²²⁰⁰. Le marché hebdomadaire de plein air est devenu le théâtre d'une déambulation costumée par les membres de l'association Agde *La Belle Epoque* et une conférence a été organisée par la Bibliothèque Renée Petit avec Jacques Bonnet intitulé « Jean-Jaurès face à la guerre » tandis que Guilhem Secondy, professeur d'histoire au collège de la commune et coauteur de « *Les Héraultais dans la Guerre de 1914-1918* », est venu présenter son ouvrage paru en 2013. Là encore chacune de ces manifestations a

²¹⁹⁹ Journal en ligne, *Hérault Tribune*, 5 novembre 2018

²²⁰⁰ Journal en ligne, *Hérault tribune*, 24 octobre 2018

été suivie d'un goûter offert par la municipalité. Simultanément, *le Souvenir Français* a exposé ses photos dans l'ancienne salle du conseil municipal, comme il l'avait fait les années précédentes à Vias. Partout enfin, les enseignants de l'ensemble des établissements de la commune ont été invités à emmener leurs élèves. *La guilde*²*Bessan* encore innovait avec la reconstitution approximative d'une tranchée dans la salle des fêtes par laquelle sont passés tous les écoliers et collégiens et qu'importent les mises en garde d'Antoine Prost pour lequel « tenter de revivre et de faire revivre ce que (les soldats) ont vécu sous la menace imminente de la mort, c'est leur manquer de respect, au moment même où l'on prétend les honorer »²²⁰¹. Finalement, dans les quatre communes, le cycle des commémorations a bien répondu avec plus de variété, de créativité et d'ambition peut-être, à « une architecture type » nationale dégagée des bilans départementaux par les autrices de la Mission du Centenaire qui,

« avec de multiples variations locales, s'organise autour du 11 novembre et repose sur un pilier, l'exposition. Celle-ci est le fruit d'une étroite collaboration entre la mairie, une ou deux associations, et l'école. Sise généralement dans une salle municipale, elle présente le plus souvent lettres, objets et documents issus d'une collecte locale et fait appel à quelques historiens locaux »²²⁰².

Avec pas moins de 18 expositions de toutes natures en cinq ans, ce dispositif s'impose bien, aux côtés des initiatives autour des monuments aux morts et des recherches sur internet, comme le lieu et la pratique sociale commémorative privilégiée, le musée et la bibliothèque étant inversement les grands absents. Les élèves, des écoliers aux lycéens, en ont été partout les cibles prioritaires ; ils ont donc été confrontés avant tout à des expériences d'individus ordinaires devenus par la longueur et la violence du conflit souvent tragiques, parfois distingués par leurs actes, du chef d'armée devenu Ministre de la Grande Guerre au fusillé pour l'exemple en passant par l'enfant de 10 ans. Leurs écrits et photographies, populaires en majorité, ont contribué à construire, pour les nouvelles générations, la mémoire d'une Grande Guerre qui a représenté une épreuve très lourde et provoqué d'importantes tensions : ces générations ont pu peut-

²²⁰¹ Antoine PROST, *opus cité*, dans Nadia WAINSTAIN, *Bilan territorial du Centenaire de la Première guerre mondiale, 2013-2018, opus cité*, p.20

²²⁰² Nadia WAINSTAIN, *Bilan territorial du Centenaire de la Première guerre mondiale, 2013-2018, opus cité*, p.20

être apprendre comment fonctionne une société en temps de grande brutalité et réfléchir à ce qui a pu rendre possible cette situation. Pour autant, les initiatives ont été multiples et ont impliqué des dizaines d'acteurs, pas forcément en lien entre eux. Et si l'exposition, quelle que soit sa nature, en reste le vecteur privilégié, de façon parfois inflationniste, en son sein et ailleurs, c'est la figure du « poilu » qui a représenté le cœur des sujets et le fil directeur de l'ensemble des commémorations.

3.3.3.3. Partout des figures de poilus.

3.3.3.3.1. Un lieu de mémoire élastique.

« Nous avons tous un arrière grand-père ou un grand-père ou un grand-oncle qui s'est battu à Verdun, dans la Marne ou sur la Somme »²²⁰³ proclamait le maire d'Agde, deux ans avant un grand hebdomadaire national qui titrait « tous enfants de poilus »²²⁰⁴, n'hésitant pas à prendre quelque liberté avec la réalité. Même référence, encore plus tôt, en 2014, sous la plume des membres de l'association *Marseillan d'Hier et d'Aujourd'hui* qui introduisaient ainsi leur tapuscrit présentant les soldats de la commune décédés pendant le conflit : « Nous avons tous, qui un grand-père, qui un grand-oncle, qui un grand-cousin qui a combattu qui a été blessé ou qui est mort dans cette guerre (...) nos ancêtres, bien plus qu'un nom sur un monument. »²²⁰⁵. Officiel ou associatif, Le corps social communal et peut-être national tout entier, le temps d'une cérémonie ou d'une commémoration est devenu une grande famille en deuil de ses ancêtres les poilus, déclinés en figures individuelles, collectives ou en une seule entité, figures rassembleuses grâce à leur capacité à convoquer la nation jusque dans l'intimité familiale, traversant toutes les strates d'une société, atteignant le cœur de ses abysses. Pour Nicolas Offenstadt, si ces figures sont si systématiquement mobilisées quand il s'agit de commémorer 1914-1918, c'est qu'elles sont aujourd'hui « éminemment appropriables et œcuméniques. »²²⁰⁶ Les communes du canton n'ont pas fait exception à

²²⁰³ Discours de Gilles D'Ettorre, *L'Agathois*, 17 novembre 2016

²²⁰⁴ Paris Match, numéro hors-série, 2 novembre 2018

²²⁰⁵ Association Marseillan d'Hier et d'Aujourd'hui, *Nos ancêtres de 1914*, 2014

²²⁰⁶ Nicolas OFFENSTADT, « Pratiques contemporaines de la Grande Guerre en France. Des années 1990 au centenaire », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 113 - 114, no. 1-2, 2014, p. 91-99.

cette convocation en s'appuyant sur les possibilités très élastiques dans ses usages du terme de « poilu ». De qui parle en effet celui ou celle qui l'utilise ? Des seuls troupiers qui ont connu l'expérience des tranchées comme y invite une recherche simple sur les images du web ? Uniquement des fantassins ou bien encore de tous les civils devenus soldats en 1914-1918 ? Est-ce juste un synonyme de soldat ou au contraire une notion qui regroupe tous les combattants de la Grande Guerre ? Combattant devenu encore symbole de l'endurance et du courage, de l'expérience militaire adossée à la virilité ? Combattant qui possède pourtant un caractère de proximité familiale et géographique, un ancêtre si proche, présent dans des musées familiaux, exposés dans l'espace public à l'occasion des commémorations ? Il semble bien qu'il s'agisse de tout cela à la fois, ce qui peut contribuer à expliquer la grande fréquence de sa référence comme objet de mémoire mais également de deuil et de célébration quelle que soit la manifestation.

Terme élastique et usage plastique. Seuls ou en groupes, en photos, en textes, en pierres gravées, en mannequins de résine, en fiche matricules ou de décès sur internet, au fond de tranchées reconstituées, les poilus sont partout dans les représentations qui commémorent la guerre du canton, sans forcément être convoqués à l'appui d'un message. Et finalement, il y a eu à la marge, une part ludique dans ces commémorations, aspect omis des bilans, au sens où « la motivation du jeu n'est pas l'action efficace sur la réalité mais la libre expression des tendances instinctives, sans aucun contrôle d'efficacité pragmatique »²²⁰⁷ même si elle contribue à une certaine amoralité.

Les 11 novembre, devant tous les monuments aux morts de France, depuis 2012, ce sont désormais en principe tous les soldats morts pour la France qui sont célébrés et de fait un quart du discours du maire d'Agde en 2018 est consacré aux soldats en opération au Mali « qui affrontent le totalitarisme islamique qui ne poursuit qu'un seul objectif celui de nous détruire. » Mais immédiatement la métaphore des tranchées est filée qui renvoie à la Grande Guerre, à même d'instaurer une filiation directe : « Chaque démission de notre part correspond à une colline abandonnée. Aussi nous ne devons plus reculer pour reconquérir le terrain perdu »²²⁰⁸. Pour l'édile, le poilu reste le père-fondateur du soldat

²²⁰⁷ Dictionnaire en ligne, <https://www.cnrtl.fr/definition/ludique>

²²⁰⁸ *L'Agathois*, 17 novembre 2016, Gilles d'Ettore, discours du 11 novembre 2018.

de la France républicaine et qu'importe si la moitié des soldats au moins n'a pas connu l'expérience des premières lignes. Aussi, durant cinq années au moins, ce sont bien les soldats de 1914-1918 qui se retrouvent au centre de la quasi intégralité des cérémonies ; devant le monument aux morts, dans un premier temps, les enfants ou adolescents ne lisent à voix haute que la liste des victimes de 1914-1918. Il est vrai que, visuellement au moins, elle s'impose par le nombre démesuré de noms gravés sur le marbre. C'est donc un groupe que l'on honore, comme après –guerre, celui des défenseurs sacrifiés de la Patrie agressée, ce qui permet de réactiver peut-être le mythe politique immuable de l'union sacrée, celui du temps où « Les Français étaient unis dans un même idéal. »²²⁰⁹ Partout, les discours des édiles insistent, parfois de façon inflationniste, sur leur nombre impressionnant qui peut aller jusqu'à 1,5 million de morts et 3 millions de blessés à Vias en 2015 voire 1, 7 millions et 4 millions de blessés à Agde en 2016, comme si l'ampleur de la catastrophe devait déterminer l'ampleur de l'endettement moral des vivants. C'est d'ailleurs ce que souligne explicitement le maire d'Agde quand il proclame que « Nous avons pour ces millions de grands Français une dette imprescriptible. »²²¹⁰ Pour autant, la mémoire des poilus sacrifiés est porteuse de messages différents selon les valeurs politiques investies, y compris de la part d'élus ayant les mêmes filiations. À Vias comme à Agde, c'est l'endurance des fantassins dans les tranchées qui est mise assez classiquement au service de l'expression du patriotisme : « Où avaient-ils trouvé la force et l'abnégation ? » interroge l'édile agathois pour immédiatement répondre « Au cœur de cet engagement, il y avait l'amour de la Patrie, ce sentiment ancré dans la certitude qu'il n'y a rien de plus grand que la nation et que l'attachement qui nous lie à elle »²²¹¹. En 2016, après le rappel de la bataille de Verdun, le même élu souligne que « ce sacrifice immense, les Français y avaient consenti par amour de la Patrie mais aussi avec la conviction ancrée au plus profond d'eux-mêmes de la supériorité de notre modèle républicain »²²¹². Le jeune maire de Vias, 28 ans, Jordan Dartier salue sur le même mode « le sacrifice de tous les combattants de la nation » et continue même sur un mode spirituel : « Des vies ont été

²²⁰⁹ *ibidem*

²²¹⁰ *L'Agathois*, 17 novembre 2016, discours de Gilles d'Ettore, maire d'Agde,

²²¹¹ *L'Agathois*, 16 novembre 2015, discours de Gilles d'Ettore, maire d'Agde

²²¹² *L'Agathois*, 17 novembre 2016, discours de Gilles d'Ettore, maire d'Agde,

données pour que la France demeure, pour que la république perdure... Ce don est sacré. »²²¹³ Le ton diffère à Marseillan et Bessan où les maires préfèrent le message de paix et de solidarité, comme après-guerre, à l'image du second :

« Nous savons que l'esprit de conquête, l'envie de revanche et sans doute l'incapacité des dirigeants politiques à préserver la paix ont fait des millions de morts. Ces poilus furent souvent contraints mais ils nous enseignent la solidarité, la paix »²²¹⁴

Par conséquent, ces appropriations idéologiques et politiques se traduisent par des options différentes quand il s'agit de dégager une seule figure exemplaire du « réservoir iconographique »²²¹⁵. Le patriote édile viassois préfère ainsi nettement les militaires revenus vivants : en marge de la cérémonie de 2014, il rend un hommage solennel à Alphonse Redon, propriétaire viticulteur, né à Vias le 31 décembre 1884, poilu le plus décoré du département d'après les auteurs de « Les Héraultais dans la Guerre de 14-18 »²²¹⁶. Fantassin mobilisé dans le 296^e RI puis à sa dissolution dans le 225^e RI comme Louis Barthas, il a comme lui traversé la guerre à peu près indemne. Selon sa fiche matricule, le soldat a fini sergent-fourrier, bardé de trois citations. Son dossier de titulaire de l'ordre de chevalier de la Légion d'honneur lui en accorde six en 1952. Il a été honoré de la Médaille militaire en 1919 pour « son courage et son comportement héroïque au sein de la 131e brigade pour laquelle il a reçu plusieurs citations » ; le discours de l'édile lui en octroie 11 et précise qu'il a fini « capitaine de réserve ». Soldat exceptionnellement décoré donc mais aussi citoyen engagé, militant radical-socialiste, élu municipal à son retour, cette figure exemplaire ne doit l'ensemble de ses promotions qu'à son mérite et à ses qualités militaires. Alphonse Redon, enfant du pays, s'impose alors comme le parfait « héros ordinaire », oxymore signifiant, ancré dans son territoire mais prêt à mourir pour la République qui en retour a reconnu ses talents, notamment militaires. Une plaque bleue est donc dévoilée ce 11 novembre 2014 accompagné du discours de l'édile qui insiste sur "l'importance de commémorer ce

²²¹³ *L'Agathois*, 17 novembre 2016, discours de Jordan Dartier, maire de Vias.

²²¹⁴ *L'Agathois*, 18 novembre 2017, discours de Stéphane Pépin-Bonnet, maire de Bessan

²²¹⁵ Nicolas OFFENSTADT, « Pratiques contemporaines de la Grande Guerre en France. Des années 1990 au Centenaire », *opus cité*

²²¹⁶ L., G. et J.- L. SECONDY, *Les Héraultais dans la Guerre de 14-18*, *opus cité*, p. 233-234

héros et d'avoir un éternel devoir de mémoire à l'image de la grandeur de la France"²²¹⁷. En 2016, la figure d'un ancien habitant de Vias, Louis de Goÿs de Mezerac, héros de l'aviation devenu Général, est à nouveau mise en avant - une plaque odonymique à son nom a été apposée en 1983 sur une avenue ⁻²²¹⁸, par le rappel de ses exploits et la publication d'une plaquette le concernant. Sans nul doute, à Vias, le ton et le geste sont plus cocardiers que dans les trois autres communes, à l'image du seul coq qui orne les monuments du canton. Cependant, Agde finit le 25 septembre 2018 par honorer « d'un grand nom de la République et de la Victoire », Georges Clemenceau, figure pourtant plutôt en disgrâce dans le Midi depuis 1907, mais uniquement du nom d'un rond point à la sortie de la ville, signe certainement de négociations serrées. Inversement les maires de Bessan et de Marseillan font le choix en 2016, sous l'impulsion des responsables de l'association *Marseillan d'hier et d'aujourd'hui*, d'honorer au pied du monument aux morts de Marseillan d'où il était originaire, le nom de Félix Milhau, le jeune soldat ouvrier agricole installé à Bessan, fusillé en mai 1916, en présence de ses descendants qui ne savaient absolument rien de son histoire²²¹⁹. Ces deux maires mettent davantage en avant encore l'importance des morts et la douleur du deuil dans la commune pour délivrer des messages de paix. Dans ce registre, la commémoration la plus spectaculaire, voire la plus innovante, encore visible sur des blogs privés²²²⁰, revient sans conteste à l'initiative du jeune adjoint à la culture de Bessan. Durant un mois, dans la rue principale qui conduit au centre-ville et accueille le marché, d'immenses toiles représentant chacune sur fond de couleurs nationales, un soldat de la commune mort en 1914-1918 ont flotté au vent. Créant un effet troublant de mouvement, comme si les poilus envahissaient la voie, il se dégageait de l'installation un sentiment d'étrangeté tandis que certaines familles retrouvaient les immenses visages de leurs ancêtres dans l'espace public. Les manifestations du Centenaire ont ainsi fait sortir les photographies privées des foyers pour des expositions totalement inédites venant lumineusement confirmer selon l'analyse de Susan Sontag que « la photographie ne se contente pas de

²²¹⁷ *L'Agathois*, 18 novembre 2014, « Rubrique Vias », p.5

²²¹⁸ AMV, Journal municipal, « Mon Vias », numéro 127, novembre 1983

²²¹⁹ 13 novembre 2016, en ligne sur <https://www.herault-tribune.com/articles/bessan-marseillan-retour-sur-lhommage-de-la-ville-de-marseillan-a-felix-milhau>

²²²⁰ Visibles sur les sites <https://vimeo.com/290054819/> et <https://vimeo.com/290225135>

reproduire le réel, elle le recycle ; processus clef des sociétés modernes. Sous formes d'images photographiques, événements et choses se voient assigner de nouvelles utilisations, de nouvelles fonctions »²²²¹ Et cela sur plus d'un siècle.

Enfin, en dehors des manifestations officielles, même s'il est très difficile de séparer à l'échelle communale, les commémorations officielles de celles qui ne le sont pas, la longue dynamique du Centenaire a permis un investissement mémoriel communautaire et individuel qui est passé à la fois par la généalogie et par l'importance d'objets-reliques ou de simples souvenirs familiaux, placés pour un temps dans l'espace public. Mais il semble encore que l'étirement de la séquence mémorielle sur cinq années ait permis des initiatives par effet d'imitation ou de simple mode.

3.3.3.3.2. Un objet d'histoire familiale et communautaire.

Histoire nationale, locale, communautaire ou familiale, quelle que soit l'échelle choisie le poilu est là. Il fait l'objet d'investissements collectifs par des acteurs du souvenir très divers à partir d'un ancrage géographique fédérateur qui n'empêche pas qu'y soient inclus des investissements personnels. Mais ce qui est notable c'est qu'ils ont produit davantage de connaissances historiques à l'issue de ces cinq années. Mémoire et Histoire ont donc à l'occasion fait bon ménage. Ce sont ainsi les descendants de Pierre Roques qui prennent la parole à Marseillan tous les 11 novembre pour préciser « à quel point leur ancêtre était soucieux du sort des soldats » et c'est un chercheur local qui en rédige la biographie²²²². Dans la même commune, en 2016, la petite nièce du capitaine Maffre de Beaugé, salue publiquement la mémoire du capitaine d'infanterie tué en 1915²²²³. Le même journal local qui en fait le compte rendu en profite encore pour souligner en mai 2016 que les hommages individuels rendus honorent à la fois « un Marseillannais fusillé injustement et un Marseillannais ministre de la guerre ». Œcuménique est la mémoire, consensuelle la politique locale. Les initiatives ponctuelles, privées ou communautaires les plus diverses se sont multipliées autour de la recherche d'histoires de soldats. Ainsi, en 2015, ce sont des membres de la

²²²¹ Susan SONTAG, *Sur la photographie, opus cité*, p.116-117

²²²² Alain SAGNES, « Le Général Roques, Marseillannais et ministre de la Guerre », dans Jean SAGNES (dir.), *1914-1918, L'Agadès dans la guerre*, 2015, St Estève, p 39-95.

²²²³ Lou Cridaire, numéro 44, 2015 et 52, 2016, p.9

communauté gitane qui ont recherché leurs mobilisés et compté leurs morts à Agde ; Antoine Mathieu tombé à Tahure en octobre 1915 et Mathieu Patrac en Belgique. De son côté, le responsable du *Souvenir Français* de Marseillan s'est lancé dans la réalisation de plaques émaillées individuelles portant le portrait des militaires « morts pour la France » de la commune, sur le modèle de celles qui ornait le caveau collectif à la sortie de guerre. Ces nouvelles plaques, qui coûtent « 75 euros pièce », ont été placées sur la nécropole du cimetière communal à côté des anciennes. Le comité a effectué des recherches sur chaque poilu afin de retrouver les photographies de ces 192 combattants en collaboration avec l'association *Marseillan, d'hier et d'aujourd'hui*. Mais toutes les photos n'ont pas été retrouvées et un tiers des plaques se présentent sans le portrait. Ce projet, financé encore par un service privé de pompes funèbres – autre acteur des commémorations - ainsi que la municipalité doit s'achever en fonction des financements disponibles. Mais ce sont surtout partout les membres des associations patrimoniales qui se sont massivement saisi des sources numérisées mises en ligne pour faire travail d'histoire plus peut-être que de mémoire. Les commémorations en ce sens ont permis la démocratisation d'une pratique. Ses acteurs ont croisé registres matricules, fiches de *Mémoire des Hommes* mais aussi historiques régimentaires pour retracer les itinéraires des soldats dont les noms étaient inscrits sur les monuments aux morts. Ces recherches représentent un quart des actes du colloque agathois organisé par le GRHISTA en 2014 et quelques figures singulières un bon tiers. Les travaux de recherche bessanais sur les identités des soldats décédés ont été au cœur de la semaine commémorative intitulée « Bessan rend hommage aux 99 Bessanais morts pour la France ». Marseillan et Vias en ont fait de même, accordant d'emblée à ces listes de noms une importance que l'on peut penser démesurée. Les premières expositions de Vias, Bessan et Marseillan s'ouvraient sur les parcours des soldats de la commune morts à la guerre retrouvés à partir de la consultation intensive de l'entrée « Morts pour la France » du site internet *Mémoire des hommes* qui s'est imposé partout comme une pratique très importante de l'ensemble des initiatives. Ces recherches ont trouvé un débouché à Bessan dans le rajout de plaques gravées aux noms des oubliés de la commune sans que rien cependant ne vienne inscrire par les mots et les dates, ce geste dans son contexte du Centenaire. Ce faisant, tous ces chercheurs ont privilégié les soldats morts sur ceux revenus vivants, inscrivant ces commémorations dans un travail

de deuil qui paraît toujours inachevé puisque partout de nouveaux noms ont été retrouvés et que l'ampleur du drame n'en finit pas d'être mesurée pour toujours davantage augmenter et sidérer les vivants. Ces pratiques mémorielles confirment un bilan national qui met l'accent sur cet autre aspect mémoriel que représente la transition numérique dans la facilitation de l'accès aux sources. De fait, les manifestations locales se sont largement appuyées sur ces nouveaux outils extrêmement accessibles et en ce sens on peut parler du centenaire de la Première guerre mondiale comme du premier évènement commémoratif numérique.

Les vivants qui ont traversé l'épreuve ont aussi compté. Ils ont composé l'autre pan des expositions qui ne proposaient pas, sauf à Agde, une composition traditionnelle en deux parties fondées sur le front et l'arrière mais bien sur une partie consacrée aux vivants et une autre aux morts. Les acteurs ont inscrit presque naturellement les histoires individuelles qui se sont largement révélées avant tout familiales et communautaires dans l'histoire nationale voire mondiale au travers de la présentation de témoignages et de sources privées. Ils ont inscrit leur démarche et leurs motivations dans celles qui ont prélué à la Grande Collecte pour réaliser leur petite collecte et se lancer dans l'écriture de l'histoire de multiples biographies, faisant au final du Centenaire un moment de grande démocratie culturelle. C'est ce que constatent les rédactrices du bilan de la Mission :

« Lorsqu'à l'occasion d'une exposition locale ces souvenirs familiaux sont mis en récit dans un espace public, ils dialoguent avec ceux des autres familles, enracinant l'histoire familiale dans un cadre à la fois local et national. C'est par ce cheminement, dans lequel le témoignage et le récit personnel occupent une place centrale, que les familles sont alors concernées, le Centenaire apparaissant comme un moment fort de réappropriation d'une histoire nationale dans le cadre d'une expérience participative et collective par laquelle les commémorations (re)deviennent signifiantes (...) Commémorer – se souvenir ensemble – reprend alors tout son sens. »²²²⁴

Par conséquent, ces recherches ont enfin permis, et c'est là un intérêt majeur de ces cinq années, de faire émerger un nouveau matériau pour l'écriture d'une histoire au plus près des acteurs, celui des sources privées inscrites dans un territoire limité.

²²²⁴ Nadia WAINSTAIN, *Bilan territorial du Centenaire de la Première guerre mondiale, 2013-2018, opus cité*, p. 25

Pour autant, si l'élaboration des expositions locales a suscité l'émergence de figures et d'objets nouveaux dans l'espace public grâce au fort ancrage des membres des associations dans le maillage resserré, territorial et social, force est de constater que cela n'a duré parfois que le court temps de la manifestation à l'issue de laquelle, à l'exception d'Agde, les documents sont retournés dans l'intimité des foyers une fois les expositions passées.

Au final que reste-t-il de l'ensemble de ces hommages, souvent matériels, que reste-t-il localement encore de l'ampleur et de la diversité des mémoires de la Grande Guerre, qui dans les espaces publics ont étroitement mêlé deuil public national, deuil communautaire et deuil familial autour des monuments aux morts, au travers de commémorations diverses et de discours ? Un seul monument a disparu dont on sait toujours bien peu mais son existence éphémère atteste des hésitations qui saisirent les édiles quant à la nature de ces constructions et à la signification à leur donner. La succession de leurs édifications qui s'étalent de l'après-guerre à mai 1926 laisse deviner les adaptations rendues nécessaires par les changements de contextes politiques - les élections municipales de novembre 1919 -, sociales et militaires - retour inespéré des corps des disparus à partir de 1921 - et les contingences financières. Avec six monuments aux morts toujours debout, les quatre communes du canton n'ont pas été avares d'hommages de pierre, surtout en rajoutant ceux édifiés par les communautés religieuses et scolaires. Et l'ampleur et la diversité de ces hommages et leur visibilité grandissante dans l'après-guerre n'en finissent pas de surprendre. D'abord fort modestes, ils n'ont cessé de croître et de s'étendre en de multiples lieux du quotidien, à hauteur sans doute des peines et des chagrins d'une tragédie sans équivalent mais qui ont refusé l'effacement.

Les plaques gravées d'un seul nom sur une façade ou de listes impressionnantes scellées sur les monuments parlent peu de la guerre et de la victoire et presque uniquement de ses morts et de la douleur des vivants. Les monuments aux morts sont devenus les lieux qui catalysent un court instant, l'expression solennelle du souvenir des disparus portée par des anciens combattants, irréductiblement divisés mais ensemble le 11 novembre pour délivrer de façon ritualisée, un message de paix. Il est troublant de constater à quel point localement les commémorations du Centenaire apparaissent cent ans plus tard comme un re jeu de l'après-guerre où chaque commune s'est repliée sur son histoire et

plus encore sur celle de ses poilus décédés. Les membres d'associations patrimoniales ont compté et listé partout les soldats morts pour lesquels de nouveaux outils numériques ont démocratisé la recherche historique et ont permis d'en savoir davantage. Ils ont été placés au cœur des vivants pour être honorés, et l'un d'entre eux a parfois émergé pour être mis en avant.

Comme durant la guerre, les initiatives nationales du Centenaire ont eu encore pour effet de polariser le territoire cantonal sur son chef-lieu en choisissant de soumettre l'octroi de subventions à l'élaboration d'un exercice d'ingénierie administrative, estimé par les acteurs des communes moins dotées, comme coûteux en heures, en compétences et en déplacements donc quasi impossible à mener. Si les municipalités ont évidemment partout conservé la prérogative de l'hommage officiel national du 11 novembre, visiblement plus participatif en 2014 et 2018, elles ont soit initié, soit soutenu logistiquement les initiatives associatives. De multiples acteurs sont intervenus dans de multiples manifestations, souvent des expositions destinées en priorité aux enfants et jeunes scolarisés. Les pratiques commémoratives publiques sont à quelques exceptions ou détails près, restées très conventionnelles au XXI^e siècle mais ont permis quelques initiatives ; Les maires ne construisent plus de monuments mais les font nettoyer, restaurer, voire les valorisent comme œuvres d'art patrimoniales. L'un fait rajouter quelques plaques de marbre, aux noms des soldats réapparus grâce aux recherches locales, d'autres donnent un ton plus cocardier à leurs discours de 11 novembre, destinés en priorité aux enfants fermement invités au « devoir de mémoire » pour acquérir le sens de la Patrie et de ses valeurs défendues par les soldats de 1914 à nouveaux mobilisés. Tous enfin évitent soigneusement de s'interroger sur les responsabilités militaires et politiques du gigantesque massacre auquel il faut encore et toujours trouver une signification propre à souder la communauté nationale.

4. CONCLUSION

« On le pressent peut-être, l'attention au singulier nécessite celle de l'ajustement de chacun à autrui et puise ses forces au-delà même de la disponibilité du matériau d'archive à les faire figurer. Elle s'enracine dans la volonté de lire aujourd'hui comme hier l'infinité des écarts que chacun construit avec la norme, et la complexité des chemins dessinés à l'intérieur d'elle pour inventer et ne pas subir, s'unir et s'opposer. Il y a là sans doute une vision du monde, une ontologie de l'actuel, l'inquiète ténacité à ne jamais rien immobiliser. Comme si la parole de maintenant aussi bien que celle d'autrefois logeait en elle l'espoir de toujours véhiculer un quelconque possible. »²²²⁵

L'objectif de ce travail était de retrouver comment une petite société d'un canton du Bas-Languedoc méditerranéen avait traversé la Grande Guerre en s'appuyant sur une somme d'expériences individuelles et collectives. Réduire drastiquement l'échelle d'observation a permis d'identifier un grand nombre de ses composantes dans leurs multiples appartenances comme dans les interactions et les dynamiques qui pouvaient les lier, pour tenter une mise en récit menée au ras-du-sol voire parfois sous le sol. Pourtant, dans un premier temps, il a fallu dessiner les contours toujours mouvants et incertains de ce minuscule corps social et pour cela inventorier les sources disponibles pour l'atteindre. L'échelle permettait de compter, beaucoup et de tout, à l'unité, par dizaines, centaines, milliers ou dizaines de milliers. Des noms et prénoms de vivants et de morts, de blessés et de prisonniers, de militaires et de civils, de gradés et de troupiers, d'ouvriers, d'élus et de notables, de boulangers, de négociants, d'instituteurs et de policiers, de français, de colonisés et d'espagnols. Compter encore des lettres, des colis, des cartes et des photographies expédiées ou conservées, des litres et des hectolitres de vin bus, donnés ou réquisitionnés, des hectares de vignes cultivées ou abandonnées, des valeurs mobilières, des centimes, des sous et des francs et même des saucissons. Et si tant compter pouvait fausser les expériences en les figeant ou les isolant, il a fallu réhabiliter franchement le concret, l'étude des objets et des lieux du quotidien, des pratiques routinières dans les vignes, les rues ou sur les places mais aussi du côté des zones de batailles au risque souvent peut-être de la rusticité, voire de la trivialité.

C'est pourtant au prix de ce prosaïsme que j'espère avoir évité une vue trop surplombante qui risquait de passer à côté du rythme et de la diversité complexe

²²²⁵ Arlette FARGE, *Le goût de l'archive*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « Points Histoire », 1997, p. 113

d'une somme d'expériences individuelles inscrites dans des expériences collectives. L'ambition cependant s'est avérée parfois démesurée pour un canton vraiment très – trop - peuplé où ne cessait d'arriver et de partir du monde, obligeant plus qu'envisagé au départ à laisser bien des individus à l'arrière-plan. D'une telle profusion n'ont jailli parfois que des ombres, des figures à peine esquissées. L'effraction sidérante puis sanglante de l'évènement, de l'histoire majuscule dans l'histoire individuelle et communautaire, a fait que tout ne pouvait être compté ni même mesuré dans l'exceptionnalité de ce long temps de guerre. Choisir l'échelle cantonale aurait pu générer un vide de sources, elle a au contraire favorisé l'émergence puis l'utilisation de nombreux récits personnels inédits valant témoignages. Souvent parcellaires, parfois peu lisibles ou phonétiquement écrites, perdues dans un océan d'écrits de guerre constitués souvent de si belles lettres et de si littéraires récits, ces sources privées n'auraient eu aucune chance d'être interrogées car isolées à l'échelle d'un trop grand territoire, elles avaient peut-être peu à livrer. Parfois murmurantes voire insignifiantes, elles ont pu l'être bien moins quand, toutes entières inscrites dans un territoire resserré, elles ont été croisées, comparées, confrontées et souvent reliées entre elles et aux données issues de registres sériels que l'État français a multiplié tout au long du XIXe siècle et plus encore dans la guerre. Elles ont permis de faire émerger une multitude d'acteurs inconnus, devenant autant sinon plus que des écritures de soi des écritures fertiles sur les autres. Conjuguées à de multiples autres traces, ces deux ensembles, lots privés et registres, ont été parfois en mesure d'approcher au plus près les finesses du tissu social. Les cercles éphémères qu'ils avaient laissés à la surface ayant disparu, les êtres dont il a été question au fil de l'étude auraient pu couler à pic. Mais l'intérêt récurrent de la société pour la Grande Guerre, associé au XXIe siècle aux formidables possibilités tant techniques que sociales d'internet ainsi qu'au puissant écho qu'ont trouvé au plus profond du maillage territorial les manifestations du Centenaire, en ont décidé autrement. En cela, cette histoire de la société cantonale agathoise dans la guerre est une histoire opportuniste qui s'est saisie de documents que l'évènement a fait émerger avant que certains d'entre eux ne retombent dans l'espace privé. Que faire ensuite de ces milliers de vies singulières remontées des fonds de papier, dont l'articulation est au cœur de l'interrogation d'Arlette Farge ?

Du vacarme de la grande histoire au murmure d'une unique vie, Paul Veyne ou Daniel Fabre ont souligné tous deux la part d'universalité que portent chacune de ces existences individuelles²²²⁶. Jacques Revel encore considère que « ces vies minuscules participent, elles aussi, à leur place, de la « grande histoire » dont elles livrent une version différente, discrète, complexe »²²²⁷. Elles font peut-être ensemble surtout petite société. L'idée de départ était d'enquêter à partir d'un seul de ces lots d'objets et de textes, choisi un peu au hasard parmi ceux retrouvés, pour en suivre les changements de statuts ; correspondance familiale, objet de filiation voire de deuil progressivement oublié, déchet de plein air sauvé *in extremis*, fonds d'archives devenu source essentielle de la traversée de la guerre par une famille, de la biographie de son auteur et de son réseau de relations susceptible de former cette société. Par cercles concentriques, j'espérais atteindre une multiplicité de vies confrontées aux exigences d'une épreuve si longue, si dure et si meurtrière. Finalement, sans critère objectif et peut-être évaluant le risque de passer encore à côté de ceux qui n'avaient pas écrit, le choix entre autant de figures si singulières qu'elles en devenaient toutes également incontournables s'est avéré impossible. C'est donc plutôt un chœur d'acteurs et d'actrices de premier et second rôle voire de figurants, un bouquet de biographies d'individus inconnus dont la notoriété de presque tous n'a que peu rayonné au-delà de leur bourg, qui a formé le cœur de cette étude menée le plus souvent comme une succession de scènes sociales dans des espaces limités dont les frontières entre espaces publics et privés restaient largement fluctuantes. Il a été possible dès lors de documenter les expériences en guerre de civils, civiles et militaires, à hauteur d'une société composée, à l'égal du pays, d'individus appartenant aux classes populaires. La part des témoins dont les écrits forment le corpus correspond à ces proportions et les lambeaux qu'ils ont laissés attestent souvent de l'intensité des efforts accomplis pour maintenir par les objets de papier parfois les plus dérisoires ou les plus ingénieux un lien tangible dans la séparation. De plus, il a été possible, de retrouver certains itinéraires d'individus et de catégories sociales plus dominées, plus oubliées encore pour en mettre en récit un bref temps de leur histoire, y compris quand ils n'avaient pas écrit.

²²²⁶ Paul VEYNE, *Comment on écrit l'histoire*, Paris Seuil, 1878 (1871), page 48-49 / Daniel FABRE, « Vivre, écrire, archiver », *Sociétés & Représentations*, 2002/1 (n° 13), p. 17-42. p 23.

²²²⁷ Jacques REVEL (dir.), *Jeux d'échelles, la micro analyse à l'expérience*, Paris, Seuil, 1996, p. 12

Populations coloniales, étrangères, soldats provisoirement en cantonnement avant de partir en Orient, prisonniers, réfugiés, autant de figures d'acteurs de la grande scène de la guerre mais éloignées des fronts militaires ou de chez eux, qui ont quelquefois pu apparaître, et chacun à leur niveau participer de la complexité du tableau. S'agit-il alors d'une mise en récit socialement située ? Si ce travail par l'échelle et les sources mobilisées a pu contribuer à l'écriture d'une histoire populaire de la guerre à partir d'une fraction de territoire de l'Europe et de la Méditerranée, il aura largement atteint ses objectifs de départ. Pour autant, c'est bien davantage une histoire de tous et de toutes, ceux qui exercent le pouvoir et ceux qui l'ont moins ou pas du tout, tout comme une histoire des liens existants entre eux, qui était visée. Ceci étant, l'échelle choisie, en faisant du lien géographique des autrices et auteurs au territoire le critère essentiel de la constitution d'un corpus le plus fourni possible, a imposé presque naturellement cette représentativité sociale, certes très imparfaite mais relativement proportionnelle à la composition socioprofessionnelle des habitants du territoire, pour élaborer une recherche susceptible de proposer une démarche de comparaisons. Tenir cette ligne n'était pas si évident car si les sources retrouvées attestaient en quantité de ces proportions, même à cette échelle, les témoignages des plus lettrés qui sont aussi bien souvent les plus aisés restaient, sinon les plus nombreux, du moins souvent les plus lisibles donc les plus accessibles et parfois les plus séduisants. Pourtant, cette modulation proportionnée de l'intensité des chœurs met en évidence que la guerre des uns et des unes n'est qu'assez rarement celle des autres.

Dire la Grande Guerre au canton, c'est donc dire massivement dès le 1^{er} août 1914, l'omniprésence de la mort et du deuil dans les imaginaires puis dans la réalité des comportements quotidiens des vivants, omniprésence ravivée lors des commémorations du Centenaire. À l'évènement qui pourrait n'être sur un territoire protégé des destructions et des combats qu'une longue crise sociale, ces morts donnent son exceptionnalité tragique. Cette dimension obsédante susceptible de se manifester à tout moment de façon cruelle qui prend tant de place dans l'évènement et dans ses manifestations commémoratives provient avant tout du nombre incommensurable et inédit des disparus. La difficulté sinon l'impossibilité qu'il existe à précisément les lister et les compter, y compris cent ans plus tard, pourrait en partie expliquer pourquoi la guerre a (eu) bien du mal à trouver une fin.

Ceci étant, ces listes toujours recommencées ont le mérite de mettre en lumière le caractère très ciblé de ces décès à la guerre qui ne concernent quasiment que des hommes jeunes incorporés dans des régiments de fantassins. La question de la ténacité des soldats mérite donc d'être réévaluée au prisme du nombre incalculable de victimes qui met en évidence le fait que moins d'un fantassin sur dix, parti à l'été 1914, est rentré indemne ou presque chez lui quand il n'avait pas été capturé. Dans le contexte d'un régime si exceptionnel des existences, tous et toutes ne bénéficient pas des mêmes ressources pour adoucir ou même éviter l'épreuve et quelques lignes de force paraissent déterminer ces itinéraires pour possiblement en regrouper quelques-uns, largement dépendantes des appartenances sociales au moment de la mise en guerre. Les conclusions de Jules Maurin sont d'abord sans surprise confirmées dans le canton en ce qui concerne les affectations ; l'absence de diplômes et de qualifications professionnelles destine presque automatiquement le mobilisé à l'incorporation dans l'infanterie surtout s'il est de petite taille, critère oublié et pourtant essentiel pour expliquer ce qui pourrait apparaître comme un hasard. De plus, en dépit des multiples règlements militaires et des situations objectives de départ, des soldats de plus en plus jeunes, d'autres de plus en plus vieux, de plus en plus fragiles récupérés par les conseils de révision ou encore étrangers nationalisés dans l'urgence, jeunes algériens, territoriaux, marins et même cheminots ou prisonniers de droit commun, tous font l'expérience tant douloureuse qu'inattendue et souvent mortelle des premières lignes, particulièrement en 1915 et 1916. La perception rapide par tous de cette double réalité se traduit pour tous les acteurs, militaires et civils, par la mise en œuvre massive de stratégies plus ou moins individuelles, légales et partagées qui visent à limiter voire éviter l'exposition au danger. La réduction d'échelle permet de prendre la mesure de leur ampleur ainsi que de leur diversité pour peut-être en réévaluer l'importance. Aux côtés de l'attachement aux principes et valeurs, c'est donc moins nous semble-t-il dans le registre de la résignation que tous au final partagent, que dans celui de l'évitement ou de l'esquive qu'il faille chercher les modalités d'action des soldats appartenant aux catégories populaires mais parfois aussi des autres tant qu'ils sont encore vivants. Aucun témoin n'y fait exception et si les officiers et les jeunes étudiants voire simples cultivateurs fantassins sur le front en appellent parfois aux valeurs nationales et surtout au sens du devoir, cela ne saurait suffire à maintenir dans la durée le fantassin dans les

tranchées. Il s'agit donc bien davantage de souligner l'extraordinaire capacité des autorités, militaires comme civiles, à alimenter souvent dans l'urgence, par tous les moyens dont elles disposent, à une échelle géographique minuscule et presque au cas par cas, ce réservoir de troupiers, telle Athènes nourrissant le Minotaure.

Dans ce contexte qui interroge en permanence la ténacité des civils comme des militaires à endurer l'épreuve, la remarquable efficacité des petites élites locales comme rouage essentiel de la mise en œuvre des décisions de l'Etat est davantage mise en lumière par le choix de l'échelle. Réduire la focale permet notamment de mesurer dans la finesse du maillage territorial la redoutable ambivalence entre contrôle social et protection qu'elles exercent sur les individus et les communautés. Certes la tutelle des préfets est forte, mais dès la mobilisation, élus, notables, fonctionnaires qui sont parfois les mêmes individus, font preuve d'une extraordinaire activité qui non seulement ne se dément que peu dans la durée du conflit mais continue après, y compris au prix d'un épuisement physique qui voit s'accroître la mortalité des 50-60 ans dont le décès du maire de Bessan en décembre 1919, du principal du collège en 1922 et de celui devenu presque l'unique médecin du canton en 1923 sont emblématiques. Ces maires et notables locaux, souvent motivés par la représentation qu'ils se faisaient de leur devoir et les gratifications symboliques qu'ils en retiraient, ont toujours pesé mais de façon variable. En effet, la comparaison des politiques municipales entre les quatre communes, et éventuellement avec Florensac, permet de constater que les élus ont été plus ou moins volontaires et que, même à cette minuscule échelle, la municipalisation des services, réelle pendant la guerre, a été différenciée ; Le maire de Marseillan a été omniprésent à chaque étape de tous les combats communaux de la mobilisation. D'ailleurs en 1919, dans le canton, Marius Roqueblave, mobilisé de 1915 à 1917 dans l'hôpital bénévole de sa commune, est le seul à être triomphalement réélu puisqu'il n'a plus d'opposant. Ailleurs, soit les équipes sortantes ne se représentent pas comme à Vias ou Bessan, soit elles sont battues comme à Agde ou Florensac.

La sortie de guerre signe dans le canton à l'image ce qui se passe en certains endroits du pays et de l'Hérault, un tournant municipal politique à gauche qui écarte pour longtemps les radicaux jusque-là tout puissants. À Vias, Bessan et Agde les mairies deviennent socialistes mais un socialisme « barthien ». C'est aussi d'un changement de génération qu'il s'agit ; à l'exception de Jean Félix, fantassin décoré et promu avant

d'être capturé à Verdun, les maires sont des anciens combattants, militairement peu exposés pendant la guerre en raison de leur âge et de leurs corps d'affectation, à même d'entretenir publiquement la mémoire glorieuse d'un conflit meurtrier.

Si les témoignages font apparaître que la guerre est une affaire de famille, un effet éventuel de source privée dont il a fallu se méfier, ils font apparaître qu'elle fragilise particulièrement les équilibres sociaux aux dépens des jeunes familles nucléaires appartenant aux catégories populaires pour lesquelles l'âge représente un second critère d'importance pour les civils comme pour les militaires. Il détermine en effet la bien plus grande exposition au danger des soldats mais aussi la plus grande difficulté des jeunes femmes, souvent mères de jeunes enfants, qui parfois se retrouvent seules à maintenir le foyer. Alors qu'ils avaient souvent connu un début d'ascension liés à la prospérité viticole d'avant-guerre, ces foyers apparaissent comme les plus concernés par la régression induite par la séparation. Pour des raisons économiques et culturelles, les femmes perdent en partie le plus souvent leur statut d'adulte dans les difficultés du temps en rentrant dans leur famille ou belle-famille tout en étant les cibles privilégiées du contrôle social et de sa sanction. Cependant, inversement, elles bénéficient plus que leurs aînées de l'outil majeur dans la séparation que devient l'écriture. L'existence de solides réseaux familiaux, malgré toute l'ambiguïté des ressources qu'ils représentent, constitue donc un soutien important, matériel, social et affectif par l'expression de multiples solidarités, du quotidien ou plus exceptionnelles. Enfin, dans ce territoire de forte mobilité, l'ancrage solide dans des sociabilités communales ou professionnelles représente un ultime atout potentiel. L'isolement démesuré créé parfois par les mobilités masculines induites par le conflit, de certaines femmes, des jeunes soldats précipités parfois de très loin dans le canton, mais aussi de certaines personnes âgées ayant perdu leur soutien de famille et dépourvues souvent de l'écrit, se devine dramatique.

Chacun ou chacune, en fonction de ses appartenances, est par ailleurs assigné presque naturellement à un rôle économique, social, symbolique, rendu nécessaire par l'effort de guerre et n'en sort quasiment pas dans la durée, ni même après. Socialement située mais le plus possible comparée, cette histoire est encore une histoire spatialisée au sens où « l'appréhension de l'espace est une modalité forte de la construction sociale » et où « La dimension singulière prise par l'État dans le jeu social passe par l'affirmation d'une échelle propre de territorialité qui entre (sans toujours la dominer) dans la

configuration de lieux où se situe chaque acteur. »²²²⁸ Bien plus spatialisée qu'envisagée au départ. De fait, dans ce cadre cantonal, l'eau et la vigne dessinent l'essentiel de la complexité du feuillage social et des avantages que chacun peut y trouver. Territoire français du front intérieur, territoire du Midi, territoire de la plaine languedocienne, territoire de la Méditerranée, le canton agathois est tout cela à la fois, obligeant toujours à décentrer le regard sur la guerre comme les récits d'expériences y ont fortement incité. Il a très souvent déterminé le parcours spécifique de ses habitants, ancrés ou de passage, anciens comme nouveaux, tout comme les expériences plus collectives ; Très éloigné du front franco-allemand, il appartient aux marges de la nation en guerre, et à ce titre, il est un réservoir de soldats qui toujours se remplit pour mieux être vidé tout autant qu'une terre d'accueil pour les réfugiés, les blessés et les prisonniers. Au centre de l'usine à vin, il forme à l'inverse un centre du pays qui approvisionne à l'égal de ses voisins le front militaire d'une puissante arme de guerre assurant en cela la prospérité des uns et l'épuisement des autres grâce à la présence de main d'œuvre espagnole et coloniale indochinoise. Pourvoyeur privilégié de marins en Méditerranée, de soldats à destination du Maroc où continue la guerre coloniale et d'Orient à partir de 1915, centre de formation de soldats recrutés en Algérie, il s'impose enfin comme un carrefour de la guerre mondiale en Méditerranée et coloniale de la France. Cette histoire participe donc d'une histoire spécifique du monde méditerranéen en guerre et souligne que le cadre national reste tout à la fois bien vaste et réducteur pour appréhender la diversité complexe des expériences de la guerre quand le peuple concerné est bien plus grand qu'un pays.

Enfin, ce territoire vécu, une fois quitté par les soldats, est devenu dans la guerre bien souvent un espace regretté. Quand autant d'hommes partent, ils ne laissent pas que des familles ou des proches. Ils abandonnent un pays, des couleurs et des odeurs, des sensations dont l'évocation a permis d'endurer l'épreuve ou juste à surmonter la

²²²⁸ **Isabelle BACKOUCHE, Fanny COSANDEY, Christophe DUHAMELLE, Marie-Elizabeth DUCREUX, Élie HADDAD, Laurent JOLY et Mathieu MARRAUD**, « Frontières, seuils, limites : histoire sociale des catégorisations. Introduction », *L'Atelier du Centre de recherches historiques* [En ligne], 21 Bis | 2020, mis en ligne le 28 septembre 2020, consulté le 02 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/acrh/10717> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/acrh.10717>

profonde langueur des Méridionaux. De plus, de la même façon que la guerre accentue certaines tensions sociales, elle réactive ou accentue certaines tensions spatiales et ce dès le début d'une guerre qui transforme le chef-lieu en point ultime de la présence permanente de l'État sur le territoire, polarisant le territoire cantonal au moment où se multiplient les décisions d'un pouvoir central de plus en plus interventionniste et où à l'inverse la demande sociale d'informations et de services se renforce dans l'épreuve ; affichage de l'information officielle, enseignement secondaire masculin, allocations journalières mais aussi services marchands ou de santé et même ravitaillement, Agde domine et souvent décide, s'en sort mieux que les plus petites communes qui peinent bien davantage à trouver des cantonniers, des instituteurs, des médecins, des charrons et même parfois du pain. Mais elle est à son tour la commune qui a perdu proportionnellement le plus d'habitants en 1921, certainement parce que les très nombreux journaliers qui la composent la quittent pour Béziers où les salaires de l'industrie sont plus attractifs. De fait, l'unique usine de la ville, très affectée par la guerre, ferme ses portes à l'issue du conflit, mettant un terme définitif à l'activité industrielle naissante qui signe l'existence d'une ville au début du XXe siècle.

Choisir une fraction de territoire c'est enfin complexifier encore la question en s'aventurant sur des terrains peut-être glissants qui obligent à interroger l'identité nationale aux prismes d'identités locales et régionales particulièrement fortes, encore – et surtout ? – au début du siècle et dans le contexte d'une guerre qui nationalise toujours plus les individus. L'identité de ce canton s'avère particulièrement marquée et il s'agirait de savoir si elle l'est vraiment plus que d'autres. Dès lors, vu du Midi, écrire une histoire de Français qui vivent au bord de la Méditerranée et parlent occitan est-ce écrire la même histoire que vu de Paris ? Ce qui est certain, c'est que les oppositions historiographiques sur la Première guerre mondiale qui ont marqué le début du XXe siècle s'ancrent elles aussi en partie géographiquement. Elles participent peut-être d'une historiographie très spatialement située de la Grande Guerre²²²⁹.

²²²⁹ Cet aspect a été mis en avant par Élise JULIEN, « À propos de l'historiographie française de la première guerre mondiale », *Labyrinthe* [En ligne], 18 | 2004 (2), mis en ligne le 24 juin 2008, consulté le 18 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/217> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/labyrinthe.217>, paragraphe 15.

Par conséquent, pour envisager des prolongements à ce travail, une comparaison avec de multiples fractions de territoires d'échelle identique très éloignées pourrait être envisagée, qu'il s'agisse d'un comté anglais ou d'un "okres" tchèque. Mais pourquoi ne pas s'intéresser juste à un autre canton héraultais, de montagne cette fois. Le chef-lieu de celui de la Salvetat, sur les contreforts du Massif central, où la guerre accélère l'exode rural déjà bien entamé voit passer sa population de 2711 à 2200 habitants, soit une perte de 20 %, entre 1911 et 1921, laissant entrevoir à quel point la guerre a accéléré la déprise des campagnes profondes et à quel point les migrations ont sauvé celles de plaine. C'est aussi à une échelle inverse que ce travail pourrait être approfondi, dans la quête d'éléments biographiques supplémentaires ; chercher si les soldats de la classe 1913 qui ont manifesté contre la loi des trois ans sont les mêmes que ceux qui ont tenté plus que d'autres classes l'aventure de la désertion. Comprendre comment le redoutable commissaire de police, Henri Schmitt, quadragénaire célibataire, s'est retrouvé à exercer sa fonction aussi loin de sa Lorraine natale. Y-a-il un lien avec le fait que le préfet de l'Hérault étale si fièrement ces mêmes origines à la tribune des réunions du Conseil général qui sont également celles du chef de bataillon au 142^e RI lodévois ? Retrouver davantage de traces du passage des troupes du 176^e RI dans la ville d'Agde et de son rythme permettrait encore de mesurer selon quelles modalités « l'autre » s'invite massivement dans le bourg sous l'effet de la guerre.

Enfin, ce travail a été accompagné de bout en bout par les écritures, d'il y a souvent plus d'un siècle, de plus de 150 épistoliers dont les itinéraires après la guerre peuvent être suivis au moins de façon très factuelle mais ce qui n'est pas sans intérêt. Il ressort en effet de leurs sorties de guerre que la vie sociale et familiale des vivants a repris comme avant, si ce n'est peut-être, mais nous n'en savons pas grand-chose, quelques visites plus fréquentes au cimetière. Souvent les épistoliers considéraient dans leurs échanges le présent de la guerre comme une éprouvante parenthèse. Ils semblent l'avoir rapidement refermée quand la mort n'avait pas rendu le geste impossible. Sans héritier, la mère de Jules Rayssac abandonna sa ferme et se réfugia chez sa sœur où elle mourut. Si Marguerite Delmas et Albine Combes restèrent célibataires, il y eut parmi les témoins du corpus, entre 1918 et 1922 au moins, beaucoup de mariages, tous ceux qui étaient prévus et qui avaient été retardés. Une fois seulement, un des partenaires changea. Souvent d'ailleurs ces unions n'attendirent pas tout à fait la fin officielle du conflit

comme quelques-unes de toutes les naissances que durant plusieurs années les couples séparés avaient reportées. On ne sait rien de Valentin Fournier après son retour de captivité. Les ouvriers agricoles retrouvèrent leurs patrons, rejoints au chef-lieu de canton par les ouvriers de l'usine qui venait de fermer, les jardiniers reprirent leurs outils, les artisans réintégrèrent leurs ateliers ou leurs boutiques, l'instituteur son école, et tous regagnèrent leurs foyers. Jean Félix auprès duquel s'engagea rapidement Louis Vallière et Philomen Mioch entamèrent une carrière politique quand Jean Bédos prenait sa retraite politique. Leur opposant Joseph Picheire s'installa à Agde comme médecin et porta dans la ville la voix politique de droite qui lui manquait. Louis Gleizes, comme autrefois son parrain, devint maire de Bessan. André Filliol se maria à Narbonne dès juillet 1918, où il s'installa comme vétérinaire mais son père fatigué le rappela en 1920 pour assurer sa succession de l'entreprise de camions et de la campagne. Benjamin Simonet termina une brillante carrière militaire et ses fils lui succédèrent tout comme ceux de S. Petitjean succédèrent à leur père. La guerre fut une épreuve longue et douloureuse, une crise d'ampleur inédite et démesurée, mais changea-t-elle les itinéraires d'individus inscrits dans des identités sociales aussi fortes ? Jusqu'au dernier moment, de nouvelles correspondances inédites sont venues ouvrir d'autres portes, bousculer quelques petites certitudes s'il en restait encore, et surtout complexifier toujours davantage les parcours. Ce faisant, elles ont lumineusement rappelé que

« l'histoire de l'expérience humaine fondée sur une multitude de témoignages individuels est une histoire mouvante, incertaine, chaotique. Le cours de son écriture est tortueux et précaire ; le flot documentaire est intarissable. Sans cesse, de nouveaux sédiments recouvrent les précédents. Ses historiens doivent assumer cet inconfort intellectuel qu'implique la description du chaos. »²²³⁰

J'ai tenté de l'assumer.

²²³⁰ Rémy CAZALS et Frédéric ROUSSEAU, *14-18, le cri d'une génération, opus cité*, p 51-52

5.
BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES

5.1. BIBLIOGRAPHIE GENERALE

1. INSTRUMENTS DE TRAVAIL ET SUPPORTS DE REFLEXION

1.1. Dictionnaires et encyclopédies

- AUDOIN-ROUZEAU Stéphane et Jean-Jacques BECKER, *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918*, Paris, Bayard, 2014 (2004).
- BECKER Jean-Jacques, *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Bruxelles, Versailles, 2010
- CAZALS Rémy, *Les mots de 14-18*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2003
- CHATRIER Alain, « Une véritable encyclopédie économique et sociale de la guerre », *l'Atelier du Centre de recherches historiques*, 03.1 | 2009,
[En ligne, URL : <http://acrh.revues.org/index413.html>.]
- COCHET François et Rémy PORTE (dir), *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Paris, R. Laffont, collection « Bouquins » 2007.
- ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS, en ligne, <https://www.universalis.fr/encyclopedie/>
- BAUDOIN Valérie, Philippe CHEVALLIER et Lionel MAUREL, (éds). *Le web français de la Grande Guerre : Réseaux amateurs et institutionnels*, Nanterre, Presses Universitaires de Paris, 2018.
- JOLLY Jean (dir.), *Dictionnaire des parlementaires français, notices biographiques sur les ministres, sénateurs et députés français de 1889 à 1940*, PUF, 8 vol, 1960-1977, en ligne, [URL : <http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/biographies/index.asp>].
- LACHIVER Marcel, *Dictionnaire du monde rural : les mots du passé*, Paris, Fayard, 2006.
- LE NAOUR, Jean Yves, *dictionnaire de la Grande Guerre*, Paris, Larousse, 2013
- LITRE Le, *Dictionnaire de la langue française*, en ligne, [ww.littre.org](http://www.littre.org)
- LOEZ André, *Les 100 mots de la Grande Guerre*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2013.
- MAITRON LE, *Dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement social*, en ligne <https://maitron.fr/>

1.2. Méthodes et épistémologie

1.2.1. Réflexions historiographiques

- BENJAMIN Walter, *Le concept d'histoire* suivi de *Eduard Fuchs, le collectionneur et l'historien* et de *Paris, la capitale du XIXe siècle*, Paris, Éditions Payot & Rivages, 2018 (1937).
- BERCE Yves-Marie (éd.), *Archives des gens simples*, Presses Universitaires de Rennes, 2020.
- CERTEAU Michel de, Luce GIARD, *Arts de faire*, Paris, Gallimard, coll. « L'invention du quotidien », 1, 2010.
- CERTEAU Michel de, *L'écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, 2002 (1975)
- CHARLE Christophe, *Discordance des temps : brève histoire de la modernité*, Paris, Armand Colin, 2011.
- DELACROIX Christian, François DOSSE et Patrick GARCIA, *Historiographies : concepts et débats*, Paris, France, Gallimard, Collection Folio Histoire, 2010, 2 vol.
- DOBRY Michel, « Penser = classer ? Entretien avec André Loez, Gérard Noiriel et Philippe Olivera », *Genèses*, n°59, juin 2005, p. 151-165.
- FARGE Arlette, *Le goût de l'archive*, Paris, Seuil, Collection Point Histoire, 1997.
- FARGE Arlette, « Penser et définir l'événement en histoire. Approche des situations et des acteurs sociaux », *Terrain*, n° 38, 2002
- HARTOG François, *Régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003.

- HEURE Gilles, *Alain Corbin, historien du sensible, entretiens*, La Découverte, Paris, 2000
- HOGGART Richard, *La culture du pauvre, Etude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, traduction de l'anglais par Françoise et Jean-Claude Garcia et par Jean-Claude Passeron, Paris, Éd. De Minuit, 1970 (1957 en Angleterre).
- JABLONKA Ivan, *L'histoire est une littérature contemporaine, Manifeste pour les sciences sociales*, Paris, Éd. du Seuil, coll. Points Histoire, 2014 (2007).
- KOSELLECK Reinhart, *Le futur passé : contribution à la sémantique des temps historiques* (trad. française), Paris, EHESS, 1990 (1979).
- LABORIE Pierre, Cécile VAST et Jean-Marie GUILLON, *Penser l'événement: 1940-1945*, Paris, Gallimard, « coll. Folio histoire », 2019.
- LEMERCIER Claire et Claire ZALC, *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris, La Découverte, « Collection Repères », 2008.
- NOIRIEL Gérard, *Introduction à la sociohistoire*, Paris, Découverte Gallimard, 2014.
- NORA Pierre (éd.), *Les Lieux de mémoire, volume 1, La République*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque illustrée des histoires », 1984.
- OFFENSTADT Nicolas et Grégory Dufaud, *Les mots de l'historien*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 2009.
- PERROT Michelle, *Les femmes ou les silences de l'histoire*, Paris Flammarion, 1998
- PROST Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, Point histoire, 2014.
- SAINCLIVIER Jacqueline, « Une histoire des agricultrices aux XIX^e-XX^e siècles est-elle possible en France ? Acquis et perspectives » dans Nadine VIVIER (dir.), *Ruralité française et britannique, XIII^e et XX^e siècle*, approches comparées, Rennes, PUR, 2005, p.117-128
- VOVELLE Michel, *De la cave au grenier*, Aix en Provence, Fleury, 1980.
- VEYNE Paul, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil, Point histoire, 2015 (1971)

1.2.2. Les jeux d'échelle et la micro analyse

- GINZBURG Carlo, *Mythes, emblèmes, traces: morphologie et histoire*, Nouvelle éd. augmentée, Lagrasse, Verdier, coll. « Verdier poche : histoire », (1986) 2010.
- GINZBURG Carlo et Pierre-Antoine FABRE, *À distance: neuf essais sur le point de vue en histoire*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 2001.
- GINZBURG Carlo, *Le fromage et les vers: l'univers d'un meunier du XVI^e siècle*, (trad. française), Paris, Aubier, 1980 (1976).
- GINZBURG Carlo et Carlo PONTI, « La micro-histoire », *Le Débat*, 1981/10 n°17, p. 133-136.
- GINZBURG Carlo, « L'historien et l'avocat du diable. Entretien avec Charles ILLOUZ et Laurent VIDAL », *Genèses*, n° 53, déc. 2003, p. 113-138 et n° 54, mars 2004, p. 112-129.
- GINZBURG Carlo, « Signes, traces, pistes, racines d'un paradigme de l'indice », *Le Débat*, n 6, novembre 1980.
- GRENDI Edoardo, « Repenser la micro-histoire ? », dans Jacques REVEL (dir.), *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard/Seuil, 1996, p. 233-243.
- LANDI Sandro « Traduire la microstoria », 236 | 2017
en ligne sur URL : <http://journals.openedition.org/traduire/921>.
- LE COQ Aurélien « Compte rendu de la journée d'études « Microhistoire et pratiques historiennes. Échelles, acteurs, formes narratives », Marne la Vallée, 11 mai 2012 »
En ligne, URL <https://doi.org/10.4000/memini.419>
- LEVI Giovanni, *Le pouvoir au village : histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 1989.
- REVEL Jacques (éd.), *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience*, Paris, France, Gallimard : le Seuil, coll. « Hautes études », 1996.
- REVEL Jacques, « Microstoria » dans Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia, Nicolas Offenstadt (dir.) *Historiographies, concepts et débats*, 2 vol., coll. Folio histoire, 2010, p. 533-547

ROSENTAL Paul André, « Micro- histoire. L'objet et les méthodes », *Encyclopedia universalis en ligne*, <https://www.universalis.fr/encyclopedie/micro-histoire/2-l-objet-et-les-methodes/1985>
SAVY Pierre, « Les débuts de la micro-histoire », *Écrire l'histoire*, 3 | 2009, in Territoires, p. 65-66.

1.2.3. L'approche des territoires

ALLAIN Thierry (dir.), *Entre paysage et histoire. Représentations de l'espace et manifestations du pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 2018.

BACKOUCHE Isabelle, Fanny COSANDEY, Christophe DUHAMELLE, Marie-Elizabeth DUCREUX, Élie HADDAD, Laurent JOLY et Mathieu MARRAUD, « Frontières, seuils, limites : histoire sociale des catégorisations. Introduction », L'Atelier du Centre de recherches historiques.

En ligne sur <http://journals.openedition.org/acrh/10717>

BRAUDEL Fernand, *L'identité de la France : espace et histoire, tome 1*, Paris, coll. Champs Histoire Flammarion, 2009 (1986)

BRELOT Claude-Isabelle, « Le canton, creuset du personnel politique républicain », dans Philippe BLACHER (dir.), *Le canton, Actes des 7es rencontres juridiques de la Faculté de droit et sciences politiques de l'Université Lumière-Lyon 2, 24 octobre 2003*, Lyon, L'Hermès, 2004, p. 37-65.

DI MEO Guy, *Les territoires du quotidien*, coll. Géographie sociale, Paris, L'Harmattan, 1996

GRAVIER Jean François, *L'espace vital*, Paris, Flammarion, 1984,

GUISLIN Jean-Marc, La dynamique d'une géographie administrative : sous-préfectures et cantons, XIXe-XXe siècles. In: *Revue du Nord*, tome 82, n°335-336, Avril-septembre 2000, p. 435-471

FLEURY Antoine, « La rue : un objet géographique ? », *Tracés. Revue de Sciences humaines* 5 | 2004, URL : <http://journals.openedition.org/traces/3133>

GARDEN Maurice, « Histoire de la rue », in *Pouvoirs*, vol. 116, no. 1, 2006, p. 5-17.

LAGADEC Yann, Jean Le BIHAN, Jean François TANGUY et Université Rennes 2 (éd.), *Le canton : un territoire du quotidien ? , actes du colloque organisé à l'Université Rennes 2 Haute Bretagne, 21 - 23 septembre 2006*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », 2009.

PÉREC Georges, *Espèces d'espaces*, Paris, Galilée, 2000 (1974).

SAUTEL Gérard, Jean-Louis HAROUEL, *Histoire des institutions publiques depuis la Révolution française*, 8^e éditions, Dalloz-Sirez, 1997.

TESSON Frédéric, « Les ressources du département et du canton dans la petite fabrique des territoires », *Annales de géographie*, vol. 648, no. 2, 2006, p. 197-216

1.2.4. La biographie

BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », Actes de la recherche en sciences sociales, vol ; 62-63, 1986, p 69-72.

BOUDON Jacques-Olivier, *Le plancher de Joachim: l'histoire retrouvée d'un village français*, Paris, Gallimard coll.Folio-histoire, 2019.

COPPOLANI Antoine et Frédéric ROUSSEAU (éd.), *La biographie en histoire: jeux et enjeux d'écriture*, Paris, Michel Houdiard, 2007.

CORBIN Alain, *Le Monde retrouvé de Louis-François Pinagot : sur les traces d'un inconnu (1798-1876)*, Paris, Flammarion, 1998

DELPOUS Christine, « Une histoire de pêcheurs de sables en Languedoc, XIXe XXe siècle » dans *Etudes Héraultaises, revue de sciences humaines et sociales, Les apports de la généalogie*, n° 49, Montferrier-le Lez, 2017

HOGGART Richard, *33 Newport Street: autobiographie d'un intellectuel issu des classes populaires anglaises*, traduction de Claude et Christiane Grignon et Christopher Todd, Paris, Éd. du Seuil, coll. « Points Histoire », 2013 (1988 et 1991 en version française).

JABLONKA Ivan, *Laëtitia ou La fin des hommes*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « Points Histoire », 2017 (2016).

LE GOFF Jacques, « Comment écrire une biographie historique aujourd'hui ? », *Le Débat*, n° 54, 1989, p. 48-53.

LEVI Giovanni et Olivier CHRISTIN, « Les usages de la biographie », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 44, no. 6, 1989, p. 1325-1336.

1.2.5. L'acteur et le système social

BOURDIEU Pierre, *La domination masculine*, Paris, Éd. Points, 2014.

BOURDIEU Pierre, *La Distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1979.

CLAVANDIER Gaëlle, *La mort collective : pour une sociologie des catastrophes*, Paris, CNRS, coll. « CNRS sociologie », 2004.

GOFFMAN Erving, *La Mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi (trad. française)*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1973 (1959).

GOFFMAN Erving, *La Mise en scène de la vie quotidienne. 2. Les relations en public (trad. française)*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1973 (1959).

GOFFMAN Erving, *Les Rites d'interaction (trad. française)*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1974 (1967).

GRIGNON Claude et Jean-Claude PASSERON, *Le savant et le populaire: misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil, coll. « Hautes études », 2015.

LAGRAVE Marie-Rose, *Se ressaisir*, Paris, éd. La Découverte, 2021.

MAUS Marcel, « Essai sur le don, forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », in *L'Année sociologique, 1923-1924*, p. 30-86.

QUERE Louis, *La Fabrique des émotions*, PUF, 2021

TRUC Gérome, *Une sociologie des attentats*, PUF, 2016

1.3. Les témoignages

1.3.1. Approches et études des témoignages écrits

ARTIERES Philippe (dir.), « Témoignage et récit historique », in *Sociétés et Représentations*, 2002/1, n° 13, p. 199-206.

BACONNIER Gérard, André MINET et Louis SOLER, *La plume au fusil: les poilus du Midi à travers leur correspondance*, Toulouse, Privat, coll. « Le Midi et son histoire », 1985.

BEAUPRÉ Nicolas, *Écrire en guerre, écrire la guerre, France, Allemagne 1914-1920*, préface d'Annette Becker, CNRS histoire, Paris, 2006.

BEAUPRÉ Nicolas, « De quoi la littérature de guerre est-elle la source ? Témoignages et fictions de la Grande Guerre sous le regard de l'historien », *Vingtième Siècle*, 2011/4, n° 112, p. 41-55.

CAPDEVILA Luc, « L'expérience de guerre d'un combattant ordinaire. Une histoire de souffrance et de résignation à partir de sources privées (France, 1914-1918) », in *Modern & Contemporary France, 200* », vol. 11, n°1, p. 57-67.

CAZALS, « Non, on ne peut pas dire : "à tout témoignage on peut opposer un autre" », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 91, juillet-septembre 2008, p. 23-27.

CAZALS Rémy (dir.), *500 témoins de la Grande Guerre*, Portet-sur-Garonne, Éditions Midi-Pyrénées/ EDHISTO, 2013

CAZALS Rémy et Frédéric ROUSSEAU, *14-18, le cri d'une génération*, Toulouse, Privat, coll. « Entre légendes et histoire », 2001.

- CONTI Piero, Giuliana FRANCHINI et Antonio GIBELLI, *Storie di gente comune nell'Archivio ligure della scrittura popolare*, Acqui Terme, Editrice impressioni grafiche, 2002.
- CRU Jean Norton, *Témoins : essai d'analyse et de critique des souvenirs de combattants édités en français de 1915 à 1928*, 2006 (1929), présenté par Frédéric ROUSSEAU, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, coll. « Histoire contemporaine », 2006.
- DULONG, Renaud, *Le témoin oculaire*, éditions de l'EHESS, Paris, 1998.
- FABRE Daniel (dir.), *Écritures ordinaires*, éditions P.O.L., Bibliothèque Publique d'Information / Centre Georges Pompidou, Paris, 1993.
- FABRE Daniel, « Vivre, écrire, archiver », *Sociétés & Représentations*, 2002/1 (n° 13), p. 17-42. <https://www.cairn.info/revue-societes-et-representations-2002>,
- GILLES Benjamin, *Lectures de poilus : livres et journaux dans les tranchées, 1914-1918*, Paris, Autrement, 2013.
- GINZBURG Carlo, « Tactiques et pratiques de l'historien. Le problème du témoignage : preuve, vérité, histoire », *Revue Tracés*, n° 7, hiver 2004-2005, p. 91-109.
- HANNA Martha et Béatrice VIERNE, *Ta mort sera la mienne : Paul et Marie Pireaud dans la Grande Guerre*, Montricher, Anatolia, 2008.
- HENWOOD Philippe et R. BAZIN (dir.), *Écrire en guerre, 1914-1918. Des archives privées aux usages publics*. Rennes, PUR, 2016.
- HOUSIEL Sylvie, *Dire la guerre. Le discours épistolaire des combattants français de 14-18*, Limoges, Lambert-Lucas, 2014.
- LACOSTE Charlotte, *Séductions du bourreau : négation des victimes*, Paris, PUF, coll. « Intervention philosophique », 2010.
- MARIOT, Nicolas, « Avec qui on écrit l'histoire ? Le cas du témoignage combattant dans l'historiographie française de la Grande Guerre », *Genèses, sciences sociales et histoire*, n°95, juin 2014, p. 138-159.
- MARIOT Nicolas, « Comment faire une histoire populaire des tranchées ? », in *L'ordinaire de la guerre*, Agone, n°53, 2014, p. 157-189
- OFFENSTADT Nicolas, « Le témoin et l'historien » dans Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia, Nicolas OFFENSTADT (dir.) *Historiographies, concepts et débats*, 2 vol., Folio histoire, 2010, p. 1242-1252
- Nicolas PATIN, « "Europeana 1914-1918". Une ressource numérique utile pour écrire l'histoire de la Grande Guerre ? », *Histoire@Politique*, n° 35, mai-août 2018 [en ligne, www.histoire-politique.fr].
- PENICAUT, Emmanuel, « La "Grande Collecte" : du bon usage des archives privées de la Grande Guerre », in P. HENWOOD et P.-R. BAZIN (dir.), *Écrire en guerre, 1914-1918. Des archives privées aux usages publics*. Rennes, PUR, 2016, p. 17-20.
- POLLAK Michael et Nathalie HEINICH, « Le Témoignage », *Actes de la recherche en sciences sociales, volume 62, numéro 1*, année 1986, p. 3-29.
- POLLAK Michael, « La gestion de l'indicible », *Actes de la recherche en sciences sociales, volume 62, numéro 1*, année 1986, p. 30-53.
- RENE-BAZIN Paule et Philippe HENWOOD (éd.), *Écrire en guerre, 1914-1918 : des archives privées aux usages publics*, Rennes, PUR, Collection "Histoire", 2016.
- ROUSSEAU Frédéric, *Le procès des témoins de la Grande Guerre. L'affaire Norton Cru*. Paris, Seuil, 2003.
- ROUSSEAU Frédéric, Yannis THANASSEKOS, Charles HEIMBERG (dir.), *Témoins et témoignages, figures et objets du XXe siècle*, Harmattan, Paris, 2016
- ROUSSEAU Frédéric, « Au-delà de l'œuvre de Jean Norton Cru : documenter le fonctionnement du corps social en crise grâce aux témoignages », *En Jeu, Histoire et mémoires vivantes, du témoignage autour de Jean Norton Cru*, numéro 6, décembre 2015, éditions Septentrion

- ROYNETTE Odile, G. SIOUFFI et Agnès STEUCKARDT, (dir.), *La langue sous le feu. Mots, textes, discours de la Grande Guerre*. Rennes, PUR, 2017.
- SAINT RAMOND ROUSSANE, Francine, *La campagne d'Orient, 1915–1918: Dardanelles-Macédoine, d'après les témoignages de combattants*, Villeneuve d'Ascq: Presses universitaires du Septentrion, 2001.
- STEUCKARDT Agnès (éd.), *Entre village et tranchées : l'écriture de poilus ordinaires*, Uzès, Inclinaison Editions, 2015.
- STEUCKARDT Agnès, GOMILA Corinne, WIONET Chantal (éd), *Gens ordinaires dans la Grande Guerre. Correspondances, récits, témoignages*, Paris, Editions de la FMSH, 2021, à paraître.
- TREVISAN Carine, « Lettres de guerre », *Revue d'histoire littéraire de la France*, vol. 103, 2003.
- WIEVIORKA Annette, *L'ère du témoin*, Paris, Hachette littératures, 2002 (1998).

1.3.2. La photographie

- ADAM Frantz, *Ce que j'ai vu de la Grande Guerre*, Photographies présentées par André Loez, postface d'Alain Navarro. AFP / La Découverte, 2013
- BARTHE Christine, « des photographies dites ethnographiques » dans Yves LE FUR (dir.), *D'un regard l'autre, histoire des regards européens sur l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie*, Arles/Paris, Actes Sud, 2006
- BOURDIEU Pierre et Marie-Claire, « Le paysan et la photographie », *Revue française de sociologie*, 1965, 6-2, p. 164-174.
- BOURKE-WHITE Margareth, *Portrait of myself*, New York, Simon and Schuster, 1963
- CHARPY Manuel « La bourgeoisie en portrait. Albums familiaux de photographies des années 1860-1914 », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 34 | 2007.
- CHEROUX Clément (dir), *Mémoire des camps. Photographies des camps de concentration et d'extermination nazis, 1933-1999*, Paris, Marval, 2001.
- EWIN William A, *Faire faces, le nouveau portrait photographique*, Arles, Actes Sud, 2006
- GERVEREAU Laurent, *Histoire du visuel du XXe siècle*, Paris, Seuil, 2003.
- GERVEREAU Laurent, *Montrer la guerre ? Information ou propagande*, Paris, Isthme : CNDP, coll. « Pôle photo », 2006.
- GRILLET Thierry, « Petite phénoménologie du portrait photographique », en ligne sur le site de la BNF, <http://expositions.bnf.fr/portraits/arret/1/index.htm>
- LAFON Alexandre, « La photographie mobilisée, 1914-1918 », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 123-3 | 2016, en ligne URL : <http://journals.openedition.org/abpo/3398>
- LE BRETON David, *Des visages, essai d'anthropologie*, éd. Métailié, Paris, 1992 ;
- LEMAGNY Jean Claude et André ROUILLE (dir.), *Histoire de la photographie*, Paris, Bordas, 1996
- SONTAG Susan, *Sur la photographie*, Paris, Christian Bourgeois éditeur, 2008.

1.3.3. Les cartes postales

- BROULAND Pierre et Guillaume DOIZY, *La Grande Guerre des cartes postales*, Hugo-Images, 2013,
- CHADOURNET Thierry, *La carte-photo, histoire d'un art populaire*, éd. Sutton, Tours.
- DOIZY Guillaume, « Les cartes postales de la guerre ; reflet des imaginaires collectifs » <http://centenaire.org/fr/espace-scientifique/arts/les-cartes-postales-de-guerre-reflet-des-imaginaires-collectifs>
- FINGER Sarah, *La France d'antan à travers la carte postale ancienne*, Paris, Éditions de Noyelles, 2016.
- HUSS Marie-Monique, *Histoires de famille : cartes postales et culture de guerre*, Paris, Noesis, 2000.

JACOB-ROUSSEAU Nicolas, « Paysages du front d'Orient (2). Sur la carte postale du poilu de Salonique, une macédoine d'Orients », (En ligne) sur <https://archeorient.hypotheses.org/>
KYROU Alain, *L'âge d'or de la carte postale*, Paris, Ballard, 1966
PAIRAULT, François, *Images de poilus, La Grande Guerre en cartes postales*, Tallandier-Seuil, Paris, 2002.

2. Études historiques générales

2.1. Les sociétés européennes contemporaines

CHARLE Christophe, *La crise des sociétés impériales : Allemagne, France, Grande-Bretagne*, Paris, Éd. du Seuil, 2001.
DUBY Georges, Maurice AGULHON (dir), *Histoire de la France urbaine - Tome 4 - La Ville de l'âge industriel - le cycle haussmannien*, coll. Point histoire Seuil, 1998.
RONCAYOLO Marcel, « Logiques urbaines » dans Georges DUBY, Maurice AGULHON (dir), *Histoire de la France urbaine - Tome 4 - La Ville de l'âge industriel - le cycle haussmannien*, Seuil, coll. Point histoire, 1998.
VIGARELLO Georges, Alain CORBIN (dir.), *Histoire du corps*, Paris, Point histoire Seuil, 2011.
VIGARELLO Georges, Alain CORBIN et Jean-Jacques COURTINE (dir.), *L'Histoire des émotions, vol. 3, De la fin du XIXe siècle à nos jours*, Seuil, coll. Point histoire, 2020 (2017)

2.2. Les guerres

BENOIT Christian (éd.), *Le sacrifice du soldat : corps martyrisé, corps mythifié*, Paris, CNRS : ECPAD, coll. « Collection "Corps" », 2009.
BLOCH Marc, *Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre*, Petite collection, 2019 (1921).
BROWING Christopher R, Élie BARNAVI, préface de Pierre Vidal-Naquet et postface de Pierre-Emmanuel Dauzat, *Des hommes ordinaires, le 101e bataillon de réserve de la police allemande et la Solution finale en Pologne*, Paris, Editions Tallandier, 2007 (1994 et 1992 en anglais).
CAPDEVILA Luc, « L'identité masculine et les fatigues de la guerre (1914-1945) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2002/3, p. 97-108.
En ligne, URL : <https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2002>
CAPDEVILA Luc, François ROUQUET, Fabrice VIRGILI (et alii), *Hommes et Femmes dans la France en Guerre (1914-1945)*, Paris, Payot, 2003.
CABANES Bruno, Guillaume PIKETTY et Centre d'histoire de Sciences po (France) (éd.), *Retour à l'intime au sortir de la guerre*, Paris, Tallandier, 2009.
FARRE Sébastien, *Colis de guerre. Secours alimentaire et organisations humanitaires (1914-1947)*, Rennes, PUR, 2014.
HEYRIES Hubert (éd.), *Le soldat volontaire en Europe au XXe siècle: de l'engagement politique à l'engagement professionnel: Actes du colloque internationale de Montpellier, du 3 au 5 avril 2003 ; Université Paul-Valéry, Montpellier III, Montpellier*, PUM, 2007.
HOMERE, *L'Iliade*, préface de Philippe Brunet, Paris, Point Seuil, 2010
MASSON Philippe, « Technique et effectifs, la mutation des armées au XXe siècle », dans *Revue historique des armées*, no 225, 2001
SERMAN William, Jean-Paul TAUD, *La nouvelle histoire militaire de la France 1789-1919*, Fayard, 1998.

THEBAUD Françoise, « Penser les guerres du XXe siècle à partir des femmes et du genre : quarante ans d'historiographie » *Les lois genrées de la guerre, revue Clio FHG*, no 39, 2014, pp 157-182

2.3. Histoires de la France

AGULHON Maurice, *Histoire de la France urbaine. 4. La ville de l'âge industriel: le cycle haussmannien*, Paris, Seuil, coll. Point histoire, 1998.

AGULHON Maurice et Georges DUBY, *Histoire de la France rurale. 3: Apogée et crise de la civilisation paysanne de 1789 à 1914*, Paris, Seuil, coll. Point histoire, 1992.

AGULHON Maurice, *Marianne au combat : l'imagerie et la symbolique républicaines de 1789 à 1880*, Paris, Flammarion, 1979.

AMALVI Christian, Alexandre LAFON et Céline PIOT (éd.), *Le Midi, les Midis dans la IIIe République : Actes du colloque (Nérac, 13 mai 2011)*, Editions d'Albret, 2012.

BLANC-CHALEARD Marie-Claude, *Histoire de l'immigration*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », n 327, 2001.

CORBIN Alain, *Les Cloches de la terre. Paysage sonore et culture sensible dans les campagnes au XIXe siècle*, champ histoire Flammarion, 2013, (1994)

BOYE Michel, *Histoire du tourisme de masse*, Presses Universitaires de France, Paris, 1999.

CABANEL Patrick et Marylise VALLEY « La haine du Midi : l'antiméridionalisme dans la France de Belle Époque », 2000, en ligne <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00177753>.

CHARLE Christophe, *Histoire sociale de la France au XIXe siècle*, Paris, Éd. du Seuil, Coll. Point histoire, 2015.

CHOLVY, Gérard, *Géographie religieuse de l'Hérault contemporain*, PUF, 1968.

D'ALMEIDA Fabrice, Christian DELPORTE, *Histoire des médias en France, De la Grande Guerre à nos jours*, Paris, Flammarion, 2003

DUGRAND, Raymond, *Villes et campagnes en Bas-Languedoc. Le réseau urbain*, Paris, PUF, 1963

DUKIC Suzana, « Deux siècles d'immigration en Languedoc-Roussillon », in *Hommes et migrations [En ligne]*, 1278 | 2009 //hommesmigrations.revues.org/230

DUPAQUIER Jean (dir.), *Histoire de la population française, t. IV : De 1914 à nos jours*, Paris, PUF, 1988.

ESCUDIER Jean Louis, *Les femmes et la vigne, Une histoire économique et sociale, 1850-2010*, Presses universitaires du Midi, 2016

FABRE Daniel et Jacques LACROIX, *La vie quotidienne des paysans du Languedoc au XIXe siècle*, Paris, Hachette littérature, 1991 (1974).

FARGE Arlette, *Effusions et tourments, le récit des corps: histoire du peuple au XVIIIe siècle*, Paris, O. Jacob, coll. « Odile Jacob Histoire », 2007.

FARGE Arlette (éd.), *Vivre dans la rue à Paris au XVIIIe siècle*, Paris, Gallimard, coll. « Collection Folio Histoire », no 43, 1992. (1979)

FARGE Arlette, « Couleurs, sons ; espoirs et chagrins », *Communications*, n° 102 (« Exercices d'ambiances »), 2018, Paris, Seuil, p. 211-217.

LACHIVER Marcel, *Vins, vignes et vigneronns. Histoire du vignoble français*, Paris, Fayard, 1988

LACOMBRADE Philippe et Fabien NICOLAS (éd.), *Vin et république, 1907-2007 colloque, Montpellier, 18-19 octobre 2007*, Paris, L'Harmattan, Éd. Pepper, 2009

GERMAIN-GERAUD Cécile et Fabien NICOLAS, « Les Piliers du Midi Rouge, les fondations d'une domination politique territoriale » dans LACOMBRADE Philippe et Fabien NICOLAS (éd.), *Vin et république, 1907-2007 colloque, Montpellier, 18-19 octobre 2007*, Paris, L'Harmattan : Éditions Pepper, 2009

GUIENNE Véronique, *La prostitution, une catégorie sociale construite, Action publique et prostitution*, Rennes, PUR, 2006

- LILLO Natacha « Les Espagnols en France dans l'entre-deux-guerres à travers l'exemple du Languedoc-Roussillon ». In: *Exils et migrations ibériques au XXe siècle, n°2, 2006, Espagnols et Portugais en France au XXe siècle, travail et politiques migratoires*. p. 11-55.
- MARIOT Nicolas, « Les formes élémentaires de l'effervescence collective, ou l'état d'esprit prêté aux foules », in *Revue française de sciences politiques*, 51^e année, n°5, 2001, p. 707-738.
- MILZA Pierre, « Un siècle d'immigration étrangère en France », *Vingtième siècle, n°7, juillet-septembre 1985*, pp 3-18.
- NOIRIEL Gérard, *Une histoire populaire de la France: de la guerre de Cent Ans à nos jours*, Marseille, Agone, coll. « Mémoires sociales », 2018.
- NOIRIEL Gérard, *Le creuset français : histoire de l'immigration, XIXe - XXe siècles*, Points histoire Seuil, 2006, (1988).
- NOIRIEL Gérard, *Immigration, antisémitisme et racisme en France, XIXe-XXe siècle: discours publics, humiliations privées*, Paris, Hachette Littératures, coll. « Pluriel », 2009.
- PINOL Jean-Luc, François WALTER (dir.), *La ville contemporaine jusqu'à la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Éd. du Seuil, coll. *Histoire de l'Europe urbaine*, 2012.
- PROST Antoine, J. M. WINTER, René Cassin et les droits de l'homme: le projet d'une génération, Paris, France, Fayard, 2011.
- ROYNETTE Odile, « Bons pour le service ». *L'expérience de la caserne en France à la fin du XIXe siècle*, Paris, Belin, 2000.
- SAGNES Jean, (éd.), *Deux siècles de tourisme en France : XIX - XXe siècles, Actes du colloque de l'Université Paul Valéry-Montpellier III, le 30 septembre 2000*, Perpignan, PUP, 2001.
- SAGNES Jean, *Le Midi rouge, mythe et réalité, études d'histoire occitane*, éditions Anthropos, Paris, 1982
- SECONDY Philippe, *La persistance du Midi blanc*, Perpignan, PUP, 2006.
- SEGALIN Martine, *Mari et femme dans la société paysanne*, Paris, Flammarion, coll. « Bibliothèque d'ethnologie historique », 1980.
- SOHN Anne-Marie, *Sois un homme ! La construction de la masculinité au XIXe siècle*, Paris, Seuil, 2010
- VASSAKOS Richard, *La République des plaques bleues*, Cazouls-lès-Béziers, Éditions du Mont, « coll. Mémoire », 2018.
- ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *Les luttes et les rêves. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, La Découverte, « Zones », 2016.
- ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *Histoire des femmes en France : XIXe-XXe siècles*, Rennes, PUR, coll. Collection "Didact histoire", 2005.

2.4. Pouvoir local

- AGULHON Maurice (dir.), *Les maires en France, du Consulat à nos jours*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986.
- BEC Colette, *Assistance et République. La recherche d'un nouveau contrat social sous la IIIe République*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1995.
- BERLIERE Jean-Marc, « Les pouvoirs de police : attributs du pouvoir municipal ou de l'État ? », *Criminocorpus*, revue hypermédia, en ligne [URL : <http://criminocorpus.revues.org/259>].
- BOURGUINAT Nicolas, « Le maire nourricier : renouvellement et déclin d'une figure tutélaire dans la France du XIXe siècle », *Le Mouvement Social*, n° 224, 2008/3, p. 89-104.
- CHANET Jean-François, « Les instituteurs entre État-Pédagogue et État-Patron, des lois républicaines aux lendemains de la Grande Guerre », in Marc Olivier BARUCH et Vincent DUCLERT Vincent, *Serviteurs de l'État*, Paris, la Découverte, 2000, p. 351-363.
- DANET Jean et Véronique GUIENNE (éd.), *Action publique et prostitution*, Rennes, PUR, coll. « Des sociétés », 2006.
- DUMONS Bruno et Gilles POLLET, « De l'administration des villes au gouvernement des « hommes de la ville » sous la IIIe République », *Genèses*, n°28, septembre 1997, p. 52-75.

DUMONS Bruno, Gilles POLLET et Pierre-Yves SAUNIER, *Les élites municipales sous la Troisième République. Des villes du sud-est de la France*, Paris, CNRS Éditions, 1998.

DUMONS Bruno et Gilles POLLET, « Espaces politiques et gouvernements municipaux dans la France de la IIIe République. Éclairage sur la sociogenèse de l'État contemporain », *Politix*, n° 53, 2001/1, p. 15-32.

FOUGERE Louis, Jean Pierre MACHELON et François MONNIER (éd.), *Les communes et le pouvoir : histoire politique des communes françaises de 1789 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 2002.

GEORGE Jocelyne, *Histoire des maires de 1789 à 1939*, Etrepilly, de Bartillat, coll. « Collection Terres de France », 1990.

POLLET Gilles, « La construction de l'État social à la française : entre local et national (XIXe et XXe siècles) », *Lien social et Politiques*, n° 33, 1995, p. 115-131.

3. Première guerre mondiale

3.1. Débats

AUDOIN-ROUZEAU Stéphane et Annette BECKER, « Vers une histoire culturelle de la Grande Guerre », *Vingtième Siècle*, n°41, 1994.

AUDOIN-ROUZEAU Stéphane et Annette BECKER, *14-18, Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000.

BECKER (dir.), *Guerre et cultures*, Armand Colin, 1994.

BECKER Jean-Jacques (dir.), *Histoire culturelle de la Grande Guerre*, Paris, Armand Colin, 2005.

CAZALS Rémy, « 1914-1918 : Oser penser, oser écrire », *Genèses*, n°46, mars 2002, p. 26-43.

COCHET François, *Survivre au front, 1914-1918 : les Poilus entre contrainte et consentement*, Saint-Cloud, 14-18 éditions.

CRID 14-18, « Les Français dans la Grande Guerre : nouvelles approches, nouvelles questions », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°91, juillet-septembre 2008

JULIEN Elise, « À propos de l'historiographie française de la première guerre mondiale », *Labyrinthe 18 | 2004* [En ligne] URL : <http://journals.openedition.org/labyrinthe/217>

J.-C. JAUFFRET, « Quinze ans d'historiographie française sur la Grande Guerre, 1983-1998 : essai de bilan », *colloque international organisé les 20 et 21 novembre 1998, La Grande Guerre, 80 ans d'historiographie et de représentations*, Montpellier, UMR 5609 du CNRS, ESID (États, sociétés, idéologies, défense), Université de Montpellier III, 2002.

PROST Antoine et Jay WINTER, *Penser la Grande Guerre: un essai d'historiographie*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points Histoire », 2004.

ROUSSEAU Frédéric (dir.), *La Grande Guerre en tant qu'expériences sociales*, Paris, Ellipses-Marketing, 2006.

ROUSSEAU Frédéric, *14-18, Penser le patriotisme*, Paris, Gallimard, « Folio histoire », 2018.

ROUSSEAU Frédéric (dir.), *La Grande Guerre des sciences sociales*, Outremont (Québec), Athéna éditions, 2014

3.2. Ouvrages généraux

3.2.1. Le monde et l'Europe

BERTSCHY Sylvain et Philippe SALSON, *Les mises en guerre de l'État: 1914-1918 en perspective*, Lyon, ENS Editions, 2018.

John HORNE (dir.), *Vers la guerre totale. Le Tournant de 1914-1915*, Paris, Tallandier, 2010.

LOEZ André, *La Grande Guerre*, Paris, La Découverte, 2014.

LOEZ André et Nicolas OFFENSTADT, *La Grande Guerre : Carnet du Centenaire*, Paris, Albin Michel, 2013.

PAUWELS Jacques, *1914-1918. La Grande Guerre des classes*, traduit du néerlandais par Franck Degrez. Paris, éditions Aden, 2014.

WINTER Jay Murray, Annette BECKER et Centre International de Recherche de l'Historial de la Grande Guerre, *La Première Guerre mondiale ; vol. 1 Combats, vol. 2 Etats, vol.3 Sociétés*, Paris, Fayard, 2013.

3.2.2. Les approches nationales

BECKER Jean-Jacques, *1914. Comment les Français sont rentrés dans la guerre*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1977.

BECKER Jean-Jacques, *Les Français dans la Grande Guerre*, Paris, Robert Laffont, 1980.

BECKER Jean-Jacques, *La France en guerre 1914-1918, la grande mutation*, Bruxelles, Questions du XXe s, Complexe, 1988.

BECKER Jean-Jacques et Gerd KRUMEICH, *La Grande Guerre. Une histoire franco-allemande*, Paris, Tallandier, 2008.

CABANES Bruno, *La victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Paris, Éd. du Seuil, Coll. Point histoire, 2014 (2004).

CAUCANAS, Sylvie, CAZALS, Rémy (dir.), *Traces de 14-18, Actes du colloque de Carcassonne 24-27 avril 1996*, Carcassonne, Les Audois, 1997.

COCHET François, « Les débuts de la Grande Guerre en France : « dictature » imposée du militaire ou retrait du politique ? », *Revue historique des armées*, 248 | 2007, 60-70.

DUROSELLE Jean-Baptiste, *La Grande Guerre des Français 1914-1918 : l'incompréhensible*, Paris, Perrin, 2003.

DUROSELLE Jean-Baptiste, *Histoire de la Grande Guerre. La France et les Français : 1914-1920*, Paris, Bordas, 1972.

HORNE John, « Corps, lieux, Nation. La France et l'invasion de 1914 », *Annales HSS*, n°1, janvier-février 2000, p. 73-109.

HORNE John, « « Les mains coupées », atrocités allemandes et opinion française en 1914 », LE NAOUR Jean-Yves, *Misères et tourments de la chair durant la Grande Guerre, les mœurs sexuelles des Français 1914-1918*, Paris, Aubier, 2002.

POURCHER Yves, *Les jours de guerre: la vie des Français au jour le jour, 1914 - 1918*, Paris, Hachette Littératures, coll. « Pluriel Histoire », 2008.

ROYNETTE Odile, *Les mots des tranchées, l'invention d'une langue de guerre, 1914-1919*, Paris, Armand Colin, 2010.

3.2.3. Les approches régionales

CABANEL Patrick, « Cohésion, remous et désintégration des communautés nationales », in Stéphane AUDOIN-ROUZEAU et Jean-Jacques BECKER (dir.), *L'Encyclopédie de la Grande Guerre*, Paris, Bayard, 2013 (2004), p. 535-549.

CAHIERS de la Méditerranée, 81 | 2010 *La Grande Guerre en Méditerranée*, en ligne <http://journals.openedition.org/cdlm/5397>

CHICKERING Roger, *The Great War and Urban Life in Germany, Freiburg 1914-1918*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

GREGORI Sylvain et Jean-Paul PELLEGRINETTI (éd.), *Minorités, identités régionales et nationales en guerre: 1914-1918*, Rennes, France, Presses universitaires de Rennes, 2017.

JOURDAN Jean Paul, « Insoumission et désertion parmi les soldats basques de la Grande Guerre : réalité et faux-semblants » dans, GREGORI Sylvain et Jean-Paul PELLEGRINETTI, *Minorités, identités régionales et nationales en guerre: 1914-1918*, Rennes, France, Presses universitaires de Rennes, 2017, p 44-45.

MEYNIER Gilbert, *L'Algérie révélée. La guerre de 1914-1918 et le premier quart du XXe siècle*, Genève, Librairie Droz, 1981.

- MICHEL Marc, *L'Afrique dans l'engrenage de la Grande Guerre*, Paris, Khartala, 2015..
- PELLEGRINETTI Jean Paul, *Une île dans la guerre, 1914-1918*, Belin, 2020.
- PURSEIGLE Pierre, *Mobilisation, sacrifice et citoyenneté : Angleterre-France, 1900-1918*, Paris, Les Belles Lettres, 2013.
- SALSON Philippe, *L'Aisne occupée. Les civils dans la Grande Guerre*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.
- ZIEMANN Benjamin, *War Experiences in Rural Germany, 1914-1923*, Oxford et New York, Berg, 2007 / Compte rendu de Pierre BARRAL dans la Revue historique, n° 625, janvier 2003, p. 197-199.

3.3. Les fronts militaires

3.3.1. Batailles

- BECKER Jean-Jacques, « La Grande Guerre en Méditerranée. L'Empire ottoman dans la guerre », *Cahiers de la Méditerranée*, no 81, 15 décembre 2010, p. 17-23.
- BOISSON Pascal, « La bataille de Dixmude, l'action des fusiliers marins en Flandres », en ligne <http://centenaire.org/fr/espace-scientifique/pays-belligerants/la-bataille-de-dixmude-laction-des-fusiliers-marins-en-flandre>
- FREMEAUX Jacques, *Les colonies dans la Grande Guerre : Combats et épreuves des peuples d'outre-mer*, Paris, 14-18 Editions, 2006
- GOYA Michel, *Les vainqueurs: comment la France a gagné la Grande Guerre*, Paris, Tallandier, 2018.
- KRUMEICH Gerd, « Le blocus maritime et la guerre sous-marine », in John HORNE (dir.), *Vers la guerre totale. Le Tournant de 1914-1915*, Paris, Tallandier, 2010, pp 153-173.
- OFFENSTADT Nicolas (dir), *Le Chemin des Dames de l'événement à la mémoire*, Paris, Poche Tempus, 2012 (2004)
- RENAUD Patrick-Charles, *La guerre à coups d'hommes: la bataille des frontières de l'Est : Lorraine, août-septembre 1914*, Paris, Grancher, 2014.
- SCHIAVON Max, *Le Front d'Orient*, Paris, Tallandier, 2014.
- SCHWERER François, « Le sauvetage de l'armée serbe », in *Chronique d'histoire maritime*, n° 80, juin 2016, p. 29-39.
- STEG Jean-Michel, *Le Jour le plus meurtrier de l'histoire de France - 22 août 1914*, Fayard, 2013.

3.3.2. Les expériences combattantes

- AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, *14-18, les combattants des tranchées*, Paris, Armand Colin, 1986.
- ASHWORTH, Tony, *Trench Warfare 1914-1918, The Live and Let Live System*, Pan Books, 2000 (1980).
- BEAUPRÉ Nicolas, « La guerre comme expérience du temps », *Vingtième Siècle*, n° 117, 2013/1, p. 167-181.
- BOULANGER Philippe, « Le refus de l'impôt du sang : Géographie de l'insoumission en France de 1914 à 1922 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, No. 188 (Décembre 1997), p. 3-25, Presses Universitaires de France
- BOULOC François, Rémy CAZALS, André LOEZ (dir.), *Identités troublées 1914-1918. Les appartenances sociales et nationales à l'épreuve de la guerre*, Toulouse, Privat, 2011.
- BUTON François, LOEZ André, MARIOT Nicolas (dir.) *L'ordinaire de la guerre*, Agone, 2014/1 (n° 53), p. 7-10.
- CAZALS Rémy, Emmanuelle PICARD, Denis ROLLAND (dir.), *La Grande Guerre. Pratiques et expériences*, Toulouse, Privat, 2005.

- COCHET François, « 1914-1918 : l'alcool aux armées. Représentations et essai de typologie », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 222, no. 2, 2006, p. 19-32.
- BARATAY, Eric. *Bêtes de tranchées: Des vécus oubliés*, Paris: CNRS Éditions, 2013
- BUTON François, André LOEZ, Nicolas MARIOT et Philippe LOURENCO DE OLIVEIRA, *L'ordinaire de la guerre*, Marseille, Agone, 2014.
- COCHET François, « L'armée d'Orient, des expériences combattantes loin de Verdun », *Cahiers de la Méditerranée*, 81 | 2010, pp 91-103
- CRONIER Emmanuelle, *Permissionnaires dans la Grande Guerre*, Paris, France, Belin, 2017.
- CRONIER Emmanuelle « Les permissions (anticipation, expérience et remémoration) un ressort du moral combattant français » in CAZALS Rémy, Emmanuelle PICARD, Denis ROLLAND, *La Grande Guerre. Pratiques et expériences*, Toulouse, Privat, 2005
- CRONIER Emmanuelle, « Les permissionnaires du front face aux cheminots pendant la Première Guerre mondiale », *Revue d'histoire des chemins de fer*, 36-37, 2007, p. 91-105
- FICHOU Jean-Christophe, « Les pompons rouges à Dixmude : l'envers d'une légende », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, Cairn info, PUF, 2010/4 (n° 240), p. 5-21.
- LAFON Alexandre, *La camaraderie au front, 1914-1918*, Armand Colin / Ministère de la Défense, Paris, 2014
- LAGRANGE, François « Les combattants de la « mort certaine ». Les sens du sacrifice à l'horizon de la Grande Guerre », *Cultures & Conflits [En ligne]*, 63 | automne 2006, URL : <http://journals.openedition.org/conflits/2113>
- LOEZ André, *14-18. Les refus de la guerre; une histoire des mutins*, Paris, Gallimard, coll. « Collection Folio Histoire », 2010.
- LOEZ André, « L'espace public des tranchées. « Tenir » sous le regard des autres en 1914-1918 », in R. CAZALS et al., *La Grande Guerre, pratiques et expériences*, Toulouse, Privat, 2005, p. 259-268.
- LOEZ André et Rémy CAZALS, *Dans les tranchées de 1914-1918*, Pau, Cairn, 2008
- LOEZ André « Pour en finir avec le "moral" des combattants », in Jean-François MURACCIOLE et Frédéric ROUSSEAU (dir.), *Combats. Hommage à Jules Maurin*, Paris, Michel Houdiard, 2010.
- LOEZ André et Nicolas MARIOT (dir.), *Obéir, désobéir : les mutineries de 1917 en perspective*, Paris, La Découverte, 2008.
- LUCAND Christophe, *Le Pinard des poilus. Une histoire du vin en France durant la Grande Guerre (1914-1918)*, Éditions universitaires de Dijon, 2015.
- MARIOT Nicolas, « Faut-il être motivé pour tuer ? Sur quelques explications aux violences de guerre », *Genèses*, 2003/4, n° 53.
- MARIOT Nicolas, *Tous unis dans les tranchées ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, Paris, Seuil, 2013.
- MAURIN Jules, *Armée-Guerre-Société, Soldats Languedociens (1889-1919)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982
- MIQUEL Pierre, *Les poilus d'Orient*, Paris, Fayard, 1998
- MOSSE George L., *Fallen soldiers : reshaping the memory of the world wars*, New-York, Oxford University Press, 1990.
- RIDEL Charles, *L'ivresse du soldat*, Paris, Vendémiaire, 2016
- ROLLAND Denis, *La grève des tranchées. Les mutineries de 1917*, Paris, Imago, 2005
- ROUSSEAU Frédéric, *La guerre censurée: une histoire des combattants européens de 14-18*, Paris, Seuil, 2003 (1999).
- ROUSSEAU Frédéric, « Entre découverte de l'altérité et définition de soi. L' « Orient méditerranéen » de soldats français de la Grande Guerre (1915-1918) », *Cahiers de la Méditerranée [En ligne]*, 81 | 2010.
- RUQUET Miguel, *Déserteurs et insoumis de la Grande Guerre, 1914-1918, sur la frontière des Pyrénées-Orientales*, éditions Trabucaïre, Canet en Roussillon, 2009
- SAINT FUSCIEN Emmanuel, *À vos ordres ? La relation d'autorité dans l'armée française de la Grande Guerre*, EHESS éditions, Paris, 2011

3.3.3. Les prisonniers

ABBAL Odon, *Les prisonniers de guerre 1914-1918 : prisonniers du Gard et de l'Hérault*, Thèse sous la direction de Jules Maurin présentée à l'université Paul Valéry de Montpellier en 1984.

ABBAL Odon, *Soldats oubliés. Les prisonniers de guerre français*, Esparon, 2001

AURIOL Jean- Claude, *Les Barbelés des Bannis. La tragédie des prisonniers de guerre en Allemagne durant la Grande Guerre*, Paris, Tirésias, ces oubliés de l'Histoire, 2004

BECKER Annette, *Oubliés de la Grande Guerre. Humanitaire et culture de guerre, populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Paris, Hachette, collection « Pluriel », 2003.

CANINI Gérard, « L'utilisation des prisonniers de guerre comme main d'œuvre, 1914-1916 », in CANINI Gérard (dir.), *Les fronts invisibles. Nourrir-fournir-soigner. Actes du colloque international de Verdun (6-8 juin 1980)*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1984, p. 247-261.

MEDARD Frédéric, *Les prisonniers en 1914-1918, Acteurs méconnus de la Grande Guerre*, 2010, Paris, Soteca.

GAYME Evelyne, *Les prisonniers de guerre français, enjeux militaires et stratégiques, (1914-1918 et 1939-1945)* Paris, Economica, 2010.

3.4. Les fronts intérieurs

3.4.1. L'État français.

BERTSCHY Sylvain et Philippe SALSON (dir), *Les mises en guerre de l'État : 1914-1918 en perspective*, Lyon, ENS Editions, 2018.

BOULANGER Philippe, *La France devant la conscription, Géographie historique d'une institution républicaine, 1914-1922*, Paris, Économica, 2001.

CANINI Gérard (dir.), *Les fronts invisibles. Nourrir-fournir-soigner. Actes du colloque international de Verdun (6-8 juin 1980)*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1984, p. 247-261.

FARCY Jean-Claude, *Les camps français de la Première Guerre mondiale (1914-1920)*, Paris, Economica, 1995.

FORCADE Olivier, *La Censure en France pendant la Grande Guerre*, Fayard, Paris, 2016

GESCON Alain, « Emprunt et propagande » dans *Historial de la Grande Guerre, Les affiches de la Grande Guerre*, 1998, Péronne, pp 59-73.

PIAZZA Pierre « Septembre 1921 : la première "carte d'identité de Français" et ses enjeux », *Genèses*, n° 54, mars 2004, p. 76-89.

RIDEL Charles. « Le scandale des embusqués. Le Parlement français dans la tourmente (1914-1918) », Parlement[s], *Revue d'histoire politique*, vol. 10, no. 2, 2008, p. 31-45.

TICHEZ Sébastien, « Une poste dans la Grande Guerre ; la Poste aux Armées », <http://centenaire.org/fr/espace-scientifique/societe/une-poste-dans-la-guerre-la-poste-aux-armees>

3.4.2. Les groupes sociaux

AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, *La guerre des enfants: 1914–1918, essai d'histoire culturelle*. Paris: A. Colin, 1993.

BETTE, Peggy, *Veuves de la Grande Guerre: Itinéraires et combats*. Bruxelles, Peter Lang, 2017.

BETTE, Peggy, « Veuves et veuvages de la première guerre mondiale. Lyon (1914-1924) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2008/2 (n° 98), p. 191-202

- BOULOC, François, *Les profiteurs de guerre, 1914–1918*. Paris, Editions Complexe, 2008.
- BIANCHI Roberto e Monica PACINI, *Donne « comuni » nell'Europa della Grande Guerra*, Rome, viella, coll. « genesis », XV/I, 2016.
- DÉLÉGATION AUX DROITS DES FEMMES (org), *Les femmes pendant la Grande Guerre*, Sénat, 2018.
- DORNEL Laurent, *Les étrangers dans la Grande Guerre*, Paris, Documentation française (La) 2014
- FOUCHARD Dominique, *Les poilus et leurs familles après 1918*, Rennes, PUR, 2013.
- GASTAUT Yvan et Stéphane KRONENBERG, « De la difficulté à écrire l'histoire des étrangers et des coloniaux durant la Grande Guerre », *Migrations Société*, vol. 156, no. 6, 2014, p. 43-50.
- DORNEL Laurent, « L'appel à la main-d'œuvre étrangère et coloniale pendant la Grande Guerre : un tournant dans l'histoire de l'immigration ? », *Migrations Société*, vol. 156, no. 6, 2014, p. 51-68.
- FAVRE-LE VAN HÔ Mireille, *Des Vietnamiens dans la Grande Guerre, 50000 recrues dans les usines françaises*, Paris, Vendémiaire, 2014
- MORIN ROTUREAU Évelyne (dir.), *1914-1918, combats de femmes : les femmes, pilier de l'effort de guerre*, Paris, Autrement, 2014 (2004)
- NIVET, Philippe, *Les réfugiés français de la Grande Guerre (1914-1920), les "Boches du Nord"*, Paris, Economica, 2004.
- NIVET, Philippe, Olivier FORCADE, *Les réfugiés en Europe du XVIe au XXe siècle*, Paris, Nouveau Monde, 2008.
- PERREUX Gabriel, *La vie quotidienne des civils en France pendant la Grande Guerre*, Paris, Hachette, 1966.
- PIGNOT Manon, *Allons enfants de la patrie: génération Grande Guerre*, Paris, Éditions du Seuil, 2012.
- THEBAUD Françoise, *Les femmes au temps de la guerre de 14*, Paris, Hachette, coll. Petite bibliothèque Payot, 2014 (1986).
- VIDAL-NAQUET Clémentine, *Couples dans la Grande Guerre : le tragique et l'ordinaire du lien conjugal*, Paris, France, Les Belles Lettres, 2014.

3.4.3. L'économie

- AUGÉ-LARIBÉ Michel, *L'agriculture pendant la guerre*, New Haven, Paris, Dotation Carnegie, PUF, 1925 ;.
- BERNERON-COUVENHES Marie-Françoise « Les transports maritimes dans la guerre : contraintes et adaptations » dans Patrick FRIDENSON et Pascal GRISET (dir.), *L'industrie dans la Grande Guerre*, 2016, p. 35-51.
- CANINI Gérard (dir.), *Les fronts invisibles. Nourrir-fournir-soigner*. Actes du colloque international de Verdun (6-8 juin 1980), Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1984.
- WALL Richard et Jay WINTER (dir.), *The Upheaval of War. Family, work and welfare in Europe, 1914-1918*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

3.4.4. La démographie et les épidémies

- DARMON Pierre, « Une tragédie dans la tragédie : la grippe espagnole en France (avril 1918-avril 1919) », *Annales de démographie historique, 2000-2. Famille et parenté*, p. 153-175
- ETUDES HÉRAULTAISES, revue de Sciences humaines et sociales, *Dossier ; épidémies dans l'Hérault, numéro 55*, Montferrier-le Lez, 2020
- FESTY Patrick, « Effets et répercussions de la première guerre mondiale sur la fécondité française », in *Population*, n°6, 1984, p. 977-1010.
- LAHAIE Olivier, « L'épidémie de grippe dite « espagnole » et sa perception par l'armée française (1918-1919) », *Revue historique des armées*, 262 | 2011

- RASMUSSEN Anne, « La grippe espagnole » » dans WINTER Jay (dir.), *La première guerre mondiale, Volume 3, Sociétés*, Paris, Fayard, 2014, p. 369-389
- REY Didier., « La Corse, ses morts et la guerre de 1914-1918 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 121, 2014
- SPINNEY Laura, *La Grande tueuse, comment la grippe espagnole a changé le monde*, Albin Michel, Paris, 2018
- VINET Freddy, *La Grande Grippe, 1918, la pire épidémie du siècle*, Paris, Vendémiaire, 2018

3.4.5. Les morts, deuils, mémoires

- ANTICHAN, Sylvain, Sarah GENSBURGER, and Jeanne TEBOUL, “La commémoration en pratique : Usages et appropriations du centenaire de la Première Guerre mondiale.” *Matériaux pour l'histoire de notre temps* 121–22 (2016): 5–66.
- ALBERT Jean Pierre, « Du martyr à la star ; métamorphose des héros nationaux » dans Daniel FABRE et Françoise ZONABEND (dir.), *La fabrique des héros*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1999.
- AUBRY Martine et Francois HEBEL, *36 000 cicatrices : Les monuments aux morts de la Grande Guerre*, Paris, 2016.
- AUBRY Martine et Matthieu DE OLIVEIRA, « Une base de données sur les monuments aux morts : histoire concrète et valorisation numérique », In Situ [En ligne], 25 | 2014, URL : <http://journals.openedition.org/insitu/11551>,
- AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, *Quelle histoire, un récit de filiation, 1914–2014*, Paris, Gallimard, 2014.
- AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, *Cinq deuils de guerre, 1914–1918*. Paris: Noésis, 2001.
- BECKER Annette, *Les monuments aux morts, mémoire de la Grande Guerre*, Paris, Errance, 1988
- BECKER Annette, *La guerre et la foi. De la mort à la mémoire. 1914-1930*, Paris, Armand Colin, 1994.
- CHABORD Marie Thérèse, « Le livre d'or de la Première Guerre mondiale : un projet sans suite », *Revue historique de l'Armée*, n° 2, 1973, p. 76-89.
- DALISSON Rémi, « Les racines d'une commémoration : les fêtes de la Revanche et les inaugurations de monuments aux morts de 1870 en France (1871-1914) », *Revue historique des armées*, 274 | -1, p. 23-37.
- DAVID Franck, *Comprendre le monument aux morts : Lieu du souvenir, lieu de mémoire, lieu d'histoire*, Paris, éditions Codex et Ministère de la Défense, 2013.
- GUILLON Jean-Marie (dir.), « Voyage dans la France de Vichy: la Légion française des combattants », *Annales du Midi*, vol. 116, 2004.
- HEBEL François, Raymond DEPARDON, *36 000 cicatrices: les monuments aux morts de la Grande Guerre :exposition*, Paris, Panthéon, 21 mai-11 septembre 2016, Paris, Editions du Patrimoine : Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale, 2016.
- JAUFFRET Jean Charles, « La question du transfert de corps (1915-1934) », dans *Traces de 14-18, actes du colloque international organisé par les Archives départementales de l'Aude, l'association Les Audois et l'université de Toulouse-Le Mirail*, 1997, p. 133 à 146.
- LEDOUX Sébastien, *Le Devoir de mémoire. Une formule et son histoire*, Paris, CNRS Éd., 2016
- OFFENSTADT Nicolas, *14-18 aujourd'hui: la Grande Guerre dans la France contemporaine*, Paris, O. Jacob, coll. « Histoire », 2010.
- PAU Béatrix, *Le Ballet des morts: Etat, armée, familles; s'occuper des corps de la Grande Guerre*. Paris: La Librairie Vuibert, 2016.
- PAU Béatrix, « La violation des sépultures militaires, 1919-1920 », *Revue historique des armées [En ligne]*, 259 | 2010, URL : <http://rha.revues.org/6980>
- PROST Antoine, *Les Anciens Combattants et la société française, 1914–1939*, 3 vol. Paris: Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1977.

PROST Antoine, « Les Monuments aux morts, Culte républicain ? Culte civique ? Culte patriotique ? » Pierre NORA (dir.), *Les lieux de mémoire, I. La République*, Gallimard, Paris, 1984, p. 195-225.

PROST Antoine, « Compter les vivants et les morts : l'évaluation des pertes françaises de 1914-1918 », *Le Mouvement Social*, vol. 222, no. 1, 2008, p. 41-60.

PROST Antoine, « Les morts », dans WINTER Jay (dir.), *1914-1918, La première guerre mondiale*, Paris, Fayard, Volume 3, Sociétés, 2014, pp. 559-623

PROST Antoine, *Les anciens combattants: 1914 – 1940*, Éd. revue, Paris, Gallimard, coll. « Folio Histoire, 2014 (1977)

WAINSTAIN Nadia, Bilan territorial du Centenaire de la Première guerre mondiale, 2013-2018, 2019, en ligne sur

https://www.centenaire.org/sites/default/files/references-files/bilan_territorial.pdf

4. Les Midis

4.1. Économie et société vitivinicole

ESCUDIER Jean Louis. « Le travail viticole féminin, une entité complexe » dans Jean SAGNES (dir.), *La révolte du Midi viticole 100 ans après, 1907-2007*, coll. Études, Presses universitaires de Perpignan, 2008, p 197- 213.

GAVIGNAUD-FONTAINE Geneviève et Henri MICHEL (dir.), *Vignobles du sud-XVIe-XXe siècle*, Actes du colloque, Université Paul Valéry, Montpellier, 2003.

FERRAN André, *L'État face à la révolte de 1907. Le traitement par la justice de la colère des vigneron du Midi*, Paris, La Découverte, 2007

LE BRAS Stéphane, « Négoce des vins et grande propriété viticole en Languedoc dans la première moitié du XXe siècle : interactions, partenariats et communauté d'intérêts », 2015, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01325339>

LE BRAS Stéphane, *Le négoce des vins en Languedoc: l'emprise du marché: 1900-1970*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2019.

PECH Rémy et Jules Maurin, *1907, les mutins de la République: la révolte du Midi viticole*, Toulouse, Privat, coll. « Histoire », 2007.

PECH Rémy, « L'organisation du marché du vin en Languedoc et en Roussillon aux XIXe et XXe siècles », *Études rurales*, n°7880, *Foires et marchés ruraux en France*, 1980, p. 99-111

PECH Rémy, « Le développement d'une grande entreprise viticole en Languedoc : l'exemple des domaines de la Compagnie des Salins du Midi (1890-1940) » dans *Études Héraultaises*, numéro 4, 1974, pp 21-39.

PECH Rémy, « 1907 : Révolte contre Marianne ou Marianne en révolte ? » dans Robert LAFONT, *La haute conscience d'une histoire. Actes du Colloque de Nîmes (2009)*, Trabucaire, Canet-en-Roussillon, 2013.

PIC François et Jean SAGNES « La crise de 1907 en Languedoc et en Roussillon : bilan historiographique et essai de bibliographie. » In: *Annales du Midi : revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale*, Tome 101, n°187, 1989

SAGNES Jean, *Petite histoire de l'Occitanie*, Pau, Cairn, 2018.

SAGNES Jean et Jean-Claude SEGUELA, *1907, la révolte du Midi de A à Z*, Béziers, Aldacom, 2007

4.2. Première guerre mondiale

ABBAL Odon, *Les monuments aux morts de l'Hérault : 1914-1918*, Montpellier, 1998.

ANDREANI Roland, « L'antimilitarisme en Languedoc avant la Première guerre mondiale » dans *Revue d'histoire Moderne et Contemporaine*, t. XX, janvier-mars 1973, pp 42-58

- DEDIEU Olivier, « Anciens combattants et revanche politique dans l'Hérault » dans, *Voyage dans la France de Vichy : la Légion française des combattants, Annales du Midi*, n° 245, janvier-mars, Editions Privat, Toulouse, 2004, pp 37 à 56
- DELPOUS Christine, « Aux origines d'une vie d'engagements, Louis Vallière et la Grande Guerre » dans *Études Héraultaises, revue de Sciences humaines et sociales, D'une guerre à l'autre, 1914-1945*, numéro 44-2, Montferrier-le Lez, 2014
- DELPOUS-DARNIGE Christine et Hélène TRNKOVA, *Frontignan-la-Peyrade : une société dans la guerre. 1914-1918*, Ville de Frontignan-la-Peyrade, 2018.
- DELTEIL Joseph, *Les Poilus*, Paris, Grasset, coll. « Les Cahiers Rouges », 2013 (1926)
- LE BRAS Stéphane « Vin, littérature de guerre et construction identitaire Le cas des soldats languedociens pendant la Grande Guerre. » *Siècles, Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"*, 2014, *Littératures, identités régionales et Grande Guerre*. En ligne
- LE BRAS Stéphane, « Si loin, si proche. La filière vitivinicole héraultaise dans la Grande Guerre (1914-1919) » in Thierry Allain (dir.), *Entre paysage et histoire. Représentations de l'espace et manifestations du pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 2018, p. 133-154.
- LE NAOUR Jean-Yves, *La légende noire des soldats du Midi*, Paris, Vendémiaire, coll. « Écho », 2013.
- PAPPOLA Fabrice. « 1914-1918 : la presse toulousaine face au discours dominant », in: *Annales du Midi : revue archéologique, historique et philologique de la France méridionale, Tome 120, N°262, Regards du Midi sur la Grande Guerre, 2008*. p. 249-263
- PAU Béatrix, *Des vignes aux tranchées, la Grande Guerre en pays biterrois*, Éditions du Mont, Cazouls-les-Béziers, 2013.
- ROUSSEAU Frédéric, « Paroles de femmes de poilus : jours de guerre au féminin sur le front intérieur languedocien », *Annales du Midi, tome 112, n° 232, octobre-décembre 2000*, Toulouse, Privat, p. 483-498.
- SECONDY Louis, Guilhem et Jean-Luc, *Les Héraultais dans la Guerre de 14-18*, Villeveyrac, Papillon Rouge Éd., 2014.

4.3. Monographies communales

- APAAR, Association pour la promotion des archives d'Agde et de sa région (éd.), *Agde, les Agathois et les grands conflits militaires : actes du colloque tenu le samedi 9 juin 2007*, Agde, Association pour la promotion des archives d'Agde et de sa région, 2008.
- FAYET Jean, *Marseillan : un village en Bas-Languedoc. 1, Histoire générale des origines à nos jours.- Marseillan : Mairie de Marseillan, 1985. II, Encyclopédie historique : ses sites, ses monuments, ses institutions, ses activités, ses personnages célèbres à travers les âges.- Mairie de Marseillan, 1986.*
- PICHEIRE Joseph, *L'histoire d'Agde*, Editions Bissuel, Lyon, 1966.
- SABATERY Michel et Stéphane PEPIN, *Bessan au fil du temps*, Bessan, 2002.
- SAGNES Jean, (dir) Agde, *2600 ans d'histoire*, Privat, Toulouse, 2006
- SAGNES Jean (dir.), *La vigne et le vin à Agde et dans sa région*, Les cahiers du GRHISTA, n°2, Saint Estève, 2010
- SAGNES Jean (dir.), *Agde, son fleuve, son canal*, les cahiers du GRHISTA, n°5, Saint Estève 2013.
- SAGNES Jean (dir.) *Aspects de l'enseignement à Agde du XVIIIe siècle à nos jours*, Les cahiers du GRHISTA, n° 6, Saint Estève, 2014.
- SAGNES Jean (dir.), *1914-1918, L'Agadès dans la guerre*, Les cahiers du GRHISTA, n°7, Saint Estève 2015.
- SAGNES Jean (dir.), *La ville d'Agde dans la révolte du Midi viticole en 1907*, Les cahiers du GRHISTA, n°10, Saint Estève, 2018.
- SAGNES Jean (dir.), *Agde et la mer du XVIIe au XXe siècle, L'école d'hydrographie, le port, les marins*, Les cahiers du GRHISTA, n°11, Saint Estève, 2019.

SAGNES Jean (dir.), *Culture et politique sous la IIIe République, Jean Bédos, médecin, maire et poète*, Les cahiers du GRHISTA, n°12, Saint Estève, 2020.

VITTUMI Henri, *Vias et les Viassois de l'époque moderne aux temps contemporains (étude d'histoire locale)*, Vias, ACTA Mairie, 2000

5.2. SOURCES

1. Témoins et témoignages.

Les témoignages utilisés sont pour l'essentiel inédits. Le corpus propose une variété inhabituelle de formats, de natures et de contenus entre grand récit édité et trace minuscule inhumée, et, peut-être plus encore, de conditions et de dates de collecte puis de conservation. Mais parce qu'ils sont de bout en bout au cœur de ce travail, voire sa justification, ces écrits et images nécessitaient un cadre spécifique de présentation afin de n'en oublier aucun, de mettre en avant les singularités de chacun et la complexité formelle du tout pour, enfin, être la plus précise possible concernant les conditions concrètes de leur accessibilité.

1.1 Corpus.

1.1.1. Lots de témoins et de témoignages principaux directement liés au canton.

- Célestin ADGE + 4 épistoliers, cartes postales, AMA, fonds privé numérisé 1914-1918, Michel Adgé
- Jean-Pierre ALDIAS, Carnet, ADH en ligne, <http://archives-pierresvives.herault.fr>, entrée 1914-1918, Archives numérisées de complément 116 PRI 1
- Louis AYRAUD, Fonds privés numérisés, Association *La Guilde2Bessan*
- Louis BARON, *Mes souvenirs de la guerre de 14*, cahier d'écolier rédigé vers 1990, AMA, fonds Frank Bancal sous-série 11Z10.
- Paul BASCOUL + 5 épistoliers, lettres, ADH en ligne, <http://archives-pierresvives.herault.fr>, entrée : guerre 1914-1918, fonds privé, 1J1720
- Famille BARBEZIER - 14 épistoliers -, 252 cartes postales et 3 lettres, AMA, fonds privé numérisé 1914-1918, Francis Ascensio
- Jean BEDOS, cartes postales, photographies, carnets, poèmes, discours, AMA, fonds Albert Bedos 51Z
- Pierre BOSCH, extraits du semainier publiés et commentés dans Henri VITTUMI, *Vias et les Viassois de l'époque moderne aux temps contemporains (études d'histoire locale)*, Mairie de Vias, Association Culturelle des Traditions et des Arts, Les Editions de la Tour Gile, Péronnas, 2000, pp 513-523.
- Emile CARABASSE, cartes postales, AMA, Fonds privé numérisé 1914-1918 Calabuig
- Joseph CHAVARDES + 9 épistoliers, cartes postales, Fonds privé numérisé 1914-1918, Fonds Chavardès
- Famille CAUQUIL - 5 épistoliers -, cartes postales, AMA, Fonds privé numérisé 1914-1918, Fonds Grimal
- Madeleine CORNAIL, *Souvenirs de la vie et de la cuisine agathoises*, AMA, Tapuscrit, 219 pages, Agde, 2007.
- François CULLIER + 3 épistoliers, 122 lettres et cartes, AMA, fonds privé numérisé 44Z Francine Ferraz
- Famille DELMAS - 12 épistoliers -, cartes postales, AMA fonds privé numérisé 1914-1918, Jean Pierre Delmas. Contient aussi des cartes expédiées par Joseph FABRE à Joséphine - BONNAFIL, future belle-fille.

- Joseph DEZARNAUD + 1 épistolier, lettres mises en ligne par l'académie de Caen, sous le titre « Lettres de Jo », https://issuu.com/academie-de-caen/docs/lettres_de_jo_1914-1915. + AMA, version papier.
- Paule DUCONQUERE, *La vie d'une paysanne agathoise en 1914/1918*, 1994, tapuscrit, AMA, sous-série 11Z8, fonds Frank Bancal.
- Jean FELIX, AMA, Varia en cours de classement + fonds privé Laurent Félix.
- André FILLIOL, souvenir recueilli et publié par Jean FAYET. *Marseillan : un village en Bas-Languedoc*. Volume II, *Encyclopédie historique : ses sites, ses monuments, ses institutions, ses activités, ses personnages célèbres à travers les âges*, Mairie de Marseillan, 1986, pp 476-480 + AMM, 27W7 fonds privé Ortolan, 2 cartons.
- Valentin FOURNIER, « Les carnets du soldat Fournier » dans, Association pour la promotion de l'histoire sociale millavoise, *Revue La Main chaude*, publication annuelle, 2016 et 2017.
- Louis GLEIZES, lettres, fonds privé Etienne Gleizes, Bessan.
- Paul HONORAT + 4 épistoliers, ADH en ligne, <http://archives-pierresvives.herault.fr>, entrée 1914-1918, Archives numérisées de complément, 26 PRI2, cartes postales, 26PRI3, carnet de captivité, 1918, 26 PRI1, livret militaire, 26 PRI4, douille d'obus sculptée + cartes postales dans la correspondance de Marie et P. Loubet.
- Famille LARROQUE - 6 épistoliers - lettres, AMA, fonds Frank Bancal, sous-séries 11Z7, 11Z11, 11Z13, 11Z116 + Fonds privé Anne Marie Tilliac déposé aux archives municipales agathoises sous forme numérisée.
- Marie et Paul LOUBET + 7 épistoliers, lettres, AMA, Fonds Frank Bancal sous-série 11Z30
- Marius MALLET, lettres, Archives privées, Association Marseillan d'hier et d'aujourd'hui.
- Joseph MIQUEL + 8 épistoliers dont Pierre MONTANIE, cartes postales et photographies en ligne, blog privé, <https://maroc1915.hypotheses.org/24>
- Antoine MATHIEU, cartes postales et lettres adressées à ses parents et à ses sœurs, présentes à la fois dans les lots LOUBET et DELMAS.
- Marie-Jeanne et Dori NOUGARET + 2 épistoliers, cartes postales, Archives privées, Association Marseillan d'hier et d'aujourd'hui.
- Joséphine et Louis PALMIER + 6 épistoliers, cartes postales, AMA, fonds numérisé 1914-1918, Jean Michel Palmier.
- Ernest PELISSIER + 7 épistoliers, cartes postales, AMA, fonds privé numérisé 1914-1918, Jean Péliissier.
- Joseph PICHEIRE, carnet + 4 épistoliers + discours, AMA, fonds privé numérisé 1914-1918, Jean Pierre Picheire.
- Jules RAYSSAC, + 2 épistoliers, lettres, AMA, fonds privé numérisé 1914-1918, Rayssac.
- Jean et André SERVEN + 7 épistoliers dont J. DELMAS, cartes postales, AMA, Fonds privé numérisé 1914-1918, Marc Serven. Contient aussi des cartes expédiées par Jules AVETTA, futur gendre de Jean et Clémence Serven, à ses parents.
- Joseph SIGAL + 3 épistoliers, lettres et cartes, 1914-1919. AMA, fonds Frank Bancal sous-séries 11Z32, 11Z33 + 10 lettres, fonds privé numérisé Serge Sénabré entrée Joseph Sigal + collection privée Alain Carles. Tapuscrit de la correspondance totale ordonnée par Joëlle Hermange.
- Louis VALLIERE, photographies, discours publiés dans l'Avenir Agathois, AMA, Fonds Louis Vallière numérisé.
- Cornélie, Rose et Victor VIDAL + 7 épistoliers, cartes postales, AMA, fonds privé numérisé 1914-1918, Barascud.
- Jules VIVIANI, AMA, DOS 13. Contenant un tapuscrit signé Jules Viviani, « *La famille Viviani pêcheur de sables* » + des poèmes « *Souvenirs et anecdotes de la vie vécue avec mes camarades dans la campagne des armées en Orient* » + PH 499, René Viviani, *La vie de Jules Viviani mon père*.

1.1.2. Sources isolées classées par fonds d'archives : lettres et cartes -une à dix – et extraits de carnets.

-Albert ALAZET, « *Mes souvenirs* », *L'Agathois*, Journal hebdomadaire, 27 octobre 1994.

-AMA, fonds privés numérisés 1914-1918

Fonds Alain Carles : Félicie CORPORON, Henri BESSET / fonds Pierre Châtel : Joseph GALINIER (5 cartes) / fonds Jean Marie Rigal : Jean GOUT (3 lettres) / fonds Belluc : Emile CONSTAN, Moïse IMAR, Ernest SEVERAC (3 cartes).

-AMA, fonds privé Frank Bancal, sous-série 11Z

Paul BRU, Pascal ALTHEMIR, Rose GOURC, 11Z228.

Marie FORESTIER, carnet de contenu des colis envoyés en 1918, sous-série 11Z 17

Emile SERRADEILL, 8 lettres à son épouse M. Jeanne, sous-série 11Z 31.

-AMA, fonds privé Georges Cléophas, sous-série 19Z

Honoré AUBIEL, Louis BOYER, Nicolas CATANZANO, Rose NOUGARET, Victoire DESPRES, cartes postales, sous-série 19Z 66.

Jean BRU, Jean Paul BOURGUIGNON (à Paul Loubet), Paul CASSE, cartes postales, 19Z74

-AMF, fond privé Berthuel

Germain et Victoire BERTHUEL (2 cartes + 1 lettre)

-Association *La Guilde de Bessan*,

Gustave DAVID, Clément DURSO, Moïse LOUPIAS, Rose MARTIN, Fonds numérisés privés, 1914-1918.

-Collecte Europeana 1914-1918,

Henri ESCAFIT (1 lettre), FRAD034-052,

Fratricie MAFFRE de BAUGE (4 cartes), FRADO34-209

Marie Antoinette et Aimée GUIRAUD (4 cartes), FRBMTO-042.

-Autres

Marius ROQUEBLAVE, Allocution prononcée devant le conseil municipal, 20 novembre 1919, AMM, 1D17, Registre des délibérations municipales, 20 novembre 1919 ou ADH en ligne, 1M643/6, p. 89-90.

Henri CABANEL (carte), Cyprien CABANEL (extrait de carnet) dans le catalogue de l'exposition « Vias et les Viassois 1914-1918 », 2014, publié en ligne par la Mairie de Vias.

1.1.3. Lots de témoins et de témoignages de Florensac

Marguerite et François FABRE + 3 épistoliers, cartes postales, photographies et semainier 1914 + Lettre de Jules BETHARIES, AMA, Fonds privé numérisé 1914-1918 Villeneuve.

Joseph LANDES, carnet + 1 lettre + 2 articles de presse, fonds privé numérisé 1914-18, Gelly-Pujol

Philomen MIOCH *Les tribulations d'un ouvrier agricole*, publié à compte d'auteur, Nîmes, 1984 / En ligne sur le blog familial : <http://miochfamille.free.fr/>

1.1.4. Témoins et de témoignages liés aux régiments de la 31^e DI où étaient incorporés de nombreux fantassins du canton au moins dans les deux premières années du conflit.

Pierre Justin BELLET, *Ma guerre de 14, témoignage*, Les Amis de Montagnac, 2009. (96^e RI)

Saint Prix PETITJEAN, correspondances en ligne,

<http://www.chtimiste.com/carnets/Petitjean/Petitjean.htm> (342e/96e/122e RI)

-Benjamin SIMONET, *Franchise militaire. De la bataille des frontières aux combats de Champagne, 1914-1915*, Gallimard NRF, 1986 (142^e, 176^e, 40^e RI)

1.2. Hors corpus.

1.2.1. Témoignages utilisés ponctuellement.

Louis BARTHAS, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918*, Paris, La Découverte-poche, réédition 1997 (1977), introduction et postface de Rémy Cazals. (296e RI)
Famille BASCOUL-COULET-VALIBOUSE, Archives municipales de Frontignan, fonds privé numérisé 1914-1918, André Coulet.

Gaston BECARD, carnet, août 1914-janvier 1916, (81^e et 342^e RI) en ligne sur <http://www.chtimiste.com/carnets/Becard/becard.htm>

Henri BLEYS, carnet + correspondances, <http://www.chtimiste.com/carnets/bleys.htm>.

Pierre BEAU, carnet en ligne (2006), (175 et 176e RI en Orient), sur <http://www.chtimiste.com/carnets/Beau/beau.htm>

Léopold COUÏSSY, *La guerre de 1914-1918 par Alfred Couïssy*, 1921, ADH en ligne, 1914-1918, Archives numérisées de complément, 125 PRI 1. (4e RIC)

Antoine GALLAND, carnet en ligne (2014) (175 et 176e RI en Orient) sur <http://www.chtimiste.com/carnets/Galland/Galland.htm>

Pierre Sully JAULMES, ADH en ligne, 1914-1918, Archives numérisées de complément, carnet dactylographié (version utilisée pour les citations), 71 PRI 3, carnet manuscrit 71 PRI 3, carnet de notes 71PR2. (142e RI)

Louis NOUGARET, ADH en ligne, 1914-1918, Archives numérisées de complément, 59PR1.

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1653579/>

Clotaire RIEULLE, *Souvenirs et pensées d'un sous-officier d'infanterie*, édité à compte d'auteur, 1978.

Jean-Antoine SAUZET, *Les échos de Soubès pendant la guerre de 1914-1918*, juin 1919, Librairie Berger-Levrault, Nancy-Paris Strasbourg, en ligne sur

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1653579.image>

1.2.2. Témoignages publiés

ALLORANT Pierre et Jacques RESAL (éd.), *Femmes sur le pied de guerre: chronique d'une famille bourgeoise, 1914-1918*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, coll. « La collection Documents et témoignages », 2014.

BARTHAS Louis, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier*, préface par Rémy Cazals, Paris, La Découverte, 2013 (1978).

BAUDASSE Justinien, *Poèmes d'un triste temps*, Béziers, 1932,

BELLET Justin, *Ma guerre de 14*, Montagnac, Amis de Montagnac, 2009.

BONFILS Louis, *L'occitan en guerre. Lettres à Pierre Azema (août 1914-décembre 1916)*, traduit et présenté par Guy Barral, Collection « Estudis occitans ». PUM, 2015

BOSSHARD Madeleine et Antoine, Rémy CAZALS et Nicolas OFFENSTADT, « *Si je reviens comme je l'espère* »: lettres du front et de l'arrière, 1914-1918, Paris, Perrin, 2005.

DELPOUS-DARNIGE Christine et Virginie GASCON, « *Nous ne serions jamais séparés* ». Correspondance de Marie et Paul Loubet, couple de jardiniers agathois : 1915-1918, Cazouls-lès-Béziers, Éditions du Mont, 2016.

GENEVOIX Maurice, *Ceux de 14*, présenté par Michel Bernard et Florent Deludet Paris, Flammarion, 2018 (1949)

GRENADOU Ephraïm et Alain PREVOST, *Grenadou, paysan français*, Paris, Point histoire Seuil, 1978 (1966)

- LATZKO Andor, Martina Wachendorff, Henri-Frédéric Blanc et Marcel Martinet, *Hommes en guerre*, Marseille, Agone éditeur, 2003, (1917 et 1920 en français).
- LE GOUIN Jean, *Journal d'un simple matelot de la Grande Guerre*, L'ancre De Marine, 2004(1932).
- MAUNY Michel, *Emile et Léa, Lettres d'un couple d'instituteurs bourguignons dans la tourmente de la Grande Guerre*, publication à compte d'auteur, 2006
- MAUREL Jean, *Quins 1800-2000 ou La traversée du temps par une commune du Ségala*, Toulouse, Selbstverl, 2004.
- MIOCH Philomen, *Les tribulations d'un ouvrier agricole, Souvenirs*, publié à compte d'auteur, Nîmes, 1984. / En ligne sur le blog familial <http://miochfamille.free.fr/>
- PLANTIE Cécile, *Que de baisers perdus... La correspondance intime de Léon et Madeleine Plantié (1914-1917)*, préface de Clémentine Vidal-Naquet, Presses universitaires de Bordeaux, 2020
- REVERDY Marius, *Mon journal de guerre 1914-15-16-17-18, Avec les fusiliers marins sur l'Yser, À bord d'un sous-marin en Méditerranée*, présentation et notes de Rémy Cazals, Carcassonne, Archives départementales de l'Aude, 2016
- REVUE LA MAIN CHAUDE, *Les carnets du soldat Fournier*, Millau, Association pour la promotion de l'histoire, 2016 et 2017.
- SIMONET Benjamin, *Franchise militaire: de la bataille des frontières aux combats de Champagne (1914-1915)*, Paris, Gallimard, 1986.
- STEUCKARDT Agnès (éd.), *Entre village et tranchées: l'écriture de Poilus ordinaires*, Uzès, Inclinaison Editions, 2015.
- ZWEIG Stefan, David SANSON et Bertrand DERMONCOURT, *Seuls les vivants créent le monde*, Paris, 2018.
- TRUFFAUD Paul, *1914-1918. Quatre années sur le front. Carnets d'un combattant*, 1998, Paris, Éditions IMAGO, 1998.

2. Publications à caractère de sources

2.1. Recueils de photographies et de cartes postales.

- ARNAUD Albert, *Marseillan d'hier et d'aujourd'hui*, Castries, Les Éd. du Mistral, 2003.
- BERGASSE Jean-Denis et Daniel KUENTZ, *L'Eldorado du vin: les châteaux de Béziers en Languedoc*, Montpellier, Presses du Languedoc, 1994.
- CAMPS Christian, *Agde, d'hier à aujourd'hui*, Péronnas, Editions de la Tour Gile, 1999.
- CARLES Alain et Louis BENTAJOU, *Agde en cartes postales, Tome II*, Saint-Cyr-sur-Loire, A. Sutton, 2005.
- CARLES Alain et Louis BENTAJOU, *Agde*, Saint-Cyr-sur-Loire, A. Sutton, 2003.
- CARLES Alain et Louis BENTAJOU, *Agde en cartes postales, Tome II*, Saint-Cyr-sur-Loire, A. Sutton, 2005.
- CARLES Alain et Georges CLEOPHAS, *Agde en cartes postales, Tome III*, Béziers, Aldacom, 2008.
- CATALOGUE de l'exposition « *Azéma, une famille d'artistes agathois*, 2009, Agde
- CLEOPHAS Georges, *Le Racing club agathois : une histoire en rouge et noir*, Béziers, Aldacom, 2006.
- Collectif, *Et si Baldy nous était conté...*, Emile Fondecave, Béziers.2010
- GUIRAL Maurice et Etienne BRUALLA, *En Languedoc au temps jadis...Le Grau d'Agde*, .Lacour.
- MOLINO Jean-Vincent, *Marseillan*, Saint-Cyr-sur-Loire, A. Sutton, 2004.
- MOLINO Jean-Vincent, *Marseillan Tome 2, De la vigne à la table*. Saint-Cyr-sur-Loire, A. Sutton, 2006.

2.2. Historiques régimentaires En ligne : <http://gallica.bnf.fr>.

- Historique du 6e bataillon alpin de chasseurs à pied*, librairie Chapelot, Paris, d'après le Journal de Marche du Régiment et son Livre d'Or. Imprimerie Coopérative Ouvrière – Montpellier, transcription intégrale et numérisation: P. Chagnoux – 2014
- Historique du 56e R.A.C.*, d'après le Journal de Marche du Régiment et son Livre d'Or. Imprimerie Coopérative Ouvrière – Montpellier, transcription intégrale et numérisation : P. Chagnoux – 2014
- Historique du 17e Régiment d'Infanterie* Imprimerie photographique H. Wayer et M. Josse, Prémery (Nièvre) numérisation : P. Chagnoux – 2011
- Historique du 40e Régiment d'Infanterie* d'août 1914 à août 1919, transcrit et numérisé par Jean Marie Chardès
- Historique du 58e Régiment d'Infanterie*, Anonyme, Imprimerie Rullière, 1920, numérisé par Jean-Pierre Rocca
- Historique du 81e Régiment d'Infanterie*, caporal Gabriel Boissy, Imprimerie. Mistral Cavaillon, 1918, numérisé par Lucie Allen
- Historique du 96e Régiment d'Infanterie*, Anonyme, Imprimerie Berger-Levrault, sans date, numérisé par Frédéric Avenel
- Historique du 122e Régiment d'Infanterie*, Anonyme, Imprimerie Carrère, sans date, numérisé par Jean-Claude Poncet
- Historique du 141e Régiment d'Infanterie*, Anonyme, Imprimerie Berger-Levrault, sans date, Béziers, numérisation : P. Chagnoux – 2011
- Historique du 142e Régiment d'Infanterie*, Anonyme, Imprimerie Berger-Levrault, sans date, numérisé par Christophe Gendron
- Historique du 176e Régiment d'infanterie*, Imprimerie du Midi, F. Bezombes Aîné, Béziers. Numérisation, P. Chagnoux – 2011
- Historique du 227ème RI*, Anonyme, Imprimerie de Thorey, 1920, numérisé par Pierre Porte
- Historique du 341e Régiment d'Infanterie Campagne 1914-1918*, Anonyme, Marseille, 1931
- Historique du 280e Régiment d'Infanterie Campagne 1914-1918*, Anonyme, Librairie Chapelot – Paris – 1931
- Historique du 296e RI*, Béziers imprimerie nouvelle M. Mathieu & Cie, numérisé par Jean Luc Dron
- Historique du 342e Régiment d'Infanterie*, Imprimerie J. Pagès – Mende, numérisation : P. Chagnoux – 2012
- Historique du 322e Régiment d'Infanterie Territorial*, Imprimerie G. Delmas – Bordeaux - 1920 numérisation : P. Chagnoux – 2009.
- Historique du 124e Régiment d'Infanterie Territorial*, Imprimerie Carrère – Rodez, numérisation : P. Chagnoux – 2009
- Historique du 121e Régiment d'Infanterie Territorial*, Imprimerie M. Mathieu et Cie – Béziers numérisation : P. Chagnoux – 2009

2.3. Divers

- Annuaire de l'Hérault et des vignobles du Midi, année 1914, consultable en ligne sur <http://archives-pierresvives.herault.fr>
- BLIN Jacques, *Cette 1914-1918*, Editions Flam, Sète, 2014
- FAYET Jean, Marseillan : *un village en Bas-Languedoc. I, Histoire générale des origines à nos jours*. Mairie de Marseillan, 1985. *II, Encyclopédie historique : ses sites, ses monuments, ses institutions, ses activités, ses personnages célèbres à travers les âges*, Mairie de Marseillan, 1986.
- HUBER Michel, *La population de la France pendant la guerre*, New Heaven, Paris, Dotation Carnegie, PUF, 1931.
- OLIER François et Jean Luc QUENECH'HDU, *Hôpitaux militaires dans la guerre 1914-1918*, France sud-ouest, tome 3 Ysec Editions, Louviers.

- RIGAUD Jean, *Etude économique et démographique du canton d'Agde*, thèse de droit, Montpellier, 1 volume, 1953
 SABATERY Michel et Stéphane PEPIN, *Bessan au fil du temps*, Bessan, 2002.
 VILLARET Gabriel, *Monographie agricole de Bessan*, Mairie de Bessan, 1997.
 VITTIUMI Henri, *Vias et les Viassois de l'époque moderne aux temps contemporains (étude d'histoire locale)*, Vias, ACTA Mairie, 2000.

3. Archives

3.1. Archives communales modernes

3.1.1. Agde

Série D - Administration générale de la commune

Sous-série 1D - Registre des délibérations du conseil municipal

- 1 D 35, 1904, 13 août – 1910, 14 janvier, 496 p.
 1 D 36, 1910, 10 mars – 1913, 20 novembre, 499 p.
 1 D 37, 1913, 30 décembre – 1920, 25 novembre, 400 p.
 1 D 38, 1921, 11 janvier – 1929, 7 mars, 500 p.

Sous-série 2D - Actes de l'administration municipale

- 2D 31 Registre des arrêtés du maire, 1905-1919
 2D 32 Registre des arrêtés du maire, 1920-1931

Pré classé

- 705-1 Registre des télégrammes officiels pendant la durée de la guerre franco-allemande,
Autres.

Registre des inhumations au cimetière d'Agde conservé en son bureau, 1907-1931

Série E - Registres d'Etat civil. 1905 - 1920

Sous-série 1E, Registre des naissances

1E30, 1905-1908. /1E31, 1909-1912 /1E32, 1913-1916 / 1E33, 1917-1920

Sous-série 2E, Registre des mariages

2E27, 1905-1908 / 2E28, 1909-1912 / 2E29, 1913-1916 / 2E30, 1917-1920

Sous-série 3E, Registre des décès

3E24, 1905-1908 /3E25, 1909-1912 / 3E26, 1913-1916 / 3E27, 1917-1922

Série G, Contributions, administrations financières

Sous-série 1G Impôts directs

1G40-50 Matrices des propriétés non bâties et table alphabétique des propriétaires, 1914, 11 volumes.

1G276-283 Registres annuels de contributions mobilières, 1914 à 1921.

Série H, Affaires militaires,

Sous-série 1H Recrutement

1H28, Recensement militaire : tableaux de recensement, 1898, 1907-1908, 1910-1914, 1916-1917

1H29, Recensement militaire : registres d'enregistrement, état des jeunes gens bons pour le service, 1898, 1908, 1912-1913, 1916-1917

1H32 et 1H33, Recensement militaire, demandes de renseignements : états nominatifs, fiches nominatives de renseignements, avis de non inscription, extraits d'actes de naissance, état signalétique des services, correspondance, 1898-1899, 1904, 1908-1909, 1912-1913, 1915

1H34, Recensement militaire, familles : feuilles nominatives de renseignements, 1908-1909, 1912-1913, 1915, 1918

1H35, Recensement militaire, étrangers : notice individuelle, note officielle, correspondance, 1909, 1911-1913, 1915

1H38, Engagements volontaires : note de service, extraits des minutes des actes, feuille de renseignements, correspondance, affiche, 1904, 1907-1909, 1912-1913 (Concerne : régiment de cavalerie, batterie d'artillerie à cheval)

Pré-classées série H, Affaires militaires,

108-14 Liste des agathois décédés en 1914 et 1945.

- 3 extraits des minutes des engagements volontaires, 1909-1915. 1914-1915 H4-01
 109-2 Recensement militaire, classe 1910 : liste des jeunes gens, 1910. 1910 H1-01
 109-3 Recensement militaire, classe 1914 : certificat d'aptitude, récépissé d'inscription, extrait d'actes de naissance, avis d'inscription, correspondances, 1914. 1914 H1-01
 109-4 Recensement militaire, classe 1916 : feuille de renseignement, 1914-1916 H1-01
 537-1 Liste nominative des exemptés et réformés maintenus dans cette situation, 1914. H1-01
 537-22 Correspondance, 1911. Incident champ de tir. Demande indemnité de privation de jouissance de riverains du champ de tir. H2-09
 537-23 Correspondance, 1912. Revue des troupes de la garnison, remise de la croix de la Légion d'honneur à Monsieur le Capitaine Adjudant Major Oligschaget. 1912 H2-06
 527-24 Evaluation de ressources du territoire National en matière et effets du service de l'habillement militaire pour les besoins de l'armée en cas de mobilisation. Indemnités aux riverains du champ de tir de Maraval à Agde. 1913 H2-08
 537-26 Correspondance 1917. Règlement des indemnités de dégâts, liste des riverains du champ de tir de Maraval. 1917 H2-09
 516-1 Morts pour La France : liste des insignes des parents, fiche nominative descriptive, transferts de corps H4-07
 537-6, Dons du vin aux armées : 1914-1915 H4-03
 537-7 Réquisition des habitants par les autorités militaires, 1920 H4-03
 537-8 Association coopérative militaire d'Agde, Foyer du Soldats : Statuts, 1918-1919. H4-03
 537-9 Foyer du Soldat, rue du 4 Septembre : 1919 H4-03
 537-10-13 Réquisitions de vin : correspondances, 1915-1919. H4-03
 537-3 Cahier contenant l'état nominatif des prisonniers de guerre en France avec adresse de leurs camps, 1916-1917. H4-03
 537-4 Comité départemental de secours aux prisonniers de guerre français : 1916. H4-03
 537-5 « Parrains de l'arrondissement de Béziers », liste de prisonniers secourus 1916. H4-03
 705-1 Liste des morts 1914-1918, 2 cahiers

Série I, Police, hygiène, justice

Pré-classées série I

- 5-2 Justice de paix, correspondance : 1921-1923.
 2I 24-9 Enlèvement des boues et immondices dans la ville, 1912-1919.
 2I 92.2 Répertoire des entrées d'étrangers sur le territoire, 1912-1919

Série L, Finances de la commune

Pré-classées série L

- 522-9** Ferme de l'éclairage au pétrole des rues et quais du Grau d'Agde, 1912- 1918.

Série M, Edifices communaux, monuments et établissements publics

Pré-classées série M

- 2-8** Cimetière, concessions : fiches individuelles de demande, 1922-1932.
567-3 Ecole du Grau d'Agde, pétition de parents d'élèves qui demande des travaux, 1914.
573-8 Travaux d'entretien des bâtiments communaux, 1913-1916.
 Registre des inhumations au cimetière d'Agde conservé en son bureau, 1907-1931.

Série O, Voirie, transport, régime des eaux

Pré-classées série O

- 17-10** Eclairage électrique de la ville : 1921- 1922, 1925, 1929.
86-1 Alimentation en eau (fontaines et canalisation), 1919.
224-8 Concession de distribution publique d'énergie électrique : 1912, 1921, 1931-1937.
257-24 Alimentation en eau potable, 1910-1934.
441-2 Alimentation en eau : schéma de l'installation filtrante, 1912.
724-8 Eclairage public, 1911-1915.
724-9 Eclairage public, pétitions et lettres réclamant de nouvelles lampes 1909-1914.

Série Q, Assistance et prévoyance

Pré-classées série Q

- 73-4 Crèche municipale, fiche descriptive, 1915-1919.

537-2 Etat nominatif des militaires blessés en traitement à l'hôpital complémentaire du territoire N°28 au collège d'Agde suivi de l'état des blessés et malades militaires à l'hôpital mixte d'Agde, 1914-1945.

Série S, Autres, cartes et plans de grand format

Pré-classées série S

40-2 Plan réalisé par l'architecte de la ville au temps de la municipalité Bedos.

Série Z - Fonds privés

Sous-série 11Z - Fonds Frank Bancal

11Z2 Livret de solde, livret militaire de Victor Cambon. 11Z3 Hommage au dernier poilu agathois, 1996, emprunt national 1918, bons d'armement, versement d'or pour la Défense Nationale. Certificats du maire, 1915-1996

11Z4 Photographies et cartes de marins et du paquebot *La Provence*.

11Z5 Photographies d'Agde dont monument aux morts, 1924.

11Z7 Rapport du médecin-chef de l'hôpital mixte sur l'utilisation du collège municipal en vu de la création d'un hôpital temporaire 1899. Lettre de Pierre Larroque, correspondance.

11Z8 Chanson patriotique du sergent Garrus. Hommage aux victimes du "Bouvet", 1915.

11Z12 correspondances variées. 1917

11Z13 Lettre de François Egal à Pierre Larroque, huissier, tickets de pain, carnets de sucre, notice concernant la carte individuelle d'alimentation. 1917-1918

11Z14 Photocopies de chants et de textes Voir aussi 11Z227

11Z17 Carnet de Marie Fourestier : contenu des colis envoyés à un soldat en 1918.

11Z19 : articles de presse. Concerne la préparation du théâtre militaire à Agde.

11Z31 Photos et correspondances de poilus.

11Z43 Plan de la ville d'Agde, 1909.

11Z70 Notes et photos de poilus concernant notamment la bataille de Hartmann.

11Z95 Livret professionnel maritime et livret de solde de Fernand Combes.

11Z116 Documents établis et correspondance reçue par Pierre Larroque, huissier d'Agde 1902-1919.

11Z119 Correspondance Cie François Egal et Borsani. 1912-1918

11Z126 Affaires militaires: recensement, état signalétique et services, correspondance, instructions relatives aux paiements des réquisitions de la récolte 1915.

11Z163 Documents concernant Pierre Larroque, huissier de justice.

11Z164 *L'Echo de l'Hérault*, paraissant à Pézenas, 19 septembre 1914, concerne l'arrivée des premiers blessés du front.

11Z227 Chants originaux et photocopies. Voir aussi 11Z14

11Z228 Etat général des services et des campagnes de Salleles Joseph, poilu originaire de Marseillan.

Sous-série 19Z - Fonds Georges Cléophas

19Z1 : Hôpital mixte Saint Joseph. 1859-1944

19Z7, Brochures, publicités, contrats, correspondance concernant des spectacles de théâtre et de music-hall organisés par l'association des mutilés de guerre et « Gaîté qui guérit » 1914-1956

19Z13. Collège d'Agde, documents divers : 2^e prix de thème latin, tableau d'honneur. Association des anciens élèves. 1886-1966

19Z21/19 Z22/ 19 Z24, Entreprises et commerces agathois : divers, 1888-1946.

19Z65, Actes notariés, correspondance, étude de Maître Caunes, 1896-1923

Périodiques

L'Avenir Agathois, hebdomadaire républicain local

- Collection très lacunaire de 1885 à 1925. A cessé de paraître définitivement de juin 1915 à juin 1919
- Collection complète numérisée de 1926 à 1945.

L'Agathois, hebdomadaire local, 1945-2021

L'Eclair du Midi

- Août 1914 et numéros épars

Bulletin annuel de l'Association amicale des anciens élèves du collège, 12 et 13, années 1922-1923, Agde, imprimerie Cros, 1924.

PR76, livrets de remise des prix au collège d'Agde, 1906-1931 avec lacunes.

Archives en ligne

Journal Municipal, *Journal de la ville d'Agde* puis à partir de juin 2020, *Agde le Mag*, parution irrégulière

<https://www.ville-agde.fr/la-mairie/journal-de-la-ville-d-agde/le-journal-de-la-ville-d-agde>

3.1.2. Bessan

Série D : Administration de la commune

Sous-série 1D - Registre des délibérations du conseil municipal

1D 18. 27 avril 1909 - 31 décembre 1917. Lacune août 1914 jusqu'à juin 1915

1D 19. 1^{er} janvier 1917 – 29 janvier 1934

Sous-série 2D – Actes de l'administration municipale

2D5. Registre des arrêtés du maire 30 janvier 1912-29 février 1940

2D19, Enregistrement de la correspondance du maire expédiée et reçue, 7 décembre 1901 - 1950, contient les demandes d'allocations journalières à partir de décembre 1914

2D21 Actes soumis à l'enregistrement

Série E : Etat civil 1907-1926

E29 Naissances / E30 Mariages / E 31 Décès / E 53 Tables décennales

Série F : Population – économie sociale - statistique

Sous-série 1F - Population

1F5– Organisation des recensements

Sous-série 3F - Agriculture

3F1 Sociétés et syndicats agricoles

3F2 Céréaliculture

Série H : Affaires militaires

Sous-série 4H – Mesures d'exception et faits de guerre

4H2 Guerres du XXe siècle : Tués et disparus

4H3 Guerre 1914-1918 ; décorés

4H4 Retour des corps

4H5 Réquisitions de vin

Série I : Police, hygiène publique, justice

Sous-série 2I Police générale

2I10 / 2I11 Contrôle des étrangers, état, statistique

Série L : Finances de la commune

Sous-série 1L3 Gestion des finances, 1900-1942

Série M - Edifices communaux, Monuments et Établissements publics

Sous-série 1M - Édifices publics

1M11 Construction d'un monument-caveau, « Tombeau aux morts pour la patrie », lettres, 1921-1924

2M11 Construction du « Monument de la Victoire », lettres, devis, plans, photographies 1919-1926

Série Q: Assistance et prévoyance

Sous-série 3Q – Etablissements hospitaliers

Sous-série 4Q4 – Hospice civil de Bessan

Sous-série 5Q5 – Soins aux victimes de guerre

Archives en ligne

Site de la Mairie de Bessan, journal municipal en ligne, Journal de la Tuque, 6 numéros/an

<https://www.bessan.fr/index.php/Journal-de-la-Tuque>

3.1.3. Marseillan

Série D - Administration générale de la commune

Sous-série 1D - Conseil Municipal

- 1D15 Registre des délibérations du conseil municipal, 1er juillet 1902-18 mars 1909.
- 1D16 Registre des délibérations du conseil municipal, 10 mai 1909-22 février 1916.
- 1D17 Registre des délibérations du conseil municipal, 28 mars 1916-8 décembre 1921
- 1D18 Registre des délibérations du conseil municipal, 2 février 1922-22 décembre 1926

Sous-série 2D - Actes de l'administration municipale

- 2D2 Registre des arrêtés du maire (11 juin 1903-2 mars 1922). 1903-1922
- 2D3 Registre des arrêtés du maire (4 mars 1922-26 mai 1959). 1922-1956
- 2D33 Correspondance active : registre des copies de lettres. 1912-1915
- 2D34 Correspondance active : registre des copies de lettres. 1915-1917
- 2D35 Correspondance active : registre des copies de lettres. 1917-1918
- 2D36 Correspondance active : registre des copies de lettres. 1918-1920
- 2D37 Correspondance active : registre des copies de lettres. 1920-1921
- 2D38 Correspondance active : registre des copies de lettres. 1921-1922
- 2D39 Correspondance active : registre des copies de lettres. 1922-1923
- 2D62 Correspondance passive. 1914-1917
- 2D63 Correspondance passive. 1918

Série E - Etat civil

- E31 Registre des actes de naissances. 1913-1922
- E32 Registre des actes de mariages. 1913-1922
- E33 Registre des actes de décès. 1913-1922

Série H - Affaires militaires

Sous-série 1H - Recrutement

- 1H5 Recensement des jeunes gens des classes 1905 à 1938 : tableaux nominatifs. 1905-1938

Sous-série 4H - Mesures d'exception et faits de guerre

Guerre de 1870

- 4H1 Création d'une médaille commémorative décernée aux survivants de la guerre liste nominative 1911

Guerre 1914-1918

- 4H2 Recensement des soldats "Morts pour la France", anciens prisonniers de 1914-1959, guerre et veuves de guerre : "livre d'or des morts de la guerre", instructions, listes nominatives, correspondance.
- 4H3 Subsistances, réquisitions, logement des troupes et des réfugiés : état des propriétaires récoltants donateurs de vin à "l'Œuvre du vin aux soldats", acte notarié d'acceptation et de décharge de dons, listes, bons de réquisition, enquête, réclamations, correspondances.
- 4H4 Amicale des blessés, mutilés et malades de la Grande Guerre : règlement et statuts, listes des membres du conseil d'administration. 1918-1919
- 4H5 Réquisition du théâtre municipal par l'autorité militaire : état des lieux, 1918-1920. Correspondance relative aux dégâts occasionnés.

Série I - Police, Hygiène publique, Justice

Sous-série 1I - Police locale

- 1I2 Organisation de fêtes. - Fête solennelle de la souveraineté du peuple : 1798-1939. Hommage au général Roques (1919-1957). Fête locale et célébrations du 14 juillet : affiches (1921-1939).

Série K - Elections et personnel

Sous-série 1K - Elections

- 1K23 Propagande électorale : tracts, manifeste, affiche. 1863-1980

Série M - Edifices communaux, Monuments et Etablissements publics

Sous-série 1M - Édifices publics

1M11, Construction du monument aux morts : listes des souscripteurs, devis, plans, photographies 1919-1923

2M11 Construction d'un monument-caveau : plan, liste des "enfants morts pour la France", devis. 1921-1922

Série N - Biens communaux, terres, bois, eaux

Sous-série 4N - Propriétés et droits divers

4N1 Cimetière : règlements (1905, 1945). 1905-1945

4N2 Cimetière, attribution d'une concession gratuite aux soldats "morts pour la France" : délibérations du conseil municipal et de la commission administrative du Bureau d'Assistance, plan. 1921

Série Q - Assistance et prévoyance

Sous-série 1Q - Bureaux de bienfaisance, secours d'urgence

1Q1 Bureau d'assistance : registre des délibérations de la commission administrative. 1910-1922

Série W Fonds privés.

27W7 fonds Filliol, 2 cartons consultés le 3 juillet 2016, disparus le 21 septembre 1919.

Archives en ligne

Site officiel de la Mairie de Marseillan, journal municipal en ligne, Lo Cridaire, 6 numéros/an

https://www.ville-marseillan.fr/file/2018/05/Lo_Cridaire

3.1.4. Vias

Série D - Administration générale de la commune

Sous-série 1D - Conseil Municipal

1D4 Registre des délibérations du conseil municipal 1909-1929 (11 février 1909-29 janvier 1929).

Sous-série 2D - Actes de l'administration municipale

2D1 Registre des arrêtés du maire (28 mai 1884-14 octobre 1950). 1884-1950

2D3 Répertoires des actes administratifs de la commune 1800-1961 soumis à l'enregistrement (21 fructidor an VIII-21 juin 1961).

Série E - Etat civil

E34 Registre des actes de naissance. 1913-1922

E35 Registre des actes de mariage. 1913-1922

E36 Registre des actes de décès. 1913-1922

E37 Registre des actes de naissance. 1923-1929

E38 Registre des actes de mariage. 1923-1929

E39 Registre des actes de décès. 1923-1929

E59 Registre des tables décennales des actes de naissance, mariage et décès. 1883-1932

Série F - Population, Economie sociale, Statistique

Sous-série 1F- Population

1F1 Recensement de la population : liste nominative des habitants. 1911 [premières pages manquantes]

1F2 Recensement de la population : liste nominative des habitants. 1921

Sous-série 3F – Agriculture

Viticulture

3F7 Déclarations des récoltes de vin : 5 registres récapitulatifs annuels. 1913-1945

Protection des récoltes et météorologie

3F26 Protection des récoltes. - Destruction des animaux nuisibles, Notamment de lapins : arrêtés préfectoraux d'autorisation (1916-1953).

Sous-série 6F - Mesures d'exception

6F1 Bons de pain à prix réduit. 1920

Série H - Affaires militaires

Sous-série 1H - Recrutement

1H1 Recensement des jeunes gens des classes 1871 à 1932 : tableaux nominatifs. 1871-1933

Sous-série 4H - Mesures d'exception et faits de guerre

4H1 Guerre 1914-1918. - Réquisitions militaires : états nominatifs des habitants ayant droit au paiement de prestations fournies à l'autorité militaire (1915). Sursis et mobilisés, notamment pour le service de la main d'œuvre agricole : instructions, états nominatifs de militaires, rapport de contrôle, avis de mutation, correspondances (1917-1918). 1915-1918

Série I - Police, Hygiène publique, Justice

Sous-série 1I - Police locale

1I2 Réglementation et organisation de fêtes, de cérémonies publiques, de journées commémoratives : arrêtés préfectoraux, arrêtés du maire, traités de gré à gré, état de recensement des anciens prisonniers de guerre, programmes, discours, correspondances. 1894-1983

1I4 Réglementation de débits de boissons et de cafés : arrêtés préfectoraux, arrêtés du maire, autorisations et déclarations d'ouverture, déclarations de mutation et de translation, avis de fermeture, pétition. 1876-1975

1I6 Réglementation du commerce et de la vente, notamment du pain : arrêtés préfectoraux, arrêtés du maire, demandes d'autorisation, déclarations d'ouverture. 1897-1982

1I8 Lutte contre les animaux errants et la rage : arrêtés préfectoraux, arrêtés du maire, convention avec la commune d'Agde pour la capture des chiens et chats, plaintes. 1902-1979

Série M - Bâtiments

Sous-série 1M - Edifices publics

1M10 Erection d'un monument aux morts : listes nominatives des souscripteurs, plans projetés, devis estimatif, traité de gré à gré avec un sculpteur, cahier des charges de l'adjudication, correspondance. 1918-1921

Sous-série 2M - Edifices du culte et cimetière

2M1 Eglise Saint-Jean-Baptiste. - Aménagement et restauration : dossiers de travaux, plans, correspondance (1917-1982). 1917-1982

Série O. Travaux publics, voirie, moyens de transports, Régime des eaux

Sous-série 3O - Navigation et régime des eaux

3O1 Canal du Midi. - Règlementation des prises d'eau : procès-verbaux de récolement, autorisations préfectorales (1909-1936). Entretien et règlementation de l'usage des chemins de halage : arrêté préfectoral, correspondance (1911-1934).

Série Q - Assistance et prévoyance

Sous-série 3Q - Etablissements hospitaliers, Hospitalisation

3Q1 Hospice. - Fonctionnement : états statistiques, correspondance (an IX-1956). 1800-1960
Désaffectation et suppression : arrêtés préfectoraux, délibérations de la commission administrative, délibérations du conseil municipal, correspondance (1942-1960).

3Q9 Budgets et comptes. 1908-1955

Aliénés

3Q19 Placement et prise en charge : arrêtés préfectoraux, avis du maire, états nominatifs, procès-verbaux d'enquête, états individuels de renseignements, états des dépenses. 1910-1968 ;
5Q7 Soins médicaux aux victimes de la guerre : tableaux nominatifs renseignés. 1923-1927

Archives en ligne

Site officiel de la Mairie de Vias, journal municipal trimestriel en ligne, Vias Méditerranée
<https://www.vias-mediterranee.fr/Vie-municipale/Magazines-Municipaux>

3.2. Archives départementales de l'Hérault.

3.2.1. Sources papier

Série M – Administration générale et économie

Sous-série 1 M – Administration générale du département, fonds du cabinet du Préfet.

1M610 Médailles interalliées de la Victoire (1920-1923)
 1M612 Médaille de la reconnaissance française (1920-1923)
 1M613 diplômes des morts pour la Patrie (1916-1921)
 1M1173 Charges exceptionnelles de guerre, participation de l'Etat (1919). Listes par commune.
 1M1174 Œuvres de guerre, quêtes, souscriptions, société de secours aux blessés militaires (1918), comité départemental de secours aux prisonniers de guerre et démobilisés.

Sous-série 4 M - Police

Police administrative : Auberges, hôtels, maisons garnies et débits de boissons

4M709 Répression de l'alcoolisme et police des débits de boissons en temps de guerre.- Réglementation : circulaires, décrets et instructions ministériels, arrêtés du général commandant la XVI^e région militaire, arrêtés préfectoraux, correspondance (1914-1919)

Associations de militaires, anciens combattants et victimes de guerre

4M914 Sociétés de secours mutuels ou à but amical, autorisation, surveillance : circulaires ministérielles, statuts, listes des membres, arrêtés préfectoraux d'autorisation, correspondance (classement par communes) (1837-1941)

Sureté générale et police judiciaire : Mesures à l'égard des étrangers

4M1728-1729 Surveillance, contrôle de la circulation, autorisation de séjour, internement, évacuation, recensement : circulaires et instructions ministérielles, états numériques et nominatifs, sauf conduits, correspondance (1914-1920).

4M1730-1735 Surveillance, contrôle de la circulation : dossiers individuels. (1914-1919)

4M1736-1740 Permis de séjour, laissez-passer, sauf-conduits (1914-1917)

4M1741 Rapatriement : demandes, certificats d'identité, correspondance (1914)

4M1742 Mariages contractés entre Français et étrangers pendant la guerre : états numériques par commune (1919)

4M1745-1747 Alsaciens-Lorrains, surveillance, contrôle de la circulation. (1915-1918)

4M1748 Alsaciens-Lorrains.- Surveillance, recensement, contrôle de la circulation : circulaires ministérielles, états numériques et nominatifs, correspondance. (1915-1920)

4M1749-1750 Allemands, Austro-Hongrois.- Surveillance, rapatriement, contrôle de la circulation : états nominatifs, demandes de permis de séjour, correspondance. (1914-1920)

Mesures particulières en temps de guerre

4M1845 Circulation en automobile dans la zone de l'intérieur : sauf-conduits permanents. (1914-1915)

4M1848-1854 Français et étrangers suspects d'un point de vue national ou déserteurs : dossiers individuels numérotés de 1 à 568 (lacunes). (1914-1920).

4M1859-1862 Suspects d'un point de vue national, déserteurs, étrangers, propagande pacifiste, réunions politiques, syndicales et corporatives, prisonniers de guerre, surveillance ; correspondance postale suspecte, interception ; permis de séjour aux étrangers, autorisation ; état moral de la population, enquête : rapports de police, P.V. de gendarmerie, correspondance. (1914-1922).

4M1863 Réfugiés des régions envahies par l'ennemi.- Comité départemental des réfugiés, mise en place : arrêté préfectoral, correspondance, 1915-1917., organisation par la Croix-Rouge américaine : états nominatifs, correspondance, 1917-1918. Logements pour les réfugiés, réquisition : loi, état des immeubles vacants, correspondance, 1918-1920. (1915-1920)

4M1864 Exercice des pouvoirs de police pendant la guerre, réglementation : arrêtés et instructions ministériels, correspondance. (1913-1918)

4M1865 Ravitaillement, apposition des affiches, vente, fabrication et consommation de diverses denrées.- Réglementation : arrêtés préfectoraux, correspondance. Spéculation, accaparement, vols, trafics illicites.- Répression : correspondance. (1915-1918)

Fonds des commissariats et de la 14^e brigade de police mobile

4M2061-2062 Population, sabotage, circulation en temps de guerre, espions, déserteurs, étrangers, soldats, usines de guerre, propagande défaitiste, trains et gares, réquisitions, trafics

illicites, entreprises contrôlées par des ennemis, presse. Surveillance, répression : états nominatifs, rapports de police, circulaires, arrêtés, correspondance. (1914-1920).

4M2064 Ouvriers étrangers et coloniaux qui ont quitté leur emploi sans autorisation ou qui ne se sont pas rendus sur leur lieu de travail, signalement : états nominatifs (circulaires de la direction de la sûreté générale). (1916-1920)

Sous-série 6 M - Population, économie et statistiques

6M1067-1070 Prévision et produit des récoltes. Ravitaillement, restrictions, réquisitions (1915-1925).

6M1095 Contrôle des prix (1915).

6M1130-1131 Restrictions pour le lait, le beurre, les pâtisseries et confiseries (1916-1921).

6M1236 Réglementation des stocks de denrées, enquêtes sur les farines, fourrages (1914-1921).

6M1237-1239 Généralités sur le ravitaillement, farines (1914-1917).

6M1541 et 1785-1804 Statistique agricole par canton ; quantités et superficies.

6M1923, Plan départemental de ravitaillement en cas de mobilisation, avec notamment les imprimés des documents permanents classés « confidentiels secrets » comité départemental de ravitaillement (1890-1939). Trafic des gares et canaux

6M1992-1993 Statistiques fournies par les Ponts-et-Chaussées au ministère de la guerre sur les arrivages et expéditions constatés dans les gares et canaux (1914-1918).

Sous-série 7 M : main d'œuvre agricole

7M1027 Enquête pour les besoins en main d'œuvre pour les vendanges de 1914. (1914)

7M1028 Enquête sur les vides causés par la guerre parmi les agriculteurs. (1918-1920)P

Série N – Administration et comptabilité départementale

Sous-série 1 N – Conseil général de l'Hérault et commission départementale

1N408-412 Procès-verbaux des délibérations du Conseil général, collection imprimée (1914-1918)

1N441-450 Commission départementale : procès-verbaux des délibérations (1914-1918)

Série O – Administration et comptabilité départementale

Sous-série 1 O - Administration générale des communes

1O10 Mobilisation - Employés communaux mobilisés pouvant bénéficier de leur traitement civil selon la loi du 5 août 1914 (1914-1915) ; réintégration des employés communaux mobilisés dans l'emploi qu'ils occupaient au moment de leur mobilisation (1919) ; emplois des anciens mobilisés dans les communes (1922).

1O139 Sépultures militaires - Concessions perpétuelles dans les cimetières communaux pour les soldats « Morts pour la France » dont les corps ont été restitués aux familles, aménagement et embellissement des sépultures (1931-1932) ; restitutions des corps des militaires « Morts pour la France » (1932-1936) ; demande d'autorisation d'inhumation dans les cimetières militaires des corps des anciens combattants (1934).

1O140 Monuments aux « Morts pour la Patrie » - Lois, instructions, circulaires (1920-1921) ; arrêté de création dans le département d'une commission chargée d'émettre un avis sur les projets communaux d'érection de monuments commémoratifs aux morts de la guerre (1920) ; liste des membres composant la commission (1920) ; liste des communes ayant engagé une dépense pour l'érection d'un monuments aux morts ; convocations à la commission (1920-1924) ; extraits du registre des délibérations de la commission consultative (1920-1923) ; prohibition des monuments aux morts fabriqués en Allemagne (1922) ; demandes à l'Etat de subventions pour l'érection des monuments aux morts (1920-1925)

Sous-série 2 O – Administration communales ; Bâtiments publics

2O3/30, Agde, Statue de la République (1905-1910). Monument aux morts (1922-1926)

2O31/16/1, Bessan, Monument aux morts "Bessan à ses enfants morts pour la France" : élévation / entrepreneur 1922

2O31/16/2, Bessan Monument de la victoire : photographies (3), 1925

2O31/16/3, Bessan, Statue de la République, 1885

2O32/16/1 Vias. Projet de monument commémoratif, n° 145, A. Béchar, architecte ; Jean Mérignargues, sculpteur, 1921

Série P – Finances, cadastre, poste

Sous-série 2 P provisoire – Contributions directes

2Pp 1-191 Impôt extraordinaire sur les bénéficiaires des entreprises pour participation à l'effort de guerre (1916- 1930)

Sous- série 5 P - Douanes

5P13 Guerre de 1914-1918 : problèmes posés par le fonctionnement du port, personnel parti, mort pour la France (1914-1918)

5P201 Transit franco-anglais, accord franco-anglais de 1917 ;

5P202 approvisionnement de la population et des forces armées en blé, farine, avoine ; contrôle de l'exportation de certaines marchandises Approvisionnement de la Suisse ; avis de fraude.

5P204. Contrôle des échanges avec certains pays ; espionnage et contrôle des envois par la poste ; mesures d'exception.

5P205. Réquisitions ; correspondances diverses dont : intensification de la production de sel, importation des sucres coloniaux et étrangers, prisonniers.

Série R – Affaires militaires et organisme du temps de guerre.

Sous-série 1 R – Préparation militaire et recrutement de l'armée

1R559-564 Procès verbaux des séances du conseil de révision (1914-1918) 7/30

1R641-655 Exemptions et réformes par classe (1914 – 1918)

1R711-714 Demandes de sursis (1915-1918)

1R746 Etrangers, recherches de nationalité: correspondance, déclaration d'option (1914-1918)

1R747 Etrangers, révision du contingent des fils d'étrangers : inscription, dossiers des classes 1916-1918

1R776-778 Engagements volontaires : extraits des registres des actes d'engagement, certificats de présence sous les drapeaux, états signalétiques et des services des inscrits maritimes (1917-1918)

1R876 Echange des fascicules de mobilisation : instructions, affiches, correspondance (1914)

1R732-740 Sursis pendant la guerre (1914-1918) Il s'agit de dispenses pour artisans, commerçants et agriculteurs, fonctionnaires, jugés indispensables au maintien de la vie économique du pays.

1R858 Permission agricoles, sanitaires, exceptionnelles (1915-1917).

1R993 -1321 Registres matricules des classes 1886-1918.(soldats mobilisés jusqu'à 48 ans)

Sous- série 2 R – organisation de l'armée. Fonds de la Préfecture

2R54 Sépultures militaires et monuments aux morts [...] Recensement des tombes de militaires français et étrangers, exhumations des corps (1919)

2R574 emploi de prisonniers de guerre (1914-1916)

2R686 Hospitalisation des soldats blessés, recensement des immeubles susceptibles de servir à l'hospitalisation de militaires, vieillards, enfants (1915-1919)

2R687 Service de santé militaire.- Organisation des services médicaux et pharmaceutiques civils pendant la guerre de 1914 ; mise en sursis de médecins et de pharmaciens (1914-1918)

2R689-693 Etats quotidiens des malades et blessés militaires entrés et sortis des hôpitaux mixtes et militaires (1914-1919) 8/30

2R694 Militaires réformés pour tuberculose : admission dans des stations sanitaires, comités d'assistance, œuvres publiques et privées (1916-1920)

2R695 Etats des militaires et marins réformés en traitement dans les hôpitaux (1917-1919)

Fonds du comité départemental de secours aux militaires

2 R 720 Allocations militaires, circulaires et instructions, correspondances (1914-1923)

- 2R769 Circulaires et instructions, correspondance, déclaration des œuvres, arrêtés d'autorisation, statuts imprimés de plusieurs associations, prospectus, loi du 30 mai 1916. 1915-1920
- 2R770 Œuvres départementales de guerre, dossiers de constitution des œuvres : mutilés de la XVI^e région, secours aux P.G. originaires de l'Hérault, aux victimes de la guerre, aux soldats blessés, vêtements chauds pour les soldats aux armées, orphelins de guerre, la journée de l'Hérault, assistance aux soldats démobilisés, les parrains de l'arrondissement de Béziers (P.G.), 1916-1922
- 2R771 œuvre des mutilés de la guerre de la XVI^e région, école professionnelle des veuves de guerre, participation du comité départemental de l'enseignement technique et de l'école d'agriculture, listes de membres, compte rendu de l'assemblée générale du 16 mai 1920 (brochure imprimée avec photos). 1915-1920
- 2R772 Office départemental des Pupilles de la Nation. Instructions ministérielles, constitution, désignation des membres du Conseil général, presse, renseignements,. Election des membres des conseils départemental et supérieur. 1917-1918
- 2R773 Œuvres de guerre communales, dossiers de constitution ; association biterroise de prévoyance, association des parents de disparus et des prisonniers de guerre, comité de secours aux soldats blessés,
- 2R774 Constitution de la commission de contrôle des œuvres de guerre en exécution de la loi du 30 mai 1916, publicité, cahier d'enregistrement et listes des œuvres autorisées. 1916-1917
- 2R775 P.V. des séances, 1916-1924.
- 2R776 Comptes rendus moraux et financiers, remplacement des membres, P.V. des séances, approbation et dissolution d'œuvres, listes des œuvres autorisées, correspondance. 1917-1939
- 2R780 Appel à la générosité publique.-Journée du Poilu (25-26 décembre 1915) Journées organisées par la préfecture : vente d'insignes, médailles, bijoux, cartes postales, affiches, tombolas, concerts, représentations théâtrales et cinéma (1916-1919)
- 2R781 Tombola pour les éprouvés de la guerre (octobre 1915-mars 1916)
- 2R782 Journée serbe. Juillet 1916
- 2R783 9/30 Journée de l'Hérault (15 octobre 1916) au profit exclusif des œuvres de guerre du département. Vente de médailles et d'affiches dessinées par Willette, d'insignes, bijoux et cartes postales, tombola : organisation, publicité, comité, correspondance, dossier Devamhez, graveur à Paris, souscriptions, 1916
- 2R784 Recouvrement du profit des ventes de bijoux, médailles et insignes dans les communes, 1916.
- 2R785 Organisation de la tombola, 1916-1917.
- 2R786 Représentation de Paillasse et tirage de la tombola, concert du 5 mai 1917, comptabilité, factures, 1917
- 2R787 Journées nationales des orphelins de décembre 1916 et mai 1917
- 2R788 Journées des tuberculeux militaires (1917)
- 2R789 Journée de l'armée d'Afrique et des Troupes coloniales. Juin 1917
- 2R790 Journée des Régions libérées. 1919-1920
- 2R791 Journées nationales pour l'achèvement des quatre grands monuments du front (1929) presse, cartes postales et vignettes Fonds du Conseil de guerre de la XVI^e région
- 2R836 Justice militaire - Listes des déserteurs et insoumis, surveillance de la famille ; censure de la correspondance, interdiction de délivrer des passeports, suppression des allocations, bulletins de recherches imprimés (1917-1919)
- 2R850-852 Justice militaire - Poursuites.- Avis de radiation des contrôles (1911-1922). Fonds de la direction du génie de Montpellier
- Sous-série 3 R – Anciens combattants et victimes de guerre**
- Fonds de la Préfecture**
- 3R31-37 Réfugiés, circulaires, correspondance, états, recensement (1914-1919)

3R41 Emploi obligatoire des mutilés de guerre, enregistrement des employeurs et des redevances (agriculture) (1932-1939)

3R42, 45, 50, 52, 792 Etat-civil, états de services, recherches de militaires disparus : circulaires et instructions, correspondance, avis de décès, diplôme de « Mort pour la Patrie », livrets militaires. (1914- 1932)

3R85 Fonds du Comité de secours aux prisonniers de la guerre de 1914-1918 créé dans le courant de l'année 1915, Comité de secours aux soldats démobilisés en avril 1919.

3R90-130 Réunion et activités du comité, envoi de colis aux prisonniers, correspondance, enquêtes, distribution de secours, circulaires (1915-1920)

10/30 Fonds des Anciens Combattants et Victimes de Guerre : dossiers d'attribution de carte d'ancien combattant, de prêts et secours et les dossiers de pupilles de la Nation.

3R156-340,679-695, Anciens Combattants, procès-verbaux du comité départemental, cartes, fichier (1919-1980)

3R341-678,696-698, Pupilles de la Nation : procès-verbaux de l'Office départemental, comptabilité, dossiers individuels (1918-1947)

Sous-série 7 R - Marine – Défense côtière

7R34 Livrets militaires des conscrits maritimes des classes 1914-1915.

Sous-série 8 R – Occupation de la France par les armées ennemies

8R30-38, Communiqués, affiches, réglementation (1914-1922).

8R39-55 collection complète du journal "l'Eclair" (également en ligne)

8R56-76 Enquêtes diverses, comme sur l'activité des Suisses dans l'Hérault en 1917.

Sous-série 10R - Organismes temporaires du temps de la première guerre mondiale

10R34-42 Cartes d'alimentation, réglementation, bons de pain (1917-1921)

10R43-46 Organisation de journées de bienfaisance, (1914-1921)

10R47-49 Confections de vêtements pour les soldats, instructions, correspondance, proposition des fournisseurs (1914-1915).

10R50-52 Dons de vins, réquisition (1914-1916)

10R53-71 Réglementation, correspondance, affaires générales (1914-1921)

10R72-77 Taxation des prix (1915-1920)

10R78-127 Réglementation et gestion des blés et farines (1915-1921)

10R128-153 Réglementation et gestion du sucre (1916-1920)

10R154-171 Réglementation et gestion des denrées diverses dont huile, produits laitiers et viande (1915-1920)

10R172-188 Réglementation et gestion des fourrages (1915-1919)

10R189-197 Office de répartition des avoines, réglementation, comptabilité (1917-1919). A signaler listes des propriétaires de chevaux 10 R 196-197.

10R198-200 Avoine et blé de semence (1917-1919)

10R201-205 Transport du ravitaillement (1916-1920)

10R206-209 Sacherie (1917-1921) Services agricoles

10R221-255 Main d'œuvre agricole, réglementation, contrôle (1916-1919). A signaler, état nominatif des militaires employés par la main d'œuvre agricole (10 R 232)

10R 256-264 Culture et élevage : statistiques, correspondance (1916-1918)

10R265-271 Produits anticryptogamiques (souffre, cuivre...) (1917-1919)

10R272-274 Engrais chimiques (1916-1919)

10R282-295 Liquidation des services du ravitaillement civil (1920-1925) Fonds de la section économique de la XVIe région : moyens de transports, la main d'œuvre, l'agriculture.

10R326-335 Enquêtes économiques et résultats (1916-1919)

10R352-362 Agriculture, forêts. Utilisation des sous-produits de la vigne (1906-1919)

10R363-374 Transports (1916-1919). A signaler réquisition de wagons de chemins de fer (10 R 367-368)

Série S : Transports et ports

Sous-série 1 S : Ponts et chaussées

1S227 emplois réservés aux militaires ; mobilisation de 1914 (1853-1919)

1S228 Guerre de 1914-1918 : mobilisation, armée territoriale, blessés, pensions, Livre d'or, compagnies militaires de cantonniers, prisonniers, démobilisés

1S229 Guerre de 1914-1918 : mobilisation, tués et blessés, pensions, marche du service, main-d'œuvre, démobilisation, Livre d'or, matériaux

Sous-série 4 S : Mer, ports et transports maritimes

4S51 Port d'Agde, 1908-1939

4S62 Commerce avec l'étranger, instructions, commerçants des pays en guerre contre la France, transport des vins, situation du commerce, envois d'argent à l'étranger (1913-1920)

4S486 Police des ports

4S686 Fiches matricules 1 à 789, 1903-1918

4S687-694 Fiches matricules 790 à 887, 1918-1941

4S706 Port de Marseillan, 1901-1939

Série T – Enseignement général, affaires culturelles, sport

Sous-série 1 T – Enseignement général

Fonds du rectorat

1T4256 Liste des étudiants des classes 1913-1914 ; scolarité des étudiants sous les drapeaux ; liste des enseignants tués ou blessés ; citations. (1910-1918)

1T766 Inspection des établissements ; compte général des dépenses ; personnel cité à l'ordre de l'armée, personnel mobilisé, propagande française à l'étranger, comité de propagande pour la mobilisation financière ; utilisation des locaux scolaires comme locaux sanitaires ; situation militaire des fonctionnaires de l'éducation publique ; organisation d'une journée serbe dans les établissements (1914-1916)

1T4327 Utilisation des locaux scolaires par le service de santé militaire, situation militaire des fonctionnaires, organisation de la rentrée des classes, état des fonctionnaires et employés après la mobilisation (1914-1916)

1T4328 Sursis d'appel des membres de l'enseignement public (1917-1919)

1T768 pupilles de la nation, œuvres des orphelins de guerre ; association française contre la propagande ennemie ; ligue de l'enseignement ; don de matériel aux établissements scolaires des régions dévastées (1917-1920)

1T4308 Liste du personnel remplaçant celui qui est mobilisé (1918)

1T4326 Réquisition de locaux scolaires, dégradations et vols (1918-1920)

Fonds de l'inspection académique

1T3734 Organisation provisoire des classes : états de situation (1914-1915)

1T5429 Instructions spéciales pour raison de guerre (1914-1918)

1T5547 Livre d'or des instituteurs publics morts pour la France. Biographie avec photos (1914-1918) (également en ligne)

1T4822 Cours aux instituteurs Alsaciens-Lorrains internés à Béziers et aux mutilés ; instituteurs réfugiés ; œuvre de défense nationale et œuvre de vêtements de laine aux soldats (1914-1919)

1T5346 Comité départemental de secours aux victimes de la guerre : propagande patriotique, "Les orphelins de la guerre" et une brochure, "Les entretiens sur la guerre" (1918)

1T5350 Mutualité scolaire : secours aux orphelins de guerre. Statistiques sur les orphelins de la guerre (1918). (1915-1921)

1T5433 Hôpitaux temporaires dans les écoles (1915-1918) ; locaux réquisitionnés (1920-1921) ; catalogue des stocks de guerre. (1915-1927)

1T2942 Participation des élèves aux travaux agricoles (circulaire du 18 janvier 1917). Rapports des inspecteurs primaires sur les résultats obtenus. (1917)

1T2940 2^e et 3^e emprunts de la défense nationale : souscriptions des élèves et diplômes de versements collectifs (1917-1918)

1T4823 Instituteurs et institutrices réfugiés ; avances exceptionnelles (1917-1919)

1T5342 Liste des instituteurs en congé pour service militaire classes 1911 à 1917 ; instituteurs mobilisés, classes 1888 à 1910 ; instituteurs mobilisables classes 1889 à 1914. (1904-1919)

Série U – Justice**Sous-série 3 U – Tribunal civil de Béziers**

3U1 / 493 et 498 Jugements sur requêtes (1912-1928). Demandes et décisions d'adoption par la Nation ainsi que les requêtes pour la mention "Mort pour la France"

3U2 / 524-525. Actes civils - Jugements de divorces 1913-1928 avec lacunes

Sous-série 4U1/40 – Justice de paix du tribunal d'Agde

Affaires jugées 1915 et 1918.

3.2.2. Fonds d'archives départementales de l'Hérault consultables en ligne

<https://archives-pierresvives.herault.fr/n/archives-en-ligne/n:1>

Etat civil : Agde, Bessan, Marseillan, Vias

<https://archives-pierresvives.herault.fr/archive/recherche/etatcivil/n:23>

Presse et périodiques : L'Eclair et Annuaire de l'Hérault 1914

<https://archives-pierresvives.herault.fr/archive/resultats/bibliotheque/n:27?type=bibliotheque>

Registres matricules : classes 1888-1920

<https://archives-pierresvives.herault.fr/archive/recherche/militaire/n:29>

Recensement de population : Agde, Bessan, Marseillan, Vias

<https://archives-pierresvives.herault.fr/archive/recherche/recensement/n:28>

Guerre 1914-1918 comprenant les témoignages issus de la Grande collecte

<https://archives-pierresvives.herault.fr/archive/recherche/guerre14/n:36>

Délibérations communales ; Marseillan -Vias

<https://archives-pierresvives.herault.fr/archive/recherche/deliberation/n:21>

3.3. Sources nationales en ligne**Bibliothèque nationale de France**

Presse et publications : Le Temps, Le Petit Méridional, Historiques régimentaires
<https://gallica.bnf.fr/accueil/fr/>

Ministère de la Défense : Service Historique de la Défense

Premier conflit mondial, entrées : « Morts pour la France », « Fusillés de la Première guerre mondiale », « Personnels de l'aéronautique militaire », « Journaux des Opérations des unités engagées », Sources de complément, « sépultures de guerre ».

<https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/>

Ministère de l'Economie et des finances ; Impositions sur les bénéfices de guerre

-[www.economie.gouv.fr/files/directionsservices/caef-marches-publics-14-18/](http://www.economie.gouv.fr/files/directionsservices/caef-marches-publics-14-18/PDFdepartements/Herault.pdf)

PDFdepartements/Herault.pdf.

-<https://www.economie.gouv.fr/saef/fiscalite-impositions-liees-a-premiere-guerre-mondiale>.

Ministère de la Culture

Patronymes des titulaires de l'ordre de la Légion d'Honneur

-<https://www.culture.gouv.fr/Espace-documentation/Bases-de-donnees/Fiches-bases-de-donnees/Leonore-l-index-des-titulaires-de-l-Ordre-de-la-Legion-d-Honneur>

Livres d'or des Morts pour la France de la Première guerre mondiale

-<https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/>

- Mission du Centenaire

<http://centenaire.org/fr> (consulté jusqu'au mois de juin 2021)

Croix Rouge : Prisonniers de guerre

<https://grandeguerre.icrc.org/fr>

6.
ANNEXES

6.1. MINI LEXIQUE

Bûches : Sarment coupés et rangés en fagots de différentes tailles souvent vendus comme bois de chauffage. Il existe une grande variété de fagots à différents prix. Leur réalisation est une tâche assignée aux femmes, les sarmenteuses, ou aux enfants. Leur réalisation est rémunérée au forfait.

Campagne : grand domaine viticole. Synonyme de château, domaine ou mas dans d'autres terroirs et régions.

Colle : équipe de vendangeurs, souvent menée par une femme et composée d'enfants, de femmes et d'hommes âgés.

Confiment : marmelade de raisin.

Cosses : Terres sableuses situées en bordure du littoral et favorables aux vins secs et au maraichage.

Cryptogamique (maladie) : maladie des vignes causées par des champignons comme le mildiou.

Echausseler ou échauceler : creuser des cuvettes au pied des ceps de vigne pour y déposer le fumier. Tâche souvent dévolue aux femmes et enfants.

Farinettes : sorte de crêpes.

Foudre : tonneau d'une très grande capacité (à partir de 30 hl), installé à demeure dans une cave. Par ses dimensions, sa fabrication son installation et son entretien nécessitent un savoir-faire spécifique, celui du **foudrier**.

Hermes : Terres destinées à l'agriculture mais non cultivées. Friches agricoles temporaires.

Magasin : rez-de-chaussée des maisons vigneronnes où se fabrique le vin.

Mésadier : ouvrier agricole travaillant et vivant dans les grands domaines.

Murmure : rumeur qui circule tant au front qu'à l'arrière. Synonyme de « **diton** », « **ondit** » et de « **langue du monde** », expressions toutes également présentes dans les correspondances.

Moût : base de fond de vin à distiller pour l'alcool.

Muid : Unité de mesure des liquides datant de l'ancien régime équivalente en Languedoc à 7, 2 hl environ. La mesure est encore couramment utilisée en 1914 car elle correspond à deux barriques de 360 litres qui servaient au transport du vin (demi-muids).

Podaire : ouvrier agricole chargé de la taille, la « poda »

Ramonet : Cultivateur chargé de seconder le propriétaire ou le régisseur. Il s'occupe particulièrement des chevaux. Son épouse, la **ramonetta**, est chargée de la vie domestique des **mésadiers**.

Régisseur : Gestionnaire du domaine ou de la campagne en l'absence du propriétaire.

Résiné : confiture de raisin.

Terrain : Unité d'exploitation d'un seul tenant ayant la plus grande superficie de vignes parmi les terres agricoles appartenant aux petits propriétaires.

Wagon-foudre : Wagons capables de contenir plusieurs centaines d'hectolitres conçus et mis en service pour la première fois par la Maison Mitjavile, créée à Perpignan en 1814. Cette société de transport s'installe à Montpellier en 1894.

6.2. UN CANTON ET LA GUERRE EN QUELQUES CHIFFRES

Superficie en 1914 : 162,83 km²

Population totale d'après le recensement de 1911 : 18975 dont 1470 étrangers (7,5 %)

Densité : 116,50 hab. / km²

Population totale d'après le recensement de 1921 : 18450 dont 3060 étrangers (16,60 %)

Densité : 113,30 hab. / km²

Témoins scripteurs sollicités : 150 à 180, divisés en 40 lots plus conséquents regroupant environ 135 scripteurs et 45 cartes isolées

Mobilisables des classes 1889-1919 : environ 3700 + 20 engagés volontaires de la classe 1920

Mobilisés sur la durée de la guerre : environ 3400 dont 2900 combattants parmi lesquels 1500 fantassins à l'incorporation

Départs de soldats à l'été 1914 : environ 2300 dont 2000 dans des unités combattantes (500 non mobilisés), soit 12 % de la population et 67 % du total des mobilisés.

Prisonniers : 245 dont 12 décès, recensés dans les fiches matricules.

Déserteurs : 30 d'après les fiches matricules

Insoumis définitifs²²³¹ : 10 (3 en 1914 et 7 ensuite)

Soldats exécutés par l'armée française : 2

Soldats décédés durant la guerre : environ 710

Autres victimes directes : 280 à 320 veuves et 380 à 420 orphelins au minimum

Décès probables de la grippe en 1918 : 200 soit 1,6 % de la population recensée en 1911

Caveaux collectifs : 3

Monuments aux morts : 7 dont 6 toujours présents

Plaques funéraires collectives : 7 dont 4 dans les églises

Expositions durant le Centenaire : 18

²²³¹ d'après les fiches matricules et les tableaux de recensement

6.3. PRESENTATION DES PRINCIPAUX TEMOINS A PARTIR DE 1914²²³²

ADGE Urbain-Célestin. Agde

Célestin Urbain, 40 ans, ouvrier agricole-charretier est marié à Lucie, 28 ans. Ils ont trois enfants ; Roger, 10 ans, Claire, 5 ans et Rosalie, 2 ans. Suzanne naît en 1918. Ils possèdent quelques arrhes de vignes. Affecté au 121^e RIT, le soldat part au Maroc d'où il rentre définitivement à l'été 1917 et rejoint successivement plusieurs unités à l'arrière. Il est démobilisé le 15 janvier 1919, retrouve sa famille, son métier et sa vigne. Le lot, parvenu par un petit-neveu aux archives municipales agathoises en 2015 contient environ 70 cartes postales – septembre 1914-juin 1918 -, essentiellement d'Urbain, et 4 photographies commentées.

ALDIAS Jean-Pierre (1892-1976), Bessan.

Jean-Pierre, 22 ans, célibataire est employé de bureau. Il a une sœur aînée, Marie, 28 ans, mariée et mère de Suzanne, 7 ans, et d'Emile, 3 ans. Tous vivent dans la propriété familiale. Le soldat brancardier est encaserné au 81^e RI depuis octobre 1913. Il est capturé le 21 mai 1918, rapatrié en novembre et promu caporal-fourrier en juillet 1919. Démobilisé en août 1919, il regagne le domicile parental et se marie. Devenu propriétaire, il est dans les années 1920 adjoint au maire de Bessan et président de la société de chasse. Sa sœur Marie, veuve de guerre depuis 1916 a repris la propriété familiale. La centaine de pages de son carnet de guerre (1^{er} décembre 1914 - 14 mars 1915) ainsi que son portrait photographique ont été déposés aux archives départementales de l'Hérault dans le cadre de la Grande Collecte.

AYRAUD Louis (1893-1917), Bessan

Louis, 21 ans, fils d'un propriétaire de Sigean dans l'Aude est encaserné dans le Génie. Il épouse Thérèse Puech, fille de marchands de volailles de Bessan en janvier 1917. Il a un beau-frère, Joseph, 24 ans, ouvrier agricole, caporal tué en 1916. Louis meurt des suites de ses blessures en mai 1917. Sa belle-sœur et son épouse deviennent veuves et son fils Louis, né le 8 janvier 1918, orphelin. Le lot est issu de la collecte de l'association *La Guide2Bessan* pour l'exposition de 2018. Il comprend divers documents et 18 cartes postales ou photographies écrites par Louis à ses parents ou son épouse dont la moitié le représente.

BARBEZIER Germaine et Pierre-Louis. Marseillan

Pierre-Louis, ouvrier tonnelier, a 36 ans et son épouse Germaine, 37. Ils sont parents de Roger et Jeanne, 10 et 6 ans. Pierre-Louis a deux frères, Roger et Eugène, 34 et 30 ans, ouvrier agricole et ouvrier tonnelier. Germaine a au moins deux sœurs aînées ; Marie et Célestine qui vit à Balaruc-les-Bains. Tous sont très proches. Pierre-Louis est d'abord mobilisé dans le 121^e RIT comme soldat-musicien puis passe en février 1915 dans le 308^e RI. Il se tient très au courant des expériences de ses camarades mobilisés dans le 342^e RI comme **Dori Nougaret**. Après la guerre, Louis reprend son emploi chez **Filliol**. Ses deux frères ont été tués ; Etienne en décembre 1914 et Roger en août 1916. La correspondance la plus familiale du corpus comprend environ 250 cartes postales (décembre 1914- janvier 1919). Le tiers des cartes datent de 1915. C'est par les descendants indirects que le lot qui compte 16 épistoliers, dont 12 appartenant à la famille, a traversé le siècle.

BARON Louis (1904-2000). Agde.

Louis a 10 ans. Son père est instituteur. Son frère Fernand, 20 ans, commissaire de police, est incorporé dans les chasseurs d'Afrique en septembre 1914. Louis passe toute sa vie à Agde où il est devenu employé de commerce après des études au lycée. Il a rédigé ses souvenirs sur un cahier *Le Gaulois* à la demande d'un ami collectionneur, en prévision d'une exposition commémorative en 1994. L'auteur lui a donné le nom d'« Agde pendant la Grande Guerre, témoignage écrit par Louis Baron »

BASCOUL Paul (1893-1915). Agde-Béziers.

Paul Bascoul, 21 ans, licencié de mathématiques en juillet 1914, est le troisième d'une fratrie de quatre enfants, Juliette (1890), Etienne (1891) et Henri (1894). Sursitaire, il est incorporé le 11 août 1914

²²³² Les autres témoins sont présentés au fur et à mesure dans le corps du texte.

dans le 122^e RI où il devient caporal en novembre. Il retrouve **A. Filliol** qu'il a connu au collège d'Agde. Il est tué à Beauséjour le 17 mars 1915. Le lot de lettres (12 août 1914- 15 mars 1915) de Paul et de plusieurs membres de sa famille, de divers documents, d'une photographie et d'un cahier manuscrit, ont été déposés dans le cadre de la Grande Collecte aux archives départementales de l'Hérault en 2013-2014.

BEDOS Jean (1871-1956).

Jean Bédos, 43 ans, est divorcé et vit entre Agde, dont il est maire radical-socialiste depuis 1901 et conseiller général du canton, et Montpellier. Médecin, il est mobilisé dès août 1914 à l'État-major du 16^e corps d'armée. Son fils, Bernard, 16 ans en 1914, est le seul engagé volontaire dans l'infanterie du canton en 1916 où il devient mitrailleur. En 1919, Jean abandonne sa carrière politique pour se lancer dans des activités culturelles dans la commune dont en particulier la poésie. Le lot est issu en grande partie du dépôt de son petit-fils aux archives municipales d'Agde en 2017. Il comprend divers documents dont de nombreuses photographies et poèmes.

BELLETT Pierre. Hors-canton, 96^e RI

Pierre, 29 ans, est instituteur à Montagnac. Il est marié à Marguerite avec qui il a 2 enfants, Paule et André. Adjudant, proche de l'Etat-major du 96^e RI, notamment de **S. Petitjean**, il fait toute la guerre sans être évacué. Démobilisé en mars 1919, il retrouve son poste dans son village. Ce sont les seuls souvenirs publiés du corpus qui ne concerne que la guerre. C'est son petit-fils qui l'a transmis pour publication à une association de Montagnac en 2009.

CARABASSE Emile (1892-1990). Agde

Émile, 22 ans, facteur, est fiancé à Louison Taillefer, couturière. Engagé volontaire en 1913, il est caporal dans le 142^e RI où il fait la guerre comme téléphoniste. Il est capturé en juin 1918 et démobilisé en juin 1919. Il reprend son emploi aux PTT, épouse Louissette en 1919. Ils ont deux enfants, Pierre et René, et s'installent à Béziers. Le lot retrouvé sur un chantier est issu de la collecte des archives municipales agathoises. Il est composé d'environ 70 cartes postales (mai 1913-octobre 1919) dont 10 non datées, parfois en mauvais état, d'Emile à sa fiancée et à ses parents.

CAUQUIL Pierre. Marseillan

Pierre, 40 ans, est ouvrier agricole et possède quelques arrhes de vignes. Il est marié à Ana-Marie, 39 ans. Ils sont parents de Cécile, 8 ans, Marinette, 3 ans et Albert, 1 an. Pierre est incorporé dans le 127^e RIT. Malade en 1915, il est versé successivement dans plusieurs unités d'E.T.E. Il redevient ouvrier agricole à sa démobilisation en janvier 1919. Le lot a été déposé par le petit-fils en 2016 aux archives municipales agathoises. Il comprend deux albums de cartes postales (1910-1962) échangées entre les membres de la famille sur trois générations durant trois conflits. Une centaine de cartes couvrent la période 1914-1918.

CHAVARDES, Joseph et Jean. Père et fils. Agde

Joseph, 43 ans, est tonnelier et possède un petit terrain. Il est conseiller municipal. Avec Marie, 39 ans, ils ont un fils unique, Jean, 18 ans, engagé volontaire en décembre 1914. Joseph est incorporé en avril 1915 dans un bataillon de travailleurs militaires avant de rentrer chez lui en juillet 1917, comme détaché agricole. Jean devient sergent. Il est démobilisé en octobre 1919. Père et fils redeviennent petits propriétaires viticoles. Jean épouse Delphine Joly en avril 1919 avec laquelle il a un fils André en 1920. Le lot a été déposé par une des belles-filles de Jean en 2013 aux archives municipales agathoises. Il comprend environ 250 cartes postales (1915-1920), divers documents militaires et des médailles.

CULLIER François (1896-1916). Agde.

François, 18 ans, fils unique, travaille chez son père, détartréur, négociant et propriétaire. Brillant élève, il a pourtant quitté le lycée à une date inconnue. Mobilisé dans le 40^e RI en avril 1915, il est tué dans la Somme en octobre 1916. Sa mère meurt en 1922. Le lot est issu d'une collection privée prêtée pour l'exposition agathoise de 2014 et il est désormais numérisé. Il contient une centaine de lettres, essentiellement de François à ses parents et à ses tantes.

DELMAS Jean, Agde

Jean, 42 ans, est régisseur de la campagne de la petite Prunette appartenant à Urbain Filliol. Avec son épouse Rosalie, 40 ans, ils ont trois enfants ; Marguerite, 17 ans, Marius, 13 ans et Antoine, 4 ans. Rosalie est la sœur d'Antoine Mathieu et de Marie Loubet. Jean est l'ami de Jean Serven. Mobilisé sur le front dans le 322^e RIT, puis le Génie à Montpellier, il rentre chez lui en novembre 1918 et reprend son travail de régisseur. Le lot est issu d'un prêt aux archives municipales d'Agde en 2016 par le petit-fils de Jean. Il contient environ 150 cartes postales relatives au conflit désormais numérisées, issues d'un album qui court de 1912 à 1935.

DEZARNAUD Joseph (1869-1915). Agde.

Joseph, 45 ans, est militaire, capitaine au 80^e RI de Narbonne et propriétaire viticole. Avec M. Thérèse, ils sont parents de Louis, 16 ans et Marguerite, 9 ans. Blessé deux fois, il devient successivement chef de bataillon dans le 96^e RI au dépôt de Béziers, le 81^e RI sur le front puis le 176^e RI aux Dardanelles d'où il est rapatrié malade en juillet 1915. Il meurt sur le navire, son corps est immergé. Un conseil de famille réuni en décembre fait de son cousin, greffier de justice, le chef de famille. Son fils, exempté, devient ingénieur, et sa fille entre dans les ordres. Le lot d'une soixantaine de lettres a été conservé par la famille jusqu'à la publication d'un tapuscrit et sa mise en ligne à l'occasion du Centenaire en 2014.

DUCONQUERE Paule. Agde.

Fille de petits propriétaires, Paulette est née en 1913. Elle relate sous forme romancée la vie de sa mère Marinette, 36 ans, pendant la guerre. Son père, 46 ans, est brièvement mobilisé avant de mourir en octobre 1918. Célibataire, elle reste à Agde où elle écrit des livres de cuisine locale et meurt en 2005. Le témoignage est un tapuscrit daté de 1994 rédigé à la demande de F. Bancal, intitulé : « La vie d'une paysanne agathoise pendant la guerre ». C'est le seul récit rapporté du corpus.

FABRE François et Marguerite. Florensac

François 32 ans et Marguerite 25, sont parents de Léon, 6 ans. François est propriétaire, éleveur, boucher. Mobilisé comme soldat-musicien brancardier et boucher dans le 2^e Régiment d'artillerie coloniale, il est affecté à l'intérieur jusqu'en septembre 1917. Capturé en mai 1918, démobilisé en janvier 1919, il rentre chez lui. Le lot conservé dans la famille est issu de la collecte des archives agathoises lors du Centenaire. Il comprend divers documents et environ 300 lettres, cartes postales et photographies signées essentiellement de Louis et Marguerite. C'est le seul lot qui contient des cartes totalement en occitan, signées d'André, le frère de Marguerite, classe 1896, détaché agricole, qui s'occupe des propriétés à partir de 1917.

FELIX Jean. Agde

Jean, 29 ans est le fils unique d'un jardinier. Bachelier à 16 ans, il arrête pourtant les études. Jardinier, publiciste, militant de la SFIO de l'Hérault, il est candidat malheureux aux diverses élections de 1907 à 1914. Avec son épouse Anna, ils ont cinq enfants ; Joséphine, Marcel, Marie-Louise, France, née en 1915, et Jean Sever. Encaserné lors de la mutinerie du 17^e RI, il en est resté à l'écart. En août 1914, il est isolément incorporé dans le 258^e RI. Sergent dès le 21 août 1914, il est blessé, puis capturé à Verdun en mars 1916 puis emprisonné à Minden. Il est démobilisé en janvier 1919. Élu député SFIO de l'Hérault pour un mandat, il est aussi élu maire d'Agde de 1919 à 1944. Le lot est composé de diverses sources privées et publiques.

FILLIOL Jean, André, Ulysse, Marseillan.

Jean Urbain, 48 ans, vétérinaire, camionneur et propriétaire de la campagne de la petite Prunette dont Jean Delmas est le régisseur. Il dirige les opérations de réquisition de chevaux de 1914 à 1917 et est fait Chevalier de la Légion d'honneur, remise le 13 janvier 1916, par son neveu, le capitaine Guillaut, Officier d'ordonnance du Général Gamelin. Ulysse, son fils aîné, 25 ans, polytechnicien, sous-lieutenant dans les chasseurs est tué en Alsace en juin 1915. André, le cadet, a 23 ans. Célibataire, il a fait des études supérieures de vétérinaire. Il est mobilisé en tant que tel dans le 56^e RA et retrouve sur le front Paul Bascoul ou Dori Nougaret. En septembre 1916, il part pour l'Orient et est démobilisé en août 1919. Il se marie et reprend l'entreprise de camions et la campagne. En 1942, il est nommé maire de Marseillan puis élu en 1945. Il a raconté son parcours à Jean Fayet, auteur de *l'Histoire de Marseillan*. Deux cartons ont été déposés par ses enfants aux archives municipales de Marseillan en 2007.

FOURNIER Valentin. Agde.

Valentin, 22 ans, aveyronnais, cultivateur, est célibataire et encaserné à Agde avec le 96^e RI. Il est capturé en Belgique le 30 octobre et rapatrié le 8 décembre 1918. Son témoignage sous forme de chronique, rédigé en captivité, s'arrête le 2 novembre 1914. Il a été publié dans *La Main chaude*, une revue annuelle millavoise en 2016 et 2017, sous la forme de pages numérisées de carnet.

GLEIZES Louis. Bessan

Louis, 40 ans, est avocat et propriétaire d'une campagne à Bessan. Avec Mathilde, 38 ans, ils sont parents de Louis-Etienne, 9 ans et Marguerite, 5 ans. Louis est lieutenant de réserve dans les Dragons. Il participe aux débarquements de chevaux américains à Brest. Sur le front d'avril 1916 à juin 1917, il est capitaine au service de l'Etat-major de la 17^e Région. Démobilisé en janvier 1919, il agrandit la campagne, rachète la carrière de basalte des Roches bleues ainsi qu'un élevage de chevaux dans le Lodévois. Il est élu maire SFIO de Bessan de décembre 1919 à 1944. Le lot est conservé par ses petits-enfants qui ont gardé la propriété. Il comprend divers documents et une centaine de plis et cartes militaires expédiées par Louis à Mathilde.

HONORAT Paul. Agde

Paul a 30 ans comme son épouse Anna. Ils sont parents de Rosalie née en 1912. Il est jardinier et l'ami de **Paul Loubet**. Tous les deux ont un ami en commun, **Emile Bonnaric** incorporé dans le 281^e RI. Paul est fait prisonnier en juin 1918 dans l'Aisne puis à Soltau en Basse-Saxe avant d'être démobilisé en janvier 1919. Il redevient jardinier. Le lot est issu de la Grande Collecte des archives départementales de l'Hérault. Il comprend une soixantaine de cartes postales de Paul expédiée surtout à son épouse (24 août 1914-13 mars 1918) auxquelles se substitue un journal manuscrit de captivité (9 juin - 13 décembre 1918).

LANDES Joseph (1875-1915). Florensac

Joseph, 39 ans, est petit propriétaire. Affecté au 121^e RIT, il commence la guerre au Maroc d'où il est rapatrié malade en décembre 1914. Incorporé dans le 296^e RI (non noté sur sa fiche matricule), il est tué à Neuville-Saint-Vaast le 30 octobre 1915. Il laisse une veuve et deux orphelins, Jeannou et Louise. Le lot est issu de la collecte des archives municipales agathoises durant le Centenaire. Il contient le carnet de guerre de Joseph du 25 juin au 25 septembre 1915 et quelques autres documents.

LARROQUE Pierre, Etienne, Margot et Fernand. Agde.

Pierre, 52 ans, est huissier de justice et possède une affaire de sable et une propriété viticole. Il a trois enfants avec Elisabeth, 44 ans : Emilie-Marguerite, dites « Margot », 25 ans, Etienne, 24 ans, polytechnicien, et Fernand, 17 ans, lycéen, tous célibataires, mais Etienne est fiancée avec Gabrielle Amadou. Sous-lieutenant d'artillerie, ce dernier est capturé le 28 août 1914. Malade, il est rapatrié par la Suisse en juillet 1918. Fernand est incorporé en janvier 1916, dans le 143^e RI. Il est nommé le 4 juillet 1918, sous-lieutenant au 233^e RI, après un passage à St Cyr. Le 24 juillet, il meurt des suites de ses blessures. Etienne se marie avec Gabrielle en 1919, ils ont une fille née en 1925. Ingénieur des poudres, il dirige la poudrerie militaire de St Chamas à partir de 1931. Il meurt dans son explosion en 1936. **Jean Bédos** lui rend hommage dans un sonnet. Elisabeth s'est suicidée en avril 1920, Margot épouse le clerc d'huissier de son père en 1921. Le lot d'une centaine de cartes et surtout de lettres notamment de Fernand, est dispersé entre un fonds privé récupéré à la décharge et remis aux archives municipales et la petite-fille d'Etienne.

LOUBET Marie et Paul. Agde

Marie et Paul, 29 ans, sont jardiniers depuis 5 ans. Parents de Françoise, 8 ans, ils perdent René, 2 ans, en août 1914. Marie est la sœur de Rosalie Delmas et d'**Antoine Mathieu**. Paul d'abord exempté est récupéré dans le 44^e RIC de Perpignan. Très rapidement capturé, il est interné de juillet 1915 à janvier 1919 dans le camp de Meschede. En juillet 1915, le couple a un fils Jean qui meurt en 1917 d'une méningite. Au retour de Paul, le couple reprend le jardin de la sœur de Paul. Yvonne naît en 1922 et meurt en 1937. Le lot d'environ 300 lettres et cartes de prisonnier a été sauvé de la décharge par un collectionneur et a été publié en 2016. Il contient aussi une dizaine de lettres de **Jean Delmas**, d'**Antoine Mathieu** et des cartes de **Paul Honorat** et d'**Emile Bonnaric**

MALLET Marius. Marseillan.

Marius, 19 ans, est fils de petit propriétaire. Incorporé en décembre 1914 dans l'infanterie, il rejoint, malade, la cavalerie en 1916. Il a une sœur qui devient employé de mairie en 1917. Il rentre, devient président de l'association des anciens combattants de Marseillan. Le lot d'une quarantaine de lettres expédiées à ses parents a été présentée lors de l'exposition organisée par l'association *Marseillan d'Hier et d'Aujourd'hui* en novembre 1919.

MATHIEU Antoine. Agde.

Antoine a 36 ans, il est électricien à l'usine d'Agde. Avec Anna, 33 ans, ils sont parents de François, 8 ans et Marie, 6 ans. Le soldat est mobilisé dans le 121^e RIT au Maroc d'où il rentre en septembre 1917 pour être détaché à l'usine électrique où il finit la guerre. Après avoir acheté des terres, il s'installe comme cultivateur. Le lot d'une vingtaine de cartes et lettres est dispersé dans les lots **Loubet** et **Delmas**

MIOCH Philomen. Florensac

Philomen a 11 ans. Ses parents puis leurs six enfants, dont deux décèdent en bas-âge, sont ouvriers agricoles à Florensac. L'aînée, Rose, meurt de la grippe espagnole à 27 ans et François son frère aîné est mobilisé en 1918. La période de la guerre occupe environ une trentaine de pages au début de son témoignage publié de militant syndicaliste et communiste.

MIQUEL Joseph/MONTANIE Pierre. Cessenon/Agde

Joseph Miquel, 38 ans, est propriétaire vigneron à Cessenon. Il est marié avec Eugénie (Ninie) et père de deux enfants, Néné et Elisabeth. Il devient l'ami « inséparable » de Pierre Montanié, qui habite Agde, et comme lui, a 38 ans, est propriétaire vigneron et père de deux enfants. Les deux hommes sont affectés dans le 121^e RIT envoyé au Maroc : Joseph est sergent-vaguemestre et Pierre Montanié, lieutenant. Dès 1916, sa femme vient habiter avec lui, seule puis avec leurs deux enfants : ils s'installent à Rabat, et y restent quelques années, y compris après-guerre, avant de rentrer à Cessenon. Le lot qui a été mis en ligne en 2015 sur un blog privé comprend environ 300 cartes postales et photographies concernant toutes le Maroc.

NOUGARET Marie-Jeanne et Dori. Marseillan.

Henri-Dori, ouvrier agricole, a 28 ans et Marie Jeanne, 25 ans. Ils sont parents d'Eléa, 3 mois et de Thérèse née en mars 1916. Dori, caporal-tambour, est incorporé dans le 342^e RI avec d'autres amis. Ils retrouvent **André Filliol** dans la division. Démobilisé en janvier 1919, il rentre dans son foyer et reprend son travail. Le lot d'une soixantaine de cartes expédiées entre les deux époux, placées dans un album et transcrites, a été présentée lors de l'exposition organisée par l'association *Marseillan d'Hier et d'Aujourd'hui* en novembre 1919.

PALMIER Joséphine et Louis. Agde.

Louis, 39 ans, artisan serrurier, et Joséphine, 31 ans sont parents de Marius, 11 ans, et Jean, 8 ans. Ils sont très catholiques. Louis est mobilisé dans le 121^e RIT au Maroc. Il reste à Taza comme forgeron auprès de l'État-major du régiment. Rentré en août 1917, il est détaché dans diverses usines de la 17^e région militaire. Il est démobilisé en janvier 1919. Geneviève naît en novembre 1918. Jean décède en 1925 et Marius devient serrurier avec son père. Le lot de quelques 700 cartes postales en deux albums, a été prêté en 2016 aux archives municipales par le petit-fils de Louis, et l'arrière petit-fils du couple.

PELISSIER Ernest. Agde.

Ernest, 22 ans, est le fils unique de petits propriétaires. Encaserné au 58^e RI à Avignon, il est démobilisé en juillet 1919 et reprend la propriété viticole. Il a un fils, Jean, né en 1932, qui a déposé le lot d'une soixantaine de cartes postales, constitué de deux groupes : celles reçues par Jean et envoyées par ses très nombreux camarades marins et celles qu'il a envoyées d'Orient à partir de 1917 à ses parents. Il meurt en 1931, peut-être des suites du paludisme contracté en Orient.

PETITJEAN Saint Prix (1870-1915). Hors canton. 342^e, 96^e et 122^e RI

Saint Prix, 44 ans, et Charlotte, 36 ans habitent Paris et sont parents de René, 11 ans et Henri, 5 ans. Saint-Cyrien, militaire, Saint Prix est ingénieur détaché au service géographique des armées et en

1914 faisait des relevés topographiques au Maroc. Il revient comme capitaine puis chef de bataillon dans divers régiments de la 31^e DI. Il est tué le 4 octobre 1915 dans les tranchées de la Vistule au NO de Tahure. Il passe 6 mois très proche de **Pierre Bellet**. Charlotte devient employée de banque. Leurs fils font des carrières militaires, le second est devenu ingénieur-photographe. La correspondance est mise en ligne par les descendants. Elle contient 147 lettres dont essentiellement celles de Saint Prix à son épouse.

PICHEIRE Joseph. Agde.

Joseph, 27 ans, célibataire, fervent catholique, est né à Formiguères (P.O) dans une famille de 8 enfants. Médecin Aide-major au 16^e corps, il devient en 1916, médecin de bataillon dans le 130^e RI. En août 1918, il est médecin à l'hôpital complémentaire 55 à Cette. Il y rencontre Emilie Audouard, riche héritière agathoise, qu'il épouse en 1920. Joseph s'installe comme médecin à Agde. En 1939, il est responsable de la section agathoise de la Légion des Combattants. Le lot qui contient un carnet de guerre (Août 1914-juillet 1919), des photographies et des articles de presse a été prêté pour numérisation aux archives municipales d'Agde en 2014 par un de ses petit-fils.

RAYSSAC Jules (1891-1914). Agde.

Jules, 23 ans, célibataire, cultivateur de l'Aveyron. Encaserné à Agde avec le 96^e RI, le soldat est porté disparu à Lunéville le 30 août 1914. Son frère, Barthélémy, 35 ans, est employé des postes à Paris, non affecté militaire puis placé en service auxiliaire. Le lot privé transmis de cousines en petites-cousines a été numérisé par les archives municipales agathoises. Il comprend une vingtaine de lettres (mars 1911-10 septembre 1922), 3 photographies et des documents administratifs. Sa mère abandonne la propriété après sa mort.

SERVEN Jean, André père et fils. Agde.

Jean, 43 ans et Marie, 41 ans, sont les parents d'André, 19 ans, et Catherine, 17 ans. Ils sont propriétaires d'un petit terrain. Jean est ami de **Jean Delmas**. Il rejoint une compagnie de GVC dans les Vosges en avril 1915. Renvoyé dans ses foyers comme détaché agricole en septembre 1917, il est démobilisé en décembre 1918. Engagé volontaire en 1913, André devient marin-chauffeur sur différents vaisseaux, il est démobilisé en septembre 1919. Il devient mécanicien constructeur à la chaudronnerie Massal à Agde. Catherine épouse son voisin, Jules Avetta, dont les cartes à ses parents sont dans le lot. Ce dernier comprend environ 350 cartes postales (1914-1917) mais le flux s'interrompt en 1917. Il a été prêté par le petit-fils d'André en 2014 aux archives municipales agathoises qui l'ont numérisé.

SIGAL Joseph. Agde.

Joseph, 38 ans, est ouvrier à l'usine d'acide tartrique. Avec Marie, 32 ans, ils ont 4 filles Augustine, 14 ans, Joséphine, 9 ans, Marcelle, 5 ans et Yvonne, 3 ans. Joseph d'abord mobilisé dans le 124^e RIT, multiplie durant plus de quatre ans les expériences militaires y compris dans des régiments de première ligne en 1915 et 1916. Il est démobilisé en janvier 1919. A son retour, il revient à l'usine puis, à sa fermeture, devient ouvrier agricole. En 1919, naît Albert. Joseph meurt en 1932. Le lot d'au moins 800 lettres et cartes militaires est dispersé entre les descendants, trois collectionneurs et les archives municipales d'Agde. Il représente le lot le plus fourni du corpus. Presque tout le courrier est signé de Joseph, une carte l'est de Marie et deux lettres de chacun de ses frères.

SIMONET Benjamin. Hors canton. 142^e RI.

Benjamin, 42 ans, est le treizième enfant d'une famille de commerçants de Nancy. Militaire de carrière depuis 1895, il a connu la Cochinchine et Madagascar. Il est capitaine au 142^e RI à Lodève. Avec Alice, ils ont 4 enfants, René, 9 ans, Yvonne, 8 ans, Jean, 5 ans, et Madeleine 1 an. Promu rapidement chef de bataillon, il est blessé à Beauséjour puis fait une brillante campagne d'Orient à partir de juillet 1915 où il termine Lieutenant-colonel du 40^e RI le 1^{er} mars 1918. Ses lettres à son épouse forment un des deux seuls témoignages épistolaires du corpus publiés.

VALLIERE Louis. Agde

Louis, 26 ans, célibataire, est fils de petit propriétaire. Il est incorporé comme sergent dans le 4^e RIC. Blessé deux fois, il est placé en service auxiliaire au service de l'état civil d'Agde à partir d'octobre 1916. Il épouse en novembre sa voisine, Philomène Thiers, avec laquelle il a deux enfants, Marguerite et Gabriel, né en 1918 et 1920. Il crée l'Amicale des mutilés en avril 1917, ce qui lui fait connaître René Cassin. Il est démobilisé en août 1920. Candidat malheureux aux élections municipales sur une liste

radicale en 1919, il rejoint, à partir de 1926, **Jean Félix** dont il devient très proche. Ses responsabilités associatives s'accroissent. Propriétaire plus cossu, il est aussi régisseur d'un immense domaine de Perpignan. En 1953, il devient maire d'Agde pour deux mandats. Les photographies ont été sauvées par les petits-enfants alors que Gabriel son fils s'est débarrassé de tous les fonds de son père.

VIDAL Rose et Victor. Agde.

Louis, 39 ans et Rose, 38 ans, ouvriers agricoles, sont parents d'une fille unique, Cornélie, 11 ans. Victor est mobilisé en février 1915 dans le 121^e RIT mais en fait le 296^e RI. Blessé, il est réformé en novembre 1917. Le couple est très ami avec Honorine la sœur de **Paul Loubet** et son époux Albin Maraval. Cornélie épouse en 1923 Marius Gavinaud, 16 ans en 1914, mobilisé en 1917 dans l'artillerie qui avait une fiancée, Albine Combes dont il reste les cartes postales dans le lot formant l'album de Cornélie qui a été déposé par sa fille lors de la collecte des archives municipales d'Agde.

VIVIANI Jules. Agde

Jules, 31 ans, est né en Italie. Il est naturalisé en 1894 comme son père et ses frères qui forment une famille de bateliers et pêcheurs de sables. Marié à Angéline, sa voisine, ils ont six enfants, nés entre 1908 et 1917 ; Paul, 1 an, et Fernand, 5 ans, décèdent durant la guerre. Seul René, né en 1915, a atteint l'âge adulte. Récupéré en avril 1916, Jules est incorporé dans divers régiments d'infanterie y compris coloniale. Démobilisé en octobre 1919, il reprend la petite entreprise que son épouse a maintenue à flots et tous deux la font prospérer jusqu'en 1943, année où ils la vendent. Le lot déposé aux archives municipales en 2016 est issu d'un prêt privé du petit-fils de Jules, René. Il contient des poèmes, des photographies, des articles de journaux et un tapuscrit de souvenirs.

Résumé

TEMPS DE GRANDE GUERRE AU CANTON. Agde, Bessan, Marseillan et Vias, en Bas-Languedoc

Les manifestations du long centenaire de la Première guerre mondiale ont permis d'accéder à de nombreuses sources privées inédites, qu'il s'agisse de souvenirs, de récits, de témoignages, de correspondances, de discours, de poèmes, de photographies ou d'objets les plus divers, y compris sur des territoires de proximité. Elles ont encore amplement facilité la consultation des registres sériels par leur mise en ligne. Dès lors, ces manifestations ont rendu possible l'élaboration d'un matériau de recherche original susceptible de documenter au plus près la traversée de la guerre sur tous les fronts par une petite société cantonale organisée en quatre communes qui appartiennent au Bas-Languedoc méditerranéen. Dans une démarche micro historique, l'étude s'appuie sur l'exploitation exhaustive d'un corpus de témoignages, celle des registres quantitatifs et de multiples traces exhumées, fonds tous relatifs au territoire, par des outils empruntés à différentes sciences sociales. Outre l'accès à des sources nouvelles qui ont nécessité l'élaboration d'une méthode spécifique et la possibilité d'appréhender la complexité et la diversité du tissu social dans son maillage le plus fin, la réduction d'échelle offre l'opportunité de construire un récit à hauteur d'actrices et d'acteurs qui, à l'image du pays, appartiennent majoritairement aux catégories populaires. Histoire socialement située dans une démarche de comparaison, cette étude se présente encore comme une histoire spatialisée, au sens où la situation géographique détermine de nombreuses expériences dans un conflit qui réactive ou accentue les tensions sur le territoire cantonal, fraction du monde en guerre, confrontée aux fortes exigences nationales, qui connaît par ailleurs de fortes mobilités.

Mots clefs : Centenaire - Grande Guerre – Canton – Bas-Languedoc – Témoignages - Société – Méditerranée

Abstract

TIME OF GREAT WAR IN THE “CANTON” (Shire). *Agde, Bessan, Marseillan and Vias, in Bas-Languedoc*

The events around the War World I centenary have allowed to gain access to multiple and unprecedented private sources which came out of the attics and the private collections ; not only memories, some private stories, a lot of testimonies, some poems, a lot of cards and family letters, some speeches, but also various personal photographs and an the most some objects are emerged even on local or very small territories. At the same time they have made consulting serial registers even easier thanks to their online publication. Therefore, relying on the exhaustive exploitation of the body of evidence, quantitative registers and exhumed traces relating to the territory with tools borrowed from different social sciences, These events made possible the development of an original material of research likely to document the crossing of the war, on all fronts, by a small cantonal society organized in four wine growing little towns or big villages which belong in this case to the Mediterranean Bas-Languedoc. This fraction of the world at war, faced with strong national demands, is also experiencing strong mobilities Apart from granting access to new and offering a chance at understanding the complexity and the diversity of the social fabric down to its finest mesh, the scale reduction is an opportunity to build an actor-level narrative, for the men and the women which mostly belongs to the lower classes. A history socially anchored in a comparative approach, this study is displayed as a spacialized history, meaning that the geographical situation determines the many experiences lived throughout a conflict that otherwise rekindles or aggravates preexisting tensions on its territory.

Keywords : Centenary - War World I – society – « canton » (shire) – Bas-Languedoc - testimonies - Méditerranée